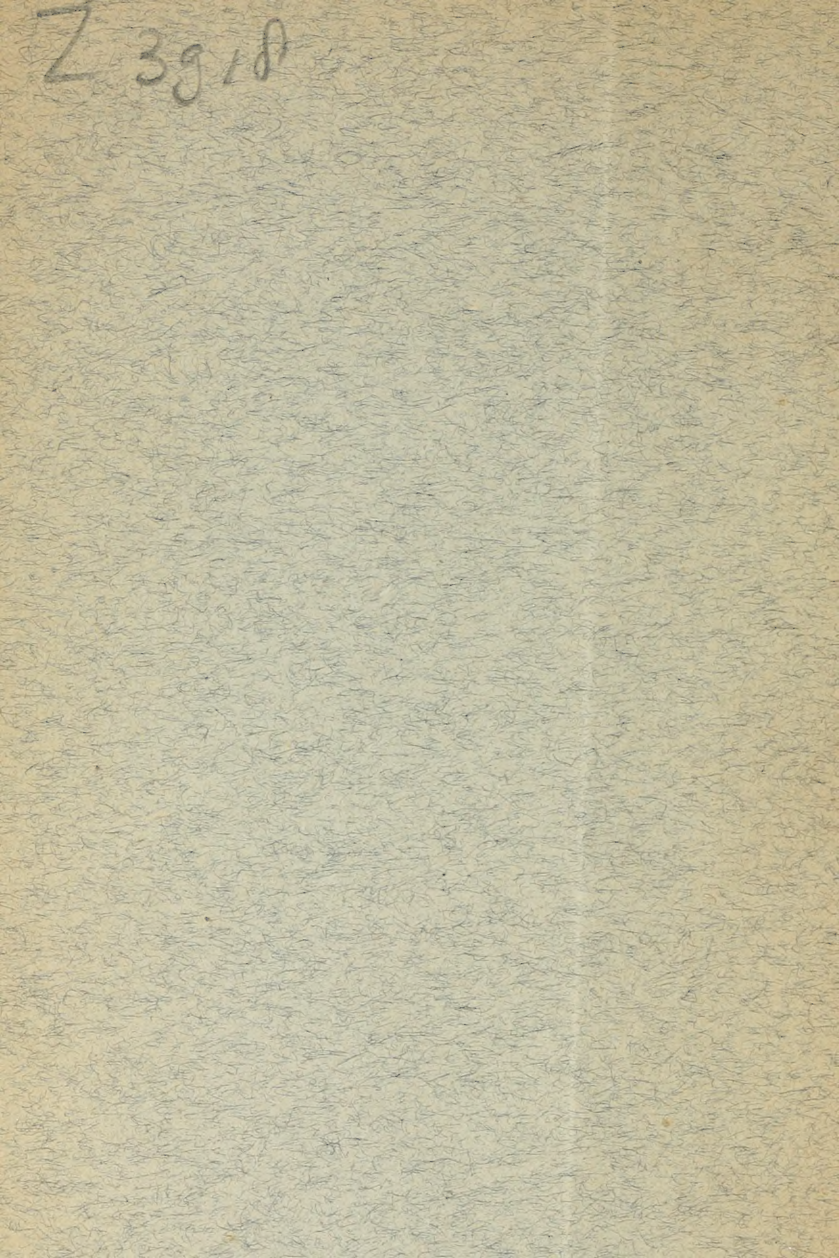
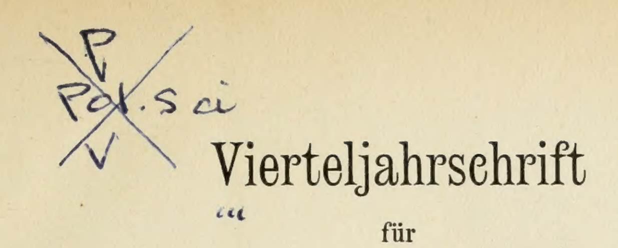










Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte

Unter ständiger Mitwirkung

von

Dr. Georges Espinas (Paris), Prof. Dr. Henri Pirenne (Gent),
Prof. Dr. Gius. Salvioli (Neapel), Prof. P. Vinogradoff (Oxford)

herausgegeben

von

Prof. Dr. St. Bauer
in Basel

Prof. Dr. G. von Below
in Freiburg i. Br.

Dr. L. M. Hartmann
in Wien

Prof. Dr. K. Kaser
in Graz

IX. Band

Verlag von W. Kohlhammer

Berlin W. 35
Derfflingerstrasse 16

Stuttgart
Urbanstrasse 14
1911

Leipzig
Rossplatz 16



Druck von W. Kohlhammer in Stuttgart.

Inhalt des neunten Bandes.

I. Abhandlungen.

II. Miszellen.

Seite

III. Literatur.

Anhang.

Les classes soloniennes et la répartition de la richesse à Athènes.

Par

E. Cavaignac.

Je me propose de revenir ici sur l'institution des quatre classes dites »soloniennes«, institution qu'on retrouve à toutes les époques de l'histoire d'Athènes, que les textes anciens n'éclairent pas suffisamment pour nous permettre des réponses faciles et certaines à toutes les questions, et sur l'évolution générale de laquelle il est pourtant indispensable de s'expliquer, si l'on ne veut pas renoncer à se faire quelque idée de la distribution de la richesse à Athènes, du VIe au IVe siècle. J'avais proposé déjà (*Revue de Philol.* 1908, p. 36—46), sur les origines de l'institution et le caractère des modifications qu'elle a subies par la suite, une explication que je persiste à croire exacte dans l'ensemble. Mais, sur un point particulier, sur la place chronologique à assigner au renseignement transmis par Pollux (VIII, 130), j'avais jugé prudent de suivre l'opinion exprimée d'abord par M. Beloch (*Hermès* 1885, p. 246, etc.), et reproduite assez généralement depuis: j'avais seulement tenté de rendre plus simple cette explication très admissible, qui consiste à placer vers 500 la fixation des chiffres de cens donnés par Pollux. Une étude plus approfondie des faits ultérieurs et des institutions du IVe siècle m'en a suggéré une autre, que je juge beaucoup plus satisfaisante, et qui m'a conduit à rectifier le tableau de l'histoire de l'institution à partir de l'an 500: je vais essayer de prouver que le renseignement de Pollux se rapporte au recensement de 378/7. En faisant cette démonstration, j'aurai au moins l'occasion de pré-

senter quelques observations sur lesquelles il vaut la peine d'attirer l'attention.

I.

L'institution des classes censitaires est apparue quand l'Etat est redevenu fort dans la Grèce homérique, quand l'autorité publique a cherché à répartir d'une façon plus précise et plus rationnelle les fonctions et les charges de chacun. A Athènes, on distingua 4 classes: les *pentacosiomédimnes*, les *chevaliers*, les *zeugites*, les *thètes*. Le nom de l'une au moins d'entre elles (les pentacosio*médimnes*) nous reporte, on l'a déjà remarqué, à une époque très primitive, quand les céréales étaient encore la culture dominante: au VIe siècle, l'Attique étant devenue la terre de l'olivier, on aurait dit pentacosio*métrète*, ou inventé une autre métaphore. Les chiffres primitifs qui définissaient les classes nous ont été conservés par une loi sur les épiclères qui (comme toutes les lois de ce genre dans les autres cités grecques) a été formulée très anciennement, puis s'est maintenue telle quelle à travers les rédactions successives, bien que les tarifs qu'elle contenait ne répondissent plus aux conditions économiques nouvelles (Dém. XLIII, 54). Les chiffres qu'on en peut déduire pour le revenu foncier brut qui définissait les quatre classes sont les suivants:

500 300 150 0 médimnes.

Or, il est constant que, primitivement, les Athéniens se sont servis du système de mesures éginétique ou phidonien: au premier Hékatompédon p. ex. (dont Mr. Lechat place la construction vers le temps de Solon[1]), les dimensions sont déduites du pied éginétique de 0m 330. Par suite, les médimnes dont il est question plus haut dans la définition des classes sont des médimnes éginétiques, et il faut rectifier en conséquence les chiffres qu'on donne parfois pour faire saisir ce qu'ils représentent (cf. Gilliard, *Quelques réformes de Solon*, p. 222). Par exemple, la quantité de blé nécaissaire pour nourrir un homme étant estimée dans l'antiquité à 7 1/2 médimnes euboïques (c. à d. à *5,4* médimnes éginétiques), les revenus bruts qui définissent les classes suffisent respectivement à nourrir:

1) Lechat, *La sculpt. att. avant Phidias*, p. 133/4, 208.

celui du	pentacosiomédimne	90	personnes
„ „	chevalier	54	„
„ „	zeugite	27	„

De même, si on l'accepte les chiffres de Mr. Gilliard pour la productivité du sol attique (12 hl = 18 méd. égin. à l'hectare), et le mode de culture qu'il admet (1 an de jachère sur 2), on trouve pour le capital correspondant à chaque classe:

capital du	pentacosiomédimne	55	hectares
„ „	chevalier	33	„
„ „	zeugite	17	„

Il est bien probable que l'époque de Solon (vers 591 av. J. C.) marque, non pas le moment où le commerce avec l'Eubée introduisit le système de mesures euboïque en Attique, mais celui où l'autorité adopta officiellement ce système [1]). Quoi qu'il en soit, le système euboïque était adopté à Athènes au VI[e] siècle, puisque les monnaies des Pisistratides sont taillées suivant ce système. C'est dont en mesures euboïques qu'ont été convertis les chiffres qui définissaient les classes antiques auxquelles les lois de Solon avaient donné une importance nouvelle: autrement dit, ces chiffres ont été élevés dans la proportion de 3 à 4. On n'a pas conservé trace du nouveau chiffre: 666,66 [2]) — pour la première classe. Pour la seconde, le chiffre 400 (au lieu de 300) reparaît au moins dans un passage de lexicographe (Suidas, s. v. ἱππεῖς). Pour la troisième, le chiffre nouveau, 200, est le seul qui soit donné par Aristote et la plupart des auteurs postérieurs. — On ne s'occupait toujours que du revenu foncier: jusqu'en 510, le seul impôt connu fut la dîme des produits du sol. Mais, à côté de la culture du blé, il avait fallu, au temps de Solon, tenir compte de celle de l'olivier (sinon déjà de celle de la vigne), et évaluer en mesures solides *ou liquides*. Il est très naturel

---

1) La tradition sur la *sisachthie*, telle qu'elle a été rectifiée par l'érudit Androtion, le prouverait (Plut., *Solon*, XV, 5): c'est probablement à tort qu'Aristote ('Aθ. π., 10 sqq.), et après lui la plupart des modernes, s'en sont tenus, sur le caractère de cette réforme, aux expressions énergiques, mais naturellement vagues, des poésies de Solon.

2) Inutile d'ajouter que ce chiffre a fort bien pu être arrondi en 650, ou même en 600 ou 700.

qu'au moment où les systèmes métriques furent précisés, on ait établi une équivalence entre le médimne de blé, le métrète d'huile, et la drachme. Il est très naturel aussi que les vieux législateurs aient cru que cette équivalence se maintiendrait. Il va de soi qu'au contraire elle s'effaça assez vite: dès la fin du VIe siècle, il fallut évaluer les revenus en argent[1]).

Les chiffres du VIe siècle ont été généralement oubliés pour les deux premières classes, parce qu'ils ont été remplacés plus tard par des chiffres plus élevés: par contre, le chiffre 200 subsistait pour la troisième classe à l'époque où commença à Athènes l'étude des institutions. — Je n'insiste pas davantage sur ces faits, puisque je me suis borné ici à préciser ce que j'avais dit ailleurs. Il n'en va pas tout-à-fait de même pour l'histoire ultérieure de l'institution.

La réforme de Clisthène (507) laissa subsister les institutions censitaires. C'est ainsi que les charges d'archontes étaient encore réservées aux pentacosiomédimnes lors de la réforme de 487/6[2]): l'admission des chevaliers aurait eu lieu vers 478, si toutefois le texte de Plutarque relatif aux réformes politiques d'Aristide (*Arist.* 22) renferme une parcelle de vérité. La classe des chevaliers servit certainement de premier cadre au corps de cavalerie constitué après les guerres médiques[3]), lequel d'ailleurs s'en distingua nettement. Ici, en effet, il fallut faire une place aux considérations techniques, beaucoup plus importantes que pour le service à pied: par l'institution de la κατάστασις (correspondant à l'*aes equestre* des Romains) on rendit l'admission dans la cavalerie possible pour des citoyens qui étaient qualifiés au point de vue militaire,

1) Une remarque en passant. Rien ne permet de supposer qu'il y ait eu, au point de vue des classes, réforme démocratique au temps de Solon: très probablement, les chiffres primitifs (très simples, puisqu'ils étaient entre eux à peu près dans le rapport 3/2/1) furent purement et simplement adaptés au système de mesures nouveau. Il est difficilement admissible qu'à aucune époque la classe des zeugites, dans laquelle était recrutée la milice nationale, ait été comprise dans les limites si étroites définies par les chiffres 300 et 200.

2) J'adopte sans hésitation la correction proposée par Headlam pour le texte d'Aristote (Ἀθ. π. XXII, 5).

3) Cf. Helbig, *Jahresb. des österr. Instit.* VIII, p. 185—202.

sans l'être au point de vue économique. Enfin, la démarcation entre zeugites et thètes distingua les citoyens qui servaient comme hoplites de ceux qui servirent sur la flotte.

Mais comment furent désormais définies ces classes? Un premier point est certain: les chiffres furent fixés en argent. La chose serait évidente, quand même des faits précis ne l'impliqueraient pas: l'un de ces faits est l'existence d'un cens pour les métèques astreints au service d'hoplites, alors que les métèques, comme on sait, n'avaient pas accès à la propriété foncière. Un autre point certain, c'est que le chiffre *200* (drachmes) fut maintenu pour la démarcation entre les deux dernières classes. Les lots assignés aux *clérouques*, et qui étaient destinés à les qualifier pour le service d'hoplites, étaient encore de 2 mines à la fin du Ve siècle: nous en avons la preuve pour Lesbos[1]), et peut-être pour Potidée[2]). — Une remarque s'impose à propos de ce chiffre de 200 drachmes. Que le médimne de blé valût 1dr au temps de Clisthène comme au temps de Solon, on peut fort bien l'admettre. Que le métrète d'huile attique n'eût pas encore augmenté de prix, la chose est plus étonnante. En tous cas, par le fait même qu'on évaluait le cens en argent, on faisait entrer en ligne de compte le revenu des capitaux mobiliers, compris désormais dans le chiffre de 200dr: il est vrai que ce revenu n'avait, en général, qu'une importance minime pour la troisième classe. De toutes manières, il semble que, dès le début, le maintien du chiffre 200 ait entraîné un abaissement du cens réel des zeugites, et par conséquent un élargissement de cette classe, — fait qui n'aurait rien d'anormal, pour l'époque où fut organisée l'infanterie nationale.

Pour les deux premières classes, nous ne savons rien: les chiffres de Pollux (VIII, 130) sont très plausibles pour l'époque des guerres médiques, mais nous renonçons à en faire état, puisque nous croyons avoir trouvé une meilleure explication de ce passage. Ici, d'ailleurs, la question se complique. Il est évident que des chiffres précis furent fixés originairement. Mais comment,

---

1) Thuc. III, 50. Cf. Busolt, *Gr. Gesch.* III, 2, p. 1032, n.

2) [Arist.], *Econ.* II, 2, 5.

par la suite, vérifia-t-on les listes? Il n'y avait pas, pour ces classes, d'institution analogue au *catalogue* qui comprenait tous les hoplites de 18 à 60 ans: le catalogue des ἱππεῖς ne comprit jamais que la liste des membres du corps militaire. On ne voit pas non plus à Athènes d'institution semblable à la lustration romaine. Eufin, l'impôt direct avait, en fait, disparu avec la tyrannie. Dans ces conditions, il semble que la définition légale des chevaliers et des pentacosiomédimnes ait dû bientôt devenir caduque.

Elle le serait devenue, si elle n'avait été rattachée à l'organisation financière générale de l'Etat, laquelle reposa désormais sur la *liturgie*. Les pentacosiomédimnes furent seuls appelés à acquitter les liturgies extraordinaires, très dispendieuses (quelle qu'en ait été la valeur absolue au temps des guerres médiques) — avant tout la triérarchie. Les deux premières classes furent appelées à acquitter les liturgies ordinaires (chorégie, etc.): quant à l'obligation d'entretenir un cheval d'armes, elle ne fut jamais, en pratique, imposée à tout membre valide de la seconde classe, mais, en théorie, elle pouvait toujours lui être imposée [1]). L'Etat eut toujours des listes de riches, lui permettant de savoir sur qui il pouvait compter pour l'acquittement de ces prestations

1) Sur cette question, cf. A. MARTIN, *Les cavaliers athéniens*, p. 295 sqq., p. 313, et *passim*. Je ne puis souscrire à la restitution proposée par Mr. MARTIN pour le passage tant discuté de XÉNOPHON, *Hipparch.* IX, 5:

Εἰς δὲ τιμὴν τῶν ἵππων νομίζω ἂν αὐτοῖς χρήματα ὑπάρξαι καὶ παρὰ τῶν σφόδρα ἀπεχομένων μὴ ἱππεύειν, ὅτι καὶ οἷς καθίστης τὸ ἱππικὸν ἐθέλουσι τελεῖν ἀργύριον ὡς μὴ ἱππεύειν, καὶ παρὰ πλουσίων γε, ἀδυνάτων δὲ τοῖς σώμασι, οἴομαι δὲ καὶ παρ' ὀρφανῶν τῶν δυνάτους οἴκους ἐχόντων.

Je ne sais si la corruption (certaine) de la phrase marquée ne vient pas simplement de ce que le mot τελεῖν était répété avant et après ἐθέλουσι. Je restituerais volontiers:

ὅτε γὰρ οὓς καθίστης τὸ ἱππικὸν τελεῖν (cf. HÉROD. V, 94; THUC. II, 84) ἐθέλουσι τελεῖν ἀργύριον ὡς μὴ ἱππεύειν.

Je traduirais donc: «Quant à l'achat des chevaux [pour les mercenaires que XÉNOPHON veut enrôler], je crois qu'on pourrait obtenir de l'argent: 1° de ceux qui ont une grande répugnance pour l'équitation (quand ceux à qui on assigne le cens de chevalier préfèrent verser de l'argent que de servir à cheval), 2° etc.»

nécessaires. Quant au soin de les tenir au courant, il s'en déchargeait sur le contribuable, par l'institution de l'*antidosis*. On sait qu'un citoyen qui s'estimait surchargé par une liturgie, pouvait déférer à un autre la liturgie ou l'échange des fortunes, et se dégageait ainsi à condition de fournir un remplaçant. On comprend très bien que le jeu de cette institution ait tenu les listes de liturges au courant, à la fois, des besoins publics et des variations de valeur des fortunes privées. Celles-ci furent rapides et considérables à partir de la découverte des mines du Laurion (483), par suite de l'abaissement du pouvoir de l'argent, qui résulta de cette exploitation.

Franchissons un demi-siècle, et arrivons à l'époque où commença la guerre du Péloponnèse (431). A ce moment, les classes existent toujours. La distinction entre zeugites et thètes revient constamment dans les textes contemporains. Pour les classes supérieures, il faut avoir soin de faire la distinction entre le corps des cavaliers, qui est souvent nommé, et la classe équestre: mais celle-ci apparaît aussi. En 428/7, Thucydide raconte que les Athéniens durent faire prendre la rame aux zeugites, mais les pentacosiomédimnes et les chevaliers furent exemptés (III, 16). En 406, des chevaliers même montèrent sur la flotte qui vainquit aux Arginuses, et il s'agit bien là de la classe, et non du corps militaire, car Athènes avait grand besoin à ce moment de sa cavalerie (Xén., *Hellén.* I, 6). Bref, encore à cette époque, les divisions «soloniennes» jouent un rôle dans des circonstances importantes, et il est impossible de se dérober à l'obligation de dire comment on conçoit leur place dans l'Etat.

Or, il est certain, si les chiffres fixés vers 500 s'étaient maintenus, que leur valeur réelle avait sensiblement baissé dans l'intervalle. C'est ce qui est arrivé pour la démarcation entre zeugites et thètes. Au temps de Thucydide, elle était encore fixée à 200 drachmes: l'exemple relatif à la clérouchie de Lesbos (et probablement l'exemple relatif à Potidée) datent de cette époque. Il en était résulté que la classe des hoplites s'était notablement élargie: l'institution de la solde pour les troupes de terre est certainement en relation avec ce phénomène.

Le même phénomène s'est-il produit pour les deux premières classes? Nous ne pouvons donner de preuve directe. Mais certains faits indiquent que les chiffres définissant les classes supérieures s'étaient tenus en rapport avec la valeur nouvelle de l'argent. Par exemple, Socrate avait un capital de 7 000 drachmes (Plut., *Arist.* I, 9). De toutes façons, ceci représentait un revenu supérieur aux 400^{dr} qui définissaient le chevalier an VIe siècle: or, Socrate était certainement un simple zeugite. Xénophon était riche avant son exil: or, il appartenait à la classe des chevaliers (avec lesquels il prit la rame en 406), — et non à celle des pentacosiomédimnes. Quant à ces derniers, il est regrettable que nous ne puissions pas déterminer ce que disait d'eux le décret, déplorablement mutilé, qui fut rendu en 387/6 au sujet de la clérouchie de Lemnos (*I. G.* II, I, 14a, l. 12)[1]. Mais la qualification censitaire des deux premières classes était évidemment toujours élevée, et le fait s'explique parfaitement si elle était restée liée à l'obligation liturgique.

Nous avons dit que le jeu de l'*antidosis* avait maintenu celle-ci en rapport avec les variations de la valeur des fortunes privées. Au temps de la guerre du Péloponnèse, il semble qu'on ne payât les liturgies ordinaires qu'à partir d'une fortune de $1^t\,{}^2/_3$, la triérarchie seulement à partir de $3^t\,{}^1/_3$[2]. Au début du IVe siècle, les chiffres limites apparaissent encore plus hauts: le cens liturgique est alors arrêté entre 2 et 3 talents (sans doute $2^t\,{}^1/_2$), le cens triérarchique très probablement de 5^t[3]).

---

1) On ne peut s'empêcher, en se rappelant *I. G.*, I, 31, de songer à une restitution comme: ἀπ' Ἀθηναίων ἁπάντων πλὴν τῶν ἱππέων καὶ τῶν] πεντακοσιομεδίμνων τοὺ[ς ἀποίκους ἰέναι.

2) *Rev. de Philol.* 1908, p. 44. Pour le second chiffre, voir le plaidoyer d'Isée *sur la succession d'Apollodore* (cf. plus bas).

3) Pour le premier chiffre: nous savons qu'on ne payait pas les liturgies avec 2^t, qu'on les payait avec 3^t (Boeckh, *Staatsh.*, éd. Fraenkhel, I, p. 537). Pour le second, il faut étudier le discours d'Isée cité plus haut (354):

Eupolis, Thrasylle et Mnéson se sont partagés la fortune de leur père: le second a été triérarque en 415. Après la mort de Thrasylle et de Mnéson, Eupolis s'empare de toute la part de Mnéson, et, devenu tuteur du fils de Thrasylle, administre ses biens de telle sorte qu'il est condamné à lui restituer 3^t: il est visible que cette somme représente, non pas le tout, mais la grosse

Ainsi, les historiens et les textes officiels emploient encore, vers 400, les vieilles dénominations de pentacosiomédimnes, chevaliers, etc. Les orateurs, eux, nous parlent toujours de *fortune triérarchique*, *fortune liturgique*, parce que, dans la pratique, ce sont ces distinctions-là qui ont de l'importance: nous savons que Lysias a employé une fois le mot *pentacosiomédimne*, mais on ne nous dit malheureusement pas dans quelles conditions (Harpocration, s. v. πενταχοσιομ.)[1]. De ces dénominations différentes sont venues, pour nous modernes, les obscurités de la question.

Après une longue période, pendant laquelle tout moyen de contrôle précis avait fait défaut à l'Etat athénien, l'impôt direct avait reparu en 427. Mais nous verrons qu'au début l'*eisphora* fut un impôt proportionnel. Dès lors, le taux en était le même pour chaque classe: il importait seulement de connaître la fortune de chaque particulier. En outre, les premières eisphoras eurent le caractère de souscriptions patriotiques exceptionnelles; il semble que, jusqu'au temps de la guerre de Corinthe, on ait pu compter sur la bonne volonté des citoyens, et s'abstenir de faire appel à des mesures de contrôle rigoureuses. C'est en 378/7 que ce système fut changé. A ce moment, Athènes, ne pouvant plus imposer de tributs aux alliés, dut considérer l'*eisphora* comme une ressource intermittente, mais normale — la seule sur laquelle

partie de l'héritage de l'orphelin. Eupolis est donc condamné à restituer à celui-ci 1° la moitié de la part de Mnéson, 2° la totalité de l'héritage de Thrasylle — et il garde une fortune de 5^t environ, avec laquelle il est triérarque. Il résulte de tout cela que l'héritage de chacun des 3 frères était d'environ $3^t\ ^1/_3$, et que, après le procès, Eupolis et le fils de Thrasylle ont eu chacun $3^t\ ^1/_3 + 1^t\ ^2/_3 = 5^t$. Quand la succession d'Eupolis a été partagée (entre 378 et 354), la maison a cessé d'être triérarchique. Ainsi, l'on acquittait la triérarchie avec $3^t\ ^1/_3$ seulement en 415, avec 5^t vers 354.

1) Un texte d'orateur me paraît impliquer une relation entre le cens de chevalier et la fortune liturgique: il est encore dans le discours *sur la succession d'Apollodore* (§ 39). L'orateur dit de son client: «Ce n'est pas lui qui, comme Pronapès, a déclaré un petit *timèma*, tout en briguant les charges réservées aux chevaliers». La première assertion se rapporte au recensement de 378/7. Mais depuis, nous savons par le discours même que Pronapès a fait un héritage de $2^t\ ^1/_2$: c'est ce qui l'aurait classé parmi les chevaliers. Ainsi s'expliquerait le reproche, assez sophistique, de l'avocat.

elle pût compter pour entretenir ses forces. Il fallut définir d'une manière plus précise et plus rationnelle que par le passé les obligations qui incombaient à chacun. On eut recours pour cela à la vieille division en classes, déjà adaptée aux institutions liturgiques.

Donc, en 378/7, les Athéniens, pour la première fois, essayèrent de se rendre compte nettement de ce que l'Etat pouvait attendre de la fortune privée. Ils commencèrent par faire un recensement complet des fortunes. On nous dit qu'ils trouvèrent, pour le τίμημα τῆς ἀξίας, 5750 talents (Pol. II, 62)[1]). Mr. Beloch est le seul qui ait osé voir dans ce chiffre le montant total du capital attique. Il est manifeste que le *timèma* n'était qu'une partie de ce capital: l'Etat distinguait d'abord le capital imposable (*timèma*) du capital réel, pour pouvoir ensuite fixer l'impôt suivant une simple proportion. Mais comment fut établi le rapport entre l'un et l'autre?

Un texte de Démosthène dit formellement que le *timèma* de 15 talents est 3 talents, et P. Guiraud a cru pouvoir appliquer ce rapport de $^1/_5$ à tout le capital[2]). Il arrive ainsi, pour la valeur réelle de ce capital, au total de 28000 talents, qui, quoi qu'il fasse pour le rendre plausible, paraît bien élevé.

Or, si le texte en question nous apprend que le *timèma* de 15^t était 3^t, deux autres textes de Démosthène impliquent formellement que le rapport $^1/_5$ n'était appliqué qu'aux grosses fortunes:

1° XXVII, 7 (Didot, p. 424 in.): «Dans la symmorie (cf. ci-dessus), mes tuteurs déclarèrent en mon nom que je serai inscrit pour 500^{dr} par 2500^{dr}, sur le même pied que Timothée fils de Conon et les possesseurs des plus grands *timèmata*».

2° XXVIII, 4 (Didot, p. 435 *in.*): «Mon tuteur . . . a déclaré à l'Etat la grandeur de la fortune laissée par mon père, en me constituant chef d'une symmorie, non pas sur le pied des petits

1) On sait comment l'Etat se déchargea de l'obligation de renouveler ce recensement par la constitution de *symmories*, groupes de contribuables qui se chargeaient de la peréquation et de la levée des impôts. Les métèques avaient leurs symmories spéciales.

2) Cf. P. Guiraud, *La propr. fonc. en Grèce*, p. 529.

timèmata, mais sur le pied de ceux qui, par 2500^{dr}, sont inscrits pour 500 ».

Ces passages impliquent évidemment que le taux n'était tel que pour les grosses fortunes. Quel était-il pour les moindres? Il semblerait à première vue qu'il dût être plus faible pour celles-ci. Cependant, il en résulterait une grande inégalité. Les plus hautes classes supportaient déjà et continuèrent à supporter une charge autrement lourde que l'eisphora: les liturgies. Il était donc naturel de les taxer moins que ceux qui ne payaient que l'impôt direct: il suffisait pour cela de fixer plus haut le *timèma* de ces derniers, p. ex. à $^2/_5$, ou $^1/_4$, ou $^1/_3$, ou $^1/_2$ du capital. Les Athéniens sont-ils capables d'avoir eu cette attention [1])?

Un rapprochement tendrait à le prouver. Un ou deux textes semblent impliquer que, pour les métèques, le *timèma* n'était que le $^1/_6$ du capital [2]). On a trouvé, à première vue, que cette indication

---

1) Il ressort de tous les textes que le *timèma* était essentiellement personnel. Je n'ai pu comprendre quelle distinction Mr. Francotte (*Les finances des cités grecques*) établissait entre les biens fonciers et les biens mobiliers. En particulier, dans l'inscription qu'il cite p. 38, je ne puis comprendre καθ' ἑπτὰ μνᾶς comme lui (Ch. Michel, *Rec. Inscr. gr.*, 1355). Les Kytherriens louent une fabrique à Eukratès pour 54^{dr}: «s'il survient une *cisphora* . . ., Eukratès paiera κατὰ τὸ τίμημα καθ' ἑπτὰ μνᾶς ». Il s'agit précisément de distinguer deux bases d'imposition: 1° le *timèma*, qui dépend de la fortune totale d'Eukratès, 2° le taux de capitalisation de la fabrique, qui est fixe. La fabrique représentera, dans la richesse d'Eukratès, un capital de 700^{dr}: s'il est très riche, le *timèma* correspondant est du $^1/_5$, 140^{dr}; s'il est moins riche, son *timèma* est autre.

2) C'est l'explication le plus généralement adoptée pour le passage du discours de Démosthène *contre Androtion* (61). L'inscription relative aux murs ('Εφ. ἀρχ. 1900; Foucart, *Journal des Savants* 1902; cf. Frickenhaus, *Athens Mauern*, p. 14 sqq.) semble la confirmer. Dans la loi que contient cette inscription, un fonds de 10^t est affecté à la construction des murailles; ce qui manquera à ce fonds sera fourni: 1° par les apodectes . . ., 2° εἰσφέρειν δὲ καὶ τοὺς μετοίκους τὸ ἕκτον μέ[ρος] . . . On fera savoir aux chefs de leurs symmories ce qu'ils ont à verser. — On connaît donc: 1° ce qui manque pour compléter les 10^t, A; 2° la partie du capital des métèques sur laquelle doit être prélevé l'impôt, B. On sait donc quelle portion x de B il faut prélever pour avoir A, et le but de la procédure indiquée dans la suite de l'inscription est de faire connaître x aux métèques. Supposons qu'il manque 4^t, et que le capital des métèques soit 2400^t, dont le *timèma* est 400^t: les métèques auront à verser une ἑκατοστή.

était étrange, puisque les métèques considéraient comme un privilège d'être assimilés aux citoyens en matière d'impôts (c'est ce qu'on appelait l'*isotélie*). Mais P. Guiraud a fait remarquer que les métèques supportaient nombre de charges dont les citoyens étaient exempts, et qu'il était naturel qu'en compensation, on leur eût allégé le poids de l'eisphora (cf. Guiraud, *Etudes écon.*, p. 105). La pensée de bienveillance que les Athéniens ont eue pour leurs métèques, ils ont donc pu l'avoir pour leurs riches.

Il est à noter, d'ailleurs, qu'au dessous d'un certain chiffre les citoyens étaient complètement exemptés. On a remarqué, dans les passages cités plus haut, que Démosthène semble parler d'une échelle établie de 2500 en 2500 drachmes. Ce chiffre n'est pas employé au hasard. On se rappelle que l'antique classe des zeugites était définie par le revenu de 200 drachmes. Or, pour cette classe, on avait encore à tenir compte surtout de la propriété foncière, et le taux de capitalisation de la terre était alors de 8 %. 2500 drachmes représentent donc le capital correspondant au revenu traditionnel du zeugite, et la somme au-dessous de laquelle on ne payait rien[1]). On s'explique par cette exemption complète des thètes, que la majorité de l'Assemblée ait été assez impartiale pour dégrever les classes riches au regard de la classe moyenne.

En somme, voici ce qu'on fit en 378/7. On commença par procéder à un recensement complet des fortunes. Puis on divisa les citoyens en 4 classes, définies par des chiffres qui étaient entre eux dans un rapport simple, 5^{t}, $2^{t}\,1/_{2}$, 2500^{dr}. Pour les deux premières classes, le timèma était du $^{1}/_{5}$. Pour la troisième, il était plus élevé. La quatrième ne payait rien. Pour les métèques astreints à l'eisphora, le *timèma* était du $^{1}/_{6}$.

Si maintenant nous revenons au texte de Pollux (VIII, 130), il se présente des coïncidences de chiffres bien suggestives.

Pollux nous dit:

---

1) S'il a été établi pour les métèques une démarcation analogue, il est utile de remarquer que, en raison du rendement plus haut des capitaux mobiliers, on a dû fixer plus bas de capital correspondant à 200^{dr} de revenu: à 2000^{dr} par exemple. C'est ce chiffre de 2000^{dr} qui fut fixé en 322 pour

«Les Athéniens avaient 4 classes (τιμήματα): les pentacosiomédimnes, qui avaient 500 médimnes de revenu, et ἀνήλισκον ἐς τὸ δημοσίον 1 talent; les chevaliers, qui avaient 300 médimnes de revenu et ἀνήλισκον $^1/_2$ talent; les zeugites, qui avaient 200 médimnes de revenu, et ἀνήλισκον 1000^{dr}; les thètes, qui n'avaient rien, et ne payaient rien.»

Il a donc contaminé un renseignement puisé dans Aristote (Ἀθ. π., 8) avec un autre, relatif à ce que payait chaque classe. Mais à quelle époque se rapporte celui-ci? telle est la question qui a fait couler tant d'encre, et donc je crois bien cette fois apercevoir la solution.

Il est à remarquer d'abord que l'expression ἀνήλισκον ἐς τὸ δημοσίον — qui pourrait, à la vérité, résulter d'une confusion venue du mot τελεῖν — s'applique mieux à un impôt direct comme l'eisphora. Cette expression est très vague, et peut parfaitement désigner une opération comme celle qui a servi à fixer le taux du *timèma*: pour indiquer d'un mot ce calcul compliqué, les orateurs n'hésitent pas parfois à employer l'expression plus inexacte εἰσφέρουσι.

Venons aux chiffres donnés par Pollux pour chaque classe: 1 talent, $^1/_2$ talent, 1000 drachmes. 1 est le $^1/_5$ de 5^t, chiffre qui est, au temps d'Isée, celui du cens triérarchique. $^1/_2$ talent est le $^1/_5$ de 2$^1/_2$ talents, chiffre du cens liturgique. 1000^{dr} équivalent aux $^2/_5$ de 2500 drachmes, cens des zeugites.

Nous avions constaté qu'en 378/7 les Athéniens, après avoir procédé au recensement des fortunes, s'étaient appliqués à établir un système d'après lequel les classes pussent être taxées inégalement, en même temps que, pour chaque eisphora particulière, on n'eût qu'à voter un tarif unique. Ils y arrivèrent par l'institution du *timèma* ou capital imposable, fixé dans un rapport variable avec le capital réel. Pour les classes qui payaient déjà les liturgies, ce *timèma* devait être le $^1/_5$ du capital. Pour les zeugites, il devait être supérieur. Pour les métèques, il semble avoir été du $^1/_6$.

---

les citoyens auxquels on laissa les droits politiques: s'il fut considéré comme l'équivalent des 2500^{dr} de 378/7, il y aurait là un témoignage intéressant sur l'importance de plus en plus grande des capitaux mobiliers.

— Pollux nous apprend maintenant qu'en effet les deux premières classes ἀνήλισκον ἐς τὸ δημοσίον le 1/5 de leur capital, la classe des zeugites les 2/5, les thètes rien: la coïncidence ne peut être l'effet du hasard. Il n'y a de nouveau pour nous, dans le texte de Pollux, que le chiffre 2/5 pour le *timèma* des zeugites.

Le renseignement de Pollux se rapporte donc à l'opération de 378/7: pour cette opération, on se servit une dernière fois de la vieille institution des classes, qui subsistait encore, bien que considérablement modifiée. Une dernière remarque s'impose. On s'explique facilement que le lexicographe ait pu trouver mentionnée quelque part une institution du IVe siècle: pour quiconque savait à quoi s'en tenir sur les conditions dans lesquelles nous est parvenue la tradition attique, il était au contraire singulier que les atthidographes eussent pu avoir des données si précises sur un tarif fixé au temps de Clisthène, et périmé vers 400.

Les noms des classes ne disparurent même pas complètement après 378/7. Nous avons vu le passage d'Isée (de 354). Aristote parle une ou deux fois des classes comme d'une institution existante. Mais, dans la pratique, on employait toujours les dénominations dérivées des institutions de 378/7, et sur lesquelles nous reviendrons: les Trois-Cents, les Douze-Cents, etc.

Résumons. En 378/7, les Athéniens ne connaissaient toujours d'autre classification que la division «solonienne» en 4 classes; les pentacosiomédimnes et les chevaliers étaient devenus les triérarques et les liturges, ayant comme cens minima approximatifs 5 t et 2 1/2 t: je dis approximatifs, parce que nous avons vu que ces chiffres n'avaient rien de fixe, et variaient avec la valeur de l'argent, par le jeu de l'*antidosis*; les zeugites étaient toujours définis par le revenu de 200 dr, correspondant maintenant à un capital de 2500 dr. Quand on voulut répartir équitablement l'*eisphora*, on prit d'abord comme chiffre minimum des fortunes imposables ce chiffre de 2500 dr, et on définit les deux classes supérieures par les chiffres précis de 2 t 1/2 (15 000 dr) et 5 t (30000 dr), qui étaient des multiples simples du premier (2500 × 6 et 2500 × 12). On décida que la première catégorie serait inscrite pour 1000 dr par

2500^{dr}, et les deux autres pour 500^{dr} par 2500^{dr}, et qu'ensuite chaque *eisphora* serait proportionnelle. — Supposons par exemple qu'on votât une *eisphora* du 120e (comme il arriva probablement vers 370) [1]. Un citoyen qui avait 15^{t}, comme Démosthène, avait un *timèma* de 3^{t} (18000^{dr}), et dut payer 150^{dr}, soit $^{1}/_{600}$ de son capital. Un citoyen qui avait 4^{t} 1000^{dr} (25000^{dr}) avait comme *timèma* 5000^{dr}, et dut payer 41^{dr} 4^{ob}, soit $^{1}/_{600}$ aussi de son capital. Un citoyen qui avait 3000^{dr} avait comme *timèma* 1200^{dr} et dut payer 10^{dr}, soit $^{1}/_{300}$ de son capital. Un citoyen qui avait 2000^{dr} ne payait rien. Un métèque qui avait 2000^{dr}, avait probablement comme *timèma* 333^{dr} 2^{ob}, et dut payer 2^{dr}77, soit $^{1}/_{720}$ de son capital [2]).

II.

Nous espérons être parvenus à saisir l'évolution des quatre classes et la valeur de ces distinctions censitaires aux diverses époques de l'histoire d'Athènes. Il faudrait maintenant (puisque c'est là l'intérêt principal d'une étude de ce genre) tirer de là

---

1) Pendant la minorité de Démosthène, sa symmorie eut une fois à payer 2500^{dr}. S'il y avait (comme le dit Clidème) 100 symmories de citoyens, et que chaque symmorie représentât à peu près le même capital, l'impôt aurait été de 41 ou 42^{t} sur les citoyens. Si l'on tient compte du surplus qui put être prélevé sur les métèques, on verra que l'impôt fut en cette circonstance du 120e du *timèma* de 5750^{t} (cf. Guiraud, *Ét. écon.*, p. 77 sqq.).

2) Je rectifierai donc ainsi le tableau donné *Revue de Philol.* 1908, p. 46:

	Jusque v. 590 Revenu	VIe siècle Revenu	Vers 480 Revenu	Vers 430 Capital	En 378/7 Capital
Pentacos.	500 méd. égin.	666,66 méd. ou métr. eub.	?	3^{t} $^{1}/_{3}$(20000^{dr})	5^{t}
Chevaliers	300 „ „	400 méd. ou métr. eub.	?	1^{t} $^{2}/_{3}$(10000^{dr})	2^{t} $^{1}/_{2}$
Zeugites	150 „ „	200 méd. ou métr. eub.	200^{dr}	c. 2000^{dr}	2500^{dr}
Métèques hopl.				2000^{dr} —(?)	c. 2000^{dr} (?)

quelques renseignements sur la distribution de la richesse à Athènes et ses variations. Essayons [1]).

Il va sans dire que nous ne tenterons même pas d'évaluations pour la période antérieure à l'an 500. Même pour l'époque des guerres médiques, les éléments d'appréciation sont encore insuffisants. Nous ne savons pas exactement, puisque nous avons renoncé à faire état du texte de Pollux, ce que pouvait représenter alors une fortune triérarchique ou liturgique. Nous savons seulement que le nombre des citoyens ayant plus de 200^{dr} de revenu était, en gros, de 10 000 (avec les clérouques), tandis que les thètes pouvaient être 15 ou 20 000 [2]).

Il faut arriver à l'époque où commence la guerre du Péloponnèse (431) pour avoir des données quelque peu précises sur l'importance des différentes classes. On ne peut résister à la tentation de les utiliser.

Pour la première classe, nous avons dit que la limite inférieure du cens était très probablement fixée, au temps de la guerre du Péloponnèse, à 20 000^{dr} ou $3^{t}\,{}^{1}/_{3}$. Or, sur l'importance numérique de cette classe, nous avons des renseignements indirects par les chiffres relatifs à la marine. Athènes avait, en 431, 300 trières en état de tenir la mer (Thuc. II, 13). Sur ce nombre, 100 furent mises en réserve tout de suite avec leurs triérarques (Thuc. II, 24). Il en restait 200, qui durent être pourvues de triérarques tous les ans tant que dura la guerre archidamique, non qu'on les ait, en fait, réquisitionnées souvent, mais parce qu'elles devaient être toujours prêtes à partir. Mais le pamphlet sur la *République d'Athènes* (rédigé vers 424) nous apprend que le conseil désignait chaque année 400 triérarques (III, 4). La meilleure explication de ce chiffre souvent discuté me paraît être qu'on avait dès cette époque admis la coutume de la *syntriérarchie*, c. à d. assigné 2 triérarques par bâtiment: le premier exemple connu de cette institution est, comme on sait, de 410 (Lys. XXXII, 24). D'autres part, il faut bien supposer dès cette

1) Dans ce qui suit, je nomme toujours les citoyens de la 1e classe triérarques, et ceux de la 2e liturges, puisque c'est sur la triérarchie et la liturgie que nous sommes directement informés.

2) Cf. E. Cavaignac, *Le trésor d'Athènes de 480 à 404*, p. 163.

époque une loi analogue à celle que nous trouvons plus tard chez Isée (VII, 38), et supposer que les citoyens qui fonctionnaient réellement comme triérarques étaient ensuite exempts pendant 2 ans. Dans la pratique, il est certain que beaucoup de patriotes, dans les crises terribles de la guerre du Péloponnèse, ne se sont pas plus prévalus de cette exemption que de la syntriérarchie. Elle ne nous oblige pas moins à supposer que l'Etat pouvait compter sur un nombre de triérarques plus grand que celui qu'on désignait chaque année: admettons-le double. Tout ceci nous donnerait pour la première classe un effectif minimum de

$$100 + (400 \times 2) = 900$$

La seconde classe nous a paru devoir être définie à cette époque par le chiffre de $10\,000^{dr}$ ($1^{t}\,{}^{2}/_{3}$). Sur cette classe, nous sommes moins renseignés encore que sur la précédente. L'effectif de 1000 cavaliers ne s'applique qu'au corps militaire, distinct (nous l'avons vu) de la classe; il peut à peine nous fournir pour celle-ci un minimum. Quant aux liturgies ordinaires, nous pouvons seulement affirmer qu'elles étaient extrêmement nombreuses au Ve siècle: pour la chorégie, par exemple, il faut songer qu'outre les tragédies et les comédies, il fallait pourvoir de chœurs la masse énorme des dithyrambes, dont 4–5000 ont été joués sur le théâtre d'Athènes au siècle de Périclès (Ed. Meyer, Gesch. des Altert. IV, p. 94). Si Démosthène estime à 2000 le nombre extrême de personnes qu'on pourrait astreindre aux liturgies [1]), au IVe siècle, époque où l'éclat des représentations dramatiques était moins grand, la civilisation attique moins brillante, nous pouvons penser que le même chiffre, pour le temps de Périclès, n'est pas exagéré.

La troisième classe était toujours définie par le revenu traditionnel de 200 drachmes: à quel capital pouvait-il correspondre? A l'époque solonienne, le taux normal de l'intérêt était de 18 °/o [2]), et, comme alors on ne prêtait encore que sur hypothèque, nous pouvons estimer que ce chiffre représente le taux

1) Dém. XIV, 16.

2) Les objections de Mr. Billetter (*Gesch. des Zinsfusses*, p. 48) ne me paraissent pas convaincantes.

de capitalisation de la terre. Au IVe siècle, ce même taux était descendu peu à peu à 8%. Nous ne nous tromperons guère en l'évaluant, vers 431, à 10%, et en fixant à peu près à la valeur de 2000^{dr} le capital minimum du zeugite. Quant à l'effectit militaire de cette classe, je me suis expliqué ailleurs sur le chiffre de 26000 donné par THUCYDIDE[1]). Je persiste à croire qu'il faut y comprendre les *clérouques*, que l'historien n'a pu oublier dans l'énumération des forces d'Athènes; c'est la façon la plus naturelle de concilier ce chiffre avec celui de 9000, donné pour les ὅπλα παρεχόμενοι présents en Attique en 411[2]). J'ajoute qu'on ne saurait trop accentuer les ravages que pouvaient causer, dans une population en somme aussi restreinte, des faits comme la peste ou la guerre (en particulier la guerre décélique).

Rappelons, pour ne rien oublier, que le nombre des citoyens de la dernière classe semble avoir été, en 431, de 20000 environ.

Il ne faut pas négliger les métèques dans une étude relative au capital attique. Ils n'étaient pas astreints à la triérarchie, puisque l'acquittement de cette liturgie eût entraîné l'exercice du commandement sur des citoyens: sur ceux qui étaient astreints à la chorégie, nous n'avons aucune donnée. Il en est autrement pour les métèques ayant le cens d'hoplites[3]); remarquons que, pour eux, le capital représenté par le revenu de 200^{dr}, étant tout entier mobilier, devait être déjà un peu plus bas que pour les paysans d'Attique – disons: inférieur à 2000^{dr}. Or, les métèques hoplites étaient 3000[4]): nous ne savons pas l'effectif total de la classe au Ve siècle.

Risquons maintenant un calcul du minimum du capital attique

1) *Le trésor d'Ath. de 480 à 404*, p. 164 sqq.

2) Mr. FAWCUS (*Journ. of hell. stud.*, p. 27) a proposé une explication nouvelle du texte de THUCYDIDE: il comprend dans les hommes de garde aux remparts un certain nombre de troupes légères. C'est se mettre en contradiction formelle avec l'assertion deux fois répétée de l'historien ancien.

3) Je ne puis suivre M. CLERC (*Les métèques athéniens*, p. 51), qui croit que tous les métèques pouvaient être appelés à servir comme hoplites: les expressions de THUCYDIDE me paraissent formelles.

4) THUC. II, 31: il est possible qu'il faille augmenter légèrement ce nombre pour tenir compte des plus jeunes et des plus vieux.

vers 431, en supposant les membres de chaque classe réduits à la fortune minima de la classe[1]). Nous trouvons:

Cens de $3^{t\,1}/_3$	900 hommes	=	3000^t
„ „ $1^{t\,1}/_3$	2000 „	=	3333^t
„ „ 2000^{dr}	26000 „	=	8666^t
Métèques ayant $1500-2000^{dr}$	3000 „	=	1000^t
			15999^t

Nous trouvons un minimum de *plus de 15000 talents.*

Pour comparer ce minimum au total réel que nous allons chercher à déduire des renseignements relatifs à l'*eisphora* (instituée en 427) il faudra avoir présents à l'esprit deux faits:

1° Dans le minimum calculé plus haut sont compris les biens des clérouques. Ces biens étaient tous petits, puisque les lots distribués originairement avaient la valeur strictement nécessaire pour qualifier un zeugite: 2 mines de revenu. Mais le nombre des clérouques était grand: on n'exagérera certainement pas en l'évaluant, en gros, à 6000 au début de la guerre de Péloponnèse[2]). Or, les clérouques payaient l'*eisphora* sur place, comme le prouve l'exemple de Potidée (Arist. *Econ.* II, 2, 5). Il faudrait donc défalquer leur capital du minimum calculé, pour pouvoir comparer rigoureusement ce minimum avec le capital réel sur lequel porta l'*eisphora* athénienne.

2° Il faudrait tenir compte des pertes causées par la guerre commençante: ces pertes, il est vrai, portèrent presque uniquement sur le capital foncier, mais elles furent considérables, surtout pour les hommes de la troisième classe. Il y eut certainement, de ce chef, nombre de dégrèvements, quand fut établi l'impôt direct.

Ceci dit, voyons ce qu'on peut tirer des indications relatives à l'*eisphora*. En 427, celle-ci produisit 200 talents. Or, Aristo-

---

1) Je dirai tout-à-l'heure ce que donnerait un pareil calcul, appliqué à la France actuelle.

2) Après les constitutions de clérouchies qui suivirent l'an 431, le nombre des clérouques a pu être porté à 10000.

PHANE (*Vesp.* 658) parle, un peu plus tard, de «nombreux centièmes», qui semblent bien se rapporter à l'eisphora[1]), d'autant que le pamphlet contemporain sur *la République d'Athènes* (I, 17), parlant du droit de douane, croit devoir préciser en disant: «le centième *qui est levé au Pirée*». Le chiffre de 200^t, rapproché du chiffre $^1/_{100}$, conduirait à un chiffre de $20\,000^t$ pour le capital attique. Plus tard, au cours de la guerre de Corinthe (395–387), ARISTOPHANE (*Ecclesiaz.* 823) nous dit qu'un démagogue proposa un *quarantième*, dont on attendait 500 talents, et BOECKH avait déjà reconnu là un impôt direct. Sans prendre trop à la rigueur les allusions d'un poète comique, on constate que 40×500 nous ramène au chiffre de 20 000 talents, et je persiste à croire que la coïncidence ne peut guère être fortuite. Le fait, je crois, est celui-ci:

Lorsque les Athéniens recoururent pour la première fois à l'eisphora, ils n'avaient aucun moyen d'être très exactement renseignés sur le capital total dont ils disposaient. Ils établirent d'abord l'impôt sur la base simple de la proportion. Les premières *eisphoras*, fixées au $^1/_{100}$, leur ayant fourni 200^t, il leur était resté l'impression que le capital attique s'élevait à $20\,000^t$, et c'est ce chiffre qu'avaient retenu les orateurs de 392. Il n'est pas étonnant qu'alors, après les désastres matériels de la guerre et de la révolution, dans le déclin de l'esprit public, on ait éprouvé de grandes déceptions.

Des 20 000 talents qu'accusa l'eisphora, on conclurait, pour l'époque de Périclès, à un chiffre un peu supérieur si on tient compte des ravages de la guerre, sensiblement supérieur si on ajoute les domaines des clérouques. Disons, en gros, que le chiffre réel était au minimum que nous avions calculé *comme 3 est à 2*[2]).

1) Le mot ἑκατοστή s'applique fort bien à des impôts directs (à Chios p. ex., cf. CH. MICHEL, *Rec. Inscr. gr.*, 1359).

2) Le rapport que donnerait un calcul analogue appliqué à la France serait 7/5. Je prends les chiffres fournis officiellement à propos de l'impôt sur le revenu, sans ignorer les réserves exprimées à leur sujet (*Rev. des Deux Mondes*, 15. mai 1907, p. 342: «Nous ignorons à quelles sources le ministère des finances a recouru pour les constatations. Nous les prenons telles quelles.» P. LEROY-BEAULIEU):

Nous n'insisterons pas davantage sur ces calculs, dont nous n'avons pas cherché à dissimuler les éléments douteux: nous ne les avons faits que pour préparer le rapprochement avec les chiffres que nous allons trouver au IV[e] siècle, lesquels reposent sur des bases notablement plus assurées[1]).

Après la grande détresse qui suivit la catastrophe (404), Athènes semble s'être relevée assez rapidement, économiquement parlant. Les éléments de prospérité que lui avaient apportés un demi-siècle d'hégémonie incontestée n'avaient pu être détruits d'un coup, et l'effet économique de la décadence politique, comme l'effet économique de l'élan qui avait suivi Salamine, ne devait se faire sentir qu'avec un sensible retard: la force, la richesse et la civilisation arrivent aux peuples et les quittent dans le même ordre. Quoi qu'il en soit, nous ne constatons de faits certains qu'en 378/7.

	Rev. minim.	Nombre des revenus	Minimum obtenu en supposant tous les revenus minima	Chiffre réel	Rapport
1e cl.	100 000 fcs. et plus	3 400	340 000 000	572 000 000	$\frac{1,68}{1}$
2e cl.	100 000 – 50 000	9 800	490 000 000	676 000 000	$\frac{1,37}{1}$
3e cl.	50 000 – 20 000	51 000	1 020 000 000	1 673 000 000	$\frac{1,64}{1}$
4e cl.	20 000 – 10 000	123 000	1 230 000 000	1 798 000 000	$\frac{1,46}{1}$
5e cl.	10 000 – 5 000	294 000	1 470 000 000	2 109 000 000	$\frac{1,43}{1}$
6e cl.	5 000 – 3 000	446 000	1 338 000 000	1 735 000 000	$\frac{1,29}{1}$
7e cl.	3 000 – 2 500	563 000	1 407 000 000	1 597 500 000	$\frac{1,13}{1}$
Total	—	—	7 295 500 000	10 158 000 000	$\frac{1,4}{1} = 7/5$

1) Remarquons seulement que nous avons intentionnellement pris partout, dans le calcul du minimum, des chiffres bas: on verra pourquoi.

Si nous avons bien compris ce qui se passa à cette date, la cité athénienne se trouva désormais divisée avec précision en 4 classes: la première définie par le cens de 5 talents (30 000^{dr} = 2500 × 12), la seconde par le cens de $2^{t}\,{}^{1}/_{2}$ (15 000 drachmes = 2500 × 6), la troisième par le cens de 2500 drachmes, la quatrième restant au dessous de ce cens. Pour les métèques, nous avons dit que la démarcation fut fixée probablement à 2000 drachmes.

Il s'agit de voir maintenant quelle était, au IVe siècle, l'importance numérique de chaque classe.

Pour la première, celle des triérarques, nous n'avons tout d'abord aucun renseignement formel. Mais, très vite, les plus riches contribuables semblent avoir pris l'habitude de faire à l'Etat l'avance de l'eisphora, et, à partir de 362, cette coutume devint une institution. Ce fut la *proeisphora*, qui fut considérée comme une liturgie extraordinaire, assimilée à la triérarchie. Or, nous entendons désigner les citoyens qui y étaient astreints sous le nom des *Trois-Cents*. — Il est difficile de concevoir que le chiffre de cens fixé en 378/7 pour la première classe, et le nombre des citoyens de cette classe, se soient maintenus l'un et l'autre très longtemps. Il paraît bien ressortir de la loi triérarchique de Démosthène (340)[1]) que le chiffre de 5^{t} avait été théoriquement maintenu: cette loi parle, il est vrai, de 10^{t} comme capital correspondant à une trière, mais il ne faut pas oublier qu'en 378/7 on était sous le régime de la *syntriérarchie*, et que par conséquent deux citoyens ayant au moins 5^{t} se trouvaient associés pour entretenir le même vaisseau. Mais qu'était devenu le nombre des «Trois-Cents»? En 378/7, Athènes n'avait que 100 vaisseaux, et par conséquent ce nombre, même en supposant que les triérarques se reposassent deux années sur trois, était suffisant. Bientôt, l'effectif de la flotte augmenta: au temps de la guerre sociale (355), Athènes mit en mer jusqu'à 120 trières à la fois, et, plus tard encore, elle en avait jusqu'à 300 sur ses chantiers[2]). En

1) DÉM., *Disc. s. la cour.*, 106. Le texte de la loi que nous avons est apocryphe, mais il nous donne le résumé de la loi réellement proposée.

2) *Didymi de Demosth. commenta*, éd. DIELS et SCHUBART, p. 19. Les inventaires de la marine en enumèrent même davantage.

357, il avait fallu faire appel à des triérarques volontaires: alors la loi de Périandre avait fait participer par groupes, à la charge de la triérarchie, les citoyens astreints aux liturgies ordinaires, les «Douze-Cents» (cf. ci-dessous), qui restèrent écrasés par cette charge nouvelle jusqu'à la loi plus équitable de Démosthène (340). A partir de la loi de Périandre, nous ne savons plus quel fut, en réalité, le nombre des «Trois-Cents» [1]).

Pour la seconde classe, celle des anciens chevaliers, ou des liturges, qui était encore distinguée de la classe inférieure par un timèma relativement plus bas, nous savons qu'elle forma, dès le début, un groupe à part dans les «symmories» de l'eisphora. Ce groupe est désigné par le nom des «Douze-Cents»: c'est celui qui fut appelée, à partir de 357, à participer à la triérarchie [2]). S'il fallait en croire DÉMOSTHÈNE (dans son discours *sur les Symmories*, 353), les divers artifices que rendait possibles la loi sur les cas d'exemption auraient été largement employés dans cette classe: il aurait fallu, selon lui, y comprendre 2000 personnes pour maintenir réellement l'effectif de 1200. Il est très probable que, pour la classe des Douze-Cents comme pour celle des Trois-Cents, le cens fixé en 378/7 fut maintenu en théorie, et que, pratiquement, la classe continua à se recruter par le jeu normal de l'*antidosis*. Il est donc très naturel que, à mesure qu'on s'éloigne de la date 378/7, le terme «les Douze-Cents», comme le terme «les Trois-Cents», ait pris une valeur de plus en plus conventionnelle. Dans l'ensemble, le régime des liturgies resta le même jusqu'à l'institution de l'*agonothésie,* à la fin du siècle.

Passons maintenant à la 3e classe, celle des anciens zeugites, des hoplites, sur laquelle nous sommes toujours renseignés par

1) Le terme de «Trois-Cents» était encore appliqué, après 338, aux citoyens qui payaient la *proeisphora* (DÉM., c. *Phénippe* 25, DIDOT p. 546: non pas à ceux qui payaient «les liturgies», comme il est dit dans l'important ouvrage de Mr. BEAUCHET, *Hist. du droit privé de la Rép. athén.*, t. III, p. 729).

2) Il semble que le poids des liturgies ordinaires ait été fort allégé au IVe siècle. Il paraît résulter d'un texte de Démosthène (XX, 21) qu'il ne fallait que 60 citoyens par an pour la chorégie. On se rappellera que le théâtre attique a traversé une période de langueur entre la comédie ancienne et la comédie nouvelle — langueur que les historiens de la littérature ont masquée par l'invention de la *comédie moyenne.*

les chiffres des effectifs militaires. Mr. Beloch (dans deux articles de *Klio* 1905/6) a repris l'étude de ces effectifs au IVe siècle, mais sa tendance à coter trop bas, quoique atténuée, s'est conservée. Je n'en citerai qu'un exemple, emprunté à l'histoire de la Béotie. Il ne veut pas accorder aux Béotiens plus de 7000 hommes d'infanterie, à aucune époque. Or, un document récemment découvert (fragment de Théopompe probablement) nous a appris qu'à la fin du Ve siècle, la confédération béotienne était divisée en 11 districts, lesquels devaient chacun un contingent de 1000 hoplites[1]: il faut donc bien admettre qu'alors la Béotie pouvait lever au moins 11000 hommes, ce qui d'ailleurs n'a rien d'extraordinaire. — Pour Athènes, le seul cas où on nous dise que l'armée y fut levée πανδημεί, au IVe siècle, est de 370/69: et Diodore dit que l'effectif fut de 12000 hommes[2]). Ce chiffre fut augmenté ensuite par l'envoi de clérouchies à Samos, à Potidée, etc., et l'on sait que les clérouques servaient dans l'armée athénienne, à telles enseignes qu'ils vinrent, après l'institution de l'éphébie (337), s'acquitter dans la métropole de leurs obligations éphébiques: l'exemple d'Epicure est classique. Il n'est donc pas étonnant que Mr. Beloch, de ses calculs très minutieux basés sur les listes éphébiques, déduise un chiffre total de 17000 hoplites environ[3]). Seulement, nous n'admettrons pas, comme lui, que l'obligation de la préparation éphébique fût étendue à tous les citoyens, au moins au début: tant qu'Athènes fut une puissance maritime, elle dut réserver les thètes pour le service de la flotte. Tout au plus pourrait-on inférer de ce qui se passa en 322, puis en 317, que le cens requis fût réduit à 2000, puis à 1000dr: pour l'époque ultérieure, cette question exigerait un étude spéciale. Disons seulement que la comparaison avec les autres pays, où l'éphébie avait été instituée à l'imitation d'Athènes, p. ex. avec l'Egypte, ne semble pas porter à croire que l'institution ait été jamais appliquée à tous les habitants[4]).

---

1) *Hellenica Oxyrrhinchia*, éd. Grenfell-Hunt, XI, 4.

2) Diod. XV, 63. Il n'y a vraiment aucun raison de croire que le récit de Diodore dérive de celui de Xénophon (*Hellén.* VI, 5), qui est fort différent.

3) *Klio* 1905, p. 350 sqq.

4) Cf. Jouguet, *Rev. de Philol.* 1910, p. 49.

Pour la dernière classe, celle des anciens thètes, nous sommes plus mal renseignés. Nous ne pourrions tirer d'indications directes que des effectifs de la marine: or, si Athènes alla jusqu'à mettre en mer des flottes de 120 trières en 355, de 170 trières en 322, il est évident qu'elle n'arriva pas à trouver les 24 000 ou même les 34 000 hommes nécessaires avec ses seules ressources nationales. Pour le chiffre total des citoyens au IVe siècle, nos données, excessivement vagues et sujettes à caution, varient entre 20 000 et 30 000. Disons que le chiffre 30 000 paraît le plus probable pour l'époque de Démosthène et de Lycurgue: après la sérieuse amputation qui suivit la guerre lamiaque (322), au temps de Démétrius de Phalère, on compta encore 21 000 citoyens [1]).

Quant aux métèques, la seule fraction qui nous intéresse ici est celle des métèques ayant au moins 2000 dr (cf. plus haut): il est plus que probable, en effet, que les Athéniens, qui avaient intérêt à favoriser l'immigration des gens cherchant fortune, admirent le même dégrèvement pour les métèques pauvres que pour les citoyens ayant moins de 2500 dr. Nous ne pouvons nous servir sans hésitation du chiffre que nous trouvons au Ve siècle pour la classe des métèques hoplites: 3000. Il serait assez en accord avec le chiffre total de métèques qui nous est donné à la fin du IVe siècle: 10 000 [2]), puisque, dans cette classe, la proportion des pauvres devait être plus forte que dans la population indigène. Il est d'ailleurs évident qu'ici les variations étaient plus rapides et plus artificielles que dans le corps des citoyens.

Nous n'avons plus qu'à essayer de calculer un capital minimum, d'après le même principe que nous avons appliqué pour le Ve siècle. Nous trouvons ainsi:

	Capital réel	Timèma
Cens de 5 t: 300 hommes	1500 t	300 t
Cens de 2 t 1/2: (1200 − 300) = 900 hommes . .	2250 t	450 t
Cens de 2500 dr: 12 000 hommes (sans les clérouques)	5000 t	2000 t
Métèques ayant 2000 dr: 3000 hommes? . . .	1000 t	166 t
	9750 t	2916 t

1) Ctésiclès, *ap.* Athénée, VI, 272 C.
2) Ctésiclès, *ap.* Athénée, VI, 272 C.

Nous obtenous donc un minimum de 3000^{t} pour le *timèma*, de 10 000^{t} pour le capital réel.

Heureusement, ici, nous sommes en mesure de comparer le minimum obtenu pour le *timèma* à un chiffre formel et précis: 5750^{t} (Pol. II, 62). Le minimum calculé est donc $^{1}/_{2}$ du chiffre réel. Et, comme le minimum calculé pour le *timèma* l'a été suivant les mêmes principes que pour le chiffre réel, nous pouvons, en toute rigueur, appliquer à celui-ci la proportion. Nous obtenons donc, pour le capital réel, un chiffre de *20 000 talents*, qui n'a rien que de vraisemblable. À première vue, il semblerait qu'Athènes dût être sensiblement plus riche en 431 qu'en 377; mais il ne faut pas oublier que la valeur de l'argent a encore baissé dans l'intervalle, et que par conséquent 20 000^{t} au IVe siècle n'équivalaient pas à 20 000^{t} au Ve.

Ce qui nous intéresse surtout, c'est la proportion du minimum calculé au chiffre réel: $^{1}/_{2}$. Autrement dit, le chiffre moyen de la richesse de chaque classe serait, en moyenne, le double du chiffre minimum possible. Je ne vois malheureusement aucun procédé qui permette d'entrer davantage dans le détail, et de calculer, *pour chaque classe,* le rapport: on a seulement l'impression qu'en fait, le chiffre moyen devait être encore plus éloigné du chiffre minimum pour la première classe que pour la troisième. Des fortunes de 15 talents comme celle de Démosthène devaient singulièrement déplacer ce chiffre vers le haut; or, il semble que de pareilles fortunes ne fussent pas rares à Athènes au IVe siècle.

On verra l'intérêt de cette constatation par le rapprochement avec le Ve siècle. Pour celui-ci, nous avions trouvé, en nous appuyant sur des chiffres assez incertains, *mais que nous avons intentionnellement pris toujours aussi bas que possible,* un minimum de 15 000^{t} environ, correspondant à un chiffre réel de plus de 20 000: soit un rapport de 2 à 3. Au IVe siècle, un calcul symétrique, mais plus assuré, nous conduit à un rapport de 1 à 2. Autrement dit, au IVe siècle, dans l'intérieur de chaque classe, les fortunes particulières tendent à se rapprocher de la limite supérieure plus qu'au Ve. Ce fait n'est d'ailleurs, pour

ainsi dire, que le prolongement, vers le haut de l'échelle économique, du phénomène qu'on constate en bas. Au Ve siècle, le nombre des zeugites surpassait de beaucoup celui des thètes avec les clérouques, lui était presque égal sans eux. Au IVe siècle, le nombre des zeugites paraît notablement inférieur à celui des thètes sans les clérouques, et ne le dépasse guère, si on les comprend. *Autrement dit, au IVe siècle, l'échelle des fortunes s'élevait de la pauvreté à la grande richesse plus rapidement qu'au Ve.* Et la tendance semble s'être accentuée encore au cours du siècle: en 322, quand Antipater réserve les droits politiques aux citoyens ayant 2000^dr^ de capital, il ne reste que 9000 citoyens actifs (sans les clérouques, il est vrai), tandis qu'il y a *plus* de 12 000 pauvres. Je dis: *plus,* parcequ'à mon avis, on ne doit pas comprendre dans ce nombre ceux qui émigrèrent alors en foule[1]).

La diminution de la classe moyenne (au sens économique du mot), du Ve au IVe siècle, est donc un phénomène bien constaté pour Athènes, et qui d'ailleurs s'explique parfaitement.

En dehors des causes économiques, en effet, on constate que le milieu politique était éminemment défavorable au développement de la classe moyenne. Ce milieu était, depuis 462/1 tout au moins, la démocratie absolue. Toutes les précautions constitutionnelles étaient prises pour que l'égalité politique fût aussi complète que possible entre tous les membres de la cité. Dans ces conditions, le pouvoir était aux mains du nombre, c. à d. des hommes qui vivaient de leur travail quotidien. Bien plus, par le fait du gouvernement direct, il était plutôt concentré entre les mains des pauvres qui n'avaient même pas part à la propriété foncière, qui vivaient à la ville, à portée de la Pnyx. Les sentiments du «souverain» pour la minorité riche étaient d'ordinaire

1) Le chiffre de 9000 paraît sûr (Diod. XVIII, 18). Mais on ne sait comment utiliser le chiffre de 22000 donné dans le même passage pour les Athéniens qui émigrèrent. Quant au chiffre de 12 000, donné par Plutarque (*Phoc.* 28), il est sans doute déduit du chiffre de 21 000 citoyens, constaté sous Démétrius de Phalère, par soustraction des 9 000: il représente donc un minimum, puisqu'il faut tenir compte de l'émigration qui suivit la chute d'Athènes.

— il n'est pas besoin de le dire — l'envie, une défiance facile à éveiller, bref une hostilité que tempérait à peine: 1° d'abord une certaine douceur, très relative, mais réelle, qui semble bien avoir été particulière au peuple athénien, 2° ensuite, une crainte instinctive de tuer la poule aux œufs d'or. C'étaient là des freins assez faibles, et, normalement, la plèbe traitait sans ménagement ceux qu'elle appelait «les riches».

Mais — et c'est là le point important — *parmi ces riches, la masse, à Athènes comme ailleurs, ne faisait guère de distinctions.* Au delà d'un certain taux de fortune, pourtant modeste, mais que les pauvres diables n'entrevoyaient qu'en rêve, les chiffres n'avaient plus pour eux qu'une signification des plus vagues. On exagèrerait à peine en disant qu'1 talent, 10 talents, 100 talents, — c'était tout un pour eux. Le système liturgique, par lui-même, traduit cet état d'esprit. Au IVe siècle, nous en trouvons des exemples plus caractéristiques: ainsi, la mesure qui appela les liturges à supporter les charges de la triérarchie, et qui fit tant de mécontents jusqu'à la loi de Démosthène; ainsi, la mesure qui attribuait aux zeugites un plus fort timèma qu'aux classes supérieures, alors que le «superflu» n'était pas du tout proportionnel pour les uns et pour les autres. Mais, même quand il y avait un effort sincère et intelligent pour graduer les charges, la classe moyenne était bien plus atteinte que les très grosses fortunes.

Celles-ci en effet se défendaient de diverses manières:

1° Par leur masse même, — et il est à peine besoin d'insister sur ce point. Il fallait des crises effroyables, comme fut la guerre décélique, pour venir à bout d'une fortune triérarchique. Il suffisait de peu de chose pour ruiner, et surtout pour décourager, le zeugite qui s'élevait.

2° Par le nombre de personnes que les détenteurs de ces fortunes intéressaient à leur maintien, et, pour appeler les choses par leur nom, par la corruption. Quand par exemple on étudie les documents relatifs à la triérarchie, on est frappé de la négligence entrême avec laquelle, dans l'ensemble, ce service capital était assuré au IVe siéle [1]). Cela tient certainement à la conni-

---

1) Cf. Sundwall, *Epigr. Beiträge*, dans *Klio, Beitr.* 1906, p. 39.

vence du personnel subalterne chargé de surveiller les triérarques. Ceux-ci trouvaient leur compte à alléger une charge dispendieuse et surtout importune par quelques largesses bien placées. Les fonctionnaires — et on sait combien de personnes, dans le système démocratique, passaient par ces charges inférieures — trouvaient leur compte dans les profits qu'assurait un contrôle complaisant. L'intérêt public seul souffrait.

3⁰ Enfin, il ne faudrait pas oublier de mentionner une troisième sauvegarde des grosses fortunes: leur caractère cosmopolite. M. Gernet a récemment mis en pleine lumière un exemple curieux de ce fait dans le procès, relatif aux marchands de blé, que plaida Lysias [1]). Le peuple est disposé à frapper sans pitié les marchands au détail, qu'il a sous la main. Mais il montre une timidité significative vis-à-vis des gros négociants: un coup trop fort, frappé sur quelques uns de ceux-ci, risquerait de les éloigner, eux et le commerce auquel ils font la loi. Je sais bien que ceci vaut surtout pour les métèques: mais, même parmi les riches citoyens, combien avaient des capitaux engagés sur toutes les places auxquelles s'étendaient les relations si multiples du marché athénien!

C'était donc la fortune moyenne, le campagnard aisé, le bourgeois modeste, qui supportait tout le poids du régime démocratique, et, de fait, c'est dans cette classe que semble s'être généralement trouvé le foyer principal de mécontentement et d'opposition. C'est elle qui applaudit «Aristophane, ennemi de Cléon». C'est d'elle que sortit Socrate, dont la démocratie athénienne, quoi qu'on ait dit, ne s'est jamais reproché le supplice. C'est elle enfin qui a accueilli, sinon avec joie (car Athènes avait un trop grand passé pour que le patriotisme y cédât si vite), du moins avec une résignation très explicable, le triomphe des rois de Macédoine.

NB. Les épreuves de cet article étaient déjà corrigées lorsque j'ai pu prendre connaissance du très intéressant livre de Mr Kahrstedt, *Forschungen zur Geschichte des ausgehenden 5. und des 4. Jahrhunderts*. Dans le chapitre de ce livre consacré aux *Symmories*, l'auteur me semble avoir établi que la

---

1) Univ. de Paris, Bibl. de la Fac. des Lettres, *Mél. d'hist. anc.*, p. 344.

προεισφορά fut instituée dès 374/3: il faudrait rectifier en ce sens ce que j'ai dit plus haut. En revanche, sur certains points, je ne puis suivre Mr K. Avant tout, il regarde comme établi que les 6000^t de Polybe représentent tout le capital attique! Je ne puis qu'indiquer ici, sans références, quelques chiffres qui suffisent à montrer l'impossibilité de cette supposition:

Au temps de l'orateur Lycurgue, la récolte de céréales, en Attique, était de 400 000 médimnes. En mettant le médimne à 3^dr (ce qui n'est pas un prix élevé), cela représente un revenu de 200 talents. Le taux de capitalisation de la terre étant alors de $8^1/_3$ %, ce revenu correspond à un capital foncier de près de 2500^t. Le système de la rotation biennale, pratiqué en Attique, nous force à ajouter à la terre produisant les 400 000 méd. une étendue égale qui les a produits l'année précédente: soit 5000^t environ. — Prenons maintenant les 20 000 esclaves échappés pendant la guerre décédique et supposons qu'il n'y en eût pas plus au IVe siècle (ce qui est certainement tout-à-fait faux): en attribuant à l'esclave le prix très bas de 200^dr, nous trouvons ainsi près de 700^t. — Ainsi, deux éléments seulement du capital attique, *sur lesquels la dissimulation n'a pu s'exercer que dans une mesure très restreinte,* suffisent presque à nous donner le chiffre de Polybe!

Die Münzrechnung der Lex Salica.

Von

Siegfried Rietschel (Tübingen).

§ 1.

Jahrzehntelang ist die Erörterung der Frage, in welcher Zeit die Lex Salica oder — richtiger gesagt — der unseren Texten der Lex Salica zugrunde liegende Grundtext entstanden ist, ausschließlich von rechts- oder verfassungsgeschichtlicher Seite unternommen worden; rechts- und verfassungsgeschichtliche Gesichtspunkte waren deshalb für die Datierung maßgebend. Dagegen ist im letzten Jahrzehnt eine ganze Anzahl von Aufsätzen erschienen, die, von metrologischen und numismatischen Gesichtspunkten ausgehend, ein ganz neues Licht in die umstrittene Frage zu bringen versuchen. Sie stammen sämtlich von ein und demselben Forscher, dem Historiker Benno Hilliger [1]), der, von wirtschaftsgeschichtlichen Publikationen ausgehend, zu einer näheren Beschäftigung mit der mittelalterlichen Metrologie und von dieser wieder zur älteren mittelalterlichen Numismatik übergegangen war. Das Ergebnis, zu dem Hilliger gelangte, wich von der bisher üblichen Auffassung erheblich ab. Während man in rechtshistorischen Kreisen als den spätesten Termin der Abfassung der Lex Salica das Todesjahr Chlodwigs (511) annahm und auch heute noch keinenfalls über das Jahr 555 hinunter-

1) Hilliger, Der Schilling der Volksrechte und das Wergeld (Histor. Vjschr. 1903, S. 175 ff., 453 ff.), Zum Schilling der Volksrechte (ebenda 1906, S. 265 ff.), Der Denar der Lex Salica (ebenda 1907, S. 1 ff.), Alter und Münzrechnung der Lex Salica (ebenda 1909, S. 161 ff.), Schilling und Denar der Lex Salica. Ein Wendepunkt in der Forschung (ebenda 1910, S. 281 ff.). (Zitiert als Hilliger I, II, III, IV, V.)

steigen will, nimmt HILLIGER einen wesentlich späteren Entstehungstermin an. Nach ihm fallen die ersten Versuche einer Kodifikation des fränkischen — und zwar des gemeinfränkischen, nicht des salfränkischen — Rechts frühestens in die spätere Regierungszeit Chlotars II. (613—622). Dagegen gibt es eine Lex Salica erst seit dem Ende des 7. oder Anfang des 8. Jahrhunderts [1]), und zwar nicht als Recht eines besonderen salischen Stammes, sondern als Recht des neustrischen Teilreichs, während die Lex Ribuaria das Recht des austrasischen Teilreichs ist [2]).

Diese neue, alles umstürzende Entdeckung hat sofort in den Kreisen der Rechtshistoriker scharfe Gegnerschaft gefunden. Forscher, die selbst untereinander erheblich voneinander abweichen, BRUNNER [3]), HECK [4]), JAEKEL [5]), KRAMMER [6]), VINOGRADOFF [7]), endlich ich [8]), haben sich — und zwar zum Teil in sehr eingehender Weise — mit HILLIGERS Thesen beschäftigt und sind zu einer entschiedenen Ablehnung gelangt.

In der Tat entspricht die Beweisführung HILLIGERS in keiner Weise den Anforderungen, die man an eine quellenkritische Untersuchung stellen muß. Ihre positive Grundlage ist im Grunde nur der Satz, daß die Franken im 6. Jahrhundert noch keine Rechnung

---

1) HILLIGER I, S. 455; III, S. 49, 53; IV, S. 210; V, S. 302.

2) HILLIGER III, S. 53 ff.

3) BRUNNER, Deutsche Rechtsgeschichte I², S. 433 ff., Über das Alter der Lex Salica und des Pactus pro tenore pacis (Zschr. d. Savigny-Stiftung f. RG., Germ. Abt. 29, 1908, S. 136 ff.). (Zitiert als BRUNNER.)

4) HECK, Ständeproblem, Wergelder und Münzrechnung der Karolingerzeit (Vjschr. f. Soc.- u. Wirtschaftsgesch. II, 1904, S. 337 ff., 511 ff., insbesond. 519 ff.). (Zitiert als HECK.)

5) JAEKEL, Chunnas und Twalepti (Zschr. d. Savigny-Stiftung f. RG., Germ. Abt. 30, 1909, S. 251 ff.). (Zitiert als JAEKEL.)

6) KRAMMER, Neues Archiv XXXII, S. 587, 773 f., XXXIV, S. 560 ff., XXXV, S. 288. Über KRAMMER, Zur Entstehung der Lex Salica, in der BRUNNER-Festschrift, 1910, vgl. den Exkurs.

7) VINOGRADOFF, Zur Wergeldfrage (Vschr. f. Soc.- u. Wirtschaftsgesch. III, 1905, S. 539 ff.).

8) RIETSCHEL, Der Pactus pro tenore pacis und die Entstehungszeit der Lex Salica (Zschr. d. Savigny-Stiftung f. RG., Germ. Abt. 27, 1906, S. 271 ff.), Die Entstehungszeit der Lex Salica (ebenda 30, 1909, S. 117 ff., 128 ff.). (Zitiert als RIETSCHEL I, II.)

nach Denaren gekannt haben. Erweist sich dieser Satz als unrichtig, ja, erweist sich das Gegenteil auch nur als möglich, dann sinkt HILLIGERS ganze Beweisführung rettungslos dahin. Und dabei handelt es sich um einen Satz, der im wesentlichen mit dem argumentum e silentio gewonnen ist, für eine Zeit, die nur verschwindend wenige Quellen kennt, und für die deshalb dies argumentum e silentio sehr wenig angebracht ist. Vor allem aber hat sich HILLIGER gar nicht die unüberwindlichen Schwierigkeiten klargemacht, die seiner Ansicht entgegenstehen. Wie kommt es, daß schon im 6. Jahrhundert im Pactus pro tenore pacis und im Edictum Chilperici die Lex Salica, in der decretio Childeberti der unter einem besonderen Recht stehende Salicus erwähnt werden? Daß das Edictum Chilperici (561—584) Rechtssätze enthält, die zweifellos jünger sind als die Lex Salica [1])? Daß die Rechtsbildungen der späteren Merowingerzeit, das Amt des dux, des maiordomus, die Freilassung per cartam etc., der Lex Salica völlig fremd sind? Daß sie umgekehrt Rechtsverhältnisse voraussetzt, die im 7. Jahrhundert längst überwunden sind, das Amt des thunginus, des sacebaro, das Fehlen einer Gerichtsbarkeit des Grafen, die schroffe Scheidung zwischen dem Barbarus, qui lege Salica vivit, und dem Romanus? Man sollte meinen, daß jemand, der eine so umstürzende Behauptung aufstellt, wie es HILLIGER tut, die Pflicht hat, genau zu prüfen, ob seine These überhaupt mit den Verhältnissen der Merowingerzeit, wie sie sich aus den sonstigen Quellen ergeben, vereinbar sind. Aber daran läßt es HILLIGER fehlen. Von der Erwähnung der Lex Salica und des Salicus in den Rechtsquellen des 6. Jahrhunderts findet sich in seinem ersten Aufsatz überhaupt nichts, obwohl es unbedingt notwendig gewesen wäre, über diesen Widerspruch die Leser aufzuklären; nachdem er durch BRUNNER darauf aufmerksam gemacht worden ist, hilft er sich, indem er mit recht unzureichenden Gründen in allen drei Rechtsquellen die Worte, die seiner These widersprechen, für Interpolationen erklärt [2]). Im übrigen aber geht er auf alle die genannten rechtsgeschichtlichen

1) Vgl. c. 3 mit Lex Sal. LIX, 5; c. 5 mit Lex. Sal. XXXV, 5; c. 7 mit Lex Sal. XL.

2) Vgl. HILLIGER III, S. 54; IV, S. 188 ff.

Schwierigkeiten nirgends ein. Immerhin boten noch die ersten Aufsätze manches Beachtenswerte; auch spürt man in ihnen das redliche Bemühen, sich mit den Gegnern auseinanderzusetzen. Im letzten Aufsatz (Hilliger V) ist das leider anders geworden. Die Vertreter der herrschenden Lehre, die mit Geduld Hilliger in alle die krausen Gänge seiner Beweisführung gefolgt sind, die jedes seiner Argumente eingehend geprüft haben, stempelt er zu beschränkten Vertretern eines überkommenen Dogmas. „Daran zu rütteln, gilt als Sakrileg; der Wissenschaft ist die Lex Salica fast heiliger als Gottes Wort. Während die Theologie sich schon längst die Freiheit der Quellenkritik erstritten hat, huldigt man hier noch dem scholastischen Grundsatz, etwas beweisen zu müssen, was im Laufe der Zeiten alte Glaubenstradition geworden ist“ (S. 281). Das sind Worte, die nicht einzelnen Vertretern dieser Richtung, sondern der gesamten herrschenden Lehre, Brunner an der Spitze, gelten. Daß er die jüngsten Opponenten aus dem Kreise dieser herrschenden Lehre überhaupt nicht mehr einer eigentlichen Widerlegung würdigt, sondern sie statt dessen seitenlang mit ironischen Ausfällen behandelt, ist angesichts dieser Auffassung nur konsequent. Und zum Schlusse eröffnet er im prophetischen Ton ein Zukunftsbild von dem, was nun eigentlich die rechtsgeschichtliche Wissenschaft zu tun hat, nachdem „die Numismatik das erlösende Wort gefunden hat“ (S. 283): „Damit öffnen sich die Pforten, die man bisher streng verschlossen hielt, für eine freiere Kritik der Lex Salica. Man wird über kurz oder lang das Märchen vom König Chlodwig als dem ersten Gesetzgeber der Franken und dem Schöpfer der Lex Salica in die gelehrte Rumpelkammer tun. Man wird nicht mehr über den Wert von Prologen und Epilogen streiten, sondern an das Gesetz selber herantreten (!). Man wird etc.“ (S. 327). In diesem Tone geht es fort. Dem Aufsatz gibt er aber den stolzen Untertitel „Ein Wendepunkt in der Forschung“.

Erstaunt fragt man nach der Ursache dieses seltsamen Tones. Und in der Tat liegt eine ganz bestimmte Ursache vor: nachdem Hilligers Aufstellungen überall Ablehnung gefunden haben, ist jetzt der Hauptsatz, auf den er seine Beweisführung aufbaut, nämlich, daß die Franken erst seit dem 7. Jahrhundert eine Denar-

rechnung kannten, von einem angesehenen Forscher adoptiert worden, von Luschin von Ebengreuth [1]). Allerdings ist Luschin weit davon entfernt, sich Hilligers Schlußfolgerungen zu eigen zu machen. Zunächst verlegt er (S. 55 ff.) die Redaktion der Lex Salica nicht in das Ende des 7. Jahrhunderts, sondern in die Zeit Chlotars II. oder Dagoberts I. Ferner aber sieht er als Rechtshistoriker die Schwierigkeiten, die selbst bei dieser Datierung sich aus der Vergleichung mit den sonstigen Quellen ergeben, und gelangt deshalb zu dem Resultate, daß die gesamte Redaktion des 7. Jahrhunderts lediglich in der Einfügung der Denarzahlen bestand, daß aber im übrigen der Text dem beginnenden 6. Jahrhundert angehört. Dafür muß Luschin sich von Hilliger den Vorwurf gefallen lassen, daß „ihm von der gelehrten Tradition noch mehr im Blute liegt, als mit der Freiheit wissenschaftlicher Forschung verträglich erscheint“ (V, S. 283), und daß „er an mehreren entscheidenden Punkten die einfachsten Fingerweise seiner Wissenschaft übersehen“ hat (V, S. 322). Aber auch die herrschende Lehre kann, wie wir sehen werden, auf Luschins Kompromißvorschlag nicht eingehen.

Die folgenden Untersuchungen sollen sich mit Luschins Schrift auseinandersetzen. Auf Hilligers neuesten Aufsatz soll dabei grundsätzlich nur so weit eingegangen werden, als er für die Lösung des Hauptproblems und für die Beurteilung von Luschins Arbeit etwas bietet. Nur nebenher möchte ich bei dieser Gelegenheit einige Behauptungen richtigstellen, die Hilliger in diesem seinem letzten Aufsatz über mich aufgestellt hat; doch werde ich diese Ausführungen in die Anmerkungen verweisen und in Klammern [—] setzen, so daß sie der, den diese Differenzen nicht interessieren, ungelesen lassen kann.

§ 2.

Es ist bekannt, daß die Bußen der Lex Salica durchgehends in zwei Münzsorten angesetzt sind, in d e n a r i i und in s o l i d i;

1) Luschin v. Ebengreuth, Der Denar der Lex Salica, 1910 (Sitzungsberichte d. Kais. Akademie d. Wissensch. in Wien, Philos.-Histor. Kl., Bd. 163, Abhdlg. 4). (Zitiert als Luschin.) Vgl. auch Luschins Aufsatz in den Historischen Aufsätzen, Karl Zeumer dargebracht, 1910, S. 201 ff.

die gewöhnliche Formel ist: x dinarios qui faciunt solidos y. Und zwar beträgt der Solidus 40 Denare. Auch sonst hat die Lex Salica einzelne Stellen, die nicht Bußzahlen wiedergeben, und in denen von Denaren die Rede ist. Beide Münzen sind uns in merowingischen Prägungen erhalten, der Solidus und sein Drittelstück als Goldmünzen, der Denar (bisweilen durch die Aufschrift als solcher gekennzeichnet) als Silbermünze.

Hilliger und Luschin glauben nun feststellen zu können, daß merowingische Silberdenare erst seit dem Anfang des 7. und in größerer Menge erst seit dem Ende des 7. Jahrhunderts vorkommen; sie glauben ferner feststellen zu können, daß ein Solidus zu 40 dieser Denare erst seit dem Anfang des 7. Jahrhunderts, wie Luschin, oder erst seit dem Ende des 7. Jahrhunderts, wie jetzt Hilliger annimmt, möglich ist. Infolgedessen verlegt Hilliger die Lex Salica in das Ende des 7. oder den Anfang des 8. Jahrhunderts, während Luschin die uns erhaltene Lex Salica für eine im ersten Drittel des 7. Jahrhunderts unter Chlotar II. entstandene Neuredaktion der alten Lex Salica Chlodwigs hält, in der nur die Berechnung des Solidus zu 40 Denaren und die Stellen, die von Denaren reden, als Zutaten oder textliche Änderungen anzusehen seien.

Merowingische Denare galten früher als Seltenheiten und sind erst durch einige große Münzfunde häufig geworden, und da diese Münzfunde durchweg am Ende des 7. oder im 8. Jahrhundert vergraben sind, ist es begreiflich, daß die große Masse der uns bekannten Denare der Zeit nach 650 angehört[1]). Der älteste nach seiner Prägung datierbare Denar stammt von König Charibert II. (629—631). Ob es nicht noch ältere gibt, mag vorläufig dahingestellt bleiben[2]). Auch wenn wir annehmen, daß tatsächlich die ersten merowingischen Denare am Anfang des 7. Jahrhunderts geprägt worden sind, besteht sehr wohl die Möglichkeit, daß schon 100 Jahre vorher in der Lex Salica nach

---

1) Von den in Prous Katalog verzeichneten 726 Denaren der Pariser Nationalbibliothek stammen 469, also fast zwei Drittel, aus einem einzigen Fund aus dem 8. Jahrhundert, der in Cimiez im äussersten Südosten des fränkischen Reiches gemacht ist.

2) Vgl. darüber unten S. 77 f.

Denaren gerechnet wurde. Denn der merowingische Denar ist nach der gewöhnlichen Annahme, die auch LUSCHIN S. 55 vertritt, einfach an die Stelle einer römischen Silbermünze, der Halbsiliqua, getreten [1]). Ebensogut aber, wie die Franken im 7. Jahrhundert der von ihnen geprägten Silbermünze den Namen denarius gaben, ebensogut konnten sie doch auch den Vorgänger dieses denarius, die halbe Siliqua, mit dem Namen denarius belegen. Und in der Tat haben wir ja ein direktes Zeugnis dafür in dem Bericht FREDEGARS über die Verlobung Chlodwigs, die solido et dinario, ut mos erat Francorum, erfolgte. Stammt auch die Stelle erst aus dem Anfang des 7. Jahrhunderts (vor 642), so ist es doch, darin bin ich mit BRUNNER (S. 145) gegenüber HILLIGER (IV, S. 171) und LUSCHIN (S. 59) einig, ausgeschlossen, daß der Autor den Denar in die Zeit Chlodwigs verlegte, wenn er eben erst selbst die Einführung dieser Münzsorte erlebt hätte.

Daß im übrigen in den Quellen des 6. Jahrhunderts vom denarius nicht die Rede ist, kann bei der Dürftigkeit der Quellen nicht wundernehmen: einige zum Teil noch zweifelhafte Urkunden, einige Königsgesetze, der kürzlich von MAX CONRAT aufgefundene und herausgegebene merowingische Ämtertraktat [2]), endlich die Werke des GREGOR VON TOURS [3]), das ist so ziemlich alles, was wir von Quellen besitzen. Aber die Urkunden und Königsgesetze erwähnen nirgends die Silbermünze. Und auch GREGOR spricht von Silbermünzen nicht dort, wo er die politischen Ereignisse seiner Zeit behandelt, in denen wohl das Gold, aber nicht das Silber eine Rolle spielte, sondern nur in seinen Erzählungen aus der biblischen und der Heiligengeschichte, und da gebraucht er den unbestimmten Ausdruck argenteus (= Silbermünze); ebenso wie er ja auch das Wort aureus, das meist bei ihm den solidus bezeichnet, gelegentlich auch einfach im Sinne

1) Auf das Verhältnis des Denars zur Siliquenrechnung komme ich unten S. 69 ff. zurück.

2) Zschr. d. Savigny-Stiftung f. RG., Germ. Abt. 29, 1908, S. 239 ff.

3) Dabei ist es noch höchst zweifelhaft, ob man die Ausdrucksweise des Romanen GREGOR für die Entscheidung der Frage, wie die Franken die Halbsiliqua nannten, verwenden kann.

von „Goldmünze" im allgemeinen Sinne verwendet[1]). So erzählt er von den 30 argenteis, für die Joseph von seinen Brüdern verkauft wurde (Hist. Franc. I, 9, p. 38), von dem ungetreuen Pförtner, der den triens empfing und vorgab, er habe nur einen argenteus erhalten, aus der Legende des heiligen Martin (De virtut. s. Martini I, 31, p. 603), von dem betrügerischen Kaufmann, der den für einen triens gekauften Wein mit Wasser vermischte und per argenteos verkaufte, in der Legende des heiligen Paulinus (Lib. in gloria confessorum 110, p. 819), von den argentei aus der Zeit des Kaisers Decius, mit denen die Siebenschläfer Brot kaufen wollten (Passio septem dormientium 7, 8, p. 850 f.), von 100 argentei aus dem Leben des heiligen Andreas (p. 844); daß er in diesen Erzählungen, die meist viele Jahrhunderte zurückliegende Ereignisse behandeln, unter argenteus nicht einen bestimmten Münzwert seiner eigenen Zeit verstand[2]), sondern absichtlich den allgemeinen, auch durch die Vulgata eingebürgerten Ausdruck argenteus gebrauchte, der jede beliebige Silbermünze bezeichnen konnte, läßt sich wohl kaum bezweifeln[3]). Die einzige Quellenstelle des 6. Jahrhunderts, die von einer zeitgenössischen Silbermünze redet, findet sich im Ämtertraktat; dort wird die merowingische Zwergmünze des 6. Jahrhunderts[4]) als argenteus minutus (arguenteus munutus) bezeichnet. Die Stelle ist wichtig; denn daß man diese Silbermünzchen als argentei m i n u t i bezeichnete, spricht dafür, daß das Wort argenteus a l l e i n nicht technische Bezeichnung einer bestimmten Münzsorte war, sondern einfach „Silbermünze" bedeutete[5]), und beweist ferner, daß es

1) Einerseits ist bei Gregor von einem aureus . . . singularum librarum pondere (p. 245), andererseits von einem aureus in similitudine triantis (p. 659) die Rede.

2) Die Ansicht Hilligers, daß Gregor unter argenteus die silbernen Zwergmünzchen seiner Zeit verstand, bedarf wohl keiner Widerlegung.

3) Dagegen spricht auch nicht, daß gelegentlich im Zusammenhang mit dem argenteus vom triens die Rede ist. Denn Drittelstücke des aureus und solidus gab es seit Jahrhunderten, und Gregor konnte von ihnen ruhig in seinen Heiligengeschichten reden, während die Silbermünze sehr dem Wechsel unterworfen war.

4) Über diese Zwergmünzchen vgl. unten S. 76.

5) Es ist bezeichnend für die Unklarheit Hilligers, daß er gerade aus

neben diesen argentei minuti noch größere Silbermünzen, also offenbar die Denare, gab.

So liefern die Quellen des 6. Jahrhunderts keinen Gegengrund gegen die Annahme, daß die Vorgängerin des von den Merowingern geprägten Denars, die Halbsiliqua, von den Franken denarius genannt worden sei. Vor allem fehlt es auch an jedem Anhaltspunkt dafür, daß man im Frankenreich von siliqua und dimidia siliqua gesprochen habe, um die gangbaren Silbermünzen zu bezeichnen, wie es die Westgoten und Langobarden zu tun pflegten. Wo das Wort siliqua in Quellen des Merowingerreichs verwendet wird, in der Lebensbeschreibung des heiligen Eligius sowohl wie in den Aufschriften der Goldmünzen, bezeichnet es ausnahmslos das Goldgewicht von 0,1895 g [1]), nie die dieser Goldmenge entsprechende Silbermünze. Es ist deshalb durchaus ungerechtfertigt, wenn Luschin (S. 58) für die Stellen der Lex Salica, in denen er die Denarsumme nicht streichen oder durch die Ausdrücke triens bzw. solidus ersetzen kann, annimmt, daß sie ursprünglich auf siliquae gelautet haben (z. B. in Lex Salica XII, 1: siliquam statt 2 denarios). Denn während für den Gebrauch des Wortes denarius bei den Franken des 6. Jahrhunderts wenigstens der Bericht bei Fredegar spricht, fehlt es für den Gebrauch des Wortes siliqua zur Bezeichnung einer Silbermünze im Frankenreiche an jedem Quellenzeugnis.

Das Wort denarius sollte demnach auch für Luschin kein Hindernis sein, die Lex Salica in die Zeit Chlodwigs zu setzen. Wenn die Franken ihre eigenen Silbermünzen des 7. Jahrhunderts denarii nannten, diese Silbermünzen aber im Gewicht bereits vorhandenen römischen Silbermünzen, den Halbsiliquen, nachbildeten, dann ist es doch das wahrscheinlichste, daß sie schon diese Halbsiliquen denarii benannten. Nun will Luschin allerdings zwischen

---

dem Ämtertraktat folgert, argenteus sei die technische Bezeichnung der fränkischen Silbermünze, und es mir als „schweren methodischen Fehler“ anrechnet, daß ich diese Schlußfolgerung nicht gezogen habe.

1) Seltsamerweise deutet Luschin S. 21 die Aufschriften auf den fränkischen Goldmünzen auf den Wert in Silbersiliquen. Selbstverständlich geben sie, wie schon die Formel fit oder facit de Seleqas VII beweist, den Gehalt in Goldsiliquen an; vgl. Rietschel II, S. 133, Anm. 4.

der römischen Halbsiliqua und dem merowingischen Denar eine grundsätzliche Scheidewand aufrichten; die erstere sei eine bloße Scheidemünze (Kreditmünze) gewesen (S. 17 f., 21), der letztere dagegen eine wirkliche Wertmünze (S. 25, 39). Ich will dahingestellt sein lassen, ob LUSCHINS Behauptung, daß die Siliqua und Halbsiliqua Scheidemünze gewesen seien, für das römische Reich zutrifft; für die Zeit der fränkischen Herrschaft war es doch selbstverständlich belanglos, welchen Charakter ihnen die römische Staatsgewalt beigelegt hatte. Für uns kommt es doch lediglich auf die Frage an: waren die im Frankenreich kursierenden römischen Halbsiliquen von den späteren merowingischen Denaren nach Gewicht oder Silbergehalt verschieden, oder waren sie es nicht? Daß beide Münzsorten sich im Gewicht entsprechen, nimmt ja auch LUSCHIN an. Oder besteht ein Unterschied im Feingehalt? Ich habe nirgends, weder bei LUSCHIN noch bei irgendeinem anderen, die Behauptung, geschweige denn den Beweis gefunden, daß der Feingehalt der Denare und der Halbsiliquen wesentlich verschieden gewesen sei. Die Scheidewand, die LUSCHIN zwischen der Scheidemünze Halbsiliqua und der Wertmünze Denar aufgerichtet hat, ist nicht vorhanden.

Anders als für LUSCHIN liegt allerdings das Problem für HILLIGER. Denn der Zusammenhang zwischen Denar und Halbsiliqua, den ersterer in Übereinstimmung mit der sonstigen Forschung annimmt, wird von HILLIGER entschieden bestritten. HILLIGER glaubt entdeckt zu haben, wie die Franken im 7. Jahrhundert zu ihrer Denarmünze und zugleich zu dem Namen denarius gekommen seien. Er hält den merowingischen Denar für das in Silber ausgeprägte Äquivalent eines gleichzeitigen byzantinischen Bronzegewichts, das den Namen Denar führte.

Den Schlüssel liefert HILLIGER das sogenannte Eusebianische Fragment[1]), eine Gewichtstabelle, die er ohne zureichenden Grund in den Ausgang des 6. oder in den Anfang des 7. Jahrhunderts

1) Gedruckt bei HULTSCH, Metrol. Scriptor. I, S. 278. HILLIGERS Datietierung (III, S. 12 f., Anm. 2) gründet sich darauf, daß das Fragment den Solidus zu 18 Siliquen (= 3,411 g) bewertet. Aber wie die Tabellen bei LUSCHIN S. 70 f. zeigen, wiegt der Solidus bis in die 2. Hälfte des 7. Jahrhunderts (und wohl auch noch darüber hinaus) durchschnittlich 4,40 g, also

verlegt. Sie enthält drei Gewichte, die uns hier interessieren, das δηνάριον, das zu 4 Unzen berechnet wird, den νουμμός, der 1 Unze wiegt, also das Viertel des Denars beträgt, und endlich das ἀσσάριον zu $^1/_4$ Unze, also $^1/_{16}$ Denar. Offenbar handelte es sich dabei um Bronzegewichte. Da nun im Codex Justinians der Solidus von 24 Siliquen zu 240 Unzen, die Siliqua also zu 10 Unzen Bronze berechnet wird, so ist nach HILLIGER der Denar von 4 Unzen Bronze = $^2/_5$ Siliquen und würde, in Silber ausgeprägt, da auf das römische Pfund Silber von 327,45 g 120 Siliquen gingen, $^2/_5$ (327,45 : 120) g = 1,09 g schwer sein. Mit diesem Münzwert bringt HILLIGER den merowingischen Denar zusammen[1]). Nun fehlt es aber an jedem Anhaltspunkt dafür und wird auch von HILLIGER nicht behauptet, daß man jemals in Byzanz dies δηνάριον in Silber ausgeprägt hat. Wie sollten aber die Franken auf den Gedanken gekommen sein, eine Silbermünze von 1,09 g auszuprägen und deshalb denarius zu nennen, weil es in Byzanz ein Bronzegewicht gab, das δηνάριον hieß und dort einem Silberwert von 1,09 g entsprach?

Worauf dies merkwürdige δηνάριον von 4 νουμμοί zu 1 Unze und von 16 ἀσσάρια zu einer Viertelunze beruht, hat schon HULTSCH[2]) erkannt. Es ist die Münzrechnung aus den ersten Tagen der Kaiserzeit, wo der nummus (sestertius) von 4 Assen gerade eine Unze Messing wog und ein Viertel eines Denars betrug; nur

---

nur wenig unter dem Sollgewicht von 24 Siliquen (= 4,55 g). Einen byzantinischen Solidus von 18 Siliquen finde ich überhaupt nicht.

1) Vgl. HILLIGER IV, 12 ff., 17, 26 f., 162, 205 ff.; V, S. 248 f.

2) HULTSCH a. a. O. I, S. 150 f. Wenn LUSCHIN S. 2 von dem im Eusebianischen Fragment erwähnten Denar spricht, „den HULTSCH nicht zu deuten wußte, während HILLIGER durch Verwendung des dort Unze genannten Nummus . . . und des Assarion oder Viertelunzenstückes die Brücke zum Denar der römischen Kaiserzeit findet, der ebenfalls in 16 Asses geteilt wurde“, so schreibt er, durch HILLIGERS Darstellung irregeführt, diesem ein Verdienst zu, das HULTSCH gebührt. Das Neue bei HILLIGER ist nur, daß er diese Rechnung der ältesten Kaiserzeit allen historischen Nachrichten zum Trotz in das Byzanz des ausgehenden 6. Jahrhunderts verlegt, und daß er dadurch, daß er die Ausdrücke nummus und uncia nun auch für andere Quellen (den Codex Justinians, die Glossae nomicae, die Münzinschriften) als gleichbedeutend verwendet, völlig falsche Vorstellungen erweckt (III, S. 13).

wurde der Denar nicht in Messing, sondern in Silber ausgeprägt. Aber der Denar sank bald zur Billonmünze herab, und schließlich wurden die Bezeichnungen nummus und denarius synonyme Bezeichnungen der kleinsten Bronzerechnungseinheit[1]). Hultsch hat deshalb mit Recht geschlossen, daß die Aufnahme dieser Rechnung in das Eusebianische Fragment nichts weiter als eine historische Reminiszenz ist. Für die Erkenntnis des merowingischen Denars ist sie schlechthin unverwertbar.

Gelegentlich allerdings, so bei Salmasius und in den Glossae nomicae[2]), findet sich das Wort δηνάριον zur Bezeichnung eines größeren Gewichtes verwendet, aber nicht von 4, sondern von 15 Unzen (1 Pfund 3 Unzen). Viel wichtiger für uns ist aber die Tatsache, daß man das Wort in der nachconstantinischen Zeit gar nicht selten für Silbermünzen verwendete, die mit dem neronischen Denar, der Drachme, nichts zu tun haben. So finden wir wiederholt δηνάριον als Bezeichnung des constantinischen Miliarense von $1^{1}/_{3}$ Drachme oder 4 Skrupeln = $^{1}/_{72}$ Pfund[3]), anderwärts auch als Bezeichnung der Siliqua[4]). Und wenn uns endlich als einziger technischer Name der Halbsiliqua das Wort decargyrus überliefert wird[5]), so liegt der Gedanke nahe, daß dieser Name nichts weiter als eine Gräzisierung der römischen Bezeichnung denarius argenteus ist. Wir sehen also, wie man im spätrömischen Reiche, trotzdem ein Bronzedenar kursierte, doch in alter Erinnerung das Wort denarius immer noch verwendete, um die gerade geläufige Silbermünze zu bezeichnen.

---

1) Vgl. Mommsen, Geschichte des römischen Münzwesens, 1860, S. 806 f.

2) Hultsch, Metrol. Script. I, S. 305, Z. 3, S. 308, Z. 21 f.

3) Hultsch a. a. O. I, S. 228, Z. 19: τὸ δηνάριον δραχμὴν μίαν γ″ ($1^{1}/_{3}$). Vgl. ebenda I, S. 231, Z. 10, S. 238, Z. 17, S. 252, Z. 26, S. 257, Z. 7; II, S. 131, Z. 6.

4) Hultsch a. a. O. I, S. 274, Z. 8 f.: τὸ δηνάριον, τουτέστι τὸ κεράτιον. Vgl. Seeck, Zschr. f. Numismatik XVII, S. 68.

5) Cod. Theodos. IX, 23, 2. Mommsen a. a. O. S. 791 und Babelon a. a. O. I, 1, S. 580 f. sehen im decargyrus die Halbsiliqua. Zweifelnd Seeck a. a. O. S. 66. Mommsen S. 791, Anm. 172 hebt ausdrücklich hervor, daß ein anderer Name für die Halbsiliqua nicht bezeugt ist. Seecks Zweifel gründet sich lediglich darauf, daß er bei der Halbsiliqua die Beziehung zur Zehnzahl vermißt. Dies Bedenken wird aber hinfällig, wenn man in decargyrus nur eine Übersetzung von denarius argenteus sieht.

Wenn aber schon die Römer diesem Sprachgebrauch huldigten, wie viel begreiflicher ist er bei den germanischen Stämmen! Jahrhundertelang war der Denar der ausgehenden Republik und des ersten Kaiserreichs für sie die Silbermünze schlechthin gewesen. Ist es da ein Wunder, wenn sie in späterer Zeit das Wort immer für die Silbermünze verwandten, die ihnen die geläufigste war? Das Wort denarius ist jedenfalls kein Grund, die Entstehung der Lex Salica in der Zeit Chlodwigs oder seiner Söhne zu bezweifeln.

§ 3.

Vielleicht aber ist die Berechnung des Solidus zu 40 Denaren mit der Ansetzung der Lex Salica in die erste Hälfte des 6. Jahrhunderts unvereinbar? In der Tat ist für diejenigen, welche in dem denarius die Halbsiliqua sehen, eine gewisse Unstimmigkeit vorhanden. Die Siliqua als Münze ist nämlich nichts anderes als die in Silber erfolgte Ausprägung eines kleinen Goldgewichts von 0,1895 g (= $^1/_{1728}$ eines römischen Pfundes). Da nun aber der römische Goldsolidus 24 Goldsiliquen enthielt, galt er 24 Silbersiliquen oder 48 (nicht 40) Halbsiliquen. Nun ist aber seit langem bekannt, daß im merowingischen Reiche ein leichterer Solidus aufkam, der nur 21 Goldsiliquen hielt. Die Stücke dieser Goldprägung kennzeichnen sich nicht nur durch ihr leichteres Gewicht, sondern vielfach auch durch Aufschriften, die den Goldsiliquengehalt angeben, nämlich die Zahl XXI auf den Solidi und die Zahl VII auf den Drittelstücken (Trienten); auf einigen Stücken steht sogar die volle Formel Fit de seleqas XXI bzw. VII oder Facit de seleqas VII oder ähnlich. Der erste, der diesen leichteren Solidus mit dem Solidus der Lex Salica in Verbindung gebracht hat, ist der französische Numismatiker BABELON[1]). HILLIGER ist ihm darin gefolgt, nur verlegte er die Anfänge dieses leichteren Solidus, den BABELON schon im 5. Jahrhundert vermutete, wie die ältere Forschung in die zweite Hälfte des 6. Jahrhunderts, und zwar in die Zeit von

---

1) Revue numismatique 1901, p. 324 ff. (Journal des Savants 1901, p. 105 ff.).

575—579[1]). Luschin schreitet auf dem von Babelon und Hilliger eingeschlagenen Wege fort. Die Einführung des Solidus von 21 Siliquen bringt er S. 34 f. ebenso, wie früher Lenormant und Deloche, trotz des Widerspruches Soetbeers und Prous, mit dem Auftreten des Prätendenten Gundowald 582 in Verbindung. Vor allem aber glaubt Luschin eine allmählich im Frankenreich

1) [Hilliger I, S. 197. Der terminus a quo Hilligers gründete sich auf seine Behauptung, Childebert II. (575—596) habe noch zum Teil nach dem schweren Münzfuß geprägt. Heute muß er zugeben, daß es von Childebert keine einzige nach dem schwereren Münzfuß geprägte Münze gibt (V, S. 294 f.). Nur erfährt der Leser nicht, daß damit Hilligers ganze Datierung hinfällig wird. Und ebenso ist in der Wiedergabe meiner Ansicht, die Hilliger ebendort bietet, gerade das Argument nicht erwähnt, das für meine Datierung entscheidend ist, nämlich das zahlreiche Vorkommen leichterer Triente mit dem Bilde Justinians, so daß der Leser aus Hilligers Wiedergabe keine richtige Vorstellung meiner Ausführungen empfängt. Was endlich die Behauptung Hilligers betrifft, daß die Westgoten unter Leowigild und Hermenigild zum Solidus von 21 Siliquen übergegangen seien, so hatte ich darauf hingewiesen, daß bei allen Westgotenkönigen, von denen wir Münzen haben, neben den an Zahl überwiegenden schweren Münzen schlechter ausgeprägte, leichtere Stücke vorkommen, wie das in jenen Jahrhunderten bei allen Völkern der Fall ist. Die Tatsache, daß unter Leowigild (573—586) diese leichteren Stücke etwas häufiger sind als unter seinen Nachfolgern, und daß die 3 Triente des Empörers Hermenigild (579—585) nur 1,27—1,32 Gramm schwer sind, hatte ich damit erklärt, daß während der Kämpfe um den Thron beide Parteien zum Auskunftsmittel der Münzverschlechterung gegriffen haben mögen. Dagegen vermißte ich jeden Anhaltspunkt für den Übergang zu der gallischen Währung. Hilliger (IV, S. 294) entgegnet darauf: „Ich weiß nicht, was ich von diesen Worten Rietschels halten soll; er bestreitet meine Ansicht von einer vorübergehenden Schillingsherabsetzung, indem er das Faktum zugibt. Obwohl er das Auftreten leichterer Prägstücke sowohl für Hermenigild wie für Leowigild anerkennt, fährt er mit seltsamer Logik fort: ‚Jedenfalls haben wir nicht den geringsten Anhaltspunkt dafür, daß der leichtere gallische Schilling je in Spanien eingeführt ist; die Tatsachen sprechen entschieden dagegen.‘ Was Rietschel wohl unter ‚Tatsachen‘ verstehen mag?“ Mir scheint, auch Hilliger sollte a. a. O. daß zwischen einer tatsächlichen Münzverschlechterung und zwischen a. a. O. S. …rung einer bestimmten fremden Währung ein erheblicher Unteranderer Name Daß endlich der Triens Rekkareds mit den Buchstaben MA sich lediglich dara… Zahl VII eine sklavische Kopie der Marseiller Triente vermißt. Dies Bedenk…ricius Tiberius ist und deshalb für das westgotische eine Übersetzung von den…weist, sollte auch Hilliger bekannt sein.]

sich vollziehende Herabsetzung des Solidus von 24 auf 22½, dann auf 21 und endlich auf 20 Siliquen nachweisen zu können, und da er die letztgenannte Herabsetzung, die ja vollkommen zu dem Wertverhältnis der Lex Salica (1 Solidus = 40 Denare) stimmt, mit den Anfängen der merowingischen Denarprägung in Verbindung bringt und in die Zeit Chlotars II. (613—629) verlegt, so ist für ihn damit auch der terminus post quem für die Lex Salica gegeben (S. 27 ff.). Prüfen wir seine Beweisführung im einzelnen!

Durch die Münzaufschriften gesichert ist die Herabsetzung des Solidus auf 21 Siliquen. Auch daß sie in die zweite Hälfte des 6. Jahrhunderts fällt, ist zweifellos. Nur bezüglich der genaueren Datierung bestehen Differenzen. Leider hat nun LUSCHIN bei der Zusammenstellung der Münzen, die er gibt, gerade das Hauptwerk über merowingisches Münzwesen, den großen fünfbändigen Katalog von BELFORT, Déscription générale des monnaies mérovingiennes, Paris 1892—1895, nicht benutzt[1]) und sich in der Hauptsache mit dem viel weniger reichhaltigen Katalog der Nationalbibliothek von PROU begnügt. Infolgedessen sind seine Angaben durchaus unvollständig. Daß sich die Zahl der mit VII bezeichneten Triente mit dem Namen Chlotars II. (613—629) von 13 auf 27, mit dem Namen des Mauricius Tiberius (582—602) von 10 auf 25 erhöht, ist ja nicht von großer Bedeutung, vor allem, da das Gewicht der neu hinzukommenden Stücke nur zum Teil bekannt ist. Aber außerdem kommen dazu sieben mit demselben Zeichen VII versehene Triente Justins II. (565—578) im Gewichte von 1,15 bis 1,40 g (BELFORT 2434, 2435, 4908, 4909, 5226, 5227, 5228). Ferner ist LUSCHIN die Tatsache unbekannt geblieben, daß auch von den übrigen gallischen Trienten Justins II. der weitaus größte Teil (12 von 15) unzweifelhaft nach dem leichteren Münzfuß ausgeprägt ist, und daß auch unter den gallischen Trienten mit dem Bilde Justinians (527—565) fast ein Drittel (17 von 58) dem leichteren Münzfuß angehört[2]). Das führt doch entschieden dazu, den An-

1) Nur S. 30, Anm. 3 wird einmal BELFORT zitiert, doch scheint das Zitat aus meinem Aufsatz zu stammen.

2) Vgl. die Belege bei RIETSCHEL II, S. 139.

fang der leichteren Prägung noch in die Regierungszeit Justinians zu verlegen, zumal da nicht der geringste Gegengrund vorhanden ist. Wohl wissen wir, daß Theudebert I. (534—548) nach dem schweren Münzfuß gemünzt hat, und auch die Triente Childeberts I. aus seiner letzten Zeit (555—558)[1]) gehören dem schweren Münzfuß an. Aber daraus und aus der Tatsache, daß die meisten Münzen Justinians dem schweren Münzfuße angehören, kann man doch nur schließen, daß bis zum Jahre 558 dieser Münzfuß die Herrschaft hatte; dagegen fehlt es an jedem Anhaltspunkt dafür, das gleiche für die 60er oder gar 70er Jahre anzunehmen[2]).

Ziemlich *zweifelhaft ist der Solidus von* $22^1/_2$ *Siliquen*. Stücke mit der Zahl XXII$^1/_2$ gibt es nicht. Dagegen hat schon Deloche (Revue numismatique 1884, p. 77) das Zahlzeichen VII†, das er auf einem Triens fand, als $7^1/_2$ gedeutet, und Luschin fügt dazu noch eine zweite Münze mit dem Zeichen VIIS, das er ebenfalls $7^1/_2$ liest[3]). Da aber diese Münzen ganz vereinzelt sind, da es von der zweiten Münze ein weiteres Exemplar gibt, das deutlich das Zahlzeichen VIII zeigt[4]), und da auch bei der ersten Münze das Gepräge ganz undeutlich ist, da endlich auf Merowingermünzen bei der technischen Ungeschicklichkeit der Prägekunst verunglückte Buchstaben oder Ziffern gar nicht selten sind, so liegt die Vermutung nahe, daß hier einfach ein Fehler des Prägestempels vorliegt.

Viel wichtiger als der Nachweis der Solidi von $22^1/_2$ Siliquen wäre es, wenn man tatsächlich *Solidi von 20 Siliquen* nachweisen könnte. Da hat nun Luschin durch planmäßige Durchforschung der verschiedensten Münzkabinette eine ganze Anzahl von byzantinischen Solidi entdeckt, welche die Inschrift BO XX tragen und sich durch ihr Gewicht als Stücke von 20 Siliquen ausweisen (S. 36 f.). Die ältesten stammen von Justinian (527

1) Da auf ihnen auch Childeberts Neffe Chramnus genannt ist, so können sie nicht gut vor 555 fallen.

2) Die Münzen Chariberts I. und Sigiberts I. sind an sich zu vereinzelt, um sichere Anhaltspunkte für die Datierung zu liefern.

3) Vgl. die Abbildungen Nr. 8 und 9 in der Tabelle am Schluß von Luschins Schrift.

4) Revue numismatique 1884, p. 67 (Belfort 1689).

bis 565), die meisten aus der Zeit des Heraclius und Constantin (613—641). Luschins Nachweis ist außerordentlich wertvoll; nur klärt er nicht das merowingische, sondern das langobardische Münzwesen auf. Wie Hilliger (V, S. 306 f.) in durchaus zutreffender Weise gezeigt hat, ist das Bild und vor allem die Prägetechnik dieser Münzen von den Merowingermünzen so grundverschieden, daß sie „unmöglich fränkischen Ursprungs sein können". Da aber durch die Glosse des Codex Cavensis das Vorkommen eines Solidus von 20 Siliquen für das Langobardenreich bezeugt ist, da endlich die Goldprägung mit dem Bilde langobardischer Herrscher erst in der zweiten Hälfte des 7. Jahrhunderts beginnt, so füllen, wie Hilliger durchaus richtig ausgeführt hat, diese Münzen mit BO XX die Lücke in der langobardischen Goldprägung zwischen Alboins Eroberung und der späteren Prägung mit dem langobardischen Herrscherbilde aus.

Nun glaubt Luschin S. 38 allerdings die Zahl XX auch auf einigen Solidi unzweifelhaft fränkischen Ursprungs nachweisen zu können. Aber die Münze von Viviers, die er anführt (Prou 1345 = Belfort 4914), trägt hinter der XX einen Punkt, so daß XXI zu lesen ist. So bleiben nur die Solidi von Marseille, von denen allerdings mehrere (Prou 1380, 1394, 1403)[1]) am Fuße des die Rückseite schmückenden großen Kreuzes beiderseitig ein kleines schräges Kreuzchen (X) tragen, so daß man wohl XX lesen könnte. Hätte Luschin aber Belfort herangezogen, dann hätte er gefunden, daß diese Zeichen unmöglich die Siliquenzahl bedeuten können, denn sie kommen genau ebenso auf Trienten vor (Belfort 2468, 2474, 2484)! Sie dienen wahrscheinlich lediglich dekorativen Zwecken und finden sich deshalb auch gelegentlich (Prou 1384) in acht Punkte : : – : : aufgelöst, was bei Zahlzeichen sonst nie vorkommt[2]). Von einem merowingischen Solidus von 20 Siliquen ist nicht die geringste Spur zu finden.

---

1) Hilliger V, S. 308 will wenigstens auf einem Solidus von Sigibert III. (634—656) bei Prou 1403 die XX als Zahlzeichen gelten lassen. Aber die Triente mit demselben Zeichen bei Belfort hat auch er übersehen.

2) Luschin hielt die Punkte für eine Auflösung der XX. Vgl. dagegen auch Hilliger V, S. 307 f.

Sicher ist nur die in der zweiten Hälfte des 6. Jahrhunderts erfolgte Herabsetzung des Solidus von 24 auf 21 Siliquen. Nimmt man an, daß die Franken das römische Wertverhältnis zwischen Gold und Silber übernahmen, dann müssen sie allerdings, wenn ihr Denar die silberne Halbsiliqua war, auf den schweren Solidus 48, auf den leichteren 42 Denare gerechnet haben, und der Solidus der L. S. mit seinen 40 Denaren kann eher dem späteren leichteren als dem älteren schwereren Solidus gleichgesetzt werden. Aber diese Annahme ist, wie schon HECK S. 524 betont hat, unbewiesen. Wo wir bei germanischen Stämmen das einheimische Wertverhältnis zwischen Gold und Silber nachweisen können, ist dasselbe dem Silber sehr viel günstiger als in Rom. Nicht nur Tacitus (Germ. 5) berichtet von den Germanen: argentum quoque magis quam aurum sequuntur; auch die Skandinavier kennen später ein Wertverhältnis des Goldes zum Silber von 8 : 1[1]), und bei den Angelsachsen ist das Wertverhältnis dem Silber noch günstiger[2]), während die spätrömische Kaiserzeit mit einem Wertverhältnis von 14,4 : 1 rechnete. Daß die Franken statt dieses auch rechnerisch höchst unbequemen Wertverhältnisses das dem Silber günstigere bequeme Wertverhältnis von 12 : 1 hatten, ist durchaus nicht unwahrscheinlich. Wenn sie aber nach diesem Wertverhältnis rechneten, kamen von ihren Denaren auf den schweren Solidus nicht 48, sondern 40 Stück, mit andern Worten genau die Zahl, mit der auch die L. S. rechnet, und wir kommen dann gerade umgekehrt wie LUSCHIN und HILLIGER zu dem Ergebnis, daß der Solidus der L. S. wenigstens ursprünglich der schwerere Solidus ist[3]). Und zwar ergibt sich bei dieser Annahme eine völlig befriedigende Lösung des Währungsproblems der L. S., während LUSCHIN und HILLIGER, nachdem die Hypothese des Solidus von 20 Siliquen gescheitert ist, keine genügende Erklärung dafür haben, warum

1) Für den skandinavischen Norden vgl. WILDA, Strafrecht der Germanen, S. 328 f.; SEEBOHM, Tribal Custom, p. 238 ff.

2) Vgl. CHADWICK, Studies on Anglo-Saxon Institutions, p. 54 ff.

3) Dann versteht man auch, warum die Bezeichnung siliqua für die Silbermünze außer Gebrauch kam; denn sie entsprach ja nicht mehr einer siliqua Goldes.

die L. S. den leichteren Solidus zu 40 und nicht vielmehr zu 42 Denaren rechnete.

Vor allem würde sich bei der hier vertretenen Annahme auch die im 6. Jahrhundert erfolgte Herabsetzung des Solidus auf 21 Siliquen erklären, für die bisher irgendwelche ausreichende Erklärung nicht gefunden ist[1]). Wenn die fränkischen Eroberer auf den Solidus statt 48, wie bisher in Gallien üblich war, nur 40 der als Halbsiliquen geprägten Münzen rechneten und in ihrem Volksrecht diese Münzrechnung sanktionierten, dann war es wirtschaftlich unmöglich, den Solidus und sein Drittelstück ebenso vollgewichtig wie bisher auszuprägen. Man ging deshalb im Laufe der Jahre vom 24 Siliquenfuß zu einem leichteren Münzfuß, dem 21 Siliquenfuß, über, der zwar nicht ganz die Spannung ausglich (sonst hätte man den für die Ausprägung der Triente unbequemen 20 Siliquenfuß wählen müssen), bei dem sich aber die Goldprägung aufrechterhalten ließ[2]). Ist diese Auffassung richtig, dann steht die Herabsetzung des Solidusgewichtes allerdings im Zusammenhang mit der Berechnung des Solidus der L. S. zu 40 statt zu 48 Denaren, aber sie ist nicht die Ursache, sondern die Folge dieser Berechnung[3]).

1) Die Erklärung LUSCHINS (vgl. oben S. 44) befriedigt nicht. Das Auftreten eines Prätendenten wie Gundowald könnte eine vorübergehende partikuläre Münzverschlechterung erklären, aber nicht, daß man im ganzen Frankenreich dauernd zu einer leichteren Ausprägung überging. Ferner hat es Kipper und Wipper, die gutes Geld einschmolzen und geringeres ausprägten, gewiß zu allen Zeiten gegeben; nur pflegten sie nicht auf die neue Münze, wie es bei den Merowingermünzen durch die Zahlzeichen XXI und VII geschah, Aufschriften zu setzen, welche die leichtere Ausprägung verrieten. Gundowald wäre ja ein Narr gewesen, wenn er seine schlechteren Münzen als solche gekennzeichnet hätte.

2) Ob die Herabsetzung des Solidusgewichts allmählich oder mit einem Mal, ob sie auf Grund einer gesetzlichen Anordnung oder einfach im Wege der Praxis erfolgte, wissen wir nicht. Sicher ist nur, daß sie überall erfolgte, daß aber lange nicht überall das veränderte Gewicht durch die Aufschriften XXI und VII kenntlich gemacht wurde. Die Münzen mit diesen Aufschriften stammen ganz überwiegend aus den Handelszentren des Südostens, Marseille, Arles, Viviers, deren ausländische Handelsbeziehungen Klarheit der Münzwährung verlangten.

3) Ich habe schon in meinem früheren Aufsatz S. 134 die oben entwickelte Ansicht vertreten und dafür von HILLIGER V, S. 296 das Urteil hören müssen,

Eins steht jedenfalls fest: Aus der Ansetzung des Solidus zu 40 Denaren läßt sich nicht der Schluß ziehen, daß die Lex Salica nach der Einführung des leichteren Solidus, also nach der Mitte des 6. Jahrhunderts, abgefaßt ist.

Nun hat Hilliger allerdings noch ein Spezialargument, mit dem er beweisen will, daß der Solidus der L. S. der leichtere Solidus ist, nämlich die Bezeichnung triens, die das Drittelstück des Solidus in der L. S. führt: im Westen des Reiches (nicht bei den östlichen Stämmen) bedeute tremissis das Drittel des schweren constantinischen, triens dagegen das Drittel des leichteren Solidus (1, S. 457). Schon Heck (S. 539 ff.) hat das Unhaltbare dieser Ansicht dargetan; Hilliger hat auf die entscheidenden Argumente Hecks überhaupt nichts erwidert, sondern einfach seine Behauptung wiederholt. In der Tat ist Hilligers Behauptung nicht nur unbeweisbar, sondern steht direkt mit den Quellen im Widerspruch. Gregor von Tours, der ja selbst den Übergang vom schweren zum leichten Solidus miterlebt hat, spricht vom triens auch, wenn er die Ereignisse früherer Zeiten erzählt, so von einem triens aus der Zeit Theuderichs I. (Hist. Franc. III, 13), der doch ein Drittelstück des schwereren Solidus gewesen sein muß; ihm, dem Zeitgenossen, ist also dieser sprachliche Unterschied völlig unbekannt. Und die Recapitulatio

man wolle, „um die herrschende Lehre zu retten, uns zumuten, das Unmögliche zu glauben“. Was aber Hilliger im folgenden an Beweisen für diese Unmöglichkeit anführt, ist alles andere eher als das. Bei den meisten Sätzen verstehe ich überhaupt nicht, wie er damit meine Ausführungen widerlegen will. Denn daß der Codex Euricianus und die Lex Burgundionum keine Denarrechnung wie die Lex Salica haben, ist doch für die Beurteilung der Denarrechnung der Lex Salica völlig belanglos. Und daß alle die fränkischen Gesetze seit der Mitte des 6. Jahrhunderts (und, wie ich hinzufüge, die des 7. und 8. Jahrhunderts) die Doppelrechnung nach Schillingen und Denaren nicht kennen, sondern ihre Bußen in einfachen Schillingszahlen bieten, stimmt aufs trefflichste zu meiner Ansicht und ist doch gerade ein Beweis dafür, daß die Lex Salica mit ihrer Doppelrechnung vor diese Zeit fällt. So bleibt denn als einziges Argument die Bezeichnung triens, die in der Lex Salica das Drittelstück des Solidus führt, und die beweisen soll, daß der Solidus der Lex Salica der leichtere Solidus ist. Wie es mit diesem „Beweis“ steht, ist oben näher ausgeführt worden.

legis Salicae, die mit genau demselben Solidus zu 40 Denaren wie die Lex Salica rechnet, schreibt tremissis, wo jene triens schreibt.

§ 4.

Weder die Erwähnung des denarius, noch die des triens, noch endlich die Rechnung des solidus zu 40 denarii sind, wie im vorhergehenden ausgeführt wurde, mit der Abfassung der Lex Salica unter Chlodwig oder seinen Söhnen unvereinbar. Umgekehrt läßt sich in der Argumentation HILLIGERS und LUSCHINS ein entscheidender Fehler aufweisen. Beide nehmen als sicher an, daß in den Bußzahlen der Lex Salica die Soliduszahlen das Ursprüngliche darstellen, während die Denarzahlen später hinzugekommen seien. Das ist unrichtig. Es läßt sich beweisen, daß die Denarzahlen das Ursprüngliche, die Soliduszahlen das später Hinzugekommene sind. Die Bußen des salischen Rechtes waren ursprünglich in Denaren, und zwar in Denarhunderten, angesetzt; in der Lex Salica hat man diese alten Denarzahlen nach dem Verhältnis von 1 : 40 in Goldsolidi umgerechnet.

Die hier ausgesprochene Ansicht ist schon von älteren Forschern, so von WILDA und GROTE, angedeutet worden [1]). Insbesondere hat sie in WAITZ [2]) einen Vertreter gefunden, der sie eingehend begründete. Aber die Herrschaft erlangte und behauptete bis in unsere Tage die gegenteilige Ansicht SOETBEERS [3]). Das ist um so wunderbarer, als gerade das Hauptargument SOETBEERS, die Vergleichung mit den Münzverhältnissen der Lex Ribuaria, sich auf die falsche Ansicht gründete, daß der erste Teil der Lex Ribuaria unabhängig von der Lex Salica entstanden sei, und in dem Moment hinfällig wurde, wo man die Unrichtigkeit dieser Ansicht erkannte.

---

1) WILDA, Strafrecht, S. 339 bezeichnet die Rechnung nach Denarhunderten als „alte Rechnungsweise“. GROTE hat sich in seinen Münzstudien I, S. 799 entschieden für die Priorität der Denarzahlen ausgesprochen.

2) WAITZ, Über die Münzverhältnisse in den älteren Rechtsbüchern des Fränkischen Reichs (Ges. Abhandlungen I, S. 260 ff.), S. 264 f.

3) SOETBEER in den Forschungen z. d. Gesch. I, S. 592 ff.

Noch HILLIGER geht in seinem ersten Aufsatz von der Ansicht SOETBEERS wie von etwas Selbstverständlichem aus, und LUSCHIN (S. 57, Anm. 2) meint sogar, daß die Ansicht von WAITZ „jetzt in Deutschland allgemein schon aufgegeben" sei. Inzwischen hatte aber schon BRUNNER in seinem 1889 erschienenen Aufsatz „Duodezimalsystem und Dezimalsystem in den Bußzahlen der fränkischen Volksrechte" [1]) (S. 486) erkannt, daß die Denarzahlen die primären, die Soliduszahlen die sekundären sind, und diese Ansicht hat er in seinem neuesten Aufsatz (BRUNNER S. 141 f.) unter näherer Begründung wiederholt [2]). Schon Jahre vor dem Erscheinen dieses Aufsatzes war ich durch meine Beschäftigung mit der Lex Salica zu dem Resultat gelangt, daß die Rechnung nach Denarhunderten die ältere Rechnung der salischen Franken war, während die Soliduszahlen durch spätere Umrechnung gewonnen sind; in meinem letzten Aufsatz habe ich diese Anschauung zum Ausdruck gebracht [3]).

Daß die Denarzahlen die ursprünglichen, die Soliduszahlen die später hinzugekommenen sind, lehrt schon ein Blick auf die äußere Formulierung dieser Doppelrechnung: „120 dinarios, qui faciunt solidos 3, culpabilis iudicetur". Mit Recht hat BRUNNER S. 139 f. darauf hingewiesen, daß die Ansicht, man habe durch diese Formulierung den Solidus als einen solchen von 40 Denaren im Gegensatz zu einem anderen (größeren oder kleineren) Solidus erläutern wollen, unmöglich ist; man hätte dann den Solidus voranstellen, also die Formulierung wählen müssen: 3 solidos, qui faciunt dinarios 120. Aber ebensowenig kann ich BRUNNER zustimmen, wenn er den Denar als die erläuterungsbedürftige Größe ansieht, „weil der Gesetzgeber mit der Möglichkeit rech-

---

1) BRUNNER, Forschungen z. Gesch. d. d. u. franz. Rechts, S. 482 ff.

2) Wie sich BRUNNER das historische Verhältnis zwischen Solidus- und Denarrechnung denkt, läßt der neueste Aufsatz nicht deutlich erkennen. In seinem früheren Aufsatz (S. 486, Anm. 3) hielt er es für zweifellos, daß die ältesten Bußzahlen der salischen Franken Soliduszahlen gewesen seien, aber z. T. andere Soliduszahlen als die in der Lex Salica überlieferten. In dem neuesten Aufsatz kehrt diese Ansicht nicht wieder; offenbar sind BRUNNER Zweifel an ihrer Richtigkeit gekommen.

3) Vgl. RIETSCHEL II, S. 129.

nete, daß man unter Denar etwas anderes verstehen könne, als er darunter verstanden wissen wollte". Welcher andere Denar sollte das gewesen sein? Und in welcher Zeit soll diese Erläuterung erfolgt sein?

Meines Erachtens handelt es sich bei der Doppelrechnung der Lex Salica gar nicht um eine Erläuterung der einen Münzsorte, um sie von einer anderen, gleichnamigen Münzsorte zu unterscheiden. Eine solche Erläuterung hätte man nie in einer derartig umständlichen Weise gegeben, sondern man hätte ähnlich, wie es ja in anderen Volksrechten (Lex Rib. 30, 12; Lex Alam. 6, 2; Lex Saxon. 66, 1; Lex Fris. Add. III, 73, 78) geschehen ist, in einer Generalklausel die Denare als solche bezeichnet, von denen 40 auf einen Solidus gehen, oder die Solidi als solche, die 40 Denare gelten. Es handelt sich vielmehr um eine Umrechnung, die sich vollzog, als die salischen Franken von ihrer alten Silberrechnung nach Denaren (oder richtiger Denarhunderten) zur Goldrechnung nach Solidi übergingen. Man nahm in die Lex Salica die alten Denarzahlen auf, daneben aber die neuen Soliduszahlen, die sich aus der Umrechnung nach dem Verhältnis von 1 : 40 ergaben.

Noch deutlicher zeigen das die sogenannten Chunnas, eine Tabelle, die in dem zur besten Handschriftenklasse gehörigen Text 8 (bei KRAMMER[1]) A_1) und in HEROLDS Text überliefert ist, und die die einzelnen Denarhunderte in die entsprechende Soliduszahl umrechnet: „Hoc est unum thoalasti, solidos III culp. iud.; sexan chunna sol. XV culp. iud. etc." Auch hier sind die Denarzahlen vorangestellt, aber sie sind im Gegensatz zu den Soliduszahlen deutsch, also in der Volkssprache abgefaßt, und das Wort Denar fehlt: das Wort chunna ist also volkstümliche Bezeichnung für das Wort Denarhundert, das Wort thoalasti (oder tualepti, vgl. Lex Salica II, 1) für das Denargroßhundert. Daß hier nicht der Solidus zum Unterschied von einem anderen Solidus durch die Denarsumme und ebensowenig der Denar durch den Solidus erläutert werden soll, bedarf wohl keines Be-

1) In der unten S. 78 im Exkurs zitierten Abhandlung.

weises. Auch kann es sich hier nicht um eine Umrechnung alter Soliduszahlen in neue Denarsummen handeln, wie HILLIGER meint [1]). Hier liegt eine alte, volkstümliche Berechnung nach Denarhunderten vor, so volkstümlich, daß das Wort chunna (hundert) geradezu Denarhundert bedeutet [2]). Die Tabellen aber besagen, welche Solidussumme den alten Denarsummen entspricht.

Zu demselben Ergebnis, daß die Rechnung nach Denaren die ursprüngliche ist, gelangt man aber auch, wenn man die Bußzahlen der Lex Salica selbst untersucht. Diese Bußzahlen [3]) bieten, wenn man die Soliduszahlen ins Auge faßt, der

1) Vgl. HILLIGER V, S. 326 f., wo überhaupt bestritten wird, daß die Franken jemals nach Denarhunderten gerechnet hätten. Dagegen bezeichnete HILLIGER III, S. 36 noch die Chunnas als „eine Umrechnung der Denarzahlen der Lex Salica in Soliduszahlen", allerdings ohne den Widerspruch zwischen dieser Feststellung und seiner Theorie zu merken.

2) Das hat richtig JAEKEL S. 259 f. erkannt, nur irrt er, wenn er in den chunnas Großhunderte sieht. Die Behauptung, „das dezimale Hundert" sei „in keinem germanischen Geldsystem zur Bildung höherer Rechnungseinheiten verwendet worden, wohl aber sei dies bei allen (!) germanischen Stämmen mit dem Großhundert geschehen", schwebt völlig in der Luft.

3) [Wenn ich hier von Bußzahlen der Lex Salica spreche, so verstehe ich darunter die Zahlen, die durch die besten Handschriftenklassen überliefert sind und zum gesicherten Bestand der Lex Salica gehören, nicht dagegen, was HILLIGER in seiner Tabelle I, S. 204, III, S. 33 als Bußzahlensystem der Lex Salica vorführt. Obwohl HILLIGER I, S. 204 ausdrücklich versichert, daß seine Zahlen aus den Gesetzestexten und Handschriften der Lex Salica stammen, muß er heute V, S. 330 selbst zugeben, daß 4 von den 20 Zahlen ($7^1/_2$, $12^1/_2$, $22^1/_2$, 25) gar nicht daher, sondern aus der Recapitulatio legis Salicae, einem wenig zuverlässigen Machwerk, herrühren. Andere Zahlen sind nur ganz vereinzelt in Handschriften bezeugt und offenbare Abrundungen oder Schreibfehler. Denn wenn eine Handschrift, die regelmäßig die Denarzahl 2500 richtig in 62 (= $62^1/_2$) auflöst, einmal statt dessen die falsche Auflösung 72 bringt, so ist doch ohne weiteres klar, daß 72 ein Schreibfehler und keine selbständige Bußzahl der Lex Salica ist. Und wenn die Bußzahl $17^1/_2$ in einigen Handschriften auf 17, in einer auf 18 abgerundet wird — ebenso wie ja auch statt $62^1/_2$ bald 62, bald 63 steht —, so kann doch nur jemand, der mit den Bußzahlen der Lex Salica nicht vertraut ist, die Zahl 18 als selbständige Bußzahl in seine Tabelle einstellen. Was will es endlich besagen, wenn in Lex Salica II, 7 eine, und noch dazu eine vom ursprünglichen Text weit entfernte Handschrift statt der sonst in allen Handschriften be-

Forschung unüberwindliche Schwierigkeiten. Dabei meine ich allerdings nicht die Tatsache, daß sie sich nicht auf eine einheitliche Grundzahl zurückführen lassen; daß alle Bußzahlen durch Division oder Multiplikation aus dem Wergelde abgeleitet sind, ist eine Ansicht, die außer HILLIGER[1]) wohl niemand mehr vertritt. Aber wie soll man dazu gekommen sein, unter der Herrschaft des Solidussystems, das im 6. und 7. Jahrhundert wohl einen Drittel-, aber keinen Halbsolidus kannte, Bußen von 17½ und 62½ Solidi zu statuieren, also Bußen, die gar nicht in der Soliduswährung gezahlt werden konnten! Und ließe sich wenigstens die Buße von 17½ Solidi aus einer Halbierung der Buße von

---

zeugten Zahl XXXV die Zahl XXXVI schreibt?! War auch, wie ich gern zugebe, meine Annahme, einige der Zahlen seien von HILLIGER durch Vermutung gewonnen, irrtümlich, so genügt doch das Angeführte völlig, um die Unzuverlässigkeit der Tabelle HILLIGERS zu zeigen. Unzuverlässig sind aber z. T. auch die weiteren Behauptungen HILLIGERS, so z. B. der Satz, alle „Titel und Paragraphen der Lex Salica“ mit den Bußen 17½ oder 35 würden „von der Lex Ribuaria in ihrem zweiten Hauptteil ausnahmslos übersprungen“ (HILLIGER III, S. 35). Demgegenüber machte ich auf Lex Salica XX, 3 und XXXIII, 3 aufmerksam, die in Lex Ribuaria 39, 2 und 42, 3 übergegangen sind. Daraufhin stellt HILLIGER V, S. 331 den Tatbestand jetzt fälschlich so dar, als habe er von „einzelnen oder allen Handschriften“ der Lex Salica gesprochen (wovon bisher mit keinem Worte die Rede war), und findet auch glücklich für die erstgenannte Stelle (über die richtige Lesart der zweiten kann man im Zweifel sein) einen einzigen Codex (und zwar einen recht schlechten) heraus, der im Widerspruch zu allen guten Handschriften und im Widerspruch mit seiner eigenen Denarzahl (1400), also offenbar infolge eines Schreibfehlers, von 30 sol. statt von 35 sol. spricht. Und auf Grund dieses dialektischen Fechterkunststückchens glaubt er seinen Lesern versichern zu können: „Somit erweisen sich alle Angriffe RIETSCHELS gegen die Reihentheorie als nichtig, und die Pfeile prallen auf den Schützen zurück“.]

1) HILLIGER I, S. 210 ff. kommt in dem Bestreben, jede Buße in einem Wergeldsystem unterzubringen, zu dem Ergebnis, daß die Franken in der Zeit vom Ende des 6. bis zur Mitte des 8. Jahrhunderts nicht weniger als sieben verschiedene Wergeldsysteme durchlaufen haben, obwohl uns nur eine Wergeldzahl (200 sol.) bezeugt ist, und sieht in dem Bußensystem der Lex Salica eine Art Mosaik aus diesen sieben Wergeldsystemen. Mit Recht hat sich HECK S. 534 ff. gegen diese phantastischen Konstruktionen gewandt. Das merkwürdigste ist, daß derselbe HILLIGER, der die Wergelder wie die Fleischpreise wechseln läßt, dennoch überzeugt ist, ein urgermanisches einheitliches Wergeld feststellen zu können.

35 Solidi erklären, so versagt diese Erklärungsmöglichkeit bei der Buße von $62^1/_2$ Solidi, denn eine Buße von 125 Solidi kennt die Lex Salica nicht. Diese Buße von $62^1/_2$ aber, die aller bisherigen Erklärungsversuche, die vom Solidussystem ausgehen, gespottet hat[1]), ist eine der häufigsten Bußen, die in der Lex Salica vorkommt.

Sobald wir aber von den Denarzahlen ausgehen, sehen wir, daß sämtliche Bußen der Lex Salica von 3 Solidi an ausnahmslos ganze Großhunderte oder ganze Hunderte sind[2]). Wir finden zunächst als Buße häufig das Großhundert (120 ₰ = 3 sol.), bisweilen auch seine Verdoppelung (240 ₰ = 6 sol.). Ob die Bußen von 600 ₰ (= 15 sol.), 1200 ₰ (= 30 sol.), 1800 ₰ (= 45 sol.), 2400 ₰ (= 60 sol.) als 6, 12, 18 Hunderte oder als 5, 10, 15 Großhunderte aufzufassen sind, mag dahingestellt bleiben; in beiden Fällen bedürfen die Zahlen keines Kommentars. Ebenso sind begreiflich die mit der Siebenzahl zusammengesetzten Kleinhunderte 700 ₰ (= $17^1/_2$ sol.) und 1400 ₰ (= 35 sol.). Für die höheren Bußen, die durchweg Kleinhunderte sind, 4000 ₰ (= 100 sol.), 8000 ₰ (= 200 sol.), 12000 ₰ (= 300 sol.) etc. ist die Grundzahl 40, eine bekannte germanische Rundzahl, die in der Lex Salica überhaupt eine große Rolle spielt[3]). Und die rätselhafte Soliduszahl $62^1/_2$ löst sich in die Zahl 2500 = 25 Denarhunderte auf.

Die Prüfung der Bußzahlen der Lex Salica bestätigt also, was uns schon die Chunnas sagten, daß die Franken von einer Silberrechnung, die nach Denarhunderten zählte, zu einer Goldrechnung, die den Solidus als Grundlage nahm, übergegangen sind. Die Lex Salica fällt in diese Übergangszeit. Da aber schon in der zweiten Hälfte des 6. Jahrhunderts die Goldrechnung

---

1) Vgl. die wenig geglückten Versuche von Wilda, Strafrecht, S. 416 ff. und Brunner, Rechtsgeschichte II, S. 619 f., Forschungen, S. 482, Anm. 1.

2) Lex Salica II, 3 mit der Buße von 7 solidi = 280 denarii gehört nicht zum alten Bestande der Lex. Der dritten Handschriftenklasse (bei Krammer A) fehlt die Bestimmung.

3) Vgl. Krammer, Zur Entstehung der Lex Salica S. 44, Anm. 1; Hirzel, Über Rundzahlen (Berichte d. Sächs. Ges. d. Wissensch., phil.-hist. Kl., 1885, S. 1 ff.), S. 6 ff.

bei den salischen Franken eine fest bezeugte Tatsache ist, muß dieser Übergang von der Silber- zur Goldrechnung und zugleich die Abfassung der Lex Salica in eine frühere Zeit fallen, offenbar in die ersten Jahrzehnte nach der Eroberung Galliens, die Zeit Chlodwigs oder seiner Söhne, also die Zeit, der man das Gesetz gewöhnlich zuweist.

Aber steht denn diese altfränkische Silberrechnung nicht mit allem, was wir von den älteren Münzverhältnissen der germanischen Stämme wissen, im Widerspruch? Steht sie nicht im Widerspruch mit der landläufigen, auch von BRUNNER — früher wenigstens [1]) — geteilten Anschauung, daß alle Stämme von einer Solidusrechnung ausgegangen sind, bei der das Hauptwertobjekt, in dem die Bußen bezahlt wurden, die Kuh, einem Solidus gleichgesetzt wurde? Zunächst muß konstatiert werden, daß diese Gleichstellung der Kuh mit dem Solidus durchaus nicht zutrifft. Nur die Lex Burg. 4, 1 berechnet die Kuh zu einem Solidus, die Lex Rib. 36, 11 setzt sie in der ersten Handschriftenklasse zu 3 Solidi, in der anderen zu 1 Solidus an, die Lex Alam. 68 schwankt je nach der Güte zwischen 1 und $1^1/_3$ Solidus, die Lex Sax. 66, 1 zwischen 1, 2 und 3 Solidi; von einer einheitlichen Rechnung ist also keine Rede. Aber auch die altgermanische Solidusrechnung ist nicht vorhanden. Daß die Westgoten und Langobarden auf altrömischem Boden unter einer römischen Bevölkerung die römische Solidusrechnung annahmen, ist nicht verwunderlich, ebenso wie es kein Wunder ist, daß die deutschen Stämme, deren Recht unter fränkischer Herrschaft aufgezeichnet wurde, sich der fränkischen Reichswährung bedienten. Wo wir aber Spuren einer älteren Münzwährung finden, ist sie durchweg Silberwährung. So sind uns im alamannischen und bayrischen Rechte Spuren einer älteren Rechnung nach saigae erhalten; es sind nach der herrschenden Lehre, die auch ich für

1) BRUNNER, Forschungen z. Gesch. d. d. u. franz. Rechts, S. 486, Anm. 3: „Daß die Bußen bei den Saliern ursprünglich wie bei den übrigen Stämmen nicht nach Denaren, sondern in Schillingen berechnet waren, darf für zweifellos gelten. Die Bußen wurden in Vieh bezahlt, und der Ursolidus der Germanen war wahrscheinlich die Kuh.“

richtig halte, die alten neronischen Denare, die Silberdrachmen[1]). So finden wir bei den Ostfriesen neben der neuen Währung eine ältere Währung per veteres denarios, die nach librae und unciae gerechnet werden, also selbstverständlich Silbergeld sind[2]). So ist die gesamte angelsächsische Währung auf das Silber abgestellt; während Silbermünzen in Funden von vielen Tausenden vorkommen, sind Goldmünzen so selten, daß man kaum an eine regelmäßige Goldprägung denken kann[3]). Nicht anders liegen die Dinge im Norden; die älteren isländischen Quellen, die Sagas und auch einige Stellen der Grágás, rechnen nach Hunderten Silbers (hundrað silfrs)[4]), und auch der im ganzen Norden bekannte Öre (aostnord. öre, awestnord. eyrir pl. aurar) der späteren Quellen ist, obwohl der Name vom aureus abgeleitet ist, nichts anderes als die römische Silberunze[5]).

Prüfen wir aber die Münzfunde, dann begreifen wir kaum, wie jene Anschauung von der alte Solidusrechnung der Germanen überhaupt entstehen konnte. Die ersten Münzen, die unter den germanischen Stämmen in größerer Menge[6]) kursierten, waren die römischen Silberdenare der ausgehenden Republik und noch mehr der ersten beiden Jahrhunderte der Kaiserzeit, insbesondere aus der Zeit der Antonine; sie sind jahrhundertelang das gemünzte Geld der Germanen gewesen, während Gold,

1) Vgl. Soetbeer i. d. Forschungen z. d. Gesch. II, S. 329 ff.; Waitz, Ges. Abhandlungen, S. 275 ff.; Hilliger I, S. 484 ff.

2) Lex Frisionum XV, 1: Compositio hominis nobilis librae XI per veteres denarios, 2: Compositio liberi librae V et dimidia per veteres denarios etc. Ob diese Pfunde Gewichtspfunde oder Zählpfunde waren (für letzteres erklärt sich Hilliger I, S. 474), mag dahingestellt bleiben. Über die in Friesland gefundenen eigentümlichen älteren Silbermünzen vgl. Dirks i. d. Revue de la numismatique belge, 5 sér., II, 1870, p. 81 ff., 269 ff., 387 ff., 521 ff.

3) Vgl. Chadwick, Studies on Anglo-Saxon Institutions, p. 3 ff.

4) Vgl. Wilda, Strafrecht, S. 330 f.; Dietrich, Das Hundert Silbers (Zeitschrift für deutsches Altertum X, S. 223 ff.).

5) Vgl. Wilda, Strafrecht, S. 324 ff.; Amira, Nordgerman. Oligationenrecht I, S. 440 f., II, S. 506; Luschin, Allgemeine Münzkunde und Geldgeschichte, S. 157; Hertzberg in Norges Gamle Love V, p. 165 ff.

6) Ganz vereinzelt finden sich griechische Silber- oder Kupfermünzen. Vgl. Zschr. f. Ethnologie XXIII, S. 223 ff.; Hauberg (vgl. nächste Anm.) S. 326, Anm. 1, S. 365, Anm. 1; Veltman S. 59.

seiner geringeren Beliebtheit (Tac. Germ. 6) entsprechend, nur in verschwindend geringen Mengen Eingang fand. Am besten sind wir für die Münzfunde der skandinavischen Reiche durch die trefflichen tabellarischen Zusammenstellungen von MONTELIUS (1869) und HAUBERG (1894) unterrichtet[1]; danach kommen auf die 5521 Silberdenare vom Ende der Republik bis auf Septimius Severus († 211)[2], die man in den skandinavischen Reichen gefunden hat, nicht mehr als 5 aurei (1 Claudius, 1 Nero, 1 Vespasian, 1 Titus, 1 Trajan). Im nichtrömischen Deutschland, für das es leider an einer ähnlichen Zusammenstellung fehlt[3], liegen die Dinge ähnlich. Die gefundenen Silberdenare zählen nach Tausenden[4]. Dagegen kann ich nur 24 im nördlichen rechtsrheinischen Deutschland gefundene Goldmünzen der Kaiser bis Septimius Severus nachweisen, und selbst von diesen sind 11, 1 republikanische Goldmünze und 10 Augustus, die im nordwestlichen Deutschland (Horn, Venner Moor, Oeynhausen, Haltern, Dissen, Osnabrück) gefunden sind, kaum jemals in deutschen Händen gewesen, sondern rühren von den römischen Heeren des Augustus her[5]. Auch

---

1) MONTELIUS, Från jernåldern, 1869; HAUBERG, Skandinaviens Fund af Romersk Guld- og Sølvmynt før aar 550 (Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie 1894, p. 325 ff.).

2) Über die Hälfte stammt von Antoninus Pius, Marc Aurel oder ihren Gattinnen, Faustina I und II.

3) Am besten orientieren: SOETBEER i. d. Forschungen z. d. Gesch. I, S. 253 ff.; VELTMAN, Funde von Römermünzen im freien Germanien, 1886; MOMMSEN, Römisches Münzwesen, S. 767 ff., Die Örtlichkeit der Varusschlacht, S. 12 ff.; Verhandlungen d. Berl. anthropol. Gesellsch. 1880, S. 126 ff.; WILLERS, Die römischen Bronzeeimer von Hemmoor, 1901, S. 6, 95 f., 193 f.; REGLING, Der Dortmunder Fund römischer Goldmünzen, 1908, S. 13, Jahresberichte über die numismatische Literatur 1901/02, 1903/04, 1905/06 (Anhang z. Zschr. f. Numismatik 24, 25, 26); Zschr. f. Numismatik 22, S. 318 f., 26, S. 304 ff.

4) Ich nenne nur die größeren Denarfunde, über die genauere Berichte vorliegen: Osterode (1123 Denare), Lengerich (za. 1100), Freesenmoor (ca. 500), Gräpel (ca. 350), Neuhaus a. O. (ca. 344), Lindloh (ca. 300), Lengowo (ca. 215). Alle übertrifft der Fund von Krasiéjow (Galizien) mit 2281 Denaren. Die jüngsten Denare dieser Funde waren von Septimius Severus.

5) Die übrigen 13 verteilen sich auf die Funde von Bornhövd (6 Tiberius, Claudius, Nero), Braunschweig (1 Augustus), Dülmen (1 Tiberius), Imbshausen (2 Nero), Barenau (1 Nero), Hornstorf (1 Hadrian).

heute trifft noch zu, was Mommsen (Örtlichkeit der Varusschlacht, S. 49) für das freie Germanien aussprach: „Außerordentlich selten begegnet hier das ältere Kaisergold". Unter diesen Umständen kann von einer germanischen Solidusrechnung nicht die Rede gewesen sein; wenn die Germanen nach Münzen rechneten, verwandten sie die Denare.

Die fortwährende Verschlechterung des römischen Denars war seit dem Anfang des 3. Jahrhunderts ein Hindernis für das Eindringen neuer Denare. Die nordischen Funde enthalten aus der Zeit nach 211 nur noch 13 Denare von Caracalla bis Gordian III. (211—244), außerdem noch 3 von Constantin dem Großen. Ähnlich liegen die Dinge im inneren Deutschland, höchstens daß im Westen, nahe der römischen Grenze, etwas häufiger Denare Eingang fanden; so enthält die Barenauer Sammlung (Mommsen, Örtlichkeit der Varusschlacht, S. 24 f.) immerhin noch 12 Denare von Caracalla bis Gallienus (211—268). Dagegen fand allmählich jetzt das römische Gold Eingang bei den Germanen. Im 3. und der ersten Hälfte des 4. Jahrhunderts ist der Zufluß noch sehr gering. Aus dem Norden sind aus der Zeit von 211 bis 364 nur 77 Goldsolidi bekannt; davon stammen 48, also mehr als $^3/_5$ der Gesamtmenge, aus dem einen Funde von Brangstrup auf Fünen (1865). In Deutschland, wo für diese Zeit ein entsprechender Fund fehlt (nur der Fund von Lengerich mit 10 Goldmünzen von Constantin und seinen Söhnen kommt in Betracht)[1], ist die Zahl der Goldmünzen eher geringer. Die vorhandenen hat man aber weniger als Münzen, sondern — ähnlich wie die gleichzeitigen Goldbrakteaten[2]) — mehr als Schmucksachen behandelt; im Funde von Brangstrup haben 47 von den 48 Münzen eine angeschmiedete Öse, und auch die einzeln aufgefundenen Exemplare tragen, wie es scheint, meist eine Öse oder sind durchbohrt.

Erst seit dem letzten Drittel des 4. Jahrhunderts (im Norden

1) Die 42 vor 364 geprägten Goldstücke des Dortmunder Fundes rechne ich selbstverständlich zur folgenden Periode, da das Gold erst um 408 in germanische Hände kam.

2) Über sie vgl. Montelius, Die Kultur Schwedens in vorchristlicher Zeit[2], S. 125 ff.

sogar erst seit dem Anfang des 5. Jahrhunderts) fließt der Goldstrom stärker; er dauert das ganze 5. Jahrhundert hindurch, um in der ersten Hälfte des 6. Jahrhunderts wieder zu versanden. Diese Goldwelle ist also nur vorübergehend, und der Zustrom des Goldes ist auch geringer als der frühere des Silbers. Im Norden finden wir von Valentinian III. und Valens bis Anastasius (364—518) 405 Goldsolidi, denen nur noch 4 von Justinus I. und Justinian I. folgen. Der deutsche Norden weist eine Anzahl größerer Goldfunde aus dieser Periode auf. An der Spitze steht der Dortmunder Goldfund (443 Solidi von Constantin I. bis Constantin III., ca. 330—410); in weitem Abstande folgen die Funde von Bresin (ca. 150 Goldmünzen von Theodosius III. bis Zeno, 408—491), von Klein-Tromp (117 Goldmünzen, eine von Gordian III., die übrigen von Valentinian I. bis Valentinian III., 364—455), von Krietenstein (99 Goldstücke, bekannt nur ein „gefutterter" Valens, 364—378), von Hahnenkamp (Goldstücke von Valentinian I. bis Valentinian III.) etc.[1]); dazu kommen zahlreiche Einzelfunde. Nicht der Handel, sondern die Plünderungen und die Sold- und Tributzahlungen der Völkerwanderung haben diese Goldschätze in die Hände der Germanen, und zwar wohl überwiegend der Herrscher, gebracht; bei den größeren Schatzfunden zeigt die Gleichartigkeit der Stücke und der geringe Zeitraum, auf den sie sich zusammendrängen, daß es sich hier nicht um lange erspartes Gold, sondern um einen Schatz handelt, der erst kurz vor der Vergrabung als Ganzes in die germanischen Hände kam[2]). Für den Verkehr des täglichen Lebens aber bediente man sich der alten Denare des 1. und 2. Jahrhunderts, die noch in Münzfunden des 4. und 5. Jahrhunderts in Menge sich finden, und unter die sich vereinzelt auch schon das Silber

1) Zu diesen Schatzfunden wären noch, obwohl linksrheinisch, die ca. 100 Solidi von 408—481 zu rechnen, die im Grabe Childerichs I. gefunden sind; vgl. unten S. 63 f.

2) Für die Funde von Tournai und Dortmund vgl. unten S. 63 ff. In dem Fund von Klein-Tromp erblicken Voigt und Friedländer (Die Münzen der Ostgoten, S. 23 f.) ein Goldgeschenk Theoderichs des Großen an die Aestier; jedenfalls spricht die gute Erhaltung der Münzen dagegen, daß sie längere Zeit in Kurs gewesen sind.

der nachconstantinischen Zeit mischt. So enthielt das Grab Childerichs I. († 481) in Tournai neben Goldsolidi von Theodosius II. bis Zeno, also aus der Zeit von 408—481, eine Silbermünze Constantius' II. (337—361) und wohl etwa 200 Silberdenare von der Republik bis Caracalla († 217)[1]; der Schatz von Lengerich enthielt neben 10 Goldsoliden Constantins und seiner Söhne, einem Silbermedaillon des Constantius II. und einigen 70 Silbermünzen von Magnentius (350—353) ca. 1100 alte Silberdenare von Trajan bis Septimius Severus (98—211)[2]. Der Fund von Sigwards (HAUBERG Nr. 51, 268) barg neben 5 Solidi von Honorius bis Basiliscus (395—477) 28 Denare von Antoninus Pius, Marc Aurel und Faustina (138—180), der Fund von Gudme (HAUBERG Nr. 6, 122) 2 Denare von Marc Aurel und Commodus (161—193) und 4 Solidi von Constantius II., Constans und Magnentius (337—361), der Fund von Norbys (HAUBERG Nr. 32, 303) einen Denar des Antoninus Pius (138—161) und einen Solidus des Anastasius (491—518). Man sieht, auch nach Jahrhunderten war das alte Denarsilber in Kurs; ja, vereinzelte Stücke haben sich noch in mittelalterliche Funde hinübergerettet[3]. So verstehen wir, daß die ältere Geldrechnung der germanischen Stämme sich auf dem Silber aufbaute, und daß erst auf römischem Boden der Übergang zur Goldwährung sich vollzog.

§ 5.

Daß die Franken ihre Bußen nach Hunderten einer Silbermünze berechneten und erst auf gallischem Boden diese Silbermünzenrechnung durch eine Solidusrechnung ersetzten, kann nach dem oben Gesagten nicht wundernehmen. Auffallend ist nur die Art der Silbermünze. Der alte Silberdenar mit seinen 3,41 g kann

---

1) Vgl. unten S. 64.

2) Vgl. HAHN, Der Fund von Lengerich, 1841; SOETBEER a. a. O. I, S. 253 f.

3) Ein Fund in Malkendorf bei Lübeck enthielt neben Münzen des 11. Jahrhunderts noch einen Denar von Domitian (VELTMAN S. 69), ein Fund in Udmarken (HAUBERG Nr. 33) neben Münzen des 10. Jahrhunderts einen Denar von Trajan, ein Fund von Thomasarfve (HAUBERG Nr. 47) neben Münzen des 10. und 11. Jahrhunderts je einen Denar von Trajan und Hadrian.

es nicht gewesen sein. Hätte man 40 dieser Denare auf den Goldsolidus von 4,548 g (= $^1/_{72}$ römisches Pfund) gerechnet, so würde das auf ein Wertverhältnis des Silbers zum Gold von 1 : 30 führen, was schlechterdings unmöglich ist. In Betracht kommt nur eine Münze von 1,10—1,30 g, also eine Münze, die einerseits dem späteren merowingischen Denar, andererseits der römischen Halbsiliqua entspricht. Haben bei den Franken derartige Münzen kursiert? Was sagen die Münzfunde im fränkischen Gebiet?

Die Frage ist auch schon früher gestellt und beantwortet worden. Nur hat man dabei nicht immer genügend geschieden zwischen den Münzfunden in Gallien, sei es vor, sei es nach der fränkischen Eroberung, und den Münzfunden, die auf dem Boden des alten Frankenreichs gemacht sind. Für die hier aufgeworfene Frage kommen selbstverständlich nur die letzteren in Betracht. Damit ist schon gesagt, daß alle Fundorte der merowingischen Zwergmünzchen, die in HILLIGERS[1]) Beweisführung eine solche Rolle spielen, ausscheiden, denn von ihnen liegen selbst die nördlichsten (Namur, Eprave, Envermeu) noch außerhalb der Grenzen des alten Frankenreichs (Somme und Kohlenwald, vgl. Gregor. Turon. II, 9, Gesta Franc. 5).

Es sind im ganzen nur zwei Münzfunde, die nach Zeit und Ort in dies alte Frankenreich hineingehören. Der eine ist seit alter Zeit bekannt; es ist der berühmte Münzschatz, den das 1653 eröffnete Grab König Childerichs I. († 481) in Tournay enthielt, und den uns CHIFLET zwei Jahre später verhältnismäßig gut beschrieben hat[2]). Er enthielt zunächst ungefähr 100 Goldsolidi, von denen 90 beschrieben sind. 86 fallen in die letzten 30 Jahre vor dem Tode des Königs; auch die übrigen 4 von Theodosius II. (408—450) und Valentinianus III. (425—455) dürften nur wenige Jahre älter sein; nur 12 Typen sind vertreten; endlich gehören nur 3 (darunter 2 der ältesten Stücke) dem Occident an. Das alles zeigt, daß dieser Gold-

1) Vgl. HILLIGER I, S. 199 f.; III, S. 22; IV, S. 202 f.; V, S. 316 ff.

2) Vgl. CHIFLET, Anastasis Childerici I, 1655; COCHET, Le tombeau de Childeric I, roi des Francs, 1859; SOETBEER a. a. O. I, S. 545 ff.

schatz erst in der allerjüngsten Zeit zusammengebracht war und wohl in einer einzigen Zahlung oder durch einen einzigen glücklichen Beutezug in die Hand des Königs kam[1]).

Ganz anders beschaffen ist das Silbergeld. Was von den 200 Silbermünzen uns beschrieben ist, sind (mit einer Ausnahme) alte Silberdenare, 41 an Zahl, ein republikanischer, einer aus der Zeit Neros, die übrigen von Trajan (98—117) bis Caracalla (211—217). Es ist der alte Silberschatz der Merowinger, Geld, das schon Jahrhunderte bei den germanischen Stämmen in Kurs war und auch jetzt offenbar noch kursierte. Ob es allerdings das einzige oder auch nur das gewöhnliche Silbergeld der Franken zur Zeit Childerichs I. war, darüber kann uns der Schatz Childerichs keine Auskunft geben. Denn, wie schon von den verschiedensten Forschern hervorgehoben ist[2]), sind im Königsgrabe als Repräsentanten des königlichen Schatzes nur die besten Münzen, nicht aber die geringeren Münzwerte zu erwarten[3]).

Endlich enthielt der Schatz Childerichs noch eine Silbermünze[4]) des Constantius II. Nach der Abbildung bei CHIFLET war es kein Silbermedaillon, wie sich ein solches, ebenfalls von Constantius II., in dem Fund von Lengerich vorfand[5]), sondern ein Denar oder eine Siliqua (COHEN[2] VII, p. 492 Nr. 341–343; vgl. ebenda p. 441, Anm. 1).

Ein ganz anderes Bild liefert der zweite fränkische Münzfund aus dem 5. Jahrhundert, der erst 1907 gemachte große Münzfund von Dortmund[6]). Der Hauptbestandteil dieses

---

1) Schon aus diesem Grunde ist die Schlußfolgerung abzulehnen, die LUSCHIN S. 11 aus dem Schatze Childerichs zieht: „Bei den Franken waren römische Goldsolidi schon vor der Reichsgründung in Gallien die umlaufende Münze“.

2) Von FAHLBECK, E. MAYER, HECK und mir; vgl. RIETSCHEL II, S. 131, Anm. 1.

3) Ein republikanischer Silberdenar hat sich innerhalb des alten Frankenreichs noch in einem Grabe des 6. Jahrhunderts bei Aalst (Ostflandern) zusammen mit einem Triens Childeberts I. gefunden; vgl. SOETBEER a. a. O. I, S. 589.

4) Vgl. CHIFLET a. a. O., p. 271; SOETBEER a. a. O. I, S. 555.

5) Über diesen Fund vgl. HAHN, Der Fund von Lengerich, 1854; SOETBEER a. a. O. I, S. 253 ff.

6) Vgl. REGLING, Der Dortmunder Fund römischer Goldmünzen, 1908, Nachtrag dazu 1910. Das Brukterergebiet, in dem Dortmund lag, war bis

Schatzes sind 443 Goldsolidi. Nur 8 davon, 1 Constantin I. und 7 Constans, gehören sicher, nur weitere 7 von Constantius II. möglicherweise der Zeit vor 350 an; die übrigen 428 (worunter allerdings auch manche barbarische Nachprägungen und eine „gefutterte" Münze) verteilen sich auf die Kaiser von Magnentius (350—353) und Decentius (350—353) bis Arcadius (383—408), Honorius (393—423) und Constantin III. (407—410). Da Theodosius II. (408—450) völlig unvertreten ist, dürfte der Schatz im Jahre 408 oder kurz darauf gebildet sein [1]); die Vergrabung kann natürlich einige Jahre, vielleicht auch ein bis zwei Jahrzehnte später liegen.

Neben den Solidi aber enthielt der Dortmunder Fund 16 mehr oder weniger fragmentarisch erhaltene Silbermünzen. Sie wurden zunächst wenig beachtet. Regling brachte ihre Abbildung erst im Nachtrag; Luschin, obwohl er vom Dortmunder Goldfund weiß (S. 9), hat sie überhaupt nicht berücksichtigt; Hilliger IV, S. 317 erwähnt sie kurz, aber von der irrtümlichen Voraussetzung ausgehend, daß es sich durchweg um ganze Münzen handle, während die meisten darunter nur Bruchstücke einer Münze sind. Und doch sind diese Münzen des Rätsels Lösung.

Es sind zunächst — darin sind Regling S. 39, 44 und Kubitschek (Numismat. Zeitschrift 42, S. 274) einig — nicht römische Münzen, sondern barbarische Münzen fränkischen Ursprungs. Daß sie damit das Richtige getroffen haben, zeigt eine Vergleichung mit zwei von Prou, Les monnaies mérovingiennes, Introduction, p. CIV veröffentlichten Silbermünzen Theudeberts I. (534 bis 548), die er für „Halbsiliquen" erklärt. Der Unterschied ist, daß die Umschrift um den Kopf der Vorderseite lesbar und das Kreuz auf der Rückseite von den Zeichen A—R (Arles) eingerahmt ist; aber im übrigen erinnern das Kreuz und der es einrahmende Lorbeerkranz der Rückseite auffallend an die Silber-

zum Ende des 7. Jahrhunderts fränkisch und wurde erst 693 (Beda V, 9) von den Sachsen besetzt; vgl. Bremer, Ethnographie der germanischen Stämme, 1899, S. 135, 169 f. (869, 903 f.).

1) Auch dieses Gold ist nicht langsam aufgespartes Umlaufsgeld der Germanen, sondern offenbar, wie auch Regling S. 12 f. annimmt, eine römische Kriegskasse, die 408 in die Hände eines fränkischen Heerführers fiel.

münzen des Dortmunder Fundes. Also die Franken haben am Anfang des 5. Jahrhunderts eigene Silbermünzen gehabt. Ihrem Gewicht nach entsprechen sie völlig den späteren Merowingerdenaren. Die am vollständigsten erhaltenen Stücke Nr. 1, 2 und 4 wiegen 0,92, 1,05 und 0,75 g; aber auch aus ihnen sind Stückchen von etwa 1/4 bis 1/5 herausgebrochen; die 3 kleinsten Stücke von 0,20 bis 0,27 g, die Hilliger mit den gallischen Zwergmünzen verglich, sind Bruchstücke von 1/5 oder 1/6 einer Münze. Suchen wir das Fehlende dieser Münzen zu ergänzen, dann kommen wir bei allen zu einem Gewicht von etwa 1,20 g (nur Nr. 4 würde ich auf etwa 1,00 g schätzen), mit andern Worten zu einem Gewicht, das völlig dem entspricht, das wir beim Denar der Lex Salica erwarten müssen. Es ist kein Zweifel mehr: **der Denar der Lex Salica ist gefunden;** er ist eine fränkische Silberprägung des 4. oder beginnenden 5. Jahrhunderts. Daß er bisher nicht in weiteren Exemplaren bekannt geworden ist[1]), erscheint nicht als wunderbar. Wären diese unscheinbaren, oxydierten, halb zerbrochenen Münzchen ohne die Nachbarschaft der Goldsolidi aufgetaucht, sie wären entweder überhaupt übersehen oder mit dem Vermerk „unbekannte Silbermünze barbarischer Herkunft“ abgetan worden.

Daß die Franken sich bei dieser Prägung an römische Vorbilder gehalten haben, ist ohne weiteres erkennbar[2]). In

1) Die drei Münzen unbekannter Herkunft des Berliner Kabinetts, die Regling S. 44 zur Vergleichung heranzieht, sind entschieden weniger ähnlich. Auch verraten sie, wie es scheint, eine etwas andere Technik. Im Gewicht sind sie erheblich schwerer (1,60 g—1,93 g).

2) Daß sie nicht auf keltische Vorbilder zurückgehen, ist leicht erkennbar. Im übrigen glaube ich, auf eine ausführliche Widerlegung der Ansicht Jaekels, der den Denar der Lex Salica auf keltische Münzen zurückführt, verzichten zu können. Nur so viel sei bemerkt, daß Jaekel von der neueren Literatur über Keltenmünzen (Muret, Blanchet, Forrer) keine Ahnung hat, sondern seine Kenntnisse aus den veralteten und unzureichenden Angaben bei Müller und Hultsch schöpft, daß das „keltische“ Münzsystem, von dem er S. 257 handelt, ein reines Phantasieprodukt ist, und daß Jaekel nicht einmal den Versuch gemacht, sich zu überzeugen, ob es überhaupt Keltenmünzen im Gewichte des Denars in nennenswerter Anzahl gab. Aus em großen Katalog von Muret ergibt sich, daß es gerade daran fehlt.

dem Kopf auf der Vorderseite der Münzen kann man trotz aller Ungeschicklichkeit unschwer den Kopf der römischen Kaisermünzen wieder erkennen; auf einigen Stücken ist auch das Diadem erkennbar. Und ebenso zeigt die Rückseite deutlich eine Kopie des Lorbeerkranzes, der auf römischen Geprägen des 4. und 5. Jahrhunderts so häufig ist. Eine speziellere Bestimmung ermöglicht dagegen das in diesem Kranz stehende, bei den einzelnen Stücken übrigens verschiedenartige kreuzartige Gebilde, das KUBITSCHEK [1]) und REGLING als Nachbildung eines gleichschenkligen, gerade oder schräg stehenden Kreuzes oder richtiger wohl eines Chrismons ansehen. Nun findet sich aber das Kreuz oder Chrismon vor 407 nur auf Bronze- oder Goldmünzen, erst seit 407 auf Silbermünzen. Entweder muß man also an eine Übertragung des Zeichens von einem anderen Metall denken oder die Entstehung und damit auch die Vergrabung des Schatzes einige Zeit nach 407 ansetzen.

Ist die erste Annahme richtig, so möchte ich nicht, wie KUBITSCHEK, an die Bronzemünzen des Arcadius mit dem Kreuz oder die Goldmünzen der Aelia Flacilla (379—388) mit dem Chrismon, sondern an Münzen denken, die den Franken viel mehr bekannt gewesen sein dürften, die von KUBITSCHEK nicht erwähnten Bronzemünzen des Gegenkaisers Magnentius (350 bis 353) mit dem von A und Ω eingerahmten Chrismon [2]) (vgl. COHEN [2] VIII, p. 13, n. 29—33 und Abbildung). Kein Kaiser aber ist in so starke Beziehungen zu den Franken getreten wie Magnentius [3]). Er war selbst Franke von Geburt und warb, wie ZOSIMUS berichtet, germanische Stämme, vor allem Franken und Sachsen, als Hilfstruppen an, um sich gegen Constantius I. zu verteidigen. Gerade aus diesem Anlaß ist viel neu geprägtes Geld des Magnentius zu diesen beiden Stämmen geströmt. Am besten zeigt das der Fund von Lengerich im sächsischen Gebiete, der neben altem Denarsilber 10 Solidi von Constantin und seinen

1) KUBITSCHEK in der Numismatischen Zschr. 1909, S. 274.

2) Als Rest der Buchstaben A und Ω darf man wohl die Punkte in den Winkeln des Kreuzes ansehen, die sich auf manchen dieser altfränkischen Denare finden.

3) Über das Folgende vgl. SOETBEER a. a. O. S. 254.

Söhnen und einem Silbermedaillon von Constantius I. einige 70 Silbermünzen des Magnentius aufweist, die so vollkommen intakt sind, „daß sie durchaus nicht kursiert haben können und gleich nach der Prägung an ihrem Fundort verborgen sein müssen", und die Hahn und Soetbeer mit Recht als den vom Kaiser gezahlten Sold eines sächsischen Heerführers bezeichnen. Bezeichnend ist auch, daß von den 42 Solidi des Dortmunder Fundes, die vor Valentinian I. (364—375) geprägt sind, 22, also mehr als die Hälfte, in die kurze Regierungszeit des Magnentius oder seines Bruders Decentius (350—353) fallen. Daß die Franken bei ihrer ersten Silberprägung in der zweiten Hälfte des 4. Jahrhunderts sich an die Münzen ihres Landsmannes Magnentius hielten, ist kein Wunder, und ebenso, daß sie dabei nicht die komplizierten Figurenbilder der kaiserlichen Gold- und Silbermünzen, den Kaiser selbst, die Victoria und Libertas, die Virtus etc., sondern das viel weniger Schwierigkeiten bildende Chrismon der Bronzemünzen kopierten. Ob diese Nachmünzung zur Zeit des Magnentius oder Jahrzehnte später erfolgte, läßt sich natürlich nicht sagen.

Nimmt man dagegen an, daß eine römische Silbermünze das Vorbild für diesen altfränkischen Denar abgegeben hat, dann liegt es allerdings am nächsten, an die Silbermünzen des Gegenkaisers Constantin III. (407—411), eventuell auch seines Nachfolgers Jovinus, zu denken, die nach den Angaben bei Cohen² VIII, p. 200, n. 8, p. 203, n. 8 (eine Abbildung fehlt leider) auf der Rückseite das Kreuz (? ob Chrismon) zwischen A und Ω bieten. Beide sind als gallische Gegenkaiser mit den Franken stark in Berührung gekommen. Vor allem dürfte im Heere des Constantin III. jener fränkische Heerführer gedient haben[1]), der den Dortmunder Goldschatz erbeutet hat. In diesem Falle müßten wir annehmen, daß der Schatz erst einige Jahre nach 408 vergraben ist.

Wichtiger als die Frage, welche Kaisermünze das Vorbild für den altfränkischen Denar abgab, ist die andere, welcher römischen Münzeinheit er entspricht. Denn daß die

1) Vgl. Regling S. 12 f.

Franken einfach eine neue Münzeinheit erfunden, ist wohl nicht anzunehmen. Als solche Münzeinheit kommt nur in Betracht die römische Halbsiliqua, in vollwertiger Ausmünzung 1,3644 g Silbers, aber meist leichter ausgeprägt. Nun haben sich allerdings gegen das Vorhandensein von Halbsiliquen Bedenken geregt; Hill[1]) glaubte, auf Grund des Fundes von Grovely Wood und des Missongschen Fundes ihre Existenz bestreiten zu können, und Hilliger (V, S. 292 f., 316), der nicht so weit geht, meint, daß man wenigstens in den ersten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts noch keine Halbsiliquen gekannt habe. Zunächst ergeben eine Novelle Majorians von 458 und ein Kaisergesetz Theodosius' II. und Valentinians III. von 444—5, die beide eine Abgabe von dimidia siliqua erwähnen[2]), mit Sicherheit, daß um die Mitte des Jahrhunderts schon halbe Siliquen vorhanden waren. Die Frage ist nur, ob sie schon um das Jahr 400 bekannt waren. Hill und, ihm folgend, Hilliger haben die Frage verneint, weil in dem Funde von Grovely Wood[3]), der 299 Münzen von Constantius II. bis Eugenius, Theodosius und Arcadius (337—395)[4]) enthielt, die Münzgewichte von 1,04 g bis 2,66 g ohne irgendwelche größere Lücke aufsteigen; ferner hat Hill aus den 261 in Trier geprägten Stücken der Siliquenwährung, die der Fund und das Britische Museum enthielten, eine Tabelle der Münzgewichte gegeben, die lückenlos dieselbe Reihe von 1,04 g bis 2,66 g und die größte Anzahl von Stücken in der Mitte aufweist. Meines Erachtens sind diese Feststellungen nicht geeignet, die Annahme einer Halbsiliqua zu erschüttern. Vergleicht man bei Hill oder Queipo die Münzgewichte des 4. Jahrhunderts, dann sieht man, daß eine allmähliche Verringerung des Münzgewichts

---

1) Hill, Roman silver coins from Grovely Wood, Wilts. (Numismatic Chronicle, 4 ser. VI [1906], p. 329 ff.)

2) Vgl. Soetbeer a. a. O. I, S. 277; Kubitschek i. d. Numismat. Zschr. 1909, S. 54, Anm. 4; Hilliger V, S. 316.

3) Der Missongsche Fund (Wiener numismat. Monatshefte IV, 1868, S. 248 ff.) enthielt nur Stücke bis 367.

4) Da die Münzen des Arcadius in Mailand und Lyon geprägt sind, fallen sie vor die Reichsteilung von 395. Dafür spricht auch das Fehlen von Münzen des Honorius.

im allgemeinen in jener Zeit stattgefunden hat. Dann sind aber derartige Tabellen, wie sie HILL bietet, für die Lösung der Frage, ob man zwischen Siliquen und Halbsiliquen unterschied, unbrauchbar; denn, da sie sowohl Münzen der älteren schweren wie der neueren leichteren Prägung enthalten, müssen natürlich die etwa vorhandenen, relativ schwer geprägten Halbsiliquen der älteren Zeit in die relativ leicht geprägten Siliquen der neueren Zeit hineingeraten und mit ihnen die Lücke schließen. Ein ganz anderes Bild bietet sich, wenn wir den einzig methodischen Weg einschlagen und die einzelnen Kaiser gesondert betrachten. Ich wähle zunächst Arcadius. Von 53 Münzen, die in den Fundberichten von Holwel[1]) und Grovely Wood und in den Tabellen von QUEIPO[2]) mit ihrem Gewicht erwähnt werden, wiegen 40 Stück 1,74 g bis 2,59 g, 13 Stück 0,93 g bis 1,50 g. Also eine deutliche Lücke von 0,24 g ist zwischen der ersten und der zweiten Sorte vorhanden, und läßt man zwei Stück von 1,50 g und eins von 1,74 g weg, so vergrößert sich die Lücke auf 0,43 g (zwischen 1,37 g und 1,80 g). Genau das gleiche zeigt sich bei Honorius und Theodosius I.[3]); bei ersterem 16 Stück von 0,70 g bis 1,38 g und 6 Stück von 1,70 g bis 2,20 g (also eine Lücke von 0,32 g), bei letzterem 9 Stück von 0,68 g bis 1,37 g und 28 Stück von 1,63 g bis 2,32 g (also eine Lücke von 0,26 g). Jedenfalls sieht man, daß die Münzgewichte nicht nach einem, sondern nach zwei Zentren gravitieren. Bei den späteren Kaisern des 5. Jahrhunderts ist die Scheidung ebenfalls ganz deutlich[4]); bei ihnen überwiegen die Halbsiliquen. Die Halbsiliqua ist also, wie auch BABELON[5]) annahm, schon unter

---

1) Vgl. die Angaben bei MOMMSEN, Münzwesen, S. 788 f., Anm. 163.

2) QUEIPO, Essai sur les systèmes métriques et monétaires des anciens peuples III, 1859, p. 457 ff.

3) Die Gewichtszahlen für Theodosius sind für den Fund von Holwel nicht überliefert. Für die in Grovely Wood gefundenen 20 Trierer Prägungen des Theodosius mit dem Zeichen H teilt HILL nur die Grenzzahlen 2,32 g und 1,37 g mit. Ebenso kennen wir für die fünf Münzen des Honorius im Funde von Holwel nur die Grenzzahlen 2,07 g und 1,30 g.

4) Keine deutliche Scheidung finde ich bei den Gegenkaisern Constantin III. und Jovinus. Worauf das beruht, wage ich nicht zu entscheiden.

5) BABELON, Traité des monnaies grecques et Romaines I, 1, p. 578

Theodosius I. ausgeprägt worden. Sie haben sich die Franken für ihre Prägung zum Muster genommen, und sicher haben sie neben ihren eigenen Prägungen auch die römischen Halbsiliquen dieser und der folgenden Zeit als Denare kursieren lassen.

§ 6.

Was für Münzverhältnisse fanden aber die Franken bei der Eroberung Galliens vor? Die Antwort auf diese Frage läßt sich verhältnismäßig leicht geben. Wenigstens für das Ende des 4. und den Anfang des 5. Jahrhunderts sind wir durch eine Anzahl von wirklichen Schatzfunden (nicht nur Einzelfunden) sehr gut unterrichtet, und wir haben keinen Grund, anzunehmen, daß es in der Zeit bis zur Eroberung Chlodwigs wesentlich anders geworden ist. Ich kann im ganzen für die Zeit von Valens (364—378) bis Valentinian III. (425—455) 24 solcher Schatzfunde nachweisen[1]. Bei einem, dem Fund von Hemptinne (Blanchet 709), wird das Münzmetall nicht angegeben. Von den übrigen sind 13 (Boves, Treigny, Surcy, Yffiniac, Heerlen, Waurennes, Euren, Trier I, Trier II, Daspich, Saulny, Birkenfeld, Saarburg: Blanchet 30, 247, 402, 444, 686, 711, 767, 770, 771, 796; Korrespondenzbl. d. Westd. Zschr. 1900, S. 135 ff., 1904, S. 34 ff.) Bronzefunde, 8 (Nant, Taloire, Pourville, Poitou, Velp, St. Denis, Westrem, Furfooz, Würselen: Blanchet 205, 223, 356/7, 572, 633, 680, 710; Bonner Jahrb. 106, S. 114 ff.) Goldfunde, die beiden übrigen (Limoges, Cazères: Blanchet 566, 610) Silberfunde. Und zwar enthielt der Fund von Cazères ein Dutzend Silbermünzen von Valentinian I. bis Theodosius, der Fund von Limoges 36 „quinaires d'argent“ von Honorius, also offenbar Siliquen oder Halbsiliquen. Von älteren Münzen waren in manchen Bronzefunden (Surcy, Waurennes, Trier I und II) noch die Bronzen von Tetricus (268—273), zum Teil sogar ziemlich häufig, vertreten; der Fund von Saulny enthielt

---

hat als Durchschnittsgewicht der Halbsiliquen des Theodosius 1,18 bis 1,37 g gefunden.

1) Die Schatzfunde römischer Münzen in Gallien verzeichnet Blanchet, Les trésors de monnaies Romaines et les invasions Germaniques ou Gaule, 1900.

Denare von verschiedenen Kaisern des 3. Jahrhunderts, der Fund von Euren sogar noch einen Denar von Geta (211—212).

Dagegen läßt sich auf die Frage, wie sich die Münzverhältnisse Galliens in den ersten $1^1/_2$ Jahrhunderten nach der Eroberung Chlodwigs gestalteten, nicht so leicht eine Antwort geben. Was die Franken prägten, können wir allenfalls aus den Münzkabinetten erfahren, was für Münzen aber bei ihnen kursierten, darüber können uns nur die Münzfunde Auskunft geben, und an Nachrichten über solche fehlt es. Aus der ganzen in Betracht kommenden Zeit sind mir nur zwei wirkliche Schatzfunde bekannt. Der eine, der Fund von Chinon, enthält 81 Goldsolidi von Zeno bis Justinus I. (474—527) (Blanchet 503); er fällt in das westgotische Gebiet, aber in die Zeit nach der fränkischen Eroberung, da Justinus erst seit 518 regierte. Der andere, der Fund von Gourdon, fällt in das burgundische Gebiet, etwa um die Zeit der Eroberung Burgunds durch die Franken; auch in ihm waren die Kaiser Leo I. (457 bis 474), Zeno (474—491), Anastasius (491—518) und Justinus I. (518—527) durch 36 Goldmünzen vertreten, die letzteren aber außerdem durch 68 silberne „quinaires“, offenbar Halbsiliquen. Man sieht also, im Gallien des 6. Jahrhunderts kursierten die oströmischen Gold- und Silbermünzen des ausgehenden 5. und beginnenden 6. Jahrhunderts. Die letzteren aber waren überwiegend Halbsiliquen. Von sonstigen Schatzfunden aus dem 6. oder beginnenden 7. Jahrhundert ist mir nichts bekannt.

Da müssen wir uns Auskunft aus den Gräberfunden holen. Fehlt es auch an einer neueren Zusammenstellung derselben, so besitzen wir doch für die älteren, bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts in merowingischen Gräbern gemachten Funde eine ziemlich summarische Übersicht von dem gelehrten Abbé Cochet[1]). Das Ergebnis, zu dem Cochet gelangt, ist: Wiederholt kommen in fränkischen Gräbern noch keltische Münzen vor, auch finden sich merowingische Gepräge, aber es überwiegen bei weitem die römischen Münzen, oft auch die der älteren Kaiser-

1) Cochet, La Normandie souterraine, 1855, p. 259 ff., 355 ff., Sépultures Gauloises, Romaines, Franques et Normandes, 1857, p. 191.

zeit (ce sont les monnaies romaines, qui dominent, et souvent celles du Haut-Empire)[1]. Natürlich sind die meisten Bronzemünzen, aber auch Silbermünzen fehlen nicht. Leider wird bei den meisten Funden über das Metall der Münzen nichts angegeben; immerhin erfahren wir, daß unter den römischen Münzen in den Gräbern von Envermeu und des Departements Aube sich auch Silbermünzen befanden. Im Gräberfelde von Selzen fanden sich 2 „quinaires d'argent“ Justinians, also offenbar Halbsiliquen. Das Vorkommen dieser Halbsiliquen aus Justinians Zeit in fränkischen Gräbern wird uns auch für das germanische Gebiet bezeugt; ein fränkisches Gräberfeld in Edingen (Pfalz) enthielt neben einem Denar des Probus eine Halbsiliqua von Justinus I. oder Justinian[2], und in einem merowingischen Grab in Worms kam kürzlich eine nach dem Siliquenfuße (wahrscheinlich als Halbsiliqua) geprägte Münze von Justinians Zeitgenossen, dem Ostgotenkönig Baduila (Totila) (542—552), ans Licht[3].

Die Zusammenstellung der aus den Schatz- und Gräberfunden gewonnenen Ergebnisse zeigt zunächst, daß neben römischen Gold- und Bronzemünzen auch römisches Silber sehr wohl im Frankenreich des 6. Jahrhunderts in Umlauf war, und daß speziell die Halbsiliquen aus der ersten Hälfte des 6. Jahrhunderts eine gewisse Verbreitung genossen. Sie zeigt aber auch, zu welchen verkehrten Resultaten jeder kommen muß, der, wie Hilliger, ein Bild des fränkischen Münzwesens des 6. Jahrhunderts lediglich auf Grund der merowingischen Prägungen jener Zeit entwirft und aus den Gräberfunden zwar die kleinen silbernen Zwergmünzchen in den Vordergrund rückt, sich aber um den übrigen numismatischen Inhalt dieser Gräber so gut wie gar nicht küm-

---

1) Auch Prou a. a. O. p. XCVIII sagt: En effet, les monnaies du Ve siècle et même celles du Haut Empire avaient encore cours au VIe et VIIe siècle; du moins les sépultures de cette époque en ont-elles fourni un très grand nombre.

2) Bissinger, Funde römischer Münzen im Großherzogtum Baden I (Programm Donaueschingen 1887), S. 28 n. 186. Ebenso fanden sich in einem Alamannengrabe bei Dinglingen im Schwarzwald „byzantinische Silbermünzen“ (ebenda S. 17 n. 108).

3) Westdeutsche Zschr. 1903, S. 416.

mert. Wir sehen, die merowingische Prägung des 6. Jahrhunderts war weit entfernt davon, den gesamten Bedarf der Zeitgenossen an Münzen zu decken; sie beschränkte sich darauf, dort ergänzend einzuspringen, wo die aus römischer Zeit überkommenen Münzvorräte nicht mehr den Bedürfnissen genügten.

Eine Ergänzung des Vorrats an Bronzemünzen war kaum notwendig. Die germanische Bevölkerung hatte eine Abneigung gegen sie, und für die romanische Bevölkerung, die sich wenigstens noch vorläufig ihrer bediente, genügten die vorhandenen Stücke. Nur wenige Exemplare merowingischer Bronzemünzen, sämtlich, soweit datierbar, aus der ersten Hälfte des 6. Jahrhunderts, sind vorhanden.

Um so bedeutsamer war die Goldprägung. Das führende Metall, das die Franken in Gallien vorfanden, war das Gold, teils echtes Kaisergold, teils einheimische Nachprägungen mit dem Bilde des Kaisers. Dieser gallischen Goldwährung zuliebe wurden bei der Abfassung der Lex Salica auf neustrischem Boden die alten Denarhunderte in Goldsolidi umgerechnet. Wie es zu erklären ist, daß man dabei nicht 48 Denare (Halbsiliquen), sondern nur 40 auf den Solidus rechnete, ist schon oben S. 43 f. hervorgehoben, ebenso wie diese Umrechnung wahrscheinlich die Ursache für die Herabsetzung des Solidusgewichts war. Bezeichnend ist, daß vom Moment dieser Einführung des leichteren Solidus die fränkische Goldprägung eine rapide Steigerung erfährt; während aus der ersten Hälfte des 6. Jahrhunderts, von den Münzen Theudeberts I. abgesehen, nur wenige merowingische Goldmünzen erhalten sind, wanderten seit der Herabsetzung des Solidus die alten guten Goldstücke entweder über die Grenze oder in den Schmelztiegel, um als leichtere Solidi oder Triente wieder zu erstehen. Und während in Byzanz auch künftig noch vorwiegend ganze Solidi geprägt wurden, hat man im Frankenreich, entsprechend den einfacheren wirtschaftlichen Verhältnissen, schon im 6. Jahrhundert sich überwiegend der Ausprägung von Drittelstücken zugewendet.

Das eigentliche Problem bietet die Silberprägung. Da wollen wir uns zunächst jenen kleinen Silbermünzchen zuwenden,

die in den Untersuchungen der französischen Gelehrten[1]) und neuerdings auch in den Untersuchungen HILLIGERS (I, S. 199 f., III, S. 22, IV, S. 202 ff., V, S. 317 ff.) und LUSCHINS (S. 24 f.) eine solche Rolle gespielt haben. Ihre Zahl ist nicht gerade überwältigend: einige 40 Stück sind uns bekannt, und der Gedanke von HILLIGER, unter Ignorierung aller Funde römischen Silbers diese Münzchen als die Silbermünze der Franken des 6. Jahrhunderts anzusehen, kann nur als Verirrung bezeichnet werden. Der bei weitem größte Teil stammt aus Grabfunden; wegen ihres geringen Wertes waren sie, ebenso wie die Bronzemünzen, als Grabbeigaben beliebt, während man mit den wertvolleren Münzen eher zurückhielt.

Allen diesen Münzchen gemeinsam ist ihr geringes Gewicht, das sich meist zwischen 0,20 und 0,30 g bewegt, bisweilen aber auch bis 0,07 g sinkt[2]). Aber das ist auch die einzige Ähnlichkeit. Im übrigen finden wir innerhalb dieser Zwergmünzchen zwei völlig verschiedene Typen, die nicht einen einzigen Zug miteinander gemeinsam haben, und was das wichtigste ist, dieser äußeren Verschiedenheit entspricht auch die inhaltliche Verschiedenheit.

Die eine Klasse will ich als die Kaisermünzchen[3]) bezeichnen. Soweit wir ihren Fundort kennen, sind sie sämtlich in Gräbern gefunden, in Herpes, Envermeu, Eprave, Noroy etc., durchweg im romanischen Gebiet südlich von Somme und Kohlenwald. Charakteristisch für sie ist der äußerst dünne Schrötling bei relativ großem Umfang. Das Gepräge ist eine völlig unselbständige und dabei höchst unvollkommene Nachahmung der kaiserlichen Silber- oder Goldmünzen von Honorius bis Anastasius.

---

1) Vgl. über sie vor allem PROU a. a. O. p. XCVI ff. (mit vielen Abbildungen) und die dort erwähnte ältere Literatur, ferner PROU i. d. Revue numismatique 1891, p. 134 ff., planche V; CUMONT i. d. Annales de la société d'archéologie de Bruxelles 16 (1902), S. 424.

2) Die bei PROU p. CIV erwähnten Gepräge Chlotars I. und Theudeberts I. gehören nicht zu diesen Kleinmünzchen; sie werden S. 77 besonders besprochen.

3) Vgl. über sie vor allem PROU a. a. O. p. XCVI ff.; HILLIGER IV, S. 202 ff.; V, S. 317 ff.

Auf der Vorderseite findet sich durchweg das nach rechts gewandte Kaiserbild, auf der Rückseite eine ganze Figur der Roma, Victoria oder des Kaisers. Beide Seiten zeigen, wie die römischen Vorbilder, um das Bild am Rande der Münze eine Umschrift, die allerdings meist aus unverständlichen Buchstaben oder Zeichen besteht. Die Bilder selbst sind beinahe Karikaturen geworden.

Einen völligen Gegensatz zu diesen Erzeugnissen einer numismatischen Dekadenz bildet die andere Klasse der Kleinmünzchen, die Königsmünzchen[1]). Während keine von den Kaisermünzchen an fränkischen Ursprung erinnert, tragen die sämtlichen vier Königsmünzchen, die uns bekannt sind, die Münze Dono Di der Bibliothèque nationale (Prou Nr. 35, Pl. I, 11) und die drei Münzen des Narbonner Fundes ein fränkisches Königsmonogramm oder einen fränkischen Königsnamen nebst Monogramm des Prägeortes. Eine gehört sicher Sigibert I. (561—575) an, dem wir wohl auch noch eine zweite, unvollständig erhaltene zuschreiben dürfen; die Münze mit dem Namen Tuederic weist Prou Theuderich I. (511—534), die Münze Dono Di mit dem Monogramm ELBRT Childebert I. (511—558) zu. Die Münzen haben bei etwa gleichem Gewicht geringeren Umfang als die Kaisermünzchen, dafür aber einen etwas dickeren Schrötling. Sie enthalten keine Spur einer Nachahmung der römischen Vorbilder, nichts Dekoratives, nichts Überflüssiges, nur Monogramme und Buchstaben. Aber diese Buchstaben sind nicht unverstandene und verwaschene Kopien römischer Inschriften, sondern derb, klar und deutlich ausgeprägt, und sie bilden wirkliche Wörter.

Diese Königsmünzchen sind jene argentei minuti, von denen der Ämtertraktat berichtet, daß sie vor dem König unter die Volksmenge ausgestreut wurden; darum tragen sie auch sämtlich den königlichen Namen oder das Königsmonogramm. Ob auch die Kaisermünzchen zu dieser Klasse gehören, ist sehr zweifelhaft, ja, mir scheint es überhaupt zweifelhaft, ob sie Merowingermünzen sind. Ich möchte vielmehr annehmen, daß es Klein-

1) Vgl. Prou a. a. O. p. CI ff. und i. d. Revue numismatique 1907, p. 66 ff.

münzchen sind, die schon vor der fränkischen Eroberung (manche tragen ja das Bild des Honorius) und wahrscheinlich auch nach derselben die einheimische Bevölkerung nach den größeren römischen Vorbildern für die Bedürfnisse des täglichen Kleinverkehrs prägte. Gallien war ja auch in der Goldprägung das Land der verschlechternden Nachmünzung [1]). Wir hätten dann allenfalls anzunehmen, daß man bei der Prägung der Königsmünzchen sich an das Gewicht dieser älteren Kaisermünzchen hielt.

Von sonstigen Silbermünzen mit fränkischen Königsnamen des 6. Jahrhunderts haben wir eine Silbermünze Chlotars I. (511—561), die sich durch ihr Münzbild und ihr Gewicht (0,55 g) als eine sklavische Kopie der ostgotischen Viertelsiliquen ausweist [2]), und zwei Silbermünzen Theudeberts I. (534—548), deren Gewicht ich leider nicht feststellen konnte [3]), die sich aber durch ihr Münzbild als Nachfolger des altfränkischen Denars des Dortmunder Fundes erweisen. Neben diesen einheimischen Geprägen haben sich die Franken bis zur Prägung des „merowingischen" Denars der römischen Halbsiliquen als Denare bedient. Aber wann setzt die Prägung des merowingischen Denars ein? Die herrschende Lehre sagt: Nicht vor dem Anfang des 7. Jahrhunderts; der älteste datierbare Denar ist von Charibert II. (629—631). Aber was hat diese letzterwähnte Feststellung für einen Wert, wenn von etwa 1000 Denaren noch nicht 10 den Namen eines Königs, Hausmaiers oder Bischofs tragen, nach dem eine Datierung möglich ist! Bei manchen Denaren deutet der Typus auf spätere Zeiten; aber dafür gibt es andere, die man, ohne einen Anachronismus zu begehen, ins 6. Jahrhundert setzen könnte. Wenn man aber,

---

1) So spricht eine Verordnung Majorians von 458 (Novell. I, IV) von einem solidus Gallicus, cuius aurum minore aestimatione taxatur; vgl. Prou a. a. O. p. XV; Babelon i. Journal des Savants 1901, p. 120. Über gallische Nachprägungen von Goldmünzen seit der constantinischen Zeit vgl. auch Regling a. a. O. S. 22.

2) Prou a. a. O. p. CIV, n. 37 (pl. I, n. 13). Man vergleiche damit die Münzgewichte der gotischen Viertelsiliquen (0,68—0,62 g) bei Friedländer, Die Münzen der Ostgoten, und die Abbildungen ebenda Tafel I Athalarich 2, 5, Tafel II Theodahat 2, Witiges 1, Baduila 2, 3 etc.

3) Prou a. a. O. p. CIV. Woher Hilliger (IV, S. 203) die Gewichtsangabe 0,45 g für das eine Stück hat, vermag ich nicht festzustellen.

wie LUSCHIN S. 40, die merowingischen Denare deshalb von den Silbermünzen des 6. Jahrhunderts zeitlich trennen will, weil sie einen ganz anderen Typus darstellen, weil sie „keine beabsichtigten Nachbildungen römischer Gepräge“ sind, weil sie „dickeren Schrötling, derbere Schrift, oft nur einzelne Buchstaben“ haben, so trifft das wohl zu, wenn man sie mit den Kaisermünzchen, nicht aber, wenn man sie mit den Königsmünzchen vergleicht. Betrachtet man die letzteren unter einem Vergrößerungsglas, so könnte man sie für Denare halten; so ähnlich ist das derbe, schlichte Gepräge, die Art der Monogrammbildung und die Form der Buchstaben. Der einzige Unterschied ist die Stellung der Buchstaben in mehreren Zeilen, die bei den Königsmünzen durch die Kleinheit des Formats, das keine Randschrift oder durchlaufende Querschrift duldet, bedingt ist. Nehmen wir aber an, daß auch nur ein geringer Teil der merowingischen Denare schon im 6. Jahrhundert von Chlodwig oder seinen Söhnen, Enkeln und Urenkeln geprägt ist, dann haben wir vom Anfang des 5. Jahrhunderts an eine fortlaufende Kette der fränkischen Denarprägung.

Wie dem aber auch sei, so viel steht fest, daß die Münzrechnung der Lex Salica kein Grund ist, ihre Entstehung unter Chlodwig oder seinen Söhnen zu bezweifeln.

Exkurs.

Die vorstehenden Untersuchungen waren noch nicht abgeschlossen, als mir durch die Freundlichkeit des Verfassers die Korrekturbogen des Aufsatzes von MARIO KRAMMER, Zur Entstehung der Lex Salica, in der Festschrift für HEINRICH BRUNNER, 1910 (auch als Sonderabdruck[1]) erschienen), zugänglich wurden. Da dieser Aufsatz nur zum Teil die im vorhergehenden behandelten Probleme berührt, aber auch ein Eingehen auf die übrigen Ergebnisse KRAMMERS nötig war, habe ich die Auseinandersetzung mit diesem zweifellos hochbedeutsamen Werk in einen besonderen Exkurs verwiesen.

KRAMMER hat meinen Nachweis, daß der Titel de filtortis

1) Ich zitiere nach diesem Sonderabdruck.

(nach gewöhnlicher Zählung XLVII, im Hunderttiteltext LXXXI) unter Childebert I. und Chlotar I. nach 524 entstanden ist, als gelungen angesehen. Während ich aber daraus auf eine Entstehung der ganzen Lex Salica in dieser Zeit schloß, vertritt K. im Anschluß an den Epilog, den er auf den Hunderttiteltext bezieht und für durchaus glaubwürdig hält, die Ansicht, daß die ersten 74 Titel dieses Textes der älteren Regierungszeit Chlodwigs (486—496), die drei nächsten Titel (75—77) seiner späteren Regierungszeit (496—511) und nur die letzten 22 Titel (78—99) Childebert I. und Chlotar I. angehören. Ich kann hier im einzelnen nicht K.s Beweisführung wiedergeben. Nur so viel sei gesagt, daß sie etwas durchaus Überzeugendes hat. Ja, es läßt sich sogar meines Erachtens noch ein wichtiges Argument für die Richtigkeit der Ansicht K.s hervorheben, an dem er selbst vorübergegangen ist: während in dem ersten Teile (1—74) die westgotische Euriciana sehr stark benützt ist, fehlen, soviel ich sehe, Spuren dieser Benützung in den späteren Teilen.

Dagegen kann ich K. nicht ganz in dem folgen, was er über die Handschriftenklassen der Lex Salica sagt. Es ist K.s großes Verdienst, daß er den glossierten Hunderttiteltext (von ihm A genannt, bisher als die Familie III a, Cod. 7, 8, 9 bezeichnet) in seiner Bedeutung erkannt hat. Auch mich hat die Beschäftigung mit der Lex Salica immer mehr zu der Erkenntnis geführt, daß dieser Text dem ursprünglichen am nächsten steht. Auch daß die bisher als die beste Textgestaltung geltende Textfamilie I, Codex 1, 2, 3, 4 (von K. als B bezeichnet) eine austrasische Bearbeitung des ursprünglich neustrischen Textes ist, scheint mir richtig zu sein. Dagegen glaube ich, daß K. über die Textfamilie II, Codex 5, 6 (von ihm als C bezeichnet), die er einst (Neues Archiv XXX, S. 261 ff., bes. S. 269) für die beste Textform hielt, jetzt zu ungünstig beurteilt, wenn er sie für eine Kombination aus A und B hält. Ich habe dagegen zwei Bedenken.

Zunächst scheint mir überhaupt die Annahme einer derartigen Kombination nicht unbedenklich. Bisher galt es bei Textrezensionen als Regel, daß man zunächst einmal versuchte, die verschiedenen Texte und Textgruppen in gerader Filiation auf einen Urtext zurückzuführen. Die Annahme von Mischtexten,

die aus einer Kombination zweier getrennter Textfamilien entstanden seien, kam höchstens als ultum refugium in Betracht, wenn jede andere Erklärung versagte. Bei K. wird aber nicht nur der gesamte C-Text als Kombination von A und B angesehen, sondern auch die Denarzahlen in Text A_1 erklärt er in der Weise, daß man einen A-Text aus einer Handschrift des B-Textes interpolierte.

Das zweite Bedenken betrifft die Benützung der Euriciana. Neben den zahlreichen, auf Eurichs Gesetzbuch zurückgehenden Stellen, die allen drei Textfamilien, A, B und C, gemeinsam sind, enthält C manche derartige Stellen, die A und B fehlen (z. B. C XXVII, 8, 23, XXXI, 3, XXXVIII, 12, 13), ferner fehlen in A allein manche Stellen, die in B und C enthalten sind (z. B. XXXVII, 4). Da gibt es für K. nur die eine Erklärung, nämlich, daß die Lex Salica nicht weniger als dreimal zu ganz verschiedenen Zeiten aus Eurichs Gesetzbuch interpoliert worden ist, bei der Herstellung des Urtextes, bei der des B-Textes und bei der des C-Textes. Und das Merkwürdigste ist, daß die se, aus drei verschiedenen Zeiten stammenden Interpolationen unter einander doch in derselben Reihenfolge wie bei Eurich stehen, und daß von ihnen die späteren Zusätze Chlodwigs und die Zusätze Childeberts und Chlotars völlig verschont geblieben sind.

Ich will weder die Kombinationstheorie K.s noch seine Annahme einer dreimaligen Interpolation aus dem Westgotenrecht als etwas Unmögliches ansehen. Nur meine ich, daß man nur dann sie akzeptieren kann, wenn alle anderen Erklärungsversuche sich als unmöglich erwiesen haben. Dafür ist aber bisher der Nachweis noch nicht einmal versucht, geschweige denn geführt worden. Es wäre dringend zu wünschen, daß K. seine Gründe den Fachgenossen darlegte, bevor die neue Ausgabe der Lex Salica in den Druck gelangt. So hoch ich auch K.s Scharfsinn und Kombinationsgabe einschätze, so hat doch gerade die Geschichte der Textkritik der Lex Salica gezeigt, wie auch die hervorragendsten Geister sich irren konnten. Und ein Irrtum des Herausgebers in diesen Grundfragen könnte die neue Ausgabe aufs schwerste gefährden.

Solange K. den Nachweis für die Richtigkeit seiner Theorie

nicht erbracht hat, halte ich an der Erklärung fest, die als die einfachste und nächstliegende erscheint, nämlich, daß A und C auf eine gemeinsame Vorlage zurückgehen, die meistens von A, bisweilen aber auch von C treuer bewahrt wird. B dagegen ist die austrasische Bearbeitung dieser neustrischen Vorlage. Ist das richtig, dann gehört die doppelte Ansetzung der Bußen in Denaren und Solidi, die sich in allen Handschriften von B, in allen von C und in einer (wohl der besten) Handschrift von A (A_1, bisher Cod. 8) findet, der ursprünglichen Fassung der Lex Salica an.

K. dagegen hält die Doppelrechnung, im Gegensatz zu seiner früheren Anschauung, heute für nicht ursprünglich. Aber er gerät dabei in die größten Schwierigkeiten. Schon für das Vorkommen der Doppelrechnung in A_1 hat er keine ausreichende Erklärung. Denn die Annahme, daß der Schreiber von A_1 seinen A-Text aus einer Handschrift der B-Familie in der Weise interpolierte, daß er ganz konsequent von Anfang bis zu Ende die Denarzahlen übernahm (S. 4), ist, wie schon bemerkt wurde, im höchsten Grade unwahrscheinlich. Nicht nur unwahrscheinlich, sondern meines Erachtens direkt unhaltbar ist seine Vorstellung davon, wie es zur Aufnahme dieser Denarzahlen gekommen ist. Auch K. geht aus von einer alten salfränkischen Sitte, die Bußen nach Silberhunderten zu berechnen. Für den Redaktor des Urtextes aber, der auf neustrischem Boden arbeitete, kam nach K. nur eine Abfassung in Goldsolidi in Betracht. „Als aber im 8. Jahrhundert die Lex nach Austrasien übertragen wurde, wo altertümliche Gewohnheiten und Anschauungen in ungetrübtem Ansehen standen, wurde bei der Abfassung des B-Textes, der denselben in weitgehender Weise entgegenkommen sollte, diese altfränkische Rechnungsweise rezipiert und dabei, um das Verhältnis der Denarhunderte zur Schillingsrechnung ersichtlich zu machen, jeder Denarsumme der entsprechende Wert in Goldsolidi beigefügt. Dies m u ß t e deshalb geschehen, weil zur Zeit der Entstehung des B-Textes sonst im Reiche nicht mehr nach Schillingen zu vierzig Denaren gerechnet wurde“ (S. 45 f.). Das heißt doch aber nichts anderes, als daß der Solidus durch die Denarsumme im Unterschied vom Kleinsolidus als solcher von 40 Denaren erklärt werden sollte,

denn ein Denargroßhundert bleibt doch ein Denargroßhundert, gleichviel, ob man es in 3 Großsolidi oder 10 Kleinsolidi umrechnet. Wie reimt sich damit aber, wenn K. unmittelbar vorher (S. 45 oben) Brunner darin zustimmt, daß „die Denarzahlen die führenden, primären, die Solidizahlen die begleitenden, erläuternden, sekundären Rechnungsgrößen sind“? Und vor allem: wie kam der alte neustrische Redaktor dazu, so seltsame Soliduszahlen wie 62½ einzustellen, Zahlen, die sich beim Fehlen eines Halbsolidusstückes gar nicht in Solidi begleichen ließen, Zahlen aber, die, wenn man sie nach dem Verhältnis 1 : 40 in Denare auflöst, sämtlich ganze Denarhunderte oder Denargroßhunderte ergeben? Einfach deshalb, weil diese Denarhunderte schon zu seiner Zeit genau so wie später vorhanden waren und ebenso das Wertverhältnis 1 : 40! Sollte man wirklich aber annehmen, daß alle Texte der Lex Salica, die unter der Herrschaft dieses Wertverhältnisses entstanden, dasselbe nicht aufnahmen, und daß es in den Texten (und zwar in A_1, in B, in C, in der Emendata) erst zu einer Zeit eingeschoben worden ist, als es schon im größten Teil des Frankenreiches überwunden war? Nein, der neustrische Redaktor hat die in Denarhunderten angesetzten, altüberlieferten Bußsummen aufgenommen, er hat aber, weil er für eine salisch-römische Mischbevölkerung schrieb, neben die Denarhunderte die entsprechenden Soliduszahlen gesetzt. Spätere Abschreiber, A_2, A_3, haben dann die Denarsummen als überflüssig weggelassen [1]).

Wie K. zu seiner Ansicht gekommen ist, läßt sich deutlich erkennen. Er hat, ohne sie im einzelnen zu prüfen, die numismatischen Ansichten Luschins als richtig übernommen [2]), vor allem seinen Satz, daß eine Rechnung des Solidus zu 40 Denaren erst eine Schöpfung des 7. Jahrhunderts sei. Er hat aber erkannt, daß der Versuch Luschins, die angebliche Einschiebung der Denarzahlen zu erklären, nicht das Richtige trifft, und des-

1) Diese Schlußfolgerungen vertragen sich übrigens durchaus auch mit K.s Ansicht über das gegenseitige Verhältnis der Texte.

2) Wie weit auch K.s Auffassung über das Verhältnis der Texte untereinander durch Luschins Ansicht bestimmt ist, läßt sich zurzeit nicht erkennen.

halb nach einer anderen Erklärung gesucht. Die er gefunden hat, ist aber ebenso unhaltbar. Denn keiner, der von Luschins numismatischer Ansicht ausgeht, wird erklären können, warum man unter Chlodwig oder seinen Söhnen Solidusbußzahlen wählte, die im höchsten Grade unpraktisch waren, deren innerer Sinn aber erst nach einem Jahrhundert offenbar wurde, als der Solidus zu 40 Denaren gerechnet wurde. Sobald man annimmt, daß schon zur Zeit der Abfassung der Lex Salica Denarhunderte und Denargroßhunderte bekannt waren, die $2^1/_2$ bzw. 3 Solidi galten, lösen sich alle Schwierigkeiten. Daß dies der Fall war, glaube ich durch meine Abhandlung dargetan zu haben.

Die ältesten Grundbücher von Novgorod in ihrer Bedeutung für die vergleichende Wirtschafts- und Rechtsgeschichte.

Von

Dr. Carl Brinkmann.

I. Die sozialgeschichtliche Bedeutung der Urbarialliteratur.

In dem Maße, wie Wirtschaft und Verfassung einer Gesellschaft durch die herrschende Organisation der Urproduktionen tiefer als durch irgendwelche andern Arbeitsformen bestimmt sind, verdienten alle vom Grund und Boden ausgehenden Übersichten gesellschaftlicher Zustände der Geschichtsforschung schätzbar zu sein. In Deutschland, wo auf sie der mittelalterliche Gattungsname für Grundrente „Urbar“ übergegangen ist, hat man diese Quellengattung mit wirklichem Bewußtsein ihrer Wichtigkeit erst teilweise, nach bestimmten Zeiträumen und Gebieten, zur Aufklärung der Volksgeschichte benützt. Die von Lamprecht angeregte westdeutsche Wirtschaftsgeschichte hat sich der frühmittelalterlichen Urbarien mit einem praktischen Erfolge bedient, wie er von den neueren Sammlungsarbeiten der Wiener Akademie für den Osten und das spätere Mittelalter erst in Zukunft zu erhoffen ist. Größere Einheitlichkeit in den Objekten und zugleich auch in den Subjekten der Forschung ermöglichte ein paar europäischen Nachbarländern früher eine wirksamere Ausbeutung ihrer Urbaraltertümer. Unter den englischen stand das Domesdaybook, insbesondere seit der Vollendung der großen Recordausgabe im Anfang des vergangenen Jahrhunderts, schon durch sein bloßes Dasein wie ein nicht zu übersehendes Denkmal

der Volkskultur am Eingang und auch wieder in der Mitte der topographischen, ökonomischen und juristischen Studien lokaler und nationaler Vergangenheit. Und das Volk, das mit England die zeitige Zentralisation des Staatslebens wie — als offenbare Folge dieser Tatsache — den erdrückenden Reichtum archivalischer Überlieferung gemein hat, das russische, hat die entscheidenden Möglichkeiten historischer Selbsterkenntnis in einem Problem wie seiner Agrarfrage auf Schritt und Tritt der Erschließung urbarialen Quellenstoffs zu danken gehabt.

Einen Quellenbegriff von dieser Bedeutung näher zu umschreiben, möchte nicht bloß für die Verwertung alter und die Aufsuchung neuer Exemplare davon ratsam sein, sondern auch die Kenntnis der vorauszusetzenden Wirklichkeit würde durch die technische Zergliederung der Bedingungen ihrer Entstehung gefördert. Man beantworte die Frage: weshalb erweiterte sich in Deutschland die räumliche Basis des Urbarialwesens vom früheren zum späteren Mittelalter über Grundherrschaften hinaus auf Territorien? Man wird kaum so fragen, geschweige irgendeine Antwort finden können, ohne vor aller Einzelforschung gewisse Vorstellungen davon zu haben, was eigentlich mit der Verfertigung eines Urbars unter verschiedenen Umständen, d. h. ganz allgemein wirtschaftlich und rechtlich, gewollt werde.

Man kann die Urbare als Einrichtung des Wirtschaftslebens den Verfassungen vergleichen, mit denen Gesellschaften ihrem politischen Zustande durch eine besondere Art von Ausspruch und Bekräftigung Dauer zu geben auch vor dem Zeitalter des Konstitutionalismus stets versucht haben. Auch eine Wirtschaftsverfassung schriftlich festzulegen ist dieser Antrieb und diese Situation erforderlich: daß durch die Formulierung der Wirklichkeit etwas erreicht werden könne, das ihr bloßes Vorhandensein nicht schon verbürgte, dann, daß irgendeine Verbindlichkeit gefunden oder geschaffen werde, mittels deren sich eine so fixierte Gegenwart in die Zukunft weiter bewahren lasse. So ist jedes Urbar der Kampfplatz der drei Zeitformen: das Hergebrachte unterliegt den Urteilen und Ansprüchen der Zeit, die es erkennen will; beide aber beugen sich am Ende vor den erwarteten Zeitaltern, die sie für sich gewinnen möchten. Wahrhaft umfassende

urbariale Arbeiten sind jederzeit viel mehr gewesen als die Leistungen der modernen statistischen Grundbuch- oder Katasterämter. Denn sie waren nicht mechanische Registrationen von sozialem Stoff unter fertigen, unbezweifelbaren Gesetzen, sondern konstituierende wirtschaftspolitische Werke gleichsam vor den Gesetzen, nahezu öffentlich-rechtliche Verträge zwischen den Klassen einer Gesellschaft und als solche mitunter von schicksalhafter Tragweite. Bedürfnis nach Anerkennung wirtschaftlicher und sozialer Macht rief Urbare hervor, aber erst der Vollzug dieser Anerkennung durch staatliche, gewohnheits- oder auch nur gesetzesrechtliche Gewalten gab ihnen ihre politische Geltung.

In der europäischen Rechtsgeschichte bietet Italien mit seiner frühzeitigen Verkümmerung des urbarialen Rechtsinstituts ein denkwürdiges Beispiel für die Wirksamkeit der angedeuteten Faktoren. Urbare im echten Sinn hatte einmal die alte bureaukratische Mustermonarchie Unteritaliens für ihre Domänen und dann auch das Gebiet der Kirche und der geistlichen Ritterorden. In beiden Fällen werden wesentlich außer- oder doch wenigstens internationale Staatsautoritäten aus sich selbst Formen gehandhabt haben, die dem nationalen Leben ebenso fremd waren. Den privaten Grundherrschaften Italiens fehlten wie denen des spätmittelalterlichen Deutschland zwei Voraussetzungen zur Ausbildung oder Ausübung eines eigenen Grundbuchwesens: Der ganz frühe Verfall der Gemeindeverfassung in der beherrschten Klasse landwirtschaftlicher Produzenten zerstörte nach unten Vorstellung und Gewicht der anfänglichen sozialen Einigung mit den Grundherren über die gegenseitigen Rechte; die Ausbildung des modernen Staatsbegriffs im römischen Recht band nach oben Grundherren und Bauern in dasselbe rechtssichere Untertanenverhältnis zusammen. Dem römischen Rechte, das in seiner ganzen italienischen Entwicklung an dem Grundsatz der Unverbindlichkeit einseitiger Schuldbuchungen streng festhielt, mußte der Gedanke des Urbars in seiner kollektiven Gestalt als barbarischer Rest einer überwundenen Kultur erscheinen. Wurde aber das gültige Urbar wie hier prinzipiell als Aggregat notarieller Urkunden genommen, so war es damit zur Bedeutungslosigkeit für alle normalen Verläufe des Rechts- und Wirtschaftslebens bereits ver-

urteilt[1]). Die allgemeine Rolle des Urbars erfährt von hier aus eine gute Beleuchtung: in den Zeiten schwankenden sozialen Gleichgewichts Bildungsmittel der wirtschaftlichen und rechtlichen Ordnungen zu sein, und dies so sehr, daß das unparteiische Privatrecht des modernen Staates unter seinen festen, abgeleiteten Formen für diese vielfältige und eigentümliche einen Platz nicht mehr findet.

Wie in der italienischen Rechtsgeschichte der Begriff des Urbars durch eine Reihe von Verneinungen bestimmbar wird, so werden umgekehrt die englische und die russische eine solche Bestimmung mit den reichsten positiven Merkmalen auf die Probe stellen können. Da ist denn von vornherein bezeichnend: ein Vergleich des großen Urbars der Engländer mit den ältesten erhaltenen russischen Grundbüchern, denen von Novgorod[2]), führt auf eine ganz überraschende Ähnlichkeit im Ursprung beider. Äußerlich sind diese Denkmäler europäischer Wirtschaftsverfassung in gleicher Weise Folgen politischer Ereignisse, nämlich von Eroberungen. Der Erobererkönig Wilhelm I. kam über England mit einem stammfremden Volk; der Moskauer Großfürst Johann III. besiegelte 400 Jahre später mit der Unterwerfung Novgorods politisch nur die tatsächliche jahrhundertelange Abhängigkeit der „Republik“ von den monarchischen Teilfürstentümern Rußlands. Aber auf der anderen Seite hielt der Normannenherzog sehr eifrig an der Fiktion einer bloßen Rechtsnachfolge seiner Herrschaft in die der angelsächsischen Könige fest, während sich der Fall von Novgorod in den Formen feierlicher kriegsrechtlicher Exekution vollzog. Allein dies Beieinander mehr oder minder übereinstimmender Symptome ist eben nur Erscheinung eines tieferen, wesentlichen Parallelismus in den räumlich und zeitlich so getrennten

---

1) A. Rinaldi, Valore storico-giuridico dei cabrei e delle platee, Archivio Giuridico 48 (Pisa 1892), 311—66.

2) Novgorodskija piscovyja knigi, izdannyja Archeografičeskoju Kommissieju, St. Petersburg, T. 1—2 (P. Savvajtov) 1859—62 Derevskaja Pjatina, T. 3 (A. Timofeev) 1868 Votskaja Pjatina (deren zweite Hälfte bereits 1851 von I. D. Běljaev im Vremennik Obšč. Istor. i Drevn. Ross. pri Imper. Mosk. Univ. 11—12 veröffentlicht war), T. 4 (Timofeev)—5 (Bogojavlenskij) 1886—1905 Šelonskaja Pjatina. Diese Bände werden unter P. angezogen werden.

Vorgängen. In der englischen Sozialgeschichte ist die normannische Invasion nur deshalb die Epoche zwischen Altertum und Mittelalter geworden, weil sie die große Peripetie der germanischen Volksgesellschaft in den Lehnstaat entschied. Eben diese soziale Funktion genau an dem durch den späteren Beginn der russischen Geschichte bedingten Zeitpunkt hat die Einigung des Moskauer Reiches in Rußland gehabt.

II. Die Wirtschaftsverfassung der Novgoroder Grundbücher.

Das wirtschaftliche Mittel der sozialen Umwälzung war in Rußland wie in England die gewaltsame Einführung einer breiten neuen Klasse von Grundherren. Der gleiche Vorgang, wie er sich in der englischen Überlieferung als Fabel von der Teilung des Landes in 60 000 Ritterlehen niedergeschlagen hat [1]), ist für Novgorod durch bestimmte geschichtliche Nachrichten bezeugt. Die Konfiskation eroberter Privatgrundherrschaften für die Krone und ihre Dienstmannen war allgemein eines der Hauptwerkzeuge, womit das Moskauer Großfürstentum seine stets wachsende Expansivkraft nährte. Die Konfiskationen im Gebiete von Novgorod zeichneten sich nicht bloß durch ihren Umfang aus, sondern durch eine eigenartig überlegte Methode der Fürsorge für die Expropriierten. Diese blieben nicht etwa alle besitzlos oder verschwanden in den unteren, beherrschten Gesellschaftsschichten. Sie wurden in großer Zahl nach dem alten Moskauer Lande umgesiedelt, und es ist anzunehmen, eine solche Bodenpolitik kam in den meisten Fällen auf einen Tausch mit Moskauer Grundherren hinaus, die nach Novgorod gingen. In den achtziger Jahren des 15. Jahrhunderts, also in dem der Eroberung folgenden Jahrzehnt, wurden 8000 Personen von Novgorod nach Moskau übergeführt. Andererseits kamen schon Ende der siebziger Jahre 43 Familien aus der Vasallität der Moskauer Fürsten und Bojaren als unmittelbare großfürstliche Dienstleute nach Novgorod, und diese militärische Durchdringung Novgorods muß jahrzehntelang fortgesetzt worden sein, denn noch 1500 verstand

1) Ordericus Vitalis IV, 7.

sich der Metropolit der Stadt zu einer umfangreichen Vergabung geistlichen Landes an Moskauer Bojarenkinder[1]).

Die Aufnahme von Domesday setzt man mit den Annalen des Florentius von Worcester auf das Jahr 1086; die ältesten Novgoroder Urbare müssen ihrem eigenen Inhalt nach zwischen 1495 und 1500 entstanden sein. Beidemal lagen zwischen der Wirtschaftsverfassungsurkunde und ihrem nächsten politischen Anlaß 20 Jahre, Zeit genug, um alle Folgen des Anstoßes ermessen, ausdrücken, berücksichtigen zu können. Lehrreich ist, wie sich das Bewußtsein des sozialen Wandels in den zwei Denkmälern äußert. Im Domesdaybuch liegt das einzige durchgeführte Zeitschema in den berühmten Siglen T. R. E. und T. R. W.: Tempore Regis Edwardi (der als letzter gesetzmäßiger König galt) und Tempore Regis Wilhelmi. Jedes andere Zeugnis von Neuerung verschwindet in der einförmigen Masse lakonischer Ortsbeschreibungen. Auch die Piscovyja kennen neben der Gegenwart ein bestimmt bezeichnetes Tempus der Vergangenheit: sie enthalten Angaben „nach der alten Beschreibung (po staromu pismu)“ neben solchen „nach der neuen Beschreibung (po novomu pismu)“. Aber unter der „alten Beschreibung“ ist doch wohl nicht eine vor der Eroberung zu verstehen, sondern die erste danach, die im Jahre 1491—92 stattgefunden haben muß[2]). Indes damit ist die Rücksicht der Piscovyja auf Früheres nicht erschöpft. Sie enthalten, ganz abgesehen von den sehr zahlreichen Einzelnotizen über historische Geschehnisse, schon in ihrer Anlage ein mächtiges Element entwicklungsgeschichtlicher Ausdrucksfähigkeit: die Landkategorien.

Die Beschreibung der Votsker Pjatina, des zweiten großen Novgoroder Verwaltungsbezirks, trägt folgende Überschrift: „Bücher

---

1) V. I. Sergěevič, Russkija juridičeskija drevnosti III (St. Petersburg 1903), 3 f.; S. Solovjev, Istorija Rossii s drevněsich vremen V (Moskau 1872), 198.

2) Die Novgoroder Piscovyja, Pripravočnyja und Dozornyja Knigi, die auf Befehl der Zentralregierung 1687 nach Moskau transportiert wurden, reichten von 7000 (1491—92) bis 7090 (1581—82); K. A. Nevolin, Ob uspěchach gosudarstvennago meževanija v Rossii do Imperatricy Ekateriny II, Polnoe Sobranie Sočinenii VI (St. Petersburg 1899), 454.

der Vocker Pjatina, geschrieben von Dmitrij Vasiljevič Kitaev und Nikita Guba Semenov Moklokov im Jahre 7008 (1499—1500). In ihnen sind verzeichnet Stadtbezirke und Steuerbezirke und Bauernschaften (rjady) und Kirchspiele und Dörfer und Länder des Großfürsten in Händen der Bojaren und Bojarenkinder und Dienstleute als Gutsbesitzer und der Eigenbesitzer und Kaufleute Länder und des Erzbischofs und der Klöster Länder in Pflugländern nach Novgoroder Zählung, im Pfluglande drei obžy. Aber auf Stadtbezirken, auf Stadtgrundstücken (posady) und auf des Großfürsten Steuerbezirken und auf Dörfern und Ländern liegt des Großfürsten Steuer nach Rubeln und halben Rubeln und Grivnen und Dengen von Novgorod und Novgoroder Rechnung." Es nimmt nicht Wunder, in einem solchen Vorwort die wichtigsten Momente der landesherrlichen Steuereinschätzung kurz bezeichnet zu finden: die Namen der beiden verantwortlichen Urbarschreiber der Pjatina; die Steuereinheiten: das Pflugland und sein Drittel; den allgemeinen Zweck: die Steuer, den Obrok, nach Novgoroder Währung aufzulegen. Auffallend ist, wie diesen klaren und einfachen Bestimmungen das besteuerte Land gegenübertritt, nicht als ein zunächst undifferenziertes Objekt, sondern unter einer Fülle von Benennungen, die entweder auf Bezirke oder auf Besitzklassen verschiedener Größe und Bedeutung gehen. Aus dem Text des Urbars ist dann sofort zu sehen, in welcher Beziehung zueinander diese Landgruppen wirklich stehen. Jede Pjatina zerfällt in Kirchenspiele (pogosty) und Stadtbezirke (hier prigorody). Aber innerhalb dieser Bezirke erscheint dann die Einteilung des Grundes und Bodens nach der Grundherrschaft als die oberste. Wo alle Gattungen von Grundherren vertreten sind, steht der Großfürst mit seinem ganzen Besitz voran; ihm folgen die Bojaren, Bojarenkinder und großfürstlichen Dienstleute, die vorzugsweise „Gutsbesitzer" (poměstščyki) genannt sind, dann der Erzbischof und die Klöster, schließlich die hier als Kaufleute zusammengefaßten Bürger und neben ihnen die merkwürdige Klasse der sogenannten Eigenbesitzer (svoezemcy). Erst unter diesen persönlichen Rubriken steht das Land selbst mit seinen Dörfern und Höfen.

Auch von dem flüchtigsten Blick ist nicht zu übersehen, daß

die durchgeführte Einteilung des Landes in Besitzklassen neu ist. Die ganze erste Klasse, das Großfürstenland, war als solche eine Neuschöpfung. Es kam auch in der Zeit der Unabhängigkeit Novgorods vor, daß die Teilfürsten in der Republik privatrechtlich oder als politisches Entgelt Grundbesitz erwarben. Das zeigen ihre Verträge mit Novgorod. Die gewaltige großfürstliche Domäne der Piscovyja ist etwas anderes; es sind die Konfiskationen nach der Eroberung. Die Urbare aber, die die Zustände vor der Eroberung fortwährend berücksichtigen, können von dem Verlaufe dieser Konfiskationen Rechenschaft zu geben nicht vermeiden. Wie oben gezeigt wurde, betrafen die Enteignungen gleichmäßig geistliches und adliges Land. Von diesen Vorbesitzern wird in der Vergangenheitsform gesprochen: „Velikogo knjazja volostka obročnaja, čto byla Arkažskago manastyra", „vel. kn. vol. novosvedenaja Ivanovskaja Vasilieva syna Oleksěeva Rozstrigina" (P. I, 3, 39; 8, 33). „Neu ausgeführte" und ebenso „neu eingeführte Bojaren" war bei den großen Umsiedlungen zum technischen Ausdruck geworden. Die vielfache Wiederholung des Vorgangs ließ natürlich Beziehung auf die verschiedensten Zeitpunkte zu. „Neu" in einem Sinne war jeder Besitzwechsel seit der Invasion, in einem anderen nur der zunächst vor der Urbaraufnahme vollzogene. So spätem Erwerbe können dann etwa schon früher konfiszierte Dörfer als alte Domäne entgegengesetzt werden: „Vel. kn. derevni obročnye starye i novosvednych bojar" (P. III, 1, 4)[1].

Die Landausstattung des Adels, nach dem altrussischen Wort für Naturalbesoldung von Beamten „kormlenie"[2]) genannt, konnte auf zweierlei Weise geschehen. Moskauer Bojaren konnten unmittelbar in den Besitz der vertriebenen Novgoroder eintreten. Dann heißt es wie beim Großfürstenland mit Hinweis auf den Vorgänger z. B.: „Filja Borisov syn Trofimova, derevni za nim Jakovlevskie Gubina" (P. V, 18, 12). Der gewöhnlichere Weg

---

1) Daß bei der Langwierigkeit der kriegerischen Vorspiele das Jahr der eigentlichen Eroberung kein strenger terminus a quo für diese Verhältnisse ist, zeigt die Konfiskation (P. IV, 93, 9) der Familiengüter des schon 1471 bei Šelon gefangengenommenen Posadnik Pavel Teljatev.

2) P. II, 198, 8: „v oměstě i v kormlenjě"; vgl. SOLOVJEV V, 597.

jedoch war offenbar der, daß das Land durch die Hand des Großfürsten selber ging, daß die Bojaren aus der Domäne belehnt wurden: „Za Ivanovymi dětmi Ogarova derevni za nimi dvorcovye volosti, a izstari Bogdanovskie Esipova“ (P. IV, 247, 21). In solchem Fall wird dann gelegentlich auf eine ältere Aufnahme des Landes als Hofgut Bezug genommen: „Čto byli pisani v starom pismě k dvorcu“ (P. IV, 32, 2). Belehnungen, die nach der Aufnahme der Urbare vorgenommen sind, finden sich häufig mit Angabe ihres Datums darin nachträglich am Rande vermerkt, so beim Neretcker Pogost der Derevsker Pjatina (I, 335, 17): „Otdana Ondreju Poretckomu s dětmi lěta 7000 semago (1498—99)“. Schon diese Landvergabung unmittelbar vom Großfürsten aus war geeignet und gewiß bestimmt, den Rechtsbegriff des Lehens gegenüber dem Eigentum der Bojaren zu betonen. Aber damit nicht genug, erscheint dieser Nexus für eine Reihe späterer Belehnungen noch besonders straff angezogen. Das sind die Landzugaben (pridatki). Die Entstehung dieser Neulehen hängt vermutlich oft mit Besiedlungsunternehmungen der Bojaren selbst zusammen. Daß der Moskauer Staat aus der Begünstigung der privaten Kolonisation ein förmliches System machte, wird später noch ausführlicher zu zeigen sein. Auch hier kann die Belehnung eine Belohnung und Bestätigung bereits abgeschlossener Wirtschaftsvorgänge sein: „Subota und seinem Bruder sind als Zugabe Güter (počinki) gegeben, weil sie selbst sie nach der Beschreibung besiedelt haben (postavili)“ (P. IV, 385, 15). Von diesen Ländern war dem Großfürsten als ideellem Eigentümer alles herrenlosen Bodens ein Zins zu zahlen, ein Obrok, der aber neben der allgemeinen, nach Steuereinheiten zu entrichtenden eine spezielle Abgabe bildete: „Na pridatočnye obžy položeno na velikogo knjazja obroku, sverch obežnoj dani, pol-5 altyna, so obžy po altynu“ (P. V, 306, 30; vgl. 313, 34; 330, 12). Anderswo tritt die Leistung eines so erweiterten Lehens als Sache besonderer Übereinkunft mit einer ganzen solidarischen Familie auf, so auf Gütern der Kvašnin: „Den alten Gutsbesitz mit Einschluß der Zugabe haben sie unter sich zu versteuern (poběliti)“ (P. IV, 439, 35). Die Domäne, und was als Domäne galt, war das einzige Mittel, über das die Moskauer Monarchie

verfügte, um die Adelsklasse doppelt zu beherrschen: ihre Selbständigkeit zu brechen und ihre Dienste durch neue Abhängigkeit an sich zu binden. So fühlt man auf dem Besitz der Bojaren ständig das scharfe Augenmerk der Regierung. Rechtsgeschäfte und Rechtsstreitigkeiten über ihn werden sorgfältig angemerkt: „Eingetauscht von Mita Trusov"; „eine obža des Maksimov Levonov Filin an Kuzma Onisimov verpfändet"; „Fedor Kvašnin besitzt das Land Lojkovo des Ivan Gorbanov im Streite mit Ivaška Cholopec" (P. IV, 22, 33; 74, 37; 25, 37). Es ist anzunehmen, daß dieser Kenntnis der großfürstlichen Kanzlei meist eine Anzeigepflicht der Lehnsträger und ein Genehmigungsrecht des Lehnsherrn zugrunde lag. Aus Notizen über Leibzucht erhellt, daß der Großfürst aus eigenem Willem Witwen von Bojaren mit Teilen ihrer Lehen bedachte: „Zu diesem Gut die Länder des Fedor Vseslavin gegeben an Fedors Frau Kastasja zur Leibzucht aus ihres Mannes Gut" (P. IV, 243, 28).

Hält man fest, daß für die Theorie des Lehnrechts alle nach Novgorod „neu eingeführten" Bojaren auf Fürstenland saßen, so glaubt man zu verstehen, woher der Begriff der „svoezemcy" seine Betonung erhält. Es sind Grundherren eigenen Rechts. Solche aber mußten alle nicht expropriierten Novgoroder Grundherren geblieben sein. Es ist deshalb schlechthin behauptet worden [1]), die Eigenbesitzer der Piscovyja seien die Reste der den Moskauer Bojaren gleichstehenden Novgoroder Adelsklasse. Dazu stimmt, daß, wo sich in den späteren Novgoroder Landbüchern, z. B. in dem von neun Šelonsker Pogosten aus 1552 bis 1553, ausführlichere Angaben über Kriegsdienste der Grundherrenklasse finden, die Eigenbesitzer ganz wie die Bojaren dazu herangezogen sind. Freilich fällt auf, daß in häufiger Wiederholung ein einziger Dienst auf mehrere Personen und Güter verteilt ist: „Jakuš (Omeljanov) wurde für den Dienst des Herrn (Großfürsten) eingeschrieben dem Uljanka zum Beistande (v podmogu); und Jakuš starb ohne Nachkommen, da sind diese Länder zum Beistande an Uljanka und seinen Bruder ausgegeben im Jahre 7048 (1539—40)"; „den Dienst des Herrn

1) Sergěevič III, 7—14.

leistet von diesen obžy Jakuš Gridin für seinen Neffen Fomka, Senka aber steht ihnen bei, und sie empfangen auch Beistand von Vasjuk Regalj und Levin Kondratov aus dem Tursker Pogost"; „den Dienst des Herrn von diesen obžy leistet Jakuš, aber seine Neffen stehen ihm bei" (P. V, 547, 29; 548, 5; 549, 2). Es ist also ganz gewöhnlich, daß der Besitz eines svoezemec zur Erfüllung eines Kriegsdienstes nicht ausreichte. Die nächsten zur „Unterstützung" des Dienstverpflichteten waren dann Verwandte und Nachbarn, aber man sieht, daß die künstlichen Diensteinheiten auch über die Grenze der Pogoste hinausgriffen. Der Besitz der svoezemcy macht somit nicht den Eindruck von Großgrundherrschaften. Man hat für den einzelnen einen Besitzumfang von höchstens etwa 100 Desjatinen berechnet [1]). Schon äußerlich ist in den Piscovyja ein scharfer Gegensatz zwischen den Bojarenherrschaften mit ihren oft langen Reihen von Dörfern und den kleinen Gruppen von Eigen- und Bauernhöfen unter den Namen der svoezemcy. Auch darf man fragen: wenn schon der eigentümlich unterscheidende Ausdruck für die alten Novgoroder Grundherren sich bewährte, ist es verständlich, warum ihnen schlechthin niemals das altrussische Adelsprädikat des Bojaren gegönnt ist, das man doch der Überlieferung nach auf die „ausgeführten" Novgoroder nicht minder als auf die „eingeführten" Moskauer anwandte? Zur Erklärung müßte man mindestens unterstellen, daß alle die Novgoroder Gutsbesitzer, denen ihr Besitz Anspruch auf den Bojarentitel gegeben hätte, tatsächlich der Vertreibung oder Umsiedlung verfallen waren und nunmehr die übrigen, kleineren Grundherren Novgorods mit den Bojaren Moskaus eine einzige, etwa nur nach Besitzgrößen getrennte Gesellschaftsklasse nicht mehr zu bilden vermochten. Eben dahin würde ihre Zusammenstellung mit den Kaufleuten und Gewerbetreibenden deuten. In den Städten der Piscovyja, wie in Jama und Ladoga (III, 879 ff. und 957 ff.), findet man

---

1) V. Ključevskij, Kurs Russkoj Istorii II (Moskau 1906), 93—101, auf dessen Ansicht das Folgende hinauswill, gibt 18 Desjatinen als Durchschnittsumfang an, aber die Aussaatzahlen der Piscovyja gehen in der Regel nur auf das Drittel der Feldwirtschaft, 54 Desjatinen also würden immerhin eine mittlere Gutsgröße über 50 ha darstellen.

in der Tat svoezemcy in einer Reihe mit den Bürgern als Hausbesitzer, sei es, daß es sich um grundbesitzende Städter oder um in der Stadt wohnende Grundbesitzer handelt[1]). Bojaren werden in Besitz städtischen Bodens nicht angetroffen; was hätten sie in den winzigen Marktorten der Piscovyja zu suchen gehabt? In der Landwirtschaft der svoezemcy begegnen einige Züge, die an ihr geschildertes Verhältnis zur Lehnsverfassung gemahnen. Auch ökonomisch scheinen diese mittelgroßen und kleinen Besitzungen häufig auf gemeinsame Unternehmung angewiesen. Nirgends herrscht die altrussische kollektive Feldwirtschaft der vopčija derevni in dem Grade vor wie bei ihnen. Ähnliche Bedeutung, jedenfalls ganz andere als das Zusammenwohnen einer Bojarenfamilie auf einem reichen Adelssitz, hat das häufige Vorkommen von Höfen blutsverwandter svoezemcy auf einem und demselben Landgut. Endlich gehört hierher die bemerkenswerte wirtschaftliche Einförmigkeit ihrer Güter innerhalb größerer Bezirke. Wenn im Bělsker Pogost der Šelonsker Pjatina ein Eigenbesitzer nach dem andern 10 Körbe Getreide aussät und 10 Haufen Heu erntet (IV, 72 ff.), so wird die Vorstellung unvermeidlich, daß ihre Güter die gleichen Teile eines ehemaligen wirtschaftlichen Ganzen sind. Alle diese Zeugnisse entfernen die svoezemcy durchaus von der Bojarenklasse. Wenn in den Piscovyja wiederholt (IV, 502, 14; 549, 5) svoezemcy als jamščiki, mit fiskalischem Lande ausgestattete großfürstliche Posthalter, vorkommen, so ist klar, daß die ganze Klasse nicht viel über den Großbauern stand und weshalb ihre rechtliche Selbständigkeit in der Wirtschaftsunternehmung doch so vielfach der Stütze des Kollektivismus bedurfte. Immerhin ist zu ermessen, was diese Selbständigkeit gerade in der Zeit der sozialen Umwälzung infolge der Eroberung gelten mußte. Eben begann die Lehnsverfassung ihre Forderungen sozialer Stabilität zu erheben, die strenge Abhängigkeit einer oberen Grundherrenklasse von der Staatsgewalt durch die gleiche Abhängigkeit einer unteren Produzentenklasse von jener zu ermöglichen und zu befestigen. Irre ich nicht, so wendet der Begriff

1) Sergěevič III, 225 weist von 16 svoezemcy der Stadt Karela 10 als im benachbarten Gorodensker Pogost begütert auf.

der svoezemcy ein doppeltes Gesicht nach zwei verschiedenen Gegensätzen, und wahrscheinlich suchten die Moskauischen Urbarschreiber darin nicht so sehr die eine Anomalie festzuhalten, daß es neben den Lehnsträgern des Großfürsten Grundherren eigenen alten Rechts geben könne, als die andere, daß hier im Novgoroder Gebiete der Grund und Boden noch von andern als abhängigen Kräften bestellt werde.

In ganz Europa ging der Periode der Lehnsverfassungen mit ihrer scharfen Trennung der agrarischen Gesellschaft in die Stände der Grundherren und Grundholden ein Zustand vorauf, in dem trotz aller sozialen, ökonomischen und politischen Einfluß- und Herrschaftsverhältnisse der einzelnen Bevölkerungsschichten zueinander dem rechtlichen Grundsatz und Allgemeinbewußtsein nach die Urproduktion eine gemeinschaftlich freie Verfassung hatte. Natürlich ging nun die Teilung der großen, vielgestaltigen Produzentenmasse durch das Klassenschema des Feudalstaats bei weitem nicht rein auf. Zwischen den Starken und den Schwachen, deren Lage ihre Zuteilung zu den Herrschern oder Beherrschten mit Selbstverständlichkeit entschied, pflegte eine beträchtliche Anzahl von Wirtschaftspersonen mittlerer Stärke überzubleiben, deren Dasein trotz des Widerstandes gegen die neuen Ordnungsbegriffe nicht wohl anders als hingenommen werden konnte. Den vergleichenden Betrachter der Piscovyja und des Domesday-Surveys müssen die Novgoroder Eigenbesitzer an jene problematische Klasse der englischen Gesellschaft erinnern, die von der Regierung des Eroberers sehr mannigfach und vieldeutig als „freie Engländer“, teigni, alodiarii angesprochen wurden. Auch bei ihnen ist nur eins sicher: sie waren weder — trotz gelegentlicher juristischer Konstruktionsversuche — den Lehnsträgern des Königs noch deren unfreien Hintersassen zuzuzählen. Ob ihre positive Stellung in Wirtschaft und Gesellschaft mehr die von Bauern oder von Grundherren war, wird sehr umstritten [1]).

Schwächer als in den herrschenden Gesellschaftsschichten

---

1) P. Vinogradoff, English society in the eleventh century (Oxford 1908), 403—14, sowie die Bemerkungen J. Taits in seiner Anzeige English Historical Review XIV (London 1909), 335.

mußte die Wirkung der politischen Veränderung in der Klasse der beherrschten Produzenten gespürt werden. Die Bauern, die das mittelalterliche Rußland seit der Berührung mit den Tataren unter dem eigentümlichen Gattungsnamen der Christen (krestjane) zusammenfaßte, müssen als solche eine wenigstens nach außen sehr gleichartige Masse gebildet haben. So treten sie auch in den Piscovyja auf. Ihre Wirtschaftsbetriebe sind die gleichen Atome, aus deren äußerlich nur quantitativ verschiedener Anhäufung die Organismen der Grundherrschaften hervorgehen. Nichts würde entgegenstehen, die erste Besiedelung dieses alten Novgoroder Bodens in den Formen zu denken, die die Forschungen von Aleksandra Jakovlevna Efimenko [1]) für die Kolonisation des neuen Novgoroder Gebiets hinter Vologda wahrscheinlich gemacht haben: als Okkupation des Bodens durch einzelne wirtschaftlich selbständige und politisch unabhängige Familien. Denn ein Blick in die innere Struktur der beschriebenen Wirtschaftskomplexe lehrt, daß selbst die damalige Abhängigkeit der Bauern von ihren Grundherren mehr dingliches als persönliches Gewicht hatte. Die Organisation selbst der großen Grundherrschaften bestand keineswegs auch nur dem Kerne nach aus Großgutswirtschaften der Eigentümer. Höfe im Eigenbesitz der Grundherren sind zufolge dem Nominalprinzip der Piscovyja immer deutlich von den Bauernstellen zu unterscheiden. Aber Stichproben, auf denen mangels vollständiger Auszählungen die meisten statistischen Beobachtungen an den Novgoroder Urbaren bisher fußen, haben ergeben, daß im ganzen selbst der größten Grundherrschaften die grundherrlichen Eigenwirtschaften den verschwindenden Anteil von $1^{1}/_{2}$ bis höchstens 7 % ausmachen [2]). Die Großgutswirtschaften des Mittelalters vor der Absonderung einer besitzlosen Landarbeiterschaft waren auf die Arbeitsdienste der Hintersassen völlig angewiesen. Deshalb aber wurde in Novgorod die Ausbildung größerer grundherrlicher Eigenbetriebe schon durch die Siedlungsform der kleinen Dörfer ausserordent-

1) Krestjanskoe zemlevladěnie na krajnem sěverě in ihren Izslědovanija narodnoj žizni I (Moskau 1884), 186—382.

2) Sergěevič III, 95.

lich erschwert. Für die Votsker Pjatina hat Solovjev (V, 217) eine durchschnittliche Dorfgröße von 4 Höfen berechnet, für die Derevsker P. A. Sokolovskij [1]) gar nur eine von 2½, kein Wunder, daß die seltenen Fälle einer unmittelbaren Beschreibung von Fronden in den Piscovyja so unbedeutend sind wie der folgende (I, 52, 34): „Dörfchen (Selco) Makověevo: darin der Eigenhof des Vasjuk (Čenov), an Bauernhöfen aber der des Pronka, der des Vasjuk Trofimov, der seines Einliegers (zachrebetnik) Ostaško; für Vasjuk säen sie 3 Körbe Roggen und mähen 40 Haufen Heu; auch mähen die Bauern für Vasjuk die Wüstung (pustoš) Derticyno; darauf können 30 Haufen gestellt werden, das macht eine obža; für sich säen die Bauern 6 Körbe Roggen und mähen 60 Haufen Heu, das macht 2 obžy". Hier ist das von drei Bauern im Dienst zu bestellende Herrenland, die sogenannte zapaška, halb so groß wie ihr eigenes; der Dienst selbst stellt also ein Drittel der bäuerlichen Jahresarbeit vor. Eine wesentliche Vermehrung der Hand- und Spanndienste, etwa in der Richtung auf die berüchtigte neurussische barščina, brachte auch die Eroberung nicht, namentlich nicht in der Form einer Erhöhung der Gesamtleistung: die Einführung neuer Fronden bedingt eine Rückbildung des Abgabensystems durch Erniedrigung der Geldzinse (P. I, 18). Die wirtschaftspolitischen Bestrebungen des Moskauer Feudalstaats gingen anderswohin als auf Ausdehnung der Großgüter. Zwischen der Einnahme Novgorods und der Abfassung der Piscovyja in der Mitte liegt die Revolution der Bauern von Pskov gegen die Einführung eines neuen Fronsystems, wobei der Moskauer Großfürst als Schiedsrichter die Gelüste der Grundherren hatte zurückweisen helfen [2]).

Grundherrschaft ist also in den Novgoroder Grundbüchern ganz überwiegend das Recht auf Abgaben vom Grund und Boden. Sie werden unter der Sammelbezeichnung „dochod" hinter den Mitteilungen über die Wirtschaften und ihr Ausmaß in Aussaat- und Erntezahlen zu einer zweiten Hauptrubrik vereinigt. Für

---

1) Očerk istorii selskoj obščiny v sěverě (St. Petersburg 1877), 54.

2) Pskovskaja vtoraja lětopisj 1485—86, Polnoe sobranie Russkich lětopisej izdannoe Archeogr. Komm. V (St. Petersburg 1851), 43—46.

die Abgabeverpflichteten wiederum ist der dochod das eigentliche Merkmal des Bauernstandes, das ihn von dem der landlosen Arbeiter, besonders auf den Herrenhöfen, den „Leuten“, trennt: „Von 4 obžy kam keine Einkunft (dochod), die pflügten die Leute des Ofim für sich“ (P. I, 29, 10)[1]. In der Reihe der Abgaben stehen, ganz, wie man es aus der westeuropäischen Agrargeschichte gewohnt ist, die von Viehwirtschaft und Nebenbetrieben als „kleine“ (melkija, auch molodežnyja, P. I, 704, 29) beiseite für sich. Der Hauptwert bäuerlicher Abgaben besteht in dem Anteil an der bäuerlichen Erzeugung von Feldfrüchten. Dieser Anteil kann unter zwei verschiedenen Gesichtspunkten verschieden zur Erhebung kommen, nämlich einmal als mit dem wirklichen Ertrage wechselnd oder unveränderlich, dann als naturale oder Geldleistung. Diese Einteilungen können grundsätzlich durcheinander gehen. Indessen ist bemerkenswert, wie weit sie in der Tat zusammenfallen. Die frühere Form der landwirtschaftlichen Zinsung erkennt man in den Abgaben, die rund und allgemein als Brüche einer ganzen Jahresproduktion bestimmt sind. Die drückendste Belastung des Bauern, bis zur Hälfte seiner Erträge, ist hier wahrscheinlich auch die primitivste. Die Verpflichtung als Hälftner (polovnik, so ausdrücklich P. I, 788, 10) ist wohl in ganz Rußland die normale Anfangslage des Zinsbauern gewesen[2]. Bei ihrer großen Strenge brachte die Halbscheid doch verhältnismäßig die geringste Einmischung des Grundherrn in die abhängige Wirtschaft mit sich. Daher vielleicht die Neigung dieses Kontrakts, unmittelbar in eine äquivalente, aber feste Geldschuld überzugehen. Man sieht solche Ablösungen in den Piscovyja teils noch auf der Stufe der Wahlfreiheit von seiten des Grundherrn: „Als Rente (dochod) nimmt Ivaško von ihnen die Halbscheid des Korns oder dafür 1 Grivna Pacht

---

1) I, 61, 8 geben 2 ljudi ihrem Herrn außer dem Dienst noch Zinse in Geld und Getreide, aber natürlich wird das Wort in weiterem Sinne auch für Bauern gebraucht; II, 593, 38 stehen die beiden Bedeutungen nebeneinander: „2 Höfe des Fürsten, aber 11 seiner Leute mit 11 Menschen, Bauernhöfe aber und ackerlose Höfe 59½, darauf an Leuten 68 Menschen“.

2) W. Gr. Simkhowitsch, Die Feldgemeinschaft in Rußland (Jena 1898), 44.

(pozem)“ (IV, 37, 17); teils aber als dauernde Neuerung: „alte Rente die Halbscheid vom Korn; neue Rente aber für alles 2 Grivnen“ (I, 545, 2). Aber zwischen diese beiden Entwicklungspunkte schiebt sich in der Regel ein Übergang, die Fixierung der Naturalrente als solcher. Das ist der sogenannte chlěb pospom (= nasypom), das Schüttkorn, das wie die Aussaat in Körben und ihren Hälften und Vierteln (četverti und četki) berechnet, mithin in ein für allemal bestimmter Menge geliefert wird. Und wie die Quotenzinse können nun auch diese festen der Kommutation in Geld unterliegen. Von der Folge der Abgabensysteme versteht sich, daß sie so wenig wie in Westeuropa als Kette allgemeiner gleichzeitiger Phasen sich abspielte. Sogar in den einzelnen Wirtschaften mußten sehr mannigfaltige Bedürfnisse zu dem oder jenem Fortschritt die verschiedensten Anstöße geben, so daß die Querschnitte der Piscovyja im ganzen das bunteste Durcheinander abweichend angelegter und ausgebildeter Leistungen an eine und dieselbe Grundherrschaft zeigen: „(Ivanec) empfängt Rente von 17 obžy, von 12 das Viertel des Kornes, von 5 an Schüttkorn 5 Körbe Roggen, 5 Körbe Hafer, statt Viertels und Schüttkorns aber mit dem Geld für die kleine Rente und vom Schaffner 4 Rubel 6 Altyn nach der Rechnung von Moskau“ (IV, 542, 22).

Ist aber hier zunächst überall die Frage gewesen, welche Spuren die große Zustandsveränderung von 1478 in den Novgoroder Urbaren zurückgelassen habe, so müssen auch die bäuerlichen Rechtsverhältnisse auf diese politische Einwirkung angesehen werden. Schon gelegentlich der Erörterung der Fronden ist darauf gewiesen worden, daß eine Steigerung der bäuerlichen Leistungen zwischen der alten und der neuen Beschreibung im allgemeinen nicht stattgefunden hat. Es ist eine sehr seltene Ausnahme, wenn Unterschiede in den beiden Beschreibungen einmal bis zu einer Verdoppelung der früheren Abgaben gehen (III, 113). Wohl aber ist in der Art der Zinserhebung eine Bewegung unverkennbar; sie hat einen sehr offenbaren Ausgangspunkt und Rückhalt, die Verwaltung der neuen großfürstlichen Domäne im Novgoroder Gebiet. In der Volostj Moreva der Derevsker Pjatina wird der oberste Verwaltungsbeamte des Großfürsten, der volostel, ursprüng-

lich im Rahmen der alten Naturalwirtschaft mit einer Menge agrarischer Produkte aus den Höfen der Bezirksuntertanen besoldet; aber die sorgfältige Umrechnung der einzelnen Warenposten in Geld enthüllt die Tendenz der tatsächlichen Besteuerung: „Wenn aber dem Volostel der Korm nicht beliebt, so (werden gegeben) für die Hälfte Fleisch 7 Dengen, für den Hammel 7 Dengen, für 10 Brote 5 Dengen, für den Korb Hafer 6 Dengen, für das Fuder Heu 7 Dengen“ (II, 735, 42). In starkem Gegensatz dazu erscheint auf den an Umfang und Organisation nächststehenden Grundherrschaften, denen der Geistlichkeit, das naturalwirtschaftliche Abgabensystem noch in vollem Schwange, wie bei den erzbischöflichen Gütern (P. III, 23, 32): „Rente des Erzbischofs 1 Denga, 320 Eier, an Korn aber von 13 obžy 1/3, von 4 obžy 1/4; den beiden Schaffnern aber, dem auf den Dörfern und dem städtischen, 2 Grivnen 11 1/2 Dengen, 5 Käse, 16 Eier“. Besonders lehrreich sind dann Fälle, wo frühere klerikale Grundherrschaft von der großfürstlichen abgelöst ist. Die Volostj Sterž gehörte früher dem Kloster Prečistye Arkaza. Unter dessen Herrschaft hatten die Bauern eine Unzahl teilweise winziger Sonderabgaben an die einzelnen Beamten der Stiftung, igumen, kaznačyj, stolnik, čjašnik, diakon, diak und povoznik, abzuführen. Nach der Konfiskation erhebt der Großfürst als neuer Herr nur einen obrok für sich und einen Korm für seine Beamten, und auch diese beiden sind in vielen Fällen rechnerisch nicht getrennt, mithin in einer Summe zahlbar (II, 689—703).

Die Nomenklatur dieser großfürstlichen Domänenverwaltung war für Novgorod so neu wie die Sache. Die Volostj als Verwaltungsbezirk hat in dem Schema der Piscovyja keinen natürlichen Platz. Im Bereiche der Kirchspiele bilden zwar die Dörfer und Höfe durch ihre Zugehörigkeit zu einer und derselben Grundherrschaft noch engere Einheiten. Aber von diesen nehmen die Urbare in der Regel keine andere Notiz als durch die Persönlichkeit der Grundherren. In der Gliederung der Gesellschaft von oben ist der kleinste Verband der Pogost mit der Kirche und dem gemeinsamen Begräbnisplatz. Die untersten Bezirksbeamten, die Starosten, sind Organe desselben Pogost. Einmal, am Ende des Derevsker Urbars (II, 689—826), wird allerdings

auf einer Linie mit den übrigen Pogostbezirken der Pjatina fünfmal die Bezeichnung Volostj angetroffen, und diese Volosti haben noch eine weitere Eigentümlichkeit, die der Einteilung in Zehntel (desjatki), von denen jedoch bald mehr, bald weniger als wirklich zehn, im Grenzfalle der Moreva zwölf, auf die Volostj gehen. Allein diese besondere Organisation findet eine sehr einfache Erklärung[1]). Die Güter, die sie umfaßt, und die auffallenderweise jedes Vermerks über frühere Besitzer entbehren, waren nach den Voskresensker Annalen diejenigen, die 1482 dem litauischen Flüchtling Fürsten F. I. Bělskij als eine zusammenhängende Grundherrschaft überlassen wurden. Und die seltsame Zerlegung des letzten Derevsker Pogost, des Cholmsker (II, 826—890), in stany und dieser wiederum in desjatki ist vielleicht auf einen ähnlichen Ausnahmefall privilegierter privater Grundherrschaftsbildung zurückzuführen. Daß selbst in solchem Fall ein privates Latifundium ausdrücklich Volostj genannt wird, wie das des Kaufmanns Stepan Šalimov im Kolomensker Pogost der Derevsker Pjatina (I, 100, 21), ist eine große Seltenheit. Das eigentliche Anwendungsgebiet des Volostjnamens und des dadurch gekennzeichneten neuen Typus kommunaler Verfassungsbildung ist die großfürstliche Domäne mit ihren meist diminutiv „volostki obročnyja" geheißenen Amtsbezirken. Das Wesentliche ebenso wie das Neue besteht hier in der Maschinerie für die Erhebung des großfürstlichen Obrok.

Dieser Steuername ist gleichsam das Schild der sozialen Neubildungen im eroberten Novgorod. Und der Wandel der darunter verstandenen Begriffe erzählt die ganze Geschichte dieser Neubildungen. Der erste Sinn des Wortes ist der der Auflage aus einem urkundlichen kurzfristigen Pachtvertrage, im Gegensatz zu den gewohnheitsrechtlichen Verpflichtungen mehr oder minder erb- und eigentümlich besessener Zinsgüter, wie etwa im englischen Recht das leasehold den älteren Formen abhängigen Landbesitzes gegenübersteht. Die Zeit echter Naturalwirtschaft mit ihrer überwiegenden Produktion für den Eigenbedarf war der Ausbreitung eines freieren Grundstückverkehrs in bloßen

1) Sergěevič III, 118 N.

Besitzkontrakten wenig günstig[1]). Nur ausnahmsweises Landangebot wie das von Wüstungen forderte hie und da zu ihrem Gebrauch auf, außerdem waren sie höchstens noch dem Betriebe land-, forst- und fischereiwirtschaftlicher Nutzungen angemessen. In die Landwirtschaft Novgorods scheint die Nähe handel- und gewerbetreibender Städte schon vor der Eroberung mit dem werbenden Kapital, namentlich kleinerer Unternehmer und Unternehmergenossenschaften, wie der svoezemcy, eine gewisse Elastizität getragen zu haben. Jedenfalls verbreiterte dann die Eroberung selbst jene beiden Unterlagen der modernen Pachtwirtschaft durch die Verödung zahlreicher Kulturgrundstücke und die Zerstörung ebenso zahlreicher grundherrschaftlicher Nutzungssysteme. Vermerke von Pachtverträgen über Wüstungen (pustošy) mit den Ablaufsterminen für ihre 3 bis 5 pachtfreien Jahre geben den nächsten Anhalt für die Datierung der Piscovyja[2]). Und Feststellungen über die Verpachtung von Nutzungen sind bisweilen in so urkundenhafter Fassung aufgenommen worden wie diese über eine große Waldimkerei (III, 6, 15): „In demselben Pogost im Vežycker Walde und im Zemticker Walde des Großfürsten ist eine Imkerei (bortj) in Pacht gegeben an Petrok Vaskov; er muß aber die Imkerei für sich nutzen (choditi); an großfürstlicher Pacht aber muß er von dieser Imkerei geben ein Pud Honig; wenn kein Pud Honig da ist, muß er für das Pud Honig geben anderthalb Novgoroder Grivnen; die erste Pacht aber ist bei ihm zu erheben auf Weihnacht des Jahres 7007 (1498). Und in dem Umkreis kann er auch andere Imkereien sich anlegen und Kästen aufstellen für dieselbe Pacht“. So urkundliche und doch gewiß auch auf Urkundenvorlagen beruhende Eintragungen waren den Urbarschreibern natürlich nur für die großfürstliche Domäne möglich und erwünscht. Aber nicht bloß aus diesem äußerlichen Grunde beziehen sich die meisten Nachrichten über Pachtungen gegen Obrok auf das Fürstenland[3]). Vielmehr ist dieser Sachverhalt ein weiteres Zeichen der Intensitätssteigerung, die die

1) Vgl. Vinogradoff 229 über die vereinzelten censarii in Domesday.

2) Vgl. die Zusammenstellung P. I, Einleitung II.

3) P. IV, 356, 36 bucht einen Obrok des Bojaren Jakov Savin; aber auch da sind wenigstens die Pächter der obža Bauern des Großfürsten (Z. 30).

Landwirtschaft Novgorods der unmittelbaren Grundherrschaft der erobernden Staatsgewalt verdankte. Träger dieser Bewegung waren einmal die großfürstlichen Domänenbeamten, die volosteli und starosty, tiuny, dovotčiky und ključniky, die, wie zum Teil schon die Namen ihrer Ämter andeuten, die Autorität von öffentlichen Behörden mit der bloß privater Wirtschaftsangestellter vereinigten: schon Johannes v. Keussler[1]) ist die Notiz des Derevsker Urbars (I, 226, 23) aufgefallen, wonach „poslě pervych piscov (nach den ersten Schreibern)", also in jüngster Vergangenheit, ein großfürstlicher Starost allein drei neue derevni, Dörfer von mehreren Bauernhöfen, besiedelt hat, sicherlich unter der Form der Zeitpacht mit anfänglicher Freijahrsfrist (urok). Aber derselbe Erfolg innerer Kolonisation wurde in noch größerem Maßstabe dadurch erreicht, daß die großfürstliche Verwaltung verstand, die genossenschaftlichen Kräfte und Interessen der Domänenbauern daran zu beteiligen. Ganze Volosti des Fürstenlandes treten in den Piscovyja (I, 176; 210) als Pächter von Wüstungen geistlicher Stiftungen, der Erzengelkirche und des Auferstehungsklosters, auf. Die Bewirtschaftung konnte dann von den bestehenden Höfen aus unternommen werden oder zu Neusiedelungen Anlaß geben. Von solchen in ihrer örtlichen Beziehung zu Außenschlägen, Forst- und Wassergelände spricht später die Generalübersicht der Burjažsker Domänendörfer in der Šelonsker Pjatina (P. V, 325, 28, von 1551): „Neue Güter (počinki) erstellten (stavili) ihre Bauern auf dem Lande des Caren und Großfürsten nach der Beschreibung des Jahres 7051 (1542—43) 1 am Flüßchen Pseža, 2 beim Dörfchen Retle auf dem Außenacker (otchožej pašni), 3 im schwarzen (Ur-) Walde, 4 am Bache Učne". Überall, wo es sich dabei um großfürstliches Land handelte oder um herrenloses, das von der feudalistischen Theorie des Moskauer Staates ebenfalls durchweg für den Landesherren in Anspruch genommen wurde, hatte die Regierung ihren Bauern gegenüber einen sehr wirksamen Anreiz zur Kolonisation in der Hand: sie brauchte nur die fraglichen Grundstücke ein für allemal von jeder Zinsleistung zu befreien oder,

---

1) Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Gemeindebesitzes in Rußland I (Riga-St. Petersburg 1876), 47, N. 1.

wie damals dieses Privileg allgemein seiner Wirkung nach aufgefaßt wurde, die Gesamtfläche zinsbaren Domänenlandes durch diesen Zuwachs steuerlich zu entlasten. Dieser Vorgang war auch in privaten Grundherrschaften nicht ungebräuchlich: „Für zwei obžy keine Rente: man hat sie neu besetzt“ (P. I, 29, 26). Aber seine eigentliche soziale Bedeutung entfaltete er doch erst in der Organisation der Domäne. Dort findet man ihn von den Piscovyja sehr gut beschrieben (IV, 132): „In diesen wüsten Ländern setzen die Bauern Leute an für sich zur Steuerleistung (tjaglj) zum selben Obrok“. Hier bedeutet das letzte Wort schon wieder den ganzen Zins der Domänenbauern überhaupt, aber man glaubt nun zu verstehen, auf welchem Wege der Rechtsausdruck des Pachtzinses zu dieser allgemeineren Bedeutung kam: die Bildung der Novgoroder Domäne drückte im großen die Besitzrechte der Bauern auf einen so prekären Fuß und machte im einzelnen von eigentumslosen Besitzverträgen eine so ausgedehnte Verwendung, daß nichts näher lag, als die Neuordnung der verwickelten gewohnheitsrechtlichen Abhängigkeiten und Abgabenverhältnisse in die wenigstens fiktiven Formen neuer Pachtkontrakte zu bringen. Unter Obrok also gewöhnte man sich vor andern eine Forderung der Moskauischen Regierung zu begreifen, und wenn gewiß zunächst der privatrechtliche Charakter der Abgabe bewußt blieb und sie selbst bei größter Uniformierung der domanialen Abgaben von der nach den obžy umgelegten staatlichen Steuerleistung unterschied [1]), so ist doch verständlich, wie seit dem 15. Jahrhundert im geeinigten russischen Reiche die Verwaltungssprache ungeachtet dieser juristischen Distinktion die alte Pacht zum Sammelnamen aller Gefälle der Staatskasse machen konnte [2]).

1) „oproče obežnye dani“ (P. I, 336, 8); daß diese Steuer nicht wie der Obrok beziffert ist, entspricht nur dem Gesamtstil der Urbare, die allein die grundherrschaftlichen Abgaben so verzeichnen.

2) Der Leitgedanke dieser Geschichte des Obrok bei G. Lappo-Danilevskij, Organizacija prjamago obloženija (St. Petersburg 1890), 18—24. Die letzte Verallgemeinerung des Obrokterminus wird in den Piscovyja durch folgende Pachtnotiz des Šelonsker Urbars von 1524 (V, 353, 18) illustriert: „Großfürstliches Land Retle, weggenommen für den Großfürsten dem Ignat Samsonov

Der skizzierte Prozeß, die Einrichtung der großfürstlichen Grundherrschaft nach dem Vorbilde und unter sehr wesentlicher Zuhilfenahme des Pachtsystems, ist nun aber bloß die eine Seite in einem Ganzen wirtschaftlich-gesellschaftlicher Wechselwirkung. Es ist schon im Vorbeigehen dabei verweilt worden, wie das Bedürfnis gesicherter und verstärkter Leistungen bei der Domänenverwaltung einen neuen Leistungsträger ins Spiel rief: die genossenschaftliche Wirtschaft der Bauerngemeinden. Wie diese korporativ in die Pacht einzelner Agrarbetriebe eintraten, wie sie in gleicher Eigenschaft die Kolonisation von Wüstungen unternahmen, so standen die Bauern ihrem großfürstlichen Grundherrn mehr und mehr nur noch in ihrer Zusammenfassung zu kommunalen Verbänden gegenüber. Diese Lage bot sich auch in der wichtigsten Beziehung der Landesverwaltung, der fiskalischen, als Ausweg aus einer Schwierigkeit an, die die Eroberung geschaffen hatte. Wie war ein erobertes Gebiet gleich dem Novgoroder mit dem größten Erfolge von Sicherheit und Ergiebigkeit zu besteuern? Wohl fand man in dem einheimischen individuellen Maßstab von Steuerbarkeit, dem Reichtum der einzelnen Höfe an Arbeitspferden [1]), wenigstens vorderhand ein Mittel zu erträglich gerechter, weil spezialisierter Veranlagung in der Theorie. Allein die praktische Aufbringung der Steuer selbst konnte nicht gleicherweise auf den Grund einer so zersplitterten Verantwortlichheit gestellt werden. Nun hatte allerdings der russische Feudalstaat wie die westeuropäischen seiner gesellschaftlichen Klassenschichtung auch einen finanzpolitischen

---

Trestin; Ignat aber sitzt im Gefängnis in Novgorod wegen Diebstahls und Verrat Und dies Land Retle ist in Obrok gegeben dem Pavlok Afonasov; Obrok aber muß er geben von diesem Lande und für die obežnaja danj und für die kromina und für die Beine (von Lehnpferden?) 3 Novgoroder Grivnen. Diesen Obrok aber muß er zuerst geben auf Weihnacht des Jahres 7009 (1500—1). Aber zum Socha-Dienst und zu jeglicher Steuerleistung (tjaglo) muß er von diesem Land wie von anderthalb obžy beitragen; die Gebühren des Hofmarschalls aber und die Schreiber- und Schaffnergebühren betragen zwei Dengen."

1) Drei auf die Novgoroder oder kleine socha nach SERGĚEVIČS (III, 270) scharfsinniger Kombination der Nachrichten über den Tatarentribut von 1437 und die Steuer von 1478.

Sinn gegeben, den, daß die Grundherren für die Steuerleistungen ihrer Hintersassen der Staatsgewalt unmittelbar verhaftet waren. Zu einer befriedigenden Besteuerung fehlte dann nichts weiter als eine Kontrolle der grundherrschaftlichen Steueraufkommen an der Hand von Grundbüchern wie der Piscovyja. Anders war es mit den Steuern von dem im eroberten Novgorod so besonders ausgebreiteten Lande unter der unmittelbaren Grundherrschaft des Oberlehnsherrn. Hier wäre die Steuereintreibung in der Tat auf die persönlichen Wirtschaftseinheiten der Veranlagung zurückgefallen, hätte nicht gleichzeitig das äußere Vordringen der bäuerlichen Gemeindewirtschaft eine neue Form der Steuerhaftung zur fast zwingenden Folge gehabt. Die Bereicherung der Leistungskraft einer Kommune kam jedem einzelnen ihrer Mitglieder zugute. Es mußte als nicht mehr wie billig erscheinen, wenn dafür der Schaden einer Leistungsminderung durch neu entstehende Wüstungen und andern Abgang des Gemeindeareals von allen gemeinsam, d. h. eben von der Kommune getragen wurde. Und es ist sehr fraglich, ob es in der Regel dieser Zwischenstufe bloßer Eventualität der Solidarhaftung überhaupt noch bedurfte, um dieses seit der römischen Weltherrschaft großen Domänenwirtschaften eigentümliche Prinzip in den großfürstlichen Landgemeinden Novgorods wie ganz Rußlands zur allgemeinen Herrschaft zu bringen.

So zahlreiche und große ökonomische und juristische Verschiedenheiten zwischen der bloßen Auflegung solidarischer Steuerhaftung auf Gemeinden und der Ausgestaltung dieses Rechtsgrundsatzes in der statistisch-mechanischen Feldgemeinschaft des neueren Rußland, der berühmten Obščina, bestehen und mit Recht betont worden sind, immer wird doch schon das erste geräuschlose, aber entscheidende Ereignis als eine der Hauptwurzeln der Leibeigenschaft und des ganzen späteren russischen Agrarrechts angesehen werden müssen. Im Augenblick nach der Eroberung wirkte die Entfernung des grundherrschaftlichen Druckes von den Bojarensitzen nach dem Moskauer Carenhof auf die Domänenbauern sicherlich als eine Erleichterung ihres Besitzes und ihrer Abhängigkeit, wie sie sich urkundlich bis auf die späteste Zeit in der Formel „to zemlja carja, a našego vladěnija (das ist

des Caren Land, aber unseres Besitzes)“ ausspricht[1]). Aber die Piscovyja zeigen im Laufe der Zeit immer deutlicher, was für ein gefährliches Geschenk der Staatsgewalt diese Verselbständigung in Wirklichkeit war und welche erdrückende Last staatlicher Ansprüche damit von Anfang auf die grundherrlich nicht mehr vertretenen Gemeinden sank. Schon im Šelonsker Urbar von 1499 hat die Volostj Dmitrievskaja Kozenskago des Pogost Voskresenskoj dem Großfürsten ein Schuldkapital von 7 Rubeln 9 Dengen „podmožnye dengi“ und 624 ³/₄ Körben verschiedener „podmožnye chlěba“, vielleicht gestundete Abgaben, zu verzinsen (V, 241, 19). Und zwei Menschenalter später endet das große Weistum des Jamsker Bezirks von 1571 (V, 441 f.) mit der Klage über die beginnende Massenverödung des Landes.

Wird also nach vorwärts eine ausgesprochene Kontinuität in der Entwicklung der agrarischen Kommunalverfassung nicht zu leugnen sein, so interessiert hier noch mehr die Verfolgung dieser Entwicklung in der umgekehrten Richtung auf ihre Anfänge. Einen Gesamtwillen der Siedlungsgenossenschaften mindestens als Wirtschaftsfaktor muß die Moskauer Regierung in Novgorod schon vorgefunden haben. Ein überall durchgehender Zug der Landwirtschaft, die die Piscovyja beschreiben, ist die große Zahl von Ländern oder Dörfern (derevni, selca), die als mehreren Grundherren gemeingehörig (vopčija = obščija) bezeichnet sind. Die Anteile (učastki) dieser überpersönlichen Einheiten sind von sehr verschiedener Anzahl und Größe[2]). Aber die Häufigkeit einer einfachen Halbteilung bestätigt die Vermutung für ihren überwiegenden Ursprung aus natürlichen familienrechtlichen Teilungen: „Demselben (Išak Šablykin) gehört im Pažerevitsker Pogost im Lande Luškova eine Gemeinheit mit seinem Bruder. Auf seiner Hälfte . . .“ (P. IV, 430, 4). Und diese Vermutung be-

1) Sergěevič III, 33 und 40 gibt nur seinen Eindruck von dieser erschütterten und theoretisch noch nicht wieder befestigten Situation, wenn er den Besitz der Domänenbauern einmal als Prekarium definiert, das durch Verleihung an private Grundherren Leibeigenschaft werden konnte, ihn zugleich aber als das erste Beispiel freizügigen Bauerneigentums in Rußland anspricht.

2) Sergěevič III, 68 hat als Maximum 9 auf eine derevnja beobachtet.

stärkt sich, wenn bei einer gemeinsamen Grundherrschaft zahlreicherer und einander fremder physischer und juristischer Personen von der Hälfte als einem primären Element ausgegangen wird: „Dörfchen Kopci Gemeinheit des Erema und des Vežytsker Nikolausklosters und der Eigenbesitzer Ondrejka Fedkov und seines Vetters Mikulka Borisov; auf der Hälfte und dem Viertel des Erema . . .“ (P. III, 25, 35). Die wirtschaftliche Bedeutung solcher Gemeinderschaften kann daran gemessen werden, daß die Bildung der großfürstlichen Domäne vor ihnen Halt macht. Als Nachfolger der expropriierten Grundherren tritt auch der Großfürst in sie ein: „Im gemeinen Dörfchen Berezna, Hofgut des Großfürsten, ehemals dem Auferstehungskloster gehörig. Im Besitz des Fedor auf dem (ehemaligen) Anteil des Vasilij Kirilov . . .“; „auf dem Lande Luka in der Hälfte des Fedor Domažirov, Gemeinheit mit dem Eigenbesitzer Eska, auf beiden Hälften . . . (40) und von der großfürstlichen Halb-Obža des Fedor Domažirov muß er Obrok geben jahraus, jahrein zehn Dengen Novgoroder Währung“ (P. IV, 23, 14; I 345, 30). Im letzten Falle hat der Großfürst seinen Anteil an seinen Partner verpachtet[1]). Die praktische Wichtigkeit dieser Feldgemeinschaft nicht zu unterschätzen lehrt auch die Tatsache, daß das damalige Fischereirecht auf denselben Begriffen von vopčija und ihren učastki aufgebaut war[2]); dort mußte doch der genossenschaftliche Betrieb den denkbar lebendigsten Rechtsbestand haben. Welchen andern Sinn aber kann eine so allgemeine Bezeichnung von agrarischen Wirtschaftssystemen als genossenschaftlichen haben als den der westeuropäischen Wirtschaftsgeschichte so geläufigen kollektiv geübter oder doch kollektiv gebundener Produktion? Wie ich mich vorher, um eine verhältnismäßige individuelle Selbständigkeit der Novgoroder Bauernwirtschaften zu erklären, auf den von Aleksandra Efimenko ermittelten Typus russischer Ursiedlung berufen habe, muß ich jetzt im Gegenteil auf diesen Typus zurückkommen, damit das landwirtschaftliche Bild der

1) Über „Feldgemeinschaften der Obereigentümer“ vgl. die grundlegenden Ausführungen von A. A. Čuprov, Die Feldgemeinschaft (Straßburg 1902), 80—106.

2) Vgl. z. B. die Beschreibung der Bělsker Seen (P. IV, 81 ff.).

Piscovyja auch nach der Seite der überindividuellen ökonomischen Kräfte eine technische Beleuchtung empfängt. Auch die primitivste Siedlung ist auf einen größeren Spielraum angewiesen als die Fläche der Wohnstätte und der sie umgebenden städtischen Kulturen. Das russische Rechtssprichwort gibt dem Siedler überall Okkupationsanspruch „kuda topor kosa i socha chodili“ und stellt damit der Ackerwirtschaft des Hakens die Wiesen- und Waldwirtschaft der Sense und des Beils an die Seite. Strahlt aber so die wirtschaftliche Energie einer Einzelsiedlung in Kreise von verschiedenem Durchmesser aus, so schafft jede auch nur geringe Verdichtung der Gesamtsiedlung die Notwendigkeit eines irgendwie gemeinschaftlichen Ausgleichs dieser Interessensphären: Hofsiedlungen einer Nachbarschaft müssen irgendeine Form markgenossenschaftlicher Organisation finden, Dorfsiedlungen familienrechtlichen Ursprungs die sich auflösende Familienordnung durch irgendeine öffentlich-kommunale ersetzen. Auch im alten Territorium von Novgorod sind die Siedlungskörper der Piscovyja allenthalben eingebettet zu denken in derartige kollektive Betriebssysteme für jede nicht in feste Bodengrenzen eingeschlossene Produktion. Denn sogar, wenn angenommen wird, daß vor der Eroberung nur das bestimmte Areal der Höfe im eigentlichen Besitz der bäuerlichen Produzenten gewesen sei, die Nutzung aller Gemarkungen aber in dem der Grundherrschaften, so mußte bei der Beschränktheit der eigenwirtschaftlichen Kräfte der Grundherren die tatsächliche Ausübung dieser Nutzungsrechte dennoch den Bauern, mithin den Bauerngemeinden, anheimfallen. Wie hätten sie auch, ohne eine solche Vergangenheit kollektiver Wirtschaftstätigkeit, in der kurzen Übergangszeit nach der Eroberung selbst von der durchgreifendsten Verwaltung ganz neu dazu erzogen werden können[1])?

Mit den eigentlichen Gemeinheiten, der kollektiv betriebenen Landwirtschaft, sind aber die Möglichkeiten genossenschaftlicher Urproduktion überhaupt keineswegs erschöpft. Eben um des-

---

1) Wenn jedoch Keussler I, 62, N. 1 die „Gruppenbildung“ der großfürstlichen Zinsdörfer in den Piscovyja auf „markgenossenschaftliche Verbände“ zurückführt, gibt er dem formalen Schema des Urbars eine falsche sachliche Deutung.

willen sind so viele irrige Anschauungen über die ältere russische Agrarverfassung verbreitet, weil man sich jeden nicht kommunistischen Betrieb sofort als rein individualistisch vorstellen zu müssen glaubte. Und doch liegt zwischen dieser vermeintlichen Alternative gerade die Form der Feldkultur, die in der gesamteuropäischen Landwirtschaft von den ältesten Zeiten bis in die neueste die schlechthin beherrschende Rolle gespielt hat, die Form kollektiver Gebundenheit im System des Flurzwangs, wie das deutsche Recht, der offenen Felder (open fields), wie das englische es benennt. Für das Novgoroder Kolonialland der Zavoločje steht aus den bäuerlichen Steuerbüchern des 17. Jahrhunderts fest, daß innerhalb der Siedlungseinheit der derevnja der Acker des individuellen Siedlers aus einer (meist großen) Anzahl von (meist kleinen) Gewannen (doli) in den einzelnen Haupt- und Nebenfeldern sich zusammensetzte, und die gleichzeitigen Nachrichten über Umteilungen dieser Gewanne nach den allerkleinsten Feldmaßen beweisen die erhebliche Wirksamkeit kommunaler Kontrollinstanzen in Ausgleich und Berichtigung der individuellen Teilansprüche[1]). Für Ort und Zeit der Piscovyja fehlen nun freilich solche unmittelbaren Zeugnisse einer Feldwirtschaft unter Flurzwang. Dennoch ist die allgemeine Konfiguration der Wirtschaftseinheiten in diesen Urbaren kaum anders zu verstehen als von der Voraussetzung einer solchen Produktionsstufe. Auch hier sind Anzeichen vorhanden, daß die kleinste Mehrheit individueller Siedlungen, die derevnja, vielfach nichts weiter ist als die ursprüngliche Einheit der Niederlassung einer Familie. Geradezu schlagend überzeugen davon die aus Personennamen gebildeten Dorfnamen, besonders dann, wenn es sich um die Namen der derzeitigen Besitzer selbst oder ihrer Väter handelt (vgl. P. I, 11, 561—570), also neue Kolonisationen einen Begriff von dem möglichen Hergange auch älterer geben.

---

1) Vgl. die Auszüge aus der verevnaja der Panilovsker Volostj von 1612 bei Efimenko 215f. und das Regest einer späteren Umteilungsurkunde ebenda 227. Typisch für die Verwechslung kollektiv geregelter Wirtschaftseinrichtungen mit individualistischen ist Sergěevičs (III, 391) Versuch einer Widerlegung von Efimenkos Schlußfolgerungen, hauptsächlich das Mißverständnis der „Idealität“ der Gewanne.

Aber auch abgesehen von derartigen Beispielen ehemaliger oder noch gegenwärtiger Familienwirtschaftsverbände, trägt die durchschnittliche Größe und Beschaffenheit der Bauernhöfe in den Piscovyja alle charakteristischen Züge einer noch nicht durchaus individualistischen Wirtschaft. Ihre Wirtschaftsenergie ist immer nur für ganze Dörfer mit der Summe der Getreideaussaat und Heuernte gegeben, und das Ausmaß ist durch ebendiese Aussaatmengen nur mittelbar bestimmt. Aber nachdem die von I. N. Miklaševskij [1]) veröffentlichten desjatnija knigi des 17. Jahrhunderts die jahrhundertelange Stabilität in der Intensität des russischen Ackerbaues dargetan haben, ist es doch erlaubt, mit Sergěevič (III, 54) auch die Novgoroder Aussaatzahlen des 15. und 16. Jahrhunderts nach dem heute dort üblichen Maßstabe von 8—10 Pud auf die Desjatina in Flächengrößen umzurechnen. Im Durchschnitt ist dabei ein Ergebnis von 4 korobi Fruchtsaat für den Bauernhof herausgekommen; das macht bei einem Ansatz von 6 Pud im Korbe ein beackertes Hofareal von $2^2/_5$ bis 3 Desjatinen, und selbst wenn nachträglich wahrscheinlich wird, daß die Aussaat in der Regel nur für ein Drittel ganzer, im Dreifelderturnus genutzter Ackerflächen aufgenommen ist, bleibt der Eindruck des typischen mittelalterlichen Kleinbauernguts von etwa 10 ha, das in der kollektiven Hilfe und Aufsicht größerer Feldgemeinschaften eine wesentliche Daseinsbedingung hatte. Ein unmittelbarer Hinweis darauf könnte schon in der numerischen Verteilung der Steuereinheiten (obžy) auf die Höfe erblickt werden: entspricht die obža einer Wirtschaft mit nur einem Ackerpferd, so müssen überall da, wo weniger obžy als Höfe gezählt werden (I, 810 der. der Mikulin, III, 78 der. Veražkino), mehrere Höfe gemeinsames Gespann gehabt haben. Qualitativ offenbaren die Naturalleistungen der Piscovyja eine Gleichförmigkeit der Bodennutzung in den individuellen und genossenschaftlichen Wirtschaften, wie sie überall in der europäischen Agrargeschichte nur durch ein völliges Zurücktreten der Einzelunternehmung gegen traditionelle, durch kommunale Verbände aufrechterhaltene Wirtschafts-

1) K istorii chozjajstvennago byta Moskovskago Gosudarstva (Moskau 1894), 266 ff.

methoden erklärt wird. Deutlich steht hinter den Fruchtabgaben mit ihrem unverkennbaren Mengenverhältnis ein Ackerbausystem von drei Feldern mit Roggen oder seltener Weizen als Winterung, Hafer oder Gerste als Sommerung und einer Brache, deren Besömmerung mit Lein und Erbsen beliebte Ergänzungen der Körnerzinse lieferte. Daß diese Dreifelderwirtschaft auf einer Gemeindeflur mit drei im ganzen ausgemessenen Feldern ruht, liegt auch im Ausdruck der formelhaften Wendung, durch die bisweilen die Aussaatangaben präzisiert werden: „Ackerland ist in einem Felde für x Körbe Aussaat, in den beiden (andern) desgleichen“ [1]. Auch die den Piscovyja ungefähr gleichzeitige Urkunde des Savvo-Storoževsker Klosters über ein Gerichtsurteil des Fürsten von Zvěnigorod zwischen einem Klosterbauern und seinem Feldnachbar [2]) ist nur aus den Verhältnissen der Feldgemeinschaft verständlich, obwohl sie zum Beweise des Gegenteils angeführt worden ist. Der Kläger beschuldigt den Beklagten: „Er hat den Rain und die Grenzen meiner Felder bepflügt, sich zugepflügt und im Felde zugehegt“. Zur Beglaubigung seines Besitzrechts durch Lokalinspektion hat er die Tiunen des erstinstanzlichen Gerichts geführt „vom Ufer des Flusses quer über das Hopfenfeld zwischen den zwei Scheuern auf das Weizenfeld neben dem Sumpf, und zum Rande tretend, zu einem Nußstrauch, stand Semjanko vor den Richtern und sprach also: Bis dahin, ihr Herren, geht unser Ort, das städtische Land, meines Hofes Anteil (vytj)“. Die Bezeichnung der Örtlichkeit als „das Roggenfeld“, des fraglichen Ackers als „Anteil“ des klägerischen Hofs setzen außer Zweifel, daß es sich um strittige Ansprüche in einem genossenschaftlichen Feldsystem handelt.

Durch diesen Überblick über die Wahrscheinlichkeiten kol-

---

1) Besonders häufig in den Piscovyja des 16. Jahrhunderts, z. B. im ganzen Urbar des Bělsker Pogost der Šelonsker Pjatina von 1539, IV, 416—35.

2) Akty juridičeskie izdannye Archeogr. Komm. (St. Petersburg 1838), Nr. 7 (vor 1491). Sergěevič III, 48 faßt wie schon Simkhowitsch 38, N. 2, irrtümlich jede Nachricht von Gehegen und Hegungsvorschriften als Zeugnis für Individualwirtschaft, während doch gerade das System der offenen Felder einen sehr verwickelten Apparat zeitweiliger und wechselnder Befriedungen ausbildet.

lektiver Urproduktion in den Gebieten der Piscovyja dürfte aber zugleich klar geworden sein, weshalb einzig und allein im Falle der vopčija solcher Kollektivismus die Beachtung dieser Urbare gefunden hat: den durchaus grundherrschaftlichen Standpunkt der Beschreibung gingen diese inneren wirtschaftlichen Einrichtungen, die doch allenthalben bestanden, erst dann etwas an, wenn ihre vereinigende Kraft die Grenzen auch der Grundherrschaften überschritt und ihre alten oder neuen Rechte den Beschränkungen urvordenklichen Herkommens unterwarf.

Unterhalb der Klasse der Bauern, d. h. der wenngleich abhängigen Besitzer eines gewissen Betriebskapitals an Ackerboden, haben auch die rein oder vorwiegend agrarisch produzierenden Gesellschaften des europäischen Mittelalters stets in wechselndem Umfange Nachfrage nach und Angebot von ökonomisch freien Arbeitskräften entwickelt, zunächst in gewissen gewerblichen Tätigkeiten, die sich schon auf den niedrigsten Staffeln sozialer Arbeitsteilung von der Urproduktion abzusondern genötigt oder doch geneigt sind. Die Träger dieser Tätigkeiten werden von den Piscovyja mit richtigem Systemgefühl als Personen ohne Pflugland herausgehoben. Sie sammeln sich, eine verständliche soziale Bevölkerungsverteilung, besonders in den meist mit dem Titel ihres Bezirks Pogoste genannten Kirchdörfern. Hier stehen unter den pfluglandlosen Einwohnern gewöhnlich die Geistlichen der Kirche voran. Denn wiewohl vorkommt, daß ein Pope eigenes Gut seiner Kirche wenigstens teilweise selbst bestellt [1]), scheint doch Mangel oder Verpachtung des Kirchenackers die Regel zu bilden: „Auf dem Lande der Kirche: der Hof des Popen Trofim, der seines Sohnes Ivaško, der des Kirchenwächters Senka; sie pflügen nicht“ (P. I, 336, 40). Dasselbe besagt wohl der Zusatz bei Kirchenstellen „v obži ne položena“ (P. IV, 416, 18). Hinter der Geistlichkeit aber ist in vielen Distriktshauptorten noch eine ganze Reihe pfluglandloser Leute aufgezählt, so für die einzelnen desjatki der großfürstlichen Volostj Moreva in der Derevsker Pjatina (II, 702—36), wo dann ausnahmsweise der Ackerbesitz

1) „Derevnja Temjannikogo Nikolskaja, čto v Pirosě v Petrě Svjatom na polatech“ (P. I, 555, 15).

anderer, vermutlich Bauern, durch die Bezeichnung „pašonnye“ besonders betont wird. Bei der Mehrzahl dieser bloßen Hof- oder Hausbesitzer bleibt ihre Beschäftigung dahingestellt. Allgemeine und besondere Hindeutungen jedoch lassen keinen Zweifel darüber, daß der großen Mehrzahl nach Gewerbetreibende gemeint sein müssen. So wird im Opotsker Pogost der Šelonsker Pjatina ausdrücklich von Händlern und Fuhrleuten gesprochen: „Kirche des Großen Nikolaus auf Rostokinsker Land, bau- und unterhaltspflichtig der ganze Pogost. Pfluglandlose Leute, die Handel und Fuhrwesen treiben“ (P. IV, 162, 21). Unter den folgenden 13 Hofinhabern aber werden ein Schmied und ein Schneider aufgeführt. Sie alle haben im Gegensatz zu den abgabenfreien (netjaglye) Geistlichen des Pogost, dem Popen und dem Diak, einen Obrok zu zahlen, und wie sich diese Leistung aus einer privaten für den Besitz der Hofstelle und einer öffentlichen für die Ausübung des Gewerbes zusammensetzt, zeigt die Beschreibung des früheren Zustandes: „Alte Rente gaben sie dem Kloser pozem und obrok 2 Grivnen, von ihren Gewerben aber dem Großfürsten ebenfalls 2 Grivnen“. Unter den Opotsker Pfluglandlosen ist aber auch ein „zachrebetnik“. Das ist der auch in gewöhnlichen Dörfern (z. B. P. I, 37, 17) begegnende Klassenname für diejenigen Besitzer von Hofstellen, die an bäuerliche Wirtschaften durch Pacht- oder Dienstverträge mit dem Grundherrn oder dem Bauern selbst angeschlossen sind; ihre Produktion ruht auf dem Grund und Boden eines andern, gleichsam auf fremdem Rücken. Das Dasein solcher Häusler ist, wie es das russische Wort deutlich zum Ausdruck bringt, das Ergebnis von Zwischensiedlungen im Rahmen eines früheren Niederlassungsschemas. Dennoch ist kein quellenmäßig bekannter Zustand europäischer Landwirtschaft so primitiv, daß er diese Kategorie von Arbeitskräften entbehrte. Durch Ackerbesitz nicht gebunden, gehören sie mit den notwendigen Landhandwerkern in dieselbe Schicht beweglicherer Wirtschaftspersonen, deren stete Aussonderung aus der bäuerlichen Bevölkerung vom jeweiligen Arbeitsbedarf nur gesteigert oder eingeschränkt wird. In der ganzen europäischen Agrargeschichte sind sie von jeher mit Vorliebe nach der Reduktion ihrer Ansässigkeit auf das Minimum

der Hofstelle bezeichnet worden, in England als cotsets, in Skandinavien als husmaend, in Deutschland als Kötter oder Häusler [1]). Mit dem gleichen Augenmerk brauchen die Piscovyja neben dem angeführten Terminus noch zahlreiche andere für denselben wirtschaftlichen und sozialen Rang, sehr häufig einen von dvor = Hof abgeleiteten: „Land des Novin Eskin Smeškov; Eigenhof des Eska, es ist aber ein podvornik bei ihm: Hof des Senka Sergěev, sie säen 5½ Körbe Roggen, Heu aber mähen sie 30 Haufen, 2 obžy" (P. I, 345, 14). Der Gesichtspunkt dabei scheint die ursprüngliche Einerleiheit von derevnja und dvor; hier fiele also die Ausbildung der ersten zur mehrstelligen Siedlung noch völlig ins Bewußtsein der Bevölkerung. Ein weiteres Synonymon, das in der russischen Rechtsgeschichte als idiomatisch für das Moskauer Territorium gilt und in der Tat erst in den Piscovyja des 16. Jahrhunderts sich einbürgert: „bobyl" reicht durch seinen Zusammenhang mit dem altisländischen bu-Haushalt in gleichem Sinne bis zur germanischen Okkupation Rußlands hinauf [2]). Es verdient Beachtung, daß die Piscovyja auch bei den Bobylen wieder die Landlosigkeit hervorheben, die ja in der späteren Sprachentwicklung das Wort zum Namen der ländlichen Taglöhner und Proletarier schlechthin hat werden lassen (bobyli bez pašni, P. IV, 289, 17). Aber schließlich findet sich eine Art der Eintragung solcher Außenstellen, die allein auf die Entstehung neuer (wie den Verlust alter) Arbeitskräfte im Verhältnis zu früher abzielt: „Pri starom pribyli 2 dvora, a čelověk ubyl" (P. III, 183, 31). Ein solcher Neusiedler, der durchaus nicht immer bloßer Häusler zu sein braucht, weil er die Stelle einer eingegangenen Bauernwirtschaft übernommen haben kann, wird gelegentlich (P. I, 446, 13) „prichodec" genannt. Im Überblick über alle Möglichkeiten einer Verdichtung der Bevölkerung und des Arbeitspersonals, die also neben eigentlichen Kolonisationen von Neuland auch innerhalb der Grenzen der bestehenden Siedlungen statthaben konnte, hat

1) Vgl. die systematischen Ausführungen von Vinogradoff 456—60 über die bordarii des Domesdaybuchs.

2) E. Bernecker, Slawisches etymologisches Wörterbuch, 65 (Heidelberg 1908).

man wohl den Fortschritt dieser Bewegung, den die Piscovyja für die erste Zeit nach der Eroberung (bis 1498) zeigen, stichprobenweise zu schätzen unternommen und auffallend gering befunden[1]). Doch sieht es aus, als habe die Kirche in der Ansetzung von Häuslern eine ähnliche kolonisatorische Initiative ergriffen wie die großfürstliche Domänenverwaltung in der Ausbreitung des Kulturlandes selbst. Von zwei Dorfkirchen, cerkvi derevjanye, wird, allerdings erst in einem Šelonsker Urbar vom Ende des 16. Jahrhunderts, bezeugt, daß sie zusammen 5 Bobylen in die cerkovnaja zemlja aufgenommen hatten (P. V, 621 am Anfang des Bělsker Pogost). Unverkennbar aber ist diese Kolonisation in den eigentlichen geistlichen Grundherrschaften. Schon im alten Derevsker Urbar des Zaborovsker Pogost werden auf Klosterland Dörfer angetroffen wie Zacharov dvor (also wieder ein ursprünglicher Eigenhof) mit nur zwei Bauernhöfen (davon einer noch im Besitz eines Zacharov) und fünf podvorniki, wohl auch, obgleich es nicht ausdrücklich gesagt ist, auf ihren eigenen Hofstellen (P. I, 37, 1). Und im neueren Šelonsker Urbar des Bělsker Pogost ist auf dem ganzen Lande des Jurjevklosters die Durchsetzung der Bauerndörfer mit Bobylen zwar spärlicher, aber auch völlig regelmäßig (P. IV, 432).

III. Die Entstehung der Novgoroder Grundbücher.

Wie die objektive Seite eines Urbars, die in ihm geschilderte Wirtschaftsverfassung, so muß auch die subjektive, die Art und Weise seiner Herstellung, über die gesellschaftlichen Vorgänge Aufschluß geben, deren Niederschlag es ist. Während also die bisherigen Untersuchungen bei aller Beschäftigung mit der Form doch nur den sachlichen Gehalt der Piscovyja zum Gegenstand hatten, darf ich nun diese Form selber für sich der Betrachtung unterwerfen.

Der Hauptzweck der Piscovyja, der in ihnen unmittelbar fast gar nicht erwähnt wird, ist wie der aller Urbare die steuerliche

---

1) S. die Vergleichung der Dörfer- und Höfezahlen von 6 Derevsker Pogosten (P. I, Nr. 11, 14—16 und 28) po staromu pismu und po novomu pismu bei Simkhowitsch 48 f.

Ausbeutung der beschriebenen Wirtschaften durch die neue Staatsgewalt. Die allgemeinen Mittel zu diesem Zwecke sind die Beschreibung selbst und die Auflegung des Veranlagungsschemas, die Teilung des Landes in die Steuereinheiten. Aber schon diese Zweiheit von Hilfen ist eigentlich ein Widerspruch gegen den Gedanken einer strengen Allgemeinheit der Besteuerung. Dafür genügte eines von beiden, entweder die bloße Aufzählung der Einheiten nach dem dafür festgesetzten Maßstab als reines Steuerbuch oder die ökonomische Topographie für sich als reines Grundbuch. Die Unterstützung der ersten Methode durch die zweite, die doch den reifen Typus des mittelalterlichen Urbars erst schafft, ist vielmehr schon ein Beweis, daß jene vollständige Einförmigkeit der finanzpolitischen Behandlung von vorneherein nicht gewollt wurde, weil sie nicht erreicht werden konnte. Kannte die Staatsverwaltung von jedem Dorfe den Umfang seiner Kultur und seine Leistungsfähigkeit im Verhältnis zur Grundherrschaft, so besaß sie damit eine individuelle Einsicht in die Volkswirtschaft, gegen die die Einteilung nach Pflugländern zur bloßen Hilfskonstruktion herabsank. Das nächste Ergebnis dieser genaueren Erforschung des Steuerobjekts waren Versuche, die oberflächlichere dadurch zu berichtigen. Wenn von einer Wüstung gesagt wird: „Beschrieben wurde sie zu zwei obžy, aber das Land unter ihr (reicht nur) für eine“ (P. I, 559, 25), so ist dabei offenbar unternommen, mangels gegenwärtiger Bewirtschaftung das von dieser hergenommene Pfluglandmaß in Fläche nutzbaren Landes umzusetzen [1]). Ging man aber erst so weit, so waren auf die Dauer feste Flächenmaße von größerer Bequemlichkeit für die Katastrierung. Ein solches war die vytj von 6—8 Desjatinen. Sie ist nach der gewöhnlichen Annahme zuerst auf den großfürstlichen Domanialgütern zur Berechnung des Obrok in Gebrauch gekommen [2]). Aber gleich die frühesten Piscovyja verwendeten sie, wiewohl selten, viel allgemeiner dort, wo die Rechnung nach obžy allzu unpraktisch gewesen wäre. Einmal

---

1) Das führte dann im Laufe des 16. Jahrhunderts zu Gleichungen wie der von 1581: eine kleine oder Novgoroder socha = 15 Desjatinen, K. Nevolin, O Novogorodskich pjatinach, Priloženija, 70.

2) Sergěevič III, 356.

zur Bestimmung grundherrlicher Eigenwirtschaft: „Eine vytj dieses Hofes bestellt der Fürst für sich“ (I, 362, 4), dann in der Bildung der eigentümlichen Personalbezeichnung „vytniki“ für die Teilbesitzer eines vopče (I, 811, 37). Immer ausgedehntere Verwendung, aber in derselben Allgemeinheit, erlangt dann die Messung nach vyti in den Piscovyja des 16. Jahrhunderts. In dem Šelonsker Urbar von 1576 wird sogar der Umfang der Dreifeldersysteme zunächst in diesem Maße ausgedrückt und der Betrag der Aussaaten nur subsidiär für die einzelne vytj angegeben, zugleich mit einer Bonitierung des Landes in den auch sonst sehr geläufigen drei Klassen des mittleren, guten und schlechten: „Acker im (einen) Felde drei vyti, in den beiden (andern) desgleichen, mittleres (serednjaja) Land; gesät wird auf die vytj je acht Viertel (Körbe); Heu zwei Haufen“ (V, 621, 14). Der hauptsächliche Gewinn einer solchen rein geometrischen Landschätzung muß in der Möglichkeit bestanden haben, damit nicht bloß, wie früher, den Acker der regulären drei Felder, sondern ebenso Außenschläge und allerlei kulturfähiges Ödland zu erfassen. So liebt das angezogene Šelonsker Urbar am Schlusse seiner Pogoste Totalsummen der verschiednen Landklassen in vyti aufzumachen: „Im ganzen im Bělsker Pogost in Händen der Gutsbesitzer lebendiges Land (živuščego) 85 vyti und in Außenschlägen bestellt (pachano naězdom) 9³/₄ vyti und Wüstes (pustogo) 97 vyti; und Kirchenacker lebendiges Land 3 vyti und beides, Gutsbesitzer- und Kirchenacker, Lebendiges und Wüstes, 195 vyti“ (V, 636, 34).

Noch die genaueste fiskalische Schätzung aber hat sich letzten Endes bei gewissen vertrauenswerten Angaben der Besteuerten selbst, bei Steuerdeklarationen irgendwelcher Art zu beruhigen, wieviel mehr die Moskauische Novgorods, die von einfach meßbaren Landmengen wenigstens zunächst nicht ausging und sich deshalb mit so vielen zerstreuten Daten über die einzelnen Steuerobjekte zu belasten genötigt war. Nun geht schon aus dem Anlageschema der Piscovyja hervor, auf was für Aussagen ihre Verfasser sich vorzugsweise verließen. Sie sind eine Sammlung von Beschreibungen verschiedener Grundherrschaften. Das war ein mehr zufälliger (tatsächlich denn auch

nicht überall ausschlaggebender) Grund zur vornehmlichen Anhörung der Grundherren. Einen zwingenderen wußten wenigstens die Bojaren der feudalrechtlichen Theorie des Moskauer Klassenstaats für sich geltend zu machen. Wie jeder Stand des Lehnstaats nur von Richtern aus seiner eigenen Mitte gerichtet zu werden gewohnt war, so beansprucht der oberste auch die direkten Forderungen des Fiskus allein unter der Gewähr seiner eigenen Befragung zu erfüllen. Diese Theorie der Pairsdeklaration sprechen die Piscovyja gelegentlich des großen Lehnwechsels im Bělsker Pogost zwischen 1539 und 1576 unzweideutig aus: „Wegen der Auflage (pro oklad) im Bělsker Pogost wurde für die Bojarenkinder in den Büchern keine Beschreibung gemacht, weil die alten Gutsbesitzer, denen der Herr im Erbteil (v udele) zu bleiben nicht gestattete, vor der Beschreibung diesen Pogost verlassen hatten und wegen der Auflage niemand aussagen konnte, denn die Starosten und Bauern sind wegen der Auflage von Bojarenkindern auszusagen nicht fähig (ne vědajut)" (V, 636, 42). In einem andern Urbar desselben Pogost, dem von 1571 (V, 519—48) ist auf Schritt und Tritt die persönliche Verhandlung der Urbarschreiber mit den Bojaren zu verfolgen. Schon die Überschrift lautet: „In Händen von Gutsbesitzern, nämlich Bojarenkindern und -witwen, auf Grund von landesherrlichen Urkunden und von Einführungsurkunden (po vvoznym) der Schreiber Semen Fedorovič Nagoj und Genossen und von Verteilungsurkunden (po otdělnym gramotam) der landesherrlichen Sekretäre (dijakov) zu Novgorod". Durch Urkunden des Großfürsten oder seiner Novgoroder Kanzlei oder durch Eintragung in frühere Urbare ist der adlige Lehnbesitz zu beglaubigen. Im Falle eines Urkundenverlusts wird vergeblich auf den in Kriegsgefangenschaft abwesenden Besitzer zurückgegriffen: „Über diesen Gutsbesitz besaß Ivans Vater Nesvetaj eine landesherrliche Verleihungsurkunde (žalovalnaja gramota), und aus dieser Urkunde schrieben die landesherrlichen Schreiber Semen Fedorovič Nagoj und Genossen diese Länder und Wälder in ihre Bücher ein und gaben sie aus an Ivan Nesvetaev, und diese Urkunde verbrannte in der Schlafstube bei Ivan; Ivan aber ist in Kriegsgefangenschaft in Litauen" (V, 521, 17). Eine besondere Auf-

merksamkeit hatten die Urbarschreiber auf die Enstehung vasallischer Immunitäten durch die sogenannten Steuernachlässe (ljgoty) zu richten, die im Laufe der Moskauer Staatsentwicklung die große Kategorie „weißen“ steuerfreien Landes aus dem „schwarzen“ steuerbaren herauszuheben begannen. Bei den anfangs überwiegenden befristeten Befreiungen mußte der Ablaufstermin so sorgfältig gebucht werden wie die Freijahre eines Pachtvertrags: „Diese beiden Länder sind auf Grund einer Urkunde der Schreiber Semen Nagoj und Genossen in Steuerremission, aber sie kommen aus der Remission heraus im März 7085 (1576)“ (V, 525, 20). Aus Anlaß neuer oder erhöhter Besteuerung oder zur allgemeinen Erkundigung konnten dann aus den Piscovyja leicht Sonderverzeichnisse der jeweilig privilegierten „weißen“ Pflugländer zusammengestellt werden; Befehl zu einer solchen Arbeit erging 1555 für den Cholmsker Bezirk der Derevsker Pjatina[1]).

Auch in den einfacher und gleichmäßiger aufgebauten ersten Piscovyja vom Ende des 15. Jahrhunderts steht der Vorrang der Grundherren bei den Erhebungen außer Zweifel. Das persönliche Prinzip der Beschreibung verdrängt oft das geographische fast vollständig. Anstatt wie gewöhnlich die einzelnen örtlichen Stücke einer und derselben Grundherrschaft unter wiederkehrender gleicher Zugehörigkeitsbezeichnung lose aneinanderzureihen, haben es die Urbarschreiber mitunter für angezeigt gehalten, von dem Besitz besonders vornehmer oder mächtiger Grundherren in einem Pogost vor den Einzelbeschreibungen eine kurze Übersicht zu geben: „Za knjazem že za Ivanom (Babičeva) derevni (1) Michailovskie Berdeneva da (2) Mikiforovskie Parfěeva Krochotkina (3) Andrěevskie Moločkova“ (P. IV, 104, 5). Hier erstreckt sich die Herrschaft des Fürsten Babičev über drei ganze Herrschaften vertriebener Bojaren: „I sěch dereven za knjazem Ivanom vo vsěch trech bojarščinach“ (IV, 106, 3). Daß sie in den Grenzen desselben Pogost liegen, ist ganz zufällig. So geht der systematische Blick der Urbarschreiber für große Grundherrschaften nicht selten über die Schranken der Pogosteinteilung

1) Dopolnenija k Aktym Istoričeskim sobrannyja i izdannyja Archeogr. Komm. I (St. Petersburg 1846), Nr. 78.

hinweg. Zunächst in kurzen verweisenden Anmerkungen. Das Urbar der Votsker Pjatina beschreibt im ersten Pogost, dem Krečnevsker, eine Anzahl von Gütern des Novgoroder Erzbischofs und fügt am Ende hinzu: „Erzbischöfliche Länder sind auch im Pidebsker Pogost; der Pidebsker Pogost aber ist unten hinter diesem Pogost beschrieben. Außerhalb dieser beiden Pogoste gibt es von erzbischöflichen Ländern in der Votsker Pjatina nirgends etwas“ (P. III, 10, 3). Solche Anzeigen einschlägiger Stellen in andern Pogostbeschreibungen mußten den geschäftlichen Gebrauch der Piscovyja erheblich erleichtern. Und auch sonst boten Nachbarschaft und andere Zusammenhänge nicht selten Gelegenheit, aus einem Pogost in den andern überzugreifen; von den 67 Pogosten der Derevsker Pjatina sind 6 nur aus solchen Erwähnungen in den überlieferten Urbaren der 61 übrigen bekannt[1]).

Nun war unter den großen Grundherren Novgorods seit der Eroberung auch der Großfürst selber, und es ist schon gezeigt worden, wie die Piscovyja als Grundbücher des ganzen Landes gerade auch seine Domänen eingehend beschreiben. Bei der Ununterschiedenheit der Domänenverwaltung von der allgemeinen Landesverwaltung hatte diese hier gewissermaßen mit sich selbst zu tun, und es war unvermeidlich, daß unter allen grundherrschaftlichen Interessen ihr eigenes für sie im Vordergrund stand. Das führte dann in den Piscovyja bisweilen zu einer völligen Durchbrechung ihres üblichen, sowohl geographischen als personalen Schemas. Das Šelonsker Urbar des Burjažsker Pogost von 1524 (V, 399—404) enthält am Schluß den folgenden späteren Zusatz (404, 19): „Bei der Beschreibung des Grigorij Vasiljevič Sobakin und Genossen im Jahr 7048 (1539—40) geruhte der Großfürst Jakov und Andrej, den Söhnen des Ilja Kvašnin, zu ihrem alten Gutsbesitz zuzugeben in ihrem gemeinen Dorf Podgošče neuntehalb obži, die als Hofgüter der Korostynsker Volostj in Obrok verzeichnet waren; statt ihrer geruhte der Großfürst anzunehmen

1) Schon die Systematik der Derevsker Piscovyja spricht freilich gegen die Vermutung von Sergěevič III, 26, N., eine Sonderaufnahme dieser Pogoste sei durch jene Anschnitte in fremden Aufnahmen überflüssig gemacht und bewußt unterlassen worden.

im Burežsker Pogost neuntehalb obži und ließ diese obži von den Schreibern Grigorij Vasiljevič Sobakin und Tretjak Levontjev Glebov in derselben Korostynsker Volostj als Hofgüter in Obrok verzeichnen“. Die anschließende Beschreibung der ausgetauschten Kvašninschen Güter bildet also ein kleines Urbar für sich, wenn es auch durch die Örtlichkeit des Burjažsker Pogost mit dem voraufgehenden früheren zusammenhängt. Von diesen Kvašninschen Gütern gab es bereits in dem Burjažsker Urbar von 1498 (IV, 35) eine Aufnahme. Der Grund der erneuten anläßlich ihres Übergangs in großfürstlichen Besitz lag höchstwahrscheinlich in ihrer wirtschaftlichen Entwicklung seit jenem Zeitpunkte; während damals nur drei Dörfer mit sechs Höfen in ihnen gezählt waren, finden sich 1539 sechs Dörfer mit 30 Höfen. Und die Erwähnung von je zwei Bobylen in zwei Dörfern gibt wenigstens einen Fingerzeig, daß Vorgänge innerer Kolonisation an dieser Wirtschaftssteigerung teilhaben. Es bezeichnet die Unbeweglichkeit der Steuerveranlagung, daß trotz dieser Meliorationen bloß dieselben 8½ obžy, auf die schon 1498 die Kvašninsche Herrschaft veranschlagt war, bei dem Tausche von 1539 dem Großfürsten in Rechnung gestellt wurden. Vermutlich war es äußerst vorteilhaft für ihn, nach den Nominalwerten der alten Steuerschätzung zu tauschen.

Von dieser anhangsweisen Buchung über die großfürstliche Domäne als solche ist nur ein kleiner Schritt zur gänzlichen Ablösung domanialer Grundbücher von den allgemeinen. Und in der Tat ist unter den zahlreichen Urbaren der Šelonsker Pjatina auch eins von 1499 (V, 407—22), das für vier Pogoste ausschließlich Besitzungen des Großfürsten zusammenstellt. Diese Piscovaja ist außerdem dadurch bemerkenswert, daß sie trotz oder vielleicht eben wegen dieser Ausschließlichkeit ihres Gesichtspunkts in genaue Beziehung zu einer andern, allgemeinern aus dem vorhergehenden Jahr (IV, 18—232) gesetzt ist. Namentlich bei vopčie-Gütern, durch die der Großfürst mit Privatpersonen in Besitzgemeinschaft steht, verweist das Domanialurbar oft selbst darauf, daß die Restanteile dieser Personen im Urbar von 1498 beschrieben sind. Und wirklich passen die beiden Urbare in solchen Fällen aufs beste aneinander. In dem früher

dem Auferstehungskloster gehörigen Selco Berezno besitzt der Großfürst einen Anteil, der im Domanialurbar (V, 417, 10) aufgenommen ist. Seine Genossenschafter sind der pomĕščik Fedor Kvašnin und die svoezemcy und Kaufleute Ivan Cholopec und Senko Kuzmin. Ihre Besitzstücke aber sind in dem Urbar von 1498 zu suchen, und zwar auch da nicht vereint, sondern nach dem bekannten Schema der Landkategorien jedes an seinem Ort, zuerst das des Bojaren (IV, 23, 16), nachher eine Rangstufe tiefer die der Eigenbesitzer (unter Podbereznĕ ebd. 36, 16 und 37). Mit so einer Zerstreuung örtlich und wirtschaftlich zusammengehöriger Liegenschaften in verschiedene Urbare ist natürlich das ursprüngliche Prinzip des einheitlichen allgemeinen Grund- und Steuerbuchs durchaus zerstört, und es nimmt nicht wunder, daß gerade angesichts dieser Durchbrechung der üblichen Arbeitsweise auch eine spezielle Namengebung für das Urbar von 1498 aus dem Standpunkte des Domanialurbars von 1499 auftaucht: „Höfe und obži der Gutsbesitzer und Eigenbesitzer sind verzeichnet in den P f l u g l a n d b ü c h e r n (v sošnych knigach) bei ihren Ländern in demselben Pogost" (V, 417, 15). Im Unterschiede von dem Domanialurbar erscheinen diese „Pfluglandbücher" als Steuerbücher prägnanten Sinnes. Gegenüber der Tatsache, daß für die Šelonsker Pjatina auch aus der früheren Zeit kein ausführliches, umfassendes Urbar aller ihrer Pogoste in der Art der Derevsker und Votsker Piscovyja erhalten ist, muß es zweifelhaft bleiben, ob die statt dessen überlieferten Teilurbare, wie die beiden eben besprochenen, als bloße Vorarbeiten zu dem verlorenen Gesamturbar der Pjatina[1]) oder als endgültige Erzeugnisse eines abweichenden, spezialisierten Arbeitsplans anzusehen

1) Von dem das summarische Landbuch sämtlicher 65 Pogoste (V, 1—70) ein Auszug der Grundherrschaften ohne Dörfer- und Höfebeschreibungen ist, vgl. S. V der Einleitung in diesen Band; was die technische Form dieses Summariums angeht, so läßt sein ungeordneter Zustand, besonders die Zerreißung einzelner Pogoste (Bĕlsker 17 und 61, Michailovsker 43 und 66, Bolčinsker 61 und 70 und Jasensker 68 und 64) und die Wiederholung einer Beschreibung (des Losicker Pogost 12 und 53) darauf schließen, daß es sich um eine hastige Zusammenstellung von Zetteln für den inneren Kanzleigebrauch handelt.

sind. Für die erste Auffassung spricht, daß die Urbare der Derevsker, Votsker und Šelonsker Pjatina P. I—IV sich selbst als „perepisnyja obročnyja knigi“, also als Ergebnisse einer mittelbaren Aufnahme durch „Überschreibung“, bezeichnen, daß also hinter ihnen noch eine ursprüngliche Fassung des Katasters zu stehen scheint, „Schreiberbücher“ oder „piscovyja“ in eigentlicher, engerer Bedeutung, wie z. B. die „knigi“ des Semen Nagoj und seiner Gehilfen, auf die sich, wie gezeigt, das Šelonsker Urbar von 1571 beruft [1]). Die Vorstellung eines solchen gleichförmigen Geschäftsganges der Katastrierung, der nur durch die verschiedene Überlieferung verschieden beleuchtet wird, fügt sich sehr wohl zu dem, was man von der Einrichtung der großfürstlichen Regierung über Novgorod nach der Eroberung weiß. Sie war in hohem Grade zentralisiert in den Händen weniger Vertreter des alten und des neuen Moskauer Beamtentums, nämlich eines Statthalters (naměstnik) aus dem Bojarenstande mit naturalwirtschaftlicher Besoldung und Machtstellung und zweier geldbezahlter geschäftskundiger Sekretäre (djaki) [2]). Nur die Verwaltung eines Teils der großfürstlichen Domäne, der den Bedürfnissen des großfürstlichen Haushalts besonders dienenden Hofgüter, unterstand einem eigenen Beamten, dem sogenannten dvoreckij. Von diesen Gütern wurden denn auch seit jeher besondere Urbarien, „dvorcovyja knigi“, geführt. Sie werden von den Piscovyja als ebenbürtige Klasse von Grundbüchern erwähnt. So enthält sowohl das summarische Urbar der Šelonsker Pjatina am Rande (V, 29) als ein ausführlicheres vom selben Jahre (1498) im Text (V, 153) beim Kosicker Pogost die Anmerkung: „A Pogost Kosickoj pisan v dvorcovych knigach“; der Pogost bestand fast ganz aus Hofgütern. Alte Urbare der Hofgüter sind gemeint, wenn Bojarengüter als „pisani v starom pismě k dvorcu“ (IV, 32, 2) gekennzeichnet werden. Hervorhebung verdient, daß ein Sammelband von Teilen solcher dvorcovyja aus dem 15. bis 17. Jahrhundert

---

1) Schon Keussler (I, 27) trennt perepisnyja und piscovyja ungefähr so, wenn auch ohne Versuch einer Bestimmung ihres tatsächlichen Verhältnisses zueinander.

2) Sergěevič I (izdanie vtoroe St. Petersburg, 1902) 531—6.

im Archiv des Justizministeriums zu Moskau noch unveröffentlicht aufbewahrt wird[1]): als Verfasser der ältesten wird darin Matfěj Valuev genannt, der Urheber auch der ältesten Šelonsker Piscovyja; in seiner Person schließt sich somit der Kreis einer völlig einheitlichen Novgoroder Urbarverwaltung noch über dem Gegensatz von allgemeinen und Hofurbaren zusammen.

Auch im 16. Jahrhundert sind Züge einer gewissen Einheitlichkeit der Urbarverwaltung für die Šelonsker Pjatina, die einzige, von der solche späteren Urbare vorliegen, nicht zu verkennen. Von der Zusammenfassung gleichzeitiger Geschäfte zeugt auch hier gelegentlich die Tätigkeit eines und desselben Notars; Grigorij Sobakin zeichnet für das Urbar von 1539 (IV, 237—522) verantwortlich, aber er hat auch das oben behandelte kleine Burjažsker Einzelurbar im selben Jahr an das größere von 1524 angehängt. Und was die Zeitfolge angeht, fehlt es nicht an Beweisen für eine große Kontinuierlichkeit der urbarialen Arbeiten. So appelliert das Urbar von 1524 (V, 332—406), das mit besonderer Rücksicht auf die großfürstliche Domäne abgefaßt ist, wiederholt in bestimmter und zuverlässiger Weise an das gleichartige alte Valuevs von 1499 (V, 407—22), wobei wiederum charakteristisch für die Stabilität der Steuerauflage sein dürfte, daß dies mit Vorliebe anläßlich der seit damals unveränderten Zahlen von obžy geschieht[2]). An die Gepflogenheit des Kanzleiwesens im Moskauer Reiche, den Urbarschreibern alte Urbare als sogenannte pripravočnyja knigi zur Vorlage bei neuen Aufnahmen zu geben, darf hier nur kurz erinnert werden[3]).

Die nächste Katastrierung in der Šelonsker Pjatina nach der von 1539 scheint anfangs der fünfziger Jahre desselben Jahrhunderts stattgefunden zu haben. Wenigstens ist aus dieser Zeit neben einem summarischen Domänenurbar von 1551 (V, 315—32) ein ausführliches Landbuch von neun Pogosten der Pjatina mit

---

1) Auszüge daraus gibt Sergěevič III, 29, N.

2) Z. B. V, 400, 15, wo für Dorf Retli die 1499 (V, 416, 14) angesetzte Anzahl von 39 ½ obžy richtig wiederholt wird.

3) Sergěevič III, 326.

der Jahreszahl 1552—53 erhalten (IV, 529—84). Diese Piscovaja öffnet vielleicht mehr als irgendeine der Novgoroder durch ihren subjektiven Stil den Blick in das technische Verfahren zu ihrer Herstellung. Aus zahllosen Anmerkungen über den Wechsel der Grundherrschaften fällt Licht auf die Rolle, die die Urbarschreiber als Vertreter der großfürstlichen Regierungsgewalt im Verkehr mit den lehnsabhängigen Grundherren eigentlich spielten, und da bestätigt sich auch hier, daß ein mittelalterliches Urbar viel mehr bedeutet als bloße Registration von Tatbeständen: der Erhebungsbehörde, und zwar als solcher, sind zugleich wirkliche Verwaltungsbefugnisse von größter Wichtigkeit übertragen; ihr liegt geradezu die Beaufsichtigung und periodische Neuordnung der gesamten Lehnsverhältnisse ob, etwa in der Weise der Lehnskanzleien des mittelalterlichen Westeuropa. Da werden die Schicksale von Gütern erzählt, die bei einer früheren Aufnahme auf irgendeine Art erledigt waren und in der Hand der Schreiber zur Wiederverleihung blieben. Eines ist seither durch die Djaki im Namen des Großfürsten vergeben worden (V, 545, 26): „Übrig blieb in der Hand der Schreiber zur Verteilung das Land Pizdošnino, eine obža; ihr aber (der gegenwärtigen Inhaberin Witwe Kropotov) teilten es die Sekretäre aus nach den Schreibern auf Grund einer landesherrlichen Urkunde vom Jahre 7056 (1547—48)“. Eine andere Herrschaft ist wegen zu drückender Besteuerung teilweise wüst geworden (V, 549, 14): „Die Länder, die dem Notar Gavril Muranov gehörten, aber in der Hand der Schreiber zur Verteilung übrigblieben . . . (17) Von diesen obžy ist die eine lebendig, die andere aber wüst, denn niemand pflügt und mäht sie; sie wurde aber wüst im Jahre 7052 (1543—44), weil es schlechtes Land war, und von den Schreibern zu hoch veranschlagt (opisana dorogo).“ Das Hauptziel auch dieser Aufnahme ist indes selbstverständlich die fortschreitende Verbesserung des Katasters, insonderheit seine Ergänzung durch Güter, die von früheren Erhebungen, z. B. infolge eines Besitzwechsels, „übergangen“, d. h. vielleicht bei Ortsbesichtigungen vergessen wurden: „Er besitzt auch im Borotensker Pogost die Länder seines Vaters, alten Gutsbesitz; aber die Schreiber haben diese Länder übergangen und in den Büchern ihrer Beschreibung nicht ein-

getragen; vordem aber waren diese Länder im Gutsbesitz des Grigorij Evrěev verzeichnet auf Grund der Beschreibung des Matfěj Voluev" (V, 548, 2). Auch hier wird also die Tradition der Rechte um ein halbes Jahrhundert bis wieder auf die Aufnahme des Valuev zurückgeführt. Welches aber ist die Katastrierung, auf die das Urbar von 1552—53 fortwährend in so allgemeinen Ausdrücken zurückgeht? Aus dem vorigen ergeben sich als begrenzende Zeitpunkte dafür: nach rückwärts die Epoche Valuevs (1498—1500) und nach vorwärts die Urkundendaten der vierziger Jahre. Nähere Untersuchung bringt darauf, daß die Beschreibung Sobakins vom Jahre 1539 gemeint ist. Die Erkundung der grundherrschaftlichen Verhältnisse wurde 1552—53 so weit getrieben, daß man neben der absoluten Feststellung auch eine relative Bewertung der grundherrlichen Einkünfte für nötig hielt. Dieser Zweck war am besten durch rechnerische Vergleichung mit früheren Erträgen nach Mehr und Weniger zu erreichen. Als Vergleichsjahr diente 1539. Ich setze neben eine der einschlägigen Beschreibungen von 1552—53 die Stelle des Urbars von 1539, auf die sie sich — stillschweigend natürlich — bezieht:

1539 (IV, 502, 5—13)	1552—53 (IV, 542, 20—35)
15 obžy, 5 sochi. Von diesen obžy pflügt er für sich 2 obžy,	Ivanec pflügt für sich 2 obžy; 1 obža hat er der Frauenkirche zum Acker gegeben an Moločkov,
von 12 obžy empfängt er Rente,	von 17 obžy empfängt er Rente,
vom Korn das Viertel,	von 12 das Viertel vom Korn,
von einer obža aber Schüttkorn 2 Körbe Roggen, 3 Körbe Hafer, 1/2 Korb Weizen, 1/2 Korb Gerste (žita), und kleine Rente 12 Hammel, 12 Hälften Fleisch, 12 Fünfmaß (pjatok) Lein,	von 5 aber Schüttkorn 5 Körbe Roggen, 5 Körbe Hafer,

aber für das Viertel- und Schüttkorn Geld und vom Schaffner 12 Grivnen nach Novgoroder Rechnung.	aber für Viertel- und Schüttkorn empfängt er mit Geld für die kleine Rente und vom Schaffner 4 Rubel 6 Altyn nach Moskauer Rechnung. Zu den Grundbüchern kamen hinzu für ihn auf übergangenen Ländern 5 obžy. Rente aber über die Grundbücher empfängt er 3 Körbe Roggen, $2^1/_2$ Rubel Geld. Nicht länger dagegen empfängt er von der alten Rente der Grundbücher 3 Körbe Hafer, $^1/_2$ Korb Weizen, $^1/_2$ Korb Gerste (jačmeni) und kleine Rente 12 Hammel, 12 Hälften Fleisch, 12 Fünfmaß Lein.

Das Wirtschaftsbild dieses Guts ist im Laufe von zwanzig Jahren tatsächlich aufs gründlichste verändert, nicht allein durch die Hinzufügung der 1539 übergangenen 5 Pfluglanddrittel, sondern vor allem auch durch die Vereinheitlichung der Abgaben zu einem Roggen- und Haferzins und zu einem hohen Geldzins unter Wegfall der anderen Körnerzinse und vor allem sämtlicher „kleiner" Zehnten. Einigermaßen auffällig ist, daß der Geldzins erst 1552—53 aus der Novgoroder Währung in die Moskauer umgerechnet wird; es kann nur vermutet werden, daß diese späte Neuerung irgendwie mit der Geltendmachung zentraler Reichsbedürfnisse, etwa für das Kriegswesen, verknüpft war.

Die bisher angeführten Nachrichten über die Entstehung der Piscovyja könnten den Eindruck hervorrufen, daß im eroberten Novgorod die Urbare schlechthin eine Auseinandersetzung des Moskauer Großfürsten mit den Grundherren und Lehnsträgern, also der herrschenden Klasse des Landes, waren. Wäre das wirklich der Fall, so läge darin ein erheblicher Unterschied der russischen Katastrierungstechnik von der mittelalterlichen west-

europäischen. Diese hat immer auf die Beteiligung der produzierenden und beherrschten Bevölkerung bei der Erhebung entscheidendes Gewicht gelegt. In Deutschland stützte sich seit den Verwaltungseinrichtungen der Karolinger das Urbarwesen überall zuletzt auf die Deklarationen, die „Weistümer" von Vertretern gerade dieser Volksschichten. Und von dem Verfahren bei der Aufnahme des Domesdaybook, das ich wegen der Ähnlichkeit der politischen Situationen wiederholt mit den Piscovyja zusammenstellen konnte, lehrt ein gleichzeitiges und verwandtes Urbar, die Inquisitio Eliensis, das gleiche: auch in England war der neuen normannischen Regierung neben der Aussage der Barone und Freien wesentlich das Zeugnis der dörferweise durch Priester, Schulz und sechs Geschworene vertretenen abhängigen Bauernschaft für die Schatzung des Landes maßgebend[1]). Aber auch der engere Moskauische Staat kannte wenigstens im 16. Jahrhundert das Prinzip der kommunalen Steuerveranlagung durch gewählte Geschworene (vybornye ljudi), deren nachbarlicher Bescheid über die wirtschaftliche Lage der individuellen Steuerobjekte erst für eine gerechte Besteuerung nach Vermögen und Erwerb, „po životam i promyslam", wie die Formel lautete, Gewähr leistete. In Novgorod, glaubte man bisher, wurde diese Einrichtung entbehrlich gemacht durch die bestimmte Steuereinheit des Pfluglandes, deren äußere Kennzeichen auch einer rein bureaukratischen Erhebungsweise eine billige Veranlagung möglich machten[2]). Aber auch in Moskau war zur gleichen Zeit mit dem Weistumverfahren ein strengeres und sachlicheres in Gebrauch, das auf der Ausmessung des Landes sogar nach einer sehr bestimmten geometrischen Einheit, der četka oder Halbdesjatina, beruhte[3]). Wieviel mehr Raum für persönliche Verständigung mit den Bewohnern mußte in Novgorod bleiben, wo Socha und Obža als Landmaße von vornherein einen persönlichen, wenig objektiven Sinn hatten, und wo außerdem die Anwendung

---

1) W. Stubbs, Select Charters and other Illustrations of English Constitutional History 4. Ed. (Oxford 1881), 86.

2) Sergěevič III, 274.

3) So Sergěevič selbst III, 380.

dieser Maße, nach Ausweis des Texts der Piscovyja, in der Regel bei den Wirtschaftsverbänden der Dörfer stehen blieb und in die Wirtschaften der Einzelhöfe nicht eindrang. Daß (wenigstens im 16. Jahrhundert) die Piscovyja in der Tat durch unmittelbare Umfrage an Ort und Stelle bei den verschiedenen Bevölkerungsklassen zustande gekommen sind, dafür hat der neueste Band der Ausgabe der Archeographischen Kommission eine Reihe durchschlagender Zeugnisse bekanntgemacht. Sie sind enthalten in einem der beiden späteren Urbare der Šelonsker Pjatina aus den siebziger Jahren, dem von 1571 (V, 427—567), und bestehen in zufälligen Spuren von einem Stadium der urbarialen Arbeiten, das sonst durch die Formen des endgültigen Landbuchschemas völlig überdeckt worden ist. Zunächst weichen in einigen Fällen Beschreibungen von Dörfern dadurch von dem üblichen Stil der Piscovyja ab, daß Grundbesitzer in der ersten Person des Zeitworts eingeführt sind: hier ist geradewegs zu schließen, daß ursprüngliche wirkliche Aussagen dieser Besitzer versehentlich die hergebrachte Übersetzung in die objektive Form der dritten Person nicht erfahren haben. Von diesen Originaldeklarationen bezieht sich eine auf bloßen Besitz (V, 500, 47): „Das Land Bitino Gorga ist Gemeinheit mit dem Fürsten Ivan Kulušev; mir gehören anderthalb obžy; auf meinen, des Zacharja, anderthalb obžy sind drei Höfe“; eine andere geht auf die gewöhnlichen wirtschaftlichen Einzelheiten (V, 534, 16): „In Mežitočje pflüge ich Ofonasej und Matfěj eine obža, säe auf diesen Ländern auf die obža je fünf Viertel(-Körbe) im (einen) Felde, in den beiden (andern) aber desgleichen, Heu je fünf Haufen“. Weitaus bemerkenswerter aber ist eine der Beschreibung des Petrovsker Pogost angehängte Urkunde, „dozornyj spisok“, wie sie sich in Anlehnung an die Bezeichnung der Urbare als „dozornyja knigi“ selbst nennt, in der mit größter Ausführlichkeit ein echtes Weistumverfahren unter Beteiligung aller Volksklassen, von Geistlichkeit und Beamtentum bis zur abhängigen Bauernschaft, geschildert ist (V, 441 f.). Sowohl Gegenstand als Art des Verfahrens sind überaus charakteristisch. Das Weistum ergeht zum Zwecke der Feststellung und Erklärung von Wüstungen, wirtschaftlicher Tatsachen, die durch ihre Verknüpfung mit dem Recht der kom-

munalen Steuerhaftung zu gemeinschaftlicher Erwägung und Aufmerksamkeit der Bevölkerung den dringendsten Anlaß gaben. Die Rechtsform des Weistums ist ganz wie bei den Weistümern Westeuropas Ortsbesichtigung und korporative Aussage unter dem Eid auf das Kreuz, dem „krestnoe cělovanie“, auch in Rußland dem unmittelbaren Abkömmling der vorchristlichen volksrechtlichen Genossenschaftseide [1]). Seiner Wichtigkeit für die russische und die vergleichende gemeineuropäische Rechtsgeschichte halber lasse ich zum Schluß das Weistum von 1571 selbst in einer Übertragung folgen:

„Am 31. August auf urkundlichen Befehl des Herrn Caren-Großfürsten aller Reußen Ivan Vasiljevič und auf Anweisung der Sekretäre (djaki) des Herrn Caren-Großfürsten Danilo Bartenev Mikulin und Nikita Jurjev Ščelepin: in der Šelonsker Pjatina in der Zalesker Hälfte im Petrovsker Pogost im Bezirk von Jama haben der Bojarensohn Janyš Muravjev Ivanov und der Notar (podjačij) Kirilko Kističkov zu sich genommen von dem Bezirk der Stadt Jama in der Votsker Pjatina den Abt des Jesaiasklosters und den Priester der Himmelfahrtskirche Levontej und den von Nikolaj Kuzm Stepanov und den Popen des Erzengels Naum Borisov und den Diakon Ivan Grigorjev, und von Jama die guten Städter (posackich ljudej dobrych): den Starosten Gavril Mikulin Semenov und die Amtleute (sockich, folgen elf Namen), und vom Bezirk von Jama im Petrovsker Pogost den Starosten Kuzm Gavrilov und die Landbesitzer und ihre Bauern (zemcov i ich christjan, folgen fünf Namen); und auf Grund der Auszüge (vypisem), welche übergaben von den Dörfern und Ländern des Caren-Großfürsten ihr Richter Fetka Bara und von ihren Ländern die Klosteräbte und Kirchenpopen und Landbesitzer für die besetzten Pflugländer, mit den Namen der Einwohner, und für die wüsten Pflugländer, haben Janyš Muravjev und der Notar Kirilko Kističkov und der Abt und die Priester und der Diakon samt allen den Leuten, deren Namen in dieser Revisionsurkunde verzeichnet sind, in allen Wüstungen die wüsten Pflugländer um-

1) Vgl. P. Pavlov-Silvanskij, Simbolizm v drevnem Russkom pravě, Žurnal Ministerstva Narodnago Proszvěščenija 1905 (Juni), S. 358 (Oružie).

ritten und umkreist; und nach ihren Auszügen gelten für wüst die Pflugländer, die in den Wüstungen verzeichnet sind. Aber von hinzugekommenen (pribylich) und entlegenen (otchožich) Äckern und Nutzungen aller Art ist nichts verzeichnet. Und Janyš Muravjev und der Notar Kirilko Kističkov fragten Abt, Priester und Diakon auf ihre Priesterwürde, die Landbesitzer aber und die Fünfpflügner (pjatiobežniki) und Richter und Bezirksleute und Bauern, die mit ihnen die Runde um die wüsten Pflugländer gemacht hatten, auf den Eid des Herrn Caren-Großfürsten: es haben uns übergeben Auszüge ihrer Wüstungen der Richter der großfürstlichen Zinsländer und die Landbesitzer und Fünfpflügner und der Richter der Bojarenkinder; warum sind diese Pflugländer verlassen und wie lange? Da sagten der Abt und die Popen und der Diakon auf ihre Priesterwürde und die Richter und Landbesitzer und Fünfpflügner und Bauern vom Petrovsker Pogost auf den Eid des Herrn Caren-Großfürsten: diese Länder sind bei uns verlassen wegen der Steuer (podatej); auch starben Leute vor Hunger, andere aber zogen aus Hunger fort (porozošlisj), und deshalb sind diese Länder verlassen; und über alle diese wüsten Länder und Pflugländer haben Untersuchungen (obyski) stattgefunden auf ganze Jahre bei den erwählten Häuptern (vybornych golov) der Steuerbeitreibung, und für andere Wüstungen haben wir euch ermäßigte Steuern (lgotnye) gezahlt; das, ihr Herren, sind unsere des Abtes usw. und unsere der Richter usw. Worte. Diese Revisions- und Weistumurkunde (dozornoj i oprosnoj spisok) aber hat Postičko Kostjantinov geschrieben."

Die ökonomischen Verwicklungen zwischen England und den Niederlanden im 17. Jahrhundert.

Von

Hendr. C. Diferee (Amsterdam).

Einleitung.

Der Mittwoch, 14. März 1674, war für den Haag ein Freudentag. Der Friede von Westminster, der am 19. Februar dieses Jahres den dritten englisch-niederländischen Krieg beendigt hatte, wurde da in der Residenz der Oranier mit einem kriegerischen Aufzug, Musik, Glockenspiel und Feuerwerk gefeiert. Wilhelm III., der Hof und die Regierung kamen zu einem Prunkmahl zusammen, bei dem sogar ein Cornelis Tromp, nächst de Ruyter der berühmteste Flottenführer der Republik der vereinigten Niederlande, nicht fehlte. Eine alte Beschreibung möge ein Bild davon geben: „Auf dem Tisch stand allerhand silbern Gerät; die Mundtücher waren seltsam gefaltet in Form von Tauben, Kaninchen, Pfauen und allerlei Geflügel, und ist kalt und warm aufgetragen worden. Da waren 55 Tafelaufsätze voll von mannigfaltigen köstlichen Süßigkeiten und so vielen köstlichen Früchten: Christenbirnen, Apfelsinen, Renetten und andere Seltenheiten; 110 Schüsseln mit verschiedener köstlicher Speise; 170 Zwischengerichte oder sonst köstliche Dinge; noch 100 mit anderer köstlicher Speise. Da waren viele junge Hasen, Kaninchen, Kapaunen, Hühner, junge Hähnchen, Puter, Enten, Rebhühner, Fasanen, Lerchen, Spanferkel, Wildschweine, junge Lämmer, Schafe, Kälber, Wildbret, Ochsen, Lammszungen, Ochsenzungen, westfälische Schinken und alles, was man erdenken kann. Und waren auch allerlei

köstliche Weine da [1])". Der erste Trinkspruch wurde von Wilhelm III. auf den König von England ausgebracht, dann folgte Rede auf Rede, während der schäumende Champagner, perlend in feinen kristallenen Gläsern, jedesmal neue Ausbrüche der herrschenden Feststimmung hervorrief.

Man sieht, die Holländer des 17. Jahrhunderts konnten essen und trinken, mehr, als der Stärkste aus dem Geschlecht des 20. Jahrhunderts vielleicht ertrüge. Aber sie konnten nicht weniger fechten; das hatten sie in den drei Seekriegen, die zwischen England und den Niederlanden im 17. Jahrhundert geführt worden waren, bewiesen.

Die Kriege waren in der Hauptsache insofern ökonomische gewesen, als sie um das politisch-ökonomische Übergewicht einer der beiden Parteien geführt wurden. Das ganze 17. Jahrhundert hindurch, ja schon im 16., hatte das englische Volk, dessen ökonomische Kräfte sich nicht genügend entfalten konnten, die stetig steigende Macht der niederländischen Republik mit Erbitterung beobachtet, und endlich war der Ausbruch nicht ausgeblieben; die Waffen hatten entscheiden müssen. In dreimaligem Angriff hatten die Schiffe einander bekämpft, hatten die Kanonen gebrüllt, ihr Feuermund Tod und Verderben gebracht, die Schwerter und Matrosenmesser einander gekreuzt, — und nun war Friede.

Ob dieser Friede von langer Dauer sein sollte, mußte die Zukunft lehren. Wie aber der Streit entstanden war, und welche Folgen er für beide Teile gebracht hatte, mochte zu der Zeit schon als allgemein bekannt angenommen werden. Und heute, wo das Studium der ökonomischen Geschichte stets mehr in den Vordergrund tritt und man neben der politischen Entwicklung mehr und mehr auch den ökonomischen Aufschwung der Völker zu erklären sucht, ist die Erkenntnis der Ursachen und Folgen dieses für das 17. Jahrhundert so riesenhaften Kampfes von nicht geringerer Bedeutung.

---

1) Siehe „Verhael van't Gepasseerde van de Vreughde-vieringhe, over de geslooten Vrede met den Koninck van Engelant . . . op Woensdagh den 14 Maert 1674". Pamphlet, s. Knuttel, Catalogus van de Pamfletten-Verzameling der Koninklijke Bibliotheek te 's Gravenhage, Nr. 11123, S. 4.

Aus diesem Grunde habe ich diese Verhältnisse zum Gegenstand eines Aufsatzes erwählt und die Verwicklungen mit England, die im 17. Jahrhundert statthatten, einer gründlichen Untersuchung unterworfen. Um nicht zu ausführlich zu werden, suchte ich die ökonomischen Gründe, um die es sich hier ausschließlich handelt, möglichst von den politischen zu trennen oder, was manchmal schwer ist, in dem dichten Gewebe der Politik die feinen Züge der treibenden ökonomischen Kräfte zu finden.

I.

Vorboten.

Im Komplex der auswärtigen Handelsbeziehungen der Niederlande hat der Handel mit England gewiß nie den ersten Platz eingenommen, zumal nicht im 17. Jahrhundert. Am Ostseehandel, am Handel mit Frankreich, mit den Ländern am Mittelmeer und der Levante hatte die Republik der Vereinigten Niederlande im 17. Jahrhundert viel mehr Interesse als am Handel mit England. Trotzdem haben die niederländischen Kaufleute und nicht minder die niederländische Regierung mit England allezeit sehr enge Verbindung gehabt.

Besonders zur Zeit der Königin Elisabeth waren die politisch-ökonomischen Beziehungen zwischen der werdenden niederländischen Republik und der englischen Regierung von sehr intimer Art und standen die Niederlande — man denke an die Tage von Leycester — selbst unter einer Art von englischem Protektorat.

Gewiß, die Niederlande hatten Elisabeth darum gebeten, weil sie ohne ihre Hilfe den Krieg gegen Spanien nicht glaubten durchführen zu können, und die englische Königin hatte erst nach langem Zögern, und dann noch unter erschwerenden Bedingungen, die nachgesuchte Hilfe zugesagt. Die niederländischen Staatsmänner — nicht die Kaufleute, wie aus einigen Flugschriften hervorgeht — hatten dabei jedoch vergessen, daß England schon vor den Niederlanden sich mit Spanien in einen Kampf um die Seeherrschaft eingelassen hatte, und daß nicht Niederlands, sondern Englands Seemachtstellung durch die 1585

beschlossene Übereinkunft[1]) gestärkt ward. Nur Oldenbarneveldt, der große Staatsmann, der die niederländische Republik in ihrer schwersten Zeit mit Talent und Klugheit geleitet hat, hat es wahrscheinlich erkannt und vielleicht deshalb nicht zuletzt Leycester bei allen seinen Bemühungen entgegengearbeitet.

Wahrscheinlich war es dann auch gerade die Stärkung von Englands Position, die beinahe ganz Europa auf die sonderbare Übereinkunft aufmerksam machte, die den Engländern die Schlüssel zu den größten niederländischen Flüssen auslieferte und für die junge niederländische Republik sehr nachteilig sein konnte. So erschien von der „Verclaringhe der oorsaken, beweghende de Coninghinne van Enghelandt hulpe te geven", ursprünglich in englischer Sprache gedruckt, auch noch eine französische, italienische und deutsche Übersetzung[2]).

Nicht weniger als Vlissingen, Middelburg und den Briel hatte die englische Königin als Bürgschaft für ihre Hilfe verlangt, und wirklich waren Vlissingen und den Briel England zum Unterpfand gegeben, außerdem das Fort Rammekens, das an die Stelle von Middelburg getreten war. Doch änderte das an der von England gewünschten Sachlage wenig, da die Schiffe von Süden her Arnemuiden, den Vorhafen von Middelburg, anliefen, so daß England die gewünschte Stadt doch in seiner Macht hatte.

Die großen Vorteile, die der Vertrag versprach, konnte England jedoch vorläufig nicht ausnützen. Die Niederländer in einer gewissen Abhängigkeit zu halten, das ging noch, um so mehr, als der englische Gesandte seitdem im Staatsrat der niederländischen Republik Sitz hatte[3]). Aber für sofortige kaufmännische

1) Die Vertragsbestimmungen siehe in VAN METEREN, Historie der Nederlandscher ende haerder Naburen Oorlogen ende Geschiedenissen tot 1612, Ausg. 1652 oder 1663, fol. 226, 227, und in WAGENAAR, Vaderlandsche Historie VIII, 88—103.

2) Vgl. die verschiedenen Ausgaben bei KNUTTEL a. a. O. Nr. 748—755. Der Titel der deutschen Übersetzung lautet: „Erklerung der Ursachen, welche die Königin von Engellandt bewegt haben, umb den betrangten, und undertruckten Niederländern, Hülff zubeweisen und dieselbigen under Ihren Schirm zunemmen. Sampt einem Anhang . . . Geben zu Richemont den ersten Octob. Anno 1585. Cölln, bey Godtfried von Kempen." O. J.

3) Im Anfang — doch nur bis 1598 — saßen außer dem Oberbefehlshaber der Truppen eigentlich zwei Mitglieder im Rat.

Ausnützung war die Zeit nicht reif. Nymegen war in spanischem Besitz, so daß Englands Handel mit Deutschland doch nicht über die Niederlande gehen konnte. Und als endlich in den letzten Jahren des 16. Jahrhunderts die Lage anders ward, war infolge des großen Vorsprungs, den Amsterdam und andere nordholländische Handelsstädte inzwischen gewonnen hatten, die Gelegenheit für England vorbei. Das machte den Wert von den Briel jetzt schon zunichte.

Aber auch die südlichen Niederlande, die seit dem Anfang der Wirren mehr und mehr zurückgegangen und endlich durch den Fall Antwerpens für immer niedergeworfen waren, kamen nicht mehr auf, so daß das Absatzgebiet in Flandern, früher von großer Wichtigkeit für den englischen Handel [1]), für diesen wenig mehr zu bedeuten hatte. Infolgedessen wurden den Briel und Vlissingen nur Garnisonorte für die in den Niederlanden weilenden englischen Hilfstruppen und somit Plätze, die ökonomisch für England kaum in Betracht kamen und die Vorteile, die die englische Regierung sich davon versprochen hatte, niemals bringen konnten.

Es mag auffallen in einer Angelegenheit, die offiziell nur als eine politische betrachtet wurde, geheime ökonomische Triebkräfte zu suchen, doch es ist immerhin gewiß, daß Königin Elisabeth und ihre Ratgeber beim Abschluß des Vertrags von Westminster 1585 auch durch die ökonomischen Gründe der Rücksicht auf den englischen Handel sich leiten ließen. Um so mehr, als das Fortbestehen des englischen Wollhandels, des vornehmsten Zweigs von Englands Auslandshandel, damals eine sehr unsichere Sache geworden war.

Der englische Wollhandel war ein Monopol der fellowship der Merchant-Adventurers, die seit 1406 von der englischen Regierung als offizielle und bevorzugte Handelsgemeinschaft anerkannt war [2]). Die Handelstechnik dieser Gesellschaft bestand im

---

1) Vgl. u. a. Dr. Georg Schanz, Die Handelsbeziehungen zwischen England und den Niederlanden 1485—1547, Würzburg 1879, 8°.

2) So erzählt Te Lintum in seinem Buch über die Merchant-Adventurers in den Niederlanden. Ob jedoch schon damals die Merchant-Adventurers eine

Aufkaufen der Wolle in England, so viel, als das Land hervorbringen konnte, und in der Überführung derselben nach einem bestimmten Platz auf dem Festland, wo sie aufgestapelt und verkauft wurde. Auch kaufte die Gesellschaft an diesen Stapelplätzen andere Güter für den Transport nach England. Hauptsache aber war die Einfuhr englischer Wolle und englischen Tuchs, das direkt von England nach einer Filiale auf dem Festland versendet und da aufgestapelt wurde, hier zum Verkauf gelangte und so seinen weiteren Weg fand.

Auf zweierlei Weise zeigte nun dieses Monopol eine schädliche Wirkung für England selbst.

Zunächst blieben schon im Beginn des 16. Jahrhunderts große Massen Wolle, die sonst vielen Arbeit und Brot hätten bringen können, unverkauft, weil die Merchant-Adventurers nicht kapitalkräftig genug waren, um den ganzen verfügbaren Vorrat aufzukaufen [1]). Aber wäre auch ihr Kapital größer gewesen, so daß sie auch die nicht aufgekaufte Wolle hätten in den Handel bringen können, so hätte ihnen das wenig genützt, weil ihre mangelhafte Handelsübung keine neuen Absatzgebiete zu schaffen und den Gesamtumsatz nicht zu steigern vermochte.

Zum andern mußte die englische Regierung, wenn das Monopol Erfolg haben sollte, stets für einen Standort auf dem Festland sorgen, wo die Ware gelagert und verkauft werden konnte [2]).

Calais, das 1558 den Engländern verloren ging, war zwei Jahrhunderte lang ein solcher Stapelplatz gewesen. Dann hatten die Merchant-Adventurers ihre Kontore und Magazine in Antwerpen errichtet. Als hier die Unruhen ausbrachen, mußten sie

---

geschlossene und an Statuten gebundene Handelsgesellschaft waren, wäre noch zu untersuchen.

1) Besonders scharf angegeben von THOMAS MORUS in seiner „Utopia“, dem ersten sozialistischen Staatsroman. Er hat auch auf die schädliche Wirkung der Monopole im allgemeinen aufmerksam gemacht und drängte auf Förderung der Spinnerei und Weberei. Vgl. Mr. H. P. G. QUACK, De Socialisten, neue Ausg., I, 212—235.

2) Einen solchen Stützpunkt suchte selbst Cromwell noch zu gewinnen, als er den Franzosen 1658 Dünkirchen abnahm, das diese 1646 erobert hatten. Doch blieb der Ort für die Engländer immer ein unsicherer Besitz, so daß sie ihn 1662 wieder an die Franzosen verkauften.

wieder wechseln und ließen sich 1569 in Hamburg nieder. Und nun zeigte sich erst recht, wie England früher Calais nötig gehabt hatte und daß eine freie Niederlassung ohne besondere Vorrechte für die unzulängliche Handelstechnik der Merchant-Adventurers kein verbürgtes Absatzgebiet bedeutete. Die Hanseaten kamen in Bewegung und sorgten dafür, daß die Merchant-Adventurers 1578 Hamburg wieder räumen mußten. Danach setzten sie sich in Stade fest, womit die Hanseaten natürlich nicht zufrieden waren, sondern in erneuten Eingaben beim Reichstag auf ein Einfuhrverbot für englisches Tuch und auf Ausweisung aller englischen Kaufleute andrangen.

Wirklich wurde 1582 ein dahingehender Beschluß gefaßt, wenn auch noch nicht ausgeführt, da der gewandte englische Gesandte Gilpin das zu vereiteln wußte. Aber schließlich, 1597, erhielt der Beschluß doch die kaiserliche Bestätigung, und die englischen Kaufleute wurden genötigt, das deutsche Gebiet zu verlassen.

So oft man es auch verneint hat, der Streit zwischen der Hansa und den englischen Kaufleuten, durch den die Hansa wohl zuletzt aus London vertrieben ward und sich selbst den größten Schaden zufügte, aber der englische Handel nicht minder großen Hinderungen ausgesetzt war, muß die Übereinkunft von 1585 nicht wenig beeinflußt haben, wenigstens auf der englischen Seite. Und daß die niederländischen Kaufleute ebenso dachten und von den deutsch-englischen Verwicklungen Gutes für sich erwarteten, sowie daß die Regierungen der niederländischen Handelsstädte derselben Meinung waren, erhellt aus der Tatsache, daß Amsterdam, sobald Nymegen wieder im Besitz der Republik war, 1591 den Merchant-Adventurers den „Begijnhof“ als „court“ anbot, was freilich mit Recht nicht angenommen wurde. Die stets zunehmende holländische Tuchindustrie, die in jeder Hinsicht den Wettbewerb mit der englischen aushalten konnte, würde viel zu nachteilig auf den englischen Handel eingewirkt haben. Wären jedoch die Pläne Lycesters, der 1587 die Niederlande endgültig hatte verlassen müssen, geglückt, so hätte vielleicht in der Zukunft der englische Handel auf Kosten der holländischen Industrie erblühen können.

Wie oben gesagt, mußten die Merchant-Adventurers 1597 Deutschland verlassen. Sie versuchten, sich in den Niederlanden festzusetzen. Aber nun waren die Rollen vertauscht; Amsterdam wenigstens hatte keine Lust mehr, den englischen Stapel in seinen Mauern zu sehen.

Daß es trotzdem in der niederländischen Republik noch Plätze gab, für die eine solche Niederlassung wichtig war und die sich alle Mühe gaben, den Stapel der genannten „fellowship" an sich zu ziehen, läßt sich denken.

Noch im selben Jahr eröffnete denn auch Groningen die Unterhandlungen mit der „Mercantile Adventurers Sociteit", wobei es die Vorteile der Stadt ausführlich hervorhob. Das Damsterdiep, so hieß es, sei durch Umgrabung und Vertiefung der Abteilung Appingadam ein so vorzüglicher Zugangsweg geworden, daß selbst Schiffe von 14, sage vierzehn Lasten [1]) leicht bis an die Stadt kommen konnten. Der Scholbach [2]) bei Oostmahorn gäbe einen guten Ankerplatz ab, die Landwege, behauptete man, seien sehr gute Straßen.

Doch das alles konnte die Merchant-Adventurers nicht bewegen, nach Groningen zu gehen. Dem gerühmten Zugangsweg trauten sie nicht, und die ausgezeichneten Landstraßen, auf denen der Transport nach Deutschland stattfinden sollte, waren von der Art, daß man sich wohl zweimal besann, ehe man sich auf sie wagte. Zudem ließen die Konkurrenten Groningens nicht ab, die fellowship wohl mehr als nötig auf die endlosen Streitig-

---

1) Kein Druckfehler! Mit kleinen Schiffen richteten die Niederländer oft sehr viel aus, besonders wenn es lichtscheue Geschäfte galt. So rüstete der Amsterdamer Kaufmann Jakob Jansz. Wyncoop noch 1669 ein Schiffchen von nur 18 Lasten für heimliche Seeräuberei aus. [Vgl. Elias, De Vroedschap van Amsterdam, S. 46, 47.] Der bekannte unternehmende Balthasar de Moucheron schickte 1600—1603 drei Schiffe nach Indien, die wohl größer, aber für eine solche Reise doch erschreckend klein waren, nämlich zwei Flieboote von 55 und 80 Lasten und eine Pinasse von 35 Lasten; die Schiffe kamen allerdings auch nicht ans Ziel. Vgl. De Stoppelaar, Balthasar de Moucheron, S. 204—206.

2) So nannte man im 15. und 16. Jahrhundert die Mündung der Dokkumer Ee; es ist ungefähr, was heute das Friesche Gat heißt. S. Blink, Nederland en zijne bewoners II, 336.

keiten zwischen der Stadt und den Ommelanden zu weisen, nicht minder auch auf die schwere Garnisonslast, die Groningen als Grenzstadt stets zu tragen hatte. So erhielt die Stadt den Lagerplatz nicht und hat sich auch später nicht mehr darum bemüht; es hätte ihr doch nicht geholfen.

Unter den übrigen Bewerbern waren die vornehmsten Delft, Rotterdam und Middelburg. Middelburg war am eifrigsten. Nach vielen Verhandlungen, bei denen den Merchant-Adventurers allerlei Vorrechte zugestanden wurden, bekam es endlich den ganzen Stapel in seine Mauern [1]). Seitdem war die fellowship der Merchant-Adventurers bis 1668 in den Niederlanden eine bevorzugte Handelsgesellschaft, deren Handel wohl nicht ausschließlich durch die Republik ging, die aber doch die einzige große Körperschaft war, durch welche England seine Handelsbeziehungen mit der Republik pflegte [2]).

Die Fäden der übrigen Handelsbeziehungen mit England hielten die Niederländer in Händen; es waren niederländische Schiffe, die nach England fuhren und es mit fast allen möglichen Produkten versorgten, deren es von auswärts bedurfte. Ja, selbst der Transport der Merchant-Adventurers und die Fracht von Frankreich nach England waren am Ende des 16. und Anfang des 17. Jahrhunderts großenteils in niederländischer Hand. So wird es auch begreiflich, wie zugleich mit den nahen Beziehungen, die die Engländer im Interesse ihres Handels mit den Niederlanden anknüpfen mußten, der Wetteifer stets größer wurde, so daß die niederländisch-englischen Handelsverbindungen und Handelsverwicklungen beinahe nicht zu scheiden sind.

Besonders im Zusammenhang mit dem Woll- und Tuchhandel

---

1) Vgl. Te Lintum, De Merchant-Adventurers in de Nederlanden, S. 38—50.

2) Middelburg behielt den ganzen Stapel bis 1611, einen Teil davon noch zehn Jahre länger, während der andere Teil nach Hamburg verlegt wurde. Am 14. April 1621 erhielt Delft den andern Teil. Am 5. Februar 1635 ließ sich die Gesellschaft in Rotterdam nieder, am 29. November 1655 in Dordrecht, was damals jedoch wenig mehr bedeutete, da nach 1654 der Hauptstapel in Hamburg war. Endlich machte ein mit dem Frieden von Breda, 1668, zusammenhängender Beschluß der Generalstaaten den Vorrechten der Gesellschaft überhaupt ein Ende.

entstanden das ganze 17. Jahrhundert hindurch, selbst noch nach dem Ende des dritten englisch-niederländischen Kriegs, zwischen den Niederlanden und England Streitfragen von ernster Art.

Tuchhandel und Fischerei waren eigentlich die einzigen unmittelbaren positiven Anlässe aller dieser Verwicklungen, wenn auch die negativen, wie der niederländisch-indische Handel und die Verbindungen, die Niederland mit dem europäischen Norden unterhielt, sowie die blühende niederländische Frachtfahrt schwerer in die Wagschale der englischen Politik fielen.

Bei dem Wollhandel hatten beide Parteien ein Interesse.

Zuvörderst England, dessen Ausfuhrhandel zu neun Zehnteln Wollhandel war, und zwar kein Handel in Rohwolle, sondern in verarbeiteter Wolle [1]). Die meisten Wollstoffe, Laken, wie man sie damals nannte, wurden roh aus England verschickt und durch die Niederländer gefärbt und fertiggemacht, so daß die niederländische Industrie großen Vorteil daraus zog, um so mehr, als das Monopol der ganzen Ausfuhr in den Händen der Merchant-Adventurers war und alles über die Niederlande ging. Der Wert der Ausfuhr betrug 1618 nicht weniger als 22819272 fl. laut dem „Staet van acht Speciën van Manufacturen“, die in diesem Jahr „uyt Engelant“ nach den Niederlanden „gescheept“ waren [2]).

Die Spezifikation lautet, wie folgt:

72000	Laeckens	à 200	fl.	per	stuk	= 14400000	fl.
38676	Bayen	à 40	„	„	„	= 1546040	„
15008	Corsayen	à 25	„	„	„	= 375200	„
11784	Sayen	à 30	„	„	„	= 353520	„
50196	Perpetuanen	à 30	„	„	„	= 1505880	„
71502	Sargies	à 40	„	„	„	= 2860080	„
441264	paer Kousen	à 3	„	„	paer	= 1323792	„
45476	paer Zijde Kousen	à 10	„	„	„	= 454760	„
				Also	zusammen	22819272	fl.

1) Vgl. Hume, History of England, holl. Ausg., Rotterdam 1769—1774, VI, 178.

2) Die einzige zuverlässige Aufzählung, soweit wir wissen, die erhalten ist. Sie findet sich in einer Flugschrift von Arend Tollenaer, Remonstrantie ofte Vertoogh, inhoudende verscheyden schatten van groote consideratien tot

WALTER RALEIGH übertrieb also, wie man früher meinte, 1614 in seinen Angaben nicht, als er die Einfuhr englischen Lakens in den Niederlanden auf jährlich 80 000 Stück schätzte und dementsprechend den jährlichen Verlust an Nationalvermögen auf 400 000 englische Pfund bemaß. So berechnete auch TOLLENAER 1672 sehr genau, daß, wenn die aus England angebrachten Manufakturen in den Niederlanden hätten verfertigt werden können, jährlich im ganzen 45 000 000 fl. mehr in Umlauf gesetzt worden wären. Der große Vorteil, den die Niederländer aus diesem Handel zogen, störte die Engländer gewaltig, zumal seit ihr wachsender Kaufmannsgeist nach den Vorteilen trachtete, die ihrer eigenen Industrie aus diesem Handel erstehen konnten, wenn die verarbeiteten Stoffe alle fertiggemacht und gefärbt verschickt wurden. Durch allerlei Pamphlete und Flugschriften wurde denn auch im Anfang des 17. Jahrhunderts die öffentliche Aufmerksamkeit in England erregt, und man suchte die Regierung dazu zu bewegen, daß sie durch Schutzmaßregeln dem eigenen Handel und der eigenen Industrie auf Kosten der „commercie ende traffique“ der niederländischen Republik zur Ausbreitung zu helfen suche, was aber so schnell nicht gelang.

Die Engländer waren damals noch keineswegs in erster Linie ein handeltreibendes und seefahrendes Volk, obwohl sie schon im 16. Jahrhundert sich kühner Seefahrer rühmen konnten. Denn die kleineren Züge von Cobham sowohl als die größeren von Hawkins, Cavendish und Drake waren hauptsächlich Raubzüge gewesen, aus denen selbst Königin Elisabeth große Vorteile gezogen hatte [1]). Und das englische Volk war so begeistert davon, daß man Drake sogar den edlen Seeräuber nannte, wohl ein Beweis, wie der Seeraub den Engländern im Blute saß. Ja noch

---

behoudinge en vermeerderinge van het welvaren van de Republique van Hollandt ende West-Vrieslandt; met een korte Remonstrantie by forme van Requeste“, enz. Tweede deel, ’s Gravenhage 1672, 4°. Angeführt bei KNUTTEL a. a. O., Pamphlet 10 035. Nach einer Bemerkung in der Schrift des 17. Jahrhunderts auf dem Titelblatt des Exemplars der Amsterdamer Universitätsbibliothek würde die Schrift am 23. Dezember 1672 erschienen sein.

1) Ausführlich behandelt in DOUGLAS CAMPBELL, The Puritan in Holland, England and America, New York 1892, 8°, Teil I.

nach Jahren, 1660 und 1661, nahmen die Engländer im vollen Frieden mit den Niederlanden niederländische Schiffe, die schwedische oder portugiesische Aufträge hatten, weg, von denen besonders die Kaper, die in portugiesischem Auftrag fuhren, den Niederländern großen Abbruch taten [1]. Erst 1662 wurde durch Karl II. seinen Untertanen das Kapern in fremdem Auftrag verboten; es war eine Art Dank dafür, daß die Regierung der Republik die drei sogenannten Königsmörder ausgeliefert hatte, die mit Hilfe von Downings Intrigen und Bestechungen in Delft verhaftet und mit Genehmigung der Staaten nach England gebracht worden waren [2]. Doch selbst dieser Königsbefehl half nicht viel, auch nicht, als von seiten Portugals die Feindseligkeiten gegen die Republik im Hinblick auf den nahen Friedensschluß aufgehoben waren. Ja, die Ratifikationen waren bereits ausgetauscht, und noch brachten die englischen Kaper niederländische Schiffe auf und beriefen sich auf ihren Auftrag. Kein Wunder, daß sogar David Hume, der Verteidiger der Stuarts und Vorkämpfer der Tories, England unter der Regierung der Königin Elisabeth noch mit dem unkultivierten Rußland und der seeräuberischen Türkei verglich.

Es läßt sich aber denken, wie die Raubzüge unter Elisabeths Regierung in Verbindung mit dem bestehenden englischen Handel den Unternehmungsgeist reizen mußten. Daher der Zug Humphrey Gilberts nach Neufundland, die erste Kolonisation Virginiens 1585 durch Walter Raleigh und die Züge der Engländer nach Ost- und Westindien, noch ehe die Niederländer an ihre Fahrt nach Indien dachten.

Nicht der Mangel an Energie im englischen Volk, daß die Pamphletschreiber der Zeit immer von neuem ansporntén [3], sondern der Monopolgeist und die geringe Kapitalkraft waren die

1) Vgl. Japikse, De Verwikkelingen tusschen de Republiek en Engeland van 1660—1665, S. 48 und 175—177.

2) S. ebenda S. 200.

3) Auch in der neueren Geschichtschreibung, der niederländischen wie der ausländischen, wird beinahe nur auf diesen Punkt aufmerksam gemacht und der große Vorsprung der Niederländer damit erklärt; vgl. z. B. Dr. P. L. Muller, De Gouden Eeuw I, 278.

Hauptursache, daß England im 17. Jahrhundert mit allen seinen Unternehmungen den Niederlanden nicht gleichkam.

England besonders war in diesen Tagen das Land der Monopole. Aller Handel war in der Hand von Gesellschaften, denen die Krone ein bestimmtes Handelsgebiet ausschließlich zugewiesen hatte und die unter Leitung und Aufsicht der Regierung standen, die ihrerseits wieder Vorteile daraus zog. So war der Handel mit Amerika in den Händen der London- and Plymouth Company, die Fahrt nach den nördlichen Gewässern vor Amerika das ausschließliche Recht der New-Foundland Company, der Handel nach den Ländern am Kap der Guten Hoffnung und jenseits desselben der East-India Company zugesichert, der Handel nach Norwegen und Rußland längs dem neuen Weg um das Nordkap in den Händen der Moscovia Company. Der nach Preußen und der Ostseeküste wurde ausschließlich durch die baltische, der nach der Türkei durch die levantische Gesellschaft getrieben, und schließlich also der nach den Niederlanden durch die Merchant-Adventurers. Alle diese Gesellschaften hatten ihre Vorrechte mit großen Summen erkaufen müssen. Dazu kam noch, daß auch die Steuererhebung ein Vorrecht der Krone war, so daß die Ein- und Ausgangszölle und die Steuersätze für inländische Waren willkürlich vom Fürsten erhöht oder nachgelassen werden konnten. Von diesem Vorrecht machten vornehmlich die Stuarts von Jakob I. an wiederholt zum Nachteil des englischen Handels Gebrauch, was zuletzt auch ihren Fall beschleunigte.

Es ist klar, daß auf diese Weise von privater Initiative wenig oder gar keine Rede sein konnte, ebenso, daß dem Monopolgeist in England durch die Regierung selbst vorgearbeitet wurde und daß Gesellschaften und Kaufleute stets aufs neue wieder die Unterstützung ihres Fürsten suchen mußten, wenn sie nicht zugrunde gehen wollten.

Und dazu kam noch die Tatsache, daß alle die Gesellschaften außer der fellowship der Merchant-Adventurers doch eigentlich nur ein kraftloses Dasein führten, weil es ihnen allen an ausreichendem Betriebskapital fehlte.

Nach Davenant betrug der Wert alles zirkulierenden Golds und Silbers in England im Anfang des 17. Jahrhunderts nicht

mehr als 4 Millionen Pfund Sterling [1]). Der gesamte Handel Englands, der in- und ausländische, konzentrierte sich fast ausschließlich in London [2]), und hier wohnten nicht mehr als zweihundert Bürger, die mehr oder weniger vermögend waren und in ihrer Gesamtheit als die Leiter des Handels und Handelsverkehrs gelten konnten [3]). Vergleicht man damit das Kapital, das allein für den Woll- und Tuchhandel nötig war, so versteht man, wie alle jene Gesellschaften nur wenig Leistungskraft hatten und Englands Handel jedenfalls relativ noch von geringer Bedeutung war.

Eine erste Folge davon war, daß, so gut die englische Regierung auch für ihre Marine sorgte, die englische Handelsflotte nur wenige Schiffe zählte, und Schiffswerften und Reedereien im Anfang des 17. Jahrhunderts in England noch zu den Seltenheiten gehörten. Vorab die niederländische Frachtschiffahrt konnten die Engländer nicht missen. Gegenüber 60 Schiffen, mit denen im Anfang des 17. Jahrhunderts die Engländer die niederländischen Häfen anfuhren, standen 600, mit denen die Niederländer nach England fuhren [4]). Nur im Levantehandel war England damals den Niederländern über; hier war, während die niederländischen Kaufleute für 600 000 fl. Waren nach der Levante versandten, die englische Ausfuhr bedeutend größer [5]). Das war dann aber auch alles.

Es war darum nicht zu verwundern, daß, wo die Engländer das stetige Aufblühen des niederländischen Handels so vor Augen hatten, zwischen England und der Republik der Vereinigten Niederlande eine Rivalität entstand, die, wenn das englische Volk ökonomisch erst einmal erstarkt war, gewaltige Folgen nach sich ziehen mußte. Und notwendigerweise handelte es sich bei diesem Wettbewerb um zwei Hauptpunkte: um den Schutz

1) Vgl. Macpherson, Annals of Commerce II, 215.

2) Unter den übrigen englischen Städten kam nur Bristol als Handelsstadt ernster in Betracht. Vgl. Scherer, Geschichte des Welthandels, holl. Ausg., II, 411.

3) Hume a. a. O. V, 738.

4) Ebenda VI, 177.

5) Macpherson a. a. O. II, 305, 306.

der englischen Industrie und des englischen Handels einerseits, um die Hinderung des niederländischen Handels und der niederländischen Schiffahrt andererseits.

Schon unter der Regierung der Königin Elisabeth war man darauf aufmerksam. William Cecil schlug damals schon den Erlaß einer Schiffahrtsakte vor, die zugunsten Englands den niederländischen Handel schädigen sollte, während zugleich in England die Monopole fallen sollten. Aber Elisabeth wagte sich nicht daran. So trat in den gegenseitigen Handelsbeziehungen keine Änderung ein, vielmehr wurden sie auch noch im 17. Jahrhundert beherrscht durch die Bestimmungen des bekannten Groot-Entrecours, die denn auch 1594 und 1596 bestätigt worden waren [1]. Gleichzeitig entstand in den letzten Jahren von Elisabeths Regierung eine Bewegung gegen die allzu rasch bewilligten Monopole, die selbst für den Handel mit bestimmten Artikeln entstanden waren, so daß 1601 die Aufhebung der kleinen Monopole erfolgte. 1604 folgten dieser Maßregel noch ähnliche andere, obwohl die bevorzugten Gesellschaften für den ausländischen Handel bestehen blieben. Nur der Handel zwischen England und Spanien wurde 1607 für frei erklärt, was aber dem niederländischen Handel keinen Schaden tun konnte.

Doch war es schon damals klar geworden, daß die englischen und niederländischen Wirtschafts- und Handelsinteressen nicht zusammengingen, sondern sich kreuzten.

Jakob I. hatte 1604 den Staaten der Republik einen Vorschlag unterbreiten lassen, der darauf ausging, den Engländern die freie Fahrt nach Antwerpen zu sichern. Danach sollten die englischen Schiffe fortan kontrollfrei das von der Republik besetzte Fort Lillo passieren und für dieses Recht dieselben Abgaben wie die niederländischen Schiffe bezahlen, und zwar hälftig an die Staaten, hälftig an den König von England [2].

Natürlich hofften die Engländer, auf diese Weise einen Teil ihrer verlorenen flämischen Handelsverbindungen zurückzugewinnen, wodurch der Middelburger Stapel eine größere Bedeutung erlangen sollte.

1) Vgl. meine „Geschiedenis van den Nederlandschen handel“, S. 87—89.

2) van Meteren a. a. O. fol. 486^{d}, 487.

Auch für die Niederlande war ein Vorteil damit verbunden, da die Ausbreitung des englischen Handels in Middelburg auch für die Bevölkerung dieser Hafenstadt eine Vermehrung von „nering en hantering — Handel und Gewerbe — mit sich bringen mußte. Doch andererseits würden die Nachteile für die Republik noch größer gewesen sein, so daß die Staaten denn auch ihre Zustimmung weigerten und dem König sagen ließen, daß sie sich seinen Untertanen gegenüber an das Plakat halten würden, nach dem keine Güter oder Handelswaren ohne Untersuchung und Verladung die Scheldeforts des Landes passieren durften [1]).

War für England die Öffnung der Schelde wichtig, so forderten die Handelsinteressen der stärker werdenden Republik — und besonders die des mächtig emporkommenden Amsterdam — die dauernde Abschließung dieses früher so wichtigen Fahrweges. Nur auf dem Mißvergnügen der Staaten über den von Jakob mit Spanien geschlossenen und der niederländischen Frachtschifffahrt ungünstigen Frieden beruhte diese Weigerung nicht, wie van Meteren und Wagenaar uns wollen glauben machen. Die niederländische Regierung, die für die Behauptung der Selbständigkeit des Landes ihre Bundesgenossen noch zu nötig hatte und sie wahrlich nicht erzürnen durfte, dachte politisch genug, um in solchen Fällen keine allzu große Gereiztheit merken zu lassen. Es war das Handelsinteresse, das bei diesem Beschluß den Durchschlag gab.

II.

Die Zeit des Wettbewerbs.

So war es also schon im Anfang des 17. Jahrhunderts vorauszusehen, daß Niederland und England nicht auf die Dauer zusammengehen konnten, weil ihre ökonomischen und kommerziellen Interessen, wie oft man auch versuchen sollte, sie künstlich zu vereinen, nicht zusammengingen.

Im Gegenteil, der steigende Handel, die Schiffahrt und Industrie der niederländischen Republik mußten niederdrückend auf

1) Vgl. Wagenaar, Vaderl. Historie IX, 177.

England wirken, während die Erhöhung der Wohlfahrt Englands auf diesen Gebieten notwendig das seefahrende und handeltreibende Niederland nachteilig treffen mußte. Die Natur selbst hatte die beiden Nationen zu Konkurrenten bestimmt, und England mußte bereit sein, den Wettbewerb mit den Niederlanden kräftig aufzunehmen, wenn es ökonomisch nicht fortwährend zurückgehen und vielleicht das schon eroberte Handelsgebiet auf die Dauer wieder verlieren wollte.

Die Kraft zu solchem Auftreten hat England im Beginn des 17. Jahrhunderts freilich noch in jeder Hinsicht gefehlt. So entstanden allerlei Zänkereien, die allerdings immer wieder neue Verwicklungen veranlaßten, aber erst viel später zu dem großen Streit führten, den das 17. Jahrhundert zwischen der niederländischen Republik und England gesehen hat.

Sie alle ausführlich zu erwähnen, liegt nicht auf unserer Linie. Aber wohl muß man darauf hinweisen, wie sie durch eine Reihe von Pamphleten in diesen Tagen eifrig gepflegt wurden und mit der Bewunderung des niederländischen Handels und Handelsgeistes auch die Erbitterung über denselben lebendig erhielten. Denn alle diese Flugschriften geben uns doch einen Einblick in das Verhältnis des niederländischen Handels wie auch der niederländischen Schiffahrt und Industrie zu den Zuständen auf denselben Gebieten in England, was bei dem Mangel an reelleren Urkunden gewiß von großer Wichtigkeit ist.

So berichtet Sir Thomas Overbury, der 1609 Frankreich und Niederland bereiste, daß die Niederländer dreimal mehr Schiffe besäßen als die Engländer und die Frachtschiffahrt in größtem Maße ausübten. `Und diese — sagt er —, durch die Lage der Niederlande an der Mündung der großen Flüsse und an der Nordsee, am großen Verbindungsweg zwischen Nord- und Süd-, also auch Ost- und Westeuropa, begünstigt, ist die große Ursache der allgemeinen Wohlfahrt in der niederländischen Republik. Und die Engländer mögen darüber wohl einmal nachdenken, denn die Niederländer können ihnen nicht nur Gesetze vorschreiben, wie sie wollen, sondern ihnen auch den Handel nehmen, was wahrlich nichts zum Rühmen ist[1]).

1) Vgl. Overbury, Observations ... upon the State of the XVII Pro-

Ein anderer Schreiber, Tobias Gentleman, der England den Weg wies, Schätze zu gewinnen, und eine wahrhaftige Beschreibung des Reichtums, den die Holländer jährlich aus Seiner Majestät Meeren zögen, herausgab [1]), suchte die Ursache der Wohlfahrt der Niederlande nicht so sehr in ihrer Frachtschiffahrt als in ihrer Fischerei.

Klein ist das Land, sagt er, und doch hat es mehr Seeleute und Fischer als England, Schottland und Frankreich zusammen. Das ganze Gebiet der Republik liefert nichts von dem Material, das für diesen Betrieb nötig ist, und doch haben die Niederländer es so weit gebracht, daß sie mit diesem Erwerb Schätze verdienen. Kein Wunder, ruft er aus, daß die niederländische Nation ein Volk ist, „that all other nations and countries do admire them“.

Die blühende Fischerei der Niederländer macht sie nach Gentleman — und das nicht ganz mit Unrecht — auch militärisch tüchtig. Denn durch die Fischerei finden sie Arbeit und Schiffe, um ihr Vaterland im Fall der Not zu verteidigen. Und der englische Rat beschützt sie sogar, während sie die Unkunde, Nachlässigkeit und Sorglosigkeit der Engländer zu verspotten und den armen englischen Fischern die Beleidigung anzutun wagen, daß diese ihre alten Schuhe tragen dürfen. (Ya English! ya zall or oud scone dragien“, macht Gentleman daraus.)

Ist das länger zu dulden? fragt er zuletzt. Werden die edlen Briten noch länger untätig zusehen, daß ein Volk wie die Niederländer, das so von allen Hilfsmitteln entblößt ist, die sie (die Engländer) mit wenig Ausnahmen zur Verfügung haben, aus ihren

---

vinces as they stood Anno Dom. 1609. In 4° o. J. erschienen; angeführt bei Knuttel a. a. O. 3659.

1) Das Büchlein erschien in London 1614 und war dem Grafen von Northampton gewidmet, dem Admiral von England und Geheimen Rat, mit der Bitte, es dem König vorzulegen. Der Titel lautet: „Englands Way to win Wealth, and to employ Ships and Mariners, or a plain Description what great profit it will bring unto the Commonwealth of England, by the erecting, building and adventuring of Busses to Sea a Fishing: With a true Relation on the inestimable Wealth that is yearly taken out of his Majesty's Sea by the Hollanders“ etc.

Ländern das Geld wegführt, so daß man an Einem Tag mehr Jakobusse in den Händen der holländischen Fischfrauen sieht als jemals in London? Ist es noch länger zu ertragen, daß die Niederländer aus unseren Meeren die Schätze holen, mit denen Gott uns so über die Maßen gesegnet hat? „Shall we neglect so great blessings, o slothful England, and careless countrymen? Look but on these fellows, that we call the plump Hollanders behold their diligence in fishing and our own careless negligence“ [1])!

In dieser Meinung stand GENTLEMAN nicht allein. Ein bisher unbekannter englischer Schreiber [2]), der auf die Wichtigkeit der Ausbreitung des englischen Handels wies, führte gleichfalls aus, daß die ganze niederländische Schiffahrt von der Fischerei abhänge und daß die Niederländer darum die Frachtfahrer der ganzen Welt seien, weil sie die ganze Fischerei in Händen hätten. Er wünschte denn auch, daß die englische Regierung dem Beispiel der niederländischen folgen und den Heringsfang durch allerlei Maßregeln fördern solle. Vorab aber gab er den Rat, den Holländern die Fischerei in den englischen Gewässern zu verbieten. Das würde ihnen einen schweren Schlag zufügen und zugleich auf den Betrieb der Fischerei in England günstig wirken.

Ob dies auch zur Ausbreitung der englischen Handelsbeziehungen helfen würde, war eine andere Frage. War aber der Anfang da, so sollte das übrige wohl kommen. An einigen Beispielen zeigt er, daß die Engländer auch auf dem Gebiete des Handels nicht im Schatten der Niederländer stehen konnten.

So ist der Handel mit Rußland und Livland ganz in niederländischer Hand, ebenso der spanische Salzhandel. Auch in Danzig haben die Niederländer weitaus das Übergewicht. Nach

1) Ausführlicher bei S. MULLER Fz., Mare Clausum, S. 88 ff.

2) „The Trade's Increase. London, printed by Nicholas Okes, and are to be sold by Walter Burre, 1615.“ R. FRUIN, Verspreide Geschriften IV, 258, gibt irrtümlich Walter Burre als Verfasser des Büchleins an; er ist der Verleger. Andere halten Robert Keale für den Verfasser, schwerlich mit Recht. Eine Inhaltsübersicht bei Mr. S. MULLER Fz., Mare Clausum, 92—97.

Norwegen fahren vierzig niederländische Schiffe, englische nur fünf. Der Kohlenhandel von Newcastle, nach dem Woll- und Tuchhandel Englands vornehmster Handelszweig, wird, soweit er das Ausland angeht, ganz durch Niederland betrieben. Handel nach Westindien gibt es in England nicht, trotz Kolonisation und privilegierter Handelsgesellschaft, und in Ostindien wohnen viermal mehr Niederländer als Engländer.

Ob dem allem, wie der Schreiber meinte, allein die Förderung der Fischerei abhelfen würde, mußte sich noch ausweisen. Doch mehr und mehr zeigte sich, daß der große Streit zwischen den zwei natürlichen Konkurrenten auf dem Weltmarkt ausgefochten werden mußte, und das konnte nicht geschehen, ehe der englische Kaufmann unter denselben Verhältnissen und Bedingungen mit dem niederländischen Händler zu wetteifern vermochte. Schutz ohne Bewegungsfreiheit konnte dem Konkurrenten der niederländischen Kaufleute nicht nützen.

Das sah Walter Raleigh scharf und klar ein. Er besonders hatte den niederländischen und englischen Handel, sowie die damit verbundene Schiffahrt und Industrie genau studiert und legte um 1610 das Ergebnis seiner Untersuchungen Jakob I. vor [1]). Der Schluß, zu dem Raleigh kommt, ist für England nichts weniger als schmeichelhaft, denn er verschweigt nichts und legt die Hand auf den wunden Fleck des Englands seiner Tage. Auch nach ihm hat der englische Handel seiner Zeit wenig zu bedeuten; es wäre, sagt er, eine Torheit, das zu leugnen. Nicht durch Verbergung der Wahrheit kann England weiterkommen, aber dadurch, daß es auf seine Nachbarn sieht und den Ursachen nachforscht, durch welche Handel und Industrie der Niederlande solchen Umfang und Bedeutung und vor allem so großes Übergewicht über alle andern Völker erlangten. Denn — es ist

---

1) Als Flugschrift gedruckt unter dem Titel: „Observations touching trade and commerce with de Hollanders, and other nations, presented to King James, wherein is proved that our sea and land commodities serve to enrich and strengthen other countries against our own.“ Vgl. Works of Sir Walter Raleigh VIII, 351—376; ferner Scherer a. a. O. II, 425, und für die von Raleigh so eingehend behandelte Frage der Fischerei das letztgenannte Werk von Mr. S. Muller Fz., S. 72 ff.

Ragleih, der dies sagt — Englands Konkurrenten[1]) werden nicht allein reich durch das Aufsuchen fremder Märkte, sondern noch mehr durch den Gebrauch des englischen Gebiets zu Wasser und zu Land.

Die Niederländer stehen dabei auf dem ersten Platz. Sie besonders machen einen ausgezeichneten Gebrauch von der ihnen gebotenen Gelegenheit und „all the amends they make the English is, they beat them out of trade in all parts with their own commodities". Sie wußten nicht nur die gesamte Frachtschifffahrt zwischen Nord- und Südeuropa an sich zu ziehen, auch des Handelsverkehrs mit England haben sie sich beinahe völlig bemächtigt. Dabei tritt stark hervor, daß sie den größten und nötigsten Warenvorrat nur in teuren Zeiten nach England bringen, in gewöhnlichen Verhältnissen dagegen wegen der hohen englischen Eingangszölle sich keine besondere Mühe geben, so daß die Bewohner des Inselreichs oft am Nötigsten Mangel leiden. Dennoch kommen im gewöhnlichen Handelsverkehr noch 500 niederländische Schiffe auf 50 englische.

Und dann der übrige Handel! Wie groß ist der nicht im Verhältnis zu England! Will man ein Beispiel, fragt Raleigh, das zugleich eine Vergleichung ermöglicht? An den Küsten Großbritanniens ist der Fischfang der reichste, aber den größten Fischhandel treibt Niederland. Polen, Frankreich und Spanien erzeugen das meiste Korn, Wein und Salz, aber der Handel mit diesen Dingen ist im Besitz der Niederländer. Deutschland hat herrliche Wälder; England liefert Blei, Zinn und Wolle und fabriziert Tuche, aber der Markt für diese Waren ist Niederland. Mit Einem Wort, wir — die Engländer — sind alle von den großen Stapelplätzen an den Ufern des Maas und der Amstel abhängig und ihnen tributpflichtig geworden.

Das läßt sich nun nach Raleigh gründlich ändern, denn England ist nach seiner Meinung viel mehr zu einem allgemeinen Stapelplatz und zur Vorratskammer geeignet als die Niederlande. Wenn nur in Regierung und Volk der rechte Geist kommt und

---

1) Ganz allgemein gedacht. Der Ausdruck bezieht sich nicht auf die Niederländer allein, wie aus den späteren Ausführungen hervorgeht.

sie die für einen Handelsstaat erforderlichen Maßregeln zu treffen wissen, dann wird dieser Zustand, der in der Tat abnormal ist, gewiß sich wenden. Die englische Regierung muß dabei nur immer in erster Reihe bedenken, daß die „convenient privileges and settled constitutions“ sowie ihre „smallness of custom and liberty of trade“ die Hauptursachen sind, denen die Niederländer den großen Aufschwung ihres Handels, ihrer Schiffahrt, Fischerei und Industrie zu danken haben.

Also Steuererleichterung, Handelsfreiheit, Unterstützung des eigenen Gewerbes, besonders der Fischerei, und Förderung der englischen Schiffahrt sind nach Raleigh die Maßregeln, die die Regierung ergreifen muß, wenn sie den Niederländern mit Erfolg entgegentreten will. Natürlich durfte dabei die Kolonisation und die Fahrt nach Indien nicht vergessen werden.

Für solche Maßregeln war jedoch die Regierung der Stuarts nicht das rechte Element. Zumal Jakob I. nicht, der sich lieber in theologische Erörterungen einließ als in ökonomische oder kommerzielle. Aber doch bewirkte alles das Schreiben so viel, daß die englische ökonomische und kommerzielle Politik sich zuweilen in der angegebenen Richtung weiterbewegte und daß den Niederländern fortwährend Schwierigkeiten in den Weg gelegt wurden.

Zuerst wurde durch Jakob I. am 16. Mai 1609 eine Proklamation erlassen, die den Fremden das Fischen an der englischen Küste und in den umgebenden Gewässern verbot, es sei denn, daß sie gegen eine jährliche Abgabe von besonderen, in London und Edinburg dazu eingesetzten Beamten Erlaubnis dazu bekommen hatten. Der König urteilte, zu dieser Maßregel greifen zu müssen wegen des Verfalls der englischen Fischerei und des großen Unrechts, „ongelijck“ und „injurien“, die man seinen Untertanen angetan hätte. Über die Höhe der Abgabe wurde nichts bestimmt. Es wurde für genügend erklärt, wenn die Stadt, Provinz oder selbst der Staat, der die Erlaubnis zur Fischerei wünschte, durch seinen Gesandten in England oder durch einen besonderen Bevollmächtigten für alle Fälle zugleich den Antrag stellte unter Angabe der Zahl und Größe der Schiffe.

Der zu entrichtende Betrag würde dann durch Vereinbarung festgestellt werden können[1]).

Durch diese Verfügung, die den Bestimmungen des Groot-Entrecours zuwiderlief, war der erste Konflikt zwischen der niederländischen Republik und England gegeben. Denn im Groot-Entrecours von 1496 war die Fischerei an den Küsten beider Länder ausdrücklich freigegeben, während der freie Verkehr in den schottischen Gewässern seit 1550 gleichfalls durch Vertrag ausgemachte Tatsache geworden war; bei allen späteren Verträgen zwischen der Republik und England waren diese Bestimmungen bestätigt worden. So konnte Jakob I. seinen Plan für die Fischerei, ohne die beiderseitigen Verträge zu verletzen, kaum durchführen. Dennoch hat er unter dem Zwang der Umstände es versucht.

Der englische König war zu abhängig vom Parlament, um nicht auf jede Weise auf Vermehrung seiner Einkünfte bedacht zu sein. Und eine Rekognition des Fischereirechts wäre dazu gewiß sehr geeignet gewesen. Aber ebenso mußten die Niederländer diesem Plan nicht um der Abgabe willen, aber prinzipiell entgegentreten.

Hätte die Republik der Vereinigten Niederlande das Recht des englischen Königs, die Fischerei ihrer Untertanen zu besteuern, einmal anerkannt, so war ihre ökonomische Freiheit ernstlich bedroht, dann befanden sich die Niederländer in den englischen Gewässern gleichsam auf englischem Boden und waren von Englands Willkür oder Schutz gesetzlich abhängig.

Mit Recht ließen darum die Staaten noch 1616 durch ihren Gesandten Jakob erklären, daß sie „om de consequentie“ nicht Einen Hering England abtreten würden, während sie in der Zwischenzeit schon erklärt hatten, daß es ihnen „weynich verscheelde [ausmache] off sy de visscherie ex communi vel particulari jure mochten behouden [behalten], mits dat sy in allen gevalle van de conservatie van dien verzekert waren“ [wenn sie nur . . . der Fortdauer sicher seien]. Der englische König wollte die

---

1) Vgl. van Meteren a. a. O. fol. 580, 581, der das Ganze in extenso mitteilt; ferner Mr. S. Muller Fz., a. a. O. 51.

See schließen; die Niederländer begannen den Streit um die offene See, den schon der berühmte HUGO DE GROOT in seinem „Mare liberum“ verteidigt hatte [1]).

Eine Gesandtschaft der Republik, die im Jahr darauf nach England ging, konnte Jakob nicht zum Aufgeben seiner Forderung bewegen. Zwar wurde die Verordnung aufgehoben, aber die Frage selbst blieb für die Niederlande eine drohende Wolke am politisch-ökonomischen Himmel.

Noch andere Angelegenheiten kamen hinzu, über welche die Gesandtschaft von 1610 gleichfalls zu verhandeln hatte.

Zur Förderung der englischen Schiffahrt nach Ostindien hatte König Jakob verfügt, daß Pfeffer in England nur mit den Schiffen der englisch-ostindischen Kompanie eingeführt werden dürfe [2]). Für den kolonialen Handel Englands bedeutete eine solche Maßregel wenig, für den niederländisch-indischen Handel und die niederländische Frachtschiffahrt brachte sie von vornherein eine ernste Gefährdung mit sich, die die Regierung der Republik nicht ohne Protest durchgehen lassen konnte. Weiter erhob Jakob eine Abgabe von den einlaufenden Schiffen, erhöhte den Zoll für verschiedene Handelsartikel und setzte auch die Besteuerung der Ausfuhr wollener Stoffe höher an [3]).

Besonders dies letzte war für die Niederlande eine sehr wichtige Sache. Sie mußten alles tun, um eine Verminderung des Ein- und Ausfuhrzolls zu erreichen. Aber es war vorauszusehen, daß den Niederländern ihre Anstrengungen nichts helfen würden, zumal auch die Uneinigkeiten zwischen der englischen und der niederländisch-ostindischen Kompanie nicht ausgeglichen werden konnten.

Die englisch-ostindische Kompanie war vor der niederländischen gegründet. Sie suchte sich natürlich gegen die jüngere Mitbewerberin nicht nur zu behaupten, sondern ihr auch nach Möglichkeit, sei es auch nur an einzelnen Orten, den Rang ab-

---

1) Vgl. u. a. Dr. M. C. TIDEMAN, De Zee betwist, S. 3 und 4. Über HUGO DE GROOT und sein Buch „Mare Liberum“ siehe meine Gesch. v. d. Nederl. handel, S. 170 ff.

2) S. VAN METEREN a. a. O. fol. 583d.

3) Ebenda fol. 608, 609.

zulaufen. Aber leicht ging das nicht. Die niederländisch-ostindische Kompanie war eine große Handelsgesellschaft; die englische verfügte nur über ein Kapital von einer Million Gulden, so daß sie eigentlich auf gleicher Stufe stand wie die kleineren holländischen und seeländischen Gesellschaften für den ostindischen Handel, die in der niederländisch-ostindischen Kompanie aufgegangen waren. Indessen, während die Niederländer sich hauptsächlich mit den Molukken beschäftigten, wo ihnen in dem großen Reichtum dieser Inselreihe an Spezereien Schätze winkten, hatten die Engländer sich in Bantam niedergelassen und kauften da unter den günstigsten Bedingungen große Massen Pfeffer auf, den sie nach Europa ausführten, was eben auch dem König das vorhin erwähnte Gesetz ermöglichte. Die Niederländer, die auch in Bantam Handel trieben, störte das so, daß sie schon vor dem Edikt des Königs die Engländer dort zu vertreiben suchten.

Der Vorschlag Mateliefs, der 1608 aus Ostindien nach Niederland zurückkehrte, die niederländischen Schiffe ausschließlich Pfeffer einnehmen zu lassen, so daß durch die große Einfuhr der Preis auf dem europäischen Markt gedrückt würde und mit dem Pfefferhandel nichts mehr zu gewinnen wäre, war für die niederländisch-ostindische Kompanie nicht wohl annehmbar. Man ließ die Engländer vorläufig machen, bis sie, als sie die Niederländer sich besonders mit den Molukken abgeben und dort mit dem Spezereihandel große Summen verdienen sahen, sich auch dorthin wandten und Spezereien aufkauften.

Nun wurde die Sache schon verwickelter. Die Schiffsführer der niederländischen Kompanie zwangen zuweilen englische Schiffe zur Abfahrt und zum Verlassen des Molukkengebiets, aber die Engländer völlig zu vertreiben oder gar sie für immer aus Bantam zu entfernen vermochten sie nicht. Überdies lebte man mit England im Frieden; wie wollte man sie vertreiben, selbst wenn man es konnte?

Es mußte auch hier eine friedliche Lösung gesucht werden. Auf niederländischer Seite glaubte man mit einem Vorschlag zur Vereinigung beider Kompanien sie gefunden zu haben. Die Republik ließ durch eine neue Gesandtschaft in England ernst-

lich darauf andringen. Die Engländer lehnten den Vorschlag ab, vornehmlich aus Furcht, die Holländer möchten durch ihre Gewandtheit und ihren Eifer den Anteil der Engländer, der im Verhältnis des eingebrachten Kapitals schon klein sein würde, noch mehr einschränken.

So konnten die niederländischen Gesandten die koloniale Frage nicht lösen. Die Folge war, daß zwischen den Engländern und Holländern in Indien seitdem ein regelrecht geführter Konkurrenzkampf entstand, in dem die ersteren mehr und mehr den kürzeren zogen, je mehr die niederländische Kompanie ihre Macht ausbreitete und ihre Flotte und Heer vermehrte. Nun nahmen — denn da später noch oft von den ostindischen Angelegenheiten die Rede sein wird, ist es nötig, ihren Verlauf wenigstens in kurzen Zügen sich zu vergegenwärtigen — die Engländer 1615 und 1618 den 1610 abgelehnten Vorschlag [der Vereinigung] wieder auf, aber ohne dauernden Erfolg. Wohl kam nach langen Verhandlungen am 17. Juli 1619 ein Vertrag zustande, demgemäß der Handel in Indien künftig für beide Kompanien offenstehen und selbst der gemeinsame Versuch gemacht werden sollte, in China und andern Ländern freien Handel zu gewinnen. Am 9. Juni 1620 wurde der Vertrag in Batavia feierlich verkündet. Aber das alles half der englisch-ostindischen Kompanie nicht. Jan Pieterszoon Coen, der damalige Generalgouverneur von Indien, einer der tüchtigsten Oberbefehlshaber, die die niederländische Kompanie in Indien gehabt hat, behandelte trotz des Vertrages die Engländer nur als begünstigte und der Obergewalt der niederländischen Kompanie untergeordnete Nation, statt ihnen gleiche Rechte zuzuerkennen. Und endlich gab die Verschwörung, durch die englische Agenten im Februar 1623 sich mit Hilfe bestochener Soldaten des niederländischen Forts in Amboina bemächtigen wollten, den Leitern der niederländischen Kompanie den erwünschten Anlaß, endgültig mit den Engländern zu brechen. Die Verschwörung wurde zeitig entdeckt, die Schuldigen wurden hingerichtet und die Engländer gezwungen, sofort die Molukken und im folgenden Jahr auch ihre Faktorei in Batavia zu räumen. Von da an war es Grundsatz der niederländisch-ostindischen Kompanie, die Engländer

völlig vom ostindischen Handel fernzuhalten oder, wie man in den Niederlanden sagte, ihnen „den smaak van den Oost-Indischen handel te doen vergaan“ [1]).

Es ist auch der mächtigen niederländisch-indischen Handelsgesellschaft im 17. Jahrhundert geglückt, wenigstens soweit es den indischen Archipel anging. Schließlich mußten die Engländer auch Bantam verlassen, so daß die Niederländer im indischen Inselreich vollkommen Meister blieben. Freilich wurde dadurch das Verhältnis zwischen der Republik und England auch immer gespannter. Besonders der „moord op Ambon“ wurde immer wieder angeführt, so oft England sich bereitete, die Republik mit Krieg zu überziehen.

Wie nun die niederländischen Gesandten 1610 in den ostindischen Angelegenheiten nicht zu einer befriedigenden Lösung kamen, so auch nicht in den übrigen Fragen. Im Gegenteil. Wie seit 1610 die indische Frage nur immer wichtiger wurde, so nahmen auch die übrigen Verwicklungen zwischen England und der Republik seitdem nur immer zu. Gesandtschaft auf Gesandtschaft geht aus den Niederlanden nach London, bald mit besserem, bald mit schlechterem Erfolg, ohne jemals zu einem guten Ende zu kommen. Man gibt jedesmal in England die Klagen der Gesandten der Republik notgedrungen zu, ohne jedoch die Ursachen zugeben zu wollen oder wegzunehmen, oder man schiebt die Schuld an allen Verwicklungen auf die Republik selbst oder auf ihre Fischer und Kaufleute.

Das alles ist hier nicht ausführlich zu wiederholen. Wohl aber muß auf die Tatsachen geachtet werden, die diesen Verwicklungen immer neue Nahrung gaben und die Rivalität zwischen den beiden Völkern fortwährend zunehmen ließen.

1612 erließ Jakob I. ein Plakat, das für den englischen Tuchhandel sehr wichtig werden und der englischen Industrie viel Vorteil bringen konnte. Danach war jeder Untertan befugt, fertiges gefärbtes Tuch auszuführen, während nur die Ausfuhr des unverarbeiteten Tuchs Monopol der Merchant-Adventurers

---

1) S. meine Gesch. v. d. Nederl. handel, S. 257 und 258 und die da angeführten Quellen.

bleiben sollte[1]). Mit Recht erhofften der König und seine Ratgeber davon eine Zunahme der Ausfuhr zum Schaden der niederländischen Industrie, ohne daß die Merchant-Adventurers benachteiligt würden, da diese sich der Einfuhr von Zinn, Safran, Kaninchenfellen, Leder, Getreide und Bier nach den Niederlanden bemächtigt hatten und aus der Republik die Ausfuhr von Rheinweinen, Kupfer, Stahl, Hanf, Eisen, Kupfer-Kesseln, Linnen, Harnischen, Salpeter und andern Artikeln nach England besorgten.

Die Repressalien blieben natürlich nicht aus. Am 16. Oktober desselben Jahres erließen die Generalstaaten ein Verbot der Einfuhr von allem bearbeiteten und gefärbten wollenen Tuch, Stamet, geköperter Sarsche und Boy (grobem Flanell), ausgenommen bunte Farben[2]). Und daß dieses Verbot immer wieder erneuert wurde, unter anderem am 6. März 1643, 30. Dezember 1650 und 4. Mai 1663, beweist, wie lange der Streit über den Tuch- und Wollhandel zwischen der Republik und England währte und wie jedesmal wieder dieselben Dinge zur Sprache kamen.

Noch nachdrücklicher trat Jakob 1616 auf, als er einfach alle Ausfuhr ungefärbter Tuche verbot. Doch mußte er, da das die Interessen der Merchant-Adventurers zu sehr schädigte, das Verbot auf Andrängen seiner eigenen Untertanen wieder zurücknehmen[3]). Vermutlich nur wegen der Verhandlungen über die Pfandstädte[4]) entschloß sich die Regierung der Republik, demgegenüber die obengenannte Maßregel ohne weitere Verschärfung lediglich wieder bekanntzumachen.

---

1) Vgl. das mehrgenannte Pamphlet von Arend Tollenaer bei Knuttel a. a. O. 10035, S. 5.

2) Ebenda im ersten Teil der Flugschrift, Knuttel 10034.

3) Hume a. a. O. IV, 178.

4) Am 6. Juni 1616 unter vorteilhaften Bedingungen, die dem staatsmännischen Talent Oldenbarneveldts zu danken waren, der niederländischen Republik zurückgegeben. Vgl. P. J. Blok, Gesch. v. h. Nederl. Volk IV, 75. Für wie wichtig man die Rückgabe hielt, zeigt Humes Ausruf: „Dit is dan de dag van de volkomen vrijheid der Nederlanden“ [Hume a. a. O. VI, 28]. Noch in einem 1673 erschienenen Pamphlet „Het tegenwoordige Interest der Vereenigde Provincien“ [Knuttel a. a. O. 10911] wird die Rückgabe ein großer Fehler Englands genannt; S. 38 der genannten Flugschrift.

1618 ging eine Gesandtschaft nach England, die die Differenzen über den ostindischen Handel, den Tuchhandel, den Herings- und Walfischfang und alles mögliche andere noch beilegen sollte. Besonders über die Frage der Fischerei entstanden heftige Debatten, und es fehlte damals wenig, so wäre es zu einem Bruch mit England gekommen. Der englische Gesandte Carleton drohte wenigstens, daß England die Waffen gegen die Republik werde entscheiden lassen, wogegen Moritz erklärte, daß Holland nicht nachgebe „quand même on les presseroit à coup de canon“ [1]). England war aber noch nicht kriegsbereit, und die Republik wollte wegen der Handelsinteressen ihrer Bewohner alles möglichst friedlich ordnen, was ihr damals auch gelang.

Aber immer ging es nicht so leicht. Kurz vor dem Tod Jakobs I. [2]) — 1623 — traten neue Verwicklungen ein. In England wurde abermals die Ausfuhr ungefärbten Tuchs verboten; die Niederlande antworteten jetzt mit einer sehr scharfen Maßregel, indem sie am 22. April nicht nur die Einfuhr von Wolle, die außerhalb der Republik gekrempelt und fertiggemacht war, verboten, sondern auch die Ausfuhr jeglicher Sorte roher und ungekrempelter Wolle, mit Ausnahme der Schafhäute [3]). König Jakob, der den ökonomischen Streit viel zu prinziplos führte, zog nun gelindere Saiten auf. Er erneuerte und bestätigte im folgenden Jahr den inzwischen aufgehobenen Erlaß von 1612, der auch anderen englischen Kaufleuten als den Merchant-Adventurers erlaubte, in Deutschland und den Niederlanden mit gefärbtem, fertiggemachtem und allerlei buntem Tuch Handel zu treiben, während der „fellowship“ das Monopol der unverarbeiteten Tuche verblieb [4]).

Durch alle diese Verwicklungen waren der niederländische Handel und die Fischerei wohl oft gehemmt, aber doch wenig geschädigt worden. Aber bei dem Tod Jakobs I. konnte doch

---

1) Mr. S. Muller Fz., Mare Clausum, S. 151 und 168; Tideman, De Zee betwist, S. 5.

2) Er starb am 27. März 1625.

3) Vgl. die mehrgenannte Flugschrift von A. Tollenaer, Knuttel 10035, S. 24.

4) Vgl. Anderson, Origine of Commerce II, 18.

das Ergebnis vermerkt werden, daß, wenn seine Regierung die Monopole noch mehr beschränkt und die Abgaben nicht immer wieder willkürlich erhöht hätte, der englische Handel sich reich vermehrt hätte.

So hatte er die Ausfuhrabgaben allmählich von 5 auf 25 % erhöht, was nicht nur auf die Ausfuhr, sondern auch auf die Industrie nachteilig wirkte. Die Geldrente betrug bis 1624 in England 10 %, danach knapp 8 %. Das Leben war stets teurer geworden; alle Lebensbedürfnisse, auch die zur Kleidung nötigen Grundstoffe, waren im Preis gestiegen [1]). Und doch hatte durch das wenige, das er für Englands Handel und Industrie tat, der Handel in seinem Reich seit 1590 sich mehr als verdoppelt.

Für die Niederlande war es die große Frage, ob sein Nachfolger Karl I. einen besseren, planmäßigeren Weg zur Förderung des englischen Handels einschlagen und dem niederländischen vielleicht noch mehr Abbruch tun würde. Es war darum nur natürlich, daß die Regierung der Republik sofort bei der Thronbesteigung des neuen Königs das alte Verhältnis zu England wiederherzustellen suchte, was auf dem Papier auch gelang. 1625 wurde durch die beiderseitigen Regierungen im Haag ein Schutz- und Trutzbündnis gegen Spanien geschlossen, danach in Southampton ein zweiter Vertrag, der die alten Abmachungen für Handel und Schiffahrt wieder in Kraft setzte.

Das war also ein doppeltes Abkommen, das für die Republik der Vereinigten Niederlande besonders günstig sein mußte, vorausgesetzt, daß England sich an die Bestimmungen hielt. Aber es blieb bei den Versprechungen; keiner von beiden Verträgen wurde richtig ausgeführt. Überdies schloß England schon 1630 mit Spanien Frieden, so daß der erste Vertrag von selbst ungültig ward. Und schon vorher, 1627, war über den Tuchhandel neuer Zwist entstanden, so daß auch vom zweiten Vertrag wenig kam. Der Zwist und die „Ambonsche moordgeschiedenis“ führten sogar zu Gewalttätigkeiten englischer Kaper gegen niederländische Kauffahrteischiffe im Mittelländischen Meer, und es entstand in Europa ein ähnlicher Zustand, wie er zwischen Engländern und

1) Hume a. a. O. VI, 164.

Niederländern in Ostindien schon länger war, ein Kleinkrieg ohne Kriegserklärung. Der bekannte Staatsmann und Dichter Jakob Cats wurde von der Regierung der Republik nach England geschickt, um von England Schadenersatz zu verlangen und den Entwurf eines neuen Schiffahrtsvertrags vorzulegen. Er kehrte unverrichteter Sache zurück. Dagegen wurden noch ein paar niederländische Ostindienfahrer aufgebracht, eine englische Flotte fuhr gar vor Texel, um da ein fremdes Schiff zu erwarten [1]).

Der gespannte Zustand zwischen England und den Niederlanden nahm zu. Es war nur dem Verhältnis zwischen König und Parlament und den stets heftiger entbrennenden kirchlichen Streitigkeiten in England zu danken, daß es nicht zum Ausbruch kam. Später entfremdete Karl I. sich die Londoner Kaufleute, auf die er doch sehr angewiesen war, indem er sie nötigte, ihm für seine inländischen Unternehmungen und seinen verschwenderischen Hofhalt einen Teil ihres Gewinnes abzutreten, ohne andern Grund als sein königliches Wohlbehagen.

Schon suchte die Regierung der Republik Anlehnung an Frankreich, wie ihr Verhältnis zu England sich verschlechterte. 1635 wurde in den englischen Häfen eine Steuer eingeführt, shipmoney genannt, die natürlich in der Hauptsache die niederländischen Schiffe traf. 1636 wurde der niederländische Heringsfang durch eine englische Flotte empfindlich gestört, und die Regierung der Republik — ein Beweis für den veränderten Zustand — mußte 30000 Gulden zahlen, damit ihre Untertanen in diesem Sommer den Fang an der englischen Küste fortsetzen konnten. Die Sendung des niederländischen Gesandten hatte keinen Erfolg, aber 1637 gab der englische König Kaperbriefe gegen niederländische Schiffe aus. Gerade auf den Heringsfang hatten es die Engländer abgesehen. Es wurde eine Gesellschaft dafür gegründet, die aber keine Geschäfte machte, da das Ausland keine englischen Heringe wollte.

Noch einmal ging es ohne Ausbruch vorüber, jetzt infolge der religiösen Wirren in England. Seit 1636 begann der Zug

---

1) Vgl. Aitzema, Saecken van Staet en Oorlogh I, 649—655 und 768.

der Dissenters nach dem Festland. Zahlreiche fleißige Bürger aus Norfolk und Suffolk ließen sich mit ihren Familien in Leiden, Alkmaar und andern Orten nieder und trieben zum Vorteil der niederländischen Industrie hier ihr Handwerk weiter.

Um seine Herrschaft zur See zu beweisen und die Niederländer zum Streichen ihrer Flagge zu zwingen, ließ Karl I. SELDENS „Mare Clausum“ [1]) herausgeben. Es half ihm wenig; der Zustand seines Landes war nicht von der Art, daß er Englands Handel und Schiffahrt auf Kosten der niederländischen emporkommen ließ. Als Karl I. am 30. Januar 1649 das Schafott bestieg, war England ökonomisch nicht weitergekommen. Ja, die englische Industrie war sogar zum Vorteil der niederländischen zurückgegangen, und das Verhältnis der niederländischen und englischen Frachtschiffahrt hatte sich wenig geändert; auf ein englisches Schiff, das nach Niederland fuhr, kamen sechs niederländische, die nach England gingen.

Aber nun ergriff Cromwell die Regierung, der Gründer von Englands Größe als Handelsmacht. Der von den Stuarts verhinderte Ausbruch des Kriegs wurde durch den Lord-Protektor beschleunigt.

Cromwell hatte alles, was englische Schriftsteller im Laufe des 17. Jahrhunderts bisher zugunsten von Englands Handel und Schiffahrt gegen die Niederlande ausgesprochen hatten, in sich aufgenommen und brachte es sofort nach bestimmtem Plan und in einem besonderen Gesetz zur Ausführung.

1650 fing es damit an, als in den irischen und schottischen Wirren eine Pause eingetreten und der Sieg bei Dumbar erfochten war. Am 18. Oktober dieses Jahres erließ das englische Parlament eine Akte, welche den Handel mit Barbados, den Karaïben und Virginia für Fremde verbot. Für die niederländischen Unternehmungen war dies ein harter Schlag, da ihre Kauffahrer auf diesen Strecken eine lebhafte Verbindung unterhielten nicht nur mit niederländischen, sondern unmittelbar auch mit englischen Häfen [2]).

---

1) Das Buch war schon 1618 fertig, wurde aber erst 1635 auf Befehl Karls I. gedruckt. S. FRUIN, Verspreide Geschriften III, 413.

2) TIDEMAN, De Zee betwist, 32, 33.

Einen Krieg wagte Cromwell damals noch nicht. Er fürchtete die Haltung der vielen Königsgesinnten in England und die auswärtigen Schwierigkeiten, die ein Krieg mit den Niederlanden nach sich ziehen mußte. So sollte die ökonomische Erhebung der neuen englischen Republik denn auch zuerst auf friedlichem Wege angestrebt werden. Eine englische Gesandtschaft unter Führung von St. John wurde an die Republik geschickt und sollte die Regierung der niederländischen Republik zu innigerer Verbindung mit ihrer englischen Schwester bewegen, auf Grund der Ähnlichkeit der religiösen und staatlichen Einrichtungen, der ökonomischen Entwicklung und Neigung, der Interessen aller Art, auf Grund der alten Freundschaft früherer Tage, „for the general good of christendom as well as for our own“.

Die niederländische Regierung verhielt sich gegen diesen englischen Gedanken, so gewichtig er auch vorgetragen war, sehr kühl. Sie wollte wohl eine Übereinkunft zum Schutz der gegenseitigen Interessen schließen, aber keinerlei neue Verbindung eingehen, die die Bevölkerung der beiden Länder in ihrer Mehrheit nicht wünschte. Die englischen Gesandten, an ihrer Spitze St. John, fanden die Antwort zu allgemein für einen vollständigen klaren Bescheid über ihren Vorschlag einer defensiven Allianz. Die Regierung der Republik dachte nicht daran, ihre Zurückhaltung aufzugeben, und so war das Ende, daß St. John unverrichteter Sache heimkehrte. Inzwischen hatten auch die Gesandten der niederländischen Republik in England jeden Vorschlag einer Allianz vorsichtig abgelehnt und sich mit unbestimmten allgemeinen Antworten begnügt[1]).

Nun griff das Parlament unter Cromwells und St. Johns Einfluß durch und erhob am 9. Oktober 1651 die schon im August beantragte bekannte „Act of Navigation“ zum Gesetz.

Doch war auch diese Akte noch nicht als Kriegserklärung gedacht. Sie war eine Tat der Handelskonkurrenz und sollte

---

1) Vgl. P. J. Blok, Gesch. v. h. Nederl. Volk V, 53—56, und die da angeführten Quellen. Über die andern Mißhelligkeiten, die dem ersten Krieg vorausgingen, vergleiche man Tidemans ausführliches Buch „De Zee betwist“, das nur davon handelt.

mit ihren allgemeinen Bestimmungen die Frachtschiffahrt und den Handel der Niederlande möglichst schwer treffen[1]). Hervorgegangen aus den von so viel Engländern schon vorgeschlagenen Maßregeln, zweischneidig nach ihrer ganzen Art, schützte die Akte den englischen Handel in hohem Maß, während sie den niederländischen Handel nur versteckt, aber scharf bekämpfte. Zunächst durften die Erzeugnisse des Bodens und der Industrie Asiens, Afrikas, Amerikas, Englands nur mit in England oder den englischen Kolonien gebauten, Engländern zu eigen gehörenden und zu drei Vierteln mit Engländern bemannten Schiffen eingeführt werden. Die Absicht der Bestimmung ist durchsichtig: sie sollte den Einfuhrhandel Asiens, Afrikas und Amerikas, den bisher hauptsächlich die niederländische Frachtschiffahrt vermittelte, in englische Hand bringen. Damit in Verbindung bestimmte ein anderer, gleichfalls in die Navigationsakte aufgenommener Satz, daß nur geborene oder naturalisierte Engländer in den englischen Kolonien den Beruf des Kaufmanns oder Betriebsleiters ausüben dürften. Ohne diese zweite Bestimmung hätte England wohl die Vorteile des Gütertransports aus andern Weltteilen nach dem eigenen Land genießen können, aber der bedeutende Gewinn des eigentlichen Groß- und Kommissionshandels hätte doch noch unternehmenden Ausländern zufallen können; dem wurde für die eigenen Kolonien — und weiter konnte England nicht gehen — jetzt vorgebeugt. Wie schon gesagt, wollte man aber auch den englisch-europäischen Handel durch ähnliche Bestimmungen schützen und fördern. Die Akte verfügte deshalb weiter, daß europäische Produkte nur durch englische Schiffe dürften eingeführt werden oder durch Schiffe des Herkunftslandes, das heißt der Länder, in denen die Produkte wuchsen oder verfertigt wurden. Endlich war noch bestimmt, daß kein Kabeljau, Hering oder anderer Salzfisch, Walfisch, Walfischbarten oder Tran anders als mit englischen Schiffen in England ein- oder ausgeführt werden dürften.

---

1) Besonders Cromwell erklärte, den Krieg nicht zu wollen, da er gegen Glaubensbrüder gehe. Vgl. GARDINER, Commonwealth and Protectorate II, 128.

Natürlich ließ die Akte im Interesse Englands auch einige Ausnahmen zu.

So sollte das Verbot der Einfuhr anders als mit englischen Schiffen oder mit Schiffen des Landes der Herkunft der Güter nicht gelten für ungemünztes Metall noch für Güter, die auf dem Wiedervergeltungsweg genommen waren, noch für Seide oder seidene Stoffe, die über Holland aus Italien kamen. Die letzteren Stückgüter mochten in Ostende, Nieuwpoort, Rotterdam, Middelburg, Amsterdam und einigen andern Häfen des Festlands zur Versendung nach England eingeladen werden, jedoch nur nach einer gerichtlichen Erklärung, daß sie für englische Güter gekauft oder eingetauscht waren[1]).

III.

Die Kriegszeit.

So betrat England den Weg einer kräftigeren Handelspolitik, die es als Volk und als Seemacht groß machen sollte, zum Nachteil der niederländischen Schiffahrt wie des niederländischen Handels, wenn auch nicht in gleichem Maße zum Schaden des niederländisch-englischen Handels, wie man oft hört, aber wohl auf Kosten eines großen Teils der niederländischen Frachtschiffahrt und des niederländischen Transithandels.

An Remonstrationen von niederländischer Seite fehlte es natürlich nicht. Man tat in der niederländischen Republik alles mögliche, um die Zurücknahme der Akte zu bewirken. In einer langen Reihe von Pamphleten und Flugschriften suchten die Niederländer der englischen Regierung zu beweisen, daß das gute Einvernehmen, das zwischen England und der Republik besonders um ökonomischer und kommerzieller Rücksichten willen bestehen müßte, durch die Navigationsakte ernstlich bedroht sei. Selbst Neudrucke des Groot-Entrecours erschienen[2]), um England an

---

1) Außer der Akte selbst, von der mehrere englische Ausgaben bestehen, vgl. Wagenaar, Vaderl. Historie XII, 211 ff.; Blok a. a. O. V, 57; Scherer a. a. O. II, 427; Muller, De Gouden Eeuw, 343 ff.

2) Z. B. der „Tractaet van Vrede ende Mutuelle Commercie, ofte Entrecours van Koophandel, besloten tot Londen Anno 1495 den 14 Feb.“ [o. S.] enz. 's Gravenhage 1651. 4⁰. Bei Knuttel a. a. O. 6980.

die früheren Bestimmungen über Handel und Schiffahrt zu erinnern. Schließlich erschienen verschiedene Schmähschriften gegen die „Engelsche Duivels“, die trotz des Entgegenkommens, das sie allezeit in Niederland gefunden hätten, es auf das Verderben des holländischen Handels, ihrer Schiffahrt und ihres Wohlstandes anlegten. Aber man würde es sie lehren, meinten die Hitzköpfe. Der „beseten Engelsman“ würde merken, was der holländische Matrose gegen ihn vermöge, so daß die Lust, den Niederländern zu schaden, ihm für immer vergehen würde [1]).

Weder das eine noch das andere konnte den Niederlanden helfen. Die Gesandtschaften, die die Regierung der Republik nach London schickte, richteten nichts aus, und die Pamphlete, denen gewiß ebensoviel englische folgten, vermehrten nur die Erbitterung. Vor allem seien es, meinten die Engländer, „dry eminente saecken, om de welcke [zy vertrouwden] dat Godt den Heere de Hollanders straffen [zou], te weten: om haere hoovaerdye; hare blasphameuse tijtel van Hoghe Moghende, die niemant toekomt als Godt, en de toelatinge ofte het tollereren van alle religien, voornamentlijck t'Amsterdam“ [2]). Weiter sprachen sie sehr scharf von der Undankbarkeit der Niederländer, die die gute Meinung der englischen Regierung nur nicht einsehen wollten, während sie es doch so nötig gehabt hätten, auf die englischen Vorschläge einzugehen und den Vertrag mit der „Republycke van Engelandt“ abzuschließen [3]). Daß die Amboinageschichte von den Engländern nochmals hervorgeholt und von den Niederländern scharf abgewehrt wurde, machte den Zustand auch nicht besser [4]).

1) Eine der heftigsten Schmähschriften war „'t Beseten Engelant“, 1652 erschienen; bei Knuttel 7218. Vgl. dazu den „Extract uyt seeckere brief van een liefhebber des vrye Vaderlants“, bei Knuttel 7219, gleichfalls sehr scharf gegen die Engländer und ihre Forderungen.

2) S. den Anhang der 1652 erschienenen Flugschrift „De Ambassade van den Heere Pauw, zijne Raporten en verrichtingen te Londen, etc. by't Parlement en den Raed van State“, bei Knuttel 7216.

3) Vgl. „A seasonable Expostulation with the Netherlants declaring their ingratitude to, and the necessity of their agreement with the commonwealth of England“, London 1652, 4°, bei Knuttel 7222. Nach Halkett and Laing, A Dictionary of the anonymous Literature of Great Britain, von Fr. Osborn verfaßt.

4) S. „Journaal ofte Waarachtige Beschrijvinge van de gruwelijke con-

Alle früheren Verwicklungen kehrten also in so starkem Maße wieder und nahmen eine solche Heftigkeit an, daß nun in der Tat ein Krieg zwischen Niederland und England unvermeidlich war. Und das um so mehr, als die nachteiligen Folgen der Navigationsakte, mit denen sie Schiffahrt und Handel der Republik bedrohte, sich den Niederländern unmittelbar fühlbar machten. Da das Gebiet der sieben Provinzen nirgends auch nur ein Handelsprodukt lieferte, so stand die Frachtschiffahrt aus Niederland nach England zum größten Teil sofort still. Allein der Transport nordeuropäischer Produkte, der ausschließlich über die Niederlande ging und von niederländischen Kauffahrern besorgt wurde, war für den niederländischen Reeder und Händler eine so ergiebige Einnahmequelle, daß das Verbot des Transports ausländischer Produkte nach England große Nachteile und schwere Erbitterung zeitigen mußte. Der Schaden war doppelt, da bei dem Stillstand der Ausfuhr auch die Gelegenheit für Rückfrachten aus England ausblieb.

Daß auch die Engländer viel Schaden litten, nutzte dem Niederländer wenig. Doch ist es bemerkenswert, daß im Anfang die Engländer aus Mangel an Schiffen zur Ausfuhr in solche Verlegenheiten gerieten, daß einige ernstlich die Zurücknahme der Akte verlangten. Aber Cromwell ließ sich begreiflicherweise durch die eigenen Untertanen so wenig wie durch die Niederländer von dem eingeschlagenen Weg abbringen und setzte mit Kraft seine Pläne durch.

So war denn eine Tatsache geworden, was man seit dem Anfang des 17. Jahrhunderts gefürchtet hatte; der Krieg stand vor der Tür.

---

spiratien der Engelsche ontdekt in de eylanden van Amboyna, in Oost-Indien ..., dienende tot vermorselinge van d'onrechtvaardige acties des Parlements van Engelandt op de Nederl. Ost-Ind. Compagnie" usw. t'Amsterdam, gedr. voor Hendr. Stam, 1652, 4°; bei Knuttel a. a. O. 7200. Wie man auf englischer Seite diese Geschichte immer wieder heraufholte, zeigt noch ein englisches Pamphlet von 1699 „A Trip to Holland, being a description of the contry, people and manners; as also some select observations on Amsterdam"; dagegen erschien von niederländischer Seite „An Answer to a late ill. natur'd libel ... by a Dutch merchant". Vgl. Knuttel a. a. O. 14446 und 14447.

Wie die Kanonen bei der Begegnung Tromps und Blakes gleichsam von selbst losgingen und die Führer der niederländischen Flotte besonderen Mut und Tüchtigkeit zeigten, aber der Sieg schließlich doch den Engländern gehörte, ist genugsam bekannt und in jedem Geschichtswerk zu lesen. Hier sei nur daran erinnert, daß der Schaden für Handel und Schiffahrt der Niederländer so groß war, daß sie die Friedensverhandlungen eröffnen mußten, um dem Krieg ein Ende zu machen, nach dem ja wohl auch die Engländer verlangten.

England hatte an Zahl seiner Schiffe und an Reichtum zugenommen; es konnte zufrieden sein. Schon vor der Kriegserklärung hatten die Engländer nach dem „Veenboers-Praetjen“ [1]) nicht nur verschiedene Heringsbüsen genommen, sondern auch ein Middelburger Schiff mit 14 Kanonen, ein Rotterdamer Kornschiff, 27 Kauffahrer anderer Städte von allerlei Art und drei große Kriegsschiffe, zwei Amsterdamer und ein Vlissinger, allein an Gütern für die Niederländer ein Schadenverlust von rund zwanzig Millionen Gulden. Kurz darauf wurde nach derselben Quelle beinahe eine ganze Kauffahrteiflotte [2]), die von Spanien kam und Salz, Öl, Wolle und andere Waren mit sich führte, den Niederländern weggenommen [3]).

Es darf einen danach nicht wundern, daß man in den Niederlanden in zahllosen Schmähschriften behauptete, die Engländer würden reich von holländischem Geld und bezahlten mit holländischem Gold den Krieg, von dem sie allen Vorteil und die Niederländer allen Nachteil hätten. In wenigen Monaten war es so weit gekommen, daß sich die niederländische Frachtschiffahrt in Europa fast nicht mehr aufrechterhalten ließ, daß die blühende holländische Fischerei völlig stillstand und selbst die

---

1) „Veen-boers Praetjen, tusschen drie gebuyren, raeckende den tegenw. Staet der Vereenighde Nederlantse Provintien, ende t' Parlement van Engelandt“, Leyden 1652, 4⁰; bei KNUTTEL 7235.

2) Die Flotte soll aus 36 Schiffen bestanden haben, von denen nur 5 entkamen.

3) Zur Vergleichung diene, daß Brandt und Aitzema den Schaden wohl geringer, aber für die ersten sieben Monate des Kriegs doch noch auf ungefähr 16 Millionen Gulden berechnen.

niederländischen Häfen nicht mehr sicher schienen. Alle Quellen des Volkswohlstandes waren durch den Krieg plötzlich verstopft, Handel und Industrie lagen danieder, Bankrott folgte auf Bankrott, die niederländischen Seeleute und Arbeiter waren arbeitslos, und das ganze Land schien verarmen zu müssen, da wegen des Stillstands der Seefahrt der Republik auch ihr Handel zu Land und auf den Flüssen so gut wie aufhörte. 1600 kleinere und größere Kauffahrer hatten die Engländer von den Niederländern erbeutet, während diese nur einige Kohlenschiffe gewannen; das war der Erfolg auf niederländischer Seite. Mit einem Gefühl der Erleichterung begrüßte die Bevölkerung der sieben Provinzen am 23. April 1654 die Nachricht, daß der Friede von Westminster dem allem ein Ende mache, wenn auch die verhaßte Navigationsakte durch diesen Frieden nicht aufgehoben war [1]).

Nach den Bedingungen dieses Friedens sollten die niederländischen Schiffe fortan die Hoheit der englischen Flagge in den britischen Gewässern anerkennen und grüßen; keine der beiden Mächte sollte einem Feind der andern beistehen; die niederländische Republik sollte wegen des Ereignisses auf Amboina Genugtuung geben. Innerhalb Europas sollten Schiffahrt und Handel beiden Völkern freistehen; endlich sollte durch beide Parteien eine Schadenvergütung geleistet werden. Die englisch-ostindische Kompanie forderte für den Schaden, den sie von 1611 bis 1652 durch die Niederländer erlitten hätte, 2 695 990 Pfund Sterling, dazu die Rente; die Niederländer forderten 2 918 611 Pfund. Der freie Handel mit den englischen Kolonien, den die Niederländer so gerne gehabt hätten, wurde ihnen verweigert und der direkte Handel nach England nur zugestanden, soweit es die bestehenden englischen Gesetze erlaubten. Über die Fischerei wurde nichts bestimmt [2]). Ein Marinevertrag zwischen den beiden

---

1) Die Freude, die darüber in den Niederlanden herrschte, beschreibt Jan Vos, Beschryving der vertooningen, die . . . op de Vrede tusschen Engellandt en Nederlandt t'Amsterdam op de markt vertoont zijn. 't Amsterdam 1654, 4°; bei Knuttel a. a. O. 7530.

2) S. die „Artykelen van vrede . . . tusschen Engelandt ende de Staten Generaal enz.“ Utrecht 1654, 4°, angeführt von Tiele in Mullers Pamfletten-Collectie, Nr. 4290, in der Universitätsbibliothek zu Amsterdam. — Daß in

Republiken, wie er vor einigen Jahren zwischen der niederländischen Republik und Portugal abgeschlossen war, sollte auch noch zustandekommen; doch wurde der Plan auf die lange Bank geschoben und schließlich gar nicht ausgeführt.

Die Navigationsakte blieb also auch fernerhin eine Bedrohung von Niederlands Zwischenhandel und Frachtschiffahrt, obwohl den Niederländern für die verlorene Fahrt nach den englischen Kolonien, zu denen Jamaika hinzugekommen war, keine neuen Wege zu suchen geblieben waren. Die Engländer, die nun einen systematischen Schutz genossen, bemühten sich mehr und mehr, in Ost- und Westindien festen Fuß zu fassen und besonders in Vorderindien und in Afrika an der Küste von Guinea günstigere Handelsbeziehungen zu gewinnen. Der Handel an der Guineaküste warf große Gewinne ab, und die auf Vermehrung ihres Kapitals bedachten englischen Kaufleute, von ihrer einsichtigen Regierung gut unterstützt, strengten sich hier sehr an, den Niederländern gegenüber konkurrenzfähig zu werden.

Trotzdem hatte aber die Akte nicht die von den Engländern erwartete Wirkung, soweit es den Handel und die Schiffahrt der Niederländer betraf. Als nach dem Friedensschluß die frühere Tätigkeit überall wieder aufgenommen wurde, zeigte sich doch, daß der allgemeine Wohlstand der niederländischen Bevölkerung nicht so sehr vermindert war, so daß der Neid der Engländer neue Nahrung fand. Zudem konnten gar nicht alle Bestimmungen der Akte streng durchgeführt werden, ohne daß die englische Regierung ihre eigenen Leute geschädigt hätte. Im Handel mit Deutschland konnte man gar nicht ohne die Niederländer auskommen, und ebenso ging es nicht ohne die niederländische Fischerei. So verbot die Akte zwar sehr entschieden, daß Fremde in englischen Häfen Fische anbrächten; in Wirklichkeit kauften die Einwohner von Yarmouth doch die Heringe von den Holländern, die jährlich im November dorthin kamen und willkommene Gäste waren. Die wenigen Heringe, die die Engländer aus Yarmouth nach Südeuropa ausführten, wurden vorher

---

geheimem Abkommen auch noch die bekannte „Acte van Seclusie“ festgesetzt wurde, die zum Frieden helfen sollte, bedarf wohl nur kurzer Erinnerung.

den Holländern abgekauft. Ja noch mehr: selbst die Bückinge, die man in Yarmouth von den Heringen machte, wurden von hier aus durch holländische Schiffe nach andern Plätzen verführt [1]).

So wurde die Navigationsakte schon vor 1660 schlecht ausgeführt. Es ließ sich voraussehen, daß ohne schärfere englische Maßregeln der niederländische Handel auf die Dauer weniger gehindert wurde und der englische nicht rasch genug sich entfalten konnte. Weder vermochten neue Verträge den wieder erwachten Wettkampf zu dämpfen, noch führten neue englische Verordnungen sogleich zum gewünschten Erfolg.

Zunächst regelte 1659 ein Vertrag die zwischen der englischen und der niederländisch-ostindischen Kompanie noch schwebenden Fragen [2]). Im September 1660, beinahe unmittelbar nach der Restauration, befahl Karl II., um das Volk günstig zu stimmen, eine neue verschärfte Ausgabe der Navigationsakte. Er wußte wohl, daß er das Volk nur ganz auf seine Seite bekam, wenn er den Protektionismus möglichst aufrechterhielt, auch wenn er unter dem Zwang der Not seinem eigenen Interesse dabei Abbruch tat, das ihn eigentlich veranlaßt hätte, ein gutes Verhältnis zu den Niederländern zu suchen.

Die Verschärfung berührte vornehmlich den kolonialen Handel. Hier trat eine neue Klausel hinzu, nach der Zucker, Tabak, Kattun, Indigo, Ingwer und verschiedene Holzsorten aus englischen Kolonien nur ausgeführt werden durften, wenn sie für eine andere englische Kolonie oder für England selbst bestimmt waren [3]).

Bald wurde auch die englische Industrie, dann die Fischerei in besonderen Schutz genommen. Ein Grund dazu fand sich schnell. Beim Parlament waren Klagen eingegangen, daß die Holländer auf die Einfuhr von englischem Tuch außerordentlich hohe Zölle legten, angeblich, um auf Kosten der englischen Fabri-

1) Vgl. Japikse, De Verwikkelingen tusschen de Republiek en Engeland van 1660 tot 1665, S. 73.

2) Japikse a. a. O. 202.

3) Vgl. die erwähnte Flugschrift A. Tollenaer, bei Knuttel a. a. O. 10034 und Japikse a. a. O. 52.

kation die eigene zu heben. Beide Häuser drangen beim König auf eine Abstellung an, sobald holländische Gesandte über einen Vertrag unterhandeln wollten. Noch im selben Jahr wurde die Wollausfuhr aus England verboten. Andere protektionistische Maßregeln folgten. So wurde unter anderem 1662 bestimmt, daß künftig keine fremden Schiffe dieselben Vorrechte genießen sollten wie die in Großbritannien gebauten, auch wenn sie nach Vorschrift der Navigationsakte bemannt seien. Auf den Bau großer Schiffe wurden Prämien gesetzt.

Eine Schutzmaßregel anderer Art brachte das nächste Jahr. Im August 1663 erschien eine Bill, die den Betrieb der Fischerei mit großen Vorrechten ausstattete. Auch dieses Gesetz war schon 1660 durch das Unterhaus der englischen Regierung vorgeschlagen und von dieser im Prinzip angenommen worden. Die Ausfertigung hatte sich verzögert, weil die Niederländer für ihre Fischerei an Ludwig XIV. einen starken Beistand gefunden hatten, der gegenüber den englischen Ansprüchen 1662 den Schutz der Fischerei übernahm. Die Treibereien in England nötigten jedoch Karl II., im folgenden Jahr das Gesetz zu geben; seine Untertanen wünschten in jeder Hinsicht den Protektionismus durchgeführt zu sehen[1]).

Dazu kamen die Klagen der Merchant-Adventurers, daß die von der Republik ihnen verliehenen Rechte fortwährend verletzt würden. Aber gerade diese durch die niederländischen Staaten den Merchant-Adventurers gewährten Rechte hatten nach und nach der niederländischen Tuchindustrie eine tödliche Konkurrenz bereitet; wie konnten da die Engländer erwarten, daß die Regierung der vereinigten Provinzen sich viel um die Kaufleute des Entrecours in London bekümmerte, wo England alle früheren Verträge selbst aufgehoben und durch neue ersetzt hatte? Die Regierung der Republik hob denn auch die Eingangszölle für gefärbtes Tuch nicht auf. Man dachte sogar ernstlich an eine Erhöhung dieser Zölle, die freilich durch die Haltung von Dordrecht, das das Stapelrecht besaß, verhindert ward. Umgekehrt klagte der englische Gesandte Downing, daß seine Landsleute

---

1) Japikse 52, 53, 70—76, 185, 203, 209 nebst den angegebenen Quellen.

das Verbot der Wollausfuhr aus England nicht hielten. Vorab aus Irland wurde nach ihm regelmäßig auf irgendeine Weise Wolle nach der Republik verführt, oft bei 90 Ballen, jeder von 500 Pfund, in einer Woche [1]).

So trug also der durch die niederländische Republik mit Karl II. am 14. September 1662 geschlossene Freundschafts- und Bündnisvertrag schon wenig genug Früchte. Und selbst dies ärmliche Ergebnis der Bemühungen der außerordentlichen Gesandtschaft, die beim englischen Hof womöglich einen Marinevertrag durchsetzen und die Bestimmung „vrij schip, vrij goed" darin zur Anerkennung bringen sollte — was natürlich nicht gelang —, wurde durch die feindselige Haltung der Engländer auf Null herabgedrückt. Der Freundschaftsvertrag war da [2]), aber die Freundschaft selbst — das zeigten die Verhältnisse klar — konnte unmöglich lange währen; man hatte über die meisten Fragen einfach nicht eins werden können.

* * *

Alle alten Streitfragen waren jetzt wieder in den Vordergrund gekommen; Handel und Industrie der Niederlande wurden seit 1660 wieder überall von England gehindert und bedroht. Abermals schlug der Wetteifer in Kriegsstimmung um, wie zehn Jahre zuvor, nur noch viel heftiger. Die niederländische Regierung lebte immer noch der Überzeugung, daß dem Handel und den allgemeinen ökonomischen Interessen der Republik durch einen Krieg nicht gedient wäre. Sie versuchte, den protektionistischen Maßregeln durch Beeinflussung der Stimmung der englischen Regierung zu begegnen, und ließ wiederholt den englischen Staatsbeamten Geschenke austeilen. Man nannte das in der Republik „om door eenige soeticheyt te mogen capteren de gunste van de voornaemste [Engelsche] directeurs". Auf die Dauer erreichte man damit doch nichts. England wollte den Krieg gegen die

1) Missive von Downing an Bennet vom 12. Okt. 1663, zitiert bei Japikse S. 270.

2) Die Vertragsartikel sind erschienen unter dem Titel „Articuli confoederationis et amicitiae inter Magnae Britanniae Regem et Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum initi, Hagae-Comitis 1663", 4°. Bei Knuttel a. a. O. 8733.

ökonomisch immer noch übermächtige Republik der Vereinigten Niederlande.

In der Tat waren in England sehr viele, die meinten, „datse door den oorlogh de gantsche commercie [der Nederlanders] aen haer konden trecken, ende [die] ten eenemael ruïneren", die also durch einen vernichtenden Schlag sich des ganzen niederländischen Handels selbst zu bemächtigen dachten. 1663 wurde öffentlich ausgesprochen, daß der englische Handel nicht zu seiner Blüte gelangen werde, ehe der niederländische niedergeworfen sei. Als dazu auch alle protektionistischen Maßregeln nicht ausreichten, fing man mit direkten Beschuldigungen des niederländischen Handels an; die „oppressions of the Dutch" fügten England den größten Schaden zu, und die Niederländer allein seien schuld, wenn der englische Handel nicht besser gedeihe[1]).

Abermals standen die Niederländer vor einem Krieg, der in England sehr populär war und von dem man dort sehr viel erwartete. Und das Glück schien im Anfang den Engländern hold, als sie schon vor der offiziellen Kriegserklärung mit gewaffneter Hand die Republik, wenigstens in ihren überseeischen Besitzungen, angriffen und wichtige Eroberungen machten, noch ehe sich die Niederländer recht zur Wehr setzen konnten.

Daß die begierigen Blicke der Engländer zu allererst nach den niederländischen Besitzungen an der Guineaküste gingen, braucht man kaum zu sagen. Dort trieben die Niederländer seit Jahren einen wichtigen Ausfuhrhandel mit Sklaven, Gold und Elfenbein, wogegen sie Eisen, Linnen, Kurzwaren, Genever (Branntwein) einführten. Ihren Konkurrenten erschien dieser Handel so wichtig, daß Engländer und Dänen, Schweden und Franzosen sich auch einen Platz an dieser Küste suchten und sich unermeßliche Reichtümer davon versprachen.

Nun war 1663 in England eine „Royal Company of Adventurers" errichtet, deren Präsident der Herzog von York wurde. Alsbald ging die einzige Besitzung der Engländer an der Küste von Guinea, das Fort Cormantine, durch Kauf an die neue Gesellschaft über, die nun mit Hilfe der englischen Regierung von

1) Vgl. Japikse a. a. O. 229, 288, 313—315.

diesem Stützpunkt aus augenblicklich zu Tätlichkeiten fortschritt. Der englische Admiral Holmes, der 1664 mit einer Flotte von 22 Schiffen nach Afrika und Amerika geschickt worden war, wie es hieß: zum Schutz des englischen Handels, eroberte noch im vollen Frieden in Afrika die von den Niederländern besetzte Insel Goeree nahe dem Kap Verde, und die niederländischen Festungen Takorary und Cabo Corso an der Küste. Ernste Noten wurden zwischen der niederländischen und der englischen Regierung gewechselt, aber die englische Regierung stützte Holmes und dachte nicht daran, den widerrechtlichen Besitz herauszugeben [1]).

Da faßten die niederländischen Generalstaaten am 11. August den berühmten Beschluß, durch den de Ruyter, des Landes großer Admiral, der im Mittelländischen Meer kreuzte, insgeheim beauftragt wurde, das von den Engländern besetzte Gebiet wieder zu erobern. De Ruyter vollführte seinen Auftrag mit Erfolg. Takorary wurde im Sturm genommen, Goeree unter niederländische Hoheit zurückgebracht und de Ruyter in kurzer Zeit mit Freude in St. George del Mina eingeholt. Am Anfang des folgenden Jahrs eroberte de Ruyter auch das englische Fort Cormantine. Dann segelte er, als er hier des Landes Ehre gerettet hatte, nach Amerika, um dort den englischen Eroberern entgegenzutreten, was ihm aber aus Mangel an Proviant nicht glückte; er mußte zurückkehren und die niederländischen Kolonien in Amerika ihrem Schicksal überlassen.

Da hatte inzwischen Nicholls, der Unterbefehlshaber von Holmes, die wichtige holländische Niederlassung Nieuw-Amsterdam zur Übergabe aufgefordert, die durch Vertrag am 8. September 1664 geschah. Als erst einmal Nieuw-Amsterdam in der Macht der Engländer war, sah sich ganz Nieuw-Nederland verbunden, diesem Beispiel zu folgen, so daß in kurzer Zeit diese bedeutsame niederländische Volksgründung, die so viel versprach, sich im Besitz der Engländer befand [2]). Wohl eroberte dafür

---

1) S. meine Gesch. v. d. Nederl. handel, S. 274 und Japikse 167 ff., 354, 355.

2) S. meine Gesch. v. d. Nederl. handel, S. 283.

Abraham Krijnssen im März 1666 die englische Besitzung Suriname, doch konnte das die Republik über den Verlust von Nieuw-Nederland nicht trösten.

Auch dieser Krieg, der der niederländischen Republik gegen ihren Willen aufgezwungen war, brachte ihr keinen Vorteil. Es war noch ein großes Glück, daß im Anfang des Kriegs die niederländische Handelsflotte aus dem Mittelländischen Meer, die einen Wert von zwanzig Millionen Gulden mit sich führte, wohlbehalten zurückkam. Denn, ökonomisch gesprochen, die Niederländer, die die größte Schiffahrt und Fischerei hatten, mußten die Rechnung bezahlen. So verbrannte der englische Admiral Holmes am 19. August 1666 auf der Reede von Vlieland nicht weniger als 140 Kauffahrteischiffe, für die niederländischen Kaufleute ein Schaden von einigen Millionen. Außerdem verloren sie in diesem Krieg 130 Bordeauxfahrer, ohne die Schiffe, die außerhalb Europas von den englischen Kapern genommen wurden. Die wenigen Schiffe, die die Niederländer in diesem Krieg den Engländern abnahmen, waren für das alles eine karge Vergütung.

Doch gab es auch erfreuliche Erscheinungen für die Republik. Sie führte den Krieg besser und planmäßiger als vorher, und ihre Kriegsflotte trat mit solchem Erfolg auf, daß England schließlich um den Frieden bat, der am 31. Juli 1667 zu Breda geschlossen ward.

Die Bedingungen dieses Friedens wurden von dem Ratspensionär Johan de Witt mit Recht ruhmvoll genannt, weil man jetzt von England Zugeständnisse errungen hatte, die früher nicht gewährt worden und vielleicht auch in Zukunft nie mehr erreicht worden wären. Vorteilhaft war aber der Friedensschluß für die Republik jedenfalls nicht. Die gegenseitigen Beleidigungen sollten wohl alle vergessen sein und als nicht geschehen gelten, dagegen blieben die streitenden Parteien jede im Besitz dessen, was sie im Krieg von der andern erobert hatte; das galt sowohl von den Schiffen und Gütern als von gewonnenem Gebiet. Darum erhielt die Republik wohl das eroberte Suriname, mußte aber Nieuw-Nederland den Engländern lassen. Demgegenüber enthielt jedoch der Friedensvertrag sehr wichtige Bestimmungen,

die die Verwicklungen an der Küste von Guinea, in Amerika und Ostindien und überhaupt den niederländischen Handel betrafen.

So lautete Artikel 9 dahin, daß alle in Afrika und Amerika, vornehmlich in Guinea erlassenen amtlichen Verfügungen der beiderseitigen Gouverneure und Offiziere, sofern sie im Widerspruch mit der Freiheit des Handels und der Schiffahrt ständen, null und nichtig sein sollten; daß jede der beiden Parteien in Afrika und Amerika freien Handel und freie Schiffahrt genießen sollte[1]). Wegen der fortwährenden Reibungen in Ostindien bestimmte Artikel 23 unter anderem: wenn irgendwo eine Vertragsverletzung geschähe, so solle das der Freundschaft der beiden Nationen keinen Abbruch tun und der Schuldige zur Verantwortung gezogen werden „ende niemandt anders"; und solle das Urteil gefällt und Genugtuung gegeben werden „in eenigh deel van Europa, ofte (oder) ergens binnen de Straet van Gibraltar, ofte in America, ofte op de Kusten van Africa, ofte in eenigen landen, eylanden, zeen, kreecken (Schlupfhafen), bayen, rivieren, ofte in andere plaetsen aen dese syde [an dieser Seite] van de Kaep de Bona Esperance" binnen einem Jahr, „in alle plaetsen ... aen geene [jener] syde van de voorseyde [genannte] Caep" [also in Vorderasien und Ostindien] binnen 18 Monaten nach Erhebung der Klage. Artikel 24 sprach allen Untertanen des Königs, ihren Vertretern und Dienern „ghewapent ofte ongewapent" innerhalb der vereinigten niederländischen Provinzen und deren europäischen Gebieten freien Handel und Verkehr zu, ebenso allen Niederländern in den europäischen Ländern des Königs, vorausgesetzt, daß sie sich an die Gesetze und Ordnungen des betreffenden Landes hielten.

---

1) S. für das Folgende die „Articulen van Vrede ende Verbondt, tusschen den Doorluchtighsten ... Prins ende ... Heere Karel, de tweede van dien naem, Coningh van Groot Britannien, ter eenre; ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlantsche Provintien, ter andere zyde geslooten". Die offizielle Ausgabe erschien 1667 im Haag; bei KNUTTEL a. a. O. 9518. Das vor mir liegende Exemplar der Amsterdamer Universitätsbibliothek hat keine Seitenzahlen, die Ausgabe scheint demnach nur mit einer Signatur erschienen zu sein.

Dieser letzte Zusatz bezog sich natürlich auf die Navigationsakte, die auch jetzt durch die englische Regierung nicht zurückgezogen wurde, immerhin aber durch eine besondere Festsetzung, wie wir sehen werden, für die Niederlande ihre größte Schärfe verlor.

Im übrigen umfaßte der Friedensvertrag von Breda noch zahlreiche andere Abmachungen, die für ein gutes Einvernehmen zwischen England und der Republik von Gewicht sein mochten. Die Forderungen, über die man sich 1662 nicht hatte einigen können, wurden gegenseitig für nichtig erklärt, alle Kaperbriefe eingezogen, gleichviel, unter welcher Bedingung sie ausgegeben waren. Beide Mächte versprachen sich gegen etwaige fremde Angriffe Beistand; Aufrührern sollte keine Hilfe geleistet, und die, welche in einem der beiden Länder sich aufhielten, auf Verlangen binnen einem Monat ausgeliefert werden, eine Bestimmung, die beinahe selbstverständlich nur der englischen Krone zugute kam. Der Flaggengruß wurde von neuem angeordnet, während man sich sonst in Schiffahrt und Verkehr bis zu einem bald erwarteten neuen Vertrag beiderseits an die Artikel 26 bis 42 des 1662 geschlossenen niederländisch-französischen Handelsvertrags halten wollte, der an dieser Stelle von der Beförderung der Konterbande handelte.

Ein solcher Schiffahrts- und Verkehrsvertrag war, wie oben erwähnt, schon beim Frieden von 1654 in Aussicht genommen worden, aber nicht zur Ausführung gelangt. Nun wollte man von beiden Seiten abermals die nötigen Schritte dazu tun, weil — wie es im Eingang der Separatartikel dieses Vertrags heißt — die „Reglementen van de vrye navigatie ende commercie“ mit besonderer Sorgfalt erwogen werden müßten, wozu damals die Zeit gefehlt habe. Wenn das nicht geschähe, wären nur neue Uneinigkeiten und schließlich der Wiederbeginn der kaum beigelegten Kämpfe zu befürchten.

Daß die Niederländer dazu übergehen sollten, war freilich kaum anzunehmen. Selbst wenn der gewünschte Vertrag nicht zustande kam, so bot ihnen der zweite Separatartikel eigentlich schon alles, was sie auf gütlichem Wege von den Engländern verlangen konnten. Gerade dieser Artikel war für den nieder-

ländischen Handel von großer Bedeutung, denn er ordnete an, daß „tot elucidatie van het placaet", das vom großbritannischen König 1660 erlassen sei und den Fremden die Einfuhr anderer als eigener Produkte nach England verbiete, es dennoch den Generalstaaten und ihren Untertanen gestattet sein solle, alle Gewächse, Früchte und Manufakturwaren aus Niederland und Deutschland, die durch das niederländische Gebiet nach den Seehäfen transportiert würden, auf ihren eigenen Schiffen über die See nach England zu bringen.

So war der niederländische Transithandel von Deutschland nach England gesichert. Vermutlich stand damit, weil man auch für die Engländer Nutzen daraus ziehen wollte, der Beschluß der englischen Regierung in Verbindung, der 1668 den alten Stapel der schottischen Güter von Veere nach Dordrecht verlegte, wo schon der englische Stapel war. Doch scheint der gewünschte Erfolg nicht eingetreten zu sein, denn 1675 ward der schottische Stapel — vorab durch das Zutun Wilhelms III. — nach Veere zurückgebracht. Die Politik hätte aber schwerlich hier entschieden, wenn große ökonomische Interessen im Spiel gewesen wären. Aber der Erfolg konnte nicht groß sein, da trotz des schottischen Stapels in Veere allerlei schottische Güter auch sonst in der Republik eingeführt wurden, so gut wie die englischen Güter, deren Monopol die Merchant-Adventurers verloren hatten [1]).

Für den Handel mit Irland, der hauptsächlich über Rotterdam ging, muß jedoch diese Bestimmung des Friedens von Breda sehr wichtig gewesen sein, da auch dorthin viele Güter aus Niederland und Deutschland auf niederländischen Schiffen transportiert wurden. Ebenso konnte Amsterdam, das noch lange nicht den größten Anteil am Handel mit Großbritannien hatte, mit dieser Klausel zufrieden sein. Denn es schickte außer Getreide, das England wohl auf die Dauer aus den Niederlanden beziehen mußte, feine und grobe holländische Leinwand, Segeltuch, Papier, Stärke, Fischbein, verschiedene Sorten Seide, Spitzen,

---

1) In Prof. H. Brugmans Aufsatz „Handel en Nijverheid" in „Amsterdam in de zeventiende Eeuw" übersehen; vgl. fol. 81 ff.

Pottasche, Waidasche, Lackmus, Batist, Nesseltuch, Blech und Kupfer, Kurzwaren, Farbstoffe und andere Artikel nach England, von denen nun ein großer Teil wieder auf eigenen Schiffen verführt werden konnte.

Auch die Einfuhr konnte jetzt zunehmen, die, wenn man die 1667—1668 einkommenden englischen und schottischen Güter allein in Amsterdam rechnet, noch immer sehr belangreich war. Hier allein wurden in diesem Jahr aus England eingeführt 590 Stück „Engelsche packlaeckens wit [weiß] gheverft", 362 Stück „Engelsche laeckenen in de wolle gheverft", 3036 Stück „Laeckensche Dozynkens van Nortfolck", 20 Stück „Engelsche corsayen, 105 Stück „Schotsche laeckenen", 11 609 Stück „Schotsche en Noordsche corsayen" en 696 Dutzend „Schotsche plets" [1]).

Da Bescheide fehlen, ist es unmöglich, mehr auszumachen, wie viele niederländische Schiffe für die Ein- und Ausfuhr dieser Artikel jährlich nach England gingen. Jedenfalls beweisen die Flugschriften der Zeit, daß die Niederländer aus dem erwähnten Separatartikel des Vertrags von Breda großen Nutzen zogen, der sowohl ihrem direkten Handel als ihrem Durchgangshandel nach England in mancher Beziehung zugute kommen mußte.

Diesem Abkommen nun folgte 1668 der dabei in Aussicht gestellte besondere Vertrag, in dem für beide Parteien Freiheit von Handel und Schiffahrt ausbedungen war, selbst für feindliche Ware, sofern sie nicht Konterbande war, während zugleich Bestimmungen über Pässe und Konnossemente sowie über die Durchsuchung der Schiffe festgesetzt wurden; als Regel galt: „vrij schip, vrij goed; onvrij schip, onvrij goed" [2]).

So war denn auch dieser lange gehegte Wunsch der niederländischen Republik und ihres großen Ratspensionärs Johann de Witt erfüllt. Die Generalstaaten der Niederlande zogen die Vorrechte, die den Merchant-Adventurers bisher bewilligt waren, zu-

---

1) Nach der Convooiliste von 1667/1668, der einzigen aus dem 17. Jahrhundert erhaltenen, von Brugmans a. a. O. fol. 81 und 82 angeführt.

2) Vollzogen im Haag am 17. Februar 1668. Vgl. „Tractaet de Marine, tusschen ... Carel de II, Koningh van Groot Brittannien, etc. en de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden", usw. Erschienen in Rotterdam 1668, 4°; bei Knuttel a. a. O. 9620.

rück und beugten damit der Gefahr neuer Verwicklungen vor. Endlich brachte de Witts staatsmännische Klugheit im selben Jahr noch die bekannte „Triple Alliantie“ zwischen Niederland, England und Schweden zustande; sie sollte den Frieden zwischen England und den Niederlanden stärken und, wie man hoffte, auf lange hinaus verbürgen [1]).

Aber eben das sollte nicht sein. Noch einmal hat England im 17. Jahrhundert die Waffen gegen die Niederlande erhoben; am 7. April 1672 erklärte es aufs neue der Republik den Krieg. Es war freilich kein Krieg mehr um ökonomische und kommerzielle Interessen; durch französische Politik und französisches Gold hatte der englische König sich hineintreiben lassen gegen den Willen des englischen Volks.

Auch durch diesen Krieg erlitt der niederländische Handel Schaden. Wohl erreichte die Smyrna-Flotte, die einen Wert von fünfzehn Tonnen Gold an Bord hatte, trotz des feindlichen Angriffs mit nur geringem Verlust glücklich die niederländischen Häfen. Was die Republik ihrerseits ihren Feinden abnahm, war so viel, daß sie auch über andere kleine Verluste sich wahrlich nicht zu bekümmern brauchte. Aber der Stillstand in Handel und Verkehr war diesmal in der Republik besonders groß, so groß, daß die Aktien der niederländisch-ostindischen Kompanie auf die Hälfte, die Schuldverschreibungen des Landes bis auf 30 % herabsanken.

Zwei Jahre lang war die Republik in verzweifeltem Zustand. Dann wurde damals zwischen ihr und England ein dauernder Friede geschlossen, der erst hundert Jahre später wieder gebrochen werden sollte. Es war der am 19. Februar 1674 geschlossene Friede von Westminster, dessen Feier am Eingang dieser Darstellung beschrieben worden ist.

Eigentlich war er eine Wiederholung des Friedens von Breda. So genügt es, zu sagen, daß alle Bestimmungen dieses Friedens ausdrücklich bestätigt wurden. Infolgedessen mußte die Republik

---

1) Vgl. die „Articulen van't Verbont ofte Triple Ligue, gesloten tusschen de Hooge ende machtigste Koningen van Groot-Brittangien, en Sweden, ende Hoogh-Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden“. Erschienen o. O. 1668, 4°; bei Knuttel a. a. O. 9622.

Nieuw-Nederland, das sie wieder erobert hatte, abermals an England abtreten und behielt Suriname, und beide Parteien verpflichteten sich, die in diesem Krieg eroberten Plätze einander zurückzugeben. Ferner sollten, wie früher, von beiden Seiten Bevollmächtigte ernannt und mit dem Abschluß eines neuen Handels- und Schiffahrtsvertrags beauftragt werden, der auch jetzt wieder im Jahr darauf zustande kam, völlig in der gleichen Tendenz wie der 1668 abgeschlossene „Tractaat van Marine".

Hingegen trat in der kolonialen Frage in der Haltung der beiden Mächte eine wichtige Änderung ein.

In Ostindien waren die englische und die niederländische Kompanie nie miteinander ins reine gekommen. Die niederländisch-ostindische Kompanie behauptete ihr Handelsmonopol auf die Dauer mit immer größerer Kraftentfaltung; die englische Kompanie wollte ihre Bemühungen, am ganzen ostindischen und asiatischen Handel steigenden Anteil zu nehmen, nicht aufgeben. Noch immer saßen die Engländer in Bantam und bedrohten da den Handel der niederländischen Kompanie; in Sumatra, Bengalen, an der Küste von Malabar und Koromandel kam es fortwährend zu Zwistigkeiten zwischen den beiden konkurrierenden Gesellschaften. Ein Ende dieses Verhältnisses war vorerst nicht abzusehen, und die kolonialökonomischen und kommerziellen Verwicklungen blieben für beide Nationen eine ständige Kriegsgefahr.

Dem wünschten beide Parteien zuvorzukommen. Sie setzten im 9. Artikel des Friedens von Westminster fest, daß einige Kommissäre in London zusammenkommen und über „een oprecht en billijk reglement op de commercie in Oost-Indie" beraten sollten, da es höchst nötig erscheine, daß die beiden in Ostindien handeltreibenden Kompanien in eine möglichst enge Verbindung träten, und daß ihnen ein Weg eröffnet werde, auf dem sie einander „met wederzydsche goedgunstigheit" begegnen könnten[1]). Die Abgesandten der beiden Regierungen traten im

1) Vgl. zum Folgenden den „Artikel, tusschen . . . Carel de II, Koninck van Engeland, . . . ende de . . . Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, om de geschillen der Engelsche en Nederlandsche Compagnien te voorkomen ende om de geene, die alreede mochten verresen zijn, in't minnelijck te

folgenden Jahr in London zusammen, und in besonderem Übereinkommen wurde am 18. März 1675 auch diese Sache geregelt. Beide Kompanien sollten sich friedlich miteinander vertragen und an die zwischen den beiden Ländern bestehenden gegenwärtigen und zukünftigen Abmachungen gebunden sein. Sollte eine Uneinigkeit vorhanden sein oder später entstehen, so sei jeder Versuch einer gewaltsamen, feindseligen Erledigung verboten und die Angelegenheit dem Urteil der englischen oder der niederländischen Regierung zu unterbreiten. Ziehe sich die Urteilsfällung länger als ein halbes Jahr hinaus, oder sei die verurteilte Partei nicht zufrieden, so solle die Sache einer Kommission von acht Kommissären vorgelegt werden, von denen vier durch die englische und vier durch die niederländische Regierung zu ernennen seien. Die Kommission sollte abwechselnd in London und im Haag, zuerst in London, zusammentreten und das Schlußurteil aussprechen, dem beide Parteien sich zu unterwerfen hatten. Damit war für die Streitigkeiten zwischen der englisch- und der niederländisch-ostindischen Kompanie im Prinzip die Erledigung durch ein Schiedsgericht angenommen, eine neue Weise, an die man bisher noch nicht gedacht hatte.

Ob dieselbe gut war, mußte die Zukunft lehren. Jedenfalls war jetzt ein auf sicherer Grundlage ruhender Friede gewonnen, der vorsorglich allen denkbaren Fragen zu begegnen suchte und einer Wiederholung des nun schon dreimal so gewaltig geführten Kriegs nach Möglichkeit vorbeugte. Die Konkurrenz auf dem Weltmarkt, der Streit um Handel und Industrie, auch der um kolonialen Besitz, sollte, wie beide Regierungen hofften, forthin nicht mehr mit den Waffen ausgefochten werden und bei der lebhaftesten Rivalität doch nicht mehr zu Kriegstreibereien führen.

Das ist denn in der Tat auch geschehen. Welche Fragen seitdem auch noch aufstiegen, und soviel ökonomische und kommerzielle Verwicklungen sich auch nach dem Frieden von Westminster auf beiden Seiten noch ergaben, die oft zu großen und heftigen Klagen und Petitionen führten, das Schwert ist in der Scheide

---

vereffenen ende wech te nemen. Geslooten den 8 Marty 1675, Ouden Styl". O. O. erschienen 1675; bei Knuttel a. a. O. 11305.

geblieben. Der Prozeß der ökonomischen Evolution, den England seitdem im 17. und 18. Jahrhundert durchmachte, hat zu keinem Krieg mit der Republik der Vereinigten Niederlande mehr Anlaß gegeben. Die Zeit der politisch-ökonomischen Kriege zwischen den beiden Staaten war vorbei; der Streit, dem Europa jetzt entgegenging, war ein gewaltiger politischer Kampf gegen Frankreichs Übergewicht, in dem England und die Niederlande als befreundete Mächte einander einträchtig stützen sollten.

IV.
Schluß.

Was haben nun schließlich diese aus ökonomischen Gründen mit so viel Kraftaufwand geführten Kriege beiden Teilen gebracht? Was hat England auf ökonomischem und kommerziellem Gebiet gewonnen? Was hat die niederländische Republik direkt oder indirekt dabei verloren?

Daß infolge der Navigationsakte die englische Schiffahrt zugenommen hatte, beweist sogleich die Tatsache, daß nach dem strengen Winter von 1674, als Tau und Ostwind es zuließen, allein aus der Mündung des Maas dreihundert englische, schottische und irische Schiffe ausliefen[1]). Das war ein bedeutender Unterschied gegenüber dem Zustand im Anfang des Jahrhunderts, als England erst mit sechzig, dann mit hundert Schiffen nach den Häfen der Republik fuhr. Aus der Zunahme der Schiffszahl versteht man auch erst recht, wie wichtig der Handel von Deutschland nach England geworden war, der nicht unmittelbar, sondern größtenteils als Transithandel durch die Kaufleute der Republik über ihr Gebiet geleitet ward. Dabei hatte die Republik auch für ihre Schiffahrt noch Vorteil. Die niederländischen Schiffe konnten ebensogut die deutschen als ihre eigenen Güter verführen; der beste Beweis für den Wert, den die Republik diesem Transport beimaß, ist die Mühe, die sie sich gab, um möglichst günstige Bedingungen gerade dafür zu erlangen.

Am Handel mit Italien und Portugal, der früher für England großen Gewinn abgeworfen hatte, hatte nun die Republik mehr

1) S. den „Hollandsche Mercurius“ von 1675, S. 265.

Anteil gewonnen, dagegen war in Spanien England obenangekommen und der Handel mit Brasilien seit 1654 ganz in englische Hände übergegangen[1]).

Im ganzen war denn auch Englands Handel und Schiffahrt im 17. Jahrhundert außerordentlich gewachsen; das zeigen am besten die Zolleinnahmen, die 1590 nur 50000 Pfund Sterling betrugen, jetzt aber jährlich sicher mehr als 422000 Pfund[2]). Aber doch hatte die englische ökonomische Politik ihr Ziel verfehlt, insofern sie die Holländer in Handel und Schiffahrt überflügeln und den ganzen Transithandel von Nord- und Südeuropa an sich ziehen wollte. Denn der Tonnengehalt der niederländischen Kauffahrteiflotte war noch immer zweimal so groß als der der englischen[3]), und die englische Ausfuhr stand immer noch weit hinter der niederländischen zurück. Erst 1740, also gegen die Mitte des folgenden Jahrhunderts, sollte die Ausfuhr beider Konkurrenten gleich werden; erst damals wurden die Engländer die ebenbürtigen Konkurrenten der Niederländer auf dem Weltmarkt[4]).

Noch immer bezog die Republik viele Handelsgüter aus England, wie Tuche und andere Manufakturwaren, Hüte, bearbeitetes Eisen, Garn, Kattun, indische und türkische Stoffe, rohe und verarbeitete Wolle, die teils im eigenen Land, teils in Deutschland auf den Markt gebracht wurden. Dagegen lieferten die Niederlande nach England Leinwand, Segeltuch, Papier, Fischbein, seidene Stoffe, Spitzen, Muskat und Zimt, Drogerien, Quecksilber, Zinnober, Krapp, Holz, Genever, Garn, Bänder und andere hier zum Teil schon genannte Artikel.

Ziffern lassen sich hier selbst annähernd nicht geben. Da aber trotz dem Hamburger Stapel die jährliche Tuch- und Wolleinfuhr aus England nach der Republik auch noch in dieser Zeit auf 20 Millionen Gulden geschätzt wurde[5]), der Wert also nicht

---

1) S. meine Gesch. v. d. Nederl. handel, S. 271.

2) S. Scherer a. a. O. II, 467.

3) Ebenda 367, 368.

4) S. Pringsheim, Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklungsgeschichte der Vereinigten Niederlande, S. 10.

5) S. die oft erwähnte Flugschrift A. Tollenaers, bei Knuttel a. a. O. 10034, S. 9.

nennenswert zurückgegangen und somit relativ gewachsen war, weil die Einfuhr unter gleichen Umständen früher viel weniger betragen haben würde, so darf man wohl den Schluß ziehen, daß der direkte Handel der Republik mit England sich nicht vermindert hatte. Die niederländische Industrie, die noch so viel rohe und unverarbeitete Stoffe aus dem Ausland zur Verarbeitung bezog, mochte mit Recht eine blühende heißen.

Absolut hatte die niederländische Republik, wie aus allem hervorgeht, mithin wenig verloren. Aber relativ hatte der niederländische Handel, besonders gegenüber dem englischen, nicht mehr dieselbe Bedeutung wie früher. Die allgemeine Bewegung des Handels war in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts riesenhaft vorwärtsgegangen, aber der der Republik hatte nicht gleichen Schritt mitgehalten. Dafür war das Land zu klein, seine Bevölkerung zu gering, so daß der Niederländer sich mit dem einmal errungenen großen Erfolg begnügen mußte.

Schon dafür mußten Regierung und Volk wahrlich ihre äußersten Kräfte anspannen, denn in jedem Fall war für die bestehenden Absatzwege der Niederländer auf dem Weltmarkt England als ein gefährlicher Mitbewerber erschienen. Einstweilen hatten sie noch den Vorsprung, da England wohl mit großer Energie Handel und Schiffahrt in die Höhe gebracht und der englische Unternehmungsgeist sich viele neue Absatzgebiete gesichert hatte, aber Englands Industrie noch weit hinter der niederländischen zurückstand und weder unter Cromwell noch unter Karl II. nennenswerte Fortschritte gemacht hatte.

Und mit noch einer Sache mußte die Republik rechnen, die für ihre ökonomischen und kommerziellen Verhältnisse von großem Gewicht werden konnte, nämlich mit dem völligen oder doch teilweisen Verlust einiger kolonialer Produkte, die der englische Markt durch die Navigationsakte als Monopol an sich zu ziehen strebte. Denn hier war festgelegt, daß die englischen kolonialen Produkte wie Zucker, Tabak, Kattun, Indigo, Ingwer und Farbholz nach keinem andern Land als nach England versendet werden durften, und diese Bestimmungen blieben auch nach dem Frieden von Westminster in Kraft.

Zwar war für einige koloniale Produkte eine Ausnahme ge-

macht. Sie durften als „non-enumerated"-Artikel — die übrigen wurden als „enumerated" bezeichnet — ins Ausland verschickt werden, aber nur unter sehr einschränkenden Bedingungen, die dem Gewicht jener Festsetzung der Akte nichts abbrachen.

Da nun Brasilien, das die Republik 1661 an Portugal hatte abtreten müssen, und z. B. Nieuw-Nederland früher der Republik gehört hatten und außerdem die Frachtschiffahrt nach den englischen Kolonien früher großenteils von den Niederländern getrieben war, so konnten gerade sie durch diese Bestimmung großen Schaden leiden, auch in den Beziehungen des niederländisch-europäischen Handels. Ein großer Teil dieses Handels war eben der mit kolonialen Produkten. Nicht, ob die niederländische Republik in dem ihr gebliebenen Kolonial- und Handelsgebiet diese Produkte auch hatte, war die große Frage, sondern ob ihre Kaufleute regelmäßig genügende Massen davon auf den Markt bringen konnten, so daß die nachteilige Bestimmung der englischen Navigationsakte erfolglos blieb.

Darauf war nur eine Antwort möglich: die Kultur dieser Produkte in den eigenen Kolonien der Republik zu fördern oder wenigstens anzuregen, um selbst zu haben, was man brauchte, um dem Bedürfnis des eigenen Handels zu genügen und keiner Hinderung durch die englische Handelspolitik ausgesetzt zu sein.

Daß dies tatsächlich geschah, beweist, daß die ökonomischen Verwicklungen mit England auch für die Niederlande eine gute Seite haben konnten. Die englische Navigationsakte hat allerdings, wenn auch indirekt, auf die niederländische Kultur in Ostindien einen guten Einfluß ausgeübt.

Miszellen.

Neue griechische Papyri.

Griechische Papyri im Museum des Oberhessischen Geschichtsvereins zu Gießen im Verein mit O. EGER herausgegeben und erklärt von ERNST KORNEMANN und PAUL M. MEYER. Band I, Heft 1 von ERNST KORNEMANN und OTTO EGER. Urkunden Nr. 1—35 mit vier Lichtdrucktafeln. Band I, Heft 2 von PAUL M. MEYER. Urkunden Nr. 36—57 mit drei Lichtdrucktafeln. 91 und 104 S. 4°. Leipzig, B. G. Teubner, 1910.

Mit den zwei angekündigten Heften eröffnen KORNEMANN, PAUL M. MEYER und EGER die Publikation der Gießener Papyri. Ihre Arbeit ist ganz getan, rein und sauber, und reiht sich würdig den sich immer mehrenden Papyruspublikationen an. Zuerst ist das zweite Heft erschienen, dann erst das erste. Anfang 1911 soll der erste Band durch ein drittes Heft abgeschlossen vorliegen. Das Vorerscheinen des 2. Hefts machte eine neu zählende Paginierung desselben erforderlich, die durch eine der arabischen Seitenziffer vorgesetzte römische II sich von der entsprechend als I 1, 2 usw. paginierten Seitenziffer des Hefts 1 abhebt. Das Zitieren nach Seiten wird diese Methode nicht erleichtern, vielmehr, da ja auch mit I der erste Band bezeichnet werden muß, sehr leicht Verwirrung stiften. Die ausgiebigen Kommentare lassen anderseits schwer mit bloßer Zitierung der glücklicherweise fortgezählten Papyrusnummern allein auskommen. Schließlich wird man am besten nach Papyrusnummer und Seite zitieren. Und, um gleich noch eine Bemerkung zu machen, es wäre sehr wünschenswert, wenn die von WILCKEN vorgeschlagenen Abkürzungen durchaus ganz genau eingehalten würden, so z. B. Fir., nicht Fior., Berl., nicht Berol., nach den von WILCKEN (Arch. f. Papyrusforsch. I, 24 ff. und später) ausgesprochenen Leitsätzen. Diese kleinlichen formellen Bemerkungen zeigen sofort, wir sehr in allem irgend Bedeutenden die Arbeit dem entspricht, was wir, verwöhnt in hohem Maße durch englische, deutsche, französische und italienische Vorbilder, von einer modernen Papyruspublikation verlangen. Den Publikationen sind ausführliche textkritsche, sprachliche und sachliche Erläuterungen beigegeben. Daß Übersetzungen so spärlich vorhanden sind, bedaure ich, da niemand besser dazu berufen ist als der Herausgeber. Die beigegebenen Tafeln ermöglichen nicht bloß dem paläographisch geschulten

Benützer die Kontrolle der Lesung, sie geben auch jedermann von bewundernswerten Leistungen der Herausgeber willkommene Proben.

Und nun gleich zum Inhalt. Mit Ausnahme des den Philologen bereits aus Philologus 67 (1908), 321 ff. bekannten literarischen Papyrus Gieß. 1: Xenophon, Symposion 8, 15—18 enthält das publizierte Material nur Urkundentexte. Von diesen allerdings solche aller Arten.

Zum Zwecke eines übersichtlichen Referates wird sich eine Einteilung der Texte nach juristischen Gesichtspunkten empfehlen, wie eine solche ja seit Wilckens erster Archivarbeit (Arch. I, 1 ff.) schon verschiedenen Ortes angewendet worden ist. Daß die Grenzlinien nicht immer mit denen eines juristischen Systems harmonieren, ist natürlich. Wir wollen Gesetze (im weiten Sinne), Gerichts- und Verwaltungsakten, dann Rechtsgeschäfte, Briefe und andere Varia unterscheiden. Zeitlich stammt die Mehrzahl der Texte aus dem 2. und 3. Jahrhundert n. Chr., doch fehlt es nicht an Ptolemäertexten und byzantinischen Urkunden bis ins 6./7. Jahrhundert.

I. Gesetze. Unter allen Texten ist für den Rechtshistoriker wohl am wertvollsten der einzigartige P. Gieß. 40, der 3 Erlässe Caracallas aus den Jahren 212 und 215 enthält. Da der Papyrus sich unter den Heptakomiapapyri befand, dürfte er auch dorther stammen, doch ist seine Herkunft des näheren unbekannt. Die ersten beiden Erlasse sind Edikte, der dritte ist eine vom Kaiser an den Statthalter oder dessen Vertreter gerichtete Epistula. Sie sind offenbar vom Schreiber aus dem Sammelband kaiserlicher Konstitutionen, die in Alexandreia proponiert und dann eben amtlich in einen Sammelband vereinigt wurden, abgeschrieben bzw. (der letzte von ihnen) ausgezogen. Die Subskription des zweiten Edikts macht uns dabei mit dem Publikationsmodus bekannt. Erst erfolgte die Proposition des lateinischen Originals in der derzeitigen Kaiserresidenz (in Rom) am 11. Juli 212. Dann wurde der Erlaß, vermutlich schon in griechischer Übersetzung, nach Alexandreia geschickt. Dort wird er offiziell in Anwesenheit des Statthalters aufgezeichnet (29. Januar 213), worauf erst die Proposition in Alexandreia auf Grund dieser Aufzeichnung, hier durch den procurator usiacus, am 10. Februar 213 erfolgt. Auf diese Proposition folgt dann die Aufnahme in den Sammelband der in Alexandreia proponierten Kaisererlasse. Und von diesem Sammelband können Abschriften genommen werden. Er ist eine allgemein zugängliche Rechtsquelle, ja er selbst ist ebenfalls wieder proponiert worden (Meyer S. 29[1] zu Gieß. 40). Dieser Proposition der *συγκολλήσιμα* (Sammelbände) kann, da die Einzelproposition jedes Gesetzes voraufging, natürlich keine juristische Bedeutung für die Publikation mehr zugekommen sein. Es war nur eine offizielle Republikation einer Reihe von bereits publizierten Gesetzen. Aber kommt der Publikation in Alexandreia nach der in Rom überhaupt noch eine juristische Bedeutung in dem Sinne zu, daß für Ägypten das Gesetz erst von jetzt ab als publiziertes Gesetz Geltung haben konnte? Oder ist die Publikation in Alexandreia etwa für die formelle Geltung des Gesetzes auch in Ägypten gleichgültig und nur eine Wohlfahrtsmaßregel der Verwaltung im Interesse der Provinzialbevölkerung? Die Frage mag auf den ersten Blick müßig scheinen, und man mag die erstere Alter-

native als die selbstverständliche hinnehmen. So denkt wohl auch MEYER, ohne die Frage ausdrücklich zu stellen, wenn ich seine Bemerkung hierüber (S. 28) richtig verstehe. Aber in der modernen staatsrechtlichen Literatur finde ich eine entgegengesetzte Auffassung. LUKAS (Über die Gesetzespublikation, 1903) tritt (S. 16 ff.) für die These ein, daß das römische Recht von der Idee des formellen Publikationsprinzips vollständig durchdrungen sei. Prinzipiell habe der in der Stadt Rom vollzogene formelle Publikationsakt vollkommen genügt, „um das betreffende Kaisergesetz für das ganze Gebiet des römischen Reichs in Geltungskraft zu setzen" (S. 20). Materiellen Publikationshandlungen, wie sie z. B. besonders von Justinian bekannt sind, Verfügungen, um tatsächlich ein Gesetz allgemein bekanntzumachen, hätte jede rechtliche Relevanz gemangelt. LUKAS stützt sich dabei auf MOMMSENS bekannten Aufsatz über Gordians Dekret von Skaptoparene (Ztschr. Sav.-Stift. Rom. Abt. XII [1892], 244 ff.), läßt aber immerhin die Möglichkeit des Erfordernisses einer formellen Publikation in der Provinzialhauptstadt noch als denkbar zu. Diese Vorsicht hat sich durch die Publikation unserer Kaisererlässe in Alexandreia als eine wohlberechtigte ergeben. Anderseits wird man aber wohl einstweilen annehmen müssen, daß Publikation in Alexandreia für Kaisererlässe genügte, um ihnen für ganz Ägypten Geltungkraft zu geben. Zweifellos freilich möchte ich nicht einmal das aussprechen, wenn an BGU. II, 372 und Fay. 24 erinnert wird (vgl. WENGER, Papyrusforsch. u. Rechtswiss. 53 [18] und LUKAS 22 [1]), und wir dazu Oxy. VI, 888 mit dem doppelten Propositionsdatum eines Präfektenedikts in Alexandreia und Oxyrhynchos (MEYER S. 28 [5]) vergleichen und uns vor Augen halten, daß Alexandreia ja staatsrechtlich nicht zu Ägypten gerechnet, sowie daß sein Besuch durch die Provinzialbevölkerung von der Regierung nicht gerade befördert worden ist (s. MEYER S. 38 f.). Dagegen kann, wie bemerkt, eine nach Proposition eines Erlasses folgende spätere Proposition der den Erlass mitumfassenden *συγκολλήσιμα* juristisch nicht mehr von Bedeutung sein, weshalb ich das Doppeldatum des Reskripts des Severus über die longi temporis praescriptio auch eher auf Proposition an zwei verschiedenen Orten mit irriger zweimaliger Ortsangabe von Alexandreia beziehen möchte (vgl. MITTEIS, P. Straßb. I, S. 85, MEYER S. 28 f., 29 [1]).

Sprachlich zeigen zwei der Erlässe genügend Latinismen, um sie als wörtliche Übersetzungen lateinischer Originale anzusprechen, einer dagegen dürfte eine selbständige Konzeption darstellen, die vielleicht (MEYER S. 29) im griechischen Kabinettsekretariat des Kaisers angefertigt wurde. In der Theorie der römischen Rechtsquellen werden diese Erlasse wohl wiederholt als Belegstellen dienen. So enthält das zweite Edikt (s. unten) ein hübsches Beispiel authentischer Interpretation. Es ist hier wie sonst die Fülle des neuen Materials so bedeutend, daß erst viele Arbeit getan sein muß, ehe es so verarbeitet sein wird, wie etwa die Rechtsbücher Justinians.

Inhaltlich ist der erste Erlaß eine höchst willkommene Überlieferung der constitutio Antoniniana. Der Herausgeber hat die Erweiterung unseres Wissens über diese bedeutende und einschneidene römische Maß-

regel Caracallas in lichtvoller Weise dargestellt. Allen Fremden (ξένοις) im Reich wird personell die civitas Romana unter Aufrechthaltung der bisherigen staatsrechtlichen Stellung ihrer Gemeinden verliehen, nur nicht den dediticii (χωρ[ὶς] τῶν [δεδ]ειτικίων). Mit MEYER müssen zu den dediticii in erster Linie die kopfsteuerpflichtigen λαογραφούμενοι gerechnet werden, die unteren Klassen der einheimischen, also im Osten der nicht griechischen Bevölkerung. Diesen, also großen Massen, wurde das Bürgerrecht nicht gewährt. Auch die in der Kaiserzeit im Reiche angesiedelten Barbaren zählen zu den „Nichtrömern". Leider ist der Erlaß, dem wir diese authentischen Nachrichten über die Bevölkerungsschichtung verdanken, arg zerstört. Aber es ist von MEYER aus den erhaltenen Fragmenten auch mit Recht die charakteristische Wendung unterstrichen worden, mit der der Kaiser von den ξένοι spricht, die sich εἰς τοὺς ἐμοὺς ἀνθρώπους begeben haben. Das ist schon despotisch-orientalisches Staatsrecht.

Der zweite Erlaß ergänzt zunächst den Amnestieerlaß, den Caracalla nach Getas Ermordung herausgegeben hatte. Daran schließt sich eine authentische weite Interpretation jenes ersten Amnestieerlasses, „damit niemand zu enge meinen Gnadenerlaß aus den Worten der früheren Konstitution interpretiere" (Gieß. 40, II, 7 f.).

Von besonderem wirtschaftsgeschichtlichen Interesse ist der dritte Erlaß. Er betrifft die Ausweisung der ἀληθινοὶ (= ἀγροικοὶ) Αἰγύπτιοι als lästiger Dorfbewohner aus Alexandreia, wohin sie aus ihren verlassenen Heimatsdörfern gekommen und nunmehr — der Erlaß ist eine Maßnahme zur Unterdrückung des Aufstands von 215 — ein Element der Unruhe geworden sind. An ihrem bäuerlichen Gehaben, an Sprache und Aussehen seien jene leicht kenntlich, die nicht in den städtischen Wandel paßten. Denn es sollten nicht alle Landleute ausgewiesen werden. In den Ausnahmen steckt gerade das wirtschaftsgeschichtlich Interessante. Zu ihnen zählen in erster Linie die χοιρέμποροι, die suarii, die die Stadt mit Schweinefleisch versorgen — MEYER verweist unter anderer Literatur auf GROAGs Aufsatz über Kollegien und Zwangsgenossenschaften im 3. Jahrhundert in dieser Ztschr. II —; dann die ναῦται ποτάμιοι, die besonders für den hauptstädtischen Getreidetransport unersetzliche Dienste leisteten; die Lieferanten von Brennmaterial für die Thermenöfen; ferner wohl die meisten Gewerbetreibenden und endlich auch Vergnügungsreisende und solche, die vorübergehend in Geschäften nach Alexandreia kommen. Zu ihnen mögen auch ägyptische Studenten gerechnet worden sein (S. 38[4]). Für die magische Anziehungskraft der Großstadt auf die Landbevölkerung und Regierungsmaßnahmen gegen drohende Landflucht bietet Alexandreia in Ägypten mehr denn ein Quellenbeispiel.

II. Gerichtsakten. An Prozeßurkunden, richtiger Gerichtsakten im weitesten Wortsinn, ist die Sammlung bisher nicht reich, aber es sind zwei wertvolle Stücke darunter. MITTEIS hat uns neuestens wieder eingehend über die Bewertung all der Eingaben, die an Strategen etc. bis zum Präfekten hinauf gemacht werden, belehrt (Ber. d. sächs. Ges. d. Wiss., phil.-hist. Kl. 62 [1910], 4. Heft, Zur Lehre von den Libellen etc.). So müssen wir die Beschwerde an den Strategen (Zeit des Hadrian)

wegen rückständigen Pachtzinses (Gieß. 46) als nicht eigentliche Klage, sondern als Bitte um polizeilichen Schutz auffassen. Das ist die erbetene *βοήϑεια*. Wenig erhalten ist von Nr. 9 (selbe Epoche), der Eingabe einer Frau an den Strategen, die mit sieben Kindern zurückblieb, während ihr Mann in Geschäften *εἰς Ὄασιν* gezogen ist. Hier deutet auch die Nennung eines *ἀρχιφύλαξ* bei der Suche nach einem Manne auf polizeiliche Intervention. Sehr interessant ist der von Eger schon Archiv V, 137 ff. veröffentlichte und kommentierte Papyrus 34 (265/6 n. Chr.). Da handelt es sich um ein Gerichtsverfahren vor dem Erzrichter. Eine unmündige Erbin ist in einen Exekutivprozeß verwickelt. Ihr Großvater interveniert für sie. Die Epistula des Erzrichters geht auf Vorladung des Gläubigers mit Fristsetzung von 20 Tagen, Verbot der Änderung des Sachbestands bis zur Entscheidung und Androhung der Kontumazialfolgen (Eger S. 88). Leider ist diese Prozeßurkunde recht schlecht erhalten. Eine Rechtsverhältnisse an Grundstücken betreffende Eingabe Nr. 8 (119 n. Chr.) hat ebenfalls Eger bereits in seinem schönen Buche Zum ägyptischen Grundbuchwesen S. 68 ff. bearbeitet. Die Frage, ob analoge Grundsätze, wie sie unser BGB. 891 (grundbuchrechtliche Vermutung) und 892 (grundbuchrechtliche Fiktion) für das deutsche Grundbuchrecht fixiert, schon in Ägypten bestanden haben, ist von begreiflichstem rechts- und wirtschaftsgeschichtlichen Interesse. Was Eger und Lewald, die jüngsten Bearbeiter dieser Fragen, gefunden haben, habe ich kürzlich in einem Referate in der (Münchner) Vjschr. für Gesetzgeb. und Rechtswiss. (3. Folge) XII, 484 ff. zusammengestellt. Im Gießener Text hat ein Verkäufer anscheinend (vielleicht durch betrügerische Manipulation) dasselbe Grundstück zweimal verkauft. Da der erste Käufer erfährt, daß der zweite nun weiterveräußern wolle, legt er Verwahrung ein. Es wird diese in Erfahrung gebrachte Absicht des zweiten Käufers, der schon an ihre Verwirklichung ging, wohl nur das Motiv zu schnellem Handeln für den ersten gewesen sein, um zu verhindern, daß der ungenannte Dritte in seinem guten Glauben an das Grundbuch geschützt werde, in welchem bereits der zweite Käufer apparierte. Wie nun die Eingabe beschaffen war, mit der der erste Käufer sein Recht wahrte (vgl. Vormerkung, Widerspruch), können wir nicht sicher ausmachen. Jedenfalls aber wird dieser Gießener Text stets in Behandlung dieser interessanten Frage in vorderer Reihe der Quellen zu stehen haben.

Neben Gieß. 8 wird aber der Eger noch nicht bekannte, jüngst von Hunt veröffentlichte Papyrus aus Oxyrhynchos Oxy. VII, 1027 sehr zu beachten sein. Dieser schon durch sein frühes Datum (1. Jahrhundert) ausgezeichnete Text ist leider nur im Mittelstück, aber hier mit bedeutsamen Wendungen erhalten. Ein Gläubiger hat zwei Brüdern Geld geliehen und hierfür Häuseranteile verpfändet erhalten. Als er nun sein Pfandrecht verwirklichen will, erfährt er, daß der Vater der beiden Schuldner durch eine Eingabe dem ein Hindernis in den Weg zu legen versucht habe, indem er *ματαίως εἱστορεῖ περί τε τοῦ ἀγνοεῖν α[ὐ]τὸν τὴν τῶν ἐμοὶ γε<γε>νη[μένων] ἀσφαλιῶν ϑέσιν καὶ ὅτι ὑπόκειται αὐτῶι* (das Weitere verloren). Was soll dieser Passus bedeuten? Der Vater

der Schuldner erzählte in der Eingabe „nichtiger“ Weise, er habe vom Pfandrecht des Gläubigers nichts gewußt, vielmehr selbst ein Pfandrecht erworben. Leider bricht gerade da der Papyrus ab. Möglich — nicht mehr, denn es lassen sich auch andere Erklärungen finden — ist folgende Deutung: Die Eintragung des Pfandrechts des Gläubigers ist zunächst unterblieben. Als dieser nun — die Einzelheiten des Vorgangs sind uns ja nicht genügend bekannt, vgl. EGER, Grundbuchwesen 46[6] — zur Exekution schreiten wollte und vielleicht zu diesem Behufe nachträglich Eintragung haben wollte, erhob der Vater Widerspruch, weil er (auch außerbücherlich) im Vertrauen aber auf das (nach dem Grundbuch) lastenfreie Eigentum seiner Söhne ein Pfandrecht erworben habe. Nun wäre es begreiflich genug, wenn dieser Behauptung des Vaters der Gläubiger mit Mißtrauen begegnete und durch Nachweis der Unrichtigkeit des *ἀγνοεῖν*, also der Kenntnis des Vaters vom wirklichen Stand der Dinge, seinem Widerspruche begegnete und die Priorität seines Pfandrechts erstritte.

Es wäre bei dieser Deutung sowohl für Gieß. 8 als auch Oxy. 1027 interessant, daß die Beteiligten mit der Richtigstellung des Grundbuchs bei geänderter materieller Rechtslage zögerten und säumten, bis eine aus der grundbuchrechtlichen Fiktion — Richtigkeit des Grundbuchsstands zugunsten des gutgläubigen Erwerbers (§ 892 BGB.) — entspringende Gefahr sie zu schleunigem Handeln veranlaßte. Es kann aber bei unseren Annahmen natürlich auch nicht das System der formalen Rechtskraft der Eintragungen in dem Sinne gegolten haben, daß das dingliche Recht nur durch Eintragung, nie außerbücherlich hätte erworben werden können und das Eingetragene schlechthin galt, vielmehr beruhen alle unsere Papyruskomplikationen auf der Möglichkeit einer Duplizität dinglicher Rechte (bücherlicher und außerbücherlicher Art). Vgl. etwa DERNBURG, Bürgerl. Recht III[4], 154 f. Während der Korrektur dieser Zeilen gehen mir, durch die Güte des Verfassers, die neuesten Bemerkungen zum ägyptischen Grundbuchsrechte zu, die MITTEIS soeben (Ber. d. sächs. Ges. d. Wiss., phil.-hist. Kl. 62 [1910], 9. Heft) veröffentlicht hat. Ich freue mich, die unsere Sache wesentlich fördernde Vermutung dieses Gelehrten hier zustimmend wenigstens zitieren zu können, wonach das ägyptische System ein ähnliches gewesen sei, wie das Inskriptions- und Transskriptionssystem des französischen Rechts, also das dingliche Recht inter partes bereits mit dem Übertragungs- bezw. Verpfändungsakt wirksam geworden sei — und sowohl auch bösgläubigen Dritten gegenüber gewirkt haben mag —, während die Wirkung des Rechts gegenüber jedem Dritten erst vom Eintragungsakt an entstanden sei. Für alles Nähere MITTEIS a. a. O., bes. S. 256. [S. jetzt auch PARTSCH, Gött. Gel. Anz. 1910, 743.]

III. Verwaltungsakten. Unter diesen hebt KORNEMANN schon selbst als das — vom allgemeinen kulturhistorischen Standpunkt gewiß interessanteste — Stück Nr. 3 hervor: es beginnt mit der frohen Verkündung des dem Volk nicht unbekannten Gottes Phoibos, er sei auf seinem Schimmelgefährte eben mit Trajan zum Himmel gefahren und künde als den neuen Herrscher Hadrian. Dies Ereignis durch Opfer, Fest und Spiel zu feiern, fordert die zweite Strophe auf. Der Papyrus —

bereits von KORNEMANN, WILCKEN, REITZENSTEIN besprochen (Literatur im Kommentar zum Text) — ist wohl der Text eines Festvortrages für eine offizielle Loyalitätskundgebung für den neuen Kaiser.

Besonders wertvoll für die von ROSTOWZEW und anderen bereits wiederholt erwogene Frage des ägyptischen Getreidetransportwesens ist Gieß. 11 (a° 118 p. Chr.), der uns Einblick in die alexandrinische Transportverwaltung gewährt und das *ναυκλήριον* als Pachtgeschäft von reichen Einzelpersonen, sonst von einer *κοινωνία* mehrerer solcher betrieben, in seiner allmählichen Umwandlung zur Liturgie zeigt. Die Aufgabe, aus den Gauen Getreide nach Alexandreia zu bringen, wird nach Gauen unter die alexandrinischen Reeder (*ναύκληροι*) und Kapitäne (*κυβερνῆται*) verteilt. Alle beim Niltransport Beschäftigten werden als Korporation organisiert. Der ganze Verwaltungskörper heißt *χειρισμός* (ratio). Die Korporationsmitglieder sind halb Unternehmer, halb Liturgiepflichtige. Die Kapitäne schwören den Diensteid; aber auch die Reeder sind von alexandrinischen Beamten abhängig und müssen — dies schon auch als Unternehmer — Garantie stellen (ROSTOWZEW bei KORNEMANN zum Papyrus).

Nr. 41 ist ein wiederholtes Gesuch um einen sechzigtägigen Urlaub (*περὶ κομεάτου*, commeatus!), das ein Stratege beim Statthalter anbringt, um seine heimatliche Scholle in Ordnung zu bringen, der besonders von den „gottlosen Juden“ übel mitgespielt war. Es ist ein neues Dokument zum großen Judenkrieg der Jahre 115—117, auf den sich bereits eine Reihe von Urkunden beziehen. Vgl. WILCKEN, Zum alex. Antisemitismus in Abh. sächs. Ges. d. Wiss. 1909, XXVII, 783 ff. u. P. M. MEYER zum Papyrus.

Auf eine Reihe anderer Urkunden von verwaltungsrechtlichem und insbesondere auch wirtschaftsgeschichtlichem Interesse vermag ich hier nur noch hinzuweisen. Es genügt dies aber auch, denn der Wirtschaftshistoriker weiß längst, daß er an diesen Publikationen so wenig vorübergehen kann als der Rechtshistoriker. Mit bewundernswerter Sachkenntnis haben die Herausgeber die Texte kommentiert und auch bei den schwierigsten Fragen sich nicht gescheut, eine Antwort zu geben oder zu versuchen. Einige Andeutungen mögen hier zeigen, was uns die Gießener Sammlung alles bringt. Nr. 42 (aus Heptakomia, Zeit Hadrians), ein Vermessungsbericht über Kanalarbeiten: Länge, Breite, auch, soweit die Arbeit schon genügend vorgeschritten, Tiefe einzelner Teilstrecken werden verzeichnet. Ins Steuerverwaltungsrecht führen uns die eidlichen Deklarationen behufs Veranlagung der Kopfsteuer (Steuersubjektsdeklarationen) Nr. 43 und 44 (Heptakomia, Jahr 118/9); dann Nr. 48 (Heptakomia, Jahr 202/3), ein „amtliches Schreiben des stellvertretenden Finanzkontrolleurs des Gaues Antaiopolites an den Strategen und den königlichen Schreiber des Gaues“, betreffend eine Prüfung und Revision, die der Kontrolleur vorgenommen. Über die Verwaltung der annona militaris gibt ein Brief eines Diakons an zwei *λειτουργοῦντες* Nr. 54 (4./5. Jahrhundert) wertvolle, von MEYER gewürdigte Aufschlüsse.

In der Abrechnung eines Privatbeamten des Strategen Apollonios, die ganz entsprechend den Wirtschaftsbüchern (z. B. Gieß. 31) gehalten

ist, Nr. 10 (118 n. Chr., Heptakomia), sind von wirtschaftsgeschichtlichem und rechtshistorischem Interesse die Zahlungen an die Zünfte als solche. So wird Z. 5 gezahlt *σακκοπλόκοις ὑπὲρ τιμῆς σάκκων* (den Säckemachern für Säcke) 120 Drachmen; Z. 19 erfolgt eine ähnliche Zahlung an die Säckemacher *δι(ὰ) Παχούμιο(ς) νεω(τέρου) σακκοπ[λ]ό(κου)*, also für den Verband an ein Organ der Korporation. Eine andere Zahlung erfolgt an die *εἰλαιοπῶλαι* der Metropole. KORNEMANN hat schon auf die bisher zu wenig in der Literatur beachtete Frage hingewiesen, wie weit genossenschaftliche Produktion stattgefunden hat oder doch gemeinsamer Verkauf durch die Zunft.

Die Pachtofferten auf Staatsland, die KORNEMANN bereits früher publiziert hat und deren Erklärung daraufhin von WILCKEN in gewohnter Weise gefördert wurde, Nr. 4—7, geben uns Einblick in beneficia, die Hadrian den Kolonen zuteil werden ließ. Zwei Paragraphen dieses Edikts konnte KORNEMANN rekonstruieren. Die eine Wohltat für die Eingeborenen besteht darin, daß, wo die normale Pachttaxe für Domonialland nicht mehr gerechtfertigt war, sie Pachtung zu einem niedereren Pachtzins, *κατ' ἀξίαν*, mit Berücksichtigung der unternormalen Ertragsfähigkeit der Bodens, erreichen konnten. Eine andere *εὐεργεσία* veranlaßt die Außerrechnungsstellung der *ἀνύπαρκτα*, worunter KORNEMANN mit WILCKEN vom Strome fortgerissene Ländereien versteht (*ποταμοφόρητα*). Diese anscheinend selbstverständliche Maßregel mag von der Bureaukratie, die wohl für das Elend der Kolonen nicht viel übrig hatte, vernachlässigt und daher vom Kaiser mit Grund eingeschärft worden sein.

Auch das Pachtangebot auf zwei Garderobierstellen in den städtischen Thermen von Oxyrhynchos (Nr. 50, Jahr 259) darf, da an den städtischen Funktionär gerichtet, schon hier unter den Verwaltungsakten genannt sein. Diese Papyri führen zu den Privaturkunden hinüber.

IV. Rechtsgeschäfte. Unter diesen begegnen zunächst einige Ptolemäertexte. Nr. 2 ist ein Ehekontrakt aus Krokodilopolis (173 v. Chr.), wohl mit KORNEMANN als ein Exemplar (vermutlich scriptura exterior) einer der durch RUBENSOHNS Publikation der Elephantine Papyri uns so anschaulich gewordenen Doppelurkunden. Das große sachliche Interesse dieser Urkunde, die KORNENANN auch hierin voll gewürdigt hat, ist mit der freien Position der Frau Olympias gegeben, die *ἐξέδοτο ἑαυτὴν μετὰ κυρίου τοῦ ἑαυτῆς πατρός* dem Manne Antaios, also nicht verheiratet wird, wie dies griechische Sitte ist, sondern sich verheiratet. Für die freie Stellung der Frauen in Ägypten hat KORNEMANN viel alte und neue Literatur zusammengestellt. P. M. MEYER eröffnet das zweite Heft mit „Griechischen Übersetzungen demotischer Verträge der Ptolemäerzeit aus der Thebais“ (Nr. 36—39). Dabei ist für den Juristen am merkwürdigsten die von MEYER versuchte Erschließung der ptolemäischen prozessualen *συγχώρησις*. Sie sei eine von beiden Parteien beim Prozeßgericht „eingereichte Urkunde, die den Rechtsstreit durch eine zu den Gerichtsakten genommene Erklärung, ein Anerkenntnis der einen Partei oder auch eine gemeinsame Erklärung beider Parteien (einen Vergleich) beendigt“ (S. 4): also kurz ein gerichtliches Aner-

kenntnis oder ein gerichtlicher Vergleich: vielleicht ein Institut des ägyptischen Rechts; das wäre ein für jeden juristischen Praktiker so naheliegendes Institut, daß es natürlich auch dem griechischen Recht zugesprochen werden könnte. Mit dieser ptolemäischen wäre dann die *συγχώρησις* der Kaiserzeit endlich voll beleuchtet als die „von den Kontrahenten an den *ἀρχιδικαστὴς καί πρὸς τῇ ἐπιμελείᾳ τῶν χρηματιστῶν καὶ τῶν ἄλλων κριτηρίων* in Form eines Anerkenntnisses der einen Partei oder Vergleiches beider eingereichten Geschäftsurkunde jeder Art". „Der Gang des Verfahrens wird beibehalten." Aber während früher die *συγχώρησις* einen wirklichen Rechtsstreit beendigte, wäre jetzt nur ein Scheinrechtsstreit begonnen, um einen magistratischen Spruch zu provozieren, der die — von beiden Parteien einverständlich gewollte — neue Rechtslage herbeiführen oder mit herbeiführen sollte. Der Vergleich mit der in jure cessio des römischen Rechts liegt zu nahe, als daß ihn nicht der Herausgeber sofort angestellt hätte. So klar und für den Rechtsvergleicher ansprechend diese Ausführung ist, so muß sie doch noch mit Vorsicht aufgenommen werden, ist doch das entscheidende Wort Z. 7 *συγχ(ωρήσεως)* unsicher genug, wenngleich ich mich der sachlichen Argumentation der Herausgebers anschließen möchte. Stark zweifelnd jetzt W. SCHUBART, Deutsche Liter. Zeit. 21. Mai 1910, 1313.

Unter den Rechtsgeschäften der römischen und byzantinischen Zeit begegnen wir den bekannten Typen von Kauf, Miete und Pacht, Darlehen, Quittung, Testament, aber aus jeder Urkunde können wir diese und jene Einzelheit, aus vielen eine Reihe neuer Dinge lernen. Neben und zeitweise vor das juristische tritt das wirtschafts- und allgemein kulturgeschichtliche Interesse. So ersehen wir aus dem späten Pachtvertrag über Rebenland, den der Vertreter eines Klosters mit dem Weinbauer abschließt, den ganzen Wirtschaftsbetrieb; wir lernen das Inventar kennen, das mitverpachtet wird, und die Pflichten, die der Pächter übernimmt. Zur Hälfte soll den Ertrag das Kloster haben; der Pächter muß seine Hälfte mit dem *γεωργός*, dem Klosterkolonen, teilen, der an die Scholle gebunden, aber doch am Ertrag beteiligt ist (Nr. 56, Hermopolites, 6. Jahrhundert). Der Mietzins im Immobiliarmietvertrag aus Oxyrhynchos Nr. 49 (3. Jahrhundert) wird zum Teil in Geld in Halbjahrsraten, zum Teil in monatlicher Lieferung von Schweinefleisch, endlich mit einem beim Demeterfest fälligen weiblichen Ferkel beglichen. Schließlich nenne ich Nr. 52, die Mietsofferte für ein Magazin (*κέλλα*) im Portal eines Hauses. Der Mietzins ist Geld (Hermupolis, Jahr 397).

V. Briefe. Familien- und Geschäftsbriefe zeigen uns auch hier wieder Mann und Frau, Mutter und Sohn, Geschäftsherrn und Vertreter in des Lebens Sorge und Freude. Große weltgeschichtliche Ereignisse — wie der schon erwähnte Judenkrieg — stehen im Hintergrunde. Nr. 12—27 sind derartige Briefe aus Heptakomia, geschrieben in Hadrians Zeit. Auch juristisch Wertvolles steckt in diesen Dokumenten, so in Nr. 25 mit einem neuen Belege für Prozeßstellvertretung wegen Abwesenheit. Auch eine Geschwisterehe weisen uns diese Texte auf. In Nr. 19 ist von einem Manne, dem Bruder und Gatten der Brief-

schreiberin, die Rede, dessen Name auf eine öffentliche Liste gesetzt war. Z. 20 f.: *καὶ γὰρ τὸ ὄνο[μα . . . . . . τοῦ ἀ]δελφοῦ προετέθη.* Leider ist das Folgende nicht erhalten. Was für ein Aufgebot das war, ersehen wir nicht. Auch an Proskribierte (im Judenkrieg) könnte mit KORNEMANN gedacht sein. Und neben all dem welch zarte Einzelheiten: *ὤφελον εἰ ἐδυνάμεθα πέτασθαι* (!) *καὶ ἐλθεῖν καὶ προσκυνῆσαί σε.* So schreibt in Nr. 17 die treue Dienerin voll Sorge um den in der Ferne erkrankten Herrn.

Nr. 55, das Schreiben eines Bischofs an seinen Amtsbruder (Thebais, 6. Jahrhundert), ist ein Papyrus, den der Kirchenhistoriker beachten muß. Es handelt sich um einen Kleriker, der vor langer Zeit vom seligen Bischof Phoibadios ordiniert worden ist (*χειροτονηθέντος*) und zwar wohl die Diakonsweihe erhalten hat. Dieser, so wünscht der Briefschreiber, möge im Sprengel des Adressaten ein Diakonat erhalten — das *ἀχθῆναι ὡς διάκονον* kann sich nur auf Investitur, nicht auf Ordination des schon Ordinierten beziehen —, bis er mit Gottes Hilfe in seinem eigenen Dorfe Verwendung finde.

Einiges von dem, was die neue Sammlung bietet, wurde hier vorzubringen versucht. Wer in sie Einblick nimmt, wird sie nicht enttäuscht aus der Hand legen. Sie bringt so vieles, daß sie jedem etwas bringt. Den Herausgebern aber zu danken und sie zum Geschaffenen zu beglückwünschen, haben wir allen Anlaß und nehmen ihn auch gerne wahr.

München. LEOPOLD WENGER.

Markgenossenschaft und Gerichtsbezirk.

F. VARRENTRAPP, Rechtsgeschichte und Recht der gemeinen Marken in Hessen. Teil I: Die hessische Markgenossenschaft des späteren Mittelalters. (Arbeiten zum Handels-, Gewerbe- und Landwirtschaftsrecht, herausgegeben von E. HEYMANN, Heft III.) Marburg 1909. VIII und 260 S.

Praktische Rechtsfragen, so erfahren wir aus der Einleitung des vorliegenden Buches, sind hier der Anlaß zum Entstehen einer breit angelegten wissenschaftlichen Untersuchung geworden, die nach ihrem Abschlusse — das ganze Werk ist auf drei Teile berechnet — dem modernen Juristen gewiß eine wertvolle und zuverlässige Stütze sein wird, gerade aber in dem bisher erschienenen ersten Teil, der die Darstellung bis zum Ausgange des Mittelalters führt, für den Rechtshistoriker von besonderem Interesse ist.

Der Behandlung des Stoffes nach zerfällt der bisher erschienene Teil der VARRENTRAPPschen Arbeit in zwei Teile: rechtsgeschichliche Fragen werden in den ersten drei Kapiteln erörtert, während dogmatische Probleme im vierten und fünften Kapitel überwiegen.

Von den Besonderheiten des hessischen Quellenmaterials geht V. aus; dann beginnt eine eingehende Untersuchung der Grundlagen, auf

denen sich die spätmittelalterliche Markverfassung aufbaut. Mit dem Entstehen fester Siedelungen — in Hessen vorwiegend Dörfer — bilden sich auch Markgenossenschaften; allerdings sind diese noch weit lockerere Verbände als später zur Zeit der Weistümer[1]); und die ältesten Marken sind keine „abgemessenen Eigentumsbezirke", sondern „noch am ersten kolonialen Interessensphären vergleichbar" (S. 18). Ihre Grenzen bilden nicht immer, aber oft große Stücke ganz herrenlosen Waldes. — Grund- und Gerichtsherrschaft, Vogtei und Leibherrschaft, jene Herrschaftsrechte, die mehr oder weniger auch für die Entwicklung der Markverfassung von Bedeutung wurden, finden eine kurze, gut orientierende Darstellung, und indem V. die Entwicklung dieser Rechte in ihrem gegenseitigen Verhältnis untersucht, kommt er zu dem Ergebnis, daß „manche Herrschaftsrechte ohne Rücksicht auf den Entstehungsgrund ausgedehnt werden" (S. 39), und daß immer mehr an Stelle der „Teilung nach Rechten am einzelnen Menschen und einzelnen Gut" eine „sachliche Teilung aller Herrenrechte" tritt (S. 43). Nach ihrem Verhältnis, so nimmt V. an, ließen sich die Markgenossenschaften im früheren Mittelalter in altfreie und Hofmarkgenossenschaften teilen, während gegen Ende des Mittelalters eine Annäherung beider Gruppen sich vollzöge, die eine Reihe von Übergangsformen mit fließenden Grenzen zur Folge gehabt habe. Denn einmal sei in den altfreien Markgenossenschaften der herrschaftliche Einfluß durch Weiterentwicklung der Obermärkerschaft aus einem Rechte *in* der Mark zu einem Rechte *über* die Mark geworden, während in den ehemaligen Hofmarkgenossenschaften die Märkerrechte im Zusammenhang mit einer Besserung der bäuerlichen Standesverhältnisse sowie der Rechte am Einzelgut erstarkt seien (§ 7 und § 8).

---

1) In einem Zusatz auf S. 241 nähert sich V. der Ansicht SCHOTTES (Studien zur Geschichte der westfälischen Markgenossenschaft 14 f. u. 5 f.), welcher das Vorhandensein von Markgenossenschaften für die ältere Zeit (bis in das 11. Jahrhundert) bestreitet. — Über diese bei V. zu beobachtende Unsicherheit hinaus führen in glücklicher Ergänzung die Ausführungen von K. HAFF im VIII. Bande dieser Zeitschrift, 17 ff. Indem HAFF hier scharf das Dorf als Markgenossenschaft, die vicinitas, von den mehrere Dörfer umfassenden Markgenossenschaften scheidet, bejaht er das Vorhandensein der Dorfmarkgenossenschaft für die ältere Zeit, läßt dagegen die größeren Markgenossenschaften sich erst später bilden. — Dorfmarkgenossenschaft und größere Markgenossenschaft unterscheiden sich aber auch durch den wirtschaftlichen Zweck, den sie erfüllen. Für die frühere Zeit wird daher anzunehmen sein, daß diejenigen wirtschaftlichen Zwecke, welche in der späteren Zeit die großen Markgenossenschaften erfüllten, durch freie Marknutzung des einzelnen (außerhalb der engeren Dorfmark) ihre Befriedigung fanden. — Nicht zu verwechseln mit der fränkischen Dorfmarkgenossenschaft sind aber die lokalen Dorfmarkgenossenschaften des späteren Mittelalters, welche in erster Linie dem Einfluß der lokalen Gerichtsbezirke ihre Entstehung verdanken dürften, und immer mehr die Substrate der *gesamten* Marknutzung der Gerichtseingesessenen wurden. Schon aus diesem Grunde sind sie größer zu denken als das Gebiet der fränkischen vicinitas. — Für das ursprüngliche Vorhandensein großer Markgenossenschaften spricht sich aber aus G. v. BELOW, Hdw. d. Staatsw., III. Aufl., Art.: „Markgenossenschaft".

Mit einem „non liquet“ beginnt das dritte Kapitel: für die Frühzeit des Mittelalters verzichtet V., die Frage nach dem politischen Charakter der Markgenossenschaft, ihrem Zusammenhang mit der Hundertschaft zu beantworten; für die spätere Zeit, die Zeit der Weistümer, ergibt sich dagegen, „daß Gerichts- und Markgenossenschaften häufig zusammenfallen“, „daß die Gerichtsherren oft auch Markherren sind, daß aber Gerichts- und Markgenossenschaft organisch nicht verbunden sind“ (S. 81). Übergehend zu dem örtlichen Umfang der Markgenossenschaft, lehnt V. es ab, der „Urdorftheorie“, d. h. der Erklärung jeder alten Markgemeinschaft aus Urdorfbeziehungen eines Mutterortes zu seinen Töchterdörfern, für Hessen eine generelle Bedeutung zuzusprechen. Schon die vermutlich geringe Größe der ältesten hessischen Siedelungen mache es unwahrscheinlich, „daß eine solche Ansiedelung allein Nutzungsgebiete von einer Größe, wie sie für manche spätere Marken feststeht, auch nur als Interessensphäre wirksam innegehabt habe“ (S. 87). Dennoch nimmt V. für die ältere Zeit Marken großen Umfangs als das Ursprüngliche an[1]). Für das spätere Mittelalter sind dagegen Markgenossenschaften, die etwa 3—5 Dörfer umfassen, für Hessen das Übliche. In diesen größeren Markgenossenschaften, aber diesen noch eingeordnet, gibt es auch bereits Dorfmarkgenossenschaften, während „reine Dorfmarkgenossenschaften, die in keinem höheren Markverband mehr stehen“, selten sind. Zersetzend auf alte Markgemeinschaft wirkte Städtegründung. Markgenossenschaften, die kleiner sind als die Siedelungseinheit des Dorfes, erklären sich dadurch, daß die ehemaligen Bewohner einer Wüstung ihre Mark nicht mit der Dorfmark vereinigt haben (§ 10).

Mit einer Untersuchung des mittelalterlichen Eigentumsbegriffes beginnt das 4. Kapitel. Rechtsdogmatisch verwirft V. den Begriff des „geteilten Eigentums“, nimmt aber rechtshistorisch seine Teilungsmöglichkeit an (S. 106). Auf den konkreten Fall des Markeigentums angewandt, charakterisiert V. dieses als „nach Befugnissen geteiltes“ Eigentum (S. 121) und stellt fest, daß in der Verfügungsbefugnis der herrschaftliche Einfluß stärker wird, so daß gegen Ende des Mittelalters alleiniges Verfügungsrecht seitens der Märker nicht mehr vorkommt (§ 12). Die folgenden Paragraphen (§§ 13—15) bringen sehr eingehende Untersuchungen über die rechtliche Natur der Märkerbefugnisse und die Teilung dieser Befugnisse zwischen Herrn und Märkern einerseits, Märkergesamtheit und einzelnen Märkern andrerseits.

Der Verfassung der Markgenossenschaft ist das letzte Kapitel gewidmet. Die persönlichen und dinglichen Voraussetzungen der Zugehörigkeit zur Markgenossenschaft werden in § 16 behandelt. Ihrer Rechtsnatur nach ist die Markgenossenschaft eine „Genossenschaft alten Rechts“; „sie steht dem Begriff der juristischen Person am nächsten, und zwar dem deutschrechtlich begründeten“. Die Genossenschaft als solche hat einen einheitlichen Willen; Minderheiten werden zunächst

1) Eine Annahme, die durch V.s Ausführungen im Nachtrage (S. 242) für ihn selbst wieder problematisch wird: „Deshalb ist es nicht unbedenklich, das Nutzungsgebiet [der älteren Zeit] Mark zu nennen.“ Vgl. S. 201, Anm. 1.

ignoriert; zur Zeit der Weistümer beginnen aber die ersten Anfänge des Mehrheitsprinzipes (S. 218 f.). Im ganzen genommen ist die Markgenossenschaft gegen Ende des Mittelalters ihrer Organisation nach noch in der Entwicklung begriffen; eine strengere Organisation beginnt und ist in den Dorfverbänden bereits weiter fortgeschritten als in den größeren Markgenossenschaften (S. 223 f.) Das Verhältnis dieser zu den Dorfverbänden ist noch ein fließendes; jedoch ist ein Übergehen von Befugnissen auf letztere zu beobachten (§ 18). Ein letzter Paragraph behandelt noch einige spezifische Markangelegenheiten; dann folgen einige Zusätze, in denen sich der Verfasser mit den jüngst erschienenen Arbeiten von SCHOTTE und THIMME auseinandersetzt[1]; ein dem Praktiker gewiß besonders willkommenes Ortsregister bildet den Abschluß.

Von den verschiedensten Gesichtspunkten aus — das dürfte dieser Überblick über V.s Arbeit erkennen lassen — hat der Verfasser seinen Stoff gesichtet und verarbeitet und so eine Darstellung geschaffen, die in den Kapiteln rechtsdogmatischen Inhalts ihren Höhepunkt erreichen dürfte. Seine Abneigung gegen allgemein gültige Theorien, sein nüchternes Abwägen aller hervortretenden Erscheinungsformen ist gewiß sehr beherzigenswert. Aber, so scheint es mir, V. ist in diesem an sich sehr lobenswerten Bestreben zu weit gegangen und hat Momente, die für die Entwicklung der Markverfassung von besonderer, einschneidender Wirkung sind, nicht genügend hervorgehoben gegen andere, die mehr Reste einer früheren Stufe der Entwicklung oder durch besondere Fälle geschaffene Ausnahmen sind. Ich meine hier vor allem das Verhältnis von Markverfassung und Gerichtsverfassung. V. selbst ist in § 9 eingehend auf diese Fragen eingegangen, und seine Ergebnisse — gewöhnlich, aber nicht immer fallen nach den Weistümern Gerichts- und Markgenossenschaften zusammen; die Gerichtsherren sind oft auch Markherren, aber Gerichts- und Markgenossenschaft sind nicht organisch verbunden — sind gewiß zutreffend für die Beurteilung des spätmittelalterlichen „Tatbestandes", ohne aber die tiefere Seite des Problems, inwiefern die spätmittelalterliche Gerichtsverfassung zu der Gestaltung der Verhältnisse der Marken in einem ursächlichen Zusammenhange steht, zu erschöpfen. Denn daß auch für Hessen jene Gerichtsbezirke (Bannherrschaften), die sich seit dem hohen Mittelalter überall im westdeutschen Gebiete so nachdrücklich bemerkbar machen[2], in den Verhältnissen der Marken tiefgreifende Veränderungen vorgenommen haben, und daß es sich hier nicht nur um ein zufälliges Zusammenfallen der Bezirke der Gerichts- und Markverfassung handelt, erscheint mir nach dem von V. selbst angeführten Quellenmaterial und

---

1) Allzu große Vollständigkeit in der Benützung der neueren Literatur hat V. nicht erstrebt. Vgl. HAFF in der Zs. d. Sav.Stiftung f. RG. G. A. 30, 393 unten. Die dort angeführten Desiderate ließen sich noch vermehren.

2) Vgl. über diese jetzt: G. SEELIGER, Staat und Grundherrschaft in der älteren deutschen Geschichte, Progr. d. Leipz. phil. Fak., Leipzig 1909, S. 21 ff.

den übrigen hessischen Weistümern[1]) unzweifelhaft[2]). Da aber V. der Gerichtsherrschaft der Markverfassung gegenüber einen solch tiefgreifenden, umbildenden Einfluß nicht zuerkennt, sondern nur von einem gelegentlichen Zusammenfallen der Bezirke der Gerichts- und Markverfassung spricht, ist ihm einmal entgangen, daß in sehr zahlreichen Fällen der Weistümerzeit von einer besonderen Markverfassung kaum mehr geredet werden kann, sondern daß den herrschaftlichen Schöffenkollegien die Kompetenz in Markangelegenheiten überwiesen ist. Wenn V. mit Hinblick auf die Schöffen als Vertreter der engeren Verbände der Mark bemerkt: „Diese Einrichtung ist wesentlich aus der Gerichtsverfassung erwachsen“ (S. 227), so ist dem entgegenzuhalten: Diese Einrichtung *ist* die Gerichtsverfassung, die nicht nur räumlich, ihren Bezirken nach, die alten Marken durchsetzt, sondern auch die Funktionen der alten Markgenossenschaften in steigendem Maße an sich zieht. Und dann hat V. sich meines Erachtens dazu verleiten lassen, eine Reihe von Quellenstellen, die sich auf die Gerichtsverfassung beziehen, auf die Markverfassung zu deuten: so z. B. die auf die „Fastnachtshühner“ bezüglichen Zitate (S. 187 f.), die V. als „Haushaltabgabe der Markgenossen“ anspricht, während sie doch die Gerichts(Schirm-)abgabe par excellence sind. Auch erscheint es mir nicht angängig, den Zentgrafen von Lauterbach in diesen Zusammenhang zu bringen und seine Absetzungsmöglichkeit „durch die Märker“ (S. 59) zu betonen. Denn einmal handelt es sich hier nach dem klaren Wortlaut der Quelle[3]) um einen Gerichtsbeamten, und dann haben nicht „die Märker“, sondern „das Gericht“ das Absetzungsrecht. Gerade in den auf die Beamten der Markgenossenschaft bezüglichen Abschnitten dürften noch eine Reihe weiterer Quellenstellen zu streichen sein. Zu widersprechen ist auch den weitgehenden Schlüssen, die V. S. 231 ff. aus dem Weistum Herrenbreitungen zieht. Nicht um eine „autonome Markgenossenschaft“, deren Angelegenheiten „sich fast über das ganze Gebiet des Rechtslebens“ erstrecken, handelt es sich hier, sondern um ein herrschaftliches Gerichtsweistum[4]), das auch in Fragen, in welchen den Gerichts-

1) Nur diese standen mir zur Verfügung, nicht dagegen die für den Nachweis der Umgestaltung der Marken durch die Gerichtsbezirke notwendigen Urkundenbücher. — Zur Frage selbst vgl.: H. Schöningh, Der Einfluß der Gerichtsherrschaft auf die Gestaltung der ländlichen Verhältnisse in den niederrheinischen Territorien Jülich und Köln, Leipz. Diss., Bonn 1905, 102 ff., und die Ausführungen des Referenten in Westdt. Zs. f. Geschichte u. Kunst, Ergshft. XIII, Trier 1906, 17 u. 25 ff.

2) Vgl. z. B. die bei V. S. 111 angeführten Weistumsstellen. — Für den Weg, wie die Markhoheit an den Gerichtsherren kam, vgl. die von V. S. 57 angeführte Auftragung der Schirmvogtei an einen Herren, „zu dem die Märker bereits als Gerichtsherrn in Beziehung standen“. Diese „Auftragung“ dürfte doch nur die Legalisierung einer durch die Macht der Verhältnisse geschaffenen tatsächlichen Änderung des alten Zustandes sein. — Von besonderem Interesse ist der von V. S. 54 f. behandelte Fall der Bingenheimer Mark: Hier wählen die Märker den Gerichtsherrn zum Obermärker, und dieser verdrängt den bisherigen Obermärker aus seiner Stellung.

3) Gr. W. III, 359.

4) Gr. W. III, 588.

eingesessenen eine gewisse Autonomie gewahrt ist, das herrschaftliche Oberaufsichtsrecht nachdrücklich betont. Überhaupt dürfte V. generell die genossenschaftlichen Momente zu stark hervorgehoben, den herrschaftlichen Einschlag zu gering bewertet haben. Nicht unwichtig ist noch, daß der „regelmäßige Umgang der Markgrenzen", den V. als „wichtige Markangelegenheit" hervorhebt (S. 234), in dem einzigen von ihm angeführten Beispiel (Steinbach, 1492, Gr. W. III, 349 f.) nicht Weisung einer Mark, sondern eines Gerichtsbezirkes ist; und nicht die „Märker", sondern die „mender [Männer] des gerichts Steinbach" weisen die Grenzen. Das einzige Mal, daß in diesem Weistume Verhältnisse der Mark berührt werden, bezieht sich auf als unbillig empfundene Übergriffe eines angrenzenden Gebietsherrn (Komthur zu Schiffenberg) auf Waldgebiet innerhalb der gewiesenen Gerichtsgrenzen und dürfte viel eher darauf hinweisen, daß die Regelung der Markverhältnisse früher einmal sich unabhängig von den erst später auftauchenden Gerichtsgrenzen vollzogen hat[1]. Abgesehen von der starken Energie, welche den spätmittelalterlichen Gerichtsherrschaften innewohnte, dürfte gerade der Umstand, daß diese für ihre lokalen Gerichtsbezirke auf sorgfältige Umgrenzung und Markensetzung sehr großen Wert legen — die meisten Weistümer derartiger Gerichtsbezirke enthalten solche Grenzweisungen, wenn diese auch bei Grimm meistens ausgelassen werden —, die Fortschritte der Gerichtsherrschaften in der Unterordnung der Markangelegenheiten begünstigt haben; mußten doch die praktischen Vorzüge einer räumlich genau begrenzten Nutzung der Mark den früheren, mehr fließenden Verhältnissen gegenüber den Nutzungsberechtigten bald zum Bewußtsein kommen; und in der Gerichtsmark fanden sie eben dieses für die Verhältnisse einer intensiveren Kultur geeignetere Substrat der Marknutzung[2]. V. selbst betont ja auch mehrmals mit Nachdruck, daß die Dorfmarkgenossenschaften [lokale Gerichtsbezirke?] immer mehr die Funktionen der alten größeren Marken in sich aufnehmen.

Im Hinblick auf die Bemühungen der letzten Zeit, auf dem schwierigen Gebiete der Terminologie für die einzelnen Herrschaftsverhältnisse zu möglichst klaren und nicht mißzuverstehenden Ausdrücken zu gelangen, sei darauf hingewiesen, das V. mit dem Wort „spezifische Grundherrschaft" (S. 32) jene erweiterte Form der alten Grundherrschaft versteht, für die neuerdings der Ausdruck „Banngrundherrlichkeit" häufigere Anwendung gefunden hat[3]. Letztere Bezeichnung dürfte aber vorzuziehen sein, da sie ohne weiteres verständlich ist und keine Zweifel über die Art der zu charakterisierenden Institution aufkommen

1) Vgl. Westdt. Zs. Ergshft. XIII, 26.

2) Ein Gesichtspunkt, der für die von V. angeführten Beispiele der Übertragung der Obermärkerschaft oder Schirmvogtei über Einzelmarken an den Gerichtsherrn in Betracht kommt.

3) Vgl. G. Seeliger, a. a. O. 29, Caro, Jbb. f. Nationalök. u. Stat. III. F. XXXVI, 303 und H. Wohltmann, Die Entstehung und Entwicklung der Landeshoheit des Abtes von Prüm. Westdt. Zs. f. Gesch. u. Kunst XXVIII, 417 ff.

läßt. V. selbst bringt S. 39 f. wertvolle Gesichtspunkte zur Entstehung der Banngrundherrlichkeit. Irreführend ist es aber, wenn V. von „altgrundherrlichem Boden“ der Mark (S. 49) und „altgrundherrlichen Hofmarkgenossenschaften“ oder „reinen Hofgenossenschaften“ (S. 77) spricht und damit, wie sich aus den angeführten Beispielen von Herolz und Ulmbach ergibt, gerade die spätmittelalterliche Banngrundherrlichkeit bezeichnet. Das von V. herangezogene Material enthält übrigens eine Reihe für die Eigenart der Banngrundherrlichkeit höchst charakteristischer Stellen, auf die in diesem Zusammenhang kurz hingewiesen sein mag[1]).

Zu der Frage, ob man die Gehöferschaften des Mosellandes als Reste einer eigentlichen Feldgemeinschaft ansprechen darf, verweise ich auf meinen Aufsatz: „Zur Entstehung des Agrarkommunismus der Gehöferschaften“[2]).

Ergänzend, zum Teil einzelne der von V. behandelten Fragen auch von einem anderen Gesichtswinkel gruppierend, seien diese Betrachtungen dem Referate über seine Arbeit angefügt. Wenn hier auch, der Natur der Sache nach, die divergierenden Punkte besonders hervorgehoben werden mußten, so bleibt der vorzügliche Gesamteindruck dieser ernst und streng wissenschaftlich gearbeiteten Abhandlung doch bestehen, und man darf dem Verfasser zu der beabsichtigten Fortsetzung der Untersuchung auch für die neuere Zeit nur bestens Glück wünschen.

Göttingen. FRITZ RÖRIG.

Ein Bruchstück städtischer Statuten für Kreuznach aus der Mitte des 13. Jahrhunderts.

Von

Dr. W. Fabricius (Darmstadt).

Kreuznach[3]) wird zuerst als villa regia, palacium regium bezeichnet. Am 30. August 1065 schenkte der deutsche König Heinrich IV. dem Hochstift Speyer „villam unam Cruzenachen dictam in pago Nahgowe in comitatu Emichonis comitis sitam cum beneficio Eberhardi comitis

1) Monre (1457), Gr. W. III, 621. — Reichenbach (1394), Gr. W. III, 399. — Kaltensendheim (1480), Gr. W. III, 580. — Lauterbach (14. Jh.), Gr. W. III, 358. — Ober-Aula (1462), Gr. W. III, 336.

2) Westdt. Zs. f. Gesch. u. Kunst, Ergshft. XIII, 70 ff.

3) Die folgende Darstellung der älteren Rechtsgeschichte Kreuznachs ist ein Auszug aus einer historischen Geographie des jetzigen Kreises Kreuznach und seiner Umgebung, in der ich die hier fehlenden quellenmäßigen Nachweise beibringen werde.

de Nellenburc, omnibus quoque appendiciis", darunter „mercatis, theloneis, monetis". Es war also ein offener Ort, wo neben einem Königshof ein Markt mit Münz- und Zollstätte war. Die Einrichtung eines Marktes wird auf den König Pippin zurückgeführt.

Die Einwohner werden schon früh als cives, der Ort als oppidum bezeichnet, indessen ist „villa" die offizielle Rangstellung bis ins 13. Jahrhundert verblieben.

Man hat geglaubt, die Beziehungen der Grafen von Sponheim zu Kreuznach seien entweder auf die Nellenburger Erbschaft, die Graf Meginhard von Sponheim durch Heirat mit Mathilde von Mörsberg überkommen hatte, oder auf die Erwerbung des Speyerer (ehemals königlichen) Besitzes durch den Grafen Heinrich von Sayn 1241 zurückführen zu müssen.

Allein die Besitzungen der Grafen von Nellenburg und Mörsberg scheinen in Kreuznach nur ganz geringfügig gewesen zu sein. Sie hingen mit dem Schlosse Dill zusammen, nach dem sich Adalbert von Mörsberg in rheinischen Urkunden gelegentlich benannte. Nach Ausweis des Urbars der Grafschaft Sponheim von 1437 bestanden die Besitzungen, die in Kreuznacher Gemarkung zur Herrschaft Dill gehörten, nur in wenigen Grundstücken und einigen Zinsen und Renten, die schon damals nicht mehr genau verzeichnet werden konnten. So wird also auch das Reichslehen des Eberhard von Nellenburg, der in der Gegend von Kreuznach das Dorf und Kloster Pfaffenschwabenheim besaß, nur aus einigen Wingerten und Äckern in der Kreuznacher Gemarkung bestanden haben. Ein zu der Burg Dill gehöriger Hof, in dem ein Graf wohnen und hofhalten konnte, wird in Kreuznach nicht bezeugt. Daß aber die Grafen von Sponheim schon vor 1241 obrigkeitliche Rechte in Kreuznach besaßen oder wenigstens beanspruchten, ist daraus zu ersehen, daß sich der Bischof von Speyer durch den Grafen Simon von Sponheim im Jahre 1237 erklären ließ, daß das Münzrecht dem Speyerer Domkapitel zustehe, bevor dieses die Kreuznacher Münze an zwei Bürger verlieh. Graf Simon muß also eine obrigkeitliche Stellung dort innegehabt haben. Denn entweder hat er einen Anspruch auf die Münze aufgegeben oder er hat durch seine Anerkennung das Recht des Domkapitels in den Schutz seiner Banngewalt genommen.

Nach dem Verzeichnis der Lehen des Rheingrafen Wolfram (um 1206) war dieser Edelherr von dem Grafen von Sponheim mit Gütern aus der Vogtei zu Kreuznach belehnt. Diese Vogtei muß also damals bereits dem Grafen von Sponheim gehört haben. Schon Meginhard von Sponheim erscheint in der in Kreuznach ausgestellten Urkunde für das Allerheiligenkloster in Schaffhausen am Oberrhein (Nellenburger Stiftung) von 1127 im Besitz einer Hofhaltung in Kreuznach, indem unter den Zeugen drei zur Grafschaft Sponheim gehörige Geistliche, der Abt von Sponheim, der Burgkaplan von Burgsponheim und der Pfarrer von Kirchberg, genannt werden, außerdem aber der Graf von Veldenz und eine Anzahl von Edelleuten und freien Herren. Da nun auch die ältesten Urkunden des Klosters Sponheim, die freilich nur durch den Abt Trithemius überliefert sind, schon vor der Erwerbung der Nellenburger Erbschaft den Grafen von Sponheim als Herrn in Kreuznach bezeichnen,

so ist es wahrscheinlich, daß der Graf die Vogtei und Banngewalt und die Hochgerichtsbarkeit in dem zu Kreuznach gehörigen ausgedehnten Gerichtssprengel, der von Waldböckelheim bis Wöllstein reichte, aus seiner Väter Erbschaft besessen hat. In der Gemarkung Kreuznach scheint der Reichsfiskus nur das Palatium, den Markt und die Münze und den damit zusammenhängenden Zoll und einige Güter besessen zu haben. Von einem „Kreuznacher Reich“ wie von einem „Ingelheimer, Bopparder, Kröver oder Aachener Reich“ ist nirgends die Rede. Neben dem Reichsfiskus müssen auch noch andere Herren freies Eigentum und Untertanen in der Gemarkung Kreuznach gehabt haben: so der Graf von Veldenz den Zehnten, den Kirchensatz und das geschlossene Gut bei Osterburg, was alles an den Rheingrafen vom Stein verliehen war.

Der Graf von Sponheim ist also als der Besitzer der Bann- und Twinggewalt in der Kreuznacher Gemarkung wie als Inhaber des Blutbannes in der Hundertschaft zu betrachten. Durch die Nellenburger und Saynsche Erbschaft kamen auch die dem Stift Speyer geschenkten Reichsrechte, also vor allem der Marktbann und die Münze und der Zoll an ihn. Nun konnte er daran gehen, die Erhebung der „villa“ zu einer Stadt, die Befestigung des offnen Marktfleckens mit einer Burg und Stadtmauern ins Werk zu setzen. Als 1206 eine Burg in Kreuznach erbaut werden sollte (von wem, wird nicht überliefert), wurde dies auf Antrag des Bischofs von Speyer durch König Philipp verboten und dem Speyerer Bischof die Zusicherung gegeben, daß nie mehr ein solcher Versuch unternommen werden sollte. Diese Rücksicht fiel hinweg, als Graf Simon von Sponheim die Speyerer Rechte aus der Saynschen Erbschaft übernommen hatte. Er hat die Befestigung der Stadt und den Burgbau angelegt. Während seiner Regierung (1227—1259), im Jahre 1247, berichtet der Sponheimer Abt und Chronist Joh. Trithemius, „consulatus Crucennacensis in magna cum civibus dissensione fuit, propter quasdam libertates et privilegia civitatis non servata pauperibus, ut multis eo tempore visum fuit, verum postea inter eos concordia facta“. In dieser Zeit, wenn nicht bei dieser Gelegenheit, scheint mir die in folgendem mitgeteilte Urkunde über die Ordnung der städtischen Verhältnisse durch den Grafen erlassen zu sein.

Diese Urkunde ist nur in einer noch im 13. Jahrhundert angefertigten Abschrift erhalten auf einem großen Pergamentblatt, welches, oben abgeschnitten und sonst verstümmelt, lange Zeit als Umschlag eines Aktenheftes (des Gültbuches der Grafschaft Sponheim von 1437) gedient hat. Vor einigen Jahren wurde es auf dem Königlichen Staatsarchiv zu Koblenz entdeckt, von dem Hefte abgelöst, geglättet und gereinigt und liegt jetzt bei den Urkunden des Sponheimischen Staatsarchivs. Nachforschungen nach einer andern Überlieferung an den Archiven in Koblenz, Kreuznach, Karlsruhe waren bisher ohne Erfolg. Da die Urkunde auch von den Geschichtsschreibern der Grafschaft Sponheim, namentlich von J. G. Lehmann in seiner Geschichte der Grafschaft und der Grafen von Sponheim, nicht erwähnt wird, ist anzunehmen, daß sie früh verschollen ist; indem die darin festgesetzten

Statuten später durch andere Ordnungen ersetzt wurden, ist das Blatt früh zu Makulatur geworden.

Das Blatt, soweit es erhalten ist, enthält eine Reihe von stadtherrlichen Verordnungen, über die Abgaben, Verpflichtungen und die rechtliche Stellung der Bürger, über Strafen und Rechtsverfahren, Wehrpflicht, Markteinrichtungen, Zoll und Ungelt, ohne daß eine einigermaßen systematische Ordnung eingehalten wird. Vielmehr werden Nachträge zu vorhergehenden Bestimmungen, die in dem abgeschnittenen Stück gestanden haben müssen, mitten zwischen die andern Sätze eingeschoben. Manche Ausdrücke deuten auf einen Vertrag zwischen Stadtherr und Bürgerschaft hin. Von einem „edificium civitatis", bis zu dessen Vollendung der Herr der Stadt gewisse Vorteile aus seinen Einkünften gewährt, ist an manchen Stellen die Rede. Mit dem Vorbehalt der Münze und Wechselbank für den Stadtherrn bricht die Urkunde ab, ohne daß der Name des ausstellenden Herrn und der Stadt, die das Recht empfängt, und das Datum der Urkunde erwähnt wird. Diese Dinge müssen in dem verloren gegangenen Stück Platz gefunden haben.

Diesem Bruchstück folgt eine Urkunde des Johannes, Sohnes weiland des Grafen Simon von Sponheim vom 2. Februar 1270, der einige Abänderungen an dem Privilegium, welches sein Vater den Bürgern zu Kreuznach gegeben habe, zugunsten der Bürgerschaft erläßt und ihr Abstellung einiger Willkürlichkeiten zusichert. Nun finden sich die in dieser Urkunde erwähnten Satzungen, die verändert werden sollen, fast sämtlich in dem darüberstehenden Bruchstück wieder. Auch ist dort einmal von Kreuznacher Denaren die Rede. Es ist also kein Zweifel, daß das Bruchstück dem Privileg des Grafen Simon für die Stadt Kreuznach angehört.

Daß beide Urkunden eng zusammengehören, geht dann aus der Beglaubigung der Abschrift durch die Äbte Johann (II. von Sponheim, 1290—1298) und Wernher (von Disibodenberg, 1294—1316) hervor, die in einer auf den verlorenen Anfang des ganzen Transsumpts hinweisenden Form abgefaßt ist.

Außer dem ziemlich beträchtlichen Stück, welches an dem Pergamentblatt oben weggeschnitten ist, fehlen auch die Endworte der ersten zwölf erhaltenen Zeilen, indem ein Stück an dem rechten Rande des Blattes herausgeschnitten ist. Auch sonst hat das Blatt durch den Gebrauch als Buchhülle gelitten. Auf der Rückseite stehen Bemerkungen von Händen des 16. und 17. Jahrhunderts, die sich auf das darin eingebundene Gültbuch beziehen[1]).

---

1) Herr Archivassistent Dr. Hirschfeld in Koblenz hatte die Freundlichkeit, meine Abschrift der Urkunde und der Korrekturfahnen mit dem Original zu vergleichen und mir für die Ausfüllung der Lücken Vorschläge zu machen. Ich unterlasse nicht, ihm hier verbindlichsten Dank auszusprechen. Auch den Vorständen der Archive Kreuznach und Karlsruhe danke ich für ihre leider erfolglosen Bemühungen, ein anderes Exemplar dieser Urkunden aufzufinden.

Bruchstück städtischer Statuten für Kreuznach (Mitte des 13. Jahrhunderts).

. . . .

. . . dabit [vel nu]nc incipiet cum ultimum [iuris] est factum tali forma, quod si dictas geltas contumaciter detinuerit, quinque solidos nobis et quinque solidos sculteto [et scabinis dabit]. Si dolose aut furtive victus scabinis duobus, duas libras nobis et unam ad edificium civitatis persolvet; finito edificio nobis illa libra cedet. Item [quemvis liberare] censu d[icto] ad placitum nostrum poterimus. Preterea domum in foro communi in qua vendantur panni et mercemonea, item hallam unam sub qua [vendantur pisces] edifi[cavimus quam] pro censu concedere ad placitum nostrum poterimus. Insuper fornaces [ac] pistrina banni habebimus. Inter pascha et penthecosten quinque [carratas . . .] vini p[onere] possumus tali foro vendendas, sicut melius ibidem venditur. Interim nullus presumat aliquod vinum vendere, sed hoc debet universitati an[tedicte . . .] intima[ri]. Qui autem in hijs negliens aut fraudulentus inventus fuerit, solvet nobis quinque solidos et duodecim iuratis quinque solidos. Nos vero omnia bona [nostra propria], que scabini nobis adiudicant, libere retinebimus, omnem consuetudinem et ius, quod ipsa universitas in silvis et in holzmarke habebat, ei relinquen[tes. Theloneum] eciam et proventus, qui vocantur ungelt, predictis ad edificium civitatis, donec nobis placuerit, concessimus, et finito edificio vel quando rehabere volemus [recipiemus et] consilio iuratorum et scabinorum dictos proventus et theloneum ordinabimus. Ipsa eciam universitas familiam nostram et homines nobis venientes benigne hosp[icio recipiet] ita, quod nullum dampnum a dictis ei fiat. Nos vero et nostri successores a prefatis hominibus nullum hospicium ratione dominii accipiemus. Quando autem nostrum vel [successoris nostri] filium tantum seniorem ad miliciam promoveri contigerit, homines supradicti dabunt quinquaginta libras iidem et nulli alii de filiis treverensium denariorum ad [hergewaete]. Si forte nullus esset filius, tunc dare deberent antiquori filie, et nulli alii filie, quinquaginta libras eiusdem monete pro subsidio nuptiali. Nullus autem te[mpore fori] presumat alicui facere violentiam, sed si quid questionis ortum fuerit, iudicio mediante iusticia decidatur. Nostri quoque fideles nobiles et ministeriales, qu[i nobis homagio] sunt astricti, nisi voluerint non debent super objectis coram nostro iudice reddere rationem. Ceterim universitati ville nullus adunari debet, vel ab ipsa recedere [nisi cum] beneplacito iudicis et consciencia scabinorum. Si vero super septuaginta marcis prefatis statutis temporibus defectus fuerit aliquis, universitas ipsa nobis in hijs et dampno exinde proveniente respondebit. Quicumque censum predictum de domo dare neglexerit vel noluerit, censum cum dampno per iudicem et scabinos solvere cogetur. Forum eciam in foro communi et non alias servabitur. Ceterum si quis de iurgio per scabinos duos convictus fuerit, dabit unum solidum nobis pro emenda denariorum crucenacensium. De verbere vel de depilacione sive wlnere manifesto reus quinque solidos solvet nobis; de volneribus autem, iniquis ponderibus et mensuris falsis quibuslibet sexaginta solidos recipiemus; leso quoque competens fiat satisfactio. Et maiora scelera, scilicet homicidia et tradicio

gravius iuxta iuris ordinem puniantur. Qui in pane fecerit fraudem, dampnetur in sexaginta solidis vel pena que dicitur schuppa puniatur. Si aliquis conveniat alium pro debito, reus autem iuramento se demonstraverit innocentem, iudici nil tenetur. Sed si actor vicerit, reus solvet debitum, et sex denarios pro emenda iudici. Qui autem res alicuius inique detineri fecerit, iniuriam et totum dampnum solvet leso, et de qualibet librata rerum sic detentarum sex denarios solvet nobis et scabinis unum. Si autem detencio iusta fuerit, ille, cuius res erant, tantum solvet, et detentor iudicabitur esse liber. Preterea si homines sepedicti municiones aliquas instaurare voluerint de rebus vendendis vel emendis in subsidio moderato sibi provisuri, contradicere non debemus. Hijs adicimus, quod currus suos ad vecturas duabus vicibus anni nobis prestabunt. Preterea si in expedicione consanguineorum et amicorum nostrorum nos ire contigerit, dicti homines nobis cum armis secundum estimacionem iudicis nostri et iuratorum in auxilium venient. Si vero personaliter ire non poterimus, nuncium nostrum s[equ]entur potentem. Sed si pro bello solarium reciperemus, vel ad subsidium eos mittere vellemus, nostrum desiderium non adimplebunt. Venientes autem usque ad di[es qu]atuordecim in suis expensis erunt, quibus consumatis, si necessitas domini requirit, eis in omnibus necessariis provisis ulterius morabuntur. Si tamen offensas racione [petiti] tantum pabuli alicui erogarunt forsitan, ipse qui eos evocavit dominus lesis plene tenebitur pro iniuria respondere. Scultetus [quoque] cum iuratis vecturas et armaturas ad quindenam perlustrabit singulorum examine diligenti. Defectus dyploidis pena duorum solidorum, equi et minoris lorice quinque solidis, dextrarei et lorice decem solidorum dispendio feriantur domino solvendorum. Adicimus insuper, quod si aliquis de universitate extra municionem manens per scultetum et iuratos, cum eis videbitur expedire monitus fuerit, ipsam municionem ad manendum intrabit, domum ibidem edificando, alioquin libertate non gaudebit. Currus et vecturas ad spacium duorum miliarium tantum predictas divertere debemus. Insuper subsidium edificii de rebus vendendis et emendis nostro consilio statuetur. Moneta et cambium nostrum erit.

Urkunde des Johannes, Grafen Simons Sohn von Sponheim, worin die von seinem Vater der Stadt Kreuznach verliehenen Privilegien in einigen Punkten abgeändert werden. 2. Februar 1270.

Nos Johannes filius quondam Symonis comitis de Spainheim et Alheidis uxor nostra, ne ea que circa dilectos cives seu homines nostros in Crucenachen tam pro nostro ac successorum nostrorum commodo, quam pro eorum et eis succedentium utilitate fructuosa gessimus ac bona fide promisimus, oblivio implicet, ac nostrorum infirmet calumpnia posterorum, sed ut maneant inconfulsa, ipsa presentibus nostris literis et sigillis duximus confirmanda, necnon ad noticiam tam presencium quam futurorum, quos presens scriptum intueri contigerit, cupimus pervenire.

Nos itaque Johannes et Alheidis prenominati castrensium nostrorum

de Crucenachin et de Beckilnheim et de Spainheim mediante consilio maturo pro nobis et successoribus nostris communicata manu totaliter et in perpetuum renunciavimus vino, quod ad bannum ponere potuimus hactenus annis singulis in Crucenachen, fornacibus quoque et pistrinis banni ibidem, necnon larium censibus provenientibus de qu[alibet] domo, in qua ardet ignis, sive que inhabitatur illic, insuper geltis vini, quas dicti cives dare debebant annuatim secundum continenciam privilegii a felicis recordacionis quondam patre nostro Symone de Spainheim comite prefato ipsis dati, promittentes fraudibus et quibuslibet adinvencionibus dolosis exclusis, quod ammodo nec vinum banni ponamus, nec pistrinum habeamus aliquod in Crucenach, nullos census larium nec geltas vini predictas deinceps inibi requirentes.

Memorati autem cives viceversa occassione huiusmodi renunciacionis, quam fecimus, precarias, scilicet sep[t]uaginta marcas nobis apud eos per singulos annos cedendes [sic!] ampliaverunt et extenderunt in triginta marcis et una marca. Sicque nobis et nostris successoribus legitimis centum marcas denariorum Coloniensium et coniugi nostre, sive ei que pro tempore domina fuerit supra . . Crucenach, marcam unam divisim in hijs subiunctis terminis annis tenebuntur singulis assignare: in purificacione videlicet beate virginis Marie quinquaginta marcas nobis et dimidiam marcam uxori nostre, reliquas vero quinquaginta marcas et dimidiam, ut est expressum, in festo beati Jacobi vel infra quatuordecim dies proximos post ipsos statutos terminos ad prolixius nulla dampna medio tempore nobis procurantibus in eosdem cives indempniter presentabunt. Ceterum ad hoc nos obligamus fide bona, quod nullius civis in Crucenachen domum nobis usurpabimus alicui nostro castrensium concedendam sive qualitercumque aliter detinendam, nullius eciam eorum equum rogabimus, nisi de bona forte voluntate rogati obtinere possemus; quem utique si rogatus negaret, ob hoc in ipsum nostram non deberemus offensam aut ingratitudinem aliquatenus fulminare. Hoc autem annotato, quod quivis civium pro sue facultatis modulo iuxta ordinacionem iuratorum, cum necessitas ingruerit, habeat equum suum. (nota)

Relique condiciones inter patrem nostrum et ipsos cives hinc et inde olim constitute stabunt inviolabiliter, exceptis quatuor condicionum partibus superius memoratis.

Item si contingeret nos ipsum castrum et civitatem Crucenach per divis[ione]m alicui fratrum nostrorum vel qualicumque persone alteri assignare, promisimus, quod nec renunciabimus nec resignabimus neque hoc aliquatenus admittemus, nisi primo talis persona promissione et assecuracione consimili se civibus obliget antedictis, ut, sicut et nos promisimus, ipsis promittat ratificare et conservare hec promissa omnia inconfulsa.

Hec inquam in manus horum nostrorum castrensium in Crucenachen promisimus per omnia adimplere, scilicet Heinrici Schôlzen, Ulmanni Schuhen, Ruzonis, Wilderici, Heinrici de Suff[irsheim] militum, Hermanni de Gulpich, Theoderici de Briczenheim, qui utique castrenses nostri ad preces sepedictorum civium loco ipsorum hanc assertacionem seu promissionem Ludewico de Tholeya socio nostros, Ingebrando dapi-

fero nostro et aliis quampluribus presentibus a nostris manibus receperunt. In cuius rei testimonium et evidenciam pleniorem antefactorum civibus nostris presentem litteram sigillis nostris dedimus communitam. Ad maius quoque robur Godefridi comitis de Seyn, Em[i]chonis quoque et Friderici comitum de Lyningen sigilla p[resenti]bus sunt appensa.

Actum anno domni M°. ducentesimo septuagesimo in purificacione beate virginis Marie.

In huius gratie vise lecte et audite testimonium nos Johannes [et] Wernherus prenotati abbates sigillis nostris hanc litteram fecimus communitam. Datum et actum anno et die predictis.

Von einer Besiegelung fehlt an vorliegendem Pergamentblatt jede Spur. Es ist daher zweifelhaft, ob dieses das von den Äbten vidimierte Exemplar ist. Mit dem Kreuznacher Privileg des Grafen Simon ist das von demselben Grafen erlassene Stadtrecht für Kirchberg auf dem Hunsrück (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins XVI, 46 und in anderer Fassung vom Juli 1259 im Mittelrheinischen Urkundenbuch III, 1075 ff.) zu vergleichen.

Die als Empfänger des Versprechens des Grafen Johann genannten Kreuznacher Burgmannen kommen auch in der Urkunde desselben Grafen vom Mai 1270 (Gudenus Codex diplomaticus III, 1139) vor.

Die engere Immunität.

PAUL KEBER, Die Naumburger Freiheit. (Leipziger Historische Abhandlungen, herausgegeben von E. BRANDENBURG, G. SEELIGER, U. WILCKEN, Heft XII.) Leipzig, Quelle & Meyer, 1909. VIII und 91 S. 8°. Mk. 3,25.

Daß eine lokalgeschichtliche Arbeit in einer Sammlung wissenschaftlicher Abhandlungen Aufnahme findet, wird man nur dann für gerechtfertigt erachten, wenn die Ergebnisse über das rein Lokale hinaus Interesse erregen und für ein allgemeineres Problem Bedeutung besitzen. Das ist auch bei der vorliegenden, aus SEELIGERS Schule hervorgegangenen Arbeit der Fall; sie ist ein Beitrag zur Lösung des Problems der sogenannten engeren Immunitäten, die uns in den deutschen Bischofs- und Klosterstädten entgegentreten. Es handelt sich darum, ob diese engeren Immunitäten im 10. bis 12. Jahrhundert Bezirke des weltlichen Rechts und der weltlichen Jurisdiktion, mit den sogenannten Bannbezirken auf einer Stufe stehend, waren, wie SEELIGER annimmt, oder ob es von der Gewalt des Vogtes befreite Bezirke des geistlichen Rechts und der geistlichen Jurisdiktion waren, wie ich annehme. Die allgemeinere Bedeutung der Arbeit reicht nun allerdings über die Kontroverse hinaus; sie liefert uns ein Bild der gesamten Entwicklung der Naumburger Freiheit, die bis ins 19. Jahrhundert einen politisch

und kommunal selbständigen Bezirk gebildet hat und erst im Jahre 1832 mit der Stadt vereinigt wurde. Eine Fülle interessanten archivalischen Materials wird nutzbar gemacht und zum Teil auch im Anhang veröffentlicht. Die Verarbeitung im einzelnen verrät Sorgsamkeit und gute historische Methode. So dankenswert nun auch der die spätere Zeit behandelnde Teil ist, so wird sich doch das Interesse der Forschung vorwiegend dem ersten Teil zuwenden, der sich mit Ursprung und älterer Entwicklung der Freiheit beschäftigt, und vor allem wird natürlich die Kontroverse über das ursprüngliche Wesen der engeren Immunität im Vordergrund stehen. So mag es auch in dieser Besprechung gestattet sein, die Bedeutung der K.schen Schrift für die Lösung dieser Kontroverse besonders ins Auge zu fassen, um so mehr, als ja auch K. in seinem Vorwort S. V diese Kontroverse zwischen SEELIGER und RIETSCHEL in den Vordergrund rückt.

Allerdings bedarf das, was er ebendort vom Stand dieser Kontroverse sagt, sehr der Berichtigung. Von der Ansicht, die er mir zuschreibt, daß diese Immunitäten nur von Kanonikern bewohnt würden, Laien aber von ihnen völlig ausgeschlossen wären (vgl. auch S. 42, Anm. 2), findet sich weder an der von K. zitierten Stelle meines Aufsatzes noch an irgendeiner anderen Stelle meiner Schriften die geringste Spur. Ich spreche davon, daß die Immunitäten außer der Domkirche nur den Bischofshof und die Domherrenkurien umfaßten, weiß aber natürlich sehr wohl, daß in diesen Domherrenkurien neben den Domherren selbst ihre persönlichen Diener, also Laien, wohnten, und habe in der Deutschen Literaturzeitung 1907, S. 2858 f. ausdrücklich diese Diener als das „Laienelement der engeren Immunitäten“ bezeichnet. Und wenn K. meint, daß CHROUSTs Publikation der „Chronik des Bamberger Immunitätsstreites“ die „Unhaltbarkeit von RIETSCHELs Behauptung dargetan“ habe, so beruht das auf einer sehr einseitigen Information, nämlich auf der Rezension SEELIGERs, der allerdings versucht hat, aus den (übrigens durchaus unvollständig verwerteten) Nachrichten über die Zustände des 15. (!) Jahrhunderts das ursprüngliche Wesen der Bamberger Immunitäten zu erschließen. Dagegen ist K. meine Besprechung in der Deutschen Literaturzeitung 1907, S. 2856 ff. unbekannt geblieben, die auf Grund der älteren, bis in die Mitte des 12. Jahrhunderts zurückreichenden Quellennotizen genau zu dem gegenteiligen Resultat kommt, einem Resultat, dem auch CHROUST in einem an mich gerichteten Briefe völlig zustimmt. Denn das muß ausdrücklich hervorgehoben werden, daß die ganze Kontroverse zwischen SEELIGER und mir sich nur um die älteren Verhältnisse der engeren Immunitäten drehte, nicht aber um die spätere Entwicklung, die naturgemäß für die verschiedenen Immunitäten recht verschieden war.

Im folgenden soll nun an der Hand der Ergebnisse der Untersuchungen K.s, aber auch unter Verwertung der Bamberger Quellen, zu der Kontroverse über das Wesen der engeren Immunität Stellung genommen werden.

Fragen wir zunächst nach dem räumlichen Umfang der Naumburger engeren Immunität. Die Antwort lautet: Bis ins 13. Jahrhundert hinein bestand sie einzig und allein aus dem Dom, dem Domhof und den

Domkurien[1]). Erst im 14. Jahrhundert haben wir Zeugnisse dafür, daß die Freiheit erweitert worden ist. Also die engere Immunität umfaßt ursprünglich, wie ich betont habe, räumlich nur den geistlichen Grundbesitz im engeren Sinne; sie ist, wie auch K. S. 19 ausdrücklich sagt, eine „geistliche Immunität". Kann man aber diese kleine geistliche Immunität, wie es SEELIGER, Grundherrschaft, S. 155, 156 unter anderem tut, mit den einem Bischof verliehenen weltlichen Bannbezirken auf eine Linie stellen?

Wer waren die Eingesessenen der Immunität? Außer den Domgeistlichen gehörten auch Laien dazu, die „Freiheiter", wie sie in Naumburg, die „Munteter", wie sie in Bamberg heißen. Wer gehörte zu den letzteren? Eine Naumburger Urkunde von 1402 (vgl. S. 19) nennt außer den Domgeistlichen zwei Gruppen, die persönlichen Diener, Knechte und Mägde und „alle, die auf der Freiheit beerbet sind". Die letztere Gruppe, die Laiengrundbesitzer, kann natürlich erst hinzugekommen sein, als die Freiheit schon erweitert war und Laiengrundbesitz umfaßte; in der Zeit, als sie außer dem Dom nur die Domherrenkurien umschloß, gab es nur eine Laienklasse, die in den Domherrenkurien oder — zur Zeit der vita canonica — in der gemeinsamen Behausung wohnende persönliche Dienerschaft des Domklerus. Genau dasselbe finden wir auch in Bamberg. Eine Notiz aus dem 14. Jahrhundert nennt unter Berufung auf ein Privileg Heinrichs II. als „Muntater" des Domstifts 39 amptlewt; es sind durchweg im persönlichen Dienst der Domherren stehende Handwerker und Bedienstete. Und eine Urkunde vom Jahre 1154 für das Michaeliskloster in Bamberg nennt als das auf dem mons s. Michaelis befindliche immune (emunes) Laienelement fratrum ministri et officiales coci pistores braceatores vinitores forestarii hortulani sutores fullones et caeteri, qui quotidianis eorum necessitatibus subserviunt, und zwar unter Berufung darauf, daß dasselbe in aliis ecclesiis nostris in Babenbergensi loco constitutis ebenfalls Rechtens ist (USSERMANN, Cod. Prob. p., 109; Chroniken der Stadt Bamberg, S. XXIV, Anm. 1, XXVII, Anm. 2). Wie stimmt das zu der Parallele mit den ganze Städte wie Worms, Speyer etc. umfassenden Bannbezirken?

Wie war die gerichtliche Stellung dieser Freiheiter? Daß sie zunächst in allen peinlichen Sachen, die an Hals und Hand gingen, an den Blutrichter, den bischöflichen Vogt von Schönberg oder später an den Naumburger Stadtrichter, ausgeliefert wurden, spricht eher für als gegen den geistlichen Charakter der Immunitätsgerichtsbarkeit; auch der Kleriker wurde bei derartigen Vergehen nach erfolgter Deposition bzw. Degradation an den weltlichen Blutrichter übergeben. Im übrigen aber übt die Gerichtsbarkeit über die Freiheiter sowohl in Naumburg wie in Bamberg ein Dom- bzw. Stiftsgeistlicher aus, in Naum-

---

1) K. S. 42 f. polemisiert gegen den von mir und anderen gebrauchten Ausdruck „Domfreiheit", da die Kurien „den Ausgangspunkt der Freiheit" bildeten. Aber Dom und Kurien lagen doch von Anfang an beide in der Freiheit; die ganze Polemik läuft also auf einen Wortstreit hinaus.

burg der Dompropst, in Bamberg der Cellerarius[1]). War seine Gerichtsbarkeit über die „Freiheiter" oder „Muntäter" geistliche oder weltliche Gerichtsbarkeit? Im späteren Mittelalter finden wir sowohl in Naumburg wie in Bamberg, daß seine Gerichtsbarkeit über die Muntäter verschieden war von der Gerichtsbarkeit über die Geistlichen. Aber alle diese Nachrichten stammen aus einer Zeit, in der der Kreis der Laien der Immunität sich schon bedeutend erweitert hatte, und können nicht Geltung für die ältere Zeit beanspruchen, in der zur engeren Immunität keine anderen Laien als die persönlichen Diener des Dom- oder Stiftsklerus gehörten. Die Gerichtsbarkeit über diese persönlichen Diener der Geistlichen aber war, worauf ich schon Deutsche Literaturzeitung 1907, S. 2859 hingewiesen habe, nach dem Urteil FRIEDBERGS, des anerkannten Fachmannes in diesen Fragen, geistliche Gerichtsbarkeit (vgl. FRIEDBERG, De finium regund., S. 144, Kirchenrecht, 6. Aufl., S. 307).

Der geistliche Charakter der engeren Immunitäten zeigt sich endlich besonders deutlich in der Freiheit von der Gewalt der weltlichen Beamten, insbesondere des bischöflichen Vogtes. Für Naumburg ist diese Freiheit aufs schärfste ausgesprochen in dem Privileg von 1374: der Vogt hat keinerlei direkte Gewalt über die Freiheiter; die Freiheit ist ihm verschlossen. Für die frühere Zeit fehlt es an Nachrichten. Aber wenn selbst in der Zeit, in der die Immunität zahlreichen, nicht im direkten Besitz der Geistlichen stehenden Grundbesitz umfaßte, die Vogtfreiheit galt, dann müssen wir doch wohl dasselbe auch für die Zeit annehmen, in der sich die Freiheit auf den Dom und die Domherrenkurien beschränkte. Oder glaubt jemand im Ernst, daß in den früheren Jahrhunderten der Vogt, also ein Laie, eine direkte Gewalt über die Domherrenkurien und die darin eingesessenen Leute ausgeübt haben sollte? Dagegen spricht doch alles, was wir von der Vogtfreiheit in anderen Bischofsstädten, in Speyer, Straßburg etc., wissen. Vor allem aber greift auch hier jene Bamberger Urkunde von 1154 ein, die für alle Immunitätseingesessenen bestimmt: a cunctis advocati rationibus emunes habeantur. Wo wir aber etwas vom Richter in den Bannbezirken Deutschlands hören, ist es der Vogt.

Man sieht, das Bild, das wir aus Naumburg und Bamberg gewinnen, ist der Auffassung SEELIGERS nichts weniger als günstig. Überall, wo die Quellen nähere Aufschlüsse gewähren, sprechen diese für meine und gegen SEELIGERS Ansicht. Und daran ändert es auch nichts, wenn K. dies Ergebnis nur sehr ungenügend erkennen läßt und bei der Zusammenfassung der Resultate S. 44 f. vorsichtig jede Stellungnahme zu der Kontroverse SEELIGER-RIETSCHEL vermeidet, obwohl man nach der Art, wie er diese Kontroverse im Vorwort berührt, eine solche Stellungnahme erwarten sollte. Jedenfalls hat er durch seine Arbeit

1) Seit dem Ende des 14. Jhs. findet sich in Naumburg ein prepositi advocatus als Richter; K. S. 28 nimmt aber mit Recht an, daß das erst spätere Entwicklung ist und daß ursprünglich der Dompropst selbst Recht gesprochen hat.

zur Klärung des Problems beigetragen, allerdings in einer Weise, die sein Lehrer SEELIGER wohl schwerlich vorausgesehen hat, und die recht wenig zu dem abfälligen Ton paßt, mit dem K. meine Ansicht im Vorwort S. V abfertigt[1])!

Tübingen. S. RIETSCHEL.

Aus spanischen Archiven.

HEINRICH FINKE, Acta Aragonensia. Quellen zur deutschen, italienischen, französischen, spanischen, zur Kirchen- und Kulturgeschichte aus der diplomatischen Korrespondenz Jaymes II. (1291—1327). 2 Bde. CXC und 975 S. Berlin und Leipzig, W. Rothschild, 1908.

DERSELBE, Papsttum und Untergang des Templerordens (= Vorreformationsgeschichtliche Forschungen, herausgegeben von H. FINKE, IV). 2 Bde. Münster, Aschendorff, 1907. I. Bd. Darstellung. XI und 397 S. II. Bd. Quellen. 399 S.

Das nahezu gleichzeitige Erscheinen dieser vier Bände voll reichsten Materials für das eigentliche Mittelalter ist ein Ereignis in der Geschichte der Geschichtswissenschaft, das in den eigentlich historischen Zeitschriften, wie zahlreiche Besprechungen zeigen, genügend gewürdigt worden ist[2]); hier kann leider nur auf die Bedeutung der Publikationen für die Gegenstände dieser Zeitschrift hingewiesen werden, und selbst in solcher Beschränkung ist es nicht möglich, den überreichen Stoff eingehender zu betrachten. Auf sechs spanischen Ferienreisen hat F. seine Auswahl aus den unübersehbaren Schätzen des Archivs der Krone Aragon zu Barcelona gewonnen[3]).

---

1) Dieser abfällige Ton war auch deshalb wenig angebracht, weil der Ausgangspunkt der ganzen Abhandlung, das, was K. S. 1 f. über die Gründung Naumburgs und den Dualismus zwischen der Domansiedlung und der Marktansiedlung bietet, einfach das von ihm übernommene, wenn auch nicht genügend als solches gekennzeichnete Resultat *meiner* wissenschaftlichen Arbeit ist. Vgl. RIETSCHEL, Markt und Stadt, S. 63 ff.

2) S. die Zusammenstellungen in MASSLOWS Bibliographie z. deutschen Gesch. (Anhang der Hist. Vierteljahrschrift) 1908, Nr. 972, 1909, Nr. 3034, und in der Revue d'hist. eccl. XI, Bibliographie Nr. 3482, 3483; dazu Arch. Stor. Sardo V, 142–155 (SOLMI).

3) Die Acta enthalten 609, die Quellen zur Templergesch. 158 Nummern, ungerechnet die zahlreichen, in mehr oder minder ausführlichen Auszügen anmerkungsweise verwerteten Urkundenstücke. Manches, das F. in seinem Buche Aus den Tagen Bonifaz' VIII. aus dem gleichen Archiv veröffentlichte, ist zur Ergänzung heranzuziehen; ein wichtiges Stück der älteren Sammlung (Acta Nr. 125) konnte vollständiger und besser gegeben werden. Wünschenswert wäre, dass F. gelegentlich eine Übersichtstabelle der benutzten Stücke aus den Regesten und den Cartas reales diplomaticas geben möge; ähnliche Wünsche äussert auch HAMPE (s. folg. Anm.).

Um mit allgemein sozialgeschichtlichen Dingen zu beginnen, sei auf den „Strom modernen Empfindens“ hingewiesen, wie F. (Acta S. 3) sagt, „der hier aus echt mittelalterlicher Zeit quillt“ [1]). Wie greifbar wird die Persönlichkeit des klugen, vorsichtigen Jakob [2]) und seines ganzen Hauses, besonders seines weniger bedeutenden, aber sympathischen Bruders Friedrich von Sizilien [3])! Über neues Material für die Kenntnis Bonifaz' VIII. sei auf die Besprechung HOLTZMANNS [4]) verwiesen; der Papst wirkt in der rücksichtslosen Schilderung des herben Bernart des Fonollar fast überplastisch [5]). Benedikt XI. tritt wenig hervor [6]). Viel mehr erfahren wir von Clemens V. und Johann XXII. [7]). Unter den

1) Das war schon aus dem von ZEISSBERG veröffentlichten Briefwechsel K. Jakobs mit seiner Tochter, der deutschen Königin Elisabeth, zu vermuten, über die der VI. Abschnitt der Acta interessante Nachrichten bringt; vgl. auch dort S. CLXXXIV. Zu dem Folgenden vgl. die Besprechung HAMPES, DLZ. XXX (1909), 1413–1419.

2) Acta S. CLXXVII, 71; vgl. Nr. 279 an den König: *qui be sabets gloçar paraules cubertes;* Nr. 228 zeigt ihn — aus Berechnung — als strammen Verfechter rein papalistischer Staatsrechtslehren.

3) Die brüderliche Treue Friedrichs stellte Jakob ja in den Kriegszeiten von 1298/99 auf eine harte Probe; seine Haltung fand im eigenen Lande scharfen Widerstand (Acta Nr. 47, 48). Vgl. Nr. 13, 16, 28, 38, 43 (ein unangenehm anmutender Brief Jakobs über seinen Bruder). Später hat J. jene rechtliche Gesinnung mehr und mehr entwickelt, die FINKE an ihm rühmt. Möglicherweise lagen auch religiöse Differenzen zwischen den Brüdern vor; Friedrich stand Arnald von Villanova nahe, auf dessen eigenartige Gestalt neues Licht fällt. Jetzt ist die hübsche, von F. angeregte Dissertation von DIEPGEN über ihn zu vergleichen. Auf einer Denkschrift Arnalds beruht Nr. 438, Konstitution Friedrichs über den Übertritt sarazenischer und griechischer Sklaven zum katholischen Bekenntnis. Friedrich nahm die Spiritualen in Sizilien auf (Abschnitt XII). Er scheint vorher Skeptiker gewesen zu sein; 1309 (Acta Nr. 559) wird von seiner geistlichen Sinnesänderung berichtet. Politisch war er bekanntlich Imperialist; für das System seiner Diplomatie ist Acta Nr. 452 bezeichnend, das Muster einer geistvollen Denkschrift, vgl. dazu Nr. 35, 209, 229 (am Ende).

4) Hist. Vierteljahrschr. XII, 428.

5) Acta Nr. 46. Was Papst und Kardinäle ihm sagten, schreibt Bernart, *tot eren monçonegues et paraules,* dazu der nun vollständige Bericht des Gerald de Albalato von 1301, Nr. 125, mit der Charakteristik des Papstes durch Kard. Landulf: Besser sterben, als mit solch einem Menschen zusammenleben! Nur noch Zunge und Augen sind von ihm übrig, der Rest ist verfault. Ferner die schon von F. verwertete ergreifende Gründonnerstagsszene 1303, Nr. 90, vgl. S. XVII. Jedesmal, wenn der Gesandte Karls II. zur Audienz erscheint, um endlich das Schreiben seines Souverains zu überreichen, ruft der Papst, sobald er ihn sieht: Jag' ihn fort (*caxalo,* Nr. 71). Kardinal Landulf sagt dem Geraldus de Albalato, der dies berichtet: Wir haben es mit dem Teufel zu tun.

6) Interessant ist Acta Nr. 104, Gutachten der Colonna-Partei über die Unrechtmässigkeit seiner Wahl. Dazu Nr. 110, S. 162: *vix aperit iste papa os suum nisi ad Predicatores et Lombardos.*

7) Clemens lebte in völliger Unkenntnis über seine weltlichen Hoheitsrechte in Italien; er verhandelte anfangs mit Jakob, ob er ihm Pisa als kuriales (!) Lehen geben sollte; vgl. auch Nr. 354, 357. Über das Konklave,

Kardinälen werden besonders deutlich die Züge von Napoleon Orsini, der Jakob politisch am nächsten stand und in dessen Korrespondenzen kurzweg als *amicus* bezeichnet wurde; in der Begünstigung der Brüder von Aragon und Sizilien ging er bis zu Feindseligkeiten gegen Johann XXII. (Acta Nr. 290). Von den auswärtigen Fürsten seien Robert von Neapel, der kühle Meister der Staatskunst[1]), und Heinrich VII. genannt, über den Jakob voll Entrüstung das staatsrechtlich interessante Urteil fällt, er habe die Gewalt des *imperium* der päpstlichen gleichgeachtet (Acta Nr. 228); dagegen enthält der Bericht eines sizilischen Staatsmanns (Nr. 229) eine warme und mutige Apologie des Kaisers. Die fein gebildeten und weltklugen aragonesischen Diplomaten hat F. in der Einleitung in ihrem wundervollen patriotischen Empfinden, ihrer meist vorsichtigen, manchmal übertrieben mißtrauischen, aber auch rücksichtslosen Art charakterisiert[2]); daneben wird aber der eigenartige Reiz dieser Berichte jeden Geschichtsfreund zu ihrer Lektüre anregen. Noch sei der unseligen Staufer-Epigonen gedacht, der Söhne (wohl Bastarde) Manfreds und Enzos[3]), die, den Kerkern entronnen, in denen sie grau geworden waren, sich mit Bettelbriefen an Jakob wandten; erschütternde Zeilen, die diese in Elend und Unbildung aufgewachsenen letzten Ausläufer eines solchen Stammes schreiben oder diktieren; man lese den Brief Heinrichs, des Sohnes Enzos, an seinen Neffen Jakob (Nr. 165) „in einem fast unverständlichen Latein", der Argwohn gegen Friedrich, den Sohn Manfreds[4]), zu erregen sucht, und die Briefe

---

das ihn wählte, liegt hier eine Fülle neuen Materials vor; Templer I, 86 bis 110 wird eingehend von seiner Persönlichkeit und der Philipps des Schönen gehandelt. Cl. versteht katalanisch, kann es jedoch nicht lesen (Nr. 478). Die Familie des Gascogner Papstes wird Nr. 354 als gleicher Nation mit den Katalanen erklärt. — Johann wird schon am 11. August 1316 als eigensinnig bezeichnet; vgl. die schöne Schilderung Acta Nr. 262. Nach den ersten Verhandlungen, gleich nach seiner Krönung, hegte der aragonesische Gesandte starkes Mißtrauen gegen ihn (Nr. 143). Die Wahl Johanns hat jetzt mit FINKES Material J. ASAL in seiner Freiburger Dissertation (1909) mit Erfolg untersucht. Er ist *macer in persona et in gratiis faciendis* (Nr. 144). An Impulsivität war er Bonifaz ähnlich, den er mit dem anmutigen Prädikat *ille fatuus Bonifatius* beehrt (Nr. 271). Auch der Prozeß gegen Ludwig d. B. wird jetzt aus dem Charakter des Papstes besser verständlich. Bezeichnend für ihn und sein Regime sind der Bericht Vidals von Villanova Nr. 378 und das scharfe Urteil Napoleon Orsinis Nr. 391.

1) Robert verstand katalanisch, aber nicht gut; seine eigenhändigen Briefe an den Schwager sind voll Gallizismen, worauf F. aufmerksam macht. Daß die Familienbeziehungen nicht sehr herzlich waren, zeigt Robert, indem er (Acta Nr. 232 und sonst) nicht weiss, wie viel Kinder sein Schwager Jakob hat. Bonifaz VIII. hat die Katalanen geradezu gehaßt: A. d. Tagen B. S. XXXIV.

2) Acta S. CXXIII ff. Gesandtenimmunität in unserem Sinne gab es noch nicht; so erklärt sich die Behandlung des Ferrarius von Apilia, der über die Sachsenhäuser Appellation berichtet hatte (Nr. 272), durch Johann XXII.

3) Wichtig ist für Enzo die Notiz (Acta S. 248) über seine Konfiskationen in Sassari. Über Enzo in Sardinien s. BESTA, La Sardegna medievale I, 206–212.

4) Über ihn sind wir bekanntlich auch aus anderen Quellen unterrichtet.

dieses Friedrich, der sich noch als Fürstensohn gibt und zu Zeiten einen Sekretär hält; mit einer Art weinerlicher Grandezza versucht er lange, den königlichen Neffen an seine verwandtschaftlichen Pflichten zu mahnen[1]). — In den Berichten treten bezeichnende Unterschiede

---

Erwähnt sei, daß er hier als mit hervorragenden Aragonesen wie Vidal von Villanova und Jakob Torrel befreundet erscheint (Nr. 176).

1) Jakob, dessen angiovinische Gemahlin einen geradezu feindseligen Brief an Friedrich schreibt (Nr. 172), hält ihn geschickt mit Zweifeln an seiner Echtheit hin, verhindert ihn, nach Aragon zu kommen, und schiebt ihn nach Kastilien und Portugal ab. Er war ferner in Tunis, ging *ad partes Romanas*, wo er jenen Konrad de Antiochia traf (Nr. 176), dessen Vater sein rechter Vetter und einer der kühnsten Parteigänger Peters II. gewesen war; auch nach England und Tirol kam er. Ein letztes Schreiben zeigt, daß er krank und mittellos insgeheim nach Aragon gekommen ist. In Ägypten soll er sein unstetes Leben beendet haben. — Ein Wort über die de Antiochia. S. 438, Anm. 3 schreibt Ferrarius de Apilia, Petrus Rainalducci de Corvario (Gegenpapst Nicolaus V.) sei *oriundus de terra illorum de Anthiochia*. Friedrich von Antiochien, Sohn Kaiser Friedrichs II., hat Margareta, die BF. 13527 richtig als Tochter von Giovanni Conti de' Poli, Großnichte Innocenz' III., aufgefasst wird, geheiratet. Ridola, Arch. Stor. Napol. XI, 202, glaubt, daß der BF. 2805, 2937 (1240) urkundlich erwähnte, damals schon verheiratete Friedrich, Sohn Kaiser Friedrichs, mit jenem identisch sei; so vor ihm schon Huillard-Bréholles, Introduction, p. 207. BF. 2805, 13527 lehnt das ab mit Hinweis auf eine legendäre Nachricht bei Thomas von Pavia; dem hatte ich mich QF. IX, 282, Anm. 2 angeschlossen, weil ich den Beinamen de A. auf Friedrichs Kreuzzug bezog. Nun habe ich aber einen neuen Anhaltspunkt für die Identität. Der Friedrich von BF. 2805, 2937 ist Besitzer von Pettorano in den Abruzzen, und dies Schloß wurde Konrad, dem Sohne Friedrichs von Antiochien, 1267 von Konradin bestätigt. Der Beiname de Antiochia ist also anders zu deuten; wäre Friedrich 1229 (oder 1230) geboren, wie man annahm (so im Widerspruch zu BF. 13527 die Stammtafel I daselbst), so hätte er nicht 1240 verheiratet sein können. Der Name ist vielleicht daraus zu erklären, daß Luciana, die Tochter des Paolo de' Conti, 1234 Bohemund VI. von Antiochia-Tripolis geheiratet hatte; an diese Verwandtschaft soll er wohl erinnern (anders BF. 1291, 13527). Friedrich besaß die Grafschaft Alba im Marserlande, die vorher seinem Schwiegervater gehört hatte; der Kaiser hatte sie wohl 1242 nach dessen Abfall konfisziert. Konrad IV. verlieh ihm dazu Celano und Loritello. Manfred erhob Friedrichs Sohn Konrad zum Fürsten der Abruzzen (BF. 4574, 4842). Dieser hielt sich, wie aus der Geschichte Konradins bekannt ist, stets im Besitz der Burgen, die die Pässe von Latiums in die Abruzzen beherrschen, und blieb ein Todfeind des Anjou, gegen den er an der Seite Peters von Aragon focht. Ridola p. 258 erwähnt jenen Konrad, wohl sicher Sohn Konrads v. A. Ein anderer Konrad, Sohn Philipps (des Sohnes des älteren Konrad), war unter Robert von Anjou um 1340 Justitiar der Basilicata; auf diese gehen die d'Antiochia di Lazio zurück (Ridola p. 279; die Genealogie im einzelnen ist unklar). Liegt also die *terra illorum de Anthiochia* im Marserlande, so wissen wir ferner, daß Petrus de Corvario aus der Diözese Rieti war (im Index zu Albertus de Bezanis in den SS. rer. Germ. wird Corbara bei Salerno angegeben; Chroust, Römerzug, S. 154 erwähnt irrige Berichte, die die Diözese Orvieto angeben; das Richtige ergibt Riezler, Vat. Akten, Nr. 1149). Der Geburtsort des Gegenpapstes war also Corvaro bei Borgo Collefegato (Cittaducale), noch heute zur Diözese Rieti gehörig.

der Nationen hervor; die leidenschaftlichen italienischen heben sich von den durch ruhige Festigkeit ausgezeichneten aragonesischen ab. Die geschwätzigen Toskaner[1]) und die stürmischen Genuesen, von denen Christian Spinola, der beherzte Ghibelline, hervortritt, die (Nord-) Franzosen, die *„sciunt . . . totam linguam Occitanam non diligere eos“* (Templer II, Nr. 19), sind in ihrer Eigenart gut erkennbar. Von Einzelpersönlichkeiten sei noch hingewiesen auf Corso Donati (Acta Nr. 347, Bericht eines Augenzeugen über seine Verschwörung) und Uguccione della Faggiola, den rechten Prototyp des Frührenaissancetyrannen (Acta Nr. 565 u. ö.), auf Karls II. allmächtigen Kanzler Bartholomeus von Capua, Jakobs Gegner[2]) (Acta Nr. 46, 50, dazu A. d. Tagen Bon., S. XIV), auf den feinen, zur Intrige neigenden Politiker Roger de Loria (Nr. 50, 56, 70, 71, 73, 84).

Kulturgeschichtlich Interessantes findet sich auf Schritt und Tritt, besonders im XIX. Abschnitt der Acta; einiges sei erwähnt. Bücherkäufe Jakobs enthält Acta Nr. 583; auf Aragons Malerei und Baukunst bezieht sich Nr. 581[3]). Die wohl von der sizilischen Regierung zur Rechtfertigung verfaßte Denkschrift Nr. 431 gibt die offizielle Version der Geschichte der katalanischen Kompagnie. Heinrich VII. hat eine Statue Karls I. aus Piacenza entfernen lassen (n. 201). S. 411, Anm. 1 wird eine Supplik um Absolution derer erwähnt, die die Leichen der in Sardinien Gefallenen unmenschlich behandelt haben. Beiträge zur Geschichte der Kriegführung und des Söldnerwesens[4]), die sich in reicher Menge finden, können hier nicht ausführlich behandelt werden; das gilt auch von den Kreuzzugsplänen (Acta Nr. 265, 329[5]). Zu dem interessanten Abschnitt XII der Acta über die Spiritualen in Sizilien ist der etwas phantastische, prophetisch stilisierte Brief Arnalds an Jakob zu vergleichen, der theosophische Gedanken gelegentlich des Templer-

---

1) Ein Prachtstück ist Nr. 371 von einem Luccheser Verbannten mit seiner Sprichwörterweisheit. Dort auch die Kraftstelle: *mechanici et non prudentes, ydiote et reprobi in disponendis negotiis civitatum et comunitatum Guelforum Tuscie obtinent principatum;* für Florenz vgl. jetzt auch Doren, Studien a. d. Flor. Wirtschaftsgesch., Bd. II, Das Zunftwesen, S. 529–531.

2) Dem würde allerdings Acta Nr. 98 widersprechen; leider ist die Stelle nicht im Urtext gegeben.

3) Vgl. auch Finkes Aufsatz über die Beziehungen der aragonesischen Könige zu Kunst und Literatur (Archiv f. Kulturgesch. VIII, 20–41).

4) Interessant die vielen Angaben über katalanische Söldner in Italien als Gegenstück zu den in letzter Zeit von H. Schäfer, Deutsche Ritter und Edelknechte in Italien während des XIV. Jahrhunderts II (1909), behandelten deutschen Soldrittern. Die Katalanen in Romanien erhalten von Jakob auf Anregung Arnalds von Villanova den Befehl, die Athosklöster zu schonen (Nr. 554). Aragonesische Reisläufer im Heer des Königs von England (Nr. 507).

5) Ein Kreuzzuggutachten Jakobs von Molay, Templer II, 126–27; daselbst II, Nr. 92 die wichtige Nachricht, daß Clemens V. dem Hospitalitergroßmeister zusammen mit dem König von Frankreich 400 000 fl. zur Unterhaltung von Land- und Seetruppen in partibus ultramarinis gäbe.

ereignisses enthält[1]). Viel bietet auch Acta Abschnitt XII über berühmte Spanier. Auf die neu gegründete Universität Lerida beziehen sich viele Stücke des XIX. Abschnitts der Acta, die auch das Studentenwesen beleuchten[2]). Schon auf die Renaissance weist die Tatsache hin, daß Jakob befahl, bei einem venditor in Neapel einen Livius, von dem er gehört hatte, für 100 fl. zu kaufen[3]). Auf andere Einzelheiten kann hier nicht weiter eingegangen werden[4]).

Staatsrechtliche Dinge fehlen nicht. Acta Nr. 242 gibt Bemerkungen über die Bedeutung der Reichskleinodien, Nr. 262 über die Formalitäten der Frankfurter Königswahl. Der Kronjurist Roberts von Neapel, Großlogothet Andreas von Isernia[5]), ist in einem staatstheoretischen Vortrag vor dem Papste in Ausfällen gegen das Haus Aragon zu weit gegangen. Robert versucht in einem eigenhändigen Briefe an seinen Schwager die Sache harmloser darzustellen (Nr. 442). Ein Diplomat Jakobs muß gegen Übergriffe Johanns XXII. die Staatshoheitsrechte seines Herrn verteidigen (Nr. 551). Gegenüber Roberts abenteuerlichen Tauschprojekten, in denen er unerschöpfliche Phantasie bewies, um Friedrich aus Sizilien zu entfernen[6]) (er sollte nach einander mit Albanien-

---

1) Templer II, Nr. 65.

2) Nächtliche Ruhestörungen durch Studenten (Nr. 598). Bürger erschlagen Studenten beim Raufen (Nr. 607). Schulden aragon. und ungarischer Studenten in Padua (Nr. 242).

3) Acta Nr. 603. Dazu über die bekannten Kataleptaverse *Sic vos non vobis* (Nr. 604). – Ein aragonesischer Staatsmann zitiert Nr. 144 (in der Anm.) den Vers (Ovid?) *Nam que non prosunt singula, multa iuvant.* Die von Orlandus Martini aus Florenz Nr. 367 angeführte Worte Catos *Et exiguum munus, si dat tibi pauper amicus, accipito placide* sind Distichon Catonis I, 20, ed. Baehrens, PLM. III, 219 (*placide* die meisten, bes. frz. Hss., die besten dafür *laetus*); der andere Vers daselbst *in proverbiis antiquorum: Debile principium melior fortuna sequetur* steht bei Raimund de Biterris, Liber Kalilae et Dimnae (Hervieux, Fabulistes Lat. V, 380). Kardinal Napoleon Orsini zitiert Acta S. CLXXII, wenn auch nicht ganz korrekt, Horaz, Epist. I, 18, v. 71: *evolat emissum irrevocabile verbum* (statt *Et semel em. volat. irr. v.*). *Nocte pluit* (Nr. 604) ist Martial. – Acta Nr. 601: Bücherillumination.

4) Pastorellen (Nr. 605). Geheimschrift, Übersendung eines Chiffreschlüssels durch einen Pisaner Kapitän in Castelsardo an die Malaspina in Sassari (Nr. 606). Kunstgewerblich interessante Gegenstände der *camera regis* (Nr. 586). Obstsendung des Bischofs von Lerida an die Königin (Nr. 584). Über ein altes Privileg, *quantum legi potest cristallo et aliis modis* (Nr. 595). Zeremoniell an der Kurie (Nr. 347 zu Anfang). S. LXV der *iutglar* (*ioculator*) eines Hospitaliterpriors.

5) Bekannt als Verfasser einer der beiden wichtigsten Glossen zu den sizilischen Konstitutionen.

6) Vgl. den für Robert charakteristischen, eigenhändigen Brief an Jakob, durch den er ihn von seinem Bruder trennen und ihm, mit echt diplomatischer Phrase, „im Interesse des Friedens" (!) plausibel machen will, daß er, Robert, Sizilien bekommen müsse. Das Gemisch von Klagen, Drohungen und salbungsvollen Mahnungen ist ebenso erbaulich wie das schlechte Katalonisch (Acta Nr. 447). – Der Kardinal von S. Stefano warnt Friedrich in Roberts Interesse später vor einem Angriff auf diesen und weist auf den Untergang der Mächtigen hin, die Rom trotzten; unter diese zählt er auch Kaiser Friedrich II.

Morea, Tunis, Sardinien und anderen Landesteilen Jakobs abgefunden werden), steht Friedrichs Treue zu seiner Insel.

Von der innern aragonesischen Staatsverwaltung, die F. natürlich grundsätzlich ausschließen mußte, erfahren wir demgemäß nicht viel; es genügt aber, um eine Vorstellung davon zu bekommen, wie wichtig eine eingehende Kenntnis dieser Einrichtungen für die Verfassungsgeschichte werden könnte [1]). Die Behörde des *alfaquimatus Saracenorum,* von einem Sarazenen bekleidet [2]), der Posten des *scriptor* des Arabischen in der Kanzlei, einmal mit einem Juden als *scriptor noster Arabicus et Turcimannus* besetzt [3]), die Entstehung sarazenischer Unfreiheit durch Konfiskation wegen Verbrechen [4]), die auf westgotisches Recht zurückgeht [5]): das alles läßt das eigenartige, aus römischen, orientalischen, germanischen [6]) Elementen zusammengesetzte Staatswesen Aragons ahnen [7]). Besonders wichtig ist aber die ganz neue [8]) Erkenntnis des Kanzlei- und Verwaltungswesens, der Diplomatie und der Finanzen Aragons unter Jakob, die uns FINKEs ausführliche Einleitung der Acta vermittelt [9]).

Die Denkschrift, in der Friedrich diese Theorie abweist, enthält ein geistvolles und eingehendes Exposé über das Recht seiner Dynastie auf Sizilien, da seine Vorfahren (die Normannen) die Insel den Sarazenen entrissen und als christliche Fürsten regiert hätten — wobei freilich Rogers Lehnsnahme ignoriert ist (Nr. 451, 452). Erwähnt sei auch Nr. 373; dieser Konrad Lanza, der (Nr. 373) die Denkschrift über Pisas Stellung in Cagliari, dessen Lage und die Pisaner Streitkräfte für Jakob (eine wahre Renaissancerelation) verfasst, ist auch ein Staatsmann Friedrichs, nämlich, wie mir scheint, der Sohn von Jakobs Korrespondenten Manfred (III.) Lanza (Acta 28 usw.), dessen Jugendgeschichte ich jetzt QF. XIII, 2—12 behandelt habe.

1) Insbesondere dürften sich wertvolle Parallelen mit dem sizilischen Staatswesen ergeben, dessen Struktur noch längst nicht genügend aufgeklärt ist.

2) Notiz Acta S. CIII; dort noch andere Ämter verzeichnet aus den *Regesta officialium* Jakobs, die von besonderer Wichtigkeit für die Verwaltungsgeschichte sind. Vgl. die *aliama Iudeorum* S. LXXI.

3) *Abrahim Abonamios Iudeo de domo nostra;* der Zusatz besonders wichtig (Acta S. LIX). Zur Diplomatik der arabischen Urkunden, die noch fast ganz vernachlässigt ist, sei auf die dort S. LXX erwähnten zahlreichen Briefe des Königs von Granada u. a. hingewiesen.

4) Acta Nr. 608.

5) Lex Visigoth. XII, 2, 11, ed. ZEUMER S. 417, dort allgemein vom jüdischen Verbrecher, den der König begnadigt: *ille cui placuerit serviturus a rege donetur.* Das muß auf Sarazenen angewandt worden sein; entsprechend sagt Jakob: *si dictam Fatom ratione dicti adulterii vel alias nobis contingeret confiscari* (die Schuldfrage war noch nicht ganz aufgeklärt), *eam dicto magistro I. tradatis.*

6) Für germanisch halte ich auch die cena, eine Abgabe an den König bei dessen persönlicher Anwesenheit an dem Ort, der sie zahlt (S. LXXVI). Es dürfte sich um eine Parallele zum fodrum handeln.

7) So legt der König (Templer II, Nr. 2) ausdrücklich Wert darauf, daß auch die Sarazenen seines Reichs das Gefühl haben, nach den Gesetzen gerecht behandelt zu werden.

8) So mit Recht TANGL in seiner Besprechung der Acta (NA. XXXIII, 581).

9) S. LXXVI: Arzt (*maior phisicus* Nr. 608) und Barbier als Über-

Über die Finanzen Aragons erfahren wir, daß, nachdem auch unter Jakob anfangs große Unordnung geherrscht hatte, dieser König später eine wichtige Reorganisation durchführte[1]). Um der ererbten Finanznot zu steuern, versuchte man immer wieder, nicht jedesmal mit Erfolg, vom Papste Zehnten bewilligt zu bekommen[2]); ja die Schulden scheinen, trotz aller schönen theoretisch-papalistischen Phrasen[3]), der Hauptgrund zum Verrate an der sizilischen Sache gewesen zu sein[4]). Trotz unermüdlicher, auf alle mögliche Art geführter[5]) Unterhandlungen mit den Päpsten und den Anjous war die finanzielle Entschädigung für den Feldzug gegen Friedrich anscheinend nicht in der versprochenen Höhe zu erzielen[6]). Im ganzen ergibt sich, daß das

bringer des Beurkundungsbefehls. — Acta Nr. 586 ist eine *apodixa* der Art, wie sie aus dem angiovinischen Verwaltungswesen bekannt ist, eine (oft auf die Rechnungsablegung eines Beamten folgende) Quittung oder Bestätigung; diese beginnt: *Nos Iacobus tenore presentis a l b a r a n i fatemur.* Sollte die Institution dieser Decharge durch die Regierung etwa gemeinsam in beiden Ländern auf arabisches Vorbild zurückgehen? Der Ausdruck *albaran* scheint im sizilischen Urkundenwesen nicht vorzukommen.

1) Ein wohl jüdischer Bankier (vgl. über den jüdischen Finanzminister Alexanders III., Jehiel, QF. IX, 2, Anm. 2; die Nachricht beruht auf Angabe Benjamins von Tudela) hat vorher die Finanzverwaltung recht formlos geführt und hat große Forderungen an die Staatskasse (S. LIX f.). Beim Sultan von Tunis wird eine Anleihe gesucht, ebenso bei kurialen Banken, die sie verweigern, weil Schulden Alfons' II. an sie noch schweben (S. LII, Nr. 19). Andere Schulden waren bei *cambiadores* von Barcelona, bei der *aliama Iudeorum* (wo?), ja bei den Schreibern der Kanzlei, die (vgl. S. LVIII) oft geradezu Bankiers des Königs waren und sich aus öffentlichen Gütern und Einkünften bezahlt machten; ein flandrischer Gläubiger Jakobs wandte sich an dessen Schwager Robert (S. LXXI, Nr. 65). Schulden bei dem Kommune Genua wurden durch Wechsel bezahlt (Nr. 192). Jakob verschmolz anfangs die Kassen von Sizilien und Aragon zu einem gemeinsamen Fiskus; sie standen durch Wechselverkehr in Verbindung (Nr. 6). Auch er bestellte zuerst einen Großkaufmann (wohl Bankier) zum Leiter der Finanzverwaltung. Später waren hohe Beamte, unter ihnen ein P. Boyl, Finanzminister. Vom Einkommenwesen erfahren wir wenig. Neben Zöllen (s. u.) treten eine Vorform von Kanzleitaxe und eine Siegelgebühr hervor. Die Beamten werden zum Teil durch taxierte Gebühren entschädigt (S. LVIII ff., LXXXII ff.). Abgaben von Orden: Templer I, 31.

2) So Nr. 113, vgl. Nr. 30 und oft. Der Klerus Aragons leistete natürlich Widerstand (Nr. 108). Nach Erlaß der Bulle *Clericis laicos* hören die Zehntkollektoren mit der Erhebung auf.

3) S. o. S. 218, Anm. 2.

4) Nr. 30 u. a. Der Papst hatte 100000 Mark Silber versprochen, über die eine interessante Abrechnung (Nr. 64) vorliegt; dort S. 93 gibt F. Aufschlüsse über die Entstehung von Jakobs Forderung.

5) So ist Bernart des Fonollars gegen Bonifaz VIII. unerhört schroff aufgetreten (Nr. 46). In den Verhandlungen mit Neapel soll Bartholomeus von Capua in Jaymes Interesse gewirkt haben (Nr. 98).

6) Noch unter Clemens V. schwebten finanzielle Verhandlungen (Nr. 354 bis 360). Für die Finanzen dieses Papstes ist Acta Nr. 354 neben Templer I, 102—105 von Wichtigkeit. Ein Glücksfall für die Finanzen Aragons war der Templerprozeß, wenn sich auch Jakob nicht gleich entschließen konnte,

Finanzwesen (und, darf man hinzusetzen, das Beamtentum) noch wenig in sich gefestigt ist; alles ist noch im Fluß. In Verbindung damit steht das an der Kurie, den weltlichen Höfen der Christenheit und bei den Emiren des ägyptischen Sultans gleichmäßig blühende Trinkgeld- und Bakschischwesen; wieder ist es Bernart des Fonollar, der die kurialen Zustände besonders scharf beurteilt[1]).

Längst waren die Katalanen auf dem Gebiet der Seefahrt und des Handels den italienischen Seemächten zur Seite getreten[2]); so bildeten sie eine wichtige Form des Handelskonsulats aus[3]). Aragon war (Acta S. LXX) durch seinen Handelsverkehr auf den Orient angewiesen; mit Tunis bestand ein altes Vertragsverhältnis (S. LII); als Raimundus Lullus dort im Franziskanerkloster einige Zeit seinen wissenschaftlichen Arbeiten widmen will, gibt ihm Jakob Empfehlungsschreiben an den Sultan und dessen Hofmaler[4]); so war auch Manfreds Sohn vom Sultan von Tunis in Erinnerung an die Freundschaft zu seinem Vater[5]) gut aufgenommen worden (Nr. 169). Zu Friedrich von Sizilien und besonders zu den Anjous waren damals die Beziehungen der Moslîmstaaten schlecht; so wurde Aragon ihnen gegenüber zum Erben der Stauferpolitik; der ägyptische Sultan verhandelte mit Jakob über eine Defensivallianz gegen die Kreuzzugspläne des Papstes[6]). Bei so freundschaftlichen Beziehungen ver-

ihn auszubeuten, und schließlich auch nicht vollen Erfolg hatte. Darauf kann freilich nicht weiter eingegangen werden.

1) Templer Nr. 102 (dazu Acta Nr. 103, 434, 461). Teuerung an der Kurie (Acta Nr. 114). Geldnot der Gesandten (Nr. 75 und oft; ihre Schulden z. B. Nr. 114; festes Gehalt: S. CXXXII). Wohnungs- und Lebensverhältnisse in Avignon (Nr. 147). Abgaben der Templer an den Papst (Templer I, 48). In dieser Zeitschrift VIII, 61 wies L. Dehio darauf hin, daß man wegen dieser Sporteln und Trinkgelder aus Besoldungslisten kein richtiges Bild von den Gehaltsverhältnissen an der Kurie bekommt. Ungewöhnliche Taxierung eines Klosters (Templer II, Nr. 15). Trinkgelder und Gehalt des Hofstaats der deutschen Königin Elisabeth: Acta Nr. 264.

2) Schaube, Handelsgesch. der roman. Völker, 550—552; vgl. Heyd, Levantehandel I, 359—361.

3) Schaube, Konsulat des Meeres in Pisa 242—266, 288—290. Die bisher erst 1302 in Barcelona sicher bezeugten Meereskonsuln haben schon 1303, viel eher als man wußte, *consules Catalanorum* in Tunis (wo zwei Fondachi, Läden und Häuser zum Konsulat gehörten) mit dem Sitz in Bugia gehabt (Acta S. CIV, Nr. 462; dort wollte auch der König von Mallorca einen Konsul bestellen, wogegen Jakob protestierte), schon 1299 in Neapel (Nr. 42; nach Nr. 76 bäte derselbe aber erst 1301 um Ernennung, da der bisherige Konsul gestorben), und zwar einen Pisaner Kaufmann, der später (Nr. 123) in Friedrichs Diensten stand; ferner in Pisa (Nr. 89) und in Sardinien (dessen Berichte an den König Nr. 405 am Ende erwähnt). Für das Institut der Handelskonsuln sind die Stellen sehr wichtig, wie allein die Tatsache zeigt, daß sie damals vom König abhingen und ernannt wurden, was nach Schaube S. 241 f. auch in Valencia anfangs der Fall war.

4) Acta Nr. 576—578. Besonders sei auf Johannes Egidii, *pictor Turcimannus* des Sultans von Tunis (Nr. 576, 577), wohl einen Renegaten (Italiener?), hingewiesen.

5) Amari, Bibl. Arabo-sicula II, 107, 109.

6) Acta Nr. 461, freilich von einem unzuverlässigen Berichterstatter gemeldet. Andere Gesandtschaft nach Ägypten (Nr. 60 am Ende).

steht es sich von selbst, daß wir trotz der kirchlichen Verbote[1]) so oft auf die sogenannten „Alexandrienfahrer" stoßen[2]). Jakob gibt zwar nicht zu, daß er die Alexandrienfahrten dulde; im Gegenteil, er strafe sie. Diese „Strafe" war nun nichts anderes als ein Wertzoll von 10 % der Ausfuhr, der sehr einträglich gewesen sein muß[3]). — Mehrfach lernen wir Aus- und Einfuhrverbote aus Gründen der Wirtschaftspolitik kennen; so gab Philipp der Schöne bekanntlich für Edelmetallausfuhr das Beispiel, das Jakob nachahmte[4]); in Sizilien muß einmal wegen Mißernte die Getreideausfuhr verboten werden, die sonst, wie in Apulien, der eigentlichen Kornkammer des damaligen Italien, nach König Friedrichs eigenen Worten seine Haupteinkünfte brachte[5]). Im Königreich Valencia war die Einfuhr ausländischen Weins verboten — Ausnahmen konnten nur vom König gestattet werden —, in Katalonien offenbar auch dessen

---

1) Besonders gegen die Ausfuhr von Eisen und Schiffsbauholz oder den Verkauf ganzer Schiffe; vgl. SCHAUBE, Handelsgesch., S. 145 f., 183–185; HEYNEN, Entstehung des Kapitalismus in Venedig S. 57. Schon in dem ältesten erhaltenen Text der Bulle *In coena Domini,* aus dem der ständige Text der Gründonnerstagsexkommunikation wurde, von 1229 heißt es: *excommunicamus . . . omnes illos, qui equos, arma, ferrum vel lignamina deferunt Sarracenis, quibus Christianos impugnant* (GÖLLER, Päpstl. Pönitentiarie I, 1, 249, und die Geschichte der Gründonnerstagsbulle dort S. 242 bis 277). Spätere Gesetze: Acta Nr. 30, S. 39, Anm. 4.

2) Acta Nr. 461 (die Sarazenen Ägyptens): *no porien vivre sen ço que Crestians lur porten;* die Hälfte seines Einkommens bezieht der Sultan aus Alexandrien (d. h. Hafenzöllen).

3) Vgl. Acta Nr. 30, 60, 65; Nr. 100 wohl eher von einem Alexandrienfahrer (*armatum in regno Portugallii*) als von einer gekaperten Gallione aus der Berberei die Rede. Das Gutachten Jakobs von Molay (Templer I, 126, 127) enthält auch Vorschläge, wie den Sarazenen die Zufuhr, besonders von (fertigen) Schiffen, abgeschnitten werden kann. Unter den aragonesischen Alexandrienfahrern sind Juden und Genuesen; die Reeder Barzelonas bemühen sich, fremde Kaufleute als Passagiere oder Kommenden von ihnen zu erhalten (Nr. 587).

4) Acta Nr. 506, 508. Den Ritterorden wurde die Sendung von Wertgegenständen an ihre ausländischen Obern von Jakob verboten (Nr. 108). Höhe dieser *responsio* der Templer (Templer I, 37).

5) Acta Nr. 455. Das Monopol wurde durch Bewilligung von Ausfuhrscheinen geübt, wie in Apulien; über die neapolitanische Praxis vgl. YVER, Le commerce et les marchands dans l'Italie mérid. au XIIIe et au XIVe siècle p. 104–126 und öfter; daneben DAVIDSOHN, Forschungen z. Gesch. v. Flor. III an vielen Stellen (s. Register S. XVII). Die Hauptmasse der unteritalischen Getreideausfuhr ging nach Toskana, wo das Land längst durch Industrialisierung der Städte entvölkert war (im X. Jahrhundert bestanden nach meinen Notizen in den meisten Gegenden 50 % mehr Ortschaften als im XIII.) und die rapid gestiegene Stadtbevölkerung längst nicht mehr zu ernähren vermochte. — Aus Sizilien erbat sich Friedrich der Schöne durch Vermittlung seines Schwiegervaters einen Ausfuhrschein über 3000 Saumlast Getreide (so die III mit folgendem m̄, Acta I, 362, Nota c; folgt ein Loch; vielleicht folgte noch eine Hundertzahl) (Nr. 242). Kornpreise in Kalabrien während einer Hungersnot, leider wegen der flüchtig gekritzelten Zahlzeichen nicht zu entziffern (Nr. 62).

Ausschank, eine Bestimmung, die Jakob natürlich sofort für die Studenten der von ihm gegründeten Universität Lerida außer Kraft setzte[1]).

Die ganze sardische Angelegenheit hatte für Jakob wesentlich handelspolitische Bedeutung[2]); als es mit der Eroberungsexpedition ernst wird, suchen sich Lucca und Florenz das Prinzip der offenen Tür zu sichern[3]). Das Kaperwesen, die *raubaria,* wurde von den Genuesen bekämpft[4]), mit denen Aragon lebhafte Handelsbeziehungen hatte; nicht nur Schiffsbauholz, Ruder, Perlen bezog man aus Genua, nein, auch die berühmte Vernaccia, die Perle der sardischen Weißweine, ließ Jakob dort eifrig suchen[5]). Mit dem christlichen Orient waren auch lebhafte Geschäftsverbindungen vorhanden; Kaufleute aus Barcelona werden *in partibus Romanie* und in Armenien erwähnt, wo auch Provençalen Handel trieben[6]), und der fiskalische Mastixhandel, den Friedrich von Sizilien einrichtete, führt auf Verbindungen der katalanischen Kompagnie mit Chios[7]). Mit dem Orient hatten die Templer Handelsbeziehungen[8]). Auch der Sklavenhandel tritt hervor[9]).

Auch für Geldhandel und Bankwesen findet sich manche interessante Notiz. Nach Sienas und Pisas[10]) Niedergang war der damalige internationale Geldmarkt in Florenz monopolisiert, dessen Bankfirmen darum auch hauptsächlich hervortreten[11]); Bardi und Peruzzi werden mit den

---

1) Acta S. LXXV und Nr. 595.

2) Acta Abschnitt X.

3) Daselbst Nr. 117.

4) Daselbst Nr. 69.

5) Acta S. CLXIV f. das *vinum Vernacum* (*de Vernacia*, Dante, Purg. 24, 24) ist der Wein, der bei Oristano im alten Königreich Logudoro wächst. Auch nach Deutschland wurde schon damals italienischer Wein importiert; nach Eberhard von Altaich (Böhmer, Fontes II, 543) ordnete der 1297 gestorbene Bischof Heinrich von Regensburg an, daß seine Domherren von Zeit zu Zeit *vinum Latinum* zu trinken bekamen. — Die deutsche Königin Elisabeth bittet ihren Vater, ihr Balsam und Theriak zu senden; sie habe dann mehr Vertrauen, obwohl sie beides auch in Deutschland bekomme (Nr. 250).

6) Acta Abschnitt XIV; Templer I, 126.

7) Acta Nr. 6 am Ende. Der Mastix kann wohl nur aus Chios kommen; über Italien bezog ihn schon im X. Jahrhundert das Kloster Corbie (Schaube, Handelsgesch., S. 89, der auch weitere Belege für Mastixhandel hat).

8) Templer I, 80.

9) Weißer Sarazenensklave de bonis Templi (Acta S. LIV). K. Jakob kauft Sklaven in Mallorca (S. CXXXV).

10) Jener Bondo di Campo, Jakobs Konsul in Neapel, war ein Pisaner Bankier, der einmal eine Zahlung des Papstes an Jakob vermittelte (Nr. 64) und auch sonst geschäftliche Aufträge erhielt (Nr. 42, 123). Pisaner deponieren in Kriegsgefahr Geld und Waren im Pilgerschloß bei den Templern (Nr. 41). Auf den völligen Zusammenbruch Pisas wirft Nr. 277 ein Licht: Es bietet Robert für Hilfe gegen die Aragonesen Cagliari und 200 000 Goldgulden; das weist dieser ab und fordert für die Sendung von 50 seiner 130 Galeeren jene Summe, außerdem aber das volle *dominium civitatis de Pisa.*

11) Ich kann hier auf die Einzelheiten des Wechselverkehrs, auf die Art der Geschäfte und auf die Wertrelationen (zu beachten Acta Nr. 36, 243)

Chiarenti aus Pistoja in Verbindung mit der Kurie und den Höfen von Neapel und Barcelona genannt; auch Friedrich der Schöne hatte zu Florentinern Beziehungen. Friedrich von Sizilien dagegen brachte eine Anleihe für Ludwig den Bayern bei den *societates Florentinorum in Sicilia commorantes* nicht zustande[1]). Die Kaufleute waren auch als Vermittler politischen Nachrichtendienstes und Geheimagenten tätig[2]). Kaufmannsbriefe brachten nach Deutschland die Kunde der politischen Ereignisse[3]); als Mittelpunkt der Neuigkeiten aus aller Herren Ländern tritt Genua hervor[4]).

Hoffentlich gelang es, von der Bedeutung der Funde F.s und dem Umfange der Arbeit und Gelehrsamkeit, durch die solche Beutezüge überhaupt nur möglich werden, auch für den Bereich dieser Zeitschrift eine Vorstellung zu geben[5]); waren solche Entdeckungen schon bei

---

nicht näher eingehen; für diese Zeit ist neben den älteren Arbeiten auch das S. 226, Anm. 5 zitierte Buch von Yver mit Gesellschaftslisten der Florentiner Firmen (leider aber ganz unzureichend für die Finanzgeschichte der Anjou in Neapel; so fehlt die Firma Battusi in Lucca, Karls II. Hofbank, wie die angiov. Regesten ergeben) und jetzt Jordan, De mercatoribus camerae apostolicae (1909) zu vergleichen, dem übrigens meine Arbeit über die Staatsanleihe Clemens' IV. für Karl v. Anjou (QF. IX, 15–37) entgangen ist.

1) Vermilius de Alfanis von der Firma Alfani stand anscheinend in Friedrichs d. Sch. Diensten (Nr. 231); dessen Geldnot (Nr. 247). Anleiheverhandlungen Friedrichs von Sizilien (Nr. 297). — Für römisches Bankwesen, das damals längst alle Bedeutung verloren hatte (vgl. jetzt Schaube S. 422–428 für die ältere, QF. IX, 19–21 für die spätere Zeit): in Rom unter dem Kapitol lag die *turris Iohannis Bobonis*, des Ahns der bekannten Großkaufmannsfamilie (Schulte, Gesch. des mittelalt. Handels zw. Westdeutschland und Italien I, 236; II, 285, Nr. 422; Jordan p. 10–62) mit *apothecae pannorum*. Der Geldhandel war eben damals vom Warenhandel noch nicht zu trennen; reine Kredit- und Wechselbanken sind ein Anachronismus der modernen Forschung. — Über Geldhandel der Templer vgl. Templer I, 80.

2) Jakob sendet *mercader misatger seu secret* nach Sizilien (Nr. 35).

3) So am Hofe Friedrichs des Schönen in der Stellung politischer Zeitungen (Nr. 254).

4) Vgl. Nr. 35, 61, 68; es steht auf der Seite Friedrichs von Sizilien, aber Jakob weiß trotz der Bemühungen Roberts auch in den Kriegsjahren bis 1301 den Bruch mit den Genuesen zu vermeiden. Am 9. Juni 1301 schloß Genua mit Karl II. Frieden (Caro, Genua und die Mächte am Mittelmeer II, 292 und über die damalige Politik Genuas daselbst S. 268–295), auf den Jakob in seinem Briefe an Karl II. vom 29. Mai (Acta Nr. 68) Bezug nimmt.

5) Nur als Zeichen des Interesses sollen einige Addenda zu den Acta anmerkungsweise beigefügt werden. Der S. LXIX, Anm. 1 erwähnte Cop. s. XIII einer Urk. Karls III. für Gerona ist eine gleichwertige Überlieferung von BM. 1732 (1686) wie die bisher einzige s. XIII in Gerona. S. 71: Mons Gibellus ist der Etna (f. d. Index). Nr. 87 ist, wie S. 127 mehrfach deutlich, ein Instruktionsentwurf für eine aragonesische Friedensvermittlung. F.s Worte: „Von wem der Plan ausgeht, ist schwer zu sagen" sind mir nicht klar; es ist doch gesagt, daß Jakob die Instruktion gibt. S. 155, Anm. 2: *garelos* Verschreibung (Metathesis) für *galeros*, Hüte. F.s Deutung auf „Kardinäle" richtig. S. 255, Anm. 1 zu Nr. 171: Jakob spricht von zwei Briefen

dem für die vorliegende Publikation notwendigen Verzicht auf alles Inneraragonesische möglich, so möchte man hoffen, daß nun auch spezielle Forschungen für Verwaltungs-, Handels- und Geldgeschichte in Barcelona angestellt werden[1]; der Ertrag kann ja nicht fehlen. Dem verehrten Manne aber, dessen Name mit der Entdeckung und Hebung dieser Schätze immer in Verbindung bleiben wird, können wir den herzlichsten Dank und Glückwunsch aussprechen.

Rom. FEDOR SCHNEIDER.

Zum Geleitsrecht und Gästerecht.

OTTO STOLZ, Die tirolischen Geleits- und Rechtshilfeverträge bis zum Jahre 1363, nach ihrem rechts- und verkehrsgeschichtlichen Inhalte dargestellt. Sonderabdruck aus der Zeitschrift des Ferdinandeums, III. Folge, 53. Heft, S. 33—128. Innsbruck, Wagner, 1909.

Die Redaktion gibt mir Gelegenheit, auf diesen aus sorgfältigen Quellenforschungen hervorgegangenen Aufsatz hinzuweisen. Er bringt ein Stück mittelalterlicher Wirtschaftsgeschichte, Zeugnisse einer landesfürstlichen Verkehrspolitik größeren Stils für die Territorien der Bistümer Trient und Brixen und der Grafschaft Tirol. Es handelt sich um das Geleite, dieses nicht im Sinne des Geleitsregals (des ius conductus) genommen als des Rechtes, die Reisenden auf bestimmten Straßenzügen, vornehmlich durch Stellung bewaffneter Bedeckung, zu schützen

---

Friedrichs. Der wichtige ist verloren; wir haben nur Nr. 170, die *credencia* für Andreas Fornelli *in altera literarum*. S. 311 und 209: Xacha ist Ciacca in Sizilien. S. 321, Nota b: Schwalms Konjektur *excivit* für *excedit* (der Schatten der Flügel des Reichsadlers schützt und überragt alle anderen Fürsten) unnötig. S. 348 Nr. 236 wird der Abt von St. Lambrecht irrig Conrat statt Otto genannt. S. 405, Anm. 3: Die Vermählung Ludwigs V. mit Margarete von Dänemark fand nicht erst 1327, sondern 1324 Dez. statt; Jakobs Korrespondent ist also gut unterrichtet. S. 427, Anm. 1: beide Nachrichten von dem Verlöbnis Stephans, des Sohnes Ludwigs d. B., mit der Tochter Friedrichs von Sizilien durchaus nicht irrig; wir erfahren sogar den bisher unbekannten Zeitpunkt. S. 432, Anm. 3: Der Bericht ist richtig; Ludwig d. Römer ist nicht 1328 zu Rom, sondern am 12. Mai 1330 zu München geboren; über diese Legende und andere der erwähnten Einzelheiten kann ich jetzt auf den II. Band meiner Ausgabe Johanns von Victring p. 94, 95, 127 verweisen. Über die Nr. 464 erwähnte Fabel der Mißgeburt der christlichen Königin der Tartaren ist die Steirische Reimchronik ed. SEEMÜLLER (MG. Deutsche Chroniken V) v. 19097 sqq. (wohl nicht lediglich Ausschmückung der Ann. S. Rudberti zu 1280) zu vergleichen. Hier erfahren wir, daß das Märchen 1307 von einer Tartarengesandtschaft an der Kurie (vgl. bes. RAYNALD 1308, § 30–31) verbreitet wurde. — S. 555, Z. 23 lies Bustolis statt Buscolis.

1) Vgl. Acta S. V.

und dafür sich die Geleitsgelder zahlen zu lassen, also im Sinne des mit dem Zollregal eng verwandten finanziellen Nutzungsrechtes (vgl. hierzu die anscheinend vom Verfasser nicht benutzte Dissertation von H. K. Kalisch, Über das Verhältnis des Geleitsregals zum Zollregal, Berliner Diss. 1901; auch Zeumer in Savigny-Ztschr., Germ. Abt. 23, 101 ff.), sondern im Sinne der Zusicherung eines nicht an solche Gebühren gebundenen allgemeinen Schutzes innerhalb der Grenzen des ganzen Territoriums. Stolz stellt diesen Gegensatz — freilich erst am Schlusse des Aufsatzes — fest mit dem Bemerken, daß er in den tirolischen Territorien von einer Beistellung landesfürstlicher Geleitsmannschaft keine Spur gefunden habe, daß hier vielmehr, wie er in einer späteren Abhandlung darlegen werde, das Geleitsregal vollständig in das Zollregal aufgegangen sei. Die Rechtsformen der von ihm erörterten Geleitszusicherungen an auswärtige Kaufleute sind nicht territoriale Gesetze, sondern interterritoriale, völkerrechtliche Geleitsprivilegien und Geleitsverträge gegenüber bestimmten auswärtigen Städten und Territorialgewalten. Zunächst wird Welschtirol, dann Deutschtirol behandelt.

Dort, im Trientischen, setzen diese Akte — wie Stolz meint, wegen der Einwirkung der nahen italienischen Vorbilder — erheblich früher ein. Die von dorther stammenden, die uns Verfasser mitteilt, gehören alle schon dem 13. Jahrhundert, zum Teil schon dem Beginne desselben, an. Sie betreffen das Verhältnis zu den Nachbarterritorien Brixen, Verona, Feltre-Belluno, Brescia. Sicherer Verkehr mit Leib, Gut und aller Kaufmannschaft und Einschränkung der Repressalien bilden den Gegenstand dieser Zusicherungen.

In Deutschtirol begegnen die gleichen Maßnahmen erst Ende des 13. und Anfang des 14. Jahrhunderts unter Herzog Meinhard II. Die Ursache sieht Verfasser nicht darin, daß es dort vorher an einem sicherungsbedürftigen Handelsverkehr gefehlt hätte, sondern in den Rechtszuständen im Reiche. Bis zum Ausgang der Staufer sei das deutsche Königtum noch stark genug gewesen, den Handel im Reiche zu schützen. Es hätte Geleitsabmachungen der Territorialherren als Beeinträchtigung seines verfassungsmäßigen Einflusses empfunden. Auch habe das Institut der Landfriedenseinungen ähnlich gewirkt und „der Umstand, daß unter den letzten Staufern die Landfrieden für das ganze Reich und unter der obersten Autorität des Kaisers verkündet wurden, die Auffassung der ausschließlichen Territorialisierung des Rechtsschutzes einigermaßen hintangehalten“ (S. 56). Erst das große Interregnum habe die territorialen Machtfaktoren an die erste Stelle gerückt, und nun erst sei für die interterritorialen Geleitsverträge die Zeit gekommen. Freilich hätten schon viel früher, bereits im 12. Jahrhundert, die norddeutschen Handelsemporien von „Ländern, die nicht der Botmäßigkeit des deutschen Königs und Kaisers unterworfen waren“, sich Geleitsprivilegien verschafft und dann in der Mitte des 13. Jahrhunderts auch unter sich Geleitsverbrüderungen zu schließen begonnen (S. 51). In Süddeutschland sei dagegen auf Grund der besagten Momente das Institut der Geleitsverträge erst nach seiner Einschleppung aus Italien (S. 52, 58) seit Beginn des 14. Jahrhunderts bodenständig geworden.

Ich glaube, daß dieses vom Verfasser gezeichnete Bild der Korrektur bedarf, und zwar noch stärker, als es Verfasser selbst in einer späteren Anmerkung (S. 116[1]) eingesteht.

In Norddeutschland beschränkten sich nämlich die Geleitsprivilegien jener früheren Zeit keineswegs auf die von auswärtigen Herrschern bewilligten. Auch deutsche Territorialherren erteilten „ducatum eundi et redeundi“, „securitatem conductus“ schon damals, wie z. B. der Graf von Altena an Bremen schon ca. 1200 (Bremisches UB. I, Nr. 90; hierzu Kalisch in den Historischen Aufsätzen für Zeumer, 1910, S. 609), die Markgrafen von Brandenburg an Hamburg 1236 (Hansisches UB. I, Nr. 278), Herzog Albrecht I. von Sachsen an Lübeck ca. 1240 (Lübisches UB. I, Nr. 161, Hansisches UB. I., Nr. 301). Und ein frühes Beispiel für ein von einem deutschen Fürsten ins Ausland gegebenes Geleitsprivileg bietet die bekannte Urkunde Heinrichs des Löwen für die Gotländer von 1163 (Hansisches UB. I, Nr. 15), die freilich in den Rahmen der unabhängigen nordischen Politik dieses mächtigsten Territorialherrn gehörte. Das Königtum duldete also eine territoriale Geleitspolitik für deutsches Gebiet tatsächlich schon damals. Für Süddeutschland bleibt aber immer § 1 des Stiftungsbriefes für Freiburg i. Br. 1120—1122 (Keutgen, Urk. zur städt. Verf.Gesch., S. 117) beachtlich, wo der Stadtgründer allen Marktfahrern (oder überhaupt allen Stadtbesuchern auch außerhalb der Marktzeiten? Rudorff, Zur Rechtsstellung der Gäste, S. 125[5]; dagegen spricht die Fassung der Berner Handveste Art. 4 ed. Welti S. 5 „tempore fori“; vgl. jetzt Franz Beyerle, Untersuchungen zur Geschichte des älteren Stadtrechts von Freiburg i. Br. und Villingen [1910], S. 51) für sein Herrschaftsgebiet — „in mea potestate et regimine meo“ — „pacem et securitatem“ versprach. Auf wirkliches Geleitsrecht deutet hier die Zusicherung des Schadensersatzes an die „in hoc spacio“ Beraubten, ein kennzeichnendes Merkmal des Geleites (vgl. Schwabenspiegel Laßb. 194 [Gengl. 167] und Stolz selbst S. 94 f., Kalisch, Diss., S. 11, Huber, Syst. u. Gesch. des schweiz. Privatrechts IV, 267[5]). Die Stelle wird auch wohl allgemein so verstanden, z. B. von Fehr, Landeshoheit im Breisgau, S. 17 f., 138, Rudorff a. a. O., Huber a. a. O., Franz Beyerle a. a. O. (der aber S. 66 mit Unrecht bei diesem Marktfahrergeleit die Erhebung eines Geleitszolles annimmt). Freilich ist der Rechtsgrund dieses Geleitsrechtes nicht mit Sicherheit erkennbar. Konrad, der Stadtgründer, war damals noch nicht Herzog, und der zähringische Herzog hatte nicht einmal die gräfliche Gerichtsbarkeit im Breisgau. Wahrscheinlich erhielt Konrad vom König außer dem Marktprivileg noch das Geleitsrecht für die Marktfahrer im ländlichen Bereich seiner Herrschaft (vgl. Fehr a. a. O.). Jedenfalls ist hier ein sehr frühes territoriales Geleitsrecht dargetan, das auch einige der Tochterrechte übernahmen, z. B. Flumet (1228) Art. 8 (Welti, Beitr. zur Gesch. des älteren Stadtr. von Freiburg i. Uechtl., S. 118). Weiter ist zu beachten, daß auch das fürstliche Geleits*regal* in Süddeutschland schon frühe auftritt. Gewiß ist dieses, wie erwähnt, von dem allgemeinen Geleitsrecht scharf zu trennen und auch nicht, wie Kalisch richtig betont hat, aus einem vorher in Übung gewesenen königlichen Geleitsregal geschichtlich abzuleiten. Aber eine Einschränkung der all-

gemeinen Geleitsherrlichkeit des Königs war es doch. Daß es nun schon 1164 in Süddeutschland eine Rolle spielte, beweist das Privileg Friedrichs I. für Hagenau, §§ 4 und 5 (Keutgen S. 134), worin der Kaiser die Bürger dieser Stadt von fürstlichem Zoll- und Geleitszwang befreite, mag auch die verwunderlich harte Strafandrohung gegen die Bürger, die trotzdem Zoll- und Geleitsgeld zahlen würden, noch von einer Kampfstimmung des Kaisers gegen diese in den Händen der Fürsten sich bildenden Rechte zeugen. Schließlich berichtet ja Stolz selbst (S. 58 ff) auch für Deutschtirol von einer Landfriedenseinung von 1229 zwischen dem Bischof von Brixen und dem Grafen von Tirol als Vogt dieses Hochstiftes und seinen Ministerialen, worin allen „mercatores et viatores" „pax et securitas" „per stratam publicam" gewährt wird, von einer königlichen Verfügung von 1240, die dem Bischof von Brixen das Geleitsrecht in seinem Fürstentum neben dem des Kaisers oder Königs zuerkennt, und von einer Satzung des Innsbrucker Stadtrechts von 1239, die jedem nach der Stadt kommenden Gast innerhalb der andechsischen Grafschaft im Inntal die Freiheit vom Repressalienarrest zusichert — alles Maßnahmen zum Zwecke oder im Rahmen einer territorialen Geleitspolitik. Ebenso gut hätte sich die letztere schon damals in Geleitsabmachungen mit benachbarten Territorien betätigen können. Daß solche aber in Deutschtirol erst für spätere Zeit von Stolz festgestellt werden, kann alle möglichen Gründe haben, auch auf Lücken des Quellenmaterials beruhen.

Was nun Stolz S. 63 ff. über die spätere Zeit (vom Ende des 13. Jahrh. an) vorträgt, bietet manches Interesse. Im Vordergrund stehen die Geleitsbeziehungen Tirols mit Venedig. Dieses war für seinen Handel mit dem westlichen Deutschland und Flandern an den Pässen Tirols lebhaft interessiert, ganz besonders in den Zeiten, wo kriegerische Verwicklungen die anderen Verkehrswege, wie etwa den durch die Lombardei und Frankreich, ernstlich bedrohten. Es handelte sich dabei vornehmlich um die Piave-Pustertal-Brennerlinie, aber auch um die durch Val Saguna oder Verona nach Trient, Bozen und das Vintschgau hinaufgehende Linie. Wie die venezianische Handelsdiplomatie, weitschauend und den jeweiligen Zeitverhältnissen sich anschmiegend, bald die eine, bald die andere der in Frage kommenden Linien akzentuierte und im Bewußtsein der eigenen wirtschaftlichen Stärke großzügig nicht bloß den eigenen Landsleuten, sondern auch allen anderen Kaufleuten die Straßen zu sichern suchte, sich also sozusagen für die „offene Tür" einsetzte (vgl. S. 111), das kommt in der Darstellung unseres Verfassers gut zum Ausdruck. Der Erfolg dieser diplomatischen Aktionen, deren Kosten (Geschenke an den kontrahierenden Landesfürsten und dergleichen) die auf jenen Straßen ein- und auslaufenden Waren durch Zölle wieder einbringen mußten, waren kurzfristige, aber immer wieder erneuerte Geleitsverträge zwischen Venedig und den Machthabern Tirols, von Meinhard II. angefangen bis zu dem um die tirolische Geleitspolitik besonders verdienten Ludwig von Bayern, Markgrafen von Brandenburg und Grafen von Tirol, dessen Geleitsprivileg an Venedig vom 26. Januar 1352 Stolz in einer Beilage zu seinem Aufsatz als Musterbeispiel abdruckt.

Auch mit Brescia, Padua, Verona und (wegen des Transits über das Stilfser Joch; vgl. auch S. 93[1], 105) mit Como sehen wir Tirol in jener Zeit Geleitsverbindungen unterhalten (vgl. besonders S. 76 f. über ein aus dem Wiener Staatsarchiv mitgeteiltes Privileg für Como von 1328), schließlich auch mit den Deutschen nördlich der Alpen, in Gestalt zunächst von Geleitsbriefen für einzelne Kaufleute, dann von interterritorialen Verträgen, deren ältester ein Vertrag mit Regensburg vom 9. September 1309 war. Weitere Verträge mit derselben Stadt, mehrere mit Augsburg, dann solche mit Kempten, Isny, St. Gallen (Verkehr über den Arlberg, vgl. S. 87) folgten. Ein Vertrag zwischen dem Tiroler Landesfürsten und dem Herzog Rudolf von Oberbayern von 1312 (Verkehr auf dem Inn als Schiffstraße) schritt sogar zur Einsetzung eines Schiedsgerichts für die Rechtshändel zwischen den Angehörigen der beiden Länder, die nicht durch die ordentlichen Gerichte befriedigend erledigt waren, und sicherte — ein Beweis für die Ausdehnung der Verkehrsbeziehungen — den Geleitsschutz und die Sicherheit gegen Repressalien auch „denen von Landshut", also den niederbayerischen, und allen anderen Kaufleuten außer denen aus Böhmen zu. Die Münchener sollten nach einem weiteren Privileg von 1329 selbst im Falle der Trübung der beiderseitigen politischen Beziehungen sich doch im Interesse der wirtschaftlichen Beziehungen bei dem Tiroler Landesfürsten um einen „besunder friden", also Einzelgeleite, bewerben dürfen. Verhandlungen mit Salzburg „pro pace stratarum", Geleitsverträge mit Chur (Verkehr über den Maloja und durch das Engadin) vervollständigten den Kreis. Unter Ludwig dem Brandenburger trat Österreich hinzu, dem 1344 für alle von dorther in das tirolische Gebiet eintretenden Kaufleute, nicht bloß für die österreichischen, sondern auch für die anderswo beheimateten, Sicherheit und Geleit versprochen wurden. Eine Verordnung desselben Fürsten vom Dezember 1348 gab das gleiche Versprechen ganz allgemein, nach allen Seiten hin, ohne bestimmten Gegenkontrahenten, den „mercatores de quibuscunque partibus venientes ad nostrum dominium sua mercimonia asportare volentes" — im Grunde schließlich doch nur eine erweiterte Auflage dessen, was schon Konrad von Zähringen in dem oben erörterten § 1 des Freiburger Stiftungsbriefs versprochen hatte. Daß trotzdem auch weiterhin spezielle Abmachungen mit bestimmten einzelnen Territorien nicht überflüssig erschienen, lehren eine Anzahl Belege, die Stolz noch aus der späteren Regierungszeit Ludwigs zu geben weiß (S. 101 ff., darunter das oben erwähnte Privileg an Venedig).

Verfasser schließt (S. 114 ff.) mit einer allgemeinen Charakteristik der behandelten Geleitsprivilegien und Geleitsverträge. Sie sollten den Angehörigen der betreffenden fremden Rechtsgemeinschaft „einen zuverlässigen Rechtsschutz für Person, Besitz und Forderungsrechte, und zwar im Wege der ortszuständigen Gerichtsgewalt, erteilen", „ihre Rechtsfähigkeit in ganz bestimmter Weise festlegen". Das sei — meint Stolz — notwendig gewesen, um die alten, im Volke nie ganz erstorbenen und seit dem Sinken der Königsgewalt wieder erstarkten, fremdenfeindlichen Rechtsanschauungen, für die der Fremde eigentlich rechtlos war, zu überwinden (vgl. auch S. 34). „Der den Fremden erteilte

Rechtsschutz sei also etwas Außergewöhnliches, nicht im ursprünglichen Rechtsbegriffe Vorhandenes gewesen," etwas, das erst in „einer besonderen Entwicklung" sich habe „durchsetzen" müssen. Stolz will dies betont wissen „gegenüber den Anschauungen, die bei der neuesten Forschung über das mittelalterliche städtische Gästerecht zutage getreten seien". Er meint meinen Aufsatz in der Historischen Zeitschrift 101, 473 ff. (Warum nur muß ich bei dessen Zitierung sowohl falschen Vornamen als falsche Schreibweise des Zunamens erdulden?) So dankenswert mein Hinweis auf die „rücksichtslose stadtbürgerliche Monopolpolitik sei, so dürfe er nicht zu einer völligen Verleugnung der dem mittelalterlichen Rechte tatsächlich innewohnenden territorialen Exklusivität des Rechtsschutzes führen, die ohne weiteres als fremdenfeindliches Prinzip sich habe geltend machen müssen".

Es geht indessen nicht an, die ländliche und städtische Entwicklung in der Weise des Verfassers gleichzustellen. An der Wiege des städtischen Gästerechts stehen Sätze wie der des § 1 des ältesten Straßburger Stadtrechts: „Ad formam aliarum civitatum in eo honore condita est Argentina, ut omnis homo tam extraneus quam indigena pacem in ea omni tempore et ab omnibus habeat" — also gleicher Rechtsschutz für den Fremden wie den Einheimischen innerhalb des Weichbildes der Stadt. Vgl. Rudorff a. a. O., S. 21: „grundsätzlich sollte den Gästen überhaupt stets gleich den Bürgern zu ihrem Rechte verholfen werden". Auch das ius albanagii, d. h. das Recht, den Nachlaß eines Fremden zugunsten der öffentlichen Gewalt des Ortes ganz oder teilweise der ordentlichen Beerbung zu entziehen, hat gerade in den deutschen Städten nicht gegolten. Nur für diese habe ich, wie ich gegenüber der unrichtig referierenden Bemerkung unseres Verfassers auf S. 122[1] energisch betonen muß, den Nachweis geführt. Die große Zahl der von mir gebrachten Belege ließe sich leicht vermehren. Vgl. jetzt auch Siegfried Rietschel in Historischer Zeitschrift 102, 271 ff. Ich möchte hier seines Alters wegen noch auf das Privileg des Bischofs Bernhard von Hildesheim für Eschershausen (1133—1137) — Böhmer, Acta imperii selecta 1, Nr. 1129 (UB. des Hochstiftes Hildesheim I, Nr. 204) — aufmerksam machen, das übrigens gegen Rietschels Vermutung sprechen dürfte, es müsse Heinrich der Löwe seine eigenen Bestimmungen gleichen Inhalts für Lübeck, Schwerin, Braunschweig (Hagen) von seinem Schwiegervater aus dem Freiburger Gründungsprivileg § 2 (Keutgen S. 117) entlehnt haben. Nach allen diesen Belegstellen wird der Nachlaß des Gastes, wenn sich seine Erben rechtzeitig dazu ziehen, an diese anstandslos und abzugsfrei ausgefolgt und nur im entgegengesetzten Falle, wenn er innerhalb Jahr und Tag erblos geblieben, genau so, wie im gleichen Falle der Nachlaß des einheimischen Stadtbürgers, für die innerstädtische Gewalt (Stadtherr, Stadtgemeinde oder dergleichen) in Anspruch genommen und damit, was ich andeutete (Hist. Ztschr. 101, 481) und nunmehr auch Rietschel (ebenda 102, 273) in treffender Parallele zu dem Satz „Stadtluft macht frei" hervorhebt, dem auswärtigen Herrn des Gastes entzogen. Auch diejenigen beiden einzigen aus der großen Masse der Quellenstellen, welche die Erblosigkeit nicht noch ausdrücklich erwähnen (aus Soest

und Köln) können gar nicht anders als in demselben Sinne verstanden werden. Das habe ich a. a. O. S. 483 f. näher dargelegt; der Leser mag urteilen, ob ich sie, wie STOLZ S. 122[1] mir anhängen will, „nicht ohne sanfte Gewalt für meine Theorie hergerichtet“ habe. Ich muß also dabei bleiben — zustimmend H. JOACHIM, Hans. Geschichtsbl. 1909, S. 218 ff., 225 —, daß der Gast in der mittelalterlichen deutschen Stadt von Anfang an selbständigen (nicht erst durch einen Schutzherrn vermittelten) Rechtsschutz genoß und nicht nach ius albanagii, überhaupt nicht nach altem Fremdlingsrecht behandelt wurde, daß also das spätere städtische Gästerecht in der Hauptsache nicht eine Milderung früheren Fremdlingsrechtes im Interesse des Verkehrs, vielmehr im Gegenteil eine allmähliche, besonders im 13. und 14. Jahrhundert sich steigernde, in den mannigfaltigsten Einzelbestimmungen verwirklichte Beschränkung der Gäste in Verfolg monopolistischer Abschließungstendenzen bedeutete. Auch nur gegen solche abschließende und die Vermögensgüter in der Stadt festhaltende Bestimmungen und nicht gegen Fremdlingsrecht im Sinne des ius albanagii waren die Normen gerichtet, die STOLZ S. 122 als Gegenbeleg aus Tirol dem von v. VOLTELINI mitgeteilten Privileg von 1319 an die aus Florenz stammenden Inhaber der Bozner Leihbanken entnimmt. Denn hier handelte es sich gar nicht um die Beerbung von Gästen, die etwa bei vorübergehendem Besuch in der Stadt starben, sondern um die Beerbung dauernd in der Stadt angesessener Kaufleute ausländischer Herkunft, und es handelte sich um die Abwehr von Bestimmungen, die in den deutschen Stadtrechten des Mittelalters häufig für die Beerbung gerade von Bürgern gegeben wurden und darauf ausgingen, deren in der Stadt domizilierte Nachlässe nicht oder wenigstens nicht ohne sehr starken Abzug aus der Stadt herauszulassen, an auswärtige Erben gelangen zu lassen. Vgl. hierzu meinen Aufsatz, Historische Zeitschrift 101, 526[1]; STOBBE, Handbuch des deutschen Privatrechts I, § 42, Ziff. 2; GIERKE, Deutsches Privatrecht I, S. 450. Nicht die Beerbung von Fremden, sondern die Beerbung durch Fremde stand hier in Frage, was scharf zu scheiden ist, wie es auch die Stadtrechte (vgl. z. B. das Wiener Stadtrecht von 1221, §§ 19 u. 20, KEUTGEN, Urk., S. 209) scharf scheiden. Vor derartigen Bestimmungen sollten jene Bozner Leihbankeninhaber sichergestellt werden, für die ja, da sie aus dem Ausland zugezogen waren, natürlich die Beerbung durch ausländische, ihrer früheren Heimat (Florenz) angehörige Verwandte und Freunde, sei es als gesetzliche, sei es als letzwillig bestimmte Erbnehmer, stark in Betracht kommen mußte.

Ich muß ebenso dabei stehen bleiben — zustimmend JOACHIM S. 228 —, daß auch die Gewährung der Gastgerichte keineswegs, wie STOLZ S. 61 f., 117[1], 123[3] aufrechterhält, eine „Konzession an die verkehrswirtschaftlichen Interessen“ war. Gegenüber dem für den Gast begründeten Zwang, in der Stadt vor den fremden Urteilern nach dem fremden Recht zu prozessieren (vgl. die bewegliche Motivierung in dem Evokationsprivileg Friedrichs I. für Osnabrück von 1171, KEUTGEN, Urk., S. 8) und sich ohne weiteres wegen jeder angeblichen Schuld arrestieren zu lassen — vom Repressalienarrest ganz abgesehen —, bedeutete das schleunige Gericht doch nicht genug, um seinerseits auf

den Gästeverkehr anregend wirken zu können. Die Regensburger ließen sich z. B. 1192 von Herzog Leopold von Österreich nicht versprechen, in Wien Gastgericht zu bekommen, sondern dort überhaupt nicht anders als wegen einer dort kontrahierten Schuld Rede stehen zu müssen (Keutgen S. 54, Ziff. 12; v. Schwind-Dopsch, Urk., S. 27, Z. 29 f.). Gewiß hatte auch das Durchdringen des Territorialitätsprinzips, wonach nunmehr in einem Territorium ausschließlich die lex loci zur Anwendung kam, für den Fremden, der Reichsangehöriger war, insofern eine ungünstige Wirkung, als er sich dieser lex loci beugen mußte und nicht mehr, wie früher nach dem Personalitätsprinzip, die Anwendung seines angestammten Rechtes verlangen konnte. Darin hat Stolz (vgl. auch S. 120 f.) und ebenso Herbert Meyer in der Deutschen Literaturzeitung 1909, Sp. 3061, ganz recht. Aber damit ist, was namentlich dem letzteren gegenüber hervorgehoben werden muß, noch nichts gesagt über die Art der Stellungnahme der lex loci selbst gegenüber den Fremden, inwieweit sie diese an den für die Einheimischen gegebenen Rechtssätzen und Einrichtungen Anteil nehmen ließ oder sie beeinträchtigenden Sondernormen unterstellte. Eine nähere Betrachtung der deutschen Stadtrechte des Mittelalters zeigt hier eben im ganzen einen allmählichen Wandel vom ersteren zum letzteren Standpunkt und nicht umgekehrt.

Das gleiche braucht nun aber außerhalb der Stadt nicht der Fall gewesen zu sein. Hier, außerhalb der Einwirkung des Stadt- und Marktfriedens, mochte die Lage der Fremden wohl von jeher eine schlechtere geblieben sein, und es mochte das lokale oder territoriale Recht sich noch durch Anschauungen im Sinne des alten Fremdlingsrechtes beherrschen lassen. Bis zu welchem Maße dies zutraf, ob insbesondere auf dem Lande gegen die Nachlässe der Fremden das ius albanagii wirklich gehandhabt wurde, ist noch nicht genügend untersucht; die Quellen für diesen Punkt fließen in Deutschland anscheinend sehr viel spärlicher als in Frankreich (Karl Brunner, Ztschr. f. vergleichende Rechts- u. Staatswissenschaft 2, S. 87). Auch die von Stolz auf S. 123, N. 1 wiedergegebene Stelle aus dem den Mailändern für Tirol erteilten Privileg von 1400 braucht keineswegs auf Dispens von einem sonst noch geltenden ius albanagii bezogen zu werden. Das Besondere ihres Inhalts scheint mir viel eher zu liegen in dem Dispens von dem Heimfallsrecht des tirolischen Landesherrn im Falle der Erblosigkeit: es soll eben der Nachlaß des in Tirol auf der Reise gestorbenen Mailänder Kaufmanns unter allen Umständen auf Requisition nach Mailand ausgeliefert werden, also auch im Falle der Erblosigkeit an die „mercatores universitatis Mediolani“ und nicht an den tirolischen Landesherrn (vgl. den Gegensatz zu oben S. 234 und etwa zum Wiener Stadtrecht von 1221, § 20) fallen. Sicherlich aber ist es verkehrt, wenn Stolz S. 122 annimmt, daß in Tirol das ius albanagii, wo es nicht besonders ausgeschlossen war, auch denjenigen Fremden gegenüber in Übung gewesen sei, denen Vertrag oder Privileg freies Geleit zugesichert hatte. Also: sie sollten auf der Reise durch das Land „mit aller irer kaufmanschaft sicher leibs und gůcz sein“; wenn sie aber zufällig unterwegs starben, sollte ihnen der Geleitsherr alles dort Hinterlassene, den

ganzen Warenzug ohne weiteres abnehmen und ihren Erben entfremden dürfen? ja wohl auch dann, wenn sie im Geleitsgebiet totgeschlagen wurden? Ich zweifle nicht daran, daß diese Annahme unrichtig ist, daß solche Wegnahme der Hinterlassenschaft als Bruch des Geleites verstanden worden wäre. Das Geleite stellte vielmehr, wenn auch auf ganz anderer Grundlage (Straßenfriede!), so doch immerhin einen ähnlichen Rechtsschutz für die Geleiteten im ganzen Territorium her, wie ihn innerhalb der Stadt der Stadtfriede und der Marktfriede den Gästen verliehen, also sicher auch einen ähnlichen Schutz der Hinterlassenschaft. Schon die alten königlichen, das Marktfahrergeleit mitaufnehmenden Jahrmarktprivilegien hatten ja die gleiche „pax firmissina" ununterschieden „in eundo et redeundo" wie „in commorando" (beim Verweilen im Marktort) zugesichert. Vgl. hierzu Rietschel, Markt und Stadt, S. 200 ff.

Das Geleite schützte Leib und Gut der Geleiteten, gewährte, wie das auch durch das von Stolz mitgeteilte tirolische Material (S. 94 f.) bestätigt wird, Anspruch auf Schadensersatz gegen den Geleitsherrn und sicherte vor allem, was in den tirolischen Geleitsprivilegien und -verträgen eine besonders große Rolle spielte und ja auch gegenüber dem herrschenden Stadtrecht eine Neuerung war (Hist. Ztschr. 101, 511 f. u. 513), gegen den Repressalienarrest. Gerade „darin erweist sich", wie Stolz S. 85 mit Recht hervorhebt, „die rechtsgeschichtliche Bedeutung dieser Privilegien und Verträge, daß sie die Form darboten, unter welcher die neuartigen — repressalienfeindlichen — Grundsätze für den zwischenterritorialen Rechtsverkehr verwirklicht wurden".

Freiburg i. Br. Alfred Schultze.

Literatur.

F. Kleinwächter, Lehrbuch der Nationalökonomie. Zweite, umgearbeitete Auflage. Leipzig, C. L. Hirschfeld, 1909. XVI und 483 S.

W. Mitscherlich, Der wirtschaftliche Fortschritt, sein Verlauf und Wesen. Ebenda 1910. VIII und 262 S.

L. Stephinger, Die Geldlehre Adam Müllers. Stuttgart, F. Enke, 1909. 231 S.

Derselbe, Der Grundgedanke der Volkswirtschaftslehre und die Rententheorie Ricardos. Ebenda 1910. 51 S.

Die Lehre von den Wirtschaftsstufen spielt heute in der nationalökonomischen Literatur eine große Rolle, und auch in die Lehrbücher hat sie ihren Einzug gehalten. Von dem Grundriß der Volkswirtschaftslehre, den Fuchs in der Sammlung Göschen veröffentlicht hat, darf man geradezu sagen, daß die Darstellung sich auf jener Lehre aufbaut. Nicht geringere Bedeutung aber hat sie in der unmittelbar wirtschaftsgeschichtlichen Literatur. Heute, wo die Beziehungen zwischen Geschichte und Nationalökonomie sich in gewisser Hinsicht zu lösen scheinen, begegnen sich doch beide in der Diskussion über die Wirtschaftsstufen.

Für die Schrift von Mitscherlich steht die Lehre von den Wirtschaftsstufen im Vordergrund. Nachdem M. in einem ersten (kürzeren) Teil eine „methodologische Grundlegung“ gegeben, widmet er einen zweiten, den Hauptteil, dem „Verlauf des wirtschaftlichen Fortschrittes von der Höhe des Mittelalters bis zu Beginn der neuesten Zeit“ und erörtert eben hier das Wesen und die Entwicklung der Stadt- und der Volkswirtschaft. Ein dritter Teil handelt von „dem Wesen des wirtschaftlichen Fortschrittes“. Wir haben es mit einer unzweifelhaft verdienstlichen Untersuchung der Frage der Wirtschaftsstufen zu tun. Es seien jedoch einige kritische Anmerkungen angebracht.

Es ist wiederholt geschehen, daß ein Nationalökonom, wenn eine von ihm gezeichnete wirtschaftsgeschichtliche Entwicklung von einem Historiker beanstandet wurde, darauf schlechtweg erwiderte: „der Historiker verwechsle Wirtschaftsgeschichte und Wirtschaftstheorie“. Ein solches Verfahren ist natürlich unzulässig. Ed. Meyer hat sich, wie schon früher, so auch neuerdings wieder, in seinen „Kleinen Schriften“ (Halle a. d. S. 1910) S. 85 ff. mit Recht dagegen aus-

gesprochen. Es ist sehr bedenklich, wenn man sich so leichtherzig darauf zurückzieht, daß das, was wirtschaftsgeschichtlich anfechtbar ist, wirtschaftstheoretisch richtig sein könne. Jener Einwand kann nur dann gelten, wenn, wie MEYER a. a. O. sagt, die Theorie Theorie bleibt und sich begnügt, abstrakte Schemata aufzustellen. In dieser Weise hat MAX WEBER eine der Beachtung sehr werte Lehre von dem „idealtypischen Begriff“ entwickelt (s. darüber m. Art. Wirtschaftsstufen im Wörterbuch der Volkswirtschaft II, S. 1330 ff.). Der „idealtypische Begriff“ in seinem Sinne soll lediglich der Erforschung und Veranschaulichung dienen; er liefert nur ein Mittel, die Dinge zu messen; für die historische Arbeit erwächst dann die Aufgabe, in jedem einzelnen Fall festzustellen, wie nahe oder wie fern die Wirklichkeit dem Idealtypus steht, inwieweit also z. B. der ökonomische Charakter einer Stadt als „stadtwirtschaftlich“ in Anspruch zu nehmen ist. WEBER warnt ausdrücklich davor, das, was man als Idealtypus konstruiert hat, als Geschichte auszugeben. Es ist nun die Frage, ob die Forscher, die mit den Wirtschaftsstufen operiert haben, sie nur als Idealtypen empfunden oder als geschichtliche Erscheinungen ausgegeben haben. Bekanntlich ist viel darüber gestritten worden, ob die Schilderungen, die BÜCHER von der Haus- und der Stadtwirtschaft entworfen hat, historisch zutreffen. Wenn sie nur Schilderungen eines Idealtypus sein sollen, so wird der Historiker seine Kritik unterlassen (obwohl er ja in gewisser Weise auch bei der Aufstellung eines solchen mitsprechen muß). Aber BÜCHER hat sie zweifellos, wenigstens von Haus aus, als Schilderungen bestimmter historischer Erscheinungen empfunden, wie MEYER a. a. O. gewiß mit Recht feststellt (vgl. auch RIETSCHEL, Savigny-Ztschr., Germ. Abt., Bd. 26, S. 298)[1]. Wenden wir uns der Darstellung MITSCHERLICHS zu, so machen wir dieselbe Beobachtung. Schon die durchgehende Anwendung des Präteritums zeigt, daß er einen historischen Bericht erstatten will. Man darf auch sagen, daß der Zweck seiner Schrift ihn zu einer historischen Berichterstattung nötigte. Die Ausführungen WEBERS scheinen ihm nicht unbekannt geblieben zu sein (S. 30). Doch würde er, wenn er die Scheidung der Begriffe, wie sie dieser vorschlägt, konsequenter durchgeführt hätte, in der Schilderung der tatsächlichen Verhältnisse sich resoluter von dem „Idealtypus“ entfernt haben. Es ist z. B. unrichtig, wenn er dem Kleinhandel in der mittelalterlichen Stadtwirtschaft die wirtschaftliche Bedeutung abspricht (S. 41). Man denke nur an die große Rolle, die die Gewandschneider spielen!

S. 10 f. spricht M. sich dahin aus, daß „der fundamentale Unterschied einer wirtschaftlichen und einer politischen Entwicklung darin liege“, daß in jener die Einzelpersönlichkeit an Bedeutung zurücktrete. „Deshalb liegt für das Wirtschaftsleben auch die Möglichkeit vor,

---

1) M. WEBER, Agrarverhältnisse im Altertum, Handw. d. Staatsw., 3. Aufl., I, S. 55, glaubt BÜCHERS Ausführungen im Sinne einer idealtypischen Konstruktion einer Wirtschaftsverfassung interpretieren zu dürfen. Doch äußert er sich nicht ganz bestimmt und macht auch Abstriche an BÜCHERS Schilderung.

Normen für seine Entwicklung aufzudecken“ (S. 12). Derartige Gedanken sind oft vorgetragen worden (vgl. z. B. Histor. Ztschr. 81, S. 235, Anm. 1, und S. 244, Anm. 1). Indessen besteht tatsächlich gar nicht ein so schroffer Unterschied. Wir wollen hier nicht näher auf die neueren Untersuchungen über die wirtschaftliche Bedeutung des Calvinismus und große Männer des Wirtschaftslebens aus dem 19. Jahrhundert eingehen. M. selbst konstatiert gelegentlich (S. 44 f. und S. 120), daß politische, also doch von der Einzelpersönlichkeit bestimmte Momente das Wirtschaftsleben beeinflussen (vgl. auch Ztschr. des Vereins f. Hamburg. Gesch. 1909, S. 235). Von der von SCHMOLLER behaupteten Stufe der „Territorialwirtschaft“ macht M. mit Recht keinen Gebrauch; sie wird heute auch wohl allgemein verworfen (vgl. die in m. Art. Wirtschaftsstufen verzeichnete Literatur; Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1907, S. 713)[1]). Richtig bemerkt M. (S. 23) in Übereinstimmung mit mir, daß für SCHMOLLERS Stufentheorie die Wirtschafts*politik* im Mittelpunkt steht. Bei meiner Abhandlung über den Untergang der Stadtwirtschaft vermißt er (S. 29) eine Darlegung seiner Ursachen. Ich will nicht Wert darauf legen, daß sie darüber doch einiges enthält. Vor allem aber hatte sie nur den Zweck (wie bereits der Untertitel besagt), einen bestimmten Zustand zu erforschen. Die Hist. Ztschr. ist nicht nach dem Jahrgang, sondern nach der Bandnummer zu zitieren. Wenn M. (S. 89, Anm. 5) die besten Darstellungen des mittelalterlichen Zunftwesens nennen will, so darf er die von SCHÖNBERG und namentlich die von GIERKE nicht unerwähnt lassen. Zu dem Zitat aus DOREN S. 69, Anm. 2 vgl. meine kritischen Bemerkungen in dieser Ztsch. 1909, S. 183.

Das Buch von KLEINWÄCHTER will ein Lehrbuch sein. Von hier aus ist das zu beurteilen, was er (S. 14 ff.) über die Wirtschaftsstufen sagt. Es ist ohne Zweifel gut geeignet, den Studierenden in diese Dinge einzuführen. Freilich würde u. E. der Wert seiner Darstellung, gerade auch vom pädagogischen Standpunkt aus, erhöht werden, wenn er nicht bloß über die Stufentheorien von LIST, HILDEBRAND, BÜCHER, SCHMOLLER referieren, sondern auch über die entgegenstehenden Gesichtspunkte bestimmtere Andeutungen machen wollte. Er scheint von den Abhandlungen von ED. MEYER, WEBER und mir nicht Notiz genommen zu haben. Auch für den Abschnitt über die „Gesetze der Nationalökonomie“ (S. 76 ff.) hätte er sie heranziehen können.

Ein Punkt aus der Kontroverse der Wirtschaftsstufen führt uns zu den Arbeiten von STEPHINGER. Es wird heute die „historische Schule“ als etwas Überwundenes oder zu Überwindendes angesehen und im Gegensatz zu ihr eine stärkere geistige Durchdringung des Stofflichen gefordert. MITSCHERLICH beklagt es z. B. (S. 18), daß in der historisch

1) Zu dem Thema der Wirtschaftsstufen vgl. ferner E. SCHWIEDLAND, Einführung in die Volkswirtschaftslehre, erweiterte Neuauflage (Wien 1910); O. NEURATH, Antike Wirtschaftsgeschichte (Leipzig 1909); LIEFMANN, Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften (1909); SOMLO, Der Güterverkehr in der Urgesellschaft, und dazu die Kontroverse SOMLO-BÜCHER, Ztschr. f. d. gesamte Staatswissenschaft 1910, S. 178 ff.

beschreibenden Schule eine enge und einseitige Begrenzung des nationalökonomischen Forschens entstand, und daß man vergaß, daß Wirtschaftsgeschichte und Wirtschaftsbeschreibung nicht das Ziel, sondern der Beginn nationalökonomischen Forschens sind. STEPHINGER (Grundgedanke S. 50) bemerkt, die historische Schule verfalle in Historismus, der die Theorie vernachlässige, und erklärt ferner (AD. MÜLLER S. 231): „diejenigen, welche dem Rationalismus gegenüber zu reinen ‚Annalisten‘, Stoffsammlern geworden sind, rufen selbst das Bedürfnis nach einer Theorie wach“. Wir Historiker haben durchaus nichts dagegen, wenn die Nationalökonomen Fortschritte in der schärferen begrifflichen Formulierung, in der theoretischen Durchbildung machen. Ich habe mich wiederholt darüber geäußert (vgl. z. B. Beilage zur Allg. Zeitung 1903, 10. März, Nr. 56; Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 158), daß eine historische Darstellung alle Bildungselemente unserer Zeit in sich aufnehmen soll, und daß daher der Historiker in seinen Arbeiten auch diejenige Sauberkeit der Ausführung und Präzision und Klarheit der Vorstellungen zu zeigen hat, die wir heute nun einmal von allen Darstellungen verlangen. Es ist ein verhängnisvoller Irrtum, daß historische Treue mit Klarheit der Vorstellungen unvereinbar sei. MITSCHERLICH tadelt nun (S. 25) die Unbestimmtheit, Unklarheit, den Mangel in dem Sinn für das Wesentliche an der Stufentheorie SCHMOLLERS (der als Hauptrepräsentant jener Art der „historischen Schule“ gilt). Als Entschuldigung führt er dessen „Respekt vor dem tatsächlichen Ablauf der Dinge“ an. Wir vermögen aber diese Entschuldigung nicht gelten zu lassen, da jener „Respekt“ tatsächlich nicht in so hohem Maße vorhanden ist. SCHMOLLER hat sich über ihn praktisch und theoretisch (vgl. Histor. Ztschr. 91, S. 482 ff.; Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 159 ff.) vielfach hinweggesetzt. Er spottete über die Philologen und Historiker mit ihrem Kleinkram und erklärte, daß ihnen die erforderliche „staatswissenschaftliche und nationalökonomische Vorbildung“ fehle; er entschuldigte die Historiker mitleidig als „Philologen“, wie die Nationalökonomen ihn heute als „Historiker“ entschuldigen (s. dazu Ztsch. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 174, Anm. 2; S. 322, Anm. 2; S. 451). Es ist fast tragisch zu nennen, daß er jetzt ungefähr ebenso als Stoffhuber getadelt wird, wie er früher die Historiker und Philologen tadelte. Dabei bestreiten wir gar nicht, daß er sich auf dem Gebiet der Lehre von den Wirtschaftsstufen Verdienste erworben hat. Er verwertete diese Vorstellungen[1]) namentlich für das politische Verständnis und wußte wesentlich von hier aus die brandenburgisch-preußische Wirtschaftspolitik aufzuklären. Aber mit der gemütlichen Unbestimmtheit seiner allgemeinen Stufentheorie können wir uns nicht zufrieden geben. Sie ruht nun einmal auf willkürlichen Konstruktionen, und es ist kein Trost, daß sie etwas Schwammiges hat. Da gebe ich den Vorzug der Stufentheorie BÜCHERS: man weiß bei ihr, woran man ist, und sie ist auch sachlich eher zu verteidigen.

1) In MITSCHERLICHS Darstellung tritt die Abhängigkeit der SCHMOLLERschen Stufentheorie von den Anschauungen anderer Forscher nicht hervor. Vgl. dagegen z. B. Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 230 f. und 712, Anm. 1.

Gerade ihre klare Ausprägung hat weiter die günstige Wirkung geübt, daß die Historiker in wichtigen Punkten sich ihres Gegensatzes gegen sie bewußt wurden, und daß so das ganze Problem der Wirtschaftsstufen eine wesentliche Aufhellung erfuhr. In diesem Sinne begrüßen wir die Entwicklung, die die neuere Nationalökonomie in BÜCHER gegenüber SCHMOLLER genommen hat. Freilich ist ein energischer Widerspruch auch gegenüber seinen Konstruktionen notwendig gewesen, und wir möchten hier überhaupt eine allgemeine Warnung aussprechen, die nämlich, daß diejenige nationalökonomische Richtung, die über die „historische Schule" hinauszukommen meint, das Neue nicht darin suche, „gesetzmäßige Entwicklungen" aufzustellen. Denn davon haben wir — auch unter dem alten Regime — mancherlei erfahren (vgl. Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 153 ff. und S. 460, Anm. 1; Vierteljahrschrift f. Social- und Wirtschaftsgesch. 1907, S. 495 ff. und 519, Anm. 1).

STEPHINGER gibt in seiner Schrift „Der Grundgedanke der Volkswirtschaftslehre" in einer Tabelle eine Filiation der nationalökonomischen Schulen. Es ist erfreulich, daß das Interesse für diese Fragen erwacht. Eine Geschichte der Nationalökonomie, die zugleich Literaturgeschichte im höheren Sinn ist und den Zusammenhang mit den andern Wissenschaften verfolgt, ist ein dringendes Bedürfnis. An ST.s Tabelle hätte ich manches auszusetzen, z. B. die zu scharfe Trennung ROSCHERS und HILDEBRANDS nach ihrer Herkunft. Aber wir begrüßen es jedenfalls, daß die Studien sich jetzt der nationalökonomischen Literaturgeschichte zuwenden, wofür in noch stärkerem Maße ST.s Buch über ADAM MÜLLER Zeugnis ablegt. Vor einigen Jahren war durch MEINECKES „Weltbürgertum und Nationalstaat" das Interesse für AD. MÜLLER wieder erweckt, und dies Buch gehört denn auch zu denen, die ST. angeregt haben. Es ist lehrreich, aus ST.s Darstellung zu ersehen, daß ein erheblicher Zusammenhang heutiger Anschauungen mit denen MÜLLERS besteht. Auch in anderer Weise wird die Literaturgeschichte der Nationalökonomie durch sie gefördert. Wir setzen die Schlußworte ST.s hierher: „Eine Theorie der kausalen Bedingtheit und der kulturellen Bedeutung, geleitet von empirischem Verständnis der volkswirtschaftlichen Vergangenheit und Gegenwart, kann allein zum Ziele führen. Für dieses Verfahren hat aber MÜLLER, so sehr er in der Wissenschaft als Romantiker abzulehnen ist, doch sehr bemerkenswerte Gesichtspunkte beigetragen, die wir heute, hundert Jahre nach ihm, noch mit großem Nutzen verwenden können."

FREIBURG I. B. G. V. BELOW.

H. FRANCOTTE, *Les finances des cités grecques,* Liège et Paris, Champion, 1909, 316 p., in-8⁰.

Ce livre est la réunion de plusieurs mémoires dont beaucoup nous étaient connus, mais qui ont été généralement refondus. Ils forment maintenant un tout méthodique, dans lequel sont étudiées les institutions des cités autonomes ou tributaires, en 2 parties: 1⁰ les impôts, 2⁰ l'administration.

M. Fr. prend d'abord les *impôts indirects,* qui constituaient, comme on sait, les ressources normales des villes grecques — à savoir: 1⁰ les droits de douane, 2⁰ les droits sur les ventes. Il range dans cette dernière catégorie (p. 15) les *ἑκατοσταί* d'Aristophane, où je suis porté à reconnaître un impôt direct.

Puis l'auteur prend l'*eisphora* à Athènes, et en fait ressortir le caractère exceptionnel. Après quelques mots sur l'eisphora au Vᵉ siècle, il vient à l'eisphora après Nausinikos, et cherche à résoudre les questions souvent discutées que soulève cette étude. De ce qu'Androtion a récupéré encore des arriérés en 355/4, il conclue que la proeisphora n'a existé que vers 350 (p. 32): c'est là une conclusion qui ne s'impose pas. Il conteste que la fortune declarée de Démosthène ait été de 15 talents (32 sqq.): cependant le texte Dém. XXVII, 9, paraît bien formel. Il estime, que, pour les immeubles, le timêma est égal au capital (p. 38): cependant, le texte IG II 1058 peut s'expliquer autrement. D'une façon générale, il établit une distinction trop absolue entre l'eisphora sur la terre et l'eisphora sur le capital: quand on voulait établir l'eisphora sur la terre, et non sur les personnes, on recourait à un procédé comme celui qu'emploient les Potidéates [Arist.], Econ. II, 2, 5.

M. Fr. étudie ensuite la contribution foncière en dehors d'Athènes: là, on rencontre précisément des *ἑκατοσταί* qui sont des impôts directs (p. 51).

Il passe aux taxes accessoires qu'on rencontre dans certaines villes.

Suit une étude générale sur les mots *phoros, eisphora, syntaxis,* puis une étude particulière sur le tribut des alliés d'Athènes (le tribut a été assis d'abord sur la terre, p. 107), enfin l'étude du 20ᵉ et du 10ᵉ. M. Fr. estime que le premier droit a été superposé à ceux que percevaient les villes alliées (p. 122), ce que j'ai de la peine à croire.

La seconde partie commence par une étude générale sur l'administration financière des cités grecques. L'auteur insiste sur la multiplicité des budgets particuliers chez les Grecs, et indique les tentatives de centralisation faites à Délos (IIIᵉ siècle) et ailleurs, le rôle des banques publiques, et la complication de la comptabilité. Il indique par quels moyens on pourvoyait aux dépenses extraordinaires.

Ici se place une étude détaillée des finances athéniennes du Vᵉ siècle. M. Fr. recule devant la correction du texte Thuc. II, 13 (p. 158—9), mais je remarquerai seulement qu'il n'arrive pas, lui non plus, à se rendre compte de l'existence d'une réserve de 9700ᵗ sur l'Acropole à un moment quelconque. Il admet bien qu'il n'y avait qu'un seul trésor de réserve en 431. Il en explique l'existence par une étude détaillée de la gestion de Périclès de 448 à 431, dans laquelle je suis heureux de constater qu'il se refuse à porter plus haut que je n'ai fait le coût des grands travaux.

Pour la période de la guerre du Péloponnèse, M. Fr. exagère la reconstitution du trésor de réserve de 421 à 415. Il conserve, pour le document IG, I suppl., 35 c. (p. 182), la date de 428/7, que M. Wilhelm a démontré être fausse. Dans le décret de Callias, il admet tacitement que la dette envers les autres dieux a été éteinte par le versement de 200ᵗ (p. 207): le texte n'implique pas cela.

Dans l'étude des finances d'Athènes au IVe siècle, un mot sur la disparition des côlacrètes n'eût pas été de trop. M. Fr. continue à suivre, en gros, l'ordre chronologique, mais il n'a pu apporter, dans l'étude de cette période, la même précision que pour le Ve siècle.

Vient ensuite l'étude de la comptabilité delphique, que M. Fr. essaie de défendre dans une certaine mesure contre les conclusions sévères de M. Bourguet (p. 260): la tâche n'est pas facile.

Enfin, un chapitre sur les immunités d'impôts, en particulier sur celles des métèques. Je ne puis suivre M. Fr. dans son explication de l'*ἕκτον μέρος* (p. 273). D'une façon générale, dans son étude sur l'isotélie et l'atélie, il me paraît ne pas tenir compte suffisamment de ce fait que les métèques payaient certaines eisphoras que ne payaient pas les citoyens.

Il conclue que, dans la vie économique des villes grecques, le commerce a fini par se faire sa place à côté de la richesse foncière, l'industrie beaucoup moins.

Ne pas négliger, dans les addenda, une observation importante sur Timocratès (p. 304—5).

Un index termine le volume.

Versailles. E. Cavaignac.

Adr. Blanchet, Traité des monnaies gauloises. Paris, Feuardent, 1905. 2 vol. gr. in-8⁰, 650 p., 560 fig., 3 pl. et une carte.

Em. Bridrey, La théorie de la monnaie au XIVe siècle. Nicole Oresme, étude d'histoire des doctrines et des faits économiques. Paris, Giard et Brière, 1906, un fort vol. gr. in-8⁰, XXXIX, 740 pages et tableaux récap.

La numismatique gauloise est depuis longtemps cultivée, mais cette étude a été entravée dans ses progrès par de fâcheuses tendances de méthode. Les uns, dominés par les souvenirs de leur éducation classique, ont vu dans toutes les légendes de monnaies le rappel des noms de peuples ou des chefs mentionnés par César: de *Ambil* on a fait Ambiorix; *Kaletedou* a été rapporté aux Calètes ou aux Eduens. D'autres savants, préoccupés de retrouver chez nos pères les traces de leurs vieilles croyances et institutions politiques ou religieuses, en particulier du druidisme, ont cru, dans les moindres particularités de ces monnaies parfois bizarres, déchiffrer toutes sortes de symboles: tout rameau est pour eux un rameau de chêne, de l'arbre au gui sacré; tout Apollon, un Belenus; toute tête isolée dans le champ des monnaies, le souvenir d'un sacrifice humain.

Alors une nouvelle école est venue qui, frappée des analogies que présentent les types gaulois avec ceux des monnaies grecques ou romaines, s'est placée sur le terrain exclusivement numismatique, a recherché dans les pièces tous les indices d'imitation et toutes les filiations consécutives; on a classé chronologiquement les copies suivant le degré de déformation qu'elles présentent, en s'inspirant au surplus de la comparaison du poids et du titre. Si nous ajoutons que, pendant

de longues années, on a noté soigneusement les provenances et analysé la composition d'innombrables trouvailles, on comprendra que le moment était venu de réviser bien des attributions, et l'on devinera tout l'intérêt du livre que M. Blanchet, avec la grande connaissance qu'il a de toutes les branches de la numismatique, a assis sur ces données.

L'écueil de cette méthode est de n'attribuer au monnayeur gaulois d'autre mérite que celui d'une copie servile, inintelligente et maladroite. Il est certain que les Gaulois, lorsqu'ils commencèrent à connaître la monnaie, n'avaient pas de grande sculpture — car le druidisme leur défendait de représenter les dieux sous la figure humaine — mais ils étaient experts dans le travail des métaux, et leur religion les avait d'autre part façonnés aux spéculations symboliques. Ils eurent incontestablement dans leurs monnaies des types originaux: l'ours, l'enseigne au sanglier, le carnyx, le cheval androcéphale. Puis, si leurs monnayeurs copièrent les monnaies grecques et romaines qui arrivaient par le commerce, serait-ce une raison parce qu'ils ont déformé telle figure, telle sigle ou tel attribut, pour que ce changement ait été *toujours* aveugle et sans but? Ne trouvant pas chez eux de modèle plastique à imiter, n'auraient-ils pas pris le moule d'autrui pour en tirer parti avec toute l'ingéniosité dont ils étaient capables?

Ainsi, cette espèce de petit tableau qu'on voit pendre devant le cheval des monnaies armoricaines, ainsi l'oiseau auquel aboutit l'aurige des statères macédoniens, ainsi la tête humaine dans la panse du coq, doivent avoir un sens propre ... Mais nous sommes si mal renseignés sur les vieux mythes gaulois! A défaut de signification légendaire, certaines déformations de dessin peuvent s'expliquer par le goût particulier de ces peuples et méritent plutôt — Hucher l'avait pressenti — le nom de fantaisies dictées par l'amour de l'imprévu et du merveilleux. Par exemple, la jolie monnaie qui représente de petites têtes humaines reliées à une grande tête par un cordon perlé et où l'on a proposé de voir le symbole d'une confédération de peuples — l'explication est de Barthélemy — serait le chef d'œuvre de cette ingéniosité dans la décoration; ainsi s'expliquerait encore la profusion des formes sinueuses, des S dans les chevelures, des triscèles et des tétrascèles.

M. Blanchet ne nie pas absolument toutes ces hypothèses, mais il refuse de s'y arrêter, dans l'intérêt de la précision scientifique, trop souvent sacrifiée par les amis de la numismatique gauloise. On nous dira alors, et particulièrement au nom de cette Revue, que ses recherches sont trop exclusivement numismatiques, et l'on nous demandera si ce livre, excellent comme tableau de l'état actuel de nos connaissances en fait de monnaies gauloises, comporte, comme doit le faire tout Traité, une doctrine d'une portée générale. — Je réponds que le fait de ramener à la copie d'un modèle classique toute la valeur de ce monnayage constitue une idée directrice, que j'appellerai la doctrine du „moindre effort" de l'esprit gaulois[1]).

---

1) C'est M. Blanchet lui-même qui, dans une communication à la Société des Antiquaires de France (*Bulletin*, 27 mars 1901) a rejeté le griffon comme

L'idée y est si bien, qu'elle nous fait préjuger la solution que l'auteur a été conduit à adopter pour plusieurs problèmes actuellement débattus. Par exemple, les statères de Philippe II de Macédoine, cette monnaie universellement imitée en Gaule, ont-ils été rapportés par les Gaulois revenant du pillage du temple de Delphes ou introduits par le commerce marseillais? M. Blanchet adopte la seconde explication, qui est conforme au reste du livre, puisque c'est la solution qui laisse aux Gaulois la moindre part d'initiative.

Des faits probants viennent à l'appui. Cependant il ne faudrait pas croire que la thèse adverse, celle de Ch. Lenormant, ne soit pas susceptible de s'étendre et de se renouveler avec les découvertes récentes. A l'hypothétique et unique pillage du temple de Delphes on a substitué les nombreuses expéditions des bandes qui étaient allées se mettre à la solde des dynastes grecs et qui en sont revenues avec leur butin de statères; on a parlé des rapports commerciaux de la Gaule avec l'Europe centrale, des caravanes du Danube, et les recherches de M. Blanchet sur les monnaies celtiques de l'Europe centrale ont précisément pour effet de nous donner un chapitre nouveau sur ces rapports; mais en même temps ce chapitre nous montre l'imitation monétaire, chez ces peuples, s'adressant à d'autres espèces que les statères de Philippe II, suivant un autre courant. Tout pesé, je me rallie à l'hypothèse de l'introduction par Marseille et le Rhône, des „philippes": et pour qu'on ne croie pas que j'attribue à la colonie grecque une part excessive dans l'activité commerciale du pays gaulois, je ferai observer que ce n'est pas sa propre monnaie que Marseille a réussi à vulgariser — sauf exceptions — mais qu'elle n'a été que lieu de passage de la grande monnaie internationale méditerranéenne, le statère macédonien.

Dans la question de savoir si les Gaulois ont mis le portrait de leurs chefs sur les monnaies, comme ils ne paraissent pas avoir connu de monnaies à portraits hellénistiques ou romaines, M. Blanchet répondra: non. Cependant n'était-il pas suffisant que l'idée fût „dans l'air" pour que les Gaulois fussent naturellement amenés à la mettre en pratique, comme avaient fait les dynastes grecs spontanément après Alexandre? N'y a-t-il pas dans certaines figures comme celle qui est accompagnée du nom *Togiantos* — pour ne parler que de la plus frappante — des caractéristiques bien spéciales qui autorisent à y voir un portrait de chef?

Ici donc, je l'avoue, je prend parti contre l'auteur. C'est dire que ses conclusions seront parfois discutées, mais il faut reconnaître qu'elles se tiennent entre elles. On pourra en souhaiter de plus flatteuses pour nos ancètres, de plus encourageantes pour les celtisants, mais il faudra désormais, avant de se lancer dans les hypothèses, compter avec une documentation et un enchaînement de descriptions comparatives qui

---

prototype de l'oiseau barbare au bec crochu (faucon ou perroquet) des fibules mérovingiennes, soutenant que les peuples barbares ont représenté des oiseaux qui leur étaient familiers; en revanche, fidèle à sa méthode, il termine son exposé en indiquant comme possibles d'autres prototypes grecs.

font du Traité de M. BLANCHET un monument et la base de tous les travaux à venir.

Nous sommes transportés sur un tout autre terrain ave M. BRIDREY, qui étudie l'œuvre d'un personnage ayant joué un rôle important dans l'histoire des doctrines économiques au XIVe siècle, Nicole Oresme. L'auteur classe les manuscrits et les éditions que nous possédons de cet écrivain et reconstitue les rédactions successives de ses ouvrages, notamment du Traité des monnaies. Il y aurait eu deux époques dans la vie d'Oresme: celle où il combat dans les partis d'opposition, avec les Etats Généraux, et réclame du roi Jean d'abord, du dauphin ensuite la réforme des monnaies; et celle où, réconcilié avec Charles V, il réussit à le pénétrer de ses idées et à conduire sa main. On reconnaîtrait dans le traité la trace des remaniements qui correspondent à cette évolution: le texte latin, dans sa première leçon, écrit sur le ton violent du pamphlet; la seconde leçon et le texte français, dégagés de toute proposition subversive, annonçant un réformateur assagi. Cette thèse a été contestée, mais il n'en reste pas moins acquis que l'œuvre d'Oresme n'est que de très peu postérieure à 1360. Donc, ce n'est pas en s'inspirant des réformes de Charles V, comme on l'a cru, que Nicole Oresme a écrit, mais c'est au contraire sa doctrine qui a inspiré Charles V. Nous n'avons à vrai dire aucune preuve directe de la participation de Nicole Oresme aux réformes de Charles V; nous la soupçonnons seulement, par des indices que M. BRIDREY analyse on ne peut plus finement.

L'étude d'Oresme donne lieu à M. BRIDREY d'étudier la théorie de la monnaie féodale contre laquelle s'élevait le novateur. Malgré certains défauts dus à une connaissance imparfaite des médailliers (sa sévérité pour les espèces des derniers Capétiens directs) ou à des tendances trop spéculatives (sa facilité à croire réalisées à la lettre les opérations dont se flattaient les princes), M. BRIDREY dégage avec maîtrise les caractères de la monnaie féodale au moyen âge. De régalienne et césarienne, comme l'avaient restaurée les Carolingiens, elle était devenue *domaniale,* c'est-à-dire qu'elle était tombée au rang des produits utiles du domaine seigneurial; c'était une monnaie réduite au rôle de *mesure* en ce sens qu'on ne pouvait guère à cause de son instabilité la thésauriser ni l'échanger comme une marchandise; et enfin c'était une monnaie-*impôt,* puisque chaque émission, chaque refonte donnait lieu de la part du seigneur à un prélèvement de métal.

M. BABELON, dans sa récente dissertation lue à l'Académie des Inscriptions[1]), a montré qu'il fallait insister sur ce dernier caractère, l'essentiel. La monnaie était domaniale de fait, mais non par essence, puisque les domaniers qui la frappaient étaient ceux-là seuls qui avaient à l'origine retenu à leur profit une part du droit régalien; elle n'était pas par définition une mesure sans réalité concrète, puisqu'elle conservait à travers les altérations une part réelle de fin et que les contrats de

---

1) E. BABELON, *La théorie féodale de la monnaie,* Paris, imp. nationale, 1908, in-4°, 73 p. Cf. A. DIEUDONNÉ, dans *Rev. num.,* 1909. Même sujet.

l'époque spécifient tous la qualité du métal; mais elle était au premier chef matière à impôts, comme tous les produits du domaine.

Cet impôt périodiquement perçu sur la monnaie la condamnait à une baisse continue et irrémédiable. C'est une loi historique reconnue qu'une espèce une fois créée tend toujours à descendre l'échelle des valeurs réelles, à s'altérer; ainsi la drachme grecque perdit de son poids à travers les âges et le denier romain d'argent finit par être de bronze[1]); mais la raison que nous venons de donner précipita le mouvement au moyen-âge.

La royauté, avec saint Louis, prit le seul parti convenable: créer au-dessus de la monnaie en décadence, du denier, des espèces nouvelles qu'on tâchera de maintenir le plus longtemps possible à l'état de fin et, en interdisant aux féodaux la frappe de ces espèces, tuer le privilège monétaire de la féodalité. Malheureusement la monarchie ne disposait pas de moyens différents de ceux des seigneurs pour se procurer des ressources, et les procédés d'altération, les „mutations", étendues à un plus grand territoire, aggravées par le fait de la coexistence des métaux et des espèces, causèrent de grands dommages. D'abord les gros et les monnaies d'or furent surélevés de cours mais non altérés de titre; plus tard, sous Philippe VI et Jean II, l'altération atteignit toutes les espèces.

M. Bridrey raconte en grand détail comment s'y prit Charles V pour restaurer la bonne monnaie; il dresse des tableaux des prix du marc de 1360 à 1380; il montre les rapports de chaque pièce nouvelle dans le système. Réduire l'altération à des proportions raisonnables dans les espèces inférieures et n'employer que du métal rigoureusement pur pour les espèces supérieures, fut la règle adoptée. Mais la bonne volonté des réformateurs se retournait contre eux-mêmes! Car, en vertu de la loi de Gresham, comme la mauvaise monnaie chasse la bonne, les excellentes espèces du roi s'exportaient et le royaume était envahi par le mauvais numéraire de l'étranger. Charles V et Oresme, que guidait trop exclusivement leur science „livresque" d'aristotéliciens, n'y comprenaient rien. C'est seulement de nos jours que la libre circulation produit ses bienfaits, parceque le troc des monnaies employées par le grand commerce ne s'étend plus aux monnaies d'appoint du dehors qu'arrête efficacement l'autorité, ni à celles du dedans qu'elle est en mesure d'imposer et de taxer. Oresme s'en prenait aux accapareurs: prêt à intérêt, thésaurisation, change, tout ce qui ressemble à une exploitation de l'argent l'effrayait, et il ne faut pas lui en vouloir, parce que l'exiguité du stock de métal dont on disposait alors paraissait exiger que la monnaie fût réduite à son rôle essentiel d'équivalent.

Tel est le livre de M. Bridrey: un corps d'ouvrage consacré à des théories d'économie politique telles qu'auraient pu les formuler les médiévaux s'ils avaient pratiqué nos méthodes d'exposition, et dont le

---

1) C'est à ce point que je me demande si la diminution d'aloi du franc d'argent actuel, malgré les bonnes raisons qu'on a eues de la décréter et la nullité de son influence sur les valeurs, ne participe pas en quelque façon de cette loi générale.

caractère spéculatif est corrigé par la discussion serrée des textes au début, comme par l'exposé précis des réformes monétaires en conclusion. D'autres, avant M. BRIDREY, ont étudié Nicole Oresme, mais personne n'avait encore tenté de chercher dans l'histoire, et dans une histoire difficile à débrouiller entre toutes, l'histoire monétaire, l'explication de ses écrits[1]).

A. DIEUDONNÉ.

ARNOLD PÖSCHL, Bischofsgut und Mensa episcopalis. Ein Beitrag zur Geschichte des kirchlichen Vermögensrechtes. 2 Teile, Bonn, Peter Hanstein, 1908 und 1909. XIII, 182, VII und 310 S.

Diese Schrift, die schon von namhaften Vertretern des Kirchenrechts anerkennende Würdigung erfahren hat (vgl. z. B. LÖNING, Deutsche Literaturzeitung, Jahrgang 1910; FRIEDBERG, Zeitschr. f. Kirchenrecht, Bd. 18, S. 425 ff.), führt in ihrem ersten Teil die vermögensrechtliche Selbständigkeit der Niederkirchen erheblich weiter zurück, als man es bisher annahm (6. Jahrh.). Sie geht dann dazu über, festzustellen, seit wann man das Vermögen zwischen der bischöflichen Kirche und dem Domkapitel geteilt hat. Zunächst war ja die Verwaltung innerhalb der einzelnen Anstalt monarchisch. Dann setzt die Trennung der Vermögensverwaltung ein. Man nahm an, daß sie in Köln 867 begann. P. weist die Irrigkeit dieser Ansicht nach. Er erörtert zunächst die Voraussetzungen einer Kirchengutsteilung im fränkischen Reich („die Anfänge der Stiftsvassallität"; „veränderte Stellung der Reichsprälaten und Reichskirchen") und bietet in diesem Zusammenhang Lehrreiches über die karolingische Säkularisation und die Anfänge des Lehnswesens. Im zweiten Teil sucht er den Zeitpunkt der Trennung zu bestimmen. Sie setzt schon seit den ersten Jahrzehnten des 9. Jahrhunderts ein und vollzieht sich in dessen Verlauf fast überall. Ihre Ursache liegt nicht, wie man gemeint hat, in der Abneigung des Klerus gegen die Strenge der vita communis; eher in einem gegenteiligen Verhältnis. „Es soll mit der Güterteilung ein bereits eingetretener Verfall behoben, ein drohender verhindert, der Bestand der Kongregation gesichert, diese vor Mangel geschützt werden" (S. 70). „Durch die Festlegung des Kapitelsgutes sollte ein Güterkomplex aus dem Feudalisierungsprozesse herausgehoben werden" (S. 75). Zugleich war „hier der Gedanke der Naturalwirtschaft nach Spezialisierung und Radizierung der Leistungen eines Vermögens maßgebend" (S. 76). Die Güterteilung erfolgte zumeist in Verbindung mit Reformen, die dasselbe Ziel erstrebten, so vor allem mit der Einführung oder Wiederherstellung der vita communis und gerade aus diesem Anlasse. Auch dadurch sollte ja vor allem die geregelte Feier des Offiziums der Kanoniker erreicht werden (S. 78). Freilich kam die Wiederherstellung des verfallenen Klaustrallebens der Kanoniker, wie sie z. B. durch Ludwig d. Fr. angeregt wurde, nicht

1) Je ferai toute réserve sur la bibliographie de M. BRIDREY, à qui l'on a reproché du vague et des inexactitudes.

sogleich zur Durchführung. Vielmehr verteilen sich diese Einführungen und Wiedereinrichtungen wie die Güterteilungen auf das ganze 9. Jahrhundert (S. 79). Wie schon angedeutet, behandelt P. auch die Stellung der Stifter zum Reich. Darauf möchte ich hier nicht eingehen (einige Bedenken dürften dazu wohl zu machen sein). An dieser Stelle sei nur auf die für die Wirtschaftsgeschichte besonders wichtigen Ausführungen über die Teilungen des kirchlichen Vermögens hingewiesen. Vgl. noch das Referat von P. Drews, Zeitschr. f. Kirchengesch. 30, S. 110 ff. und 31, S. 490 f.; Joh. Kirchhoff, Die Organisation des Osnabrücker Kirchenvermögens in der Zeit vom 12.—14. Jahrhundert, Münstersche Dissertation von 1910; H. Bastgen, Gesch. des Trierer Domkapitels im Mittelalter, S. VI, 9 und 15.

Freiburg i. B. G. v. Below.

Die Traditionen des Hochstifts Freising. II. Band (926 bis 1283). Herausgegeben von Theodor Bitterauf. Quellen und Erörterungen zur bayrischen und deutschen Geschichte, Neue Folge, V. Band). München, Rieger, 1909. LXII und 944 S. 8°.

Auf den ersten Band der Freisinger Traditionen, der im Jahrgang 1906, S. 380 f. dieser Zeitschrift angezeigt wurde, ist nun der zweite gefolgt und damit das Werk abgeschlossen. Das handschriftliche Material, auf das er sich stützt, ist ein wesentlich anderes geworden. Der Kodex A, der Cozrohs berühmten Renner, die Hauptquelle des ersten Bandes, enthält, liefert nur noch sieben Urkunden; um so ergiebiger ist der umfangreiche Kodex B, der neben den beiden großen Sammlungen der bischöflichen Tauschgeschäfte (codex commutationum Uualdonis bzw. Egilberti) auch die Traditionen des Domkapitels seit der zweiten Hälfte des 11. Jahrhunderts bietet. War der Inhalt beider Codices schon im wesentlichen von Meichelbeck, Roth, Zahn und Graf Hundt veröffentlicht, so ist durch den Abdruck des Wolfenbütteler Kodex C, des um die Mitte des 10. Jahrhunderts beginnenden bischöflichen Liber censualium, ein völlig neues, ungemein wichtiges Material erschlossen. Auch Kodex D, der Liber censualium des Domkapitels, war größtenteils ungedruckt.

Die Anordnung des Stoffes ist ebenso, wie im ersten Band, chronologisch, nur wird von vornherein der gesamte Stoff entsprechend der Überlieferung in Traditionen der Bischöfe und Traditionen des Domkapitels geschieden. Auch der Inhalt der beiden libri censualium ist in diese chronologische Gliederung eingereiht, für die ältere Zeit allerdings so, daß für jeden Bischof am Schluß die Zensualenurkunden seiner Regierungszeit zusammengefaßt werden. Ob B. mit dieser Einteilung des Stoffes in jeder Beziehung das Richtige getroffen hat, scheint mir nicht unzweifelhaft. Meines Erachtens wäre es besser gewesen, die gesondert überlieferten Sammlungen der Zensualentraditionen gesondert abzudrucken; auch hätte es sich wohl empfohlen, Stücke wie die Grenzbeschreibungen der Pfarrei Hoheneggkofen

(Nr. 1313) und des Bistums (Nr. 1314[1]), 1466) nicht mitten unter die bischöflichen Traditionen, zu denen sie nicht gehören, einzureihen, sie vielmehr in einem Anhang zu bringen. Doch das sind Kleinigkeiten; in der Hauptsache kann man dem Herausgeber zustimmen.

Die Ausgabe selbst macht einen tüchtigen, gediegenen Eindruck. Auch die beiden Register, das Orts- und Personenregister und das Sachregister, sind, nach Stichproben zu schließen, sorgfältig gearbeitet. Nur ist es allerdings wenig praktisch, wenn unter dem Stichwort „Freising, Bürger" einige 60 Vornamen ohne jeden Beleg aufgezählt werden, auf die verwiesen wird, statt daß die nicht allzu zahlreichen Stellen, in denen Freisinger Bürger erwähnt sind, verzeichnet werden. Sehr dankenswert sind die an den Anfang gestellten Konkordanztabellen zu den Drucken von Meichelbeck, Roth, Zahn, Graf Hundt und die Übersicht über den Inhalt der Handschriften (S. III ff.); höchstens ein Verzeichnis der bisher ungedruckten Stücke wäre noch erwünscht gewesen.

Von einer wirtschaftsgeschichtlichen Einleitung, wie sie der erste Band enthielt, hat Verfasser diesmal, wohl mit Recht, abgesehen und sich auf Erörterungen zur Überlieferung und „zur Spezialdiplomatik" beschränkt. Es kann hier nicht im einzelnen auf den Inhalt dieser scharfsinnigen und sorgsamen Untersuchungen eingegangen werden. Hervorgehoben mag nur werden, daß B. in den uns erhaltenen Freisinger Traditionsbüchern im wesentlichen Sammlungen von Abschriften älterer Urkunden, nicht bei Gelegenheit des Rechtsgeschäfts aufgenommene Protokolle sieht und den Übergang zu den letzteren sehr viel später als Redlich ansetzt. Nicht richtig ist es, wenn auf S. LVII als Bezeichnung der Freisinger Bürger neben cives, burgenses, suburbani, de valle auch das Wort urbani genannt wird; urbani sind, wie z. B. in Nr. 1746 (1138—47) der Gegensatz zum suburbanus Mazilo zeigt, die Bewohner der Domburg (urbs) Freising.

Eine reiche Förderung empfängt durch die neue Publikation die Geschichte des Ständewesens, vor allem die Geschichte der Zensualen, deren mit der Mitte des 10. Jahrhunderts anhebende Traditionsurkunden hier zum ersten Male veröffentlicht werden[2]). Wann wird endlich einmal jemand die Geschichte der bayrischen Zensualen, für die wir so überreiches Material besitzen, schreiben? Daß die Freien als nobiles erscheinen, ist ja bekannt, weniger dagegen die für die Kontroverse Brunner-Heck bedeutsame Tatsache, daß liber mehrfach im Sinne von libertus gebraucht wird, so in Nr. 1365 (1006—22), einer Notitia, die denselben Tradenten abwechselnd liber vir und libertus nennt (vgl. auch Nr. 1251).

Von sonstigen rechtsgeschichtlich interessanten Stellen nenne ich

1) Bei dieser Urkunde fehlt übrigens die Angabe der Handschrift, aus der sie stammt (Kod. B. f. 207 f.).

2) Daß B., nachdem er aus einer Anzahl von Handschriften zerstreute Notizen über Zensualen gesammelt hatte, auf ihren Abdruck verzichtet hat (S. LXII), scheint mir wenig zweckmäßig, selbst wenn die Notizen unbedeutend waren.

die legitimam abdicationem illius predii id est firzihunga in Nr. 1419 (1024—31), meines Wissens den ältesten Beleg für die nachmals in Bayern und Schwaben so häufige Bezeichnung der Auflassung als „sich verzîhen“, ferner Nr. 1558 c (ca. 1184) und 1748 b (1138—47), die Belege für das von STUTZ (Sav.-Ztschr. f. RG. 21, S. 131 Anm.) irrtümlich geläugnete Vorkommen von parochus = Pfarrer im 12. Jahrhundert bieten, endlich die hochinteressante Urkunde Nr. 1422 (1027), die auf das bayrische Gerichtswesen und insbesondere auf das Schöffenwesen manches Licht wirft.

Aber warum fehlt die für den Gebrauch der Sammlung notwendige Karte der Freisinger Besitzungen? So dankbar wir für die treffliche Publikation sind, so schmerzlich vermissen wir ein Hifsmittel, ohne welches die Ausgabe für eine Reihe von Zwecken nicht verwendbar ist.

Tübingen. S. RIETSCHEL.

AUE, Zur Entstehung der altmärkischen Städte. Greifswalder Dissertation von 1910.

Durch das Buch von RIETSCHEL „Markt und Stadt in ihrem rechtlichen Verhältnis“ war das Problem der Entstehung des deutschen Städtewesens zu einer gewissen Lösung gebracht worden. Die weitere Aufgabe der Forschung mußte sein, die Methode, mit der er den Anfängen der wichtigeren Städte im ganzen Reiche nachgegangen war, auf die Städte einzelner fest umgrenzter Gebiete anzuwenden. Einen trefflichen Beitrag bildete in dieser Hinsicht das Buch von JOH. R. KRETZSCHMAR „Die Entstehung von Stadt und Stadtrecht in den Gebieten zwischen der mittleren Saale und der Lausitzer Neiße“. Auf ähnlichen Wegen wandelt nun der Verfasser der vorliegenden Arbeit, deren Ziele aber bescheidener sind: das Gebiet ist kleiner und seine Städte sind weniger zahlreich und bedeutend. „Ferner beabsichtigt die Arbeit auch nicht, in erster Linie auf verfassungsgeschichtliche Fragen Antwort zu geben. . . . Für sie (die altmärkischen Städte) handelte es sich nur darum, die in den wesentlichsten Punkten fertige Stadtverfassung älterer deutscher Städte zu übernehmen. Die altmärkischen Städte waren also von vornherein Orte, die mit Marktrecht, Immunität und politischer Selbstverwaltung ausgestattet und befestigt waren. Wann und unter welchen Umständen diese Übernahme erfolgte, will die vorliegende Arbeit untersuchen. Es wird sich also darum handeln, aus den heutigen Städten den eigentlichen Stadtkern, die erste städtische Anlage, herauszuschälen und ihn nach der Zeit des Entstehens, dem Verhältnis zu Siedlungen, die schon in unmittelbarer Nähe bestehen, der Art seiner Anlage und seinen Beziehungen zur näheren und weiteren Umgebung zu betrachten“ (s. 7—8).

Diese Beschränkung der Aufgabe ist bedauerlich, denn wo das Quellenmaterial nicht reich ist, wäre eine möglichst allseitige Behandlung des Problems sehr am Platze gewesen. Hat man sich aber damit abgefunden, so sind der Fleiß und das Geschick zu loben, mit dem

der Verfasser sich in Quellen und Literatur eingearbeitet hat. Besonders erfreulich ist die Beigabe von Skizzen, die viel zur Erläuterung des Textes beitragen, denn AUE hat hier die Stadtpläne außerordentlich stark herangezogen, ohne freilich alle Zweifel heben zu können (vgl. z. B. SALZWEDEL s. 28). Die Verwertung des Materials läßt allerdings zu wünschen übrig. Unleugbar war es nicht gerade einfach, anschauliche Bilder von der Entstehung der einzelnen Städte zu entwerfen, aber etwas mehr hätte denn doch in dieser Richtung geleistet werden können. Kein billig Urteilender wird in einer Erstlingsarbeit Schilderungen erwarten, wie sie der Verfasser von Markt und Stadt gegeben hat. Wer jedoch RIETSCHELS knappe Darstellung von Stendals Anfängen (s. 120—121) mit AUES umständlichen Ausführungen vergleicht, wird den Abstand unangenehm empfinden. Wie störend wirkt allein die mitten in das Kapitel eingeschobene Erörterung über die Datierung der Urkunde Albrechts des Bären (s. 16—18), die allein in einem Exkurse angebracht gewesen wäre.

Neue Resultate bietet die Arbeit nicht und konnte sie auch kaum bieten. Ihr Wert besteht darin, die Richtigkeit RIETSCHELscher Anschauungen an allen Städten eines kleineren Gebietes nachgewiesen zu haben.

Freiburg i. Br. JOHANNES LAHUSEN.

E. JORDAN, De mercatoribus camerae apostolicae saeculo XIII. Rennes, Oberthur, 1909.

Das Thema ist schon früher einmal, von G. SCHNEIDER, behandelt worden[1]), freilich mit Beschränkung auf das Verhältnis der florentinischen Banken zur Kurie. Immerhin sah J. sich im wesentlichen vor bereits aufgeworfene Fragen gestellt: er untersucht sie von neuem, in vielen Einzelheiten mit abweichendem Resultate, immer mit der größten Gründlichkeit, vor allem auch unter Heranziehung der Archive von Rom und Neapel. Mit der Art und Weise freilich, wie das mit staunenswertem Fleiß zusammengebrachte Material dargestellt und benutzt ist, wird man nicht überall einverstanden sein. Der Text ist gar zu sehr mit Quellenzitaten überlastet; Tatsache steht neben Tatsache, Wichtiges neben Unbedeutendem; man vermißt bisweilen die Bewertung, die Schlußfolgerung, den leitenden Faden, auch wohl die Betonung der historischen Entwicklung. Mit allen formellen Mängeln aber bleibt das Werk sachlich eine beträchtliche Förderung. Es beginnt mit einer Aufzählung der mercatores camerae seit Gregor IX., wo sie zum erstenmal auftreten; die politischen und wirtschaftlichen Gründe ihres raschen Wechsels werden erörtert, ein Gebiet, das J.

---

1) Die finanziellen Beziehungen der florentinischen Bankiers zur Kirche von 1285 bis 1304.

schon von früheren Arbeiten her vertraut ist. Ihre Aufgabe besteht ursprünglich in der Geldbewegung; mit der Zeit übernehmen sie aber auch die Rolle von Kredit- und Depositbanken; sie sind, gegen SCHNEIDER, zu unbedingtem Kredit verpflichtet; zum Pfand erhalten sie Zehntdepositen, deren Verwaltung aber streng von den eigentlichen Kammereinnahmen zu scheiden ist. — Als erster, glaube ich, geht J. auf ihre Stellung als Buchführer des *liber introituum et exituum* ein; unter Bonifaz VIII. gehen alle Einnahmen und Ausgaben durch ihre Hände. Unter Clemens V. ein plötzlicher Rückschlag: Clemens rechnet mit ihnen ab, dann verschwinden sie; alles geschieht direkt durch die Kammer. Man fühlt sich an die gleichzeitige Ausschaltung des Tempels aus der französischen Finanzverwaltung erinnert. Johann XXII. freilich verwendet wieder, in beschränktem Umfange, die Gesellschaften.

Straßburg i. E. LUDWIG DEHIO.

Zeitschrift des Vereins für hamburgische Geschichte. Bd. 13, 14 und 15, 1. Heft. Hamburg, L. Gräfe und Sillem (Edm. Sillem), 1908—10.

Der erfreuliche Aufschwung, den neuerdings die lokal- und territorialgeschichtlichen Vereine genommen haben, ist auch ihren Organen zustatten gekommen. Wir möchten heute einige Worte einer Zeitschrift widmen, die zweifellos die allgemeinere Aufmerksamkeit verdient. In den Bänden, die ich hier anzeige, finden sich gerade auch mehrere Artikel, die zu unserm Gebiet gehören. Schon in Jahrgang 1909, S. 384 unserer Zeitschrift ist die in Band 13 der Hamburger Zeitschrift erschienene Abhandlung von BAASCH über Weinakzise und Weinhandel in Hamburg besprochen worden. Aus demselben Band notieren wir: H. JOACHIM, Die Begründung der Döser Kirche und des Döser Kirchspiels; TH. SCHRADER, Zur Unehrlichkeit der Leineweber; H. NIRRNHEIM, Zur Geschichte der hamburgischen Märkte (speziell der Pferdemärkte); H. KELLINGHUSEN, Das Amt Bergedorf (sehr eingehende Schilderung der Verfassung und Verwaltung bis zum Jahre 1620, einschließlich der Besiedlungsgeschichte). Aus Bd. 14: K. FERBER, Der Turm und das Leuchtfeuer auf Neuwerk (vgl. dazu seine Rezension einer verwandten Arbeit ebenda S. 380 ff.); W. BING, Hamburgs Bierbrauerei vom 14. bis zum 18. Jahrhundert (zugleich als Dissertation aus dem volkswirtschaftlichen Seminar in Leipzig erschienen). Aus Bd. 15, 1. Heft: W. STIEDA, Zur Geschichte der hamburgischen Handelsakademie von J. G. BÜSCH; E. BAASCH, Verzeichnis der hamburgischen Kauffahrteiflotte vom Jahr 1672 (Hamburg besaß damals 277 Seeschiffe mit 21 258 Last); TH. RASPE, Von der hamburgischen Tischlerzunft (über die Zunftstücke im Museum für Kunst und Gewerbe); H. NIRRNHEIM, Ein hansisches Warenverzeichnis aus dem Jahr 1480 (Verzeichnis derjenigen Waren, die um 1480 regelmäßig aus dem Hamburger Hafen aus- und in ihn eingingen). Die Zeitschrift bringt ferner

sachkundige Rezensionen — z. B. von SIEVEKING über BAASCH, Quellen zur Geschichte von Hamburgs Handel und Schiffahrt im 17., 18. und 19. Jahrhundert (auf die wir hier noch zurückkommen werden) und von H. JOACHIM über die Ausgabe der Einkunftsregister des Hauses Ritzebüttel von 1577 — und eine besondere Abteilung „Hinweise und Nachrichten", in der mit kritischem Urteil von den Abhandlungen Notiz genommen wird, die sich ganz oder zum Teil auf die hamburgische Geschichte beziehen; da sich hier mehrfach kundige Autoren über allgemeine Probleme äußern, sei auf diese Abteilung besonders hingewiesen. Die inhaltreiche Arbeit von BING ergänzt in gewisser Weise die Studien von AL. SCHULTE, von denen wir in unserer Zeitschrift 1909, S. 343 gesprochen haben. Eben mit Rücksicht auf diese möchte ich aber nicht mit BING S. 209 die „Bierprovinz Deutschlands" an der Weser enden, sondern ein gutes Stück westlich davon mit umfassen lassen. S. 214 bemerkt B. über die Verhältnisse des platten Landes im 13. Jahrhundert: „seit Jahrhunderten [!] war alles Brauen für andere oder zum Verkauf durch Zwangs- und Bannrechte geschützt". Das ist doch etwas viel gesagt! Zu „Ommelandesber" vgl. DIETRICH SCHÄFER, Das Buch des lübeckischen Vogts auf Schonen S. XXIII und XXVII. Überaus ertragreich ist B.s Darstellung für die Geschichte der Stadtwirtschaft, z. B. für die Frage der Kundenproduktion (S. 251), aber auch für alle andern Fragen, die mit jener zusammenhängen. Man nimmt wahr, daß B. von der Energie, mit der BÜCHER das Problem der Stadtwirtschaft erfaßt hat, Nutzen gezogen hat. Aber er paßt sich auch dessen Anschauungen zu sehr an und berücksichtigt nicht genügend die dagegen erhobenen Einwände (vgl. S. 240 ff.). Zu bedauern ist ferner, daß er es an zeitlichen Angaben fehlen läßt (s. z. B. S. 247): mit „früher", „jetzt" und „bald" ist uns nicht gedient. Es ist möglich, daß jemand, der die chronologische Entwicklung strenger verfolgt, teilweise zu andern Resultaten gelangt. S. 242 f. äußert sich B. unrichtig über die Entstehung der Zünfte. Es steckt in seinen Sätzen wohl noch etwas von der hofrechtlichen Theorie. S. 246 scheint mir ein Widerspruch vorzuliegen, wie auch die Bemerkungen auf S. 250 (oben) über Genossenschaft und Zunft zu beanstanden sind. — In Jahrgang 1908 spricht JOACHIM S. 173 f. über die Anfänge der Zuchthäuser, S. 414 f. über die des Submissionswesens in Deutschland, im Jahrgang 1909, S. 185 f. über die der Ratsverfassung, S. 188 f. über das Urteil in dem Kieler Hafenprozeß (kritisch), S. 189 f. über die Deichlast im hamburgischen Staatsgebiet, S. 383 f. NIRRNHEIM über die Rolandfrage, in Jahrgang 1910 JOACHIM S. 118 ff. über das Burggrafenamt. Zu dem, was JOACHIM Jahrgang 1909, S. 385 f. über das Wort hansa sagt, bemerke ich, daß er es mit Unrecht mit Genossenschaft, Korporation gleichsetzt. Es bedeutet Schar und kann Korporation bedeuten, aber auch Schar ohne Korporationsverfassung. Ich komme darauf in der Historischen Zeitschrift Bd. 106, 2. Heft zurück. Die jetzt in mehreren Zeitschriften eifrig diskutierte These KIESSELBACHS über das Verhältnis der Hansa zu Brügge wird in Jahrgang 1909 zwischen K. und HÄPKE erörtert.

Freiburg i. B. G. v. BELOW.

MARTHA GOLDBERG, Das Armen- und Krankenwesen des mittelalterlichen Straßburg. Inauguraldissertation zur Erlangung der Doktorwürde, eingereicht bei der hohen philosophischen Fakultät der Albert-Ludwigs-Universität zu Freiburg i. B. Straßburg, J. H. Eb. Heitz (Heitz u. Mündel), 1909. 138 S. 8°.

Was MARTHA GOLDBERG in ihrer Dissertation bietet, ist eine gründliche Arbeit, welche nicht nur die gedruckte Literatur, das Straßburger Urkundenbuch, BRUCKERS „Straßburger Zunft- und Polizeiverordnungen“, CHARLES SCHMIDTS verschiedene, noch immer wertvolle Abhandlungen, KOTHE, Kirchliche Zustände Straßburgs im 14. Jahrhundert, und dann das reiche, seit 50 Jahren mächtig angeschwollene Material für die Geschichte des Armenwesens und der Liebestätigkeit im allgemeinen wie in einzelnen Gebieten sorgfältig und mit gesunder Kritik (vgl. z. B. die wichtige Anm. 54 S. 123) neu durchgeforscht hat, sondern auch ungedruckte Quellen herangezogen hat (vgl. z. B. S. 122, Anm. 48).

Den Stoff hat M. GOLDBERG in drei Abschnitte eingeteilt: I. Die Anstalten der Armen- und Krankenpflege, S. 1—65 (1. Kapitel: Ursprung und Entwicklung der Spitäler, S. 1—38. 2. Kapitel: Verwaltung der Spitäler, S. 38—56. 3. Kapitel: Das Leben in den Spitälern, S. 57—65). II. Die nicht anstaltliche Armenpflege, S. 66—81 (1. Positiv: Almosenverteilung und Hausarmenpflege, S. 66—75. 2. Repressiv: Armenpolizei, Bettelverbote, S. 75—81). III. Das Sanitätswesen, S. 81 bis 102. Den Schluß bilden Literaturnachweise und erläuternde Anmerkungen.

Ist auch Straßburg nicht so reich an Anstalten für die Armen und Kranken, wie z. B. Nürnberg, so sehen wir doch eine vielgestaltige Tätigkeit zur Linderung und Hebung ihrer Not. Wie anderwärts, nimmt der Rat der Kirche die Leitung der Wohltätigkeitsanstalten ab. 1263 setzt der Rat auf Grund des Friedensvertrags mit dem Bischof dem Spital Pfleger und nimmt des Spitals Gut in eigene Verwaltung. Dies ist nur der erste Schritt für den Kompetenzwechsel zwischen Staat und Kirche, auch bei den übrigen Anstalten, wie den Leprosorien. Das Alter des St. Leonhardspitals hätte eine nähere Untersuchung verdient. Die Nachricht, daß der Alemannenherzog Ethicho dasselbe zur Erinnerung an den Besuch des frommen Bischofs Erhard von Regensburg gestiftet habe, schließt manche Momente in sich, welche nicht ganz unwahrscheinlich klingen. Zunächst müßte freilich festgestellt sein, ob St. Leonhard, der Stifter von Vandreuve oder Corbigny (S. 57), dessen Gedächtnistag die Kirche am 15. Oktober feiert, oder der Stifter von Noblac, der Schutzpatron der Gefangenen in Ketten und der Frauen in Wehen, † 559, gemeint ist, dessen Patrozinium das Spital am 6. November gefeiert haben müßte. Sodann müßte festgestellt werden, daß der Schutzheilige des Spitals in Straßburg identisch ist mit dem in Bayern zu hohem Ansehen gelangten St. Leonhard, von dem festzustellen wäre, ob er schon 657 in Bayern ein gefeierter Heiliger gewesen wäre. Nach KRUSCH, Mon. Germ. Hist. scr. Merov. III, S. 394 ff., bekam der Gründer von Noblac erst um 1021 als Wundertäter einen Ruf. Vorher war er eine unbekannte Größe. Wäre er der Straßburger Spitalheilige, dann müßte man wohl annehmen, daß

das Spital erst bei einem etwaigen Neubau nach 1021 dem heiligen Leonhard geweiht worden wäre. Und doch ist kaum wahrscheinlich, daß die alte Bischofsstadt so lange eines Spitals entbehrt hätte. Ist der Gründer von Corbigny gemeint, dann würde er ein Zeuge für den noch im 7. Jahrhundert andauernden geistigen Einfluß des inneren Frankreichs auf Austrasien, wie ihn die Missionsgeschichte beweist mit den zahlreichen Kirchen des heiligen Martin, Briccius, Remigius und einigen Kirchen des heiligen Lupus von Troyes. (Vgl. Württb. Kirchengeschichte, 1893, S. 17 ff.)

Ein Fragezeichen verdient nach meiner Ansicht ein Satz der ersten Seite: Nach der Lehre des ältesten Christentums hatte jedermann die Pflicht, von dem Besitz, den Gott ihm zu Lehen gegeben, den Armen zu leihen. Es kam dabei in letzter Linie nicht so sehr darauf an, die Armut zu lindern, als „durch gute Werke sich selbst die Gnade Gottes zu erwerben". Der letzte, von mir gesperrte Satz, vollends mit den von Löning entlehnten Worten in Anführungszeichen, ist gegenüber dem ältesten Christentum des Neuen Testaments unhaltbar. Es ist hier nicht der Ort, theologische Fragen weitläufig zu erörtern. Es genügt, auf die trefflichen Ausführungen Kunzes über Verdienst (Theol. Realenzyklopädie, 20[3], 201 ff.) zu verweisen, wo er sagt: Dem Evangelium ist der Verdienstgedanke fremd, aber schon bei den apostolischen Vätern dringt er unter dem Einfluß der Apokryphen ein (vgl. das Buch Tobit). Ebenso fraglich ist der Satz S. 31, daß es „mittelalterliche Anschauung sei, daß die Armen, durch ihre Besitzlosigkeit dem Stand der Vollkommenheit nähergerückt, geistliche Leute seien. Demgemäß besaßen die Spitäler auch meist kirchliches Recht . . . juristische und vermögensrechtliche Exemption von weltlichen Ansprüchen, wie die Klosterleute." Aber die Universitätsangehörigen, Professoren und Studenten waren auch exempt. Sie standen unter der Gerichtsbarkeit der Universität, aber nicht des Staates oder der Stadt. Beide, Spital und Universität, waren ursprünglich kirchliche Anstalten und kamen mit der Zeit in die Hände des Staats, aber vermöge ihres Ursprungs trugen sie am Ende des Mittelalters einen gemischten kirchlich-staatlichen Charakter, womit sich die Kontroverse zwischen Kaufmann und Hermelink lösen dürfte. Vermöge ihres ihnen noch anhaftenden ursprünglichen Charakters genossen sie die Exemption von weltlichen Gerichten und konnten Pfarreien zu ihrer Fundamentierung inkorporiert erhalten. Aber deswegen wurden keineswegs die Professoren aller Fakultäten und die Studenten als geistliche Leute betrachtet. Ganz dasselbe ist beim Spital mit seiner Exemption und seinen etwa inkorporierten Pfarreien der Fall. Bei beiden, Spital und Universität, ist es die Körperschaft, welche die Privilegien besitzt, welche die Angehörigen genießen. Das Testament der Husa Zysemus von 1374, Straßburger Urkundenbuch VII, 473 (S. 111, Anm. 134), will gewiß nicht besagen, daß Meßpfründen mit der Zeit „ihren Sinn verloren, daß man sogar Laien damit begabte". Damit wäre ja die Stiftung der Messe ganz gegenstandslos geworden. Vielmehr gestattete das Testament, Meßpfründen an Scholaren und Studenten, welche die Weihe noch nicht besaßen, zu ver-

leihen, natürlich unter der Voraussetzung, daß diese die gestifteten Messen durch Dritte lesen ließen, bis sie selbst dazu befähigt waren. Das S. 115, Anm. 55 für die Verfasserin rätselhaft gebliebene „kleiben" neben „buchen", heute bauchen, erklärt sich aus der noch heute auf dem Lande üblichen Art des Waschens, wonach die Wäschestücke erst in die Lauge kommen und dann mit Seife auf einem breiten Brett oder Tisch eingerieben (kleiben = schmieren) werden. Nicht ganz zutreffend ist S. 67 der heilige Geist Sinnbild der christlichen Barmherzigkeit und Nächstenliebe genannt. Er ist vielmehr das treibende Prinzip, die Wurzel, deren Frucht die Werke der Barmherzigkeit, auch die Spitäler zum heiligen Geist sind. Gal. 5, 22.

Stuttgart. Gustav Bossert.

Heinrich Eckert, Die Krämer in süddeutschen Städten bis zum Ausgang des Mittelalters. Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, Heft 16. Berlin und Leipzig, Rothschild, 1910. 89 S. 3,30 Mk.

H. Eckert legt in seiner Schrift über die Krämer in süddeutschen Städten bis zum Ausgang des Mittelalters eine dankenswerte Untersuchung vor. Von der Voraussetzung ausgehend, daß der Interessenkreis der Krämer in manchen Punkten noch nicht völlig aufgehellt ist, beschränkt er seine kritischen Studien auf drei der bedeutendsten Gemeinwesen Südwestdeutschlands, auf Augsburg, Ulm und Straßburg, wozu er Worms hinzugesellt, das aber weniger zur Klärung beiträgt, entsprechend der Tatsache, daß die wirtschaftliche Bedeutung dieser Stadt gleich der von Speyer und Mainz ja wesentlich geringer war, als man es vor einigen Jahrzehnten nach dem Vorgang von Arnold anzunehmen gewohnt war. Die Existenz einer Krämerzunft in Augsburg macht Eckert, v. Loesch folgend, für das Jahr 1276 (zweites Augsburger Stadtrecht) wahrscheinlich. Der Vermutung, daß nicht mit dem Jahre 1368 erst Zünfte in Augsburg geschaffen wurden, ist durchaus beizustimmen, denn tatsächlich finden die in diesem Jahre ins Leben gerufenen politischen Zünfte eine Parallele in den einige Jahrzehnte später geschaffenen politischen Verbänden in Köln, den Gaffeln im späteren Sinne, womit der Bestand schon früher bestehender Zünfte wohl zu vereinen ist. Krämerzunft und Krämerkreis deckten sich in den großen Städten nicht: doch kann die Zunft in Worms ziemlich ausschließlich aus Händlern bestanden haben, und ist die allerdings eingeschränkte Ansicht Eckerts, daß sie in der früheren Zeit ein „recht buntes Aussehen" gehabt habe, nicht recht begründet. Hier sind der Malerzunft mannigfache Gewerbe zugeteilt, die man sonst bei der Krämerzunft erwartet, während z. B. in Ulm die Maler zur Krämerzunft gehörten. Reine Händlerzünfte sind also die Genossenschaften der Krämer vorwiegend nicht. In dieser Hinsicht besteht ein Unterschied zwischen den Zuständen in Oberdeutschland und denen in Niederdeutschland nicht. Denn in Hildesheim waren der Kramergilde

auch Harnischmacher, Riemenschneider und Handschuhmacher zugeteilt, in Lüneburg ebenfalls Riemenschneider. Als „Krämerei" spezifiziert ECKERT diejenigen Produkte, die im Wege des Handels durch den Import beschafft und en detail verkauft werden. Die Krämer sind „die vielseitigsten Interessenten auf den auswärtigen Märkten: sie sind die eigentlichen Warenvermittler vom Ausland in die Heimat" (TUCKERMANN, Das Gewerbe der Stadt Hildesheim, S. 135). Von Interesse sind die Ausführungen über die Abgrenzung der Kompetenzen zwischen den Krämern und anderen Gewerben, z. B. dem der Höker. Auch hier kommt ECKERT zu einem Ergebnis, das schon anderwärts gewonnen war. Die Höker vertreiben vornehmlich die Landesprodukte. Wohl nicht ganz stichhaltig ist die Vermutung, daß der Heringshandel deshalb in den Händen der Augsburger Höker lag, weil die Heringe in anderer — offenbar geographischer — Richtung zu holen waren. Denn die Augsburger Krämer kamen doch auch nach Köln, und war es ihnen an sich leicht möglich, neben kölnischem Tuche auch den von Kölner Kaufleuten aus den Niederlanden importierten Hering weiter ins Oberland zu schaffen. In Ulm war übrigens bemerkenswerterweise der Handel mit Heringen frei und wurde wohl auch von den Krämern betrieben. Die Erklärung der Krämerwaren unterliegt bei der teilweise verdorbenen Form der Überlieferung manchen Schwierigkeiten: ECKERT stützt sich hierbei im wesentlichen auf HEYD und SCHULTE. Die in Augsburg und Ulm bekannte bunte Leinwand Gugler kehrt in Köln als Kogeler wieder. Das in dem Augsburger Stadtrecht erwähnte tchaeter ist wohl mit dem Straßburger schertter und dem Wormser schechter identisch, die als Glanzleinwand ausgegeben werden. Der in den Straßburger Quellen, übrigens auch in den Nürnberger, genannte katalanische Safran belgir (bellegier) leitet seinen Ursprung wohl von der Stadt Balaguer am Segre (nördlich von Lerida) her. S. 43 lies Parmesankäse (Parma).

Köln. WALTHER TUCKERMANN.

ANTON HERZOG, Die Lebensmittelpolitik der Stadt Straßburg im Mittelalter. Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, herausg. von G. v. BELOW, HEINRICH FINKE und FRIEDRICH MEINECKE, Heft 12. Berlin, W. Rothschild, 1909. IX und 118 S.

In unserer Zeit allgemeiner Steigerung der Lebensmittelpreise und vielfacher Anstrengung, namentlich auf seiten der Städte, dagegen Abhilfe zu treffen, behandelt H. ein überaus aktuelles Thema, und es ist nur zu wünschen, daß sein Buch weiteren Kreisen, insbesondere aber denen, die in jenen Fragen einen berufenen Einfluß auszuüben vermögen, zu Gesicht kommen und seine Lehren dortselbst beherzigt würden. Denn es ist wirklich erstaunlich, in welch kluger und durchgreifender Weise die mittelalterliche Stadt für eine preiswerte und auskömmliche Approvisionierung ihrer Bürger zu sorgen wußte, und man kann H. nicht die Anerkennung versagen, daß er dies alles am

Beispiele der im Mittelalter sehr bedeutenden Stadt Straßburg trefflich zum Ausdrucke bringt. Gewiß sind die meisten der Grundsätze, welche in der Arbeit H.s hierfür als leitend hervortreten, im allgemeinen bereits bekannt und gewürdigt (so z. B. in der neuesten lehrbuchartigen Darstellung der Wirtschaftsgeschichte von R. KÖTZSCHKE S. 95 und 101); allein zu größerer Lebendigkeit ersteht vor unserem geistigen Auge die scharf geprägte Eigenart dieses Wirtschaftssystems, wenn wir an der Hand eines so trefflichen Führers, wie die Arbeit H.s, mehr in die konkreten Verhältnisse eindringen. Je seltener derartige Themen bisher bearbeitet wurden (siehe die Angabe des Verfassers S. 2), um so größer ist das Verdienst der vorliegenden Leistung — und zwar auch für den allgemeinen Stand der wirtschaftsgeschichtlichen Forschung und Darstellung — anzuschlagen.

Von einer eingehenden Skizzierung des Inhaltes der Abhandlung Hs. kann vielleicht hier Umgang genommen werden, da die sehr straffe Gliederung derselben sofort eine Übersicht über ihren Umfang und ihre Ergebnisse gestattet. Erwähnt sei nur, daß das Thema nach seinen verschiedenen Seiten erfaßt und auch in objektiver Beziehung lückenlos behandelt erscheint. Ob der Verfasser das über den Gegenstand vorhandene Quellenmaterial erschöpft hat, kann der dem provinziellen Forschungsgebiete Fernerstehende wohl kaum beurteilen. Endlich möchte ich noch betonen, daß trotz der weitgehenden und sehr energischen Systemisierung, die H. anwendet, die rein geschichtliche Betrachtungsweise nicht ungebührlich in den Hintergrund tritt.

INNSBRUCK. O. STOLZ.

H. HEIDINGER, Die Lebensmittelpolitik der Stadt Zürich im Mittelalter. Ellwangen 1910. (Diss. Freiburg i. B.) X und 98 S. 8°.

Bei dem gegenwärtigen Stande der Forschung muß es als ein dringendes Bedürfnis erscheinen, die einzelnen Seiten des städtischen Wirtschaftslebens an Hand des für das spätere Mittelalter vielfach sehr reichhaltigen Materials durch Spezialuntersuchungen klarzulegen. Den Arbeiten von M. MAYER und A. HERZOG über die Lebensmittelpolitik von Schlettstadt und Straßburg i. E. eine gleichartige für Zürich anzureihen, war um so besser angebracht, als hier durch die Ausgabe der Stadtbücher eine reichhaltige Quelle sich eröffnet hat. Den größtenteils aus ihr gewonnenen Stoff sucht H. erschöpfend zu verwerten, indem er die fünf Kapitel, in denen der Getreidehandel, die Mühlen, das Bäckergewerbe, der Weinhandel und die Fischerei zur Darstellung gelangen, scharf nach sachlichen Gesichtspunkten gliedert, wobei er genügende Selbständigkeit gegenüber seinen Vorgängern wahrt. So behandelt Kap. 3 „Das Bäckergewerbe" in 4 Abschnitten, I. Ursprung und Entwicklung des Bäckergewerbes, II. Die Hausbäcker, III. Die Feilbäcker, IV. Das Bäckerungeld. Abschnitt II (und ähnlich Abschnitt III) zerfällt wiederum in Unterabteilungen:

1. Wesen der Hausbäcker, 2. Bestimmungen über die Quantität des Brotes, die Brotwage, 3. Bestimmungen über die Qualität des Brotes, 4. Eid der Hausbäcker und Brotschau. Eine solche Disposition ermöglicht es, die vereinzelten Angaben, die aus den bunt durcheinandergewürfelten Bestimmungen der städtischen Statuten zu entnehmen sind, in übersichtlichen Zusammenhang zu bringen, und fördert das Verständnis des Quellenmaterials, dessen allseitige Betrachtung sie zur Notwendigkeit macht. Die methodische Wirtschaftsgeschichte kann sich eben mit dem Herausgreifen von „kulturhistorisch" interessanten Einzelheiten nicht begnügen, sondern erfordert Vollständigkeit. Zum Inhalt sei bemerkt, daß die Ausführungen allgemeineren Charakters am Anfang der Kapitel nicht immer ganz einwandfrei erscheinen. So mangelt es für die Feststellung von „Ursprung und Entwicklung des Mühlenrechts im Züricher Stadtgebiet" (S. 22 ff., Kap. II, I, 2) eigentlich an Anhaltspunkten. Daß die Äbtissin des Fraumünsterstifts „mit den übrigen Hoheitsrechten auch das Fischereiregal an sich gebracht" habe (S. 74), ist eine bloße Vermutung. Über die Fischereien im Zürichsee hat noch Kaiser Karl IV. zugunsten der Stadt verfügt (S. 75). Auf einen Vergleich der für Zürich gewonnenen Ergebnisse mit denen für andere Städte ist H. nicht eingegangen; nur im Vorwort bemerkt er, daß „die Nahrungsmittelpolitik der mittelalterlichen Städte zwar viele gemeinsame Züge, aber auch wesentliche lokale Unterschiede" aufweist. So ging die Sorge für reichliche Zufuhr vom Lande, die in Zürich (Kap. 1, A. 2, S. 2) sich auf Zollfreiheit für das zum Markt gebrachte Korn beschränkte, in Schlettstadt bis zur Gewährleistung einer prompten Bezahlung (Mayer S. 52). Bei der Regelung des Weinhandels war in Zürich auf die Einfuhr fremder Weine (Kap. IV, II, 1, S. 55 ff.) Rücksicht zu nehmen, unter anderem der Elsässer, deren Ausfuhr für Schlettstadt in Betracht kam (Mayer S. 149 ff.). Wichtiger noch als solche Unterschiede, die in den lokalen Verhältnissen der Stadt und des umliegenden Produktionsgebiets ihre Ursache haben, sind die übereinstimmenden Züge, deren lokale und zeitliche Verbreitung nach Untersuchung einer größeren Anzahl von Städten vielleicht einmal statistisch wird festgestellt werden können. Die Sorge für die Konsumenten, die im Marktzwang und der Behinderung des Verkaufs Ausdruck fand, kann nicht wohl von Anfang an vorhanden gewesen sein; denn nicht der Stadt wegen ist der Markt geschaffen worden, sondern viel eher war das Umgekehrte der Fall, und es hätte sich eigentlich kaum verlohnt, Märkte zu gründen, wenn zur Zeit, als das geschah, bereits Händler den agrarischen Produzenten an Ort und Stelle etwa das Getreide abzukaufen pflegten, um es dem Konsum zuzuführen. Der Markt, der den unmittelbaren Verkehr des Produzenten mit dem Konsumenten ohne Dazwischenkunft des Handels ermöglichte, sollte ursprünglich nicht dazu dienen, die preissteigernden Wirkungen des Handels auszuschalten, sondern überhaupt nur den früher sehr schwierigen Absatz der agrarischen Produkte zu erleichtern. Erst nach Ausbildung eines festen Abnehmerkreises in der Stadt konnte der Einkauf unter Umgehung des Markts Aussicht auf Gewinn bieten. Was aber keinen Zweck hatte, brauchte nicht verboten zu werden.

Es dürfte daher kaum ein Zufall sein, daß die Ordnung des Kornhandels in Zürich, die nach Maßgabe der allgemein gültigen Prinzipien dem Vorkauf Einhalt gebot, recht spät erfolgt ist (1332, S. 4). Abänderungen wurden freilich mehrfach vorgenommen, und schließlich (1429) sah sich der Rat veranlaßt, den Kornhandel freizugeben, wie das H. des näheren darlegt (S. 17 ff.). Auch der Fischhandel erfuhr erst 1340 eine Regelung (S. 90), die wiederum nicht die endgültige blieb. In Ergänzung der systematischen Stoffverteilung wäre es nicht unzweckmäßig gewesen, durch eine chronologische Übersicht der wichtigsten Statuten die stufenweise Ausbildung der städtischen Lebensmittelpolitik zu erläutern. Allerdings erscheint es „für Zürich charakteristisch, daß zwischen der patrizischen Zeit und dem Zunftregiment kein Gegensatz in der Wirtschaftspolitik zu konstatieren ist“, während sonst „unter dem patrizischen Stadtregiment die Interessen der Kaufleute mehr Berücksichtigung als unter der Zunftherrschaft“ fanden (S. 9). Im Hinblick auf die Stellung des Handels bei Versorgung der Stadt mit Lebensmitteln hätte es sich des ferneren verlohnt, nach dem Vorgang von Mayer und Herzog die Grempler zu berücksichtigen, deren Zunftordnung (Züricher Stadtbücher 1, 219 f.) den Vorkauf von ländlichen Nebenprodukten, Geflügel, Obst und Butter, strengstens untersagte, so daß sie die Gegenstände, mit denen sie handelten, nicht in der Stadt einkaufen konnten. Die Betriebsform der Lebensmittelgewerbe wurde augenscheinlich durch die einschlägigen Bestimmungen der städtischen Verordnungen stark beeinflußt. So waren die Verrichtungen der Müller sorgfältig geregelt, und wie ihnen der Mahllohn, so wurde den Hausbäckern die Höhe des Backlohns vorgeschrieben. Bemerkenswert ist, daß diese „bis zu einem gewissen Grade auch Korngeschäfte treiben“ durften (S. 40), indem sie vom Auftraggeber statt des Getreides das zu dessen Ankauf erforderliche Geld annahmen. Die wirkliche Ausübung des Gewerbes brauchte eben mit der ihm begriffsgemäß zufallenden Funktion sich keineswegs zu decken. Der Hausbäcker bezog nicht nur den Lohn für seine Arbeit, sondern auch Gewinn aus Zwischenhandel. Derartigen Gesichtspunkten nachzugehen, hätte nicht in den Bereich der vorliegenden Untersuchung gehört, würde aber wohl gleichfalls einmal der Mühe verlohnen.

Zürich. G. Caro.

Fritz Rörig, Die Bullette von Metz. Ein Beitrag zur Geschichte der Verkehrssteuern und des Enregistrements. Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde, XXI, 1, 1909, S. 132—163.

Einen sehr interessanten Beitrag zur Geschichte der Verkehrssteuern liefert F. Rörig in einem kleinen Aufsatz über die Bullette von Metz. Als Steuerobjekte erscheinen im Metz des 14. Jahrhunderts urkundlich übertragene Vermögenswerte, wie Rentenkauf und Grundstückserwerb. Die von der Behörde erteilten Quittungen werden mit der Bullette

besiegelt. Der Steuerertrag betrug in der älteren Zeit die Hälfte des Jahresertrages. Da aber um 1380 auch außerhalb der Stadt (z. B. in Briey, Dept. Meurthe-et-Moselle) diese Steuer erhoben wurde, so folgert Rörig, daß sämtliche in Metz ausgestellten Urkunden (unter Berücksichtigung des in Metz üblichen 5prozentigen Zinsfußes) in der Höhe von 2½% des Kapitalwertes (50% des Jahresertrages) steuerpflichtig waren. Die Besteuerung hat ihren Ursprung in dem Gesetz vom 6. Juni 1326, das eine Möglichkeit zur Tilgung der enormen Kriegsschulden schaffen wollte. Leider konnte dieser Tilgungsversuch der gemachten Anleihen, der im deutschen Städtewesen dieser Zeit keine Parallele findet, infolge des Ausbruches des Bürgerkrieges nicht durchgeführt werden. Daß man die Grundidee indes zu schätzen wußte, dafür zeugt das Zurückgreifen auf den Entwurf im Jahre 1348. Das Gesetz blieb von da ab in Geltung: nur wurden 1365 die Steuersätze erhöht. Im Jahre 1379 wurde durch die Anlegung großer Register („grant pappier") der Grund zu den jetzt im Metzer Stadtarchiv vorhandenen Bullettebänden geschaffen. Rörig macht es wahrscheinlich, daß die Metzer Behörden bei der Redaktion ihres Steuerentwurfs vom Jahre 1326 sich an die in Frankreich bestehenden Verkehrssteuern, den „impôt sur les ventes", direkt angelehnt haben. Gefördert wurde dieses stadtwirtschaftliche Steuerwesen durch die Ausbildung des Amans- und Schreinswesens, das Metz nach dem Vorbild von Köln eingeführt hatte.

Köln. Walther Tuckermann.

Otto Herkert, Das landesherrliche Beamtentum der Markgrafschaft Baden im Mittelalter. Sonderabdruck aus der Ztschr. der Ges. f. Beförd. der Geschichtskunde v. Freiburg, Bd. 26. Diss., Freiburg i. B. 1910, C. A. Wagner. 120 S.

Die Arbeit bietet mehr, als der Titel sagt. Der Verfasser gibt eine treffliche Übersicht der Zentralverwaltung (die vier alten Hofämter, Hofmeister, Kanzler, Landschreiber, Münzmeister und landesherrlicher Rat) wie der Lokalbehörden und ihrer Beamten (Vögte und Amtleute, Schultheißen, Keller, Zoller usw.) von ihren ersten Anfängen bis zum 16. Jahrhundert. Der Schwerpunkt liegt aber weniger im Mittelalter als im ausgehenden 15. Jahrhundert. Zwar hat H. recht, wenn er sagt, daß die Ordnungen von 1497—98, auf denen der überwiegende Teil seiner Arbeit basiert, aus der Praxis des 15. Jahrhunderts erwachsen seien. Sie leiten aber doch offenbar eine neue Periode, die neuzeitliche Verwaltung, ein, und die vorhergehende Zeit ist als eine Übergangsepoche anzusehen, die kein Bild von den eigentlichen mittelalterlichen Verhältnissen gibt. An sich hat die Arbeit dadurch nur gewonnen, denn das Material für die ältere Zeit ist spärlich, und gerade die Darstellung dieser Übergangszeit bietet manches Neue für die Geschichte der Behörden und Beamten und gibt zu interessanten Vergleichen mit anderen Territorien Gelegenheit. H. hätte nur mehr

hervorheben müssen, daß hierin der Schwerpunkt seiner Darstellung liegt.

Der Gesamteindruck, den wir von der badischen Landesverwaltung erhalten, ist ein recht günstiger. Die Landeshoheit entwickelte sich in Baden zwar nicht übermäßig schnell zur Landesherrschaft, die erst die Grundlage für eine geregelte Landesadministration bilden konnte, und schwache, unentschlossene Herrscher hielten diesen Prozeß auf. Dann aber wurde, besonders dank der Tätigkeit der Markgrafen Bernhard I. (1372—1431) und Christoph I. (1475—1515), die Behördenorganisation in den Verhältnissen des Landes angemessener Weise ausgebaut, und die Merkmale für den Übergang zur modernen Verwaltung (insbesondere Verselbständigung des Finanzwesens) sind recht früh erkennbar. Unter Bernhard I. traten an Stelle der vier alten Hofämter, deren Vorhandensein H. zum Teil bis 1225 nachweist, am Hofe der Hofmeister und der Kanzler in den Vordergrund, und die Räte wurden regelmäßiger herangezogen (H. hätte hier den Begriff der „Räte und Diener vom Hause" erörtern müssen; denn ihre verschiedenen Kategorien waren es wohl, deren Dienste nur gelegentlich beansprucht wurden). Von Christoph I. stammen die meisten Dienstordnungen, die H.s Arbeit zugrunde liegen. Christophs Amtsordnung beseitigte den Rest der alten Schultheißenverfassung und machte den Schultheißen zum rein landesherrlichen Beamten und Untergebenen des Amtmanns. Aus seiner Ordnung für den Landschreiber (1497) ist ersichtlich, daß die Finanzverwaltung damals bereits in weiterem Umfang als in anderen Territorien von der allgemeinen Verwaltung abgetrennt war. H. schließt mit einer Schilderung des Dienstverhältnisses der Beamten überhaupt. Auch hier ist das Bild recht günstig. Er hat weder Erblichkeit der lokalen Ämter in einzelnen Familien, noch übermäßige Ämterkumulation feststellen können. Wenn er nicht zu rosig gesehen hat, so war Baden hierin den meisten deutschen Staaten voraus, denn diese Mißbräuche fanden sich damals fast überall vor. Die Benutzung des Buches wird leider durch das Fehlen jeglichen Inhaltsverzeichnisses sehr erschwert.

Freiburg i. B. H. Goldschmidt.

Kämmereiregister der Stadt Riga 1348—1361 und 1405—1474, herausgegeben von der Gesellschaft für Geschichte und Altertumskunde der Ostseeprovinzen Rußlands, bearbeitet von August von Bulmerincq. Erster Band. Die Kämmereiregister. Leipzig, Duncker & Humblot, 1909. VIII und 336 S. 4°.

Als Festgabe zur Leipziger Universitätsfeier veröffentlicht die Gesellschaft für Geschichte und Altertumskunde in Riga in dem vorliegenden Werke die ältesten erhaltenen Kämmereibücher der Stadt. Sie waren beide schon in Privatbesitz gelangt, aus dem sie erfreulicherweise durch die Stadt zurückerworben sind. Der Bearbeiter, der 1902 im gleichen Verlage die späteren, dem 16. Jahrhundert angehörigen

Rechnungen herausgegeben hat[1]), bietet in dem zunächst erschienenen ersten Bande eine mit gewohnter peinlicher Genauigkeit geschaffene, buchstabengetreue Wiedergabe der Handschriften. Einem zweiten Bande ist die Bearbeitung der Rechnungen vorbehalten.

Es handelt sich um Ausgaberechnungen der städtischen Hauptkasse; nur gelegentlich sind in ihnen auch einzelne Einnahmen vermerkt. Neben der Kämmerei bestand eine ganze Reihe von Sonderkassen, von denen diejenige der Ziegelei um 1350 beträchtliche Überschüsse abwarf, später dagegen oft einen größeren Zuschuß aus dem „Kammersack" erhielt. Weitere Sonderkassen werden erwähnt für Kalk und Zement, für Holz, sowie für den Schoß (exactio), das Pfundgeld, das Weingeld, den Zins und die Einkünfte aus dem Gericht. Die Jahresausgabe der Kämmerei, die sich 1354/55 auf 238 Mark belief, erreichte ein Jahrhundert später die Summe von 5529 Mark. Die Rechnungen des 14. Jahrhunderts füllen 59, diejenigen des 15. Jahrhunderts 262 Druckseiten; voran geht eine Einleitung von 14 Seiten, die über die Handschriften und die bei deren Wiedergabe beobachteten Grundsätze sehr eingehend Rechenschaft gibt.

Die Behandlung der Rechnungen von seiten des Bearbeiters ist im wesentlichen die gleiche wie bei der früheren Veröffentlichung. Auch bei der noch ausstehenden Bearbeitung sind, wie ausdrücklich bemerkt wird, dieselben Grundsätze befolgt worden. Einen Schritt allerdings kommt v. B. den vielfach geäußerten Wünschen[2]) entgegen: der zweite Band soll in einem besonderen Abschnitt Erläuterungen zum Text bringen. v. B. kann sich aber leider nicht dazu entschließen, eigene Worterklärungen zu geben, „da sie in den Wörterbüchern zu finden sind, und da es nicht möglich gewesen wäre, festzustellen, welche Worte zu erklären seien, da das Bedürfnis einer Erklärung entsprechend dem Umfang der Kenntnisse der Benutzer wechselt". Nur die in den Handschriften selbst gegebenen, immerhin ziemlich zahlreichen Worterklärungen sollen im zweiten Bande zusammengestellt werden. Ob wir diesmal auf eine Erläuterung der verschiedenen Münzarten[3]) und auf Erörterungen über deren Wert hoffen dürfen, ist aus der Einleitung nicht zu ersehen.

Zieht somit der Bearbeiter seinen Erläuterungen bedauerlich enge Schranken, so hätte er bei dem Abdruck der Rechnungen, wenn er diese nicht überhaupt nur in verarbeiteter Form darbieten wollte, doch ohne jeden Schaden nicht unbeträchtliche Streichungen vornehmen und auch sonst die Benutzung des Bandes erleichtern können. Während er z. B. „Johann" der Gleichmäßigkeit halber in „Johan" umändert, glaubt er dem Leser das störende Doppel-f im Wortanfang nicht schenken zu dürfen. Auch u und v sind genau der Handschrift entsprechend abgedruckt. Schon 1902 hatte v. B. die Weglassung des

---

1) Zwei Kämmereiregister der Stadt Riga. Ein Beitrag zur deutschen Wirtschaftsgeschichte.

2) Vgl. Hansische Geschichtsblätter, 1902, S. 237—46 (Koppmann).

3) Vgl. über das rigische Münzwesen F. G. v. Bunge, Die Stadt Riga im 13. und 14. Jahrhundert (Leipzig 1878), S. 154 f.

„ziemlich zwecklos der einzelnen Eintragung vorgesetzten“ item als naheliegend empfunden, aber dennoch das Wort beibehalten, weil das „item“ oft durch „noch“ vertreten werde, „das zweifellos auf eine nähere Beziehung zweier aufeinanderfolgender Eintragungen zueinander hindeuten soll“. Auch in dem vorliegenden Heft wird dieses überflüssige „item“ oder „item dederunt“ ständig wiedergegeben, obwohl die äußeren und inneren Merkmale der Handschrift schon in der Einleitung erschöpfend erklärt sind und v. B. hier selbst anführt, daß das „item“ „ohne alle Bedeutung“ sei. Mit einigen Anmerkungen hätten sich wohl die zahlreichen als „unghelt“ vermerkten kleinen Ausgaben erledigen lassen, die in den Rechnungen des 14. Jahrhunderts etwa ein Sechstel des Textes einnehmen.

Aus den Rechnungen lernen wir die verschiedensten Seiten des städtischen Finanzbedarfs kennen. Jede sachliche Anordnung des Stoffes fehlt in der Handschrift und dementsprechend auch in dem vorliegenden Abdruck. Die meisten Ausgaben gelten, wie gewöhnlich, den öffentlichen Bauten und Arbeiten. Im 15. Jahrhundert lagen der Stadt alljährlich beträchtliche Rentenzahlungen ob, während sie 1348/49 ihrerseits Renten kaufte. Eine bedeutende Rentenablösung in Höhe von 1505 Mark erfolgte im Jahre 1428/29. Weiter bieten die Rechnungen — um nur einiges hervorzuheben — Nachrichten über Waffen und Kriegsrüstungen, Gesandtschaften, Münzwesen, Kunst, Kirchen- und Schulwesen, Armen- und Krankenpflege, Gewerbe, Preise und Löhne und über die verschiedensten wirtschaftlichen Verhältnisse. Auch die Sprachforschung findet eine reiche Ausbeute. Hoffentlich wird der zweite Band, der die Hebung und Verwertung dieser Schätze erleichtern soll, ohne Verzögerung folgen und an Erläuterungen mehr bringen, als die Einleitung verheißt.

Düsseldorf. MAX FOLTZ.

AUGUST SCHULTEN, Die Hodegerechtigkeit im Fürstbistum Osnabrück. Aus den Beiträgen für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens IV, 1, 19. Heft. Verlag von August Lax in Hildesheim.

Die vorliegende Arbeit bringt für die Geschichte der Freien in Westfalen einen wertvollen Beitrag. Im Anschluß an die Literatur des 18. Jahrhunderts stellt Verfasser die Hode dar als die unter dem Schutz eines Herrn befindliche Genossenschaft der Freien (S. 7). Verfasser wendet sich mit Recht gegen die Anschauung, daß die Hode in der Wachszinsigkeit ihren Ursprung gehabt habe. Aufschluß über ihre Herkunft kann das S. 10 und 11 angeführte spärliche Urkundenmaterial nicht bringen. Nur so viel steht fest, daß die Freien und Wachszinsigen einander gegenübergestellt werden. Hodeberechtigt waren das Domkapitel und die adeligen Familien (S. 12 und 15).

Ich vermisse in der ganzen Arbeit eine Heranziehung der älteren westfälischen Urkunden des 12.—14. Jahrhunderts. Es dürfte wertvoll

sein, zu untersuchen, ob die bekannten convivia oder Gilden der Landbewohner Westfalens alte Verbände der Freien sind, oder ob sie, was nach dem mir bekannten Urkundenmaterial minder wahrscheinlich ist, lediglich Schutzgenossenschaften gegenüber den Grundherren darstellen (vgl. hierher SOMMER im Archiv f. Kulturgesch. VII, S. 406 und 409 und die dort zitierten Urkunden des 13. Jahrhunderts, ferner v. BELOW in dieser Zeitschrift 1909, S. 439 und 440, Anm.). Verfasser kommt im weiteren Verlauf der Arbeit hauptsächlich nur auf die Verhältnisse der neueren Zeit zu sprechen. Interesse verdienen insbesondere die im Schlußabschnitt S. 81—87 wiedergegebenen Auszüge der Hodebücher des 16.—19. Jahrhunderts und insbesondere die auf die Hode der Petersfreien bezüglichen Nachrichten (S. 83 und 84, ferner S. 10).

Lausanne. K. HAFF.

FRANZ Freiherr v. MENSI, Geschichte der direkten Steuern in Steiermark bis zum Regierungsantritt Maria Theresias. I. Band. (Forschungen zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte der Steiermark, herausgeg. von der Historischen Landeskommission für Steiermark, VII. Band.) Graz und Wien 1910. XV u. 516 S.

Das vorliegende Werk bietet nicht ganz, was der Titel verspricht. Nach den wertvollen Untersuchungen von DOPSCH über das österreichische Steuerwesen (in seiner Ausgabe der Urbare Nieder- und Oberösterreichs aus dem 13. und 14. Jahrhundert, S. LXXXI ff., CLXVIII ff. und CCXXI ff.) und der Darstellung der Geschichte der direkten Staatssteuern im Erzstift Salzburg von BITTNER (vgl. aber dazu die Besprechung H. M. MEYERS, Historische Vierteljahrschrift, 7. Jahrgang 1904, S. 88—94, und G. v. BELOW, Zur Frage nach dem Ursprung der ältesten deutschen Steuer, Mitt. des Inst. für österreich. Geschichtsf., 1904, S. 455 ff.) kann eine Aufklärung des älteren steiermärkischen Steuerwesens besonderes Interesse beanspruchen. Eine solche hat indessen v. M. nicht beabsichtigt. Vielmehr ist die Besteuerung im Mittelalter, „deren erschöpfende Behandlung gegenwärtig noch nicht möglich wäre“, in die Einleitung verwiesen, während der erste Band im übrigen, abgesehen von einem kurzen Abschnitt über ständische Steuerbewilligung und Steuerverwaltung, nur der Besteuerung auf Grund der Gült (von 1495 ab) gewidmet ist. Ein zweiter Band soll alle übrigen für das ganze Land ausgeschriebenen direkten Steuern sowie die Besteuerung der landesfürstlichen Städte und Märkte behandeln.

Wenn auch die Quellen der steiermärkischen Steuergeschichte, die für die spätere Zeit außerordentlich reichlich fließen, im Mittelalter vielfach versagen, so hätte doch schon eine eingehendere Verwertung lediglich der einschlägigen gedruckten Werke zu brauchbaren Ergebnissen führen und den Verfasser vor unrichtigen Urteilen bewahren können, wie sie die Einleitung bringt. Außer den eben genannten Werken (DOPSCH wird vom Verfasser kurz erwähnt) wären hier jedenfalls auch ZEUMERS Städtesteuern und v. BELOWS Geschichte der direkten

Staatssteuern in Jülich und Berg heranzuziehen gewesen. Der Verfasser würde dann wohl nicht die Behauptung aufgestellt haben, daß die Einnahmen des Landesfürsten in allen deutschen Landen bis in die letzten Jahrhunderte des Mittelalters im wesentlichen aus den Erträgen der Domänen, der Münze und des Gerichts, sowie gewissen indirekten Abgaben bestanden hätten. Tatsächlich finden wir durchweg schon im 12. oder 13. Jahrhundert eine ordentliche direkte landesherrliche Steuer, die freilich im deutschen Osten meist im 14. oder 15. Jahrhundert dem Landesherrn wieder abhanden kam. Für Nieder- und Oberösterreich wird der Ertrag dieser ordentlichen Steuer im 13. Jahrhundert von Dopsch auf mindestens 3000 Pfund geschätzt, während die Domänen rund 7000 Pfund einbrachten.

Auch das von J. v. Zahn bearbeitete Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark bringt eine Reihe von Belegen für das Vorkommen vogteilicher und landesherrlicher Steuern (peticio, talia, exactio, steura) in Steiermark schon vom Anfang des 13. Jahrhunderts ab, die v. M. nicht berücksichtigt; vgl. z. B. Bd. 2 Nr. 35, 251 und 376, Bd. 3 Nr. 12, 197 und 267. Im herzoglichen Renten- und Hubbuche vom Jahre 1267 findet sich allerdings nur einmal das Wort „steura“, sei es, daß die Steuer sonst in den Gerichts- oder Amtserträgen einbegriffen ist (in Österreich wurde die Steuer durch die Richter erhoben), sei es, daß für sie besondere Steuerbücher angelegt waren. v. M. deute indessen jene „steura“ ohne weiteres als „grundherrliche Einnahme auf Geldzinsen der Domänenuntertanen“, wie er überhaupt den Ausdruck „Steuer“ als bis tief in das 14. Jahrhundert hinein übliche Bezeichnung für die Geldleistungen der Untertanen an den Grundherrn auffaßt. Auch wo die Zahlung an den Landesherrn von Untertanen anderer Grundherren erfolgt, glaubt er die Verpflichtung auf besondere Rechtstitel zurückführen zu sollen. Leider führt er keine der „zahlreichen Privaturkunden“ an, in denen „Steuer“ in seinem Sinne verwandt sein soll.

Bei der Urbarsteuer, welche von den landesfürstlichen Domänen gezahlt wurde und auch bei deren Verpfändung oder Verkauf auf Widerruf grundsätzlich als eine der freien Verfügung des Landesherrn vorbehaltene Abgabe galt, äußert v. M. die Meinung, „ob es sich hierbei um einen Akt landesherrlicher Gewalt oder um die Betätigung grundherrlicher Rechte handelte, darüber dürfte man sich wohl nie viel Gedanken gemacht haben“. So kommt der Verfasser dazu, für Steiermark überhaupt jede Spur des Bestandes einer ordentlichen direkten Steuer im Mittelalter zu leugnen und auch die Stadtsteuer als grundherrlichen Jahreszins aufzufassen. Als älteste landesfürstliche Steuer gilt ihm eine außerordentliche Abgabe vom Jahre 1237. Das Marchfutter, das (wie v. M. selbst bemerkt) auch von vielen nicht landesfürstlichen Grundherrschaften beziehungsweise deren Untertanen entrichtet ward und das der Verfasser gelegentlich als steuerähnlich bezeichnet und später mit Recht zu den Einnahmen öffentlich-rechtlicher Art stellt (S. 218 und 416), rechnet er an anderem Orte (S. 1 f.) zu den rein privatwirtschaftlichen Einnahmen. Das Recht zum Bezuge des Marchfutters kam später gleichfalls vielfach dem Landesherrn ab-

handen und ging an einzelne Herren und „Landleute“, d. h. Ritter und adlige Knechte, über.

Die Steuergeschichte der jüngeren Zeit findet bei v. M. eine eingehende Darstellung, die ganz überwiegend auf ungedrucktem Material beruht. Bei dem Ausziehen der Quellen hat Dr. HANS UNTERSWEG den Verfasser unterstützt. Seit Friedrich III. wurden allgemeine Landessteuern vom Herzog nur noch mit Zustimmung der Landstände ausgeschrieben. Neben einzelnen Kopfsteuern finden wir regelmäßig Vermögens- oder Ertragssteuern. Unter „Gült“ verstand man „das Einkommen der Herren und Landleute, des Klerus und der Freisassen aus Grund und Boden, namentlich aber aus den Geld- und Naturalleistungen der Untertanen“. Der selbstbewirtschaftete Grundbesitz der Herren und Landleute war grundsätzlich steuerfrei, dagegen ward der gesamte geistliche Gültenbesitz der Steuer unterworfen. Der Regel nach hatten die „Untertanen“ die Steuer zu tragen, doch war auch die Steuerlast der Herren keineswegs unbeträchtlich. Eine genauere Berechnung über das Verhältnis zwischen dem Ertrag des Bodens und der Steuer versucht der Verfasser für die Herrschaft Drachenburg anzustellen. Er kommt dabei zu dem Ergebnis, daß allein schon die ordentliche Steuer der Untertanen im 16. und 17. Jahrhundert im großen und ganzen weit höher war als die gegenwärtige Grundsteuer. Vielfach erhoben jedoch die Herren und Landleute zu ihrem eigenen Nutzen von ihren Untertanen höhere als die bewilligten Steuerbeträge. Schon unter Maximilian I. wurde ein ständiger Ausschuß von vier, später fünf Landschaftsverordneten bestellt, denen insbesondere auch die Verwaltung des landschaftlichen Steuerwesens oblag. 1495 erfolgte die Veranlagung nach der Gült auf Grund der vorgelegten Urbarregister, d. h. Verzeichnisse über die Leistungen der Untertanen von ihren Grundstücken. Es war anscheinend der erste Versuch zur Herstellung eines einigermaßen zuverlässigen allgemeinen Bruttoertragskatasters über alle Güter und Gülten im Lande, mit Ausnahme der landesfürstlichen Städte und Märkte. Die Naturalleistungen wurden dabei weit unter dem wirklichen Geldwert veranschlagt, so daß als Steuerfuß schließlich das Vierfache des eingeschätzten Gültenbetrags festgelegt werden konnte. Bei jeder späteren Gültensteuer wurde das Kataster durch ein neues Steueranschlagsbuch ersetzt. Im wesentlichen blieb aber das alte Kataster bis in die Mitte des 18. Jahrhunderts die Grundlage der Steuerbemessung. Eine 1542 erfolgte Neueinschätzung wurde nur einmal der Besteuerung zugrunde gelegt. Das älteste erhaltene Kataster stammt aus dem Jahre 1516; außer ihm sind noch die Bände für 1525 bis 1784 vorhanden. Von einem selbständigen, von den Steueranschlagsbüchern losgelösten Gültbuche findet sich in Steiermark keine Spur.

Nach der Darlegung der „Grundlagen der Steuerveranlagung“ bespricht v. M. Steuerobjekt und Steuersubjekt, das Gültbuch und seine Evidenzhaltung, die nach der Gült veranlagten Leistungen außerhalb der ordentlichen Steuer, sowie die Steuerrepartition und -exekution. Seit dem 16. Jahrhundert wurden auch die Truppenstellung und -verpflegung nach der Gült veranlagt, desgleichen die Frondienste („Landrobot“)

sowie der Zinsgulden, eine Steuer, die nach der Festlegung des Gültensteuerfußes von 1633 ab vorkommt. Im Anhang sind die Besitzrechte und Leistungen der Untertanen und die alten steirischen Hohlmaße behandelt und einzelne Urkunden abgedruckt oder auszugsweise wiedergegeben. Durch die beim Abdruck, wohl der Vorlage entsprechend, angewandte willkürliche und oft sinnwidrige Satztrennung ist indessen das Lesen der Urkunden erschwert. 13 Tabellen bringen übersichtliche Zusammenstellungen, insbesondere über die Steuerbewilligungen und die ziffermäßigen Ergebnisse der Gültenschätzungen. Durch je ein Sach-, Orts- und Personenregister wird die Benutzung des inhaltreichen Bandes wesentlich erleichtert. Manche altertümlichen Fremdwörter und Kanzleiausdrücke, wie intimiren, reluiren, Reluitionspreise, im Evidenzhaltungswege, per u. dgl., wären in der Darstellung wohl besser verdeutscht worden.

Düsseldorf. M. Foltz.

Fritz Ohmann, Dr. phil., Die Anfänge des Postwesens und die Taxis. Leipzig, Verlag von Duncker und Humblot, 1909. XI, 342 S.

Der Verfasser dieses Buches, der sich gegenwärtig dem Studium der Philosophie zugewendet hat, ist ein Schüler Aloys Schultes und der Sohn eines weiland hohen Postbeamten. — Ich glaube, wenn uns Vorwort und Widmung diese persönlichen Einzelheiten auch vorenthielten, die bloße stil- und sachkritische Untersuchung des Werkes müßte auf einen ähnlichen Zusammenhang der Dinge schließen lassen. Die Freude an der rein abstrakten Formulierung seiner Ergebnisse, namentlich in der (offenbar auch am spätesten ausgearbeiteten) Einleitung zeugt von einer Neigung zu dogmatischer Erfassung der einzelnen Probleme. Zum Glück gewinnt in den folgenden Abschnitten der Historiker die Oberhand, und zwar ein Historiker, der sozusagen seinen Zettelkasten vor uns auflegt, uns jederzeit in seine Werkstätte blicken läßt und zur Mitarbeit einlädt. Freilich, dieses Hinübergreifen des Materials in die Fassung des Textes, das in den Arbeiten des Meisters oft von reizvoller Ursprünglichkeit ist, wirkt bei dem Schüler bisweilen ermüdend, verstößt manchmal sogar gegen den Stil einer wissenschaftlichen Abhandlung, soweit man bei deutschen Gelehrten überhaupt von „Stil“ reden kann.

Doch diese mehr äußerlich wirkenden Fehler werden durch die umfassende Heranziehung des Stoffes und durch den Eifer gut gemacht, der den Verfasser bei seiner Arbeit beseelt hat. Er hat sich nicht nur mit der geschichtlichen, sondern auch mit der technischen und volkswirtschaftlichen Seite des Postwesens vertraut gemacht und auch der späteren Entwicklung sein Augenmerk zugewendet[1]).

1) Eine Frucht dieser Studien ist die höchst dankenswerte Zusammenstellung „Postgeschichte“ in den Deutschen Geschichtsblättern 10 (1909), S. 261—278 vom selben Verfasser.

Seitdem OSWALD REDLICH und J. RÜBSAM der Postgeschichte mannigfache Anregung gegeben, ja in gewissem Sinne erst die Grundlage für deren wissenschaftliche Behandlung geliefert haben, waren die Vorbedingungen für die vorliegende Arbeit geschaffen. Es ist aber das unbestreitbare Verdienst OHMANNS, daß er den ihm vorgezeichneten Weg mit aller Entschiedenheit und Ausdauer bis zu Ende beschritten hat.

Drohen in der Einleitung die volkswirtschaftlichen Ausführungen den Rahmen dieses Buches zu sprengen, so scheint mir der Abschnitt über den „Stand der Nachrichtenvermittlung in Deutschland zur Zeit der Einführung der Posten“ etwas zu kurz geraten. Selbst wenn der Verfasser dieses Kapitel begreiflicherweise nur auf Grund der Literatur bearbeitet hat, wie dies auch tatsächlich der Fall ist, so hätte er doch auch da den Kreis seiner Forschung ungleich weiter spannen können[1]). Von Einzelheiten möchte ich nur bemerken, daß es keineswegs erwiesen ist, daß der Depeschendienst der Fugger um 1500 und die späteren „Fuggerzeitungen“ eine einheitliche Entwicklungslinie darstellen. Der Name „Fuggerzeitungen“ rührt nur davon her, daß das Haus Fugger sie gesammelt und aufbewahrt hat. Im übrigen sind es gewerbsmäßig hergestellte Nachrichtenblätter, die sich bloß durch ihre handschriftliche Vervielfältigung von modernen Zeitungen unterscheiden. Jedenfalls waren die Faktoren der Fugger nicht, wie man annehmen sollte, die Berichterstatter und die Fugger selbst nur die Abonnenten dieser Zeitungen.

Sehr gut gelungen scheint mir das zu sein, was der Verfasser über die Vorgeschichte der Post in Spanien, in Frankreich und Italien sagt. Auch hier im wesentlichen bloß auf Literatur fußend, bringt er durch die einheitliche und scharfsinnige Betrachtung der Einzeltatsachen manches Neue und Überraschende. Wir sehen, wie in Italien und Spanien offenbar völlig unabhängig voneinander die Anfänge der Post auf ein Zusammenwirken der gleichen Elemente hinweisen.

Im 14. Jahrhundert trifft man in Spanien bereits Berufsboten, die durch einen Diensteid zur getreuen Erfüllung ihrer Pflichten angehalten wurden, die aber andererseits durch königliche oder städtische Abzeichen erhöhten Schutz genossen. Diese Boten nun, die sich bereits früh zu einer Bruderschaft vereinigten, machten auf ihren Reisen naturgemäß regelmäßig in denselben Einkehrwirtshäusern Halt. Es ist nun interessant, zu beobachten, welcher Wandel sich in der Bedeutung dieser Hosterias de Correos in der Zeit von 1417—1445 vollzogen hat. Scheint auch schon in dem Statut von 1417 der Kurierwirt eine gewisse Rolle zu spielen, so wird er ein Lebensalter später zum Vermittler zwischen dem Publikum und den Boten und schwingt sich in den nächsten 60 Jahren (Statut von 1506) zu einer Stellung empor, die der eines „Postmeisters“ der Folgezeit oder, wie OHMANN sagt, eines „Postverwalters“ nahekommt. Diese hier angedeuteten Bruderschaftsordnungen von 1417, 1445 und 1506 gewinnen noch dadurch an Interesse, daß

1) Der Verfasser hätte z. B. FR. LUDWIG, Untersuchungen über Reise- und Marschgeschwindigkeiten im 12. und 13. Jahrhundert, Berlin 1897, heranziehen können u. m. a.

sie den regen Anteil bezeugen, den die Kaufmannschaft an dem Postbetrieb nahm. — Das Verdienst der von Philipp dem Schönen nach Spanien gebrachten Taxis war es aber, daß sie die hier ausgebildete Organisation durch die Einführung des Pferdewechsels vervollkommneten.

Wichtiger als die Anfänge der Post in Frankreich, die auf das Edikt Ludwigs XI. von 1464 zurückgehen, sind die in Italien. Und hier ist es wieder Mailand, das bereits am Ende des 14. Jahrhunderts den Nachrichtenverkehr von Staats wegen geordnet zu haben scheint. In Venedig ist es eine staatlich anerkannte Genossenschaft, die den Botendienst versieht, die Compagnia dei Corrieri della Illustrissima Signoria. Sie bedient sich zwar gelegentlich „unterlegter“ Pferde, weiß aber bis ins 16. Jahrhundert hinein noch nichts vom Botenwechsel. Dort, wo jedoch von einem solchen die Rede ist, wird bereits der Kunstausdruck „stafeta“ gebraucht.

Die Brücke aber, die von der Vorgeschichte des Postwesens zur Geschichte der Taxis führt, bilden die Erörterungen über die päpstlichen Posteinrichtungen. Die darauf bezüglichen Nachforschungen Schultes in den päpstlichen Ausgabebüchern haben nämlich die eigentümliche Tatsache ans Licht gebracht, daß eine überraschend große Anzahl von Kurieren aus Bergamo stammt. Nach Bergamo weisen aber auch alle Urkunden, die von der Herkunft der Taxis zu berichten wissen, und in verschiedenen päpstlichen Kurieren trifft man Mitglieder eben dieser Familie. Ohmann sucht die Geschichte des Geschlechtes der Taxis noch weiter zurückzuverfolgen. Er kommt zu der ansprechenden und nicht unberechtigten Hypothese, daß die Taxis, von denen sich noch 1414 einer zum deutschen Recht bekennt, germanischen Ursprungs sind. Und fast alle von ihnen waren mehr oder weniger mit dem Kurierdienst verwachsen. Sie nisteten sich im venezianischen Postwesen ein und drangen von Venedig langsam nach Rom vor. Wie zu gleicher Zeit die Fugger als Bankiers, so gelangten jetzt die Taxis als Postmeister in Rom zu Reichtum und Geldmacht. Der Anschluß an die Kurie förderte kapitalistische Unternehmungen. Doch erst die Verbindung mit den Habsburgern gab den Taxis Gelegenheit, ihr Organisationstalent zu erproben, ihre machtgebietende Stellung zu begründen und ungemessene Besitztümer zu erwerben.

Es ist ein Verdienst Ohmanns, daß er die Verbindungslinie zwischen der Geschichte der Taxis und der des deutschen Postwesens zieht, indem er eine Persönlichkeit ans Licht bringt, deren Bedeutung bisher den Augen der Historiker entgangen war. Als nämlich der junge Maximilian I. 1489 die Regierung Tirols übernahm, scheint er zur Herstellung eines regelmäßigen Postverkehrs (zunächst jedenfalls mit Italien) den Janetto de Tassis aus Venedig als obersten Postmeister in sein Erbland berufen zu haben. Doch Janetto verlor seine Beziehungen zu Venedig nicht aus dem Gesichte, und als der Krieg des Kaisers mit dem Vaterlande des Postmeisters ausbrach, ging er zur Signorie über. Er büßte nachher diesen Treubruch im Gefängnis. — Tatsache aber ist es, daß um 1490 die ersten Posten in Deutschland gelegt wurden, und zwar wurde es für Maximilian von besonderer Wichtigkeit, die Verbindung mit den Niederlanden herzustellen.

Das Neue an diesen Posten war, daß man alle 5 Meilen (später 3—4 Meilen), meist in Anlehnung an bestehende Wirtschaften, Stationen anlegte, wo ein Bote der Ankunft des anderen gewärtig sein mußte, um die Briefe des eben angekommenen zu übernehmen und mit ihnen zur nächsten Station zu reiten. Doch waren diese Postlinien noch vielfach von dem Aufenthalte des Kaisers jeweils abhängig, und erst die später immer maßgebender werdenden Ansprüche des Privatverkehrs brachten einige Festigung in die Führung der Kurse. Zunächst war die deutsche Post im engsten Zusammenhang mit der Kanzlei, ja ihr in gewissem Sinne untergeordnet. Erst die Taxis haben das Unternehmen verselbständigt, und zwar aller Wahrscheinlichkeit nach dadurch, daß sie die Geldschwierigkeiten der kaiserlichen Behörden zu ihrem und der Post Vorteil ausnützten.

Das, was die Taxis so angesehen und bedeutend werden ließ, war eben ihr klarer Blick, mit dem sie ihr Unternehmerinteresse gegenüber den staatlichen Ansprüchen geltend zu machen wußten. Sie haben das Haus Habsburg auf seinem Werdegang begleitet und sind mit ihm groß geworden. Der völkerverbindende Zug, der nun einmal der Post zu eigen ist, fand in dem Zusammenwirken der Taxisschen Familienmitglieder sein Abbild. In den verschiedensten Gebieten des habsburgischen Machtbereiches standen Taxis an der Spitze des Postwesens, und überall, wo sich einer von ihnen emporrang, war es nicht bloß er, dem dies zugute kam, sondern stets die ganze Familie, die den Nutzen davon hatte. Ihre große internationale Stellung verdanken sie aber der Regierung Karls V., unter der ihr Unternehmen „als ein allgemein gegen Bezahlung zugängliches Verkehrsinstitut von Amts wegen anerkannt“ wurde und ihnen überdies ausdrücklich ein Postmonopol zuteil geworden ist. Noch war kaum ein Vierteljahrhundert verflossen, als der Vertrag vom 12. November 1516, der zwischen König Karl (V.) und den beiden führenden Taxis, Franz und Baptista, geschlossen wurde, die Entwicklung der Taxisschen Post zunächst zu einem gewissen Abschluß brachte.

Was ich hier vom Inhalt dieses Buches bringen konnte, ist nur ein knapper Auszug, der nicht einmal immer das Wichtigste berücksichtigt, da es hierzu einer größeren Ausführlichkeit bedurft hätte, als einer Besprechung gemeinhin zusteht. Jmmerhin wird man auch aus dem wenigen, was ich anführte, ersehen, daß Ohmann eine reiche Fülle wertvoller Erkenntnisse in seinem Werke an die Öffentlichkeit bringt. Wenn er hier und da geirrt, wenn er einmal etwas Falsches behauptet hat, ich will es ihm nicht besonders ankreiden. Bei der großen Menge des Neuen und Interessanten, das wir ihm verdanken, wäre es kleinlich, Einzelheiten herauszugreifen und daran zu nörgeln. Eine Frage von grundsätzlicher Bedeutung kann ich freilich nicht unterdrücken. Wie kommt es, daß der Verfasser, der in seinen Urteilen eine so große Sicherheit bekundet, überall dort, wo es sich um editionstechnische Aufgaben handelt, schwankend und unsicher wird, ja den Eindruck eines Dilettanten macht? Mit erstaunlichem Spürsinn hat er den von Redlich aufgefundenen und veröffentlichten Poststundenpässen noch eine Reihe weiterer Pässe zugesellen können; aber die Art und Weise, wie er sie abdruckt, entspricht keineswegs dem herkömmlichen Gebrauche. Ich

will ihm sogar zugestehen, daß er in der Lesung des einen Passes die Ausgabe Redlichs in einigen Punkten — nicht in allen — verbessert hat[1]; aber schließlich sind doch Editionsregeln nicht dazu da, daß sich jeder Anfänger darüber hinwegsetzen darf, besonders wenn er nichts Besseres an Stelle des Alten zu setzen weiß. Überdies hätte sich Ohmann an der Vorlage Redlichs üben können.

Neu und keineswegs zu billigen ist es ferner, wenn der Verfasser Archivalien, die bereits anderwärts benützt und zitiert erscheinen und die er wohl selber auch eingesehen hat, seinerseits in einer Weise anführt, als wären sie bisher unbekannt gewesen (z. B. S. 236, Anm. 6 = Mitteil. des Institutes für österr. Geschichtsforschung 27, S. 439, Anm. 3 u. a.). — An verschiedenen Stellen (S. 29, 31, 39 ff. usw.) bringt er Übersetzungen fremdsprachiger Stücke, wo man gewünscht hätte, daß er den ursprünglichen Text gegenübergestellt oder von der Übertragung überhaupt abgesehen hätte. — Doch das alles sind, wie ich bereits angedeutet habe, Mängel, die vielleicht darauf zurückzuführen sind, daß es dem Verfasser nicht an Scharfsinn, wohl aber an Erfahrung gebricht.

Wien. Wilhelm Bauer.

Eberhard Gothein, Die badischen Markgrafschaften im 16. Jahrhundert. (Neujahrsblätter der badischen historischen Kommission, Heft 13). Heidelberg, C. Winter, 1910. 91 S.

Die badischen Markgrafschaften sind ein interessantes Beispiel für die Schwierigkeiten, denen die Entwicklung der Territorien des alten Deutschen Reichs in wirtschaftlicher wie politischer Beziehung unterlag. Erbanfall wie Erbteilung veränderten ihren Charakter von einem Tag zum andern völlig. Die Gebietsteile, welche heute noch eine politische Einheit bildeten, waren wenige Jahre später auf das strengste gegeneinander abgeschlossen. Und dabei wuchsen häufig die Anforderungen, welche die Herrscher an ihr Land stellten, im umgekehrten Verhältnis zu der Größe desselben. G. zeichnet im 1. Teil seines Buchs ein lebensvolles Bild dieser Zustände im 16. Jahrhundert. Nach dem Tode des besten Markgrafen dieser Zeit, Georg Christoph, der eine planmäßige Organisation der Landesverwaltung einleitete, zerfiel das Land in mehrere Territorien, deren wichtigste, Baden-Durlach und Baden-Baden, sich in schroffem wirtschaftlichen und konfessionellen Gegensatz gegenüberstanden. Besonders das letztere hatte darunter zu leiden. Die merkantilistische Politik, welche der Jesuitenzögling Philipp II. nicht zum wenigsten trieb, um sein Land gegen Andersgläubige abzuschließen, und die rücksichtslose finanzielle Ausbeutung durch seinen Nachfolger, den Abenteurer Eduard Fortunat, schädigten das Land gleich schwer.

---

1) Ich war nämlich in der Lage, Beilage 10 a an der Hand eines Faksimiles, das mir Herr Professor Redlich gütigst zur Verfügung stellte, paläographisch nachzuprüfen.

Erst unter dem Urenkel Georg Christophs, Georg Friedrich, wurden die Lande wieder unter einem Haupt vereinigt und die von jenem begonnene Regierungspolitik wurde von diesem vollendet. Doch meint G., inzwischen sei das Schöpferische, das Georg Christophs Ideen auszeichnete, verloren gegangen, die Organisationstätigkeit von Fürst und Beamten in eine kleinliche Reglementierungspolitik ausgeartet, überhaupt sei in dieser Zeit „eine gewisse Wohlhäbigkeit erkennbar, aber die innere Triebkraft erschlafft“.

Als Beweis dieser Anschauung, die G. ja bereits früher vertreten hat, schildert er im 2. Teil, der „Städte und Gewerbe“ behandelt und eine treffliche Ergänzung und Revision des 1. Bandes seiner Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes bildet, ausführlich die Reglementierung sämtlicher Gewerbe. Er hebt aber auch selbst hervor, daß die Regierung nicht vor dem engen Geist des lokalen Zunftwesens kapitulierte, sondern nur dem Publikum billige Preise sichern wollte. Wenn sie hierin zu weit ging, so gewinnt man doch nicht den Eindruck, daß jetzt „wohl der Wohlstand wächst, aber nicht wachsen die Produktionskräfte“. Dagegen sprechen die in einzelnen Zweigen auftauchenden neuen Wirtschaftsformen, die bemerkenswert frühen Versuche, durch eine merkantilistische Praxis neue Erwerbszweige großzuziehen, der trotz aller Einschränkungen sich immer wieder bahnbrechende Wollhandel, die Einrichtung einer Wechselbank, die Absicht einer Ablösung der Fronden. Es war wohl mehr eine durch die Zunftordnungen usw. eingeleitete Übergangsepoche, die ohne die Wirren des Dreißigjährigen Krieges der Vorläufer eines neuen allgemeinen Aufschwungs hätte werden können.

Freiburg i. Br. HANS GOLDSCHMIDT.

RUDOLF JUNG, Die englische Flüchtlingsgemeinde in Frankfurt a. M. 1554—1559. Frankfurter historische Forschungen, hrg. von Prof. Dr. G. KÜNTZEL. Heft 3. Frankfurt a. M. 1910, Joseph Baer & Co. 66 S.

Unter den in der Reformationszeit in Frankfurt von vertriebenen ausländischen Anhängern der Reformation gegründeten Flüchtlingsgemeinden nimmt die englische eine eigentümliche Sonderstellung ein. Die anderen Gemeinden, die französische sowohl wie die niederländische, sind in ihrer neuen Heimat mehr oder weniger aufgegangen und haben dort in wirtschaftlicher und sozialer Beziehung eine ganz besondere Rolle gespielt. Die kleine englische Gemeinde ist dagegen durchaus für sich geblieben, und ihre Erlebnisse sind in erster Linie ein Teil — nicht der Frankfurter, sondern der englischen Geschichte. Man mag darin einen für Engländer charakteristischen Zug wiedererkennen, die Erklärung für diese immerhin auffällige Tatsache liegt doch in der Zusammensetzung der englischen Gemeinde. Über sie volle Klarheit zu verschaffen, eine „Personalstatistik der Angehörigen dieser Refugiéskolonie“ zu geben, bildet nach den eigenen Worten des Verfassers den

Zweck seiner Arbeit. Er tut dies durch Veröffentlichung verschiedener Personallisten der englischen Flüchtlinge: Wohnungs-, Standes- und Steuerlisten, die einzigen Quellen, die das Frankfurter Archiv zur Geschichte der englischen Flüchtlingsgemeinde enthält, und fügt diesen Akten eine alphabetisch geordnete Zusammenstellung der Gemeindeglieder mit biographischen Angaben nach dem Dictionary of national biography (London 1885—1903) hinzu. Was ersieht man daraus? Jung hat das Ergebnis selbst dahin präzisiert: „Die Engländer in Frankreich waren eine geistige Elite ihrer Nation.“ Allen voran leuchtet der Name von John Knox, des berühmten Reformators von Schottland. Sein ebenfalls bekannter Gegner, Richard Cox, ist auch zur Stelle. Um von den übrigen zahlreichen, ihrer Stellung und Persönlichkeit nach bedeutenden Männern — Erzbischöfe, Bischöfe, hervorragende Prediger und zahlreiche Parlamentsmitglieder finden sich unter den 225 Mitgliedern der Gemeinde — nur noch einige hervorzuheben: John Fox, der Verfasser der Geschichte der englischen Märtyrer, Alexander Nowel, der durch seinen Katechismus in der englischen Kirchengeschichte bekannt ist, Grindal, der Erzbischof von Canterbury, Sir Francis Knollys, einer der angesehensten Staatsmänner unter der Regierung der Königin Elisabeth, William Wittingham, „der eigentliche Gründer der Gemeinde“, auf dessen „Brieff discours off the troubles begonne at Frankford in Germany Anno Domini 1554“ unsere Kenntnis von den inneren Streitigkeiten der Gemeinde beruht — sie und noch manche andere, deren Namen in der englischen Geschichte einen guten Klang haben, haben für ein paar Jahre in Frankfurt eine Zuflucht gefunden. Geistliche und Gelehrte, Edelleute und Kaufleute — Handwerker sind mit Ausnahme eines einzigen überhaupt nicht vertreten. Die Frankfurter Bürgerschaft hatte keinen Grund, die englischen Flüchtlinge mit argwöhnischen Blicken zu beobachten. Konkurrenz in Gewerbe und Handel war zum mindesten nicht zu befürchten, und da die Fremdlinge sich mit ihren kirchlichen und theologischen Streitigkeiten niemand aufdrängten, konnte man sie auch darin schließlich ruhig gewähren lassen.

So hat denn in Frankfurt zuerst der Kampf zwischen der konservativ englischen und der radikalen Genfer Richtung stattgefunden, ein bedeutsames, gewissermaßen programmatisches Vorspiel zu den schweren kirchlichen Wirren, von denen England bald darauf heimgesucht werden sollte. Den Höhepunkt bildet die Vertreibung von John Knox. Sehr dankenswert ist es, daß Jung eine kurze Darstellung von dem Verlauf der Kämpfe vorausschickt; die Veröffentlichung der Listen gewinnt dadurch für den Leser erheblich an Interesse, und die ganze Arbeit wird in sich abgeschlossen.

Schon 1559 verläßt das letzte Mitglied der englischen Gemeinde die Stadt. Bei ihrem Abschied stifteten die Engländer eine silbervergoldete Kredenz, die als das „Englische Monument“ noch heute im Historischen Museum zu Frankfurt aufbewahrt wird. Es sollte der Dank sein für die hochherzige, ganz uneigennützige Gastfreundschaft, die Frankfurt gewährt hatte. In der Tat, lediglich aus Liebe zur Reformation — praktische Erwägungen kamen höchstens bei der Auf-

nahme der Franzosen und Niederländer, von deren Betriebsamkeit man sich Nutzen für Handel und Gewerbe versprach, in Betracht — war die Aufnahme der Engländer erfolgt. So verdient denn auch das „Englische Monument“ als rühmliches Monument zur Frankfurter Geschichte, an der die englische Gemeinde nun doch, wenn auch passiv, beteiligt ist, die Stelle, die ihm JUNG in seiner Abhandlung mit Abbildung und Beschreibung eingeräumt hat.

Köln a. Rh. HERMANN THIMME.

CHR. LEOP. WEBER, Die Anfänge der Statistik in der ehemaligen Grafschaft Mark bis zum Jahre 1609. Ein Beitrag zur Finanz- und Bevölkerungsgeschichte der Grafschaft Mark. Witten 1909. (Dissertation, Münster i. W.)

Die Wahl des Titels ist unglücklich; der Inhalt erfüllt keineswegs das, was der Titel verspricht. Der Verfasser ist über eine rein chronologische Zusammenstellung des ihm zugänglich gewesenen urkundlichen Materials nicht hinausgelangt. Im Vorwort gibt der Verfasser das übrigens unumwunden zu, wenn er sagt: „es konnte sich ... nur darum handeln, die betreffenden Aktenstücke anzuführen, sie kurz zu charakterisieren und ihren Hauptinhalt anzugeben; die eigentliche Verarbeitung muß anderen überlassen werden“.

Wollte sich aber der Verfasser mit diesem — recht bescheidenen — Ziele begnügen, so mußte er seiner Arbeit einen Titel geben, der nur die Aufzählung, nicht die Verarbeitung des Materials vermuten ließ, etwa: „Aktenstücke statistischer Erhebungen ...“. Hätte der Verfasser seine Arbeit von rein historisch-archivalischem Standpunkt durchgeführt, so wäre sie vielleicht eine bedeutungsvolle Vorarbeit für weitere sachgemäße Verarbeitung des herbeigetragenen statistischen Materials geworden; statt dessen hat sich der Verfasser auf ein Grenzgebiet gewagt, dem er nicht gerecht geworden ist. Statt sich an wissenschaftlich-kritischer Arbeit zu versuchen, wozu überall reichlich Gelegenheit gegeben war, stellt der Verfasser den Leser vor unbeantwortete Fragen (z. B. S. 18—19, 24, 47). Am wertvollsten sind die Ausführungen des Verfassers über die Kommunikantensteuer (S. 57 ff.); aber auch hier leidet die Arbeit an ermüdender Breite.

Halle a. S. D. Dr. TRAUTMANN.

Beiträge für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens. III, 6, 18. Heft. Das Heerwesen des Münsterschen Fürstbischofs Christian Bernhard von Galen 1650—1678. Von Dr. THEODOR VERSPOHL. Hildesheim, Lax, 1909. 132 S. 8°.

Wesentlich auf Grund zuverlässigen archivalischen Materials erhalten wir hier eine gute Übersicht über Zusammensetzung, Organisation und Stärke des Heeres des kriegerischen Kirchenfürsten. Das Bild zeigt

die typischen Züge des Militärwesens nach dem Dreißigjährigen Kriege in Werbung, Taktik, Disziplin, Verwaltung und Beeinflussung der Staatsverfassung. Grundsätzliche Unterschiede zwischen Münster und z. B. Brandenburg sind nicht vorhanden. Das Verdienst des Verfassers liegt daher nicht in der Feststellung neuer, bisher unbekannter Eigenschaften des damaligen Kriegswesens, sondern in der Genauigkeit, mit der er die militärischen Einrichtungen des kleinen Territoriums dargestellt hat. Aufs neue hat er dargetan, welche wichtige Rolle das Geld in den kriegerischen Geschäften spielte, wie mit Hilfe fremder Subsidien auch ein so unbedeutender Staat wie Münster eine starke Armee aufbringen und wie er sie dann andererseits wieder als Geldquelle durch Vermietung an zahlungsfähige Staaten verwenden konnte. — Auch die Bestrebungen des Bischofs, die Bevölkerung zum Waffendienste heranzuziehen, zeigen keine originalen Züge in der Anlage, aber die energische Persönlichkeit des Bischofs vermochte mit den Milizen viel mehr zu erreichen als andere Landesfürsten, z. B. der Kurfürst von Sachsen, im Dreißigjährigen Kriege. Er hat das Landesaufgebot durch eifriges Exerzieren für den Feldkrieg brauchbar gemacht und sogar seine Verwendung im Auslande durchgesetzt. — Wo der Verfasser den Boden der Lokalforschung verläßt, geht er in die Irre; so leitet er z. B. den Namen „Landsknechte“ von der „Waffe“, also von der Lanze, her, und das Rittertum läßt er immer noch durch die Handfeuerwaffe überwunden werden.

Gießen. G. Roloff.

G. des Marez, *Pages d'histoire syndicale. Le compagnonnage des chapeliers bruxellois.* (Bruxelles, H. Lamertin, 1909, un vol. in-8⁰ de 112 p. avec gravures.)

Dès les premières années du XVIIe siècle, le compagnonnage des ouvriers chapeliers s'organisait à Bruxelles et dans les Pays-Bas, avec ses rites et ses habitudes analogues aux rites et aux habitudes des compagnonnages français. Dès le XVIIe siècle aussi, l'organisation était à la fois nationale et internationale: des lettres, conservées aux Archives de Bruxelles et dont M. d. M. publie de curieux extraits, prouvent à quel degré la solidarité ouvrière était intense au XVIIe et au XVIIIe siècles; les grévistes de Lyon ou de Paris recevaient des secours des chapeliers bruxellois et ceux-ci ne faisaient pas appel en vain aux camarades de France. En face de la forte organisation ouvrière les patrons essayèrent de s'unir: en 1764 une entente patronale se forma à Malines, mais ne réussit qu'à resserrer les liens des ouvriers. Sur les demandes réitérées et pressantes des patrons, — et aussi sous l'influence de l'évolution des idées, sur laquelle M. d. M. aurait pu insister davantage — le pouvoir central déclara le travail libre à deux reprises, en 1775, puis en 1786, sans que le compagnonnage cessât pour cela d'exister, d'agir et de fomenter des grèves contre les patrons coupables d'occuper des ouvriers „non francs“. Avec les armées françaises, les idées et la

législation françaises s'installèrent en Belgique: des arrêtés successifs, puis la proclamation de Vendémiaire an IV, au moment de la réunion, déclarèrent applicables la loi le Chapelier [et non Chapelié], et brisèrent, officiellement, l'organisation corporative qui, cependant, subsista très forte, en secret. Malgré les règlements locaux[1]), malgré la loi du 22 Germinal an XI sur les manufactures, malgré le Code pénal, le compagnonnage fut maintenu. Dans la mesure où elle a pu échapper au machinisme, la chapellerie a conservé, aujourd'hui encore — sous le nom d'Union philanthropique — son organisation corporative que les règlements successifs de 1842, 1852, 1880, 1887 ont encore resserrée; international, le compagnonnage l'est resté, éloigné de toute préoccupation politique, non encore affilié au parti ouvrier, et avec une tendance croissante vers un étroit exclusivisme. Cette continuité de la vie compagnonnique depuis le XVIIe siècle, M. D. M. l'expose avec clarté et précision. Son livre ajoute un curieux chapitre à l'histoire du travail à Bruxelles qu'il a déjà si bien étudiée pour le XVe siècle.

Paris. Ch. Schmidt.

Elphège Frémy, *Histoire de la manufacture royale des glaces en France au XVIIe et au XVIIIe siècle.* Paris, Plon, 1909, XII—444 p., in-8°.

Avant Colbert, il y a eu en France divers essais pour y acclimater l'industrie essentiellement vénitienne des glaces; ces essais, dont le premier semble dater de 1551, n'ont pas abouti, et il a fallu toute l'opiniâtreté du grand ministre de Louis XIV pour vaincre la résistance du gouvernement et des ouvriers vénitiens: les premières démarches de Colbert sont de 1664, et les lettres-patentes qui organisèrent la première compagnie du 8 octobre 1665. Mais la vie de cette compagnie, dont le privilège fut renouvelé en 1683, fut traversée par les efforts de la contrebande et par la concurrence de l'établissement d'Abraham Thévart, privilégié en 1688, établi en 1692 dans une situation économiquement excellente, à Saint-Gobain; les deux fabriques fusionnèrent en 1695, et c'est à cette date que commence vraiment l'histoire de la fabrique de Saint-Gobain, dont les débuts ont été débrouillés non sans mal par M. Frémy, en particulier par l'emploi des documents vénitiens. C'est dans les archives de Saint-Gobain qu'il a pu suivre cette histoire, expliquer la dissolution de 1702, la constitution à cette date de la compagnie Antoine d'Agincourt au capital de 2 040 000 l., les renouvellements de privilèges de 1727, 1757 et 1785, la grande crise de l'époque

---

1) M. D. M. publie (p. 75) un arrêté de l'administration centrale du département de la Dyle confirmant la loi Le Chapelier. Un arrêté du Directoire exécutif, du 23 Messidor an V, non imprimé dans le recueil des *Arrêtés* du Directoire, mais inséré au *Rédacteur*, règlementait sévèrement la chapellerie, de même que, peu auparavant, un arrêté analogue du 16 Fructidor an IV avait règlementé la papeterie. Il ne semble pas que les autorités bruxelloises aient connu cet arrêté directorial.

révolutionnaire, l'activité de la fabrique sous le Consulat; transformée en 1830 en société anonyme, la compagnie fusionna en 1855 avec la compagnie de Saint-Quirin, et depuis elle ne s'est pas modifiée.

La première partie du livre de M. Frémy est consacrée à l'histoire *externe* de Saint-Gobain, les trois autres à l'histoire intérieure de l'établissement. Dans la seconde, en effet, il expose le système administratif qui y joue, — intéressés, conseil d'administration, directeurs, caissiers, contrôleurs, inspecteur général, — et il rattache à cet exposé un développement sur les procédés employés pour la vente, confiée d'abord à des intéressés, puis à des commissionnaires, et où les prix, en baisse progressive jusqu'à 1791, haussent ensuite jusqu'en 1806; enfin suivent certaines indications sur les capitaux employés, précises seulement pour la compagnie de 1702. — Dans la troisième partie, M. Frémy fournit sur la technique des renseignements curieux: il montre que le chauffage des fours au bois a déterminé l'installation des fabriques auprès des forêts, la houille n'ayant été employée qu'à partie de 1737; dans l'évolution des procédés, qu'il s'agisse de la constitution de la pâte, du soufflage, du coulage, du doucissage, du polissage, de l'argenture-étamage, on note peu de changements saillants. — La quatrième partie enfin est consacrée aux ouvriers: on n'y trouve rien sur leur nombre, et on y trouve peu de choses sur leurs salaires, auxquels il faut joindre, pour apprécier leur situation économique, les logements gratuits, les distributions de bois de chauffage et de blé, lors des famines. M. Frémy semble se faire quelques illusions sur la valeur humanitaire de ces mesures, qui rappellent singulièrement les procédés du *truck-system*, et qui n'ont pas empêché les grèves, les départs individuels, les débauchages; au reste, les contrats de travail étaient très durs, la discipline plus qu'exacte dans les villages ouvriers, — véritables *corons*, — et, à la fin du XVIIIe siècle, la production devenue plus intense força les ouvriers à travailler davantage: les chômages des jours fériés furent réduits, et l'on travailla même le dimanche. On pourra regretter que, parmi ses pièces justificatives, M. Frémy n'en ait pas fourni sur la situation sociale des ouvriers de Saint-Gobain; elles eussent été lues avec intérêt.

En montrant très rapidement le contenu de ce livre, nous avons noté quelques défauts; il y en a de plus graves, qui touchent à la méthode même de l'auteur. M. E. Frémy a travaillé en pur historien, — d'ailleurs historien consciencieux, exact et complet: il ne s'est pas préoccupé de discipline proprement économique; partout il a décrit, presque nulle part il n'a expliqué. Les questions que se pose l'économiste n'ayant pas dirigé son enquête, il ne fournit que des données fragmentaires, incohérentes sur la gestion de l'entreprise: valeur et rôle du capital fixe et du capital circulant, coût de la matière première et de la fabrication, prix des salaires, prix de vente, ce sont là des notions auxquelles le livre de M. Frémy apporte d'insuffisantes contributions. Des documents qu'il avait à sa disposition, il n'a donc pas tiré tous les résultats désirables, et on ne peut que le regretter.

Paris. Georges Bourgin.

Les communs en Bretagne à la fin de l'ancien régime. (1667—1789) par PIERRE LEFEUVRE, Docteur en Droit, 1 vol., in 8°, XL et 179 pages. Rennes, Oberthur, 1907.

M. L. retrace l'histoire des terres communales bretonnes à la fin de l'ancien régime. L'édit général de 1667 est le point d'origine de son étude, qu'il eut peut être été plus logique de faire commencer aux deux déclarations de 1567, spéciales à la Bretagne.

A la suite d'une bibliographie abondante sinon complète, le livre s'ouvre sur un excellent tableau, accompagné d'intéressantes indications statistiques, de la situation de fait des communs bretons et de leur rôle dans l'économie rurale de la province. Le chapitre suivant („Principes juridiques relatifs aux communs en Bretagne") a pour objet à peu près exclusif, malgré son titre un peu large, la détermination des divers droits de domaine ou d'usage dont les habitants se trouvaient titulaires. La règle „Nulle terre sans seigneur" s'opposait déjà en principe à ce que les communs leur appartinssent en propriété allodiale. Mais au XVIIe et au XVIIIe siècles, les seigneurs bretons parvinrent à faire interpréter cette maxime dans le sens de la réunion à leur profit des domaines éminent et utile, sauf titres contraires aux mains des habitants. M. L. marque avec beaucoup de netteté les différences entre les trois sortes de droits conférés par ces titres: propriété utile ou droit d'usage se subdivisant en servitude de communer et assensement à durée indéterminée, ce dernier de caractère précaire. L'auteur conclut d'ailleurs par cette juste remarque, également vraie pour toute l'ancienne France, „qu'en fait ces différences durent rarement apparaître car les paysans se contentaient ordinairement de mener leur bétail dans les communs . . . peu leur importait que ce fût le seigneur ou eux qui fussent déclarés propriétaires des terres vagues, pourvu qu'ils fussent assurés de pouvoir toujours en user suivant leurs besoins" (p. 40). Ainsi s'explique, en Bretagne comme ailleurs, l'indifférence des ayants-droit à l'égard d'une distinction sans intérêt immédiat, qui n'était pas toujours au surplus dans l'esprit des seigneurs originaires, mais qui, une fois établie, devait donner logiquement naissance à la théorie spoliatrice du cantonnement.

Les communs dont le domaine utile appartenait aux vassaux étaient très rares, à raison du fort enracinement des institutions féodales dans la province: Là nous paraît être la véritable originalité du régime des terres communales bretonnes, dont les habitants furent admis à disposer à peu près exclusivement à titre d'usagers et non de domaniers utiles. Ainsi se justifie le petit nombre des triages, uniquement possibles sur les terres concédées par les seigneurs en pleine propriété. La théorie du droit des usagers évolua d'ailleurs au cours des deux derniers siècles de l'ancien régime dans un sens toujours plus favorable aux vassaux. Alors qu'au début de cette période les seigneurs s'efforçaient de faire considérer tous les droits d'usage comme des assensements à durée indéterminée, les jurisconsultes et les arrêts de la fin du XVIIIe siècle en arrivèrent à les construire presque tous comme des servitudes de communer. Les communs se trouvèrent d'ailleurs réduits à peu près à la même époque par les afféagements parcellaires,

généralement irréguliers, consentis à leurs dépens par les seigneurs, ainsi que par la procédure à peine plus légitime du cantonnement: cette dernière, de création jurisprudentielle, n'eut jamais de règles fixes, les divers projets d'édits provinciaux rédigés à son propos, soit par les intendants, soit par les Etats, n'ayant pas été adoptés.

Dans trois derniers chapitres M. L. expose distributivement quelle fut l'attitude du roi, des privilégiés et des paysans à l'égard des communs. L'auteur néglige presque complètement le rôle plus particulièrement tutélaire de l'administration royale au XVII[e] et au début du XVIII[e] siècle, et étudie surtout son intervention aux toutes dernières années de l'ancien régime, lorsque les théories des Economistes et le regain de faveur dont bénéficia à cette époque l'agriculture la portèrent à développer par des moyens plus ou moins réguliers la mise en culture des terres en friche et notamment des landes communes. Une enquête très importante, d'ailleurs relative au droit de parcours et non aux communs, marque assez nettement en 1768 le désir du pouvoir central de passer à l'application de ces théories et provoque de la part des intendants divers projets de partage que l'auteur analyse en détail. La même année une déclaration du 6 juin se contente d'étendre à la Bretagne les dispositions des déclarations bien connues de 1761 et 1762 relatives aux autres généralités. A l'égard des landes de son domaine au surplus, le roi ne se conduisait pas différemment des autres seigneurs et recourait, comme eux, à la pratique des afféagements. La recherche de l'attitude des privilégiés (Seigneurs-Parlement-Etats) fournit à M. L. l'occasion de revenir sur les abus seigneuriaux, contre lesquels la conscience publique protestait couramment par le bris des clôtures des afféagements illégitimes, revendication violente mais si caractéristique du droit foncier populaire, dont il serait facile de retrouver des exemples un peu partout en France et même en Europe. Quant à l'opinion rurale, M. L. la déduit de l'examen comparatif des cahiers de sénéchaussée et de paroisse, qui révèle entre les deux séries les différences classiques d'inspiration et de rédaction: les cahiers des paroisses seuls retracent fidèlement les sentiments de la classe paysanne, hostile en général à l'afféagement et a la mise en culture des terres communes. Plusieurs réclament même „une loi fixe et invariable sur les communs".

L'étude de ces points successifs a été poursuivie avec beaucoup de soin au travers des divers fonds des archives départementales ou des bibliothèques locales. La méthode consciencieuse adoptée par l'auteur fait seulement regretter qu'il ait jugé inutile de recourir aux Archives Nationales. M. L. aurait pu de la sorte signaler l'attitude peu flatteuse et d'ailleurs peu connue, prise à un certain moment par le pouvoir royal, lorsqu'il se fit, par ses déclarations fiscales de 1658 et 1702, l'auxiliaire sans scrupule des usurpateurs de communaux; les rôles du huitième denier laïque concernant la Bretagne lui auraient donné le moyen d'évaluer les graves conséquences de cette intervention. M. L. aurait encore été mis à même de retrouver la trace des procès verbaux de la Chambre souveraine de réformation des eaux et forêts de cette province qu'il déclare (p. 104 n. 5) avoir vainement cherchés

à la Bibliothèque municipale de Rennes. Enfin et surtout, les importants documents du Contrôle général relatifs à la Bretagne (Arch. Nat. G 7, 171 à 212 et H 1, 218 à 645[2]), qu'il était élémentaire de consulter, lui eussent permis de compléter très richement les indications fournies par le fonds de l'intendance.

On est d'autre part déçude ne pas rencontrer dans cette étude de caractère juridique, un chapitre spécialement consacré à la règlementation de l'usage des communs. Celle-ci est à peine touchée dans un bref passage (pp. 49—53) où M. L. définit seulement la circonscription pastorale et fait d'ailleurs preuve d'une ignorance surprenante du système de la répartition des communaux par villages: ce système encore suivi dans toute la France centrale et en particulier en Auvergne (dont M. L. cite cependant la coutume), eut été en effet à rapprocher étroitement à raison de son caractère infra-paroissial, de la subdivision par fiefs propre à la Bretagne. Quant aux autres chefs de règlementation, M. L. n'en fait pas la plus légère mention. Sans insister sur le régime cependant fort intéressant d'objets secondaires tels que les cantonnements, les prohibitions, la garde communale ou séparée, il est en tout cas impossible d'admettre qu'une question, d'un caractère social aussi prononcé que celle de la répartition de la jouissance des communs soit complètement passée sous silence. A la vérité, nombre de coutumes et notamment celle de Bretagne n'avaient pas pris de dispositions expresses à ce propos. Mais une question d'une telle importance pratique ne pouvant rester sans solution, on avait alors adopté un régime plus ou moins étroitement calqué sur celui de l'art. 11 du titre 28 de la coutume d'Auvergne. C'est ce régime qu'il eut été intéressant d'étudier et dont M. L. aurait pu d'autant plus facilement soupçonner l'existence qu'il signale justement (p. 72) le rôle prépondérant de la règle auvergnate et son adoption par la jurisprudence du Parlement de Bretagne en matière de partage de propriété.

Malgré ces imperfections qu'il eut été facile d'éviter, le livre de M. L. se recommande à tous ceux qu'intéresse l'histoire des tenures collectives par le soin de l'information et par le louable souci de l'état de fait des institutions, souvent si différent de leur état de droit. Des recherches aussi scrupuleuses étaient seulement possibles, à l'époque de documentation abondante choisie pour cette étude dans le cadre géographique restreint qui lui a été assigné: l'impression d'exactitude et de nouveauté qui s'en dégage serait, s'il en était encore besoin, une preuve supplémentaire de l'intérêt et de la nécessité de la localisation des études d'histoire du droit. CAMILLE TRAPENARD.

ERNEST LAVISSE, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution,* Tome VIII, vol. I: *Louis XIV, la fin du règne (1685–1715)* par A. DE SAINT-LÉGER, A. RÉBELLIAU, P. SAGNAC et E. LAVISSE, Paris, Hachette, 1908, gr. in-8⁰, 484 p.

Dans ce volume en majorité consacré à l'histoire de la politique étrangère, à celle des affaires religieuses et du mouvement des idées, à celle du Roi et de la Cour, un livre tout entier, le livre IV, a été

réservé à l'histoire économique, jusqu'alors si négligée dans les Histoires générales. Il faut féliciter Mr LAVISSE de n'avoir pas complètement sacrifié l'histoire économique du règne aux questions administratives et politiques; sans doute on trouvera qu'il lui a trop mesuré la place encore, qu'il ne lui a pas fait toute la part qu'elle méritait; mais, le spécialiste, auquel il a eu l'heureuse idée d'en confier l'exposition, a su nous en montrer, dans le peu de pages dont il disposait, tout l'intérêt et toute la portée. Le livre intitulé „l'*Economie sociale*“ et signé P. SAGNAC, nous donne en quatre chapitres substantiels et précis un sobre et vigoureux tableau de la décadence économique et des essais de réforme à la fin du règne de Louis XIV, de l'agriculture, de l'industrie, du grand commerce et des colonies. La décadence économique est indéniable; M. P. SAGNAC en a nettement démêlé les causes diverses, politiques et religieuses, comme les guerres et la Révocation de l'Edit de Nantes; sociales et économiques, comme l'exagération du colbertisme et les vices de la politique fiscale qui ont le plus contribué à diminuer les ressources de la France. L'étude de l'économie rurale de la France, au XVIIe siècle, est encore bien peu avancée; faute de documents abondants, elle est difficile à faire; aussi faut-il savoir gré à M. P. SAGNAC de l'exquisse qu'il s'est efforcé de nous en donner. La description de l'industrie lui a été plus facile; il l'a poussée davantage. La situation, comme il l'a très bien vu, sans être brillante, n'est cependant pas trop déplorable. Si quelques vieilles économies comme la draperie en Champagne et en Flandre; la soierie à Lyon, à Tours, à Nîmes; la toilerie en Normandie; comme les papeteries, les pêches, la chapellerie ont décliné, celles, qu'alimentent les besoins de la guerre, la métallurgie, les fabriques d'armes, les manufactures de draps de troupes, sont très actives; la tannerie et les raffineries de sucre sont toujours prospères; de nouvelles industries, telles que les cotonnades et les toiles peintes, se développent; quelques villes, à l'exemple de Marseille, sont déjà de grands ateliers; à côté de l'industrie rurale qui se maintient, de vastes exploitations sont comme les premières ébauches de la grande industrie. De même le commerce français, loin d'être partout diminué, a étendu son action en Afrique, en Asie, dans le Pacifique; si les compagnies privilégiées périclitent l'une après l'autre, les entreprises individuelles se multiplient et enrichissent les armateurs malouins, marseillais ou nantais. Il n'en est pas moins vrai que la France a vu passer l'occasion de s'emparer du commerce maritime et que, par la faute de son gouvernement, elle ne l'a point saisie. „A une heure décisive de son histoire“, comme le remarque avec raison M. P. SAGNAC, „elle a manqué sa fortune“.

J. LETACONNOUX.

J. LETACONNOUX, *Les subsistances et le commerce des grains au XVIIIe siècle.* Essai de monographie économique. Rennes, Impr. Oberthur, 1909, XXXVII—396 p., 3 cartes, in-8°.

La monographie de M. LETACONNOUX est une très importante contribution à l'histoire des subsistances en France avant la Révolution:

il n'est pas de source qu'il ait négligée, de travail général ou de détail qu'il ait laissé de côté; on pourrait presque dire qu'il est trop complet: du moins, il eut pu débarrasser son exposé de digressions et de développements parisites. A cet égard, il est permis de se demander s'il a eu raison de commencer cet exposé par un tableau de l'agriculture bretonne, qui, après les beaux travaux de M. H. Sée, est doublement inutile; une seule donnée méritait d'être retenue, c'est que l'objet du commerce des grains en Bretagne n'est pas fourni par la surproduction des céréales, mais est une conséquence du mode d'alimentation des paysans, réduits au blé noir, aux fèves, aux châtaignes, et pour qui le pain reste un luxe. Les grains donnent lieu dans cette région à deux sortes de transactions: des transactions locales, qui permettent l'approvisionnement intérieur, et un commerce d'exportation en gros. Des transactions locales, M. Letaconnoux n'étudie guère que l'aspect extérieur: sur les mesures prises par le gouvernement pour réglementer les marchés, interdire les réserves, fixer le maximum des prix, recruter les blatiers, sur le fonctionnement des marchés et des foires, sur la surveillance des boulangers, la tarification des différentes espèces de pain, il nous donne beaucoup de renseignements: cela en valait-il la peine, alors que toutes ces mesures n'ont rien de particulier à la Bretagne, et que l'auteur avoue qu'en pratique elles sont loin d'être suivies? N'aurait-il pas mieux fait d'essayer de reconstituer avec plus de précision la véritable réalité économique? Certains aspects de celle-ci sont, il est vrai, abordés avec soin dans le chapitre consacré aux prix, extrêmement variables, si variables que M. Letaconnoux n'a pu songer à en dresser les moyennes: la tendance à l'augmentation du prix des grains, et par suite du pain est au reste évidente au cours du XVIIIe siècle; le chapitre suivant, consacré à la misère et aux disettes fournit d'autres notions objectives, on peut dire même sociologiques, si l'auteur nous le permet, en particulier sur les causes des disettes où l'on discerne les effets de représentations collectives certaines [1]).

Pour le commerce d'exportation, il se rattache à l'organisation seigneuriale de l'ancien régime: les redevances en nature des grands propriétaires leur ont en effet permis de constituer de fortes réserves de grains et de vendre ceux-ci à des cours à peu près réguliers aux négociants chargés de les exporter. Ce commerce d'exportation, autorisé et privilégié en 1645, a subi, au cours du XVIIIe siècle, de nombreuses vicissitudes, le gouvernement hésitant sans cesse entre la liberté commerciale et le régime des interdictions corrigé par les privilèges. C'est ce qui fait, — surtout si l'on y joint les efforts de la fraude, — qu'il est à peu près impossible de connaître l'importance des exportations en céréales bretonnes au XVIIIe siècle: cela est regrettable, à divers titres, on aurait eu ainsi en particulier un moyen de calculer la valeur des redevances seigneuriales qui les conditionnaient.

1) Cf. également dans ce sens un travail que M. L. n'a pas utilisé de G. Martin, *Les famines de 1693 et 1709 et la spéculation sur les blés*, dans *Bull. du comité des trav. hist.*, section des sciences écon., *Congrès de 1908*, 1909, p. 150—172.

Je ne dirai rien de la quatrième partie du livre de M. Letaconnoux, où, en retraçant les „conditions du commerce des grains“, il n'a fait en somme que reprendre un certain nombre de faits épars dans les deux précédentes, ou qu'il n'avait pas pu y insérer, — ainsi de toute une étude sur les divers poids et mesures en usage en Bretagne. La conclusion, bien synthétique, est meilleure. On saura gré également à l'auteur des tableaux et des cartes dont il a illustré son volume, qui aurait gagné à être allégé et précisé en plus d'un endroit.

Paris. Georges Bourgin.

Wilhelm Stieda, Die Porzellanfabrik in Volkstedt. Leipzig 1910, S. Hirzel.

Das Buch stellt laut Vorrede eine auf Grund nachträglicher Funde im Fürstlich Schwarzburgschen Archiv zustande gekommene Ergänzung dar zu dem 1902 erschienenen Werk über die Anfänge der Porzellanfabrikation auf dem Thüringer Walde. Der Autor, dessen Spezialgebiet die Entwicklungsgeschichte der keramischen Industrie in Deutschland ist, will seine Arbeit bescheidenerweise nur als einen Baustein zu einer noch zu schreibenden Geschichte des Aufkommens der Großbetriebe in Deutschland betrachtet wissen; wir möchten sie nicht nur unter rein wirtschaftshistorischem Gesichtswinkel, sondern fast noch mehr vom kunst- und kulturhistorischen Standpunkt betrachten. Ist doch die Porzellanmanufaktur im 18. Jahrhundert „eine jener Industrien, die nur im Schatten des Thrones gedeihen“, wie ein zeitgenössischer Schriftsteller sich ausdrückt. Von Rußland bis Spanien muß jeder Potentat wie sein Versailles und seinen Hirschpark, so auch seine Porzellanfabrik haben, mit deren Produkten die fürstlichen Kollegen beschenkt werden. Nur wenige dieser Unternehmungen schlagen nach schweren finanziellen Opfern dauernd Wurzel. Auch die Porzellanmanufaktur in Volkstedt hat während der ersten 15 Jahre ihres Bestehens nur durch Spenden aus der fürstlichen Kasse und Nachschüsse der Teilnehmer am Leben erhalten werden können. Im Hinblick auf das kunstgewerbliche Interesse des Stoffes hätte es zur größeren Anschaulichkeit und Gegenständlichkeit beigetragen, wenn in den Text einige Abbildungen von Volkstedter Porzellan hätten eingeflochten werden können; dafür hätte man gern auf den Anhang, den Abdruck der Briefe Serenissimi und anderer über die Fabrik, verzichtet, der von 204 Seiten volle 87 umfaßt. Immerhin gibt uns der Text ein Kulturbildchen, das mit unseren Vorstellungen von der Industrieförderung durch den aufgeklärten Despotismus ganz übereinstimmt und durchaus an die von Brentano geschilderte, etwas gewaltsame Förderung der Leinenindustrie in Schlesien durch Friedrich den Großen erinnert.

Da ist der Erfinder und Gründer, der stud. theol. Macheleid, der nach der 99. Probepredigt vom geistlichen Beruf abschwenkt, eine neue Mischung von Porzellanerde erfindet und vom Fürsten von Schwarz-

burg die Konzession zu einer Manufaktur erhält, dann der Fürst selbst, der sich landesväterlich in die geringsten Details mischt, dann eine ganze Reihe von Geschäftsführern und Pächtern, die mehr auf ihren als den Vorteil der Aktionäre sehen. Das Fabrikzeichen des besseren Meißener Porzellans, die zwei gekreuzten Kurschwerter, wird durch zwei gekreuzte Gabeln so täuschend nachgeahmt, daß auf der Leipziger Messe das minderwertige Volkstedter Porzellan konfisziert wird, was zu einem Briefwechsel zwischen dem schwarzburgischen und kursächsischen Hofe führt. Wegen des hohen Preises können die Produkte nur gelegentlich durch Auktionen und Lotterien abgesetzt werden, gegen deren Zulassung die Nachbarstaaten sich natürlich sträuben, weil sie selbst solche Schleuderausverkäufe für ihre eigenen Produkte veranstalten; Hausierer bekommen nur eine Konzession, wenn sie sich verpflichten, Volkstedter Porzellan zu vertreiben; ein durch preußisches Gebiet fahrender Frachtwagen mit Volkstedter Porzellan wird konfisziert und erst nach einem direkten Schreiben des Fürsten Schwarzburg an Friedrich II. wieder freigegeben; kurz, wir tun einen amüsanten Einblick in die Kleinstaaterei der 18. Jahrhunderts. Die Miniaturmalerei geht sogar stellenweise zu weit; es war z. B. kaum nötig, die Namen aller Porzellanarbeiter, die uns doch nichts sagen, aufzuzählen und auf die Schicksale einzelner einzugehen. Immerhin müßte ein Buch über die deutsche Industriepolitik im 18. Jahrhundert, das sehr interessant werden könnte, der STIEDAschen Abhandlung einen breiten Platz einräumen.

München. R. LEONHARD.

Von und über Schlözer. Von F. FRENSDORFF. (Abhandlungen der K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, philologisch-historische Klasse, N. F., Bd. XI, Nr. 4.) Berlin, Weidmann, 1909. 114 S.

Seinem ausführlichen Artikel über SCHLÖZER in der Allgemeinen deutschen Biographie hat FRENSDORFF nun in den Abhandlungen der Göttinger Sozietät einen Nachtrag und Ergänzungen folgen lassen. Einen Nachtrag insofern, als er zahlreiches ungedrucktes Material, auf das er seine Darstellung gestützt hatte, im Wortlaute mitteilt, Ergänzungen insofern, als er zur Charakteristik von SCHLÖZERS Persönlichkeit verschiedene, bisher überhaupt noch unbenutzte Dokumente beibringen kann. Diese letzteren machen wohl den interessantesten Teil der Schrift aus. Was FRENSDORFF aus SCHLÖZERS Eingaben an Landes- und Universitätsbehörden mitteilt, läßt die rücksichtslose, plebejische Natur des Historikers, läßt vor allem sein Streben, sich um jeden Preis eine offiziell anerkannte Stellung zu schaffen, in wesentlich schärferen Umrissen hervortreten, als es bisher der Fall war; der gefeierte Vertreter der Preßfreiheit hat sich sogar nicht gescheut, in seinem Streite mit KÄSTNER bei der Regierung den Antrag zu stellen, sie möge seinem Gegner die Zensurfreiheit entziehen. Besonders be-

zeichnend sind die Schreiben, in denen der Kandidat SCHLÖZER 1763 von Petersburg aus Michaelis ersucht, ihm den Titel eines Göttinger Professors zu verschaffen. Der hannoverischen Regierung gegenüber sollte dies Prädikat ein bloßer Titel sein, in Rußland aber den Anschein erwecken, es handle sich um eine Berufung nach auswärts. Michaelis, der die ungewöhnlichen Wege liebte, hat diese Bitte übrigens gern erfüllt. „Es hat also, was man gegenüber der starken Betonung SCHLÖZERS, daß er seine Erfolge allein sich selbst zu danken habe, nicht vergessen darf, seinem Lebenswege nicht an Protektion gefehlt."

Doch beschränkt sich das Interesse der Abhandlung nicht auf das, was sie zur Charakteristik SCHLÖZERS Neues beibringt. Schon die Titel der fünf Abschnitte „Schlözers Anstellung in Göttingen; Schlözer als Vertreter der Statistik; Reisen; Beziehungen zu Österreich, Briefwechsel und Staatsanzeigen, Schriftstücke verschiedenen Inhalts; letzte Lebensjahre" zeigen, daß verschiedentlich Gegenstände von allgemeinerer Bedeutung gestreift sind. Prinzipiell Neues bietet FRENSDORFF allerdings kaum irgendwo, auch in dem Abschnitte über SCHLÖZER als Vertreter der Statistik nicht, der uns hier besonders nahe berühren würde. Auf der andern Seite bereichert er das bekannte Bild von dem Göttinger Gelehrten- und Universitätsleben im 18. Jahrhundert um so viele hübsche Züge, daß kein Forscher diese wohldisponierten Untersuchungen ohne Belehrung aus der Hand legen wird. Die Arbeit ist so sorgfältig gemacht, wie man es von einem solchen Sachkenner erwarten darf. S. 31 Z. 6 von oben ist in SCHLÖZERS Briefe an Büsching statt „allein" wohl „allem" zu lesen.

Zürich. E. FUETER.

CAMILLE BLOCH, *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution (généralités de Paris, Rouen, Alençon, Orléans, Châlons, Soissons, Amiens) (1764—1790).* Paris, Alph. Picard, 1908. 1 vol. in-8⁰, de LXIV—504 pages.

Cette excellente thèse intéressera au plus haut point tous les savants qui étudient l'histoire sociale de la France. Pendant plusieurs années, M. CAMILLE BLOCH s'est livré à de longues et patientes recherches, dont on appréciera déjà l'étendue en consultant la bibliographie si complète, qui précède son ouvrage. Il a dépouillé d'innombrables documents, imprimés ou manuscrits, et il semble bien n'avoir négligé aucune source vraiment importante. Parmi les fonds qu'il a explorés aux Archives Nationales, il faut citer particulièrement les séries F^{15} (hospices et secours) et H (administration provinciale); il a tiré aussi un excellent parti de la collection JOLY DE FLEURY, conservée à la Bibliothèque Nationale, et d'un grand nombre d'archives départementales, communales et hospitalières. Il a borné, il est vrai, ses recherches à la généralité de Paris et aux généralités voisines; mais les faits qu'il a recueillis pour cette région ont une portée générale.

D'ailleurs ce n'est pas une histoire de l'assistance au XVIIIᵉ siècle

que M. Bloch a prétendu entreprendre, car il a bien vu que cette histoire ne pourra être faite que le jour où de nombreuses monographies régionales auront été publiées; il s'est proposé surtout de rechercher les origines de la conception de l'assistance que la Révolution a essayé de réaliser, et tout son livre tend à prouver que cette conception nouvelle, d'une très haute portée, s'est peu à peu élaborée dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle.

Si les questions d'assistance ont préoccupé si vivement l'opinion publique à la fin de l'Ancien Régime, c'est que la misère n'a cessé de sévir pendant les trente années qui ont précédé la Révolution. M. Camille Bloch, en une esquisse un peu rapide, mais qui est fondée sur des documents de première main, décrit le caractère et les causes du paupérisme au XVIII[e] siècle, et montre toute l'étendue de la mendicité et du vagabondage, qui constituaient pour la société un très grave danger. Depuis le XVI[e] siècle, l'autorité royale s'est préoccupée de lutter contre la mendicité et le vagabondage, et, jusque vers le milieu du XVIII[e] siècle, elle songe beaucoup moins à créer des institutions d'assistance qu'à prendre des mesures de police; le fait le plus saillant, à cet égard, c'est l'établissement par Louis XIV des hôpitaux généraux.

Aussi, vers le milieu du XVIII[e] siècle, l'assistance paraît-elle singulièrement défectueuse. M. Bloch consacre un excellent chapitre aux hôpitaux et nous montre, par des détails très précis, combien leur régime administratif et leur organisation étaient déplorables; il prouve aussi que l'assistance des enfants ne laissait pas moins à désirer: les deux tiers des enfants trouvés périssaient. Quant aux secours à domicile, ils étaient aussi bien insuffisants: les œuvres paroissiales de charité étaient toutes des institutions confessionnelles; les bureaux de charité, qui d'ailleurs faisaient défaut dans l'immense majorité des paroisses, se préoccupaient avant tout d'exercer une police morale et religieuse; les bureaux d'aumône ou des pauvres, destinés à secourir les misères générales, et placés sous la surveillance des pouvoirs publics, ne remplissaient que très imparfaitement leur office.

Non moins intéressant est le chapitre qui nous fait voir comment la période de réformes en matière d'assistance a été préparée par l'opinion; déjà apparaît l'idée que l'assistance doit être une fonction de l'Etat, que les revenus de la charité doivent être concentrés et faire l'objet d'une administration centralisée; déjà commence à s'esquisser l'affirmation du droit des pauvres, du droit de l'individu à l'assistance.

Le gouvernement lui-même va s'inspirer de ces idées. Mais l'année 1764 marque-t-elle, comme l'auteur semble le dire, le point de départ des tentatives officielles de réformes? Il reconnaît lui-même que, de 1764 à 1774, l'Etat se contenta d'améliorer les méthodes de répression de la mendicité; la déclaration de 1764 n'eut pour effet que de définir d'une façon plus précise le délit de vagabondage, et l'institution des dépôts de mendicité, en 1767, n'eut que des résultats assez fâcheux. — C'est en réalité avec Turgot que s'ouvrit une période toute nouvelle dans l'histoire de l'assistance. M. Bloch montre très heureusement la portée de son œuvre. Turgot a voulu transformer l'assistance en un service public et lui donner pour condition le travail; il eut grande

confiance dans les bureaux de charité, qu'il concevait comme des organes publics, dotés de ressources régulières; les ateliers de charité existaient déjà depuis longtemps, mais il leur a donné une grande extension et il en a régularisé le fonctionnement par sa remarquable circulaire du 2 mai 1775. — Un excellent chapitre est consacré à la politique charitable de Necker, dont l'œuvre caractéristique a été la réforme des hôpitaux, mais qui s'est préoccupé aussi d'encourager les bureaux d'aumônes, ainsi que toutes les institutions d'assistance par le travail, et qui s'est intéressé très vivement aux œuvres de prévoyance. Enfin, c'est grâce à Turgot et à Necker que fut créé, pour la première fois, un service de santé et d'hygiènes publiques, que l'assistance médicale fut vraiment organisée, qu'on se préoccupa de lutter contre les épidémies, encore si fréquentes et si meurtrières.

Après Necker, l'œuvre du gouvernement s'est réduite à peu de chose, bien qu'une commission, composée de 9 membres de l'Académie des Sciences, et qui se réunit de 1785 à 1787, eût proposé une réorganisation compléte de l'assistance hospitalière de Paris. Mais, pendant cette période, l'assistance privée s'appliqua à perfectionner ses méthodes: les œuvres paroissiales s'efforcèrent souvent de transformer la charité en assistance par le travail et de réglementer sérieusement la distribution des secours; dans certaines paroisses, on créa des hospices particuliers, beaucoup mieux organisés que les grands hôpitaux. Enfin, dans les dernières années de l'Ancien Régime, il y eut un grand élan de charité et de bienfaisance; c'est alors que se créèrent des associations laïques de bienfaisance, qui, comme la *Maison philantropique de Paris* et la *Société de charité maternelle,* devaient montrer une grande activité. On s'intéressa très vivement aussi aux institutions de prévoyance, qui commençaient à se créer.

En un chapitre très fortement documenté, M. Bloch étudie encore les ressources de la charité à la fin de l'Ancien Régime; il montre que ces ressources étaient tout à fait insuffisantes; les budgets des hôpitaux se trouvaient constamment en déficit, par suite de leur administration défectueuse. Il fallait donc recourir aux secours du gouvernement; l'assistance devait subir la tutelle du pouvoir royal, et voilà la raison essentielle pour laquelle ou l'assimilait de plus en plus à un service public. — A mesure que la puissance publique intervient davantage dans le fonctionnement de la charité, de nouveaux services administratifs se créent: au centre, le contrôleur général et le secrétaire de la maison du roi s'occupent de plus en plus activement de l'assistance; dans les provinces, les attributions des intendants ne cessent de s'étendre; ce sont eux notamment qui organisent les ateliers de charité.

Ainsi les faits eux-mêmes expliquent la formation de la doctrine révolutionnaire en matière d'assistance, doctrine qui trouve sa formule définitive dans la période qui s'étend de 1780 à 1788. M. Bloch a étudié avec grand soin tout ce mouvement d'idées; il montre très justement que tous les écrivains s'accordent à considérer l'assistance comme un service public. Les idées de Dupont de Nemours et de Condorcet sont particulièrement intéressantes: tous deux se prononcent

pour les secours à domicile, la réforme des hôpitaux, les ateliers de charité; CONDORCET préconise les institutions d'épargne et d'assurance, qu'il regarde comme le meilleur remède contre la misère. A la veille de la Révolution, les assemblées provinciales ont adopté ces principes, les ont précisés, ont dressé tout un programme de réformes pratiques, comme le montrent leurs procès-verbaux; elles avaient d'ailleurs l'intention de prendre en main l'administration de l'assistance.

Les cahiers de 1789 ne font que rééditer les mêmes idées; mais leurs revendications présentent un intérêt particulier, parce qu'ils ont été rédigés au moment même où une redoutable crise économique, dont M. BLOCH nous donne un excellent aperçu, aggravait la misère et les souffrances du peuple. La question de l'assistance était donc tout spécialement urgente, au début de la Révolution, et le Comité de mendicité, qui fut créé le 21 janvier 1790, avait à remplir une tâche bien lourde. L'auteur décrit avec une grande précision le programme de réformes qui a été dressé par le Comité. Ce programme, qui s'inspirait directement de la doctrine élaborée peu à peu au cours du XVIIIe siècle, constituera le modèle que la Convention voudra réaliser.

Je n'ai pu donner qu'une idée très imparfaite de toutes les questions si intéressantes, qui ont été traitées dans ce remarquable ouvrage; j'ai voulu surtout en indiquer la méthode et les conclusions essentielles. Je dois ajouter que M. CAMILLE BLOCH a groupé avec beaucoup de talent et a exposé avec une grande netteté les milliers de faits qu'a su recueillir sa consciencieuse érudition.

Rennes. HENRI SÉE.

A. DE ST-LÉGER et PH. SAGNAC, professeurs d'histoire à l'Université de Lille, *Les cahiers de la Flandre maritime en 1789,* publiés avec introduction et notes. Dunkerque, Société dunkerquoise pour l'encouragement des lettres, sciences et arts. Paris, Picard, 1906. Tomes I et II, in-8⁰.

Le nombre des cahiers de paroisses publiés s'accroît tous les jours, et on ne saurait trop s'en féliciter: ces documents restent, quoi qu'on ait pu dire, les plus intéressants et les plus importants qui existent sur l'état de la France à la fin de l'ancien régime. Aussi doit-on savoir le plus grand gré à MM. DE ST-LÉGER de SAGNAC de nous en avoir donné une série nouvelle, d'autant plus remarquable qu'elle concerne un petit pays ayant gardé jusqu'à la Révolution son individualité et sa physionomie particulière.

Leur publication se compose de 133 cahiers de paroisses, presque tous inédits, formant la collection à peu près complète de la Flandre maritime: d'un précieux recueil de cahiers de corporations de la ville de Bergues: de plusieurs cahiers de communautés, de chapitres, de curés: enfin des cahiers généraux des trois ordres de la Flandre maritime. Elle se recommande par une excellente méthode, un savoir aussi sûr et aussi étendu que discret, et un classement fort bien entendu.

Les cahiers ont été groupés d'après les circonscriptions judiciaires et administratives, châtellenies, juridictions, dont se composait la Flandre maritime, châtellenies de Cassel, de Baillenl, de Bergues, bailliage de Bourbourg, territoires de Gravelines et de Dunkerque: en sorte que se trouvent rapprochés les cahiers des localités soumises à un même régime, portées per conséquent à exprimer les mêmes doléances, et présentant entre elles le plus d'affinités.

Une introduction très-bien faite, bon résumé d'histoire locale depuis la réunion de ces contrées à la France, met le lecteur au courant des institutions spéciales de ce petit pays, distinct à tant d'égards du reste du royaume, ayant son régime administratif, fiscal, municipal, ecclésiastique, à part, et lui permet par conséquent de comprendre les questions locales qui, comme il est naturel, tinrent une très grande place dans les cahiers.

Si grande qu'elle soit, cette place n'est pas exclusive, et la Flandre s'associe au reste du royaume pour réclamer avec lui des Etats provinciaux organisés sur le modèle de ceux du Dauphiné, un adoucissement des charges fiscales et des droits seigneuriaux, une refonte complète des institutions judiciaires: pour protester avec lui contre les abus du droit de chasse (une des plus grandes préoccupations du pays à la veille de la Révolution), contre la dîme, ou plutôt, moins contre la dîme elle-même que contre la perception de la dîme par de gros décimateurs absents ou indifférents, et peu soucieux d'assurer l'exercice du culte dans les paroisses rurales. — La vente des biens de mainmorte est parfois réclamée, la division des fermes et l'interdiction de la réunion de plusieurs exploitations dans une seule main l'est toujours: signe manifeste que la terre manquait aux hommes et que le morcellement de la propriété foncière était dans les besoins urgents du moment.

Non seulement pour l'histoire locale, mais aussi pour l'histoire générale, la publication de MM. de St-Léger et Sagnac rendra les plus grands services.

Bordeaux. M. Marion.

Marcel Marion, *La vente des biens nationaux pendant la Révolution avec étude spéciale des ventes dans les départements de la Gironde et du Cher,* Paris, H. Champion, 1908, XVIII et 448 p., in-8°.

Ce livre présenté à l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1906, dépasse singulièrement le niveau des études suscitées par les concours académiques. C'est en même temps qu'une étude très fouillée des ventes dans les départements de la Gironde et du Cher, une esquisse remarquable de l'histoire générale des ventes, dont il renouvelle et élargit le cadre. M. M. ne s'est pas borné à dresser les statistiques des ventes, il a cherché comment les lois sur les biens nationaux avaient été appliquées; il s'est demandé si les intentions du législateur avaient été remplies, si elles avaient eu les conséquences économiques et sociales attendues; il a ainsi heureusement rattaché l'histoire des

ventes à l'histoire générale. S'il a renouvelé la question, c'est parce qu'il en a d'abord senti toute la complexité, qu'il a compris combien elle se diversifie suivant les lieux et suivant les époques, sous l'influence de la crise monétaire, des variations de la législation, des fraudes et des spéculations. Les lois de prairial an III notamment ouvrent une nouvelle phase dans l'histoire des ventes: en 1790 et en 1793, l'intérêt social, l'intérêt économique dictent les mesures legislatives; à partir de 1795, l'Etat cherche, par les ventes, à se débarrasser du papier-monnaie, à trouver des ressources; il vend vite, à tout prix, pour faire rentrer l'assignat, puis le mandat; les petits sont écartés des ventes au profit des spéculateurs et gens d'affaires. Ce ne sont pas seulement les conditions des ventes qui changent à partir de 1795, c'est aussi leur produit. Les ventes, sous le régime des soumissions, se font à vil prix et leur produit véritable se réduit à presque rien. Le système des soumissions est si avantageux aux spéculateurs que, quand la loi du 20 fructidor au IV décide de ne plus vendre que sur enchères les domaines non soumissionnés, les acheteurs se hâtent de faire des soumissions [1]).

Le rétablissement de la vente aux enchères en l'an V ne relève guère le produit des ventes; en 1798 et 1799 les biens nationaux se deprécient de plus en plus; les biens patrimoniaux notamment [2]), sur lesquels M. M. n'insiste peut-être pas assez, se donnent pour rien et cette dépréciation persiste sous le Consulat et l'Empire. Il faut distinguer aussi, quand on se demande quel fut le succès des ventes, entre les biens de première et ceux de seconde origine. M. M. montre que la vente des biens domaniaux et ecclésiastiques eut partout un succès très réel, même dans les régions catholiques de l'ouest; si elle fut parfois contrariée, ce fut moins par l'hostilité cléricale que par les manœuvres frauduleuses de quelques spéculateurs [3]). La vente des biens d'émigrés se fit au contraire dans des conditions défavorables. On ignorait avant M. M. comment elle fut desservie par la prédication de la guerre aux riches en 1793, par les inscriptions inexactes sur les listes d'émigrés, par des adjudications illégales, par les dévastations dont les fermiers des biens séquestrés se rendirent coupables. Tout aussi originales sont les conclusions de M. M. sur la situation sociale

---

1) Cf. par exemple le *Rapport et compte des opérations de l'administration centrale du département de la Somme pendant l'an IV*, Amiens, s. d. 30 p., in-4°: le 1er prairial, le département reçut 1867 soumissions; le 30 fructidor, jour de la réception de la loi du 20 fructidor, il fut fait 5143 soumissions (p. 15).

2) Cf. Arch. Nat. FIC III, Seine-et-Marne 6. Rapport sur la situation générale du département, messidor an VII.

3) Il semble bien pourtant que, dans certaines régions, on chercha, par politique, à contrarier cette vente. Dans sa *Lettre à ses compatriotes les citoyens de Rambercourt-aux-Pots* . . ., . . . imprimée dans le *Tableau d'un collège en activité* . . . (Bar-le-Duc 1790, in-8°), Major annonce la vente prochaine des biens nationaux, leur recommande de ne pas écouter ceux qui voudraient les en détourner, car la contrerévolution est impossible (p. 188 et sqq.).

des acquéreurs qui appartiennent à toutes les classes, surtout au début, à la noblesse, au clergé lui-même, à la bourgeoisie, au peuple[1]; tout le monde a acheté, non par dévouement civique, mais par intérêt. En général les ventes profitèrent surtout à la bourgeoisie; dans le Cher, les acquéreurs populaires furent plus nombreux que dans la Gironde. Ce n'est pas seulement la petite propriété qui a été développée par les ventes, mais aussi la moyenne et la grande propriété, et „c'est moins le nombre des petits propriétaires qui a été augmenté que la fortune immobilière possédée par ces petits propriétaires". Les villes ont été également favorisées par la nationalisation des biens d'Eglise surtout; l'aliénation d'églises, de couvents, de monastères trop nombreux a permis de percer des voies nouvelles, de construire des manufactures; „elle a contribué pour beaucoup à donner aux villes de France leur physionomie moderne". Je signalerai enfin les pages très neuves et très précises sur le paiement des biens vendus, sur les pertes subies par l'état qui ne put payer ses dettes, sur les cessions et les reventes, dont l'importance n'avait pas encore été si fortement montrée, sur les déchéances prononcées à la fin du Directoire et sous le Consulat. Dans le dernier chapitre, l'étude minutieuse des ventes dans quelques communes de la Gironde et du Cher est un modèle que devront suivre les monographies communales à venir.

J. Letaconnoux.

Maxime Kovalewsky, *La France économique et sociale à la veille de la Révolution*, Tome I: *Les campagnes*. Bibliothèque sociologique internationale, XXXIX, Paris, Giard et Brière, 1909, in-8°, 392 p.

„Ordres possesseurs et non possesseurs, classes dirigeantes et classes dirigées", „le droit seigneurial et la situation économique et sociale du paysan à la fin du XVIIIe siècle", ainsi sont intitulés les deux chapitres qui composent ce livre touffu, presque dépourvu de toute division, où l'on a peine souvent à suivre la démonstration historique. Certes ce livre ne sera pas tout à fait inutile: on y trouvera quelques bonnes pages sur la réaction seigneuriale, marquée, à la fin du XVIIIe siècle, par la refection des terriers; sur la dîme et l'inégalité des charges fiscales; sur la misère paysanne, dont la description vaut surtout pour les époques de crise, très fréquentes, il est vrai; on y trouvera aussi, sur beaucoup de points, d'intéressantes indications. Mais je ne sais si les quelques services, qu'on en pourra tirer, suffisent à justifier la réédition pure et simple, en français, d'un livre paru, en russe, il y a déjà quinze ans. A cette époque déjà lointaine, la documentation de M. Kovalewsky était singulièrement restreinte; limitée

1) M. M. croit même que Marie-Antoinette acheta des biens du clergé pour Fersen; il en donne comme preuve ses lettres à Fersen. Mais, comme le fait remarquer M. Mathiez (*Rev. critique d'histoire et de littérature*, 24 septembre 1908, p. 232) ces lettres sont en langage convenu. Il est difficile d'assurer que les affaires commerciales, dont elles parlent, aient eu une réalité.

aux documents imprimés, aux procès-verbaux des assemblées provinciales et aux cahiers des paroisses principalement, elle avait négligé les dépôts d'archives. Depuis, elle ne s'est guère étendue. M. KOVALEWSKY a dédaigné de recourir aux documents d'archives, dont il ne parle guère que pour en contester la valeur historique; il s'efforce de prouver notamment l'insuffisance et l'inexactitude des rôles d'impôts et surtout des déclarations des vingtièmes, auxquels il préfère les cahiers des paroisses; et, sans songer que les témoignages des cahiers ont tout autant besoin d'être discutés et contrôlés, il reproche à M. LOUTCHISKY, qui cherche à fixer la répartition de la propriété foncière d'après les déclarations des vingtièmes, et sa méthode „pseudo-statistique" et ses conclusions hypothétiques. Il n'a pas davantage recouru aux nombreux recueils de documents, aux importantes monographies publiés depuis quinze ans sur les classes rurales de l'ancien régime. Des études comme celles de MM. DUPONT, H. SÉE et MARION sur les paysans des généralités de Bretagne et de Bordeaux; des publications comme celles entreprises par la „Commission des documents économiques de la Révolution", comme le recueil de MM. PH. SAGNAC et P. CARON sur „les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial (1789—1793)", lui auraient pourtant permis de refondre facilement son ouvrage et de le rajeunir. Grâce à tous ces travaux, grâce aussi aux études de M. LOUTCHISKY, dont les résultats sont à retenir, nous pouvons nous faire aujourd'hui de la condition paysanne à la fin du XVIII[e] siècle une image autrement exacte et précise que celle que nous en a donnée M. KOVALEWSKY.

J. LETACONNOUX.

EVG. TARLE, Die Arbeiter in Frankreich während der französischen Revolution. I. Teil. Mit beigelegten, bisher nicht veröffentlichten Dokumenten. St. Petersburg 1909. — Евгеній Тарле: Рабочій классъ во Франціи въ эпоху революціи. Историческіе очерки. СПБ. 1909.

Die Epoche der französischen Revolution fesselt schon seit langem das Interesse der russischen Forscher und ist in unserer wissenschaftlichen Literatur mit einer ganzen Reihe ausführlicher Werke vertreten; besondere Verdienste haben sich jedoch russische Forscher um die Erforschung der sozialökonomischen Geschichte der Revolution erworben. Die Forschungen eines KOVALEVSKIJ, LUČICKIJ, KARJEJEV zusammen mit den Arbeiten SAGNACS haben ein intensives Studium der Schicksale der Bauern und der Verteilung des Grundbesitzes vor und während der Revolution angeregt und eine ganze Schule, die von Jaurès „l'école française et russe" genannte, geschaffen. Mit der vorliegenden Arbeit wendet sich der Petersburger Historiker TARLE eben dieser Epoche, vor allem aber solchen ihren Seiten zu, die ungeachtet ihrer hervorragenden Wichtigkeit noch ungemein mangelhaft bearbeitet und beleuchtet sind. Der Großteil der Materialien zur Arbeiterfrage während

der Revolution ist weder publiziert noch systematisch geordnet. Hier muß der Forscher zunächst Archivstudien betreiben und im Rohen arbeiten. Versuche von Verallgemeinerungen und eventuelle Systemisierungen müssen mehr oder minder auf die Zukunft verschoben werden; bis dahin muß sich diese Forschung auf die Sichtung und Analyse der Quellen, auf kritische und Spezialstudien beschränken. Wir können mit Freude konstatieren, daß sich TARLE (wie er im Vorwort ausdrücklich bemerkt), als er an diese Forschungen herantrat, an den klassischen Rat FUSTEL DE COULANGES hielt und sich mit der Synthese nicht beeilt. So verdienen auch seine Arbeiten, die durchwegs auf originalen Quellen aufgebaut und reichlich mit kostbarem, hier zum erstenmal veröffentlichtem Material ausgestattet sind, große Beachtung. Schon sein Buch über die Arbeiter in den Nationalmanufakturen während der Revolution, das im vorigen Jahr erschien und wie ein Fragment aus einer größeren Arbeit anmutete, hat große Beachtung gefunden und erschien bald in deutscher Übersetzung in SCHMOLLERS Staats- und sozialwissenschaftlichen Forschungen. Nun ist von TARLE in russischer Sprache der erste Teil einer größeren, grundlegenden Arbeit über die Geschichte des Gewerbes und der arbeitenden Klassen in Frankreich gegen Ende des 18. Jahrhunderts erschienen.

Das vorliegende Werk fängt mit einem kleinen Kapitel: „Die Frage über die Ausschließung der Arbeiter von den Wahlen in der Publizistik unmittelbar vor dem Zusammentritt der Generalstände". Hier verweist TARLE darauf, wie wenig noch das Bewußtsein von der Notwendigkeit einer Vertretung und des Schutzes der Rechte des vierten Standes, der vom „tiers état" nahezu nicht geschieden werden konnte, lebendig war und wie wenig die Arbeiter selbst für den Schutz ihrer richtig erfaßten Interessen eintraten. Die angeführten Belege sind sehr interessant, besonders die Schriften der wenigen Verteidiger der Rechte der Arbeiter. Man kann aber trotzdem nicht umhin, zu bedauern, daß der Verfasser gleichsam ex abrupto anfängt, ohne ein einleitendes Kapitel oder eine allgemeine Einleitung zur Charakteristik der Lage der arbeitenden Klassen in den letzten Jahren der „alten Ordnung" zu geben. Hier könnte auf die wirtschaftliche Krisis näher eingegangen werden, auf die sich der Autor oft beruft, und die Frage von den Arbeitern und ihren Interessen, die in der Literatur vor der Revolution so oft vorkommt (bei LENIER u. a.), beleuchtet werden. Eine solche Einführung würde zur Beleuchtung des Fonds der behandelten Erscheinungen wesentlich beitragen. Beachtenswert ist das zweite Kapitel, das von den großen Arbeitertumulten am 27. und 28. April 1789 handelt, die mit der Zerstörung der Häuser zweier reicher Fabrikanten, Revellion und Henriot, endeten. Der überwiegenden Mehrzahl der Geschichtschreiber erschien diese Episode dunkel und rätselhaft; ähnlich erschien sie im großen und ganzen auch den Zeitgenossen. Damals zog der Sturm der Revolution bereits herauf; die Feinde waren mit ihren Vorposten einander sehr nahegekommen und ein jeder von ihnen war geneigt, in den Handlungen des andern Aufruhr und Verrat zu sehen. Unter solchen Umständen erschienen die Arbeitertumulte, die plötzlich ausbrachen und sich schnell legten, den Royalisten als Intrigen der An-

hänger des „tiers état“, diesen aber gerade umgekehrt. Übereinstimmend damit sprechen auch die Forscher (besonders Taine, Beaudon, Tuetey) von einer revolutionären und gegenrevolutionären Propaganda, die zu Tumulten führte. Tarle, der das auf uns überkommene Material einer eingehenden Prüfung unterworfen hat und ein farbiges Bild dieser Bewegung gibt, kommt zu dem Schluß, daß diese Bewegung elementar und unbewußt war. Der abgeplagte und ausgehungerte Arbeiter, der sich in den Verhältnissen nicht zurechtfinden konnte, schritt in seiner fieberhaften Erregung zur gewalttätigen Zerstörung, gleichsam um in der Aufregung des Kampfes seinen Schmerz zu betäuben und der angesammelten Erbitterung Luft zu machen. Wie in diesem Kapitel, so verweist Tarle auch in den folgenden immer und immer wieder auf den Mangel jeglicher klarer Begriffe von ihren Klasseninteressen bei den Arbeitern hin, wie auch auf die Unzulänglichkeit ihrer Kräfte, die gestellten Forderungen mit gehörigem Nachdruck zu unterstützen. Wenn er beispielsweise von der Nachgiebigkeit der Arbeiter und von ihrem Streben spricht, der Bourgeoisie, die doch das Heft in den Händen hatte, immer gehorsam zu erscheinen, so legt er Richtungen und Äußerungen einzelner Arbeitergruppen, die nicht als die Anschauung aller arbeitenden Klassen betrachtet werden können, zuviel Gewicht bei. Bringt doch Tarle selbst, leider stark gekürzt[1]), ein ganz anders klingendes, Haß und Verzweiflung atmendes Manifest der Arbeiter an Marat. Schließlich darf auch diesem Manifest nicht eine allgemeine Bedeutung beigemessen werden, es darf nicht typisch genannt werden; der Gedanke, daß das Klassenbewußtsein dazumal noch nicht entwickelt war, ist glaubwürdig, der Verfasser hat nur die Farben zu stark aufgetragen.

Sehr reich sind mit Angaben und Nachweisen das dritte und vierte Kapitel ausgestattet, die von der Arbeitslosigkeit des Jahres 1789 und von den Maßnahmen des Pariser Munizipiums sprechen, von wohltätigen Einrichtungen für die Arbeiter und über die Organisation der öffentlichen Arbeiten. Tarle verweilt länger bei den Folgen der entkräftigenden Gewerbe- und Handelskrisis des ersten Jahres der Revolution, die dem ökonomischen Leben des Landes gewaltig schadete und eine allgemeine Arbeitslosigkeit zur Folge hatte. Interessant sind hier die Versuche der Arbeiter selbst (vorwiegend bestanden sie aus systemlosen und schlecht organisierten Krawallen), einen Ausgang aus dieser schwierigen Lage zu finden und die theoretischen Pläne und praktischen Maßnahmen der herrschenden Klassen. Tarle führt ein interessantes Material vor, das uns sowohl mit der Literatur dieser Projekte bekanntmacht als auch mit der Organisation und der Führung der Wohlfahrtseinrichtungen und öffentlichen Arbeiten. Hier sehen wir, wie weit entfernt von praktischer Durchführbarkeit jene edlen und begeisterten Vorschläge waren und wie berechtigt die Klagen über alle möglichen Arten von Ausbeutung der nicht beruhigten Arbeiter.

---

1) S. 104—105. Vollständig erschienen im „L'Ami du peuple“, Nr. 487 (dimanche 12 juin 1791).

Bezeichnend sind auch jene politischen Tendenzen, die bei der Durchführung dieser Maßnahmen zur Grundlage genommen wurden und die ihrerseits unter dem Einfluß der allgemeinen politischen Konjunktur zu ihrer Vernichtung führten; hier ist hie und da schon gleichwie im Keime die grandiose Machination mit den Nationalmanufakturen im Jahre 1848 zu sehen.

Den meisten Raum nimmt im Buch das fünfte Kapitel ein (S. 116 bis 194), das die wichtige Frage von den Wechselbeziehungen zwischen den Besitzern und Arbeitern in den Jahren 1790—91 behandelt. In dieser Zeit treten zugleich mit der gebesserten ökonomischen Lage des Landes und dem Aufschwung nach der ökonomischen Krisis gewaltige Veränderungen in dem Stand und den Wechselbeziehungen zwischen Besitzern und Arbeitern auf. Beide Parteien streben eine Konzentration ihrer Kräfte und Erringung ihrer Vorteile an. Tarle verweilt länger bei dem interessanten Versuch der Besitzer, eine Art Trust zu bilden, eine Vereinigung der Lieferanten zur Monopolisierung der Bestellungen der Regierung („L'Assemblée Encyclopédique" 1790); zugleich bemerken wir auch Versuche von Arbeitervereinigungen, kaum von der Art der wiederbelebten „compagnonages" oder nach der Art neuer Bildungen von professionalem Typus. Tarle beschreibt die Tätigkeit einer solchen neuen Vereinigung, des „Club typographique et philantropique", die im Jahr 1790 ins Leben gerufen wurde, die Wirren des Jahres 1791 überstand und erst nach der lex Chapélier fiel. Den Wirren des Jahres 1791 und den Umständen, die die lex Chapélier vorbereiteten und schließlich ins Leben riefen, hat der Autor nicht wenige Seiten gewidmet, so daß wir sagen können, daß dieser Gegenstand erschöpfend behandelt ist. Im Gegensatz zu diesem, am besten fundierten und ausgearbeiteten Kapitel ist das sechste, das von den politischen Parteien zur Zeit der Constituante spricht, sehr kurz gehalten und summarisch; vieles ist nur mit einigen losen Strichen skizziert, und die wenigen Seiten, die von der demokratischen Strömung und den Arbeitern handeln, machen den Eindruck eines schnell hingeworfenen Konzepts. Die einzige Ausnahme bildet die Skizze der gegenrevolutionären Propaganda unter den Arbeitern; hier gebührt dem russischen Forscher als erstem das Verdienst, mit dokumentarischen Belegen die demagogischen Umtriebe und provokatorischen Versuche der Royalisten unter den Arbeitern beleuchtet zu haben.

Einen besonderen Wert geben der Untersuchung Tarles, wie wir schon bemerkt haben, die Dokumente in den Beilagen[1]), die aus dem Nationalarchiv, dem Archiv der Pariser Polizeipräfektur, der Handschriftenabteilung der Nationalbibliothek und dem Archiv der Bibliothek der Stadt Paris geschöpft sind. Dieser vorliegende erste Teil der Arbeit Tarles beschränkt sich auf die Zeit der Constituante und das Gebiet der Stadt Paris, die spätere chronologische und geographische Erweiterung wird aber in Aussicht gestellt.

Moskau. J. Borozdin.

1) S. 251—315.

H. Levy, Monopole, Kartelle und Trusts in ihren Beziehungen zur Organisation der kapitalistischen Industrie, dargestellt an der Entwicklung in Großbritannien. Jena, Fischer, 1909. XIV und 322 S.

Die Unternehmerverbände haben in den Schutzzollländern, Deutschland und den Vereinigten Staaten, ihre kräftigste Ausbildung erfahren. Sie sind gleichwohl auch dem Freihandelsland England nicht unbekannt geblieben. Die englischen Verhältnisse scheinen deshalb für das Problem der modernen Kapitalorganisation besonders interessant.

Einst haben auch in England Handelspolitik und Frachtenschutz monopolistische Unternehmungen begünstigt. Die beiden ersten Abschnitte des Levyschen Buches sind der Untersuchung dieser Vorläufer der modernen Entwicklung gewidmet.

Der Verfasser legt dar, wie staatliche Privilegien in der ersten Periode des modernen Kapitalismus die größte Rolle spielten. Elisabeth und die Stuarts bedienten sich dieses Mittels zugleich aus fiskalischen Gründen. Gegen solche, einzelnen Unternehmern oder Gruppen von ihnen gewährte Monopole wandten sich die in ihrer Existenz bedrohten Handwerker und die Konsumenten, die weniger die Vorteile einer neuen Organisation als Preisaufschläge zu spüren bekamen. 1624 wurde ein Statut gegen die Monopole erlassen, das freilich umgangen werden konnte. Die Revolution führte diese Bestrebungen gegen die Monopole 1640 und 1689 zum Siege. Mit Recht hebt der Verfasser gegen Cunningham, der die Verdienste des Königtums um die Förderung der englischen Industrie offenbar überschätzt, diese Bedeutung der Revolution hervor. Wohl verdankte Frankreich seinen privilegierten Fabriken unter Colbert einen großen Teil seines Aufschwunges, daß aber das Fehlen von Reglements und Privilegien eine wesentliche Vorbedingung der entscheidenden gewerblichen Umwälzung zu Ausgang des 18. Jahrhunderts in England bildete, hat schon Schulze-Gaevernitz in seinem „Großbetrieb“ S. 34 ff. betont. Levy schildert uns eingehend die Monopole des 17. Jahrhunderts, die Gilde der New Castler Kohlenförderer, die unter ungünstigen Produktionsbedingungen arbeitenden Monopole von Salz und Alaun, den Zinnbergbau, der aufblühte, als unter Cromwell die Privilegien aufhörten, das Glasmonopol und das Seifenmonopol, die neue Verfahrensarten ausbilden sollten, das Stecknadelmonopol, das auf der Zusammenfassung der Stecknadelmacher, dem Ausschluß der holländischen Konkurrenz und der Monopolisierung der Drahtlieferung beruhte.

Das 18. Jahrhundert brauchte sich in England nicht mehr wie auf dem Kontinent gegen solche gewerblichen Monopole, sondern nur mehr gegen die Privilegien der Handwerker und gegen die Handelsmonopole zu wenden. Gleichwohl bietet gerade der Ausgang des 18. und der Anfang des 19. Jahrhunderts das Beispiel einer auf Frachtenschutz beruhenden Monopolorganisation in England, der New Castler Kohlengrubenbesitzer, die durch die billige Seefracht und eine entsprechende Organisation des Verkaufes den Londoner Markt beherrschten. Auf dieses Kohlenkartell hatte schon G. Cohn in Brauns Archiv 1895, S. 396 ff. aufmerksam gemacht. Durch Benutzung von Dunns Mining

Almanack ist es LEVY möglich, das Ende des Kartells genauer zu schildern. Doch ist er eben nicht, wie er im Vorwort schreibt, der erste, der diese Dinge zur Darstellung bringt. LEVYS Aufsatz in SCHMOLLERS Jahrbüchern über Englische Kartelle der Vergangenheit, der hier im wesentlichen wiedergegeben wird, erschien 1907. Die von dem Kartell vergebens bekämpften Eisenbahnen ermöglichten den andern Kohlenlagern eine Konkurrenz, die alle Versuche des Kartells, durch Förderungsbeschränkungen den Kohlenpreis wie bisher zu regulieren, unmöglich machten. So mußte es sich 1844 auflösen. Die so lange erfolgreichen Versuche, die Interessen der Gruben mit verschiedener Rentabilität auszugleichen, sind angesichts der ähnlichen Schwierigkeiten, mit denen z. B. das Rheinisch-Westfälische Syndikat zu kämpfen hat, von großem Interesse. Auch die billigen Auslandsverkäufe begegnen hier. Die Verbraucher beschweren sich, daß englische Kohle in St. Petersburg billiger sei als in London.

Über die modernen englischen Unternehmerverbände sind wir vor allem durch MACROSTY unterrichtet. LEVY schildert uns die wichtigsten von ihnen mit einigen markanten Strichen. Fachblätter haben ihm hier besonders zur Ergänzung des Materials verholfen. In England soll nach seiner Meinung neben dem Zoll- und Frachtenschutz auch das Bodenmonopol nur eine geringe Rolle spielen. Gleichwohl ist die erfolgreichste englische Vereinigung, die der Färber von Bradford, auf die Monopolisierung der Wasserkräfte zurückzuführen. LEVY leugnet dieses Element für England nicht; er sieht aber eine Eigentümlichkeit der englischen Verhältnisse darin, daß hier der Kapitalkonzentration eine größere Bedeutung zukomme als anderswo. Bei Zoll- und Frachtenschutz sowie Bodenmonopol lohne sich schon bei einer Vielheit von Unternehmern ein Zusammenschluß; in England müsse eine starke Konzentration die Vorbedingung einer Ausnutzung monopolistischer Vorteile sein. Kartelle würden dort deswegen meist nur zwischen wenigen Großfirmen geschlossen; wo viele zu organisieren wären, müsse die straffere Form des Trust gewählt werden.

LEVY nimmt zum Schluß seine Kontroverse mit VOGELSTEIN auf, der in dem Monopol an nicht beliebig vermehrbaren Kapitalien die entscheidende Ursache der Unternehmerverbände gesehen hatte. Mir scheint der Streit nicht so schwerwiegend. Die Bedeutung dieses Elementes muß doch LEVY auch für England anerkennen, und VOGELSTEIN selbst weist noch auf ein zweites hin, das einen Unternehmerverband gegen Konkurrenz schützen kann, die Unmöglichkeit der Absatzsteigerung (Archiv f. Sozialwissenschaft und Sozialpolitik Bd. 20, S. 349). Die Kapitalhäufung, auf die LEVY den Ton legt, erschwert nach seiner Meinung die Konkurrenz dadurch, daß eine gleich billige oder billigere Produktion nur einer Riesenunternehmung möglich wäre, der für ihre Massenproduktion die nötige Elastizität des Absatzes fehlen würde. Das Problem des auf die Dauer rentablen Absatzes ist es also, auf das beide hinauswollen.

Die englischen Verhältnisse scheinen die These zu widerlegen, daß die früheren Stadien der Produktion den Zusammenschluß leichter machen als die späteren. Indessen hat hier schon VOGELSTEIN darauf

aufmerksam gemacht, daß zwischen Fertig- und Feinfabrikation zu unterscheiden ist. Nicht allein darauf kommt es an, ob eine Produktion ein genußfertiges Produkt herstellt, sondern in welchem Maße bei ihr nicht beliebig vermehrbare Kapitalien oder Arbeitskraft eine Rolle spielen.

Wenn nun auch der Freihandel keineswegs die Herrschaft der freien Konkurrenz verbürgt, wenn man von einer neuen Epoche monopolistischer Organisation in der Industrie reden kann, der sich auch England nicht entzieht, so bleibt doch anzuerkennen, daß der Freihandel die Ausdehnung der Monopolorganisationen und vor allem ihre Macht, die Preise auf Kosten der Konsumenten zu erhöhen, wesentlich einschränkt.

Zürich. Prof. Dr. HEINR. SIEVEKING.

ERNST C. MEYER, Wahlamt und Vorwahl in den Vereinigten Staaten von Nordamerika. Ein Beitrag zur Verfassungsgeschichte der Union, insbesondere zur Geschichte der jüngsten Verfassungsreformen. (Beiträge zur Kultur- und Universalgeschichte, herausgegeben von KARL LAMPRECHT, Heft 5.) Leipzig, R. Voigtländers Verlag, 1908. XVII und 210 S.

Es sind nicht eigentlich nur wissenschaftliche Zwecke, die der Verfasser mit der vorliegenden Arbeit verfolgt. Er möchte gleichzeitig politisch wirken im Sinn jener Bemühungen um eine Regeneration des amerikanischen Staatslebens, die seit der Präsidentschaft des Reformers Rooseveldt einen so gewaltigen Aufschwung genommen haben, und die nach M.s eigenen Worten darauf hinauslaufen, die Union zum erstenmal zu einer wirklichen Demokratie zu machen (S. X).

Wieso und warum sie das bisher nicht war, lehrt zunächst ein Überblick über die Organisation des amerikanischen Wahlen- und Ämterwesens, das sehr klar und mit gründlicher Kenntnis der überaus komplizierten Materie geschildert wird. Bekanntlich wird ein unverhältnismäßig großer Teil der Staats- und Kommunalämter in der Union durch direkte Volkswahlen auf meist sehr kurze Frist besetzt. Das scheint den Einfluß des Volkes zu gewährleisten. Da aber die Wähler eigentlich immer streng nach Parteirücksichten stimmen und vielerorten eine der großen Parteien absolut überwiegt, z. B. im ganzen Süden die demokratische, so liegt die wirkliche Entscheidung meist in der Aufstellung der Kandidaten durch die Parteien, in der sogenannten Vorwahl. Diese nun erfolgte lange ausschließlich auf indirektem Weg. Es bildete sich zum Zweck der Auslese geeigneter Leute ein äußerst kunstvolles System übereinander aufgebauter Delegiertenversammlungen (conventions), von denen die unterste für Grafschaft oder Stadtviertel wenigstens noch von den Parteimitgliedern der Urwahlbezirke im caucus gewählt, jede höhere immer aus der nächst niederen genommen wurde. Natürlich verloren die Delegierten je weiter hinauf, desto mehr die wirkliche Fühlung mit der Masse des Volks. Der Beeinflussung, dem

Kuhhandel, den der Amerikaner mit liebenswürdigerem Bild log-rolling heißt, womöglich der Bestechung waren Tor und Tür geöffnet. Die sogenannte „Maschine“, die „Bosses“ und durch sie Großkapital und Großindustrie entschieden. Man braucht, um Beispiele dafür zu finden, nicht einmal in die Geschichte von Städten oder Einzelstaaten hinabzusteigen. Ein Blick auf die Präsidentenwahlen genügt. Wie oft hat der „Nationalkonvent“, die höchste Delegiertenversammlung, der Partei an Stelle verdienter Führer einen wesentlich unbedeutenderen oder unbekannteren Kandidaten präsentiert, der den maßgebenden Interessen persönlicher oder geschäftlicher Art weniger im Weg stand! Das System mache große Männer klein und kleine groß, sagte Daniel Webster, selbst einer der Enttäuschten; und noch Rooseveldt verdankte die Präsidentschaft nur dem Zufall der Ermordung Mc Kinleys. Seine Aufstellung als Vizepräsident war geradezu in der Absicht erfolgt, seine Chancen für Erlangung der höchsten Würde zu verschlechtern, weil im allgemeinen der Vizepräsident in seinem bloß ornamentalen Amt keine rechte Gelegenheit hat, sich Gunst und Einfluß zu gewinnen (S. XI).

Natürlich wurde die Bedeutung der Vorwahl, die Gefahr von Mißbräuchen dabei von den Staatsmännern der Union sehr früh erkannt. Wir haben die auf den ersten Blick überraschende Erscheinung, daß, obwohl es sich anscheinend um eine bloße Privatsache der Parteien handelt, doch fast überall die staatlichen Gewalten sich mit der Frage beschäftigt, sogenannte Caucusgesetze erlassen haben, z. B. indem sie die Kosten des Vorwahlverfahrens auf die öffentlichen Kassen übernahmen. Doch war der Gedanke zunächst nur, das alte System mit stärkeren Garantien zu umgeben, eine freiere Entscheidung der Urwähler sowie größere Pflichttreue der Delegierten zu sichern; und nach der Richtung gab es ein Fiasko. Der Einfluß der großkapitalistischen Interessen wuchs immer bedrohlicher an. Man mußte andere Mittel suchen, ihm beizukommen. In den letzten 14 Jahren ist deshalb eine Bewegung entstanden mit dem Ziel, die indirekte Vorwahl ganz zu beseitigen und die Kandidaten direkt von den Urwählern in Zettelwahl aufstellen zu lassen. Dies Verfahren war seit 1860 in der pennsylvanischen Grafschaft Crawford in Gebrauch gewesen und hatte sich namentlich seit Anfang der 80er Jahre auch anderswo hier und da, z. B. in Boston, durchgesetzt. Immerhin würde sein Wirkungskreis vielleicht noch lange ein beschränkter geblieben sein, wenn nicht seit 1896 der eigentliche Held unseres Buches, dessen Bild dem Titelblatt vorgesetzt ist, der spätere Gouverneur von Wisconsin La Follette eine starke Intelligenz und ein starkes Temperament für die Sache eingesetzt hätte, die er und seine Leute als „die politische Hauptreform der Gegenwart“ betrachtet wissen wollen. Schon 1898 konnte ein eigener Nationalverein zur Förderung der direkten Vorwahl begründet werden; wie in den Volksversammlungen und Zeitungen kam es zu Debatten auch in den Legislaturen, und die Debatten verdichteten sich am Ende trotz allen Widerstandes der Interessierten zu Beschlüssen. Schon 1902 erließ Mississippi als erster Staat ein Gesetz, das die direkte Vorwahl für sein ganzes Territorium und für alle Wahlämter einführte.

Seitdem bis 1908 sind elf weitere Staaten, darunter natürlich Wisconsin, die Heimat der Agitation, dem Beispiel gefolgt, andere haben das „Crawfordsystem“ wenigstens für gewisse Ämter, gewisse Bezirke oder fakultativ eingeführt, und jedenfalls scheint ihm die nächste Zukunft zu gehören.

Daß dabei auch hier allerlei Schwierigkeiten sind, wird in unserem Buch nicht verhehlt. Es fragt sich namentlich, wie die Legitimation als Parteimitglied geregelt und welche Bedingungen für die Kandidatur gesetzt werden sollen, um den Wettbewerb zu vieler mit der daraus resultierenden Stimmenzersplitterung zu vermeiden. Aber der Verfasser erörtert sehr verständig die beste Lösung dieser Probleme und macht außerdem den beachtenswerten Vorschlag, zur Ersparung von Zeit und Geld für Volk und Behörden direkte Vorwahl und Wahl, die einstweilen noch durch Wochen oder gar Monate voneinander getrennt sind, einfach auf denselben Tag anzusetzen. Man braucht nur zu bestimmen, daß dem Kandidaten, der die relative Majorität innerhalb seiner Partei erlangt hat, die Stimmen seiner unterlegenen Mitbewerber hinzuzuzählen sind und so das Gesamtvotum der einen dem Gesamtvotum der andern Partei gegenübergestellt wird.

Endlich legt M. großen Wert noch auf einen Punkt, der in der Tat als sehr wichtig bezeichnet werden darf. Bekanntlich wird der Senat, das Bundesoberhaus, dadurch gebildet, daß die Legislatur jedes Einzelstaates zwei Vertreter immer auf 6 Jahre wählt. Die so vom Volk wenig abhängigen Senatoren haben sich im Lauf der letzten Jahrzehnte mehr und mehr als Träger großkapitalistischer Interessen erwiesen, z. B., wie gerade wir Deutschen wissen, in allen Tariffragen. Die Klagen darüber sind sehr alt. Zu ihrer Beseitigung hat man vorgeschlagen, die Senatoren direkt vom Volk wählen zu lassen, und das Bundesunterhaus hat einen entsprechenden Antrag mehrfach, 1900 fast einstimmig, mit 244 gegen 15 Stimmen, angenommen. Der Senat jedoch hat ihn jedesmal abgelehnt, und bei den vielen Kautelen, mit denen die Union eine Verfassungsänderung umgibt, läßt sich voraussagen, daß der gerade Weg in absehbarer Zeit nicht zum Ziel führen würde. Wohl aber ist ohne viel Schwierigkeiten etwas Ähnliches auf dem Umweg über die Vorwahl zu erreichen. Die demokratische Partei hat in einigen Südstaaten seit langem ihre Urwähler über die besten Senatskandidaten befragt, indem ihre Mitglieder in der Staatslegislatur den vom Volk bezeichneten dann gleichsam nur noch den formellen Segen geben, und durch die neuen Vorwahlgesetze ist dies Verfahren weiter ausgedehnt worden. Wenn dabei in einzelnen gesagt wird, daß die Abstimmung über die Kandidaten für das Bundesoberhaus nur den Zweck einer Feststellung der öffentlichen Meinung haben solle, so bedeutet das einen ganz äußerlichen Vorbehalt, um jeden Angriff wegen Verfassungswidrigkeit auszuschließen. Der Effekt bleibt derselbe. Wenigstens eine Minorität des Senats wird bereits jetzt faktisch vom Volk gewählt. Der Verfasser hofft nun, daß infolge weiterer Ausdehnung des direkten Vorwahlsystems diese Minorität allmählich eine Majorität werde, und verspricht sich gerade davon eine „gewaltige Umwälzung der Zustände in der Bundesregierung“, die Vernichtung des Boßtums

mit allen seinen Konsequenzen, jene Herstellung des reinen demokratischen Prinzips, deren ich eingangs gedachte.

Vielleicht, sogar wahrscheinlich ist das zu optimistisch. Überhaupt fragt man sich manchmal, ob die gewiß große Bedeutung der technischen Wahlfragen vom Verfasser nicht doch noch überschätzt wird. Aber mag die weitere Entwicklung auch manche seiner Hoffnungen und Voraussagungen nicht rechtfertigen, in jedem Fall verdient er Dank, durch sein kenntnisreiches und frisch geschriebenes Buch die Aufmerksamkeit der deutschen Leserwelt auf die interessanten Reformversuche in seiner Heimat hingelenkt zu haben.

Danzig. FRIEDRICH LUCKWALDT.

GERMAIN MARTIN et PAUL MARTENOT, *Contribution à l'histoire des classes rurales en France au XIXe siècle. La Côte d'Or.* (Étude d'économie rurale.) Bibliothèque de l'Université de Dijon publiée par la Revue bourguignonne. Dijon-Paris, Champion, 1909, XXII—572 p., in-8°.

Ce gros livre n'est pas à proprement parler un livre d'histoire, quoiqu'en dise son titre; c'est avant tout une description de l'état actuel de l'agriculture en Bourgogne. Ses auteurs se sont préoccupés bien plutôt d'exposer les données géologiques de l'industrie agricole dans la Côte d'Or, que de suivre l'évolution des divers phénomènes dont est formée cette industrie au cours d'une période déterminée. Il est vrai qu'au point de vue agricole, tout reste à faire en histoire, et si la révolution agraire, que constituent, entre autres mesures d'économie agricole, la vente des biens nationaux et le partage des communaux, à la fin du XVIIIe siècle, peut servir de date initiale pour un travail d'histoire économique moderne, on a trop peu de matériaux publiés, trop peu de monographies de détail concernant cette révolution et la période immédiatement postérieure pour permettre l'élaboration d'une sérieuse synthèse économique. C'est le cas de MM. G. MARTIN et P. MARTENOT, qu'a d'autre part desservi, pour les dernières années de leur exposé, l'absence de statistiques agricoles postérieures à l'année 1892; des investigations personnelles, des renseignements privés leur ont toutefois permis de combler sur plus d'un point leurs trop visibles lacunes; il est cependant étonnant qu'ils n'aient pas songé à explorer la série F^{10} des Archives nationales. D'autre part, on regrettera que leur plan reste si peu cohérent, et, dans le détail, si peu clair, qu'ils coupent leur exposé de généralisations inutiles, qu'ils rapprochent des éléments hétérogènes.

La première partie de leur travail décrit l'habitat, et traite de la répartition de la population et de la propriété: l'impression, — c'est ce mot qu'il faut précisément employer, — des auteurs est qu'il y a en Côte-d'Or tendance au morcellement, la moyenne des parcelles étant de 37 ares, lorsque le moyenne générale pour la France est de 39. Dans la seconde partie, ils étudient la mise en valeur: d'abord les modes d'exploitation, parmi lesquels prédomine le faire-valoir direct (78 %), tandis

que le métayage disparaît, les progrès de la petite et de la moyenne culture arrivant à augmenter le rendement grâce aux engrais, au draînage, aux machines; puis l'emploi des capitaux en agriculture, sur lequel, faute de comptabilités fermières sérieuses, nos auteurs nous donnent très peu de renseignements; enfin, la production (élevage; céréales; houblon; cassis; cultures maraîchères et horticoles; osier; tabac; bois; vigne), avec, sur chacun de ses aspects, des renseignements techniques abondants. Dans la troisième partie est abordée l'étude du marché, avec un exposé des méthodes de vente par catégorie de produits, et un essai, beaucoup moins fouillé, beaucoup moins probant, sur les relations entre le marché, les prix et la valeur des terres. La quatrième partie est consacrée à la condition des producteurs, et c'est là qu'on trouve non seulement des indications sur les coopératives et les syndicats, qui auraient dû être rapprochées du chapitre sur les modes d'exploitation, mais encore un chapitre, instructif souvent dans le détail, sur les salaires, qui aurait été beaucoup mieux à sa place dans la partie où est traitée la mise en valeur.

Sont-ce là chicanes sans portée? Je ne crois pas: sans imposer aux travailleurs une méthode rigide et étroite, on peut souhaiter qu'ils cherchent à grouper les faits ou les séries de faits de la façon la plus propre à répondre aux questions de ceux qui ont le souci de trouver dans l'activité économique des règles scientifiques constantes: la synthèse suppose l'analyse; encore faut-il que l'analyse soit précise et logique.

Paris. GEORGES BOURGIN.

HEINRICH LÜBBERING, Dr., Das Finanzwesen des Provinzialverbandes Westfalen [8. Heft der Abhandlungen aus dem staatswissenschaftlichen Seminar zu Münster i. W.]. Verlag von C. L. Hirschfeld, Leipzig 1909.

„Man kann ohne jede Übertreibung sagen," — so hieß es kürzlich im preußischen Abgeordnetenhaus — „daß der Schwerpunkt der wirtschaftlichen und kulturellen Entwicklung des Landes in der Tätigkeit der Kommunalverbände liegt, der engeren und der weiteren, der Gemeinden, Kreise und Provinzen"; einen statistischen Beleg hierfür gibt oben genanntes Werk wenigstens für eine preußische Provinz, die Provinz Westfalen.

In kurzen, sicheren Strichen zeichnet der Verfasser einleitend die Entwicklung des Provinzialverbandes Westfalen aus einem Verband der Stände zu einer Zusammenfassung der Kreisverbände, die Entwicklung des Provinziallandtages aus einer Vertretung der einzelnen Provinzialangehörigen zu einer solchen der Kreise (S. 15). Im zweiten Teile, dem eigentlichen Kern der Arbeit, gibt der Verfasser nach einer kurzen Vorausschickung der formalen Ordnung des Finanzwesens einen Überblick über das eigentliche Finanzwesen des Provinzialverbandes in Einnahme und Ausgabe.

Interessant sind die Angaben über die Höhe der Dotationen und Subventionen, die der Staat dem Provinzialverbande zur Erfüllung der jenem überwiesenen, ehemals staatlichen Aufgaben zukommen ließ; weitere Angaben finden sich über die Einnahmen aus Provinzialsteuern und privatwirtschaftlichen Betrieben (Grundvermögen, Landesbank und dergleichen). Die Ausgaben sind teils sozialer, teils wirtschaftlicher Art. Die soziale Fürsorge erstreckt sich auf Geisteskranke und unheilbar Kranke, auf Taubstumme und Blinde, auf Hebammenunterricht und vor allem auf das Armenwesen der sogenannten Landarmen, d. h. derjenigen Hilfsbedürftigen, die keinen Unterstützungswohnsitz besitzen; die Sorge für das wirtschaftliche Gedeihen der Provinz umfaßt Aufwendungen für Bau und Unterhaltung von Landstraßen und Kleinbahnen, Aufwendungen für Landwirtschaft und Gewerbe, endlich auch für Kunst und Wissenschaft. Den Schluß des Werkes bildet eine Zusammenfassung der derzeitigen Vermögenslage des Provinzialverbandes Westfalen.

So gibt uns die Arbeit ein Bild von der Bedeutung eines preußischen Provinzialverbandes für die wirtschaftliche und kulturelle Entwicklung des ganzen Landes, ein Bild von der Tendenz preußischer Gesetzgebung, einen immer größeren Kreis von Aufgaben, die bis dahin zentralistisch vom Staate erfüllt wurden, auf die Kommunalverbände zu übertragen. Der Verfasser hat sich dieser Aufgabe mit großem Geschick unterzogen; seine Darstellung ist klar und übersichtlich, und die in den Text eingestreuten tabellarischen Übersichten geben wertvolle Ergänzungen seiner Ausführungen. Doch dürfen neben diesen Vorzügen einige kleinere Mängel nicht unerwähnt bleiben. So würde die Angabe der Aufgaben, die den Provinzialverbänden in Preußen durch Gesetz übertragen worden sind, richtiger am Anfang der Schilderung der Ausgaben (unter „I. Allgemeines“, S. 72/3) gebracht sein; vor allem würde aber der Wert der Tabellen ganz außerordentlich gewonnen haben, wenn der Verfasser nicht nur die tatsächliche Steigerung in absoluten Zahlen, sondern zugleich ihr prozentuales Anwachsen gegeben hätte.

D. Dr. TRAUTMANN.

GÜTERMANN, EUGEN, Dr., Die Karlsruher Brauindustrie. (Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen X. Band, IV. Heft.) Karlsruhe, Braunsche Hofbuchdruckerei, 1909. 63 S. 2 Mk.

Das Karlsruher Bierbrauergewerbe ist erst im Anfang des 19. Jahrhunderts zu einiger Bedeutung gelangt, hat aber dann noch, mit Ausnahme des Verlagssystems, das in diesem Gewerbe kaum irgendwo vorgekommen sein dürfte, so ziemlich alle Organisationsformen durchlebt, die das deutsche Gewerbe kennt. Zu Anfang des Jahrhunderts bestand noch keinerlei Organisation der Karlsruher Brauereien. Ihre Zahl war dazu viel zu klein; 1813 wurden fünf und 1815, also hundert Jahre nach der Gründung der Stadt, acht Brauereien gezählt.

Erst 1817 kam es auf Wunsch des Stadtamts wegen der rasch steigenden Zahl der Brauereien zur Gründung einer Zunft oder vielmehr zur Einverleibung in die der Küfer. Die Brauerzunft bestand bis zur Einführung der Gewerbefreiheit und war trotz ihrer späten Gründung so sehr auf Konkurrenzregulierung bedacht wie ihre spätmittelalterlichen Kollegen. Das vom Verfasser gut gezeichnete Bild dieser Zustände wäre noch schärfer geworden, wenn auch das Gewerberecht der badischen Konstitutionsedikte von 1807 und 1808, die so merkwürdig wenig von den einstigen agrarphysiokratischen Neigungen des Großherzogs Karl Friedrich verraten und einseitig das städtische Gewerbe begünstigen, mitbenützt worden wäre. Nach der Aufhebung der Zunft stellte nur noch eine lose Genossenschaft einigen Zusammenhalt unter den Karlsruher Brauern her. Gleichzeitig beginnt der Übergang zum Großbetrieb. Die Einführung der Eismaschine bewirkt diese Umbildung; die Maschine hat also auch hier, was bekanntlich BÜCHER bestreitet, erst den eigentlichen „Fabrik"betrieb hervorgerufen. Nunmehr setzt in den 70er Jahren ein heftiger Konkurrenzkampf ein; die „Hektoliterwut" der Brauereien überbietet sich auf der Jagd nach Wirtskunden in Gewährung aller möglichen Vorteile. Die Mißstände, die aus dieser gegenseitigen Unterbietung erwachsen, zeitigen den Kartellgedanken; die Erhöhung der Biersteuern, der Gerstenzölle, die Preissteigerung der Löhne und Rohprodukte usw. vollenden den Zusammenschluß. Die folgende Entwicklung, die der Verfasser in einem allgemeinen Überblick über die deutschen Verhältnisse insgesamt schildert, sind von großem theoretischen Interesse, doch hat der Verfasser die prächtige Gelegenheit zu theoretischen Vergleichen der Organisationsformen nicht benützt. In rascher Folge bilden sich nämlich Ideen aus, wie sie die Zünfte vertreten hatten. Die ersten Kartellverträge zeigen davon noch wenig; das wichtigste ist das Verbot der Preisunterbietung durch Einführung von Normalpreisen. Bald aber steigt die Zahl der Bestimmungen. Besonders charakteristisch ist der sog. Kundenschutz, der nicht etwa den Schutz der Kunden vor Ausnützung, sondern den Schutz der Brauereien gegen Wegfangen der Kunden durch andere Brauereien bedeutet, einer Brauerei also ihren Kundenbestand sichert und das oft in Formen, die den Kunden in seiner Freiheit ganz empfindlich einschränken. Die Zeit der oben erwähnten Kundenverwöhnung, die der Verfasser m. E. überstark betont, während er die heutige Zwangslage der Kunden nur ganz kurz streift, ist jetzt vorbei. Was vollends neuerdings — ich habe solche „Bierverträge" gelesen — den Kunden an Bedingungen zugemutet wird, bedeutet geradezu eine Einschränkung der persönlichen Freiheit. Zum Syndikat mit Kontingentierung der Produktion der einzelnen Brauereien ist es bis jetzt nicht gekommen und wird es nach Ansicht des Verfassers auch nicht kommen. Ja es hat sogar der Kundenschutz die Existenz der kleineren und mittleren Brauereien noch weiter gefristet. Trotzdem gehen sie an Zahl zurück, weil die Großbrauereien durch Ankauf der kleineren Betriebe die zu deren Schutz vorgesehenen Bestimmungen umgehen. Dasselbe Vorgehen war auf anderen Gebieten der Anfang zum Syndikat. Das Kartell erweist sich so als die moderne

Zunft des Großbetriebs. Der Verfasser hat diesen kapitalistischen Zug der Entwicklung gut herausgearbeitet, aber freilich auch manche Fragen, die zu berücksichtigen gewesen wären, kaum gestreift. So bringt er z. B. über die Lage der Brauereiarbeiter nur aus der Zunftzeit einige Ausführungen, erwähnt dann aber die Arbeiter überhaupt nicht mehr. Ein Formfehler, der in wissenschaftlichen Veröffentlichungen nicht geduldet werden sollte, ist der gänzliche Mangel an Quellen- und Literaturbelegen im Text; 11 sehr summarische Zeilen „Literaturverzeichnis" das ist alles. Wer über irgend einen Punkt Näheres wissen will, ist völlig auf eigenes Suchen angewiesen. Trotz dieser Ausstellungen möchte ich nicht unterlassen, zu betonen, daß die lebendig und anschaulich geschriebene Arbeit einzelne sehr gute Partien enthält.

Freiburg i. Br. H. FLAMM.

Tübinger Staatswissenschaftliche Abhandlungen. Herausgegeben von Dr. CARL JOHANNES FUCHS, ord. Prof. der Volkswirtschaftslehre an der Universität Tübingen. 2. Heft. WERNER BRENNECKE, Die Landwirtschaft im Herzogtum Braunschweig. VIII und 115 S. 3. Heft. GISBERT LINNEWEBER, Die Landwirtschaft in den Kreisen Dortmund und Hörde. X und 164 S. Stuttgart, Verlag von Ferdinand Enke, 1909.

Die Landwirtschaft hat niemals eine interessantere Zeit, eine Zeit tieferer Umwälzungen durchgemacht als im verflossenen Jahrhundert. Wenn die Wirtschaftshistoriker sich mit diesem Problem noch nicht so viel wie mit der Gewerbe- oder der Arbeitergeschichte beschäftigt haben, so liegt dies wohl daran, daß bisher das Rohmaterial noch wenig aufgearbeitet, noch in rein technischer Betrachtungsweise für sie vergraben war. Unter diesem Gesichtspunkte ist es zu begrüßen, wenn in neuerer Zeit in Monographien die eigentümlichen Wesens- und Entwicklungszüge einzelner Landstriche aufgedeckt und damit für eine allgemeinere Betrachtung der Zusammenhänge Stoff geschaffen wird. Daß diese Beschreibungen sich meist an politische Bezirke, wie die Kreise in Preußen, halten, ist begreiflich und bis zu einem gewissen Grade berechtigt, weil die veröffentlichte Statistik sich an diesen Rahmen hält. Wissenschaftlich richtiger und ausgiebiger wäre freilich eine Schilderung nach natürlichen Wirtschaftsgebieten; das Urmaterial der Statistik würde, wie erst kürzlich ENGELBRECHT wieder gezeigt hat, reiche Ausbeute dafür geben. Freilich müßten die Bearbeiter dann an die ungedruckten Quellen. Auch sonst scheint mir der Wert solcher Monographien im wesentlichen darin zu liegen, daß der weite Rahmen der allgemeinen Statistik (insbesondere der gewöhnlich ausgeschlachteten Berufs- und Gewerbezählungen) durch individuelle Beobachtungen ausgefüllt wird.

Legt man diesen Maßstab an, so zeigt sich die Arbeit von BRENNECKE wenig ergiebig. Sie ist ein tüchtiges specimen eruditionis, eine Zusammenstellung fast nur gedruckten und meist leicht zugänglichen

Materials ohne wesentliche eigene Gesichtspunkte. Weder der analytische Teil noch die gelegentlichen historischen Bemerkungen zeigen einen Aufblick vom Schreibtisch auf das grüne Feld. Braunschweig ist ein typisches Rübenland; aber nur flüchtige Andeutungen belehren den Leser (so S. 20—21, 26), daß der Zuckerrübenbau seit der Aufhebung der alten Agrarverfassung den stärksten Antrieb zu einer inneren Umgestaltung der Landwirtschaft gegeben hat. Interessant ist die Mitteilung, daß die Konservenfabriken vielfach dem Landwirt das Kapital für die erst nach Jahren Erträgnisse einbringende Spargelkultur vorschießen; eines der wenigen Beispiele der Finanzierung landwirtschaftlicher Betriebe durch außenstehende, in diesem Falle weiterverarbeitende Unternehmer.

Reichhaltiger ist LINNEWEBERS Arbeit. Zwar ist auch hier ein wichtiger und umfassender Abschnitt, der über die Arbeiterfrage, im großen und ganzen nur ein Auszug aus früheren selbständigen Schriften (vor allem SCHLOTTERS); aber L. stellt sich doch ein Problem, statt in der trockenen Zustandsschilderung stecken zu bleiben. In einer Reihe von Einzelzügen ist, oft mit recht feiner Beobachtung, der Einfluß der Industrialisierung der behandelten Gegend auf die Landwirtschaft nachgewiesen. Ich hebe nur einiges hervor: die durch die industriellen Bodensenkungen verursachten widrigen Vorflutverhältnisse der Emscher (S. 6 ff.); die Rauchschäden (S. 16—17); der Einfluß der Straßenbahnen auf Siedlungsverhältnisse und Bildung von Konsumtionszentren (S. 26—27) und anderes mehr. Durchweg hat sich L. seinen unbefangenen Blick bewahrt. Das zeigt sich insbesondere in der kritischen Betrachtung der landläufigen Auffassung, daß die Industrie den Absatzmarkt für die umwohnenden Landwirte erweitere. Er weist einmal nach, wie sich „tote Punkte“ inmitten der verschiedenen Produktionszentren bilden, an denen der Landwirt nur Beeinträchtigungen durch die Ausbreitung der Industrie verspürt. Er zeigt weiter, wie der allmähliche Übergang zum Gemüse- und Hackfruchtbau gerade wieder durch die Industrie gehemmt wird; diese macht einmal ihre Arbeiter zu Parzellenbesitzern und Pächtern und damit zu eigenen Produzenten von Gemüse und Kartoffeln, ja schließlich zu Konkurrenten der Berufslandwirte. Weiter aber beziehen die Werke die Kartoffeln in großen Mengen von den mitteldeutschen Großbetrieben und machen auch so wieder der westfälischen Bauernwirtschaft Konkurrenz.

Bonn. W. WYGODZINSKI.

A. v. WITTE, Die Gewerkschaftsbewegung in Rußland. Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen, herausgegeben von KARL JOHANNES FUCHS, EBERHARD GOTHEIN, GERHARD v. SCHULZE-GÄVERNITZ. X. Band, 3. Ergänzungsheft. G. Braun, Karlsruhe 1909.

Eine Arbeiterbewegung gibt es in Rußland erst seit es der russischen Sozialdemokratie gelang, das Klassenbewußtsein der Arbeiter zu wecken. Die erste dauernde Arbeiterorganisation entstand in den 90er Jahren

des vorigen Jahrhunderts und befand sich in einem organisatorischen Zusammenhang mit dem „Allgemeinen Jüdischen Arbeiterbund“ — einer sozialdemokratischen Organisation. Den sozialistischen Gewerkschaften versuchten einige Beamte der Geheimpolizei, vor allem in Moskau, Arbeitervereine entgegenzusetzen, welche von der Regierung subventioniert wurden und deren Tätigkeit auch nach den Wünschen der Regierung geregelt werden sollte. Aber die Gewerkvereine verstanden ihre Forderungen auch unter dem Schutze der Regierung durchzusetzen; als dann die gleichen Bestrebungen des, von der Regierung unterstützten, Priesters Gapon mit dem furchtbaren Blutbad des 9./22. Januar 1905 ihr Ende gefunden hatten, zog sich die Regierung von den Arbeiterorganisationen zurück. Als auch für eine kurze Zeit die Sozialdemokratie aus theoretischen Erwägungen sich von der Gewerkschaftsbewegung fernhält, entstehen die ersten freien Gewerkschaften. Die Zeit der Revolution läßt viele neue Gewerkschaften aufkommen, die aber zum großen Teil verschwinden, als im Dezember 1905 die Gegenrevolution einsetzt. Hatten bisher die Gewerkschaften auf einem ungesetzlichen Boden gestanden, so bekommen sie nun eine gesetzliche Grundlage durch das Recht der Berufsvereine, die Koalitionsfreiheit, das Streikrecht. Zunächst setzt eine kräftige Entwickelung und Konsolidierung der Gewerkschaften ein, aber schon bald beginnen Polizei und Lokalverwaltungen, vor allem nach der Auflösung der zweiten Duma und nach dem Verfassungsbruch, die Gewerkvereine aufzulösen.

In der Bekämpfung der Gewerkschaften durch die Verwaltungsbehörden erschöpft sich auch heute noch das Verhältnis zwischen Regierung und Arbeiterorganisationen. Die Unternehmer betonen den Herrenstandpunkt; im übrigen haben sie es nicht nötig ihren Standpunkt zu präzisieren, da die Gewerkschaften wegen ihrer geringen Mitgliederzahl keine Bedeutung haben. Anfang 1907 hatten die russischen Gewerkschaften 246000, Anfang 1908 130000 Mitglieder, während es damals etwa $2^1/_4$—$2^1/_2$ Millionen Arbeiter gab. Die geringe Zahl der organisierten Arbeiter wird auf die Disziplinlosigkeit und auf den Mangel an Ausdauer des russischen Arbeiters zurückgeführt. Zum Teil hat sie ihre Ursache auch darin, daß die russische Sozialdemokratie die Gewerkschaften beherrscht und sie oft nur als eine Agitationsgelegenheit betrachtet. Nicht zu unterschätzen ist auch die Tatsache, daß ein großer — allerdings abnehmender — Teil der Arbeiterschaft entweder alljährlich zu den Erntearbeiten oder in größeren Zwischenräumen, aber dann für längere Zeit in ihr Heimatdorf zurückkehren und dadurch den Zusammenhang mit ihren Berufsgenossen verlieren.

Die Gewerkschaften sind nicht zentralistisch verbunden wie in Deutschland, sondern sind örtlich in Kartellen vereinigt; die wenigen zentralistischen Verbände mußten sich auflösen. Der Tätigkeitsbereich der Gewerkschaften ist in der Theorie sehr ausgedehnt: in Wirklichkeit müssen Resolutionen manche beabsichtigte Tat ersetzen. Unterstützungen an die Mitglieder, vor allem Streikunterstützungen, und Rechtsauskunft sind am meisten und allgemein ausgebildet.

Das Buch des Herrn v. Witte füllt in unserer volkswirtschaftlichen

Literatur eine Lücke aus, wie die meisten Werke über Rußland, die auf russischen Quellen beruhen. In diesem Falle sind zudem noch manche schwer zugängliche und seltene Quellen benützt worden. Das Material ist im allgemeinen sorgsam gesichtet, die Darstellung ist ruhig und objektiv.

Dr. W. HAMMERSCHMIDT.

G. KRIWTSCHENKO, Die ländlichen Kreditgenossenschaften in Rußland. Münchner Volkswirtschaftliche Studien, herausgegeben von LUJO BRENTANO und WALTER LOTZ. Hundertstes Stück. Stuttgart und Berlin, J. G. Cottasche Buchhandlung Nachfolger, 1910.

Die ländlichen Kreditgenossenschaften erreichen ihren Zweck, den Bauern einen billigen und zum Teil langfristigen Kredit zu gewähren, nur in unbedeutendem Maß. Das ist um so mehr zu bedauern, als der russische Bauer wegen seiner trostlosen Armut und wegen seiner Abhängigkeit von dem Wucherer eines uneigennützigen Kreditgebers ganz besonders bedarf.

Vor der Gründung der ersten Kreditgenossenschaften war der Wucherer der einzige ländliche Geldgeber; der Zinsfuß betrug 24 bis 96 % jährlich, im Durchschnitt 48 %. Für anständige Geldverleiher war das Risiko zu groß, welches teilweise in der Person der Schuldner, hauptsächlich aber in der durch die Bauerngesetzgebung bedingten Gebundenheit des bäuerlichen Besitzes lag. Zudem wurden viele Schulden zu Zwecken der Konsumtion aufgenommen. Die geringe Ertragsfähigkeit des Ackers und der Rückgang der Nebeneinkünfte aus der Heimarbeit ließen die Einnahmen des Bauern oft hinter den notwendigsten Bedürfnissen seiner Lebenshaltung zurückbleiben.

Einigen Menschenfreunden erschienen in den 60er und 70er Jahren des 19. Jahrhunderts die damals in Deutschland schon recht verbreiteten Gedanken und Organisationen von SCHULZE-DELITZSCH als eine geeignete Form zur Befriedigung des Kreditbedürfnisses der Bauern und als ein günstiges Mittel zur Bekämpfung des Wuchers. Sie wußten die Kaiserliche Landwirtschaftliche Gesellschaft in Moskau für ihren Plan zu interessieren, die zu diesem Zweck in Moskau ein Komitee und in Petersburg eine ungleich bedeutendere Abteilung ins Leben rief. Diese Petersburger Abteilung arbeitete ein Musterstatut für ländliche Kreditgenossenschaften aus, entfaltete eine rege agitatorische Tätigkeit und gewann die Regierung und vor allem die Landschaften (Semstwos) als Mitarbeiter.

Das Ergebnis dieser Bemühungen war die Gründung einer ungeheuren Zahl von Kreditgenossenschaften — ohne Rücksicht auf ein Bedürfnis und auf andere praktische Voraussetzungen. Die Folge war der Zusammenbruch vieler Genossenschaften: von 1568 genehmigten Vereinen bestanden im Jahre 1897 nur noch 704. Abgesehen von der eilfertigen Gründung waren die Ursachen der Zusammenbrüche die schlechte Verwaltung und die Prolongation der Schuldverpflichtungen.

Infolge des kulturellen Tiefstandes der Bauernbevölkerung war es sehr schwer, geeignete Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder zu finden. Und die Genossenschafter selbst — zum großen Teil Analphabeten — hatten für die Verwaltung kein Interesse; infolge der Gebundenheit des bäuerlichen Besitzes hatte die Solidarhaft wenig Bedeutung, und dadurch wurde das persönliche Verantwortlichkeitsgefühl der Genossenschafter gemindert. Die Prolongation der Schuldverpflichtungen hatte einen solchen Umfang angenommen, daß sie allmählich zum einzigen Aktivgeschäft geworden war. In einer bestverwalteten Genossenschaft wurden in 13 Jahren Rs. 520 888.— Darlehen gegeben und Rs. 486 912.— zurückgezahlt; da aber nur Rs. 46 772.— neu ausgeliehen und Rs. 12 796.— tatsächlich zurückgezahlt wurden, bestand der weitaus größte Teil der Geschäfte in Prolongationen. Die Genossenschaftsanteile selbst wurden meist nicht bar eingezahlt, sondern sie entstanden dadurch, daß dem Genossenschafter ein entsprechendes Darlehen gewährt wurde. Um diesen Schwierigkeiten im ländlichen Kreditgenossenschaftswesen zu steuern, griff der Staat mit seiner Gesetzgebung ein. Es wurde eine neue Form der Kreditgenossenschaft geschaffen, die Darlehenskasse, für welche der Staat das Grundkapital hergab. Ferner wurde ein Amt für kleine Kreditinstitute gebildet, eine Zentralstelle, welche die Genossenschaften mit Kapital zu versorgen, genossenschaftliche Propaganda zu treiben und Revisionen vorzunehmen hatte.

Die Folge der staatlichen Unterstützung war eine enorme Zunahme der ländlichen Kreditgenossenschaften, vor allem der Darlehenskassen, bei denen die Genossenschafter keine Geschäftsanteile zu zahlen hatten und trotzdem sofort Geld von der Staatsbank erhielten; 3000 Kreditgenossenschaften wurden in den Jahren 1897—1907 auf dem Lande gegründet. Es bestanden 1909: 3116 Darlehenskassen mit 1 553 126 Mitgliedern.

Die Kreditgenossenschaften umfassen im allgemeinen sehr große Bezirke und haben infolgedessen meist viele Mitglieder; durchschnittlich haben sie 498 Mitglieder, die älteren Vereine durchschnittlich 690 Mitglieder. In ihrer räumlichen Ausdehnung und in ihrer Mitgliederzahl liegt ihre Schwäche: die Verhältnisse des einzelnen Genossenschafters können von der Verwaltung nicht dauernd beobachtet werden. Aber die Schwierigkeit, in einem kleinen Bezirke tüchtige Vorstandsmitglieder zu finden und Spargelder zu sammeln, und ferner die geringere Sicherheit, welche eine kleine Genossenschaft bietet, lassen die Genossenschaften in ihrer jetzigen Größe bestehen.

Der Größe der Genossenschaften nach Zahl der Mitglieder und nach der räumlichen Ausdehnung entspricht der Umfang der Geschäfte keineswegs. Die Darlehenskassen hatten 1909 ein Grundkapital von durchschnittlich Rs. 2350.—; auf jeden Genossenschafter kamen Rs. 5.—. Von den staatlich genehmigten Rs. 70 Millionen Kredit hatten sie nur Rs. 43,2 Millionen ausgeliehen. Von dieser Summe waren aber Rs. 14,9 Millionen Darlehen der Staatsbank, so daß die Darlehenskassen selbst nur Rs. 28,3 Millionen oder Rs. 18.— auf das Mitglied an Spargeldern herangezogen hatten. Die geringe Summe der Spargelder hat ihren Grund vor allem in der Mittellosigkeit der Bauern,

aber auch in der geringeren Sicherheit der Genossenschaften und in der Konkurrenz der staatlichen Sparkassen.

Die Darlehen der Staatsbank sind kurzfristige Kredite an die Genossenschaften, welche wegen ihrer Kurzfristigkeit (allermeist höchstens 9 Monate) der Genossenschaft und deren Schuldnern nur wenig nützen können und andererseits die Genossenschaften von der wirtschaftlichen Politik der Regierung abhängig machen. Im ganzen kann man sagen, daß die Kreditgenossenschaften über ungenügende Betriebsmittel verfügen, welche zudem teuer und wegen ihrer Kurzfristigkeit für die Zwecke der Genossenschaften wenig geeignet sind.

In der Kreditgewährung kann die Bedeutung der Kreditgenossenschaften für die dauernde Hebung der bäuerlichen Verhältnisse ebenfalls nicht besonders hoch angeschlagen werden. Die Kredite sind klein — durchschnittlich 40—50 Rubel —; sie sind ferner teuer und meist, wie die Darlehen des Staates, kurzfristig. Durch die Kurzfristigkeit der Darlehen wird der Bauer häufig wieder in die Hände des Wucherers getrieben. 75 % der zurückgezahlten Darlehen werden innerhalb eines Monats von denselben Genossenschaftern wieder aufgenommen. Wenn auch das Bestreben besteht, Darlehen nur für produktive Zwecke zu gewähren, so kann die Verwendung des Geldes nur schwer kontrolliert werden, und ein bedeutender Teil der Darlehen wird auch noch heute zu konsumtiven Zwecken ausgegeben.

Ein kleinerer Teil der Genossenschaften ist in einigen Verbänden zusammengefaßt, deren Tätigkeit bisher nicht erfolgreich war. Sie lassen bei den Genossenschaften Revisionen vornehmen und bemühen sich, für ihre Mitglieder das Bezugsgeschäft zu organisieren.

Zusammenfassend wird man als die Schwächen der ländlichen Kreditgenossenschaften ansehen müssen: die große Armut der Bevölkerung und die dadurch bedingte Geringfügigkeit der Kapitalien auf dem Lande; die unzweckmäßige Form der staatlichen Darlehen; die Gebundenheit des bäuerlichen Besitzes, wodurch die Genossenschaft die vorhandenen Kapitalien als sachliche Grundlage nicht benützen kann.

Die Schrift ist objektiv und sachkundig geschrieben.

Mannheim. Dr. W. Hammerschmidt.

Bei der Redaktion sind zur Besprechung eingelaufen:

J. Lulvès, Die Machtbestrebungen des Kardinalats bis zur Aufstellung der ersten päpstlichen Wahlkapitulationen. Rom, Löscher & Co.

A. Zumbusch, Siedlungsgeschichte des Kreises Grevenbroich und der näheren Umgebung. Menden i. W., W. Riedel.

E. Goller, Jakob Henot († 1625), Postmeister von Köln. Ein Beitrag zur Geschichte der sogenannten Postreformation um die Wende des 16. Jahrhunderts. Bonn, C. Georgi.

A. Vetter, Bevölkerungsverhältnisse Mühlhausens i. Th. im 15. und 16. Jahrhundert. Leipzig, Quelle & Meyer.

H. Albert, Die geschichtliche Entwicklung des Zinsfußes in Deutschland von 1895—1908. Leipzig, Duncker & Humblot.

H. Niehuus, Geschichte der englischen Bodenreformtheorien. Leipzig, C. L. Hirschfeld.

Adam, Württembergische Landtagsakten 1593—1598. Stuttgart, W. Kohlhammer.

Rapp, Die Württemberger und die nationale Frage, 1863—1871. Stuttgart, W. Kohlhammer.

Swart, Zur friesischen Agrargeschichte. Leipzig, Duncker & Humblot.

Fabian-Sagal, Albert Schaeffle und seine theoretisch-nationalökonomischen Lehren. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

Prims et Smeesters, Les nations d'Anvers. Anvers, G. Köhler.

M. Fleischmann, Wörterbuch des deutschen Staats- und Verwaltungsrechts. Tübingen, Mohr.

C. Kaiser, Die Wirkungen des Handwerkergesetzes in Württemberg und Baden. Stuttgart, F. Enke.

Polsters Jahrbuch für Ansiedlungen für Industrie-, Wohn- etc. Zwecke, Bauländereien, Verkehrs- und Kraftanlagen. Leipzig, L. Degener.

Hoppeler, Die Rechtsquellen des Kantons Zürich. I. Öffnungen und Hofrechte. 1. Adlikon bis Bertschikon. Aarau, R. Sauerländer & Co.

Graf, Die soziale und wirtschaftliche Lage der Bauern im Nürnberger Gebiet zur Zeit des Bauernkrieges. 56. Jahresbericht des Historischen Vereins für Mittelfranken. Ansbach, Brügel & Sohn.

F. Curschmann, Die deutschen Ortsnamen im nordostdeutschen Kolonialgebiet, Stuttgart, J. Engelhorn.

Acta Borussica. Getreidehandelspolitik. 3. Band. Die Getreidehandelspolitik und Kriegsmagazinverwaltung Preußens 1740—56. Von **W. Naudé** und **A. Skalweit.** Berlin, Paul Parey.

U. Stutz, Der Erzbischof von Mainz und die deutsche Königswahl. Weimar, H. Böhlau.

H. Bastgen, Die Geschichte des Trierer Domkapitels im Mittelalter. Paderborn, F. Schöningh.

E. Helbling, Das Oktroi der Stadt Freiburg i. B. in seiner geschichtlichen Entwicklung. Karlsruhe i. B., G. Braun.

L. Maaß, Die Brandgilden, insbesondere in Schleswig-Holstein. Stuttgart, F. Enke.

S. M. Mélamed, Der Staat im Wandel der Jahrtausende. Studien zur Geschichte des Staatsgedankens. Ebenda.

M. Schortmann, Die Zentralnotenbanken im Dienste der staatlichen Kassenverwaltung. Eine Untersuchung über die Beziehungen von Banken zu öffentlichen Kassen. Ebenda.

L. Stephinger, Der Grundgedanke der Volkswirtschaftslehre und die Rententheorie Ricardos. Ebenda.

F. Abel, Das Mühlengewerbe in Nassau-Hadamar und Diez. Stuttgart und Berlin, J. G. Cotta.

L. Schönberg, Die Technik des Finanzhaushalts der deutschen Städte im Mittelalter. Ebenda.

H. Eicke, Der ostpreußische Landtag von 1798. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.

K. Polenske, Der Baugläubigerschutz im Mittelalter und in der Neuzeit. Jena, G. Fischer.

H. Ellis, Geschlecht und Gesellschaft. Grundzüge der Soziologie des Geschlechtslebens. Deutsch von H. Kurella. Bd. 1. Würzburg, C. Kabitzsch (A. Stuber).

R. Bonin, Geschichte der Stadt Stolp. I. Stolp i. P., H. Langenhagen.

K. Frey, Wollmatingen. Beiträge zur Rechts- und Wirtschaftsgeschichte eines alemannischen Dorfes. Heidelberg, C. Winter.

S. Mondon, La grande charte de Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Texte Gascon du XIIe siècle. Paris, P. Geuthner.

W. Cohn, Die Geschichte der normannisch-sizilischen Flotte unter der Regierung Rogers I. und Rogers II. (1060—1154). Breslau, M. und H. Marcus.

C. Beurle, Die staatswirtschaftliche Bilanz eines Jahrhunderts. Linz, F. Steurer.

H. Kausen, Die Reichswertzuwachssteuer. Besprechung der Kommissionsbeschlüsse zweiter Lesung. Köln, P. Neubner.

A Suffolk hundred in the year 1283. Edited by **E. Powell.** Cambridge, University press.

C. Mollwo, Die wirtschaftliche Entwicklung der Industrie im Osten und ihre Einwirkung auf das Bevölkerungsproblem. Leipzig, C. L. Hirschfeld.

Württembergische Münz- und Medaillenkunde von **Christian Binder,** neu bearb. von **J. Ebner.** Stuttgart, W. Kohlhammer.

Absatzquellen für Schriftsteller. Herausgegeben von der Redaktion der Feder. Berlin, Federverlag (M. Hirschfeld).

D. v. Örtzen, Adolf Stöcker. 2 Bde. Berlin, Verlag der Vaterländischen Verlags- und Kunstanstalt.

Helmolds Chronik der Slaven. 3., neu bearbeitete Auflage von **B. Schmeidler.** Leipzig, Dyksche Buchhandlung.

K. Achtnich, Der Bürgerstand in Straßburg bis zur Mitte des 13. Jahrhunderts. Leipzig, Quelle & Meyer.

L. Rothschilds Taschenbuch für Kaufleute. Herausgegeben von Professor **Chr. Eckert.** Leipzig, G. A. Glöckner.

Th. Lindner, Weltgeschichte. Bd. 7. Stuttgart, J. G. Cotta.

Monumenta Boica. Neue Folge, 3. Bd. Urkunden des Hochstifts Eichstätt. München, Dr. Wildsche Buchdruckerei (Gebr. Parcus).

Quellenkunde zur Weltgeschichte. Herausgegeben von **P. Herre.** Leipzig, Dieterich (Th. Weicher).

Jahresbericht des Musealvereins für Waidhofen a. d. Ybbs und Umgegend (**E. Frieß,** Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der Eisenarbeiter in Waidhofen a. d. Ybbs). Waidhofen, Verlag des Musealvereins.

A. Ackermann, Münzmeister Lippold. Frankfurt a. M., J. Kauffmann.

Das hamburgische Pfundzollbuch von 1369. Bearbeitet von **H. Nirrnheim.** Hamburg, L. Voß.

E. Vischer, Die Lehrstühle an der theologischen Fakultät Basels seit der Reformation. Basel, Helbing & Lichtenhahn.

H. Keussen, Historische Topographie der Stadt Köln. 2 Bde. u. Atlas. Bonn, P. Hanstein.

Lenz-Festschrift, Studien und Versuche zur neueren Geschichte. Max Lenz zum 60. Geburtstage gewidmet von Freunden und Schülern. Berlin, Gebr. Pätel.

P. Kluckhohn, Die Ministerialität in Südostdeutschland. Weimar, H. Böhlaus Nachfolger.

G. Schnapper-Arndt, Beiträge zur Frankfurter Finanzgeschichte. Frankfurt a. M., H. Minjon.

B. Simmersbach, Die Entwicklung der Arbeiterverbände in der amerikanischen Eisenindustrie. Kattowitz O.-S., Gebr. Böhm.

Druck von W. Kohlhammer in Stuttgart.

Die Organisation und Gruppierung der Krongüter unter Karl dem Großen[1]).

Von

Dr. **Benno Steinitz** (Wien).

Allgemeine Bedeutung der Krongüter und ihrer Organisation zur Zeit Karls des Großen.

Es ist oft genug betont worden, daß die Krongüter im frühen Mittelalter die Grundlage der königlichen Existenz bilden[2]). Sie sind der Besitz des Königtums an Grund und Boden, durch Eroberung, Übertragung und Erbe erworben, von den Karolingern durch reiches Hausgut und Säkularisationen vermehrt.

Im Königtum aber manifestiert sich der Staat jener Zeit. Daher ist die königliche Privatwirtschaft auch die Wirtschaftsform des Staates. So dient das königliche Gut ebenso wie zur Bestreitung des Privataufwandes des Königs auch zur Erfüllung von Staatszwecken, indem Teile davon an Beamte als Besoldung vergabt oder sonst in beneficium gegeben werden, um durch ein persönliches Verhältnis zum König die Beliehenen zum Heeres-

---

1) Die Arbeit ist als Dissertation geschrieben und im Manuskript meinem Vater zu seinem 60. Geburtstag gewidmet. Den Herren Professoren Oswald Redlich und Alfons Dopsch bin ich für das liebenswürdige Interesse, das sie dem Fortgang der Arbeit entgegenbrachten, und für manchen höchst wertvollen Rat zu aufrichtigstem Dank verpflichtet.

2) Vgl. Inama-Sternegg, Deutsche Wirtschaftsgeschichte, I. Band bis zum Schluß der Karolingerperiode, 2. Aufl., Leipzig 1910, S. 387; Brunner, Deutsche Rechtsgeschichte in: Bindings Handbuch der Rechtswissenschaft II, Abt. I, 2 Bde.; 1. Bd., 2. Aufl., Leipzig 1906; 2. Bd., 1. Aufl., 1892, S. 71. Die Geschenke an den König bestanden wie die Lieferungen von den Krongütern meist in Naturalwerten; vgl. Ilse, Gesch. d. deutsch. Steuerwesens, Diss., Gießen 1844, S. 26, Anm. 109.

dienst zu verpflichten. Damit ist der erste Einteilungspunkt für das königliche Gut gegeben: 1. in Gut, welches zur Belohnung irgendwelcher Dienste (es bleibt sich gleich, ob dieselben privater oder staatlicher Natur sind) in beneficium gegeben wird (Benefizialgut); 2. in Gut, welches der König für seinen eigenen Bedarf bewirtschaften läßt (Fiskalgut)[1]. Wie von selbst ergibt sich durch diese Scheidung in Benefizial- und Fiskalgut eine gewisse Trennung im Privathaushalte des Königtums nach der Seite des Staatsbedürfnisses und des eigenen Gebrauches[2].

Karl verliert das Benefizialgut nicht aus den Augen, sucht wiederholt durch Bestimmungen in den Kapitularien dessen Entfremdung zu verhindern, fordert von den Königsboten schriftliche Berichte über Größe und Stand der verliehenen Güter und verlangt von dem Benefiziar sorgsame Bestellung, ja selbst Verbesserung des Gutes[3]. Er ergreift aber keine Maßregeln zu dessen innerer Organisation; seine wirtschaftlichen Organisationsbestrebungen bleiben im wesentlichen auf das im Eigenbetrieb der Krone bewirtschaftete Gut beschränkt, und so wird im weiteren fast ausschließlich von diesem die Rede sein. Hier hat aber Karl Großes geleistet. Nicht, daß er etwas Neues geschaffen hätte. In allen seinen Maßregeln liegt die Tendenz zur Fixierung und Weiterentwicklung bestehender Verhältnisse. Und so fügt sich seine Gestalt in die Notwendigkeit der Zeit. Die alten Volksverbände

---

1) Karl Gareis, Die Landgüterordnung Kaiser Karls des Großen, Berlin 1895. Einleitung S. 9 teilt ein in: Benefizial- und königliche Regiegüter (fisci).

2) Allerdings wurden auch, wie oben angedeutet, dem König persönlich geleistete Dienste durch beneficia entlohnt.

3) E. Mühlbacher, Deutsche Gesch. unter den Karolingern, in: Bibliothek deutscher Gesch., Bd. II, Stuttgart 1896, S. 294, will aus der häufigen Wiederholung solcher Bestimmungen auf ihre Erfolglosigkeit schließen. Ich glaube vielmehr darin eine größere Achtsamkeit der Verwaltung zu erblicken, die immer wieder die Übelstände, die ja in der Lage der Dinge begründet waren, zu beseitigen suchte. Die Forderung nach Verbesserung des Benefizialgutes (Boretius, Capitularia Regum Francorum, M. G. Leg. Sect. II, Tom. 1, S. 170, c. 4) zeigt, daß es um den Stand der Benefizien im allgemeinen nicht so schlecht bestellt war. Vgl. auch Roth, Gesch. des Benefizialwesens, Erlangen 1850. Die Benefizien wurden im 9. Jahrhundert die Grundlage der Heeresverfassung, S. 250.

hatten auf dem Boden römischer Kultur und römischer Großgrundherrschaft ihre Kraft verloren. Der Stand der Gemeinfreien, von Militär- und Gerichtslasten, die sich bei der Ausdehnung des Siedlungsgebietes und der politischen Unternehmungen immer drückender gestalteten, hart bedrängt, durch die Differenzierung der Bedürfnisse, die sich auf den Trümmern einer entwickelten Kultur ergeben mußte, in Armut getrieben, war in Zersetzung begriffen und sah sich genötigt, an der politisch und wirtschaftlich aufstrebenden Großgrundherrschaft einen Rückhalt zu suchen, sich in ihre Abhängigkeit zu begeben [1]). Dieser wurde aber durch die Verfügung über mehrere Arbeitskräfte die Extensität der Wirtschaft über unbebauten Boden und auch eine größere Differenzierung ermöglicht. Der wirtschaftliche Fortschritt des Volkes ruhte also wesentlich in ihren Händen [2]).

Vor allem aber ragte das Königtum an Grundbesitz hervor. Der frühmittelalterliche König ist seiner wirtschaftlichen Lage nach Großgrundbesitzer. Die wirtschaftspolitischen Maßregeln des Königs haben daher größtenteils einen privatwirtschaftlichen Charakter. Nicht lediglich, wie z. B. Karls Bemühungen um Einheit von Maß und Münze [3]), der allgemeine Preistarif, der auf der Frankfurter Synode 794 erlassen wurde [4]), aber gerade die organisatorischen Bestrebungen, sind hauptsächlich im rechtlichen wie im sozialpolitischen Sinne Verordnungen, wie sie in gleicher Weise die einzelnen Großgrundherrschaften erlassen

---

1) Unter dem Schutze des mächtigen Grundherrn war man auch gegen Beamtenwillkür gesichert. Besonders beliebt war die Übergabe an die Kirche, die dann das Gut gegen Entrichtung eines Zinses an den Schenker überwies. Dadurch wurden die öffentlichen Lasten abgewälzt, und eine solche Kommendation an die Kirche mag auch als gottgefällige Tat gegolten haben (Boretius S. 162).

2) Inama-Sternegg, Die Ausbildung der Großgrundherrschaften während der Karolingerzeit in: Schmollers Staats- u. sozialwiss. Forschungen, I. Bd., 1878. Dagegen weist Caro, Hist. Vierteljahrschrift, Bd. 6, S. 309 ff., Die Landgüter in den fränk. Formelsammlungen, die Verschiedenheit der Grundbesitzverteilung in den verschiedenen Territorien nach.

3) Cap. Mant., Bor. S. 190, c. 9 oder Bor. S. 52, c. 74 und viele andere Kapitulare. Cap. d. V., c. 9, Mustermaß in der Pfalz.

4) C. 4 des Frankfurter Kapitulars v. J. 794, Bor. S. 73.

konnten und erlassen haben, und es ist selbstverständlich, daß sie auf diese nicht ohne Wirkung bleiben konnten.

Die erste Periode der Herrschaft Karls des Großen ist von einer kriegerischen Politik erfüllt, die keine Muße zu wirtschaftlichen Bemühungen gewährte. Ein Einschnitt ließe sich vielleicht mit dem Jahre 794, dem Jahr der Frankfurter Synode, machen [1]). Von da an beginnt auch Aachen immer mehr zum fast ständigen Sitz des Reiches zu werden. Das Königtum verliert an Beweglichkeit; das Institut der missi dominici nimmt an Bedeutung zu. Nach Erlangung der Kaiserkrone, nach der vollständigen Niederwerfung der Sachsen wird der Unterschied gegenüber den ersten Jahren von Karls Regierung unmittelbar in die Augen springend. Der Friede nach außen, die fast schon zur festen Hauptstadt vorschreitende Stabilität im Innern, die erhöhte Bedeutung der missi dominici [2]) und die immer größer werdende Zahl von Verordnungen hängen miteinander zusammen und schaffen eine viel gesichertere Situation, als je im Frankenreich eine vorhanden war. Jetzt ist die Zeit zu einer wirtschaftlichen Organisationsarbeit im großen Stil gekommen, wie sie sich unsern Blicken im Capitulare de Villis enthüllt. Schon aus diesem ganz allgemeinen Grunde möchte ich dieses mit Gareis [3]) für die letzten Jahre der Regierung Karls fest-

---

1) Allerdings ist die Entwicklung durchaus eine allmähliche.

2) Vgl. Krause, Gesch. d. Instituts der missi dominici; Mitt. d. Inst. f. öst. Geschichtsforschung 1890, XI. Bd., S. 193 ff. mit Tabellen, der die Ansicht Waitz', Deutsche Verfassungsgeschichte, III. Bd., S. 193, daß die ständigen, ordentlichen Königsboten erst eine Einrichtung des Kaisers Karl sind, widerlegt; vgl. auch R. Sohm, Altd. Reichs- und Gerichtsverf., I. Bd., Weimar 1871, S. 481.

3) Gareis, Bemerkungen zum Cap. d. V. Karls des Großen, in: Germanist. Abhandlungen zum 70. Geburtstag K. v. Maurers, Göttingen 1893, bringt das Capitulare de Iustitiis Faciendis (811—13) und das Cap. Aquisgranense (Boretius 801—13, Gareis 813) mit dem Cap. d. V. in einen inhaltlichen und damit auch zeitlichen Zusammenhang. Das Cap. Aquisgr. ist nach seiner richtigen Argumentation jedenfalls nach dem Cap. d. V. entstanden; denn 1. ist c. 19 des ersteren ein Auszug aus den Bestimmungen des Cap. d. V., den Iudex betreffend, 2. scheint die Anrufung der Volksrechte im Cap. Aquisgr. auf eine Bekräftigung durch Gesetzeskraft der bereits privatrechtlich geordneten Verhältnisse hinzuzielen. Das Cap. d. I. F. ist aber meiner Meinung

setzen. So erfahren wir aus dieser Quelle eigentlich nur die Beschaffenheit der Organisation in den letzten Jahren Karls des Großen. Vielleicht, daß ihn die Weiterentwicklung, wie sie in den Friedensjahren möglich geworden war, zu einer Fixierung und Zusammenfassung veranlaßte. Denn nirgends trägt diese Arbeit den Stempel eines Reformationswerkes, und so wird man auch für die frühere Epoche gleiche oder wenigstens ganz ähnliche Verhältnisse annehmen dürfen.

Das ist das Wunderbare an Karls Gestalt, daß sie uns wie vielleicht kein anderer historischer Held in sympathischer Stärke und Gesundheit entgegentritt. Er arbeitet auf der gegebenen Grundlage weiter, überstürzt nichts, hastet nicht und schafft doch ein großes Kulturwerk. Die große Anlage seines Verordnungsstatutes für seine Krongüter ist durch ihre bloße Existenz ein deutlicher Beweis für seine tätige Tüchtigkeit. Wenn wir aber das einzelne betrachten, wenn wir sehen, wie er überall eine geordnete Verwaltung festlegt, wie er das Kleinste und Geringste beachtet, so werden wir Verständnis gewinnen für seinen Geist, für sein Genie, ein Genie, wie es eben ein naturalwirtschaftliches Zeitalter

---

nach nicht vor dem Cap. d. V. entstanden, wie Gareis annimmt. Im Cap. de I. F. wird von den Königsboten eine allgemeine descriptio der königl. Fiskal- und Benefizialgüter verlangt. Nun sagt Gareis, daß die genaue Buchführung der Iudices für die Zentrale nur dann einen Wert besessen haben könne, wenn die descriptio der Königsboten vorhergegangen wäre. Diese Beweisführung ist nicht richtig; denn 1. darf man nicht annehmen, daß die Buchführung und Rechnungslegung auf den Krongütern durch das Cap. d. V. erst eingeführt wurde; somit wird dieses Argument Gareis' hinfällig; 2. dokumentiert sich nach den Brevium Exempla (Boretius S. 250) die descriptio der Königsboten, da sie auch Angaben des jährlich wechselnden Wirtschaftsertrages macht, als eine Kontrolle für die Berichte der Iudices. Die Kontrolle muß aber nach den Einrichtungen, für die sie bestimmt ist, entstanden sein; 3. wäre es merkwürdig, daß die Königsboten im Cap. d. V. keine Erwähnung fänden, wenn ihre descriptio die Grundlage der Rechnungslegung der Iudices wäre. Der Zusammenhang der drei Kapitulare ist wahrscheinlich ein anderer. Im Cap. d. V. wird die Buchführung geordnet, im Cap. d. I. F. wird als Kontrolleinrichtung hierzu die descriptio der Königsboten eingeführt, im Cap. Aquisgr. der villicus (= iudex) ständig an den missus gebunden (c. 19, rationem misso nostro reddere). Die Reihe ließe sich also so aufstellen: Cap. d. V. ca. 810, Cap. d. I. F. 811/12, Cap. Aquisgr. 813.

braucht — ein Genie der Ordnung. Das zu zeigen, wird die Aufgabe der folgenden Kapitel sein.

Die Größe und wirtschaftliche Verfassung eines Fiskalbezirkes.

Wenn wir nach dem Cap. d. V. uns eine ganz allgemeine Vorstellung von einem fiscus machen wollen, so müssen wir uns einen großen Komplex von Ländereien vorstellen, der fast alles, was man zum Leben braucht, aus sich selbst hervorbringt. Die Vorwerke und unter eigenen Verwaltern, Meiern, stehenden Fronhöfe, die Kombination verschiedener landwirtschaftlicher und gewerblicher Produktionszweige [1]) beweisen eine große Ausdehnung des Gutes. In den Brevium Exempla [2]) können wir einiges für die Größe des Betriebes entnehmen; aber es wäre zu gewagt, wenn wir aus dem Ertrage oder nach dem Viehstande die Ausdehnung der einzelnen Güter berechnen wollten. Die Fehlermöglichkeiten wären zu groß, um der Rechnung auch nur einen Wahrscheinlichkeitswert zu sichern [3]). Lamprecht berechnet die Größe der fisci im Mosellande. Er kommt hierbei zum Resultate einer durchschnittlichen Größe von 1—2 Quadratmeilen für kleinere Fiskalbezirke. Für den Fiskus Sinzing an der Ahr berechnet er einen Flächeninhalt von 5—6 Quadratmeilen [4]), der sich in ununterbrochener Ausdehnung dahinzieht.

Die fisci konnten also von sehr verschiedener Größe sein,

1) Erstere nennt Lamprecht, Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter, 3 Teile in 4 Bänden, Leipzig 1885/86, S. 724, allseitig landwirtschaftliche, diese Sonderbetriebe.

2) Brev. Ex. ad describendas res ecclesiasticas et fiscales, Bor. S. 250.

3) Während heute nach Schlipf, Populäres Handbuch der Landwirtschaft, 15. Aufl., Berlin 1905, das 5—10fache der Aussaat geerntet wird, wird nach den Brev. Ex. z. B. c. 25 mehr als die Hälfte der Ernte zur Aussaat verwendet. Die Ertragsfähigkeiten sind enorm verschieden, und die Verschiedenheit des Bodens zur selben Zeit an verschiedenen Orten ist auch sehr groß. Auch ist auf die einzelnen Zahlen der Brev. Ex. (Gareis nennt sie teilweise fingiert, Landgüterordnung, Einl., S. 11) nicht unbedingt Verlaß.

4) Lamprecht a. a. O. I, S. 714; bei diesen Berechnungen ist aber die Fehlermöglichkeit zu beachten, die dadurch entsteht, daß L. 500 Jahre auseinanderliegende Dokumente benützt.

aber sie repräsentieren alle ein weit ausgedehntes, geschlossenes Wirtschaftsgebiet und haben so, das geht auch aus dem allgemeinen Ton des Cap. d. V. hervor, eine für sich selbst bestehende, in sich selbst ruhende Bedeutung. Sie sind für die Existenz des Königtums unerläßlich, aber über diese dienende Stellung hinaus erscheinen sie infolge ihrer Ausdehnung, ihres geschlossenen und wohlgeordneten Betriebes als wichtige Faktoren der nationalen Wirtschaft. Nur auf einem relativ großen Gebiete konnten Einrichtungen entstehen und von Wert sein, die der ganzen Fronhofsverfassung ihre Form gegeben haben. Und das ist das Wichtige, lassen wir auch die Anzahl der Quadratkilometer, der Scheffel Weizen und Stück Vieh beiseite, es ist kein Zweifel, daß der Fiskalbezirk, vielleicht stark durch seine Geschlossenheit bedingt, für die besprochene Wirtschaftsperiode von relativ großer Ausdehnung und Bedeutung war.

Für LAMPRECHT[1]) liegt der Hauptunterschied der großen Grundherrschaften und des Domanialgutes im wesentlichen darin, daß der Besitz ersterer Streubesitz[2]) ist, während die königlichen Fisci einen geschlossenen Bezirk bilden[3]), was er mit der verschiedenen Erwerbsart erklärt. Während geistliche und weltliche Großgrundherrschaften durch Erwerbung bald in diesem, bald in jenem Teile des Reichs entstanden sind, so sind die fisci „von römischer Zeit her übernommene, aus römischen Kulturmitteln geschaffene, nunmehr dem König anheimgefallene Staatsterritorien“[4]). Wenn wir in den Polyptycha der geistlichen Grundherren lesen, so tritt uns als das für die Verfasser Wichtigste entgegen, die Namen der Kolonen, ihre Verhältnisse und Dienstleistungen festzuhalten; sie verdanken ihren Ursprung „au besoin de fixer d'une manière définitive les droits d'une riche abbaye et les obligations de ses nombreux tenanciers“[5]). Ganz

1) LAMPRECHT a. a. O. I, 2, S. 738/39.

2) Vgl. auch INAMA a. a. O. S. 413, der aber diesen, für die Organisation höchst wichtigen Unterschied nicht so betont.

3) Wohl gibt auch LAMPRECHT I, 2, S. 716 fernliegende Dependenzen zu und führt solche für den fiscus Ingelheim an.

4) LAMPRECHT a. a. O. I, S. 718.

5) GUÉRARD, Polyptyque de l'Abbe Irminon, 2 Bde., Paris 1844, I. Bd., S. 26.

anders die Inventare der königlichen Güter. Hier soll nicht eine rechtliche Fixierung gegeben werden, sondern die Zentrale vom Ertrage und Bestande der einzelnen fisci in Kenntnis gesetzt werden [1]. Das geschlossene Gebiet braucht kein weiteres juridisches Instrument als seine Grenzen, um in seiner Ausdehnung zu bestehen.

Der königliche Fiskalbesitz ist in viel größere Komplexe zusammengefaßt als der Besitz weltlicher und geistlicher Grundherren. Hier ist daher der oberste Beamte, außer den Zentralbeamten der Meier, der Verwalter eines Hofes, und der ganze Besitz erscheint in Haupthöfe zerlegt [2]. Eine höchst einfache, ganz naturgemäße Verfassung! Der ganze Organismus besteht aus einzelnen, der Stellung nach gleichwertigen Einheitszellen, die von der Zentrale geleitet werden; weiter gibt es keine Gliederung [3].

Viel komplizierter liegt die Sache bei den königlichen fisci. Der Fiskus selbst könnte zunächst nicht als Einheitszelle erscheinen, da der wirtschaftliche Leiter desselben mehreren Villen vorzustehen hat [4]. Diese erscheinen aber nach einzelnen Bestimmungen des Cap. d. V. als Produktionseinheitszellen, so, wenn bei jeder villa eine Zeidlerei eingerichtet sein soll [5], wenn für jede villa die notwendigen Utensilien vorgeschrieben werden [6] und jede einem eigenen Beamten untersteht. Auch besitzen besondere Produktionszweige ihre eigenen Beamten. Doch alles

1) Vgl. den Text der Polyptycha, Guérard Bd. II, und die Brevium Exempla, Bor. S. 250.

2) Inama-Sternegg, Grundherrschaft a. a. O. S. 96/97.

3) Beim Verkehr der einzelnen Höfe mit der Zentrale weist Lamprecht, Bd. II, S. 138, z. B. für Prüm, Zwischenstationen nach (vgl. dazu Inama a. a. O. S. 449). Doch sind dies Transportzwischenstationen, besonders durch die Lage am Flusse bedingt. Ihrer wirtschaftlichen Stellung nach sind es gleichfalls Einheitszellen, nur mit einer neuen Funktion.

4) Cap. d. V. c. 17: Quantascunque villas unusquisque in ministerio habuerit. Der Ausdruck weist darauf hin, daß der Iudex stets mehrere Villen verwaltete; so auch Anton, Geschichte der teutschen Landwirtschaft, 3 Bde., Görlitz 1799—1802, 1. Bd., S. 194 zu c. 17 Anm. a.

5) Ebenda c. 17.

6) Ebenda c. 42.

ist dem Iudex unterstellt, und gerade diese „Sonderbetriebe" dürften von dem gesamten Gutskomplex erhalten und für ihn berechnet gewesen sein. So wird das Vorhandensein von Handwerkern nicht für die einzelne villa, sondern für den ganzen Amtssprengel des Iudex anbefohlen [1]). Das System bietet also hier nicht dieselbe Einfachheit wie die Teilung in Meierhöfe bei weltlichen und geistlichen Großgrundherrschaften. Aber trotzdem wäre es vollkommen verfehlt, wollte man die Aufgabe des Fiskalbezirkes in der Zusammenfassung kleinerer Bezirke erblicken und den Leiter desselben als Zwischenbeamten zwischen diesen und der Zentrale hinstellen [2]). Es nimmt einen Wunder, daß selbst LAMPRECHT den Fiskus seiner funktionellen Bedeutung nach als Zwischenstelle zu bezeichnen scheint [3]), während er dem Iudex durchaus keine zwischenbeamtliche Stellung zuerteilt [4]). Zwar sollen die Rechnungsabschlüsse auf den Berichten der Unterbeamten aufgebaut sein, aber alle Bestimmungen des Cap. d. V. lassen uns den Amtmann [5]) als den tätigen Leiter des ganzen Fiskalbezirkes erkennen. Ihm untersteht alles und nicht etwa ihm als kontrollierendem Beamten, sondern ihm als Verwalter und Lenker des ganzen Gebietes.

Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß die Bedeutung des Fiskus als Verwaltungsmittel gerade in seiner wirtschaftlichen und organisatorischen Einheit beruht. Die Leute des ganzen Sprengels unterstehen einer Gerichtsbarkeit [6]); für das ganze Gebiet sind die vorgeschriebenen Handwerker bestimmt [7]); die Polizeigewalt steht allein beim Iudex. So erhält dieser nicht dadurch seine eminente Wichtigkeit für die Organisation der Krongüter, daß er die obere Instanz für

1) Cap. d. V. c. 45: in suo ministerio.

2) THAER, in FÜHLINGS Landwirtschaftl. Zeitung, XXVIII. Bd., 1878, H. 4, nennt den Iudex S. 246 Oberverwalter und S. 248 gar „Revisionsbeamten".

3) LAMPRECHT a. a. O. I, 2, S. 744.

4) LAMPRECHT a. a. O. I, 2, S. 723.

5) So übersetzt THAER in seiner guten deutschen Übersetzung d. Cap. d. V. a. a. O. S. 242.

6) Cap. d. V. c. 56.

7) Ebenda c. 45.

kleinere Bezirke bildet, sondern dadurch, daß er der leitende, mit vollen Pflichten und Rechten und voller Verantwortung ausgestattete Beamte über eine wirtschaftliche Einheit ist. Es ist eine fest in sich geschlossene Einheit, versehen mit allen Funktionen, wie sie das wirtschaftliche und sonstige Leben zur Ordnung seiner Verhältnisse bedarf. Es gibt Gewalten über dieser Einheit; sie können befehlen, aber sie führen nicht aus; sie muß zeitweilig oder in einzelnen Dingen zur Konsumtion derselben beisteuern[1]; aber diese selbst produzieren nicht, und jene steht diesen als geschlossenes Wirtschaftsgebiet gegenüber[2]. Es gibt auch wirtschaftliche Gebilde unter ihr, aber diese sind nicht selbständig; sie produzieren, aber unter Aufsicht des Iudex, und über die Konsumtion obliegt ihnen keine Entscheidung[3]. Maß- und Gewichtsmuster sind für den ganzen Amtsbezirk beim Amtmann aufbewahrt[4], und diesem ist auch die Sorge über die ganze Familie aufgetragen[5], und auf ähnliche Verhältnisse betreffs der Handwerker habe ich bereits hingewiesen. Nach all dem darf man wohl den Fiskus als die wirtschaftliche Einheitszelle bezeichnen, die einzelnen Villen, soweit sie in einen Fiskus zusammengezogen sind, Vorwerke oder „Sonderbetriebe", nur als Bruchteile dieser Einheit. Ich finde diesen prinzipiellen Unterschied von Bedeutung. Wir sehen, daß also auch beim königlichen Gut eine Zerlegung in gleiche Wirtschaftsbezirke stattfindet, ähnlich wie bei den großen Grundherrschaften[6]; daß dieselben dann wieder geteilt und durch Sonderbetriebe gegliedert wurden, fällt unter den Begriff der inneren Organisation der fisci und ist durch die große Ausdehnung des geschlossenen Fiskalbezirks bedingt. Das c. 63 des Cap. d. V. erklärt uns diese Gliederung vollständig. Das c. 62 hat von den Amtmännern einen ausführlichen Ertragsbericht eingefordert; c. 63 fährt nun

1) Ich meine die Pflichten für das servitium an Hof und Heer und sonstige Abgaben.

2) Was auch LAMPRECHT a. a. O. I, 2, S. 719 betont.

3) Vgl. Cap. d. V. c. 31, auch 34.

4) Cap. d. V. c. 9: in suo ministerio.

5) Cap. d. V. c. 54; vgl. auch c. 4.

6) INAMA, Grundherrschaften, S. 96/97.

fort: De his omnibus supradictis nequaquam iudicibus nostris asperum videatur, si hoc requirimus, quia volumus ut et ipsi simili modo iunioribus eorum absque ulla indignatione requirere studeant. Daher die Gliederung! Wer ein solches Gebiet zu beaufsichtigen und zu fruktifizieren hat, muß an Unterbeamte einen Teil seiner Tätigkeit abgeben. Der Fiskalbezirk selbst aber tritt der leitenden Zentrale als die wirtschaftliche Einheit gegenüber, für deren Bewirtschaftung sie Befehle erläßt, so wie der Kaiser in dem Cap. d. V. sich fast stets an den Iudex wendet [1]). Und dieser soll nicht etwa diese Befehle an seine Unterbeamten weiterleiten, wie der Auftrag an einen Zwischenbeamten wohl lauten dürfte, sondern er hat direkt für deren Ausführung zu sorgen [2]), und er trägt auch die Verantwortung dafür [3]). Er ist der Beamte des für Ordnung, Organisation und Aufsicht von seiten der Zentrale bestimmten Einheitsgebildes; die Unterbeamten sind seine Unterbeamten [4]). Damit erscheint der Fiskalbezirk nach unten begrenzt; er bildet selbst die unterste wirtschaftliche Einheit; die weitere Gliederung ist seine innere Organisation.

Suchen wir nun die Abgrenzung nach oben durchzuführen. v. Maurer sagt in seinem groß angelegten Werke über die Fronhöfe, daß jeder Königshof einer nahen Pfalz untergeordnet war [5]). Die Pfalz erscheint ihm als eine übergeordnete

---

1) Vgl. Gareis, Landgüterordnung, Einl., S. 13, II.

2) C. 16 (ohne weitere Angabe, bezieht sich auf das Cap. d. V.).

3) C. 16, außer im Falle seiner Abwesenheit.

4) C. 63: iunioribus eorum.

5) L. v. Maurer, Geschichte der Fronhöfe, der Bauernhöfe und der Hofverfassung in Deutschland, 4 Bde., Erlangen 1862, I. Bd., S. 230; vgl. hierzu P. Darmstädter, Das Reichsgut in der Lombardei und Piemont, 1896. D. weist für die italienischen Verhältnisse eine Einteilung in Guastaldatsprengel nach, denen mehrere fisci unterstanden (S. 286/87). Die italienischen fisci waren aber kleiner (S. 302) als die in den fränkischen Landen und konnten daher leichter einer höheren Einheit unterstellt werden. Die Nachwirkung römischer Kultur war hier offenbar stärker. Die höhere Kultur schafft aber einerseits kleinere selbständige Komplexe, andererseits eine entwickeltere Zentralisation, wie sie in der Zusammenfassung zu Guastaldatsprengeln zutage tritt.

Instanz für einzelne Fiskalbezirke[1]). Dieser Auffassung muß widersprochen werden. Wohl sollen die Lieferungen des Fiskalbezirkes ad palatium erfolgen[2]), aber das heißt an den Aufenthaltsort des Königs[3]) und wird gleichbedeutend mit ad nos gebraucht. Wir werden uns betreffs des Wortes palatium am besten der Erklärung anschließen, die FUSTEL DE COULANGES[4]) davon gibt: „Ce palais n'est pas une demeure, il est un ensemble d'hommes, un personel qui entoure le roi et qui, s'il se déplace se déplace avec lui"[5]). Danach heißt auch ad palatium mittere nichts anderes, als den König und seinen Hofstaat mit den angeordneten Lieferungen zu versehen. Ziehen wir das Cap. d. V. zur Beantwortung dieses Problems heran, so werden wir die Ansicht v. MAURERS mit unstreitiger Sicherheit zurückweisen müssen. Die Befehle an die iudices gehen direkt vom König, der Königin oder den beiden ersten Wirtschaftswürdenträgern des königlichen Hofstaates, dem sinescalcus et butticularius, aus[6]). Von einer Unterordnung mehrerer Fiskalbezirke unter eine Pfalz ist nichts zu sehen. Jeder Iudex wird dem andern gleichgestellt, sogar die Lieferungen erfolgen ohne Zwischenstation[7]). Auch müßten im Falle der Zusammenfassung mehrerer fisci unter eine Pfalz Bestimmungen über den Grad der Abhängigkeit, über die Kompetenz der Pfalz dem fiscus gegenüber gegeben sein, wovon aber nie die Rede ist. Der Zweck dieser Überordnung müßte natürlich in einer Erleichterung für die Zentrale zu suchen sein. Am leichtesten würde dies bei den Rechnungsabschlüssen sichtbar sein, da gerade hier-

---

1) Auch INAMA faßt die Pfalz als eine höhere, regelmäßige wirtschaftliche Instanz auf, D. WG., I. Bd., S. 445/46.

2) Z. B. c. 15, c. 61.

3) Ebenso gebraucht wird ad nos deducendum, c. 35 u. a.

4) FUSTEL DE COULANGES, L'histoire des Institutions politiques de l'ancienne France, VI. Bd., Paris 1892, S. 322.

5) Deutlich tritt diese Bedeutung aus c. 16 hervor: usque dum in praesentia nostra aut reginae veniat ... pedestres ad palatium veniant, oder c. 57: rationes deducendi ad palatium venire faciat, qualiter ... in auribus nostris.

6) C. 16.

7) C. 59: ubicunque cum familia nostra fuerimus, dare studeat; ebenso c. 66: ... nobis inde adducant und c. 69: ... pelles nobis praesentare faciant.

bei eine rationelle Zusammenfassung eine große Arbeitsverminderung für die prüfende Zentralbehörde bilden würde. Doch hier heißt es mit unleugbarer Genauigkeit: omnia seposita, distincta et ordinata ad nativitatem domini nobis notum faciat[1])[2]). Es ist kein Zweifel, der Verkehr der einzelnen Amtmänner, die nach dem Cap. d. V. durch keine weitere Distinktion voneinander unterschieden sind, der Verkehr zwischen den iudices und dem König, also auch zwischen den einzelnen fisci und der Zentrale, erfolgt ohne Zwischeninstanz aus dem einfachen Grunde, weil es eine solche nicht gibt[3]), da eben der Fiskalbezirk ebenso wie nach unten auch nach oben als letzte Einheit erscheint. Auch der Ausdruck Villenverfassung, den Inama anwendet[4]), ist nicht zutreffend, da mehrere Villen einem Iudex anvertraut waren. Aber erst der ganze Amtskreis, ministerium, desselben tritt uns als Organisations- und wirtschaftliche Einheit entgegen, soweit sie Produktion und Konsumtion in sich zusammenfaßt. Ich möchte daher die Organisationsgliederung der Krongüter unter Karl dem Großen mit dem Worte Fiskal- oder Fiscenverfassung bezeichnen oder, was vielleicht am besten wäre, nach dem maßgebenden Beamten Judizialverfassung.

Gareis[5]) sagt gelegentlich der Besprechung des Wortes villa, daß diese mit oder ohne Pfalz sein konnte. Als Beweisstellen führt er c. 27 und c. 47 an, aber beide mit Unrecht, denn in beiden handelt es sich offenbar um den jeweiligen Aufenthaltsort des Königs, nicht aber um Pfalzen bei königlichen Villen[6]).

1) C. 62.

2) Ebenso c. 55: ... nobis per brevem innotescant.

3) D. h. die missi dominici sind, was die Verwaltung, nicht aber, was die wirtschaftliche Produktion betrifft, auch zwischen Fiscen und Zentrale eine Zwischeninstanz.

4) Inama, D. WG. I, S. 449.

5) Gareis, Landgüterordnung, S. 23, Überschrift, Anm. 2.

6) C. 27, missi vel legatio ad palatium veniunt vel redeunt. In dieser Verbindung ist ven. mit „ziehen“ zu übersetzen; würde es „ankommen“ heißen, so hätte der Schlußsatz „qualiter bene ... ad palatium venire vel redire possint“ keinen Sinn. C. 47: Ut venatores, qui nobis in palatio adsidue deserviunt, ... eos miserimus. Die venatores sind in der Umgebung des Königs und werden von ihm mit besonderen Aufträgen entsandt.

Beide cc. scheinen mir vielmehr schlagende Beweise für die Erklärung des Wortes palatium, wie sie Fustel de Coulanges gibt.

Ein eigentlicher Auftrag für einen Pfalzbau, für Erhaltung desselben wird im Cap. d. V. nicht gegeben. Trotzdem kann es keinem Zweifel unterliegen, daß das Wort palatium auch in der Bedeutung des zur Aufnahme des Königs bestimmten Gebäudes gebraucht wird [1]). Wir kennen die großartigen Prachtbauten der Aachener und Ingelheimer Pfalz aus den begeisterten Beschreibungen der Zeitgenossen [2]). Aber diese Pfalzbauten waren gewiß ungewöhnlich groß angelegt, und wenn auch sicher ein weit ausgedehntes Fiskalgebiet zu ihnen gehörte, so wird die Sorge über sie Hofbeamten zugefallen sein [3]).

Doch scheinen alle Fiskalgüter für kurze Zeit die Aufnahme des reisenden Königs gestattet zu haben. In den Brevium Exempla wird bei jedem fiscus an erster Stelle die aus Stein gebaute domus regalis [4]) oder sala regalis [5]) erwähnt. Gewiß dürften die Appartements, die aber nur aus 2—3 Kammern bestanden, im Notfalle dem König zur Unterkunft gedient haben, doch wird man sie unmöglich deswegen als Pfalzen bezeichnen können; das Königtum resp. das Kaisertum hielt einen prächtigen Hof und ließ sich nicht in zwei Kammern einschließen. Überhaupt glaube ich, daß sich beide Bedeutungen des Wortes palatium wie von selbst ergeben. Man beachte nur, wie oft der Gebrauch der Apposition villa oder palatium (publicum oder nostrum) hin- und herschwankt [6]), besonders in früheren Jahren. Der Ort, wo

1) Bor. S. 140, c. 9 und 10. Hier das Wort palatium gebraucht, ohne daß der König dortselbst anwesend gewesen wäre.

2) Ermoldus Nigellus, M. G. SS. II, S. 500, V. 583—85; Poeta Saxo, M. G. SS., I. Bd., S. 243, V. 58, S. 245, V. 98. Vgl. Abbildungen von Mainzer Altertümern, hrg. vom Verein z. Erforschung d. rhein. Gesch. u. Altertümer, Mainz 1852, hrg. von Hr. v. Cohausen, und Beschreibung u. Gesch. d. karol. Rheinpfalz v. Kessel und Rhoen, Z. d. Aachener G.V. 1881 und C. Rhoen, Die karol. Pfalz zu Aachen, Aachen 1889.

3) Dem angestrengten Leiter des Fiskalgutes kann nicht noch die Sorge für die großen Baulichkeiten zugemutet werden.

4) Bor. S. 250, c. 30.

5) Ebenda c. 25.

6) Z. B. Heristallio villa (März 772, Reg. Imp. S. 67a), Heristallio palatio publ. (Okt. 772, Reg. Imp. Nr. 150, S. 68; ebenso f. 778 Reg. Imp. Nr. 214, S. 89,

der König mit seinem Hofstaat weilte, erhielt die Bezeichnung Pfalz und mag diese, wenn der König länger und öfter daselbst zu wohnen pflegte, auch nach seinem Abzuge beibehalten haben. Es ist klar, daß solche Orte aber im Interesse des Königtums mit entsprechenden Gebäuden ausgestattet wurden, um dem ganzen Hofstaat eine bequeme Wohnstätte zu gewähren. Diese Gebäude wurden dann gleichfalls Pfalzen genannt.

Bei der größeren Beweglichkeit des Königtums in früheren Jahren begegnen wir in dieser Zeit auch einer reichen Zahl von Orten, die als Aufenthaltsort des Königs bezeichnet werden, und wenn sie uns auch im ganzen Itinerar nur einmal begegnen [1]), so führen manche trotzdem das stolze Beiwort palatium [2]). In späteren Jahren vermindert sich die Zahl der Orte, die der König für seine Anwesenheit auswählt, immer mehr und mehr, und schließlich, um mit den Worten seines Biographen Einhard fortzufahren, Aquisgrani regiam exstruxit ibique extremis vitae annis usque ad obitum perpetim habitavit [3]). Und in der Tat, bei jedem Verlassen ist deutlich der Grund hierfür zu erkennen, sei es Erholung auf der Jagd, sei es ein Kriegszug oder eine Inspektionsreise, und daher könnte das Wort palatium in den späteren Jahren, in denen das Cap. d. V. entstanden ist, direkt auf Aachen bezogen werden [4]).

S. 92 b) oder Carisiacum villam (Dez. 774, Reg. Imp. S. 79 a), Caris. pal. publ. (März 775, Reg. Imp. Nr. 180, S. 79). Auffällig ist, daß in Urkunden die Bezeichnung Pfalz viel häufiger ist als in den erzählenden Quellen. In den letzteren wird sie mit gewisser Ständigkeit nur auf Aachen angewendet. In den Urkunden sind uns eben offizielle Regierungsäußerungen erhalten, die an Feierlichkeit gewinnen, wenn sie vor versammeltem Hofe, in palatio . . ., gegeben wurden.

1) Was auch Schuld der Überlieferung sein mag.

2) Brocmagad pal. (Reg. Imp. Nr. 149, S. 68, f. 772), Cispliaco pal. (Reg. Nr. 246, S. 102, f. 781). Sie werden vielleicht die entsprechenden Baulichkeiten besessen haben.

3) Vita Karoli Magni, cap. XXII; M. G. SS. II, S. 455.

4) Das steht nicht im Widerspruch mit obigen Ausführungen und soll nur mit großer Reserve gesagt sein, obwohl die Stabilität des Königtums in jenen Jahren außer Zweifel ist. Praktisch kommt die Sache auf dasselbe heraus. Wenn die Lieferungen und Berichte ad palatium geschickt werden,

Aus dem Cap. d. V. ergibt sich also nicht, daß einige fisci Pfalzbauten besaßen, aus den Brevium Exempla aber, daß sie alle dem reisenden König eine notdürftige Unterkunft gewähren konnten. Aus dem wechselnden Gebrauche von villa und palatium kann man ersehen, daß kein prinzipieller Unterschied zwischen beiden herrschte, und daß zu den Pfalzen ein Königshof, resp. besser ein Fiskalbezirk gehörte. In späterer Zeit trat nun immer mehr Aachen in den Vordergrund; denn der große und mächtige Kaiser begnügte sich nicht mehr mit den primitiven Einrichtungen; es gehörte jetzt zu seiner Aufnahme ein großer, bequemer und schöner Bau, ein Palast, wie uns solche in Aachen, Nymwegen und Ingelheim bezeugt sind. Die wirtschaftliche Überordnung über andere fisci ist aber nur durch die Anwesenheit der Zentrale, des Kaisers und seines Hofstaates, bedingt; doch mußte ein so ständiger Aufenthaltsort, wie es Aachen war, seine präponderierende Bedeutung behalten, wenn der König auch nicht dort weilte. Und gerade weil nur die Anwesenheit der Zentrale das Übergewicht der Palatien mit sich brachte, mußte jene Pfalz, wo der König fast ständig wohnte, mußte Aachen auf dem Wege gewesen sein, die politische und wirtschaftliche Hauptstadt, der Zentralpunkt des Reiches, kurz gesagt das palatium schlechthin, zu werden. Das ernste Bestreben Karls nach Zentralisation und ein bedeutsamer Schritt nach vorwärts in dieser Absicht sind deutlich erkennbar.

Die Beamtenschaft des Fiskalbezirkes.

Der oberste Beamte dieses nach oben und unten einheitlich geschlossenen Wirtschaftsgebietes ist der Iudex[1]), wie wir schon oben gesagt haben. Fast alle Kapitel des Cap. d. V. sind daher an ihn gerichtet, und ich möchte danach seine Stellung dahin charakterisieren, daß er sowohl über als auch in allem steht.

---

dieses aber den Aufenthaltsort des Königs bedeutet, der Aachen ist, so müssen sie eben nach Aachen geschickt werden.

1) Vgl. Gareis, Landgüterordnung, Einleitung, S. 16. Text c. 3 Anm., iudices.

Er ist der mit voller Verantwortung ausgestattete Leiter des Fiskalgutes[1]). Wohl erhält er Direktiven von seiten der Zentrale und ist verpflichtet, bei Strafe denselben nachzukommen[2]), doch bleibt ihm ein genügend weiter Spielraum, durch eigenes Urteil und eigene Tätigkeit das Gut zu lenken[3]). Und ob er im einzelnen Ausführer direkter Befehle oder selbständiger Leiter der Wirtschaft ist, immer steht er in unmittelbarem Verkehre mit der Zentrale; nie hat ein anderer Beamter[4]) eine Ingerenz auf die Wirtschaftsführung des Fiskalgutes. Der Graf ist politischer und rechtlich polizeilicher Beamter; dem Iudex als Wirtschaftsbeamten stellt er keine höhere Instanz dar[5]). LAMPRECHT[6]) bezeichnet daher diesen mit vollem Recht als den wichtigsten wirtschaftlichen Beamten der karolingischen Güterorganisation. Es mögen an der Zentrale Arbeitskräfte von weit größerem Einflusse und bedeutenderer Stellung tätig gewesen sein, aber was die wirtschaftliche Produktion selbst, die unmittelbare Leitung der Güter anbelangt, so muß man dem Iudex die eminente Wichtigkeit zuschreiben, die dem mehr oder minder selbständigen Führer des großen, einheitlichen Komplexes, auf dem die ganze Organisation beruht, zukommt. Er hat Produktion und Konsumtion des Fiskalbezirkes, überhaupt alle wichtigen und unwichtigen Funktionen dieses wirtschaftlichen Organismus zu leiten.

Seine Tätigkeit ist daher in erster Linie eine wirtschaftliche[7]). Er ist zwar auch, wie es sein Name besagt, Richter

1) C. 16. Nur während seiner Abwesenheit werden die Unterbeamten zur Rechenschaft gezogen.

2) C. 16.

3) Oft wird ihm die Entscheidung selbst zugemessen, z. B. c. 18: iuxta qualitatem, c. 21: si augeri potest, c. 36: ubi locus fuerit ad stirpandum. Er hat sich also auf seine eigene Ansicht zu stützen.

4) Außer er ist von der Zentrale direkt dazu delegiert.

5) Der Graf wird im Cap. d. V. nur einmal erwähnt, und zwar als herbergspflichtig für die zum oder vom palatium wandernden Boten oder Gesandten (c. 27).

6) LAMPRECHT a. a. O. I, S. 720.

7) GUÉRARD, Explication du Capitulaire de Villis, in: Mémoires de l'Institut de France et de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres, XXI. Bd., Paris 1857, S. 289, gibt eine gute Zusammenstellung seiner Tätig-

und hat polizeiliche Obliegenheiten, doch das Hauptgewicht legt das Cap. d. V. auf seine wirtschaftliche Arbeitsleistung. Diese ist eine allgemein überwachende und allgemein verwaltende. Er hat zu sorgen, daß die Baulichkeiten in Ordnung sind [1]; er muß das Inventar auf einer gewissen Höhe halten [2], für Arbeitswerkzeuge [3] und tüchtige Handwerker sorgen [4]; er wacht, daß gute Arbeit in seinem Sprengel geleistet werde, daß z. B. die Frauen in ihren Arbeitshäusern die nötigen Dinge herstellen [5]. Bei allen landwirtschaftlichen Arbeiten muß er selbst als wachsames Organ zugegen sein oder, wenn er wegen Abwesenheit oder sonstigen Verhinderungsgründen es nicht vermag, durch einen zuverlässigen Stellvertreter sich ersetzen lassen [6]. Leben und Treiben der familia muß er überwachen und leiten [7] und drei bis viermal im Jahre eine allgemeine Visitation des Gutsertrages vornehmen [8].

Durch die ersten 4 Kapitel des Cap. d. V. wird ihm die Erhaltung des Gutes und Schutz vor fremden und eigenen Aspirationen, vor Raub und Habgier der familia ganz allgemein aufgetragen. Es ist also zunächst eine allgemeine Überwachungstätigkeit, die der Iudex zu leisten hat.

Doch läßt es das Cap. d. V. nicht bei allgemeinen Aufträgen bewenden. Obwohl es hauptsächlich nur Anleitungen für den Iudex darstellt, so wird diesem doch auch die Sorge für das Geringe ans Herz gelegt. Alle Detailmaßregeln, die im Cap. d. V. enthalten sind, hat der Amtmann zur Durchführung zu bringen; denn er trägt dafür der Zentrale gegenüber die Verantwortung [9]. Ihm werden im c. 5 die landwirtschaftlichen

---

keit, wobei er aber die Sorge für das servitium merkwürdigerweise außer acht läßt.

1) C. 41.
2) C. 42.
3) Ebenda.
4) C. 45.
5) C. 43.
6) C. 5.
7) C. 53, 54, 56.
8) C. 20.
9) C. 16.

Arbeiten im ganzen wie im einzelnen zur Aufsicht übertragen [1]). Er hat für die Haustiere [2]), für die Haltung von Geflügel bei Mühlen und Scheuern zu sorgen [3]) etc. Der beste Beweis ist vielleicht c. 70, wo dem Iudex mehr als 70 verschiedene Pflanzenarten zum Anbau empfohlen werden. Gerade dadurch aber, daß er nicht nur über Ertrag und Ordnung im allgemeinen zu wachen hatte, sondern jedem Detail seine Sorgfalt zuwenden mußte [4]), wird er nicht nur Wächter über das Gut, sondern wird der mitten in der Produktion stehende Leiter desselben.

Als solchem obliegt ihm auch die gesamte Verwaltung. Er hat der gesamten inneren Organisation des Fiskus ein lebhaftes Augenmerk zuzuwenden, tüchtige und zuverlässige Unterbeamte zu erwählen [5]) und die Sonderbetriebe nach ihrer Größe einzuteilen [6]). Ebenso fällt ihm auch die Administration der Zentrale gegenüber zu. Er muß die Leistungen seines Amtsgebietes an diese überwachen und ihr zuführen und die Rechnungsabschlüsse und sonstige Berichte ihr einsenden. Diese dienen sowohl zur Kontrolle durch die Zentrale, als sie auch eine direkte Einflußnahme dieser auf Verwendung der Überschüsse veranlassen sollen. Karl der Große war überhaupt bestrebt, einer schriftlichen Verwaltung möglichsten Eingang in sein Regierungssystem zu verschaffen; so nimmt auch die landwirtschaftliche Buchführung einen breiten Raum in den Verordnungen ein, die uns im Cap. d. V. vorliegen.

Der Iudex ist seinen wirtschaftlichen Funktionen nach im wesentlichen ein unabhängiger Beamter, als Verwaltungsorgan ist er aber in seiner Arbeit wesentlich von den Forderungen der

1) Quando iudices nostri labores nostros facere debent (folgt die detaillierte Aufzählung), . . . in tempore laboris ad unumquemque locum praevideat.

2) C. 23.

3) C. 18, 19.

4) So ist ihm die Sorge über die Sonderbetriebe übertragen, z. B. c. 13, 14 über die Pferdezucht oder (c. 34) über Zubereitung von Speisen.

5) C. 5, seine Stellvertreter, c. 60, betreffs der Meier.

6) C. 50, betreffs der Pferdezucht . . . quanti poledri in uno stabulo stare debeant et quanti poledrarii cum ipsis esse possint; nach c. 26 sollten die Meier kein größeres Amtsgebiet haben, als sie an einem Tage umschreiten konnten.

Zentrale bestimmt. Man sieht das auch an der Buchführung. Sie mag auch für den Amtmann selbst dienlich sein, hauptsächlich aber dient sie zur Information der Zentrale.

Im c. 62 des Cap. d. V. wird von den Amtmännern ein genauer Jahresabschluß gefordert. Nach einer detaillierten Aufzählung, aus der man manches über die Wirtschaftsführung lernen kann, schließt dies Kapitel ... omnia seposita, distincta et ordinata ad nativitatem domini nobis notum faciant, ut scire valeamus, quid vel quantum de singulis rebus habeamus. Es handelt sich also bei diesen Jahresabschlüssen[1]), die mehr oder minder eine Inventarisierung bedeuten, um eine Tätigkeit und um keine geringe[2]) Tätigkeit des Iudex, die ihm nur im Interesse der Zentrale anbefohlen wird. Die Zentrale will mit Jahresende[3]) vom Gutsbestande und -ertrage unterrichtet werden, um dann über Verwendung derselben zu verfügen.

Mit diesem Jahresergebnis, das an sich keine Kontrolle enthält, gibt sich die oberste Instanz nicht zufrieden. Sie verlangt noch eine andere Rechnungslegung[4]). Der Amtmann hat die Ausgaben für den Hof und das Heer in einem, die Ausgaben für den eigenen Bedarf des Gutes in einem zweiten und den Rest in einem dritten breve dem Könige mitzuteilen[5]). Die Ein-

1) GUÉRARD, Explication, S. 267 teilt diese detaillierten Formulare einer Rechnungslegung in mehrere Teile. Wichtig ist, daß man mit ihm darauf hinweist, daß nicht alle im Cap. d. V. vorkommenden Produktionsquellen hier angeführt sind, was bei einer Detaillierung wundernehmen muß.

2) ... nequaquam iudicibus nostris asperum videatur (c. 63).

3) Das Jahr nach karolingischer Rechnung fängt mit Weihnachten an.

4) C. 55.

5) GAREIS, Landgüterordnung, Einl., S. 15 stellt folgendes Schema auf: 1. Gesamteinnahmen, 2. Gesamtausgaben, 3. Aktivrest der Produkte. In der Anm. zu c. 55, S. 53 bezeichnet er dederint-sequestraverint als Einnahme oder Produktionskonto, dispensaverint als Verbrauchskonto. Ersteres ist aber für das Fiskalgut ebenso Ausgabekonto wie letzteres; für die Zentrale ist aber ersteres kein Produktionskonto, denn sie produziert nichts dabei, sie erhält nur, letzteres aber kein Verbrauchskonto, denn sie verbraucht nichts dabei, sondern erhält nur nicht. Die Einteilung GAREIS' muß daher verworfen werden. Es hat keinen Zweck, diese Dinge mit nationalökonomischen terminis technicis zu belegen, deren Bedeutung dem quellenmäßigen Ausdruck widerspricht. LAMPRECHT a. a. O. S. 806 teilt den Wortlaut des Cap. d. V.

nahmen des fiscus ergeben sich dann durch Addition, soweit sie nicht durch die einzelnen Wirtschaftskonti[1]) bereits der Zentrale bekannt waren. Ein besonders angelegtes Einnahmekonto im Vergleich zu dem Ausgabekonto wäre keine weitere Kontrolle. Es ist Karl viel wichtiger, daß seine Beamten die Ausgaben detaillieren müssen, als daß sie einfach Einnahmen und Ausgaben getrennt buchen. Durch die Buchung der Einnahmen im Vergleiche zu den Ausgaben könnte keine Steigerung der Wirtschaft hervorgerufen werden, die notwendige Übersicht über die einzelnen Erwerbsquellen geben aber die einzelnen Wirtschaftskonti. Von Bedeutung dagegen ist eine Detaillierung der Ausgaben; denn sie soll sowohl Verschwendung als auch Veruntreuung hintanhalten. Gleichzeitig beleuchtet diese Art Buchführung auch die Wirtschaftsführung des Iudex, ob er bezüglich der Lieferungen den Weisungen der Zentrale nachkommt, als auch, ob er für den innern Bedarf der Wirtschaft sparsam, aber doch genügend zu sorgen versteht[2]). Zu Palmsonntag ist dann der Geldbetrag an die Zentralkasse abzuführen[3]), nachdem bis dahin der Überschuß des Gutes nach eingetroffener Verfügung des Königs verkauft oder aufbewahrt worden war.

Der Gedanke der Rechnungsführung scheint mir der zu sein. Nachdem nach eingebrachter Ernte der Iudex das für die Erfüllung der Pflichten des Fiskalgutes gegen König und Staat und für dessen Eigenbedarf Notwendige aus dem Ertrage ausgeschieden hat[4]), hat er zu Weihnachten dem König einen detaillierten

---

entsprechend ein in: 1. Aufwendungen innerhalb des Fiskus, 2. Aufwendungen im Staatsdienst, nur macht er 1 zu 2 und 2 zu 1. Im Sinne des Fiskus ist es nur eine Buchung der Ausgaben und des Aktivrestes.

1) Vgl. c. 62.

2) Die Berichte konnten nicht leicht gefälscht werden, da die Lieferungen durch die Tatsachen, die Ausgaben für das Gut durch die missi kontrolliert werden konnten, was um so leichter war, da sie schon vorher abgesondert zu werden hatten.

3) C. 28.

4) Ich kann in c. 30, 31 keine getrennte Buchführung vorgeschrieben finden, wie Gareis, Anm. zu diesen cc. (S. 40) und Einleitung (S. 15, 16), meint; ebenso Boretius, der Anm. Nr. 38 erklärt, ut rationes seperatae fiant. Die Ausdrücke lauten c. 30 segregare, c. 31 separare faciant. Was diese Aussonderung,

Bericht über die einzelnen Wirtschaftszweige einzusenden, wie er durch seine Unterbeamten sich darüber orientiert halten muß[1]). Dieser Übersicht folgt ein Bericht über die Ausgaben, der auch den Rest, den Gutsüberschuß, zu verzeichnen hat, um die Entscheidungen des Königs darüber zu vernehmen[2]). Nachdem des Königs Entschließung eingetroffen war, hatte der Amtmann derselben nachzukommen und durch Abführung des Geldes der Zentrale seine Dienstfertigkeit zu beweisen.

Die ganze Rechnungslegung erfolgt im Winter. Gleich nach beendigter wirtschaftlicher Arbeit des Sommers, die in der Überwachung des ganzen Betriebes und in der Anordnung dafür besteht, beginnt für die Iudices eine wesentlich administrative Tätigkeit. Sie haben das Gutserträgnis einzuteilen, genaue Rechnungen und Rechenschaftsberichte einzusenden, haben für Verwendung des Überschusses nach königlicher Ordre zu sorgen und endlich am Schlusse dieser „Rechnungsperiode" das Geld dem Könige zuzuführen; dann mag wieder die Zeit anstrengender Sommerarbeit gekommen sein. Und auch für das Königtum selbst war der Winter mehr die Zeit der Überschläge, Pläne, Verhandlungen und Vorbereitungen[3]). So war der Sommer, wie man es, wenn es auch vielleicht zu kraß klingt, auszudrücken vermag, die Zeit der Produktion, der Winter die der Organisation und Konsumtion.

Neben dieser jetzt geschilderten allgemeinen Rechnungslegung werden auch einzelne Ertragsberichte, denen besondere Wichtigkeit beigemessen wird, vom Iudex eingefordert. So hat er $^2/_3$ der Fastenspeise zu Hofe zu schicken, das letzte Drittel aber per brevem bekanntzugeben, quia per illas duas partes volumus cognoscere de illa tertia, quae remansit[4]), wobei der Zweck ebenfalls eine Kontrolle ist. Ebenso will der König über Hörner und

oder sagen wir Beiseitelegung, für einen Sinn gehabt hatte, ergibt sich aus den Worten c. 31: separare faciant et tempore oportuno pleniter donent. Vgl. c. 58: ... et segreget unde nutriantur et non sit illi homini cotidie necessitas ad scuras recurrere; vgl. THAER a. a. O. S. 249/50.

1) C. 62, 63.

2) C. 33.

3) Das erklärt sich auch schon daraus, daß das Königtum im Winter im allgemeinen seßhaft ist.

4) C. 44.

Felle der Ziegen[1]) und über die Zahl der gefangenen Wölfe[2]) oder über den Tod eines Hengstes unterrichtet sein[3]). Es handelt sich hierbei nicht nur um getrennte Buchführung, denn diese wird c. 62 viel allgemeiner aufgetragen, sondern um Berichte außerhalb der allgemein vorgeschriebenen.

Die Rechnungslegung offenbart uns einen Grundzug der wirtschaftlichen Organisation Karls, das Bestreben, die Teile durch Einforderung schriftlicher Berichte in Kontrolle und Abhängigkeit von seiten der Zentrale zu erhalten.

Zu den wichtigsten administrativen Agenden des Iudex der Zentrale gegenüber gehörten das servitium und die Sorge für die Sendungen an den königlichen Hof im allgemeinen und für die Kriegsleistungen, die dem Fiskalgut obliegen. Die Domanialgüter liefern dem Könige und seinem Hofstaat den notwendigen Lebensunterhalt; die Hauptrolle dabei spielt das servitium[4]). Das servitium scheint nach einem bestimmten Turnus vor sich gegangen zu sein; jedenfalls stellt es keine jährliche Einrichtung vor, denn fast immer steht im Text ein quando servierint oder etwas Ähnliches dabei[5]). Das Ausmaß des servitium und vielleicht auch der Ort der Lieferungen wurde vorher bekanntgegeben[6]), und voll und ganz mußte der Amtmann das servitium dem Hofe zur Verfügung stellen und bei Mehrlieferungen durch Anspannung aller Kräfte die vom König geforderte Höhe des servitium erreichen[7]). In gleicher Weise hatte er für die Qua-

1) C. 66.

2) C. 69.

3) C. 13.

4) Es dient direkt für eine bestimmte Zeit zur Ernährung des Königs und seines Hofstaates.

5) Deutlich sieht man aus c. 30 und 31, daß das servitium keine jährliche Einrichtung ist. Beide cc. befehlen die Absonderung resp. Einteilung des Ertrages für besondere Zwecke, c. 30 für den Fall des servitium, c. 31 aber für die provendariis und die Frauenhäuser unoquoque anno.

6) C. 7, sicut fei fuerit denuntiatum.

7) Ich meine nicht unerwartete Mehrlieferungen, sondern der Iudex hatte das Notwendige für das servitium aus dem Ertrage auszuscheiden (c. 30); erwies sich nun dieses zu gering, so hatte er eventuell durch Nachtarbeit das Versäumte nachzuholen (c. 7), z. B. bei zubereiteten Speisen.

lität der Lieferungen zu sorgen [1]) und haftete dafür mit eigener Verantwortung [2]).

Waitz [3]) läßt den Iudex persönlich anläßlich des servitium bei Hof erscheinen, um die Versorgung der königlichen Tafel zu leiten. Er schließt dies hauptsächlich aus den Worten suum servitium ad mensam nostram quando servierit [4]). Ich kann darin keine Beweisstelle erblicken; denn die Bedeutung „zu Hofe liefern" (wie Gareis übersetzt) erklärt vollkommen den Sinn der Stelle [5]). Nirgends aber ist die Rede davon, daß der Iudex selbst bei Hofe erscheint; die gebrauchten Worte deuten eher auf ein Schicken als auf ein zu Hofe führen hin, so z. B. quando servierit suos bracios ad palatium ducere faciat et simul veniant magistri . . . [6]), nicht er bringe mit sich, sondern „er lasse führen" [7]) und „es sollen kommen". Es dürfte ja auch nicht rätlich erschienen sein, dem Gute für längere Zeit ohne besondere Notwendigkeit seinen Leiter zu entziehen [8]). Wesentlich erscheint mir aber in dieser Frage, daß Hincmar [9]) nichts vom Erscheinen des Iudex am Hofe erwähnt, obwohl er ausdrücklich sagt: omnes actores regis praescirent, ubi vel ubi rex illo vel illo tempore tanto vel tanto spacio manere debuisset propter adductionem vel praeparationem [10]), und

---

1) C. 24.

2) Ebenda; dem Iudex oblag überhaupt die Aufsicht über die Zubereitung der Speisen.

3) Waitz, V.G. IV, S. 128.

4) C. 24; Waitz verbindet das ad mensam nostram mit quando servierit.

5) Eine andere Stelle, quando servire debent aut ad nos transmittere (c. 38), könnte eher die Ansicht Waitz' stützen, weil hier das servire und das mittere in gewissem Gegensatz erscheinen; doch dies läßt sich damit erklären, daß das servire eine spezielle Leistung an den Hof bedeutet. Der Gegensatz besteht nicht in der Verschiedenheit der Tätigkeit, sondern in der verschiedenen wirtschaftlichen Bedeutung derselben.

6) C. 61.

7) Ähnlich c. 69: praesentare faciat, wobei an ein persönliches Erscheinen nicht zu denken ist, oder c. 59: dare faciat.

8) C. 16 sind die Ursachen der Abwesenheit des Iudex angeführt: in exercitu, in wacta . . . in ambasiatu (Guérard übersetzt en mission S. 297) vel aliubi.

9) Hincmar, De Ordine Palatii; M. G. L.L. Sect. II. Cap., 2. Bd.

10) Ebenda c. 22.

er bei dieser Gelegenheit die persönlichen Dienste des Amtmannes am Hofe kaum mit Stillschweigen übergangen hätte. Der Iudex hatte für das Vorhandensein der notwendigen Dinge zu sorgen [1]), für die einzelnen Tage [2]) des servitium die Einteilung zu treffen [3]) und brauchbare Männer, z. B. zum Bereiten von Bier, an den Hof zu senden [4]), wie ihm wohl auch die Sorge für einen guten Transport zufiel. Allerdings ist es mir wahrscheinlich, daß der Amtmann sich persönlich dem Könige zur Verfügung stellte, wenn dieser mit seinem Hofe gerade in der Nähe weilte, aber dies ist nicht als unbedingte Notwendigkeit im Falle des servitium anzusehen.

Neben dieser nur einige Tage dauernden und nicht ständigen Lieferung des servitium sind dem Fiskalgute auch noch andere jährliche Leistungen auferlegt, die gleichfalls in den Tätigkeitskreis des Amtmannes fielen. So z. B. Sendungen von Weinablegern [5]), von Hengstfohlen [6]) oder die Lieferung von Fastenspeise [7]) und die Wachslieferung für das Andreasfest und zur Fastenzeit [8]).

Dagegen war die Ausrüstung der Kriegswagen [9]) mit Proviant und Werkzeugen [10]) ebenso wie das servitium keine ständige, sondern nur eine eventuelle Pflicht des Fiskalgutes [11]).

Die Verwaltungsfunktionen des Iudex, die wir bisher besprochen, waren im wesentlichen solche, die im Interesse der

---

1) C. 61, z. B. Malz und des Brauens kundige Männer mitzusenden.

2) Per singulos dies, c. 24, 59.

3) Ebenda, was bei einem persönlichen Erscheinen nicht notwendig gewesen wäre.

4) C. 61.

5) C. 8.

6) C. 16.

7) C. 44.

8) C. 59: ubicumque, cum familia nostra fuerimus dare student.

9) Vgl. Nitzsch, Ministerialität und Bürgertum, Leipzig 1859, S. 26. Die Wagen mit den dreimonatlichen Vorräten, mit Ochsen bespannt und wohl verdeckt, bildeten bekanntlich einen Hauptbestandteil der Armee Karls des Großen; vgl. auch Ann. Einhardi, M. G. SS. I, S. 198, Jahr 810. Tanta fuit in ea expeditione boum pestilentia, ut paene nullus tanto exercitui superesset.

10) C. 64.

11) C. 30: unde carra in hostem carregare debent.

Zentrale zu erfolgen hatten, aber ebenso ist seine administrative Tätigkeit zur Ordnung und zum Nutzen des Gutes selbst bestimmt. Er hat die Verbesserung des Gutes sich angelegen sein zu lassen; so hat er Weiher anzulegen [1]), die Wälder in seine Aufsicht zu nehmen und, wenn es geht, Rodungen zu veranlassen [2]) und zur Ausrottung der Wölfe Wolfsjäger zu halten [3]).

Vor allem aber ist die Regelung der Konsumtion eine seiner wesentlichsten Aufgaben. Er hat aus dem Ertrage den Bedarf der Hof- und Kriegslieferungen auszuscheiden [4]), den Frauenarbeitshäusern das notwendige Arbeitsmaterial zu liefern [5]), den Arbeitern, die keine eigene Hausstelle besitzen, den notwendigen Lebensunterhalt zu geben [6]) und die Mittel zur Fortführung der Wirtschaft aus dem Ertrage zu gewinnen [7]). Der Verkauf des Überschusses [8]), die ausreichende Ernährung der Haustiere [9]) wird seiner Sorge anheimgestellt. Der detaillierte Ausgabenbericht, der eingefordert wird, zeigt vielleicht auch an, daß dem Iudex in diesen Fragen ein weiter Spielraum gelassen war; denn man scheint ihn durch den genaueren Bericht von Veruntreuungen abhalten zu wollen. Im Zusammenhang mit dieser Regelung der Konsumtion mag auch noch der Aufsichtsauftrag über Zubereitung von Speise und Trank erwähnt werden [10]).

Zu den Verwaltungsfunktionen des Iudex gehörten auch die Ableistung der Zehentpflicht an die Kirche, welcher der Kaiser voll entsprochen wissen will [11]), und die Sorge für ein gleiches Maß und Gewicht. Der Amtmann soll dieselben Maße und Gewichte anwenden, wie sie auch im palatium vorhanden sind [12]);

1) C. 21.
2) C. 36.
3) C. 69.
4) C. 30.
5) C. 31.
6) Ebenda.
7) C. 32.
8) C. 33.
9) C. 23.
10) C. 34.
11) C. 6.
12) C. 9.

denn nur so können die Lieferungen den Wünschen der Zentrale entsprechen.

Bei der umfassenden Stellung des Iudex ist es selbstverständlich, daß ihm über die Familie und überhaupt innerhalb des Fiskalbezirkes eine allgemeine Aufsicht [1]) und zu deren Unterstützung auch eine gewisse Gerichtsbarkeit zustehen muß, die hier nur in Kürze behandelt werden soll. Die hofrechtliche Gerichtsbarkeit, der der Leiter des Fiskalgutes vorstand, war ihrem Wesen nach eine privatrechtliche [2]). Ihrer Kompetenz unterlag es besonders, Veruntreuungen der Familie zu strafen [3]), Streitigkeiten derselben untereinander durch Rechtspruch zu schlichten [4]) und ihre Vergehen gegen außerhalb des Hofverbandes stehende Leute zu ahnden, außer wenn es sich um eine dem Grafengericht vorbehaltene causa maior handelte [5]). Wenn aber ein Mitglied des Hofverbandes außerhalb des Hofmarkgerichtes Recht zu suchen genötigt ist, so soll nicht er selbst, sondern sein magister oder ein von diesem betrauter Bote für ihn streiten, und auch eine Berufung an den König soll auf diesem Wege erfolgen, damit die Dienste des Prozeßführenden nicht dem Gute entzogen würden [6]). Diese Bestimmung zeigt uns, daß die Gerichtsbarkeit des Iudex für den Fiskalbezirk eine Notwendigkeit war, sollten nicht durch die verschiedenen, vielleicht oft absichtlich heraufbeschworenen oder kindischen Streitigkeiten dem Gute viele Arbeitskräfte verloren gehen. Nur wenn jemand gegen den Vorgesetzten in Angelegenheit des Gutes Klage zu führen hatte, sollte ihm kein Hindernis in den Weg gelegt werden, auch nicht

---

1) C. 54: Ut unusquisque iudex praevideat, quatenus familia nostra ad eorum opus bene laboret et per mercata vacando non eat; sollte das opus eorum, wie ich glaube (ebenso Anton a. a. O. S. 222), sich auf die Arbeitsleistung zum eigenen Gebrauche der Dienenden beziehen, so wäre es das schönste Beispiel weiser Sorge Karls für seine Arbeitskräfte.

2) Vgl. Brunner a. a. O., 2. Bd., S. 299 und 293 ff.; vgl. auch Darmstädter a. a. O. S. 279, der diese Hofgerichtsbarkeit für römische Verhältnisse bereits in Anspruch nimmt.

3) C. 4.

4) C. 56.

5) Vgl. dazu Gareis, Landgüterordnung, Einl., S. 16—18.

6) C. 29.

den Unterbeamten, wenn sie gegen den Amtmann selbst klagend auftreten wollten; doch hatte dieser gleichzeitig eine Rechtfertigung an den König zu senden, um ihm eine sofortige gerechte Entscheidung zu ermöglichen [1]). Auch hier ist der Zweck, keine Verschleppung zu dulden und streitsüchtigen und verleumderischen Gemütern den Faden abzuschneiden [2]).

Hand in Hand mit den richterlichen Funktionen des Iudex geht die Polizeigewalt desselben, die schon durch die allgemeine Aufsicht über die Familie bedingt ist. Es ist eine Art Hofpolizei, die die Gebäude zu bewachen [3]) und für Ruhe und Ordnung in ihrem Sprengel zu sorgen hat. Hierher gehört die Bestimmung gegen Zauberei [4]), die sich der sonst so gegen den Aberglauben eifernde [5]) König nicht versagen konnte.

Wir sehen, was für ein umfassendes Tätigkeitsfeld dem Iudex zukam; eines aber müssen wir als Hauptpunkt festhalten, daß er sowohl im Interesse der Zentrale als auch in dem der Wirtschaftsführung des Gutes selbst seine Arbeit verrichtet. Und diese doppelte Stellung, sowohl als Vermittler zwischen Zentrale und Fiskus als auch als Wirschaftsdisponent und Ordner innerhalb seines Sprengels im allgemeinen wie im besonderen, diese weise Kombination sichert der Zentrale einen unmittelbaren Znsammenhang mit ihren einzelnen Gütern und gibt den Leitern dieser ihre wirtschaftspolitische Bedeutung, in der sie als vornehmste Beamte innerhalb der wirtschaftlichen Organisation der Krongüter unter Karl dem Großen erscheinen.

Eine Stelle aus den Kapitularien muß hier erwähnt werden, nämlich c. 19 des Cap. Aquisgranense [6]); sie sagt uns nichts

---

1) C. 57; Gareis, Landgüterordnung, S. 54 Anm., links unten, übersieht hier ganz, daß es heißt: de causa nostra aliquid vellet dicere; dagegen Thaer a. a. O. S. 254: „bei uns in unseren Angelegenheiten".

2) Beispiele aus andern Capp.; Bor. S. 135, c. 1, Bestimmung betreffs richterlicher Pflichterfüllung von seiten der Grafen. Ganz Ähnliches wie oben Bor. S. 153, c. 2, f. 810; S. 154, c. 1, f. 810.

3) C. 41.

4) C. 51.

5) Z. B. Capitulatio de Partibus Saxonicis, Bor. S. 68.

6) Cap. Aquisgranense, Bor. S. 170, f. 801—13; Reg. Imp. Nr. 480, S. 217, f. 813; Gareis, Bemerkungen, S. 224, f. 813. C. 19: Ut vilicus bonus, sapiens

Neues, bekräftigt jedoch die Verhältnisse, wie sie uns nach dem Cap. d. V. erscheinen. Es ist hier ein kleiner, mehr in allgemeinen Leitsätzen gehaltener Auszug aus den Bestimmungen des Cap. d. V., die den Iudex betreffen. GUÉRARD wollte zunächst in dem villicus des Cap. Aquisgr. nicht den Iudex des Cap. d. V. erblicken [1]), hat aber später die beiden miteinander identifiziert [2]). ANTON [3]) sieht in ihm einen ebenfalls selbstständigen Beamten, der aber einen kleineren Sprengel als der Iudex zu verwalten hat. WAITZ [4]) dagegen erklärt beide für dieselben Beamten, und wir werden ihm darin, ebenso wie GAREIS [5]), folgen dürfen, wenn wir bedenken, daß ihm sowohl die Pflichten gegen die Zentrale als auch gegen das Gut ans Herz gelegt werden, Pflichten, die wir auch für die Tätigkeit des Iudex als besonders charakteristisch hervorgehoben haben [6]).

---

et prudens in opus nostrum eligatur, qui sciat rationem misso nostro reddere et servitium perficere, prout loca locata sunt, aedificia emendent, nutriant porcos, iumenta, animalia, ortos, apes, aucas, pullos, vivaria cum pisces, vennas, molina, stirpes, terram aratoriam studeant femare; ... Et plantent vineas, faciant pomaria, et ubicumque inveniunt utiles homines, detur illis silva ad stirpandum, ut nostrum servitium inmelioretur. Et ut feminae nostrae, quae ad opus nostrum sunt servientes, habeant ex partibus nostris lanam et linum, et faciant sarciles et camisiles, et perveniant ad cameram nostram per rationem per vilicis nostris aut a missis eius a se transmissis. GAREIS, Bem., S. 225 ff. nimmt an, daß dieses Cap. v. J. 813 die Gültigkeit des Cap. d. V., einer kaiserlichen Verordnung, reichsgesetzlich festlegen sollte; vgl. oben S. 320, Anm. 3.

1) GUÉRARD, Polyptyque, I. Bd., S. 436; er identifiziert ihn mit dem maior.

2) GUÉRARD, Explication, S. 292/93.

3) ANTON a. a. O. S. 314.

4) WAITZ, V.G. IV, S. 121.

5) GAREIS, Bemerkungen, S. 231.

6) Zwar wird dem villicus keine richterliche Tätigkeit aufgetragen und auch nicht eine direkte Rechnungslegung. Doch scheint mir ein argumentum e silentio hier nicht am Platze, da man nicht in ein paar Zeilen dieselbe Geschlossenheit wie in dem Cap. d. V. erwarten darf. In den Kapitularien wird eben das durch die Verhältnisse Geforderte betont, und handelt es sich hier besonders um wirtschaftliche Aufgaben. LAVISSE, Histoire de France, II. Bd., S. 335 identifiziert den villicus mit dem maior (ohne Angabe des Grundes).

In demselben Kapitular kommen auch Bestimmungen vor, die mit ähnlichen des Cap. d. V. sich zu decken scheinen. C. 8 wird den vicarii die Sorge für Wolfsjäger aufgetragen. Ich glaube, daß der Vikar ein Unterbeamter des Grafen war, dem ebenso wie dem Iudex das Vertilgen von Wölfen aufgetragen wurde. Zu dieser Annahme stimmt auch c. 15 desselben Cap. [1]). Und während im Cap. d. V. die Wolfsjäger vom Iudex gehalten werden sollen [2]), also zum Hofverbande gehörten und wahrscheinlich als provendarii vom Gute ernährt wurden, wurde den Wolfsjägern des Vikars von der Allgemeinheit gezinst [3]).

Waitz [4]) führt auch noch actor und exactor als vorkommende Bezeichnungen für den Iudex an und gibt dafür Beispiele. Doch sagt er selbst weiter unten, daß actores ganz allgemein die Bedeutung Beamten hat [5]). Dies aber erklärt die Verwendung dieser Worte für den Iudex vollkommen, da durch Hinzufügung des Wortes villae oder fisci oder durch die Stellung der Sinn auf den Amtmann gerichtet wird. Daß aber der Ausdruck actores, mit dem die öffentlich-rechtlichen Beamten bezeichnet werden, auch auf die Verwalter des für den Privatbedarf des Königs betriebenen Gutes angewendet wird, zeigt uns deutlich, wie eng in damaliger Zeit Staats- und königliche Privatwirtschaft miteinander verbunden, ja im rechtlichen Sinne überhaupt nicht voneinander zu scheiden sind.

Zur Erleichterung der doppelten Arbeitsaufgabe des Iudex wird sein ministerium in neue ministeria geteilt, die einerseits

---

1) Ut vicarii eos qui pro furto se in servitio tradere cupiunt non consentiant, sed secundum iustum iudicium terminetur.

2) C. 69.

3) Cap. Aquisgr. c. 8: Et unusquisque de his, qui in illo ministerio placitum custodiunt, dentur eis modium unum de anona.

4) Waitz, V.G. IV, S. 121, Anm. 4 und 5.

5) Ebenda S. 143; vgl. Darmstädter a. a. O. S. 286/87. Der Amtmann der einem italienischen Fiskus vorstand, hieß actor; der Vorsteher eines Guastaldatsprengels ist der Guastalde; vgl. auch Adolf Schulten, Die römischen Grundherrschaften, Weimar 1896, S. 59/60. Der Bewirtschafter des Hoflandes des Gutes eines römischen Grundherrn heißt gleichfalls actor oder vilicus.

durch Vorwerke oder Fronhöfe oder andererseits durch besonderen Zwecken dienende Betriebe gebildet werden [1]). Diesen kleineren Amtssprengel, die ihrem ganzen Wesen nach nicht als wirschaftliche Einheit aufzufassen sind, standen die Unterbeamten vor. Allerdings wird man nebstbei an andere zuverlässige Hilfskräfte denken müssen, die dem Iudex zur persönlichen Unterstützung, zu Botengängen und Vertretungen oder zu Diensten in der Kanzlei zur Verfügung standen [2]).

Die Unterbeamten werden dem Iudex gegenüber als iuniores bezeichnet [3]). Sie nehmen einen bedeutend niedrigeren Rang als dieser ein [4]), unterstehen seiner Kontrolle und wie die anderen Mitglieder der Familia seiner Disziplinargewalt. Sie sind seine Unterbeamten, und ihm obliegt auch die kluge Wahl derselben.

Die bedeutendsten unter ihnen sind die Meier (maiores). Ihr Amt erschien selbst mächtigeren Leuten erstrebenswert [5]). Der Betrieb dieses ministerium war ein landwirtschaftlicher, wobei dem Meier eine tätige Inspektion oblag [6]). Die anderen ministeria hat Lamprecht mit dem Worte Sonderbetriebe bezeichnet; den Ausdruck darf man aber nur in dem Sinne gelten lassen, daß diese Betriebe besonderen Zwecken dienten, nicht aber, daß sie von dem allgemeinen Wirtschaftsbetrieb in irgendeiner Weise abgesondert waren. So sind die forestarii die Leiter des Forstwesens; die

---

1) Brunner, II. Bd., S. 125 teilt den Fiskus in einzelne ministeria ein und läßt jedes dieser einem maior unterstellt sein. Das mag für das Ackerland des Fiskalbezirkes gültig sein. Aber auch die gewerblichen Arbeiten waren durch Verbände gegliedert (s. Manitius, Landgüterordnung Karls des Großen, in: Beilage zur Allgemeinen Zeitung, München 1904, ein rein feuilletonistisch gehaltener Artikel, S. 209), denn c. 10 werden neben den Meiern eine ganze Reihe anderer Unterbeamten genannt, und es kann kein Zweifel sein, daß diese gleichfalls unter dem magister zu verstehen sind, der c. 29 die Mitglieder seines ministerium vor Gericht vertreten soll (s. oben S. 343).

2) Bor. S. 170, c. 19: per vilicis nostris aut a missis eius a se transmissis.

3) C. 63.

4) Sie werden nach c. 16 eventuell mit Prügel bestraft.

5) C. 60 verbietet das Cap. d. V., daß es an solche gegeben werde, weil die mächtigeren Leute leicht die familia unterdrücken konnten.

6) C. 26.

poledrarii stehen der Pferdezucht vor, die teleonarii dem Zollwesen [1]) usw. Auch die Handwerker werden c. 45 ministeriales genannt [2]); man wird aber nicht annehmen dürfen, daß jedes der daselbst erwähnten Handwerke ein eigenes ministerium zu bilden imstande war. Nur die beschäftigtsten dürften in dieser Weise organisiert gewesen sein [3]).

Die Tätigkeit der Unterbeamten bestand in der Beaufsichtigung ihres Amtssprengels [4]), dafür waren sie von Handdiensten (manuopera) befreit und hatten nur Reihendienste (beim Pflügen) und einen Schweinezins zu entrichten [5]); nur der Meier, der zur Entlohnung seiner Mühe ein beneficium erhält [6]), soll für die manuopera einen Vertreter entsenden [7]). Nebst dieser im Interesse der Produktion stattfindenden Tätigkeit hat der Unterbeamte aber auch administrative Agenden, die dem Amtmann die seinigen erleichtern sollen. Er hat über seinen Wirtschaftszweig Rechnung abzulegen, um dem Amtmanne die Einreichung der einzelnen Wirschaftskonti zu erleichtern. Auch obliegt ihm die Vertretung seiner Untergebenen vor Gericht [8]).

Die Unterbeamten sind ihrer ganzen Stellung nach Arbeiter, die immer unter der Kontrolle des einen einzig und allein leitenden Beamten stehen. Man wird daher annehmen müssen, daß sie nicht allein die Aufsicht über ihre Sonderbetriebe zu führen hatten, sondern an der Arbeit ihres ministerium selbsttätig mitzuhelfen hatten, also ungefähr eine Stellung einnahmen, wie sie heute einem Meister in einer Fabrik entspricht.

---

1) C. 10: cellerarii scheinen Kellereibeamte zu sein; bei den decani wird man an Kanzleibeamte denken dürfen; s. LAMPRECHT a. a. O. I, S. 721, Anm. 3.

2) C. 45: et ceteri ministeriales.

3) Vgl. THAER a. a. O. S. 252; Brev. Ex. c. 29 fehlen alle ministeriales.

4) C. 10.

5) C. 10.

6) C. 10; doch haben auch andere Unterbeamte eventuell ein beneficium, z. B. die poledrarii nach c. 50, was aber nach c. 10 nicht häufig gewesen zu sein scheint.

7) C. 10.

8) C. 29.

Noch einige Worte über die Entlohnung der Beamtenschaft des Fiskalgutes. Der Iudex erhielt zweifellos für seine Mühewaltung ein beneficium [1]; die familia des Fiskalgutes durfte er aber nicht zu persönlichen Dienstleistungen oder zu Abgaben heranziehen, sondern nur die Annahme geringer Geschenke war ihm gestattet [2]; denn die familia mußte vor Übergriffsversuchen ihrer Beamten geschützt werden.

Auch die Unterbeamten konnten durch ein beneficium entlohnt werden. Besonders war dies bei den Meiern der Fall [3], deren Aufgabe in landwirtschaftlicher Arbeit lag. Die Vorsteher der anderen ministeria konnten zwar gleichfalls ein beneficium erhalten oder auf einer eigenen, zum Gute gehörigen Hausstelle ihren Lebensunterhalt erwerben [4], doch da ihre ständige Anwesenheit im Betriebe eine Notwendigkeit war, erhielten sie wohl meist ihren Unterhalt auf dem Haupthofe zugewiesen [5]; denn ein beneficium hätte sie von ihrer für das Gut hauptsächlich wichtigen Beschäftigung durch ganz anders geartete Arbeitsforderungen ablenken müssen.

Der Wirtschaftsbetrieb eines Fiskus.

Quiquid homo in domo sua vel in villis suis habere debet, iudices nostri in villis nostris habere debent [6]. Es ist die Zeit der „geschlossenen Hauswirtschaft“ [7], und wie das einzelne Haus auf sich allein angewiesen war, so gab es auch keine Arbeitsteilung zwischen den einzelnen königlichen fisci. Jeder stand für sich allein und hatte Guts- und Arbeitsbedarf durch eigene Leistung sich zu schaffen. Er bildet ein geschlossenes Wirtschaftsgebiet, das nach allen Seiten des Bedarfs seine Tätigkeit entfaltet, um denselben zu decken.

---

1) C. 3: Frondienste der familia für den Iudex verboten; c. 58.

2) C. 3: Eier und Hühner.

3) C. 10, c. 36; vgl. Gareis, Landgüterordnung S. 25, Anm. Iudices.

4) C. 50.

5) Vgl. Lamprecht a. a. O. I, 2, S. 724.

6) C. 63, dessen epilogartiger Charakter von Boretius S. 82 betont wird; ebenso Gareis, Landgüterordnung, Einl., S. 13.

7) Bücher, Entstehung der Volkswirtschaft, S. 92 ff.

Jeder Fiskalbezirk bildete einen zusammenhängenden Komplex, und schon in seinem Äußeren, in den Baulichkeiten, kommt die Größe des Betriebes zum Ausdruck. Das vornehmste Gebäude ist ein Steinhaus, aus mehreren Kammern bestehend, mit einer rings umlaufenden Veranda (solariis) und einem Kellergeschosse versehen [1]). Es war wohl zur vorübergehenden Aufnahme des Königs geeignet und wurde auf dessen oder seiner Gemahlin Befehl dem Königsboten zur Verfügung gestellt [2]). Säulengänge [3]) dienten zum Schmuck und mögen dem Ganzen einen ansprechenden Anblick gewährt haben. Die geringeren Wirtschaftsgebäude waren aus Holz gezimmert [4]) und wohl nach der Größe des Fiskalbezirkes an Zahl und Ausdehnung wechselnd. Da waren die Frauenarbeitshäuser (genitia) mit mehreren Kammern [5]), Ställe, Küche, Kelter, Brau- und Backhäuser [6]), Vorratshäuser wie Speicher und Scheuern [7]). Eine Mühle mag bei jedem Gute gewesen sein [8]) und viele kleine Holzhäuser, um den unmittelbaren Knechten des Gutes Unterkunft zu gewähren [9]). Und der ganze Gebäudekomplex sollte in Ordnung und wohlbewacht sein [10]), weshalb er mit einem Zaun umgeben war. So ward ein großer Hof gebildet, zu dem ein Tor (vielleicht aus Stein) [11]) einen Zugang eröffnete. Im fiscus Asnapium finden wir noch einen kleinen Hof, der ebenfalls umzäumt und mit Bäumen bepflanzt war [12]).

Dies Vorhandensein zweier Höfe weist vielleicht auch für Asnapium auf jene Gliederung der Zentren der Fiskalbezirke hin, wie wir sie im allgemeinen anzunehmen haben: die Gliederung in die villa urbana und villa rustica. Diese Ein-

---

1) Brevium Exempla, Bor. S. 250, c. 25.
2) C. 27.
3) Brev. Ex. c. 32.
4) Brev. Ex. c. 25, 30 u. a.
5) Brev. Ex. c. 25; Cap. d. V. c. 43.
6) Brev. Ex. c. 25; Cap. d. V. 41.
7) Brev. Ex. c. 25; Cap. d. V. 19.
8) Cap. d. V. c. 18.
9) Brev. Ex. c. 25; XVII casae in fisco Asnapio.
10) C. 41.
11) So beim fiscus Asnapium Brev. Ex., c. 25.
12) Brev. Ex. c. 25.

teilung geht auf römische Einrichtungen[1]) zurück und wurde von den Franken nicht nur beibehalten, sondern ward auch ihre typische Besiedlungsform im Eroberungsgebiete[2]). An den Pfalzen tritt sie deutlich in Erscheinung. Die villa urbana umfaßte die Baulichkeiten für den Aufenthalt des Königs und die Wohnungen der leitenden Wirtschaftsbeamten, die villa rustica die Wirtschaftsgebäude und die Unterkunftsstätten für die provendarii[3]), seien diese niedere Beamte oder unmittelbare Diener des Haupthofes gewesen. Die Hütten der mansionarii lagen im flachen Lande um den Haupthof[4]), und an der Peripherie des Gutes waren Meierhöfe zur teilweise selbständigen Bewirtschaftung eingerichtet.

---

1) Ad. Schulten a. a. O. S. 53 nennt die villa urbana das Schloß, da sie in römischen Zeiten als der Landsitz der in der Stadt wohnenden Großgrundbesitzer anzusehen ist, und stellt ihr den Komplex der Wirtschaftsgebäude, die villa rustica, gegenüber. Beide bilden den Haupthof, der in römischen Zeiten von einer Mauer und einem Graben umgeben war. Nach Levasseur, L'Histoire de l'Industrie et des Classes Ouvrières en France, S. 44 empfiehlt Palladius, die villa urbana höher als die villa rustica anzulegen, was eine leichtere Verteidigung des Kernes des Gutes ermöglichte.

2) K. Rübel, Die Franken, ihr Eroberungs- und Siedlungssystem im deutschen Volkslande, Bielefeld und Leipzig 1904, passim, sieht diese Gliederung des Haupthofes als typisch für die Siedlung der Franken im deutschen Volkslande an. Die Franken haben sich genau hierin dem römischen Vorbilde angeschlossen, nur die Fähigkeit, die Wasserläufe besonders für ihre Anlagen auszunützen, haben sie aus ihrer Heimat, dem Saallande, mitgebracht. So hat Schuchardt in: Oppermann-Schuchardt, Atlas vorgeschichtlicher Befestigungen in Niedersachsen, Hannover 1887 ff., 7 Hefte, einige Burgen, die früher im Atlas als alte römische Befestigungen geschildert waren, nachher als karolingische erkannt. Die fränkischen Anlagen dienten zunächst militärischen Zwecken; so schlossen sich an die Burg die Wirtschaftsgebäude an, und im Laufe der Zeit trat der militärische Zweck zurück. Im übrigen ist auch bei den alten sächsischen Anlagen eine Vor- und eine Hauptburg zu unterscheiden. Es ist dies ein selbstverständliches Verteidigungsprinzip, das bei den entwickelten römischen Verhältnissen eben im Sinne der Wirtschaft umgestaltet wird.

3) Bei dem großen Ausbau der Aachener Pfalz wurden allerdings aus der villa rustica auch die Wohnstätten der Hofbediensteten und die landwirtschaftlichen Gebäude verlegt; vgl. Rhoen, Die karolingische Pfalz zu Aachen, Aachen 1889.

4) Über die Anlage der Häuser der mansionarii konnte ich nichts Positives erschließen. Im allgemeinen wird man wohl eine verstreute Anlage annehmen

Was die familia[1]) des fiscus betrifft, so haben wir die Beamtenschaft, die Führer des ganzen Organismus, bereits besprochen. Ihnen unterstanden die in ihrem ministerium tätigen Leute; in ihrer Gesamtheit bildeten sie die familia des königlichen Haupthofes. Wir begegnen hier einer Gliederung der Kräfte nach der Seite der Produktion hin, wie sie für den wirtschaftlichen Fortschritt von der größten Wichtigkeit war, und die wir vielleicht als eines der hervorragendsten Verdienste der Großgrundherrschaft und da besonders der königlichen, deren Besitzungen geschlossene Gebiete bildeten, bezeichnen können.

Aber auch im Interesse der Konsumtion tritt eine Teilung der familia ein, in solche, die auf eigener Hausstelle ihren Unterhalt finden und dem Hofe nur gewisse Abgaben und Dienste leisten[2]), und in solche, die ihre Arbeitskraft ständig dem Hofe widmen müssen und dafür vom Gutsertrage ihre Nahrung beziehen. Diese Gliederung der familia und mit ihr des Ackerlandes in solches, das vom Hofe aus, und in solches, das von den einzelnen Hausstellen aus bewirtschaftet wurde, geht im wirtschaftlichen Sinne auf römische Verhältnisse zurück[3]).

Beide Gliederungen gehen Hand in Hand. So haben die mansionarii[4]) landwirtschaftliche Arbeiten zu leisten[5]), während

---

dürfen, doch ist das Zusammendrängen zu einem Dorfe durchaus wahrscheinlich. Schulten a. a. O. S. 58 spricht von den „eigenen Häusern und Dörfern" der römischen Kolonen. S. 53 nennt er den Gutshof „gewissermaßen die Stadt, zu der die Kolonendörfer gehören".

1) Zu ihr gehören auch Freie und Halbfreie.

2) Vgl. Guérard, Polyptyque, II. Bd., Text. Bei den kirchlichen Großgrundherrschaften war diese Art Nutznießung der Güter besonders beliebt.

3) Ad. Schulten a. a. O. S. 60/61.

4) Mansionarii, die eine eigene Hausstelle besaßen.

5) Vgl. Guérard, s. oben Anm. 2; vgl. auch O. Siebeck, Der Frondienst als Arbeitssystem, Tübingen 1904; Ergänzungsheft 13 der Zeitschrift für gesamte Staatswissenschaft, S. 54 ff. Die Hintersassen zur Außenwirtschaft, das Hofgesinde zu Innendiensten verwendet. Die Arbeit Siebecks ist eine erweiterte Fassung seiner Dissertation: „Das Arbeitssystem der Großgrundherrschaft des deutschen Mittelalters, seine Entstehung und seine soziale Bedeutung", 1904. Er betont die germanischen Elemente zur

die Tätigkeit der provendarii in der für das Gut so wichtigen allgemein dienenden oder gewerblichen Arbeit ihre hauptsächliche Bedeutung hatte, die es nicht zuließ, daß der Betreffende daneben noch ein eigenes Stück Land bebaue. Freilich werden auch die provendarii vom Haupthofe zum landwirtschaftlichen Betrieb, zum Anbau selbst, verwendet, da in den Zeiten der großen Arbeit wohl alle Kräfte Hand anlegen mußten.

Der Ackerbau wird in dem System der Dreifelderwirtschaft betrieben [1]). Angebaut wurden verschiedene Getreidearten, Spelt, Weizen, Roggen, Gerste, Hafer [2]), Hülsenfrüchte, wie Bohnen, Erbsen und Hirse [3]), und die zur Verarbeitung in Frauenhäusern bestimmten Gewächse, wie Flachs und Hanf, die ANTON als Handels- oder Fabrikgewächse bezeichnet [4]).

Die Wichtigkeit der Dreifelderwirtschaft erfordert es, die Art ihrer Handhabung zu beschreiben [5]). Das ganze Ackerland war in drei Fluren zerlegt [6]), welche abwechselnd mit Winter- oder Sommergetreide bestellt, respektive als Brache behandelt wurden. Jede Flur ward also zur selben Zeit in gleicher Weise bearbeitet. Die Brache wurde bis zum Johannistag etwa als Weide benützt, dann folgte die Bearbeitung mit Pflug und Egge und die Düngung. Dann wurde das Wintergetreide eingesät [7]). Nachdem es im folgenden Sommer abgeerntet worden war, blieb das Feld bis zum nächsten Frühjahr unberührt liegen und wurde

---

Ausbildung der Frondienste, z. B. die servi des TACITUS oder die Hilfepflicht der Nachbarn.

1) Vgl. G. HANSEN, Agrarhist. Abhandlungen, 2 Bde., Leipzig 1880, I. Bd., S. 152; auch INAMA, D. WG., I. Bd., S. 542 ff.; GOLTZ, Gesch. der deutsch. Landwirtschaft, I. Bd., S. 104.

2) Brev. Ex. c. 25: speltae, frumenti, sigilis, ordeo, avena; vgl. Anton a. a. O. S. 382 ff.

3) Brev. ex. c. 25: faba pisos, c. 44 d. Cap. d. V.: milio, panicio; BOR. Anm. 73, 74.

4) C. 62: quid de lana, lino vel canava; vgl. ANTON a. a. O. S. 404.

5) Diese Schilderung ist dem Buche VON DER GOLTZ' a. a. O. S. 79/80 entnommen und schließt sich dem Inhalt nach vollkommen an ihn an.

6) Doch kommt auch häufig eine Zerlegung dieser Fluren in einzelne Gewanne, die dann wieder der Dreiteilung unterworfen waren, vor.

7) Je nach den klimatischen Verhältnissen Mitte August bis Mitte Oktober.

nur, solange es eben ging, vom Vieh als Stoppelweide benutzt. Hierauf erfolgte die Bearbeitung behufs Einsaat des Sommergetreides, und nach Aberntung desselben im August oder September wurde das Stoppelfeld wiederum vom Vieh beweidet, bis dann im Juni des nächsten Jahres wieder die Bearbeitung der Brache erfolgte. Damit ist der Turnus in der Bebauung des Bodens geschlossen.

Die Dreifelderwirtschaft betraf hauptsächlich den Anbau von Getreide, doch wurde, wie oben gesagt, auch die Kultur anderer Gewächse gepflegt, und zwar fand der Anbau derselben in einem Teile des Sommerfeldes statt.

Wie der Anbau geschah, darüber vermag man nur wenig aus den Quellen zu lesen. Die Düngung wird im Cap. d. V. nirgends erwähnt, wahrscheinlich, weil sie schon längst üblich war[1]. Kontrovers ist die Frage der Saat. Der Iudex wird c. 32 angewiesen, stets guten Samen zu haben. Die Worte lauten: Ut unusquisque iudex praevideat, quomodo sementem bonum ... semper de comparatu vel aliunde habeat.

Nun heißt „de conparatu“ „durch Kauf“. Waitz[2]) spricht von der Absonderung behufs Rechnungslegung[3]) und sagt dabei: „... anderes kam für die Wirtschaft selbst, z. B. als Aussaat, zur Verwendung“. Er ist also offenbar der Ansicht, daß aus dem Wirtschaftsertrage selbst gesät, nicht aber der Same käuflich erworben wurde. In den Brevium Exempla ist nirgends von Samenkauf die Rede, im Gegenteil, immer wird die Ausscheidung des Samenbedarfes vom Gutsertrage erwähnt[4]). Es ist daher ganz willkürlich, wenn Volz[5]) es als eine Hauptvorschrift Karls bezeichnet, besseres Saatgetreide von anderen Orten zu be-

1) Inama, WG., I. Bd., S. 411; vgl. auch Bor. S. 170, c. 19: terram aratoriam ... femare.

2) Waitz, V.G. IV, S. 127.

3) Ebenso faßt dies Gareis, nach dessen Ansicht der Samen durch Kauf erworben wird, Landgüterordnung, Einl., S. 15, wogegen wir uns gewendet haben; s. oben S. 337, Anm. 4.

4) Brev. Ex. c. 25: Presenti anno fuerunt speltae corbes CX, seminavit ex ipsis corbis LX, oder ebenda: frumenti modii C, seminavit LX.

5) Volz, Beiträge zur Kulturgeschichte, Leipzig 1863, S. 186.

schaffen[1]). Wäre sie eine solche, und wäre sie vor dem Cap. d. V. nicht geübt worden, so würde sie mit ganz anderem Nachdruck hervorgehoben sein.

Bedenkt man die Stellung, in der sich c. 32 befindet, so drängt sich einem eine ganz andere Interpretation auf. Es handelt sich, die für die Leistungen und den Wirtschaftsbedarf notwendigen Mengen vom Gutsertrage abzusondern; von Geld und Kauf kann nicht gut die Rede sein. Man bedenke auch, was für eine bedeutende Transportleistung das Beschaffen des Samenkorns aus einer anderen Gegend darstellen würde und wie naheliegend dann der Tausch zwischen verschiedenen königlichen Villen wäre, während an einem Kauf durch Geld bei den geringen Geldeinnahmen königlicher Güter kaum zu denken ist. Ich glaube, dies c. 32 muß so aufgefaßt werden: Jeder Iudex sorge vor, stets den besten Samen aus eigenem Ertrage oder von wo anders her (wenn dieser nicht gut ist) zu haben[2]), d. h. daß im allgemeinen der Samenbedarf vom Ertrage des Gutes bestritten würde.

Der Anbau erfolgte sowohl von den einzelnen, mit Ackerland ausgestatteten Hausstellen als insbesondere vom Haupthofe aus im großen. Der Ertrag ersterer kam dem einzelnen Anbauer zugute[3]), der des letzteren wurde zur Erhaltung der provendarii, zur Ausstattung der Arbeitshäuser, für die Leistungen an Hof und Heer und für die Wirtschaftsführung selbst verwendet (Same, Notschatz)[4]), eventuell verkauft[5]). Die Ackerwirtschaft

---

1) Auch Gareis, Bemerkungen, S. 241 nennt es das einzige, was wir aus dem Cap. d. V. vom landwirtschaftlichen Betrieb selbst wissen. Ebenso wie Gareis faßt die Vorschrift Bor. S. 82, Anm. Nr. 41, und Guérard, Explication, S. 300 übersetzt: „soit par achat soit autrement". Anders Anton a. a. O. S. 204, der übersetzt: „selbst erbaut".

2) Vielleicht ist an einen Fehler beim Überschreiben des Cap. durch den ähnlichen Klang der Wörter de conlabora(tu) und de conpara(tu) zu denken.

3) C. 50; soweit die mansionarii nicht für das vom Haupthofe direkt bewirtschaftete Land zu arbeiten hatten und abgesehen von den von ihnen zu leistenden Zinsen.

4) C. 33.

5) C. 33.

sollte durch Rodungen erweitert werden[1]), nebst ihr aber der Wiesenkultur ein besonderes Augenmerk zugewendet werden[2]), da dieselbe bei den großen Haustierherden der damaligen Zeit besondere Wichtigkeit besaß[3]).

Auch Weinbau wurde auf den Fiskalgütern betrieben. Der Wein soll in Gefäße getan und vor dem Verderben geschützt werden[4]); bei der Pressung der Trauben in den Keltern, die ordentlich gehalten sein sollen[5]), hatte auf Sauberkeit besonders geachtet zu werden, weshalb auch das Stampfen mit den Füßen verboten war[6]). Daß Wein ein viel genossenes Getränk war, zeigt auch der Umstand, daß bei der Ausstattung der Kriegswagen die Versorgung mit Wein vorgesehen wurde[7]), und daß diejenigen Fiskalgüter, die keinen gewöhnlichen Tischwein produzierten, solchen durch Kauf zu erwerben hatten[8]). Die Existenz von Schenken aber, wo der auf dem Gute produzierte Wein zum Ausschanke gelangte, ist nur problematisch[9]).

Sehr reichhaltig war die Gartenkultur, die Schmuck- und viele Medizinalpflanzen, zahlreiche Gemüse- und Obstarten enthielt[10]). Eine Aufzählung hätte hier keinen Sinn, da sie eigentlich nur eine Übersetzung des c. 70 d. Cap. d. V, sein könnte. Wir vermögen aber daran zu erkennen, wie die Organisation der großen Fiskalbezirke den Wirtschaftsbetrieb mannigfaltiger gestaltete. Die Differenzierung in der Produktion wird eben wesentlich durch eine Zusammenfassung der Kräfte bedingt, wie sie

---

1) C. 36.
2) C. 37.
3) Inama, D. WG., I. Bd., S. 548 ff.
4) C. 8.
5) Cc. 41 und 48.
6) C. 48.
7) C. 64.
8) C. 8.
9) C. 22; De racemis coronas, vielleicht an Aushängezeichen von Schenken, wahrscheinlich aber an Traubenlieferungen zu denken; vgl. Gareis, Landgüterordnung, S. 38 Anm. coronas; G. hält letzteres nach der Ansicht von Guérard und Boretius für wahrscheinlicher.
10) Von vielen Obstarten verschiedene Sorten; c. 70.

damals allein durch die Organisation der Großgrundherrschaft möglich war.

Gehen wir zur Tierzucht auf dem Fiskalgute über, so wollen wir zunächst die Geflügelhaltung besprechen, da ein Zusammenhang zwischen ihr und dem landwirtschaftlichen Anbau besteht; denn gerade bei Mühlen und Scheuern soll zahlreiches Geflügel gehalten werden[1]), damit die abfallenden Körner eine rationelle Verwendung finden. Besonders Hühner und Gänse werden auf den Gütern gehalten[2]), während die Enten zum edleren Geflügel zu gehören scheinen[3]). Mästung von Hühnern und Gänsen soll stets gepflegt werden, und dieses Mastgeflügel sollte der königlichen Tafel dienen[4]). Außerdem gab es einen allgemeinen Hühner- und Eierzins, den die Mitglieder der Familie zu entrichten hatten[5]) und der die Verbreitung und Bedeutung dieser Tiere für die Wirtschaft der damaligen Zeit zu zeigen vermag[6]). Dieser wurde zum servitium verwendet oder verkauft[7]). Sehr ansprechend ist es, daß auch edles Geflügel zur Zierde des Hofes, pro dignitatis causa, gehalten werden sollte[8]).

Jede villa hatte eine Zeidlerei zu besitzen, deren Pflege einem Provendarier oblag[9]), um so sich selbst mit Wachs und Honig, die auch beide für das servitium in Betracht kamen, zu versorgen[10]).

Die Pferdezucht wurde unter besonderen Beamten betrieben[11]), doch mußte der Amtmann selbst stets ein wachsames

1) CC. 18 und 19.

2) Die Zahl in diesen cc. vorgeschrieben, nach Brev. Ex. wurden aber weniger gehalten, z. B. c. 27 nur aucas XV, pullos XX.

3) C. 40, enecas wohl statt enetas; s. Bor. Anm. Nr. 56; Gareis, Landgüterordnung, S. 46, Anm. rechts unten.

4) C. 38.

5) C. 39.

6) Diese Abgabe war wohl nicht drückend; denn sie ward auch dem Iudex gestattet, von der familia anzunehmen; c. 3.

7) C. 39.

8) C. 40.

9) C. 17.

10) Das Wachs, besonders für Kirchenkerzen, daher auch Wachslieferung zum Andreasfeste und zur Fastenzeit; c. 59.

11) C. 50, c. 10.

Auge darauf haben, achten, daß die Hengste nicht durch langes Stehen Schaden litten[1]), zur rechten Zeit Stuten und Hengste zusammenführen, und wenn ein Beschäler krank wurde oder starb, dem König davon Nachricht senden[2]).

Als Zugtiere aber wurden die Pferde nicht verwendet, dazu dienten die Ochsen[3]). Überhaupt war die Haustierzucht auf den Fiskalgütern sehr bedeutend. Es wurden eigene Züchtereien von Rindvieh, Schafen, Schweinen, Ziegen u. s. w. angelegt, und diese durften nicht für die Lieferungen an den König noch sonst wegen Arbeitsbedarf oder Gutsgebrauch vermindert werden[4]). Auch waren große Herden vorhanden[5]); besonders hoch war die Zahl der Schweine[6]); sie waren ein besonders beliebtes, verbreitetes und jedenfalls auch billiges Nahrungsmittel[7]), denn Schweinefleisch bildete einen Bestandteil der Nahrung der Provendarier[8]). Der König ließ sich über das Vorhandensein von Eichelmast berichten[9]) und legte gerade auf den Schweinezins großen Wert[10]). Am Hofe selbst aber waren die verschiedenen, von Schweinefleisch zubereiteten Speisen gern gesehen[11]), und dem Iudex wird gerade für diese im Cap. d. V. peinliche Sorgfalt aufgetragen[12]). Auch Mästung des Viehes ist dem Amtmann anbefohlen, sowohl zur Talggewinnung als auch für Fleischlieferungen an den Königshof[13]).

1) C. 13.

2) C. 13.

3) C. 23 wird bestimmt, daß pro servitio ad dominicum opus keine Zuchttiere verwendet werden dürften, also anderes Rindvieh; vgl. LAMPRECHT a. a. O. I, 1, S. 555; vgl. auch MÜHLBACHER a. a. O. S. 313.

4) C. 23; GOLTZ a. a. O. S. 105 nimmt an, daß die dienstpflichtigen Bauern die Ackerarbeit mit eigenen Zugtieren zu verrichten hatten.

5) Vgl. Brev. Ex. cc. 25, 35, besonders große Schweine- und Schafherden.

6) In fisco Anapio überstieg sie 250; Brev. Ex. c. 25, doch kamen noch größere Herden vor; s. GUÉRARD, Polyptyque II, S. 329.

7) Vgl. LAMPRECHT a. a. O. I, 1, S. 536.

8) So nach den Statuta Abbatiae Corbeiensis, Liber II, Cap. XI; GUÉRARD, Polyptyque, II. Bd., S. 329.

9) C. 13.

10) C. 36.

11) EINHARDI Vita Karoli, c. 24; M. G. SS., II. Bd., S. 456.

12) C. 34.

13) C. 35.

Der Wald steht unter der Obhut eigener Beamten (forestarii)[1]. Er soll gut bewacht sein und ebenso das Wild. Wilddiebstahl wird verboten und bestraft[2]. Der Eichenwald erhält durch die Bedeutung für die Schweinemast grosse Wichtigkeit. Die Waldwirtschaft spielte keineswegs eine untergeordnete Rolle; sie sollte nicht vom Anbau verdrängt werden, sondern Rodungen sollten nur an geeigneter Stelle vorgenommen werden, damit der Wald nicht das Feld überwuchere[3]. Die Jagd auf Wild war sicher in damaliger Zeit sehr ergiebig[4]; es wurden auch abgeschlossene Gehege für das Wild, Tiergärten, angelegt[5]. Sperber und Falken wurden zur Jagd abgerichtet[6] und für gute Hunde Sorge getragen[7]. Neben der Jagd wurde der Fang mit Netzen und Schlingen betrieben[8]. Zwei Wolfsjäger in jedem Fiskalbezirk sollten um die Ausrottung der Wölfe bemüht sein, deren Felle an den Königshof gesendet wurden[9], wahrscheinlich, um dort als Teppiche benutzt zu werden. Auch der Vogelfang mit Netzen und Schlingen ward geübt[10].

Für die Fischzucht mußte jede villa einen Weiher haben[11]. Die Fische wurden mit Netzen gefangen[12] und in Behältern aufbewahrt[13], um bei einer eventuellen Anwesenheit des Königs

---

1) C. 10.

2) Bor. S. 91; c. 39, Cap. Missorum Generale v. J. 802.

3) C. 36.

4) Sie bildete auch ein Hauptvergnügen des Königs, dessen Jagdgebiet in den letzten Jahren vorzüglich die Ardennen bildeten; vgl. Ann. Einh. f. d. J. 813, M. S. SS. I, S. 200 und Einhardi Vita K. M., c. 30, more solito ... non longe a regia Aquensi venatum. ... Er aß auch nichts lieber praeter assam, quam venatores veribus inferre solebant; Einhardi Vita Karoli Magni, a. a. O. c. 24.

5) C. 46.

6) C. 36.

7) So hat der Amtmann die jungen Hunde, die ihm vom König übergeben wurden, aus Eigenem zu versorgen; c. 58.

8) C. 45, retiatores.

9) C. 69.

10) C. 45; s. Anm. 8.

11) C. 21.

12) C. 45; s. Anm. 8.

13) C. 65; nach Anton a. a. O. S. 232.

diesem zubereitet oder aber im Falle von Überfluß verkauft zu werden [1]).

Die notwendige gewerbliche Arbeit wird von der familia des fiscus selbst geleistet, und zwar sollen für die verschiedenen Arten dieser geschulte Leute auf dem Gute vorhanden sein [2]): Schmiede, Schuster, Zimmerleute, Seifensieder, Netzmacher und andere und nicht etwa ein Handwerker für jedes Handwerk, sondern mehrere, und für die besonders beschäftigten Gewerbe wird man, wenigstens im Ideal des Kaisers, an eine ämterweise Organisation des Handwerks denken müssen. Keutgen [3]) lehnt diese Annahme entschiedenst ab, indem er das Wort magister nur auf den Iudex und den Meier bezogen wissen will. Doch erscheint es ihm auch als „Meister" im technischen Sinne, und er stellt selbst diesem die pfuschenden Gehilfen entgegen. Das Wort ministerium aber will er nur örtlich erklärt wissen. Der Gebrauch des Wortes ministeriales scheint mir dies zu widerlegen [4]), und die innere Organisation eines fiscus beruht durchaus auf der Gliederung in einzelne ministeria, und so wird auch der technisch gebildete magister der Vorsteher eines Handwerksamtes gewesen sein, die pfuschenden Gehilfen seine iuniores [5]). Freilich ist nicht anzunehmen, daß alle im Cap. d. V. in c. 45 aufgezählten Handwerker auf jedem Fronhof vorhanden oder gar in Verbände

1) C. 65.

2) C. 45, bonos habeat artifices.

3) Keutgen, Ämter und Zünfte, Jena 1903.

4) C. 10: Ut maiores nostri et forestarii, poledrarii, cellerarii, decani, teleonarii vel ceteri ministeriales. — Hier sind nur Vorsteher der einzelnen Wirtschaftszweige aufgezählt, und sie werden als ministeriales bezeichnet, obgleich ihr Arbeitsfeld mehr sachlich als örtlich begrenzt ist. C. 45 fährt das Cap. nach Aufzählung der Handwerker fort: et reliquos ministeriales, wiederum ein Umstand, der deutlich für die ämterweise Gliederung des Handwerks spricht.

5) Daß im fiscus Asnapium das Fehlen von Handwerkern (nullos artifices) erwähnt wird, spricht nicht gegen unsere Annahme. Im Gegenteil, Handwerker mußten in Asnapium gewesen sein; denn auch hier findet sich ein Vorrat von Werkzeugen, und ohne handwerkskundige Leute ist der Betrieb eines solchen Gutes undenkbar. Mit dem „nullos artifices" ist offenbar das Fehlen von Handwerkerverbänden gemeint, wie solche nach den Intentionen des Cap. d. V. hätten bestehen müssen.

gegliedert waren. Das Cap. d. V. will eine Idealorganisation [1]) entwerfen und die wirklichen Verhältnisse traten hinter dieser zurück.

Die städtische Kultur der Römer war zersetzt und vernichtet worden und das platte Land wieder zum Träger der Kultur geworden. Man wird daher kein städtisches und hier wiederum besonders ein grundherrschaftliches Handwerk annehmen müssen [2]). Die größere Wertung der Handwerker, die LEVASSEUR erwähnt [3]), bezieht sich nur auf Luxushandwerker, während die, die für das tägliche Leben notwendig waren, nicht höher eingeschätzt wurden und daher wohl auch immer vorhanden waren. Auch das so präzise Wort v. BELOWS [4]): „Die große Masse der Ritter kaufte ihr Schwert am Markte", beweist nichts gegen die Geschlossenheit der Wirtschaft, da es sich hier nicht um Dinge des täglichen Lebens handelt, sondern um Waren, die ähnlich wie die Luxuswaren gehandelt wurden, da sie vielleicht während Generationen nur einmal gebraucht wurden. Übrigens läßt v. BELOW für die großen grundherrschaftlichen Komplexe — und um solche handelt es sich bei den königlichen fisci — die Geschlossenheit und mit ihr die Organisation des Handwerks [5]) gelten. Auch betont er sehr richtig, daß die späteren französischen Quellen sich vielleicht nicht im Gegensatz zum Cap. d. V. befänden [6]). Das ist eben der springende Punkt. Die vornehmsten Fiskalbezirke Karls des Großen lagen im ehemals romanisierten Gebiete. Hier hat sich die Entwicklung in steter Beeinflussung durch römische Ver-

1) KEUTGEN a. a. O. S. 27 nennt die Grundlagen für die Abfassung des Cap. d. V. „zum Teil theoretischer Natur". Das ist wohl zu weit gegangen. Die Grundlagen waren die praktischen Verhältnisse in ihrer größtmöglichen Steigerung und Güte.

2) LEVASSEUR a. a. O. S. 210/11.

3) LEVASSEUR a. a. O. S. 157/58. Unterschiede im Wergeld der Burgunder je nach der Arbeitsfähigkeit: Goldschmied 150 Sous, Silberschmied 100, Schmied 50, einfache Arbeiter (auch die übrigen Handwerker) oder Hirten 30.

4) G. v. BELOW, Die Entstehung des Handwerks in Deutschland, Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, V. Bd., S. 124—164 u. 225—247, S. 147.

5) Ebenda S. 146.

6) Ebenda S. 129.

hältnisse vollzogen, und hier muß man in vollständiger Übereinstimmung mit dem Cap. d. V. eine Gliederung des Handwerkerstandes auf den Krongütern in ministeria annehmen.

Diese Handwerker werden wohl Provendarier gewesen sein. Sie hatten sowohl das für die momentane Arbeit notwendige Werkzeug und die von momentanem Gebrauche geforderten Gebrauchsgegenstände zu liefern, als auch auf Vorrat zu arbeiten, weshalb jeder villa ein bestimmtes Inventar vorgeschrieben war [1]).

Eine zum Teil von den Römern übernommene Einrichtung [2]) sind die Frauenhäuser. Hier hatten die Frauen zu spinnen, zu färben, zu nähen und den Bedarf an Kleidung und Wäsche des Fiskalgutes zu verarbeiten. Gute Ordnung und Umzäunung sollen die Mägde darin vor Störungen schützen [3]). Wenn v. MAURER sagt, daß diese Frauenhäuser von den Männerwohnungen wie im Orient getrennt waren [4]), so scheint mir der Vergleich mit den orientalischen Sitten etwas zu hinken. Auch sind die genitia im wirtschaftlichen Sinne reine Arbeitshäuser. Was der Iudex ihnen gibt und geben muß, ist nicht zum Unterhalte dort lebender Mägde, sondern zur Verarbeitung bestimmt [5]). Daß die Frauenhäuser nicht als Wohnungen für die Mägde eingerichtet wurden, mag auch daraus erhellen, daß im Polyptychon Irminonis kein genitium erwähnt wird, weil Kleider- und Tücherverarbeitung zur Arbeitslast der Kolonen, resp. deren Frauen gehörte [6]).

---

1) C. 42; auch werden dem Iudex Fässer mit Eisenreifen (c. 68) vorgeschrieben. Aus den Brev. Ex. sehen wir, daß ein Inventar an Werkzeugen tatsächlich vorhanden war.

2) GUÉRARD, Polyptyque I, S. 61. Bei den Römern allerdings in diesen Frauenhäusern auch Männer beschäftigt. Das Spinnen und Weben der Weiber in unterirdischen Räumen ist auch eine altgermanische Sitte; s. HEHN, Kulturpflanzen und Haustiere, 7. Aufl., hrg. von SCHRADER, Berlin 1902, S. 175.

3) C. 49.

4) v. MAURER a. a. O. I, S. 241.

5) C. 43, c. 31 . . . qualiter inde faciant. BOR. S. 86, Anm. 40 erklärt gleichfalls: in quibus mulieres operantur.

6) Vgl. GUÉRARD, Polyptyque, I. Bd., S. 717 und II. Bd., Text passim. Die Wirtschaftsweise des kirchlichen Großgrundbesitzes stützte sich eben hauptsächlich auf die Hintersassen.

Diese Frauenhäuser standen keineswegs im besten Rufe, sie galten auch als der Prostitution dienend[1]). Für die Güter Karls aber müssen wir andere Verhältnisse als herrschend annehmen, soll doch immer für gute Ordnung[2]) und reiche Arbeit[3]) gesorgt sein. Es ist eine rein gewerbliche Tätigkeit, die in den Frauenhäusern Karls des Großen geleistet wird, und nach der Seite der häuslichen Bedürfnisse hin, Arbeiten, wie sie seit alters und noch lange nachher bis auf unsere Zeit auch von der Hausfrau versehen wurden.

Auch Handel und Verkehr eines Fiskus bezog der große Kaiser in seine Organisationsarbeit ein. Ein einheitliches Maß und Gewicht soll diese in geordnete Bahnen lenken und eine weitere Ausdehnung gestatten. Die Bemühungen hierfür reichen schon in frühe Zeiten zurück[4]). In der Admonitio Generalis sind sie, dem Charakter dieser Synodalbeschlüsse entsprechend, mit religiösen Gefühlen vermengt. Item Salamone Domino dicente: Pondus et pondus, mensuram et mensuram odit anima mea[5]). Selbstverständlich wird auch für eine einheitliche Münze gesorgt[6]).

Doch das waren nicht die einzigen Maßregeln für den Handel. Auf der Frankfurter Synode wurde ein Preistarif erlassen, wonach der König seinen eigenen Überschuß billiger verkaufte[7]). In guten Zeiten scheint das fränkische Reich auch an die Nachbarländer Getreide ausgeführt zu haben, da im Jahr 805 wegen der herrschenden Hungersnot dies verboten wird[8]). In demselben Kapitulare werden für die Kaufleute, qui partibus Sclavorum et Avarorum pergunt, Handelsgrenzen gezogen und die missi als

1) Beispiele in: v. Maurer a. a. O. I, S. 243/44.

2) C. 49.

3) C. 43.

4) S. oben S. 342.

5) Bor. S. 52, c. 74. Diese Bestimmungen kehren sehr häufig wieder.

6) Strafbußen, Preistarife zeigen dies.

7) Bor. S. 73, c. 4. Aus dieser Bestimmung erhellt, daß der Handel keinen wichtigen Erwerbszweig bildete, sonst wären die Großen mit dieser Preisdrückung von seiten des Königs kaum einverstanden gewesen.

8) Bor. S. 122, c. 4.

Handelsaufseher namhaft gemacht[1]). Auch für Verwendung des Gutsertrages spielt, wie wir schon wissen, der Handel eine Rolle, da der Überschuß nach königlichem Auftrage eventuell verkauft wird. Aber große Bedeutung werden wir dieser Verwendungsart nicht zuschreiben; denn nirgends werden besondere Kaufleute für den Fiskalbezirk erwähnt, nie ist von dem Kaufpreis die Rede, und bei den gewiß nicht sehr guten Verkehrsverhältnissen, und wenn man bedenkt, daß das ganze Volk ungefähr dieselbe Wirtschaft führte, wird man dem Handel im wirtschaftlichen Leben der damaligen Zeit nur eine untergeordnete Stellung zuschreiben können.

Die Wichtigkeit des Verkehrs lag weniger auf dem Gebiete des Handels als vielmehr auf dem der Lieferungen. Hier mag sich nun zur Zeit des servitium, oder wenn die schwer bepackten Kriegswagen ins Feld zogen, ein recht lebhaftes Treiben auf dem Fiskalgute entwickelt haben. Wir müssen daher auch Karls Maßregeln für Maß und Gewicht für diese Seite des Verkehrs die größere Wichtigkeit zuschreiben[2]); sie lagen eben nicht so sehr im Interesse der Ausbreitung der Wirtschaft als in dem der inneren Organisation, d. h. der Verwendung des Gutsertrages für den Herrn desselben.

Vergegenwärtigen wir uns in Kürze die vorgeführten Tatsachen. In allem tritt uns die Organisation als hervorragendes Moment entgegen. Organisation nach der Seite der Konsumtion und nach der Seite der Produktion, eine Zusammenfassung der Kräfte und dadurch eine Gliederung derselben, die der geschlossenen Wirtschaft die Dürftigkeit nimmt und sie auf eine hohe Stufe des Erwerbslebens stellt. Die einzelnen fisci aber werden vom Königtum in den Dienst seiner Konsumtion gestellt und erhalten dadurch ein zusammenfassendes Ziel.

Die Zentrale in der Organisation der Krongüter.

Schon aus dem bisher Gesagten ist uns die Bedeutung der Zentralinstanz für die Krongüter klar geworden. Die Produktion derselben steht im Dienste ihrer Konsumtion, daher empfangen

1) Bor. S. 122, c. 7.

2) S. oben S. 343.

diese auch von ihr die für den wirtschaftlichen Erwerb so wichtige Organisation. Als oberster Repräsentant der Zentrale tritt uns der König entgegen. Ihm zur Seite steht die Königin[1]). Und das ist ein Punkt, der ungemein ansprechend wirkt. Die Königin stand an der Spitze des Haushaltes. v. MAURER[2]) führt einige Beispiele voll reizender Naivität an, wie die Stellung der Königin am Hofe dieselbe war wie die der Hausfrau im einfachen Haushalt, sowohl in der ernsten königlichen Wirtschaftsführung als auch in den kleinen Fragen eines geordneten Hauswesens[3]). Es ist das altgermanische Schlüsselrecht der Hausfrau, das ihr ihre Stellung gibt. Soll ihr die Sorge über Küche und Keller, über Kleider und Wäsche obliegen, so muß sie auch anschaffen können, muß die für den Haushalt notwendigen Dinge dem Amtmann, dem Leiter des Hausgutes, auftragen können. Durch nichts vielleicht kann die Bedeutung der Krongüter für

---

1) Cc. 16, 27, 47, 58. Es fällt auf, daß Karl zur Zeit, als er das Cap. d. V. erließ, keine offizielle Gemahlin besaß und doch der Königin eine solche Stellung einräumte, die auch nach der gewissenhaften Erwähnung im Cap. d. V. bei sich dazu ergebender Gelegenheit gar nicht als nur auf dem Papier stehend anmutet. GAREIS, Bemerkungen, S. 212 erklärt dies damit, daß Karl für das Cap. d. V. eine dauernde Geltung in Anspruch nahm. Ziemlich als Nebensache erwähnt er den Umstand, daß übrigens Ludwig, der König von Aquitanien, eine Gemahlin besaß. Ich glaube aber, daß diesem Punkte einige Bedeutung ebenfalls beizumessen ist; denn ich kann GAREIS nicht beistimmen, wenn er nach den wirtschaftlichen Bestimmungen das Geltungsgebiet des Cap. d. V. für Nordfrankreich abgrenzen will. Die argumenta e silentio sind hier nicht angezeigt; denn es handelt sich um Bestimmungen, die für die Gesamtheit Geltung haben sollten, und da konnte auf einzelne spezielle Erwerbsarten wenig Rücksicht genommen werden. Die wirtschaftlichen Anforderungen, die das Cap. d. V. stellt, hätten sich von selbst nach der Beschaffenheit des Bodens modifiziert. Es ist nicht anzunehmen, daß es nicht in der Absicht des Gesetzgebers gelegen wäre, eine mit so viel Sorgfalt angelegte Organisation nicht auf seine gesamten Domänen ausdehnen zu wollen. So auch auf Aquitanien, das eine Königin besaß.

2) v. MAURER a. a. O. I, S. 227. „Und den König Frotho bitten einmal seine Gefolgsleute, er möge doch heiraten, damit jemand da sei, der dafür sorge, daß ihre alten Kleider geflickt und neue gemacht werden“ (Anm. 26, Saxo Grammat. V, 184).

3) Vgl. auch die schönen Ausführungen von K. W. NITZSCH, Gesch. des deutsch. Volkes, 2. Aufl., 1892, 2. Bd., S. 15.

die Existenz des Königtums besser hervortreten als dadurch, daß die Leiterin des Haushaltes auch zur Leitung derselben berechtigt war. Wenn heute die Herrscherin lediglich Repräsentationspflichten besitzt, so war damals der Königin in wirtschaftlichen Pflichten und Rechten ein bedeutungsvolles Tätigkeitsgebiet eingeräumt, das sie zur würdigen Mitarbeiterin ihres Gatten machen konnte. Sie soll ihm das Leben ordnen, fast möchte man sagen, die Wirtschaft führen, um seine Arbeitskräfte im Interesse des Staates zu schonen. De honestate vero palatii seu specialiter ornamento regali ... ad reginam praecipue et sub ipsa ad camerarium pertinebat ... ut tempore congruo semper futura prospicerent, ne quid ... defuisset. Haec omnia eo intendebant, ut ... rex ad totius regni statum ordinandum vel conservandum animum semper suum promptum haberet[1]).

König und Königin sind also der zentrale Mittelpunkt der königlichen Wirtschaft wie des königlichen Hofes[2]). Der karolingische Hof ist aber durch die Anwesenheit des Königs bedingt. Bei ihm ist das Palatium. Die Versorger desselben mit Speise und Trank, der sinescalcus et butticularius[3]), sind daher gleichzeitig die obersten Beamten der wirtschaftlichen Organisation. Sie empfangen direkt die Befehle von König und Königin, um sie an die Amtmänner durch ihre Boten weiterzugeben, und werden selbst vermöge ihrer Stellung und ihrer Sachkenntnis gewisse Anordnungen für die Güter oder deren Lieferungen zu erwirken vermocht haben. Gleichzeitig sind diese obersten Hofbeamten auch politische Würdenträger; denn, da es keine Scheidung zwischen Staats- und königlichen Privatagenden gab, mußten sie beiden gleichzeitig vorstehen[4]).

---

1) Hincmar, De Ordine Palatii, c. 22.

2) Hincmar, ebenda c. 13, anteposito ergo rege et regina.

3) Truchseß und Mundschenk. Auch in politischen Geschäften oder Heereskommanden verwendet (Ann. Laurissenses 782, 786; M. G. SS. I, S. 162 und 168; Annales Einhardi 782; M. G. SS., I. Bd., S. 163), was nicht für die Einzigkeit der Hofämter spricht; vgl. Brunner a. a. O. II, S. 101, während v. Maurer a. a. O. S. 218 für die Einzigkeit der vier obersten Hofämter eintritt.

4) Vgl. Fustel de Coulanges a. a. O., VI. Bd., S. 336 ff.

Auch den andern Hofbeamten, insbesondere den venatores et falconarii[1]), stand ein gewisser Einfluss auf die Leitung der Krongüter zu, allerdings nur, wenn sie mit von König oder Königin oder in deren Auftrage von den beiden obersten Wirtschaftsbeamten erlassenen Weisungen versehen waren. Das ist eigentlich nach c. 16 eine Selbstverständlichkeit, kann man ja auch dort nicht an mündlich erfolgte Befehle denken. Es handelt sich in c. 47 wahrscheinlich darum, den venatores et falconarii eine gewisse Ingerenz für die Ausführung der Befehle zu sichern. Dazu stimmt c. 24 HINCMARS De ordine Palatii, das den vier Jägern und dem Falkner die Besorgung des zur Jagd Notwendigen und die Versendung an den vorher bestimmten Ort zur Aufgabe macht, das Quantum aber seinem Urteile überläßt.

Das c. 47 gestattet uns auch einen Einblick in den Verkehr der Zentrale mit ihren Amtleuten. Hofbeamte, Leute, die ständig in der Nähe des Königs weilen[2]), werden mit der Übermittlung von Befehlen an die Iudices betraut. Der Verkehr dürfte hauptsächlich schriftlich, per litteras (c. 47), vor sich gegangen sein, wobei eine genauere Verbalinformation allerdings wahrscheinlich ist. Außerdem wurde durch die ständigen Königsboten und deren Berichte für die Zentrale eine Kontrollmöglichkeit geschaffen. Für die Wirtschaftsführung selbst hatten sie keine selbständige Bedeutung; sie hatten nach den Instruktionen des Königs vorzugehen. Ihre Wichtigkeit für die Organisation der Krongüter beruht darin, daß ihre Mitteilungen an den König im Vergleiche mit denen der Amtleute eine doppelte Kontrolle ermöglichten. Auch oblag ihnen eine Inventarisierung der Krongüter[3]), wobei ihnen der Iudex wohl behilflich war, wie er auch ihnen Rechenschaft abzulegen hatte[4]). Es ist, wie wenn heute ein höherer Beamter zur Prüfung der Administration und Wirtschaftsgebarung kleinerer Sprengel entsendet wird. So sind die missi dominici, die im karolingischen Reiche eine hervorragende, allgemein politische Stellung einnehmen, als die Inspektoren

1) C. 47.

2) C. 47, qui in palatio nobis adsidue deserviunt.

3) BOR. S. 176, c. 7; ein Beispiel davon liegt uns in den Brev. Ex. vor.

4) BOR. S. 170, c. 19.

der karolingischen Krongüter zu bezeichnen. Sie nehmen ebenso wie im öffentlich-rechtlichen Beamtenstatus auch unter den privatwirtschaftlichen [1]) Beamten des Königs eine Zwischenstellung zwischen den einzelnen im produktiven Sinne tätigen Leitern der Fiskalgüter und der Zentrale ein.

Die Rechenschaftsberichte und Wirtschaftskonti des Iudex in Verbindung mit den Ergebnissen der Königsboten hielten die Zentrale ständig auf dem laufenden, und die Einrichtung, daß der Amtmann, wenn er den an ihn erlassenen Befehlen nicht nachgekommen war, das Urteil oder die Verzeihung des Königs oder der Königin am Hofe persönlich zu erbitten hatte [2]), belehrte leichtsinnige oder widerspenstige Beamte betreffs des festen Willens seines Herrn, resp. seiner Herrin. Der regelmäßige Verkehr aber zwischen der dienenden produzierenden und der befehlenden konsumierenden Behörde erfolgte auf schriftlichem Wege, und dazu war auf beiden Seiten ein ausreichendes Kanzleipersonal notwendig [3]). Für den königlichen Hof lieferte dieses die Reichskanzlei. Dieser oblag auch die Ausführung von Verordnungen, die der König für seine Fiskalgüter, resp. deren Amtmänner erließ. Ein vielleicht oder besser wahrscheinlich einzig dastehendes Beispiel derselben ist uns im Cap. d. V. erhalten geblieben. Die Tendenz zur Verschriftlichung mag der Zentrale eine große Arbeitslast aufgebürdet haben, aber durch sie allein durfte der große Organisator eine dauernde Ordnung und eine fleissige, stets kontrollierte Beamtenschaft für seine, seiner eigenen Lebenshaltung dienenden Güter sich erhoffen.

Allerdings unter diesen Umständen war die Winterruhe wohl kaum eine ruhige Zeit. Da galt es für die obersten Wirtschaftsbeamten, den Ansprüchen des Hofgebrauches zu genügen, die von den Gütern einlaufenden Berichte zu prüfen, dem Kaiser darüber zu referieren, Mißerfolge zu bessern, Rat betreffs rationeller Wirtschaftsführung zu pflegen und gewiß auch aus den einzelnen Detailrechnungen der Iudices einen Gesamtüber-

---

1) Diese Scheidung ist nicht im Sinne der damaligen Zeit.

2) C. 16.

3) Wie wir es oben S. 348, Anm. 1 für den Fiskus angenommen haben.

schlag herzustellen[1]). Überhaupt wird man die Tätigkeit der obersten Beamten für die Verwaltung der Fiskalgüter nicht zu gering anschlagen dürfen. Für den einzelnen Fiskalbezirk war ihr Einfluß auf die Produktion kein bedeutender; um aber für die ganze Masse der Krongüter ein wachsames Auge zu haben, bedurfte es angestrengter Arbeit. Sie hatten den Apparat schriftlicher Verwaltung in weite Fernen zu leiten, hatten die einlaufenden Berichte der Wirtschaftsbeamten und der ständigen oder im Spezialauftrage entsandten Königsboten zu vergleichen, die Dispositionen betreffs des Aufenthaltes des Königs an alle untern Beamten zu leiten[2]), die Lieferungen der Fiskalgüter in Empfang zu nehmen und schließlich für die richtige Verwendung derselben am Königshofe zu sorgen. Man sieht, ein weit ausgedehnter Beschäftigungskreis, speziell wenn man die vielfache anderweitige Betätigung der Hofbeamten im politischen Leben bedenkt.

Der König selbst scheint an der wirtschaftlichen Verwaltung einen lebhaften Anteil genommen zu haben; denn aus dem ganzen Cap. d. V. spricht das regste Interesse Karls für seine Krongüter. Und so trachtete er den Einfluß der Zentrale auf die einzelnen Fiskalbezirke lebendig zu erhalten. Die Bestimmungen, die dem Iudex gewisse Produktionen anbefehlen oder ihm ein Maß hierin vorschreiben[3]), möchte ich nicht als besonders wichtig bezeichnen. Es genügt nicht, die Bedeutung der Zentralstelle in bezug auf Produktion und Konsumtion abzumessen; denn diese liegt auf dem Gebiete wirtschaftlicher Organisation. Und darin stellt die Zentrale einen unbedingt notwendigen, richtunggebenden Faktor dar. Sie umgibt die Familie mit ihrer Sorge, ist auf entsprechende Beschäftigung und Entlohnung derselben bedacht[4]), veranlaßt eine Gliederung

1) Ut scire valeamus, quid vel quantum de singulis rebus habeamus, schließt c. 62, das den Amtleuten detaillierte Berichte abfordert. Nach diesem Satz wird man schließen dürfen, daß den Zentralbeamten gleichfalls eine nach Wirtschaftskonti getrennte Buchführung oblag und daß sie einen Rechnungsabschluß auf Grund der Rechnungen der Iudices auszuführen hatten.

2) Hincmar, De Ordine Palatii, c. 23.

3) S. oben S. 339.

4) C. 50.

der Kräfte und ist durch ihre Existenz Ursache eines größeren Verkehres, eines Zusammenfließens der Teile zu einem Mittelpunkt[1]). Sie ist das zusammenhaltende, ordnende und kontrollierende Element für die fisci, die erst durch sie und im Zusammenhang mit ihr ihre volkswirtschaftliche Bedeutung erlangen. Sie bildet für sie die richterliche Appellinstanz[2]) und veranlaßt für den Überschuß des Haupthofes die entsprechende Verwendung[3]).

Die wirtschaftliche Organisation[4]), die Verteilung der Kräfte, die Bildung eines Mittelpunktes für all die einzelnen königlichen Villen, darin liegt also die wirtschaftliche Bedeutung der Zentrale. Und so erfüllt sie durch die Regelung ihres Konsumtionsbedarfes eine wirtschaftliche Mission. Sie ist dadurch gezwungen, für die einzelnen Güter, die ohne sie vielleicht ziel- und zwecklos auseinanderfallen würden, Mittelpunkt, Wächter und Organisator zu werden. Das Zentrum in diesem Zentrum ist aber der König resp. die Königin. Wie er für das Reich in seiner Person einen staatlichen Mittelpunkt schafft, so bildet er auch für die wirtschaftliche Organisation seiner Güter in sich und seinem Hofe den festen Zielpunkt, der dem Ganzen Zweck und Geist verleiht.

Nichts kann uns deutlicher den Erfolg der Organisationsarbeit des Kaisers zeigen als die kulturelle Höhe, welche seine Residenz, so möchte man Aachen nennen, erreicht hat. Lassen wir die Pracht der Baulichkeiten im einzelnen beiseite[5]). Wichtiger ist, daß aus der villa rustica des alten merowingischen

---

1) Ob der Mittelpunkt dabei einen festen Standplatz hat oder mit dem Hofe wandert, ist nebensächlich.

2) C. 59.

3) C. 33.

4) Es mag dazu auch die Einteilung in Fiskalbezirke gerechnet werden, die allerdings als eine selbstverständliche, naturgemäß entstandene zu bezeichnen sein wird.

5) S. darüber Näheres in dem ausführlichen Buche: RHOEN, Die karolingische Pfalz zu Aachen, Aachen 1889. Sehr vorsichtig sind die Erzählungen des St. Gallener Mönches (Liber I, c. 28, 30 u. a.) zu benützen. Über die Überreste von karolingischen Bauten vgl. KONR. PLATH, Die Königspfalzen der Merowinger und Karolinger, Diss., 1894.

Königshofes die landwirtschaftlichen Gebäude und die Wohnungen der Hofbediensteten entfernt und an den Nordrand des Pfalzhügels verlegt wurden. Dadurch ward Platz für den Ausbau der Pfalzkapelle, für die Errichtung von Kulturgebäuden, wie Schule, Bibliothek und Archive, und für die Wohnungen der Hofgeistlichkeit und der obersten Beamten. Durch den starken Zuzug nach Aachen wurde aber auch außerhalb der Pfalz die Anlage von Wohnungsstätten nötig[1]).

Die Pracht der Bauten aber erregte die Begeisterung der Zeitgenossen, und es ist kein Zweifel, daß Karl in Aachen eine Zentralisation anstrebte, wie sie den Zeiten vor ihm fremd war, ohne daß er damit eine umstürzlerische Idee durchführen wollte. Aber doch entstanden dadurch neue Verhältnisse von ungewohnter Zusammenfassung der Kräfte nicht nur im wirtschaftlichen, sondern auch im allgemeinen kulturellen Sinne, was Tätigkeit und Kunst, Fleiß und Freude, ja selbst Entartung betrifft. Von überall strömte hier Volk zusammen, große Gelehrte, die Karl an seinen Hof fesseln wollte, leichte Poeten, die sich in Lobgesängen an die kaiserliche Majestät und seine Familie ergingen, und Einhard berichtet uns, daß Karl gegen die Fremden so freigebig war, daß sie dem Lande zur Last wurden[2]). Vasallen kamen hierher, um sich dem Kaiser als unmittelbares Gefolge anzuschließen; Handwerker und Künstler fanden durch Karls Baulust Beschäftigung; Schmarotzer und Bettler sammelten sich um den großen Hofstaat, kurz alle Schichten der Bevölkerung bis herab zu den Dirnen, die auf dem leicht sinnlichen Hofe mit der starken männlichen Bevölkerung ihr bequemes Auskommen fanden[3]). Überall trachtete eben das gesunde und tätige Leben, das in Aachen dahinströmte, durch äußeren Glanz und Freude an Schönheit zu gewinnen. Die Pracht und Größe der Residenz in Aachen ist aber für die Frage der Krongüter von größter Wichtigkeit. Kein Zweifel, daß die umliegenden Villen zur Er-

---

1) Rhoen a. a. O. S. 45 ff.

2) Einhardi Vita K. M., c. 21.

3) De disciplina Palatii, Bor. I, S. 298, c. 1. Reinigung der Pfalz Aachen durch Ludwig den Frommen.

haltung des großen Hofstaates nicht ausgereicht hätten, daß die Lieferungen, wie sie im Cap. d. V. vorgeschrieben werden, auch tatsächlich erfolgen mußten. Diese Zentralisation der Konsumtion ist ein Beweis für die Leistungsfähigkeit der Organisation Karls des Großen. Das Beispiel von Aachen aber zeigt, welches Niveau kultureller Höhe durch die Organisation der Krongüter in ihrem Gipfelpunkte geschaffen werden konnte.

(Schluß folgt.)

Die Konzentration des hansischen Seeverkehrs auf Flandern nach den ältesten Schiffrechten der Lübecker, Hamburger und Bremer und nach dem Seebuche.

Von

G. Arnold Kiesselbach.

(Schluß.)

II.

Das Seebuch.

In ganz gleicher Weise wie die Schiffrechte führt uns ein Urkundenstoff aus etwas späterer Zeit die konzentrische Stellung des Zwin im Seeverkehr des Mittelalters vor Augen: die unter der Bezeichnung „Das Seebuch“ zusammengefaßten nautischen Aufzeichnungen und Segelanweisungen [1]. Treffend hat schon Roscher gesagt, dieses Seebuch schildere Flandern als den Mittelpunkt alles Handels zwischen Gibraltar und Finnland im 14. und 15. Jahrhundert [2].

Das Seebuch zerfällt, wie schon Koppmann [3] dargelegt hat, in zwei ganz verschiedene Arbeiten oder, besser gesagt, Sammlungen. Die erste umfaßt die Kapitel I—X, die zweite die Kapitel XI—XIV. Jeder dieser beiden Bestandteile ist indessen, wie gleichfalls bereits von Koppmann dargelegt ist, nicht aus einem Guß geschaffen, sondern nach und nach aus verschiedenen Quellen zusammengekommen.

1) Karl Koppmann, Das Seebuch, mit einer nautischen Einleitung von Breusing und einem Glossar von Walther, Bremen 1876.

2) Wilh. Roscher, System der Volkswirtschaft, Bd. III, Nationalökonomie des Handels und Gewerbfleißes, 6. Aufl., § 13, Note 14, S. 87.

3) Koppmann, Seebuch, S. IX und X.

Was zunächst die erste, aus den Kapiteln I—XII bestehende Aufzeichnung anlangt, so hat KOPPMANN gewiß mit Recht die Kapitel I—V und VII als eine ursprünglich für sich bestehende Arbeit bezeichnet, wenngleich wir die Richtigkeit seiner Meinung, daß diese Teile aus älterer Zeit als alle übrigen stammten, dahingestellt sein lassen wollen; denn auch andere Bestandteile können ursprünglich für sich bestanden haben und sind vielleicht nicht weniger alt. Kapitel I gibt eine Zusammenstellung, eine Art Tabelle, der Stellung des Mondes bei Niedrigwasser [1]) für eine große Anzahl von Punkten der atlantischen Küste der pyrenäischen Halbinsel, Frankreichs und Flanderns, beginnend mit Cadix und die Küste von Ort zu Ort weiterverfolgend bis zum Zwin. Kapitel II besteht aus einer Zusammenstellung der Richtungen des Flut- und Ebbestroms an der West- und Nordküste der Bretagne, der übrigen Nordküste Frankreichs und der Küste Flanderns, beginnend mit der Ile de Sein und die Küste entlang weiter fortschreitend wieder bis zum Zwin. Kapitel III und IV führen uns an die andere Seite des Kanals. Kapitel III enthält, entsprechend dem Kapitel I, eine Zusammenstellung der Stellungen des Mondes bei Hochwasser an den verschiedenen Punkten der irischen und der englischen Küste, beginnend mit der irischen Westküste und fortschreitend nach dem Bristolkanal und an der englischen Südküste entlang bis Thanet auf North Foreland schräg gegenüber Flandern; Kapitel IV gibt, wieder dem Kapitel II entsprechend, Angaben über die Richtung von Flut und Ebbe an den in Kapitel III behandelten Küstenstrecken, beginnend mit Kap Landsend und fortschreitend über den Bristolkanal und von da die Südküste von Irland entlang, alsdann wieder zurückkehrend zur Südwestspitze Englands und die Südküste entlang gehend wiederum bis nach Thanet schräg gegenüber Flandern. Hieran anschließend enthalten Kapitel V und VII Angaben über Häfen und Reeden, um dieselben anzusegeln (insegelen) oder auf denselben Anker zu werfen (setten); Kapitel V behandelt die englische Südküste von Westen nach Osten, endend wiederum

---

1) Über die Bedeutung dieser Tabellen in nautischer Beziehung s. BREUSING a. a. O. S. XLIV ff.

mit Thanet; Kapitel VII in gleicher Weise die französische Küste von der Bai von Bourgneuf bis zum Pas de Calais. Schon die Reihenfolge der Kapitel — Kapitel VII hätte dem Kapitel V voranstehen müssen, sollte die bei den ersten 4 Kapiteln befolgte Anordnung durchgeführt werden — und ebenso die Tatsache, daß in Kapitel I die Mondstellung bei Niedrigwasser, in Kapitel III dagegen bei Hochwasser gewählt worden ist, lassen erkennen, daß wir auch in diesen 6 Kapiteln nicht eine einheitliche Arbeit, sondern eine Zusammenstellung verschiedener Aufzeichnungen, die nicht von einheitlichen Gesichtspunkten aus geschaffen waren, vor uns haben. Allen 6 Kapiteln aber ist gemeinsam, daß sie, von Südwesten oder Westen ausgehend, bis an die flandrische Küste oder dem dieser gegenüberliegenden Südostende Englands führen; Kapitel I und II enden ausdrücklich mit dem Zwin in Flandern.

Dem Kapitel VII ist als Kapitel VIII angehängt eine Aneinanderreihung von Anweisungen zur Ansegelung der auf der Strecke von Rivadeo in Galicien an der Nordküste Spaniens bis Karthagena an der spanischen Mittelmeerküste gelegenen Häfen und Reeden, ein ohne Zweifel ursprünglich aus romanischer Quelle entstammender Bestandteil.

Kapitel VI und IX enthalten Zusammenstellungen der Entfernungen der einzelnen Küstenpunkte untereinander und der Himmelsrichtungen, in welchen dieselben zueinander liegen. Kapitel VI beginnt mit Kap Clear in Südirland, führt zunächst die englische Westküste hinauf bis zum Golf von Galway, geht dann von Kap Clear die irische Ostküste hinauf bis Saltee Islands, sodann hinüber nach England, dem Bristolkanal und der englischen Südküste, diese entlang führend wiederum bis Dover. Kapitel IX fängt mit dem Kap de Gata östlich von Gibraltar an und führt bis zum Zwin. In beiden Kapiteln sind also wieder, wie in Kapitel I—V und VII, die flandrischen Gewässer der Endpunkt des Weges, den wir geführt werden.

Der Inhalt der Kapitel VI und IX ist aber hiermit nicht völlig erschöpft. Die eintönige Aneinanderreihung der Entfernungs- und Richtungsangaben wird nämlich hier wie dort an einigen Stellen durch Einfügung einiger Segelanweisungen unter-

brochen. In Kapitel VI sind in §§ 1, 4, 6, 7, 8, 9 Anweisungen über die Ansegelung von Häfen von der Südspitze Irlands bis zum Golf von Galway an der irischen Westküste und für die Fahrt an dieser Küste gegeben. Kapitel IX enthält in §§ 3, 4, 5, 7, 15 für mehrere spanische Küstenteile einige Angaben über Mondstellungen bei Niedrigwasser, Richtung von Flut und Ebbe, Tiefenverhältnisse, Felsen im Meere und Landmarken; in § 32 ist eine Anweisung zur Einsegelung in die Bai von Bourgneuf, in §§ 39 und 40 eine Angabe über Tiefenverhältnisse für das Ankerwerfen auf zwei Reeden an der Südküste der Bretagne, in § 45 eine Ansegelungsanweisung für die Iles de Glenan eingefügt; §§ 48—52, 54—58, 65 enthalten eine eingehende Anweisung für die Umsegelung der Spitze der Bretagne, beginnend bei Iles de Glenan und endend bei St. Mathieu und der Passage du Four; von da an wird die Aufzählung der Entfernungs- und Richtungsangaben nur noch einmal durch die Erwähnung der Felsen bei Barfleur (§ 74) unterbrochen.

Kapitel X endlich behandelt in §§ 1—8 die Ansegelung des Hafens von Rochelle, und zwar in §§ 1, 2, 3 für den Fall, daß das Schiff sich außerhalb der vor der Mündung der Gironde gelegenen Bänke von Bordeaux befindet, in §§ 4—8 für den Fall, daß das Schiff, von Norden herkommend, der Küste sich nähert. In §§ 9—42 wird alsdann die Fahrt eines Schiffes von Rochelle an der Küste hinauf und um die Bretagne behandelt, im wesentlichen also dieselbe Küstenstrecke, für welche schon in Kapitel IX eine derartige Anweisung eingeschoben war. Die Fahrt von Rochelle bis zur Belle Ile erledigt die Segelanweisung in einem einzigen Satze (§ 9); die eingehenden §§ 10—42 sind wiederum der kurzen Strecke der Umschiffung der Bretagne von Belle Ile bis Abervrach im Westen der Nordküste der Bretagne gewidmet; mit Abervrach bricht die Segelanweisung ab. Es sei gleich hier bemerkt, daß in dem unten zu behandelnden zweiten Teile des Segelbuches noch eine dritte Segelanweisung für die Umschiffung der Bretagne enthalten ist. Offenbar waren die Segelanweisungen für diese Küstenstrecke sehr begehrt; sonst wären sie schwerlich in die verschiedenen Aufzeichnungen, aus denen das Segelbuch zusammengefügt wurde, aufgenommen gewesen.

Die Vielheit der Segelanweisungen, welche für diese Küstenstrecke schon existierte, und die Verbreitung, welche dieselben offenbar schon gefunden hatten, spiegeln die enormen Schwierigkeiten wieder, welche die Umschiffung dieser gefährlichen Felsküste mit ihrer heftigen See der Schiffahrt bot. Die eingehenden Angaben über die Beschaffenheit des Meeresgrundes an der Ecke der Bretagne zeigen, wie schwer der richtige Kurs zum Kanal für den Schiffer bei Dunkelheit oder unklarem Wetter und bewegter See, wo er sich der Küste fernhalten mußte, dort zu finden war und es ist sehr bezeichnend, daß §§ 38—40 auch Angaben über die Beschaffenheit des Meeresbodens an der Küste der Südspitze Englands einschalten, wohin der Schiffer manchmal auf dieser Fahrt verschlagen sein mag. Daß die in Kapitel X behandelte Fahrt von Rochelle nicht in Abervrach endete, ist klar; nur bedurfte der Schiffer auf der Weiterfahrt keiner derartigen eingehenden Anweisungen über den Kurs, die mit dem Lot zu prüfenden Tiefen- und Bodenverhältnisse des Meeres, Landmarken usw., weil diese Weiterfahrt nicht mehr solche Schwierigkeiten bot. Daß diese Fahrt nach dem Zwin ging, darauf weist der Weg, den uns die Kapitel I, III, VII und übrigens auch die Kapitel IX, II, IV und V geführt haben, hin.

Beschäftigen sich die soeben besprochenen Teile des Seebuches ausschließlich mit den Verkehrsgebieten jenseits des Zwin, den Küsten und Gewässern Spaniens und Frankreichs und des gegenüberliegenden südlichen England und Irland, so führt uns der zweite Bestandteil des Schiffrechtes, die Kapitel XI—XIV, in das Verkehrsgebiet der hansischen Seefahrer, vornehmlich also in die Gewässer diesseits des Zwin.

Das Kapitel XI, welches diesen Teil der Aufzeichnungen eröffnet, versetzt uns an die Mündung der Elbe und nach Helgoland. Es ist bezeichnend, daß das 1541 in Amsterdam gedruckte Seebuch, das den Titel trägt: „Dit es de Caerte van der Zee: om Oost eñ West te zeylen“ [1]) und in welchem alle Bestandteile der einen, älteren Fassung unseres Seebuches, wenn auch in anderer Anordnung, wiederkehren [2]), mit dem Inhalte des Kapi-

1) Herausgegeben von ROGGE, Leyden 1885.

2) Vgl. hierüber BEHRMANN, Über die niederdeutschen Seebücher des

tels XI unseres Seebuches anfängt; für die holländischen Seefahrer bildete dieses Kapitel den natürlichen Anfang der Betrachtung, und aus demselben Grunde stand es an der Spitze der hansischen Sammlung, als welche wir die Kapitel XI—XIV weiterhin erkennen werden.

Das Kapitel XI beginnt in §§ 1—5 mit Angaben über die Richtungen, in denen Amrum, das schmale Tief, die Eider, Ripen und die Elbe zu Helgoland liegen. Schon die Reihenfolge dieser Angaben zeigt, daß ihrer Aufzählung eine systematische Anordnung fehlt; vermutlich sind einige von ihnen der ursprünglichen Aufzeichnung nachgefügt, und erklärt sich dadurch diese ungeordnete Folge; die vorerwähnte „Seekarte" von 1541 enthält an dieser Stelle nur Richtungsangaben für die Elbe, die Eider und Ripen, während die inhaltlich vollständig unrichtigen und deshalb unverständlichen Angaben unseres Seebuches für Amrum und das schmale Tief fehlen; in der Seekarte von 1541 wird Amrum nur erwähnt bei der Aufzählung der sieben nordfriesischen Inseln[1]), mit denen die Seekarte beginnt. — §§ 6 und 7 des Seebuches geben alsdann eine Anweisung für das Einsegeln in die Elbe unter Berücksichtigung der Landmarken, Sände usw. In §§ 9 und 10 folgt eine Anweisung gleicher Art über die Ansegelung der Hever nach Husum; auch §§ 11 und 12 scheinen noch hierzu zu gehören. § 13 besagt, daß die Richtung der Küste der jütischen Halbinsel von Bovbjerg bis zur Elbe südsüdwestlich bzw. nordnordwestlich sei, und gibt die Richtung des Mondes bei Hochwasser in allen Häfen dieser Küste und auf der Elbe an. §§ 13—39 behandeln alsdann die Fahrt von der Elbe nach Ostfriesland und der Südersee und nach Flandern: in § 14 wird die Richtung der Küste von der Elbe bis zum Borneriff an der Ostspitze von Terschelling, in §§ 15 und 16 die Mondstellung bei Hochwasser vor der Wesermündung, vor Wangeroog, vor der Oster- und vor der Wester-

15. und 16. Jahrhunderts in den Mitteilungen der Geographischen Gesellschaft in Hamburg, Bd. XXI, S. 8. Seine Behauptungen (S. 10) über die Zusätze, welche die Seekarte enthält, sind übrigens nicht ganz richtig; die schottische Küste ist in der Seekarte nicht behandelt.

1) „dit zyn die seuen eylande van Jutlant: Utholm, Ameren, Sil" usw.

ems und vor der Lauwer (westlich von Boschplaat) angegeben. Der Weg, den uns das Seebuch führt, geht also außerhalb der Inseln (buten). Nunmehr gabelt sich der Weg einerseits nach der Südersee (§§ 17—31) und andererseits nach Flandern (§§ 32 bis 39). §§ 17—31 behandeln die Einfahrten nach der Südersee und Ostfriesland, nämlich durch die Lauwer (§ 17), durch das Borndiep (§ 18), durch das Vlie (§ 19), durch das Keldiep (§ 21), durch das Marsdiep (§ 21) und die Weiterfahrt durch die Südersee über den Breezand nach dem Nagel und der Insel Urk. §§ 32—39 behandeln die Fahrt vor der holländischen Küste entlang (§ 32), an der Mündung der Maas (§ 33) und an Seeland (§ 34) vorbei an die flandrische Küste (§ 35) und in das Zwin hinein (§§ 36—39). Drei Einfahrten in dasselbe werden beschrieben: durch das eigentliche „Zwin" (§ 36), durch das Diep von Heyst (§ 37) und durch das Diep von Knocke (§ 38). Wir haben hier also die Schiffahrtsroute von der Elbe nach Flandern und die Route von der Elbe nach der Südersee und Ostfriesland vor Augen, die wir bereits im Hamburger Schiffrechte beide kennen gelernt haben als die im Artikel 9 des Schiffrechtes erwähnte Fahrt „von Hamburg" und die im Artikel 17a und 19 daselbst erwähnte Fahrt („sowelc man sin schip verhuret to Uttrecht" und „seghelet ein man to Stade, to ladende to Utrecht"). Die §§ 1, 4 und 6—12 führen uns ferner den Verkehr nach der holsteinischen Westküste vor Augen; die Hauptlinie dieses Verkehrs nach Husum tritt deutlich hervor[1]). In der Seekarte von 1541 fehlt übrigens die Anweisung für die Ansegelung der Hever und ist nur diejenige für die Elbe gegeben. Die Fahrt von der Elbe einerseits nach der Südersee, andererseits nach Flandern, die genaue Behandlung der Elbe, endlich auch die Behandlung der der Elbe benachbarten und auch von dieser aus besuchten holsteinischen Westküste bis an die jütische Grenze läßt jedenfalls für dieses Kapitel des Seebuches auf einen Ursprung aus hamburgischen Seefahrerkreisen schließen.

---

1) Vgl. meine Abhandlung: Schleswig als Vermittlerin des Handels zwischen Nordsee und Ostsee vom 9. bis in das 13. Jahrhundert in d. Jahrb. d. Gesellschaft für schleswig-holstein. Geschichte 1907, S. 141 ff., insbesondere S. 164; ferner meine „Grundlagen der Hanse" S. 166 und Note 117 daselbst.

Die Kapitel XII—XIV versetzen uns gerade wie das hamburgische und das lübeckische Schiffrecht wieder an das Zwin; Kapitel XII behandelt die Fahrt vom Zwin nach Norwegen und nach der Ostsee, Kapitel XIII die Fahrt durch den Pas de Calais an der französischen Küste entlang nach der Bai von Bourgneuf und nach Rochelle und sodann die Fahrt von der Westspitze der englischen Südküste bis in die flandrischen Gewässer; Kapitel XIV die Fahrt an der englischen Ostküste und diese entlang bis gegenüber dem Zwin. Der Zusammenhang auch dieser Aufzeichnungen mit dem Verkehre der hansischen Seefahrer ist unverkennbar und auch schon früher von anderer Seite hervorgehoben [1]).

Kapitel XII beginnt mit der Angabe der Richtung von der Insel Walchern zu Lindesnes an der Südspitze Norwegens (§ 1) und zu Skudenes an der norwegischen Westküste (nordwestlich von Stavanger) (§ 2). In der Seekarte von 1541 tragen diese Sätze die Überschrift „Van den Swine oostwaert“. Wir haben hier also die Schiffahrtsroute Zwin—Norwegen vor uns. Hieran schließt sich in den nächsten Paragraphen sogleich die Schiffahrtsroute Zwin—Ostsee. Es folgen nämlich nach einer Angabe über die Breite der Meerenge zwischen Skagen und Norwegen (Marstrand; § 3) und die Lage beider zueinander in § 4 die Entfernungsangaben für die Reise von Skagen über die Jütlandbank und die Doggerbank, also quer über die Nordsee in südwestlicher Richtung „nach allen Landen“ oder, wie die zweite Handschrift des Seebuches genauer sagt, „nach England oder nach Holland“ (§ 4); wir werden noch unten sehen, daß England nicht etwa den Endpunkt dieser Schiffahrtsroute bildete, sondern daß das Schiff hier nur erst wieder die Küste zu gewinnen suchte, um an derselben nach Süden weiterzufahren, und ähnlich wird es mit der „gleich weit wie England“ von der Doggerbank entfernten holländischen Küste gewesen sein. Als Ziel dieser Reise von Skagen hat das Seebuch offenbar, wie schon der nächste Paragraph erkennen läßt, das Zwin im Auge, geradeso wie in den vorhergehenden Sätzen von Reisen vom

1) Koppmann a. a. O. S. XII; Breusing ebenda S. LIII.

Zwin aus die Rede ist. § 5 behandelt nämlich den Kurs in umgekehrter Richtung vom „Zwin“ nach Skagen; derselbe unterscheidet sich von dem Kurse, den das Schiff bei der Fahrt in entgegengesetzter Richtung nimmt. Während nämlich die Fahrt von Skagen nach dem Zwin anscheinend in gerader Linie von Skagen nach der Bank von Jütland, von dort aber in südöstlicher Richtung nach der Doggerbank und weiter, wie wir schon hier vorausnehmen wollen, an die englische Küste nach Flamboroughhead geht[1]), um alsdann in südlicher Richtung an dieser entlang weiterzuführen, nimmt das Schiff bei der Reise vom Zwin nach Skagen seinen Kurs sofort in nordnordöstlicher Richtung über die Nordsee nach der Jütlandbank ohne Berührung der Doggerbank, die es also im Westen liegen läßt, sucht aber auf der Weiterfahrt von der Jütlandbank zunächst mit nordöstlichem Kurse vor allem die Landspitze von Hanstholmen zu Gesicht zu bekommen, um dann mit ostnordöstlichem Kurse nach Skagen weiterzusegeln. Die Abweichung der Kurse der Hin- und der Herfahrt hat offenbar darin ihren Grund, daß das Schiff, nachdem es die freie Nordsee durchquert hat, zunächst erst wieder Land zu sichten sucht, um sich des richtigen Kurses zu vergewissern.

Unwillkürlich treten uns bei diesen Kursen des Seebuches wieder die ebenfalls vom Zwin ausgehenden Fahrten des hamburgischen Schiffrechtes (§ 9) „to Norweghene unde van den“, „to Gotlande unde van den“ vor das Auge. Denn daß tatsächlich die Fahrt um Skagen, von der hier das Seebuch spricht, gerade wie im hamburgischen Schiffrechte, auf Gotland gerichtet war, zeigt uns der weitere Inhalt des Kapitels XII des Seebuches, das uns nun weiter von Skagen an den Inseln Läsö (§ 7) und Antholt (§ 8) vorbei durch den Sund (§§ 9—15) an Bornholm entlang (§§ 16—17) führt, wo sich die Kurse gabeln, indem der erste nach Preußen (von Bornholm to Prutzen) (§§ 18 bis 24), der andere nach Gotland (§ 25) geht; von Gotland aus laufen die Wege wieder auseinander: der eine geht nach der Windau und an dieser vorbei, nach der Düna und Riga (§§ 26

1) S. unten S. 383 f.

bis 29), der andere nach Reval (§§ 30—35 von Reval nach Gotland; §§ 35—37 von Gotland nach Bornholm; dazugehörig ferner §§ 38—44; §§ 45—50 von Bornholm an der Südspitze von Oland [Södra Udde] und an Wisby vorbei nach Reval). Auch diese Aufzeichnungen stellen uns wieder genau dieselben Routen vor Augen, die schon das lübische Schiffrecht in Artikel XXXVI anführt: „Seghelet ock ein schip van Vlanderen in den Noressunt, unde schal dat schip ostwart seghelen men schal den schipmannen er iewelken gheven to bate I schillinc enghelsch to Polenn[1]) unde to Gothlande. Unde seghelet, he vort to Righe oder to Reuele, men schal eme gheven twe schillinghe enghelsch.“ Die zweite Handschrift des Seebuchs enthält auch noch die Abzweigung des in der anderen noch fehlenden Kurses von Skagen durch den Großen Belt nach der Warnow (Rostock, § 6)[2]).

Kapitel XIII versetzt uns wieder in die flandrischen Gewässer und führt uns von hier aus an der Küste Frankreichs entlang (§§ 1—26); die meisten Angaben beziehen sich wieder auf die Umschiffung der Bretagne (§§ 10—26); von der Bretagne aus teilen sich die Wege; der eine geht in die Bai von Bourgneuf (§§ 27—30), dem Hafen, wo die hansischen Seefahrer Salz in großen Massen holten, der andere nach Rochelle (§ 31); für die Küste von Spanien wird noch die Richtung der Strömung bei Hochwasser in § 35 erwähnt.

Kapitel XIII (§§ 36—53) — die Einteilung in Kapitel und Paragraphen ist übrigens von Koppmann vorgenommen und in der Urkunde selbst nicht enthalten; die §§ 36—53 könnten deshalb ebensogut in ein besonderes Kapitel zusammengefaßt werden — behandelt den Weg von Kap Landsend an der Südwestspitze Englands bis in den Pas de Calais. Auf den Fahrten „van Irland“, welche in den Schiffrechten erwähnt werden, waren diese Küsten zu passieren, ebenso wie auf den Fahrten „von Rochelle“; eine Segelanweisung für die Fahrt in den irländischen Gewässern fehlt dagegen noch an dieser Stelle.

---

1) Die Weichselmündung war damals noch polnisch.

2) S. meine „Wirtschaftlichen Grundlagen der Hanse“, S. 51 f.

Kapitel XIV endlich führt uns an die englische Ostküste; hauptsächlich handelt es sich um die Washbay, die Einfahrt zu den seit früher Zeit von den Hansen besuchten Plätzen Boston und Lynn Regis. Es war sehr natürlich, daß dieses Kapitel, welches in einer der beiden Handschriften noch fehlt, an dieser Stelle eingefügt wurde. Nicht nur der äußere Umstand, daß es sich um ein östlich vom Zwin gelegenes Verkehrsgebiet handelt, dürfte bestimmend gewesen sein; ist doch die Scheidung bei der Anordnung, wie wir gesehen haben, in dieser Beziehung überhaupt nicht lediglich nach geographischen Gesichtspunkten durchgeführt, indem Kapitel XIII, entsprechend dem Verkehr der hansischen Schiffe, in das Gebiet westlich vom Zwin übergreift, während der erste Teil, entsprechend dem Verkehre der Franzosen, Spanier, Italiener und sonstigen romanischen Seefahrer, die Grenze des Zwin nicht überschreitet. Der Gesichtspunkt, der die Einfügung des Kapitels XIV an dieser Stelle ohne weiteres als gegeben erscheinen ließ, war offenbar der, daß es sich hier ebenso wie in den vorhergehenden Kapiteln XI—XIII um eine ihrem Inhalte nach zum hansischen Seeverkehre gehörende Aufzeichnung handelte.

Der Inhalt des Kapitels XIV ist in mehrfacher Hinsicht von Interesse. § 1 behandelt die Einfahrt in die Washbay selbst, § 3 die Fahrt zur Washbay vom Norden her, nämlich von Flamboroughhead die Küste entlang, §§ 8—22 die Fahrt zur Washbay von Süden, von Kirkley (südlich von Yarmouth) her bei Yarmouth und Cromer vorbei, §§ 4—6 die See auf der Strecke vor der Washbay; die Ausführlichkeit der Aufzeichnung ist vor allem ein Hinweis auf die Schwierigkeit, welche die Washbayfahrt bot[1]). Wichtige Aufschlüsse über die Herkunft der Schiffe, welche von dem Vorsprunge von Flamboroughhead südlich nach der Washbay steuern, geben uns die §§ 7 bis 10; die Schiffe kommen nämlich von der Doggerbank (§ 7),

1) BEHRMANN a. a. O. S. 5 meint, „die breite Anlage“ zeige, daß das Kapitel „aus Lokalnachrichten“ entstanden sei. Der Ausdruck ist dunkel, soll aber vermutlich besagen, daß es Aufzeichnungen aus dem Kreise der lokalen Küstenfahrer und für die nur lokale Küstenfahrt seien. Letzteres ist, wie der Inhalt deutlich erkennen läßt, jedenfalls nicht der Fall.

also vom Nordosten, her, und wir haben oben bereits gehört, daß die Schiffe, die von Skagen an der Jütlandbank vorbei nach der Doggerbank fahren, von dort nach England oder nach Holland ihren Kurs nehmen, wobei bemerkt wird, beides sei 7 kenninghe von der Doggerbank entfernt; es ist also offenbar ein bestimmter Punkt der englischen und ebenso der holländischen Küste mit dieser Angabe gemeint, denn die verschiedenen Punkte und Strecken der englischen Küste sind verschieden weit von der Doggerbank entfernt; offenbar ist es der der Doggerbank nächste Punkt der englischen Küste, das ist nämlich die Stelle von Flamboroughhead, den die Entfernungsangabe im Auge hat. Augenscheinlich haben wir es hier also mit der Fortsetzung jenes Kurses von Skagen her zu tun. Jetzt wird es uns verständlich, wenn wir von großen Flotten, wie z. B. 1302 von 22 Schiffen [1]), mit Fischen hören, die, von der Ostsee kommend, in die Washbay einliefen; nun wird uns auch klar, weshalb das hamburgische Schiffrecht in Artikel 10a, wo es von den Schiffen spricht, welche mit Winterfischen von Norwegen oder von Schonen kommen, England vor Flandern als Ziel der Reise nennt; der Kurs führte sie eben von Skagen erst nach England und dann nach Flandern, sofern sie nicht wegen des Windes den Weg von der Doggerbank nach der holländischen Küste wählten [2]). Denn, daß tatsächlich auch für die Fische von Schonen Flandern der große Hauptmarkt war, tritt deutlich bei Erlaß des Ausfuhrverbotes von Heringen durch den Sund 1362 hervor; in heutiger Zeit würde ein solches Verbot etwa lauten: „Die Ausfuhr von Heringen von Schonen durch den Sund ist verboten;“ jener Zeit entsprach eine konkretere Ausdrucksform; das Hauptziel der Ausfuhr wurde in dem Verbote vor Augen geführt: „ut allecia salsa in Scania non deducantur per brachium Oressund versus Flandriam vel alibi“ lautet charakteristischerweise das auf dem Rezeß zu Stralsund

1) S. meine „Grundlagen der Hanse“, S. 167, Note 121.

2) Im letzteren Falle mag es dann vorgekommen sein, daß sie, wenn sie nach Flandern mit ihren Fischen kamen und dort den Markt überfüllt fanden, von dort durch die Hoofden, d. h. nach den englischen Häfen, hinüberfuhren.

1362 erlassene Verbot[1]), das sich nicht etwa gegen Flandern richtete, sondern durch den Krieg der Städte mit den nordischen Staaten veranlaßt wurde. Dem Wirtschaftshistoriker geben diese wenigen Worte des Rezesses einen tiefen und bedeutungsvollen Einblick in den ganzen Verkehr mit Fischen von Schonen aus nach dem Westen. — Auch über die Richtung der Ausfahrt aus der Washbay erhalten wir in Kapitel XIV interessante Aufschlüsse: sie geht, außer dem später zu behandelnden Wege nach dem Süden, in nordnordöstlicher Richtung bis auf die Doggerbank (§ 2), ein Kurs also, der wiederum nur in Betracht kommen kann für die Fahrt nach Skagen oder Norwegen; ausdrücklich wird denn auch an dieser Stelle erwähnt, daß die Schiffe oestwart fahren wollen. Es ist bezeichnend, daß auch hier wieder Hinfahrt und Rückfahrt nicht denselben Kurs nehmen; auf der Fahrt von Skagen her sucht das Schiff nach der langen Fahrt über die offene See möglichst bald Land zu finden, um sich des richtigen Kurses zu vergewissern, und nimmt deshalb seinen Weg von der Doggerbank nach Flamboroughhaed und von hier an der Küste entlang weiter nach der Washbay; auf der Ausfahrt von der Washbay, wo die Lage der Örtlichkeit, an der es sich befindet, genau bekannt ist, nimmt es dagegen vom Ausgange der Bay direkt in nordnordöstlicher Richtung seinen Kurs zur Doggerbank.

Die §§ 23—36 endlich führen uns die Küste südlich von der Washbay entlang wiederum bis nach Northforeland schräg gegenüber Flandern. Es werden die Einfahrten in Yarmouth (§ 23), Kirkley (§ 24) und Suttuen (?) südlich von Yarmouth (§ 26), die Durchfahrt durch St. Nikolaus' Fahrwasser (§ 25) und die Weiterfahrt in südlicher Richtung nach Orford und Orwell (Harwich, § 28), sehr eingehend alsdann die Einfahrt in den Orwell von verschiedenen Punkten aus (§§ 29, 30, 32, 33) und die Ausfahrt (§ 31), sodann die weiter südlich zum Ankern in Betracht kommenden Reeden vor Northforeland (§ 35) und die Downs Reede vor der Ostküste von Kent, südlich von Northforeland (§ 36), behandelt. Daß auch hier wieder die Segel-

1) S. meine „Grundlagen der Hanse“ S. 166, Note 118.

anweisung mit dem südwestlichsten Punkte Englands gegenüber Flandern schließt, kann kein Zufall sein; es ist auch hier wieder die Fahrt nach Flandern, auf der uns das Seebuch führt.

Wir haben schon im vorstehenden darauf hingewiesen, daß die letzten 4 Kapitel offenbar einem anderen Seefahrer- und Verkehrskreise entstammen als die ersten 10 Kapitel. Zwar sind auch die letzten 4 Kapitel nicht etwa eine einheitliche Arbeit. Schon das Fehlen des Kapitels XIV in der einen der beiden von Koppmann herausgegebenen Handschriften zeigt dies. In einer anderen uns erhaltenen Handschrift [1]), die allerdings überhaupt nur aus Teilen der Kapitel XI und XIII besteht, fehlt zwischen beiden noch das Kapitel XII, das übrigens offenbar selbst auch wieder aus verschiedenen Aufzeichnungen zusammengesetzt ist [2]). Endlich aber zeigt auch eine Vergleichung der Kapitel XI und XIII, daß auch diese nicht einheitlich entstanden sind; schon die Ausdrücke „vul see" in Kapitel XI und „dat hogeste water" in Kapitel XIII stellen dies vor Augen. Auf der anderen Seite aber haben die letzten 4 Kapitel doch einen gemeinsamen Zug in bezug auf ihren Inhalt, der sie deutlich von den übrigen Kapiteln, zum mindesten von den Kapiteln I—IX, unterscheidet. Die Kapitel I—IX haben alle mehr oder weniger einen tabellarischen Charakter; dies gilt ganz ausgesprochenermaßen von den Kapiteln I, II, III, IV, ist aber auch bei den Kapiteln VI und IX, obwohl die Tabellen hier an einigen Stellen durch Zusätze unterbrochen sind, unverkennbar und trifft im wesentlichen auch bei den Kapiteln V, VII und VIII, in denen die Anweisungen für das Einsegeln in die verschiedenen Häfen und Reeden aneinandergereiht sind, zu; eine Ausnahme macht eigentlich nur Kapitel X. Doch setzt das Kapitel X jedenfalls voraus, daß der Schiffer im Besitze der Tabellen über Mond-

---

1) Aufgefunden in der Gymnasialbibliothek zu Halberstadt. Abgedruckt im Jahrbuch des Vereins für niederdeutsche Sprachforschung, Jahrgang 1876, S. 80 ff. Die Handschrift behandelt nur die Strecke vom Keldiep (Eijerlandsche Gat) bis zum Zwin und von dort bis zu den Fockeners (Klippen westlich von Pointe de Toulinguet an der Westküste der Bretagne).

2) Es sei nur auf die der übrigen Anordnung widersprechende Reihenfolge der §§ 30—50 hingewiesen.

stellung bei Hochwasser (bzw. Niedrigwasser) und Richtung von Flut und Ebbe ist, indem es keinerlei Angaben über diese Punkte enthält, wie denn auch der Gebrauch der „Meile“ als Entfernungsmaß auf den Ursprung dieses Kapitels aus romanischer Quelle hinweist. Wesentlich anders ist die Art der Behandlung des Stoffes in Kapitel XI—XIV. Tabellarischer Charakter fehlt diesen Kapiteln gänzlich. Die sehr viel leichter zum Abstrahieren neigende Denkweise der Romanen, die sich auch in der Fassung ihrer ältesten Rechte klar offenbart, lag dem germanischen Denken, das zu konkreten Vorstellungsformen neigte, fern. Im allgemeinen ist der Stoff in diesen, dem hansischen Verkehr entstammenden Aufzeichnungen vom Standpunkte eines auf einem Schiff fahrenden Schiffers, der seinen Kurs sucht und die dazu an dem betreffenden Punkte gerade dienlichen Anhaltspunkte sich vergegenwärtigen will, geschrieben; so finden wir denn Angaben über Landmarken und Peilungen, über die Mondstellung bei Hochwasser, über die Richtung des von einem Punkte aus zu nehmenden Kurses usw. immer wieder nebeneinander, entsprechend dem Fortschreiten des Schiffes auf seiner Fahrt bzw. den verschiedenen Fahrten, welche es zurücklegt. Durch die ständig an den verschiedenen Punkten eingeschalteten Angaben über die Mondstellung bei Hochwasser unterscheidet sich namentlich auch Kapitel XIII von Kapitel X, wie denn übrigens in Kapitel XIII auch stets die niederdeutsche kenninge an Stelle der in Kapitel X üblichen Meile als Entfernungsangabe gebraucht ist[1]). Dennoch mag es nicht ausgeschlossen sein, daß auch dieses, die französische Küste behandelnde Kapitel XIII, welches im niederdeutschen Gewande und offenbar als eine in hansischen Seefahrerkreisen benutzte Segelanweisung in die Sammlung hineingekommen ist, ursprünglich aus einer romanischen Quelle hervorgegangen war; der

1) In der Nordsee wird nach kenninge gerechnet (Kapitel XII), ebenso an der englischen Südküste zum Teil (Kapitel VI, §§ 44—54). Auch in Kapitel XIV (englische Ostküste) ist vielfach die kenninge als Entfernungsmaß benutzt; daneben aber auch die Meile, die aber an einigen Stellen als die deutsche oder als die englische bezeichnet wird. In der Ostsee ist die weke sees das Entfernungsmaß (Kapitel XII).

Ausdruck dat hogeste water anstatt des in der niederdeutschen Schiffersprache üblichen vul see deutet wenigstens auch darauf hin, daß das Kapitel nicht vollständig aus der niederdeutschen Schiffersprache selbst hervorgewachsen ist, sondern daß ihm ursprünglich die Übersetzung einer anderen Quelle zugrunde gelegen hat. Beachtenswert ist, daß in Kapitel XI—XIV sich nirgends Angaben über die Richtung von Flut und Ebbe finden, während für das romanische Verkehrsgebiet in Kapitel II und IV hierüber lange Tabellen zusammengestellt sind.

Innere wie äußere Gründe lassen hiernach den in den Kapiteln XI—XIV enthaltenen Stoff als Aufzeichnungen erkennen, die aus hansischen Seefahrerkreisen in die Sammlung übernommen worden sind. Diese Auffassung stimmt nicht ohne weiteres mit den bisher in der Literatur vertretenen Ansichten über die Entstehung des Seebuches überein. Breusing hat die Meinung ausgesprochen, das Seebuch stamme aus französischen Quellen; neben sprachlichen Gründen führte ihn namentlich die Art, in der im Kapitel X die Küste der Bretagne behandelt ist, zu dieser Überzeugung [1]. Seine Ansicht dürfte hinsichtlich des Kapitels X und großer anderer Teile der ersten 10 Kapitel zutreffen. Nur brauchen, weil Teile der ersten 10 Kapitel auf solchen Ursprung hinweisen, nicht auch die letzten 4 Kapitel französischen Ursprunges zu sein. Unzutreffend ist jedenfalls seine Meinung, der Ausdruck der niederdeutschen Schiffersprache für Hochwasser sei nicht „vul see“, sondern „dat hogeste water“ gewesen; „vul see“ sei nur die Übersetzung des französischen plein mer. Der Ausdruck vul see wird gerade in denjenigen Teilen des Seebuches gebraucht, die am sichersten niederdeutschen Ursprunges sind, was Breusing freilich auch selbst schon hat einräumen müssen, nämlich überall in Kapitel XI für die Elbe und für die Nordsee von der Elbe bis nach Flandern; sodann findet sich der Ausdruck noch in Kapitel III für die englische Süd- und Westküste und in Kapitel XIV für die englische Ostküste. Der Ausdruck hochwater und dat hogeste water

1) S. Behrmann a. a. O. S. 13 ff.; Seebuch, Einleitung Breusings S. XXXVII. Vgl. auch Wappäus in Göttinger gelehrten Anzeigen von 1879 S. 88 ff.

findet sich dagegen gerade nur in denjenigen Teilen des Seebuches, welche die französische Küste bis Flandern hin behandeln, nämlich in Kapitel VII 1, 8, 9, 12 und in Kapitel XIII 7, 8, 11, 13, 31[1][2]. Bezeichnenderweise ist jedoch der Ausdruck hochwater bzw. dat hogeste water in der zweiten Handschrift des Seebuches, welche durch ihre Zusätze als die jüngere erkennbar ist, an diesen Stellen vielfach durch den Ausdruck vul see ersetzt (so in I 28, VII 8, XIII 7, XIII 10 = XIII 11). Der Ausdruck vul see war also offenbar der unserer hansischen Schiffersprache geläufigere[3] und der Ausdruck dat hogeste water nur die korrekte Übersetzung des französischen plein mer in das Niederdeutsche, nicht aber der technische Ausdruck unserer Schiffersprache. Für große Teile der ersten 10 Kapitel dürfte indessen Breusing, wie schon dargelegt, von seinem „seemännischen Gefühle", wie er es nennt, richtig geleitet sein. Wie in dem Kreise der französischen Seefahrer, welche diese Küsten auf der Fahrt nach Flandern umschifften, zuerst ein westeuro-

---

1) Auch in der in Hamburg gedruckten Seekarte von 1571 findet sich der Ausdruck „vul see" gerade in Zusätzen, die erst in dieser Seekarte von niederdeutscher Seite eingefügt sind; so z. B. in der Überschrift: „Alle vull see von Calis bete to Hamborck", worunter dann die Mondstellungen an den einzelnen Punkten aufgeführt sind, wobei für die Punkte an der französischen Küste usw. wieder der Ausdruck hochwater gebraucht ist; ebenso z. B. der Satz in der Seekarte von 1571: „Disse nabeschreuene hauene: Enckhusen, Emden, Büsen, de Eyder, de Heuer, de Elue maket alle ein getyde: Tho weten vulle see de man suden und norden und dat lege water ost und west de man."

2) Einmal kommt der Ausdruck hochwater ferner in dem als Zusatz ohne weiteres erkennbaren § 28 des Kapitels I vor. — Das Halberstädter Fragment hat in Kapitel XIII anstatt hochwater den Ausdruck „thoechste water".

3) Es ist beachtenswert, daß der holländischen Schiffersprache offenbar der Ausdruck hoghe water geläufiger war; die Seekarte von 1541, die ebenfalls beide Ausdrücke nebeneinander verwendet, hat gerade in den holländischen Zusätzen diesen Ausdruck, während in den älteren, mit dem Seebuche übereinstimmenden Teilen, betreffend die Nordsee usw., der Ausdruck „volzee" stehen geblieben ist. Übrigens hat auch die Handschrift des Halberstädter Fragments nicht den Ausdruck „vul see", sondern „vol zee" in Kapitel XI und in Kapitel XIII.

päisches Seerecht zur Aufzeichnung gelangt ist, werden in diesem Kreise auch sehr früh nautische Aufzeichnungen für diesen Schiffahrtsweg ihre Entstehung gefunden haben. Wenn kein Zusammenhang zwischen dem grant routtier des Pierre Garcie mit diesen Teilen des Seebuches zu erkennen ist[1]), so kann dies nur darauf hinweisen, daß beide aus verschiedenen Quellen schöpften und daß bereits viele solche Aufzeichnungen bestanden, wie denn ja auch unser Seebuch schon das Vorhandensein einer Reihe verschiedener Segelanweisungen gerade für die französische Küste beweist. Offen bleibt die Frage der Entstehung der übrigen Aufzeichnungen des ersten Teiles des Seebuches. Größtenteils waren sie sicherlich romanischen Ursprunges. Bei der Bedeutung der spanischen Schiffahrt im Mittelalter gerade nach Flandern hin würde es merkwürdig sein, wenn nicht wenigstens hinsichtlich der Teile, welche sich auf die spanischen Küsten beziehen, auch spanische Quellen mit im Spiel wären. Dagegen spricht der Umstand, daß das Seebuch nicht über Spanien hinausgeht und in das Mittelmeer überhaupt nur an wenigen Stellen hineinragt, nicht dafür, daß auch italienische Quellen mit in Betracht gekommen wären; auch Behrmanns Untersuchungen haben keinen Anhalt für einen italienischen Ursprung von Teilen des Seebuches ergeben[2]).

Koppmann hat die schon von Breusing bekämpfte Meinung vertreten, das Seebuch sei in Flandern entstanden, und hat zur Begründung hierfür auf einige durch Walther noch ergänzte, freilich sehr wenig zahlreiche Stellen hingewiesen, an denen der Übersetzer vlämische Ausdrücke mißverstanden habe[3]). Das in Halberstadt aufgefundene Fragment soll — eine Nachprüfung ist mir nicht möglich — noch mehr Hinweise auf eine Übersetzung aus dem Vlämischen enthalten[4]). Sollte das Seebuch in der Tat aus einer vlämischen Vorlage übersetzt sein, so ist damit über die Entstehung seines materiellen Inhaltes jeden-

1) Behrmann a. a. O. S. 15 f.

2) Behrmann a. a. O. S. 20—40.

3) Koppmann a. a. O. S. IX und XII; Walther ebenda S. 77.

4) Schmidt im Jahrbuch des Vereins für niederdeutsche Sprachforschung 1876, S. 80.

falls noch nichts gesagt. Daß es nicht vlämische Seefahrer gewesen sind, die diese Aufzeichnungen gemacht haben, kann als sicher bezeichnet werden. Die Aufzeichnungen sind, namentlich soweit es sich um eigentliche Segelanweisungen wie die letzten vier Kapitel handelt, aus dem Kreise von Leuten, welche die Seefahrt auf den betreffenden Schiffahrtswegen betrieben und aus langer Erfahrung gut kannten, gemacht. Die vlämische Seefahrt spielte im hansischen Gebiete nur eine bescheidene Rolle. Sollten diese gesammelten Aufzeichnungen in Flandern, dem großen Zentrum des romanischen und germanischen Seeverkehrs, in das Vlämische, das in jener Zeit eine internationale Bedeutung besaß wie heute etwa das Englische im Schiffsverkehre, übertragen und aneinandergefügt sein, wie ja in ähnlicher Weise auch das oléronensische Seerecht in Flandern in das Vlämische übersetzt worden ist und von da aus unter dem Namen „Das Waterrecht von Damme" seinen Siegeslauf durch die nordwesteuropäische Schiffahrtswelt genommen hat, so würde damit an dem tatsächlichen Ursprunge dieser gesammelten Aufzeichnungen nichts geändert sein. Ihre charakteristischen Merkmale auch in sprachlicher Beziehung dürften übrigens sowohl die romanischen wie die hansischen Teile auch in der vlämischen Übersetzung behalten haben; sonst könnten dieselben nicht in der niederdeutschen Handschrift mit solcher Schärfe hervortreten. Überhaupt wäre noch zu prüfen, ob denn alle Teile des Seebuches aus dem Vlämischen übersetzt sind. Wenn dem Seebuche die Kapitel XII und XIV erst später, als es schon in niederdeutscher Sprache vorlag, nachgefügt sind, so werden sie schwerlich aus dem Vlämischen übersetzt, sondern in der niederdeutschen Fassung, in der sie vorlagen, eingefügt sein. Für Kapitel XIII ist aber bisher überhaupt noch kein Anhalt für eine Übersetzung aus dem Vlämischen nachgewiesen, und für Kapitel XI besteht der ganze Beweis bis jetzt darin, daß an einer Stelle ein r statt eines n steht[1]), was ebenso gut auf einem Schreibfehler beruhen kann.

Aus welcher Zeit nun diese Aufzeichnungen, insbesondere

1) S. WALTHER S. 77: „by westen der ruwer dunen"; in der zweiten Handschrift steht sogar richtig ein n, wobei das Wort ruwen allerdings als rughen verschrieben ist.

soweit sie dem hansischen Verkehrskreise angehören, stammen, ist schwer zu entscheiden. Die uns erhaltenen Handschriften sind sämtlich in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts geschrieben; schon KOPPMANN hat aber darauf hingewiesen, daß die Entstehung mancher Teile des Seebuches gewiß ein Jahrhundert weiter zurückreiche; diese Annahme dürfte aber nicht nur, wie KOPPMANN meint, für Teile der ersten zehn Kapitel, sondern auch für Teile der dem hansischen Verkehrskreise angehörenden Aufzeichnungen zutreffen. Die Berücksichtigung der Fahrt in die Bai von Bourgneuf, die erst seit der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts mehr in Aufnahme kam, zeigt aber andererseits, daß wir zum mindesten die Teile, welche diese Fahrt behandeln, nicht weiter zurückdatieren dürfen. Übrigens kann selbst die Tatsache, daß einzelne Kapitel in den älteren Sammlungen noch nicht enthalten sind, keinen sicheren Schluß auf eine spätere Entstehung dieser Teile erlauben; wenn sie in die ältere Sammlung noch nicht aufgenommen sind, so beweist das nur, daß sie dem Sammler noch nicht bekannt waren, nicht aber, daß sie noch nicht existierten. Die Tatsache, daß nicht die jüngere ergänzte, sondern die ältere, weniger reiche Sammlung die Grundlage für die holländischen und niederdeutschen Seebücher oder, wie man sagte, „Seekarten“ des 16. Jahrhunderts abgegeben hat, gibt in der Beziehung zu denken. Den Druckern der Seekarten war offenbar die reichere zweite Sammlung nicht bekannt geworden [1]).

1) BEHRMANN a. a. O. S. 5 und 6 stellt die Behauptung auf, alle Aufzeichnungen mit Entfernungsangaben seien jüngeren Ursprungs; man habe in der Seefahrt „Nordeuropas“ ursprünglich das Mittel, durch Entfernungsangaben „die Küstenpunkte gegenseitig festzulegen“, nicht gekannt. Weil die Deutschen noch lange nach Bekanntwerden des Loggs sich mit der Gissung zu helfen pflegten, sollten sie anfänglich die Gissung noch nicht gekannt haben. Jede weitere Begründung außer dieser mir unverständlichen Motivierung fehlt für die Behauptung. Daß es sich bei zahlreichen Entfernungsangaben des Seebuches nicht um die Entfernung von Küstenpunkten untereinander, sondern des Schiffes zu einem Punkte der Küste oder um die Länge des zurückgelegten Weges handelt, scheint BEHRMANN dabei überhaupt übersehen zu haben. BREUSING hat überzeugend dargelegt (S. XXXV), daß ursprünglich das einzige dem Schiffer zu Gebote stehende Mittel, sich

Nach dem Ergebnisse der vorstehenden Untersuchung haben wir in den letzten vier Kapiteln ohne Zweifel Segelanweisungen der hansischen Seefahrer vor uns, die schon aus ziemlich früher Zeit stammen können. Diese Segelanweisungen — und das ist für uns das wichtigste — führen uns in scharfen Umrissen wieder ganz dieselben Reiserouten vor Augen, welche in den Schiffrechten in die Erscheinung traten: die Fahrten von Hamburg nach dem Zwin und nach der Südersee, sodann die Fahrten vom Zwin nach vier verschiedenen Richtungen, nämlich erstens nach der Ostsee um Skagen herum nach Gotland und weiter nach Riga und Reval und ebenso nach Preußen, zweitens nach Norwegen, drittens nach Rochelle, viertens von England und wenigstens den größten Teil auch des Weges von Irland nach Flandern. Es ist die Konzentration des hansischen Seeverkehrs auf das Zwin, welche sich in beiden Urkundenstoffen auf das klarste offenbart. Im Schiffrecht nicht erwähnt ist nur die Fahrt nach der Bai von Bourgneuf, die erst später aufkam, und ferner die Fahrten nach der Hever (Husum) und nach der schleswig-holsteinischen Westküste, die aber von nebensächlicher Bedeutung waren. Und wo sind die Spuren jenes direkten Verkehrs von der Elbe nach England, der nach STEINS Meinung einen so erheblichen Teil der im Verkehr mit dem Auslande tätigen hamburgischen Kaufleute beschäftigte? Das Seebuch weiß nichts von einem derartigen Kurse, obwohl es sich gerade doch so besonders eingehend mit dem von der Elbe ausgehenden Verkehr befaßt, und ebensowenig finden wir eine Spur eines Verkehrs von der Elbe nach Norwegen oder nach Skagen. Sollten etwa die Rechtsbestimmungen, welche der Verkehr Hamburgs mit England und mit Norwegen und der Ostsee erzeugt hatte, nur zufällig uns nicht erhalten sein, auch

---

zurechtzufinden, in der Berechnung des Kurses und Schätzung — Gissung — der gesegelten Distanz bestand. An der Richtigkeit dieser Ausführungen BREUSINGS kann meines Erachtens gar kein Zweifel sein. Die Gissung ist so alt wie die Schiffahrt, ohne Gissung war die Seeschiffahrt unmöglich. Daß Tabellen über die Lage und Entfernung von Küstenpunkten zueinander, wie diejenigen der der zweiten Handschrift des Seebuches eingefügten Kapitel VI und IX, erst später zusammengestellt sind, mag sein, rechtfertigt aber nicht die aufgestellte Behauptung.

die Sammlung des Seebuches nur zufällig keine Aufzeichnungen über diese Verkehrswege aufgenommen haben? Das wäre ein merkwürdiger doppelter Zufall, der namentlich bei dem den Verkehr der Südostecke der Nordsee so eingehend berücksichtigenden Seebuche ganz unerklärlich wäre. Es kann kein Zweifel mehr sein. Die Schiffrechte wie das Seebuch offenbaren uns übereinstimmend auf das schlagendste die Konzentration des hansischen Seeverkehrs auf das Zwin und die beherrschende Stellung, welche der Hafen Brügges im hansischen Handelsverkehre einnahm. Damit soll gewiß nicht geleugnet werden, daß hansische Schiffe gelegentlich auch noch andere Kurse gefahren sind; aber die großen Hauptstraßen des von und nach der Nordsee sich vollziehenden Verkehrs sind ohne Zweifel in diesem Seebuch ebenso wie in den Schiffrechten enthalten, und gerade sie zu erkennen und zu unterscheiden von den unbedeutenderen, seltener oder nur gelegentlich betretenen Pfaden ist für das Verständnis der Handelsgeschichte und des Seeverkehrs von grundlegender Bedeutung [1]).

---

1) Eine Erwiderung auf STEINS Bemerkungen in den Hans. Geschichtsbl., Jahrg. 1910, 2. Heft, S. 644 zu dem ersten Teile des vorstehenden Aufsatzes wird im nächsten Hefte der Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte erscheinen.

Druckfehlerberichtigung.

In dem in Heft 2 und 3 des Jahrganges 1910 dieser Vierteljahrschrift erschienenen ersten Teile dieses Aufsatzes ist auf S. 299 Zeile 2 anstatt „demnach“ zu lesen: „dennoch“.

Miszellen.

Les clarissimes et la *capitatio* ou *jugatio* au bas-empire romain.

Mr PIGANIOL [1]) a repris récemment la thèse de Mr LÉCRIVAIN [2]), d'après laquelle les clarissimes et les curiales étaient, comme les *possessores* du bas-empire, soumis à l'impôt foncier connu, suivant les régions et les conditions de sa perception, sous le nom de *capitatio* ou sous celui de *jugatio*.

La situation des clarissimes au régard de cet impôt a de telles conséquences, au point de vue de l'explication des *patrocinia vicorum* et de l'histoire de l'impôt dans les royaumes barbares qui se fondèrent sur les ruines de l'empire d'Occident, qu'il nous parait nécessaire de soumettre à un nouvel examen les arguments produits ou laissés de côté par Mr PIGANIOL.

Il est presque superflu de rappeler que le recouvrement des impôts a toujours été extrêmement difficile sous le bas-empire, que les collecteurs recouraient aux supplices comme moyens de coercition, que les contribuables fuyaient chez les barbares, pour échapper aux persécutions des agents du fisc, et que ce n'étaient pas seulement les pauvres, mais les gens de bonne condition qui étaient réduits à cette extrémité [3]).

Or, si les *possessores* étaient écrasés par le poids de l'impôt foncier, quelle que fût l'étendue de leurs terres, comment admettre que les clarissimes, propriétaires, sans doute, de très-grands domaines, pussent supporter d'abord cette charge, puis la *glebalis collatio,* puis l'*aurum oblatitium,* et conserver ensuite les sommes énormes qu'exigeaient les jeux dont ils devaient gratifier le peuple en prenant possession de certaines fonctions?

---

1) *L'impôt foncier des «clarissimes» et des «curiales» au bas-empire romain* (*Mélanges d'archéologie et d'histoire,* publiés par l'école française de Rome, XXVII, p. 125).

2) *Le Sénat romain depuis Dioclétien*, p. 82.

3) SALVIEN, *De gubernatione Dei* V, 5: «Inter haec vastantur pauperes, viduae gemunt, orfani proculcantur in tantum ut multi eorum et non obscuris natalibus editi et liberalitater instituti, ad hostes fugiant, ne persecutionis publicae adflixione moriantur.»

Nous n'insistons pas sur cette considération, qui est cependant suffisamment probante, et nous passons à l'examen des textes qui justifient l'opinion que nous avons précédemment soutenue, à savoir que les clarissimes ne sont pas soumis à l'impôt foncier que paient les *possessores,* sous le titre de *capitatio* ou *jugatio* [1]). Nous examinerons ensuite les textes que Mr PIGANIOL oppose à cette opinion.

1° *Textes prouvant que les clarissimes ne paient pas la* capitatio.

a) SALVIEN explique le fonctionnement des *superindictiones,* que le préfet du prétoire n'avait pas le droit de faire percevoir sans l'autorisation du pouvoir central [2]). Ces taxes supplémentaires, qui enrichissent les grands, c'est-à-dire l'aristocratie, dans laquelle se recrutent les hauts fonctionnaires provinciaux, et qui ruinent les contribuables, sont décrétées d'un commun accord entre ces hauts fonctionnaires et les *missi,* qui prennent naturellement leur part des bénéfices [3]). SALVIEN conclut: „Decernunt potentes quod solvant pauperes, decernit gratia divitum quod pendat turba miserorum; ipsi enim in nullo sentiunt quod decernunt."

On ne peut dire plus clairement: 1° que l'aristocratie ne paie pas l'impôt foncier que supportent les provinciaux; 2° qu'elle prélève à son profit une part des perceptions, puisqu'elle fournit à l'Empire ses hauts fonctionnaires, et que ceux-ci prévariquent.

b) ZOSIME raconte qu'une députation envoyée auprès d'Alaric pour négocier la levée du siège de Rome, moyennant rançon, consentit au paiement par la ville de cinq mille livres d'or, trente mille livres d'argent et à la livraison de diverses fournitures, et l'historien ajoute: „Les caisses du Trésor étant vides, les sénateurs se trouvèrent dans la nécessité de participer à cette charge publique au prorata de leurs facultés [4])." Palladius fut chargé de cette répartition.

Si les clarissimes avaient été portés sur les rôles d'impôt, au même titre que les autres propriétaires fonciers, ZOSIME n'aurait pas rapporté, comme un évènement notable, leur participation au paiement de la contribution de guerre levée pour Alaric, et — ceci est encore plus

---

1) F. THIBAULT, *Les impôts directs sous le bas-empire romain,* p. 83 et suiv.

2) L. unic., Cod. Theod. XI, 6 (L. unic., Cod. Just. X, 18); Ammien Marcellin XVII, 3.

3) SALVIEN, *op. cit.*, V, 7: «Adjectiones tributarias ipsi interdum divites faciunt, pro quibus pauperes solvunt. Sed dicis: cum ipsorum maximus census sit et ipsorum maximae pensiones, quomodo fieri id potest, ut ipsi sibi augere debitum velint? Neque ego id dico, quod sibi augeant; nam et ideo augent, quia non sibi augent. Dicam quomodo: Veniunt plerumque novi nuntii, novi epistolarii a summis Sublimitatibus missi, qui commendantur inlustribus paucis ad exitia plurimorum. Decernuntur his nova munera, decernuntur novae indictiones.»

4) ZOSIME, V, 41: «Οὐκ ὄντων δὲ πόλει δημοσίων χρημάτων, πᾶσα ἦν ἀνάγκη τοῖς ἀπὸ τῆς γερουσίας, ὅσοι τὰς οὐσίας εἶχον, εκ καταγραφῆς ταύτην ὑποστῆναι τὴν εἰσφοράν. ἐπιτραπεὶς δε Παλλάδιος τῇ δυνάμει τῆς ἑκάστου περιουσίας τὸ δοθησόμενον συμμετρῆσαι, . . .»

précis — il n'eût pas été nécessaire de charger Palladius de procéder à un travail spécial de taxation de ces personnages, puisque leurs domaines auraient figuré sur les matrices des rôles, avec le nombre de *juga* ou de *capita* qu'ils contenaient.

On conçoit très-bien, au contraire, que cette mesure fût necessaire pour une classe sociale taxée d'après le système de la *glebalis collatio,* c'est-à-dire dont les membres étaient répartis en trois catégories correspondant à une imposition de deux, quatre ou huit livres d'or [1]).

II⁰ *Textes invoqués pour prouver l'assujétissement des clarissimes à la* capitatio.

a) L. 1, Cod. Theod. XIII, 10 (Cod. Just. XI, 58, 1).

„Quoniam tabularii civitatum per collusionem potentiorum sarcinam ad inferiores transferunt, . . .“

Le mot *potentes* désigne ordinairement les clarissimes; mais ce n'est pas une expression technique et précise du droit administratif. Ce qui le prouve c'est que, pour lui donner le sens précis de clarissime, la L. 1, Cod. Theod. II, 14, ajoute aux mots *potentium titulos* l'expression *et clarissimae privilegia dignitatis.*

Le comparatif *potentiores* a naturellement un sens encore moins précis, c'est-à-dire, une simple valeur de comparaison.

Le texte rapporté ci-dessus signifie donc simplement et exactement que les contribuables pauvres étaient surchargés, tandis que les riches étaient déchargés, parce qu'ils avaient le moyen de corrompre les *tabularii.*

C'est la pensée que l'on retrouve, avec des expressions presque identiques, dans les anciens édits des rois de France relatifs à la levée de la *taille:* „Pour faire cesser les abus qui se commettent par les asséeurs, lesquels taxent bien souvent les pauvres et médiocres à plus que les riches. . . .“ [2]).

Personne ne songe cependant à conclure de ce texte que les nobles payaient la *taille.* Or, il n'y a pas plus de motifs de conclure du précédent que les clarissimes payaient la *capitatio.*

b) Sidonius Apollinaris, Carmen XIII:

Geryones nos esse puta, monstrumque tributum:
Hic capita, ut vivam, tu mihi tolle tria.
Has supplex famulus preces dicavit,
Responsum opperiens pium ac salubre,
Ut reddas patriam simulque vitam,
Lugdunum exonerans suis ruinis.
Hoc te Sidonius tuus precatur. . . .

„Si les clarissimes ne paient pas la *capitatio,* dit Mr Piganiol, pourquoi Sidoine Apollinaire, de famille clarissime, demande-t-il qu'on exempte plusieurs de ses *capita?*“

---

1) F. Thibault, *op. cit.,* p. 77.

2) Edit contenant le règlement général sur le fait des tailles, du mois de mars 1600, art. 10. — *Code des tailles* (a. 1761) I, p. 190.

Cette observation est une juste critique de tous les auteurs, nous compris, qui ont cité les vers de Sidoine Apollinaire, sans leur consacrer l'étude qu'ils méritaient.

Il nous sera aisé de montrer que le *tributum,* dont le poëte sollicite la remise, n'est pas la *capitatio plebeia,* mais une contribution de guerre.

Remarquons d'abord que, si Sidoine Apollinaire avait été réellement assujéti à la *capitatio,* il se serait couvert de ridicule, aux yeux de ses contemporains, en sollicitant une réduction de trois *capita* et, surtout, en s'adressant pour cela à l'Empereur.

Le montant de l'impôt foncier afférent à trois *capita* eût été une somme dérisoire pour un homme occupant une situation aussi considérable que notre poëte, „ex praefecto. . . . Vir secundum saeculi dignitatem nobilissimus et de primis Galliarum senatoribus, ita ut filiam sibi Aviti imperatoris in matrimonio sociaret“ [1]). On sait, en effet, que les grandes familles sénatoriales possédaient des biens immenses, qui leur permettaient d'entretenir de véritables troupes d'esclaves armés, puisque c'est avec ces forces que les barbares avaient à compter, en l'absence de corps de l'armée impériale [2]). D'autre part, les règlements fiscaux relatifs à des remises de taxes nous montrent des domaines de quatre cents *capita* et plus appartenant à des individus dont rien ne révélait une situation sociale considérable [3]).

Si le plus brillant représentant de l'aristocratie des Gaules, le gendre de l'ancien empereur et le courtisan du nouveau, avait voulu faire rayer non pas trois, mais cent ou deux cents *capita* d'un rôle de contributions, il n'eût pas eu besoin d'adresser d'humbles sollicitations au Souverain; il lui eût suffi d'exprimer un simple désir au *principalis* chargé de la confection de ce rôle. Celui-ci eût pris ce désir pour un ordre. Plus les fonctionnaires sont corrompus, plus ils tyrannisent le peuple, plus ils montrent d'empressement à s'incliner devant la volonté des grands personnages. L'intérêt même leur commande de prévenir l'expression de cette volonté. Or la corruption de l'administration du bas-empire n'est pas à démontrer.

La démarche de Sidoine Apollinaire se comprend au contraire fort bien, s'il s'agit, non plus de la *capitatio plebeia,* mais d'une part de contribution de guerre, qui pouvait être imposée — nous venons de le voir pour Rome — aux plus hauts personnages, et qu'il était parfaitement correct de désigner sous le nom de *tributum.*

Les vers qui suivent les deux, que l'on a coutume de citer isolément, prouvent que cette seconde hypothèse est la vraie.

Le poëte écrit au lendemain de la prise de Lyon par l'armée de Majorien. La ville livrée au pillage est à la merci du vainqueur. Son représentant le plus autorisé demande grâce pour elle et pour lui: „Ut reddas patriam simulque vitam, Lugdunum exonerans suis ruinis.“

---

1) Grégoire de Tours, *Hist. franc.* II, 21.

2) Guilhiermoz, *Essai sur l'origine de la noblesse en France,* p. 19 et 20.

3) L. 6, Cod. Theod. XI, 20.

La même pensée se retrouve dans le panégyrique de Majorien par le même auteur: „Memini, cum parcere velles, hic tibi vultus erat.“

Il est, dès lors, impossible de tirer argument, en faveur de l'assujétissement des clarissimes à la *capitatio,* d'un texte qui contiendrait une supplique ridicule, s'il s'agissait de cet impôt, tandis qu'en traduisant *tributum* par *contribution de guerre imposée à une ville rebelle,* on restitue à l'auteur un rôle honorable, dans la conception de l'époque, et conforme à l'attitude qu'il prit en prononçant le panégyrique de Majorien.

c) „Une loi de 361 (Cod. Theod. XI, 1, 7) est la preuve précise“, dit Mr Piganiol, que „les terres des clarissimes paient la *jugatio-capitatio*“.

Il sera aisé de montrer de ce texte prouve exactement le contraire. Pour cela, il suffira de le traduire littéralement et de le rapprocher de la loi 12, au même titre (Cod. Just. XI, 48, 3).

L. 7, Cod. Theod. XI, 1.

Impp. Constantius et Constans ad Senatum.

„Compertum est pro colonis profugis ad exsolvenda vos fiscalia conveniri: Jubemus igitur, si nihil ex eorumdem terris senatorum quemquam possidere constiterit, ut nulla cuiquam pensitandi pro his qui aufugerint necessitas imponatur.“

Traduction: „Il a été reconnu que l'on vous poursuit en paiement des charges fiscales afférentes à des **esclaves** fugitifs: En conséquence, nous ordonnons que, s'il est établi qu'il n'a pas été pris possession par un sénateur de terres auxquelles ces **esclaves** étaient attachés, aucun sénateur ne sera astreint à l'obligation de payer une contribution en raison de ces fugitifs.“

En résumé, si un clarissime recueille des **esclaves** fugitifs, mais ne prend pas la terre que ceux-ci ont abandonnée, il ne doit rien payer au fisc en raison de cette augmentation du nombre de ses ouvriers agricoles.

Que se passait-il, si les esclaves fugitifs étaient recueillis par un *possessor?* Exactement le contraire.

L. 12, Cod. Theod. XI, 1 (Cod. Just. XI, 48, 3).

Pro profugis et transfugis servis possessores teneri.

„Quisquis ex desertis agris veluti vagos servos liberalitate nostra fuerit consecutus, pro fiscalibus pensitationibus ad integram terrae professionem, ex qua videlicet servi manere videntur, habeatur obnoxius. Id etiam circa eos observari volumus qui ex hujusmodi fundis servos ad possessiones suas transire permiserint.“

Traduction: „Quiconque aura, par notre libéralité, obtenu des esclaves fugitifs provenant de terres abandonnées sera tenu de déclarer, en vue du paiement de l'impôt, l'intégralité de la terre

sur laquelle demeuraient ces esclaves. Nous voulons que l'on observe la même règle à l'égard de ceux qui auront permis à des esclaves de terres abandonnées de passer sur les leurs."

En résumé, si un *possessor* recueille des esclaves fugitifs, sans d'ailleurs prendre la terre que ceux-ci ont abandonnée, il doit payer la *capitatio* afférente à la terre abandonnée.

Cette différence de traitement serait absolument inexplicable, si les clarissimes payaient la *capitatio,* comme les *possessores.* Elle est, au contraire, la conséquence nécessaire de l'exemption des premiers.

Quand dix esclaves fugitifs passaient de la terre qu'ils avaient cultivée jusque là sur celle d'un autre *possessor,* celui-ci avait dix ouvriers agricoles de plus, et, comme l'impôt foncier se calculait, dans les pays de *capitatio,* à raison du nombre d'ouvriers agricoles attachés à la terre imposable, il s'ensuivait que le propriétaire recueillant les esclaves d'un *ager desertus* devait être taxé exactement comme s'il avait acquis ce domaine avec les esclaves qui y étaient attachés.

La décision qui constitue la L. 12, Cod. Theod. XI, 1, est donc la conséquence nécessaire du système d'imposition des *possessores* en pays de *capitatio plebeia.*

Les clarissimes étant soumis à un système fiscal différent (*glebalis collatio*), dans lequel la taxe imposable à une personne n'était pas exactement proportionnelle à sa fortune, l'arrivée d'esclaves fugitifs sur les terres d'un clarissime ne devait pas être la cause d'une taxation supplémentaire correspondant au nombre de ces esclaves.

Sans doute, si des terres presque incultes appartenant à un clarissime avaient été transformées en domaines très-productifs, grâce à l'acquisition de nombreux esclaves fugitifs ou autres, une nouvelle évaluation de la fortune de ce personnage aurait pu le faire passer de la troisième catégorie dans la seconde ou de la seconde dans la première, c'est-à-dire, le faire taxer à quatre livres d'or, au lieu de deux, ou à huit, au lieu de quatre. Mais, à l'égard des clarissimes, il était impossible en fait et conséquemment illégal de procéder à un exact transfert d'impôt, comme pour un *possessor.*

Il est inutile d'insister. En déclarant que les clarissimes ne doivent pas être grevés en raison dû nombre d'esclaves fugitifs qu'ils recueillent, la loi de Constantius et Constans prouve d'une façon précise que ces personnages ne sont pas soumis à la *capitatio,* c'est-à-dire à l'impôt foncier applicable à la classe des *possessores.*

Il n'est pas nécessaire d'entreprendre une semblable discussion, en ce qui concerne les curiales. Au regard de la *capitatio,* leur situation était exactement la même que celle des clarissimes, puisque, dans les régions où l'*ordo decurionum* avait conservé son ancien éclat, les curiales prenaient, comme les personnages de l'ordre sénatorial, des *possessores* sous leur *patrocinium*[1]).

Fabien Thibault.

---

1) L. 4, Cod. Theod. XI, 24. — F. Thibault, *Les patrocinia vicorum* (*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte,* 1904, S. 414).

Die ewigen Renten des Mittelalters.

Die ewigen Renten und ihre Ablösung. Zur mittleren Wirtschaftsgeschichte Deutschlands. (Leipziger Inauguraldissertation.) Von BENEDIKTUS BARON v. STEMPELL. Borna-Leipzig, bei Robert Noske, 1910, 92 S.

Die Stellung der ewigen Renten im städtischen Wirtschaftsleben des deutschen Mittelalters und ihre Verdrängung am Beginne der Neuzeit mußte einer wirtschaftsgeschichtlichen Untersuchung lohnendes Feld versprechen. Freilich, ob eine tiefer eindringende Erfassung des Gegenstandes ohne breiteste Heranziehung lokalgeschichtlicher Vorarbeiten überhaupt möglich, und ob dies im engen Rahmen einer Dissertation geschehen konnte, darüber durften wohl von vornherein begründete Zweifel obwalten. Die vorliegende Darstellung kann denn auch auf erschöpfende Behandlung der Frage, auf ein — soweit dies der Stand unserer Quellenforschung gestattet — abschließendes Urteil über die rechtlichen und wirtschaftlichen Erscheinungsformen, die Wurzeln und Entwickelungsmomente der ewigen Renten und über den Übergang von diesen zum modernen Bodenkredit keinen Anspruch erheben.

Der Verfasser berichtet uns in einem Vorkapitel, nachdem er die Rente als Leistung für empfangenes Geld vom Leihezins als Entgelt gewährter Bodennutzung abgegrenzt hat, über die schwankende Terminologie der Quellen: wie diese etwa bald Census für Leihezins, Redditus für Rente, bald umgekehrt Census für Rente, Redditus für Leihezins gebrauchen. Die folgenden Untersuchungen zerfallen in zwei Abschnitte, welche — entsprechend dem Titel — die Ewigrenten in ihrem Bestande und sodann ihre Ablösung behandeln.

Fürs erste wird die Ewigrente aus dem Gesamtkreise der Formen fremder Güternutzung, aus den älteren Schwesterbildungen der Erbleihe und Satzung und aus dem engeren Bereiche der Renten, deren eine, vornehmlich ältere Erscheinungsform die Ewigrente ist, herausgehoben. Hieran schließt sich eine Schilderung der Entwickelung des Rentkaufs von seiner ältesten Stufe als Liegenschaftskauf mit erblicher Rückbeleihung gegen Rente zur jüngeren Auflassung der Rente selbst und schließlich zur briefmäßigen Rentbestellung. Mit der zunehmenden Beweglichkeit der Rentlast auf seiten des Rentmannes (sie konnte späterhin von einem Objekte auf ein anderes übertragen werden) hält jene des Rentrechts in der Hand des Rentherrn Schritt. Die Ablösung und Ablösbarkeit der Ewigrenten wird zunächst, vorab in den städtischen Rentenschuldverschreibungen, im Vertragswege, später durch die Statutargesetzgebung angebahnt. Das Ergebnis dieser Entwicklung zeigt den Rentherrn als Inhaber des das Rentrecht verkörpernden Briefes, hinter dem das belastete Grundstück nur als dingliche Sicherheit steht, den Rentmann als Darlehensschuldner, der die Belastung seines Bodens jederzeit durch die Rentablösung beseitigen konnte.

Als Rentherren begegnen vorwiegend drei Gruppen: die grundbesitzenden Patrizier, die erwerbstätige städtische Einwohnerschaft und vor allem die Anstalten und Amtswalter der toten Hand. Im Zu-

sammenhange mit dieser Verteilung der Renten stehen die Kämpfe, welche die Städte mit der toten Hand geführt haben und in deren Verlauf die Liegenschaftsauftragung an Klöster und Kirchen verboten wurde. Die Stellung der Renten im städtischen Wirtschaftsleben hinsichtlich ihres durchschnittlichen Betrages, ihrer Zinshöhe und der Beteiligung der verschiedenen Stände sucht der Verfasser durch statistische Reihen aus dem Quellenbestande der Städte Stralsund und Kiel für die Wende des 13. Jahrhunderts näher zu beleuchten. Das wichtigste Resultat bildet auch hier, wie anderorts, die Erkenntnis, daß die Beteiligung der Geschlechter am Rentenbezuge schon um diese Zeit gegenüber jener der städtischen Erwerbsstände eine verhältnismäßig geringe ist.

Seine Darstellung der Ablösungsgeschichte der Ewigrenten leitet der Verfasser mit der Erörterung der kanonischen Rechtslehre vom Rentkaufe ein. Wir finden diesen als Kauf des Rentbezugsrechtes aufgefaßt und so das kanonische Zinsverbot ebenso wie die Vorschrift der Nutzungsanrechnung bei Satzung umgangen, wobei der Mehrwert der Rente gegenüber dem Kaufpreise wohl auch als Risikoprämie erklärt wird. Gewisse Zinsmaxima werden festgesetzt, im übrigen vornehmlich Barentrichtung von Kaufpreis und Rente unter Ausschluß von Naturalleistungen bei letzterer gefordert. Die Ablösbarkeit der Ewigrenten aber wurde dem Rentmanne nur vereinzelt zuerkannt. In schärferer Ausprägung nimmt die Kirche selbst sich der Rentenschuldner an. Neben der auch von ihr geforderten Höchstgrenze des Rentenfußes wird die Wahrung voller Verfügungsfreiheit des Rentschuldners bezüglich des Rentgrundstückes verlangt, endlich demselben für jeden Fall die Ablösbarkeit der Rente zugesichert.

Verwandt ist im allgemeinen die Stellung der deutschen Reformatoren zum Rentkaufe. So, wenn LUTHER einen mässigen Zinsfuss für zulässig erklärt und der Wiederkäuflichkeit der Rente auf seiten des Rentschuldners das Wort redet. Von Interesse ist demgegenüber die abweichende Auffassung CALVINS, der das kanonische Zinsverbot bekämpft, die Zinsfußhöhe unter Ausschluß gesetzlicher Festlegung gerechtem Ermessen überlässt und dem Zinsdarlehen deshalb den Vorzug vor dem Rentkaufe einräumt, weil ihm die schädliche Wirkung dauernder Bodenbelastung fehle.

Der Verfasser untersucht weiterhin die Zeitspanne und Form, in welcher die Ablösbarkeit der Ewigrenten, schon früher vielfach vertraglich gesichert, im Wege der Gesetzgebung durchgesetzt wurde. Wir erhalten hier einige Stichproben der städtischen Ablösungsstatute, beginnend mit dem ältesten überlieferten Beispiel im Lübischen Stadtrecht von 1240 bis zur Lüneburger Reformation von 1577. Auch hier herrscht Mannigfaltigkeit. Bald wird die Ablösung für bestimmte Fristen und Termine freigegeben, bald schlechthin. Neben der Ablösbarerklärung aller Ewigrenten, welche stets das Verbot von Neuerrichtungen in sich begreift, begegnen Satzungen, die nur künftige Bestellungen solcher untersagen. Der manchenorts zugleich normierte Ablösungsfuß beträgt bald 7 (Bremer Statuten von 1303), bald $6^1/_4$ (Verordnung Hz. Johanns für die bayr. Städte von 1420), bald 5 %

(Basler Blaubuch von 1450). Andere Städte ließen zum letzten Erwerbs-(Transport-)preise ablösen. Im entschiedenen Gegensatz zu diesen städtepolitischen Bestrebungen steht die Reichsgesetzgebung, in welcher vornehmlich die als Rentherren interessierten geistlichen und weltlichen Fürsten zu Worte kamen, der Ablösung ewiger Renten ablehnend gegenüber. Ja, der Reichsabschied von 1530 erklärt sämtliche Privilegien und Satzungen über Ablösbarkeit der Ewigrenten für nichtig. Die Landesgesetze schlossen sich freilich dieser Stellungnahme der Reichszentralgewalt nicht an, schützten vielmehr die Ablösbarkeit da, wo sie bestand. Vereinzelt begegnen am Ende des Mittelalters Maßnahmen zwangsweiser Ablösung aller Ewigrenten binnen bestimmter Frist (Schwyzer Landrecht von 1502) oder das völlige Verbot der Errichtung von Rentverträgen, selbst solchen ablösbarer Art. Demgegenüber wurde anderseits wohl auch ein Kündigungsrecht des Rentherrn statuiert. Im ganzen zeigt jetzt die Entwicklung eine fortschreitende Annäherung des Rentgeschäfts an die Formen des (dinglich gesicherten) Zinsdarlehens. So konnte es kommen, daß die Ablösung, wie es scheint, in wesentlichem Umfange bis dahin nicht eingetreten ist. Der Rentvertrag selbst hat sich gewandelt; und der späteren Zeit, die nur mehr Unterpfandsverschreibungen auf Darlehen kannte, erschienen die alten Renten kaum vom Unterpfandszinse verschieden, um so eher, als noch am Ausgange des Mittelalters das Rentgeschäft die währschaftsmässige Verpfändung des Gesamtvermögens in seinen Rechtsinhalt aufgenommen und damit ein eigenes Element des pfandmäßigen Zinsdarlehens sich einverleibt hatte.

Der Einfluss der Reformation auf die Rentverhältnisse ist in den einzelnen Städten ein verschiedenartiger; teils vermochte die Ablösung der bestehenden Ewigrenten sich durchzusetzen, teils wurde nach vorübergehenden Erfolgen der Rentbelasteten der status quo ante wieder hergestellt. Charakteristisch ist jedenfalls, daß den Rentgläubigern gegenüber in verschiedenen Städten die Gemeinde als solche alle Rentverbindlichkeiten auf sich nimmt, um auf diesem Wege günstigere Ablösungsbedingungen zu erzielen. Auch jetzt bedeuteten die Ablösungsbestrebungen einen weiteren Schritt der Annäherung des Rentgedankens an die Form des durch Grundpfand gesicherten Zinsdarlehens.

Die Ursachen der Ablösungsbewegung wollen aus dem Wandel des städtischen Wirtschaftslebens, durch welchen die Bedeutung des Rentgeschäfts überholt werden mußte, verstanden werden. Von Hause aus diente die Rente dem Geldeigner als einzig mögliche Kapitalanlage, dem Grundeigentümer zur Kapitalgewinnung für die Überbesserung, dem hausbesitzenden Gewerbetreibenden zur Gewinnung der Betriebsmittel für die Ausweitung seines Erwerbskreises. Hierbei wurde der Rentkauf auch zur vorwegnehmenden Kapitalisierung des Wertzuwachses der städtischen Liegenschaften gebraucht. In diesen Funktionen lagen die Bedeutung des Geschäfts, teilweise aber auch schon die Wurzeln seines Niederganges. Der in der Überbesserung verkörperte Gegenwert der Rentleistung wurde mit der Abnützung des Hauses verzehrt; die Anlage des Wertzuwachses am Boden durch die

Rente bedeutete nur eine zeitliche Verschiebung seiner Nutzbarmachung zugunsten des Grundstückeigentümers, der sich dagegen dauernd belastete. Die Kreditfunktionen endlich für den städtischen Gewerbebetrieb wurden durch das Zinsdarlehen, das mit wachsender Ausbildung des Bankwesens sich Anerkennung verschaffte, besser erfüllt als durch die dauernde Belastung des Besitzes mit der Ewigrente. Dazu kommt das Sinken des Zinsfusses, dem die beweglichen Darlehensformen besser Rücksicht trugen als die starren Ewigrenten.

Die Wirkungen und die Bedeutung der Ablösung endlich werden vom Verfasser in einem Schlußkapitel gewürdigt. Lasse schon die verhältnismäßig geringe Höhe der Renten es als unwahrscheinlich erscheinen, daß sich aus ihnen die Ansammlung der großen Kapitale am Ausgange des Mittelalters erkläre, so komme hinzu, daß die eigentlichen Rentbezieher anderen sozialen Schichten angehören als jene Großkapitalisten. Zutreffend weist der Verfasser darauf hin, daß durch die Ablösung der Renten kein plötzlicher Vermögenszuwachs begründet werden konnte, da die Rückempfänger nur erhielten, was bisher schon nutzbar angelegt war. Wohl aber tritt das Bedürfnis neuer Anlagemöglichkeit ein; allein auch dies kann eine Zuführung der Rentner zum Großhandel nicht bewirkt haben, da die Rentsummen in den Händen Privater hierfür zu geringe Beträge aufweisen. Es ist, entgegen der Sombartschen Theorie von der kapitalbildenden Bedeutung der Zinse und Renten, die Quelle der grossen Vermögen vielmehr in der dauernden Tätigkeit des gewerbetreibenden Bürgertums zu suchen; was der Handelsstand durch den Rentkauf erfährt, ist eine Unterstützung seiner Entwicklung, aber nicht seine großkapitalistische Begründung. Die Ablösung selbst fördert das Wirtschaftsleben durch das nunmehrige Einströmen bisher gebundenen Kapitals in das erwerbstätige Leben. Der Rentkauf, das Geschöpf einer Periode vorwiegender Urproduktion und entsprechender Vormachtstellung des Bodens als Nutzungswertes, hat den Kreditverkehr des Mittelalters entwickelt und ist damit ein wesentlicher Faktor der mittelalterlichen Stadtwirtschaft geworden; er mußte fallen, als der entwickeltere Geldmarkt sich der Notwendigkeit freierer Verkehrsformen nicht mehr länger verschließen konnte.

Die im Vorausgegangenen kurz zusammengefaßten Ausführungen des Verfassers geben in ihrer wirtschaftlichen Seite ein getreues Bild der Entwicklung und Verdrängung der Ewigrente; die Darstellung ist fraglos reich an feinen Beobachtungen. Anderseits fehlt es nicht an sachlichen Unstimmigkeiten. Hatte der Verfasser an Hand der Kieler Quellen den Satz aufgestellt, daß die Rentinhaber sich schon am Ausgange des 13. Jahrhunderts zum geringen Teile nur aus den Angehörigen der Geschlechter rekrutieren, so durfte er nicht im Schlußkapitel die Sombartsche Grundrententheorie mit dem Hinweise bekämpfen, daß die Rentenempfänger in der Regel den Müssiggängern und „vorzugsweise rentenempfangenden Geschlechtern, den Rentnern“ angehören, die Großkapitalien aber sich in der Hand des „am städtischen Grundertrag durch Eigentum oder Rentenrecht (?) beteiligten erwerbstätigen Bürgertums“ gebildet haben. Hier wie in

andern Punkten fällt das Unzureichende des verarbeiteten Quellenmaterials nachteilig ins Gewicht. Grundlegende Publikationen wie die des Konstanzer Häuserbuchs (Bd. II, bearbeitet von BEYERLE und MAURER), welche dem Verfasser am ehesten die Verwertung statistischer Reihen ermöglicht hätten, sind von ihm übersehen. An Stelle der neuen Abhandlung von SCHREIBER über die Geschichte der Erbleihe in der Stadt Straßburg ist lediglich die ältere Dissertation von JÄGER über die Rechtsverhältnisse des Grundbesitzes in Straßburg (1888) herangezogen. Von den beiden angeführten Äußerungen LUTHERs bezieht sich die erste auf das Wiederkaufsrecht des Darlehensschuldners („der Gläubiger kann das Darlehen nicht zurückkaufen"), die zweite auf das Kündigungsrecht des Gläubigers. Ersteres wird gefordert, letzteres versagt; ein Widerspruch besteht also nicht.

Bedenklich erscheinen die rechtlichen Ausführungen des Verfassers. Es ist unerfindlich, wie die Quellen den in allgemeinster Form (S. 21) aufgestellten Satz, durch Brand der Überbesserung und durch Dereliktion erlösche das Rentbezugsrecht, rechtfertigen sollen. Eine quellenmäßige Belegung dieser These fehlt denn auch ganz, es wird lediglich für beides das Stadtrecht von Freiberg (1294) angerufen, welches bestimmt: „Ist ouch, daz ein hus verburnet, das einen zinsmeister hat, der zinsmann kume und spreche: Herre, ich mac der hovestat nicht gebuwen und laze sie uch uf . . . und wird damit ledic". Zunächst ist es mindestens fraglich, ob hier nicht allgemein an Erbleihefälle zu denken ist. Sodann aber ist überhaupt irreführend die Folgerung, diese Stelle beweise, daß sowohl bei Brandfall wie bei Aufgabe des Grundstückes die Rentenlast erlösche. Es ist hier der Fall gesetzt, daß der Erbleihemann seine Erbleihehofstatt, wenn er zufolge Brandes den Grundzins nicht mehr zu entrichten vermag, an den Erbleiheherrn aufträgt und das Statut bestimmt, er werde dadurch seiner Schuld ledig. Es mag sein, daß die Bestimmung auch auf Renten, die sich um diese Zeit noch allgemein als Erbleihezins darstellen, Anwendung findet. Aber einmal zeigt die Stelle ganz klar durch das Verlangen der Auftragung, daß mit dem Brandfall die Rente keineswegs ohne weiteres erlosch, lediglich der Erfolg der Zinsfälligkeit (Heimfall der Hofstatt) auch freiwillig herbeigeführt werden konnte. Sodann aber ist von Aufgabe oder Dereliktion keine Rede. Der Verfasser verwechselt sie mit der Auftragung der Erbleihe an den Leiheherrn, durch welche allerdings Zinsbefreiung eintrat, da ja der Leiheherr seinen Gegenwert zurückerhielt.

Abwegig scheint mir auch der Versuch (S. 16 f.), die rechtliche Natur des Rentenvertrages losgelöst von seiner Entwicklung zu präzisieren und in demselben „einen obligatorischen Vertrag mit dinglichen Momenten" zu erblicken. Das gilt für das letzte Stadium in der Entwicklung des Rentgeschäfts, welches der Verfasser mit dem 15. Jahrhundert einsetzen läßt. Für die eigentliche Blütezeit des Instituts aber, als welche man das 14. Jahrhundert zu bezeichnen haben wird, in welcher zwar bereits die Auflassung der Liegenschaft unter Rückverleihung gegen Rente verlassen ist, es aber immer noch der Auflassung der Rente bedarf, ist die Liegenschaft noch absolut der Träger

der Verpflichtung. Erst mit dem Hinzutritt der Währschaftsübernahme für allen Schaden durch den Rentmann im 15. Jahrhundert gewinnt das Geschäft einen vorwiegend obligatorischen Inhalt, der durch die gleichzeitig sich durchsetzenden Ablösbarkeitsgedinge noch mehr Bedeutung erlangt und schließlich darin sich am deutlichsten ausprägt, daß mit dem Rentgeschäft die jüngere Satzung am Rentobjekte verbunden wird (vgl. BEYERLE-MAURER, Konstanzer Häuserbuch II, S. 119 ff.).

In allen seinen Entwicklungsstufen aber entspricht das Rentgeschäft vollauf seiner Rechtsform; es ist meines Erachtens ungerechtfertigt, in seinem Bestellungsformalismus nur juristische Konstruktion zu erblicken. Dem obligatorischen Charakter der durch Briefausstellung begründeten Rentverschreibung entsprach seine beweglichste wirtschaftliche Funktion am Ausgange des Mittelalters; die durch Auflassung ausgesetzte Rente zeigt alle Eigenschaften einer Reallast ohne Rücksicht auf den vertragsinhaltlichen Entstehungsgrund. Und vollauf muß die älteste Form der Rentbestellung durchaus ernst genommen werden. Die Kapitalanlage konnte nach der ganzen Wirtschaftsform des hohen Mittelalters in breiterem Maße nur den Grund und Boden ergreifen. Die Möglichkeit, das städtische Grundstück nicht selbst bewirtschaften bzw. bewohnen zu müssen, sondern dasselbe im Erbleihewege nutzbar austun zu können, mußte naturgemäß die Nachfrage nach Liegenschaften begünstigen. War nun vollends bereits im Seelgeräte jene Form der Rückverleihung an den Verkäufer vorgebildet, so wurde es nicht mehr schwer, Verkäufer auf Erbleihe zu finden, das heisst also, das gekaufte Objekt in derselben Hand wieder nutzbar anzulegen. Man wurde Grundbesitzer, ohne für die weitere Nutzbarmachung sich sorgen zu müssen. Darin lag gerade die Zugkraft des Rentkaufs. Es ist aber darin auch das Verständnis zu suchen für die gebrauchte Rechtsform: der Rentkäufer *wollte* Grundeigentümer werden, weil der Grund und Boden so leichter Mühe zinsbar wurde.

Konstanz. Dr. FRANZ BEYERLE.

Zur Geschichte der burgundischen Zentralbehörden.

Von

Ed. Rosenthal.

WALTHER, ANDREAS, *Die burgundischen Zentralbehörden unter Maximilian I. und Karl V.* Leipzig 1909. IX. 220 S.

Aus Vorarbeiten zur internen Geschichte Karls V. ist diese Geschichte der burgundischen Zentralbehörden herausgewachsen, die hauptsächlich die Periode von 1477, von der Zeit, als Maximilian I. die Regierung in den Niederlanden übernahm, bis 1531 umfaßt, „in welchem Jahre die Organisation geschaffen wurde, die ohne sehr

wesentliche Veränderungen bis zum Ende des Ancien Régime Bestand gehabt hat". Für die Zeit der ersten Regentschaft Maximilians und der Anfänge Philipps des Schönen bis gegen 1504 gibt es keine genügende Darstellung und so gut wie keine gedruckten Quellen, und auch das archivalische Material ist dürftig. Dagegen konnte der Verfasser, wie er im Vorwort berichtet, für die Zeit der zweiten Regentschaft Maximilians und der Anfänge Karls V. vielfach „das Speziellste" geben. Er verfolgt sodann den historischen Verlauf der Einrichtungen in einer späteren Periode als Kontrolle der Darstellung der früheren Zeit (IV).

In der Einleitung entwirft Walther eine farbenreiche Skizze der inneren Geschichte Burgunds, in der mit selbständigem Urteil die herrschenden Persönlichkeiten scharf charakterisiert werden.

Der I. Abschnitt behandelt die Gerichtshöfe (Grand Conseil). In der Übersicht zeigt sich ein gewisses Haschen nach Originalität, ohne daß irgendein Fortschritt erzielt würde. So, wenn er sich bezüglich der Differenzierung der Ratskollegien dagegen wendet, daß man die Ordnung „im Schema des Begriffs der Arbeitsteilung" darstellt, was für das Mittelalter irreführend sein könne, weil ein Wachsen wie nach Naturgesetzen das Beherrschende. Dabei wird als das Treibende im letzten Grunde das Bedürfnis nach Arbeitsteilung anerkannt, wie auch der Erfolg einer Arbeitsteilung, aber die Form des Geschehens ist keineswegs die einer „Teilung" (S. 7). Das ist nicht richtig, denn wenn in irgendeinem Lande das Finanzwesen auf der unteren oder oberen Stufe der Verwaltung aus dem Rahmen der allgemeinen Verwaltung herausgenommen, also z. B. dem Pfleger oder Richter entzogen und einem besonderen Beamten, dem Kastner oder Keller, übertragen wird, so ist auch die Form des Geschehens eine Teilung. Wenn dann der Verfasser (S. 7) ausruft: „Vielmehr muß die Anschauung einer Bildung und Verselbständigung neuer Zentren mit Eigenleben zugrunde gelegt werden", so ist mit diesen klingenden Worten nicht eine neue Weisheit der Verwaltungsgeschichte verkündet. Denn wenn beispielsweise die Herausbildung der Hofkammer als einer selbständigen Finanzbehörde aus dem Hofrat geschildert wurde, so war damit bereits die Verselbständigung des Finanzwesens in einer eigenen Behörde dargetan, und für diese Behördenbildung war die Arbeitsteilung eben bestimmendes Moment.

Wenn dann Walther (S. 8) erzählt, daß immer „um das Beamtenmäßigste und Bureaukratischste sich ein neuer Kern gebildet, zunächst noch völlig vom Hofrat eingeschlossen, allmählich an seine Peripherie rückend, in sich lebensfähig werdend, den Hofrat immer mehr belastend, schließlich von ihm abgestoßen", so finde ich das weder schön noch klar ausgedrückt. Auch hier sind die bisherigen Formulierungen dieses Entwicklungsprozesses der Behörden weniger anspruchsvoll und hochtrabend, aber einfach, klar und richtig. — Daß „nirgends eine scharfe Linie wie bei einer Teilung", halte ich auch nicht für zutreffend. Wenn uns auch die ersten Ordnungen der neu gebildeten, verselbständigten Behörden oft nicht erhalten sind, die Abzweigung der neuen Behörde ist doch durch Ziehen einer scharfen Linie bedingt.

die die Zuständigkeit der neuen Behörden fest umgrenzt gegenüber der alten Stelle, aus der sie sich losgelöst hat. —

In einer Übersicht zeigt der Verfasser in Hauptzügen die Bildung des Grand Conseil de Malines als historische Parallele zur Entstehung des französischen Grand Conseil. Für Frankreich und Burgund wird die Scheidung der Matières de justice und der Matières de grace und die letzte Kategorie als der persönlichen Entscheidung des Herrschers zustehend dargelegt. Schief ist der Hinweis auf die deutsche Entwicklung (S. 10), daß die Aufeinanderfolge des Reichshofgerichts-, Reichskammergerichts- und Reichshofrats im letzten Grunde auf jenem doppelten Charakter der Gerichtsbarkeit ruhe, die einerseits dem Fürsten gehöre (ein letzter Rest des Begnadigungsrechts — eine ganz willkürliche Annahme!), andererseits von ihm unabhängig ist. Das Begnadigungsrecht ist ein Ausfluß der Gerichtsbarkeit, und die Errichtung des Reichskammergerichts bedeutet einen Sieg der Stände durch Zurückdrängung der Gerichtsbarkeit des Kaisers, die dieser durch den Reichshofrat wieder zur Geltung brîngt.

In der Darstellung der Geschichte des Grand Conseil rückt WALTHER folgende Beobachtung in den Vordergrund (S. 11): der Umstand, daß der gelehrte Rat, der Rat der Juristen, das Schwergewicht des Hofrates bildet, führt in Burgund (wie in Frankreich) zweimal zu einer Namensverschiebung, die als solche zu erkennen der Schlüssel für das Verständnis der ganzen Entwicklung ist. Der Name des Hofrats, das erstemal Grand Conseil, das zweitemal Conseil privé, wird in fast unmerklicher Entwicklung, zuerst vorzugsweise, dann ausschließlich, für die gelehrte Sektion des Rates gebraucht, eine Entwicklung, die 1504 und 1531 durch offizielle Verselbständigung des Grand Conseil und des Conseil privé zum Abschluß gebracht wird."

Ich bin von der Richtigkeit dieser Auffassung des Verfassers durch seine Darlegungen nicht überzeugt worden, und ich möchte mich der Meinung von LAMEERE (le Grand Conseil des ducs de Bourgogne) anschließen, der die Existenz eines zweiten Rates neben dem Grand Conseil bestreitet, da er erst um 1462 urkundlich neben dem Grand Conseil einen Conseil privé oder secret gefunden hat. Ist auch die Bildung einer solchen Behörde nicht immer durch eine besondere Ordnung nachweisbar, so müssen doch für die Verselbständigung der Behörde Anhaltspunkte in Ordonnanzen, Rechnungen usw. nachgewiesen werden. Wir dürfen uns den Werdegang etwa wie den des Geheimen Rats vorstellen, der sich in Österreich[1]) und in den größeren deutschen Territorien[2]) aus dem Hofrate herauskristallisiert hat. Überall zeigen sich gewisse Momente, die die kollegiale Organisation der Behörde als vollendet erscheinen lassen, z. B. ein Sekretär des Geheimen Rats. — Nach WALTHER (S. 12) gibt es „ein zuverlässigeres Kriterium als den Wortlaut der Quellen, der natürlich nur das unklare

1) Vgl. ROSENTHAL, Die Behördenorganisation Kaiser Ferdinands I., Wien 1887 (Archiv für österreichische Geschichte LXIX, S. 80 ff.).

2) Daselbst S. 87 ff. und ROSENTHAL, Geschichte des Gerichtswesens und der Verwaltungsorganisation Bayerns I, S. 537 ff., Würzburg 1889.

Verwachsensein widerspiegelt", und die prinzipielle Verselbständigung des Grand Conseil dem Hofrat gegenüber erblickt er mit WIELANT in dem Auftreten des Procureur général am Grand Conseil. Er verweist hierbei darauf, daß auch in Deutschland das Amt des Fiskalprokurators gleichzeitig mit der Bildung des Kammergerichts erscheine, wie auch in Frankreich die Verselbständigung des Grand Conseil unter Ludwig XI. als auch des Conseil privé unter Franz I. durch das Auftauchen dieses Beamten charakterisiert werde.

Nun erscheint aber im 15. Jahrhundert schon am deutschen Reichshofgericht als Vertreter der fiskalischen Interessen ein besonderer Beamter[1]), der später den Titel Kammerprokuratorfiskal führt[2]). Und für Frankreich läßt sich doch nur feststellen, daß nach Bildung des Grand Conseil als Grand Conseil de justice auch ein procureur du roi auftaucht zur Vertretung der Interessen des Königs, ohne daß für die Zeit der Entstehung dieses Gerichtshofs aus dem Vorkommen dieses Amtes Schlüsse gezogen werden können.

Eine Entlastung des Grand Conseil suchte Karl der Kühne herbeizuführen durch die Einrichtung der „Audience" (für die Matières de grâce) und des Parlaments in Mecheln (für die Matières de justice). WALTHER will Karl dem Kühnen den Ruhm eines genialen Organisators nicht zuerkennen. Seine Definition eines solchen ist aber stark subjektiv. Nach Karls des Kühnen Tod war Herzogin Maria genötigt, im „Großen Privileg" 1477, das in seiner Bedeutung sehr verschieden beurteilt wird, den Ständen Konzessionen zu machen (eine verhältnismäßige Zahl von Räten aus den einzelnen Provinzen, und zur Hälfte Juristen, Beseitigung der Evokationen von den unteren Gerichten). Es scheint, daß, wie in anderen Ländern auch hier der Kampf der Stände gegen die ausländischen Räte („die Gäste") siegreich war. Über die Geschichte des nach dem Tode der Herzogin führenden Rats hätte man gerne noch genaueren Aufschluß erhalten. In Maximilians Ordonnanz von 1493 erblickt der Verfasser sogar eine Übertragung österreichischer Formen nach Burgund, eine Meinung, die nicht weiter begründet wird.

Nachdem die Einrichtungen Maximilians in Burgund sich nicht erhalten haben, folgte unter Philipp dem Schönen eine Restauration der alten burgundischen Institutionen. Der Grand Conseil erscheint als Gesamtrat, und der Begriff Conseil privé erhält mehr eine technische Bedeutung (S. 20).

Von besonderer Wichtigkeit für die Verwaltungsgeschichte ist die auch sehr verschieden aufgefaßte Ordonnanz v. 22. 1. 1504, durch die Philipp einen ständigen Gerichtshof (an Stelle des dem Hoflager folgenden) in Mecheln errichtete, neben dem am Hofe ein Geheimer Rat (Conseil privé) existierte. Erst von 1507 an erscheinen beide Behörden als zwei getrennte Kollegien: WALTHER will hier

1) Vgl. R. SCHRÖDER, Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte, S. 564, 5. Aufl., Leipzig 1907.

2) Vgl. FRANKLIN, Das Reichshofgericht im Mittelalter II, S. 176 ff., Weimar 1869.

(S. 23 ff.) den Prozeß der „Namensverschiebung und Begriffserstarrung" genauer verfolgen, ohne daß es ihm gelungen wäre, einen überzeugenden Beweis für die Richtigkeit seiner These zu liefern, die er für typisch für alle Staaten des ausgehenden Mittelalters hält. Aber gerade die Entwicklung in Deutschland zeigt, wie nur einzelne Mitglieder des Hofrats, die das besondere Vertrauen des Herrschers geniessen, zur Beratung der wichtigsten „geheimen" Sachen herangezogen werden und erst allmählich ein selbständiges Kollegium, den „Geheimen Rat", bilden. Die gleiche Entwicklung hat in Burgund aus dem Grand Conseil den Conseil privé hervorgehen lassen. Man hält deshalb nicht nur, wie WALTHER (S. 23 f.) sagt, in der Idee den alten einheitlichen Rat fest, sondern es ist in den Anfangsstadien nur Ein Kollegium, und deshalb heißt es ganz richtig: „Et sera tout ung colliège."

Die Bedeutung des Grand Conseil als der mit Juristen besetzten Behörde erblickt der Verfasser darin, daß sie den Geist der Rechtsgelehrten jener Zeit in sich verkörpere. Ihm sind die Juristen die Vertreter des Idealismus, „die in die feudale kleinliche Zerrissenheit eine größere, stärkere, bedeutendere Welt hineingetragen, die mit der Wucht eines fast religiösen Glaubens das Evangelium von Recht und Ordnung und Beamtenpflicht und Zentralisation durchgesetzt haben" (S. 27). Mit diesen stark aufgetragenen Farben scheint mir nicht ein historisch zuverlässiges Bild entworfen zu sein.

Der Charakter der Gerichtsbarkeit des Grand Conseil, über den man gerne einen ausführlicheren Bericht erhalten hätte, wird im Prozeß des Gattinara (S. 30 ff.) aufgezeigt.

Der zweite Hauptabschnitt „Die Finanzen" erörtert zuerst die Grundformen. Es ist entschieden zu eng, wenn der Verfasser „Justice" und „Finances" als die beiden großen Ressorts bezeichnet, in die im Bewußtsein der Zeit alle reguläre beamtenmäßige Arbeit sich teilt (S. 40). Der von ihm zitierte OLIVIER DE LA MARCHE handelt außer von der Kapelle, dem Krieg (Kriegsrat) und den Finanzen noch du conseil et de la justice. Das weite Gebiet der Verwaltung (conseil) fällt also nicht mit justice zusammen. Und der conseil, besonders die clercs desselben sind es, mit denen la royauté française accomplit son œuvre de gouvernement quotidien, wie VIOLLET[1]) sagt.

In der französisch-burgundischen Finanzorganisation tritt dem Verfasser die Trennung der Kontrolle von der Verwaltung am deutlichsten entgegen. Vier chambres des comptes werden hier nach dem Pariser Vorbild als selbständige Kontrollbehörden eingerichtet und die Chambre des comptes in Lille in gewissem Sinne als Zentralbehörde.

In den Ausführungen des Verfassers über kollegiale und bureaumäßige Organisation der Finanzverwaltung (S. 46 f.) tritt die nicht erfreuliche absprechende Art des Verfassers gegenüber bisherigen Darstellungen in die Erscheinung, die ohne genügende Kenntnis der deutschen verwaltungsgeschichtlichen Literatur verneint, die Verhältnisse nicht scharf beleuchtet, nicht größere Klarheit verbreitet, son-

1) Histoire des institutions politiques et administr. de la France, p. 390, Paris 1903.

dern mehr verwirrend wirkt. „Das übergroße Gewicht,“ sagt er, „das vielfach darauf gelegt wird, ob die Behörde für Leitung der Finanzen kollegial organisiert ist oder nicht, trübt den Blick für das Wesentliche. Nur wenn man die Organe, die beamtenmäßig die Geschäfte führen, in den Vordergrund rückt, steht man wirklich im Zentrum der bei aller äußerlichen Ungestaltung der Behörden unablässig fortgehenden Bewegung des Einlaufens und Abfließens der Gelder.“ Ich gestehe, ich habe den letzten Satz wiederholt gelesen, ohne den Sinn zu verstehen. Was soll das heißen? Unter Organen, die beamtenmäßig die Geschäfte führen, kann ich mir nichts Rechtes vorstellen. Soll wirklich der Kassenbeamte (der Receveur général usw.) in den Vordergrund gerückt werden? Von einem übergroßen Gewicht, das man der kollegialen Organisation beimißt, habe ich nichts bemerkt. Und daß die Betonung dieses Organisationsprinzips den Blick für das Wesentliche trübt, kann man doch nur behaupten, wenn wirklich die Würdigung anderer, für die Finanzverwaltung wesentlicher Momente vernachlässigt und so unsere Erkenntnis der Finanzverwaltung gehemmt würde. W. unterschätzt die Bedeutung der kollegialen Verfassung, die eine Stetigkeit und Tradition in Erledigung der Finanzgeschäfte und eine bessere Kontrolle ermöglicht.

Man darf es nicht mit W. als eine Frage zweiten Ranges betrachten, ob die Anweisungen von einem einzelnen ausgehen, oder von dem frei organisierten Rat des Fürsten, oder von einer in sich geschlossenen kollegialen Behörde. Bei der stets steigenden Bedeutung, welche der sich immer mehr erweiternde Kreis von staatlichen Aufgaben erlangt hatte, sowie durch die Verhältnisse der äußeren Politik infolge der Zerrüttung des Staatshaushalts, wie wir sie namentlich im 16. Jahrhundert fast überall finden, waren Reformen geboten. Diese konnten in der Staatswirtschaft besser durchgeführt werden, wenn die schwierigen Fragen von einer Mehrheit kundiger Männer erwogen wurden und wenn alle das wichtige Gebiet der Finanzen betreffenden Angelegenheiten nicht nur nebenbei von einer mit vielen anderen Aufgaben betrauten Behörde behandelt, sondern wenn das Prinzip der Arbeitsteilung auch hier zur Anwendung gebracht und ein besonderes Organ geschaffen wurde, welchem dieses Ressort zur ausschließlichen Pflege und Förderung anvertraut werden konnte [1]). Gewiß ist W. beizustimmen, daß niemand

---

1) Vgl. Rosenthal, Geschichte des Gerichtswesens I, S. 461 f. Über die kollegiale Verfassung der neuen Behörde im Gegensatz zur bureaukratischen ließ Albrecht V. von Bayern durch seinen Kanzler, den bisherigen Kammermeister C. P., folgendes verkünden (a. a. O. S. 465): „der Herzog habe . . . im ersten anfang seiner Regierung bedacht und erwogen, daß derselben fürnehmste und sondere hohe Notdurft erfordere einen Kammerrat stattlich zu verordnen, dem eingebunden werde, alles seiner f. Gnaden Einnahmen und Ausgaben dermassen anzuschicken und in eine Ordnung zu bringen, damit seiner f. Gnaden Staat möge unterhalten, die Schuldenlast mit der Zeit geringer und abgelegt werden. Weil er (Kammermeister) aber wohl erachten könne, daß Solches nit eines Mannes Werk, sondern etlicher ehrlicher, getreuer und erfahrener Personen mehr darzu von nöten sein werden, da er aber seines Alters halber selbst um Enthebung von seinem Platz nachgesucht . . .

es als Verbesserung empfinden würde, wenn heute die Staatsfinanzen, anstatt bureaumäßig, vielmehr durch ein nach Stimmenmehrheit beschließendes Kollegium verwaltet würden. Ganz abgesehen davon, daß auch heute der Finanzminister wichtige Fragen seines Ressorts mit den Räten des Finanzministeriums in kollegialer Form beratschlägt, daß die für das Staatsinteresse besonders bedeutungsvollen finanzpolitischen Gesetzentwürfe im Staatsministerium einer weiteren kollegialen Beratung unterzogen werden, hätte er den großen Unterschied des heutigen konstitutionellen Staatslebens mit seiner Ministerverantwortlichkeit nicht übersehen dürfen. Er sagt: „So war auch damals . . . die bureaumäßige Art der Finanzverwaltung technisch weit überlegen und der Selbständigkeit des Fürsten geradezu notwendig.“ Das ist der springende Punkt. Gerade diese Selbständigkeit der Fürsten hatte vielfach die Zerrüttung des Staatshaushalts herbeigeführt. Sie konnte nur beseitigt werden, wenn die Fürsten in weiser Selbstbeschränkung ihre Selbständigkeit in dieser Richtung aufgaben. Sie würden sich aber nie in eine finanzrechtliche Abhängigkeit von einer einzelnen Persönlichkeit begeben haben, glaubten aber ihrer Würde nichts zu vergeben, wenn sie, wie das beispielsweise Maximilian I. zusicherte [1]), keine Geldanweisung unterschrieben, die nicht in der angeordneten Form von der Hofkammer ausgestellt war [2]).

Der Verfasser selbst deutet die Kontrolle über den Fürsten als ein Moment, das für die Einführung des Kollegiums bestimmend war, an (S. 47), ohne diesen Punkt weiter zu verfolgen.

Daß die im Interesse eines geordneten Haushalts unentbehrliche Selbstbeschränkung des Königs nicht von langer Dauer gewesen und Maximilian die Fesseln, die er im Augenblick kluger Voraussicht sich selbst angelegt hatte, bald wieder zerriß, ist von mir früher [3]) schon hervorgehoben worden.

S. 47 führt dann W. noch aus: „Verweist man darauf, daß doch noch während der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts überall Kollegialbehörden für die Finanzverwaltung entstanden und sich nicht übel

---

habe der Herzog etliche Personen fürgenommen, die er zu Kammerräten verordnen wolle — und ir kainer allain camermaister sein oder den namen haben, sunder ir aller namentlich und sunderlich ambt u. bevelh sein soll mit allen einnemen und ausgeben obvermelter maßen zehandln“.

1) Auch der Bayernherzog Albrecht V. hat in seiner ersten Hofkammerordnung 1550 versprochen, künftig nicht mehr von einem der Ämter Geld aufzunehmen, sondern sich solches nur mit Zustimmung der Kammer vom Zahlmeister auszahlen zu lassen. Vgl. Rosenthal, Geschichte des Gerichtswesens I, S. 464.

2) Nach der Ordonance von 1487 für den burgundischen Conseil des finances verspricht Maximilian bei Ämtervergebung, Geldgaben, Erlaß von Steuern usw. sich an die Zustimmung des Rates zu binden; vor allem aber, wenn es sich in augenblicklicher Not um eine Minderung der Einkunftsquellen handelt; sollte er das nicht innehalten, so wird dem Kanzler verboten, die betreffende Urkunde auszufertigen. Walther S. 56.

3) Vgl. Rosenthal S. 109. Man vergleiche auch die interessante, Annullierung der eigenen, gegen die Kammerordnung verstoßenden Befehle anordnende Stelle in der Hofkammerordnung Ferdinands I. (a. a. O. S. 115).

bewährten, so ist zu erwidern, daß ein fundamentaler Unterschied besteht zwischen einem selbständigen beschließenden Finanzkollegium, wie Maximilian es konstituierte, und einer Behörde, die dienend als Kollegium von Geschäftsführenden und Sachverständigen einer Zentralstelle zur Seite steht. Die Ausbildung der Kabinettsregierung hielt der Schwerfälligkeit der Kollegialbehörden die Wage."

Ich gestehe, daß ich die in diesem Satze verborgene Weisheit nicht zu enträtseln vermag. Weiß der Verfasser denn nicht, daß die Hofkammern des 16. Jahrhunderts auch selbständig beschließende Finanzkollegien gewesen sind? Mögen wir die 1527 gegründete österreichische Hofkammer Ferdinands I.[1]) oder die 1550[2]) errichtete bayerische Hofkammer in ihrer Zuständigkeit betrachten, stets haben wir selbstständig beschließende, nicht dienende Finanzkollegien vor uns.

Beim Eingehen auf die burgundische zentrale Finanzbehörde (S. 47) werden wir belehrt, daß die Schlagworte „kollegial" und „bureaumäßig" überhaupt ganz und gar ungenügend seien, um das komplizierte Werden, um das es sich handelt, zu bezeichnen. Mir ist in der verwaltungsgeschichtlichen Literatur kein Schriftsteller bekannt, der so töricht wäre, mit den beiden Schlagworten das komplizierte Werden erschöpfend charakterisieren zu wollen. Es dient wahrlich nicht zur Klärung, sondern gibt statt eines scharf umrissenen Bildes eine verschwommene Zeichnung, wenn der Verfasser sagt: „In vielfacher Weise durchdringen sich und durchkreuzen sich in diesen Behörden Nebenordnung und Unterordnung, wenn ich so das Wesentliche und Einfache der Begriffe kollegialer und bureaumäßiger Organisation herausheben darf."

Der Schlüssel des Verständnisses scheint dem Verfasser die Erkenntnis zu sein, daß in diesen Behörden drei Gruppen zu unterscheiden sind: 1. die nur ausführenden, 2. die der beaufsichtigenden, prüfenden, als Sachverständige beratenden, auch in minder bedeutenden Angelegenheiten beschließenden und 3. die der repräsentierend im Zusammenhang mit der gesamten Regierung leitenden Finanzbeamten. Welch kolossale Überschätzung dieser Dreiteilung verraten die Worte (S. 48): „Es dürfte die Formel für eine alles Wesentliche herausstellende Behandlung von verwaltenden Finanzbehörden jener Zeit, nicht nur Burgunds, gefunden sein, wenn man diese drei Gruppen aufsucht und beschreibt." Der Verfasser scheint mir unbewußt die Bedeutungslosigkeit dieser Dreiteilung treffend zu charakterisieren durch den Satz: „Wo es nicht gelingt, weil die Gruppen ineinanderfließen, da ist gerade dies der charakteristische Zug der betreffenden Organisation." (!)

Ich kann eine Förderung unserer Erkenntnis durch diese drei Gruppen nicht erkennen. Diese Einteilung wird durchkreuzt durch die Unter-, Mittel- und Zentralbehörden (z. B. in Bayern Kastner, Rentmeister ([bureaukratisch], Hofkammer [kollegial]). Am meisten Anstoß nehme ich an der dritten Gruppe; diesen repräsentierenden Finanz-

1) Vgl. Rosenthal S. 112 ff.

2) Vgl. Rosenthal, Geschichte des Gerichtswesens I, S. 461 ff.

beamten wird man in den meisten Staaten mit gut geordneter Finanzverwaltung vergeblich suchen. Andere Entwicklungsgrundlagen wie laufende Finanzverwaltung, Kassenführung, Rechnungsrevision, Finanzrechtsprechung etc. aus der sachlichen Kompetenz der Finanzbehörden würde ich für viel zweckmäßiger erachten.

Daß die Meinung weit verbreitet, „die den Grundzug der französischen Organisation in der Trennung der Finanzverwaltung von der übrigen Administration sieht“ (S. 49), möchte ich bezweifeln. Das Prinzip der Arbeitsteilung in der staatlichen Verwaltung, das durch eine Loslösung des Finanzdienstes aus dem Rahmen des allgemeinen Verwaltungsdienstes, durch Bestellung besonderer Finanzorgane gekennzeichnet ist, bricht sich mit elementarer Gewalt in den verschiedensten Ländern Bahn, und zwar auf der unteren, mittleren und oberen Stufe der Verwaltung [1]). Die Ernennung eigener Finanzbeamter stellt überall das erste Stadium einer Gliederung der Verwaltung in sachlicher Beziehung dar. Und wieder muß die verschwommene, die Korrektion bisheriger Mißverständnisse bezweckende Formulierung W.s (S. 49) abgelehnt werden, wenn er sagt, daß solche Mißverständnisse (daß der Grundzug der französischen Organisation in der Trennung der Finanzverwaltung von der übrigen Administration) . . . im letzten Grunde darauf beruhten, „daß überhaupt die Vorstellung der Ablösung eines Verwaltungszweigs als eines Ganzen vorliegt, während in Wirklichkeit viel weniger das Materiale als vielmehr das Formale des Grades bureaukratischer, beamtenmäßiger Arbeit die Stufen der Ablösung bestimmte“. Das ist unrichtig, und diese wenig durchsichtige Formulierung ist aus einem nicht tiefen Eindringen in das Detail der Verwaltungseinrichtungen zu verstehen. Ebenso halte ich das nicht für zutreffend, was der Verfasser, seine Ablösungstheorie fortführend, sagt: „also für die Finanzverwaltung: Zuerst das Kassenwesen am Hof, dann eine Kontrollbehörde, dann die verwaltende mittlere Gruppe, endlich sehr spät erst die leitende Administration.“ Der Kammermeister zentralisierte auch das Kassenwesen am Hof. Zuerst war es nicht eine Kontrollbehörde, sondern wechselnde, jährlich vom Landesherrn zusammengesetzte Kommissionen, denen die Aufgabe der Rechnungsprüfung übertragen war. Daß sich diese Aufgabe als spezieller Finanzdienst von der allgemeinen Administration vor Schaffung einer Finanzverwaltungsbehörde losgelöst hat, wird sich kaum als allgemeine Erscheinung nachweisen lassen; dann die verwaltende mittlere Gruppe, diese Reihenfolge der Ablösung stimmt gar nicht — allerdings ist nicht klar, in welchem Sinn von einer mittleren Gruppe die Rede ist, denn z. B. der bayerische Kastner und Rentmeister hatten schon sehr frühe verwaltende finanzielle Funktionen zu verrichten. Daß sich endlich sehr spät erst die leitende Administration losgelöst, stimmt auch nicht, denn auch der alte Kammer-

1) Z. B. in Bayern treffen wir seit dem 13. Jahrhundert den Kastner neben dem Kellner, ebenso in Brandenburg und Trier den Kellner; der mittlere (Provinzial-)Finanzbeamte ist in Bayern der Rentmeister, im Zentrum der Kammermeister, der durch die Hofkammer abgelöst wird. Vgl. ROSENTHAL, Geschichte des Gerichtswesens Bayerns I, S. 348 ff., 288 ff., 461 ff.

meister führt diese leitende Administration, nur werden wichtige Fragen des Finanzwesens vom Rat entschieden, bis für sie in der Hofkammer ein selbständiges Organ geschaffen wird. Unbedingt zustimmen wird man aber dem Verfasser darin, daß eine vollständige Ablösung der Finanzleitung nicht möglich ist, da eben Regierung und Finanzen zusammengehören. Deshalb hatte der Hofrat und der Geheime Rat sich stets mit den bedeutsamsten Finanzfragen zu beschäftigen, wie auch heute eine Finanzreform noch den Sturz eines Reichskanzlers herbeiführen kann.

In der äußeren Geschichte der Finanzbehörde interessieren besonders die Reformen Karls des Kühnen seit 1469, zum größten Teil eine sklavische Nachahmung der französischen Institutionen (S. 51 f.). 1487 errichtet dann Maximilian den Conseil des finances; 1493 wird dann ein leitender Einzelbeamter (Superintendent) eingesetzt. Von der Geschichte der Finanzverwaltung unter Philipp dem Schönen wird gerühmt (S. 61), daß sie durch Stetigkeit ausgezeichnet gewesen sei. Unter Maximilians zweiter Regentschaft kommt es dann wieder 1511 zur Einrichtung eines Conseil des finances. Ein Anhang lenkt die Aufmerksamkeit (S. 67 ff.) auf die burgundische Epargne (neben Finances Ordinaires und Finances Extraordinaires als drittes Element besondere Einkünfte aus Regalien umfassend).

Sodann gelangt noch das Verfahren in der Finanzverwaltung (S. 70 ff.) zur Darstellung, und es wird ein Hinweis auf die Laufbahn der Finanzbeamten gegeben, denn, wie WALTHER S. 78 meint, in den Kreisen der Finanzbeamten, die eng mit denen der Schreiber und Sekretäre zusammenhängen, sei das moderne Beamtentum geworden.

Das Conseil privé seit 1504 bilden den Gegenstand des dritten Hauptabschnittes. Hätte es der Verfasser nicht verschmäht, sich über die Entstehung des Geheimen Rats in Österreich und den größeren Territorien noch besser zu informieren, so würden sich ihm manche Schwierigkeiten leicht behoben haben. Es ist bezeichnend, daß ihm gar nicht der Gedanke gekommen zu sein scheint, daß der Conseil privé, wenn auch nicht eine mit unserem Geheimen Rat vollständig identische, so doch im wesentlichen gleiche Behörde ist. Denn wenn nach WIELANTS Formulierung (S. 85) le Conseil privé pour les grans affaires de la maison et des pays erachtet wurde, so ist das eben einfach die Zuständigkeit unseres Geheimen Rats. Denn „die Notwendigkeit, die intimen Beziehungen zu den anderen Staaten nicht im Plenum des Hofrats, sondern nur mit einigen wenigen, besonders vertrauenswürdigen und geschäftskundigen Räten zu beraten, war es in Bayern wie in anderen Staaten, die zur Schaffung eines Geheimen Rats drängte. So blieben es auch in erster Linie Angelegenheiten der landesherrlichen Familie, die ja mitunter eine weitreichende Bedeutung erlangten, die den Geheimen Rat beschäftigten [1]). Nur die Matières de grace werden bei uns nicht als besondere Aufgabe genannt, wenn auch hier alle an

1) ROSENTHAL, Geschichte des Gerichtswesens II, S. 239 f.; über den Geheimen Rat in anderen Staaten daselbst S. 253 ff.; über den Geheimen Rat in Österreich vgl. ROSENTHAL, Behördenorganisation, S. 80 ff.

den Landesherrn gerichteten Supplikationen den Geheimen Räten zur Erledigung überwiesen wurden. Und was die Zusammensetzung des Geheimen Rats anlangt, so weist er eine große Ähnlichkeit mit der des Conseil privé auf. Walther S. 85 spricht von den verschiedenen Personengruppen, die diesen bilden (einerseits Juristen und Sekretäre, andererseits Adelige, Hofbeamte, Finanzbeamte), und vom bayerischen Geheimen Rat beispielsweise wird berichtet: „Neben den adeligen Inhabern der höchsten Hofchargen, die neben dem obristen Hofkanzler dem Geheimen Rat seit seiner Gründung angehörten, wird eine größere Anzahl von erprobten Beamten aus dem äußeren Dienst und den Regierungen, besonders Juristen, berufen“ [1]).

Wenn Walther S. 85 meint: „Das erste (Juristen) als Anfang und als fester Kern erscheinend, das zweite als Hinzugekommenes, aber als das Gewichtigere“, so halte ich das für unrichtig. Auch die vier Bedeutungen des Wortes Conseil privé lassen sich viel einfacher fassen, wenn man an den Geheimen Rat denkt, während W. nur die vierte Bedeutung als Kabinett erklärt, das gar keine Einrichtung des 16. Jahrhunderts ist. Wenn Matthieu, Grand Conseil, p. 240 zu der Scheidung von Grand Conseil und Conseil privé 1504 (nach dem Berichte Walthers S. 88) sagt: „L'un de ces corps s'occupait exclusivement de politique“, so scheint mir diese Charakterisierung nicht nur prägnanter und kürzer, sondern auch treffender als die Auseinandersetzung Walthers, der auch hier (S. 89) etwas hochtrabend und anspruchsvoll von seiner Darstellung behauptet: „Nur das angedeutete Schema scheint uns vor Konflikten mit Einzeltatsachen zu schützen“. Wenn W. dann zwei Seiten des Gesamtrates unterscheidend sagt: „Die qualitative Verschiedenheit des Beamtenmäßigen und des Feudalen stellt die beiden Pole dar, an denen sich seine einzelnen Elemente orientieren“, so muß ich gestehen, daß mir diese Formulierung wenig besagt, wo man eine präzise Beschreibung erwartet.

Für die Organisation während der zweiten Regentschaft Maximilians 1507 bis 1514 ist von besonderer Bedeutung die Ernennung Margaretas zur Regentin. 1507 begegnet dann, wie 1497/98, der nicht zur Ausführung gekommene Plan einer Vereinigung Österreichs und Burgunds und einer einheitlichen Behördenorganisation für alle habsburgischen Lande; auch andere Organisationspläne sind nicht zur Ausführung gelangt (S. 96 ff.). In der Rats- und Kanzleiordnung Margaretas von 1516 (als Beilage 4 abgedruckt) findet Walther (S. 102) wieder den „grundlegenden Unterschied von geschäftlicher Arbeit und freien Formen“. Das ist doch kein Gegensatz. Geschäftliche Arbeit kann in freien und beschränkenden (z. B. prozessualen) Formen sich bewegen. Auch was über Rat und Kanzlei gesagt wird, ist nur teilweise richtig. Der Satz W.s (S. 103), daß wir den Unterschied von Rat und Kanzlei zu scharf sehen, „weil für unseren Blick nicht der Kontrast gegen das ringsherum liegende Unorganisierte die Einheit alles Organisierten betont“, ist so verschwommen, daß ich den Gedankengang des Verfassers nicht zu erkennen vermag. Was soll denn der Ausspruch bedeuten

1) Rosenthal, Geschichte des Gerichtswesens II, S. 226 f.

„Auf dem Gebiet des rein Geschäftlichen . . . war in der Tat Kanzlei und Rat eine Einheit". Jede Behörde hatte ihre besondere für die Ausfertigung ihrer Beschlüsse bestimmte Kanzlei.

Es ist gar nicht auffällig, daß die alten Hoflisten die gelehrten Räte und die Kanzleibeamten unter der einen Rubrik „Conseil" zusammenfassen. Auch bei deutschen Kollegien werden die Sekretäre etc. zu diesen gerechnet; das Kanzleipersonal bildet eben das Schreiborgan der Behörden. — Das Verfahren der Beschlußfassung und besonders die Protokolle der Ratssitzungen werden in interessanter Weise besprochen und zum Schlusse der Conseil privé seit 1517 behandelt, der zuerst als Regentschaftsrat erscheint, um dann nach der Bestellung Margaretas zur Regentin wieder den Charakter eines Hofrats anzunehmen. 1520 werden zwei verschiedene Räte gebildet, die dann 1531 als Conseil d'État, aus hohen Adeligen für die grandes et principales affaires, und als Conseil privé, aus Juristen bestehend, in die Erscheinung treten; dieser hat in täglichen Sitzungen die auf die fürstlichen Hoheitsrechte bezüglichen Angelegenheiten zu erledigen. — An die Darstellung reihen sich nun 6 Anhänge und 12 Beilagen. (S. 193 ff. Abdruck von bisher ungedruckten Ordnungen und anderen für die Behördengeschichte wichtigen Aktenstücken, zumeist aus dem Brüsseler Staatsarchiv.)

Im 1. Anhang wird eine sehr ansprechende, die einzelnen Werke kritisch würdigende, Übersicht über die Bibliographie gegeben; der 2. Anhang verbreitet sich über die burgundischen Hoflisten, die Aufschlüsse geben über Personen, die unter Maximilian, unter Margareta und unter Karl V. eine historische Rolle spielten. Der 3. und 4. Anhang bringt eine Spezialuntersuchung über zwei interessante burgundische Ämter, das des Premier Chambellan und das des Audiencier et premier secrétaire und der 5. einen Beitrag zur Geschichte des Pensionswesens. —

In einem größeren Exkurs (Anhang VI) bekämpft der Verfasser die heute herrschende These, daß die burgundischen Verwaltungsinstitutionen durch Maximilian I. in Österreich rezipiert worden und von da in die übrigen Territorien gewandert seien. In einer hübschen literaturgeschichtlichen Skizze wird die Entwickelung dieser These geschildert und gesagt, daß vom Berichterstatter[1]) „die heute vulgär gewordene Form der These" stamme; die Autorität des LOENINGschen Lehrbuchs (des deutschen Verwaltungsrechts), die Anhäufung des Materials bei ADLER[2]) und die schematisch-anschauliche Form, die ROSENTHAL betonte, habe das Schicksal der These entschieden. Ich stehe jetzt — es sind 23 Jahre seit dem Erscheinen meiner Arbeit verstrichen — dem Stoffe mit kühler Objektivität gegenüber und habe die Quellen nicht zur Hand, um in eine eindringliche Prüfung der WALTHERschen Darstellung einzutreten. Bei der Bedeutung des Problems möchte ich aber doch etwas ausführlicher wenigstens einzelne

---

1) ROSENTHAL, Die Behördenorganisation Kaiser Ferdinands I.

2) S. ADLER, Die Organisation der Zentralverwaltung unter Kaiser Maximilian I., Leipzig 1886.

Punkte der WALTHERschen Kritik herausgreifen und zu ihnen Stellung nehmen. WALTHER ist in der glücklichen Lage, sich auf neuere Untersuchungen über die burgundische Behördengeschichte stützen zu können, die er S. 129 f. kritisch bespricht (z. B. die Studien über den burgundischen Hofrat von FREDERICHS (1890), GAILLARD (1896), LAMEERE (1898, 1900 u. a.), die erst nach den Untersuchungen von ADLER und mir erschienen, also von uns nicht benutzt werden konnten. Daß er seiner Spezialarbeit so eine festere historische Fundamentierung zu geben in der Lage war, ist nicht sein Verdienst, noch unser Fehler. — Man traut seinen Augen nicht, wenn man den Verfasser S. 171 die profunde Weisheit verkünden sieht, die erste Vorbedingung für die Aufstellung einer Rezeptionstheorie sei eine Kenntnis wenigstens der Grundzüge der früheren Organisation, so daß mit einiger Wahrscheinlichkeit gesagt werden darf, das Neue könne nicht als Fortentwicklung des Alten erklärt werden. Man kann doch nicht behaupten, daß diese Vorbedingung fehlt. Da der Verfasser auf Adler wiederholt Bezug nimmt, kannte er doch das 2. Kapitel (2. Abschnitt) Die Zentralbehörden in Tirol und Vorderösterreich. 1. Die Zentralverwaltung bis 1490 (S. 311 ff., bes. 316 ff.). Die Vorbedingung fehlt also nicht. Ebenso trifft es nicht zu, daß die Anerkennung, die ich der hoch entwickelten tirolischen Verwaltung des 15. Jahrhunderts zolle, sich recht schlecht mit der These der Rezeption vertrage. Ich betone (S. 105), daß sich in dieser Verwaltung schätzbare Elemente für die Ausbildung des Verwaltungskörpers finden. Das schließt doch nicht aus, daß für andere von mir bezeichnete Organisationen burgundische Einrichtungen vorbildlich verwertet wurden. Es berührt merkwürdig, daß WALTHER, nachdem ich (auch S. 196) ausdrücklich auf die Fortbildung der historisch gegebenen Elemente der tirolischen Finanzverwaltung verwiesen habe, noch besonders, fast gegen mich opponierend, verkünden zu müssen glaubt (S. 172), daß sich ausdrückliche Hinweise darauf finden, daß wesentliche Elemente der alten tirolischen Ordnung von Maximilian übernommen worden sind.

Überhaupt scheint WALTHER sich darin zu gefallen, Gegensätze zu konstruieren, wo keine vorhanden sind. So, wenn er (S. 172) die Einrichtung, daß der oberste Finanzbeamte Tirols vor einer Kommission Rechnung legt, für relativ kleine Verhältnisse für eine genügende Organisation (z. B. gegen ROSENTHAL S. 196 f.) hält, während ich keinerlei als Rüge zu deutende Bemerkung mache, sondern die französischen Rechnungsrevisionsbehörden und dann die Übertragung der Rechnungsprüfung in Österreich an die Schatzkammer (1496) schildere. Daß aber die Einrichtung ständiger Kontrollbehörden eine höhere Stufe der Finanzverwaltung darstellt als die Kontrollabnahme durch Kommissare, hat WALTHER (S. 44) selbst hervorgehoben. Wenn er (S. 172) bezüglich der Rechnungsprüfung in Tirol ausruft: „daß die Kontinuität gewahrt wurde, darauf kam es an“, so ist das nicht recht verständlich. Man sollte doch meinen, daß es auf die zweckmäßigste Gestaltung der Rechnungskontrolle ankommt[1]).

---

1) S. 171 Anm. wird auf WERUNSKY hingewiesen, der auf das Vorbild

Als eine zweite Vorbedingung für die Aufstellung einer Rezeptionstheorie fordert WALTHER eine einigermaßen genaue Kenntnis dessen, was herübergenommen worden sein soll. Diese vermißt er bei uns, weil die Werke, die das Vergleichsmaterial gegeben haben, weit über ein halbes Jahrhundert alt seien. Das ist doch ein seltsamer Vorwurf. Begründet wäre nur, wenn die Quellen Unrichtiges enthalten hätten. Wie steht es aber damit? Für die Organisation der Finanzverwaltung, um die es sich in erster Reihe handelt, kam in Betracht hauptsächlich GACHARD, Inventaires des archives des chambres des comptes, Bruxelles 1837. Auf diese wertvolle Urkundenedition hatte zuerst E. LOENING aufmerksam gemacht. Der Edition ist eine Notice historique sur les anciennes chambres des comptes de la Belgique vorausgeschickt, die ein anschauliches Bild der Entwicklung dieser Behördeneinrichtung gibt. In seiner Bibliographie S. 130 f. sagt aber WALTHER selbst: „Die (d. h. die heutige) Literatur für die burgundische Finanzverwaltung ist sehr ungenügend.“ ... Da das Archiv des Conseil des finances 1731 verbrannte, so sei man meist auf die Materialien der Chambres des Comptes angewiesen. „Einen summarischen Abriß der Geschichte dieser Behörden hat GACHARD gegeben; sehr wertvoll sind die angehängten Preuves justificatives.“ Daß, wie es scheint, nicht die von GACHARD mitgeteilten Quellen, sondern nur die Einleitung benutzt worden sei, unterstellt WALTHER, weil ich an einer Stelle richtig die Einleitung GACHARDS zitiert habe. Also auch heute noch muß der Verfasser GACHARD als Hauptquelle gelten lassen — und doch dies süffisante Absprechen!

Der Verfasser, der selbst richtig die burgundische Verwaltungsentwicklung als eine Nebenform bezeichnet, betont: „die mangelnde Berücksichtigung der französischen Formen ist vielleicht der Grundschaden der bisherigen Arbeiten zu unserm Gegenstand“ (S. 132). Seine Vorwürfe bezüglich der benutzten Literatur der französischen Verwaltungsgeschichte — übrigens habe ich außer den von ihm S. 172 bezeichneten Werken noch SCHÄFFNER, AUCOC, DARESTE DE LA CHAVANNE benutzt — sind noch weniger begründet als die bezüglich der burgundischen. Denn daß ich 1887 nicht VIOLLET, Histoire des institutions politiques III, die 1903 erschienen ist, ebensowenig wie die andere neuere Spezialliteratur benutzt habe, wird er doch nicht ernsthaft mir zum Vorwurf machen. Hätte er nachgewiesen, dass Grundformen der französischen Behördenentwicklung falsch gezeichnet worden seien, so hätte ich dankbar diese Belehrung entgegengenommen. Das

---

der erweiterten Verwaltungstätigkeit der Städte, besonders Wiens, aufmerksam macht. Der Verfasser hätte für diese interessante Frage sehr viel Belehrung schöpfen können aus der ausgezeichneten Abhandlung v. BELOWS, Die städtische Verwaltung des Mittelalters als Vorbild der späteren Territorialverwaltung (Historische Zeitschrift, Bd. 75, S. 396 ff., bes. S. 416 f., München und Leipzig 1895). Daß man bei der Übernahme dieser fremden (burgundischen) Einrichtungen übrigens vielfach an vorhandene deutsche anknüpfen konnte, hebt v. BELOW S. 417 ausdrücklich hervor unter Verweisung auf ROSENTHAL, Geschichte des Gerichtswesens I, S. 147 f.

vermag er aber nicht. Da Vuitrys Werk mit 1380 abbricht, bricht er in die Klage aus: „Hier tritt ein verhängnisvoller methodischer Grundfehler der Argumentation besonders deutlich zutage. Das Vergleichungsmaterial, das für eine Rezeptionstheorie natürlich streng nur das gleichzeitige sein darf, ist auf dem entscheidenden Gebiet aus einem Werk genommen, das 1380 abbricht". Bevor er derartige unbegründete Anklagen schmiedete, hätte er doch sorgfältiger lesen sollen. So zitiere ich z. B. S. 107 f. Dareste de la Chavanne, Pardessus und R. Dareste. Ebenso finde ich bei Adler z. B. S. 11 ff., 368, 370 diese Schriftsteller zitiert. Und warum gehe ich auf die ältere Zeit zurück? Die Antwort darf ich wohl mit meinen Worten (a. a. O. S. 108) geben: „wie gleichmäßig die neu auftretenden staatlichen Bedürfnisse in dieser Weise zur Geltung kamen, zeigt sich in den analogen Vorgängen bei allen Kulturvölkern. Überall bemerken wir den gleichen, auf dem Prinzip der Arbeitsteilung beruhenden Entwicklungsprozeß der allmählichen Differenzierung der Behörden", und dann verweise ich auf die Entwicklung in Frankreich, Burgund und England. Gerade in Rücksicht auf analoge Entwicklungstendenzen kann ich dem Verfasser darin nicht beistimmen, daß der ganze Längsschnitt durch die französisch-burgundische Verwaltungsgeschichte, die Adler in der Einleitung gibt, streng genommen nicht zur Sache gehöre.

Einen bedeutsamen Einwand erhebt der Verfasser (S. 173) dahin, daß Maximilian gar nicht die kurzlebigen Institutionen Karls des Kühnen gekannt habe. Er schränkt ihn aber selbst ein, indem er in einer Anmerkung sagt: „Freilich ist in Betracht zu ziehen, daß eine allgemeine Stimmung des Wunsches, die zentrale Gewalt zu stärken, auch nach dem Tode Karls des Kühnen fortgewirkt hat". Wenn Walther meint, daß das nicht in den Kreisen der hohen Adeligen, denen Maximilian sich zunächst angeschlossen, der Fall gewesen ist, so fällt das nicht allzusehr ins Gewicht. Dieser Anschluß Maximilians dürfte ihn aber nicht verhindert haben, von Einrichtungen, die einer Stärkung der Zentralgewalt dienten, Kenntnis zu nehmen und bei seiner unruhigen, von wechselnden Ideen beherrschten Sinnesart für die Organisationspläne in seinen Erblanden, die ja nicht unmittelbar an seinen Aufenthalt in Burgund sich anschlossen, verwerten.

Es dürfte wohl auch durch eine eingehende Untersuchung festzustellen sein, ob wirklich der Tod Karls des Kühnen 1477 alle seine Institutionen mit einem Schlage beseitigt hat.

Walther (S. 174) findet auch, was das Sachliche betrifft, Grundlinien verzeichnet. Er bestreitet, um nur einiges herauszugreifen, daß Burgund die Unterscheidung zwischen ordentlichen und außerordentlichen Einnahmen und den hierauf begründeten Organismus von Frankreich übernommen hat, mit Ausnahme des Rückfalls unter Karl dem Kühnen. Also doch! Er bestreitet, daß Maximilian den Grand Conseil kennen gelernt als Organ für die politische Verwaltung und Regierung anstatt wesentlich schon der Gerichtsbarkeit dienend. Daß aber dieser Grand Conseil sich noch 1473 mit der Gerichtsbarkeit nur im Nebenamt beschäftigt hat, betont er selbst (S. 13). Wenn das Memoire von 1482 den Grand Conseil als Gericht im Hauptamt schildert (Walther S. 18),

so erkennen wir nicht, wann sich diese Umwandlung vollzogen hat[1]). Etwas zu bequem macht sich der Verfasser (S. 176) seine Argumentation im Hinblick auf PIRENNES[2]) Anführung eines Briefes Maximilians an Margareta vom 5. April 1510. Maximilian schreibt, er schicke Pedinger, weil er ihn en fait des comptes verwenden wolle, damit er die wallonische Sprache lerne et aussi l'art et pratique des comptes. „Da ist das Erlernen der Comptes jedenfalls nicht die Hauptsache." Woher weiß das der Verfasser?

Maximilian hat auch österreichische Einrichtungen nach Burgund übertragen (S. 178) und manche derselben umzugestalten versucht; das ist beim Naturell des Kaisers nicht zu verwundern und spricht nicht gegen seine Wertschätzung burgundischer Einrichtungen. Er hat aber diejenigen Einrichtungen, die er für mustergültig hielt, nicht alle für seine Erblande zu verwerten gesucht.

Warum es völlig fehlgegriffen sein soll (WALTHER S. 180), wenn ich den Geheimen Rat Ferdinands mit dem niederländischen Conseil d'État in Verbindung bringe, vermag ich nicht einzusehen. Ebensowenig leuchtet mir ein, warum man den Schatzmeister eher mit dem Thesaurarius der römischen Kurie als mit den burgundischen trésoriers in Verbindung bringen soll. WALTHER selbst (S. 182) verweist als ein Argument für die Rezeptionstheorie auf die bisher in diesem Zusammenhang nicht beachtete Stellung des „Generalschatzmeisters" oder „Schatzmeistergenerals" Villinger.

Da ein anderer Ursprung von Superintendent nicht nachgewiesen worden ist, scheint mir doch der burgundische wahrscheinlich, selbst wenn es „Qualitätsbezeichnung" (WALTHER) und nicht terminus technicus ist.

E. LOENINGS (S. 40) Meinung, daß der Name „Raitkammer" auf das Vorbild der Chambre des comptes hinweise, halte ich trotz WALTHERS Angriffe für richtig. Es ist die wörtliche Übersetzung, und auch WALTHER vermag nicht, diese Bezeichnung sonst in Deutschland nachzuweisen.

Daß am meisten die Abhängigkeit der österreichischen Raitkammern von den burgundischen behauptet worden (S. 184), dürfte wenigstens für meine Arbeit nicht zutreffen. Ich habe allerdings die Lostrennung der Finanzen von der Gesamtverwaltung als einen Grundzug der Maximilianischen Verwaltungspolitik erklärt. Ich hatte hier besonders die Errichtung der Hofkammer im Auge — der Satz findet sich auch in der Einleitung der Darstellung der Hofkammer —, und wenn man an die Fortwirkung (Ferdinand) und Nachbildung in den verschiedenen

---

1) Die Charakterisierung der Provinzialgerichtshöfe und der Chambres des Comptes, die WALTHER S. 174 rügt, finde ich nicht auf der von ihm zitierten Stelle (Behördenorganisation S. 108). Hier scheint ein Irrtum obzuwalten. Eine Nachprüfung aller von WALTHER S. 174 f. betonten Punkte ist mir nicht möglich, da ich das Material nicht zur Verfügung habe.

2) PIRENNE, Geschichte Belgiens, übersetzt von ARNHEIM III, S. 218, Gotha 1907, betont hier unter Verweisung auf ADLER und ROSENTHAL die Einwirkung der burgundischen Staatseinrichtungen auf die österreichische.

deutschen Territorien[1]) denkt, kann man die Bedeutung der Errichtung der Hofkammer nicht hoch genug schätzen. WALTHER scheint übersehen zu haben, daß ich mich über des Kaisers Inkonsequenz wiederholt ausspreche. So sage ich (Behördenorg. K. Ferdinands I., S. 110), nachdem ich betont, daß wir seit 1514 bis zu des Kaisers Tod kein quellenmäßiges Zeugnis von der Existenz eines besonderen Hofkammerkollegiums haben, und daß wahrscheinlich die Funktionen der Hofkammer mit denen des Hofrats verbunden worden waren, „also eine Reaktion, welche die Dinge wieder auf jenen Punkt zurückführt, auf welchem sie sich befanden, als der jugendliche König seine verheißungsvollen Verwaltungsreformen in Angriff nahm“. In bezug auf die Verhandlungen auf dem Innsbrucker Gesamtlandtag von 1518 sage ich (auf der folgenden Seite): „Maximilian hatte am Ende seiner Regierung die rückläufige Bahn ganz durchmessen und selbst das Hauptwerk seines Lebens, jene rationelle Verwaltungsorganisation, in wesentlichen Punkten durchlöchert, indem er das Prinzip der Zentralisation des Finanzwesens in einer Kollegialbehörde selbst hartnäckig bekämpft“. Daß die Kontinuität eine grundlegende Frage für die Rezeption sei (WALTHER S. 188), bestreite ich. Daß meine Annahme, Ferdinand I. habe an die Einrichtungen Maximilians angeknüpft, unbewiesen sei, ist richtig. Ich weiß nicht, wie ich hier hätte den Beweis führen sollen. Ich kann nur auf meine Darstellung verweisen, die wohl einen hohen Grad von Wahrscheinlichkeit ergibt. An einen spanischen Einfluß habe ich gedacht, konnte aber aus den mir zugänglichen Quellen keine Belege für diese Hypothese finden.

Trotz all dieser Ausstellungen gebe ich ohne weiteres zu, daß eine Reihe von Ausführungen des Verfassers den Wunsch einer weiteren Detailprüfung der Parallelen nahelegen. Es ist jedenfalls ein Verdienst WALTHERS, das Problem auf Grund seiner Spezialuntersuchung wieder zur Diskussion gestellt zu haben, nur hätte man gewünscht, daß er das Problem seiner Lösung nähergeführt hätte. So schätzbar manche seiner Detailausführungen über burgundische Verwaltungseinrichtungen sind, so wenig förderlich sind seine allgemeinen Erörterungen, die ganz schön klingen, aber im Grunde wenig bedeuten.

So, um nur vom Schlusse noch einiges hervorzuheben (S. 190): „die Bedeutung der Kollegialität ist nur eine Erscheinungsform für die schematische Systematik, von der die ganze Organisationstätigkeit Maximilians beherrscht ist“. Das beweist weder für noch gegen die These der Rezeption.

Ebensowenig der Satz: „Im letzten Grunde steht hinter dem allem eine große europäische Bewegung“. Auch in der Rezeption des römischen Rechts zeigt sich eine grosse europäische Bewegung. Warum soll diese Bewegung nicht, von Frankreich aus ihren Ausgangspunkt nehmend, in den verschiedenen europäischen Ländern in gleichen Organisationsformen in die Erscheinung treten? Daß die Träger jener Bewegung internationale Juristen gewesen sind, ist nicht erwiesen.

1) Vgl. ROSENTHAL, Geschichte des Gerichtswesens I, S. 461 ff.; II, S. 349 ff., 391.

Wohl vollziehen sich solche Rezeptionen auch durch Personen, die in den Dienst eines neuen Herrn treten und ihre Kenntnisse der Institutionen des Landes, aus dem sie kommen, in der neuen Heimat bei Organisationen verwerten. Das müssen aber nicht Juristen, sondern können auch unstudierte Adelige und Finanzbeamte gewesen sein. Von einer europäischen allgemeinen Meinung in diesen Dingen und von einem allgemeinen europäischen Gebrauch zu sprechen (S. 191), geht zu weit. Wer etwas erreichen oder verhindern will, behauptet, das sei anderwärts auch so, um den Eindruck seiner Meinung zu verstärken.

Ich bin ja weit entfernt davon, für alle gleichen oder ähnlichen Einrichtungen eine Rezeption anzunehmen. An verschiedenen Stellen (Behördenorganisation S. 108, 196 f.), und das erwähnt auch Walther, betone ich, wie auch neu auftretende staatliche Bedürfnisse zu einer gleichheitlichen Entwicklung führen, sage an einer Stelle (a. a. O. S. 137) ausdrücklich, daß selbstverständlich hier wie in so manchen andern Punkten durchaus nicht an eine bewußte Nachahmung gedacht werden kann. Ich erkenne also auch neben der Rezeption eine selbständige, gleichmäßige Entwicklung aus gleichen Ursachen an.

Auch sonst drücke ich mich vorsichtig aus, lege nicht den Nachdruck auf eine wörtliche Herübernahme fremder Institutionen, sondern fasse diese vielfach nur als allgemeine Anregung auf, z. B. (a. a. O. S. 197): „Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß auch für diese Materie (Rechnungskontrolle) die Kenntnis der fein entwickelten Technik des französisch-niederländischen Rechnungswesens, wenigstens in den Hauptgrundzügen, den Impuls und die Richtung der Maximilianischen Reform bestimmt hat". Ich glaube, auch derjenige, der an meinen verschiedenen, positiver lautenden Erklärungen über die Rezeptionsthese Anstoß nehmen wird, dürfte gegen solche vorsichtige Formulierung keine Einwendung zu machen haben. Walther (S. 178) wendet sich hiergegen mit den Worten: „Von einer so bedenklich fundierten Hypothese muß man zum mindesten eine klare und präzise Fragestellung verlangen. Anstatt dessen bewegen sich die Bemerkungen in einem unbestimmten Schweben zwischen der Behauptung einer allgemeinen Anregung sowie der Herübernahme französierender Ausdrücke einerseits und einer Rezeption des französisch-burgundischen Verwaltungsorganismus in Bausch und Bogen (?) andererseits." Und das soll ein Fehler sein bei einer Materie, die auch nach Ansicht des Verfassers noch zu wenig durchforscht ist.

Ich kann Walther am wenigsten eine Legitimation für derartige schulmeisterliche Zurechtweisung zugestehen, ihm, der sich gegen den Vorwurf, seiner Arbeit fehle es an systematischer Ausgestaltung, mit den Worten[1]) verteidigt: „Bei voller Anerkennung der juristischen Schärfe der Betrachtungs- und Darstellungsweise wird der Historiker sich doch immer gegenwärtig halten müssen, wie sehr ein Übertreiben

1) Walther in Seeliger, Historische Vierteljahrsschrift 1910, Heft 3 (Nachrichten und Notizen), S. 446.

in dieser Richtung der nun einmal ewig fließenden und aus Urgründen wachsenden Geschichte Gewalt antun kann".

WALTHER tadelt dann (S. 171) unter Verweisung auf ADLER und mich die übermäßig gesteigerte Form für die unsichersten Behauptungen und „als Gegenstück dazu die Verklausulierungen, die solche Behauptungen wieder unangreifbar machen sollen". Gegen derartige Insinuationen lege ich Verwahrung ein; sie richtig zu kennzeichnen verbietet mir die Höflichkeit.

Wirtschaftsleben und Staatsfinanzen in Piemont zu Beginn des 18. Jahrhunderts.

Von

Robert Michels (Turin).

Finanzgeschichtlich und sozialwissenschaftlich betrachtet gehört Piemont im 17. und 18. Jahrhundert sicher nicht zu den anziehendsten Staaten Südeuropas. Klein an Territorium, abgeschlossen vom Meere, diesem gewaltigsten aller Kommunikationsmittel vor der Erfindung des Dampfes und der Einführung der Eisenbahnen in das Wirtschaftsleben, dazu zu zwei Dritteilen alpin und subalpin, barg es keines der Elemente in sich, die einem Staate wirtschaftliche Bedeutung verleihen konnten, Elemente, die, wenn auch in vermindertem Maße, auch für die Gegenwart noch unentbehrlich sind (vgl. Serbien). Venedig, das den Welthandel zuerst in großem Stile, mit bewußten Zielen und einer Planmäßigkeit, die den Wirtschaftshistoriker noch heute in Erstaunen setzt, trieb, und das überdies, durch seine Orientpolitik in die Notwendigkeit versetzt, sich umfangreiche Barmittel zu sichern, zuerst die Einrichtung großer Staatsanleihen schuf (1171) und, um die Zinsen zu zahlen, die erste Depositen-(Giro-)Bank mit Papierausgabe (1587 Banco di Rialto) gründete; die Republik Mailand, die 1260 den ersten Kataster aufnehmen und Grundsteuer zahlen ließ; Toskana mit seinem ausgeprägten Geldwesen, das eine Zeitlang selbst einen König von England, Eduard III., von sich abhängig machte, und dessen Tuchfabrikation im 14. Jahrhundert einen nicht unerheblichen Teil von Europa mit Stoffen versorgte[1]); aber auch Genua, Neapel, Sizilien, kurz, alle bedeutenderen Teile Italiens zeigten Züge in ihrer wirtschaftlichen Entwicklung, die, für Zeitgenossen und Nachkommen gleich beachtenswert, Bewunderer und Historiographen fanden. Die berühmteste italienische

---

1) GIUSEPPE PECCHIO, Storia della Economia Pubblica in Italia ossia Epilogo Critico degli Economisti Italiani, preceduto da un Introduzione (1. Aufl., Lugano 1832). Milano-Palermo-Napoli 1903, R. Sandron, p. 8 ff.

Schrift über einzelstaatliche Wirtschaftsgeschichte, die Abhandlung Sulla Economica Pubblica dello Stato di Milano, in welcher der Verfasser den Handel Mailands mit trefflicher Analyse bis in das 16. Jahrhundert hinein verfolgt, stammt aus der Feder des Grafen ALESSANDRO VERRI und trägt das Datum 1763. In neuerer Zeit haben sich um die italienische Wirtschaftsgeschichte insbesondere eine Reihe deutscher Gelehrter, DAVIDSOHN (für Florenz), H. SIEVEKING (für Genua), LUDO HARTMANN (für Süditalien), W. v. HEYD (über den Levantehandel), REINHARD HEYNEN und W. SOMBART (für Venedig), SCHULTE, ADOLF SCHAUBE (für die Zeit der Kreuzzüge), DOREN, JULIUS BELOCH (Professor an der Universität Rom, für altitalienische Demographie), SCHNEIDER und andere große Verdienste erworben.

Nur Piemont war unbeachtet geblieben. Ein rauher Militärstaat, dessen Industrie der Krieg war, konnte Piemont, auch von den eingangs erwähnten Gründen abgesehen, mehr den politischen Historikern als den Wirtschaftshistorikern Interesse einflößen. In der Tat ist die Fülle der Werke, die sich mit seiner Politik beschäftigen, ebenso groß, als die Zahl der Werke, die seine Wirtschaft behandelten, verschwindend. In seinem in vieler Beziehung bedeutsamen Werk über die Regierung Vittorio Amedeos II. hat der Baron DOMENICO CARUTTI, allerdings ein Diplomat von Fach und als solcher ohnehin mehr der politischen als der wirtschaftlichen Seite der Geschichte zugetan, die wirtschaftlichen und administrativen Reformen dieses bedeutendsten Zeitabschnittes der piemontesischen Epopöe mit einigen wenigen, kein erschöpfendes Bild gebenden Seiten abgetan[1]).

Dank zweier junger Professoren an der Kgl. Universität in Turin, LUIGI EINAUDI, Ordinarius für Finanzwissenschaft, und GIUSEPPE PRATO, Dozent für Nationalökonomie, die mit ungeheurem Fleiß ein ungeheures archivalisches Material sammelten, sichteten und nach einheitlichen Gesichtspunkten ordneten, hat nunmehr auch Piemont, der historischen Anciennität nach Letztgeburt unter den bedeutenderen Staatshaushalten Italiens, ebenfalls als letztes eine, wenigstens was die Zeitspanne vom Ende des 17. bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts betrifft, seiner würdige Wirtschaftsgeschichte erhalten, und zwar gleich in vier mächtigen Folianten. Ihre Titel lauten:

1. LUIGI EINAUDI, „Le Entrate Pubbliche dello Stato Sabaudo nei Bilanci e nei Conti dei Tesorieri durante la Guerra di Successione Spagnuola“, Torino 1907, Frat. Bocca, 358 pp.
2. GIUSEPPE PRATO, „Il Costo della Guerra di Successione Spagnuola e le Spese Pubbliche in Piemonte dal 1700 al 1713“, Torino 1907, Frat. Bocca, 410 pp.
3. GIUSEPPE PRATO, „La Vita Economica in Piemonte a mezzo il Secolo XVIII“, Torino 1908, Società Tip. Ed. Naz. (Roux e Viarengo), 470 pp.

---

1) DOMENICO CARUTTI, Storia del Regno di Vittorio Amedeo II. Firenze 1863, Felice Lemonnier, p. 395—416.

4. Luigi Einaudi, „La Finanza Sabauda all' aprirsi del Secolo XVIII e durante la Guerra di Successione Spagnuola", Torino 1908, Soc. Tip. Ed. Naz, 455 pp.

Es kann nicht unsere Aufgabe sein, hier auf wenigen Seiten von dem mit großem Scharfsinn und unter streng wissenschaftlichen Gesichtspunkten bearbeiteten, überaus wertvollen und reichhaltigen Material, das uns Einaudi und Prato in ihren vier Riesenbänden gegeben, ein wenn auch nur einigermaßen erschöpfendes Bild zu zeichnen. Allein der Abdruck beziehungsweise die Übersetzung der verschiedenen Inhaltsverzeichnisse würde mehr Raum beanspruchen, als einer Zeitschrift zugemutet werden kann. Wir müssen uns deshalb hier darauf beschränken, aus der Überfülle einige uns für die behandelte Zeit- und Wirtschaftsepoche besonders charakteristisch scheinenden Züge herauszuheben und, an anderes, uns über den gleichen Stoff bekannte Material anknüpfend, zu beleuchten, im übrigen aber allen wissenschaftlichen Interessenten, Bibliotheken wie Privaten, die persönliche Einsicht der Bände auf das wärmste zu empfehlen[1]).

* * *

Die peinliche Neuordnung des Finanzwesens in Piemont, die sich unter der Regierung Vittorio Amedeos II. vollzog, war die logische Folge der Unordnung, welche die beständigen Kriege abwechselnd mit Frankreich und mit Österreich-Spanien in die (im Doppelsinn des Wortes) primitive Ordnung der Finanzen gebracht hatten. Besonders Herzog Vittorio Amedeo II. (1680—1730) genoß ob seines allerdings phänomenalen Mangels an Bündnistreue in ganz Europa einen schlechten Ruf. Aber seine Untreue konnte ihn zwar am Festhalten an einem eingegangenen Bündnis hindern, nicht aber ihm den Entscheid für eine der beiden kriegerischen Parteien, d. h. an der Teilnahme an den großen Kriegen, die von Frankreich und Österreich-Spanien auf dem Boden Oberitaliens ausgefochten wurden, ersparen. Die piemontesische Kriegsliebhaberei war geographisch bedingt.

Das Dominium der Herzöge von Savoyen-Piemont zählte unter der Regierungszeit des Herzogs Emanuele Filiberto (1553—1580), des Verselbständigers, etwa 1 200 000 Einwohner. Unter Vittorio Amedeo II. stieg die Einwohnerzahl auf 3 500 000; davon entfielen 800—850 000 auf den Kern des Landes, Piemont, 44 000 auf die Haupt- und Residenzstadt Turin. Das war die demographische Grundlage, auf der Piemont es wagte, dem mächtigen Nachbar Frankreich in zwei blutigen Kriegen, dem der Augsburger Union (1690—1696) und dem der spanischen Sukzession (1703—1714), entgegenzutreten.

Was am Finanzwesen des alten piemontesischen Staates zu Beginn des 18. Jahrhunderts besonders in die Augen springt, das ist der starke

---

1) Wir möchten zur Ergänzung der hier gemachten Ausführungen auch auf die Besprechung der ersten drei Prato-Einaudischen Bände, welche Heinrich Sieveking im ersten Band des 17. Jahrganges des „Finanzarchiv" veröffentlichte, aufmerksam machen.

zentralistische und, ergo, relativ homogene Zug, der uns dieses Fürstentum als ein Staatswesen charakterisiert, das die feudalistische Sonderrechtsphase der Staatenbildung im wesentlichen bereits überwunden hat und in die Periode des monarchischen Absolutismus übergegangen ist. Piemont gehört ferner mit zu den ersten Staaten, die ein stehendes Heer organisierten (seit 1659). Dieses war am Ende des 17. Jahrhunderts stärker als das englische Landheer, kostete den Fürsten aber nur die Hälfte von dem, was das englische den König von England kostete. Grundsatz war, die Löhne der Soldaten niedriger als die durchschnittlich ortsüblichen Löhne der Arbeiter anzusetzen, die Offiziere dagegen besser als die den gleichen Graden entsprechenden Beamten im Zivildienst zu stellen. Nur die ausländischen Regimenter, — Schweizer, sowie in den Kriegen der Augsburger Union gegen Ludwig XIV., die mit dem Frieden zu Rijswijk abschlossen, auch Brandenburger, Bayern und Hessen —, erhielten höheren Sold. Die finanziellen und moralischen Verhältnisse im Heere waren gleich unerfreulich. Die Desertion war, wie überall in jener Zeit, sehr hoch. Von der aus 10000 Mann bestehenden Besatzung von Turin desertierte während der Belagerung etwa der fünfte Teil[1]). In Friedenszeiten, in denen die Subsidien vom Auslande, die den Grundstock zur Besoldung der Soldateska bildeten, ausblieben, war die Unterhaltung des Heeres für den kleinen Staat eine große Last. Hauptsächlich aus diesem Grunde ist es wohl zu erklären, daß Vittorio Amedeo II. auf den Vorschlag des Schweizer Obersten Reding einging, seinem Regiment weite Strecken Landes zu einem Versuch innerer Kolonisation zu überlassen (1701), ein Versuch, der übrigens fehlschlug, wohl aber nicht, wie PRATO meint, zur Bekämpfung der in neuester Zeit angestellten genossenschaftlichen Agrarexperimente zu verwenden ist[2]). Piemont konnte übrigens eigentlich nicht als armes Land angesehen werden. Die Güte und Frische seiner Bodenerzeugnisse waren allgemein anerkannt[3]). Das Problem der Verpflegung der Truppen galt in Piemont als leicht lösbar. Man sprach von der abondance de toute sorte de vivres en Piémont, besonders zur Zeit der Gesandtschaft des Marquis de Pomponne[4]). Es war deshalb vorauszusehen, daß sich das Land trotz der Verheerungen selbst eines fast drei Lustren dauernden Krieges, wie des spanischen Erbfolgekrieges, bald erholen würde, um so mehr als die Wirtschaft Piemonts sich ganz überwiegend auf der Landwirtschaft aufbaute.

Abgesehen von den Verlusten an Menschenleben und den großenteils vorübergehenden Wunden, die der Krieg dem Wohlstand der Bevölkerung geschlagen — er wurde auf insgesamt 95 Millionen be-

---

1) PRATO, Costo della Guerra, l. c. 263 ff.

2) Idem, p. 279.

3) Vgl. Mémoires de J. Casanova de Seingalt écrites par lui-même, Paris, Garnier, Vol. V, p. 495, passim.

4) Mémoires du Marquis de Pomponne, ministre et secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, publiés d'après un manuscrit inédit de la Bibliothèque du Corps Législatif par J. Mavidal, Paris 1808 Vol. I, p. 73.

rechnet —, war die Bilanz des Reiches im Jahre 1715 keine ungünstige. Einaudi berechnet, daß die Summa Summarum des spanischen Erbfolgekrieges für die Staatsfinanzen ein Plus von fast 90 000 000 Lire ergab[1]), ein Ergebnis, das freilich nur durch die Sparsamkeit in der Haushaltung einerseits und die Größe der Subsidienzahlung durch die kapitalkräftigen Alliierten andererseits erklärlich erscheint.

Die Analyse der Mittel, die sich der Herzog zu verschaffen suchte, um den kostenreichen Krieg aushalten und zu einem für sich glücklichen Ende führen zu können, führt zu folgenden Betrachtungen.

Es liegt auf der Hand, daß ein Kleinstaat wie Piemont nicht zwölf Jahre lang ein gewaltiges Kriegsheer auf den Beinen halten konnte, ohne finanzielle Hilfe von auswärts zu bekommen. In der Tat war der Kriegsschatz in hohem Grade auf die Subsidien angewiesen, die mit dem Kabinett von St. James und den Generalstaaten im Haag paktiert waren. England unterstützte Vittorio Amedeo mit 32 000 000 Lire; es hatte außerdem den starken Kursverlust, der zeitweise sogar nahe an 10 % betrug, zu tragen[2]). Weiterhin zahlte es noch mehrere beträchtliche außerordentliche Zuschüsse. Freilich stellt Einaudi fest, daß nicht alle die stipulierten Subsidien, die vom Parlament bewilligt und notifiziert wurden, in Piemont eingelaufen sind. Noch weit schwieriger gestaltete sich die Einlösung der Subsidienversprechungen Hollands. Nur in der Zeit, als die Eroberung Turins durch die Franzosen wahrscheinlich schien und die Holländer mit einem gewissen Recht fürchten konnten, daß, wenn die Franzosen in Italien erst freie Hand bekommen haben würden, sie das Gros ihrer Streitkräfte zu einem Angriff gegen Holland konzentrieren könnten, vermochte die Holländer, um noch im letzten Moment durch eine Stärkung Piemonts dem dräuenden Verhängnis vorzubeugen, zur pünktlichen Zahlung der ausgemachten Gelder zu veranlassen. Nach verschwundener Gefahr wurden die Holländer um so unzuverlässiger. Mehrfach zwangen sie auch den Herzog zum Verzicht auf klingende Münze und zur Annahme der Hilfsgelder in Naturalien. Von 1712 an besteht die Subsidierung nur noch in einem Kaufakt. Der Herzog bezieht auf Rechnung der Generalstaaten Getreide, Blei und Pulver von den holländischen Kaufleuten[3]). Die Auszahlung gestaltete sich noch besonders schwierig durch die komplizierte Verfassung der Niederlande. Die Generalstaaten besaßen den Einzelstaaten gegenüber keinerlei koerzitive Gewalt. So zahlten einige Staaten den auf sie entfallenden Teil schließlich überhaupt nicht mehr, so vor allem Seeland und Nimwegen. Beim Friedensschluß war immer noch ein Drittel der holländischen Subsidiengelder unausgezahlt. Bis 1778 noch bemühten sich die piemontesischen, nunmehr königlich sizilianischen und sardinischen Gesandten, die Holländer, die ihnen einen gewaltigen passiven Widerstand entgegensetzten, zur nachträglichen Zahlung der ausbedungenen Subsidien zum spanischen Erbfolgekrieg zu bewegen.

---

1) Einaudi, Finanza Sabauda, p. 404.
2) Einaudi, Finanza Sabauda, l. c., p. 281.
3) Idem, p. 288.

Außer auf die Subsidien der Engländer und Holländer konnte Piemont auf einen eigenen Kriegsschatz rechnen, der wohl in letztem Grunde ebenfalls aus ersparten Subsidien bestand, nämlich aus einem Teil der Gelder, welche Frankreich und Spanien im ersten Teile des Krieges dem Herzog, bevor dieser zur gegnerischen Seite herübergeschwenkt war, gezahlt hatten und die nun zur Bekämpfung der ehemaligen Geber verwandt wurden. Mehr noch als diese in festen Schlössern aufbewahrt gehaltenen Spargelder fruchtete die Sparsamkeit, die der Fürst selbst während des Krieges trieb. Die Ersparnisse verteilten sich folgendermaßen:

Auf den herzoglichen Haushalt (Casa Reale)	2 676 106,10,11
Auf die Diplomatie	743 186, 9, 9
Auf die innere Verwaltung	3 549 303, 0,10
Summa Summarum	6 968 596, 1, 6[1]).

Die Ersparnisse in der Diplomatie betreffen vor allem die Abschaffung der Gesandtschaften in Madrid und Paris, mit deren Kabinetten man Krieg führte. Die Ersparnisse in der inneren Verwaltung erklären sich durch jahrelanges Nichtauszahlen der Beamtengehälter, die mit der Vertröstung auf bessere Zeiten zurückbehalten wurden[2]). Zu diesen Mitteln und zu anderen Notmitteln, wie Sondersteuern, Befreiung einzelner Bürger von Steuern auf Grund der Zahlung einer einmaligen hohen Summe und anderes mehr, griff man freilich erst in späteren Jahren, als der Krieg sich in die Länge zog, die regelmäßigen Einkünfte aus den von den Franzosen besetzten Provinzen ganz fehlten und das Wasser dem Herzog bis an den Hals reichte. Zu Beginn des Krieges war die Finanzlage nicht ungünstig gewesen. Die ersten Anleihen, die unter der Bürgschaft der Städte Turin und Cuneo erhoben wurden, gingen glänzend vonstatten. Die Zahl derer, die bereit waren, sie aufzunehmen, war so beträchtlich, daß statt, wie vorausberechnet, 6 % nur 4 1/2 % Zinsen gezahlt zu werden brauchten[3]).

Man war dem Monarchen sehr ergeben in Piemont. Das hatte zweifellos neben rein psychologischen sehr stark wirkende Ursachen ökonomischen Charakters. Der französische Diplomat Simon Arnauld, Marquis de Pomponne, der feine Kenner der politischen und psychologischen Zustände im Europa seiner Zeit, berichtet uns von dem starken Widerstand, den die Piemontesen dem Plan einer Heirat ihres Fürsten mit einer portugiesischen Prinzessin entgegenbrachten. Sie befürchteten auf das lebhafteste, das Zustandekommen eines derartigen Projektes würde die Verlegung des staatlichen Schwergewichtes von Turin nach Lissabon zur Folge haben. Les peuples voyaient avec peine qu'ils devoient estre privés de la présence de leur souverain . . . qu'en cette sorte la dépense et le luxe qui font une grande consommation dans la cour des souverains, venant à cesser et l'argent se transportant au dehors, le pays se trouveroit bientôt épuisé. Aber nicht nur der Gewerbestand, auch der Adel fühlte sich bedroht. Les

1) PRATO, Il Costo della Guerra, p. 405.
2) EINAUDI, La Finanza Sabauda, p. 405 ff.
3) Ibidem, p. 195—196.

gens de qualité, erzählt Pomponne weiter, avoient les mêmes raisons d'apprèhender ce mariage. Toutes les charges qu'ils possédoient auprès de leur prince paroissoient devoir passer aux Portugais, qui seroient plus proche de lui; et ils se croyoient plus éloignés des grâces, lorsqu'ils le seroient de leur maître. Ils appréhendoient mesme qu'un roy qui établiroit son séjour ordinaire à Lisbonne, ne se confiât, à l'exemple des Espagnols, du gouvernement de ses Estats en Italie, qu'à des Portugais naturels; et qu'en cette sorte ils ne se trouvassent exclus, non-seulement du Gouvernement Général, mais de ceux mesme des places importantes[1]) (de leur propre pays R. M.).

Es unterliegt keinem Zweifel, daß ähnliche Beweggründe mit herangezogen werden müssen, um die große Opferwilligkeit der wesentlichsten Stände Piemonts, und insbesondere der Hauptstadt selbst, zu erklären, sintemalen ein französischer Sieg bei der am Hofe Ludwigs XIV. ob des plötzlichen, inmitten des Feldzugs vollzogenen Übergangs des Herzogs „Girella" von den Franzosen zu den Kaiserlichen herrschenden Stimmung allgemeiner moralischer Entrüstung und politischer Todfeindschaft gar leicht zur Entthronung Vittorio Amedeos und zu einer Annexion seines Landes durch Frankreich hätte führen können. Eine derartige Umgestaltung der Dinge würde aber die stolze Haupt- und Residenzstadt an den Ufern des Po zu einer beliebigen mittleren Provinzialstadt des gewaltigen Nachbarstaates herabgedrückt haben, ein Schicksal, vor dem sich mit aller Macht zu hüten die Angehörigen aller durch den nicht unbeträchtlichen fürstlichen Haushalt mit den Akzessorien der zahlreichen fremden Gesandtschaften, Gäste und anderen Verkehrs- und Gewinnstgelegenheiten direkt oder indirekt in Verbindung stehenden Bevölkerungsschichten des Herzogtums sehr triftige Gründe hatten. So ruhte denn, was PRATO zu entgehen scheint, die Treue der Untertanen zu Vittorio Amedeo außer auf psychologischem und koerzitivem Grunde wesentlich auf der festen Basis ökonomischer Notwendigkeiten[2]).

---

1) Mémoires du Marquis de Pomponne, l. c., Vol. I, p. 88, 89.

2) Unser Urteil stimmt auch mit dem eines Zeitgenossen überein: „È degno da sapersi, che dopo Emanuele Filiberto li popoli del Piemonte sono andati cangiando costume in guisa, che mettendo quei primi a confronto di questi d' oggi, non paiono usciti da un paese medesimo; di pigri e spensierati che furono, e' sono divenuti industriosi ed attivi; abborrivano della guerra anche il nome, ora l' apprezzano oltre misura; tacciavansi di poco divoti ai loro Principi, ed ora ne sono amantissimi; anzi veggendoli frugali nelle spese, ed impiegare utilmente le ricchezze, sopportano i pesi delle contribuzioni con animo franco e tranquillo; ma non così hanno poi essi potuto conseguire opulenza; e sebbene la coltura de' terreni ed il traffico agevolato abbia sbandito la povertà d' una volta, ed introdotti gli agi della vita privata, non ostante li gustano con misura, e li procacciano a stento; quindi nasce che bramando il guadagno e poche occasioni loro presentandosi di farlo, abbracciano volentieri quelle di servire il Re, o dedicandosi alla milizia, od introducendosi nelle faccende camerali . . ." So berichtet der venezianische Gesandte am Hofe von Savoyen, Marco Foscarini. (Relazioni dello Stato di Savoia negli anni 1574, 1670, 1743, scritte dagli amba-

Demgegenüber stand die Hilfe, welche die Bevölkerung ganz allgemein der Regierung in den schweren Zeiten des Spanischen Erbfolgekrieges und ganz besonders während der Belagerung von Turin zuteil werden ließ, allerdings auf der Grenze des Menschenmöglichen. Ohne die mit wahrer Entsagung ertragenen Entbehrungen des Volkes, die beispiellose Geduld der Lieferanten und der der Auszahlung ihres Gehaltes harrenden Beamtenschaft, sowie einem Opfermut der bäurischen Teile der Bevölkerung Alt-Piemonts, der wohl mit dem Bewußtsein der Eigenart und einer gehörigen Dosis Fremdenhaß untermischt war [1]) und bisweilen Formen urwüchsig-barbarischer Lebensverachtung annahm, wie sie der Heroismus der Japaner im russisch-japanischen Kriege unserer Tage hervorbrachte, wäre eine glückliche Durchführung des Krieges nicht möglich gewesen. Die hohen Beamten waren die ersten, die stets neue Kriegsanleihen zeichneten, trotzdem sie, wie gesagt, seit Jahren keinen Soldo Gehalt erhalten hatten [2]). Auch die Bereitwilligkeit, mit welcher die besitzenden Klassen der Bevölkerung der Hauptstadt ihren Silberschatz hergaben und ihn der Münze überließen: 2269 kg 284 gr = 400 833,14,11 damaliger Lire, wodurch allein die regelmäßige Besoldung der Festungstruppen in der belagerten Stadt gesichert sowie der sonst unausweichlichen Notwendigkeit einer Münzverschlechterung vorgebeugt wurde, muß als bemerkenswert hervorgehoben werden.

Bezüglich dieses, was immer seine Ursachen gewesen sein mögen, großartigen lokalen Opfermutes sei uns bei dieser Gelegenheit noch eine Bemerkung gestattet. Das Schlußkapitel von Pratos „Costo della Guerra“ atmet förmlich den Geist piemontesischen Patriotismus. An der Berechtigung eines derartigen Patriotismus, insbesondere der achtungsvollen Liebe zu dem von alpiner und mediterranischer Naturpracht gemeinsam umgebenen Heimatlande mit seinem Gewerbefleiß und der altbiederen, nüchternen, praktischen und doch innerlich warmen Sinnesart seiner Bewohner (wenn man denn einmal durchaus über Aggregate

---

sciadori veneti, con note ed illustrazioni di Luigi Cibrario, Torino 1830, p. 139.)

1) Selbst während der Bundesgenossenschaft mit Frankreich im Krieg um Casale war das piemontesische Landvolk den Franzosen gegenüber unfreundlich gesinnt. So schreibt der französische Feldzeugmeister Le Tellier unter dem 5. Januar 1642 an den Grafen d'Harcourt aus Turin: „Quoique fassent les troupes de Madame (les piémontais) on ne trouve jamais personne qui le veuille faire savoir à Son Altesse (la Duchesse), et quand un Français a seulement menacé, tout le Piémont vient en foule à la Cour pour le convaincre d'homicide.“ (Michel Le Tellier, son administration comme Intendant d'Armée en Piémont [1640—1643], publ. par N.-L. Caron, Paris-Nantes 1880, p. 150.) Als es 1689 in Turin bekannt wurde, daß Ludwig XIV. darauf bestand, in die Zitadelle der Stadt französische Truppen zu legen, wurde die Aufregung der Bevölkerung zu stark, daß sie eine förmliche Franzosenhatz vornahm (vgl. Camille Rousset: Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire. Paris 1873, Didier, Vol. IV, p. 544).

2) Einaudi, Finanza Sabauda, p. 212.

disparatester Individuen Kollektivurteile fällen will) soll nicht gezweifelt werden. Nur ist hierzu zweierlei zu bedenken. Erstens, daß jener subalpine Patriotismus, den PRATO aus der Geschichte des Herzogtums zu Beginn des 18. Jahrhunderts schöpft, in keinerlei Verbindung mit etwa dem neuitalienischen Patriotismus gebracht werden kann. Zweitens aber auch, daß — damit zusammenhängend — es unangängig ist, den damaligen Bewohnern dieses Herzogtums, wie PRATO es tut, unter ihren hervorragendsten guten Eigenschaften einen „odio tradizionale di straniera servitù“ nachzurühmen[1]). Das damalige Herzogtum Savoyen-Piemont war ein in hohem Grade doppelsprachiges Land. Auswärtige Beobachter waren im Zweifel, ob sie es zu Italien oder zu Frankreich zählen sollten. In der Tat hatte der Herzog, der, einem alten populären Diktum zufolge, auf den Alpen saß, die Schlüssel zu Italien, aber auch zu Frankreich in der Hand. Seine Herrschaft erstreckte sich zu etwa gleichen Teilen auf französisches und italienisches Sprachgebiet. Hier Savoyen, die Wiege des Herrscherhauses, das überwiegend französische Herzogtum Nizza, dort Piemont, dem überdies noch das, wenngleich cisalpine, so doch französisch redende Valdostano angegliedert war, die Stadt Nizza und die neueren, an der Südgrenze gelegenen Gebiete (Monferrino, Alessandria usw.). Der Hof sprach französisch noch tief bis ins 19. Jahrhundert hinein[2]). In der löblichen Hauptstadt Turin konversierte man weder französich noch italienisch, sondern nur piemontesisch, ein Dialekt, der mit allen Rechten einer autonomen Sprache ausgerüstet war und auch in öffentlichen Ansprachen, Predigten usw. verwandt wurde[3]). Im Heere dienten, der Struktur des Staates entsprechend, französische und italienische Offiziere durcheinander. Als piemontesischer Leutnant verfaßte der Savoyarde XAVIER DE MAISTRE in Turin eines der linguistischen Meisterwerke der klassischen französischen Literatur, den philosophierenden Voyage autour de ma chambre. Der von PRATO gerühmte Patriotismus war also, soweit er bestand, mehr staatlicher und historischer Natur. Zu dem heutigen italienischen Nationalgefühl, das auf der Gemeinsamkeit des Volksstammes und der Kultur, insbesondere des wesentlichsten Kennzeichens derselben, der Sprache, fußt, konnte er keine innere Beziehung haben; er war zum mindesten kein italienischer. Dazu kommt noch, daß selbst unter den damaligen Verhältnissen der Zusammenhang zwischen den

---

1) PRATO, Costo della Guerra, l. c., p. 409.

2) Die oberen Klassen in Piemont taten (und tun) sich viel auf ihr gutes Französisch zugute. Es galt (und gilt) vielfach als Regel, daß man Französich nicht einmal erst besonders zu erlernen brauche. In der Tat wurde in der Turiner Aristokratie viel französisch gesprochen. Dass dieses Französisch aber in der Regel nur in einem sehr schlechten Kauderwelsch bestand, bezeugt ROUSSEAU, der sich auf gutes Französisch auskennen mußte, in der Beschreibung seines mehrjährigen Turiner Aufenthalts wiederholtermaßen (vgl. ROUSSEAU, Les Confessions, Éd. Garnier, Paris 1868, p. 69, 81).

3) JEAN JACQUES ROUSSEAU erzählt von seiner Ankunft in Turin 1728: „Il fallait chercher un gîte. Comme je savois desja assez de piémontais pour me faire entendre, il ne fut pas difficile à trouver.“ (ROUSSEAU, Les Confessions, l. c., p. 60.)

zweisprachlichen Bestandteilen des Herzogtums nicht einmal so groß war, wie es den Anschein haben konnte. In den zahlreichen Kriegen Piemonts mit Frankreich hat sich Savoyen nie energisch gegen die französische Invasion zur Wehr gesetzt. Das lag nicht nur an militärischen Gründen, wie der Schwierigkeit der Verteidigung des von Italien aus hinter, von Frankreich aus aber vor dem Höhenkamm der Alpen gelegenen Landes, sondern auch an dem Umstand, daß sich seine Bewohner kulturell und sprachlich bereits als Franzosen fühlten. Als die Franzosen später, etwa in der Zeit, wo die Studien PRATOs abschließen, Savoyen einverleibten (1792 bzw. 1794), blieb zwar ein Teil des Adels Piemont treu[1]), wenn auch zweifellos mehr aus Motiven der Weltanschauung, d. h. aus Abneigung gegen das revolutionäre Frankreich, aber im Volke machte sich kein Widerstreben bemerkbar. Im Jahre 1860 wurde die Vereinigung aller transalpinen Gebiete des alten Herzogtums Savoyen-Piemont mit Frankreich auf Grund einer Urabstimmung (Plebiszit) der Bevölkerung definitiv abgeschlossen. Als zehn Jahre später Scharen von Garibaldianern der französischen Republik gegen die Deutschen zu Hilfe eilten, merkten sie mit Bedauern, daß die Savoyarden auch die letzten Fäden zwischen dem neuen Italien und diesen alten Besitztümern des Hauses Savoyen zerrissen hatten und von der Herrschaft ihrer alten Monarchie wie von einer Fremdherrschaft sprachen, die Italiener aber nicht als ehemalige Staatsgenossen, sondern als ganz fremde Menschen behandelten[2]); so sehr war das Zusammengehörigkeitsgefühl zu Frankreich der Vereinigung mit diesem Lande vorausgeeilt[3]). Der Patriotismus der Bewohner des Länderkomplexes Vittorio Amedeos vermag also weder für das heutige Italien geltend gemacht zu werden, noch kann er nach Lage der Dinge sowie der Geschichte außer im Piemont im engeren Sinne überhaupt je starke Wurzeln gehabt haben. Wir haben dieser Zusammenhänge im Anschluß an die erwähnte Äußerung PRATOs nicht deshalb hier Erwähnung getan, um dadurch das große, fleißige und im ganzen objektive Werk unseres Kollegen irgendwie in seinem Wert zu verkleinern. Der Wert ist in der Tat so groß, daß er nicht leicht durch Ausstellungen angetastet zu werden vermag. Die zitierten und einige andere eingestreute

1) Unter ihnen auch die Gebrüder de Maistre. S. Einleitung von ALFRED DES ESSARTS zu den Oeuvres Complètes de Xavier de Maistre, Paris 1865, Maillet, p. VII.

2) Cfr. die Memoiren über den Krieg in den Vogesen, die den Republikaner und späteren Abgeordneten in Rom, ETTORE SOCCI, zum Verfasser haben. SOCCI, Da Firenze a Digione. Impressioni di un Reduce Garibaldino, Pitigliano 1897, O. Paggi, p. 60 ff., sowie DARIO PAPA: Viaggi. Da Chambéry a Digione, Milano 1893, Fontana, p. 73 ff.

3) Anders im Nizzardo. Die italienische Stadt Nizza bewahrte sich allerdings zum Teil ihre Anhänglichkeit an die Italiener. Im Jahre 1870 haben sich dort sogar Anfänge einer irredentistischen, separatistischen Bewegung geltend gemacht (einige Dokumente über diese interessante, wenig bekannte Begebenheit findet man in der Streitschrift des Akademikers AUGUSTE BRACHET, L'Italie qu'on voit et l'Italie qu'on ne voit pas, Paris 1882, Marpon et Flammarion, p. 97 ff.).

Bemerkungen scheinen uns aber typisch für die so vielen Sozial- und Finanzhistorikern unserer Zeit innewohnende Art, ihre wertvollen Arbeiten mit sachlich nicht dahingehörigen, dem Geist der Zeit widersprechenden und daher schiefen Vergleichen mit für gut gehaltenen Einrichtungen und Strömungen der Jetztzeit zu verbrämen. Der Geist des Siècle de Louis XIV war aber von dem heutigen gerade in den Grundfragen des Gesamtlebens — Staatsbegriff, Vaterlandsliebe, Recht der Einzelperson — so grundsätzlich verschieden, daß Parallelen nur mit höchster Vorsicht gezogen werden dürfen.

Daß der Krieg auch im Wohlstand der Bevölkerung Piemonts weniger tiefe Spuren als erwartet, zurückließ, ist ein Verdienst des Herzogs resp. nunmehrigen Königs Vittorio Amedeo und der leitenden Staatsmänner seines Hofes. Kaum war Friede im Lande (1714), ja, noch vor dem offiziellen Friedenschluß, wurde an die Rückzahlung der gemachten Schulden gegangen, den Beamten die rückständigen Gehälter ausgezahlt und zur Konversion der Staatsschuld geschritten, überall die außerordentlichen Steuern abgeschafft, ein Verfahren, das sich vorteilhaft von den zu gleicher Zeit in Frankreich getroffenen, die Interessen der Schuldner auf das stärkste beeinträchtigenden Maßnahmen zur künstlichen Reduktion der Schuld abhob[1]).

Nach Beendigung der Periode der Kriege setzte eine soziale Tätigkeit ein, die von Prato nicht mit Unrecht als Vorläufer der heutigen Sozialreform dargestellt wird. Dem Müßiggang, der zumal durch die wirtschaftlichen Stockungen des Krieges und die Verarmung vieler Kleinbauern große Dimensionen angenommen hatte, wurde durch Androhung von Strafe und strenge Handhabung der Gesetze gesteuert. Auch sozialpolitisch wurde auf alle Weise der Bildung einer Arbeiterklasse vorgebaut. Eine besonders energische Aktion wurde auch gegen fahrende Mädchen unternommen, die „figlie che abitasser da sè, in camere d' affitto, con pericolo della loro onestà e senza assistenza in caso di malattia“ wurden aufgegriffen, in besonderen Anstalten untergebracht und zur Arbeit angehalten[2]). Einige von diesen Häusern, von denen allerdings die meisten private Stiftungen mit staatlicher Approbation und Privileg waren (wie das der Rosa Govona in Mondovì), funktionierten so trefflich, daß die statutarische Bestimmung getroffen werden konnte, daß sie niemals Kapitalien oder andere zinstragende Geschenke annehmen dürften, sondern sich allezeit aus der eigenen Arbeit, d. h. aus dem Erlös der von den Insassinnen verrichteten Arbeiten, zu unterhalten hätten. Im ganzen wurde dem Leben Piemonts in jenen Zeiten der Stempel des Ernstes und der etwas herben Arbeitsamkeit aufgedrückt, den es bis auf die heutigen Tage bewahrt hat. Der Hof blieb zwar Lustbarkeiten und Vergnügungen aller Art ergeben, und strenger Lebenswandel in sexuellen Dingen war ihm vom Fürsten bis zum letzten Kammerherrn fremd. Auch behielt die piemontesische Städterin, das junge Bürgermädchen, die tôta, den alten Hang zur Lebenslust und Leichtlebigkeit. Aber die äußeren

---

1) Vgl. Einaudi, Finanza Sabauda, p. 440.
2) Prato, Vita Econ. in Piemonte, l. c., p. 355 ff.

Formen des Turiner Volkslebens wurden doch mit einer Patina von Züchtigkeit und Sittenstrenge überzogen und mit einer polizeilichen Strenge überwacht, die von der Liebesfreiheit, wie sie in anderen Städten Italiens, insbesondere in Venedig und Mailand, vorherrschte, weit entfernt war und die den irrenden Ritter der Ars amatoria im 18. Jahrhundert, der um 1750 nach Turin kam, zu dem Ausspruch verleitete: „Quel dommage qu'une ville comme Turin n'offre pas aux étrangers une liberté (sexuelle) parfaite; il est vrai que l'on pourrait désirer encore quelque chose de plus distingué dans la bonne Société, plus de loyauté dans toutes les classes et cette aménité que l'on trouve dans plusieurs villes de l'Italie et partout en France" [1]. Bewegten sich die bisher angeführten Reformen noch ganz in den Geleisen der alten Repressivmaßregeln, so zeigte sich die piemontesische Regierung auf anderen Gebieten reservatis reservandis geradezu als von modernen Gesichtspunkten ausgehend. In der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts hatte die Einwohnerschaft der Stadt eine ganz erhebliche Vermehrung erfahren; von 43866 Einwohnern 1702 war sie auf 71338 im Jahre 1753 gestiegen. Wie zumeist bei starken Volksvermehrungen innerhalb relativ kurzer Zeitläufe, so hatten sich auch in Turin die Wohnungsverhältnisse dem steigenden Bedürfnis nicht angepaßt. Daraus entstanden eine Wohnungsnot und Wohnungsteuerung, welche besonders die unteren Klassen der Bevölkerung ungemein heftig trafen. Dem steten Ansteigen der Mietspreise gegenüber erwiesen sich selbst die staatlichen Eingriffe — 1749 wurde dem Polizeichef die Kontrolle über die neu abzuschließenden Mietskontrakte und die Vollmacht, eventuell unappellierbare Maximalgrenzen für sie zu bestimmen, übertragen — als ohnmächtig. Da veranlaßte die Regierung 1781, d. h. nach allerdings dezennienlanger Hilflosigkeit, die Innung der Seidenweber, deren Arbeiter am eindringlichsten über die Wohnungsnot geklagt hatten, dazu, für ihre Gesellen auf einem eigens erstandenen größeren Grundstück Arbeiterhäuser mit billigem Mietpreis zu bauen. Wegen Geldmangels mußte die Ausführung dieses Planes allerdings der Barfüßerbrüderschaft übergeben werden. Als diese aber die abgeschlossenen Kontrakte nicht einhielt und es für nützlicher fand, die Wohnungen statt an Arbeiter an sonstige, besser zahlende Personen zu vermieten, trat der Staat dazwischen und ließ die Casa operaja durch die Domäne verwalten. Schon ein halbes Jahrhundert früher war mit Hilfe der Regierung die Gründung einer anderen modernen Einrichtung zur Bekämpfung oder Vorbeugung sozialer Not ins Leben gerufen worden, nämlich eine Società di Mutuo Soccorso (gegenseitige Unterstützungskasse, eine Art fest umschlossener und begrenzter Versicherungsgesellschaft) der lavoranti calzettai (Strumpfwirker). Diese Kasse, zu welcher außer einem Eintrittsgelde von 10 Soldi wöchentlich ein Soldo zu entrichten war, der durch staatliche Kollektoren eingetrieben wurde, hatte den besonderen Zweck, der durch Krankheit entstehenden Arbeitslosigkeit der Mitglieder zu begegnen. Die Kollektoren hatten gleichzeitig die Anweisung, dafür Sorge zu tragen,

1) Mémoires de J. Casanova, l. c. Vol. V, p. 495.

daß zugereiste Kollegen des gleichen Berufszweiges in der Stadt möglichst bald Arbeit fanden[1]). Sie fungierten also als primitive Arbeitsvermittlungsagenten.

Die Industrie selbst blieb freilich, trotz des zeitüblichen, die freie Konkurrenz unterbindenden zwangsweisen Eingreifens der Regierung zu ihren Gunsten — so wurde 1728 ein Erlaß verfaßt, laut dessen die Kaufleute in der Kleiderbranche nur einheimische Ware verkaufen durften —, schwach und anämisch, obgleich in manchen Gegenden, wie besonders im Biellese, dessen Textilwaren heute, zumal auf dem südamerikanischen Markt, sich sogar mit Ehren mit denen des großen deutschen Rivalen messen können, Ansätze zu einer Großindustrie vorhanden waren. Die Kümmerlichkeit der Gewerbetätigkeit in Piemont wird von manchen Historikern dem Umstand zugeschrieben, daß der wirtschaftlich mächtigste Stand, der grundbesitzende Adel, sich ihrer nicht in einer Weise annahm, die seiner ökonomischen Potenzialität entsprach. Wie in allen Aristokratien der Welt, so bestand auch im piemontesischen Adel eine psychologisch zu erklärende, dem Standesbewußtsein entquellende Abneigung gegen alle Berufe, die mit der Erzeugung und Vertreibung von Waren (Naturalien natürlich ausgenommen) zusammenhängen. Immerhin ist zu bemerken, daß die Krone hier, soviel wir wissen, weit früher und energischer als in der großen Mehrzahl der übrigen Staaten Europas, mit Ausnahme Englands, durch eine stattliche Reihe von Edikten — 1627, 1633, 1680, 1749 — den Adel förmlich aufforderte, sich an der Industrie des Landes zu beteiligen und auf seinen Gütern Fabriken anzulegen, da es keineswegs unstandesgemäß sei, sich mit Handel und Gewerbe zu befassen, unter der Voraussetzung freilich, daß man den Verkauf nicht en detail und vor allem nicht in persona vornähme. Der Erfolg dieser Ermahnungen ist in der Tat nicht ausgeblieben. Wie aus den von Prato mitgeteilten Auszügen hervorgeht, ist die Beteiligung der Aristokratie an der Industrie zu Beginn des 18. Jahrhunderts (1701) in Piemont sehr beträchtlich gewesen, jedenfalls prozentual weit beträchtlicher als in irgendeinem Lande der Welt heute. Einige Industriezweige, wie die Papierfabrikation, lagen völlig in ihren Händen[2]). Freilich als Ganzes genommen blieb der Adel ein Agrarbesitzerstand mit starken Akzessorien nach dem Hof-, Beamten- und Militärstande hin. Einer Übernahme der Leitung der keimenden Industrie durch ihn waren überdies durch die Eigenschaft seines Reichtums als eines immobilen, also in der Regel mit nur geringem flüssigem Kapital wirtschaftenden (das durch die Repräsentationspflichten und den immer mehr aufkommenden Urbanismus noch weiter geschmälert wurde), mehr noch als durch den mangelnden habitus mentalis zu industriellen Berufsarten, ziemlich enge Grenzen gezogen, zumal die Rentabilität der Güter durch die lange Kriegszeit schwerste Einbuße erfahren hatte.

Die Regierung, der die Entstehung einer autonomen, vom Ausland emanzipierten Industrie überaus am Herzen lag, wandte sich in ihren

---

1) Prato, Vita Econ. in Piemonte, l. c., p. 266.
2) Prato, Vita Economica, l. c., p. 269.

Bestrebungen noch an eine weitere Bevölkerungsgruppe, die sie für befähigt hielt, die Leitung und Kapitalversorgung der jungen Industrie mit zu übernehmen: die Juden, die kapitalkräftigste Schicht des alten Piemont. Diese waren, in 20 Ghetti verteilt, in Piemont allein schon recht zahlreich. 1761 zählten sie 808 Familien, insgesamt 4243 Personen. Gut und milde behandelt, wenn auch, wie überall, vom Volksmunde verhöhnt und moralisch nicht angesehen, waren sie doch von Ideen der Solidarität so weit erfüllt, daß sie im Kriege den Fürsten durch Geldsummen bereitwillig unterstützt hatten[1]). Trotzdem ihnen eigentlich jede Beschäftigung mit dem Gewerbe sowie jeder Erwerb von Land untersagt war, wurde 1742 doch das Gesuch eines gewissen Abraham da Costa aus Amsterdam, in Turin eine Tuchfabrik errichten zu dürfen, ungeachtet der Gewissenszweifel des Fürsten, der besorgt war, die berüchtigte jüdische mala fede möchte die christlichen Konkurrenten benachteiligen, bewilligt und später (1789) von Vittorio Amedeo III. ihnen sogar (wenn auch zunächst nur in Einzelfällen) der Ankauf von Grundstücken gestattet, insofern sie sich nur verpflichteten, Fabriken auf ihnen anzulegen. Im ganzen blieb indes das nur schwach verhüllte Bestreben, die Juden zur Industrialisierung des Landes mit heranzuziehen, ohne Erfolg. Die Juden blieben dem Handel und insbesondere dem Bankgeschäft treu, um so mehr, als ihr durchschnittlicher Reingewinn daraus auf 84 % berechnet werden konnte, trotzdem ein Dekret von Karl III. (1504—1553) ihnen eine Maximalgrenze in der schon beträchtlichen Höhe von 51 % Profit gesetzt hatte[2]). Zudem waren die Gewinste, die sich aus der jungen Industrie ziehen ließen, nicht so beschaffen, als daß sie auf ein so nüchternes und berechnendes Volk wie die Juden eine große Anziehungskraft hätten ausüben können. Die bekannte und reich privilegierte Wollspinnerei in Ormea wurde von ihrem Besitzer um die geringe Summe von 3000 Lire jährlich in Pacht gegeben, die große Papierfabrik in Beinette um die Pachtsumme von 2232 Lire; die nicht weniger bedeutende Papierfabrik in Bagnasco warf gar nur 600 Lire ab, die drei Glasfabriken in Altare zusammen nur 10 000 Lire. Etwa 3000 Lire waren der höchste jährliche Nettogewinn, der sich im Piemont des 18. Jahrhunderts aus industriellen Unternehmungen ziehen ließ.

In der Industrie ist der Kleinbetrieb noch völlig vorherrschend. Immerhin läßt sich auch im Piemont des 18. Jahrhunderts bereits eine Verelendung der kleinen Handwerksmeister und das Aufkommen eines Proletariats im modernen Sinn des Terminus konstatieren[3]). Im allgemeinen beruhten die Großbetriebe nicht so sehr auf direkter Konzentration der Arbeitskräfte als vielmehr auf geschickter kapitalistischer Ausnutzung der Hausarbeit durch einen oder wenige Unternehmer. Die Fabriken waren klein und beschäftigten nur wenige Arbeiter. Typisch ist

---

1) Die „Universität" der Juden in Nizza gab 1706 als Beitrag zur Besoldung der Truppen in der belagerten Hauptstadt 4000 Lire (Einaudi, Finanza Sabauda, l. c., p. 404).
2) Prato, Vita Econ., l. c., p. 272.
3) Prato, La Vita Econ. etc., p. 261 ff.

die große Textilfabrik in Pinerolo, die in der Mitte des 18. Jahrhunderts 355 Arbeiter beschäftigte, von denen bloß 196 in Pinerolo wohnten; der Rest arbeitete auf dem Lande und lieferte dem Fabrikbesitzer die fertigen Produkte ab. Die Weber arbeiteten zu Hause mit ihren Webstühlen. In der Hauptstadt Turin machten ihnen allerdings die Hausbesitzer wegen des Geräusches, das ihre Arbeit begleitete, Schwierigkeiten. Streitigkeiten zwischen Gesellen und Meistern wurde 1677 durch die Errichtung einer Art obligatorischen Schiedsgerichts, dem ein richterlicher Beamter präsidierte, vorzubeugen versucht. Im übrigen trachtete die Regierung danach, die Gesellen vor plötzlicher Entlassung, die Meister vor Streik zu schützen. Es war verboten, Arbeiter in Dienst zu nehmen, die anderen Meistern wegen vorausbezahlten Lohnes noch Arbeit schuldig waren. „Aufwiegelung" zum Verlassen der Arbeit wurde, wie überall vor dem Erstarken der Arbeiterbewegung, unter Strafe gestellt [1]).

Das Auswanderungswesen wurde im allgemeinen mild gehandhabt, soweit es die herrschende Doktrin des Merkantilismus, welche jede Auswanderung als einen erheblichen Verlust für den Staat betrachtete und ihr deshalb in der Praxis der meisten Staaten mit ausdrücklichen strengen Verboten in den Weg trat, es zuließ. Ein altes Dekret des Herzogs Emanuele Filiberto vom Jahre 1566 verbot zwar bei Strafe die Auswanderung von Arbeitern, weil „non possiamo haverne abbastanza per le fabriche nostre", aber diese und ähnliche Bestimmungen blieben im ganzen lettera morta. Zu der laxen Praxis mag wohl vor allem die Erkenntnis beigetragen haben, daß die piemontesischen Auswanderer, in ihrer Mehrzahl temporäre, bei ihrer Rückkehr ins Vaterland nicht mit ebenso leeren Händen erschienen, wie sie ausgezogen waren, daß also der Nationalreichtum des kapitalarmen Landes durch die Auswanderung, alles in allem genommen, vielleicht doch nicht vermindert wurde; die gleiche Erkenntnis übrigens, welche noch heute den italienischen Staatsmann im Durchschnitt der Auswanderung eher günstig als ungünstig gesinnt sein läßt. Eine Ausnahme machten die piemontesischen Merkantilisten in der lässigen Anwendung ihrer Prinzipien nur bei den Seidenarbeitern, an die wiederholtermaßen (1701 und 1739) strenge Auswanderungsverbote ergingen [2]). Dieses Vorgehen entsprach dem brennenden Wunsche der Regierung, in Piemont eine konkurrenzfähige Seidenindustrie großzuzüchten. Die Isolierung eines neu zu gründenden Industriezweiges vom Auslande galt aber im 17. und 18. Jahrhundert als der einzig mögliche Weg zu ihrer Emanzipation. Die piemontesische Seidenindustrie konnte in gewissem Sinne zwar selbst als französischer Import gelten. In Turin waren 1702 in der Seidenindustrie neben 318 Einheimischen nur 4 Mailänder, 2 Genuesen und je ein Fläme, Deutscher und Neapolitaner, dagegen aber 119 Franzosen teils als Arbeiter, teils als Unternehmer beschäftigt [3]), wie denn überhaupt die Anfänge der Industrialisierung Nordwestitaliens im 18. Jahr-

1) Idem, p. 268.
2) Ibidem, p. 50, 51.
3) p. 217.

hundert ganz vorzugsweise von Frankreich ausgingen [1]). Im Piemont des Zeitalters Vittorio Amedeos war der französische Arbeiter genau in der gleichen Weise Träger wirtschaftlicher Kultur wie im Italien König Humberts und Viktor Emanuels III. der deutsche [2]). Aus den Dekreten, die zum Verbot der Auswanderung der Glasarbeiter aus Piemont erlassen wurden, geht leider nicht hervor, ob sie sich auf das französische Element unter diesen Arbeitskräften mitbezogen. Es ist aber anzunehmen, daß diesem zwar nicht eine Rückwanderung nach der französischen Heimat, wohl aber eine Weiterwanderung in die angrenzenden Staaten Nord- und Mittelitaliens untersagt war. Im Staatsrecht des 17. und 18. Jahrhunderts war ja überhaupt die Tendenz stark ausgeprägt, die heterogenen Elemente schnell aufzusaugen und als Untertanen des Herrn, in dessen Gebiete sie ansässig waren, zu betrachten, so daß die eingewanderten Arbeiter in der Regel nach kurzer Zeit den gleichen Bestimmungen unterlagen als die einheimischen.

Nicht ohne Interesse dürften die Schlüsse auf die Zusammensetzung der agrarischen Bevölkerung nach Gesellschaftsklassen sein, die uns das von Einaudi und Prato aufgestapelte Material zu ziehen gestattet. Eine Tabelle über die Eigentumsarten des Grund und Bodens zu Beginn des Jahres 1700 zeigt uns, daß von den $3^1/_2$ Millionen Morgen Landes (giornate di terreno), die zusammen einen Jahresertrag von $20^1/_2$ Millionen Lire (a. St.) abwarfen, 55,4 % dem Flächeninhalt, 74,6 % dem Ertrag nach berechnet, zu den steuerpflichtigen Allodialgütern gezählt wurden. 18 % des Grund und Bodens, 23,4 % des Ertrags befanden sich in Händen des Feudaladels und der Geistlichkeit und genossen völlige oder teilweise Steuerfreiheit [3]). Wenn diese Zahlen auch keine genauen Deduktionen auf das Verhältnis der einzelnen Bevölkerungsklassen zueinander gestatten, so zeigen sie uns immerhin, daß das Überwiegen der steuerfreien Stände in Piemont längst nicht einen so hohen Grad erreicht hatte wie in Frankreich, Spanien, dem Kirchenstaat und vielen anderen Staaten Europas. Der Adel war in seinem Verhältnis zum Fürsten überdies nicht mehr feudalvasallisch. Er war von der Pflicht des Kriegsdienstes in jeder Form befreit. Trotzdem erfüllte er in weitgehender Weise die Funktionen einer Militär- und Beamtenkaste. Die Bourgeoisie stand zwar nicht als solche in gesellschaftlichem Ansehen. Aber sie war doch 1706 bereits weiter auf der Bahn ihrer Emanzipation vorgeschritten als die preußische ein Jahrhundert später. Im Heere und

---

1) Über die Überschwemmung Italiens mit französischen Arbeitern und über deren Leistungen auf dem Gebiet der Industrie in Italien sowie die dadurch erfolgte Loslösung des italienischen Marktes von der französischen Einfuhr in vielen Erwerbszweigen zu Beginn des 19. Jahrhunderts vgl. Giuseppe Pecchio, Saggio Storico sulla Amministrazione Finanziaria dell' Ex-Regno d'Italia dal 1802 al 1814, Torino 1852, Tip. Econ., p. 106 ff.

2) Vgl. meine Abhandlung Demographisch-statistische Studien zur Entwicklungsgeschichte Italiens in Schmollers Jahrbuch f. Gesetzgebung, Verwaltung usw. XXXII, 2, p. 111 ff.

3) Einaudi, Finanza Sabauda, p. 64.

in den höheren Graden der Beamtenschaft waren Bürgerliche zahlreich vertreten. Wer die allerhöchsten Stellen dabei erreichte, wie der einer sehr geringen Familie entstammende Finanzsekretär Giambattista Gropello, dem der Erfolg der von PRATO und EINAUDI beschriebenen Finanzoperationen zum großen Teile zu verdanken war, entging allerdings nicht der Veradelichung. Gropello wurde zum Conte di Borgone ernannt. Der Adel war allerdings sowohl der Qualität wie der Quantität der Güter nach der erste Agrarstand in Piemont. Unter den Staatsgläubigern standen 1706 die Adligen, die adligen Beamten mitgerechnet, der Zahl nach an erster Stelle (46 %), die Bürgerlichen (Bürger, Beamte, Bauern) an zweiter (36 %), die Geistlichkeit an dritter (16 %); nach der Höhe der vorgestreckten Summen berechnet erscheint die Bedeutung des Adels noch beträchtlich größer (77 % zu 10,8 % bzw. 9 %). Später, im weiteren Verlauf des Krieges, kamen die Bürgerlichen den Adligen in dieser Beziehung dann allerdings ziemlich gleich. Unter den Grundbesitzern, die 1706—09 durch die Zahlung einer einmaligen Abschlagssumme ihre Güter von allen Abgaben befreiten (infeudazione), steht die Bourgeoisie sogar an erster Stelle (65,4 % der Kopfzahl, 55 % der gezahlten Summe gegen 27 % der Zahl und 39,4 % der Gesamtsumme, die auf den Adel entfielen)[1]. Wobei allerdings zu bemerken ist, daß der Hochadel, der im Besitz von Fideikommissen und Majoraten war, hierbei ja nicht in Betracht kam.

Das oberste Gesetz in der Ausgabenverteilung war, guten Eindruck auf die Fremden zu machen. Immer wieder stoßen wir auf das Bestreben, für die dem Staate beziehungsweise dem Herrscher von Ausländern geleisteten Dienste einen besonders hohen Maßstab der Vergütung anzulegen, von den französischen Gartenkünstlern, die zur Verschönerung des herzoglichen Parks gehalten wurden, an[2]) bis zu den Schweizer Obristen und Kommandeuren, über deren hohe Entlohnung geleisteter Dienste sich PRATO bitter beschwert[3]). Diese Erscheinung teilt die Analyse der piemontesischen Finanzen freilich mit der der meisten deutschen und italienischen Kleinstaaten der Zeit (z. B. Württemberg, Kurköln, Parma). Es lag im Wesen des Absolutismus, sich den Fremden gegenüber besonders generös zu zeigen. Das galt für ein Erfordernis guter Politik. Die freigebig beschenkten Ausländer sollten den Ruhm des Fürsten in alle Winde tragen und die Kunde von seiner Macht und seinem Reichtum überall verbreiten. Dazu kam, daß die Fürsten aus dem Hause Savoyen ein besonders starkes, über das Mittelmaß der damaligen Dynasten weit hinausgehendes Bedürfnis nach Entfaltung von Prunk nach außen empfanden. Um das zu verstehen, muß man sich erinnern, daß im Mittelpunkt der Politik Vittorio Amedeos II. die Durchsetzung der Anerkennung seines aus alten Zeiten und Beziehungen zum Königreich Cypern abgeleiteten Titels Königliche Hoheit seitens der Großmächte stand, eine Sehnsucht, die um die Jahrhundertwende 1700 durch die kurz

1) EINAUDI, Finanza Sabauda, p. 272 ff.
2) PRATO, Costo della Guerra, l. c., p. 204.
3) PRATO, Costo della Guerra, l. c., p. 279 ff.

hintereinander erfolgten Rangerhöhungen mehrerer anderer Fürsten, insbesondere Preußens und Hannovers, denen er an politischer Macht und diplomatischem Ansehen in keiner Weise nachstand, noch besonders beträchtlich verschärft wurde. Wer die die Zeit von etwa 1691—1714 betreffenden Staatsakten Piemonts im Turiner Archiv eingesehen hat, kann nicht umhin, ein Gefühl der Verwunderung zu empfinden bei der Beobachtung, in wie hohem Grade die Erringung dieses Titels das ganze Sinnen und Trachten des Herzogs beherrschte, der von den mehr oder weniger guten Aussichten, welche die einzelnen Fürsten ihm auf den Erwerb desselben boten, sogar seine Freundschaft und Waffenbrüderschaft abhängig machte, natürlich nicht bloß aus capriccio oder dem blöden Größenwahn eines Duodezmonarchen, sondern in der klaren und durchsichtigen Erkenntnis, daß eine Erhöhung zu königlicher Würde ein erhebliches Plus an Schwergewicht im Rate der Völker bedeuten würde. Dieses Ziel, dem alle anderen untergeordnet waren, bestimmte ganz überwiegend auch die Ausgabenverteilung des piemontesischen Budgets. Die piemontesische Staatsverwaltung zeichnete sich dadurch aus, daß sie keine Sinekuren kannte und von ihren Beamten für schmale Entlohnung eine große Summe von Arbeitskraft und Pflichtgefühl verlangte. Während die Beamten, die im Inland blieben, auch wenn sie die höchsten Staatsämter und Hofwürden bekleideten, in der Regel mit sehr mäßigen Gehältern vorliebnehmen mußten, wurde mit der Honorierung der Beamten, die den Fürsten nach außen vertraten, insbesondere der Botschafter und Spezialgesandten, nicht gekargt[1]). An Fixen wurde für Botschaftergehälter z. B. gezahlt: Wien 44000, Madrid 30000, Paris 48000, Rom 23500, Haag 18000 Lire usw. Außerdem waren Gratifikationen, Zuschüsse für außerordentliche Spesen für Repräsentation bei Todesfällen usw. in bedeutender Höhe gebräuchlich. Besonders großer Wert wurde auf vornehmes Auftreten der Gesandten bei Reisen gelegt und für solche Fälle dementsprechende Zulagen gewährt. Selbst in der Besoldung der im Dienste des Fürsten stehenden Musiker waltete das Prinzip der Außenwirkung entscheidend ob. Die vier Stabstrompeter, die bei feierlichen Fahrten des Fürsten, auf ihrer Trompete spielend, auf weißen Rossen der Staatskarosse (für die ebenfalls viel Geld verwandt wurde) voranritten, erhielten das schöne Gehalt von 1500 Lire jährlich, nicht mehr und nicht weniger als der musikstudierte Violoncellist, der in der fürstlichen Hauskapelle, der musica da camera, engagiert war[2]). Ausländische Gesandte, ja, einfache Kuriere, die in diplomatischen Geschäften kamen, wurden über Gebühr und über das übliche Maß hinaus mit Geschenken überhäuft. Man kann freilich nicht immer sagen, daß der Ruhm und Glanz nach außen nur als Mittel zum Zweck, nicht auch bisweilen stark als Selbstzweck gedient hätte. Die Krone Sizilien, die Vittorio Amedeo II. beim Friedenschluß zu Utrecht aufs Haupt gesetzt bekam, war, vom finanziellen Standpunkt aus, ein Danaergeschenk. Der piemontesische

---

1) Prato, Costo della Guerra, l. c., p. 239.
2) Ibidem, p. 203.

Staatsschatz verausgabte für sizilianische Angelegenheiten in sechs Jahren (1713—1719) 5300000 Lire[1]), eine sehr beträchtliche Summe, wenn man bedenkt, daß aus Sizilien so gut wie nichts nach Piemont zurückfloß. Immerhin mag auch in diese Ausgaben der Begriff der Großmachtstellung mit hineingespielt haben.

Es ist ein interessantes Bild, das das Piemont des 17. und 18. Jahrhunderts dem wirtschaftshistorischen Beschauer darbietet. Wir gehen wohl nicht fehl, wenn wir die Grundzüge in den Satz zusammenfassen: Eine nicht zahlreiche, nicht kapitalkräftige, nur spärlich handeltreibende Bevölkerung schließt ihre ganze finanzielle und politische Macht in der Regierung zusammen und macht diese dadurch aktionsfähig. Wir finden in ihm geringe Macht des einzelnen, vornehme, gut, wenn auch nicht üppig lebende Aristokratie, in höchstem Grade sparsames und einfach gewohntes Bürgertum, Kunst und Geschmack nur mäßig entwickelt und überdies in der Hauptsache auf fremden Import angewiesen, als Ganzes keineswegs einen Brennpunkt des Kulturlebens, wohl aber ein Muster geschickter, wenn auch herrischer Verwaltungskunst und kluger Ausnutzung der Schwächen mächtiger Nachbarstaaten, in mehr als einer Hinsicht ein italienisches Preußen.

---

1) Einaudi, Finanza Sabauda, p. 416.

Literatur.

MARIANNE WEBER, Ehefrau und Mutter in der Rechtsentwicklung. Tübingen 1907, J. C. B. Mohr (P. Siebeck). XVI und 573 S.

Obwohl dies Buch schon vor mehreren Jahren erschienen ist, möchte ich doch noch kurz darauf hinweisen, da man auf eine so ernste, würdig gehaltene und wissenschaftlich inhaltreiche Darstellung nicht oft genug aufmerksam machen kann. Es ist zweifellos als Produkt der heutigen Frauenbewegung anzusehen. Allein die Verfasserin behandelt die historischen Probleme durchaus mit der Ruhe des hingebenden wissenschaftlichen Interesses. Hier möchte ich unter anderem auf die Ausführungen über die Mutterrechtstheorie, die ja noch immer oft genug mit mehr Eifer als sachlicher Unbefangenheit vorgetragen wird, hinweisen. Die kritische Art, mit der sich M. W. äußert, trifft großenteils mit dem zusammen, was ich selbst mehrfach geltend gemacht habe. Vgl. Histor. Ztschr. 71, S. 463 ff. und 483 ff.; Ztschr. f. Sozialwissenschaft 1904, S. 160 ff.; meinen Artikel Familie im Wörterbuch der Volkswirtschaft (von der ersten Auflage an). Das von mir an letzterer Stelle erwähnte Werk von Howard stellt viel Literatur zur Theorie vom Mutterrecht zusammen (vgl. Lit. Zentralblatt 1905, Nr. 15, Sp. 501). Weiter sei noch hingewiesen auf: Histor. Ztschr. 73, S. 349; 81, S. 85; 84, S. 348 und 531; Ztschr. der Sav.-Stiftung (Germ. Abt.) 15, S. 175 ff.; Jahrbuch für Gesetzgebung 1894, S. 304; Deutsche Lit.-Zeitung 1901, Sp. 1447 (gegen die Theorie von der Promiskuität des Geschlechtsverkehrs als einer allgemeinen ursprünglichen Erscheinung); 1902, Sp. 1658; KAIBEL, Gött. Gel. Anz. 1900, S. 65 f.; STAMMLER, Wirtschaft und Recht, 2. Aufl., S. 294. GROSSE, Die Formen der Familie und die Formen der Wirtschaft, S. 42 urteilt: „die festgefügte Einzelfamilie . . . besteht schon auf der untersten Kulturstufe als Regel ohne Ausnahme". Mit großer Energie behandelt diese Fragen neuerdings EDUARD MEYER, Gesch. des Altertums, 2. Aufl. I, 1, S. 9 ff. Über Mohammed spricht sich BECKER, Deutsche Lit.-Zeitung 1906, Sp. 414 dahin aus, daß er, gegenüber dem früheren arabischen Zustand, die Stellung der Frau gehoben, nicht herabgedrückt habe. Damit würde aber nur ein relativer Vorzug von Mohammeds Wirksamkeit konstatiert werden. Das Verhältnis von Familie und Staat allseitig historisch zu erörtern, liegt außerhalb des Zwecks des hier anzuzeigenden Buches. Sehr eingehend darüber jetzt ED. MEYER a. a. O. Über die Clanver-

fassung vgl. Deutsche Lit.-Ztg. 1900, Sp. 1266. Sehr schöne Beobachtungen zu diesem Thema bei HEINRICH LEO, Studien und Skizzen zu einer Naturlehre des Staates (1833), S. 2. LEO, der die extreme Richtung der modernen Frauenrechtsbewegung selbstverständlich aufs schärfste verurteilt haben würde, hat übrigens in jener Schrift S. 84 einen Ausspruch getan, durch den vieles in der Frauenbewegung anerkannt wird.

Freiburg i. B. G. v. BELOW.

HEINRICH WILLERS, Geschichte der römischen Kupferprägung vom Bundesgenossenkrieg bis auf Kaiser Claudius. Mit 33 Abbildungen im Text und 18 Lichtdrucktafeln. Leipzig und Berlin, B. G. Teubner, 1909. Geh. M. 12.

WILLERS' Buch umfaßt ausschließlich des Vorwortes von sieben und des Registers von zirka fünf Seiten, jedoch einschließlich der Beschreibung der Tafeln 220 Seiten Text in vier Abschnitten, von denen auf den ersten Abschnitt „Einleitender Überblick über die Entwicklung des antiken Münzwesens", der nicht unbedingt in den Rahmen des Themas gehört, 48 Seiten entfallen. Daher bleiben für dieses selbst nur rund 170 Blätter übrig; keine umfangreiche Behandlung des schwierigen Stoffes also und dennoch eine außergewöhnlich bedeutungsvolle.

Hier untersucht der zweite Abschnitt die römischen Kupfermünzen vom Semunzialfuße 89/81 v. Chr., der folgende die militärische Kupferprägung zur Zeit der Kämpfe um die Alleinherrschaft bis zu den Kupferreihen der Flottenpräfekten, geprägt in Sizilien Herbst 36 bis Frühjahr 35, und der letzte (vierte) die senatorische Kupferprägung der ersten Kaiserzeit, ausführlich eigentlich nur die unter Augustus. Denn die römische Kupferprägung unter Tiberius, Caligula und Claudius, die doch den immerhin stattlichen Zeitraum von 40 Jahren umfaßt, wird nur ganz summarisch auf S. 200—206 behandelt. So verspricht der Titel eigentlich mehr, als der Inhalt tatsächlich gibt. Und gleichwohl weist dieser bereits wieder über das hinaus, als was der Verfasser selbst sein Buch angesehen wissen möchte, nämlich als einen Vorläufer der von ihm vorbereiteten großen Geschichte des römischen Münzwesens, die bis zum Tode des Augustus reichen soll, „auf Grund einer besonders vollständigen Materialsammlung, wie sie der späteren Geschichte nicht einverleibt werden kann" (S. IV).

Indessen: der Autor hat schließlich mit gutem Grunde gleichsam über sich selbst hinausgegriffen und mit gleich gutem Erfolg. Nur so vermochte er, namentlich unter Verwertung der eigenartigen Kontramarkierung der Münzen, den Beweis zu erbringen, daß das senatorische Kupfer der Kaiserzeit gar nicht als Reichsmünze gedacht war, sondern lediglich als italische Landesmünze. Eine Fülle feiner Bemerkungen findet sich in diesem kurzen Schlußabschnitt des Buches, in dem ganzen Werke überhaupt: nur daß dem, was zutreffend gesagt

wird, die schneidende Schärfe, wie es gesagt wird, oftmals um so weniger fördernd zur Seite tritt, als damit, wie noch näher anzuführen sein wird, sich eine merkwürdige sprachliche Lässigkeit des Autors selbst paart. So wird das Ganze vielleicht nicht unbeträchtlich in der Wirkung, die es verdient, geschwächt werden.

Willers geht im Vorwort auf S. III mit vollstem Freimut davon aus, daß die Säule aller modernen Forschung auf seinem Gebiete, Theodor Mommsens Geschichte des römischen Münzwesens vom Jahre 1860 auf wankendem Boden fundamentiert ist. Denn Mommsens Unternehmen, eine wirkliche Geschichte desselben auch mit Hilfe der vorliegenden Kataloge und Beschreibungen zu geben, mußte notgedrungen zu gefährlichen Theoremen führen, die um so mehr geschadet haben und noch schaden, als die überragende Autorität des Altmeisters dahinter steht. Fraglos: Ebenso wie bei Inschriften und Papyri ist es die genaueste Prüfung des überkommenen Materials selbst, die durch kein sekundäres Hilfsmittel irgendwie ersetzt werden kann.

Was in dieser Hinsicht gerade die Münzen an Arbeit, Vorsicht und Selbstbescheidung verlangen, hat in kaum zu übertreffend präziser Form jüngst E. A. Stückelberg in seiner Abhandlung „Die römischen Kaisermünzen als Geschichtsquellen“ (Basel 1909) für ein größeres Publikum geschildert[1]). Aus gleichem Grunde ist sachlich die schroffe Ablehnung gerechtfertigt, die Willers der sogenannten vergleichenden Metrologie in ihrem Hauptvertreter Friedrich Hultsch hat zuteil werden lassen. Er geißelt diese Methode, als deren „Apotheose“ ihm Hultschs Buch „Die Gewichte des Altertums nach ihrem Zusammenhange dargestellt“ 1898 gilt, mit Bezeichnungen wie „mathematische Spielerei“ und „methodische Verirrung“ (S. V) oder „Jonglieren mit Brüchen“, Referent meint, schärfer, als es nötig war; denn ihm selbst wenigstens ist es auch ohnedem längst klar geworden, daß man mit Hultschs Art da, wo man sie verwerten wollte oder gar nachprüfte, ständig in die von jenem so geliebten „Brüche“ kam[2]).

---

1) Ursprünglich Antrittsvorlesung, gehalten an der Universität Zürich am 5. Mai 1894 und aus mir unbekannten Gründen leider nicht eher veröffentlicht.

2) Sit venia verbo! — Referent glaubt eben im Rahmen dieser Zeitschrift näher auf diese Verhältnisse hinweisen zu sollen, zumal für den Fernerstehenden die metrologisch-mathematischen Übungen auf antikem Gebiete sauber und reizvoll aussehen mögen; vgl. den auch von Willers angeführten charakteristischen Absatz aus dem Register des zitierten Buches: „13,64 g = $^3/_2$ Kite (Kite das ägyptische Lot) Ursprungsgewicht des Schekels von $^9/_5$ Kite, dritter aus der um $^1/_{24}$ erhöhten Kite entwickelter Schekel, = $^1/_{60}$ der Mine von 90 Kite (schweren babylonischen Goldmine), = $^1/_{50}$ der Mine von 75 Kite (schweren attisch-römischen Mine), = $^1/_{25}$ der leichten attisch-römischen Mine, = $^1/_{48}$ der schweren Libralmine, = $^1/_{24}$ (oder halben Unze) der leichten Libralmine, = 1 römischen Semuncia.“ Freilich läßt sich die eventuelle Einwirkung der ägyptischen und babylonischen Gewichtssysteme auf Hellas und Italien nicht kurzweg in echte und unechte Brüche bringen.

I. So geht von vornherein WILLERS seine eigenen Bahnen, fußend auf der sorgfältigen Durchsicht und systematischen Wägung des Materials selbst. Dabei greift die großzügige Einleitung zurück bis zu den Anfängen, die uns als die initia schlechthin erscheinen müssen, über die Erfindung der Münze in Ionien, die Viehwährung der Griechen Homers und die Rohmetallwährung Ägyptens und Babyloniens, von wo aus die Gewichte des Altertums nach seiner Meinung sich „nicht verbreitet haben wie etwa Cholera oder schwarzer Tod" (S. 7), hinweg bis zu dem prähistorischen Rohkupfergelde der Brandgräber von Villanova, dem aes rude aus der Quelle von Vicarello usw., das von 10 bis zu 1700 g wiegt und sicher schon im elften Jahrhundert vor unserer Zeitrechnung sich in der Gegend von Bologna und Este zum Geld ausgebildet hat. Die Einleitung führt durch die griechischen Silberwährungen hindurch schließlich bis zu der Silbermünze und dem Kupfer vom Unzialfuß (217—89 v. Chr.) in das Rom der Zeit Sullas, das noch immer das As einer Unze (dem 10. bzw. 12. Teil des anfänglichen Normalgewichtes) glich (27,3 g)[1]).

II. Durch die von Plinius (naturalis historia 33, 46) erwähnte lex Papiria (sicherlich eingebracht anno 89 durch den Volkstribunen C. Papirius Carbo) ist der Halbunzenfuß eingeführt worden. Das bedeutet eine wichtige Veränderung gegenüber dem Früheren. WILLERS weist (S. 53 f.) darauf hin, daß jetzt das Kupfer auf etwa das Doppelte teurer herausgebracht wurde, als den effektiven Marktverhältnissen entsprach, da es im Unzialfuß sich zum Silberwert verhielt wie 1:112 gegenüber nunmehr 1:56. Mit anderen Worten: das Silber hat sich definitiv durchgesetzt; das Kupfer sinkt zur Scheidemünze herab.

Es ist das Verdienst des Verfassers, des weiteren durch sorgfältige Wägungen eines reichen Münzenmaterials (von über 1300 Stück) gegen MOMMSEN nachgewiesen zu haben, daß während der Jahre des Semunzialfußes die beiden kleinsten Kupfersorten, Sextanten und Unzien, überhaupt nicht mehr geschlagen worden sind. Mithin ist damals der Quadrans von 3,41 g der kleinste Nominal gewesen, fast doppelt so schwer als unser heutiger Pfennig (2 g). Das ist auch eine Erscheinung des Münzwesens, die wirtschaftsgeschichtlich von hoher Bedeutung ist. Denn sie zeigt klar den großen allgemeinen Wohlstand dieser Zeit des ersten Bürgerkrieges, was „andererseits in den massenhaften und umfangreichen italischen Denarfunden aus dem letzten Jahrhundert v. Chr.[2]) — Bestätigung findet" (S. 76).

III. Mit regem Interesse folgt der Historiker WILLERS auch im dritten Abschnitt seines Buches. Wir erkennen hier das Wesen der „militärischen Kupferprägung, die mit Marius, der geschichtlich an der Spitze der neuen Entwickelung steht, die das Bürgerheer der Legionen

---

1) Dagegen hatte das Kupfer vom Zweiunzenfuß nur ein halbes Jahrhundert geherrscht, seit 269, dem Jahre der Einführung der Silbermünze in Rom mit der Rechnungseinheit des Nummus von 1,137 g, die neben der Aswährung läuft; daher die Namen sestertius, quinarius, denarius, d. h. $2^1/_2$ bzw. 5 bzw. 10 neuen Assen an Wert gleich.

2) Vielleicht besser: aus der ersten Hälfte des letzten Jahrhunderts v. Chr. — Anm. des Referenten.

in die Söldnerarmee der Legionare überführt, einsetzt. Den völligen Bruch mit der alten Tradition weist bezeichnend genug des radikalen Reformers Caesar Kupfermünze auf. — Wir freuen uns gelegentlich der scharfsinnigen Deutung einer Stelle wie Caesar, Bellum Hispan. 22,7 si qui ex nostris transfugeret, in levem armaturam conici eumque non amplius A VII accipere: „Die Cäsarianer verbreiteten das höhnische Gerücht, wer zu den Pompejanern übergehe, würde unter die Leichtbewaffneten gesteckt und bekomme nur sieben Asse zur Löhnung. Die nicht im Denar aufgehenden Asse mußten also in Kupfer bezahlt und dies, da es nicht in passenden Sorten im Lokalverkehr war, durch besondere Prägung beschafft werden" (S. 95).

IV. Die augusteischen Asse, die Willers gewogen, an Zahl 198, ergaben das bisher unerklärte Durchschnittsgewicht von 10,476 g. Nun wird zu dieser Zeit der Denar mit vier Sesterzen von je einer Unze (knapp 27,3 g) Gewicht geglichen, wiegt folglich 109,15 g. Anders gewandt: Der Denar ist jetzt der offizielle Wertausdruck in Silber für 109,15 g Kupfer und der zehnte Teil davon 10,915 g das Normalgewicht des jüngsten Asses, des „direkten Abkömmlings des militärischen Asses" der Bürgerkriege (S. 169). Das ist sicher richtig; denn das nach 1900 Jahren gefundene Mittelgewicht ansehnlicher Münzmengen muß etwas u n t e r dem ursprünglichen Normale stehen (im speziellen Falle fast genau $4^1/_3$ %).

Zustimmung erfordert endlich die Beweisführung der Sätze, zu denen der Autor S. 190 gelangt und die in der Tat von grundlegender Bedeutung sind.

„Erstens: Auch bei der Neuregulierung der Kupferprägung vom Jahre 23 v. Chr. hat der Kaiser nicht auf das Recht, Kupfer auszugeben, verzichtet, andererseits auch nicht die Verpflichtung übernommen, auf seine Kosten Reichskupfer auszugeben. Zweitens: Römisches Reichskupfer gibt es nach wie vor nicht, sondern nur eine lokale Kupferprägung, für deren Beschaffung die lokalen Behörden, Verbände und Gemeinden zu sorgen haben. Das Recht dazu erteilt der Kaiser, soweit es nötig ist. Für Italien übernimmt diese Verpflichtung der Senat. . . . Reichsmünze gibt es also nur in Gold und Silber. Für diese hat der Kaiser zu sorgen."

Wir könnten unsere Besprechung schließen mit dem Eingehen auf einzelne Dinge, in denen Willers nicht beizustimmen sein wird, und auch bemerken, daß er an zwei Stellen seines Werkes sich selbst widerspricht. Wir verzichten darauf, denn beides ist von nebensächlicher Bedeutung gegenüber der großen Förderung, die uns das G a n z e gegeben hat.

Aber zwei Wünsche möchten wir nicht unterlassen auszudrücken. E i n m a l, der Autor möge in Zukunft sprachlich mehr auf sich achten, als er es hier tut. Das ist bis zu einem gewissen Grade auch bei spezifisch fachlichen Darlegungen erwünscht und in unserem Falle weist doch der Titel des Werkes darüber hinaus auf eine G e s c h i c h t e des Münzwesens hin. Es tut förmlich weh, auf Sätze zu stoßen wie S. 154: „Dem geduldigen Leser, der sich durch meine Beschreibungen des augusteischen Kupfers hindurchgearbeitet und dabei die Abbildungen

angesehen hat, wird dies Kupfer alles bereitet haben als einen ästhetischen Genuß. In dieser Hinsicht bedeutet allerdings u. s. f."; S. 161: „Obwohl auf den neuen Kupfermünzen ... Wertzeichen durchaus fehlen, herrscht über die einzelnen Sorten dieses Kupfers und über die ihnen zukommenden Benennungen längst Klarheit, wenn auch die kleinste Sorte noch genauerer Untersuchung bedarf. Diese Klarheit hat der schottische Historiker JOHN PINKERTON geschafft u. s. f."; oder gar S. 9: „Wenn das nicht geschehen ist, so müssen wir annehmen, daß die Glückssonne dieser Städte bereits dem Abendrot gewichen war, als die Frage nach Einführung der Münze brennend wurde." Auch ist es schade, wenn der Verfasser sich so gehen läßt, daß beispielsweise S. 11 auf dem Raum von 15 Zeilen 6 „auch" einander folgen, auf S. 13 gar 8, S. 131 auf dem Raum von 7 Zeilen 5 „auch" oder S. 54 in einem dreizeiligen Satze 3 „nur" u. s. w.

Sodann eine letzte Bemerkung zu dem Satze des Buches: Druckbalken sind niemals eine Zier, am wenigsten in einem sonst so prächtig ausgestatteten Werke. Sie sind aber en masse höchst störend stehen geblieben von 2 auf S. 6, über 3 auf S. 64 bis zu 7 (oder sind es 8?) auf S. 182. So etwas kann und muß vermieden werden.

Leipzig. OTTO TH. SCHULZ.

HOLTZMANN, R., *Französische Verfassungsgeschichte von der Mitte des 9. Jahrhunderts bis zur Revolution.* München und Berlin, Oldenbourg, 1910. XI, 543 p. in-8⁰. (Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte, herausg. von BELOW und MEINECKE. Abteilung III: Verfassung, Recht, Wirtschaft.)

Le Manuel d'histoire du moyen-âge et des temps modernes publié sous la direction des professeurs VON BELOW et MEINECKE s'enrichit, pour la partie Constitution, Droit et Economie, d'une Histoire de la constitution française, due au professeur ROBERT HOLTZMANN.

L'auteur se propose, dans cet ouvrage, de résumer toute l'histoire de l'organisation politique, judiciaire et économique de notre pays, depuis le milieu du IX[e] siècle, plus exactement depuis le traité de Verdun de 843, jusqu'à la Révolution.

Le livre est divisé en trois parties. La première est consacrée à la *féodalité,* elle embrasse toute la période comprise entre 843 et 1180. M[r] HOLTZMANN examine tour à tour l'origine et l'importance de la féodalité, la noblesse, les classes non nobles, le droit et la justice, les princes féodaux, comtes, barons, la royauté (principe héréditaire, principe électif, sacre, déposition, *curia regis*), l'église, son organisation interne et ses relations avec la féodalité, enfin les villes.

La deuxième partie comprend une seconde tranche historique, qui va de 1180 à 1437, durant laquelle se manifestent les *accroissements de la puissance royale.* Ici M[r] HOLTZMANN nous donne d'intéressants renseignements sur la royauté et les fonctionnaires royaux (mise à l'écart des femmes dans la succession au trône, apanages, grands offi-

ciers), les organes politiques et l'administration générale de l'Etat (conseil d'état, assemblées provinciales, parlement), le droit et la justice (droit coutumier et droit romain, parlement de Paris, hautes juridictions provinciales, empiètements de la justice royale sur les juridictions féodales inférieures et sur les justices ecclésiastiques), l'administration financière, l'armée et la marine, les villes, les corporations, l'église.

A cette période d'accroissements succède l'âge de l'absolutisme. La *royauté absolue* est étudiée par l'auteur dans la troisième partie de son travail, consacrée au laps de temps compris entre 1437 et 1789. Conformément à son plan général d'exposition M[r] HOLTZMANN examine successivement: la royauté, ses ministres et son conseil, les parlements (leur organisation intérieure, les droits politiques du parlement et ses conflits avec la royauté), les autres juridictions, prévotés, baillages, présidiaux, juridictions spéciales, la législation royale, le droit et la justice (le droit coutumier, le droit romain, l'affaiblissement des justices d'église), les finances et les impôts (taille, capitation, vingtièmes, gabelle, aides, traites), l'armée et la marine, l'église catholique et ses rapports avec l'Etat (Pragmatique Sanction et Concordat, libertés de l'église gallicane, droit de régale, droit canonique et juridictions ecclésiastiques), l'église réformée (ses débuts, son organisation, le premier édit de tolérance, les guerres de religion, l'édit de Nantes et sa révocation, les édits de tolérance), la population et les communautés (la noblesse, le fief et l'alleu, la liberté et la servitude, les classes économiques, les villes et les communautés paysannes, les corporations).

Les corporations et les villes ont spécialement attiré l'attention de M[r] HOLTZMANN, et les longs développements qu'il leur consacre nous ont tout particulièrement intéressé.

Les villes, quelques soit d'ailleurs leurs dénominations et leurs caractéres juridiques, ont bien existé au point de vue économique avant d'avoir une condition juridique propre (p. 170); la vie commune créait naturellement des liens communs, les intérêts communs devaient être représentés par un organisme spécial; de plus, la présence dans les grosses agglomérations de personnes se livrant au commerce, exerçant des métiers, créait dans ces milieux une mentalité opposée à celle des nobles et des bourgeois, plus vivante, plus hardie; le nombre donnant la force aux marchands et aux artisans, ils devaient entrer en conflit aves les puissances féodales, plus timides, plus portées à maintenir le statu quo. En outre, le roi, en lutte contre ces mêmes puissances, trouve dans la population commerçante des villes des alliés précieux qui l'aident à reconquérir la place qu'il a perdue. Ces alliés, la royauté les favorise, jusqu'au jour où, suffisamment forte, elle s'efforcera de limiter la puissance de ces auxiliaires de la veille.

Quant aux corporations, elles trouvent leur origine dans la libre union de tous ceux qui s'adonnent au même genre de travail. Dans leur vie interne, maîtres, jurés, ouvriers et apprentis forment la hiérarchie de ces groupements. La liberté dans l'organisation de ces unions, l'existence de métiers qui n'adoptent pas le régime corporatif, à côté de ceux qui s'y sont soumis, se révèlent encore au XIII[e] siècle,

mais tendent à disparaître depuis le XIVe. Une réglementation trop stricte fit perdre en partie aux corporations les avantages qu'elles procuraient et suscita, à la fin de l'ancien régime, des procès multiples et interminables entre les divers métiers. La Révolution crut devoir rendre au travail et aux travailleurs la liberté la plus complète, par la destruction des associations.

Mr HOLTZMANN a eu l'excellente idée de parfaire son livre par l'adjonction d'un précieux index des noms d'auteurs et par une table très complète. Avant chaque chapitre, il donne une bibliographie détaillée et très claire: sans doute parfois de bons travaux ne sont pas cités, alors que l'on renvoie à des ouvrages de second ordre. Mais on ne peut ni tout connaître, ni tout juger par soi-même. Dans l'établissement de la littérature des sujets, comme dans le corps même de l'exposé, l'auteur a su, par l'emploi de caractères différents et très variés, faciliter au lecteur les recherches.

Les éloges que nous venons d'adresser aux tables et à la bibliographie sont mérités également par le fonds même du travail. Il y a un réel mérite à passer en revue, en si peu de pages, toute l'histoire et les institutions d'un pays pendant 10 siècles; il est toujours fort délicat de dégager les idées maîtresses de la multitude des détails qui les environnent, et de montrer que l'évolution des peuples ne constitue pas un cahot et une suite ininterrompue de révolutions.

A l'égard de la méthode, la division tripartite du volume permet de se faire rapidement une idée d'ensemble de la constitution de notre pays, à une époque donnée. Nous préférons, pour notre part, ce mode de division, à une étude de chaque institution séparée, dans tout son développement; elle fait mieux ressortir l'interdépendance des institutions et les influences extérieures qu'elles ont subies, sans méconnaître et laisser de côté leur vitalité propre.

En résumé, l'ouvrage de Mr HOLTZMANN, conçu d'une manière très objective, est excellent et rendra de très réels services. Les historiens, comme les auteurs de manuels, auront à en tenir le plus grand compte.

Pontailler sur Saône, Côte d'Or. J. VENDEUVRE.

R. HÜBNER, Die ordentliche Kontribution Mecklenburgs in ihrer geschichtlichen Entwicklung und rechtlichen Bedeutung, Weimar 1911, H. Böhlaus Nachfolger, 30 S. Sonderabdruck aus der Festschrift zum 70. Geburtstag OTTO GIERKES.

Die Jubiläen von ZEUMER, BRUNNER und GIERKE haben stattliche Festschriften hervorgebracht, die auch manche für die Wirtschaftsgeschichte wichtige Abhandlung enthalten. Wir heben hier aus der jüngsten Festschrift eine Untersuchung heraus, die ein verfassungs- wie wirtschaftsgeschichtlich gleich bedeutsames Thema behandelt. R. HÜBNER, der durch seine Studien den Historikern besonders nahe steht und in der BRUNNER-Festschrift mit historischem Sinn die Ent-

wicklung der rechtsgeschichtlichen Literatur seit Eichhorn [1]) dargestellt hatte, bietet uns jetzt eine klare und scharf formulierte Darstellung der Entwicklung der Hauptsteuer Mecklenburgs, der ordentlichen Kontribution. Mich interessieren seine Ausführungen ganz persönlich. Denn da ich mit einer Schrift über den Charakter des mittelalterlichen Staats beschäftigt bin und ein Hauptmittel, um ihn festzustellen, die Untersuchung des mittelalterlichen Abgabenwesens liefert, so bestärkt es mich in der Überzeugung von der Richtigkeit des von mir eingeschlagenen Weges, daß H. durchaus der Definition der alten landesherrlichen Bede zustimmt, die ich früher gegeben habe (vgl. S. 4 ff. und 20). Er spricht ihr den Steuercharakter in derselben Weise zu, wie ich und BRENNECKE in einer von mir angeregten Marburger Dissertation über „Die ordentlichen direkten Staatssteuern Mecklenburgs im Mittelalter“ [2]) es getan haben.

Wie die alte landesherrliche Bede, so sieht H. mit Recht auch die landständische Bede als Steuer an (S. 18 f.). Ich möchte mich jedoch hierüber etwas anders als er aussprechen. Die Abgabe war für den einzelnen Insassen des Territoriums gegenüber der Landschaft durchaus Steuer. Wenn dagegen die Landschaft mit der bei ihr eingegangenen Gesamtsumme Ausgaben, die der Landesherr zu machen hatte, bestritt, so handelte es sich in erster Linie um eine privatrechtliche Leistung; die Zuweisung erschien dann nicht als Steuer, sondern als freies Geschenk. Es ist also wiederum der staatsrechtliche Dualismus, was die alten Einrichtungen von unsern modernen unterscheidet (vgl. dazu H. S. 21).

In Mecklenburg wird die landständische Steuer schlechthin als Kontribution bezeichnet, obwohl bei ihr nicht, wie in andern Territorien (vgl. meinen Art. Kontribution im Handw. der Staatswissenschaften), die Verwendung für militärische Zwecke überwiegt. Die „ordentliche“ Kontribution, die noch heute in Mecklenburg besteht,

1) Festschrift für H. BRUNNER zum 70. Geburtstag, Weimar 1910, H. Böhlaus Nachfolger.

2) Zu der von H. S. 4, Anm. 1 erwähnten Untersuchung von TECHEN vgl. meine Bemerkungen in der Zeitschrift f. Sozialwissenschaft 1903, S. 311, Anm. 8. H. SCHÖNINGH, Der Einfluss der Gerichtsherrschaft auf die Gestaltung der ländlichen Verhältnisse in den niederrheinischen Territorien Jülich und Köln im 14. und 15. Jahrh., Lpz. Diss. v. 1905, S. 56 ff. schliesst sich in der Hauptsache meiner Auffassung der Bede an. Seine abweichenden Meinungen berühren kleine Einzelfragen, die sich zum Teil auch anders beantworten lassen, als er es tut. Wenn da, wo über die Landeshoheit gestritten wird, das Recht zur Erhebung der Bede strittig ist, so liegt darin kein Beweis gegen die Ansicht, daß die Bede eine landesherrliche Abgabe ist, sondern ein Beweis für sie. S. 57 spricht SCHÖNINGH von dem Zusammenhang des Schatzrechts mit dem älteren Bederecht. Er hat bei diesem offenbar das Verhältnis im Auge, daß ursprünglich die alte landesherrliche Bede nicht unbedingt, sondern nur auf Bitten des Landesherrn gezahlt worden zu sein scheint. Indessen sind die Grenzen zwischen diesem und dem späteren Verhältnis fließend (wahrscheinlich überwog von Anfang an der Zwang), so daß es sich nicht empfiehlt, ein älteres Bederecht dem späteren Schatzrecht entgegenzustellen.

stellt eine nur vom Standpunkt des ständischen Staats aus verständliche Abgabe dar. Daneben hat das heutige Mecklenburg die „ediktmässige“ (früher „außerordentliche“) Kontribution; sie stellt ein modernes Steuersystem dar.

Die Arbeit von BÖHLAU über die mecklenburgische Verfassung (1877) ist sehr scharfsinnig. Aber ich glaube in meinen Untersuchungen über die landständische Verfassung dargetan zu haben, daß ihre Grundauffassung in einem wesentlichen Punkt zu verwerfen ist. Auch H. befindet sich im Gegensatz zu ihr; doch dürfte er S. 21 ihr noch zu weit entgegenkommen. S. 18 f. spricht H. von dem „patrimonialen Staat“. Wie ich indessen in meiner Schrift über den Charakter des mittelalterlichen Staats darlegen werde, ist der „Patrimonialstaat“ eine Erfindung HALLERS. Einen solchen hat es zweifellos nie gegeben[1]).

Freiburg i. B. G. v. BELOW.

Der Erzbischof von Mainz und die deutsche Königswahl. Ein Beitrag zur deutschen Rechts- und Verfassungsgeschichte von ULRICH STUTZ. Weimar, Böhlau, 1910, XII, 141, 8°.

Wipos Bericht über die Königswahl von 1024 und der Gesetzestext der Goldenen Bulle rahmen das Problem ein, dessen Erledigung STUTZs Buch — zugleich mit einem kürzeren, allgemeiner gehaltenen Aufsatz in der BRUNNER-Festschrift[2]) — in scharfer Prägnanz anstrebt. Wann und wie hat der Mainzer Erzbischof die Erste Stimme bei der Königswahl erhalten und geübt? Warum verwandelte sich das Recht später in das Recht der Letzten Stimme? Diese Fragen, so interessant sie für sich sind, bilden doch nur das Gerüst für die ganz zentrale Frage nach Entstehung und Entwicklung des Anteils der hohen Geistlichkeit, vor allem des Mainzers als des ersten Reichsfürsten, am Wahlgeschäft.

Die Untersuchung läßt erkennen, wie sie, das Labyrinth der um die Königswahl angehäuften Kontroversen durchdringend, ihre Anschauungen um so energischer und plastischer zusammenschloß, je stärker sie den Reibungswiderstand der älteren Literatur empfand. Hier kann nur in Kürze von ihren Grundzügen berichtet werden, wobei ihr ganzer Inhalt natürlich nicht zur Geltung kommt.

Als deutscher Primas krönte der Erzbischof von Mainz seit 936 den König, und als er nach 1024 das Krönungsrecht an Köln verlor[3]),

---

1) Aus der Festschrift f. GIERKE möchte ich als in den Rahmen unserer Ztschr. fallend noch notieren: U. STUTZ, Das Eigenkirchenvermögen, ein Beitrag zur Geschichte des altdeutschen Sachenrechtes auf Grund der Freisinger Traditionen; FEHR, Die Rechtsstellung der Frau in den Weistümern; R. WEYL, Über einige gegenwärtige Spuren altgermanischen Rechts. Ferner aus der Festschrift für BRUNNER: G. DES MAREZ, Le sens juridique du mot oppidum dans les textes flamands et brabançons des XII—XIIIe siècles.

2) Die rheinischen Erzbischöfe und die deutsche Königswahl. Von U. STUTZ. Festschrift HEINRICH BRUNNER dargebracht (1910), 57 ff.

3) Um es erst seit 1562 zurückzuerobern.

da „hielt er sich schadlos“ an dem Recht der Ersten Stimme. Dieses Recht ist organisch aus der Krönungsbefugnis erwachsen. Denn der Krönende muß sich vergewissern, daß er den Richtigen krönt; so nimmt der Erzbischof von Reims eine rituelle Wahl an dem von ihm zu krönenden rechtmäßigen Kronanwärter vor. Eine solche „Feststellungswahl“, die STUTZ im 10. Jahrhundert auch in Deutschland sieht, ward für den Mainzer die Brücke dazu, auch bei der eigentlichen Wahl die erste Rolle zu spielen (seit dem 11. Jahrhundert). Mit der Bedeutung der ganzen Wahlhandlung stieg der Wert der von Mainz gegen alle Anfechtung bis ins Interregnum behaupteten Ersten Stimme. Nun hat aber Mainz seit 1346 die Erste Stimme an Trier abgegeben und dafür seit der Goldenen Bulle die letzte Stimme eingetauscht. ZEUMER hat darin eine Verschlechterung des mainzischen Rechts und einen Erfolg Triers gesehen. STUTZ legt demgegenüber Gewicht darauf, daß seit der Einführung des Majoritätsgrundsatzes in die Königswahl (1338) die letzte Stimme die wertvollste war. Mainz behauptete demnach „nicht äußerlich, wohl aber der Sache nach“ den vornehmsten Rang.

Eine der schwierigsten Problemverschlingungen der Reichsverfassungsgeschichte ist hier mit der Unbefangenheit eines klaren Geistes gelöst. Ist die Lösung endgültig? Die energische und temperamentvolle Durchführung der Leitgedanken verheißt es; aber in mancher Rücksicht wird STUTZ auf Widerspruch gefaßt sein, den zu erregen ihm wenig Sorge, ja eine Art Kämpferfreude zu machen scheint. Das Problem der Umwandlung der Ersten in die Letzte Stimme dürfte in der Tat für den Historiker, der in erster Linie die politischen Umstände und Persönlichkeiten der betreffenden Periode prüft, nicht ganz restlos in der STUTZschen Erklärung aufgehen, so geistreich und bestechend sie ist. Von keiner Seite aber wird man dem Buch die Anerkennung versagen, daß es, wie sein Stoff selbst, von zentraler Bedeutung, auf jeder Seite anregend und Beobachtungen aus weitem Umkreis zusammendrängend, in meisterlicher Dialektik Zusammenhänge von dauerndem Wert aufgezeigt hat.

Kiel. FRITZ KERN.

PAUL KLUCKHOHN, Die Ministerialität in Südostdeutschland vom zehnten bis zum Ende des dreizehnten Jahrhunderts. (Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des Deutschen Reiches in Mittelalter und Neuzeit, herausg. von Karl Zeumer, Band IV, Heft 1.) Weimar, H. Böhlaus Nachfolger, 1910, X und 247 S.

Dieser neue Beitrag zu der in letzter Zeit viel erörterten Frage der Ministerialität gibt sich als Vorarbeit zu einer Untersuchung „der Bedingungen der höfischen Kultur des deutschen Mittelalters, insbesondere der Rolle, die den Ministerialen bei der Schöpfung dieser Kultur zufiel“, und zugleich als ein Versuch, „wie weit und auf welche Weise Dichtungen als Quellen für verfassungs- und sozialgeschichtliche Untersuchungen“ verwendet werden können. Durch die vorsichtige

Heranziehung dieser Quellen, die von dem Gedanken geleitet ist, daß nicht so sehr die einzelnen Tatsachen, „sondern die Ergebnisse, die wir aus vielen Gedichten zusammen gewinnen“, für die verfassungsgeschichtliche Forschung von Wert sind, erhält das in der Hauptsache nach den Urkunden sorgfältig gezeichnete Bild, wenn auch keine nennenswerten neuen Züge, so doch vollere Form und Farbe.

Die Arbeit behandelt in zwei Teilen die Ministerialität als Stand und die Ministerialen als Beamte; ihr Feld ist Südostdeutschland, das Gebiet des bayrisch-österreichischen Sprachstammes. Gelegentlich wird auch Alemannien mit hereingezogen.

Im 10. und 11. Jahrhundert scheidet sich hier, zuerst erkenntlich innerhalb der Familiae der Hochstifte, dann auch der weltlichen Herren, eine obere Schicht höherer Diener (legitimi, meliores, summi servientes) ab, die um die Mitte des 11. Jahrhunderts den Namen von „ministeriales“ erhalten und sich bald auch durch ein besonderes Recht, das „jus ministerialium“, von den niederen Hörigen und den Zinsbauern scharf absondern. Den Grund dieser Entwicklung sieht Kl. einzig und allein im Reiterdienst der Ministerialen, nicht im Dienst bei Hofe, welcher als treibendes Moment der Standesbildung nicht in Betracht komme, da gerade in der Zeit, da sich die Ministerialität ausbildet, im 10. Jahrhundert, die Hofämter noch in großer Zahl mit Freien besetzt sind und erst dann ausschließlich den Dienstmannen zufallen, als deren Stand völlig abgeschlossen ist. Auch nehmen die Hofbeamten unter ihren Ministerialengenossen anfangs keineswegs die führende Stellung ein, welche ihnen zukommen mußte, wenn ihr spezieller Dienst zur Bildung der Ministerialität geführt hätte.

Gleichzeitig mit der Festigung ihres Rechtes erhält die Dienstmannschaft eine starke Vermehrung durch das weitere Aufsteigen niederer Unfreier, wie besonders durch den Eintritt Freier, so daß sie im 12. und 13. Jahrhundert innerhalb des Ritterstandes das numerische Übergewicht über die freien Ritter gewinnt. (Ein Exkurs sucht dies zahlenmäßig an dem Verhältnis der freien zu den ministerialischen Kreuzfahrern zu erweisen.) Durch den Übertritt von Freien hob sich der Ministerialenstand ebenso wie durch den reichlichen Empfang von Lehen und durch eine ständische Interessenpolitik, die mit geschickter Ausnützung der politischen Konjunkturen, auch vor Gewalttaten nicht zurückschreckend, den Wert des ministerialischen Reiterdienstes in eine Besserung des Dienstmannenrechtes in der Richtung einer allmählichen Emanzipation von der Gewalt des Herrn umzusetzen wußte. Bei diesem Umfange und Emporsteigen des Standes konnte eine starke Differenzierung der sozialen Stellung seiner Glieder nicht ausbleiben. War schon die Position der einzelnen Dienstmannschaften, je nach dem Range und der Macht des Herrn, verschieden, so war es die der Dienstmannen eines und desselben Herrn untereinander nicht minder, da einzelne durch die Anhäufung von Eigen- und Lehengütern gestärkt, durch den Empfang von Lehen fremder Herren dem eigenen gegenüber unabhängiger gestellt und durch die Verwaltung von Kirchenvogteien und Richterstellen selbst über Freie erhoben wurden. Am weitesten ist nach jeder Richtung die Entwicklung der

Ministerialität in den alten Marken Österreich und Steier fortgeschritten, denen ein zahlreicher freier Adel fehlte, so daß die Kriegsdienste der Ministerialen um so schwerer wogen. Hier schritt die Scheidung des einen Dienstmannenstandes in die Ministeriales und Milites, welche schon ZALLINGER festgestellt hat, bis zu der schärfsten rechtlichen Fixierung, bis zur Ungenossenschaft mit der Folge der Ungenossenehe, und durch die Ausnutzung der Thronwechsel des 12. und 13. Jahrhunderts erlangte die obere Schicht der Ministerialen, die mit den Resten des freien Adels in dem Stande der Landherren verschmolz, die höchste politische Bedeutung, welche sie auch gegen die niedere Schicht der Ritter ausnützte, so daß sich um die Wende des 13. Jahrhunderts die beiden ehemals einen Stand bildenden Klassen in erbitterter Feindschaft gegenüberstehen. Den Grund zu dieser standeszersetzenden Scheidung sah ZALLINGER in der Fähigkeit der Ministerialen zum Hof- und Kriegsdienst, während die Milites auf den letzteren beschränkt blieben. KL. weist nun, einen Gedanken H. SIEGELS weiter verfolgend, nach, daß vielmehr die aktive und passive Lehnsfähigkeit der Ministerialen im Gegensatze zu der nur passiven der Milites und in letzter Linie der größere Besitz der Ministerialen, welcher ihnen die Austeilung von Lehen ermöglichte, der trennende Keil gewesen ist. Dabei wird man m. E. den Hofämtern doch noch insofern eine Bedeutung einräumen, als gerade ihre Lehnsausstattung und der Aufenthalt ihrer Inhaber um die Person des gnadenspendenden Herrn die Familien, welche die Erbbeamten stellten, zu großem Reichtum brachte.

Es sei hier noch als Parallele zu der von KL. vorgetragenen Ansicht auf die im Band VIII dieser Zeitschrift, S. 174, zitierte Magdeburger Urkunde hingewiesen, welche ebenfalls zwei Klassen von Ministerialen zeigt, die durch den Unterschied in der Lehnsfähigkeit getrennt sind, und die — die Parallele mit den österreichischen Verhältnissen geht noch weiter — ebenfalls verschiedenen Gerichtsstand haben. Man wird mit Rücksicht auf diese Urkunde die Vorstellung, daß die Ministerialität in Norddeutschland ein einheitlicher Körper geblieben sei, modifizieren müssen, wenn auch bestehen bleibt, daß die Scheidung nicht in einer verschiedenen Nomenklatur zum Ausdruck gekommen ist (welche aber wenigstens bis Thüringen vordrang, wie HIS in der Ztschr. des Vereins für thüring. Geschichte und Altertumskunde, 22. Jahrg. 1904, nachgewiesen hat).

Für das Ministerialenrecht in bezug auf die Abhängigkeit vom Herrn, das Ehe-, Güter- und Gerichtsrecht, wie für den Dienst der Ministerialen in den Hof- und Wirtschaftsämtern trägt KL. eine Menge von Beispielen und Belegen zusammen.

Düsseldorf-Wien. HERMANN AUBIN.

G. STOCKMAYER, Über Naturgefühl in Deutschland im 10. und 11. Jahrhundert. Beitr. z. Kulturgesch. d. Mittelalt. u. d. Renaiss., herausg. v. GOETZ, Heft 4, Leipzig, B. G. Teubner.

GERTRUD STOCKMAYERS Dissertation will eine Ergänzung bilden zu BIESES umfassenderer Arbeit über die Entwicklung des Naturgefühls,

die das 10. und 11. Jahrhundert nur flüchtig streift. Sie kommt zu dem Ergebnis, daß auch in dieser Periode ein Gefühl für die Schönheit der Natur vorhanden gewesen sei, wenn es sich auch nicht so mannigfaltig und fein abgestuft zeige wie in der modernen Zeit.

Die Verfasserin beschränkt sich auf die bloße Schilderung und Darstellung des Zuständlichen. Auf eine eingehende Beurteilung ihres Materials und damit auf die Erörterung der Frage, ob gegenüber der vorangehenden Periode eine Entwicklung festzustellen sei, hat sie mit Absicht verzichtet. Freilich ist ja auch die Wertung des Materials in dieser Zeit, soweit es sich nicht um reine Tatsachen handelt, überaus schwierig. Denn wenn der mittelalterliche Schriftsteller schon im allgemeinen häufig unter dem Einfluß fremder Vorbilder steht, so zeigt sich doch eine solche Abhängigkeit besonders dann, wenn er Ansichten, Meinungen und Gefühle ausdrücken will. So hat sich denn auch der Verfasserin die Frage aufgedrängt, wie Zitate in ihrem Zusammenhang zu bewerten seien. Wenn sie der Meinung ist, daß auch hinter einer entlehnten Wendung ein echtes Gefühl verborgen sein könne, so ist ihr m. E. darin zuzustimmen. Gleichwohl ist es stets von Wichtigkeit und Interesse, die fremden Einflüsse so weit als möglich nachzuweisen. So sind gerade bei der Heranziehung der Natur zu Vergleichen fremde Vorbilder in hohem Grade wirksam gewesen. Der Vergleich von Menschen mit Gestirnen, insbesondere mit dem Morgenstern, stammt unzweifelhaft aus der Sprache der Bibel (Eccli. 50, 6; Apoc. XXII, 16). Wenn Herbord, Sigebert und Lambert (a. a. O. S. 23) von der verschiedenen Klarheit der Sterne sprechen, so lehnen sie sich deutlich an eine Stelle aus dem Korintherbrief (I. Kor. 15, 41) an. Die ausgedehnte Allegorie in Ezzos Gesang weist auf die Predigtliteratur hin (Müllenh. und Scherer, Denkm. II, 172 f.). Ähnlich steht es mit den Beziehungen auf die Blumenwelt (a. a. O. S. 16). Sigeberts Bild von der Lilie unter den Dornen geht zurück auf Cantic. II, 2. Die Erwähnung des weißen Ligusterkranzes ist vermutlich eine Erinnerung an Vergil (Eklog. II, 16; Biese, Naturgef. b. d. Griechen u. Römern II, 58).

Die Anordnung nach sachlichen Gesichtspunkten ist, wenn sie auch in einigen Abschnitten einen etwas mechanischen Eindruck macht, im ganzen entschieden zu billigen. Die bedeutenden Schriftstellerpersönlichkeiten in den Vordergrund zu stellen, wie es heute bei derartigen Arbeiten von manchen Seiten gefordert wird, hätte die Ergebnisse kaum wesentlich gefördert. Denn einmal ist es durchaus nicht immer gesagt, daß der hervorragende Geschichtschreiber nun auch gerade über das zu behandelnde geistesgeschichtliche Problem eine besonders bemerkenswerte Ansicht geäußert hat; hier kann vielleicht der sonst weniger Beachtenswerte eine kulturgeschichtlich wertvollere Auffassung enthalten. Dann aber wird überhaupt die einzelne Äußerung erst dadurch in das richtige Licht gerückt, wenn man sie im Zusammenhang mit ähnlichen Stellen betrachtet.

Was die Technik der Arbeit anbetrifft, so wären kleine Ungenauigkeiten im Zitieren, wie die öftere Angabe der Anfangsseite einer Schrift, wenn die herbeizuziehende Stelle erst mehrere Seiten später steht, leicht zu vermeiden gewesen. Zu bedauern ist dagegen, daß es die

Verfasserin in mehreren Fällen versäumt hat, neben den Folioausgaben der Monumenta die neueren Schulausgaben heranzuziehen (so bei THIETMAR, LIUTPRAND, VITA BENNONIS). Daher führt sie die längere Naturschilderung aus der Lebensbeschreibung BENNOs nach der Folioausgabe und der Übersetzung vom Jahre 1866 an (S. 39 f.), die leider zum Teil in den Kapiteln steht, die jetzt als interpoliert nachgewiesen sind.

Indessen kann ein solches Versehen dem Wert der fleißigen Arbeit als Ganzes keinen Abbruch tun. Sie gibt dem Leser ein reiches Material für die behandelte Zeit und ist ein Schritt weiter auf dem Wege, den WALTER GOETZ für derartige Untersuchungen vorgezeichnet hat (H. Z. 98, 51), „Leben der Renaissance im Leben des Mittelalters erkennen" zu lassen.

Freiburg i. B. MARIE SCHULZ.

H. MULSOW, Maß und Gewicht der Stadt Basel bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts, Diss., Freiburg i. B. 1910. 76 S. 8°.

Die vorliegende Untersuchung beruht auf der nicht unmittelbar beweisbaren, aber wahrscheinlichen Annahme, daß sich um die Wende des 18. und 19. Jahrhunderts zu Basel „noch die Maße und Gewichte vorfinden, die schon im 12. und 13. Jahrhundert im Gebrauch waren" (S. 8). Um das Verhältnis der alten Maße und Gewichte zu den modernen zu bestimmen, konnte MULSOW demnach die noch vorhandenen Normalmaße und die nach denselben 1810 und 1836 aufgestellten amtlichen Reduktionstabellen verwerten. Für die Beziehungen der verschiedenen Maße und Gewichte zueinander ergaben sich aus dem benutzten archivalischen Material Aufschlüsse. Die Ergebnisse sind in beigefügten Tabellen (S. 67 ff.) übersichtlich dargelegt. Bemerkt sei, daß für die Größe des wie die Schuppose einer Viertelhufe gleichzusetzenden lunagium oder Mentag bestimmte Angaben beigebracht werden konnten (S. 34 ff.). In Ergänzung der rein metrologischen Untersuchungen behandelt der zweite Hauptabschnitt die „Aufsicht über Maß und Gewicht", für die es freilich bis zur zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts an Nachrichten aus Basel fehlt (S. 43). Damals lag „die ausschließliche Regelung von Maß und Gewicht in den Händen des Bischofs"; „um das Jahr 1300 suchte das aufstrebende Bürgertum einen Anteil an der Maß- und Gewichtspolizei zu erringen" (S. 45), und „mit dem Beginn des 15. Jahrhunderts befand sich die Stadt im gänzlichen Besitz des Maß- und Gewichtswesens". Das „Gefecht" auszuüben wurde jedoch den Zünften überlassen; nur behielt der Rat wichtige Befugnisse für sich, so die Verfügung über die Getreidemaße, die Regelung des Salzmaßes und die Fronwage. Beachtenswert erscheint die zu Anfang (S. 44) aufgestellte Ansicht, daß „von einer grundsätzlichen Behörde über Maß und Gewicht" nicht zu reden sei; „derjenige, der in der Stadt die meiste Gewalt besaß, dem an einem geordneten Verkehr auf seinem Markt gelegen sein mußte, und dem auch die nötigen Machtmittel zu Gebote standen, die Ordnung durch-

zuführen, der übernahm auch die Regelung von Maß und Gewicht". Metrologische Spezialuntersuchungen wie die vorliegende, in neuerer Zeit nicht gerade häufig angestellt, sind jedenfalls unentbehrlich, um die quantitative Seite der Wirtschaftsgeschichte aufzuklären.

Zürich. G. Caro.

Arturo Segre, I dispacci di Cristoforo da Piacenza (1371 bis 1383), Firenze 1909.

Im ersten Bande seiner Geschichte der Päpste (5. Aufl., S. 786, Nr. 10—12, vgl. auch dessen ungedr. Akten S. 1 ff.) veröffentlichte L. Pastor vier Schreiben des Christophorus von Piacenza an Ludwig II. de Gonzaga, Herrn von Mantua, aus dem Jahre 1378 und bemerkte dazu: „Weitere historisch wichtige Briefe von Christophorus von Piacenza finden sich leider in dem Mantuaner Archive nicht." Und nun ersehen wir aus der vorliegenden Publikation von Arturo Segre, daß doch noch eine beträchtliche Anzahl von Briefen aus den Jahren 1371 bis 1383 dort geborgen lag, die von dem gleichen Urheber, der als Prokurator der Herzöge von Mantua an der Kurie weilte, herrühren und ihrem Inhalte nach für die Geschichte der einzelnen Staaten und ihrer Beziehungen zum apostolischen Stuhl von höchstem Interesse sind. Eine Durchsicht der ganzen Sammlung zeigt, daß wir hier eine der geschichtlich bedeutsamsten diplomatischen Korrespondenzen jener Zeit vor uns haben. Alle großen Ereignisse jener Tage ziehen an uns vorüber. Der Kampf der Kurie mit den Visconti, die Rückreise Gregors XI. nach Rom, der Krieg der acht Heiligen, der 100jährige Krieg, die Ereignisse in Sizilien und die Stellung Johannas von Anjou zum apostolischen Stuhl, die Expedition Ludwigs von Anjou, nur kurz allerdings die Begebenheiten des großen Schismas. Daneben eine Reihe kleiner Detailschilderungen und Notizen über einzelne Begebenheiten an und außerhalb der Kurie, dann wieder jeweils die neuesten Nachrichten über die großen Tagesereignisse, die Beziehungen der einzelnen Staaten zueinander, das Eintreffen von Gesandtschaften und Prokuratoren von den verschiedensten Höfen am Sitze der Kurie. Zwischenhinein lernen wir das Leben und Treiben an der Kurie kennen, sehen den Prokurator selbst bald bei kurialen Beamten, bald bei Kardinälen, hören seine Referate vor dem Papst und dessen Antwort und werden zugleich an einzelnen Stellen unmittelbar in den Geschäftsgang an der Kurie bei Erteilung von Antworten, Bewilligung von Gesuchen eingeweiht. Zugleich gibt Christophorus eine Reihe treffender Charakteristiken der einzelnen Persönlichkeiten, und selbst wenn er ausdrücklich sagt, er habe heute nicht viel Neues zu berichten, erfahren wir die interessantesten Dinge.

Ich muß es mir versagen, auf alle Einzelheiten näher einzugehen, möchte aber doch nicht unterlassen, auf einige Punkte hinzuweisen.

Zum 25. Dez. 1373 erfahren wir, daß der Papst beabsichtigt, beim nächsten Konsistorium den Kreuzzug gegen Galeazzo und Bernabo

Visconti zu predigen; am 22. Februar ist dies bereits geschehen (Nr. 6). Der Papst veranstaltet nun zur Durchführung seines Unternehmens eine Kollekte unter den Kardinälen „que ascendit ad quantitatem 150000 franchorum, et iam soluta libenter est.“ Der Kardinal Guillelmus gibt allein 20000 fr., „et sic successive omnes solverunt“. Auch die Prälaten und Beamten an der Kurie müssen beisteuern: Der Erzbischof von Nicosia „qui venerat ad curiam causa cardinalatus“ zahlt allein 25000 fr., andere folgen ihm. Die Skriptoren bringen 2000 fr. zusammen. „Ultra hoc imposuit aliam collectam omnibus clericis Allamanie et totius mondi, Italia excepta, que ascendit ad sommam trium millionum franchorum, et ultra hoc ordinatum est, quod guerra durante omnes prelati, qui sunt in casa, ultra numerum mille florenorum solvant quartam partem fructuum annuatim.“ Außer diesen Sammlungen ist im gleichen Schreiben noch die Rede von einem Subsidium charitativum, das der Papst „aliquibus prelatis habentibus pecuniam“ auferlegt habe. Der Erzbischof von Nicosia zahlte zu der angeführten Summe noch weitere 60000 fr., die 100 Skriptoren je 100 fr. „Omnibus officialibus domini nostri fecit retineri pagas suas de tribus mensibus, qui ascendunt numero XX milia florenorum.“ In acht Tagen war das Geld beisammen. Auffallen müssen in beiden Fällen die hohen Summen und dementsprechend der Reichtum der Prälaten, demgegenüber aber auch die hohen Beiträge, ein Zeichen, daß es an der Kurie damals wie zur Zeit Johannes XXII., für dessen Pontifikat ich ähnliche freiwillige Beiträge der Kardinäle und Prälaten in meinem Kammerbande festgestellt habe, nicht an Opferwilligkeit fehlte. Interessant wäre es nun, die Richtigkeit dieser Zahlen aus den Archivalien nachzuweisen. Hier müßte der von K. Müller (Ztschr. f. Kgesch. II, 1 ff.) publizierte Bericht des Bernhardus Mathesii, vor allem aber das Material des Vatikanischen Archivs, das gerade für den Pontifikat Gregors XI. sehr gut erhalten ist, herangezogen werden. — Wie gerne wäre man für solche Feststellungen wieder an der Quelle! Man kommt sich da immer wie ein Verbannter vor. — Mit den Rüstungen gegen die Visconti beschäftigen sich vorwiegend die folgenden Briefe. Bald hören wir, daß Bernabo Gesandte schickt, „qui totis viribus anelant ad pacem“ (9 u. 10). Wir erfahren Näheres über die Verhandlungen, aber die Sache zieht sich noch immer hin. „Diese verfluchten Mailänder“, sagt ein hoher Herr zu Christoforo. „Wäre dieser Krieg nicht, so würde der Papst seine Aufmerksamkeit auf den Türkenkrieg richten.“

Daß der Papst ernsthaft einen Türkenkrieg plante, ersehen wir aus Nr. 17 (1375 Nov. 22). Damals wurden auch die Gesandten von Mailand an der Kurie erwartet. Kaum war der Friede mit den Visconti zustande gekommen, da begannen die Verwicklungen mit Florenz, der Krieg der acht Heiligen. Auch hier werden wir über die Vorgänge aufs genaueste orientiert. Bemerkenswert ist das Urteil, das der Papst in Nr. 19 über die Florentiner fällt. „Credo, quod in toto mondo non regnant duo pecata magis abominabilia quam in Florentinis. Primum est de usuris et infidelitatibus ipsorum, secundum est ita aboeminabile (sic), quod non audeo exprimere.“ Die Pisaner suchen den Frieden zwischen dem Papst und den Florentinern zu vermitteln, unter anderem

mit der Begründung: „concordia parvae res crescunt." Darauf erwidert der Papst: „Sum Christi vicarius in terris, qui semper pacem dilexit, ego similiter pacem apetere debeo cum illis, qui sunt contriti corde, non cum aliis . . . omnibus parcere fateor, dummodo restituantur male ablata, alias nihil facere possum." In Nr. 23 (1376 Sept. 7) heißt es: „Ambasciatores Florentie hic fuerunt et steterunt bene LX diebus, sed papa noluit audire eos." Am 17. April 1377 (24) berichtet der Prokurator von der Prorogatio der Processus gegen die Florentiner; am 15. Nov. von neuen Prozessen, desgleichen am 31. Dezember. Zum 28. März erwähnt Christoforo den Tod des Papstes. Es folgen die drei über Urban VI. schon von L. Pastor publizierten Briefe mit der interessanten Charakteristik des neuen Papstes. Sie sind besonders auch deshalb wichtig, weil sie uns über die anfängliche Stimmung an der Kurie über die Wahl des Papstes orientieren. Schon erfahren wir über die Anfänge des Zwistes. „Quid fiat ignoro, „meint Christoforo, doch „speratur quod omnia sedabantur." Auch auf den Abschluß des Friedens mit den Florentinern in Tivoli, worüber wir uns aus anderen Quellen ausführlicher orientieren können, wird angespielt. Die letzten Briefe sind nicht mehr so interessant wie die früheren. Doch erhalten wir noch manche Einzelangaben, auch über das Schima. So schreibt Christoforus zum 20. Februar 1379: „Nova de antipapa et cardinalibus Fundensibus sunt ista. Nam uti hic est fama veridica, sunt in magna paupertate et nullus est ibi. Antipapa est infirmus, et dicitur, quod sit ydropicus. Scio etiam vobis dicere quod, nisi fuisset regina, iam cognovissent ipsorum errores, sed in brevi spero quod cognoscent." Leider eine vergebliche Hoffnung. Zum 26. Juli 1380 wird über eine Krankheit Urbans VI. berichtet: „Est infirmus tali infirmitate, quod medici modicum sperabant de ipsius salute. Nam patitur dolores magnos in ventre, iam est mensis cum dimidio, patitur in stomaco, quandoque febricitat. Flusum ventris habet . . . sed a modico tempore citra dolores cessarunt et flusus."

Ausführlich berichtet Christoforo über die Rückkehr Gregors XI. nach Rom. Wir erhalten hier manche Ergänzungen zu der Publikation von Kirsch und können genau verfolgen, wie der Plan allmählich im Papste reift. So schreibt Christoforo am 6. September 1374: „Nova occurentia in curia sunt ista. Nam ut sentio, dominus noster papa disponit se ad faciendum transitum in isto vere ad partes Italie. Hic est publica vox et fama." Zwei Gründe seien für ihn ausschlaggebend: „Prima est, quod quia dominus noster pessime stat cum rege Franchorum. Nam rex vellet impossibilia. Secunda est propter regem Ungarie. Nam rex Ungarie multum afficit regno Sicilie et regina libere post eius mortem disponit regnum in manibus ecclesie." Als dritter Grund könnte vielleicht noch gelten die „destructio illorum de Mediolano". Der Papst ist am 7. November 1374 in seinem Entschlusse fester als je. Schon schicken die Kardinäle nach Rom, um ihre dortigen Häuser reparieren zu lassen (Nr. 11). Über Vorbereitungen zur Reise wird bereits am 11. Februar berichtet. „Immediate post pascha resurrectionis d. papa, ut audio, revertetur." Doch die Reise wird noch verzögert (Nr. 15). Zum 22. November 1375 schreibt Christoforo: „Domi-

nus papa dicit publice quod in prima die mensis madii erit in itinere... Sed nescio, quid loquar, quoniam non video aliquem (sic) preparamentum adhuc fieri in palatio... nisi quod libri et iura camere regestrantur in magna frequentia, et quasi regestrati sunt. Et ultra hoc fiunt multa mataracia." Am 7. September 1376 (22, vgl. auch 21) kann er endlich berichten, daß die Abreise am 14. erfolge, was tatsächlich auch geschah. Sehr ausführlich wird die Reise in Nr. 23 (auch von Pastor publ., Ungedr. Akten 1—4) beschrieben. Zum 15. November 1377 heißt es: „Dominus noster papa die VII mensis presentis intravit urbem et a Romanis gratanter et cum maximo honore receptus." —

Wenige, aber zum Teil recht wertvolle Notizen enthält die Korrespondenz zur deutschen Geschichte.

In Nr. 6 (1373 Februar 22) wird erzählt, der nach Deutschland zur Publizierung der processus gegen die Visconti entsandte Patriarch von Alexandrien sei mit Briefen des Kaisers, der Markgrafen von Meißen und Brandenburg zurückgekehrt. Auch über die Herzoge Leopold und Albrecht von Österreich wird berichtet. In Nr. 12 begegnen wir den in italienischen Diensten stehenden deutschen Söldnerführern Konrad Wittinger und Bertold Münich, die beide sich Bernabo zur Verfügung gestellt hatten. Zum 31. Dezember 1375 (Nr. 18) erfahren wir, daß die „societates, que erant in partibus Allemanie" (die „grandes compagnies" während des 100jährigen Krieges, die auch nach Deutschland vordrangen) sich auf zwei Jahre „habita absolutione" dem Papst um 100 000 fl. zum Dienste angeboten hätten. „Papa vero misit unum de clericis camere ad ipsos." Am 31. Dezember 1376 wird berichtet: „Ambasciatores Imperatoris hodie huc aplicuerunt." Hochinteressant ist der Bericht in Nr. 35 (1379 Juli 16) über die kaiserlichen Gesandten, „qui portarunt literas credencie domino nostro et Romano populo et pridie accesserunt ad Capitolium et fecerunt convocari officiales Urbis et certos alios viros et ibi coram eis fecerunt legi litteras, quae dirigebantur populo Romano." Sie teilen die Wahl Wenzels mit, der Urban VI. als Papst anerkenne. Letzterer habe Wenzel ein Approbationsschreiben geschickt und erwarte dessen Ankunft in Rom zur Kaiserkrönung; der König sei bereit, ein Subsidium dem Papste zu schicken; er beabsichtige, zur Krönung zu kommen. In Nr. 39 (1380 Mai 21) ist von der Ankunft des Herzogs von Bayern, Stephans III. von Wittelsbach, in Rom die Rede; er war Schwiegersohn Bernabos. Zum 4. Juli 1381 (Nr. 42) wird berichtet, die Gesandten des römischen Königs kündigten dessen Ankunft noch vor Ablauf des September an. In Nr. 41 lesen wir: „Rex Romanorum est in tractatu dandi sororem regi Anglie."

Wenig Ausbeute bieten die Briefe für die päpstliche Finanzgeschichte. Auf die großen Sammlungen Gregors XI. gegen die Visconti wurde bereits hingewiesen. Am 15. Mai 1376 berichtet der Prokurator: „Ultra hoc facta est quedam bulla, in qua vult habere primos reditus omnium beneficiorum" (Annatenauflage). In Nr. 13 lesen wir: „Magna penuria bladi hic est: Nam salmata frumenti, que ponderat circa 372 libras, valet 10 florenos, buta seu veges 9, capa 6, corbium Bononiense

valet flor. 16 vel 24, currus lignorum valet flor. 2, bonum forum carnum habemus; aer est sanissimus.“ Ähnlich in Nr. 26 und 37. In Nr. 75 heißt es: „In dicta civitate bonum forum habemus de vino. Salmata grani valet 5 florenos; carnes et ligna sunt cara.“

Doch genug. Ich habe obige Angaben aus der reichhaltigen Sammlung nicht bloß wegen der hohen Bedeutung der einzelnen Briefe angeführt, sondern auch deshalb, weil kein Mensch dies aus dem Titel des Buches vermuten würde. Der Herausgeber hat auf eine ausführliche Einleitung verzichtet; seine Vorbemerkungen umfassen nicht einmal drei Seiten. Dagegen hat er den Urkunden einen reichen Kommentar beigegeben, der an einzelnen Stellen noch ergänzt werden könnte. Im Anhang folgen drei Urkunden, die nicht von Christoforo herrühren. Zu beanstanden ist, daß dem Buche mit seinen zahlreichen Angaben und Berichten kein Orts- und Namensverzeichnis beigegeben ist. Doch dürfen wir auch ohne dies dem Herausgeber für seine Arbeit danken und ihn zu seinem glänzenden Fund beglückwünschen.

Freiburg i. B. E. Göller.

Mathijs P. Rooseboom, M. A. D. Litt., The Scottish Staple in the Netherlands. (An account of the trade relations between Scotland and the Low Countries from 1292 till 1676, with a calendar of illustrative documents.) The Hague, Martinus Nijhoff, 1910, XIV u. 237 S. CCXLVI (documents, index). 8°.

Rasch nacheinander sind über die bis dahin wenig bekannten Handelsbeziehungen Schottlands zu den Niederlanden im Mittelalter zwei umfangreiche Arbeiten in englischer Sprache erschienen. Die eine wurde von dem verstorbenen Professor John Davidson entworfen und von Dr. Alexander Gray vollendet[1]), die zweite ist das Werk eines jungen holländischen Historikers, der seine Ausbildung zum guten Teil der Universität in Edinburgh verdankt. Beide Schriften sind augenscheinlich ganz unabhängig voneinander entstanden und stellen sich als Hauptaufgabe, die Geschicke des schottischen Stapels in Veere, dem heute fast vergessenen, früher aber im nordwesteuropäischen Verkehrsleben eine beträchtliche Rolle spielenden Hafen Seelands zu schildern. Nach allgemein gehaltenen Betrachtungen über Natur und Genesis des schottischen Außenhandels in der Vergangenheit gibt uns das Buch von Davidson und Gray einen klaren Überblick über die Geschichte des Stapels in den Niederlanden. Diesen Ausführungen folgt eine Darstellung der Stapelorganisation. Wir lernen die Pflichten und Amtsbefugnisse des Stapelkonservators kennen, wir übersehen das Arbeitsfeld der Faktoren und erhalten Mitteilungen über das „Conciergery House“ der Schotten in Veere.

---

1) J. Davidson and A. Gray, The Scottisch Staple at Veere, London 1909. Longmans, Green and Co.

Baut GRAY — denn ihm gebührt zweifellos der Löwenanteil an dem dicken Bande — seine Arbeit vornehmlich auf gedrucktem Material auf, so hat ROOSEBOOM umfassende Quellenstudien in den Archiven von Edinburgh, London, Lille, Brügge, Gent, Antwerpen, Middelburg, Veere, Dordrecht, Rotterdam und Haag angestellt. Mit größter Ausführlichkeit erzählt er uns die ziemlich eintönige Geschichte der politischen und kommerziellen Beziehungen zwischen Schottland und den Niederlanden in dem Zeitraum von 1292—1676. Gegen Ausgang des 13. Jahrhunderts erschienen die Schotten zuerst in Brügge, das bis 1500 etwa ihr Stapelplatz blieb. Dann bewarben sich Antwerpen, Middelburg und Veere um den schottischen Handel. Infolge der günstigen Bedingungen, die Maximilian von Burgund, Lord von Veere den Kaufleuten Schottlands bot, erhielt der Hafen Walcherens 1541 den Vorzug. Wiederholt versuchte Middelburg, eine Verlegung des Stapels in seine Mauern durchzusetzen. Veere wusste ihn gegen alle Anfechtungen zu behaupten, wenn auch die niederländischen Wirren 1572 die Schotten für 6 Jahre nach Brügge vertrieben. Als 1581 das Marquisat von Veere in die Hände der Oranier überging, fand die Stadt bei ihnen treue Unterstützung. GRAY und ROOSEBOOM bezeichnen die Periode um 1612 als den Höhepunkt des schottischen Stapels in Veere. Mit dem Ausbruch der niederländisch-englischen Seekriege begann der eigentliche Niedergang. Wiederum nötigten Kriegsunruhen Schottlands Kaufleute zum Verlassen des Hafens. Sie suchten 1668 ihr Heil bei den Bürgern von Dordrecht. Schon 1675 ward der Stapel nach Veere zurückverlegt, aber seine Blüte war dahin, und mit Recht bemerkt ROOSEBOOM „the reinstallation of the Staple within her walls (Veere) was more a matter of theory than of practice“. Zu bedeuten hatte der Stapel von nun an nichts mehr. Er fristete während des 18. Jahrhunderts noch ein kümmerliches Dasein und erlosch am 1. Dezember 1799 vollständig. Nach dem Frieden von Amiens dachte man gelegentlich daran, den Veerer Stapel wieder aufleben zu lassen. Doch seine Zeit war endgültig vorüber, mehr und mehr zog Rotterdam den schottischen Handel an sich. Als letzte Erinnerung an die alte Institution blieb nur der inhaltlose Titel des „Lord Conservator of the Scottish privileges in the Low Countries“ bis 1847 bestehen.

Vergleicht man die Arbeiten von GRAY und ROOSEBOOM miteinander, so wird sofort ersichtlich, daß der ersteren die Palme gebührt. Es ist ROOSEBOOM trotz anzuerkennenden Fleißes nicht gelungen, ein klares Bild des Veerer Stapels aus den Aktenmassen herauszuziehen, und ebensowenig bedeutet seine Schrift einen Fortschritt gegenüber der vortrefflichen Leistung GRAYS. Schuld daran trägt vor allem die unglückselige Art der Darstellung, die R. als die „documentary, chronological and historical method adopted by myself“ bezeichnet, die auf Anordnung des Stoffes nach großen Gesichtspunkten verzichtet und uns in ermüdendster Breite nur die äußere Geschichte der schottisch-niederländischen Beziehungen vorführt, sodann aber das Unvermögen des Verfassers, Herr des gewaltigen Materials zu werden und Spreu vom Weizen zu unterscheiden. Der historischen Forschung hat GRAY durch seine systematische, übersichtliche Behandlung des

Stoffes jedenfalls einen grösseren Dienst erwiesen als ROOSEBOOM mit seinen langatmigen und oft recht unwesentlichen Ausführungen. Hätte R. nach dem Erscheinen des DAVIDSON und GRAYschen Werkes seine Darstellung umgearbeitet und die Feststellungen der Vorgänger durch seine archivalischen Funde erweitert und vertieft, dann wäre ihm der Preis, das beste Buch über den Gegenstand geliefert zu haben, unzweifelhaft zugefallen.

Auch sonst weist ROOSEBOOMS Arbeit mehrfache Mängel auf. Die bibliographischen Angaben sind unvollständig und nicht immer zuverlässig. So wird z. B. BLOKS Geschiedenis van het Nederlandsche volk kurzweg als Vaderlandsche Geschiedenis angeführt. Ferner fehlt eine Übersicht über den Inhalt der einzelnen Kapitel, welche die Handhabung des umständlichen Buches wesentlich erleichtert hätte. Zur raschen Orientierung wäre es ratsam gewesen, den im Anhang publizierten Dokumenten (176 Nummern) ein Verzeichnis beizugeben. Die Aufnahme von Stücken aus dem Groot Charter Boek von VAN MIERIS geschah wohl mit Rücksicht auf die englischen Leser, denen R. ein möglichst vollständiges Material an Hand geben wollte.

Wenn man bedenkt, daß es sich bei dieser Arbeit um ein Erstlingswerk auf einem bis dahin kaum erschlossenen und mühevoll zu bestellenden Boden handelt, fallen die gerügten Mängel weniger ins Gewicht. Dazu kommt der ungünstige Moment des Erscheinens von ROOSEBOOMS Buch. Einige Monate vorher hatten DAVIDSON und GRAY ihre Untersuchungen veröffentlicht, die gleichsam den Rahm von der Milch abschöpften.

Die allbekannte holländische Verlegerfirma Martinus Nyhoff im Haag hat ROOSEBOOMS Arbeit in prächtigem Gewande herausgegeben. Druck und Papier befriedigen auch die verwöhntesten Ansprüche, dabei ist der fast 500 Seiten starke Band federleicht. Schade, daß Inhalt und Ausstattung nicht gleichwertig sind.

Heidelberg. HERMANN WÄTJEN.

Württembergische ländliche Rechtsquellen. Herausg. von der K. Württ. Kommission für Landesgeschichte. Erster Band. Die östlichen schwäbischen Landesteile. Bearbeitet von F. WINTTERLIN. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1910. 16 und 880 S.

Mit diesem Band eröffnet die Württembergische Historische Kommission eine bedeutungsvolle Edition. Ursprünglich war sie als Weistümeredition gedacht; als ich als Tübinger Dozent in der Kommission den Antrag stellte, auf den sie zurückgeht, schwebte mir lediglich eine Ausgabe von Weistümern vor. Es ergab sich aber bei weiteren Nachforschungen, daß im Schwäbischen die Zahl der Weistümer im eigentlichen Sinn bei weitem zurücksteht hinter der von andersartigen Aufzeichnungen ländlichen Rechts, und speziell in dem Gebiet, dem dieser erste Band gewidmet ist, finden sich eigentliche Weistümer nicht. Der Unterschied zwischen den verschiedenen Formen ist keineswegs gleich-

gültig; man hat in dem Weistum nicht ganz ohne Grund einen besonderen Schutz des Bauernstandes gesehen[1]). Indessen haben Weistümer und Dorfordnungen doch so viel Gemeinsames, daß sie in einer Edition vereinigt werden können. Beachtung verdient, daß die Dorfordnungen ebenso jährlich in der Gemeindeversammlung verlesen werden wie in späterer Zeit die Weistümer.

Die Edition macht ein großes, ungedrucktes Material zugänglich. Man kann versichert sein, daß es zuverlässig ediert ist. Wir wollen auch der trefflichen Ausstattung, namentlich des angenehmen Drucks, gedenken, der in wohltuendem Gegensatz gegen die sehr kleinen Lettern der im übrigen so lobenswerten österreichischen Weistümeredition steht. Die Forschung wird sich der neu erschlossenen Quelle mit größtem Nutzen bemächtigen.

Die in dem vorliegenden Band vereinigten Stücke gehören zum größeren Teil dem 16.—18. Jahrhundert an. Eine beträchtliche Zahl stammt aber auch aus dem 15., und einzelne reichen sogar in das 14. Jahrhundert.

In der Einleitung S. 8 verweist W. für den Satz, daß es in dem hier in Betracht kommenden Gebiet außerhalb der Dorfgemeindewälder keine genossenschaftlichen Waldungen gegeben habe, auf Meitzen, Siedelung und Agrarwesen I, S. 475. Zur Korrektur von dessen Ausführungen möchte ich an meinen Artikel „Allmende und Markgenossenschaft“ in unserer Zeitschrift Jahrgang 1903, S. 120 ff. und an die Mitteilungen von Hartmann ebenda S. 628, Anm. 2 erinnern. Wenn Markenweistümer fehlen, so ist es damit doch vereinbar, daß mehrere Dörfer an einem Wald oder Weidebezirk gemeinschaftlich Nutzungsrechte haben (vielleicht unter stärkerer Beteiligung eines Grundherrn). Wünschenswert wäre es, daß die abgedruckten Aufzeichnungen, wie es bei den rheinischen Weistümern in der Ausgabe von Lörsch geschehen ist, Paragrapheneinteilung erhielten. Ferner möchte ich zur Erwägung stellen, ob nicht den einzelnen Stücken, die doch fast sämtlich eine ansehnliche Länge haben, eine kurze Inhaltsangabe (im Anschluß an die Paragraphierung) vorausgeschickt werden sollte. Ich habe schon bei anderer Gelegenheit bemerkt, daß es sich empfehlen dürfte, diese Sitte, die von allen guten Editionen von Aktenstücken des 16. und 17. Jahrhunderts beobachtet wird, auf die mittelalterlichen Aktenpublikationen, soweit es sich um längere Stücke handelt, zu übertragen. Dankenswert ist das beigegebene Register. Doch scheint es mir nicht ganz auszureichen. Es sind nicht alle Worte, von denen man es erwartet, aufgenommen und bei denen, die Aufnahme gefunden haben, nicht alle Stellen, an denen sie vorkommen, notiert. Gewiß muß hier dem Herausgeber ein gewisser Spielraum gelassen werden. Aber der Benutzer wird doch etwas mehr verlangen, als W. geboten hat. Das Sachregister in den österreichischen Weistümern ist ergiebiger, und noch mehr können die Register in der Lörschschen Edition der

---

1) Vgl. darüber mein „Territorium und Stadt“, S. 14. Es ist in dieser Hinsicht wichtig, darauf hinzuweisen, daß nicht bloß dem Nordosten Deutschlands Weistümer fehlen.

rheinischen Weistümer als Vorbild dienen. Auch der idealen Register des mecklenburgischen Urkundenbuchs wollen wir gedenken.

P. S. Nachträglich kommt mir K. Frey, Wollmatingen, Beiträge zur Rechts- und Wirtschaftsgeschichte eines alamannischen Dorfes (Deutschrechtliche Beiträge, herausgegeben von K. Beyerle, V, 2, Heidelberg 1910), zu. Auch diese Arbeit liefert einen Beitrag zur Widerlegung der Ansicht Meitzens.

Freiburg i. B. G. v. Below.

Dr. Eduard Schulte, Das Gewerberecht der deutschen Weistümer. (Deutschrechtliche Beiträge, herausg. von K. Beyerle, Band III, Heft 4.) Heidelberg, C. Winter, 1909.

Es ist ein glücklicher Gedanke der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät zu Münster gewesen, die dorflichen Weistümer in ihren Beziehungen zum deutschen Gewerberecht zur Diskussion zu stellen und als akademische Preisarbeit das Gewerberecht der Weistümer nach den beiden Hauptquellengebieten, der Grimmschen Weistümersammlung und der von der Wiener Akademie der Wissenschaften herausgegebenen Sammlung österreichischer Weistümer, zu Themen zu wählen.

Eine im Verfolg dieser Themenausschreibung eingereichte preisgekrönte Arbeit ist die vorliegende Schrift. Die Entstehung des Beitrages wird ein grundsätzliches Bedenken, das gegen die stoffliche Abgrenzung desselben füglich erhoben werden muß, erklären und teilweise rechtfertigen. Mag für die didaktischen Zwecke der Begrenzung des Darstellungsgebietes auf die hauptsächlichsten Editionen wohl das Wort zu reden sein, für die wissenschaftliche Begründung des gemeinsam deutschen dorflichen Gewerberechtes muß die innere Zusammengehörigkeit aller dorflichen Rechtsweisungen mit Nachdruck betont werden. Insbesondere sind die Grimmsche und österreichische Weistümersammlung nicht gegensätzlicher Natur, sondern vereinigen vielfach örtlich und nach Stammesart verwandte, ja zuweilen sogar die nämlichen Rechtsweisungen. Der Verfasser scheint dies wissenschaftliche Erfordernis auch gefühlt zu haben und trachtete demselben durch Umarbeitung seiner Preisschrift, Ausdehnung des Quellengebietes auf alle Weistümersammlungen mit Ausnahme der österreichischen Edition, die eine separate Bearbeitung eines andern Autors fand, nachzukommen.

Die Gliederung des Stoffes will vor allem dem Wirtschaftshistoriker entgegenkommen. Nicht rechtliche Gesichtspunkte, sondern die wirtschaftliche Verwandtschaft der Betriebe war für die Anordnung des Stoffes maßgebend. So kommen der Reihe nach die Gewerbe der Nahrungs- und Genußmittel, die Bekleidungsgewerbe, die Gewerbe der Gerätschaften und des Baues, die Industrien der forstwirtschaftlichen Nebenprodukte, der Steine und Erden zur Besprechung. Inhaltlich verfolgt Verfasser jedoch nicht wirtschaftstheoretische, sondern rechtlich belangreiche Fragen. Aus diesem Grunde wäre unseres Erachtens

wohl auch für die Anordnung des Stoffes eine nähere Aneinanderrückung der rechtlich verwandten Gewerbeverhältnisse, wie sie etwa die Mühle, die Bäckerei und die Schmiede aufweisen, vorzuziehen gewesen.

Um alle grundsätzlichen Bedenken gegen den im übrigen sehr begrüßenswerten Beitrag vorweg auszusprechen, sei auch darauf hingewiesen, daß die späten neuzeitlichen Weistümer — wenn sich auch in jüngeren Fassungen oft ein unverkennbarer Anklang an Altüberkommenes erkennen lässt — nur mit großer Vorsicht zur Beurteilung der ursprünglichen deutschen dorflichen Gewerbeverhältnisse herangezogen werden können, und daß dort, wo etwa die Konzessionierung der Mühlen und Backhausanlagen in Frage kommt (vgl. p. 357 n. 1 und p. 390), ein spätes Datum der Fassung des Weistumes schon das Resultat einer mit den ursprünglichen Verhältnissen nicht zusammenhängenden Entwicklung zu zeigen scheint.

Wie schon hervorgehoben, sind es durchweg rechtliche Gesichtspunkte, welchen der Verfasser bei der Darstellung folgt; er beantwortet aus dem ihm vorliegenden Weistümermaterial die Fragen nach der rechtlichen Zugehörigkeit der gewerblichen Anlage nach der rechtlichen Stellung des Gewerbetreibenden und nach der Rechtslage des Gewerbebetriebes selbst. Die Sorgfalt bei Behandlung der Quellentexte sei als ein Vorzug der Schrift hier gerne hervorgehoben.

In allen Belangen nimmt die Mühle nach Zahl und Ausführlichkeit der Weistümerbelege die erste Stelle ein. Doch gewinnt das über die Mühle in den Weistümern Gesagte auch für das Bäcker- und Schmiedegewerbe Bedeutung, da zwischen diesen drei Gewerben eine starke Analogie obwaltet. So lassen sich die Schlüsse, die der Verfasser aus den Quellenbelegen über die persönliche Stellung des Müllers zieht (p. 368 f.), durch die Verwandtschaft der Nachrichten über die Bäckerei und Schmiede (p. 396 und p. 431) stützen. Der Verfasser hebt — im Gegensatz zu v. Inama-Sternegg — die grundsätzliche persönliche Freiheit der Berufe hervor und sieht den Grund der Abhängigkeit lediglich im Vertragsverhältnisse zu den Eigentümern der gewerblichen Anlage. Das Schwören des Müllers wird man hierbei allerdings nicht mit den eingegangenen Vertragsbedingungen in Verbindung bringen können, vielmehr wird man hierin, wie uns städtische Statutarrechte lehren, einen Hinweis auf den seitens der Müller bei Antritt ihres Betriebes geleisteten Eid auf treue Ausübung zu erblicken haben.

Die Gleichartigkeit der rechtlichen und auch wirtschaftlichen Stellung der drei Betriebe, der Mühle, des Backhauses und der Schmiede, spricht auch aus ihrem allenthalben in den Weistümern sich äußernden gemeinnützigen Charakter. Ebenso analog ist bei Mühle und Backhaus Friede und Bannrecht gestaltet. Bei der Schmiede treten Sonderfriede und Bannrecht zurück.

Gegenüber Mühle, Backhaus und Schmiede spielen die übrigen Gewerbe in den Weistümern eine bei weitem geringere Rolle, doch kann hieraus, wie auch der Verfasser hervorhebt, nicht immer auf ein tatsächliches Zurücktreten im dorflichen Leben geschlossen werden, vielmehr mag sich oft die Spärlichkeit der Weistümernachrichten aus der Genesis dieser Rechtsquelle erklären: die Weistümer lassen Be-

kanntes, nicht zur Festlegung Anlaßgebendes außer Betracht. Mit Recht bringt so der Verfasser die Mangelhaftigkeit der Weistümerberichte über die Metzgerei (p. 402) mit der Verbreitung der Eigenschlachtung in Zusammenhang.

Auch über die Brauerei sagen die Weistümer nicht allzuviel. Auffällig ist immerhin die mangelnde Ausgestaltung eines Braubannrechtes. Im Verhältnisse zu der nicht zurückhaltenden Erwähnung des Mühlenbannes und im Zusammenhalte mit der Spärlichkeit der Nachrichten über grundherrliche Brauanlagen liegt hierin in der Tat ein Argument für das Zurücktreten der Grundherrlichkeit und für Geltung und Übung der übrigens zahlreich belegten Braufreiheit.

Bezüglich der Gewerbe der Köhler, Zimmerleute, Wagner und Brettschneider hebt der Verfasser zutreffend den engen Zusammenhang der einschlägigen Weistümerstellen mit der Festlegung der Holzbezugsrechte und dadurch mit dem Forstrechte hervor.

Wenn sonach auch das Bild, das uns die Weistümer geben, kein geschlossenes ist, so bietet die hier angezeigte Schrift doch einen sehr interessanten Einblick in das dorfliche Gewerbeleben des Mittelalters und verdient als neuer Versuch, diese unsere ursprünglichste deutsche Rechtsquelle innerlich zu verarbeiten, alle Beachtung.

Prag. OTTO PETERKA.

GROTOWSKI ŻELISŁAW, Rozwójzakładów dobroczynnych w Warczawie. Warschau, Verlag E. Wende & Co., 1910. gr. 8⁰. 264 S.

Das Werk behandelt die „Entwicklung der Wohlfahrtseinrichtungen in Warschau“ bis zum Jahre 1905. Die Aufgabe, die der Verfasser sich stellt, ist sozialpolitischer Art: Unter ausgiebiger Verwertung des einschlägigen Aktenmaterials und der darüber veröffentlichten Literatur soll auf der Basis einer weit in die Vergangenheit zurückgreifenden Übersicht die Bahn für neue, zeitgemäße Reformvorschläge frei gemacht werden. So wertvoll deshalb auch die historischen Partien des Buches sind, und so viel interessantes und zum Teil neues Material sie bieten, — eine bis ins einzelne vordringende, rein wissenschaftlichen Zwecken dienende Darstellung darf man hier nicht erwarten.

Der Verfasser teilt die Zeit der Entwicklung, die er darzustellen gedenkt, in vier Abschnitte: Ausgehend von der Errichtung des ersten Armenspitals in Polen (Ende des 12. bzw. Anfang des 13. Jahrh.), kennzeichnet er zunächst (S. 11—58) in einer etwas summarischen Form die Entfaltung des polnischen Armenwesens bis zur Gründung einer staatlichen Zentralkommission im Jahre 1758. Die staatliche Fürsorge beschränkt sich in dieser Zeit auf die Ausstellung von Erektionsurkunden und Privilegien für die durch Private gegründeten Anstalten. Wo sie, wie gegen Ende des 15. Jahrhunderts, einen mehr aktiven Charakter annimmt, zeigt sie nur ein Interesse an der Aufgabe, dem überhandnehmenden Bettelwesen zu steuern, während die eigentliche Wohlfahrtspflege nach wie vor in den Händen der Geistlichkeit und privater

Vereinigungen verbleibt. Es werden Bruderschaften gegründet, die in erster Linie die Not der bedürftigen Alten zu lindern suchen. Erst in zweiter Reihe beschäftigen sie sich auch mit Krankenpflege und mit der Fürsorge für Waisenkinder. Um die Mitte des 16. Jahrhunderts erweitern die Bruderschaften ihr Arbeitsgebiet: sie bemühen sich um die wirtschaftliche Förderung ihrer Mitglieder. Es beginnt die Gründung der sog. montes pietatis. Zu gleicher Zeit tauchen Bestrebungen auf, die Organisation der Bruderschaften straffer zu gestalten. Man sucht das Almosenspenden, überhaupt die Armenpflege auf eine rationelle Basis zu stellen.

Mit dem Jahr 1758 beginnt eine neue Ära: Die Reformbestrebungen, die damals auf allen Gebieten des polnischen Gemeinwesens sich geltend machten, sind auch für die Geschichte der Wohlfahrtspflege von einschneidender Bedeutung (S. 58—111). Der Einfluß der Aufklärungsideen, speziell der Lehren des Merkantilsystems ist unverkennbar. Die Armenhäuser sollen zu Arbeitshäusern umgestaltet werden. Die Kraft der Armen wird zur Hebung des Volkswohlstandes verwertet. Der Staat sucht diese Ideen zu verwirklichen; er zentralisiert deshalb das Armenwesen und stellt es unter ein offizielles Aufsichtsorgan.

Der Untergang des polnischen Reiches setzt diesen Bestrebungen ein vorschnelles Ziel. Die merkantilistischen Ideen verloren zudem allmählich auch in Polen an Werbekraft. Die Arbeitshäuser rentierten sich nicht. Deshalb rät man (seit 1814, s. Abschnitt III, S. 112—184), die Armen zur Selbsthilfe anzuleiten, statt sie in Arbeitshäuser einzusperren. Daneben dringt man auf eine genaue Umgrenzung der rechtlichen Stellung der Armen. Freilich hat in dieser Hinsicht nach der Überzeugung des Verfassers die Gesetzgebung der neuen Regierung gänzlich versagt. Die staatlichen Kontrollorgane hätten sogar die gesunde Entwicklung der Wohlfahrtspflege direkt unterbunden.

Womöglich noch schlimmer ist es seit der im Jahre 1870 erfolgten Einrichtung einer dem Ministerium des Innern unterstehenden städtischen Kommission für die Verwaltung der Warschauer Wohlfahrtspflege geworden (S. 185—249). Die Mitglieder dieses „Stadtrates" sind fast ausschließlich städtische und staatliche Beamte. Eine umständliche Bureaukratie macht nunmehr eine rationelle und vor allem eine rasche Linderung der Not ganz unmöglich.

Der Verfasser verlangt deshalb (S. 262 f.) eine gründliche Reform. Behufs Entlastung der unter staatlicher Protektion in Warschau gegründeten „Gesellschaft für Wohlfahrtspflege" und zur Vereinfachung ihrer zu komplizierten Arbeitsweise stellt er die Forderung, gewisse Gebiete (Arbeitsnachweisbureau, Volkslesehalle, Volksbäder usf.) von dem Umkreis der jener Gesellschaft gestellten Aufgaben abzutrennen. Außerdem schlägt er zur Verbesserung der Unterstützungsmethode eine Nachahmung des Elberfelder Systems vor. Den Hauptnachdruck legt er aber auf die Notwendigkeit, sämtliche sozialen Stände durch Weckung des Solidaritätsgefühls für die Hebung der Wohlfahrtspflege zu interessieren.

Da das Buch die in Frage stehenden Verhältnisse nur bis zum

Jahre 1905 behandelt, erfahren wir nicht, inwiefern der seit jener Zeit eingetretene Umschwung der sozialen und politischen Lage in Russisch-Polen hier eine Änderung gebracht hat.

Braunsberg, Ostpr. W. SWITALSKI.

THÜRKAUF, EMIL, Dr., Verlag und Heimarbeit in der Basler Hausindustrie, mit einer Karte der Standorte dieser Heimarbeit (= Nr. 1 der Basler Volkswirtschaftlichen Arbeiten, herausgegeben und eingeleitet von STEPHAN BAUER), Stuttgart, Kohlhammer, 1909, XV, 275 Seiten 8°.

Der Wert dieser Arbeit beruht darin, daß der Verfasser einen allseitigen Überblick über das Entstehen und den heutigen Zustand der Basler Seidenbandindustrie, vornehmlich soweit sie hausindustriell betrieben wird, angestrebt hat. Freilich ist ihm das nur in beschränktem Maße gelungen, und es ist darum nicht leicht, über das Buch gerecht zu urteilen. Was darin aus alter und neuer Zeit über Entwicklung und Zustand dieser Hauptindustrie Basels zusammengetragen ist, stellt zweifellos die Frucht vielfacher Bemühungen und großen Fleißes dar. Um z. B. in der Technik der Bandweberei heimisch zu werden, hat der Verfasser Zeit und Mühe nicht gescheut, einen Bandwebekurs an der Allgemeinen Gewerbeschule zu Basel durchzumachen, und auf zahlreichen Wanderungen durch die Passementerdörfer des Basler, Solothurner und Aargauer Jura und des Schwarzwälder Hotzenwaldes ist er den Tatbeständen persönlich mit Eifer nachgegangen.

Der beste Teil des Buches sind nach Form und Inhalt die letzten Kapitel mit ihrer Übersicht über die Ableger der Basler Industrie im Kanton Aargau und im badischen Hotzenwalde, über die Konkurrenzindustrien in Frankreich, am Niederrhein, in Neu-England und in Coventry und auch noch mit der Darstellung der schweizerischen und der deutschen Bandweberverbände.

Es folgt daraus, daß, wer nicht, wie der Referent, die Unvorsichtigkeit begangen hat, sich auf die kritische Musterung des ganzen Werkes zu verpflichten, am besten thut, die Lektüre des Buches nach hebräischer Art am Ende zu beginnen. Er wird dann noch am ehesten mit seinem Wunsche nach Belehrung in annehmbarer Form auf seine Rechnung kommen.

Viel interessantes Material ist in den einleitenden historischen Kapiteln zusammengetragen, so daß man sich auch dafür dem Verfasser zu Dank verpflichtet fühlt und ihm gerne vorbehaltloses Lob spenden möchte.

Dem stehen aber doch allzu kapitale Mängel des Buches im Wege, vor allem ein ganz bedenkliches Manko an formaler Geisteskultur, das sich hauptsächlich in der ersten Hälfte des Werkes auf Schritt und Tritt verrät, von der Wahl der Worte und der Wendungen und vom Satzbau an bis zur logischen Anordnung der Gedanken, von Kompositionskunst gar nicht zu reden. Dazu kommt im Gehalt der

Schrift ein auffallender Mangel an Konzentration und an richtigem Urteil.

So ist ein Buch entstanden, das vor allem mißfällt durch seinen Mangel an äußerem und innerem Ebenmaß, durch seine Unausgeglichenheit. Neben Partien, die sich leidlich glatt lesen, ist doch auch wieder gar zu vieles andere unglaublich schlecht stilisiert und disponiert. Stellenweise glaubt man geradezu ein recht liederliches Exzerpt vor sich zu haben, und es ist schwer zu verstehen, wie eine so unfertige Arbeit als Dissertation präsentiert und angenommen werden konnte, zumal an der Universität Basel, die sonst durch die Strenge ihrer Anforderungen und die Gediegenheit ihrer Leistungen bekannt ist. Hätte sich der Verfasser denn wenigstens auf die Gegenwart (S. 141—242) beschränkt! Weniger wäre hier mehr gewesen. Es hätte wenigstens der Prüfung etwas besser standgehalten.

Den eigentlichen Kern der Darstellung bildet der Bericht des Verfassers über die von ihm persönlich im Sommer 1908 vorgenommene Enquête bei mehreren hundert Heimarbeitern. Die Ergebnisse finden nach rückwärts wie nach vorwärts ihre Anlehnung, einerseits an zwei bisher nicht veröffentlichte Enquêten des Posamenterverbandes Baselland von 1906 und 1907 und andererseits an die im Frühjahr 1909 für die Zwecke der schweizerischen Heimarbeitausstellung dieses Jahres in Zürich und Basel veranstaltete, genau analoge Untersuchung. Durch diese letztere wird THÜRKAUFS Arbeit in verschiedenen Punkten bereits wieder überholt und korrigiert. Überhaupt hat THÜRKAUF dadurch eine verhängnisvolle Konkurrenz erfahren. So breit und uferlos oft die Darstellung THÜRKAUFS auseinanderfliesst, so männlich streng und knapp präsentiert sich auf seinen 72 Druckseiten der Bericht des bisherigen Basler Kantonsstatistikers und nunmehrigen Mitgliedes der Regierung, Dr. F. MANGOLD, über die Seidenbandweberei in Baselland, im zweiten Hefte des Schlußberichts der schweizerischen Heimarbeitausstellung. Danach sind denn nun die Mitteilungen THÜRKAUFS teilweise zu berichtigen. Auch ist inzwischen dieser und jener weitere Fortschritt vollzogen worden. Der sog. blinde Akkord wird immer seltener, und die 15stündige Nutzungsfrist für den elektrischen Antrieb der Bandstühle ist inzwischen durch Einlegung einer einstündigen Mittagspause auf 14 Stunden per Tag beschränkt worden.

Die Quintessenz des Buches an sozialpolitischem Gehalt wird dem Leser einleitungsweise durch eine formvollendete Zusammenfassung des Herausgebers, Prof. Dr. STEPHAN BAUER, mundgerecht dargeboten. Schade nur, daß davon die formalen Mängel der Darstellung THÜRKAUFS um so verletzender abstechen.

Bis 1860 war die soziale Entwicklung der Basler Industrie durch das Quellenwerk von J. BACHOFEN-MERIAN (1862 als Manuskript gedruckt) bereits bekannt, zum Teil auch schon bearbeitet. Der Verfasser hat sich nun um die Aufhellung früherer Zeiten offenbar viele Mühe gegeben. Aber es ist teilweise leider auch da bei einem Versuch mit ungenügenden Mitteln, mit zu wenig grundlegender und eindringender Kenntnis der Dinge und namentlich auch mit zu wenig Sorgfalt und Kritik geblieben. Gerade die einleitenden geschicht-

lichen Abschnitte und dann wieder die handelspolitischen Partien des fünften Kapitels über die Weltmarktstellung der Basler Bandindustrie lassen im Sinne des oben Gesagten gar zu viel zu wünschen übrig. Gänzlich verfehlt ist z. B. die Meinung des Verfassers, daß Basel nach der Aufhebung des Edikts von Nantes (1685) in der Anziehung der Glaubensverfolgten mit Kurbrandenburg nicht mehr habe rivalisieren können. Ein Blick in Mörikofers Geschichte der evangelischen Flüchtlinge in der Schweiz (S. 252 ff., 287 f., 312—355) hätte ihn vom Gegenteil überzeugen müssen. In der Tat hat es sich dazumal bei Basel, wie bei den andern Schweizer Orten, keineswegs um ein Nichtkönnen, sondern ganz klar um Nichtmehr*wollen* gehandelt, und zwar lediglich deshalb, weil man an dem bisherigen Segen bereits gesättigt war. Nur noch eine sehr enge Auslese der geschicktesten Appreteure, Fergger und Musterweber wurde damals in Basel festgehalten, das Gros der neuen Zuwanderung dagegen möglichst rasch nach Deutschland abgeschoben.

In die Werkstatt der historischen Forschung des Verfassers hatte der Referent Anlaß, einen genaueren Einblick zu thun, da Thürkauf auf S. 19 in betreff einer der wichtigsten Etappen der Industriegeschichte Basels, nämlich betreffend die Einführung des 16gängigen Bandstuhls in Basel, mit auffallend sicherem Aplomb folgende Behauptungen in die Welt stellt:

„Die Einführung der Bandmühle in Basel fällt spätestens in das Jahr 1665, wahrscheinlich eher in die Jahre 1660—1662. . . . Nach Geering (Handel und Industrie der Stadt Basel, S. 610) wäre der erste Bandstuhl etwa 1668 aus Amsterdam nach Basel eingeführt worden durch Emanuel Hoffmann. Diese, vom Sohne E. Hoffmann vermittelte Nachricht läßt sich nicht aufrechterhalten, und zwar aus folgenden Gründen: Nach dem kleinen Ratsprotokoll vom 9. Juni 1666, betreffend die *Band- oder Mühlstühle*, wurden Harscher, Wassermann und H. H. Schmidt vernommen.“ . . . „Trotzdem im Protokoll selbst nicht die Rede vom Mühlenstuhl ist, so bezieht sich die Klage auf solche; da die neuen Stühle nicht zahlreich waren, wurde die Hauptklage, wie schon früher, auf die Untertanen und die Ausländer gewälzt.“

Ich habe daraufhin die einschlägigen Akten nochmals durchgangen und folgendes gefunden. Das Protokoll des Kleinen Rates vom 9. Juni 1666 sagt unter dem Titel: „*Passamenter*“ [und keineswegs etwa „betreffend die Band- oder Mühlstühle“]: „In nammen gesambter Passamentierer sind Baschen Wassermann und Hans Heinrich *Frey* [oben überschrieben „Schmidt“] angehoert.“ . . . Von Harscher steht nichts da. Der Vorname Baschen ist die Abkürzung von Sebastian. Hans Heinrich Frey (nicht Schmidt) ist ein vielfach bezeugter Obmann des damaligen Basler Passementerhandwerks.

Es folgt alsdann der eigentliche Gegenstand der Beschwerde. Wie im Titel, so fehlt auch da jede Spur des Kunststuhls. Das Resultat ist, daß den auswärtigen Heimarbeitern gestattet wird, einfache Gallunen und Floretband im Dienste der Basler Verleger herzustellen,

Atlas- und Taffetband dagegen sollen den zünftigen Meistern vorbehalten bleiben.

Erst am 18. Mai 1670 supplizieren Samuel und Hans Heinrich Frey namens des ganzen Passementerhandwerks um Abschaffung und Verbot der „ihrem Handwerckh zu schaden allhie bey etwas Zeit eingeführten Kunst-stüel" und um Aufrechterhaltung des Entscheides vom 9. Juni 1666. Insonderheit möge man Herrn Emanuel Hoffmann „auferlegen, daß er kheine daffet Band, sondern nur einfache Gallunen und Floret Band machen solle".

Hier wird also ganz klar Bezug genommen auf die Ausscheidung der Passementerware von der Verlegerware gemäss dem Entscheide vom 9. Juni 1666. THÜRKAUF dagegen nimmt ohne weiteres an, daß sich schon die Arbeitsteilung von 1666 auf Kunststuhlbänder bezogen habe. Das ist nun mindestens nicht erweisbar und im Gegenteil ganz und gar unwahrscheinlich. Die Beschwerden sowohl als der Entscheid von 1666 liegen in einer geraden Linie und ebenen Fläche mit aller früheren Handhabung der Passementer- und Verlegerordnungen. Hätten die zünftigen Passementermeister schon anno 1666 den Kunststuhl bekämpft, so wäre es denn doch höchst verwunderlich, daß sie so sorgfältig vermieden haben sollten, diesen revolutionären Feind ihrer herkömmlichen Betriebsweise bei seinem Namen zu nennen, was in der Beschwerde von 1670 gleich im ersten Atemzuge geschieht. Nicht minder spricht gegen diese Auffassung, daß anno 1666 so wenig wie der Kunststuhl dessen Besitzer und Verbreiter, die Fabrikanten, aufs Korn genommen werden. Der ganze Einspruch von 1666 richtet sich gegen die Konkurrenz armer Heimarbeiter der ländlichen Umgebung Basels, hauptsächlich in Haltingen, wo sich auch nach den Akten von 1670 noch immer k e i n e Kunststühle befanden. Im Gegenteil wird von den Fabrikanten gerade das zugunsten der Duldung des Kunststuhls in Basel geltend gemacht, daß ein Verbot in Basel nur dazu führen würde, die Kunststühle dort draußen aufzustellen und zu betreiben, wo sie bisher noch unbekannt waren.

Die Verhandlung von 1666 kann daher kaum auf Kunststuhlarbeit Bezug haben. Es müßten dazu in den Inhalt jenes Protokolls Vermutungen hineingetragen werden, die weder im Wortlaut begründet liegen, noch sachlich die Wahrscheinlichkeit für sich haben. Allerdings ist das argumentum ex silentio nie streng bindend, aber im vorliegenden Falle erscheint es doch recht gewichtig. Hält man sich einfach und zwanglos an die vorliegenden Nachrichten, so enthält das Protokoll vom 18. Mai 1670 die erste bisher nachweisbare Bezugnahme auf den Kunststuhl in Basel. Es wird dort gesagt, daß er „bey etwas Zeit", also seit einiger Zeit, in Basel eingeführt sei. Das könnte nun freilich ebensogut auf 5, 10 oder 20 Jahre rückwärts gedeutet werden als auf 2 oder 3 Jahre.

Für eine kurze Frist scheint der Ausdruck zu sprechen, den die XIII in ihrem Gutachten vom 10. August 1670 gebrauchen, wonach diese „Manufaktur niemalen in ihrer [d. h. der Passamentmacher] Macht gewesen, sondern e r s t b e i d i e s e r Z e i t von andern mit Gefahr und großen Unkosten alhero zu ziehen gesucht wird". Und ähnlich lautet

auch die Klage der Passamenter selbst vom 18. Mai 1670, daß seit wenig Zeit Leute, die das Handwerk nie gelernt, mit den erst neulich aufgerichteten Floretband-, ja Stümpelstühlen und sogenannten Bändelmühlenen jene gutwillige Überlassung der einfachen Gallunen- und Floretbänder von 1666, die den Armen zum besten gemeint war, mutwillig mißbrauchen. Gerade aus der hier erwähnten humanitären Tendenz der Arbeitsausscheidung von 1666 zugunsten der kleinen Leute, zusammen mit der Nichterwähnung des Kunststuhls in den Akten von 1666, wird erst recht wahrscheinlich, daß der Kunststuhl zwischen 1666 und 1670 in Basel Eingang gefunden hat.

An der von mir (und nicht von EMANUEL HOFMANN jun.) vermutungsweise als ungefährer Zeitraum der Einführung genannten Jahreszahl 1668 hänge ich durchaus nicht. Sie beruht, abgesehen von obiger Notiz vom 18. Mai 1670, auf der von BÜRKLI, Geschichte der Züricherischen Seidenindustrie, S. 112, erwähnten Nachricht vom Jahre 1669, daß in Basel, Schaffhausen und Chur die Floretbandfabrik auf großen Stühlen damals bereits eingerichtet war. Im allgemeinen widerstrebt es gewiß mit Recht einer gesunden historischen Kritik, eine solche Neuerung ohne urkundlichen Rückhalt zu früh anzusetzen. Daher meine ungefähre Datierung des Ursprungs des Kunststuhls in der Schweiz mit 1668. Sobald ein früherer Anfang wirklich nachgewiesen werden kann, gehe ich mit diesem Datum sehr gerne weiter zurück. Das ist aber bisher nicht der Fall.

So steht es also um die ältesten Zeugnisse, betreffend die Einführung des Kunststuhls in Basel. Ich habe es, auch abgesehen von der an meiner Darstellung geübten Kritik, für meine Pflicht erachtet, der hier sich anspinnenden Legendenbildung über einen Haupt- und Wendepunkt der Industriegeschichte Basels gleich in ihrem Entstehen entgegenzutreten. Es bleibt also mit Bezug hierauf bis auf bessere Belehrung alles beim alten.

Daran möge es an dieser Stelle genug sein. Zeit und Raum, wie sie einer solchen Besprechung zugemessen werden können, hindern mich, auf weitere Punkte näher einzutreten.

T. G.

Dr. RAYMUND DE WAHA, Die Nationalökonomie in Frankreich. Stuttgart, Ferd. Enke, 1910, S. 540 und XX.

Man möchte sich für jedes Sprachgebiet einen so leichtflüssig geschriebenen Cicerone der Nationalökonomie wünschen, wie es jener ist, den Dr. DE WAHA für Frankreich verfaßt hat. Ja, man wünschte, das dickleibige Buch fände in einem, die Nationalökonomie in den übrigen romanischen und in den angelsächsischen Ländern behandelnden Werke seine Fortsetzung. Zum mindesten empfindet der fachmännische Leser solcher Werke es als Gewissensberuhigung, keine bedeutsame Gedankenrichtung übersehen zu haben; für das weitere Publikum ist aber solche zusammenfassende Orientierung von noch grösserem Werte.

Das gilt vor allem von unserer Presse. Ein Beispiel: Als vor einiger Zeit Papst Pius X. den „Sillon“ auflöste, war unsere deutsche Presse ziemlich ratlos: was ist der „Sillon“? Hier hätte das vorliegende Buch als Informationsquelle dienen können.

Die Disposition des Werkes Dr. DE WAHAS folgt wesentlich den politischen Formationen des französischen Lebens; sie ist daher nicht ganz logisch. Man ist in Frankreich entweder Gegner jedweder Staatseinmischung in wirtschaftlichen Dingen: man kann das als Liberaler wie als Katholik der alten Schule sein; oder man ist Interventionist: man ist dann Sozialradikaler (Solidarist), oder Sozialkatholik, oder Sozialist. Diese logische Einteilung weicht bei DE WAHA der politischen Einteilung: 1. Liberale, 2. Katholiken, 3. Interventionisten an den Universitäten; Solidarismus, Protektionismus, und 4. Soziologen. Das hat den Vorteil, daß der Leser die Auflösung der alten politischen Parteien unter wirtschaftspolitischen Einflüssen leichter wahrnimmt. Dem Sozialismus in Frankreich, der hier nicht berührt wird, gedenkt der Verfasser sein nächstes Werk zu widmen.

Was uns hier vorliegt, ist die, wenn man so sagen will, äußere Geschichte der Nationalökonomie. Es handelt sich mehr um die Charakteristik jeder Strömung als um die Klarlegung innerer Zusammenhänge; offenbar will der Autor die Geschichte der Einkommenstheorien der internationalen Geschichte der Wirtschaftswissenschaft überlassen. Indessen ist die Vorliebe für bestimmte Wirtschaftsgrundsätze so häufig national stark verankert, daß ein Kapitel, das die Einflüsse der nationalen Umwelt wie der geistigen Außenwelt auf die Entwicklung der Theorie nachwiese, ungemein zu begrüßen wäre.

Auch in dem von ihm gewählten Rahmen weiß Dr. DE WAHA mit großem Geschick den Aufstieg, die Blüte und die Dekadenz jeder Schule zu zeichnen: VON JEAN B. SAY geht für die Liberalen der Weg zu BASTIAT, M. CHEVALIER und führt über LÉON SAY zu der Gruppe der Geschäftsmänner (LEROY-BEAULIEU), der Ingenieure (COLSON) und der Ideologen des Freiheitsbegriffes, mögen diese nun, wie MOLINARI, unter dem Einflusse HERBERT SPENCERS stehen, oder die Geschichte als Rüstkammer des Liberalismus benützen (LEVASSEUR), oder endlich vermöge einer feinen Distinktion zwischen Individualismus und Liberalismus eine Reaktion gegen die Zunahme des Staatseinflusses im Wirtschaftsleben organisieren (A. SCHATZ und DESCHAMPS). Dem älteren Liberalismus, vor allem den „Ideologen“ (DESTUTT DE TRACY, und PICAYETS Buch Les Idéologues sind dem Verfasser entgangen), dann A. BLANQUI, hätte dabei vielleicht größere Berücksichtigung widerfahren können.

Die katholischen Gruppen werden mit besonderer Sorgfalt vorgeführt. Diese Sorgfalt verführt sogar den Autor, DANIEL LE GRAND, einen der Begründer des internationalen Arbeiterschutzes, in einem Atemzuge mit LOUIS VEUILLOT den Sozialkatholiken zuzurechnen (S. 194 und X), obwohl er bekanntlich der auf SISMONDI und OBERLIN zurückzuführenden evangelisch-sozialen Richtung angehört. Gewiß haben diese Autoren auch die Katholischsozialen beeinflußt; aber ihr Wirkungsgebiet war nicht auf einzelne wirtschaftspolitische Fragen beschränkt. Im übrigen ist wohl die Darstellung des französischen

Sozialkatholizismus, seiner Entwicklung von der Feudalökonomik de Maistres und Bonalds zum demokratischen Sozialkatholizismus — man braucht nur an die Lamennais, La Tour du Pin, Albert de Mun, Marc Sangnier, Raoul Jay, an Lémire zu erinnern — die beste Partie des trefflichen Werkes. Die Versuche einer soziologischen Begründung der Systeme der „sozialen Autoritäten" durch Le Play und seine Schule werden mit Recht diesem Abschnitte zugezählt. In der Tat ist die Mikrostatistik Le Plays erst durch Ernst Engel der voraussetzungslosen Wissenschaft nutzbar gemacht worden (was de Wahas unrichtiger Auffassung S. 221 entgegenzuhalten ist), und Henri de Tourville hat ihre Schwächen sehr klar erkannt.

Abseits vom Parteigetriebe stehen die Universitäten; aber auch hier erhebt sich aus den Reihen der Juristen, die in dem klassischen Lande der Jurisprudenz einen weiter reichenden Einfluss als anderwärts besitzen, die Cauwés, Bourgoin, Andler, Pic, Gide, stark durch deutsche Sozialpolitiker beeinflußt, der organisierte Widerstand gegen den alten Liberalismus. Während die Pflege der Wirtschaftsgeschichte den vorgebildeten Historikern überlassen bleibt, wird die Geschichte der volkswirtschaftlichen Ideen — zu erinnern ist an das vortreffliche Buch von Gide und Rist, an die von Dubois und Deschamps herausgegebene Revue de l'Histoire des doctrines économiques — an den Universitäten Frankreichs mit Erfolg gepflegt. Die Begründung der Staatseinmischung in die sozialen Konflikte erfolgt in Frankreich, auf Léon Bourgeois' Parole hin, durch ein politisches Prinzip: die „Solidarität" der Gesellschaft, wie in Deutschland durch ein philosophisches Prinzip: die Ethik. Die Begründung des Solidarismus erfolgt dann seitens der Soziologen (Izoulet, Fouillée) mittels des biologischen Gleichnisverfahrens. Und doch hatte schon Renouvier — wohl unter dem Einflusse Sismondis — die Theorie von dem Garantismus des Staates aufgestellt, die zu dem System der Sozialversicherungen führt.

Im letzten Abschnitte führt De Waha den Kampf zwischen dem subjektivistischen Soziologen Gabriel Tarde, der „die Erforschung der Erscheinungen des durch ein anderes Ich beeinflussten Ichs" als das Grundthema der Sozialwissenschaft betrachtet, und dem Objektivisten Durkheim, der die Individualpsychologie als heuristische Methode verwirft und die äußere Beobachtung durch den Vergleich konkomitanter Variationen auf den Schild hebt. Die wertvolle Arbeit Fr. Simiands, eines Schülers Durkheims, über die Löhne der Kohlenarbeiter Frankreichs, weist auf die Notwendigkeit hin, beide Methoden, entsprechend dem Ineinandergreifen von Willensäußerungen der Interessenten und elementarer Erscheinungen, zu verbinden.

Es lag wohl nicht in der Absicht des Autors, alle Gebiete der Sozialwissenschaft in Frankreich mit gleicher Liebe zu behandeln. Die Abschnitte über Finanzwissenschaft, über Protektionismus fallen aus dem Rahmen seiner Darstellung etwas heraus; die Soziologie ist nur als Segment behandelt — so fehlt z. B. völlig Letourneau und die auf Broca zurückgehende Schule. Die wirtschaftsgeschichtlichen Arbeiten sind nur, soweit sie wirtschaftspolitisch Interesse zu bieten scheinen, berücksichtigt. Mit Recht läßt der Kritiker in De Wahas

Werk dem Darsteller den Vorrang. Denn wie vermag eine gründliche Kritik dem Lebenswerke eines Sozialschriftstellers in fünf Zeilen anders als mit den abgedroschenen autoritären Etikettierungen „wissenschaftlich gediegen“, „unhaltbar“ u. s. w. gerecht zu werden? Leider verfällt der Verfasser hie und da (S. 212, 392, 398, 416, 424) dieser jugendlichen Schwäche, der wir in seinen künftigen Arbeiten nicht mehr zu begegnen hoffen. Die Kunst seiner Darstellungsgabe kann so banaler Floskeln leicht entraten.

Basel. STEPHAN BAUER.

Bei der Redaktion sind zur Besprechung eingelaufen:

Max Lenz, Geschichte der Universität Berlin. I. II, 1. Halle, Buchhandlung des Waisenhauses.

F. Bastian, Regensburgs Handelsbeziehungen zu Frankreich. Sonderabdruck aus: Festgabe für H. Grauert. Freiburg i. B., Herder.

E. Dag. Schönfeld, An nordischen Königshöfen zur Wikingerzeit. Straßburg, K. J. Trübner.

H. Stromeyer, Zur Geschichte der badischen Fischerzünfte. Karlsruhe i. B., G. Braun.

H. Gerdes, Geschichte des deutschen Bauernstandes. Leipzig, B. G. Teubner.

J. Löwe, Mietrecht des Deutschen Reiches. Kempten u. München, Jos. Kösel.

E. Grünfeld, Lorenz von Stein und die Gesellschaftslehre. Jena, Gustav Fischer.

M. Haß, Die Hofordnung Kurfürst Joachims II. von Brandenburg. Berlin, E. Ebering.

G. Scharf, Tätigkeit und Entwicklung der Handwerkskammern. Stuttgart, Ferd. Enke.

Dietr. Schäfer, Deutsche Geschichte. 2 Bde.

Fr. Oppenheimer, Theorie der reinen und politischen Ökonomie. Berlin, Georg Reimer.

P. Schmitz, Die Entstehung der Preußischen Kreisordnung vom 13. Dezember 1872. Berlin, W. Weber.

H. Mendthal, Urkundenbuch der Stadt Königsberg i. Pr. I. Königsberg, Ferd. Beyer.

A. Neher, Wirtschaftsleben der Gemeinde Schloßberg bei Bopfingen. Stuttgart, W. Kohlhammer.

J. Lappe, Nordlüner Markenrecht. Dortmund, H. Meyer.

J. Schwalm, Formelbuch des Heinrich Bucglant. Harmburg, L. Gräfe.

L. Lambeau, Histoire des Communes annexées à Paris en 1859. Paris, E. Leroux.

A. Landau und **B. Wachstein,** Jüdische Privatbriefe aus dem Jahre 1619. Wien und Leipzig, W. Braumüller.

G. Aubin, Zur Geschichte des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Ostpreußen. Leipzig, Duncker & Humblot.

H. H. Auer, Das Finanzwesen der Stadt Freiburg i. B. von 1648—1806. I. Karlsruhe i. B.

M. Kroell, L'Immunité Franque. Paris, Arthur Rousseau.

Die landwirtschaftliche Unfallversicherung im Deutschen Reiche 1888—1908. Berlin, Behrend & Co.

Chr. Mengers, Aus den letzten Tagen der Zunft. Leipzig, O. Wigand.

Mitteilungen des Vereins für Geschichte und Landeskunde von Osnabrück. 34. Bd. Osnabrück, J. G. Kisling.

W. Kulemann, Politische Erinnerungen. Berlin, K. Curtius.

R. Michels, Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie. Leipzig, W. Klinkhardt.

R. Straus, Die Juden im Königreich Sizilien unter Normannen und Staufern. Heidelberg, C. Winter.

O. Hue, Die Bergarbeiter. I. Bd. Stuttgart, J. H. W. Dietz Nachf.

M. Rostowzew, Studien zur Geschichte des römischen Kolonates. Leipzig, B. G. Teubner.

A. v. Wretschko, Die Verleihung gelehrter Grade durch den Kaiser seit Karl IV. Weimar, H. Böhlaus Nachf.

G. Steinhausen, Kulturgeschichte der Deutschen im Mittelalter. Leipzig, Quelle & Meyer.

Katalog der Roßbergschen Buchhandlung über Werke aus dem Gebiet der Rechts- und Staatswissenschaft. Leipzig, Roßberg.

J. Löhr, Zur Geschichte der Sittlichkeit des Klerus am Ausgang des Mittelalters. Münster i. W., Aschendorffsche Buchhandlung.

E. Molitor, Die Stände der Freien in Westfalen und der Sachsenspiegel. Münster i. W., F. Coppenrath.

J. Eßlen, Die direkten Steuern im Kanton Zürich und ihre Reform. Zürich, Rascher & Co.

R. Ermels, Frankreichs koloniale Handelspolitik. Berlin, R. Trenkel.

F. Bothe, Gustav Adolfs und seines Kanzlers wirtschaftspolitische Absichten auf Deutschland. Frankfurt a. M., Baer & Co.

K. Achtnich, Der Bürgerstand in Straßburg bis zur Mitte des XIII. Jahrhunderts. Leipzig, Quelle & Meyer.

E. Münsterberg, Die Anstaltsfürsorge in Deutschland. Leipzig, Duncker & Humblot.

O. Klein-Hattingen, Geschichte des deutschen Liberalismus. 1. Bd. Berlin-Schöneberg, „Hilfe".

K. Kumppmann, Die Entstehung der Rhein. Eisenbahn-Gesellschaft 1830 bis 1844. Essen-Ruhr, G. D. Bädeker.

U. v. Wilamowitz-Möllendorf und **B. Niese,** Staat und Gesellschaft der Griechen und Römer. Leipzig, B. G. Teubner.

A. Weymann, Die merkantilistische Währungspolitik Herzog Leopolds von Lothringen. Leipzig, Quelle & Meyer.

M. Lenz, Kleine historische Schriften. München und Berlin, R. Oldenbourg.

E. Landsberg, Geschichte der deutschen Rechtswissenschaft. II. Halbband, Text und Noten. München und Berlin, R. Oldenbourg.

F. A. Aulard, Recueil des Actes du Comité de Salut Public. Paris, Imprimerie Nationale.

F. J. Stahl, Staatslehre. Berlin, R. Hobbing.

H. Götze, Die Rechtsverhältnisse der Fabrikpensions- und Unterstützungskassen. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

G. Beyerhaus, Studien zur Staatsanschauung Calvins. Berlin, Trowitsch und Sohn, 1910.

Jahrbuch für die Geschichte des Herzogtums Oldenburg. XVIII. Oldenburg, Gerhard Stalling, 1910.

K. Beyerle, Die Entstehung der Stadtgemeinde Cöln. Sonderabdruck aus der Ztschr. der Savigny-Stiftung, Bd. 31, Germ. Abt. Weimar, H. Böhlau.

O. Diether, L. v. Ranke als Politiker. Leipzig, Duncker & Humblot.

Fr. G. Schultheiß, Die Nachbarschaften in den Posener Hauländereien nach ihrem historischen Zusammenhang. Berlin, A. Duncker.

W. Schelb, Staatsverwaltung und Selbstverwaltung im Stadtstaat Bologna. Karlsruhe, G. Braun.

J. Altkemper, Deutschtum und Polentum in pol.-konfessioneller Beziehung. Leipzig, Duncker & Humblot.

K. H. Brach, Die Reform des Gerichtswesens im Erzbistum Köln unter Maximilian Franz. Hildesheim, A. Lax.

O. Reinhard, Die Grundentlastung in Württemberg. Tübingen, H. Laupp.

L. Jurowsky, Der russische Getreideexport. Stuttgart, J. G. Cotta.

B. Mehrens, Die Entstehung und Entwicklung der großen französischen Kreditinstitute. Stuttgart, J. G. Cotta.

L. Voigt, L. Fontana-Russos handelspolitische Theorien. Stuttgart, J. G. Cotta.

W. L. Hausmann, Der Goldwahn. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

E. Schmalenbach, Zeitschrift für handelswissenschaftliche Forschung. 5. Jahrgang, 1. Heft. Leipzig, G. A. Glöckner, Okt. 1910.

G. Weulersse, Les Manuscrits Économiques de F. Quesnay et du Marquis de Mirabeau. Paris, Paul Geuthner.

E. Warschauer, Schopenhauers Rechts- und Staatslehre. Kattowitz, Gebr. Braun.

M. Hoffmann, Der Geldhandel der deutschen Juden während des Mittelalters bis 1350. Leipzig, Duncker & Humblot.

Ph. Allfeld, Grundriß des gewerblichen Rechtsschutzes. Leipzig, G. A. Glöckner.

Aug. Schmidt, Wechselkunde. Leipzig, G. A. Glöckner.

O. Schilling, Staats- und Soziallehre des heiligen Augustinus. Freiburg i. B., Herder.

L. v. Wiese, Einführung in die Sozialpolitik. Leipzig, G. A. Glöckner.

H. Diez, Das Zeitungswesen. Leipzig, B. G. Teubner.

R. Otto, Über Fabrikarbeit verheirateter Frauen. Stuttgart, J. G. Cotta.

E. Meyer, Kleine Schriften zur Geschichtstheorie und zur wirtschaftlichen und politischen Geschichte des Altertums. Halle, M. Niemeyer.

B. Kern - v. Hartmann, Hesiods Werke, nach Voß neu herausgegeben. Tübingen, J. C. Mohr (P. Siebeck).

Zeitschrift der Gesellschaft für schleswig-holsteinische Geschichte. 40. Bd. Leipzig, Ed. Avenarius, 1910.

Württembergische Geschichtsquellen. 9. und 10. Bd. Stuttgart, W. Kohlhammer.

D. Schäfer und **Fr. Techen,** Hanserezesse von 1477—1530. Bd. 8. Leipzig, Duncker & Humblot.

A. Carnegie, Kaufmanns Herrschgewalt. Übersetzt von E. Lehmann. Leipzig, G. A. Glöckner.

Erich Seyfarth, Fränkische Reichsversammlungen unter Karl d. Gr. und Ludwig d. F. Leipziger Dissertation von 1910.

Thomas Mun, Englands Schutz durch den Außenhandel. Ins Deutsche übertragen von Dr. Rudolf Biach. Leipzig, G. Freytag.

Antiquariatskatalog Nr. 132 von E. Geibel, Hannover. Sozialwissenschaften (einschließlich Rechtsgeschichte).

Gottlob Egelhaaf, Politische Jahresübersicht für 1910. Stuttgart, Karl Krabbe (Erich Gußmann).

Hermann Bloch, Die staufischen Kaiserwahlen und die Entstehung des Kurfürstentums. Leipzig, B. G. Teubner.

Victor Löwe, Bücherkunde der deutschen Geschichte. 3. Aufl. Altenburg, Joh. Räde.

C. Wilke, Das Friedegebot. Ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Strafrechts. Heidelberg, C. Winter.

Druck von W. Kohlhammer in Stuttgart.

Die Organisation und Gruppierung der Krongüter unter Karl dem Großen.

Von

Dr. **Benno Steinitz** (Wien).

(Fortsetzung.)

Bedeutung der Krongüter in bezug zu ihrer Lage.

Die Bedeutung der Krongüter für die Zentrale wechselt je nach ihrer Lage. Ich habe daher versucht, das Itinerar Karls des Großen bis zum Jahre 800 zu einer kartographischen Darstellung zu bringen, und trotz der großen Skizzenhaftigkeit treten einige bedeutsame Momente hervor.

Vor allem ist die große Bedeutung der alten Römerstraßen klar ersichtlich. Fast alle Aufenthaltsorte des Königs liegen entweder an oder in unmittelbarer Nähe von Römerstraßen, die, der Tendenz des damaligen Verkehrs folgend, im allgemeinen nach dem Laufe der Flüsse angelegt waren. Das zentrale Straßensystem der Römer, das von Persien bis nach Britannien reichte, hatte sich aufgelöst; jede Straße ward nun von ihren Anwohnern gepflegt[1]); aber die großen Straßenzüge waren dieselben geblieben und zwangen auch noch auf der geringeren Höhe, auf der sie jetzt standen, die Franken in ihre Bahnen. Und gar so beschränkt darf man sich auch im frühen Mittelalter die Verkehrsverhältnisse nicht vorstellen. Ein Blick auf eine Straßenkarte zeigt, daß gerade in jenen Gebieten, in denen sich Karl besonders oft aufhielt[2]), in römischer Zeit ein regelrechtes

1) Schulte, Aloys, Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien, Leipzig 1900, I. Bd., 552–553.

2) Wir nennen es im folgenden „das engere Wirtschaftsgebiet Karls des Großen".

Straßennetz verläuft[1]), das es ermöglicht, ohne große Umwege von einem Ort zum anderen zu gelangen. Die Wanderungen des königlichen Hofes werden auf diesen alten Straßen, die zum Transporte größerer Truppenmengen dienten, nicht allzu beschwerlich und unbequem gewesen sein[2]). Die Bedeutung der alten Römerstraßen auch für die fränkische Zeit, die sich aus einer logisch gedanklichen Erwägung allein als notwendig erweisen müßte und die aus den Itinerarskizzen sich klar ergibt, ist ein wichtiges Kriterium zur allgemeinen Abschätzung der karolingischen Wirtschaftsweise, die in wesentlichen Punkten auf romanischen Grundlagen basiert.

Auch die Wichtigkeit der Flüsse als Verkehrsmittel ist aus dem Itinerar ebenso wie aus der Karte der Aufenthaltsorte des Königs ersichtlich. Nicht nur, daß die Straßen dem Laufe der Flüsse folgten, sondern noch deutlicher tritt die Bedeutung der Flüsse hervor, wo alte Römerstraßen fehlten, so insbesondere in den deutschen Landen. So scheint Karl häufig längs der Ruhr oder der Lippe nach Sachsen gezogen zu sein, wenigstens ist uns des öfteren der Rheinübergang bei Köln oder eine Reichsversammlung in Paderborn bezeugt[3]). Bei seinen Zügen gegen Bayern scheint Karl den Weg längs des Mains genommen zu haben[4]), und einigemale ist uns auch die Fahrt zu Schiff fluß-

1) Vgl. dazu die Abhandlung v. Veiths, Das alte Wegenetz zwischen Köln, Limburg, Mastricht, Bavai. Zeitschr. d. Aach. Gesch.Ver. 1886.

2) So sehen wir die Herrscher Besuche in weit entfernten Klöstern abstatten. Z. B. Ludwig der Fromme geht im Jahre 836 von Frankfurt nach Seligenstadt (ca. 150 km) und kehrt wieder nach Ingelheim zurück; im Jahre 837 eilt er mit seinem Gefolge (das Heer scheint nachzufolgen) von Gondreville nach Diedenhofen in einem Tag.

3) So Rheinübergang bei Köln in den Jahren 782, 784. Reichsversammlungen in Paderborn 777 und 784. Sehr eingehend hat Rübel diese Frage untersucht, und zwar mit der geistvollen Kombination, die Anlage von Königshöfen längs eines Flusses oder einer Linie als Beweis einer Heeresstraße gelten zu lassen. Wichtig ist, daß Karl die Straße des „Hellweges" (vgl. Rübel passim) als Königsstraße anlegen läßt, die den Übergang über den Rhein sowohl bei Köln als auch bei Duisburg gestattet, und die mit den Flußtälern der Ruhr, Lippe und Diemel durch Querstraßen verbunden war. Die Anlage des Hellweges soll nach Rübel erst während Karls Winteraufenthalt in Sachsen 784—785 in Angriff genommen worden sein.

4) Z. B. in den Jahren 787, 788.

ab- oder -aufwärts [1]) in den Quellen überliefert, und der beabsichtigte Kanalbau zwischen Altmühl und Regnitz ist ein Beweis für die Erkenntnis Karls des Großen, daß in diesen straßenarmen Teilen seines Reiches die Schiffahrt das bequemste Kommunikationsmittel darstelle.

Der König sucht im allgemeinen Orte auf, die relativ leicht zugänglich waren, von denen aus also auch einem eventuellen Transport sich die geringsten Schwierigkeiten in den Weg stellten. Der Zweck dieser Wanderungen mußte also ein anderer gewesen sein als der so häufig angegebene, daß, da es unmöglich gewesen wäre, die Lebensmittel zu transportieren, der König gezwungen war, von Pfalz zu Pfalz zu ziehen [2]), um diese an Ort und Stelle zu verzehren; denn gerade diejenigen Orte, die der König im allgemeinen nicht aufsuchte, gestatteten infolge ihrer Lage nur schwer einen Transport ihrer Erzeugnisse, und doch wird man auch bei ihnen an Lieferungen an die Zentrale, wie sie das Cap. d. V. anordnet und wir sie oben erörtert haben, denken müssen. Der Zweck der Reisen Karls des Großen ist durchaus ein anderer als ein wirtschaftlicher; er ist hauptsächlich ein politischer, wie überhaupt in jenen Zeiten die königliche Privatwirtschaft und vielleicht die Wirtschaft im allgemeinen sich ganz in den Dienst der Politik stellen mußte.

Nach der Richtung der Politik wählt Karl seinen Winteraufenthalt, und während dieser Zeit wird sicher nicht der Aufenthaltsort selbst die Ernährung des Königs und seines Hofstaates allein bestritten haben, sondern er wurde darin gewiß durch Lieferungen von anderen königlichen Gütern unterstützt.

Am wenigsten fixiert erscheint der Aufenthalt des Königs auf Tab. I, die Jahre 770—774 behandelnd. Am ehesten könnte noch Herstal an der Maas als Stützpunkt des Königs in dieser Zeit angesehen werden. Aber mit dem Tode seines Bruders Karlmann ergab sich für ihn die Notwendigkeit, um von dessen Reich mit Erfolg Besitz zu nehmen, dasselbe durch seine per-

1) Z. B. für das Jahr 790.

2) Z. B. Kretschmer, Hist. Geogr. von Mitteleuropa in: Handbuch der mittelalterlichen und neuen Gesch., herausg. von Below und Meinecke, München, Berlin 1904, S. 211, der damit nur der allgemeinen Ansicht folgt.

sönliche Anwesenheit seiner Herrschaft zu sichern. Daher treten jetzt die Pfalzen des eben einverleibten Reichsteiles stark hervor, doch wurden sie aus dieser Stellung infolge ihrer Lage, die für die politischen Pläne Karls nicht günstig erschien, wieder verdrängt, nur Diedenhofen scheint sich dauernd einige Bedeutung gewahrt zu haben. In den folgenden Jahren (775—782; Tab. II) treten Worms, Herstal und Düren besonders hervor, und wieder sind es politische Motive, die dies veranlassen. Herstal und Düren sind günstige Ausgangspunkte für die fast zu einer jährlichen Gewohnheit gewordenen Sachsenfeldzüge, da von hier aus der Rheinübergang bei Köln oder der Weg längs des Tales der Lippe sehr leicht erreichbar war. Von Worms aber war der Blick des Königs sowohl gegen Sachsen als auch gegen Italien und Bayern gerichtet. Und deshalb nimmt Worms, als die Spannung mit Bayern zum Konflikte führte, an Bedeutung zu, und in den Jahren 783—789 (Tab. III) überragt es weit alle anderen königlichen Pfalzen. Erst als die Erwerbung Bayerns einen Kampf mit den Avaren herbeiführte, mußte der Aufenthaltsort des Königs weiter nach Osten rücken, in das neu erworbene Land selbst, und so erklärt sich die große Wichtigkeit, die in den nächsten Jahren (Tab. IV) Regensburg dadurch erhielt, daß es in den Jahren 791—793 dem König fast ständig als Wohnsitz diente. Als aber die Avaren besiegt, Bayern dem Reiche einverleibt war und nur noch die Sachsen in ihrer alten Kriegslust verharrten, war es natürlich, daß als Stützpunkt des Königs ein Ort erwählt wurde, der vor allem einen erfolgreichen und raschen Zug gegen die Sachsen garantierte. Ein solcher Ort war aber Aachen, das nebst dem Vorteil der Bäder [1]) auch den eines Straßenknotenpunktes besaß. Und so gelangt Aachen in den Jahren 794—799 schon zu jener überragenden Stellung, die es während der friedlichen Kaiserjahre Karls inne hatte. Deutlich aber läßt es sich erkennen, daß auch hierbei politische Rücksichten ausschlaggebend waren.

Wollte man nun nach den Itinerarskizzen und der Karte, die die königlichen Aufenthaltsorte, die man als Eigengut des Königs

1) EINHARD, Vita Karoli c. 22.

annehmen darf, einzeichnet, das engere Wirtschaftsgebiet Karls des Großen bestimmen, so müßte man eine Linie zeichnen, die von der Maas bei Herstal an die Oise, dann längs derselben bis an die Seine zieht, bis zur Mündung der Marne derselben folgend, und dann der Marne entlang verläuft, ungefähr bis Ponthion, von wo sie in nordöstliche Richtung an die Mosel geht, um von hier, ungefähr von Diedenhofen aus in der Richtung von West nach Ost, an den Rhein zu gelangen, dessen Lauf sie bis Bonn verfolgt, um von hier wieder an die Maas zu ziehen. In diesem Gebiete, dem auch sicher die hauptsächlichste Aufmerksamkeit des Königs resp. des Kaisers galt, liegen die als Pfalzen bezeichneten Orte häufig so nahe, daß dies der Annahme, als ob sie einer Zahl von Fisken oder Villen vorstanden, widerspricht. Denn in diesem Falle wäre es nicht nur rationell, sondern sogar natürlich gewesen, die Pfalzen in größeren und regelmäßigen Abständen voneinander zu errichten.

Dieser Abgrenzung des engeren Wirtschaftsgebietes widersprechen scheinbar die Tabellen Ib und II, sowohl die, welche die Schenkungen Karls, als auch die, welche die Güter Karls ungefähr um das Jahr 810 verzeichnet. In der ersteren tritt das rechtsrheinische Land stark hervor[1]). Man würde aber sehr fehlgehen, wollte man das als Beweis für den größeren Besitz des Königs in diesen als in den linksrheinischen Landen ansehen. Der Grund liegt wo anders. Die bedeutenden Klöster in dem linksrheinischen Gebiet waren größtenteils Gründungen viel älteren Datums, die bereits unter den merowingischen Königen großen Grundbesitz erworben hatten[2]). Die aber erst in späterer Zeit gegründeten Stifte[3]) mußten auf die Freigebigkeit des Königs Anspruch erheben, und dieser schenkte ihnen zum großen Teil Ländereien, die für ihn selbst von geringerer Bedeutung waren, sei es, weil sie vom eigentlichen Zentralgebiet des Reiches zu weit entfernt lagen, sei es, weil sie keinen geschlossenen, sondern nur Streubesitz repräsentierten. Der König

---

1) Viel mehr würde dies der Fall sein, wenn in die Tabelle nicht nur die durch Königsurkunden überlieferten Schenkungen aufgenommen wären.

2) So z. B. St. Germain des Près oder St. Denis.

3) So Prüm, Fulda, Hersfeld.

konnte in diesem Gebiete auch über viel mehr unbebautes oder nur wenig bebautes Land verfügen und dieses den Klöstern zur inneren Kolonisation überlassen [1]). In den ehemals romanisierten Territorien waren aber die geschlossenen Wirtschaftseinheiten, wie sie die Römer geschaffen hatten, größtenteils erhalten geblieben. Hier konnte der König, wollte er nicht seine Besitzungen zersplittern, bei eventuellen Schenkungen den Klöstern meist nur größere zusammenhängende Besitzungen geben [2]), was naturgemäß ebenfalls eine geringere Häufigkeit der Schenkungen veranlaßte.

Aus ähnlichen Gründen erklärt sich auch in der zweiten Tabelle die noch immer große Zahl von Orten rechts des Rheines. Denn infolge des Charakters des Quellenmaterials setzt sich diese Tabelle zum großen Teil aus Schenkungen Ludwigs des Frommen zusammen, und daß bei diesen vielfach die gleichen Motive wie bei Karls Schenkungen maßgebend waren, darf man wohl annehmen.

So erscheinen für die Lösung der Frage nach dem engeren Wirtschaftsgebiete Karls des Großen diese beiden Tabellen nur wenig geeignet. Ich glaube, daß ich daher mit Recht dazu vor allem die Lage der Aufenthaltsorte zur Entscheidung herangezogen habe. Betrachtet man aber die beiden Tabellen in einer anderen Beziehung, nämlich nicht nach der Zahl der angeführten Orte, sondern nach dem wirtschaftlichen Wert, der sich aus ihrer Erwähnung erschließen läßt, so wird eine Tatsache deutlich hervortreten, die für das Verständnis der ganzen karolingischen Wirtschaftslage von ausschlaggebender Bedeutung ist, nämlich der Unterschied zwischen den ehemals romanisierten und den

1) So zeigt dies eine Schenkung für das Kloster Altaich KDD. 212. Es wird ein Gebiet an der Mündung der Pielach in die Donau geschenkt: est autem aestimatio illius loci quasi quadraginta mansonum. Offenbar handelt es sich um unbebautes Land.

2) Deutlich tritt dieser Unterschied hervor, wenn man etwa das Breviarium sancti Lulli archiepiscopi (Zeitschr. für hessische Gesch., X. Bd., 1865, S. 184 ff., hrsg. von Landau) zum Vergleiche heranzieht. In über 70 Orten werden dem Kloster Hersfeld 420 Hufen mit 290 mansen geschenkt. In den wenigsten dieser Orte handelt es sich wohl um geschlossenen Besitz des Königs, sondern man wird hier Streubesitz annehmen müssen.

vom römischen Einflusse frei gebliebenen Landen. Sehen wir uns die Bezeichnungen an, die diesen uns als Königsgut überlieferten Orten zukommen, so ergibt sich, daß das Beiwort fiscus, also dasjenige Wort, das uns im wesentlichen ein Beweis für die Anwendung jener Organisation ist, wie sie uns in dem Cap. d. V. entgegentritt, hauptsächlich auf Orte angewendet wird, die in romanisierten Gebieten liegen[1]). Dies wird man als einen Beweis ansehen dürfen, daß hier geschlossene Wirtschaftskomplexe, zum Teil von den Römern übernommen, zum Teil in Nachahmung derselben entstanden, die Besitzungen des Königs bildeten. Auch aus anderen Dokumenten tritt uns dieser wirtschaftliche Unterschied zwischen den beiden Gruppen des karolingischen Reiches deutlich entgegen. So sehen wir z. B. aus dem Traditionsverzeichnis des Klosters Hersfeld, daß bei den Schenkungen in den thüringischen Landen die Zahl der Hufen die der Mansen meist übersteigt, während im Wormsgau das Verhältnis umgekehrt gewesen zu sein scheint[2]). Daß für die größere Zahl der Schenkungen im rechtsrheinischen Gebiete ähnliche Ursachen maßgebend waren, wurde schon oben angedeutet. Es wird uns daher nicht wundernehmen, daß die von EGGERS[3]) angeführten Orte, die in der Zeit der sächsischen Kaiser als palatium oder fiscus bezeichnet wurden, größtenteils in ehemals romanisierten Gebieten liegen[4]). In diesen waren eben Einrichtungen vorhanden, die eine Durchführung der Organisation, wie sie Karl der Große in seinem Cap. d. V. für seine Krongüter erstrebte, möglich machten. Hier war auch zur Karolingerzeit der eigentliche Boden der Großgrundherrschaft, hier

1) Unter 72 Orten, die als fiscus oder palatium bezeichnet werden, sind 13 auf rechtssheinischem Territorium liegend (vgl. unten S. 505).

2) Z. B. in Gebise (Gebesee a. d. Unstrut) 70 Hufen, 40 mansi (s. Brev. sti Lulli a. a. O. Nr. 1) oder Wehmare (Wechmar zwischen Gotha und Mühlberg) 40 H. 30 m. (ebenda Nr. 2) Lupentia (Groß- und Wenigenlupnitz) 10 H. 5 m. (ebenda Nr. 7). Dagegen im Wormsgau in Inglinheim (Ingelheim) 2 H. 4 m. (ebenda Nr. 66) oder Ovlaho (Niederaula) 8 H. 10 m. (ebenda Nr. 71).

3) EGGERS, Der königliche Grundbesitz im 10. und beginnenden 11. Jahrhundert in: Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des Deutschen Reiches, hrsg. von ZEUMER, Bd. III, Heft 2, 1909.

4) EGGERS S. 103. Palatien: Aachen, Nimwegen, Augsburg, Erstein, Frankfurt, Regensburg, Mofheim, Frose.

waren die kleinen freien Bauern fast vollständig zurückgetreten, während in den rein germanischen Landen sie sich infolge der Möglichkeit innerer Kolonisation noch erhalten konnten[1]), und hier war zweifellos durch die Güterorganisation der großen römischen Grundbesitzer das Beispiel für das Werk Karls des Großen gegeben[2]). Für dieses Gebiet dürfen wir aber auch annehmen, daß uns das Cap. d. V. nicht nur das Ideal eines großen Herrschers überliefert, sondern auch tatsächliche Verhältnisse fixierte und zu einer gedeihlichen Durchführung brachte[3]).

Die Schenkungen Pippins, Karlmanns und Karls des Grossen.

Mit Hinblick darauf, daß die Größe der Schenkungen einen Schluß auf die Größe des gesamten Besitzes gestattet, habe ich es versucht, die Schenkungen Pippins, Karlmanns und Karls in einer Tabelle zusammenzustellen. Neben der Lage des geschenkten Gutes wurde dabei auf das Verhältnis desselben zum König Rücksicht genommen, ebenso auf den Empfänger, und in Anmerkungen darauf verwiesen, was wir über die Größe und sonstige Verhältnisse des Gutes aus der Quelle erfahren.

Da die Tabelle der Schenkungen Karls zum Teil schon oben zum Teil noch weiter unten besprochen wird, kann ich mich hier auf wenige Worte beschränken. In Tab. Ia tritt naturgemäß das rechtsrheinische Land fast vollkommen zurück, da Pippin und Karlmann in diesen Gebieten nur sehr wenig Besitz hatten. Unter den Empfängern werden besonders reich die Klöster Prüm und St. Denis bedacht. Unter Karl werden neben diesen

---

1) Vgl. Heft III, S. 319, Anm. 2. Vgl. auch Caro, Zur Grundbesitzverteilung in der Karolingerzeit (Deutsche Gesch.Blätter Bd. 3, Heft 3, S. 65—76.

2) Vgl. W. Fleischmann, Altgermanische und altrömische Agrarverhältnisse, Leipzig 1906, passim.

3) Ich habe schon oben Heft III, S. 365, Anm. 1 darauf hingewiesen, daß die Verordnung, die Karl im Cap. d. V. erließ, der Intention nach wohl allgemein Geltung beanspruchte. Vgl. darüber insbesondere das Buch von Rübel, (s. unten S. 506, Anm. 1), aber kein Zweifel, daß wir nur für das engere Wirtschaftsgebiet Karls, wie es sich nach den obigen Betrachtungen darstellt, tatsächlich solche Verhältnisse, wie sie das Cap. d. V. voraussetzt oder herbeiführt, annehmen dürfen.

ganz besonders Hersfeld und Fulda durch die königliche Freigebigkeit ausgezeichnet. Schenkungen an Privatpersonen sind uns auch unter ihm nicht überliefert. Interessant ist, daß nur ein ganz geringer Prozentsatz der Vergabungen Karls in seine späteren Jahre fällt, was mit der größeren Stabilität des Hofes zu erklären ist [1]).

Benützt wurden bei der Zusammenstellung der Schenkungen nur die, die uns unmittelbar aus erhaltenen Urkunden überliefert werden. Erstens, weil nur aus ihnen Aufschluss über die Beschaffenheit des Gutes zu gewinnen ist, und zweitens, weil ich fürchtete, durch Benützung zufälliger Berichte, die sich nicht genügend umfassend hätten gestalten lassen, die Verhältnisse in eine falsche Beleuchtung zu bringen [2]). Aufgenommen wurden in die Tabellen nur solche Orte, an denen mit der Schenkung der königliche Besitz erlischt, da Orte, wo nur Teilschenkungen oder Zehntenvergabungen erfolgen, in die Tabelle der königlichen Besitzungen um das Jahr 810 gehören.

Die Reihenfolge der Orte ist eine alphabetische; bei der Identifizierung der einzelnen Orte habe ich mich durchaus an das Register des ersten Bandes der Diplome gehalten. Auf diesen bezieht sich auch die Quellenangabe, wobei die beigefügte Zahl auf die Nummer in der fortlaufenden Urkundenreihe hinweist. Gefälschte Urkunden wurden naturgemäß nicht berücksichtigt. Bei dieser und den folgenden Tabellen wurden nur Orte berücksichtigt, die innerhalb des Gebietes liegen, das Karl bei der Reichsteilung von 806 seinem ältesten Sohn, Karl, als Erbe bestimmt und seiner eigenen direkten Regierung unterstellt; denn hauptsächlich auf dieses Gebiet waren seine wirtschaftlichen Intentionen gerichtet, und ihr Erfolg läßt sich nur hier ermessen.

---

1) Monachus san Gallensis, Gesta Karoli Magni III, c. 14 erzählt, wie Karl einem Bischof zum Dank für die sorgfältige Aufnahme ein Gut schenkt. Auch erscheint es ganz natürlich, daß die Anwesenheit oder Nähe des Königs zum Vorbringen einer Bitte benützt wurde.

2) So hätte ich bei Benützung des Breviarium sancti Lulli archiepiscopi die Tabelle um eine große Zahl von Namen vermehren können, aber es wäre für das betreffende Gut nichts über Größe oder über das Verhältnis zum König zu entnehmen gewesen, und außerdem wäre das Kloster Hersfeld durch die Art dieser Quelle viel stärker hervorgetreten, als es eigentlich der Fall gewesen sein dürfte.

Tabelle Ia. **Tabelle der durch Pippin oder Karlmann**

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Besitzverhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und heutige pol. Lage
Actrico monte			gehört zum Forst Iveline (Aequalina)	Aigremont, Depart. Seine-et-Oise, Ar. Versailles
Adsummumbragium			"	Briis-sous-Forges, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Rambouillet
Aequalina [1])			Grenzen nach genannten Ortschaften angegeben	Forst Iveline bei Rambouillet
Altrepio, cellam ... in	cellam	iuris proprietatis nostrae	super fluvium Reni in pago Spirinse	Altripp, bayr. RB. Pfalz, BA. Ludwigshafen
Ansberto	monte		gehört zum Forst Iveline	unsicher, jedenfalls Dp. Seine-et-Oise
Autmundisstat	villa		in pago Moinigaugio super fluvio Ricchina	Groß- u. Klein-Umstadt, hess. Provinz Starkenburg, Kr. Dieburg
Birgisburias	locus		in Carasco	Birresborn, RB. Trier, Kr. Prüm
Casleoca	cella		infra terminos Sentiaco	Kesseling, RB. Koblenz, Kr. Adenau
Cotonarias			gehört zum Forst Iveline	Coignières, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Rambouillet
Essona	villa nostra	Benefizialgut a comite Rauchone per nostrum beneficium . . , possessa	in pago Parisyaco super ipso fluvio . . . Essona	Essonnes, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Corbei
Faberolas	villa	Benefizialgut a vasso nostro... possessas	in pago Madriacense	Faverolles, Dp. Eure et-Loire, Ar. Dreu
Humlonarias			gehört zum Forst Iveline	Ouerre, Dp. Seine
Marciaco	villa nostra		in pago Bedinse	Merzig, Kr. Hptst im RB. Trier

1) Außer den in der Tabelle namentlich angeführten Orten gehören zum Fors schenkt werden; so in Brogarias, Popiniagas, Puciolis, Ulfrasiagas, Uallis, Uillare

verschenkten königlichen Güter.

Schenker	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
Pippin	Kl. St. Denis	St. Denis 768, Sept.	KDD 28	für seine Grabstätte an St. Denis geschenkt cum omni integritate
"	"	"	"	" cum omni integritate praeter mansum dimidium
"	"	"	"	für seine Grabstätte an St. Denis geschenkt
"	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	cum villis vel appenditiis suis, quem Herlebaldus et Weolentio necnon et Bagulfus mihi tradiderunt
"	Kl. St. Denis	St. Denis 768, Sept.	KDD 28	s. Aequalina
"	Kl. Fulda	Orléans 766, Juli	KDD 21	cum omnibus terminis vel appendiciis
"	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	
"	"	"	"	
"	Kl. St. Denis	St. Denis 768, Sept.	KDD 28	s. Aequalina
"	"	Orléans 766, Juli	KDD 22	in KDD 23. Besitztitel bestätigt
Karlmann	"	Samoussy 771, Dez.	KDD 53	
Pippin				
"	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	

[veline noch kleine Teile anderer Orte, 1—2 Mansen, die gleichfalls an St. Denis ge-
Uillarcellum.

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Besitzverhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und heutige pol. Lage
Marningas	villa	.		Mehring, RB. und Landkr. Trier
Mellere	silva		Grenzen durch Flüsse bestimmt	der Teil des Kesselinger Waldes am linken Ufer des Kesselinger Baches, RB. Koblenz, Kr. Adenau
ad Munte sancto Micaelo arcangelo	locus et castellum	von Uulfoaldus strafweise eingezogen	in pago Uerduninse super fluvio Marsupiae	
Noronte	villa	Benefizialgut a vasso nostro ... possessas	in pago Carnotino	Néron, Dp. Eure-et-Loire, Ar. Dreux
Reginbach		Benefizialgut	in pago Riboarinse	Rheinbach, Kr.Hptst. im RB. Trier
Riuuino	cella		in pago Lomense super fluvium Mosae	Révin, Dp. Ardennes, Ar. Rocroy
Rumerucoyme	villa		in pago Charos	Rommersheim, RB. Trier, Kr. Prüm
Sarabodisvilla	villa	Benefizialgut sicut a Garaberto possessa fuit	in pago Eflinse	Sarresdorf, Reg.Bz. Trier, Kr. Daun
Sociacum	villa			Schweich, RB. und Landkr. Trier
Thininga	villa		in pago Rezi sup[er] fluvio . . . Agira	Deiningen, bayr. RB. Schwaben, BA. Nördlingen
Uisiniolo			gehört zum Forst Iveline	Vesinet, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Versailles
Ursionevillare			„	Orsonville, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Rambouillet
Wathilentorp [1]	locus		in Carasco	Wetteldorf, Reg.Bz. Trier, Kr. Prüm

1) KDD 27 ist nicht berücksichtigt worden, da es sich hierin um eine rein

Schenker	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
Pippin	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	vorher (752, KDD 3) hatte Pippin Fischereien dieser villa in der Mosel an Kl. Prüm gesch.
„	Kl. Kesseling	Sinzig 762, Juli 10	KDD 15	nur ein Teil (quandam portionem) des Waldes wird an Kesseling geschenkt. Das Kloster selbst an Prüm vergabt
„	Kl. St. Denis	Compiègne 765, Juli 29		
Karlmann	„	Samoussy 771, Dez.	KDD 53	
Pippin	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	ein Teil Allod Pippins, ein Teil Allod seiner Gattin Bertrada
„	„	„	„	
„	„	„	„	cum omni integritate mit Ausnahme von 36 namentl. aufgeführten mancipiis; ein Teil Allod Pippins, ein Teil Allod seiner Gattin Bertrada
„	„	„	„	
„	„	„	„	nachdem er vorher (752) Fischereien dieser villa in der Mosel an Prüm geschenkt hatte (KDD 3)
„	Kl. Fulda	Attigny 760, Juni	KDD 13	cum omni integritate
„	Kl. St. Denis	St. Denis 768, Sept.	KDD 28	s. Aequalina similiter (cum integritate)
„	„	„	„	„
„	Kl. Prüm	Trisgodros 762, Aug. 13	KDD 16	

ormale Übertragung handelt.

Tabelle 1 b. **Tabelle der von Karl dem Großen**

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle
Abbotischeid	locus	von Alpad durch die Königsboten eingezogen	
Achynebach	locus	unter adiacenciis seu appendiciis von Hamalaburg aufgezählt	gehört zu Hamalaburg
Aendriche	locus	von Alpad durch die Königsboten eingezogen	
Alningas			
Berinscozo	villa	Benefizialgut oder eingezogenes Gut	in pago Logonense
Binuzheim	locus	seinerzeit dem Fiskus entfremdet, von St. Denis erworben und von Abt Mainarius dem König wieder zurückgestellt	in pago Brisigauia
Buxito			
Breckera-Wetrida	insola	Benefizialgut	in Reno fluvio quod est inte Breoneras et Rineras
Caminitto	villa nostra		in ducato Moslinse, in com tato Mett[ense]
Catiaco	villa	von Abt Asoar von Prüm als mütterliches Erbe in gutem Glauben angesprochen, aber als kgl. Gut erwiesen	in Andecavo
Caucina	locus	es handelt sich um eingezogenes Gut	in pago Rodonico
Dinenheim	villa nostra		in pago Wormocense sup fluvium Rhenum
Dreise	locus [villa ... in loco ... Dr.]		in pago Bedense super fl vium Salmana

verschenkten königlichen Besitzungen.

Heutiger Name und Lage	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
Habenscheid, RB. Wiesbaden, Unterlahnkreis	Kl. Prüm	Mainz 790, Juni 9	KDD 165	
Aschenbach (Ober- und Untereschenbach), RB. Unterfranken, BA. Hammelburg	Kl. Fulda	Herstal 777, Jan. 7	KDD 116	s. Hamalaburg
Emmerich, RB. Wiesbaden, Oberlahnkreis	Kl. Prüm	Mainz 790, Juni 9	KDD 165	
? Insmingen, els. Kr. Château-Salins	Kirche von Salonnes	Diedenhofen 775, Nov.	KDD 107	1 mansus daselbst von Karl geschenkt
Wüst bei Allendorf am Bärenschusse, RB. Kassel, Kr. Kirchhain	Kl. Hersfeld		KDD 144	hominem unum quem Ratbertus habuit cum mansos duos ...
Binzen, Baden, BA. Lörrach	Kl. St. Denis	Kostheim 790, Aug. 31	KDD 166	nicht der ganze Ort, sondern nur Besitzungen daselbst
nicht identifiziert	Kirche von Salonnes	Diedenhofen 775, Nov.	KDD 107	illa terra et silva de uno manso ad B.
ehemalige Rheininsel zwischen Brienen und Rindern	Kl. Echternach, RB. Düsseldorf, Kr. Kleve	777—97	KDD 184	
Cheminot, els. Kr. Metz, Kt. Verny	St. Arnulf bei Metz	Diedenhofen 783, Mai 1	KDD 149	una cum appendiciis ecclesiis ... etc.
Chazé, frz. Dp. Maine-et-Loire, Ar. Saumur	Kl. Prüm	Aachen 797, Febr. 17	KDD 180	
nicht identifiziert, Dp. Ille-et-Villaine	..	Aachen 807, April 28	KDD 205	Besitz in diesem Ort, nicht der ganze Ort, verschenkt
Dienheim, hess. Provinz Rheinhessen, Kr. Oppenheim	Kl. Fulda	Hersfeld [782], Juli 28	KDD 145	quicquid in ipsa villa nostra possessio legitima esse videtur
Dreis, RB. Trier, Kreis Wittlich	Kl. Echternach	783/5—97	KDD 186	von Karlmann bereits gesch., mangels einer Urkunde die Schenkung von Karl bestätigt

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle
Duouendorf	villa nostra	Benefizialgut	in pago Muslense super fluvio Gaudra
Fornhese	forestis		zu beiden Seiten des Hemus, mit andern Forsten erwähnt
Gunzinheim	locus	Benefizialgut	
Hagrebertingas	fiscus noster; curtis		super fluvium Brancia in docato Alamannorum in comitato Hurnia
Hamalum[burg]		res proprietatis nostrae	in pago Salecgauio super fluvio Sala
Harital	unter adiecensiis seu appendiciis v. Hamalaburg		
Hengistcoto	forestis		zu beiden Seiten des Hemus, mit andern Forsten erwähnt
Hephenheim	villa		in pago Renense
(Hochaim)	villa		
Hoinge	locus	Benefizialgut	in pago Uuedrebense
Holzkiricha	monasteriolum	von Troandus gegründet, mit Eigengut begabt und an den König übergeben	in pago Uualdsassim super fluvium Albstat
Kieminseo	monasterium virorum	durch Unterwerfung Bayerns erworben	in ducatu Baioariae

Heutiger Name und Lage	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
Daundorf, Luxemburg, Kt. Remich	Kl. Echternach	777—97	KDD 185	
Vernheeze of Overheeze	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 117	
Gonsenheim, hess. Kreis Mainz	Kl. Fulda	779, Nov. 13	KDD 127	es ist nicht gesagt, ob der ganze Ort verschenkt wurde und ob der ganze Ort kgl. Benefizialgut war
Herbrechtingen, württ. OA. Heidenheim	Kirche von Herbrechtingen (vom Abt Fulrad erbaut)	c. 774	KDD 83	
Hammelburg, bayr. RB. Unterfranken	Kl. Fulda	Herstal 777, Jan. 7	KDD 116	cum omni integritate vel adiecenciis seu appendiciis suis Achynebach, Thyupfbach, Harital
Ober- und Untererthal, RB. Unterfranken, BA. Hammelburg	„	„	„	s. voriges
Heischoten bei Woudenberg, niederld. Prov. Utrecht	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 117	
Heppenheim, Krhptst. in der hess. Provinz Starkenburg	Kl. Lorsch	Longlier 773, Jan. 20	KDD 73	cum omni merito et soliditate sua, auch mit der dort bestehenden Kirche. Similiter et hoc, quod Gerdrudis vidua de ipsis rebus habet
	Kl. Hersfeld	Herstal 779, März 25	KDD 121	illa medietate . . . et de illa medietate de villa ipsa illa decima
Hungen, hess. Provinz Oberhessen, Kr. Gießen	„	Hersfeld 782, Juli 18	KDD 144	nur das Lehengut daselbst verschenkt, ohne daß gesagt wäre, ob der ganze Ort kgl. Besitz war
Holzkirchen, RB. Unterfranken, BA. Marktheidenfeld	Kl. Fulda	Düren 775, Nov.	KDD 166	
Chiemsee, RB. Oberbayern, BA. Rosenheim	Kirche von Metz	Regensburg 788, Okt. 25	KDD 162	

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle
Laniaco	locus	es handelt sich um eingezogenes Gut	in pago Andegavino
Lauriaco	villa	vom Abt Asoar als mütterliches Erbe angesprochen, als Königsgut erwiesen	in Andecavo
Lisiduna	villa nostra	Benefizialgut	in pago Flethite super alveum Hemi
Lubringouva	locus	Benefizialgut	infra Renum
Lusarca	villa nostra in loco L.		in pago Parisiaco super fluvium Folunca
Madriolas	villa nostra		in pago Meledunense super flu[vium] Sequana
Masciago	villa in loco M.		in pago Meldico
Mocoroht	forestis		an dem Hemus
Nuvenheim	locus	Benefizialgut	
Obbenheim	villa		in pago Wormaciense super fluvium Renum
Ovlaho	locus	Benefizialgut	ubi ipse fluvius confluit in Fuldam
Romaningahobo	locus	dem Fiskus entfremdet, vom Abt Mainarius erworben, aber dem König zurückgestellt	in pago Brisigauia
Rostorp	villa nostra	von Hardradus an Fulda gesch. (Hardradus scheint die villa als Lehen besessen zu haben), von den missi aber ad opus nostrum reklamiert	
Stainagonstat	aliquam rem in St.	dem Fiskus entfremdet, vom Abt Itherius v. St. Martin erworben und dem König zurückgestellt	in pago Brisigauia

Heutiger Name und Lage	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
Laigné, Dp. Mayenne, Ar. Chateau-Goutier	Kl. Prüm	Aachen 807, April 28	KDD 205	nicht der ganze Ort, sondern nur der eingezogene Besitz
Loiré, Dep. Maine-et-Loire, Ar. Segré	Kl. Prüm	Aachen 797, Febr. 17	KDD 180	s. Catiaco
Leusden bei Amersfoort, niederländ. Provinz	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 118	
nicht festgestellt	Kl. Fulda	779, Nov. 13	KDD 127	es ist die Frage, ob die Schenkung oder das Benefizialgut den ganzen Ort umfasst
Luzarches, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Pontoise	Kl. St. Denis	St. Denis 775, Febr. 25	KDD 92	una cum illa ecclesia st. Cosme et Damiani
Marolles-sur-Seine, Dp. Seine-et-Marne, Ar. Fontainebleau	Kl. St. Germain des Près	Worms 786, Nov. 5	KDD 154	
Messy, Dp. Seine-et-Marne, Ar. Meaux	Kl. St. Denis	St. Denis 775, Febr. 25	KDD 92	es scheint die villa nicht den ganzen Ort umfaßt zu haben
Forst unweit der Eem in der niederld. Prov. Utrecht	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 117	
? Nubenheim, wüst bei Gonsenheim, hess. Provinz Rheinhessen, Kr. Mainz	Kl. Fulda	(779), Nov. 13	KDD 127	es ist fraglich, ob der ganze Ort in die Schenkung inbegriffen ist
Oppenheim, Krhptst. in der hess. Prov. Rheinhessen	Kl. Lorsch	Worms 774, Sept. 2	KDD 82	similiter et illam terram iacentem in campo, qui pertinet ad Thechidesheim sicut ... eadem terra pertinere videbatur ad ecclesiam, que est in Obbenheim constructa
Nieder-Aula, preuß. RB. Kassel, Kr. Hersfeld	Kl. Hersfeld	Heristal 779, Sept. 25	KDD 126	
Rümmingen, Baden, BA. Lörrach	Kl. Prüm	Kostheim 790, Aug. 31	KDD 166	
Roßdorf, Sachsen-Meiningen, Kr. Meiningen oder Rasdorf, RB. Kassel, Kr. Hünfeld	Kl. Fulda	Quierzy 781, Dez.	KDD 140	
Steinenstadt, Baden, BA. Mühlheim	Kl. St. Martin	Kostheim 790, Aug. 31	KDD 167	es ist wohl nicht der ganze Ort unter dem „aliquam rem" verstanden

Name des geschenkten Gutes	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle
Stivale	locus	es handelt sich um eingezogenes Gebiet	in pago Rodonico
Thechidesheim	terram ... in campo qui pertinet ad Th.	eadem terram pertinere videbatur ad ecclesiam ... in Obbenheim	wahrscheinlich in pago Wormaciense super fluvium Renum
Thorantorpf	villa villa in loco T.		super fluvium Uuisora
Turenheim	locus		in pago Wetereiba
Turicas		es handelt sich um eingezogenes Gut	in pago Rodonico
Thyupfbach	unter appendiciis v. Hamalaburg erwähnt		
Ufteninge	villa	von Karlmann an Kl. Echternach geschenkt und von Karl bestätigt	in pago Bedense super fluvio Lisara
Unofelt	campus		
Upkirika	ecclesia		quae est super Dorestad constructa
Uinarias	terra iuxta fontem U.	terra culta et inculta (es scheint wenig bebautes Land gewesen zu sein, deshalb fehlt auch ein eigentlicher Name dafür)	
Uuarningas	res proprietatis mee in Uuar.		in pago Salaninse
Widoc	forestis		am Hemus

Heutiger Name und Lage	Empfänger	Datum	Quelle	Anmerkungen
nicht identifiziert	Kl. Prüm	Aachen 807, April 28	KDD 205	es scheint nicht der ganze Ort kgl. Besitz und Gegenstand der Schenkung gewesen zu sein
	Kl. Lorsch	Worms 774, Sept. 2	KDD 82	s. Obbenheim
Dorndorf a. d. Werra, Sachsen-Weimar, Kr. Dermbach	Kl. Hersfeld	Worms 786, Aug. 31	KDD 153	es ist eine genaue Grenzbestimmung, aber nach Ortsnamen gegeben
Dauernheim, hess. Prov. Oberhessen, Kr. Büdingen	Kl. Fulda	Hersfeld [782], Juli 28	KDD 145	
Thurie, Dp. Ille-et-Villaine, Ar. Vitré	Kl. Prüm	Aachen 807, April 28	KDD 205	es scheint nicht der ganze Ort kgl. Besitz und Gegenstand der Schenkung gewesen zu sein
Diebach, RB. Unterfranken, BA. Hammelburg	Kl. Fulda	Herstal 777, Jan. 7	KDD 116	s. Hamalaburg
Ober- und Niederöfflingen, RB. Trier, Kr. Wittlich	Kl. Echternach	[783/5—797]	KDD 186	
Hünfeld, Krhptst., RB. Kassel	Kl. Fulda	Quierzy 781, Dez.	KDD 139	cum silvis suis
bei Wijk bij Duursteede, niederld. Prov. Utrecht	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 117	de omnique parte centum perticas et insulam prope ipsam ecclesiam ad partem orientalem inter Hrenum et Lokkiam
	Kl. St. Emmeran bei Regensburg	Frankfurt 794, Febr. 22	KDD 176	266 Joch et de prata ubi potest colligere fenum carradas 58
Wirmingen, els. Kr. Château-Salins	Kirche von Salonnes	Diedenhofen 775, Nov.	KDD 107	quem Adalbaldus genitore meo tradedit
unweit der Eem, südlich vom Zuidersee	Kirche von Utrecht	Nijmwegen 777, Juni 8	KDD 117	

Die Krongüter Karls um das Jahr 810.

Ich habe versucht, ein Verzeichnis der Krongüter Karls um das Jahr 810 zu geben. Es ist im Hinblick auf das Cap. d. V. zusammengestellt. Außer der örtlichen war eine zeitliche Begrenzung der Benützung des Quellenmaterials gegeben. Gewiß hätte die Zahl der Orte, wären nur die Urkunden der späteren Karolinger herangezogen worden, stark vergrößert werden können. Wir dürfen aber nicht vergessen, daß schon unter Ludwig dem Frommen die von Karl fixierten Verhältnisse ins Schwanken gerieten. Schenkungen an Laien, weitgehende Restitutionen an die Kirchen und daneben wieder Konfiskationen von Gütern in dem Bürgerkriege zwischen Vater und Söhnen sind oft vorkommende Erscheinungen. Und vor allem Eines geht in den ewigen Kämpfen verloren, die Zentralisation, die Karl geschaffen hatte. Wenn ich mich aber trotzdem befugt hielt, die Zeit Ludwigs des Frommen miteinzubeziehen, so geschah es, weil unter ihm der Zersetzungsprozeß sich erst entwickelte und zunächst noch die Organisation Karls des Großen erhalten blieb, unter seinen Nachkommen aber war er so weit fortgeschritten; daß Zeugnisse aus dieser Zeit nicht mehr zur Beurteilung für die Verhältnisse zur Zeit Karls des Großen maßgebend sein konnten [1]).

Es handelt sich nämlich nicht in dieser Tabelle, eine große Zahl Orte aufzuzählen, sondern sie will für die einzelnen Güter einen Aufschluß über ihre Größe und Organisation, über ihr Verhältnis zum König und ähnliches geben. Aus diesem Grunde mußte im allgemeinen auf die Quellen selbst zurückgegriffen werden; die bereits bestehenden Verzeichnisse königlicher Güter waren daher von geringerer Bedeutung für die Zusammenstellung dieser Tabelle. Wertvolle Dienste leistete mir jedoch die Aufzählung königlicher Güter, die Mabillon im 4. Buche seiner „De Re Diplomatica“ gibt [2]). Ich konnte mit Recht daraus einige

1) Durch den Tod Ludwigs des Frommen setzt der Zersetzungsprozeß zwar nicht stärker ein, es wäre aber technisch unmöglich gewesen, die Zeit Ludwigs des Frommen zu zerteilen. Mit seinem Tode war eine natürliche Grenze gegeben.

2) Mabillon, De Re Diplomatica L. IV nennt selbst als eigentlichen Verfasser des Verzeichnisses den Michael Germanus.

Orte, die er als königlichen Besitz sowohl zur Merowinger- als auch zur späteren Karolingerzeit nachweist, in meine Tabelle aufnehmen. Jedoch handelt es sich bei Mabillon hauptsächlich um den diplomatischen Gesichtspunkt; die Pfalzen sind ihm als Ausstellorte der Urkunden von Bedeutung; er ist daher zeitlich nicht beschränkt, und Quellenmaterial aus mehr als einem halben Jahrtausend wird für sein Verzeichnis ausgebeutet. Ebenso geht das Chronicon Gotwicense vor, das im 3. Buche eine Aufzählung königlicher Pfalzen gibt, wie es selbst sagt: ad augustum Teutonici Regni seu Germaniae nostrae splendorem [1]). Hier ist also auch schon der Wunsch vorhanden, durch die Zahl selbst den Beweis für einstige Herrlichkeit zu führen, was um so leichter ist, da wiederum Zeugnisse aus den verschiedensten Zeiten in gleicher Weise benutzt werden.

Von einer anderen Seite fassen HÜLLMANN [2]) und IDELER [3]) den Stoff an. Sie wollen bereits durch die Aufzählung der königlichen Besitzungen, gleichviel, ob sie als Pfalzen oder einfache Villen auftreten, der rein finanziellen Seite des Problems nähertreten. Auch beschränken sie sich im allgemeinen auf die Karolingerzeit, verabsäumen es aber ganz, auf die große Änderung der wirtschaftlichen Verhältnisse unter den späten deutschen Karolingern irgendwelche Rücksicht zu nehmen. Und noch ein großer Fehler haftet ihren Tabellen an. Sie nehmen als westliche Grenze die Maas an, so daß für das Gut Karls des Großen, und darum handelt es sich bei ihnen hauptsächlich, das Bild vollkommen verzerrt wird.

Die Aufzählung von Pfalzen und Königshöfen, die KRETSCHMER [4]) gibt, bringt weder etwas Neues, noch ist sie für den Historiker bei vollständigem Mangel an Quellenangaben benütz-

1) Chronicon Gotwicense L. III, S. 441 ff. gibt selbst das Verzeichnis bei Mabillon als seine, wenn auch nicht genügende Grundlage an.

2) K. D. HÜLLMANN, Deutsche Finanzgeschichte des Mittelalters, Berl. 1805, S. 20 ff., 123 Orte.

3) IDELER, Leben und Wandel Karls des Großen, beschrieben von EINHARD, Hamburg und Gotha 1839, S. 248 ff., 129 Orte.

4) KRETSCHMER, a. a. O. S. 199 ff.

bar. WEITZELS Verzeichnis aber scheint recht unkritisch gearbeitet [1]).

Erst in jüngster Zeit hat EGGERS die königlichen Besitzungen zusammengestellt und nach geographischem Gesichtspunkte gegliedert [2]). Er will das königliche Gut für das 9. und 10. Jahrhundert feststellen und meint dieses nach Abzug des Hausgutes der späteren Königsgeschlechter [3]) und des aus den Quellen ersichtlichen sonstigen Gutszuwachses als altes karolingisches Königsgut in Anspruch nehmen zu dürfen. Wenn dies aber auch im allgemeinen zutreffend sein mag, so setzt er sich doch damit für die einzelnen Namen einer Fehlerquelle aus. Vor allem ist aber das Eine zu bedenken, daß zahlreiches Gut, das zur Zeit Karls des Großen als Streubesitz oder als mehr oder weniger unbebautes Land für den König von keiner oder nur von der Bedeutung war, daß er es verschenken konnte, in späterer Zeit, da der Schwerpunkt königlicher Gewalt und Politik in jene Gegenden rückte, zu einer ganz anderen Stellung sich erhob. Und deswegen würde auch die einfache Subtraktionsrechnung, die EGGERS vorschlägt, uns von dem Gutsbestande zur Zeit Karls des Großen nur in sehr unvollkommener, ja in verzerrter Weise unterrichten.

Es ist eben der Fehler bei diesen Tabellen, daß sie im allgemeinen nur Namen und in ihrer Summierung Zahlen ergeben. Dies ist aber von sehr problematischem Werte; denn wir können nie erkennen, bis zu welchem Grade wir uns der Vollständigkeit genähert haben, weil es nicht zu entscheiden ist, wie viele Orte, wo königlicher Besitz vorhanden war, in den verloren gegangenen Urkunden verzeichnet waren und wie viel überhaupt zu keiner schriftlichen Fixierung gelangten. Es ist daher viel wesentlicher als der Grad der Vollständigkeit, danach zu trachten,

---

1) WEITZEL, Die deutschen Kaiserpfalzen und Königshöfe, Halle a. S. 1905, S. 31 ff.; z. B. S. 31 soll Karl in Forchheim „etliche Male das Osterfest begangen haben" oder S. 49 Frankenberg bei Burtscheid „Lieblingsaufenthalt Karls des Großen und der Fastrada". WEITZEL ist es um die archäologische Seite der Frage zu tun.

2) EGGERS a. a. O. S. 16 ff.

3) Diesen Gesichtspunkt betont auch schon HÜLLMANN a. a. O. S. 20.

einen Aufschluß aus den Quellen zu erlangen, in welchem Verhältnis das Gut zum König stand und welcher Organisation es unterworfen war.

Natürlich werden auch die Resultate, die wir aus einer nach diesen Gesichtspunkten zusammengestellten Tabelle entnehmen können, nur einen Wahrscheinlichkeitswert besitzen. Aber immerhin in manchem Punkte gewährt sie uns doch einen sicheren Einblick in die Verhältnisse. In der Tabelle der Schenkungen Karls des Großen ist fast die Hälfte der Orte auf rechtsrheinischem Territorium liegend, in der, die die Güter Karls um das Jahr 810 verzeichnet, nur mehr ein Viertel und in der Tabelle der Aufenthaltsorte nicht einmal ein Zehntel. Ein deutlicher Beweis dafür, daß die Hauptmasse der Güter Karls des Großen in den Gebieten links des Rheins zu suchen ist. Ferner, wenn von den Orten, für die wir eine Organisation im Sinne des Cap. d. V. in Anspruch nehmen dürfen, nur ein Achtel zirka rechts vom Rheine liegt, so darf man dies als Beweis dafür ansehen, daß die Organisationsarbeit Karls des Großen vornehmlich auf die Güter Rücksicht nahm, die in seinem eigenen Regierungsgebiete und hier vornehmlich in seinem engeren Wirtschaftsgebiete lagen [1]). Oder wenn für mehr als ein Drittel der Orte eine Organitation im Sinne des Cap. d. V. als wahrscheinlich angenommen werden darf, so ist dies nicht nur für die Beurteilung dieser Quelle, sondern überhaupt für die Stellung der Krongüter von ausschlaggebender Bedeutung. Eine ebenso beredte Sprache spricht die große Zahl von Orten, die wahrscheinlich im Eigenbetrieb der Zentrale standen. Mehr als zwei Drittel aller Orte fallen unter diese Kategorie, und das zeigt, daß das Königtum stark genug war, um jedenfalls den überwiegenden Teil seines Gutes in eigene Verwaltung zu nehmen und unmittelbar seinen Zwecken dienstbar zu machen. Auch

---

1) Vgl. dazu oben S. 487, Anm. 1. Die Differenz, die zwischen beiden Berechnungen besteht, erklärt sich daraus, daß hier die Mutmaßung über die Organisation auch aus anderen Kriterien als der Bezeichnung aufgestellt wurde. Rübel a. a. O. passim läßt es als sicher erscheinen, daß Karl in Sachsen Großes an Organisationsarbeit geleistet hat, aber doch handelt es sich mehr um eine militärisch-politische Aktion, und das wirtschaftliche Moment wirkt nur mehr unterstützend.

über die Provenienz des Gutes läßt sich aus der Tabelle einiges entnehmen, und es ist jedenfalls interessant, zu sehen, daß mindestens ein Drittel des als Benefizium vergabten königlichen Gutes einstigem kirchlichen Besitz entnommen ist. In der Tabelle der Schenkungen Karls ist beinahe die Hälfte strittiges, eingezogenes oder Benefizialgut; hier ist beinahe nur der zehnte Teil als solches nachweisbar. Vielleicht hängt dies damit zusammen, daß zu Ludwigs Zeiten dem Könige bereits Kraft und Mut fehlten, um über einmal vergabte Lehen frei zu verfügen. Auch das geringe Auftreten von Streubesitz in dieser Tabelle mag mit einigem Recht dahin gedeutet werden, daß derselbe zum Teil bereits vom Königtume abgestoßen war; aber immerhin ist es interessant, wenn für einige Orte, die Rübel als karolingische Siedelungen in Anspruch nimmt, mit Wahrscheinlichkeit nur Streubesitz des Königs daselbst anzunehmen ist[1]). Dies sind im allgemeinen die Verhältnisse, die sich aus der Tabelle, wenn nicht mit vollkommener, so doch gewiß mit annähernder Sicherheit ergeben; im einzelnen muß in ihr selbst Aufschluß gesucht werden.

Ich muß noch auf die terminologische Seite der Frage zu sprechen kommen. Eine feste Terminologie ist selbst der späteren Zeit Karls des Großen nicht eigen. Die mannigfachsten Ausdrücke dienen zur Bezeichnung der königlichen Güter; palatium villa (regalis, nostra, ev. publica), locus, vicus und andere, und die meisten von ihnen sind so allgemeinen Charakters, daß sie keinen Schluß auf das Vorhandensein von königlichem Gute zulassen. Dieser muß nach dem Zwecke ihrer Erwähnung oder Ähnlichem gezogen werden. Die Beifügung des Wortes publicus an einen Ort wurde als Beweis für königliches Gut daselbst angesehen[2]). Ich konnte mich dieser Auffassung nicht anschließen. In den Traditiones Fuldenses kommen eine Reihe von Orten vor, die entweder beim Namen selbst oder beim actum das Wort publicus in entsprechender Form bei sich führen.

1) Rübel a. a. O. S. 7. Ampen = Anadopa. Alten-Geseke = Geiske, Schmerleke = Ismerleke.

2) Chronicon Gotwic. S. 475 f. Geltresheim.

Sie waren aber keine königlichen Villen, sondern waren größtenteils, wie man aus derselben Quelle erschließen kann, von kleinen freien Leuten besiedelt. Und die villa Dinenheim, die von Karl bereits 782 an Fulda geschenkt wurde, wird noch in den Trad. Fuld. im Jahre 804 als villa publica bezeichnet [1]).

Die zahlreichen Orte, die Rübel im sächsischen Gebiete für karolingische Siedelungen in Anspruch nimmt, habe ich nur soweit in die Tabelle aufgenommen, als sie nach dem benützten Quellenmaterial als königliches Gut schon unter Karl dem Großen anzusprechen waren. Das von Rübel vorgebrachte Urkundenmaterial, das den Schluß auf geschlossene Gutsbezirke zuließe, stammt zum großen Teil aus späterer Zeit [2]); rein archäologische Beweise aber, wie sie Rübel ebenfalls anführt, halte ich in diesen Fragen, besonders für einzelne Namen, für wenig empfehlenswert, da sie immer nur die Hauptanlage, die ebenso als militärische Burg wie als Wirtschaftshof gedient haben kann, in Betracht ziehen. Kein Zweifel aber, die Arbeit Rübels zeigt, daß mit der Eroberung Sachsens durch Karl auch wirtschaftliche Wirkungen für jenes verbunden waren, was aus den Urkunden der späteren Zeit deutlich ersichtlich ist. Dies mag als neuer Beweis für die bedeutende Organisationsfähigkeit des großen Herrschers und für die Höhe wirtschaftlicher Kultur, auf der seine Güter standen, herangezogen werden [3]) [4]).

---

1) Trad. Fuld. Schannat nr. 180, 189, 190.

2) Dieser Vorwurf wird auch von Eggers a. a. O. S. 6 gegen Rübel erhoben.

3) Sonst hätte er wohl schwer ähnliche Einrichtungen in Sachsen inaugurieren können.

4) Zur Benützung der Tabelle sei noch gesagt, daß die Reihenfolge eine alphabetische ist. Die vorkommenden Abkürzungen sind durchaus üblich, übrigens meist im Anschluß an das Register der MG DD. I. Bd. gewählt, das mir auch bei der Identifizierung von größtem Nutzen war. Dazu habe ich außerdem, meist im Anschluß an die Regesten, Oesterley, Histor.-geogr. Wörterbuch des deutschen Mittelalters, Ritter, Geogr.-statist. Lexikon, 9. Aufl. von Penzler, 2 Bde. und Dictionnaire topographique de la France, benützt.

Tabelle II. **Tabelle der Güter Karls des Großen**

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Alahesheim	villa		in pago Wormacense	Alsheim pfälz. Kt. Mutterstadt
Albufivilla	pal. reg.	Eigenbetrieb	in pago Wormacinse	Albisheim, s. Tab. III
Allensbach	villa	vorübergehender Besitz daselbst		Allensbach, württ. OA. Spaichingen
Anadopa	villa		in pago Boratre	Ampen, westfäl. Kr. Soest
Andernacus	fisc. reg.	Eigenbetrieb		Andernach, rheinl. Kr. Maien
Aplast	fisc. nost.	Eigenbetrieb	in pago Toringia	Apfelstädt, Sachsen-Koburg-Gotha, Kr. Gotha
Aquis = Aquisgranum	pal. publ.	Eigenbetrieb		Aachen
Asnapium	fisc.	Eigenbetrieb		verschied. Deutungen. Gennep, ndld. Prov. Limburg. Nach Boretius und Gareis.
Astanido	fisc.	Eigenbetrieb		Astenet, Rheinprov., RB. Aachen, Kr. Eupen
Attiniacus	pal. publ.	Eigenbetrieb		Attigny, s. Tab. III
Aurelianis	civ. publ.	s. Tab. III		Orléans

ungefähr um das Jahr 810.

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
von Ludwig d. Fr. an Abt Raban von Fulda geschenkt	Ingelheim 831, Juni 8	10 Mansen mit Zubehör (nicht ersichtlich, ob dies der Bestand der villa war.)	DRONKE, C. d. F. 484	
Aufenthalt u. Schenkung an Fulda	Albisheim 835, Mai 25	geschlossener Besitz. Größe der Schenkung: mansum in dominicatum	Mtlrh. UB. I, 69	
2 Hufen daselbst, die dem Fiskus Bodmann einverleibt worden waren, dem Kl. Reichenau restituiert	Bodmann 839, April 21	nur vorübergehender Teilbesitz, der zum Fiskus Bodmann gehörte	Reg. Imp. 991	
2 Mansen daselbst an Graf Rihdac zu freiem Eigen geschenkt	Worms 833, April 1	offenbar nur Teilbesitz in dieser villa, da der Anteil der Mansen an den silvis communibus erwähnt ist	WILMANS I, 36	
gelegentlich einer Ueberweisung an, resp. Befreiung aus demselben erwähnt	819—825	geschlossener Besitz. Organisation wohl im Sinne des Cap. d. V.	BOUQUET 6, 658	s. MARTÈNE II, S. 24. Zehnte an Kl. Stablo und Malmédy bestätigt (814 Okt. 1)
Zehnte de terra et prato an Kl. Hersfeld von Karl geschenkt	Düren 775, Okt. 25	geschlossener Besitz. ? Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 104	
s. Tab. III		bedeutendste Pfalz Karls des Großen	s. Tab. III	
Inventaraufnahme als Musterbeispiel	Z. 811	s. Text. Organisation nach dem Cap. d. V.	BORETIUS, Capp. I, S. 250 ff., c. 25	
der Zehnte an Kl. Stablo u. Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	nach der Bezeichnung. Organisation nach dem Cap. d. V. anzunehmen	MARTENE II, S. 24	
Aufenthalt, s. Tab. III		geschlossener Besitz. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Aufenthalt, s. Tab. III			s. Tab. III	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Audriaca villa	fiscus	Eigenbetrieb		Orville, Pas des Calais, Ar. Arras
Aufeldus	fiscus noster iuxta Auf.	Eigenbetrieb		Ullfeld, els. Kr. Thann
Auuanno	fisc.	Eigenbetrieb		Awans, belg. Prov. u. Ar. Lüttich
Aziriaca	villa in loco A.	zu Ludwigs Zeiten Benefizialgut	in confinio Cavilonise, Atoarinse, et centena Oscarinse	nicht identifiziert
Barisiacus	fisc.	Eigenbetrieb		Barisis-aux-Bois, Dep. Aisne, Ar. Laon
Battenheim	villa		in pago Wormacinse	Battenheim, els. Kr. Habsheim (OESTERLEY S. 45)
Bernaco	villa publ.	Eigenbetrieb		Berny-Rivière, s. Tab. III
Bes	villa	Eigenbetrieb		Bais, s. Tab. III
Beiss	villa		in pago Namucensi	Beez, belg. Prov. und Ar. Namur
Biberesheim	villula			Bibernheim bei St. Goar

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
Tausch Ludwigs d. Fr. mit Kl. Corbie mit Land von resp. an den Fiskus, s. auch Tab. III	Aachen 825	Größe des Tausches: inter mansos et prata et terram arabilem bunnuaria C et de silva bunnuaria XXX, Organisation wohl nach dem Cap. d. V. Nach der Größe des Tausches großes, geschlossenes Gebiet anzunehmen	Bouquet VI, 645	der Tausch erfolgt durch den Grafen und den actor (Fiskalbeamten) und den Boten des Abtes unter Hinzuziehung von Leuten aus dem Gau
Karlmann bestätigt Kl. Münster im Gregoniental Erwerbung von Fiskalinen	Attigny 769, März 22	nach Bezeichnung. Organisation nach dem Cap. d. V.	KDD 45	
der Zehnte an Kl. Stablo u. Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	nach der Bezeichnung. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Martène II, S. 24	
Herrenmansus mit 5½ dazugehörigen Mansen an Fulbert, der ihn zu Lehen hatte, geschenkt	Rampert villa 836, Aug. 24	nicht ersichtlich, ob in dieser villa noch anderes Königsgut vorhanden war	Bouquet VI, 611	
ein Stück Wald (silvam Columbarias) zu Pippins Zeiten der Zelle B. von einem Meier des Fiskus weggenommen, von Ludwig d. F. restit.	Aachen 831, Jan. 18	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Bouquet VI, 569	in der Urkunde heißt es: major de fisco B. Ich übersete „ein Maier", Reg. Imp. 881 „der Maier"
kgl. Besitz als Grenzangabe	797	Streubesitz	Dronke, C. d. F. 147	
s. Tab. III		wohl geschlossener Besitz	s. Tab. III	
s. Tab. III		wohl geschlossener Besitz	s. Tab. III	
Schenkung an Aginulf	Aachen 832, Febr. 5	Fraglich. Größe der Schenkung: 6 mansos cum mancipiis	Bouquet VI, 574	
der Wald bei St. Goar an Prüm geschenkt; innerhalb desselben liegt B.	Aachen 820, Jan. 30	2 Mansen und 12 Hörige. Es scheint dies der ganze Bestand der villula gewesen zu sein	Mtlrh. UB. I, 58	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Bidolricum	fisc.	Eigenbetrieb	zur Grenzbestimmung des Waldes bei St. Goar	Boppard, rheinl. Kr. Boppard
Bingia			Wormsgau (Reg. 904)	Bingen, s. Tab. III
Bingenheim		Benefizialgut	in pago Uuetereiba	Bingenheim, hess. Kr. Nidda
Blanciaco	pal. pub.	Eigenbetrieb		Blanzy, s. Tab. III
Bodobrio	fisc.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert
Bodoma	pal. reg. fisc. villa reg.	Eigenbetrieb	iuxta Lacum Brigantinum	Bodmann am Bodensee, s. Tab. III
Bonalla	villa	Benefizialgut (de jure Cenomanicae matris ecclesiae)	in pago Carmicense	Bannes-en-Charnie, Dp. Mayenne, Ar. Laval
Bonna	castrum s. Tab. III fiscus	Eigenbetrieb		Bonn, s. Tab. III
Borsaha	villa	Benefizialgut (zu Ludwigs Zeiten)	infra Bokoniam	Borsch, Sachsen-Weimar, Kr. Eisenach
Brocmagad	pal. publ.	Eigenbetrieb		Brummat, s. Tab. III
Brogilum	villa	Benefizialgut (de jure Cenomanicae ecclesiae)		Neuveville, Dp. Sarthe

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
zur Grenzbestimmung des Waldes bei St. Goar (zw. Boppard u. Wesel)	Aachen 820, Jan. 30	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Mtlrh. UB. I, 58	s. voriges und Wasalia
s. Tab. III; einen Hof daselbst, der als Eigengut Ropotos wegen Treubruchs eingezogen war, an Kl. Herrieden geschenkt	s. Tab. III u. Frankfurt 832, Juli 17	in Bingen ist kgl. Besitz nachgewiesen (Martène I, S. 189).	s. Tab. III Reg. 904	Nach Dronke, C. d. F. 328b, wird bei einem Tausch zwischen Fulda u. Ludwig an diesen ein Weinberg in B. gegeben
Tausch mit Fulda	Ingelheim 817, Aug. 4	etwa 87 Mansen	DRONKE, C.d.F. 325a	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
der Zehnte an Stablo und Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	nach der Bezeichnung. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
s. Tab. III	Bodmann 839	geschlossener Besitz mit abhängigen Villen (s. Dettingen), also Organisation offenbar nach dem Cap. d. V.	Reg. 989b, 990, 991	s. Allensbach (Reg. 911, Ansässigkeit von Freien auf Fiskalland gegen Abgaben erwähnt)
der Kirche von Le Mans restituiert	Aachen 838, April 17		BOUQUET VI, 618	
der Zehnte an Stablo u. Malmédy bestätigt; s. auch Tab. IV	814, Okt. 1 s. Tab. III	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24, s. auch Tab. III	
an Fulda geschenkt (dem ehemaligen Benefiziar zur Nutznießung auf Lebenszeit überlassen)	Frankfurt 839, Febr. 27		DRONKE, C. d. F. 524	s. Geismar
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
der Kirche von Le Mans restituiert	Bais 833, Jan. 8	ad publicum nostrum redacta, moderno tempore . . . in beneficium data. Scheint also vorher im Eigenbetrieb des Königs bewirtschaftet worden zu sein (cum appendiciis et omnibus ad se pertinentibus)	BOUQUET VI, 587	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Budinisvelt			in pago Lagni (Leinegau)	Bodenfelde, hann. BA. Uslar
Calisamen	villa	Benefizialgut (de jure Cenomanicae ecclesiae)	in pago Cenomanico	Chammes, Dp. Mayenne, Ar. Laval
Calmunciaco	pal. publ.	Eigenbetrieb		s. Tab. III
Calviacus	villa	s. Tab. III		Chouzy, s. Tab. III
Camminge-hunderi	villa			Leewarden, Hptst. d. niederld. Prov. Friesland
Caranco	fisc.	Eigenbetrieb		Cherain, belg. Prov. Luxembourg, Ar. Bastogne
Carisiaco	pal. publ.	Eigenbetrieb		Quierzy, s. Tab. III
Cavallone	civ. pal. reg.			Châlons sur Sâone
Cavera			in pago Dulcomensi (Le Dermois)	nicht identifiziert
Cenomanis	civ. urbs		in pago Cenomanico	Le Mans, s. Tab. III
Cimbero Zimbra	villa nostra	Eigenbetrieb	in pago Thuringie	Zimmern, RB. Erfurt, Kr. Langensalza
Cispiaco = wahrscheinlich Cispliaco				
Cispliaco	pal. publ.	Eigenbetrieb		s. Tab. III
Clodena	fisc.	Eigenbetrieb		Clotten, rheinl. Kr. Kochem
Commarciacum		? Eigenbetrieb		Commercy, s. Tab. III

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
Eigentum an der Salzquelle a. d. Weser daselbst an Neu-Korvey geschenkt	(Worms) 833, Juni 8	fraglich, ob Bodenfeld selbst kgl. Besitz war	WILMANS I, 42	
an Kirche von Le Mans restituiert	Poitiers 839, Nov. 16		BOUQUET VI, 627	
s. Tab. III		fraglich, ob hier Königsgut anzunehmen ist	s. Tab. III	
Besitz daselbst und in umliegenden villen dem Fiskus einverleibt, aber seinem Getreuen Gerulf restituiert	Kreuznach 839, Juli 8		Reg. Imp. 996	
der Zehnte des Fiskus an Stablo und Malmédy bestätigt		nach der Bezeichnung wohl Organisation nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
s. Tab. III		Organisation nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	KDD 107 (Düren 775 November) schenkt Karl an Salonne illos mansos ad C.
s. Tab. III				
an Reims restituiert	826	wohl geschlossener Besitz	BOUQUET VI, 544	
von 3 Zellen in Stadt und Vorstadt Le Mans wird festgestellt, daß sie zur Kirche und nicht ad publicum nostrum gehören; s. auch Tab. III	832 Weihnacht, s. Tab. III		BOUQUET VI, 584 s. auch Tab. III	
der Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Okt. 25	wahrscheinlich geschlossener Besitz	KDD 105	nach DRONKE, C. d. F. Nr. 523, haben wir hier auch Benefizialgut anzunehmen, das Ludwig mit Fulda zu tauschen gestattet
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Zehnte für Kl. Stablo und Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
s. Tab. III				

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Compendio	pal. publ.	Eigenbetrieb		Compiègne, s. Tab. III
Confluentes			super Mosellam	Koblenz, s. Tab. III
Copsistaino = Chuffinstang				Kostheim, s. Tab. III
Corbonaca	villa pal. reg.	Eigenbetrieb		Corbény, s. Tab. III
Corneri	villa	? Eigenbetrieb	in pago Altgaue	Körner, Sachsen-Koburg-Gotha, Kr. Gotha
Cranheim			in eodem (i. e. ribuarinse) ducatu	nicht identifiziert
Cruciniacum	castrum. pal.	Eigenbetrieb		Kreuznach, s. Tab. III
Cusiacum	pal. reg.	Eigenbetrieb		verschied. Erklärungen, s. Tab. III
Dannistath	fisc. nost.	Eigenbetrieb	in pago Altgauui	Tennstedt, RB. Erfurt, Kr. Langensalza
Dettingen	villa	um 810 Eigenbetrieb	im Gau Untersee	Dettingen, Hohenzollern
Dodiniaca	villa curtis	Benefizialgut (doch fraglich, ob nicht noch anderer kgl. Besitz in der villa war)	in comitatu Breonense(Brienne)	(? St. Christophe) nicht identifiziert
Dominica villa	villa	? Eigenbetrieb	in pago Remensi	nicht identifiziert
Dotciacus Duciacus	villa	Eigenbetrieb		Douzy, s. Tab. III

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
s. Tab. III		ob hier geschlossener kgl. Besitz ist, wird nicht klar. Jedenfalls war auch grosser anderer Besitz vorhanden Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	nach DRONKE, C. d. F. 529, schenkt ein gewisser Adalbert 6 regales mansos cum 66 mancipiis „in Opido Cobolence . . . quod Confluentia dicitur" an Fulda
Besitzungen daselbst, die ein Knecht Karls des Gr. dem Kl. Hersfeld unrechtmäßig schenkte, von Karl dem Kl. überlassen	Schweigen 802, Sept. 15	? wahrscheinlich geschlossener Besitz	KDD 198	
Weingärten daselbst mit 3 Winzern und Hörigen an Hroutbert geschenkt	Aachen 836, Jan. 10	Streubesitz	Mtlrh. UB. I, 72	s. Wistrikesheim
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. IV	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. IV	
der Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Aug. 3	nach der Bezeichnung. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 103	
an Kl. Reichenau mit Ausnahme eines Waldteiles geschenkt	Bodmann 839, April 21	zum Fiskus Bodmann gehörig, also Organisation nach dem Cap. d. V.	Reg. 991	s. Allensbach
Schenkung von 12 Mansen (bisheriges Benefizialgut) an Kl. Montié zurückgegeben	Aachen 832, Febr. 16	die Bezeichnung curtis läßt noch auf anderes kgl. Gut daselbst einen Wahrscheinlichkeitsschluß zu	BOUQUET VI, 574	
an Kl. Charroux nebst anderem Besitz geschenkt	830, Aug. 31	wohl geschlossener Besitz	BOUQUET VI, 566	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Dripione	pal. publ.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert, s. Tab. III
Duria	pal. (fisc. Martène II, S. 24)	Eigenbetrieb		Düren, s. Tab. III
Duurstede	vic. famosissimum			Wyk by Durstede, niederl. Prov. Utrecht
Filicione	curtis	Benefizialgut		Seraincourt, els. Kr. Château-Salins
Flatera		Eigenbetrieb		Vlatten, s. Tab. III
Franconofurd	pal. vill. reg.	Eigenbetrieb	super fluvium Main	Frankfurt a.M., s. Tab. III
Frankenheim	in duabus villis ... uno voc. Fr.		in pago Alsacinse	Hohen- u. Klein-Frankenheim, els. Kr. Strassburg
Fraxindus	villa		in pago Belvacense	nicht identifiziert
Friemersheim		Eigenbetrieb		Friemersheim, rheinl. Kr. Krefeld
Fulcolingas		Eigenbetrieb		Völklingen a. d. Saar, s. Tab. III
Ganda				Gent, s. Tab. III
Geisaha	villicatio in G.	? Eigenbetrieb		Geisa, Sachsen-Weimar, Kr. Eisenach

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	nach MARTÈNE II, S. 24, der Zehnte dieses Fiskus für Stablo und Malmédy bestätigt
Lehensvergabung	834,	da Ludwig D. als Lehen vergabt, muß hier kgl. Besitz angenommen werden	Reg. 928 b	
ein mansus (bisher Lehensbesitz) an Salonne geschenkt	Diedenhofen 775, Nov.	wegen der Bezeichnung darf man hier wohl wohl einen größeren Gutshof annehmen	KDD 107	
s. Tab. III				
s. Tab. III		Organisation nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
3½ Mansen et de terra arabili bunnuariac von Ludwig an seinen Getreuen Ricbodo verliehen	814—825 (Reg. 809)	? Streubesitz	BOUQUET VI, 648	
ans Kl. Charroux geschenkt	830, Aug. 13	wohl geschlossener Besitz	BOUQUET VI, 566	
s. Tab. III		nach KÖTZSCHKE ein Gebiet von 1½ Quadratmeilen, auf dem auch andere Ortschaften, wohl Pertinenzien von Friemersheim, lagen. Organisation nach dem Cap. d. V.	KÖTZSCHKE, Studien z. Verw.gesch. d. Großgr.-herrsch. Werden a. d. Ruhr, S. 10 ff.	
s. Tab. III				
gelegentlich eines Tausches Ludwigs mit Fulda an dieses gegeben	817	nach der Bezeichnung wohl ein kleines, aber geschlossenes Gebiet	DRONKE, C. d. F. 324	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Geiske	villa		in pago Borartee	(Alten-) Geseke, westfäl. Kr. Lippstadt
Geismar	villa	Benefizialgut (zur Zeit Ludwigs des Frommen)		Geismar, Sachsen-Weimar-Eisenach, Kr. Eisenach
Gentiliaco	villa	Eigenbetrieb		Gentilly, s. Tab. III
Gerafelt	fisc.	Eigenbetrieb		unbekannt
Glaniaco	fisc.	Eigenbetrieb		Glain, belg. Prov. u. Ar. Lüttich
Goddinga villa	villa zum Namen gezogen	Eigenbetrieb		? Godingen, s. Tab. III
Godenova	villa	Eigenbetrieb	infra finem Hohstat in fluvio Rheno	durch Veränderung des Rheinbettes nicht nachweisbar, lag bei Hohenstatt
Gothaha	villa	Eigenbetrieb		Gotha, Hauptst. v. Sachsen-Koburg-Gotha
Gowirikkesheim			in pago Wormacinse	Gauersheim, Rheinbayern bei Kirchheim-Bolanden
Grisione	villa	Eigenbetrieb		Grieth, RB. Düsseldorf, Kr. Kleve.
Gundulfi villa	pal. publ.	Eigenbetrieb		Gondreville, s. Tab. III
Haslaha	villa	Eigenbetrieb		? Hassla, Sachsen-Weimar, Kr. Neustadt. Auch andere Erklärungen
Hemlion	villa	Eigenbetrieb	in Angrariis (Engern)	Hemeln, hannov. A. Münden

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
5 Mansen cum silvis communibus ad eos pertinentibus an Graf Rihdac zu freiem Eigen geschenkt	Worms 833, April 1	Streubesitz	WILMANS I, 36	
Bestätigung einer Schenkung Ludwigs des Deutschen an Fulda durch Ludwig d. Fr.	Frankfurt 839, Febr. 27		DRONKE, C. d. F. Nr. 524	
s. Tab. III		wohl geschlossener Besitz	s. Tab. III	
Restitution unrechtmäßiger Einverleibung von Gütern in der Mark Fachdorf in den Fiskus	Kissingen 840, Mai 12	Organisation wohl nach dem Cap. d. V. (?)	Reg. Imp. 1006	
Zehnte für Kl. Stablo und Malmédy bestätigt	Düren 814, Okt. 1	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
. Tab. III		wohl geschlossener Besitz	s. Tab. III	
Fischereirechte u. Wald, der zur villa gehörte, an Kl. Lorsch geschenkt	Herstal 777, Jan.	wohl geschlossener Besitz	KDD 114	
ler Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Okt. 25	wohl geschlossener Besitz	KDD 105	
3 Mansen in G. und Stetten an Kl. Prüm geschenkt	Albisheim 835, Mai 25	? Streubesitz	Mtlrh. UB. I, 69	
nventaraufnahme als Musterbeispiel	Z. 811	geschlossener Besitz. Kleinere Villa, vielleicht zu Asnapium gehörig	BORETIUS, Capp. I, S. 250 ff., c. 26	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	nach Frotharii Ep. Tullensis Epp. XI (BOUQUET VI, 390) läßt Ludwig vom Palast einen Gang zur Kapelle bauen
er Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Okt. 25	wohl geschlossener Besitz	KDD 105	
n Kl. Neu-Korvey geschenkt	Aachen 834, Mai 15	wohl geschlossener Besitz	WILMANS I, 45	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Herinstein	villa	Eigenbetrieb		Erstein, els. Kr.Stadt
Heristallium	pal. pub.	Eigenbetrieb		Herstal, s. Tab. III
Himmelstadt	villa	Benefizialgut	im Gau Waldsassen	Himmelstadt, bayer.Bez. Karlstadt(OESTERLEY S. 286)
Hochheim	villa	Eigenbetrieb		Hochheim, pr. RB. u. Kr. Erfurt
Horchheim		Benefizialgut	Wormsgau	Horchheim,Rheinhessen, Kr. Worms
Hunzikon	villa		Thurgau am Flusse Murg	Hunzingen, thürg. A. Tobel (OESTERLEY S. 310)
Huxere	villa	Eigenbetrieb	an der Weser	Höxter
Ingelenheim	pal. publ.	Eigenbetrieb		Ingelheim, s. Tab. III
Ingoldesstat	villa dominicalis	Eigenbetrieb	in pago Nortgave	Ingolstadt, bayer. B.St.
Isca	villa		in pago Bracbatensi	(Over)Yssche,belg.Prov. Brabant, Ar. Brüssel
Isemburgo	pal. r.	Eigenbetrieb		Isenburg, s. Tab. III

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
ein Herrenmansus mit 60 anderen Mansen und Zubehör an Lothar geschenkt	817—821	großer geschlossener Besitz. Vom Chronic. Gotwic. III, Nr. 49 als einstige karol. Pfalz bezeichnet	Bouquet VI, 646 (Reg. 733)	von Lothar seiner Gemahlin Irmingard geschenkt u. von dieser daselbst ein Kl. gegründet
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
ehemaliges Benefizialgut daselbst an Kirche von Würzburg geschenkt, dem Lehensträger die Nutznießung auf Lebenszeit vorbehalten	Frankfurt 840, Juni 8		Reg.Imp. 1007	
die halbe villa an Hersfeld geschenkt, von der anderen Hälfte noch der Zehnte	Herstal 779, März 25	um 810 also nur kleiner Besitz daselbst	KDD 121	
ein Herrenmansus, der zu Lehen gegeben war, an den Lehensträger geschenkt	Attigny 834, Nov. 20		Reg.Imp. 932	
Herrenhof daselbst an Odilbert geschenkt	Frankfurt 839, Jan. 23	diese Schenkung ist ein Zeichen von Zersplitterung des kleinen Besitzes	Reg.Imp. 985	
daselbst von Adalhard von Corbie ein Kloster gegründet (Neukorvey) und diesem schenkt Ludwig die villa	Ingelheim 823, Juli 27	geschlossener Besitz	Reg.Imp. 779, s. Bouquet VI, 220, 295	
s. Tab. III		Bedeutende Pfalz Karls des Großen. Organisation des Gutsbetriebes wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
in der Reichsteilung von 806 d. j. Karl zugewiesen	806	jedenfalls wird hier nach dem Zweck der Erwähnung ein großer, wohlorganisierter Betrieb anzunehmen sein	Boretius, Capp. I, S. 126, c. 2	
7 mansos inter vestitos et absos an Aginulf geschenkt	Aachen 832, Febr. 5	? Streubesitz	Bouquet VI, 574	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Ismerleke	villa		in pago Boratre	Schmerleke, westfäl. Kr. Lippstadt
Joppila				Jupille, s. Tab. III
Ketzicha		? Eigenbetrieb		Kissingen, s. Tab. III
Kirchheim		Eigenbetrieb		Kirchheim, elsäss. Kr. Molsheim
Kolmar (Columbarium)	fisc.	Eigenbetrieb		Kolmar, elsäss. Kr.St.
Lantdegon	locellus		in pago Brovveroch in Britannia minori	nicht identifiziert
Laudunum	castr.	? Eigenbetrieb		Laon, s. Tab. III
Leodicum	vic. publ.	? Eigenbetrieb		Lüttich, s. Tab. III
Lingonis	civ.			Langres, s. Tab. III
Liniacus	villa		in pago Alsbanio (Haspengau)	Ligney, belg. Prov. u. Ar. Lüttich
Liptinae	villa publ. (Mabillon IV, 293 bis 294)	? Eigenbetrieb		Estinnes, Belgien, sö. v. Mons
Longlario	villa	Eigenbetrieb		Longlier, s. Tab. III
Lorch	villa		Rheingau	Lorch, nass. BA. Rüdesheim
Lucida	villa		in pago Remensi	Ludes, Dp. Marne, Ar. Reims
Luco	villa	Eigenbetrieb		Louche, s. Tab. III
Lugdunum	villa	Benefizialgut	in pago Cenomanico	? London

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
3 Mansen cum silvis communibus ad eos pertinentibus daselbst und anderer Besitz an Gr. Rihdac zu freiem Eigen geschenkt	Worms 833, April 1	Teilbesitz	Wilmans I, 36	s. Anadopa
s. Tab. III				
s. Tab. III	s. Tab. III	? geschlossener Besitz		
alte merow. Pfalz und auch unter späteren Karolingern als Pfalz erwähnt	s. vorige Rubrik	wahrscheinlich um 810 geschlossener Besitz	Chronicon Gotwicense L. III Nr. 68	
ein Teil des zum Fiskus gehörenden Waldes an Kl. Münster im Gregoriental geschenkt	Frankfurt 823, Juni 12	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Bouquet VI, 534	
an Kl. Redon geschenkt	Attigny 834, Nov. 27	Streubesitz	Bouquet VI, 597	
s. Tab. III				
s. Tab. III				
s. Tab. III				
mansos inter vestitos et absos an Agiwulf geschenkt	Aachen 832, Febr. 5	? Streubesitz oder eine kgl. Villa	Bouquet VI, 574	
unter Karlmann 743 Reichsversammlung, unter Karl dem Kahlen wieder erwähnt 870	s. vorige Rubrik	geschlossener Besitz. ? Organisation nach dem Cap. d. V.	Mabillon IV, S. 293 bis 294	
s. Tab. III		Organisation nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Ackerland und Weingärten daselbst an Kl. Herrieden geschenkt	Frankfurt 832, Juli 17		Reg. 904	
Restitution an Reims	826		Bouquet VI, 544	
s. Tab. III		geschlossener Besitz	s. Tab. III	
Restituierung für Kirche von Le Mans	Aachen 838, März 22		Bouquet VI, 617	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Lupentia	fisc. nost.	Eigenbetrieb		Großen- u. Wenigen-Lupnitz, Sachsen-Weimar, Kr. Eisenach
Luttraof = Lutrahafa	villa dominicalis	Eigenbetrieb	in pago Nortgave	Lauterhofen, bayer. BA. Kastl
Madaboldispirarius	villa	Eigenbetrieb		Speicher, Kr. Bittburg
Mamaccae		Eigenbetrieb		Maumaques, in der Nähe von Compiègne
Marchienne-au-Pont	villa	Eigenbetrieb	Lommegau	Marchienne-au-Pont, a. d. Sambre
Maslario	pal. publ.	Eigenbetrieb		s. Tab. III
Massenheim	villa	Eigenbetrieb	in pago Kunigessuntere	Massenheim, Nassau, A. Hochheim (OESTERLEY S. 431)
Mengen	villa	Eigenbetrieb	in centena Krecgow	Mengen, württ. A. Saulgau
Merlegium		Eigenbetrieb		Marlenheim, s. Tab. III
Mettis				Metz, s. Tab. III
Michelstadt	loc.		in pago Plumgowe im Odenwald	Michelstadt, Hessen, Kr. Erbach

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
die daselbst erweiterte Kirche und Zehnte des Fiskus an Kl. Hersfeld geschenkt	Herstal 779, März 13	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 121	
n der Reichsteilung von 806 d. j. Karl zugewiesen	806	nach dem Zweck der Erwähnung großer, wohl organisierter Besitz anzunehmen	Boretius, Capp. I, S. 126 c. 2	
von Ludwig dem kaiserl. Vasallen Baterich geschenkt und von diesem, als er Mönch wurde, an Prüm geschenkt	Diedenhofen 834	wohl geschlossener Besitz	Mtlrh. UB. I, 68	
lte merow. Pfalz, in einer späteren Urkunde Karls des Kahlen als fiscus bezeichnet	s. vorige Rubrik	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Mabillon IV, S. 295 bis 297	
n Ekkard geschenkt	Salz 840, Mai 8	wohl geschlossener Besitz	Reg.Imp. 1005	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
n Fulda geschenkt	Ingelheim 819, Juli 26 (Reg. I. 697)	geschlossener Besitz. ? Organisation nach dem Cap. d. V.	Dronke, C. d. F. Nr. 390	De adiacentibus locis Dinenheim et Abenheim, quae pater meus eidem monasterio contradidit
on Ludwig an Kl. Buchau am Federsee geschenkt	Ingelheim 819, Juli 22	geschlossener Besitz	Reg.Imp. 695	
. Tab. III und auch Chronic. Gotwic. L. III, p. 491; danach ehemals merow. Pfalz und auch unter Lothar erwähnt	s. Tab. III und vorige Rubrik	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III u. Chron. Gotwic. L.III p.491 Nr. 70	
. Tab. III				
and 2 Meilen im Umkreis von M. an Einhard geschenkt	Aachen 815, Jan. 11	es handelt sich wohl hier größtenteils um nicht bebautes Land	Bouquet VI, 473 (unvollst.) Reg.Imp. 569	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Milinga	fisc. nost.	Eigenbetrieb	super fluvium Uuisera	Meilingen (heute mit Creuzburg a. d. W. verschmolzen), Sachsen-Weimar, Kr. Eisenach
Mintriacus	villa	Benefizialgut und Gut im Eigenbetrieb	in pago Parisiaco	? Mitry-Mory, Dp. Seine-et-Marne, Ar. Meaux
Mogontiacum = Mogontio	civ.			Mainz, s. Tab. III
Molinhuso	loc. villa			Mühlhausen, Kr. St. im pr. R.B. Erfurt
Montiniaco	villa	Eigenbetrieb	in pago Meldensi	Monthion, Seine-et-Marne, Ar. Meaux
Mühlheim	villa	vorübergehender Besitz	im Maingau am Main	Mühlheim, thüring. A Steckborn
Munucherstati (Reg. 995: Munuheistati)	fisc.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert
Nantogilum		? Eigenbetrieb		Nanteuil le Hadouin s. Tab. III
Neumago Noviacum	pal. publ.	Eigenbetrieb		Neumagen, s. Tab. III
Niuhem	pal.	Eigenbetrieb		s. Tab. III
Niumaga = Noviomagum	pal. publ.	Eigenbetrieb		Nymwegen, s. Tab. III
Novilliacum	villa	Benefizialgut (schon zu Karls Zeiten)		Neuilly-Saint-Front, Aisne, Ar. Château-Thierry

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
der Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Aug. 3	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 103	
ehemaliges Benefizialgut daselbst an Kl. St. Denis geschenkt	Vern 833, Jan. 20	Inhalt der Schenkung ist nur ein Teil der Villa, aber auch die übrige Villa wird man als kgl. Gut ansehen dürfen	Bouquet VI, 588	
s. Tab. III				ehemaliges Lehensgut (mansos XXV, mancipia LXVI et XVI lidos et vineas an Kl. Fulda gesch. KDD 127 (779, Nov. 13)
der Zehnte daselbst an Kl. Hersfeld geschenkt	Düren 775, Okt. 25	ubi Franci homines commanent. Offenbar nur Streubesitz	KDD 104	
Schenkung an Kl. Charroux	830, Aug. 13	geschlossenes Gebiet	Bouquet VI, 566	
Schenkung an Einhard	Aachen 815, Jan. 11		Reg.Imp. 569	
einen Hörigen aus M. an Gr. Richard geschenkt	Worms 839, Juni 26	geschlossenes Gebiet. ? Organisation nach dem Cap. d. V.	Bouquet VI, 626	
s. Tab. III		da hier eine alte merow. Pfalz war, wird man hier geschlossenen Besitz annehmen dürfen	s. Tab. III	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	nach KDD 3 schenkt Pippin dem Kloster Prüm Fischereirechte daselbst (752, Mai 27)
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
		berühmte Pfalz, Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Geschichte der villa. Entfremdung, Vergabung als Lehen und Restitution an Rheims durch Ludwig			Hincmar De v. Nov., MG. SS. XV. Bd., S. 1168	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Padrabunna		Eigenbetrieb		Paderborn, s. Tab. III
Parisius				Paris, s. Tab. III
Perona		Eigenbetrieb		Peronne, Dp. Somme
Proviliacum	villa	? Eigenbetrieb	in pago Remensi	Prouilly, Dp. Marne, Ar. Reims.
Pingu	marca			nicht identifiziert
Ponthione	pal. publ.	Eigenbetrieb		Ponthion, s. Tab. III
Pont-de-Loup	villa	Eigenbetrieb	im Lommegau	Pont-de-Loup a. d. Sambre
Quuningisheim	fisc. nost.	Eigenbetrieb	in pago Alisacense	Kinzheim, elsäss. Kr. Schlettstadt
Rampert villa	villa in den Namen gezogen	Eigenbetrieb		Rambersvillers, s. Tab. III
Reganesburch	civ. nostr. pal. publ.	Eigenbetrieb		Regensburg, s. Tab. III
Rheine	villa	Eigenbetrieb	in pago Bursibant	Rheine, westf. Kr. Steinfurt
Richilingesbach		Benefizialgut	Heriltisheimer Mark, Lahngau	zweifelhaft
Riogilum-Rotoialum		Eigenbetrieb	in pago Pinciacense	Rueil, Dp. Seine-et-Oise, Ar. Versailles

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
		geschlossener Besitz. ? Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
alte merow. Pfalz und 849 wieder als Pfalz erwähnt	s. vorige Rubrik	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Mabillon IV, S. 311 bis 313	
von Ludwig und Lothar an Reims restituiert	826		Bouquet VI, 544	
Gut König Pippins bei einer Schenkung an Fulda als Grenze angeführt	s. vorige Rubrik	Streubesitz	Schannat. Trad. Fuld. 16	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
an Ekkard geschenkt	Salz 840, Mai 8	wohl geschlossener Besitz	Reg. Imp. 1005	
Waldgebiete, die zum Fisk. Qu. gehören, an Abt Fulrad von St. Denis geschenkt	Düren 774, Sept. 14	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 84	
s. Tab. IV		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
		große Pfalz. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
die Kirche daselbst mit Zehnten u. Hörigen an Kl. Herford geschenkt	Nymwegen 838, Juni 7	wohl geschlossener Besitz	Wilmans I, 51	
$1^1/_2$ Mansen Wald vom Lehensträger aus seinem Lehen mit Ludwigs Genehmigung an Bischof Riculf gegeben, wofür er anderes Gut erhielt	Frankfurt 832, Juli 13	Streubesitz	Reg. Imp. 903	
in früheren Urkunden als fiscus regius bezeichnet, von Karl dem Kahlen an St. Denis geschenkt	s. vorige Rubrik	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Mabillon IV, S. 321	eine Fischerei daselbst von Ludwig 816 an Kl. St. Germain-des-Prés gesch. Bouquet VI, 505

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Romfelt	fisc.	Eigenbetrieb	offenbar in den Ardennen	nicht identifiziert
Romerici mons	castellum fiscus (Bouquet VI, S.658)	Eigenbetrieb	Vogesen	Remiremont, s. Tab. III
Rotumaga	civ.			Rouen, s. Tab. III
Salmunciagum	pal. publ.	Eigenbetrieb		Samoussy, s. Tab. III
Salsunga	villa nostr.	Eigenbetrieb	in pago Torrinzie	Salzungen, Sachsen-Meiningen, Kr. Meiningen
Saltz	pal. villa reg. curia reg.	Eigenbetrieb		Salz a. d. Saale, s. Tab. III
Salzaha	villa			Salza bei Nordhausen, RB. Erfurt, Kr. Grafschaft Hohenstein
Sasbach	fisc.	Eigenbetrieb	Breisgau	Sasbach, Baden, BA. Breisach
Scalistati	villa pal. publ.	Eigenbetrieb		Schlettstadt, s. Tab. III
Schussengau	fisc.	Eigenbetrieb		Schussengau (Schussen, Fluß im württ. Donaukreis)
Scoronisheim	fisc.	Eigenbetrieb		Schornsheim, Rheinhessen, Kr. Oppenheim
Seckenheim	villa	Benefizialgut	im Lobdengau am Neckar	Seckenheim, bad. BA. Schwetzingen
Sentiaco	pal.	Eigenbetrieb		Sinzig, s. Tab. III

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
Hörige von diesem und anderen Fiskalgütern an Gr. Richard geschenkt	Worms 839, Juni 26	geschlossenes Gebiet. ? Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	BOUQUET VI, 626	
s. Tab. III. Auch gelegentlich Ueberantwortung an resp. Befreiung aus diesem fiscus erwähnt	s. Tab. III 825	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III BOUQUET VI, 658	
		Organisation wohl nach nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
der Zehnte an Kl. Hersfeld geschenkt	Quierzy 777, Jan. 5	geschlossener Besitz	KDD. 90	
		größere Pfalz. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
ein HörigerKarls schenkt an Hersfeld Besitz, den er daselbst erworben. Doch hat er kein Recht zu dieser Schenkung, welche Karl also wiederholt	Schweigen 802, Sept. 15	Streubesitz	KDD 198	
der 9. Teil der Zinse aus dem Fiskus an Kl. Reichenau geschenkt	Worms 839, Juni 2	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Reg.Imp. 994	die Zinse werden dann zwischen Graf undKaiser geteilt, was für Einnahmen aus dem Fiskus merkwürdig ist
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
ein alamannischer Priester als dort geboren erwähnt	Aachen 816, Jan. 1	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Reg.Imp. 603	
die Kirche daselbst an Kl. Hersfeld geschenkt	Hersfeld 782, Juli 28	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	KDD 144	
der 3. Teil eines mansus mit einer Kirche an Lorsch geschenkt	Frankfurt 823, Juni 22	Streubesitz	Reg.Imp. 777	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V., s. Text H. III, S. 322	s. Tab. III	nachMARTÈNEII, S.27 der Zehnte dem Kl. Stablo und Malmédy bestätigt

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Silli		Eigenbetrieb		Seilles, s. Tab. III
Silviaco	pal.	Eigenbetrieb		Servais, s. Tab. III
Spanelo	villicatio	? Eigenbetrieb		Spahl, Sachsen-Weimar, BA. Geisa
Spernacum	villa	Eigenbetrieb		Epernay, Ar.-Hptst. im Dp. Marne
Stetin				Stetten bei Kirchheim-Bolanden
Stetin		Benefizialgut (zu Ludwigs Zeiten)	im Gau Wetterau	nicht identifiziert
Stochheim	villa	Eigenbetrieb	in pago Scopingo	Stockum, dicht bei Schöppingen
Stratella	villa	Eigenbetrieb		Strée, s. Tab. III
Suega	loc.	? Eigenbetrieb		Schweigen, s. Tab. III
Suessionis	civ.			Soissons-sur-Marne, s. Tab. III
Sulbichi	villa			Sulbeck, hannov. BA. Eimbeck
Sulgon	villa	Eigenbetrieb	in centena extagia nuncupante	Saulgau, württ. OA. Stadt
Sulzheim	villa		in pago Uuormacinse	Sulzheim, Rheinhessen, Kr. Oppenheim
6 kleinere zu Suncampus gehörige Villen	villae	Benefizialgut		Sonchamp, Seine-et-Oise, Ar. Rambouillet

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
von Ludwig mit Fulda getauscht	817	nach der Bezeichnung wohl ein kleinerer Gutsbetrieb	DRONKE, C. d. F. 324	
von Ludwig und Lothar an Reims restituiert	826	villa cum appendiciis suis, also größerer gegliederter Besitz	BOUQUET VI, 544	
13 Mansen in St. und Gowirikesheim an Kl. Prüm geschenkt	Albisheim 835, Mai 25	? Streubesitz	Mtlrh. UB. I, 69	
Herrenmansus mit 15 anderen Mansen (z. T. an anderen Orten) dem Lehensträger geschenkt	Bodmann 839, April 23	? Streubesitz	Reg. 993	
die Kirche daselbst an Kl. Herford geschenkt	Nymwegen 838, Juni 7	wohl geschlossener Besitz	WILMANS I, 51	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
von Ludwig an Kl. Korvey geschenkt	Aachen 834, Mai 15		WILMANS I, 45	
dem Kl. Buchau geschenkt	Ingelheim 819, Juli 22	geschlossener Besitz	MIGNE CIV, 1093, vgl. Reg. Imp. 695	
bei einer Schenkung an Fulda kgl. Gut daselbst als Grenze angegeben	797, Mai 25	Streubesitz	DRONKE, C. d. F. Nr. 144	
diese 6 Villen von Pippin an Kl. Fleury geschenkt und von dem ehemaligen Lehensträger usurpiert, von Ludwig restituiert	Cusiaco 835, Aug. 24		BOUQUET VI, 604	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Tectis	pal. reg. fisc.	Eigenbetrieb		Theux, s. Tab. III
Theodonis villa	pal. publ.	Eigenbetrieb		Diedenhofen, s. Tab. III
Theuringen	villa			Ober- und Unter-Theuringen, württ. OA. Tettnang
Trajectus ad Mosam		? Eigenbetrieb		Mastricht
Treola	fisc.	Eigenbetrieb	·	nicht identifiziert
Treviri				Trier, s. Tab. III
Triburim	pal. reg.	Eigenbetrieb		Tribur, s. Tab. III
Tridens	villa	Benefizialgut (de jure Cenomanicae Ecclesiae)	in pago Cenomanico	Trans, Dp. und Ar. Mayenne
Trisgodros	villa publ.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert, s. Tab. III
Tumbis	fisc.	Eigenbetrieb		Thommen, RB. Aachen, Kr. Malmédy
Turegum	fisc.	Eigenbetrieb	Zürichgau	Zürich

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
s. Tab. III. Entscheidung in einem Streit zwischen Stablo und Malmédy und dem Fiskus Theux betreffs eines Waldes dahin, daß die Nutzung desselben beiden gemeinsam sein soll	s. Tab. III	Organisation nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III MIGNE CIV, 1164	MARTÈNE II, S. 24, der Zehnte an Stablo und Malmédy bestätigt
s. Tab. III		Organisation nach dem Cap. d. V. Berühmte Pfalz	s. Tab. III	
innerhalb der villa Gut von Fiskalinen und Freien erworben und an Reichenau tradiert unter Zustimmung Kaiser Ludwigs	Aachen 816, Jan. 1	wohl Streubesitz		
alte Merowingerpfalz und unter späteren Karolingern eine Pfalz nachgewiesen (881)	s. vorige Rubrik	? geschlossener Besitz	Chron. Gotw. L. III., S. 514, Nr. 112	
Inventaraufnahme als Musterbeispiel	Z. 811	Organisation nach dem Cap. d. V.	BORETIUS, Capp. I, S. 250 ff., c. 36	
		Organisation nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
der Kirche von Le Mans restituiert	Aachen 838, April 23		BOUQUET VI, 619	
s. Tab. III		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
der Zehnte an Stablo und Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	Organisation nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
gelegentlich einer Einverleibung einer villa in, resp. Ausscheidung derselben aus dem Fiskus erwähnt (Urk. für St. Gallen)	Aachen 821, Febr. 15	Organisation nach dem Cap. d. V. (Unterordnung von Villa unter den Fiskus hier ganz deutlich)	MIGNE CIV, 1108	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Uhcinrinda	villa	Eigenbetrieb		Uznach, St. Gallen
Vache	villicatio	? Eigenbetrieb		Vacha a.d. Werra, Sachs.-Weimar, Kr. Eisenach
Valentianae				Valenciennes, s. Tab. III
Venedis				Vannes, s. Tab. III
Veterem-domum		Eigenbetrieb		
Vermeria	pal.	Eigenbetrieb		Verberie, s. Tab. III
Vernum	pal. (zu Ludwigs Zeiten)	Eigenbetrieb		Ver, s. Tab. III
Verna		Eigenbetrieb	in pago Vertudense	Vert-la-Gravelle, Dp. Marne, Ar. Châlons s. M.
Villancia	villa	? Eigenbetrieb	in Ardenna	Villance, belg. Prov. Luxembourg, Ar. Neuf Château
Vindrinium	fisc.	Eigenbetrieb		? Védrin, belg. Prov. u. Ar. Namur
Virciniacus	villa	Eigenbetrieb		Verzenay, s. Tab. III
Vitriacus = Victriacus	villa			Vitry-aux-Loges, s. Tab. III
Uulfeasti	villa	zur Hälfte Eigenbetrieb		Wölfis, Sachsen-Koburg-Gotha, sö. von Ohrdruf
Vulpilionis	loc.		in eodem (Namucensi) pago	Wepion, belg. Prov. u. Ar. Namur

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
zwischen 741 und 745 dem Kl. St. Gallen entrissen und von Ludwig restituiert	Aachen 821, Febr. 15	U. wurde dem Fiskus Zürich einverleibt und gehörte jedenfalls um 810 zu diesem	MIGNE CIV, 1108	s. Turegum
mit Fulda gegen anderes Gut getauscht	817	nach der Bezeichnung wohl ein kleinerer Gutsbetrieb	DRONKE, C. D. F. Nr. 324	
s. Tab. III				
s. Tab. III				
in pago Rotomagensi regius fiscus est, quem incolae ob palatii antiquitatem V-d. nuncupant. Hierhin soll auch 843 Karl der Kahle gekommen sein		zu Karls des Großen Zeiten war hier also wohl geschlossener kgl. Besitz vorhanden	MABILLON, Supp. p. 49	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
von Ludwig und Lothar an Rheims restituiert	826		BOUQUET VI, 544	
einst von Ludwig an seinen Türwart, den Grafen Richard, gesch., dann konfisziert und wieder restituiert	Worms 839, Juni 26	? Geschlossener Besitz	BOUQUET VI, 625	
Hörige von V. an Graf Richard geschenkt	Worms 839, Juni 26	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	BOUQUET VI, 626	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Zehnte der halben villa an Kl. Hersfeld geschenkt	Herstal 779, März 25	illa medietate, quod nos de villa U. ad nostrum opus habemus. Also im kgl. Eigenbetrieb nur die halbe Villa	KDD 121	
mansellum absum mit Zubehör an Aginulf geschenkt	Aachen 832, Febr. 5	Streubesitz	BOUQUET VI, 574	

Name	Bezeichnung	Verhältnis zum König	Lage nach der Quelle	Heutiger Name und Lage
Waldorf				Waldorf, rheinl. Kr. Bonn
Wasalia	fisc.	Eigenbetrieb		Ober-Wesel, rheinl. Kr. St. Goar
Wasitico	fisc.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert
Wateringas	villa		in pago Scopingo	Wettringen, bayer. BA. Hoffheim
Uuerestein	pal. reg.	Eigenbetrieb		? Nierstein, s. Tab. III
Wiria	fisc.	Eigenbetrieb		nicht identifiziert
Wistrikesheim	villa		in ducatu ribuarinsae	nicht identifiziert
Uuormatia	civ. pub. pal.	Eigenbetrieb		Worms, s. Tab. III
Ymminchusen	villa		in pago Niftharsi	Imminghausen-Waldeck, Kr. Korbach

Zweck der Erwähnung	Datum	Mutmaßung über Größe und Organisation	Quelle	Sonstiges
einen mansus mit 3 Hörigen daselbst an Adalbert geschenkt	Attigny 834, Nov. 20	Streubesitz	Reg.Imp. 932	
einen Teil des zwischen Boppard und Wesel gelegenen Waldes an Kl. Prüm geschenkt	Aachen 820, Jan. 30	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	Mtlrh. UB. I, 58	
Zehnte an Stablo und Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
Kirche daselbst an Kl. Herford geschenkt	Nymwegen 838, Juni 7	? Streubesitz	WILMANS I, 51	
		Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
Zehnte an Kl. Stablo und Malmédy bestätigt	814, Okt. 1	Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	MARTÈNE II, S. 24	
Herrenmansus mit 7 anderen Mansen und Hörigen an Hroutbert geschenkt	Aachen, 836, Jan. 10		Mtlrh. UB. I, 72	
		Wahrscheinlich großer, geschlossener kgl. Besitz daselbst. Organisation wohl nach dem Cap. d. V.	s. Tab. III	
da schenkt diese villa mit allem Zubehör, wie sie ihr Kaiser Ludwig geschenkt hatte, an Kl. Neu-Korvey		um 810 geschlossener kgl. Besitz?	WIGAND, Trad.Corb. Nr. 379	

Tabelle der Aufenthaltsorte der Könige Pippin (Karlmann), Karl und Ludwig.

In sachlicher Beziehung konnte es sich bei dieser Tabelle nur darum handeln, diejenigen Aufenthaltsorte zu bestimmen, die man als königliche Gutsbezirke in Anspruch nehmen darf. Es wurden daher die Orte, wo die Könige auf ihren Kriegszügen weilten, nicht in die Tabelle aufgenommen; denn sie hausten hier wie in Feindesland. Das gilt namentlich von zahlreichen Orten in Sachsen, wenn sich diese auch in späterer Zeit zu königlichen Villen oder Pfalzen erhoben haben. Ich hielt mich auch nicht für berechtigt, die Orte, die uns nach den erzählenden Quellen nur als Durchmarschstationen auf den königlichen Zügen überliefert sind, als königliches Gut anzusprechen, denn sie mögen von der Quelle zur geographischen Orientierung allein angegeben sein. Ebenso wird man einige Orte, die als Stützpunkte einer der kämpfenden Parteien unter Ludwig dem Frommen erscheinen, aus einer solchen Tabelle besser weglassen; denn der Krieg verwischt die Besitzverhältnisse, und da ja Bischöfe und weltliche Große an dem Kampfe beteiligt waren, so konnten wohl auch ihre Güter den militärischen Zwecken der Fürsten dienstbar gemacht werden.

Die Klöster, in denen die Könige weilten, habe ich natürlich nicht in die Tabelle aufgenommen. Es handelt sich hierbei meist um Besuche, die der Herrscher aus persönlicher Frömmigkeit den Stätten der Heiligen abstattet, nicht aber um einen längeren Aufenthalt. Man kann aber diese Klöster keineswegs als königliches Gut auffassen, wenn sie auch verpflichtet waren, dem Könige Herberge zu bieten und auch an ihn jährliche Geschenke zu liefern hatten [1]). Man sieht aber, daß diese Ver-

1) Reg. Imp. 869 (829, Sept. 6) gewährt Ludwig dem Kloster Reichenau eine Einschränkung der Speiseverpflichtung für den reisenden König, nämlich nur für den Weg nach Konstanz und Chur sollte dieselbe bestehen bleiben. Reg. Imp. 901 (832, Juli 13) befreit er das Kloster Herrieden von sämtlichen öffentlichen Leistungen, nur auf die Lieferung von Lebensmitteln für den durchreisenden König verzichtet er nicht. In einem Brief Karls an Fulrad, Abt von St. Quentin, heißt es: Dona vero tua, quae ad placitum nostrum nobis praesentare debes, Jaffé a. a. O. S. 387. In einem Brief Bischof Leidrads von Lyon heißt es, daß er zur Aufnahme des Königs ein Haus gebaut habe. Jaffé a. a. O. S. 419.

pflichtung nicht nur auf dem Papiere stand, und man wird dadurch veranlaßt sein, auch bei den Städten, die uns als Aufenthaltsorte des Königs überliefert sind, nur mit Vorsicht die Frage zu entscheiden, ob wir sie für die königlichen Besitzungen in Anspruch nehmen dürfen. Gelegentlich eines Aufenthaltes Ludwigs des Frommen in Metz wird ausdrücklich berichtet, daß ihn Erzbischof Drogo, sein natürlicher Bruder, ehrenvoll aufgenommen habe [1]), und die Geschichten, die der St. Gallener Mönch in seinem Leben Karls des Großen von der Aufnahme des Königs durch die Bischöfe erzählt [2]), zeigen, daß in diesen Bischofsstädten sehr wohl ein längerer Aufenthalt des Königs auf Kosten des Bischofs möglich ist. Doch habe ich die Städte in diese Tabelle der Aufenthaltsorte aufgenommen, soweit in ihnen sonst königlicher Grundbesitz oder eine königliche Pfalz [3]) nachweisbar ist. Auch diejenigen Städte, in denen der König Reichsversammlungen abhielt, habe ich in die Tabelle einbezogen, da eine Notiz der Annales Bertiniani es als ungewöhnlich erklärt, daß Karl der Kahle auf einem bischöflichen Gute [4]) eine Reichsversammlung abhielt.

Zusammengestellt ist die Tabelle nach den Regesten, und hie und da wurden urkundliche oder historiographische Belege bei ihrer Konstruktion zu Hilfe genommen. Die Namen sind in der Form der Quelle gegeben und wichtigere Differenzen in der Schreibart berücksichtigt. Bei den nur ein oder ganz wenige Male als Aufenthaltsorte überlieferten Namen wurden die Belegstellen hinzugefügt, sonst nur auf die größere oder geringere Frequenz hingewiesen. Die Reihenfolge der Orte ist eine alphabetische.

---

1) Siehe Annales Bertiniani Jahr 835. Die Nachricht bezieht sich auf Weihnacht 834.

2) Monachus San Gallensis. I. Buch c. 14, 15.

3) Das Beispiel von Trier (s. diese Tabelle, Rubrik Anm.) zeigt aber, daß das zur Pfalz gehörige Gut Gegenstand von Schenkungen gebildet haben kann. Weil eben das Kirchengut zur Verpflegung des reisenden Königs herangezogen wurde, so wurde leicht königliches Gut den Kirchen und Klöstern zur Verfügung gestellt.

4) S. Ann. Bert. Jahr 846. M. G. SS. I, S. 442. Carolus apud villam sancti Remigii Sparnacum nomine contra morem conventum populi sui generalem mense Junio habuit.

Tab. III. **Tabelle d. Aufenthaltsorte d. Könige Pippin (Karlmann), Karl u. Ludwig.**

Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Albufi villa	das villa in den Namen gezogen, pal. reg.	Reg. 941 835, Mai 25	Albisheim, Bay., Pfalz, Kant. Kirchheimbolanden	
Aquis, Aquisgranum	palatium publicum	in den letzten Zeiten Karls und den ersten Zeiten Ludwigs fast ständiger Aufenthaltsort des Königs	Aachen	der Name Aquisgranum ist erst für die späteren Jahre Karls nachweisbar. Karl ließ hierselbst ein prächtiges Pfalzgebäude errichten
Attiniacus	pal. publ.	häufiger Aufenthalt Karls in den 80erJahren	Attigny, Ardennes	
Aurelianis	civ. publ.	z.B. KDD 21, 22, 23	Orléans	
Audriaca	villa	KDD 57 769, März 16	Orville Pas de Calais	
Bernaco	villa publ.	Reg. 73 g	n. Longnon (Text 62) Berny-Rivière, Dp. Aisne, Ar. Soissons	
Bes	villa	Reg. 917 833, Jan. 8	Boësse le Sec., Dp. Sarthe, Ar. Mamers oder nach Spruner-Menke Bais, Ar. Mayenne	
Bingia		Reg. 701 b	Bingen	von hier unternimmt Ludwig 819 eine Fahrt auf dem Rhein. Bingen ist uns als königlicher Besitz bezeugt
Blanciaco	pal. publ.	KDD 64 772, Jan. 13 oder Reg. 935	Blanzy, Ardennes, Ar. Réthel	
Bodoma	villa reg. pal. reg. fiscus	Reg. 989, 990, 991 839, Apr. 6	Bodmann am Bodensee	
Bonna	castrum	Reg. 73 b 753	Bonn	nach Reg. 545 als kgl. Gut bezeugt
Brocmagad	pal. publ.	z. B. Reg. 125 Karlmann 770, Mai 6	Brumat, els. Kr. Straßburg	
Calmunciaco	pal. publ.	KDD 47 Karlmann 769 Okt.	nicht identifiziert	vielleicht Salmunciaco

Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Calviacus	villa	Reg. 931 d 834	Chouzy, Dp. Loire-et-Cher, Ar. Blois	hier ist es nicht sicher, ob wir kgl. Gut anzunehmen haben
Carisiaco	pal. publ.	häufiger Aufenthaltsort Karls in den 70er Jahren	Quierzy, Aisne	
Cavallone, auch Cabillone	civ. pal. reg.	z. B. Reg. 998 839, Sept. 1	Châlons-sur-Saône	am 1. Sept. 839 hält Ludwig d. Fr. daselbst eine Reichsversammlung ab
Cenomannis	civ.	z. B. Reg. 910 b 832 Weihnachten	Le Mans	aus Bouquet 6, 584 ersehen wir, daß in Le Mans Fiscalgut war, da von 3 Zellen in der Stadt und Vorstadt festgestellt wird, daß sie der Kirche, nicht „ad publicum nostrum" gehören
Cispiaco	pal.	Reg. 545 814, Okt. 1	wahrscheinlich Cispliaco	
Cispliaco	pal. publ.	781, Okt. 17	verschollene Pfalz in den Ardennen	
Commarciacum		Reg. 853 a 821 zwisch. Aug. und Nov.	Commercy, sw. v. v. Metz a. d. Maas	Aufenthalt nach Thegan c. 34
Compendio	pal. publ.	Aufenthaltort Pippins u. Karls	Compiègne, Oise	
Confluentes		z. B. Reg. 782 823, Aug. 29	Koblenz	vgl. Mtlrh. UB. II. Bd. Einl. S. XCV
Copsistaino oder Chuffinstang oder Cuffesstein		z. B. KDD 166 790, Aug. 13 Reg. 928 c 795 Juli	Kostheim bei Mainz	
Corbonaco = Curbiniaco	pal. und villa	z. B. 770 Dez.	Corbény, Dp. Aisne, Ar. Laon	
Cruciniaco	castro, pal.	z. B. Reg. 996	Kreuznach, s. v. Bingen	im Sommer 839 weilt Ludwig hier zur Jagd
Cusiaco	pal. reg.	Reg. 947 835, Aug. 24	nach Mabillon IV, S. 268 mit Casiacum identifiziert und auf Chézy in dioecesi Suessionensi gedeutet	Mühlbacher hält den Namen für verderbt und gibt mehrere Emendationsmöglichkeiten an

Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Dotciacus = Duciacus	villa	Reg. 213 a Weihnacht 777	Douzy, Ardennes, Arr. Sedan	
Dripione	pal. publ.	KDD 68 772 Mai	nicht identifizierbar	
Duria = Dura	pal.	unter Pippin KDD 10; 778, Sept. 15 häufiger Aufenthaltsort Karls	Düren, Rheinpreußen, RB. Aachen	
Franconofurd	villa reg. pal.	längerer Aufenthalt Karls im Jahr 794, auch sonst häufig vorkommend	Frankfurt a. M.	
Flatera		Reg. 997 c 839 Sommer	Vlatten, Rheinpreussen, RB. Aachen	Ludwig der Fromme empfängt hier einen Bischof. Man wird daher den Ort als kgl. Gut ansehen dürfen
Fulcolingas		Reg. 764 822, Okt. 27	Völklingen a. d. Saar bei Saarbrück in den Vogesen	man wird diesen Ort als Ausstellort einer Urkunde für freie Leute als kgl. Gut ansehen dürfen
Ganda		Reg. 465 a 811	Gent	Karl nimmt hier eine Besichtigung der Flotte vor. Ob Gent deswegen als Königsgut anzusprechen ist, bleibt zweifelhaft
Gentiliaco	villa	Reg. 96 a 762 Dez.	Gentilly, Depart. Seine, Arrond. Sceaux	
Goddinga villa	villa zum Namen gezogen	KDD 120 778 Okt.	? Godingen bei Clervaux in Luxemburg	
Gundulfi villa auch praedium	pal. publ.	z. B. KDD 147 782, Sept. 26	Gondreville in der Nähe von Toul (moselabwärts)	
Heristalio (Arestalio)	pal. publ.	häufiger Aufenthaltsort Pippins und ganz besonders Karls in der ersten Hälfte seiner Regierung	Herstal a. d. Maas bei Lüttich	

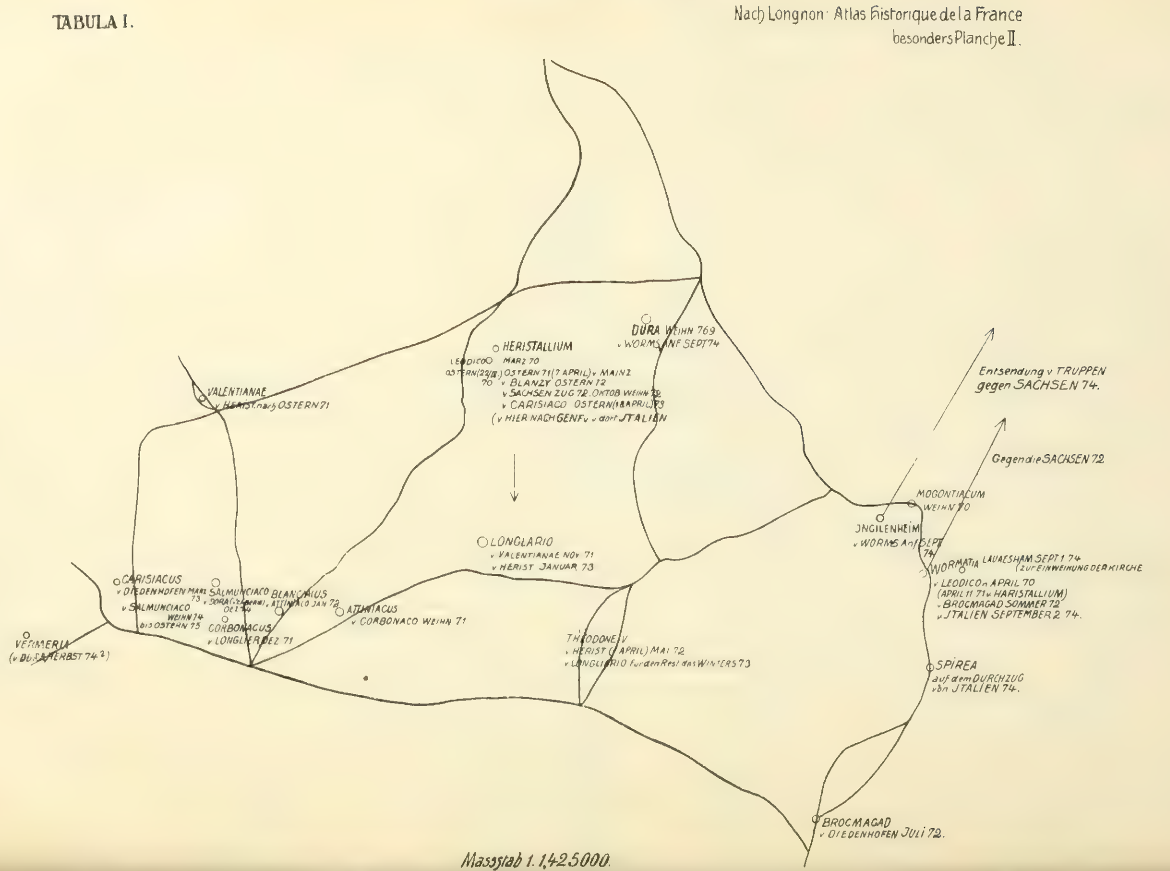
Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
ıgelenheim	pal. publ.	häufiger Aufenthaltsort Karls und auch Ludwigs	Ingelheim, in der Nähe v. Mainz	berühmte Pfalz Karls.
ıemburgo	pal. reg.	Reg. 765 822, Nov. 1	Isenburg, Rheinpreußen, RB. Koblenz, Kr. Neuwied	nach dem Itinerar jedenfalls nur ein kurzer Aufenthalt
ɔppila		Reg. 89 b 760 Ostern	Jupille b. Lüttich	nach MABILLON IV, S. 289 auch noch unter Karl als Königsgut anzunehmen
etzicha		Reg. 1006 840, Mai 12	Kissingen a. d. frk. Saale	
audunum	castrum	z. B. Reg. 358 800	Laon, Dp. Aisne, Ar. Laon	
eodico	vico publ.	Reg. 138 a 770 Ostern	Lüttich a. d. Maas	
ingonis	civ.	z. B. Reg. 930 a 834 Heeresversammlung Ludwigs gegen Lothar	Langres	ob hierselbst kgl. Gut anzunehmen ist oder nicht, möchte ich nicht mit Sicherheit entscheiden. Nach MABILLON IV, S. 293 wird Langres in einer Urk. Karls des Einfältigen v. J. 921 als Palatium bezeichnet
onglario	villa	z. B. KDD 63 771, Nov. 3	Longlier	
uco	villa	Reg. 945 835, Juli 29	? Louche, Dp. Haute-Saône, Ar. Gray	
ɪaslario	pal. publ.	KDD 18 763, Aug. 3	vielleicht mit Marliacus = Morlay zu identifizieren	Marliacus kommt eigentlich nur unter den früheren Königen als Pfalz vor; vgl. MABILLON IV, S. 297—99
ɪerlegium		Reg. 925 e 833, Ludwig der Fr. unter Lothars Obhut	Marlenheim, Kr. Molsheim, östl. v. Straßburg	vgl. Chronicon Gotwicense S. 491, Nr. 170, danach als kgl. Gut anzusehen
ɪettis		z. B. Reg. 935 b 834 Weihnacht.	Metz	von Bischof Drogo ehrenvoll aufgenommen. Doch nach MABILLON IV, S. 301 wird man hier wenigstens eine kgl. Pfalz annehmen

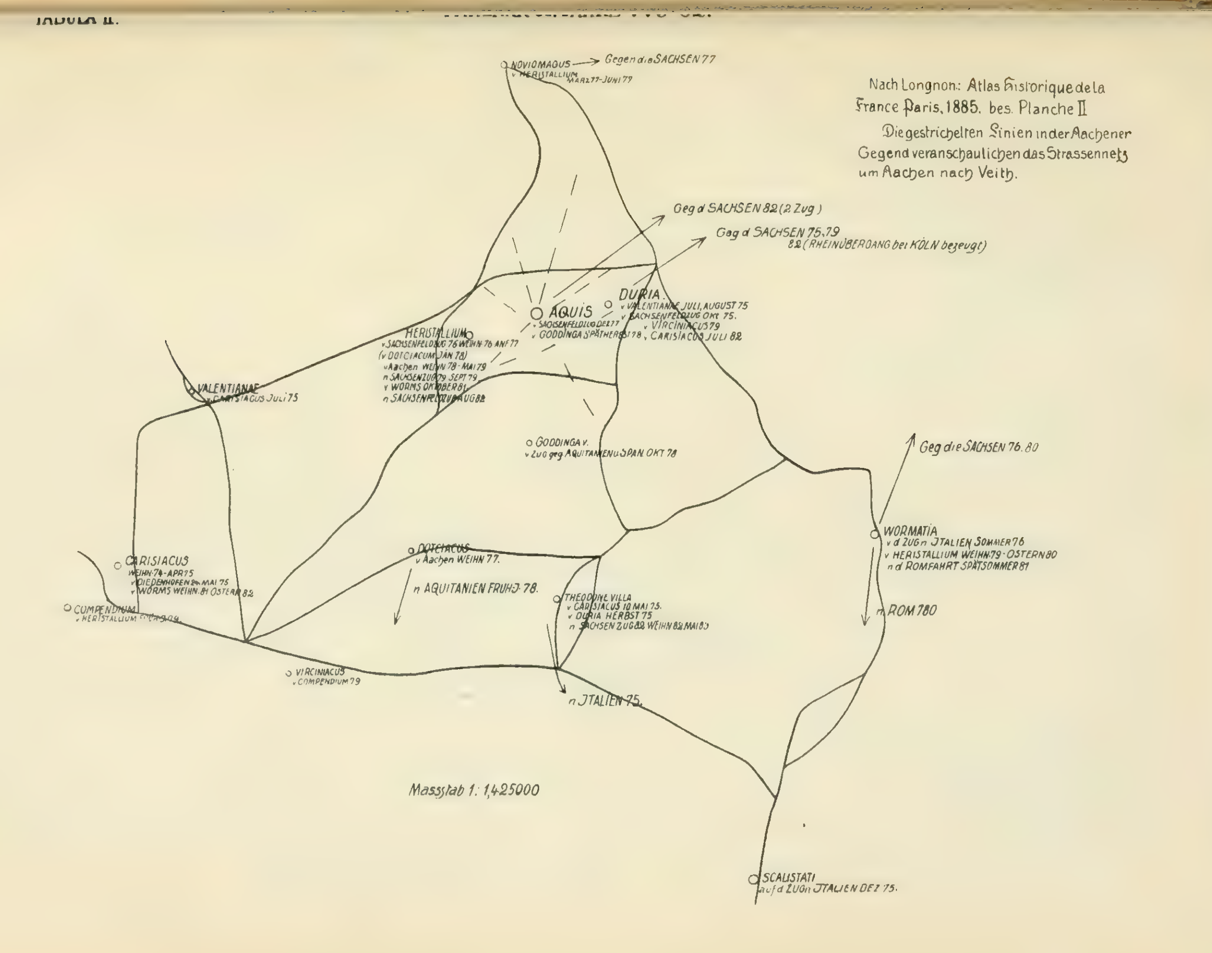
Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Mogontia = Mogontiacum	civit.	z. B. Reg. 770 Weihnacht oder Reg. 358 b 800 Reichsversammlung	Mainz	Königsgut in Mainz können wir durch eine Schenkung an Fulda (KDD 127) feststellen, und außerdem wird in den Trad. Fuld. der König als Aurainer von geschenkten Besitzungen erwähnt
Nantogilum		Reg. 926 qu 834 März. Ludwig, nachdem er wieder die Krone genommen hatte	Nanteuil-le-Hadouin, Oise, Ar. Seulis	da nach MABILLON IV, S. 303 hier eine merowingische Pfalz war, wird man hier auch karolingisches Königsgut annehmen dürfen
Neumago, Noviacum (KDD 3)	pal. publ.	Reg. 127 Karlmann 770, Juni 26	Neumagen a. d. Mosel, RB. Trier, Kr. Bernkastel	
Niuhem	pal.	Reg. 873	Ausstellort einer Urkunde für Kl. St. Bertin und jedenfalls in der Nähe desselben, da hier die Ortsnamen auf hem sehr häufig sind	SICKEL nimmt an, daß das pal. vom Kopisten beigefügt sei
Niumaga=Noviomagum	pal. publ.	häufiger Aufenthaltsort Karls des Großen	Nymwegen	berühmte Pfalz Karls des Großen
Padrabunna		hier hält Karl Reichsversammlungen ab, z. B. 777 Reg. 211 a oder 784 Reg. 268 b	Paderborn	Chronicon Gotwicense S. 501, Nr. 90 zeigt, daß Paderborn als fiscus noster bezeichnet wurde, also wird man hier geschlossenen kgl. Besitz annehmen dürfen
Parisius	civ.	z. B. Reg. 106 b	Paris	Nach MABILLON IV, S. 308 ff. wird man wohl wenigstens in unmittelbarer Nähe von Paris geschlossenen kgl. Besitz annehmen dürfen

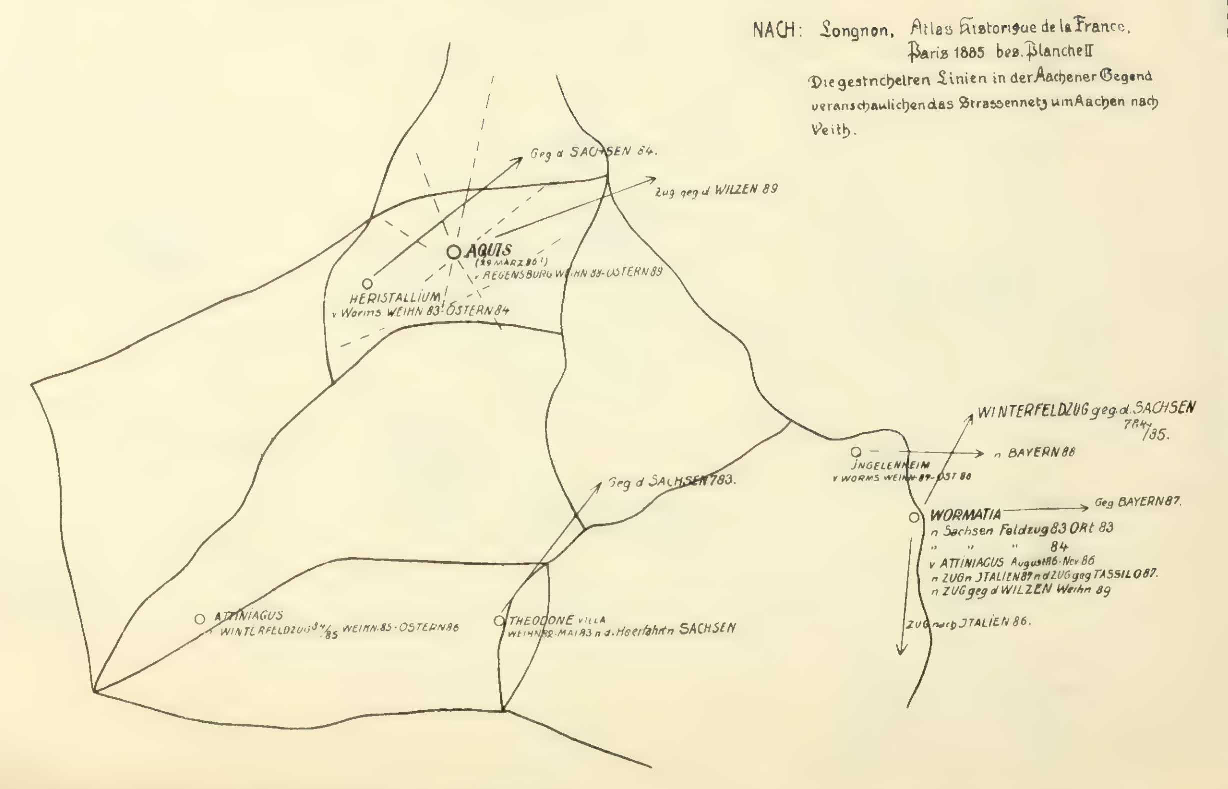
Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Ponthione	pal. publ.	KDD 49; 769 Nov.	Ponthion	
Rampert villa	villa in den Namen gezogen	Reg. 963 836, Aug. 24	Rambersvillers, Dp. Vosges, Ar. Epinal	
Reganesburch	civ. nostra pal. publ.	während der Jahre 790—93 fast ständiger Aufenthalt Karls	Regensburg	
Romerici monte	mons in den Namen gezogen, auch: Romerici castellum	z. B. Reg. 928 a 834 nach Pfingsten Reg. 411 f. 805 Sommer	Remiremont, Dp. Haute-Saône	Ludwig 834 zur Jagd und Fischerei
Rotumagum	civ.	z. B. Reg. 793	Rouen	hierhin schickt Ludwig seine Gemahlin, und hier empfängt er griechische Gesandte. Man wird daher diesen Ort als kgl. Gut annehmen dürfen
altz = Salcio	pal. villa reg. curia reg.	Karl weilt des öfteren hier, indem er den Main und dann die frk. Saale aufwärtsfährt, z. B. Sommer 790 Reg. 307 a	Salz a. d. fränk. Saale	
almunciago	pal. publ.	z. B. KDD 53 771 Dez. Reg. 876 830, Aug. 13	Samoussy, Aisne, Ar. Laon	
alistati	villa, pal. publ.	Reg. 199 775 Dez.	Schlettstadt	
entiaco	pal.	z. B. KDD 15 762, Juli 10	Sinzig	
lviaco	pal.	Reg. 876 830, Aug. 2	Servais, Dp. Aisne, Ar. Laon	
lli		Reg. 442 a 806 Sommer	Seilles a. d. Maas, Belgien, Prov. Lüttich, Ar. Huy	
iega	loc. Uuosega, silva in loco S.	KDD 198 802, Sept. 15	Schweigen, ganz in der Nähe von Weißenburg a. d. Lauter	

Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Suessionis	civ.	häufiger Aufenthalt der Könige, bes. Ludwigs daselbst	Soissons-sur-Marne	Hier war auch nach MABILLON IV S. 328 eine alte merowingische Pfalz
Stratella	villa	Reg. 757 822, Juni 29	Strée, Prov. Lüttich, Ar. Huy od. Prov. Hennegau, Ar. Thuin	
Tectis	pal. reg.	z. B. Reg. 721 820, Mai 8	Theux, Prov. Lüttich, Ar. Verviers	
Theodonis villa	das villa in den Namen gezogen; pal. publ.	häufiger Aufenthalt der Könige daselbst, auch für längere Zeit	Diedenhofen a. d. Mosel	berühmte Pfalz Karls des Großen
Treviri		z. B. Reg. 740 a 821 Ludwig auf der Durchreise	Trier	die Pfalz selbst kam erst 902, nachdem bereits starke Schenkungen vorangegangen waren an das Erzbistum (s. Mtlrh. UB. II. Bd. S. XCV)
Triburim	pal. reg.	z. B. Reg. 872 829, Okt. 4	Tribur, in der Nähe von Mainz	
Trisgodros	villa publ.	KDD 16 762, Aug. 13	nicht identifiziert	
Valentianae		z. B. 771 nach Ostern Reichsversammlung	Valenciennes, Ar.-Hauptstadt des Dp. Nord	
Venedis		Reg. 671 b 818 Reichsversammlung	Vannes, Hauptstadt des Dp. Morbihan	Vannes war Bischofssitz, und es bleibt fraglich, ob hier kgl. Gut anzunehmen ist
Vermeria	pal.	z. B. KDD 7 auch unter Karl und Ludwig	Verberie, Dp. Oise, Ar. Senlis	
Vernum	pal. reg. (zu Ludwigs Zeiten)	z. B. 357 c 800 oder Reg. 785 824, Januar 21	Ver, Dp. Oise, in der Nähe von Senlis	
Virciniacus	villa	Reg. 222 b 779	Verzenay, Dep. Marne, Arrond. Reims	

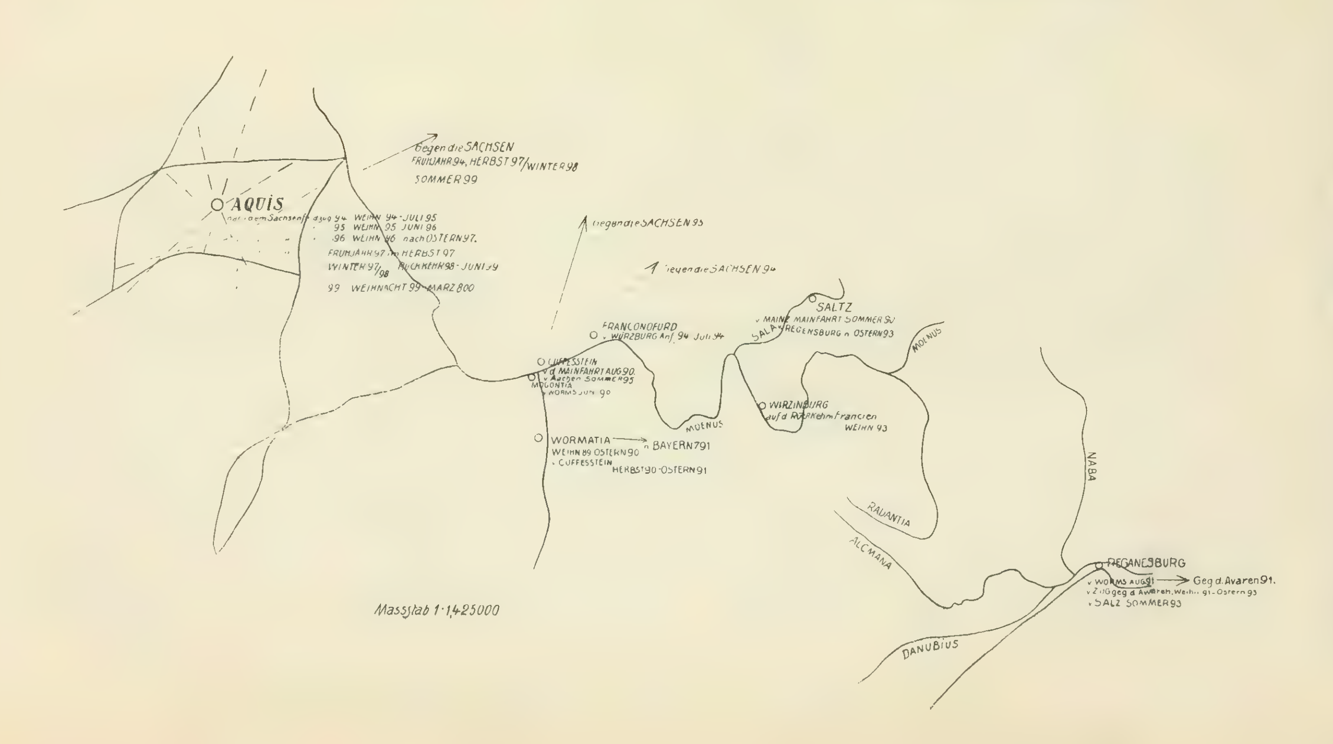
Name	Bezeichnung	Belegstellen	Heutiger Name und Lage	Anmerkungen
Vitriacus, Victriacus	villa	Reg. 665 c 818	Vitry-aux-Loges, Dp. Loiret, Ar. Orléans	hier scheint Ludwig einen längeren Aufenthalt genommen zu haben, da er von hier aus öfters Orléans besucht. Nach ERMOLDUS NIGELLUS III, V, 276–78 wird Ludwig hier von Matfrid aufgenommen
Uuarmacia, Uuarmatia	civ. publ. pal.	häufiger Aufenthaltsort der Könige, ganz besonders Karls in den 80er und ersten 90er Jahren	Worms	791 brennt die Pfalz oder wenigstens ein Teil derselben ab. Doch blieb Karl trotzdem über den Winter in Worms
Uuerestein, verderbt aus Nerestein?	pal. reg.	KDD 3 752, Mai 27	?Nierstein, Rheinhessen, in der Nähe von Mainz	

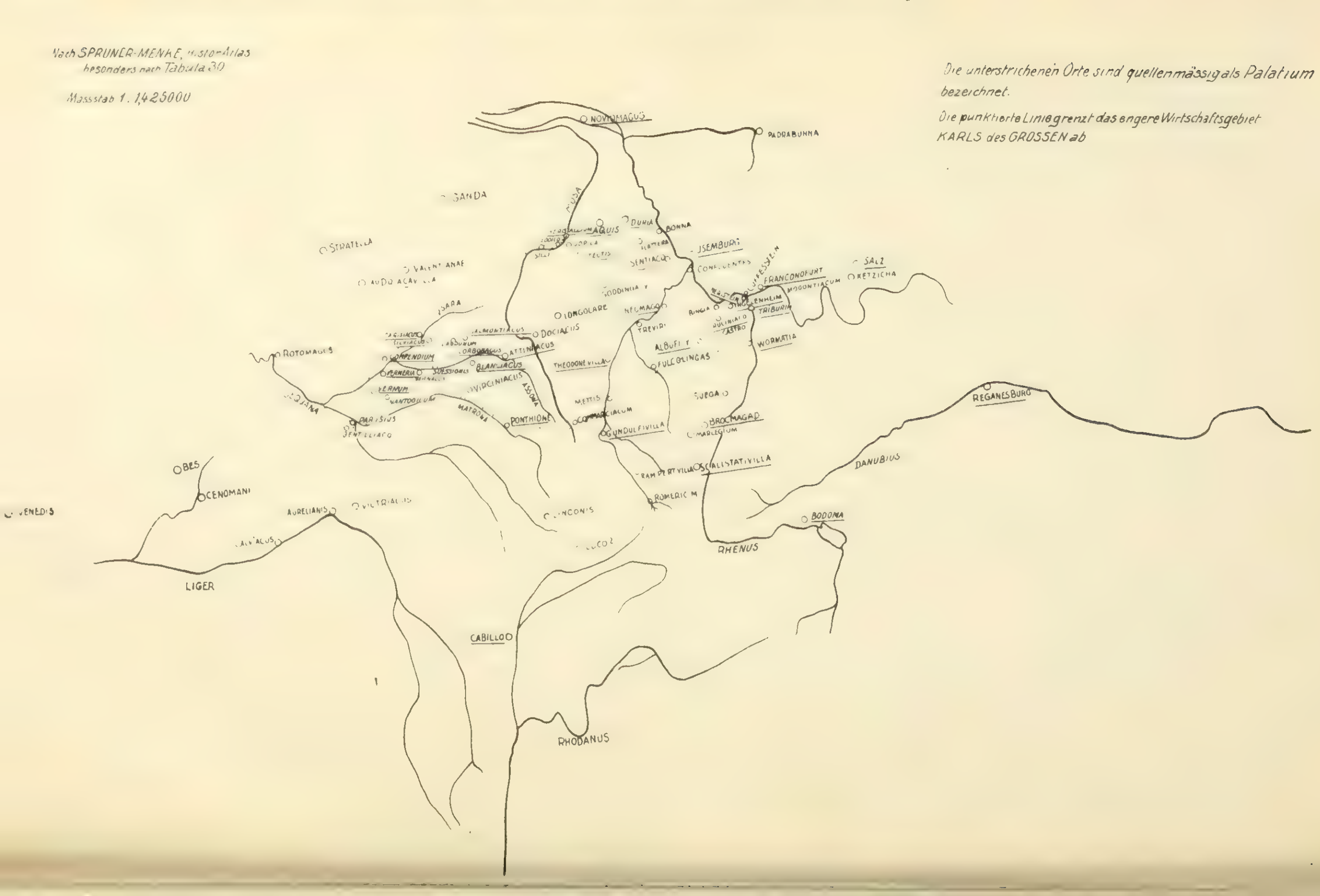

ITINERAR der JAHRE 770-774.
TABULA I.
Nach Longnon: Atlas Historique de la France besonders Planche II.
DURA WEIHN 769
v WORMS ANF SEPT 74
HERISTALLIUM
MARZ 70
LEODICO
v BLANZY OSTERN 72
VALENTIANAE
v HERIST. nach OSTERN 71
Entsendung v TRUPPEN gegen SACHSEN 74.
Gegen die SACHSEN 72
MOGONTIACUM
WEIHN 70
INGILENHEIM
v WORMS Anf SEPT 74
WORMATIA
LAURESHAM SEPT 1 74
(zur EINWEIHUNG DER KIRCHE
v LEODICO n APRIL 70
(APRIL 11 71 v HARISTALLIUM)
v BROCMAGAD SOMMER 72
v ITALIEN SEPTEMBER 2 74.
LONGLARIO
v VALENTIANAE NOV 71
v HERIST JANUAR 73
CARISIACUS
SALMUNCIACO
BLANCIACUS
ATTINIACUS
v CORBONACO WEIHN 71
CORBONACUS
v LONGLIER DEZ 71
THEODONE
v HERIST (APRIL) MAI 72
SPIREA
auf dem DURCHZUG von ITALIEN 74.
VERMERIA
BROCMAGAD
v DIEDENHOFEN JULI 72.
Massstab 1.1,425000.


Nach Longnon: Atlas Historique de la France Paris, 1885. bes. Planche II
Die gestrichelten Linien in der Aachener Gegend veranschaulichen das Strassennetz um Aachen nach Veith.
NOVIOMAGUS
Gegen die SACHSEN 77
Geg d SACHSEN 82 (2 Zug)
Geg d SACHSEN 75.79
82 (RHEINÜBERGANG bei KÖLN bezeugt)
AQUIS
DURIA
v VALENTIANAE JULI, AUGUST 75
v SACHSENFELDZUG OKT 75.
v VIRCINIACUS 79
v CARISIACUS JULI 82
HERISTALLIUM
VALENTIANAE
v CARISIACUS JULI 75
GODDINGA V.
v ZUG geg AQUITANIEN u SPAN OKT 78
Geg die SACHSEN 76.80
WORMATIA
v d ZUG n JTALIEN SOMMER 76
v HERISTALLIUM WEIHN 79 - OSTERN 80
n d ROMFAHRT SPÄTSOMMER 81
n ROM 780
CARISIACUS
COMPENDIUM
DOTCIACUS
v Aachen WEIHN 77.
n AQUITANIEN FRÜHJ. 78.
THEODONE VILLA
v CARISIACUS 10 MAI 75.
v DURIA HERBST 75
n SACHSEN ZUG 82 WEIHN 82 MAI 83
VIRCINIACUS
v COMPENDIUM 79
n JTALIEN 75.
Massstab 1: 1,425000
SCALISTATI
auf d ZUG n JTALIEN DEZ 75.


TABULA III.
ITINERAR der JAHRE 783-789.
NACH: Longnon, Atlas Historique de la France, Paris 1885 bes. Planche II
Die gestrichelten Linien in der Aachener Gegend veranschaulichen das Strassennetz um Aachen nach Veith.
Geg d SACHSEN 84.
Zug geg d WILZEN 89
AQUIS
(29 MÄRZ 86 ¹)
v REGENSBURG WEIHN 88-OSTERN 89
HERISTALLIUM
v Worms WEIHN 83 · ÖSTERN 84
WINTERFELDZUG geg. d. SACHSEN 784/85.
n BAYERN 88
JNGELENHEIM
v WORMS WEIHN 87-OST 88
WORMATIA
Geg BAYERN 87.
n Sachsen Feldzug 83 ORt 83
" " " 84
v ATTINIACUS August 86-Nov 86
n ZUG n JTALIEN 87 n d ZUG geg TASSILO 87.
n ZUG geg d WILZEN Weihn 89
ZUG nach JTALIEN 86.
Geg d SACHSEN 783.
ATTINIAGUS
v WINTERFELDZUG 84/85 WEIHN. 85 · OSTERN 86
THEODONE VILLA
WEIHN 82-MAI 83 n d. Heerfahrt n SACHSEN
MASSSTAB 1: 1,425000.

TABULA IV. ITINERAR der JAHRE 790-799.




TABULA V.
KARTE DER ALS KÖNIGLICHE BESITZUNGEN FESTGESTELLTEN AUFENTHALTSORTE DES KÖNIGS (UNTER PIPPIN, KARL d GR, LUDWIG d FR)
Nach SPRUNER-MENKE, Histor-Atlas besonders nach Tabula 30
Massstab 1. 1,425000
Die unterstrichenen Orte sind quellenmässig als Palatium bezeichnet.
Die punktierte Linie grenzt das engere Wirtschaftsgebiet KARLS des GROSSEN ab
NOVIOMAGUS
PADRABUNNA
GANDA
AQUIS
DURIA
BONNA
STRATELLA
JSEMBURG
SENTIACUS
CONFLUENTES
FRANCONOFURT
SALZ
KETZICHA
MOGONTIACUM
TRIBURIA
WORMATIA
TREVIRI
ALBUFI
FULCOLINGAS
DOCIACUS
ATTINIACUS
ROTOMAGUS
COMPENDIUM
BLANIACUS
THEODONE VILLA
METTIS
SUEGA
BROCMAGAD
MARLEGIUM
PONTHIONE
PARISIUS
REGANESBURG
DANUBIUS
SCALISTATIVILLA
ROMERIC M
BODOMA
RHENUS
OBES
CENOMANI
AURELIANIS
LIGER
CABILLOO
RHODANUS

Erklärung zu Tabula I.

Die Striche bedeuten alte Römerstraßen.

Das Weihnachtsfest 769 feiert Karl in Düren. Anfang 770 zieht er nach Herstal bei Lüttich und von dort weiter nach Worms, wo er die Reichsversammlung abhält. Das Weihnachtsfest feiert er in Mainz. Diese Daten genügen nicht, um das Itinerar der zweiten Hälfte des Jahres 770 auch nur mit einiger Genauigkeit festzustellen.

Von Mainz zieht er nach Herstal (wahrscheinlich auf alter Römerstraße das Rheinthal abwärts). Hier feiert er das Osterfest des Jahres 771. (Der Aufenthalt in Worms 11. April (Reg. 140), während das Osterfest auf den 7. April fiel, stimmt also nicht im Itinerar). Von Herstal begibt er sich nach Valentianae, woselbst er die Reichsversammlung abhält und im Juli urkundet. Im November finden wir ihn in Longlier (Longlario), ohne daß wir angeben könnten, auf welchem Wege er sich dahin begeben hat. Von Longlier begibt er sich nach dem Tode seines Bruders Karlmann nach Corbény (Corbonacus) (wahrscheinlich auf alter Römerstraße), das zum Reich Karlmanns gehörte, und feiert das Weihnachtsfest 771 in Attigny, einer Pfalz Karlmanns.

Von Attigny zieht er über Blanzy Anfang 772 nach Herstal, von dort nach Diedenhofen (vgl. Reg. 145) und weiter nach Brocmagad, jedenfalls in der Absicht, den Besitz des Reiches Karlmanns sich durch seine Anwesenheit zu sichern. Bei diesem ganzen rundreiseähnlichen Zug ist unbedingt die Benützung alter Römerstraßen anzunehmen, ebenso bei seinem weiteren Zug nach Worms. Von hier aus unternimmt er einen Zug gegen die Sachsen, kehrt von diesem nach Herstal zurück und scheint daselbst vom Oktober bis Anfang des nächsten Jahres geblieben zu sein.

Anfang 773 zieht er von Herstal nach Longlier und weiter nach Diedenhofen, von hier auf alter Römerstraße nach Quierzy und weiter nach Herstal zurück, woselbst er das Osterfest 773 feiert. Von hier aus unternimmt er über Genf eine Heerfahrt nach Italien gegen die Langobarden. Der Weg führt zum Teil deutlich über alte Römerstraßen.

Im Spätsommer 774 kehrt er nach Francien zurück, das Rheintal abwärts ziehend. Wir finden ihn in Speyer, am 1. Sept. in Lorsch, am 2. in Worms. Dann zieht er über Ingelheim, von wo er Truppen gegen die Sachsen entsendet, nach Düren, immer der alten Römerstraße des Rheintals folgend. In Düren urkundet er bereits im September (Reg. 170, 171). Von hier scheint er sich nach Verberie (Vermeria) begeben zu haben (alte Römerstraße); doch ist der aufenthalt daselbst fraglich. Jedenfalls hielt er sich im Dezember in Samoussy (Salmunciaco) auf und feierte das Weihnachtsfest 774 und Ostern 775 in Quierzy.

Erklärung zu Tabula II.

Die einfachen Striche bedeuten alte Römerstraßen.

Weihnacht 774 bis Ostern 775 verweilt Karl in der Pfalz zu Quierzy. Die kurze Unterbrechung dieses Aufenthaltes, die durch den Besuch des Klosters St. Denis entstand, habe ich unberücksichtigt gelassen, da es sich hier nicht um eine Wanderung des Hofes, sondern um einen persönlichen Besuch des Herrschers handelt. Von Quierzy begibt sich der König nach Diedenhofen (alte Römerstraße), kehrt wieder nach Quierzy zurück und zieht von da über Valentianae nach Duria (Römerstraße), um von da den Sachsenzug anzutreten. Zurückgekehrt, begibt er sich nach Diedenhofen (Römerstraße) und zieht von hier über Schlettstadt auf alter Römerstraße nach Italien.

Von Italien zurückgekehrt (auf der alten Römerstraße längs des Rheins), nimmt er Aufenthalt in Worms und zieht von hier aus gegen die Sachsen. Nach seiner Rückkehr finden wir ihn zum Winteraufenthalt in Herstal.

Anfang 777 zieht er nach Nijmegen, unternimmt von hier aus den zug gegen die Sachsen, kehrt von diesem nach Aachen zurück und feiert das Weihnachtsfest in Douzy (Dotciacum).

Der Aufenthalt in Heristal Jänner 778 ist wohl unwahrscheinlich, wahrscheinlicher, daß Karl von Douzy aus den Zug nach Aquitanien unternommen hat. Von Aquitanien zurückgekehrt, urkundet er im Oktober in Goddinga villa (Godingen), zieht dann nach Aachen und feiert das Weihnachsfest in Heristal.

Im Frühjahr 779 begibt er sich nach Compiègne (wohl infolge eines besonderen Anlasses, s. Abel-Simson, Jbb. d. frk. Reiches unter Karl d. Gr., s. 332 und Anm. 6), von wo er über Virziniacus nach Duria zog, um von hier aus einen Zug gegen die Sachsen zu unternehmen. Von diesem zurückgekehrt begibt er sich nach Herstal. Von hier aus zieht er nach Worms, woselbst er Weihnacht 779 und Ostern 80 feiert.

Im Frühjahr 780 zieht er von Worms aus gegen die Sachsen, kehrt nach Worms zurück und tritt von hier eine Heerfahrt nach Italien an, von der er auf gleichem Wege (Römerstraße) zurückkehrt.

Im Herbst 781 begibt er sich von Worms nach Heristal und von hier über Cispliacus (verschollene Pfalz in den Ardennen) nach Quierzy und feiert daselbst Weihnacht 781 und Ostern 782.

Von Quierzy zieht Karl nach Ostern 782 nach Duria (alte Römerstraße), unternimmt von hier aus den Zug gegen die Sachsen, kehrt nach Herstal zurück, muß aber zum zweiten Mal gegen die Sachsen. Nach diesem Zug nimmt er seinen Winteraufenthalt in Diedenhofen, wo er bis Mai 783 bleibt.

Erklärung zu Tabula III.

Die einfachen Striche bedeuten alte Römerstraßen.

Weihnacht 782 bis Mai 783 weilt Karl in Diedenhofen und unternimmt von hier aus die Heerfahrt gegen die Sachsen, bis zum Rhein jedenfalls auf alter Römerstraße vordringend, ob der Übergang nun bei Mainz oder bei Köln

stattfand. Von diesem Zug kehrt er nach Worms zurück, woselbst er die Vermählung mit Fastrada im Oktober feiert. Hierauf begibt er sich nach Herstal (wahrscheinlich auf alter Römerstraße) und feiert hier Weihnacht 783 und Ostern 784.

Im Jahre 784 zieht er von Herstal aus gegen die Sachsen und kehrt von dieser Heerfahrt nach Worms zurück, von wo aus er den Winterfeldzug 784/85 gegen die Sachsen unternimmt. Nach der Rückkehr begeht er das Weihnachtsfest in der Pfalz zu Attigny.

Aus dem Jahre 786 ist uns vom 29. März eine Urkunde erhalten, die in Aachen datiert ist, doch mag dies auf eine Verschreibung oder Verderbtheit zurückzuführen sein. Jedenfalls wird das Osterfest in Attigny begangen. Von hier begibt er sich nach Worms (alte Römerstraße) und tritt von hier im Spätherbst 786 einen Zug nach Italien an.

Nach der Rückkehr von Italien 787 zieht er nach Worms (alte Römerstraße längs des Rheins), das den Ausgangspunkt einer Heerfahrt gegen Tassilo bildet. Nach seiner Rückkehr aus Bayern finden wir ihn wieder in Worms, von wo er sich nach Ingelheim begibt, um hier Weihnacht 787 und Ostern 788 zu feiern.

Von Ingelheim aus erfolgt im Sommer 788 die Heerfahrt nach Bayern längs des Mains (Aufenthalt in Würzburg, Okt. in Regensburg). Nach seiner Rückkehr begibt sich Karl nach Aachen (alte Römerstraße). Das Weihnachtsfest 788 und Ostern 789 werden in Aachen gefeiert.

Im Jahr 89 unternimmt Karl die übliche Heerfahrt, die ihn durch das Gebiet der Sachsen bis zu den Wilzen führt, von Aachen aus. Von diesem Zug zurückgekehrt, nimmt er Aufenthalt in Worms, woselbst er bis Ostern 790 verweilt.

Erklärung zu Tabula IV.

Die Linien bedeuten im allgemeinen alte Römerstraßen; wo sie Flüsse darstellen, ist dies durch Beisetzung des Flußnamens gekennzeichnet.

Im Sommer 790 unternimmt Karl eine Fahrt den Main aufwärts und kehrt wieder nach Worms zurück.

Von Worms aus erfolgt im Frühjahr 791 der Zug nach Bayern. Er urkundet im August in Regensburg, das der Ausgangspunkt des Feldzuges gegen die Awaren war. Von diesem zurückgekehrt, feiert er das Weihnachtsfest 791 in Regensburg. Bis Ostern 793 ist uns kein anderer Aufenthaltsort überliefert, und wir dürfen als sicher annehmen, daß trotz kleinerer Unterbrechungen, die uns infolge mangelnder Überlieferung nicht bekannt sind, Karl in dieser Zeit ständig in Regensburg blieb.

Nach Ostern 793 trifft er seine Söhne Pippin und Ludwig in Salz, wohin er jedenfalls zu Schiff gelangt war. Er kehrt nochmals nach Regensburg zurück und tritt den Rückweg nach Francien gleichfalls zu Schiff an, auf

der Rednitz in den Main, und nimmt in Würzburg Aufenthalt, um daselbst das Weihnachtsfest zu feiern.

In diesem Teile des Reiches, wo es nur südlich der Donau alte Römerstraßen gab, erhalten die Flüsse für die Züge des Königs höheren und unmittelbaren Wert.

Im Jahr 794 nimmt Karl zunächst einen längeren Aufenthalt in Frankfurt, von wo er einen Zug gegen die Sachsen unternimmt; nach seiner Rückkehr lässt er sich in Aachen zu längerem Aufenthalt nieder.

Das Jahr 795 führt Karl noch nach Kostheim (Juli), offenbar auf alter Römerstraße, da er jedenfalls, wie voriges Jahr, von Süden aus gegen die Sachsen ziehen wollte.

Er kehrt wiederum nach Aachen zurück und scheint in den folgenden Jahren die üblichen Feldzüge gegen die Sachsen direkt von Aachen unternommen zu haben und nach diesen auch wieder direkt nach Aachen zurückgekehrt zu sein. Wenigstens ist uns kein anderer Ort als Aufenthalt des Königs überliefert, und die Lage von Aachen als Knotenpunkt kleinerer römischer Straßen, von denen die Hauptstraßenzüge leicht zu erreichen waren, war für einen ständigen Aufenthalt des Königs daselbst sehr günstig. In den Kaiserjahren Karls behält Aachen diese überragende Stellung und wird fast zur ständigen Residenz des Kaisers, so dass eine weitere kartographische Darstellung des Itinerars zwecklos wäre [1]).

---

1) Leider ist infolge eines Mißverständnisses der Maßstab auf allen Karten falsch angegeben. Tabula I, III, IV sind ungefähr im Maßstab 1 : 3 500 000; Tabula II 1 : 2 850 000; Tabula V 1 : 8 000 000.

Außerdem ist auf Tabula II beim Orte Carisiacus letzte Zeile statt „Worms" richtig „Herstal"; auf Tabula IV beim Pfeil oben: Gegen die Sachsen 96, Frühjahr 97 (statt 94) zu lesen.

Zur österreichischen Handelsgeschichte.

Zwei Passauer Mautbücher aus den Jahren 1400—01 und 1401—02, herausgegeben und erläutert von THEODOR MAYER. Landshut, Thomannsche Buchdruckerei, 1909. 448 S.

THEODOR MAYER, Der auswärtige Handel des Herzogtums Österreich im Mittelalter. (Forschungen zur inneren Geschichte Österreichs, herausgegeben von ALFONS DOPSCH, Heft 6.) Innsbruck, Wagner, 1909. X und 200 S.

Die Geschichtschreibung hat vom süddeutschen Handel und Verkehr im Mittelalter, wenigstens was Waren und Wege anbetrifft, noch kein so deutliches Bild gewonnen, wie vom norddeutschen. Eine Darstellung, die das einzelne in großer Überschau zusammenfaßte, fehlt bislang. Quelleneditionen und Einzeluntersuchungen erscheinen nicht in allzu rascher Folge. Doch scheint in den letzten Jahren an verschiedenen Punkten die Forschung in ein schnelleres Tempo zu kommen. Für den Osten, der uns hier speziell interessiert, wären zu nennen die Arbeiten JOHANN MÜLLERS über Nürnberg, MÜLLERS und STOLZ' über Tirol (vgl. z. B. diese Zeitschrift 1910 und 1911, S. 229 ff.), LUSCHINS VON EBENGREUTH über Wien und nun die beiden hier anzuzeigenden Veröffentlichungen TH. MAYERS.

Die beiden Mautbücher, die die Einnahmen des bischöflichen Zolles in Passau verzeichnen, werfen von einem wichtigen Punkte aus ein detailliertes Licht auf die hier sich kreuzenden Straßen des Ostwest- und Nordsüdverkehrs. Sie umfassen die zwei Jahre vom November 1400 bis zum November 1402 und bestehen aus 3—4000 Notizen, deren jede in der Regel den Namen des Zollpflichtigen, den Herkunftsort, die Fahrtrichtung, das Frachtquantum und den Zollbetrag verzeichnet. Es sind, außer einem Ge-

leitsregister, drei Zollregister, nämlich zwei Halbjahrs- und ein Jahresregister, an deren Schluß jeweils die Summe der Einnahmen berechnet wird. Sie zerfallen in Teilregister, deren jedes für eine Ware (Salz, Wein, Tuch) oder Warengruppe („Gesäum“, Metalle) bestimmt ist. Innerhalb jedes Warenregisters folgen sich die Eintragungen in chronologischer Reihenfolge. In einer Tabelle am Schluß stellt der Herausgeber die Mauteinnahmen zusammen, wodurch die Verkehrsschwankungen, sowohl die der Warenbewegung im gesamten, als die der einzelnen Warengattungen von Woche zu Woche, von Monat zu Monat übersichtlich in die Augen treten. Eine zweite Beilage gibt einen Auszug aus einem Passauer Zolltarif des 15. Jahrhunderts. Auf 75 Seiten handelt der Verfasser über Niederlagsrecht, Zoll, Handel, Geleitswesen, Maße und Gewichte Passaus unter dem (unpassenden) Titel Erläuterungen, im Widerspruch mit seiner Behauptung in der Vorrede, alles zum Verständnis des Textes Notwendige könne aus den Registern selbst entnommen werden. Diese Erläuterungen sind fleißig, aber nicht gerade mit großer Vertiefung in die Sache geschrieben. Die Benutzbarkeit der Quelle selbst wird durch ein Orts- und Personenverzeichnis erhöht; demjenigen aber, der sich um diese oder jene Ware interessiert, wird das Suchen nicht erleichtert; es ist ihm kein Mittel an die Hand gegeben, z. B. schnell diejenigen Partien aufzuschlagen, wo in jedem der drei Register die Weinfrachten gebucht sind.

Diese Zollbücher bilden nun auch eines der wichtigsten Quellenstücke, aus denen die zweite der oben genannten Arbeiten Mayers schöpft. In einem Anhang wird dazu der Forschung für das 15. Jahrhundert neues Material dargeboten: Tabellen über die Weinausfuhr aus Wien, über die Zolleinnahmen in Wien und Preßburg, über die Wiener Vermögenssteuer und die Preisgestaltung einer größeren Anzahl von Waren; daran schließen sich Geschäftsbriefe aus dem Nürnberger Handelshaus Michael Behaim. Die Abhandlung selbst fußt zum großen Teil auf archivalischem Material und belebt daher das Bild des mittelalterlichen Donauhandels durch neue, recht wesentliche Züge. Des Donauhandels: auf dieses Thema nämlich engt der Verfasser seine Untersuchung fast vollständig ein. Wir müssen diese und andere, zum Teil

bewußt gewollten Schranken der Arbeit, ihren Abstand von einer vollständigen Geschichte des österreichischen Außenhandels kurz aufzeigen. Es handelt sich einmal nur um die zweite Hälfte des Mittelalters. Über die Zeit vor dem 12. Jahrhundert und über dieses selbst noch geht MAYER mit ein paar Andeutungen hinweg. Man kann bedauern, daß hier der Versuch nicht gemacht wurde, die Wurzeln des Donauhandels aus dem Dunkel der nachrömischen Zeit deutlicher herauszulösen, als es bisher geschehen, daß der Frage nicht nachgegangen wurde, wie sich der Handel am oberen Ende der großen ostwestlichen Stromstraße des zentralen Europa einen Standort schuf, wie dieser beherrschend stromabwärts wirkte, wie dann im Hochmittelalter auf Markgebiet eigene kommerzielle Standorte aufwuchsen. MAYER scheint der Meinung zu sein, daß sich über die bisherigen Feststellungen nicht hinauskommen lasse. Ich möchte hoffen, daß sich seine Resignation in der Folge nicht rechtfertige.

Außer dieser zeitlichen Beschränkung legt sich der Verfasser eine räumliche auf. Einmal ist der Nordsüdverkehr fast ganz ausgeschaltet. Nur mehr zufällig wird auf ihn Bezug genommen. Die Zusammenhänge nordwärts mit Böhmen und Mähren, über das Mittelgebirge weg mit Polen und eventuell mit dem norddeutsch-nordeuropäischen Verkehrsgebiet bleiben fast ganz verborgen, ebenso die Beziehungen des Herzogtums südwärts zum Ostalpengebiet; der Handel mit Venedig wird, mit Absicht, nur einige Male kurz gestreift. Wie und wo eine Warenzirkulation in nordsüdlicher Richtung das österreichische Alpenvorland schnitt, das Charakteristische der Lage Wiens z. B., wird nicht aufgezeigt. Daß ferner der Westostverkehr sich so überwiegend auf die Strombahn der Donau konzentrierte, wie MAYER will, ist kaum richtig. Ich bin nicht im Zweifel, daß er die Landwege, z. B. diejenigen östlich von Wien und diejenigen, welche westwärts zwischen den immer mehr auseinandertretenden Linien des Alpenrandes und der Donau verliefen, unterschätzt, bin allerdings im ungewissen, in welchem Maße er sie unterschätzt und wie stark deshalb dieser Mangel bei seinen Bilanzberechnungen zum Ausdruck kommt. Im Osten wird der Verkehr nur auf der Donaulinie und nur bis nach Preßburg verfolgt.

Die weitere Fortsetzung, Ungarn, bleibt im dunkeln. Nicht einmal die Bergwerke treten vor uns, aus denen das Wichtigste kam, was dieses Land dem Westen zu geben hatte, die Edelmetalle. Man wird nicht sagen können, daß der Verfasser über die verkehrsgeschichtliche Eigenart und Mission der großen Wasserstraße, die, aus der westlichen Kulturwelt sich loslösend und in der Mitte des Erdteilkörpers verlaufend, in den nichtgermanischen Osten hineinragt, die tiefsten Worte fände. Nach der verästelten Verflechtung mit dem Boden Altdeutschlands wird nicht eingehender sondiert, und wenn Mayer auch feststellen kann, wie Regensburg, Köln, Nürnberg, Augsburg stufenweise in den Handel mit Österreich eintraten, einander zum Teil ablösten, so werden uns doch die Augen nicht aufgetan für die Abhängigkeit österreichischer Handelsgestaltung von den großen Wandlungen der Umwelt — und sei sie auch noch so locker —, nicht für den Zusammenhang mit den Hochstraßen und Brennpunkten des europäischen Handels — und sei er auch noch so lose —: es fehlt die Überschau aus großer Distanz und damit die Charakteristik der spezifischen Verkehrslage Österreichs im Handelsnetz. Und diese Beschränkung nicht nur in der Ferne, auch in der Nähe: das Gebiet des Herzogtums gliedert sich uns nicht im Hinblick auf den Außenhandel. Der Blick ruht fast nur auf Wien. Der Anteil anderer Plätze am Handel wird nicht oder nur vorübergehend bestimmt. Wie Wien im Hochmittelalter sich über die andern kommerziell interessierten Orte Österreichs hinaushob, die Konzentration des Verkehrs auf sich hin vollzog, was den anderen blieb oder neu zuwuchs, das alles wird nicht oder nur dürftig angedeutet.

Der Hauptwert der Arbeit scheint mir in den Partien zu liegen, wo die Waren und Warenmengen, die über die Grenze ein- und ausgingen, bestimmt werden, wo diese Bestimmung zu Bilanzberechnungen fortschreitet und wo die Aufteilung der Handelsvermittlung unter die verschiedenen Uferländer festgestellt wird. Hier werden uns dankenswerte Aufschlüsse geboten.

Indem wir auf die Bestimmung der Waren eingehen, fällt die Tendenz des Verfassers auf, Ein- und Ausfuhr zwischen Alt-

deutschland und Österreich auf eine möglichst einfache Formel zu bringen: ins Land hinein Tuch und Salz, aus ihm heraus Wein. Wenn ich bedenke, daß Mayer selbst gestehen muß, der Zolltarif von Stein (12. Jahrhundert) enthalte eine staunenerregende Menge von Waren, fernei bedenke, daß Mayer eben hauptsächlich nur den Flußweg ins Auge faßt, den Massenwaren wie jene oben genannten mit Vorliebe wählen, so zweifle ich, ob er berechtigt ist, andere Waren so ganz verschwinden zu lassen oder nur in sehr unbedeutenden Mengen in Rechnung zu ziehen. Eigentümlich ist mir, daß Ungarn nach dieser Seite hin kein Kupfer ausgeführt haben soll, überraschend auch, „daß dem spätmittelalterlichen Handel mit Honig, Häuten und Wachs keinerlei Bedeutung zukam" (S. 101). Über den Handel mit Edelmetall habe ich eingehendere Darlegungen erwartet. Bei Besprechung des Handels mit Gewerbeprodukten gerät der Verfasser in einen Widerspruch. Er sagt (S. 46), die Wiener hätten infolge der Stärkung durch die Gewerbeordnung Rudolfs IV. (14. Jahrhundert) die gewerbliche Einfuhr von Oberdeutschland her außer Tuchen auf allen Gebieten verdrängt. Diese Einfuhr beweist er aber nicht nur nirgends, sondern verneint sie in seiner Bilanzberechnung für die zweite Hälfte des 13. Jahrhunderts, indem er den ganzen Zollertrag unter Tuch und Salz aufteilt (S. 11 f.). Damit fällt auch der Hinweis auf diese Wandlung im Import als Teil des Beweises für die Nützlichkeit der Rudolfinischen Gewerbeordnung in sich zusammen. Daß die Bilanzberechnungen ganz ohne Widerspruch bleiben, wird der Verfasser, der übrigens auch ihren approximativen Wert selbst betont, nicht annehmen. Im allgemeinen wird er zwar nicht allzusehr neben das Ziel treffen; nur diejenige für das 13. Jahrhundert scheint mir, was die Feststellung der einzelnen Waren anbetrifft, auf so unsicherem Boden zu stehen, daß ich von ihrem Wert recht gering denke. Sie fußt auf dem Jahresertrag der Donauzollstätte Marsbach, unterhalb Passau (nach den „Erläuterungen" in den passauischen Mautbüchern S. 394 könnte man meinen, es handle sich um den bischöflichen Zoll in Passau selbst). Er betrug 580 Taler, 420 von den zu Tal gehenden Waren, 160 von den flußaufwärts kommenden. Nun nimmt Mayer einmal an — ich kann nicht

beurteilen, ob mit Recht —, es hätten damals dieselben Tarifsätze zu Recht bestanden, wie in Passau im 15. Jahrhundert. Dann ist ferner nicht bekannt, was für Waren und in welchen Mengen sie passierten, wie sie sich auf Ein- und Ausfuhr verteilten und wie hoch ihr Preis stand; nicht bekannt ist ferner, wie viel die Passauer, die hier wohl zollfrei waren, vorüberführten; nach Mayers eigener Annahme (S. 40) waren sie an der Salzeinfuhr stark beteiligt; ihre Frachtmenge und auch alle Warentransporte auf den Landwegen kommen also in jenen Ziffern nicht zum Ausdruck. Der Unbekannten sind so viele, und die Überlegungen, mit denen Mayer aus späteren Tatsachen auf das 13. Jahrhundert zurückschließt, zum Teil so willkürlich, daß ich recht kleingläubig bin, wenn er bei der Einfuhr dem Salz 350 und dem Tuch 70 Taler, bei der Ausfuhr dem Wein 130 Taler zuweist. Die Annahme, daß die Nachfrage nach fremden feinen Tuchen (z. B. solchen vom Niederrhein) in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts erheblich geringer war als später, ist nicht wahrscheinlich gemacht, und die weitere Annahme, daß ca. 2000 Stück (um 1400 8500 Stück) importiert wurden, ganz willkürlich. Vollends die Probe für diese Berechnung ist nicht stichhaltig. Ungefähr um dieselbe Zeit warf nämlich die österreichische Maut in Linz gegen 5400 Taler ab. Nun nimmt Mayer an, was für gewisse Waren auch wieder zu beweisen wäre, daß die Zollsätze das zehnfache jener passauischen waren. Multipliziert er den passauischen Zollertrag mit 10, so erhält er ungefähr denjenigen von Linz. Multipliziert er die einzelnen passauischen Zollposten und addiert die Resultate, so kommt er auf eben jenen Linzer Mautertrag und gibt sich dem Trugschluß hin, damit sei die Richtigkeit der Quantitätsbestimmungen der einzelnen Waren verifiziert.

Die Bilanz Österreich-Ungarn ist um nichts sicherer, denn sie fußt im wesentlichen auf der eben besprochenen Bilanz Österreich-Oberdeutschland, indem Mayer annimmt, daß mindestens $^7/_8$ des Tuches nach Ungarn gingen — diese Annahme erscheint mir schon für das 15. Jahrhundert, aus dessen Nachrichten sie erschlossen wird, als nicht sicher bewiesen, und erst recht nicht für das 13. Jahrhundert —; sie fußt ferner auf der ganz vagen

Schätzung, daß aus Ungarn höchstens für 2000 Taler Waren nach Österreich importiert wurden.

Das allgemeine Resultat aber, daß die Handelsbilanz Österreichs gegenüber Oberdeutschland damals passiv, gegenüber Ungarn aktiv war, wird richtig sein.

Prüfen wir die Arbeit daraufhin, in welchem Maße es ihr gelungen ist, den Anteil der verschiedenen Landschaften an der Arbeit der Warenvermittlung festzustellen, ferner den Interessen der einzelnen Faktoren und dem Charakter und der Wirkungsart der rechtlichen Institute, die jenen Interessen dienten, nahezukommen, so ist auch hier manche neue Aufklärung geboten, nur erscheint die Darstellung etwas öfter durchsetzt mit unabgeklärten Ansichten und zuweilen auch Widersprüchen. Und namentlich ist hier der Stoff am wenigsten zu klarer Form gemeistert. Es springt bei diesen Gegenständen der Wert der Bilanzbestimmungen in die Augen. Die Kräfte und Interessen, die hinter den Wandlungen und Konflikten, hinter dem Vordringen, Einwurzeln und Festwachsen der einen Gruppe von Händlern, dem Widerstand und schließlichen Zurückweichen anderer drängen und wirken, treten dadurch in ihrer Schwere und Kraft da und dort sinnlicher vor Augen. Handelt es sich um das Verhältnis der Österreicher zu den westlichen Gästen, den Oberdeutschen vor allem, einerseits und zu den östlichen Gästen, den Ungarn, andererseits, so wird man zwar manche Frage nicht rein gelöst finden, aber man erhält gute Vorstellungen. Mit zu wenig scharfen Distinktionen, zu wenig klarer und konsequenter Problemstellung aber ist der Verfasser meines Erachtens an die Aufgabe gegangen, unter den Österreichern selbst die I n t e r e s s e n g r u p p e n zu sondern und zu charakterisieren. Es wird zwar wohl auf einen Gegensatz zwischen städtischen und ländlich-agrarischen Interessen und innerhalb der Stadt auf diejenigen der Händler, der gewerblichen Produzenten und der Konsumenten hingewiesen, aber man stößt doch da und dort auf unabgeklärte Vorstellungen. Es kann sich hier nicht darum handeln, eine systematische Prüfung seiner Ansichten vorzunehmen. Ich deute nur auf die und jene brüchige Stelle hin. S. 14 f. lesen wir, daß die Stadt Wien vor der nach 1450 eintretenden kommer-

ziellen Krisis der ausschlaggebende Faktor im österreichischen Handelswesen war, das man auf ihre Bedürfnisse zugeschnitten hatte. Dem widersprechen andere Stellen, die von der Zeit vor 1450 reden, S. 66: „Tatsächlich . . . ist vom Landesfürsten nie ein entscheidender Schritt (gegen die fremden Kaufleute nämlich) getan worden, der die Lage der Städte erleichtert hätte.“ Er habe gegen Wien die Wünsche der agrarischen Stände nicht übersehen dürfen, und ähnlich S. 112: „Das alte Gebäude des Wiener Handelssystems war morsch geworden . . . Zu seiner Ausbesserung geschah von seiten des durch die agrarischen Stände beeinflußten Landesfürsten nichts.“ Wie unabgeklärt steht daneben dann wieder S. 72: der Gedanke, die Wünsche der Wiener und der Weinproduzenten Österreichs seien zumeist für die österreichische Handelspolitik maßgebend gewesen. Am Beginn seiner Arbeit (S. 6, 26) weist er wiederholt darauf hin, wie die Vergrößerung des österreichischen Länderbesitzes erst eine konsequente Handelspolitik möglich gemacht habe; die Fürsten hätten nun alle Wege, die im Südosten des Reiches nach Ungarn führten, in den Händen gehabt und hätten so erst nach der Erwerbung der Steiermark gegen Ungarn einerseits und Oberdeutschlands andererseits eine energische Handelspolitik durchführen können. Aber nirgends zeigt Mayer diese Wege, auf denen der oberdeutsch-ungarische Güterverkehr die Donau hätte umgehen können, ja er sagt S. 27, daß bei den ungünstigen Verkehrsverhältnissen ein Landweg nach Ungarn mit der Donau gar nicht ernstlich in Konkurrenz treten konnte. Wer wollte behaupten, daß die Zusammenballung größerer Ländermassen in den Händen einer Dynastie für Handelspolitik und Handelsgestaltung ohne Bedeutung sei, aber dies Problem ist von Mayer nur gesehen, nicht an die Hand genommen worden. Ich kann auch in den Ausführungen über die Politik des Wiener Stadtrates keine volle Klarheit sehen. Was soll z. B. der Satz bedeuten: „Die Früchte der Tätigkeit des Stadtrates in bezug auf die Gewerbe waren allerdings reichlich, nicht aber ebenso nützlich.“ S. 59 steht der (die erste Hälfte des 15. Jahrhunderts betreffende) Satz: „Die bisherigen (städtischen) Verordnungen galten ausnahmslos dem Schutze der heimischen Gewerbe; ein

Grund zum Schutze der Konsumenten dürfte kaum vorgelegen sein," und einige Zeilen darnach die Behauptung, die Gewerbe hätten sich von seiten der städtischen Politik nicht desselben Wohlwollens erfreut, wie der Handel; bei den Gewerben seien die einheimischen Konsumenten mehr berücksichtigt worden.

Noch unausgeglichener sind des Verfassers Anschauungen über die Rechtsinstitute, die mit der Handelspolitik zusammenhingen, über Gästerecht und Stapelrecht. Einmal hält er beide nicht scharf auseinander, rechnet zum Stapelrecht bald Gästerechtssätze, bald wieder nicht; ja einmal schließt sein Begriff des Stapelrechts den des tatsächlichen direkt aus. Im Inhaltsverzeichnis (S. X) erwähnt er die Freigabe des Großhandels in Wien für die Fremden, womit er die Freigabe des Handels zwischen Gast und Gast meint, und fährt weiter: „Damit war die Grundlage des mittelalterlichen Wiener Handels, das Stapelrecht, tatsächlich aufgehoben." Sieht man auf S. 162 nach, so entdeckt man, daß er selbst darauf hinweist, daß die Weiterfahrt nach Ungarn auch fernerhin verboten war. — Das Institut der Lagerherren bringt er in ein eigentümliches Verhältnis zum „Stapelrecht" (z. B. S. 112), so, daß man meinen könnte, es sei eine Einrichtung gewesen, mit deren Hilfe es den Gästen möglich war, ohne gegen das „Stapelrecht" zu verstoßen, tatsächlich zu erreichen, was dieses verhindern wollte. Und nun die Auffassung des wirklichen Stapelrechts selbst — es handelt sich um die beiden Stapel zu Passau und Wien —; Mayer gibt sich Mühe, dem Leser einzuschärfen (S. 7, 27), daß der Wiener Stapel keine umwälzende Tendenz hatte, daß seine Bestimmungen einem „allgemeinen" Bedürfnis entsprachen, daß es ganz gut den natürlichen Verhältnissen entsprach, daß Wien für die Fahrt auf der Donau von Westen her den Zielpunkt bildete; ja, der Stapel sei sogar vorteilhaft für die Fremden gewesen, weil er Angebot und Nachfrage stärker konzentrierte. Gegen diese Auffassung tritt er dann selbst auf, indem er das Stapelrecht als das einzig wirksame Kampfmittel gegen die Regensburger, also als fremdenfeindlich erklärt (S. 8; vgl. auch S. 55). Auch beim Passauer Stapel nimmt er beide Standpunkte ein. Er sei in Wirklichkeit kein besonderes Hindernis gewesen; es sei schon vorher kaum

noch ein Salzschiff, das innabwärts kam, an Passau vorbeigefahren; durch den Stapel seien nur die gewohnheitsmäßig eingebürgerten Verhältnisse gesetzlich festgelegt worden; er habe den natürlichen Verhältnissen entsprochen (S. 27; „Erläuterungen" S. 363, 385). Und nun wieder der andere Standpunkt. Der Passauer Stapel sei zweifellos als Retorsionsmittel gegen Österreich geschaffen worden, gegen den dann gleich von verschiedenen Seiten lebhafte Beschwerden geführt wurden. Gleich von Anfang an sei er ein sehr wichtiges Hemmnis für die Österreicher gewesen usw. (S. 32, 67; „Erläuterungen" S. 363). Die Darstellung namentlich des Passauer Stapels in den „Erläuterungen" dürfte überhaupt recht viel sorgfältiger sein. Ich nenne noch einige Nachlässigkeiten. In den Erläuterungen S. 392 verlegt er den Verzicht Passaus auf sein Stapelrecht ins Jahr 1403, in der zweiten Arbeit (S. 68) ins Jahr 1404. Hier (S. 74) behauptet er, daß zur Zeit der Mautregister (1400—02) das Stapelrecht noch nicht ausgeübt wurde, dort (S. 362), daß es jederzeit (womit er namentlich auf die Zeit vor 1403 weist) umgangen worden sein dürfte (aber also doch gehandhabt wurde). S. 67 f. läßt er 1390 nur einen Weinstapel entstehen und dann 1404 die Passauer auf einen Salzstapel verzichten, ohne daß er diesen erst hat einführen lassen. — Von Rudolf von Habsburg sagt er, er habe in territorialpolitischem Interesse auf drei Seiten des Territoriums durch Stapelrecht- und Straßenzwang einen förmlichen Ring geschaffen. Es müßte uns aber eine solche Politik durch die Darlegung des Straßennetzes und der Zirkulationsverhältnisse verständlich gemacht werden, wenn wir glauben sollen, daß die betreffenden Stapel, wie Mayer offenbar annimmt, als Gesamtaktion zusammenoperierten, mit der Front gegen die Ausländer und dem Rücken gegen das Territorium als Ganzes. — Ein eigentümliches Werturteil wird auf S. 8 über den Wiener Zwischenhandel (zwischen Oberdeutschen und Ungarn, der durch Gäste- und Stapelrecht gefördert wurde) gefällt; es sei ein ungesunder Zug gewesen, daß der österreichische Handel die Grenzen seiner natürlichen Basis überschritt, d. h. daß der Zwischenhandel ein so bedenkliches Übergewicht über den Eigenhandel erhielt, daß ein Kaufmannsstand erwuchs, der in keinem Verhältnis zur heimischen

Produktion stand, was alles aber den Verfasser nicht hindert, den „ganzen Wohlstand“ Wiens aus dem Gewinn, den der Zwischenhandel bot, herzuleiten (S. 26) und die Blüte dieses Zwischenhandels als einen Höhepunkt zu betrachten. Was wäre in der Handelsgeschichte auch alles als ungesund zu bezeichnen, was als Glanz und Größe erscheint, wenn der Handel von Städten und Ländern, der nicht nur der einheimischen Produktion dient, ungesund wäre!

Wir müssen uns versagen, ein Mehreres vorzubringen über des Verfassers Werturteile über die mittelalterliche Handels- und Gewerbeschutzgesetzgebung, über die Politik des Wiener Stadtrates. Was er über Betriebsorganisation in Handel und Gewerbe sagt, wird meines Erachtens der Sache nicht immer gerecht. Die Ausführungen über den Handelsbetrieb oberdeutscher Kaufleute an Hand von Rechnungsbüchern und Geschäftsbriefen, über Groß- und Kleinhändlertum packen die Probleme zu wenig umfassend, zu aphoristisch und ohne Zuziehung von Vergleichsmaterial an.

Die sprachliche Form dürfte anziehender sein. Ich will mit dem Verfasser über die Anlage des Buches nicht rechten, aber es mangelt zu sehr, außer etwa in den ersten Abschnitten, die sichere Linienführung und die runde Geschlossenheit. In der zweiten Hälfte der Schrift zerflattert die Darstellung manchmal förmlich; der Gedankengang schreitet nicht gerade und hell voran. Ich sehe zwischen den formellen Mängeln und den erwähnten (und nicht erwähnten) sachlichen Ungenauigkeiten einen Zusammenhang. Es liegt zu wenig Klarheit über dem Buch. Wir wollen aber nicht vergessen, daß wir doch mit viel Belehrung von ihm scheiden. Macht es auf Lücken und ungelöste Fragen aufmerksam, so wollen wir bedenken, daß der Wert einer Arbeit nicht am letzten darin liegt, daß hinter den Türen, die sie öffnet, neue verschlossene sich zeigen.

Basel. Hermann Bächtold.

Miszellen.

Nochmals zur Frage des handelsgeschichtlichen Inhalts des Lübecker und des Hamburger Schiffrechtes.

Eine Entgegnung von

G. Arnold Kiesselbach.

Gegen meine Ausführungen in dem Aufsatze über „Die Konzentration des hansischen Seeverkehrs auf Flandern nach den ältesten Schiffrechten der Lübecker, Hamburger und Bremer" in dieser Zeitschrift, Jahrgang 1910, 2. und 3. Heft, S. 268 ff., hat STEIN in dem zweiten Hefte der Hansischen Geschichtsblätter 1910, S. 644 einige Einwendungen erhoben, deren Widerlegung mir wünschenswert erscheint.

1. In seinen Ausführungen in den Hans. Geschichtsbl. v. 1908 sagte STEIN: „Die Schiffahrtsverhältnisse, welche das Hamburger Schiffrecht voraussetzt, werden noch deutlicher, wenn man sie mit denen vergleicht, die das etwas später redigierte Lübecker Schiffrecht darstellt. Die Verschiedenheit der Absicht, die die Redaktoren bei der Abfassung der beiden Schiffrechte leitete, erhellt aus den Abweichungen im Gebrauche der Ortsbezeichnungen. Das Lübecker Schiffrecht nennt Flandern viel häufiger als das Hamburger" (S. 424). Das Hamburger Schiffrecht „präzisiert keine seiner allgemeinen Sätze auf Flandern, wie das im Lübecker Schiffrecht wiederholt geschieht" (S. 425). „Lübeck wollte also durch das Schiffrecht zunächst nur für einen Teil seines Schiffsverkehrs und Schiffsverkehrsgebietes gewisse Rechtssätze festlegen. Da nun das Lübecker Schiffrecht vorzugsweise auf einem bestimmten Teil des Lübecker Schiffsverkehrs, den mit Flandern, eingestellt und zugeschnitten ist, kann es auch keine ausreichende Vorstellung gewähren von dem Gesamtverkehre der Lübecker. Nichts wäre verkehrter, als aus dem Lübecker Schiffrecht die Richtungen der Lübecker Schiffslinien nach und in der Nordsee herstellen zu wollen. Es bezieht sich nur auf einen Teil desselben, freilich auf einen sehr wichtigen. Hier könnte man mit größerem Rechte als bei dem Hamburger Schiffrechte von einem auf Flandern konzentrierten Schiffsverkehre sprechen, wenn es nicht die unverkennbare Absicht des Redaktors wäre, andere Verkehrsgebiete aus der Rechtsdarstellung so weit wie möglich auszu-

schließen" (S. 425/426). Meines Erachtens können diese Ausführungen nur dahin verstanden werden, daß nach STEINS Meinung die Stadt Lübeck durch das Schiffrecht für einen bestimmten Teil des Verkehrs seiner Bürger, nämlich den auf Flandern gerichteten, habe Rechtssätze festlegen wollen, und daß da, wo diese Rechtssätze Flandern ausdrücklich nennten, dies nicht einfach daraus zu erklären sei, daß diese Rechtssätze in dem Verkehre einer flandrischen Hanse aus den dortigen tatsächlichen Verhältnissen erwachsen und dort zur Aufzeichnung gekommen seien, sondern daß diese „Präzisierung" sich aus einem bestimmten Willen Lübecks, aus einer unverkennbaren Absicht des Redaktors, erkläre. In seinen neuen Ausführungen erklärt STEIN, nicht der Ansicht zu sein, daß das Lübecker Schiffrecht vom Gesetzgeber künstlich auf bestimmte Verkehrskreise zugeschnitten sei, behauptet sogar — wie die obigen Belege meines Erachtens ergeben, mit Unrecht —, daß dies eine irrige Unterstellung meinerseits sei. Obwohl STEIN am Eingange seiner Ausführungen erklärt, daß er seine Ansichten in keinem Punkte modifiziere, liegt hier meines Erachtens eine sehr wesentliche Änderung derselben vor.

2. Ist die Beschränkung des Lübecker Schiffrechtes auf Flandern somit auch nach STEINS jetziger Meinung nicht aus einer künstlichen Zuschneidung der Rechtssätze auf Flandern durch den Gesetzgeber, sondern aus dem tatsächlichen Geltungsgebiete, aus welchem sie dem Kompilator zugekommen waren, zu erklären, und kann somit kein Zweifel darüber bestehen, daß das wirtschaftliche Leben, welches das lübische Schiffrecht als seine Grundlage erkennen läßt, tatsächliches Verkehrsleben der Lübecker am Zwin war, so ist festzustellen, daß die ständigen Reisen der Lübecker mit Wein und Salz von Rochelle, mit Wolle von England und Irland, mit swares umme lant, von denen das Lübecker Schiffrecht in Artikel X spricht, auf Flandern zu beziehen sind. Gerade dieser Artikel des lübischen Schiffrechtes spiegelt, wie auch die Abweichungen von dem hamburgischen Rechte in den Pakotillesätzen beweisen, wirkliches Leben der Lübecker wieder. Dieser Kernpunkt der Frage, den STEIN zu berühren vermeidet, daß das lübische Schiffrecht diese drei Linien als die Reiserouten der lübischen Schiffe am Zwin erkennen läßt und dabei sogar für den Ostseeverkehr als Gegenstand der Verfrachtung einen Stapelartikel anführt, der nicht etwa von Lübeck, sondern von anderen Gegenden der Ostsee, insbesondere von Gotland und von Schweden, zur Ausfuhr kam, verdient mit allem Nachdrucke hervorgehoben zu werden. Nachdem STEIN jetzt erklärt hat, daß er eine künstliche Zuschneidung des Lübecker Rechtes auf Flandern durch den Gesetzgeber nicht annehme, könnte in dieser Beziehung von den oben angeführten Sätzen STEINS meines Erachtens nur noch der Einwand übrigbleiben, daß die Lübecker außer den erwähnten, auf das Zwin gerichteten Reiserouten auch noch Fahrten mit anderen Reisezielen in der Nordsee gemacht hätten. Dies ist gewiß nicht zu bestreiten und auch von mir nie bestritten worden. Nur ist mit allem Nachdruck darauf hinzuweisen, daß es kein Spiel des Zufalls sein kann, daß derjenige Verkehr, der sich in dem lübischen Schiffrechte widerspiegelt, gerade derjenige der Lübecker an dem Hafen

des großen damaligen Weltmarktes Brügge ist, und daß kein anderer Verkehr der Lübecker in der Nordsee einen solchen rechtlichen Niederschlag erzeugt hat, den die Heimatstadt zum Gesetz zu erheben Anlaß genommen hätte oder von dem uns überhaupt nur eine Spur erhalten wäre.

3. Wird anerkannt, daß die Rechtssätze des Lübecker Schiffrechtes nicht künstlich auf den flandrischen Verkehr der Lübecker zugeschnitten sind, sondern daß die aus ihnen erkennbaren Verkehrsbeziehungen wirkliches Verkehrsleben der in der lübischen Hanse am Zwin tätigen Lübecker wiedergeben, so ist die weitere Frage, ob diese Rechtssätze sämtlich in der lübischen Hanse selbst gewohnheitsrechtlich erwachsen sind oder ob ein Teil derselben von ihr aus fremden Rechtsquellen, etwa einem Rechte der Hamburger, übernommen ist, im wesentlichen nur noch von rechtsgeschichtlicher Bedeutung.

4. In der Erörterung dieser rechtsgeschichtlichen Frage gibt STEIN nun zu, „daß sich die vielfache Übereinstimmung des Lübecker Schiffrechtes mit dem hamburgischen zum Teil erkläre durch den Ursprung beider Seegesetze aus demselben Seeverkehre (Flandern), und ferner, daß zum Teil gewiß das Lübecker Schiffrecht aus dem flandrischen Verkehre der Lübecker und in ihrer Hanse am Zwin (Houk) entstanden sei" (S. 647). Nur mache er den Vorbehalt, „daß für die Bestimmung des wirklich im flandrischen Verkehre der Lübecker entstandenen Teiles des Lübecker Schiffrechtes die Frage nach dem Verhältnis des Lübecker Schiffrechtes zu dem bereits seit mehreren Jahren kodifiziert vorliegenden Hamburger Schiffrechte, mit dem es so mannigfache Übereinstimmung zeigt, in Betracht zu ziehen sei" (S. 647). Dies ist gewiß zutreffend, und dem Verhältnisse des lübeckischen Schiffrechtes zum hamburgischen war deshalb auch ein großer Teil meiner Abhandlung gewidmet. In seinen Ausführungen von 1908, welche STEIN in allen Punkten aufrecht erhalten zu wollen erklärt, glaubte er einen Beweis für „die Abhängigkeit der lübischen Redaktion von der schon vorhandenen Kodifikation des hamburgischen Schiffrechtes" zu finden in den „vielfachen Übereinstimmungen in der Gesamtanlage und im einzelnen" und in der „auf verständlichere und modernere Ausdrucksweise gerichteten Art der lübischen Redaktion" (S. 415). Wie in dem letzteren Umstande, der außerdem gar nicht einmal zutrifft, ein Beweis für die Abhängigkeit der jüngeren Kompilation von einer älteren erblickt werden kann, ist nicht verständlich. In seinen neuen Ausführungen bestreitet STEIN nicht ausdrücklich die Richtigkeit der schon von LAPPENBERG vertretenen, von KOPPMANN geteilten und von mir noch weiter begründeten Ansicht, daß die in dem lübischen Schiffrechte vorliegende Rechtsaufzeichnung das ältere Recht wiedergebe. Er wendet aber ein, es bleibe die Möglichkeit, daß der Kompilator des lübeckischen Schiffrechtes außer einer älteren Rechtsaufzeichnung auch noch die hamburgische Aufzeichnung von 1292 benutzt habe. Er fordert den Beweis, daß der Kompilator des lübischen Rechtes das hamburgische Schiffrecht von 1292 nicht gekannt (!) habe und nicht benutzt habe. Den ersteren vermag ich freilich nicht zu erbringen; der zweite ergibt sich namentlich daraus, daß an einer ganzen Reihe von Stellen die lübische Kompilation

in der Anordnung der gleichen Rechtssätze Abweichungen von dem hamburgischen Rechte aufweist, die gänzlich unerklärlich wären, wenn der lübeckische Kompilator das hamburgische Schiffrecht von 1292 vor sich gehabt und nach demselben gearbeitet hätte.

5. Während STEIN über die handelsgeschichtliche Kernfrage des lübischen Schiffrechtes eine Äußerung überhaupt vermeidet, bestreitet er zwar auch für das hamburgiche Schiffrecht nicht ausdrücklich, daß die Bestimmungen des Art. 9 des hamburgischen Rechtes in dem auf Flandern bezüglichen Verkehre erwachsen seien, vertritt aber jedenfalls doch die Ansicht, daß sehr wohl andere Plätze als Entstehungsort derselben in Betracht kommen könnten. Auf S. 645 führt er aus, die scharfe Betonung der Konzentration der hamburgischen Schiffahrt auf Flandern und der Entstehung des ganz überwiegenden Teiles des Schiffrechtes in Flandern sei „mit dem Zwecke der Abfassung des hamburgischen Schiffrechtes unvereinbar". Der Ausspruch offenbart wieder STEINS unrichtige Vorstellung von der Entstehung dieses Schiffrechtes überhaupt. Jene Rechtsaufzeichnung ist doch überhaupt nichts weiter als eine Zusammenstellung des schiff- und seerechtlichen Materials, das dem Kompilator erreichbar war. Ob die Rechtssätze aus einer Aufzeichnung eines Rechtsstatuts der Hamburger Hanse am Zwin oder aus einer anderen Rechtsquelle entnommen wurden, steht doch mit dem Zwecke der Abfassung der Kompilation in gar keinem Zusammenhange. Dieselbe unrichtige Vorstellung STEINS tritt wieder auf S. 649 hervor, wo er fragt: „Warum soll das Hamburger Schiffrecht nicht auch die Pakotillesätze in Utrecht haben regeln wollen?" Um ein „Regelnwollen" des Gesetzgebers durch einen obrigkeitlichen Eingriff der Gesetzgebung handelt es sich bei diesen Bestimmungen gar nicht, sondern um ein Zusammentragen von Rechtssätzen aus Rechtsaufzeichnungen, soweit solche vorhanden waren. STEIN führt weiter aus, die Reisen der Hamburger von Norwegen und Gotland mit Holz und swares und von England mit Wolle könnten sehr wohl auf Utrecht gerichtet gewesen sein (S. 649). Hinsichtlich des Verkehrs mit Wein und Salz von Rochelle scheint auch STEIN selbst nicht zu wagen, Utrecht als den Bestimmungsort der Reisen anzunehmen. Demgegenüber ist zu betonen, daß wir im 13. und in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts kein Beispiel dafür besitzen, daß hansische Schiffe von der Ostsee mit Holz oder Metall oder von England mit Wolle nach Utrecht gefahren wären, während uns für einen Verkehr hansischer Schiffe nach Flandern eine große Zahl solcher Beispiele erhalten sind; im Gegensatz zu Brügge tritt Utrecht in den hansischen Urkunden dieser Zeit niemals als Mittelpunkt des Wollhandels oder des Handels mit Kupfer und Eisen hervor. Und wenn STEIN endlich in Berichtigung eines Druckfehlers in seinen früheren Bemerkungen auf S. 655 behauptet, daß für die erste Hälfte des 13. Jahrhunderts „kein Vorrang für den Verkehr der Hamburger in Flandern" im Gegensatze zu dem in Utrecht geltend gemacht werden könne, so steht dies in grellem Widerspruche mit den Urkunden, von denen die älteste über den Verkehr von Hamburg aus nach dem Westen aus dem Jahre 1236 allein den Verkehr nach Flandern betont und von denen ferner die ältesten, welche

den Verkehr der Hamburger in Utrecht erwähnen (1234 und 1244), klar Utrecht für die Hamburger als Durchgangsstation für ihren Verkehr mit Flandern erkennen lassen.

Die Tatsache, daß die aus dem Lübecker Schiffrechte noch deutlich wieder rekonstruierbare älteste Form des Rechtes, aus dem das hamburgische Schiffrecht von 1292 in der Hauptsache erwachsen ist, die Bestimmungen des Art. 9 dieses hamburgischen Rechtes im wesentlichen schon enthielt, und daß diese älteste Form des Rechtes nur eine Hanse in Flandern (vergl. die Gleichheit der Hanseabgabe in den Schiffrechten) und nicht eine solche in Utrecht kannte, weist, ebenso wie schon die Analogie mit dem Verkehre der Lübecker, klar auf Flandern als den Bestimmungsort dieser Reisen hin, ganz abgesehen von den Gegenständen der Pakotille und den Ausgangspunkten der Reisen.

6. Wie sehr bei STEINS Erwägungen die wirtschaftlichen Gesichtspunkte zu kurz kommen, tritt auch darin vor Augen, daß er nach seinen neuen Ausführungen S. 648/649 es für denkbar hält, daß die hamburgischen Schiffe regelmäßig Holz und swares, Gegenstände, die gerade die Stapelartikel der Ausfuhr Hamburgs nach dem Westen waren, von Gotland her nach Hamburg zur Einfuhr gebracht hätten, und daß auf den Reisen, welche die hamburgischen Schiffe **vom** Zwin oder, wie er meint, **von** Utrecht **nach** Norwegen oder **nach** Gotland machten, die regelmäßigen Hauptfrachtartikel in Holz und swares, also gerade den Ausfuhrartikeln der Ostsee und Norwegens, bestanden hätten.

7. Auf S. 651 hält STEIN die Meinung aufrecht, es sei denkbar, daß sich ein und derselbe Frachtzuschlag für Weiterreisen der verschiedensten Länge von Flandern oder von England durch die Hovede ausgebildet hätte, ganz einerlei, ob sich diese Weiterreise z. B. nur bis nach Southampton oder bis nach Rochelle erstreckte. Erläuternd fügt er hinzu: „Da es sich um Frachtzuschläge, also um am Anfang der Fahrt unsichere Reiseziele, handelt, so ist nicht einzusehen, warum das Recht sie bei den damaligen Verhältnissen der Schiffahrt nicht in einheitlicher Weise regeln sollte.“ Zunächst ist auch hier wieder darauf hinzuweisen, daß wir hier nicht eine „Regelung“ seitens des Gesetzgebers durch Schaffung einer Vorschrift im Wege der obrigkeitlichen Anordnung vor uns haben, sondern einen durch langjährige Übung in konkreten Verhältnissen ausgebildeten Rechtssatz. Diesen Unterschied übersieht STEIN immer wieder, soweit er es auch von sich weiß, daß er die Rechtssätze nicht als Gewohnheitsrecht ansehe. Auf einem aus diesem Irrtum erklärbaren Mißverstehen des ganzen Rechtssatzes beruht es, wenn STEIN meint, weil hier von Frachtzuschlägen die Rede sei, so handle es sich um am Anfange der Fahrt unbestimmte Reiseziele. Der Rechtssatz hat gerade den Fall vor Augen, daß beim Abschlusse des Vertrages ein bestimmtes Reiseziel vereinbart und keine Abrede über eine etwaige Weiterreise getroffen ist. Der Fall, bei dem der Rechtssatz sich ausgebildet hat, ist der folgende: Das Schiff ist für die Fahrt nach England oder für die Fahrt nach Flandern mit Winterfischen von Norwegen oder von Schonen gemietet; kommt es dann an seinen Bestimmungsort, dem vereinbarten Reiseziele, an, so hat sich

bei diesen Reisen mit Winterfischen die Gewohnheit herausgebildet, daß der Schiffer sich, wenn die Befrachter es wünschen, regelmäßig für einen Frachtzuschlag zu einer Weiterreise über das vereinbarte Reiseziel hinaus bereit findet; als Frachtzuschlag ist in solchem Falle ein Drittel der im Frachtvertrage für die Reise bis nach England bezw. bis nach Flandern vereinbarten Fracht üblich geworden. Aus dieser Gewohnheit ist ein Rechtsbrauch geworden. Daß sich eine solche gleiche Bemessung des Frachtzuschlages herausgebildet hätte, wenn in dem einen Falle die Befrachter nur die Weiterreise nach Southampton, in dem andern Falle aber nach Irland, in noch anderen Fällen nach Rochelle usw. verlangt hätten, ist schlechterdings undenkbar.

8. Der Rezeß von 1358 enthält die folgende Stelle: Wer ok dat jenighe schepe weren beret unde ghewunnen dor de Hovede, de westwart eder to Engeland eder to Schodland eder to Norwegen vor disser tyd, ir dit ghesettet was, weren ghesegeld: die schepe unde schephere moghen die irsten reyse, dar se tho gewunen syn, seghelen ane broke unde pyne in dat Swen; wen hyr na, so scholen se de reyse to Flandern myden. Stein, der in seinen Ausführungen 1908 Lappenbergs Übersetzung dieser Stelle für richtig erklärte (S. 429, Note 3), läßt diese Ansicht jetzt fallen und stimmt nunmehr mit mir darin überein, daß die Vorschrift bei den Schiffen, die sich in England, Schottland oder Norwegen befinden, nicht die Fahrt durch den Pas de Calais, sondern nur diejenige mit dem Endziele Flandern im Auge haben könne. Meiner Folgerung, daß unter der Hovede an dieser Stelle somit nur der Vorkanal, der noch jetzt diese Bezeichnung trägt, gemeint sein könne, entzieht er sich einfach dadurch, daß er die Stelle so liest, als ob die Worte „beret unde ghewunnen d o r d e H o v e d e“ nur für „jhenige schepe, de westwart“ dort ständen, und als ob für die Schiffe, „de to Engeland eder to Schodland eder to Norwegen weren ghesegeld“, die Stelle nur laute „beret unde ghewunnen“ ohne die Worte „dor de Hovede“. Mit dem Wortlaute der Stelle steht diese Auslegung Steins in schroffem Widerspruche.

9. Stein hat zur Stütze seiner Behauptung eines regelmäßigen direkten Verkehrs zwischen Hamburg und England auf das eine Exemplar der Hamburger Zollrolle von ca. 1260 hingewiesen, in dem an einer Stelle hinter die Worte „in Flandriam“ eingeschoben ist: „vel in Angliam“. Meinem Hinweise darauf, daß nach der Zollrolle die Rückfracht in Tuchen bestand, und daß das Einschiebsel deshalb nicht vor der Mitte des 14. Jahrhunderts erfolgt sein könne, begegnet er mit dem Einwande, die Zollrolle sage nicht, daß die Tuche in England gekauft seien. Die Zollrolle sagt aber ausdrücklich, daß die Tuche mit den Gütern, die nach England gebracht werden, erworben werden: bona ducunt . . . in Angliam . . . et comparant pannum de hiis. — Zum Beweise, daß außer den von mir dargelegten r e g e l m ä ß i g e n S c h i f f a h r t s r o u t e n auch noch andere solche nach England bestanden, hat Stein 1908 (S. 431) ein Schiff angeführt, das von Lübeck nach England um Jütland herum Wachs gebracht habe. „Hiernach kam Wachs nicht nur aus Flandern, sondern auch aus Lübeck und zwar in direkter Fahrt nach England,“ so konstatierte Stein (S. 432) zur Widerlegung meiner

Ansichten. Ich habe dargelegt, daß hier ein durch Störung des regelmäßigen Verkehrsweges sich erklärender Ausnahmefall vorliege. In seinen neuen Ausführungen beschwert sich STEIN auf S. 656 dagegen, daß ich den Fall für einen Ausnahmefall erkläre, und auf S. 657 bezeichnet er es im Widerspruche hiermit gleichzeitig als eine nichtige Unterstellung, wenn ich ausgesprochen hätte, es scheine, daß STEIN als den regelmäßigen Weg der Wachszufuhr nach England den Umweg von Lübeck um Jütland herum ansehe. — Mißverstanden endlich hat er meine Darlegungen, wenn er S. 656, anscheinend um eine Ansicht von mir zu widerlegen, erwähnt, die Kaufleute von Gotland hätten nach dem Privileg von 1237 nicht in Flandern mit den Engländern gehandelt. Ich habe nur die Ansicht vertreten, daß sie in Flandern ihren Stapel gehabt und von diesem aus mit ihren Waren England besucht hätten. STEIN erhebt jetzt auch schon, wie es scheint, dagegen, daß diese Kaufleute „mit Anlegen an flandrischen Häfen" (S. 656) nach England reisten, keinen Einspruch mehr; sollte er sie dort auch noch aussteigen lassen wollen, so dürfte in diesem Punkte die Meinungsverschiedenheit nahezu ausgeglichen sein.

Die Ursachen des Bauernkrieges.

Von

Kurt Kaser (Graz).

Im letzten Kapitel seiner verdienstlichen Arbeit über „Die Lage Tirols zu Ausgang des Mittelalters" spricht sich H. WOPFNER über die Ursachen des dortigen Bauernkrieges aus. Er will jene vielfach gegebene Erklärung nicht wiederholen, welche den Bauernkrieg vorwiegend als Reaktion auf wirtschaftliche und soziale Mißstände darstellt. Es sei in Tirol nirgends ersichtlich, daß die Lage des Bauernstandes zu Ausgang des Mittelalters gegenüber der Vorzeit sich relativ verschlechtert habe. „Das bäuerliche Besitzrecht war vorwiegend ein gutes, die grundherrlichen Lasten im größten Teil des Landes erträgliche. In Hinsicht auf diese Verhältnisse kann von einer irgendwie bedeutsamen Verschlechterung in den dem Bauernkrieg vorausgehenden Jahrzehnten nicht gesprochen werden. Die Absatzbedingungen für Produkte der bäuerlichen Wirtschaft hatten sich zu Ausgang des Mittelalters sogar wesentlich gebessert." Man dürfe den Bauern in Deutschtirol noch weniger als in anderen Territorien als den Paria unter den Ständen hinstellen. Die Lage in Tirol sei nicht danach angetan gewesen, um aus sich heraus den Gedanken gewaltsamen Umsturzes zur Reife kommen zu lassen. W. entscheidet sich für die Annahme, daß der Gedanke von außen — durch das Beispiel benachbarter Bauernschaften — hereingetragen wurde.
Diese Erklärung der Tiroler Bauernbewegung halte ich nicht für

annehmbar, W.s Urteil, daß die Lage der Tiroler Bauern zu Ausgang des Mittelalters nicht schlechter gewesen sei als früher, kann ich nicht zustimmen. W. selbst gibt zu, daß in der dem Bauernkrieg unmittelbar vorangehenden Zeit einzelne Verhältnisse sich zum Nachteil der bäuerlichen Wirtschaft geändert hätten — und zwar unter dem Einfluß des Staates. Die sehr empfindliche Erhöhung der Steuerlast gerade in den letzten Jahrzehnten vor Beginn des Bauernkrieges, die Einschränkung der bäuerlichen Allmendrechte (besonders zu Bergwerkszwecken) namentlich der Forstnutzungs- und Jagdrechte hätten in bäuerlichen Kreisen eine nicht ungefährliche Opposition gegen die Regierung geschaffen. Zur weiteren Wiederlegung seiner Ansichten gibt uns W. selbst die Waffen in die Hand. In seinen „Quellen zur Geschichte des Bauernkriegs in Deutschtirol 1525 I. Teil“ (Acta Tirolensia Bd. III) bietet er uns ein reiches und wertvolles Material zur Erkenntnis der bäuerlichen Lage Tirols in jener kritischen Zeit, erweitert er in höchst dankenswerter Weise den Kreis der Quellen, aus denen wir über die Ursachen der bäuerlichen Revolution Belehrung schöpfen können. Die dort veröffentlichten Beschwerdeartikel der Bauern, denen W. selbst mit Recht erhebliche Glaubwürdigkeit beimißt (S. XX und XXII), geben uns zahlreiche Aufschlüsse auch über das Verhältnis der Bauern zur geistlichen und weltlichen Grundherrschaft, an dem W. in seiner Darstellung nichts auszusetzen findet. Ein Zug ist für diese Artikel charakteristisch: fast auf jeder Seite der Wopfnerschen Publikation finden wir die Klage der Bauern, daß sie beschwert seien wider Herkommen, Billigkeit, briefliche Gerechtigkeit, sie wollen nach dem Herkommen behandelt werden, bei ihren alten, guten Bräuchen, Statuten und Rechten, bei ihren Freiheiten und „Eehaften“ bleiben. Das Wort Neuerung wirkt mit schlagwortmäßiger Kraft[1]). Im einzelnen klagen die Bauern, die Zinse seien neu aufgeschlagen, z. B. die Käseabgaben von den Schweighöfen gesteigert, die Maße für Naturalabgaben gegen früher vergrößert. Die Bauern wehren sich gegen das „Übermaß“, „das aufgehäufte Messen“. Sie empfinden es als große Härte, daß die Zinse ihre ursprüngliche Höhe behalten, auch wenn die Substanz des Gutes durch Elementarschäden geschmälert, seine Ertragsfähigkeit durch sonstige Ursachen verringert oder die Ernte mißraten sei. Dem Überbringer von Zinsen und den Fröhnern werde die übliche Verpflegung von den Grundherren vorenthalten (vgl. Quellen, Sachregister unter „Zins“). Sehr nachdrücklich wird Klage erhoben, daß die Abgaben beim Besitzwechsel dem Herkommen zuwider und unter „härtester Anspannung“ des gemeinen Mannes gesteigert worden seien. Und diese Klagen waren ohne Zweifel berechtigt. In der Erledigung der Beschwerde des Landgerichts Kitzbühel bemerkt die Tiroler Regierung: „beruerend die anfall von bestanden soll phleger oder urbarrichter an dem enndt hinfuro solhend anfall und anlayt (eine Erbschaftsabgabe) nit uber oder hoher dann die gemeinen dienst (den Grundzins) nemen, doch mit gnaden, wo arm leut sein;

1) Vgl. die Besprechung A. Götzes in der „Histor. Vierteljahrsschr. 12 S. 556. Auch Götze bezeichnet als eine der Triebfedern der Bewegung einen „konservativen Geist, dem das Neue verwerflich ist, schon weil es neu ist“.

auch bey dem abbt zu Rot und anndern prelaten daran sein, daß sy ire urbars leutin in solhem bey altem herkomen beleiben lassen und daruber nit beswaren (Quellen, S. 28[6]).

W. selbst hat gezeigt, daß die Abgabe, die beim Verkauf eines Baurechts vom abziehenden wie vom aufziehenden Baumann zu entrichten war, gegen Ende des Mittelalters eine bedeutende Höhe erreicht hatte, indem 10% des Kaufpreises dem Gutsherrn „für Auf- und Abzug" zu überlassen waren[1]). Die Meraner Artikel fordern die gänzliche Abschaffung des Auf- und Abzugs, „denn solches wider die Billigkeit und von alter her nie gewesen ist". Die Landesordnung von 1532 verfügte denn auch eine bedeutende Ermäßigung dieser Abgabe. Es fehlen endlich nicht die wohlbekannten Klagen über Schmälerung der Allmende, über Verkürzung der bäuerlichen Rechte an Wald und Weide, Wasser und Jagd, über unmäßige Steigerung der Gerichtskosten und sonstige Übelstände in der Rechtspflege (vgl. Sachregister unter „gemain" u. „Strafgelder"). Namentlich die Wildplage lag infolge der Jagdleidenschaft Maximilians schwer auf dem Tiroler Bauern, und er suchte sich ihrer nach des Kaisers Tod gewaltsam zu entledigen[2]).

Mögen nun auch alle diese Verletzungen des Herkommens nicht immer geradezu die Existenz des Bauern gefährdet, ihm das Leben unerträglich gemacht haben — jedenfalls wird man — im Gegensatz zu W. — behaupten dürfen, daß sich die Lage der Bauern in Tirol vor dem Ausbruch der Bewegung von 1525 gegen früher verschlechtert habe. Und an dieser Verschlechterung tragen Grundherrschaft und Staat die gleiche Schuld. Auch von Seite der Grundherren widerfuhr dem Bauer eine harte, schikanöse Behandlung. Es war gewiß ein unbilliges Verlangen, daß die Landleute Pfeffer und andere Spezerei, die nicht im Land vorkam, als Zins geben mußten (S. 147[13]), daß sie nur mit Erlaubnis der Grundherren Weinlese halten durften, weshalb ihnen oft der Wein verdarb (S. 43[10]). Namentlich Pfandgläubiger suchten — wie auch anderswo — aus den ihnen verliehenen Gebieten möglichst viel herauszupressen (z. B. S. 117 118).

Weitere Forderungen und Klagen des Bauernstandes ergaben sich aus seinem gespannten Verhältnis zu den oberen Ständen, deren Sünden und Schwächen ihm nicht verborgen blieben, deren bevorrechtete Stellung und deren Leistungen er scharfblickend gegeneinander abwog. Er sah die kriegerische Tüchtigkeit der Ritter geschwunden[3]), sah den Klerus auf Kosten des gemeinen Mannes ein würdeloses, müßiges Leben führen. Von diesen entarteten Schichten wollte er sich nicht länger drücken lassen, ihnen ihren reichen Besitz, ihre Privilegien nicht mehr gönnen. Schon 1519 kam es in Tirol zu Exzessen gegen Adel und Geistlichkeit. Die Meraner Artikel nehmen durchgreifende Veränderungen im Besitzstand und in der Verfassung der Kirche in Aussicht. (Quellen 51 f.) Da es für den gemeinen Mann so schwer sei, gegen Geistliche und Edelleute Recht zu bekommen, so solle künftig jeder-

1) Gesch. der freien bäuerlichen Erbleihe, S. 148 f.
2) Lage Tirols, 190 f.
3) Lage Tirols, S. 81.

mann, ob geistlich oder weltlich, edel oder unedel, hohen oder niederen Standes, vor dem Gericht, vor dem er gesessen sei, Recht geben und nehmen, und mit dem Gericht „heben und legen“ — also Aufhebung des privilegierten Gerichtsstandes und der Steuerfreiheit des Adels und der Geistlichkeit (a. a. O. S. 52[11]).

Auch der Gegensatz zwischen Stadt und Land durchzieht die Tiroler Beschwerdeartikel. Auch aus ihnen spricht die antikapitalistische Tendenz der Zeit. Das Großkapital hatte ja, vor allem in dem aufstrebenden Hause der Fugger verkörpert, seit Sigmund und Maximilian in Tirol Boden gewonnen. Auch die Bauern verspürten seine Macht. Sie gaben den großen und kleinen Handelsgesellschaften, namentlich den Fuggern, Höchstettern und Welsern Schuld an der furchtbaren Teuerung, wollten die ihnen verpfändete Ausbeute der Bergwerke nicht in ihren Händen lassen (Sachregister unter „Handelsgesellschaften“). Nur ein Beispiel, wie tief diese Kapitalsmacht in den Lebenskreis des kleinen Mannes eingriff: im Gebiet von Lienz beschweren sich die Kupferschmiede, daß die Gesellschaften das Eisen und Kupfer verteuern. Sie bitten, solches abzustellen, auch dafür zu sorgen, daß ihnen das Tauferer Kupfer von den Gewerken zu kaufen gegeben werde und nicht von den Gesellschaften (n. 54. Z. 19 ff.). Die Bauern und Bergleute wenden sich gegen die harte, selbstsüchtige Wirtschaftspolitik der Städte, gegen die Handelsvorrechte einzelner Bürger, die Unterdrückung des Gauhandwerks, fordern die Abschaffung der Zünfte. Die Kaufleute an den Marktplätzen sollen ihre Stände und Läden nicht verdecken, noch finster machen, damit der gemeine Mann beim Kauf der Waren nicht betrogen werde. (S. 56[28], 59[47], ferner noch 85, 86, 88 u. 147.)

Mit Recht hebt W. hervor, daß auch die Staatsgewalt vielfaches Mißvergnügen weckte durch ihren harten Fiskalismus, durch Beamtenwillkür, bureaukratisches Wesen, Einengung individueller und genossenschaftlicher Freiheit, durch eine gegen die Interessen der ländlichen Produzenten gerichtete Wirtschaftspolitik. Reformen scheiterten an der Unfähigkeit der Lokalverwaltung, die sich noch dazu großenteils in den Händen sehr selbstherrlich schaltender Pfandgläubiger befand[1]).

Mochte man aber mit dem Staat auch noch so unzufrieden sein, man erblickte das Ziel doch nur in der Wiederaufrichtung der Staatsgewalt, in der Beseitigung aller Zwischengewalten. An der Spitze des Meraner Programms steht die Forderung, daß Erzherzog Ferdinand in der Grafschaft Tirol alleiniger Herr sei. Alle verpfändeten Schlösser, Städte und Gerichte, alle Zinsen und Herrschaftsrechte einheimischer und auswärtiger Prälaten sollen auf bequeme Art eingelöst und dem Fürsten überantwortet werden. (Quellen S. 51[1]). Die Bauernschaft an der Etsch wollte sogar niemanden mehr Zins zahlen als dem Landesherrn (S. 68[1]). Die Bauern wollen also durch Schaffung einer starken Zentralgewalt der Tyrannei der vielen Grund- und Gerichtsherren entgehen. Es wirkte wohl auch die Absicht mit, den Erzherzog für die

1) Lage Tirols, S. 196; vgl. dazu v. Srbik in Mitt. des Instit. f. öst. Gesch. (Jahrg. 1911, 1. Heft, S. 219, 220).

Bewegung zu gewinnen, indem man ihm eine so bedeutende Machtvermehrung in Aussicht stellte. Die Bauern waren aber klug genug, der Staatsgewalt, der man eine so außerordentliche Verstärkung zugedacht hatte, auch gewisse Möglichkeiten der Bedrückung abzuschneiden. Der Erzherzog soll künftig ohne Wissen und Willen gemeiner Landschaft nichts vom Lande veräußern, auch hinfür die Grafschaft Tirol aller Steuer frei sein. Die Ämter der Pfleger und des Landeshauptmanns, unter deren Eigennutz und Willkür man so viel gelitten, sollen verschwinden, jede Stadt- und Landgemeinde künftig ihren Richter selbst wählen, dem Landesherrn nur noch die Ernennung der Finanzbeamten vorbehalten sein. Die Bauern wollen mithin eine Art Demokratisierung der Verwaltung. (S. 51[1] und 53[14].)

Es gab also der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Mißverhältnisse genug, an denen die Unzufriedenheit des gemeinen Mannes Nahrung fand. In der Zeit von 1512—1520 traten noch Elementarereignisse, Kriegsplagen und andere aufreizende Umstände hinzu. Ich kann daher der Ansicht W.s, daß der Gedanke gewaltsamen Umsturzes von außen her nach Tirol getragen worden sei, nicht beipflichten. Die Bewegung war vorbereitet durch die geschilderten Übelstände. Das Beispiel und die Anregung der Nachbarn in den Vorlanden und im Algäu gab nur den letzten Anstoß. Gewiß hat die Reformation mit ihrer gewaltigen Erschütterung der geistlichen Autorität auch in Tirol den Ausbruch der sozialen Revolution befördert, aber ihr Gepräge doch nicht in dem Maße bestimmt, wie in anderen Territorien. Das göttliche Recht hat auf die Tiroler Artikel zwar leise abgefärbt, bildet aber doch nicht wie in Schwaben und Franken Grundlage und Ferment der Bewegung.

Ich teile die Meinung, daß das wirtschaftlich-soziale Moment aus dem Kreise der Ursachen des Bauernkrieges nicht auszuschließen sei[1]), und möchte versuchen, dieses Moment genauer zu bestimmen. Es ist zum großen Teil gegeben in den Veränderungen, welche Staat und Grundherrschaft zu Ausgang des Mittelalters eigenmächtig an der Lage der Bauern vornehmen, indem sie ihre Lasten steigern, ihre Rechte mindern[2]). Gegen diese Verletzungen des Herkommens kämpfen die Bauern aller Orten, auch außerhalb Tirols. Die windischen Bauern wollen 1515 nichts wissen von „neuen Fündlein“, verlangen die „stara pravda“, das „alte Recht“; die Klettgauer protestieren 1524 gegen „neue Fünd und Ufsätz“, die erst seit Menschengedenken aufgekommen seien[3]). Die „12 Artikel“ stehen zum Teil noch auf demselben Standpunkt, wiewohl sie in der Hauptsache auf dem Prinzip des göttlichen Rechts aufgebaut sind. Es heißt darin, die Dienste würden von Tag zu Tag gemehrt und nähmen täglich zu. Die Bauern sollen gnädig gehalten werden, wie ihre Eltern, und nach Ausweis des Leihevertrags.

---

1) v. Srbik a. a. O. 220.

2) Teilweise erheben sich die Bauern ja auch gegen das Herkommen, wenn es ihnen nicht mehr begründet oder dem gemeinen Nutzen zuwider erscheint. Vgl. A. Götze a. a. O. 556.

3) Schreiber, Der deutsche Bauernkrieg 1524, S. 184.

Mochte nun auch die schärfere Heranziehung der Bauern da und dort durch ihre günstige ökonomische Lage gerechtfertigt sein, mochten die Bauern, irrtümlich oder bewußt, manches als Neuerung bezeichnen, was in Wirklichkeit ein altes Herrenrecht war — jedenfalls waren sie erfüllt von der Vorstellung, daß der frühere Rechtszustand erschüttert sei und wiederhergestellt werden müsse. Darin liegt eine der stärksten auslösenden Kräfte der Bewegung.

Die meisten Forscher, die sich bisher mit den Ursachen des Bauernkrieges beschäftigten, haben ihn als eine wirtschaftlich-soziale Revolution aufgefaßt, wenn auch die einen mehr auf die wirtschaftliche, die andern mehr auf die soziale Seite der Bewegung das Hauptgewicht legten. Diese Auffassung teilte ursprünglich auch WILHELM STOLZE. In einer älteren Untersuchung[1]) wendet er sich gegen diejenigen, die aus einem wirtschaftlichen Notstand heraus die Erhebungen des Bauernstandes im 15. und 16. Jahrhundert erklären wollen. Die Bauern — in Südwestdeutschland — hätten sich vielmehr aufgelehnt gegen eine neue, ihnen von den kleinen Landesherren auferlegte „stärkere Bindung". In einer neueren Arbeit versucht er nun, die Physiognomie des Bauernkrieges vollständig umzudeuten[2]). Seine These, die er im Vorwort (S. V und VI) entwickelt, lautet: „Es ist irrig, den deutschen Bauernkrieg von 1525, wie dies heute allgemein geschieht, als eine soziale Bewegung aufzufassen, in gewissen Klassengegensätzen die treibenden Kräfte dieser Bewegung erkennen zu wollen. Der Bauernkrieg war eine kirchlich-religiöse Bewegung, die hervorgerufen durch die prinzipiellen Erörterungen, die die Reformation heraufführte, ihren leidenschaftlichen Charakter nur durch den religiösen Gegensatz erhielt, der in ihm wirksam ward (von mir gesperrt). Unsere Geschichte, die einen so unvergleichlichen Verlauf nahm, ist also durch keine soziale Revolution bisher entstellt. Gott gebe, daß auch fernerhin davon die Historie nichts zu melden hat." Später (S. 24, 61, 71) betont er dann, daß die Opposition gegen die „katholische Reaktion" das Motiv für alle Bauern, die Ursache ihres radikalen Auftretens gewesen sei. Die Berechtigung dieser Auffassung soll hier untersucht werden.

Ich halte es für eine Schwäche der Beweisführung St.s, daß er zur quellenmäßigen Begründung seiner doch ganz allgemein gefaßten These eigentlich nur Material zur Geschichte des Bauernkrieges in den südlichen Schwarzwaldgegenden aus dem Jahr 1524 heranzieht. Alles später Angeführte ist doch nur mehr oder minder unsichere Hypothese. Aber auch jene Stützen seiner Ansicht halten einer genaueren Prüfung nicht stand. Ich erwähne nur folgendes: St. will (S. 17) den Zug der aufständischen Stühlinger nach Waldshut zur Kirchweihe am 24. August 1524 als evangelische Manifestation deuten. Kurz darauf (S. 23) sagt er selbst, die bisherige Forschung habe mit Recht bei der Erhebung der

1) Zur Vorgeschichte des Bauernkrieges (SCHMOLLERS Forschungen XVIII, 4, 1900, bes. S. 39).

2) Der deutsche Bauernkrieg, Untersuchungen über seine Entstehung und seinen Verlauf. Halle a. S., 1907.

Stühlinger religiöse Motive geleugnet. Also haben solche wohl auch nicht beim Zug nach Waldshut mitgewirkt. Die Erklärung ELBENS ist meines Erachtens die richtige. Waldshut und die Stühlinger mußten beide die Übermacht des Hauses Österreich fürchten. Die Not führte beide vorübergehend zusammen, obwohl sie völlig verschiedene Zwecke verfolgten, Waldshut lediglich Duldung von Hubmaiers Lehren, die Stühlinger Besserung ihrer ökonomischen Lage forderten[1]. Weiter sucht St. die Klettgauer Bewegung im Herbst 1524 für seine Behauptung zu verwerten. Die Klettgauer waren von den Stühlingern, ihren Nachbarn, gebeten worden, ihnen gegen einen Überzug zu helfen. Sie frugen darauf in Zürich, dessen Schutz, Schirm und Burgrecht sie mit ihrem Herrn, dem Grafen Rudolf von Sulz zusammen genossen, um Verhaltungsmaßregeln an. Der Rat antwortete mit der Gegenfrage, ob sie seinen Mandaten Statt tun wollten oder nicht, also, daß sie die offene und freie Predigt des Gottesworts und des Evangeliums sowie alles dessen zuließen, was man mit der Bibel und dem Neuen Testament beweisen könne, und ob sie dem rechten, wahren Gotteswort, wie es jetzt vorgelegt sei, anhängen wollten, bis daß man mit den wahren Schriften beider Testamente eines Besseren berichtet würde. Denn der Aufruhr komme allenthalben zum guten Teile wegen des Gottesworts und der heiligen Evangelien auf[2]. Die Verordneten der Klettgauer erklärten hierauf freudig, sie wollten solchem Gotteswort mit der Gnade Gottes nachleben und dazu ihr Leib und Gut setzen. Kurz darauf brachen auch in dieser Landschaft die Unruhen aus. Die Beschwerdeschrift gegen den Grafen von Sulz, die man der Stadt Zürich unterbreitete, erzählt nun allerdings in der Einleitung, die gemeine Grafschaft habe dem Gotteswort zugeschworen, führt aber dann nur eine lange Reihe von Klagen gegen ungerechte Abgaben, Frohnden, Mißstände im Rechtsleben auf. Diese Artikel könne man nicht erleiden „von dem Evangelium und göttlichen Rechten". Aber — so heißt es am Schluß — man sei willig und gehorsam zu allem, was man dem Herrn von Sulz schuldig und pflichtig sei nach göttlichen Rechten. Mithin ein rein weltliches Programm, nur verbrämt mit dem bald gang und gäbe werdenden Schlagwort vom „göttlichen Recht"[3], keine religiöse Bewegung, die man doch eigentlich hätte erwarten sollen. STOLZE erzählt noch dazu selbst (S. 21), man habe im Klettgau, genau so wie es im Juni die Stühlinger getan hatten, dem Herrn die Dienste und andere Leistungen geweigert, wofern er keine Briefe und Kundschaften darüber habe. Auch von den Hegauern berichtet er, sie hätten schon im September eine Konspiration miteinander gehabt, daß sie ebenfalls in den Ungehorsam treten und ihren Herrn keinen Zins noch Gülten mehr reichen wollten. St. liefert also nur Beweise gegen sich selbst. Für die Bewegungen im Südwesten während der letzten Monate des Jahres 1524 läßt sich ein religiöser Charakter nicht nachweisen.

---

1) A. ELBEN, Vorderösterreich und seine Schutzgebiete, S. 30 f.
2) Dazu ELBEN 103.
3) STOLZE, 19 ff., SCHREIBER, d. deutsche Bauernkrieg, n. 140.

Dieselbe Wahrnehmung macht man aber — ich muß hier Allbekanntes wiederholen — bei allen anderen Bauernartikeln, die im Lauf des Jahres 1525 im Osten und Westen von Süddeutschland auftauchen. Nach St. (S. VI) haben die Beschwerdeartikel als Erkenntnisquelle für die Absichten der Bauern auszuscheiden. Warum denn? Für diese einfachen Leute war die Sprache doch gewiß kein Mittel, die Gedanken zu verhüllen. Aus welchem Grunde sollten sie denn ihre wahren Absichten verschleiert haben? Wenn die in den Artikeln berührten Verhältnisse der Verfassung, Verwaltung und Wirtschaft es nicht waren, welche die Bauern zu ihrer Erhebung veranlaßten, warum haben sie sich dann die Mühe genommen, diese recht umfänglichen Beschwerdeprogramme auszuarbeiten, sie bei den verschiedenen Ausgleichsverhandlungen zugrunde gelegt? Diese bäuerlichen Beschwerden sind sich aber in den Grundzügen durchaus gleich, richten sich überall gegen das Übermaß von Abgaben und Diensten, gegen die Leibeigenschaft, die allzuhohen Bußen und sonstige Gebrechen der Rechtspflege, gegen die Entfremdung der Allmende. Es sind Forderungen, die schon vor 1524 und 1525 bei den lokalen Aufständen des 15. und beginnenden 16. Jahrhunderts erhoben worden waren. Eine scheinbar religiöse Forderung kommt freilich 1525 hinzu. Die Bauern wollen ihre Pfarrer selbst wählen, und diese sollen ihnen das Gotteswort klar, lauter und ohne allen menschlichen Zusatz verkündigen. Aber aus der Verschmelzung dieser Artikel mit den übrigen ist deutlich zu ersehen, daß die Bauern nach dem Evangelium verlangten nicht in erster Linie wegen seines religiösen Inhalts, sondern weil es ihnen als Richtschnur dienen sollte bei der Neuregulierung ihres Verhältnisses zum Herrenstand. Von den Prädikanten hatten sie gelernt, das Evangelium nicht sowohl als religiöse, denn als soziale Norm zu betrachten, darum wollten sie auch nur noch solche Prediger auf der Kanzel sehen, die bereit waren, ihnen diese neue soziale Heilslehre zu verkündigen. In solchem Sinn wird der Ausdruck „göttliches Recht" schon von den Klettgauern gebraucht. Konsequent durchgeführt ist die Anwendung des Evangeliums auf wirtschaftlich-soziale Verhältnisse in den 12 Artikeln. Auch die „Artikel der fränkischen Bauernschaft" lassen keinen Zweifel über die weltliche, soziale Natur des göttlichen Rechts[1]).

St. sucht den Bauernkrieg vornehmlich zu einem „Pfaffenkrieg" zu stempeln, das Vorgehen der Bauern gegen den Adel aus anderen als sozialen Gründen zu erklären (S. 76). Doch muß er selbst die Tatsache zugeben, daß die Bauern neben den Klöstern eine Unzahl von Schlössern niederbrannten. Aber gesetzt auch, St. hätte Recht mit der Behauptung, im Bauernkriege überwiege die antiklerikale Tendenz — für seine Auffassung wäre damit doch nicht viel gewonnen. Warum gehen die Bauern mit solcher Heftigkeit auf den Klerus los? Weil sie Anstoß nehmen an dem üppigen und faulen Leben der meisten Geistlichen, an ihrer Pflichtvergessenheit, weil sie sich mit Stolgebühren, „Selgereten" und

---

1) Baumann, Quellen z. Gesch. des Bauernkriegs aus Rothenburg o. T. S. 356.

Mönchsbettel nicht länger mehr übernehmen, von geistlichen Gerichten um weltlicher Dinge nicht mehr quälen lassen, den reichen kirchlichen Besitz für allgemeine Zwecke nutzbar machen wollen. Die Erregung gegen den Klerus war vorwiegend sozialer, nicht religiöser Natur[1]). Nicht jede Ausschreitung, welche die Bauern gegen Klöster verübten, darf man als Äußerung des durch die neue Lehre geweckten religiösen Fanatismus deuten. Über die Plünderung der Bamberger Klöster bemerkt St. selbst: „Nur die Heiligtümer, was zum Kultus gehörte, blieb bemerkenswerter Weise unversehrt.“ (S. 190.)

Nach St. wäre der Gegensatz zwischen Adel und Bauern nicht durch „Gründe sozialer Natur, wenn man den Begriff nicht in einem ungewöhnlichen Sinne gebrauchen will, sondern durch solche militärischer Natur“ bewirkt worden. „Wie wenig die Ansicht zu Recht besteht, daß demokratische Gleichheitsmacherei oder wohl gar der Haß des einen Standes auf den andern, des Armen auf den Besitzenden Motiv dazu gewesen ist, kann, wer den Dingen nicht Gewalt anzutun gemeint ist, daraus entnehmen, daß ein freiwilliger, unverdächtiger Anschluß an diese Bewegung manchem Adligen sein Hab und Gut vor Zerstörung bewahrt hat.“ (S. 80.) Wenn wir aber hören, daß die fränkischen Bauern nach einem gemeinen Bürger- und Bauernrecht verlangen, dem „Geistlich und Weltlich, Edeln und Unedeln“ künftig unterworfen sein sollen, daß sie und besonders auch die Bamberger ausgehen auf die Zerstörung der Schlösser, von denen aus ihnen und ihren Voreltern so schwerer Schaden zugefügt worden sei, daß die Tiroler Aufhebung der Gerichts- und Steuerprivilegien des Adels und der Geistlichkeit in ihr Programm aufnehmen[2]) so steckt hinter alledem doch mehr, als eine militärische Rücksicht. Indem die Bauern da und dort die Adeligen in ihre Bruderschaft nötigen, geben sie ihnen, meine ich, nicht einen Beweis besonderer Schonung, sondern machen eben den Anfang zur geplanten Durchführung völliger Standesgleichheit. Dem Bauernkrieg lassen sich gewisse Merkmale des Klassenkampfes nicht bestreiten.

Merkwürdig ist nun aber, daß St. die im Vorwort aufgestellte These, der Bauernkrieg sei keine soziale, sondern eine kirchlich-religiöse Bewegung gewesen, im Lauf der Darstellung selbst ganz wesentlich verschiebt. Auf S. 22 sagt er (von den Bewegungen in Südwestdeutschland): „Die Bauern hatten nicht als Anhänger Luthers oder Zwinglis ihre Forderungen gestellt. Immerhin war das sogenannte Formalprinzip der Reformation, die Rückkehr von der Tradition zum Evangelium, für sie — wie für so viele Geistliche und Laien der Zeit — der Anlaß gewesen, was sie nach Sinn und Absicht in dem politischen Leben nicht verstanden, in Frage zu ziehen. Aber die freie Aussprache darüber, wie überhaupt jede Hinneigung zur neuen Lehre ward ihnen verwehrt. Eben deshalb erhoben sie sich, sie

1) Vgl. Gothein, Westdeutsche Ztschr. IV, 15. Nur vereinzelt finden sich Äußerungen rein religiösen Sinns. Schreiber, Bauernkrieg n. 381, S. 13. (Sundgauer Artikel.)

2) Baumann a. a. O. S. 356, Stolze, 246 u. 255, Wopfner, Acta S. 52[11].

meinten sich nicht ohne weiteres mundtot machen lassen zu sollen. Sie sperrten, wozu sie nach dem Evangelium nicht verpflichtet zu sein glaubten." Auf S. 40: Die Untertanen seien „aufgestanden in dem unklaren Gefühl, daß ihnen die neue Lehre die Abstellung dieser oder jener Pflicht verheiße, für die sie schon lange nach der Begründung suchten." Auf S. 72 sagt STOLZE sogar, das religiöse Interesse sei auf Seite der Bauern nicht tief genug gegründet gewesen, um den Gegensatz ebenso prinzipiell zu fassen, wie es bei den Gegnern geschah." (Vgl. noch S. 45, 63, 81.) Da liegt ein Widerspruch! Erst bezeichnet St. den Bauernkrieg als eine kirchlich-religiöse Bewegung, dann schränkt er diese Behauptung dahin ein, daß die Bauern die neue Lehre zu einer sozialen Reform hätten benutzen wollen. Das aber ist doch auch bisher von der Forschung nicht geleugnet worden.

Die herkömmliche Auffassung wird im Grunde auch durch die sehr dankenswerten neuen Mitteilungen St.s über den Bauernkrieg im Bistum Bamberg (S. 135—279) bestätigt. St. selbst deutet an, daß dort (wie überhaupt außerhalb Schwabens) „die Unruhen eine Richtung einschlügen, die eine völlige Umgestaltung des Staatsgefüges in sich barg". (S. 139 vgl. 141 Mitte.) Schon im Mai 1524 brechen im Gebiet von Nürnberg, wie in den benachbarten Bezirken von Bamberg, besonders in Forchheim, Unruhen aus, die vor allem eine teilweise Aufhebung des Zehnten bezwecken. Weiter wird verlangt Freiheit von Wasser, Wildbann und Vogelfang, das Aufhören des geistlichen Gerichtes um Zins und Schuld, die Leistung der Weihsteuer an den Bischof allein, ohne daß das Kapitel davon einen Teil sich nehme. Der Aufruhr wird zwar unterdrückt. Aber „die Notizen über Zehntverweigerungen reißen bis zum Bauernkrieg in den Domkapitelrezessen nicht mehr ab." (S. 161 ff.) Also Bewegungen von rein weltlichem Gepräge, ohne eine Spur religiöser Färbung.

Im Jahre darauf gerät die Hauptstadt Bamberg selbst in Aufruhr. (S. 176 ff.) Am Morgen des 11. April verlangt die von einem engeren Kreis aufgestachelte Menge auf offenem Markt den vertriebenen Prediger Johann Schwanhausen zurück. Dies konnte der Bischof „nicht anders denn als Hohn auffassen. Denn gewißlich hatten die wenigsten daran gedacht, als sie bei der Heimkehr von der Predigt hier (auf dem Markt) sich festhalten ließen, und als sich der Bischof sofort bereit zeigte, diesem Begehren zu willfahren, ward ihre Zahl nicht kleiner. Es zeigte sich denn auch sofort, daß sich die Masse mit diesem Zugeständnis nicht begnügte. Nun einmal versammelt, tauchten in ihr wieder alle die Wünsche auf, die seit dem Forchheimer Aufstande nicht wieder zur Ruhe gekommen waren." In 7 Artikeln wird an erster Stelle allerdings die freie Predigt des Gottesworts verlangt, im übrigen aber die Aufhebung der politischen Macht und anderer Rechte des Domkapitels, die Abschaffung des kleinen Zehnten. Neue Artikel, „bei denen man an die 12 Artikel erinnert wird," kommen hinzu: Freiheit der fließenden Wasser und des Wildes. Am 12. April greift die Bewegung auf das platte Land über. Das Landvolk dringt in die Stadt und erklärt dem Bischof, es habe auf seine längst vorgetragenen Gebrechen weder Antwort noch Besserung empfangen, sondern täglich

mehr Überlast und Beschwerung mit Wildpret, Zinsen, Fronen, „Reis", Mehrung der Gulten und Steuern samt anderen Übeln gefunden. Am 13. April faßt ein Ausschuß für Stadt und Land alle Forderungen in 2 Artikeln zusammen: der Bischof soll neben Gott der einzige Herr von allen in Stadt und Land sein, „prelaten monch pfaffen Nunnen alles ausgeschlossen, allein die vom Adel nit". Der zweite Artikel fordert den Bischof auf, Pfaffen-, Mönch- und Klosterleute in Pflicht zu nehmen. Die Tendenzen von 1524 wirken also weiter. Die Bewegung gegen die Geistlichkeit nimmt in Bamberg eine politische Richtung. „Kein Wort über irgendwelche Reformation, die mit den Klöstern vorzunehmen sei, kein Wort gegen Pfaffen, Mönche und Klöster als solche überhaupt. In dem Widerstreit gegen das Domkapitel, gegen dessen Macht in Stadt und Land, die man als „pièce de resistance auf politischem wie kirchlichem Gebiet betrachtet, in diesem Widerstreit erschöpfte sich, was das Volk begehrte." (S. 187.)

Die Beschwerden des Volkes wurden einer gemischten Kommission zur Erledigung übergeben. Aus ihren Verhandlungen ging hervor das Religionsmandat vom 4. Mai über die freie und lautere Verkündigung des Gotteswortes. Am 12. Mai erfolgte die Freigebung der Jagd, die Aufhebung des kleinen Zehnten, gewisser Fronen und des Hauptrechts.

Das Programm der Bamberger weicht also in den Grundlinien von dem anderer Landschaften durchaus nicht ab. Auch hier verbindet sich die religiöse mit der wirtschaftlich-sozialen Frage. Diese tritt sogar früher auf als jene, und vielleicht ist das religiöse Moment überhaupt erst von städtischer Seite, durch die Freunde des vertriebenen Schwanhausen in die Bewegung hineingetragen worden. So führt uns St. selbst zurück zur hergebrachten, wohlbegründeten Anschauung, daß die Bauern die Religion benutzt haben als Grundlage und Schlagwort ihrer weltlichen Forderungen. Die soziale Revolution borgte von der kirchlichen die Farbe, aber nicht den Inhalt[1]).

---

1) In der „Historischen Zeitschrift" (Jahrg. 1910, S. 295 ff., besonders S. 305 ff.) trägt St. seine Ansicht vom kirchlich-religiösen Charakter des Bauernkrieges nochmals vor. Deutlich zeigt sich hier der Grundfehler seiner Auffassung, daß er die Bewegung vor 1525 als eine isolierte Erscheinung betrachtet, ohne Rücksicht darauf, daß schon bei den früheren Erhebungen die in dem Programm von 1525 enthaltenen Forderungen auftreten, sich ein starker Klassenhaß gegen Adel und Geistlichkeit bekundet. Als besondere Stütze seiner Ansicht führt St. die Meraner Artikel an, wo das an die Spitze gestellte, große kirchenpolitische Programm als Hauptanliegen erscheine. Aber gerade dieser ist doch nicht von kirchlich-religiösen, sondern von rein weltlich-sozialen Gesichtspunkten aus entworfen.

Zur Entstehung der nordostdeutschen Gutsherrschaft.

Gustav Aubin, Zur Geschichte des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Ostpreußen von der Gründung des Ordensstaates bis zur Steinschen Reform. Leipzig, Duncker & Humblot, 1910. VII und 192 S.

Die Arbeit ist eine von vielen, die den gleichen Gegenstand in verschiedenen Ländern behandeln. Darum kommt ihr auch eine allgemeine Bedeutung zu, und die vorgetragenen Ergebnisse sind besonders im größeren Zusammenhange wichtig.

Der Verfasser polemisiert mehrfach gegen Knapps Ansicht von der Entwicklung der Gutsherrschaft und des Gutsbetriebes, der zufolge die allmählich sich vergrößernden Gutsflächen ganz oder vorwiegend durch bäuerliche Frondienste bewirtschaftet worden seien. Indessen überwogen in Ostpreußen auch noch im 18. Jahrhundert die Güter, die ohne oder mit wenig Hilfe von bäuerlichen Diensten bebaut wurden; und die Verhältniszahlen aus jener Zeit „lassen ahnen, wieviel geringer noch um das Jahr 1400 die Bedeutung der bäuerlichen Scharwerke für die Landwirtschaft des Ordenslandes gewesen sein muß, als der deutsche Bauer nur erst sehr wenig und auch der preußische in geringerem Umfange als jetzt zu Arbeitsleistungen verpflichtet war" (S. 157 f.). Die freien Arbeitskräfte waren noch im 18. Jahrhundert sehr zahlreich (S. 165), und weil sie „sich gegenüber der Vergangenheit nur vermindert" haben konnten (S. 167), so muß man annehmen, daß sie im Mittelalter die Hauptrolle gespielt haben. Unter den Landarbeitern dieser frühen Zeit, die im dritten Kapitel besprochen werden, finden sich auch Wanderarbeiter, die zur Erntezeit aus Masowien und Littauen kamen (S. 38). Das erinnert also viel mehr an heutige Verhältnisse als an das Bild, das man sich gewöhnlich von dem naturalwirtschaftlichen Gutsbetrieb macht. „Besonders die Höfe des Ordens scheinen in einer sehr modernen Form mit eigenem Vieh, eigenem Gesinde, eigenen Gärtnern bewirtschaftet worden zu sein" (S. 38 f.).

Der Verfasser wendet sich auch gegen Knapps allgemeine Annahme, daß der sogenannte kapitalistische Betrieb, der darin bestanden habe, daß der Gutsherr für den Markt produzierte, sich erst vom 15. Jahrhundert an entwickelt habe. In Preußen seien vielmehr schon im 14. Jahrhundert die Gutsbesitzer auf Erwerb durch Getreideverkauf und -export ausgegangen (S. 67 f.). An dieser Kritik ist nur auszusetzen, daß sie nicht weit genug geht. Denn wenn man einmal die Entwicklung zur „kapitalistischen Gutswirtschaft", wie Knapp sie annimmt, für unrichtig hält, so sollte man sich auch fragen, was denn unter jenem Kapitalismus eigentlich zu verstehen ist. Nach Knapps Auffassung haben sich die Ritteräcker im Laufe der Neuzeit auf Kosten des Bauernlandes vergrößert und wurden nun vornehmlich mit Hilfe der Dienste bewirtschaftet, die man den übrigen Bauern auferlegte. Die Bauern hatten also für Geräte, für das Zugvieh, für dessen Ställe usw. aufzukommen. Das ist doch alles Kapital, ja der wesentlichste

Teil des landwirtschaftlichen Kapitals. Weil nun das Wesen des kapitalistischen Unternehmens offenbar darin besteht, daß der Unternehmer von sich aus über das Kapital verfügt, so ist nicht einzusehen, worin der Kapitalismus der Gutswirtschaft eigentlich bestanden haben soll[1]). Denn auch ein anderes Merkmal kapitalistischen Betriebes fehlt der Gutswirtschaft, wie KNAPP sie als allgemein annimmt: die Verwendung freier und bezahlter Arbeitskräfte. Auch dies wurde den Bauern überlassen — ein sehr wesentlicher Punkt, der uns die Frondienste erst richtig beurteilen läßt. Denn der Bauer diente durchaus nicht immer, vielleicht nicht einmal meistens in eigener Person, sondern durch Knechte[2]), die insbesondere dann nötig waren, wenn der betreffende Dienst mehrere Personen erforderte[3]). Der Bauer mußte und konnte also in den verschiedenen Ländern freie Arbeitskräfte mieten. Der Gutsherr hat es auch gekonnt und tat es, wo es notwendig war, wie in Ostpreußen. Wohl aber war es für die Herrschaft nicht leicht, sich mit den freien Arbeitern und ihren lästigen Forderungen auseinanderzusetzen. Gerade in Ostpreußen war das Gesinde häufig imstande, „die in den Kreisen der Gutsbesitzer verhaßte Bedingung" des Einsäens bestimmter Getreidequanten und Ackerstücke durchzusetzen (S. 123). Außerdem war der Ausgang des 15. und Beginn des 16. Jahrhunderts — und damals begann die Gutswirtschaft sich auszubilden — eine Zeit enormer Lohnsteigerung nicht nur in Ostpreußen (S. 120 f.). Es lag deshalb im Interesse der Gutsherrschaft, sich der lästigen Aufgabe der Auseinandersetzung mit freien Knechten zu entziehen und sie den Bauern aufzuladen, denen sie weniger Schwierigkeiten bereitet haben wird. Daß die Bauern durch diese Verschiebung mehr belastet wurden, folgt aber daraus nicht und steht jedenfalls in Ostpreußen nicht fest. Denn dort wurden die Fronen erhöht, als die Geldzinse gerade stark an Wert verloren hatten (S. 119).

Wir sehen also, „daß der landwirtschaftliche Betrieb der größeren

---

1) In der Literatur tritt bald die eine, bald die andere Ansicht in den Vordergrund. Nach C. J. FUCHS „ist es wohl kaum in Abrede zu stellen, daß der große technische Aufschwung im landwirtschaftlichen Betrieb . . . durch die Bauernwirtschaften nicht erreicht worden wäre. Derselbe konnte nur erfolgen auf großen Gütern, die mit mehr Kapital . . . bewirtschaftet wurden . . ."; Untergang des Bauernstandes 265. — Nach E. O. SCHULZE gingen die Rittergüter im 15. Jahrhundert zum Getreidebau über, woraus sich ein großer Bedarf an „billigen Arbeitskräften" usw. ergeben habe. „Woher sollten den Rittern die Mittel kommen, Lohngesinde, Gespanne und Ackergeräte zu verdoppeln und zu verdreifachen, Wohnräume und Stallungen für sie zu erbauen . . .? Wie die Dinge lagen, war dies schon aus Mangel an Kapital . . . unmöglich"; Kolonisierung und Germanisierung 355. — Die letztere Auffassung hat zum mindesten für sich, der Ansicht der damaligen Zeit zu entsprechen. Vgl. die Vorstellungen der böhmischen Stände vom 23. Dezember 1773 gegen die geplante Regulierung; GRÜNBERG, Bauernbefreiung II, 222.

2) Für Anhalt bezeugt dies (wenigstens für das 16. Jahrhundert) KRAAZ, Bauerngut und Frondienste, 93.

3) Vgl. GRÜNBERG a. a. O. I, 76, 86 und KNOTHE, Stellung der Gutsuntertanen i. d. Oberlausitz, N. Laus. Mag. 61, S. 276.

Güter . . . von vornherein nicht an die Existenz einer unfreien Arbeiterklasse gebunden war" (S. 167). Das gilt nicht nur vom Ordensland, sondern auch für die anderen Gebiete des deutschen Ostens; denn nirgends waren die Bauern im Mittelalter in solchem Grade dienstpflichtig, daß ihre Leistungen einen nennenswerten Beitrag zu den Bewirtschaftungskosten bildeten[1]). Die „mittelalterlichen" Institutionen im Gutsbetrieb (Unfreiheit, Frondienst) sind eben erst in der Neuzeit entstanden, und zwar ohne durch wesentlich neue, „moderne" Zustände bedingt zu sein. Solche zu konstruieren, ist eine Konzession an die weit verbreitete Vorstellung, die historische Entwicklung verlaufe stets eindeutig, gewissermaßen in gleicher Richtung (etwa zu immer größerer Vollkommenheit hin). Zu den anderen Beispielen des Gegenteiles — man denke etwa an das ursprüngliche Wesen der Zünfte und ihren Verfall oder an die mittelalterliche Steuerverfassung und ihre Entartung durch Veräußerung von Hoheitsrechten — tritt nun auch die Entwicklung des Gutsbetriebes, und noch ein anderes der vorgetragenen Ergebnisse hilft jene unrichtige Vorstellung korrigieren.

Als durchschnittliche Größe der dienstpflichtigen Güter galten zur Zeit der Besiedlung 40 Hufen. Späterhin hat sich die Besitzgröße bedeutend verringert, nach Berechnungen, die A. zitiert, auf 12, 9½, ja auf 6 Hufen in den verschiedenen Landesteilen. Die späteren großen Güter Ostpreußens hängen also mit den ansehnlichen Verleihungen in der Besiedlungszeit nicht zusammen. Ihr Ursprung ist vielmehr in den großen Verleihungen von Ordensland zu sehen, zu denen sich die Landesherrschaft in der finanziellen Bedrängnis des 15. Jahrhunderts entschließen mußte. Damals wurden die Forderungen der Söldnerführer großenteils mit Land befriedigt (S. 107). Jetzt erst entstanden „kleine, in sich geschlossene Herrschaftsgebiete im Staate" (S. 108), die späterhin allgemeine und typische Gattung von Gütern im ganzen deutschen Osten. Auch mit dieser teilweise rückläufigen Entwicklung stand das Ordensland nicht allein. Denn auch in der Mark Brandenburg gab es nicht zu Anfang lauter sehr kleine Güter, die erst allmählich zu immer größeren Komplexen vereinigt worden wären; sondern deutliche Spuren zwingen zur Annahme, daß hier ursprünglich ganze Dörfer (entsprechend also den ca. 40 Hufen großen Gütern der Kölner) an Ritter verliehen worden sind. Erst später trat stellenweise durch Abverkauf und Erbteilung die Besitzzersplitterung ein, die im 15. Jahrhundert den höchsten Grad erreicht haben dürfte. Die charakteristischen großen und geschlossenen Gutsherrschaften sind auch hier erst in der Neuzeit entstanden. Die Säkularisation der Kirchengüter, Verpfändungen und Veräusserungen an Adelige, die im Kriege reich geworden sind, dürften hier eine ähnliche Rolle gespielt haben, wie in Ostpreußen die oben erwähnten Vorgänge, — womit natürlich vorerst nur sehr wenig erklärt ist. In Preußen kam noch

1) Ganz vereinzelt kommt es vor, daß einige Pflugtage im Erbleihevertrage ausbedungen werden; vgl. Cod. dipl. Silesie VII, 2, 237. Auch der Wagendienst kann nur eine untergeordnete Rolle gespielt haben, abgesehen davon, daß er erst allmählich auf die Grundherren überging.

als besonderes Moment hinzu, daß die kleinen freien Eigentümer zum Teil den größeren Besitzern ausgeliefert wurden, was auch eine Gelegenheit zur Bildung großer Güter bot.

Damit hängt übrigens der Bauernaufruhr vom Jahre 1525 zusammen, bekanntlich der einzige im Nordosten — ein interessanter Beleg für die auch von den süddeutschen Aufständen her bekannte Tatsache, daß nicht die misera plebs zur Empörung neigte, sondern gerade die gut und best gestellten Bauern. Die preußischen Freien bildeten die Hauptmasse der Aufständischen (S. 126).

Diese und andere wichtige Resultate, die Aubin mitteilt, sind zwar nicht von ihm selbständig gefunden. Er stützt sich viel auf ältere, zum Teil wenig bekannte Studien. Das setzt aber den Wert der Arbeit nicht herunter, sondern zeigt nur, daß auch auf beschränkten Gebieten solche Zusammenfassungen des einstweilen Bekannten notwendig sind. Beiläufig sei auch bemerkt, daß die politischen Ereignisse übersichtlich erwähnt und mit den wirtschaftlichen Vorgängen gut in Zusammenhang gebracht sind (vgl. S. 69 ff. und 103 ff.).

Der wissenschaftliche Hauptgewinn besteht aber darin, daß sich diese Arbeit (hoffentlich als wirksames Beispiel für alle folgenden) von den theoretischen Erwägungen über die kapitalistische Wirtschaftsweise u. dgl. abwendet, die doch gar keinen Erkenntniswert besitzen. Was fördert es unser Wissen, wenn wir erfahren, daß der Ritter, vorher Kriegsmann, später, als er zu Hause blieb, „den Erwerbstrieb der Neuzeit in seinen Adern spürte“ und „einen Entschluß faßte und dieser Entschluß lautete: ich werde Landwirt“. Und warum sollen wir die Gutswirtschaft „als den Anfang der kapitalistischen Wirtschaft feiern“?

Freiburg i. B. Thausing (Ernst).

Literatur.

RUDOLF WACKERNAGEL, Das Schweizerische Wirtschaftsarchiv in Basel, Basel 1911, 16 S.

Der Ruf nach Wirtschaftsarchiven hat auch in der Schweiz Anklang gefunden. Dem Basler Staatsarchiv, von der wirtschaftsgeschichtlichen Forschung schon bisher wie kaum ein anderes Archiv der Schweiz benützt, ist 1910 ein Schweizerisches Wirtschaftsarchiv angegliedert worden. Sein Name ist nicht so zu verstehen, als handle es sich um ein zentrales eidgenössisches Institut; es ist vielmehr ein Teil des kantonalen Archivs, umspannt aber als sein Sammelgebiet das gesamte schweizerische Wirtschaftsleben. Der Leiter des Basler Staatsarchivs, Rudolf Wackernagel, orientiert in dem vorliegenden Schriftchen über die Gründungsgeschichte, die Organisation, die Ziele, den erstrebten und bereits erreichten Bestand des neuen Instituts. In reger Sammelarbeit hat er demselben übrigens schon seit Jahrzehnten vorgearbeitet, so daß die neuliche Gründung mehr eine Neuorganisation zu geschlossener Einheit und Form darstellt. Der Hauptstock des Materials beruht natürlich auf den mannigfaltigen handschriftlichen und gedruckten Niederschlägen (privaten und öffentlichen Charakters) des modernen Wirtschaftslebens; aber auch manches Wertvolle aus älterer Zeit (z. B. Geschäftsbücher des 15. und 16. Jahrhunderts) tritt uns hier nun gesammelt entgegen.

Basel. HERMANN BÄCHTOLD.

E. DAGOBERT SCHÖNFELD, An nordischen Königshöfen zur Wikingerzeit. Straßburg, K. J. Trübner, 1910. VIII und 372 S.

Man ist in der letzten Zeit eifrig dabei, uns die skandinavische Vergangenheit zu erschließen. Teils durch Übersetzungen und Bearbeitungen der alten Denkmäler der Poesie, teils durch Darstellung der Lebensverhältnisse sucht man das Ziel zu erreichen. Wir erinnern in dieser Hinsicht an ALEX. BUGGES „Wikinger“ (deutsch von HUNGERLAND; Halle a. d. S., M. Niemeyer, 1906) und an D. SCHÖNFELDS Buch „Der isländische Bauernhof und sein Betrieb zur Sagazeit“ (1902), Bücher, die auch dem Wirtschaftshistoriker viel bieten. Derselbe SCHÖNFELD schenkt uns jetzt eine überaus sympathische Veröffentlichung.

Wir erhalten Ausschnitte aus dem großen historischen Sammelwerk der Fornmanna-sögur oder Nóregs-konunga-sögur, welches die Geschichte Norwegens und seiner Fürsten behandelt, 28 Erzählungen, die je für sich eine geschlossene Novelle darstellen. Ich bekenne, durch sie in hohem Grade gefesselt worden zu sein. Man gewinnt aus ihnen — ganz abgesehen von dem poetischen Genuß — eine großartige Anschauung von den Verhältnissen der Wikingerzeit. Vom Standpunkt unserer Zeitschrift heben wir besonders das Bild hervor, das uns von dem Handelsverkehr und den landwirtschaftlichen Zuständen gewährt wird. Für die Handelsgeschichte sind ja die Quellen der Wikingerzeit sehr ergiebig (vgl. Jahrgg. 1910 unserer Ztschr., S. 128). Der Herausgeber hat den Erzählungen eine historische Einleitung vorausgeschickt, die nicht bloß literargeschichtlichen Inhalts ist. Ein Schlußkapitel handelt von den Staatenbildungen der Normannen während der Wikingerzeit.

Freiburg i. B. G. v. BELOW.

BOURGIN, G., *La commune de Soissons et le groupe communal soissonnais.* Paris, Champion, 1908, LXXI—495 p. in-8⁰ (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes, fascicule 167).

Une Introduction très développée sur les sources manuscrites et imprimées de l'histoire de Soissons et un index bibliographique partiel ouvrent le volume de M. BOURGIN (P. I—LXXI). Le travail même se compose de trois parties. La première décrit les origines et le développement juridiques de la commune soissonnaise: c'est d'abord l'histoire des organismes locaux non urbains, évêché et comté, avec de nombreuses juridictions ecclésiastiques, chapitres puissants et riches abbayes, celles-ci entrepots de vins et de blés exportés dans le Nord par des caravanes de marchands de la Flandre et lieux de pélerinages pour les Flamands encore; c'est ensuite l'exposé des causes et des origines de la commune qui, dès le XIIe siècle, apparait peu à peu dans ce milieu domanial-rural, que l'intense renaissance économique contemporaine fait évoluer, apportant la liberté aux serfs des monastères et transformant leur économie fermée en une économie d'échanges; c'est enfin l'énoncé des changements et des progrès au XIIe siècle du droit urbain, qui se libère peu à peu des charges serviles et ne peut donc pas, dans cette vieille cité romaine, venir d'un droit de marché importé par les Flamands, d'une influence restée tout au moins trop limitée (P. 1—133). La seconde partie comprend la période d'application de 1181 à 1325: elle traite de la vie communale une fois formée à ses divers points de vue, constitutionnel, judiciaire etc. . . . . et de ses rapports avec le pouvoir public: ce dernier, suivant un exemple très fréquent dans l'histoire des villes françaises, par suite de la mauvaise administration et même de la faillite de la commune, finit presque fatalement par absorber cette dernière en 1325 (P. 133—214). La troisième partie — presque la moitié de l'ouvrage —, concerne le groupe communal soissonnais, les filiales de la ville, existant dans la région, puis dans l'île de France,

la Champagne et la Bourgogne: ce sont d'abord des villes, Compiègne, Senlis, Crépy en Valois, Meaux, Sens, Dijon, Montbard, Semur, Beaune, centres plutôt ruraux qu'industriels et ainsi de formation assez comparable à celle de Soissons, mais ce sont également des villages très curieusement „fédérés", formant dans deux régions trois districts juridiques, chacun administré par l'une des communes même (P. 215—399). Une courte conclusion insiste sur ce que la commune soissonnaise s'est constitué non pas dans un *suburbium* nouveau avec un marché, mais dans un *castrum* ancien purement rural. Enfin, 36 pièces justificatives de 1065 à 1353, dont 14 inédites, et des tables terminent le travail (P. 400—495).

Le travail de M. B. a donc été composé dans des conditions aussi larges qu'intéressantes: à côté de l'histoire de la métropole soissonnaise, il a exposé celle de maintes filiales du Nord-Est de la France, et toujours il s'est particulièrement arrêté sur le problème fondamental des origines. Par l'étendue du sujet, l'auteur s'est ainsi trouvé amené à faire des recherches très variées, comme par sa méthode, qui les lui a fait utiliser à un point de vue spécial et délicat, il a dû se livrer à d'abondantes lectures. Le résultat de ces investigations et de ces connaissances se manifeste clairement. Même si sur des points assez bien établis, M. B. a émis quelques idées douteuses[1]), même si sur des questions hypothétiques, il s'est rallié à des opinions d'apparence critiquable, si donc parfois il paraît devoir être lu avec quelque précaution, il n'en a pas moins certainement donné un travail très vivant, très compréhensif, où les idées générales ne font pas défaut et qui reste ainsi d'une fructueuse lecture. On a là une contribution originale et caractéristique à l'histoire des communes françaises, dont la valeur assez spéciale tient peut-être à ce que, par une qualité rare, si elle n'a peut-être pas su toujours résoudre les problèmes, cependant elle a su les poser.

C'est l'impression que semble produire surtout les parties du travail relatives aux origines de la commune soissonnaise. Non pas que cette question difficile et délicate puisse, croirait-on, être solutionnée d'une façon absolument certaine, par suite de la pénurie de la documentation. On ne peut guère raisonner à son sujet que dans des conditions théoriques et comparatives, ou, si l'on préfère, négatives. On a vu en effet l'auteur exposer que la commune est née d'une sorte d'évolution du *castrum* domanial, aux points de vue personnel comme réel. Mais, d'une part, nous ne savons si les textes qu'examine M. B. à l'égard de la transformation du droit urbain (1ère partie), bien loin de faire dériver l'association libre du milieu servile, ne les distinguent et ne les opposent pas nettement; de l'autre, le peu que l'on connait de l'organisation économique de la ville, par exemple pour les marchés, en montre le caractère public, donc encore antidomanial et opposé au régime des

1) Par ex., absence des *ministeriales* en France (p. 104), provenance fréquente de l'échevinage urbain de l'échevinage carolingien (p. 61), origine domaniale des métiers (p. 182—183), influence des métiers sur les origines communales (p. 78, 105, 164) etc.

abbayes. Que la non-liberté ait engendré la liberté, que l'économie fermée ait produit l'économie d'échange, qu'en un mot le *Hofrecht* ait évolué en *Stadtrecht*, c'est ce qui semble d'autant plux douteux qu'une telle transformation serait l'opposé d'un fait général bien connu. Mais cette critique de l'évolution intérieure exposée et même admise, faut-il croire à une pénétration du déhors, d'ordre juridique et économique? On se souvient précisément que les relations des abbayes soissonnaises avec les pays flamands n'ont pas été sans attirer l'attention de l'auteur sur la possibilité de la fondation de la commune dans le *suburbium* par des *mercatores* immigrés; et cependant cette influence mercantile étrangère lui paraît trop réduite pour autoriser une semblable origine. On ne saurait le décider très exactement, bien qu'il soit possible de réunir à ce sujet plusieurs indications assez tenues peut-être, mais composant un ensemble intéressant. En tout cas, conjecture pour conjecture, cette seconde hypothèse, même applicable à une ancienne cité romaine, peut sembler plus discutable que la précédente.

Georges Espinas.

Villepelet, R., *Histoire de la ville de Périgueux et de ses institutions municipales jusqu'au traité de Brétigny (1360)*. Périgueux, impr. de la Dordogne, 1908, XIV—244 p. in-8⁰; 1 plan et 2 pl. (Publications de la Société histor. et archéol. du Périgord).

Le volume de M. Villepelet s'ouvre par une Introduction, qui retrace l'histoire de Périgueux de l'époque romaine à la fin du XIe siècle (P. I—XIV). Des deux parties du travail proprement dit, comme l'indique le titre, la première comprend l'histoire de la ville du XIIe siècle à 1360, au traité de Brétigny, qui la céda, on le sait, à l'Angleterre. Vers 1200, Périgueux se compose de deux centres: la cité (*civitas*), sur l'emplacement de l'ancienne agglomération romaine, et le bourg ou ville (*burgus* ou *villa*), au pied de l'église abbatiale de S. Front, bâtie par l'évèque local à la fin du Xe siècle: ce second élément serait donc une ville neuve de fondation ecclésiastique. Une telle coéxistence amène entre les deux groupements une série de luttes qui dureront plus d'un siècle et demi. Mais la *ville* propre, dès le début du XIIe, jouit d'une réelle autonomie intérieure et extérieure et ses habitants prêtent serment à Philippe Auguste à titre de „bourgeois". Aussi, après un premier accord avec la *cité* en 1217, en 1240, elle en conclut un second, par lequel les deux centres ne formeront plus qu'une *universitas*, qui se gouvernera selon les anciennes coutumes de la partie neuve et à son profit: la *ville* est donc victorieuse. Mais les vaincus, soutenus par le comte de Périgueux et un chapitre ecclésiastique, recommencent contre la *cité* des luttes acharnées qui ne se termineront qu'en 1247 par un jugement du roi, suivi en 1251 d'un arbitrage de l'évèque, double intervention qui maintient la prééminence de la *ville* et établit définitivement la „communauté" des deux groupes (Chap. I. p. 1—36). La période d'une centaine d'années qui s'étend ensuite jusqu'en 1360 ne présente rien de très particulier: quelques démélés s'élèvent encore entre les deux parties de la communauté et entre cette

dernière et le comte ou le chapitre de St. Front: la royauté sert de juge, d'abord assez peu favorable à la ville (Chap. II, p. 37—109).

La seconde partie du travail est consacrée aux institutions. „L'organisation municipale, empruntée, selon toute apparence, à une confrérie religieuse dont le cadre s'élargit peu à peu“ (p. 5), existait dès le milieu du XIIe siècle dans la *ville* propre et ce fut elle qui, après la réunion de cette dernière avec la *cité*, s'appliqua à la communauté entière. Il y avait d'abord un maire éventuel et 12 consuls réguliers, qui, tous, choisissaient chaque année leurs successeurs par l'intermédiaire de deux séries de prudh'ommes pris également par eux; c'était donc, au moyen d'un scrutin au 3e degré, un recrutement aristocratique par cooptation. Les élus dans l'ensemble gouvernaient la ville, recevant en particulier le serment annuel des bourgeois. Le maire même ne paraissait pas avoir de rôle bien défini. Tous choisissaient en outre 30 prud'hommes, qui formaient le conseil, convoqué d'une façon facultative ou obligatoire, mais toujours simplement pour „conseiller“. Enfin, au besoin on réunissait la communanté, ou du moins le seul des deux centres directement intéressé (Chap. I, p. 111—127). Le Magistrat gérait avant tout les finances. Les recettes étaient produites d'abord par les impots, soit directs, taxe sur les étrangers, bourgeois non nés dans la ville, taille, réelle et proportionnelle, d'ailleurs éventuelle, comme la venade, taxe sur les vignes, soit indirects, taxes de marchés, de pesages et de mesurages, de sceaux etc.; puis, venaient des arrérages de rentes et de cens et enfin les produits des amendes. Les dépenses comprenaient les salaires fixes ou les rénumérations éventuelles du Magistrat et des employés, les présents à des autorités, les secours d'assistance, le service d'ost et divers autres frais. La grande prudence de l'administration permettait d'ailleurs l'équilibre financier à quelques livres près. La série des comptes remonte à 1315 (Chap. II, p. 128—148). Le Magistrat veillait également à la police dans le sens le plus étendu: maintien de l'ordre, observation des règlements administratifs, surveillance des travaux et de l'hygiène, police des métiers, et enfin assistance, gérée avec grand soin, comme au reste toute cette partie. Au point de vue extérieur, il s'occupait de la levée et du commandement de la milice, de l'entretien de la défense urbaine, ainsi que des relations diplomatiques de la ville avec les cités voisines (Chap. III, p. 149—165). Enfin, la justice s'exercait dans quatre conditions: la justice consulaire, rendue pour le Magistrat par un *juge de la ville*, au criminel et, au civil, surtout au sujet des minorités et des interdictions, les justices capitulaire et comtale, peu importantes, la justice royale, mal connue, représentée par le sénéchal de Périgord agissant en première instance pour les cas royaux et en appel à l'égard de la ville (Chap. IV, p. 166—196).

Le travail se termine par 12 Pièces justificatives, dont 6 inédites, de 1217 à 1356, par une reproduction d'une vue cavalière de la ville en 1575 et par deux planches de sceaux (p. 197—240).

Que M. V. nous permette de lui présenter quelques remarques. „On ne trouvera dans ce mémoire, énonce-t-il comme un principe fondamental, le plus souvent qu'un sec recueil de faits . . .“ Tout en

ne niant sans doute pas qu'un recueil de ce genre ne doive avoir la qualité indiquée, nous nous demandons si une telle méthode mérite un emploi exclusif dans un travail d'institutions. Le procès verbal fait, il reste quelques conclusions à en tirer. Cependant, l'ouvrage a gardé presque trop souvent la nature d'une simple analyse de documents. C'est surtout le cas dans la première partie et en particulier dans le second chapitre, l'histoire de la communauté de 1255 à 1360, où le récit des démêlés de la ville avec les divers pouvoirs aurait gagné à être très réduit: toutes ces vicissitudes sont de l'histoire par trop locale et un peu morte. Dans la seconde partie, l'auteur ne se laisse à peine aller à quelques considérations que dans le chapitre consacré à la police, pour apprécier la conduite du Magistrat. De même enfin, le travail se clot sans aucune conclusion, s'achevant ainsi avec une singulière brusquerie. Ce système discutable ne tiendrait-il pas, en partir du moins, à un défaut de connaissances bibliographiques générales? L'histoire urbaine a donné lieu à un ensemble très riche de travaux, que tout historien des villes doit connaître plus ou moins complètement et qui sont ici trop entièrement négligés. Quelques remarques en montreront l'inconvénient. La formation de Périgueux par deux villes, dont l'une absorbe l'autre, n'est pas un fait spécial à la région du centre français, c'est un fait général bien connu, presque „sociologique“, qui se retrouve en particulier au Nord de l'Europe, dans toute la plaine entre la Seine et l'Elbe. Plus spécialement, l'attribution de l'origine de la ville de St. Front à une confrérie religieuse disparue, nous semble en principe discutable, ou aurait dû être traitée avec plus de développement. Encore, l'organisation des finances ou même de la police pouvait fournir matière à d'intéressantes comparaisons avec celle d'autres cités. A un point de vue un peu distinct, les lectures préconisées eussent attiré l'attention de l'auteur sur l'économie, qui a joué un rôle si essentiel dans la formation et dans le développement urbains. Cependant, son histoire fait ici complètement défaut. Sans doute, des documents directs n'existent pas sur cette question, mais, d'après certaines remarques de M. V. relatives aux finances ou à la police, il eut certainement pu écrire sur ce point quelques pages. Bref, des connaissances bibliographiques eussent permis à l'auteur, croyons nous, de faire mieux fructifier ses recherches: grâce à elles, son travail aurait pu devenir plus large, plus synthétique, disons même plus théorique, par suite plus „suggestif“.

Nous aurions donc désiré ce mémoire un peu différent de ce qu'il est, parce que M. V. était sans aucun doute apte à le donner. En effet, le travail tel qu'il se présente a des avantages indéniables. Cette „sécheresse“, si prisée par l'auteur, amène évidemment une brièveté méritoire et une louable précision. La partie relative aux institutions est écrite avec une clarté et une netteté réelles, le chapitre sur la police surtout présente des pages intéressantes. C'est par ces qualités que le travail de M. V. finalement demeure très utile aux historiens d'histoire générale, et même nous avons tenu d'autant plus à le signaler dans cette revue que les recherches sérieuses sur l'histoire urbaine de la France méridionale sont plus rares. Georges Espinas.

Otto Stolz, Das mittelalterliche Zollwesen Tirols bis zur Erwerbung des Landes durch die Herzoge von Österreich (1363). Sonderabdruck aus dem Archiv für österreichische Geschichte, 97. Bd., S. 539—806, Wien 1909, in Kommission bei Alfr. Hölder.

Wenn wir heute über das Verkehrswesen Tirols im Mittelalter in einer Weise orientiert sind, wie über wenig andere Landschaften des Deutschen Reiches, so verdanken wir es zum guten Teil dem eindringenden Studium, das in den letzten Jahren Otto Stolz den hiermit zusammenhängenden Fragen gewidmet hat. Wie das Transportwesen organisiert, der Verkehr autonom oder vertraglich gesichert, durch Zölle finanziell ausgenutzt, aber auch beeinflußt wurde, das hat er in drei Arbeiten zur Darstellung gebracht. Die eine, Zur Geschichte der Organisation des Transportwesens in Tirol im Mittelalter (diese Zeitschr., Bd. 8, S. 196 ff.), ergänzt und berichtigt die Untersuchungen Joh. Müllers über denselben Gegenstand (diese Zeitschr., Bd. 3, S. 361 ff.); die zweite behandelt die tirol. Geleits- und Rechtshilfeverträge bis zum Jahre 1363 (Zeitschr. des Ferdinandeums, 3. F., Heft 53, S. 31 ff.); die dritte haben wir hier anzuzeigen.

Es eröffnet den Blick in neue Seiten des Zollproblems, wenn man es nicht nur im Rahmen einzelner wichtiger Handelsstraßen, an denen die Zollstätten aufgereiht waren (vgl. Sommerlad, Die Rheinzölle; Weissenborn, Die Elbzölle), sondern auch im Rahmen einzelner Territorien oder Territoriengruppen behandelt. Stolz faßt die zwischen die schwäbisch-bayrische Hochebene und den östlichen Teil der oberitalienischen Tiefebene eingeschobenen Alpenterritorien Tirol, Brixen und Trient ins Auge. Er hat seine Aufgabe in so reinlicher Sonderung der Einzelprobleme angefaßt, in so besonnener, exakter Erörterung das zumeist archivalische Material durchgearbeitet und die Resultate in so mustergültiger Form in ein klares Gesamtbild gebracht, daß man ihm keinen Vorwurf machen wird, wenn er im allgemeinen darauf verzichtet hat, durch Vergleich mit anderen Gebieten das, was sein Forschungsbereich an Allgemeingültigem, und das, was er an Eigenartigem aufwies, heller ans Licht zu setzen. Er hat in dieser Richtung manches schon dadurch hervorheben können, daß er ja das Gebiet dreier Landesherren überblickt.

Nach vorwärts hat er sich mit dem Jahre 1363, d. h. mit der Erwerbung Tirols durch die Habsburger, eine Grenze gesetzt, und nach rückwärts hat ihm der Mangel an Quellenmaterial schon im 11. Jahrhundert eine Schranke entgegengestellt. Er hat deshalb die besonderen Probleme, die nach jenem und vor diesem Zeitpunkte sich aufdrängen, außer acht lassen können. Wenn er einmal versucht, zwischen dem 13. Jahrhundert und der römischen Zeit einen Faden zu spannen, weil an einer Stelle, die einst schon eine römische Zollstätte sah, auch im 13. Jahrhundert wieder eine solche war, so frage ich mich doch, ob es nicht zu weit gegangen ist, wenn er zu der Annahme neigt, daß „die mittelalterliche Mauterhebung hier unmittelbar an römische Institutionen anknüpfte" (S. 77). Und wenn er (S. 6) behauptet, das Zollrecht sei ursprünglich (im fränk. Reich) königliches Regal gewesen, so darf er sich jedenfalls nicht gleicherweise auf Waitz und Rietschel

berufen; des letzteren These in „Markt und Stadt" ist doch, das Zollrecht sei anfänglich grundherrliches Recht und erst seit dem Ende der Karolingerzeit Regal gewesen.

Wenn auch die Quellen, die STOLZ zur Verfügung standen, die bisherigen Anschauungen über den Übergang des Zollrechtes aus der Hand des Königs in die der Partikulargewalten und die fortschreitende Verknüpfung der Zollstätten mit dem Territorium, in dem sie lagen, in grundlegendem Maße nicht weiter fördern, so trägt doch die Untersuchung viel dazu bei, das Bild von diesen Dingen im einzelnen zu bereichern. Zu recht wirksamer und anschaulicher Darstellung gelangt dann die Rolle, die das Zollrecht in den allgemeinen politischen Auseinandersetzungen und Machtverschiebungen der drei Alpenfürstentümer spielte, namentlich wenn es sich darum handelt, die Expansion der gräflich tirolischen Macht und ihre Invasion in den Bereich bischöflich tridentischer Hoheitsrechte zu behandeln oder die eigenartigen Verhältnisse darzustellen, die durch die tirolisch-görzische Länderteilung von 1271 geschaffen wurden, wo das Zollrecht im Länderkomplex beiden Linien nicht ebenso unter die beiden Linien territorial geteilt wurde wie die übrigen Hoheitsrechte, worauf dann die Entwicklung von der Tendenz der Tiroler beherrscht wurde, das Recht der Görzer auf einen Teil der Tiroler Zollerträge, diesen Fremdkörper, aus dem Komplex der tirolischen Landeshoheit auszuscheiden. Zum Besten, das uns STOLZ bietet, gehören diejenigen Partien, die uns das Schicksal des Nutzungsrechtes an den einzelnen Zollämtern, nachdem das Regal allmählich endgültig in den Begriff der Territorialhoheit eingegangen war, schildern und zeigen, wie nun die Nutzung sich auf verschiedenen Wegen — Belehnung, Erbpacht, Zeitpacht, Verpfändung — zum Teil zersplitterte, zum Teil in eigener Regie vor sich ging, wie diese Dinge zeitlich wechselten und in den verschiedenen Territorien verschieden sich gestalteten, welche Formen ferner die Einordnung der Zollrechtsnutzung in die allgemeine landesherrliche Finanzverwaltung annahm.

Hineingeschoben zwischen diese Kapitel ist eine Zusammenstellung der Zollstätten in der Weise, wie sie sich am Straßennetz des Landes aufreihten. Hier ist namentlich eine Frage, die wir noch nicht genügend beantwortet finden, wie sich nämlich diejenigen Zollämter, die in solche Orte fielen, die zugleich Handelsplätze und von mehreren Straßenzügen durchzogen waren, in mehrere Hebestellen, in einen mehr oder weniger großen Organismus solcher auseinanderlegen mußten, um die kompliziertere Warenzirkulation voll einzufangen. An diese zollgeographischen Darlegungen schließen sich diejenigen über den Inhalt des Zollbegriffs und über die mannigfaltigen Modifikationen, in denen er sich geschichtlich auswirkte. Die letztere Frage einer einleuchtenden Klassifikation der Verkehrsabgaben ist mit diesem tirolischen Material zwar in dem und jenem Punkte gefördert, aber durchaus noch nicht zu befriedigender Lösung gebracht. Es bleibt noch manches unaufgeklärt, und ohne umfassende vergleichende Untersuchung wird man kaum zum Ziele kommen.

Den letzten Teil des Buches bilden Erörterungen über die wirtschaftspolitischen Motive, die den Zollbefreiungen, Zollermäßigungen

und Tarifgestaltungen zugrunde lagen, Erörterungen, die allerdings nicht ganz vollem Verständnis erschlossen werden können, solange der Leser im allgemeinen nur die gleichsam leeren Verkehrswege und nicht die eigentliche Warenbewegung, den eigentlichen Handel, genauer kennt, Dinge, die natürlich nicht in den Rahmen der Arbeit gehörten. Wir geben zum Schlusse der Freude Ausdruck, eine so tüchtige Leistung in die zollhistorische Literatur eingereiht zu sehen. Diese hat an solchen wahrlich keinen Überfluß.

Basel. HERMANN BÄCHTOLD.

SRBIK, HEINRICH Ritter VON, Wilhelm von Schröder. Ein Beitrag zur Geschichte der Staatswissenschaften. (Sitzungsberichte der Kais. Akademie der Wissenschaften in Wien, phil.-hist. Klasse, 164. Bd., 1. Abhdlg.) Wien, Alfred Hölder, 1910.

Gerade in unseren Tagen, da man einerseits eine Verbesserung gewisser Staatsinstitute von ihrer Durchdringung mit kaufmännischem Geiste erwartet, andererseits durch das erste deutsche Kartellgesetz einen Industriezweig bureaukratisch zu reglementieren sucht, erweckt das vorliegende Buch besonderes Interesse: Im Spiegel des dort geschilderten Merkantilismus erkennen wir die Eigenart des Neomerkantilismus, den unsere Industrie-, Handels-, Kolonial-, Geld- und Emissionspolitik enthält. Die Auffassung und Behandlung des vom Verfasser gegebenen wirtschaftsgeschichtlichen Bildes erscheint mir von mehr als einem Gesichtspunkt aus gut gelungen. Mit richtigem Verständnis für das Positive und Negative des Rechtes des Historischen sind die Person SCHRÖDERS, sein Wirken und seine Schriften dargestellt; das ganze Stimmungsbild, aus dem SCHRÖDER verstanden werden soll, ist als kulturhistorisches im vollen Sinne des Wortes intendiert. Natürlich bleibt das Ideal einer allseitig kulturellen Erfassung praktisch immer nur ein Ideal, allein es ist ein Verdienst, es gewollt und in seiner formalen Notwendigkeit erfaßt zu haben. Von diesem Hintergrund hebt sich aber durchaus individuell das Bild von SCHRÖDERS Eigenart ab, gemalt mit allem Licht und allem Schatten, den historische Treue verlangt, und der Unterscheidungsgrund für dieses Licht und diesen Schatten ergibt sich aus der Verschiedenheit der Entwicklungsstadien bei Darsteller und und Dargestelltem, beides aufrichtig ausgesprochen ohne Tendenz und ohne Schonung. Die Darstellung ist auch insofern lehrreich, als sie die Gefährlichkeit allgemeiner Bezeichnungen für Wirtschaftsgeschichte und Volkswirtschaftslehre nachweist, ohne dies ausdrücklich zu beabsichtigen. Auf SCHRÖDER treffen alle Schlagworte zu, mit denen wir gewöhnlich den Merkantilismus kurz kennzeichnen, und sollte im engen Rahmen dieser gegenwärtigen Besprechung eine ganz kurze Wiedergabe des in dem Buche entwickelten Ideenschatzes SCHRÖDERS versucht werden, so würden sich, wenn auch mit einigen Modifikationen, eben jene allgemeinen Bezeichnungen von selbst wieder aufdrängen. Und doch zeigt gerade die von SRBIK gegebene Charakteristik, wie wenig man damit

SCHRÖDERS individueller Eigenart gerecht zu werden vermag. Seine Lehre vom Staat „läßt sich mit der eines JOHANN FRIEDRICH HORN und teilweise mit VEIT LUDWIG VON SECKENDORFF in eine Linie stellen“; dabei bildet bei dem allem Naturrecht fernen SCHRÖDER der theokratische, patriarchalische Absolutismus ein so festes Fundament des ganzen Gedankenganges, daß SRBIK den Vorwurf gegen MARCHET erheben kann, er habe zu Unrecht bei SCHRÖDER den Mangel eines leitenden Gedankens gerügt; indessen weist doch die ganze Staatsidee SCHRÖDERS deutliche Kennzeichen der historischen Momente auf, aus denen sie in ihrer speziellen Eigenart erwachsen ist. In der Steuerlehre im allgemeinen Gesinnungsgenosse KLOCKS zeichnet sich SCHRÖDER durch besondere Pflege der Finanz*politik* aus. Geht er in der Anschauung vom Wesen des Geldes auch vom Edelmetall aus, so sieht er doch im Gelde nur den Träger des Wertes, das Mittel zum Zweck, und sieht ein, daß das wichtigste die Zirkulation ist: „Geld im Kasten ist dem Lande ein Schaden“. Durch die Untersuchungen des Verfassers erhält auch ROSCHERS Auffassung von SCHRÖDERS Ideen einige Korrekturen, ebenso wie auch biographische Irrtümer Berichtigung finden.

Das Buch stellt nicht nur den Verfasser der „Fürstlichen Schatz- und Rentkammer“ dar, sondern gibt auch interessante Schilderungen aus der Wirtschaftsgeschichte Deutschlands, Österreichs, Hollands und Englands. Zum eigentlichen Widerspruch veranlaßten mich erst die letzten Sätze der ganzen Abhandlung, die einige allgemeine Bemerkungen über die Geschichte der Volkswirtschaftslehre geben. Da begegnete ich Anschauungen, wie z. B., daß LIST SMITH „überwunden“, daß ROSCHER die ethisch-historische Richtung der Nationalökonomie „begründet“ habe, Anschauungen, die zwar ein ehrwürdiges Alter besitzen und weit verbreitet sind, mir aber in dieser apodiktischen Weise ausgesprochen als unrichtig erscheinen.

Tübingen. LUDWIG STEPHINGER.

L. SCHÖNBERG, *Die Technik des Finanzhaushalts der deutschen Städte im Mittelalter.* (Münchener volkswirtschaftliche Studien, herausgeg. von LUJO BRENTANO und WALTHER LOTZ, 103. Stück). J. G. COTTA, Stuttgart und Berlin, 1910. XIV u. 199 S.

Die zahlreichen Untersuchungen, welche in den beiden letzten Jahrzehnten die mittelalterliche Finanzgeschichte einzelner Städte erfahren hat, erweckten immer lebhafter den Wunsch nach einer zusammenfassenden Darstellung der städtischen Finanzverwaltung jener Zeit. Mit großem Fleiß hat der Verfasser die Ergebnisse jener Untersuchungen in vier Abschnitten vereinigt, deren erster „die städtische Finanzverwaltung im weiteren Sinne“ behandelt, während die folgenden dem Rechnungswesen, dem Kassen- und Zahlungswesen und dem Kontrollwesen gewidmet sind. Zu Anfang des Buches findet man eine brauchbare Zusammenstellung der hauptsächlich in Betracht kommenden Druckwerke; hier hätte der Verfasser auch auf TREUTLEINS Geschichte

unserer Zahlzeichen (1875) sowie auf M. Bärs Koblenzer Mauerbau (1888) hinweisen können.

Mit Recht wird als grundlegende Unterscheidung der mittelalterlichen von der heutigen Finanzverwaltung das Fehlen förmlicher Voranschläge betont. Teilweise bis ins 19. Jahrhundert hinein haben die deutschen Städte ohne einen solchen Voranschlag gewirtschaftet; im Mittelalter begegnet man nur ausnahmsweise allgemeinen Haushaltsplänen. Die Finanzgewalt lag vielfach in der Hand des Rates, doch geht die Behauptung zu weit, daß „neben ihm die Stadtgemeinde nichts zu sagen“ gehabt hätte. Vielmehr pflegte sich der Rat bei wichtigeren Finanzgeschäften schon früh der Zustimmung der Bürgerschaft zu versichern. Die Ausführungen des Verfassers in der Einleitung über das deutsche Städtewesen (besonders S. 2) sind wenig glücklich und nicht von Mißverständnissen frei. Mehrfach wiederholt er längst aufgegebene Ansichten; so sagt er S. 15 vom commune consilium urbanorum in Worms vom Jahre 1106 „d. i. der Rat“ und erwähnt einen Soester Bürgermeister vom Jahre 1120 (vgl. hierzu Ilgens Ausführungen in den Chroniken der deutschen Städte, Bd. 24, S. CXXVI). Das Stadtrecht für Medebach von 1165 wird als „das Kölner Stadtrecht“ bezeichnet.

Eingehend erörtert der Verfasser das Fehlen einer Berufsbureaukratie in der Verwaltung und die Besoldungsfrage. Dabei „sollen die zwei der heutigen Zeit unbekannten Wege gewiesen werden, welche die Städte gegangen sind zur Verwaltung ihres Haushalts“, nämlich die Verpachtung städtischer Ämter auf bestimmte Zeit gegen eine bestimmte Abgabe und die Überlassung von Ämtern an Bürger unter Zubilligung eines Anteils am Ertrage. Hierauf werden als dem Mittelalter eigentümlich das (zuerst von Bothe so genannte) „Prinzip der individuellen Nutzungsvergütung,“ “die Bürgerpflicht“ und „das sogenannte Stiftungsprinzip“ behandelt, während sonstige hinsichtlich der Ausgabe- und Einnahmearten im Mittelalter beobachtete Grundsätze nur gelegentlich Erwähnung finden. Die Behauptung, man habe die Steuern während des ganzen Mittelalters als Notbehelf angesehen, ist, so allgemein gesprochen, jedenfalls unrichtig. Auch dürfte der Grundsatz der „individuellen Nutzungsvergütung“ keineswegs in dem Maße dem Mittelalter eigentümlich sein, wie der Verfasser annimmt. Dem in Danzig und Elbing zu entrichtenden Pfahlgeld z. B., das als „bezeichnend für das mittelalterliche Verfahren“ hervorgehoben wird, entspricht doch durchaus die heutige Gebühr der Hafengelder. Vermächtnisse zur Besserung von Wegen und Stegen (S. 74) waren den Bürgern, welche Testamente errichteten, durch städtische Willküren zur Pflicht gemacht.

Einigermaßen störend wirkt die Vorliebe des Verfassers für die Form der Vergangenheit und Vorvergangenheit in Fällen, welche die Gegenwarts- oder Vergangenheitsform erheischen. Auch hiervon abgesehen läßt die Ausdrucksweise manches zu wünschen übrig und beeinträchtigt die Freude an der trotz der obigen Ausstellungen nützlichen Arbeit.

Düsseldorf. M. Foltz.

ALBERT SCHATZ, *L'Individualisme économique et social, ses origines, son évolution, ses formes contemporaines.* Paris 1907, in-8°, 590 p.

Ce livre se divise en deux parties consacrées, l'une à la formation de la doctrine libérale classique, l'autre aux divers aspects de l'individualisme au XIX[e] siècle. M. SCHATZ, définissant l'individualisme „une doctrine philosophique qui sert de substructure à une doctrine économique" (p. 559), s'est efforcé de rapprocher les philosophes et les économistes qui, à ses yeux, ont élaboré la doctrine individualiste. Il la fait remonter à la réaction anti-mercantiliste de la fin du XVII[e] siècle et en note „les bases psychologiques" chez HOBBES et MANDEVILLE; l'analyse de l'œuvre des physiocrates, de HUME et de A. SMITH, de MALTHUS et de RICARDO lui permet d'étudier la formation du libéralisme en France et en Angleterre[1]). Au XIX[e] siècle, il suit l'évolution de la doctrine classique, qui se complète avec DUNOYER et J. St. MILL; il décrit le libéralisme orthodoxe de BASTIAT, le libéralisme politique de TAINE et de DE TOCQUEVILLE, le libéralisme chrétien de LE PLAY à MARC SANGNIER et enfin l'individualisme sous toutes ses formes, sociologique avec HERBERT SPENCER, arnachiste avec PROUDHON et MAX STIRNER, aristocratique avec P. LEROY-BEAULIEU, G. TARDE, W. H. MALLOCK et VILFREDO PARETO. Ce gros livre de près de 600 pages n'a qu'un intérêt théorique; c'est avant tout une œuvre de doctrine. M. SCHATZ a voulu „mettre dans l'incohérence doctrinale contemporaine, qu'atteste l'évolution de notre politique économique, un peu de cette clarté dont nous avons tant besoin" (p. 558). Pour montrer „ce qu'il y a dans la vie sociale d'inévitable misère et d'inévitable inégalité" (p. 147), il a invoqué le témoignage de tous ceux qui lui ont paru, par quelque endroit, „mériter, par opposition au tempérament socialiste, la qualification d'individualiste" (p. 558); en faisant la synthèse d'œuvres si distantes les unes des autres, il a voulu établir une tradition individualiste. Je ne sais si tous les lecteurs trouveront dans cette synthèse la preuve que le droit à la vie, le droit au bonheur sont „des mots sonores que nul n'a jamais compris, que nul ne comprendra jamais, parce qu'ils sont en vérité dénués de toute éspèce de sens"; ils reconnaitront, j'en suis sûr, la haute idée que se fait M. SCHATZ du rôle social de l'économiste. De sa conclusion, si littéraire, il ressort en effet que l'économiste, cherchant „dans l'ombre à decouvrir la loi" de la richesse, peut nous „révéler l'enchaînement naturel des actions des hommes . . ." et nous „apprendre à quelles conditions la prospérité matérielle peut régner parmi les hommes et avec elle la concorde et le progrès dont elle est la condition"; porteur de „la bonne parole individualiste", M. SCHATZ nous promet le bonheur économique sur la terre.

J. LETACONNOUX.

1) LOCKE n'est cité que pour mémoire; si l'on en croit CUNNINGHAM (*Eng. Industry and commerce* 1903, t. I, p. 380), c'est pourtant dans le *Traité du gouvernement civil* qu'il faut chercher l'origine de la doctrine économique du „laissez-faire".

Bei der Redaktion sind zur Besprechung eingelaufen:

L. Bergsträßer, Studien zur Vorgeschichte der Zentrumspartei. Tübingen, J. C. B. Mohr.

Salzburger Urkundenbuch, II. Band, I. Heft. Selbstverlag der Gesellschaft für Salzb. Landeskunde.

W. Frey, Beiträge zur Finanzgeschichte Zürichs im Mittelalter. Zürich-Selnau, Gebrüder Lehmann & Co.

H. Freiherr Leuckart von Weißdorf, Entwickelung und Ergebnisse der Wertzuwachsbesteuerung im Königreich Sachsen. Leipzig, Röder & Schunke.

Oxford Studies in social and legal history, edited by **P. Vinogradoff.** Vol. II. Oxford, Clarendon Press.

Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek, Band I. Herausgegeben und erklärt von **P. M. Meyer.** Leipzig, B. G. Teubner.

Cl.-J. Herbert, Essai sur la police générale des grains. Paris, P. Genthner.

Württembergische Geschichtsquellen, herausgegeben von der Württembergischen Kommission für Landesgeschichte. 11. Band. **Schneider,** Ausgewählte Urkunden zur württembergischen Geschichte. Stuttgart, W. Kohlhammer.

R. Berndt, Anleitung zur Aufstellung von Arbeitsordnungen für gewerbliche Betriebe und offene Verkaufsstellen. Leipzig, Röder & Schunke.

H. Heymann, Die deutschen Anleihen. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

Lilly Hauff, Die Entwicklung der Frauenberufe in den letzten drei Jahrzehnten. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

Morelly, Code de la nature ou le véritable esprit de ses loix. Paris, P. Genthner.

F. Kern, Die Anfänge der französischen Ausdehnungspolitik bis zum Jahr 1308. Mit einer Karte. Tübingen, J. C. B. Mohr.

H. Ellis, Geschlecht und Gesellschaft. Grundzüge der Soziologie des Geschlechtslebens. Deutsche Übersetzung von H. Kurella. 2. Teil. Würzburg, C. Kabitzsch (A. Stuber).

Dr. G. Galli, Die finanzielle und wirtschaftliche Lage Japans. Freiburg, J. Bielefeld.

Briefe des Grafen **Gobineau,** herausgegeben von L. Schemann. Bd. I: Briefwechsel mit A. v. Keller. Straßburg, Karl J. Trübner.

F. Pfaff, Die Abtei von Helmarshausen. Kassel 1911, G. Dufayel.

Hamburgisches Urkundenbuch, herausgeg. von B. Hagedorn. II, 1 (1301—10). Hamburg, L. Voß.

A. Coulin, Befestigungshoheit und Befestigungsrecht. Leipzig, Veit & Comp.

S. Tschierschky, Kartell und Trust. G. J. Göschen, Leipzig.

H. Sieveking, Auswärtige Handelspolitik. 2. Aufl. Ebenda.

D. Schäfer, Kolonialgeschichte. 3., bis auf die Gegenwart fortgeführte Auflage. Ebenda.

M. Kowalewsky, Die ökonom. Entwicklung Europas, V: Die hofrechtliche

Verfassung des Gewerbes und des Zunftwesens. Der schwarze Tod und seine wirtschaftlichen Folgen. Berlin, R. L. Prager.

H. L. Zeller, Das Seerecht von Oléron. Ebenda.

R. Kobatsch, Die volks- und staatswirtschaftliche Bilanz der Rüstungen. Wien, K. Konegen.

Württembergische Geschichtsquellen, herausgeg. von der württembergischen Kommission für Landesgeschichte. Bd. 12: Stift Lorch, Quellen zur Gesch. einer Pfarrkirche, bearb. von **Mehring.** Stuttgart, W. Kohlhammer.

A. Neuburger, Die Herabsetzung des Grundkapitals bei Aktiengesellschaften. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

R. Steinert, Das Territorium der Reichsstadt Mühlhausen in Th. Leipzig, Quelle & Meyer.

J. Sieber, Zur Geschichte des Reichsmatrikelwesens 1422—1521. Ebenda.

W. Müller, Zur Frage des Ursprungs der mittelalterlichen Zünfte. Ebenda.

J. Nistor, Die auswärtigen Handelsbeziehungen der Moldau im XIV., XV. und XVI. Jahrhundert. Gotha, Perthes.

W. Möllenberg, Die Eroberung des Weltmarktes durch das mansfeldische Kupfer. Ebenda.

M. Merores, Gaeta im frühen Mittelalter (8. bis 12. Jahrh.). Ebenda.

W. Sombart, Die Juden und das Wirtschaftsleben. Leipzig, Duncker und Humblot.

O. Schwarz, Diskontpolitik. Ebenda.

G. Brand, Die Wirtschaftsbücher zweier Pfarrhäuser des Leipziger Kreises im vorigen Jahrhundert. Ebenda.

L. Fontana-Russo, Grundzüge der Handelspolitik. Übersetzt von Dr. Pflaum. Ebenda.

A. Walther, Die Anfänge Karls V. Ebenda.

J. Lewinski, L'Evolution Industrielle de la Belgique. Brüssel und Leipzig, Misch & Thron.

A. Slosse und E. Waxweiler, Enquête sur le Régime Alimentaire des 1065 Ouvriers Belges. Ebenda.

E. Mahaim, Les Abonnements d'Ouvriers sur les lignes de chemins de fer Belges et leurs effets sociaux. Ebenda.

P. Friedrichs, Verfassung und Verwaltung der Stadt Bonn zur Zeit der französischen Herrschaft (1794—1814). Bonn, L. Röhrscheid.

H. Aubin, Die Verwaltungsorganisation des Fürstbistums Paderborn im Mittelalter. Berlin und Leipzig, W. Rothschild.

P. Dalmer, Das Innungswesen der Stadt Zerbst bis zum Ausgange des 18. Jahrhunderts. Hallische Dissertation. Zerbst, H. Zeidler.

O. Kellner, Das Majestätsverbrechen im Deutschen Reich bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts. Desgl.

G. Bode, Der Uradel in Ostfalen. Hannover, Ernst Geibel.

H. Legras, Le bourgage de Caen. Tenure à cens et tenure à rente (11. bis 15. siècles). Paris, A. Rousseau.

B. Bretholz, Geschichte der Stadt Brünn I. Brünn, Verlag des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens.

F. Holländer, Studien zum Aufkommen städtischer Akzisen am Niederrhein (bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts). Bonner Dissertation.

E. Bassermann, Die Champagnermessen. Tübingen, J. C. B. Mohr (P. Siebeck).

J. Bunzel, Der Lebenslauf eines vormärzlichen Verwaltungsbeamten. Wien, Karl Konegen.

Fr. Naumann, Neudeutsche Wirtschaftspolitik. Berlin-Schöneberg, Buchverlag der „Hilfe".

K. Th. Heigel, Pol. Hauptströmungen in Europa im 19. Jahrhundert. Leipzig, B. G. Teubner.

P. Krische, Agrikulturchemie. Ebenda.

E. Kech, Geschichte der deutschen Eisenbahnpolitik. Leipzig, G. J. Göschen.

Moselland und westdeutsche Eisenindustrie. Vorträge, herausgeg. von der Vereinigung für staatswissenschaftliche Fortbildung zu Berlin. Leipzig Duncker & Humblot.

W. R. Scott, Scottish Economic Literature to 1800. Glasgow und Edinburgh, W. Hodge & Co.

H. Schreibmüller, Pfälzer Reichsministerialen. Kaiserslautern, H. Kayser.

Br. Köhler, Die Ursachen der allgemeinen Wirtschaftskrisen. Leipzig, Verlag Deutsche Zukunft.

P. Rohrbach, Deutschland unter den Weltvölkern. Berlin-Schöneberg, Buchverlag der „Hilfe".

G. v. Schulze-Gävernitz, England und Deutschland. Ebenda.

E. v. Bulmerincq, Die wirtschaftliche und soziale Lage der Landgemeinde Muremoise. Leipzig, Röder & Schunke.

P. Richter, Die kurtrierische Kanzlei im späteren Mittelalter. Leipzig, S. Hirzel.

A. Solmi, Le diete imperiali di Roncaglia e la navigazione del Po presso Piacenza. Parma, presso la R. deputazione di storia patria.

W. Mummenhoff, Der Nachrichtendienst zwischen Deutschland und Italien im 16. Jahrhundert. Berliner Dissertation von 1911.

P. Moldenhauer, Das Versicherungswesen. Leipzig, Göschen.

C. Brauns, Kurhessische Gewerbepolitik. Leipzig, Duncker & Humblot.

R. Boehringer, Die Lohnämter in Viktoria. Ebenda.

K. Wiedenfeld, Das Persönliche im modernen Unternehmertum. Ebenda.

W. Fischer, Das Problem der Wirtschaftskrisen im Lichte der neuesten nationalökonomischen Forschung. Karlsruhe i. B., Braun.

E. Weiß, Der badische Rebort Durbach in seiner wirtschaftlichen Entwicklung. Ebenda.

J. Poetsch, Die Reichsacht im Mittelalter und besonders in der neueren Zeit. Breslau, M. u. H. Marcus.

K. Weimann, Die Mark- und Walderbengenossenschaften des Niederrheins. Ebenda.

H. Braun, Annalen für soziale Politik und Gesetzgebung. I. 1. Berlin, J. Springer.

F. L. Steinthal, Geschichte der Augsburger Juden im Mittelalter, Berlin, E. Ebering.

O. Spann, Haupttheorien der Volkswirtschaftslehre. Leipzig, Quelle & Meyer.

Verhandlungen des ersten deutschen Soziologentages. Tübingen, J. C. B. Mohr.

P. Meschewetski, Die Fabrikgesetzgebung in Rußland. Tübingen, H. Laupp.

E. Fueter, Geschichte der neueren Historiographie. München und Berlin, R. Oldenbourg.

Landeskunde der Provinz Brandenburg. Gera. Von **E. Friedel** und **R. Mielke.** II. Band: Die Geschichte. Berlin, D. Reimer (E. Vohsen).

Quellen zur Rechts- und Wirtschaftsgeschichte der rheinischen Städte: Bergische Städte II: Blankenberg, bearb. v. **Käber,** Deutz, bearb. v. **Hirschfeld.** Kurkölnische Städte I: Neuß, bearb. v. **Lau.** Bonn, P. Hanstein.

C. Brinkmann, Wustrau, Wirtschafts- und Verfassungsgeschichte eines brandenburgischen Ritterguts. Leipzig, Duncker & Humblot.

G. Neuhaus, Die deutsche Volkswirtschaft und ihre Wandlungen im letzten Vierteljahrhundert. M.-Gladbach, Volksvereins-Verlag G. m. b. H.

G. v. Stryk, W. v. Humboldts Ästhetik. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht.

B. Moll, Zur Geschichte der Vermögenssteuern. Leipzig, Duncker & Humblot.

Druck von W. Kohlhammer in Stuttgart.

